

3 1761 11970535 8









Digitized by the Internet Archive  
in 2023 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119705358>















HOUSE OF COMMONS

Issue No. 61

Thursday, May 15, 1986

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 61

Le jeudi 15 mai 1986

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

## Labour, Employment and Immigration

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent du*

## Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Order of Reference relating to Family Class  
Immigration

and

Main Estimates 1986-87: Votes 10 and 15 under  
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

CONCERNANT:

Ordre de renvoi concernant l'immigration—catégorie de  
la famille

et

Budget des dépenses principal 1986-1987: crédits 10 et  
15 sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)

First Session of the  
Thirty-third Parliament, 1984-85-86Première session de la  
trente-troisième législature, 1984-1985-1986



STANDING COMMITTEE ON LABOUR,  
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

*Chairman:* Jim Hawkes

*Vice-Chairmen:*

Jean-Pierre Blackburn  
Fernand Jourdenais

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE L'IMMIGRATION

*Président:* Jim Hawkes

*Vice-présidents:*

Jean-Pierre Blackburn  
Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Warren Allmand  
Pauline Browes  
Dan Heap  
Sergio Marchi

John Oostrom  
Peter Peterson  
John R. Rodriguez  
Maurice Tremblay (Lotbinière)

(Quorum 6)

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*

## MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 15, 1986

(91)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 3:41 o'clock p.m., this day, the Vice-Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

*Members of the Committee present:* Jean-Pierre Blackburn, Dan Heap, Sergio Marchi and John Oostrom.

*Acting Member present:* W. Paul McCrossan for Fernand Jourdain.

*Other Member present:* Andrew Witer.

*In attendance: From the Library of Parliament:* Margaret Young, Research Officer. *From the Committee's Research Staff:* Anne-Marie Smart. *From the Office of Fernand Jourdain:* Jacques Lavoie. *From the Office of Dan Heap:* Ann John Baptiste.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Family Class Immigration dated March 13, 1986 (*See Minutes of Proceedings of April 29, 1986. Issue No. 58*).

The Committee resumed consideration of its draft report to the House of Commons.

At 5:51 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

## EVENING SITTING

(92)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 6:41 o'clock p.m., this day, the Vice-Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

*Members of the Committee present:* Jean-Pierre Blackburn, John Oostrom and John R. Rodriguez.

*Other Member present:* Sheila Copps.

*In attendance: From the Library of Parliament:* Kevin Kerr and Eric Adams, Research Officers. *From the Committee's Research Staff:* Louise Thibault and David McGovern.

*Witness: From the Department of Employment and Immigration:* Gaétan Lussier, Deputy Minister.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated February 27, 1986 relating to Main Estimates 1986-87 (*See Minutes of Proceedings of April 9, 1986 Issue No. 53*).

The Vice-Chairman called Votes 10 and 15 under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION.

Gaétan Lussier answered questions.

It was agreed,—That the questions submitted by Sheila Copps for response by the Officials of the Department of Employment and Immigration, be filed with the Clerk of the Committee as an exhibit (*Exhibit "TRAV-118"*).

## PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 15 MAI 1986

(91)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 15 h 41, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn, (*vice-président*).

*Membres du Comité présents:* Jean-Pierre Blackburn, Dan Heap, Sergio Marchi, John Oostrom.

*Membre suppléant présent:* W. Paul McCrossan remplace Fernand Jourdain.

*Autre député présent:* Andrew Witer.

*Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement:* Margaret Young, attachée de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Anne-Marie Smart. *Du Bureau de Fernand Jourdain:* Jacques Lavoie. *Du Bureau de Dan Heap:* Ann John Baptiste.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 13 mars 1986 relatif à l'immigration de la catégorie de la famille (*Voir Procès-verbaux du 29 avril 1986, fascicule n° 58*).

Le Comité reprend l'étude de son projet de rapport à la Chambre.

À 17 h 51, le Comité lève la séance jusqu'à nouvelle convocation du président.

## SÉANCE DU SOIR

(92)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 18 h 41, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn, (*vice-président*).

*Membres du Comité présents:* Jean-Pierre Blackburn, John Oostrom, John R. Rodriguez.

*Autre député présent:* Sheila Copps.

*Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement:* Kevin Kerr et Eric Adams, attachés de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Louise Thibault et David McGovern.

*Témoin: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:* Gaétan Lussier, sous-ministre.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 27 février 1986 relatif au budget des dépenses principal de 1986-1987 (*Voir Procès-verbaux du 9 avril 1986, fascicule n° 53*).

Le vice-président met en délibération les crédits 10 et 15 inscrits sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION.

Gaétan Lussier répond aux questions.

Il est convenu,—Que les questions posées par Sheila Copps à l'intention des hauts fonctionnaires du ministère de l'Emploi et de l'Immigration soient déposées chez le greffier du Comité à titre de pièce justificative (*Pièce "TRAV-118"*).



At 8:16 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

À 20 h 16, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Thursday, May 15, 1986

• 1840

**Le vice-président:** À l'Ordre!

Je souhaite la bienvenue à toutes les personnes ici présentes. Ce soir, si vous le voulez bien, je vais mettre en délibération les crédits 10 et 15, sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION, au sujet du Programme d'emploi et d'assurance.

## EMPLOI ET IMMIGRATION

Ministère

Programme d'emploi et d'assurance

Crédit 10: Dépenses de fonctionnement .....\$73,932,000

Crédit 15: Subventions et contributions .....\$1,513,877

**Le vice-président:** Je voudrais vous présenter nos témoins. Nous avons M. Hicks, directeur exécutif de la Planification de l'emploi; M. Lussier qui est sous-ministre adjoint et M. Gauvin, directeur exécutif, Finances et administration.

Nous allons y aller par périodes de 10 minutes. Pour le premier tour, nous allons commencer avec madame Copps qui a probablement des questions à poser.

**Mme Copps:** Merci, monsieur le président.

J'aimerais savoir si vous avez des statistiques nouvelles en ce qui concerne l'assurance-chômage, pour les cas qui ont été mis en appel. Lors de notre dernière réunion, je pense qu'il y avait à peu près 34,000 Canadiens qui ont été exclus, ou ont vu leurs prestations réduites à cause des nouveaux règlements. Est-ce que vous avez de nouvelles informations là-dessus?

**M. Gaétan Lussier (sous-ministre adjoint, Emploi et Immigration):** Monsieur le président, je vais tâcher de répondre à la question en fournissant les détails statistiques demandés concernant cette situation-là.

Je crois que c'est à peu près—je n'ai pas malheureusement, monsieur le président, les chiffres tout à fait exacts—, certainement et actuellement, un peu plus élevé que... les 34,000... Oui c'est cela—à peu près 35,000—, mais je ne peux pas vous donner les chiffres, car malheureusement je ne les ai pas avec moi. Je pensais tout simplement que les crédits qui étaient étudiés ce soir ne touchaient pas l'assurance-chômage, mais je n'ai pas d'objection quand même à ce que vous continuiez dans la même veine, si vous acceptez que, lorsque vous me poserez des questions tout à fait précises sur des nombres exacts, je ne sois peut-être pas complètement en mesure, comme je le souhaiterais, de vous les donner.

**Mme Copps:** D'accord. Les crédits, ce soir, portent sur quoi alors, si cela ne porte pas sur l'assurance-chômage? Je pensais que cela portait sur l'assurance-chômage...

**Le vice-président:** Pourriez-vous répéter votre question, s'il vous plaît?

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le jeudi 15 mai 1986

**The Vice-Chairman:** Order, please!

I welcome you all to this meeting. Tonight, I am calling Votes 10 and 15, Employment and Immigration, Employment and Insurance Program.

## EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Department

Employment and Insurance Program

Vote 10—Operating expenditures .....\$73,932,000

Vote 15—Grants and contributions.....\$1,513,877

**The Vice-Chairman:** I am now going to introduce our witnesses. We have Mr. Hicks, executive director, Employment planning; Mr. Lussier, assistant deputy minister and Mr. Gauvin, executive director, Finance and Administration.

We shall have 10-minute rounds. For the first round, we have Ms Copps who, undoubtedly, has some questions to ask.

**Ms Copps:** Thank you, Mr. Chairman.

I wonder if you have any new statistical data concerning unemployment insurance, the appeal cases. At our last meeting, we were told that some 34,000 Canadians had been excluded or had their benefits reduced because of the new regulations. Do you have anything new on this?

**Mr. Gaétan Lussier (Assistant Deputy Minister, Employment and Immigration):** Mr. Chairman, I shall try to answer the question and to give the requested statistical data.

I believe it is more or less—regretably, Mr. Chairman, I do not have the exact figures—as of now it has probably reached more than 34,000... Yes, this is it, approximately 35,000—in any case, I cannot give you the figures, because I do not have them at hand. I did not think we were studying votes concerning unemployment insurance tonight, but I still can answer on this subject, provided you avoid asking me the precise figures. I fear I would not be able to answer fully as I would wish.

**Ms Copps:** Very well. In that case, if the vote we are considering tonight is not on unemployment insurance, what are they on? I thought it was unemployment insurance...

**The Vice-Chairman:** Would you repeat your question, please?

[Text]

**Mme Copps:** Monsieur dit que les crédits ne concernent pas l'assurance-chômage. Je pensais que cela comprenait...

**M. Lussier:** Ecoutez je pourrais, pendant que monsieur le président délibère, clarifier la situation. Je crois que les crédits qu'il a mentionnés, les crédits 10 et 15, correspondent effectivement à l'assurance-chômage et je suis tout à fait disposé aussi à les regarder. Tout simplement, ce que je vous dis c'est que d'après l'information que je croyais avoir reçue du greffier, ce soir, je pensais que nous touchions à la section de l'emploi, mais je demeure tout à fait ouvert à toucher toute question que vous souhaitez soulever.

• 1845

**Ms Copps:** Have you any updated position on the number of people who have appealed?

**Mr. Lussier:** I am going only by memory. Over 3,000 people have been appealing at this point in time.

**Ms Copps:** Have you made an overall judgment with respect to those people who waived their right to appeal or did not appeal within the time frame to accept those appeals?

**Mr. Lussier:** No ruling has been made by the commission on that question, simply for the reason I was trying to express to you at an earlier meeting. On many occasions we expressed and indicated to any UI claimants, and more particularly to this part of the regulations, clearly what their rights and their obligations were relating to that. As a result of that, there has been no revision by the commission relative to the question you are raising.

**Ms Copps:** Getting off the subject of unemployment insurance for a moment, can you tell us why the Minister has decided this year to stage the acceptance of job development proposals?

**Mr. Lussier:** Yes, I certainly can comment on that, Mr. Chairman. The last time I came before the standing committee, I think I tried to indicate what is in fact taking place in the realities of the projects that are presented to us, but I think it is quite important to try to explain it as well as I can. I think it is important, and probably it is not the sense of your questions, but the last time I was appearing in front of the standing committee, I sensed the possibility of some kind of confusion in terms of the Canadian Job Strategy and the so-called job development within it, as it relates to the Canadian Job Strategy itself; in fact, the six programs. Quite a significant number of people last year took advantage of those programs; in fact, I think over 470,000 people have been taking advantage of the Canadian Jobs Strategy.

At the same time, I tried to explain it specifically related to the job development. When you approve a project—and let us say it has a duration of 15 weeks, 20 weeks, 25 weeks—some of them have been approved in the normal process, but late in the season. They carry with it what I call a carry-over; that is, in terms of the fiscal year, projects that have been initiated in 1985-86 continue in 1986-87. In fact, to try to make it as clear as possible, on the overall Canadian Job Strategy over \$400

[Translation]

**Ms Copps:** The gentleman is saying that we are not considering the vote on unemployment insurance. I had thought that...

**Mr. Lussier:** While the chairman is pondering, I could try to elucidate the situation. I do believe that the votes he called are on unemployment insurance and we certainly can talk about them. But according to what the clerk had told me, I thought we were going to talk about employment tonight. That being said, we can talk about anything you like.

**Mme Copps:** Est-ce que vous savez combien de personnes ont fait appel à cette date?

**M. Lussier:** Je vous répond de mémoire. Pour l'instant, plus de 3,000 personnes ont fait appel.

**Mme Copps:** Est-ce que vous avez pris une décision à propos des gens qui ont renoncé à leur droit d'appel ou qui n'ont pas fait appel dans les délais prévus?

**M. Lussier:** La Commission n'a pas pris de décision à ce sujet, pour la raison que j'essayais de vous expliquer lors d'une précédente séance. Nous n'avons cessé d'expliquer aux candidats à l'assurance-chômage cette partie de la réglementation, de leur signaler quels étaient leurs droits et leurs obligations. Par conséquent, la Commission n'a pas jugé bon de revenir sur cette question.

**Mme Copps:** Quittons l'assurance-chômage pour un instant; pouvez-vous me dire pourquoi le ministre a décidé d'accepter cette année les propositions de développement d'emploi?

**M. Lussier:** Certainement, c'est une question à laquelle je répondrai avec plaisir, monsieur le président. La dernière fois que j'ai comparu devant le Comité permanent, j'ai essayé d'expliquer la situation, mais c'est important et je dois reprendre cette explication du mieux que je pourrai. Cela ne correspond peut-être pas exactement à vos questions, mais la dernière fois que j'ai comparu devant le Comité permanent, j'ai eu l'impression d'une confusion possible entre la Stratégie canadienne de l'emploi et l'élément Développement de l'emploi qui en fait partie, c'est-à-dire les six programmes. L'année dernière, il y a beaucoup de gens qui ont profité de ces programmes, en fait, je pense que plus de 470,000 personnes ont profité de la Stratégie canadienne de l'emploi.

En même temps, j'ai essayé d'expliquer que cela était lié directement au développement de l'emploi. Quand vous approuvez un projet—supposons qu'il s'agisse d'un projet de 15, 20 ou 25 semaines—dans certains cas, c'est approuvé selon le processus normal, mais tard dans la saison. Autrement dit, cela comporte une prolongation compte tenu de l'année financière, et les projets qui ont débuté en 1985-1986 se poursuivent en 1986-1987. En fait, pour essayer d'expliquer le mieux possible, pour l'ensemble de la stratégie de l'emploi, des



## [Texte]

million worth of projects of all kinds are being embarked on in terms of disbursement of money into the 1986-87 year.

Related to the particular fiscal year that I think is your degree of interest, as of this date, since April 1, 1986-87, over \$120 million worth of new projects has been approved into the six Canadian Jobs Strategy streams. Certainly, as every day passes more will be committed.

But the job development project is this way, so I will be as clear as I can related to the sense of your questions.

• 1850

First of all, to clear again the air on concerns that were raised at the last meeting of the standing committee, Mr. Chairman, when I was here, where there was an impression that money was not allocated to the regions, I can confirm again that there has been an ongoing operational budget in every part of the country. But job development is probably one of the programs among the six where there has been a substantial, major number of overcommitments; in other words, more projects, in fact, than we can deliver, in the sense of the money available that has been presented. In fact, over 5,000 of those projects in job development have been in the process and have been approved and have been now into the process of being, some of them, considered to be implemented and are still, in fact, under way; and using, as I said earlier, the 1986-87 budget allocation that we are discussing here tonight.

That means the bulk of those projects under job development that have been approved—as you remember, it started around Labour Day last year; the Canadian Job Strategy... So many of these projects, the bulk of them, in fact, were approved at the height of winter. They have resulted in a high level of activities and expenditure even at the time we are talking. So it is, in our view, important to maintain, as it relates to that particular element of the Canadian Job Strategy, a substantial level of numbers of people that is relatively stable all along... of participants and expenditure equally throughout the year that we are getting involved.

I mentioned at the last standing committee, specifically related to job development, that as of last week we were at over \$15 million, if I remember what I said. Today, which is probably a week after we met, the overall commitment under job development is now over \$18 million. So what we are trying to say in here, as clearly as possible, is that the current level of program activities, as it will start to diminish... and I said earlier the principle of maintaining all year round stable numbers of participants and expenditures, remembering the impact the so-called carryover had in this present fiscal year... there is no doubt it will provoke and set in place a further wave of project approvals that will be made in the autumn to maintain the project participant and expenditure level relatively stable throughout the year.

**Ms Copps:** It all sounds very nice; but the fact is that for the last seven weeks there have been CEC centres across Canada that have had no money for job development. So how staged is this progress?

## [Traduction]

projets de l'ordre de plus de 400 millions de dollars ont débuté pour lesquels on prévoit de déboursier des fonds en 1986-1987.

Quant à l'année financière qui vous intéresse, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1986 jusqu'à ce jour, des projets de l'ordre de plus de 120 millions de dollars ont été approuvés dans le cadre des six programmes qui constituent la stratégie de l'emploi. Et chaque jour, de nouveaux fonds y seront affectés.

Quant aux projets de développement d'emploi, je vais essayer de vous donner une réponse aussi proche que possible de votre question.

Pour commencer, j'aimerais dissiper une impression qu'on a peut-être eue à la dernière séance du Comité permanent, à laquelle j'ai assisté. En effet, certains craignaient que des fonds ne soient pas alloués aux régions et je peux vous répéter que toutes les régions du pays ont un budget de fonctionnement permanent. Mais le développement de l'emploi est probablement celui des six programmes qui a été le plus surutilisé. Autrement dit, nous nous sommes engagés pour plus de projets que nous ne pouvions en financer, compte tenu de l'argent disponible. En fait, plus de 5,000 de ces projets de développement d'emploi ont été approuvés et certains d'entre eux, qui sont considérés comme opérationnels, sont en réalité en cours de préparation. Comme je l'ai dit plus tôt, c'est le budget de 1986-1987 dont nous discutons ce soir, qui est utilisé pour ces projets.

Autrement dit, la majeure partie de ces projets du Programme du développement d'emploi qui ont été approuvés, ont commencé vers la Fête du travail l'année dernière; la stratégie de l'emploi... La majeure partie de ces projets ont été approuvés au milieu de l'hiver. Et encor aujourd'hui, l'activité et les dépenses sont considérables. Pour cette partie de la stratégie de l'emploi, nous pensons qu'il est important d'assurer une certaine stabilité pour un grand nombre de personnes, et également une certaine stabilité des dépenses tout au long de l'année.

Si je me souviens bien de ce que j'ai dit à la dernière séance du Comité permanent, la semaine dernière, nous en étions à plus de 15 millions de dollars pour le Programme de développement d'emploi. Aujourd'hui, c'est-à-dire une semaine plus tard, les fonds autorisés dans le cadre de ce programme atteignent plus de 18 millions de dollars. Autrement dit, une volonté claire de stabiliser les activités dans le cadre du programme et, au fur et à mesure qu'il y aura ralentissement... Comme je l'ai dit plus tôt, il faut tenir compte des prolongations dans l'année financière en cours, mais si nous voulons assurer une certaine stabilité des participants et des dépenses, il est certain qu'à l'automne, de nouveaux projets seront approuvés pour compenser le ralentissement auquel nous assisterons pendant l'été.

**Mme Coops:** Tout cela semble très joli, mais il n'empêche que depuis sept semaines, il y a des centres d'emploi dans tout le Canada qui n'ont pas d'argent pour le développement de l'emploi. Je me demande donc comment cette uniformisation fonctionne?

[Text]

**Mr. Lussier:** I am quite prepared, Mr. Chairman, to try to explain as well as I can, and probably more clearly than I tried at the last meeting of the standing committee, the process. As I indicated earlier, since April 1 over \$120 million of various projects has been approved. On job development, I indicated to you it is over \$18 million.

**Ms Copps:** It is \$18 million in a job development budget of what?

**Mr. Lussier:** Job development of about \$293 million.

**Ms Copps:** So \$18 million presumably in the first two months of the project... you should have approved at least two months' worth of funding.

**Mr. Lussier:** Let us be clear again. First of all, I would like to correct my \$293 million. It is probably more like \$393 million.

**Ms Copps:** You say \$393 million?

**Mr. Lussier:** Yes.

**Ms Copps:** So \$18 million out of \$393 million for the first two months of...

• 1855

**Mr. Lussier:** No, no. I do not think that is the way to look at it. I tried to express to you earlier that in every program, but certainly in job development, there is an approval of a series of projects that brings with them what I call a carry-over. I do not know what other words I can use to indicate there are a series of projects and a number of participants where the artificial cut-off date related to the fiscal year is not taken into consideration, and as such will continue to be working in April, May, and June on a series of projects that was approved in December, January, February, and March of the last fiscal year.

I think I have tried to indicate that there have been projects that have been approved, by the number I have given you. At the same time I have been telling you that the other principle related to job development projects is one we want to try to maintain during that fiscal year, a relatively stable number of projects and participants and expenditures that will be going on all year round. So there is a big... that is coming over the fiscal year and will continue to make people in every region of the country actively involved in assistance related to developing, at the same time particularly this program, opportunities and new skills for careers. I have been also indicating...

**Ms Copps:** Well, how do respond to the fact that, for example, in the City of Hamilton the manager has had no money to approve any programs for the last two months?

**Mr. Lussier:** I would like to have our CEC manager in Hamilton explain that to me, because...

**Ms Copps:** It is not only the CEC manager from Hamilton, it is the CEC managers from Montreal, from Windsor, from

[Translation]

**M. Lussier:** Monsieur le président, je suis tout à fait disposé à expliquer la situation le mieux que je pourrais et à expliquer le processus plus clairement que je ne l'ai fait la dernière fois. Comme je l'ai dit plus tôt, depuis le 1<sup>er</sup> avril, des projets de plus de 120 millions de dollars ont été approuvés. Dans le cadre du développement de l'emploi, il s'agit de plus de 18 millions de dollars.

**Mme Coops:** S'agit-il de 18 millions de dollars dans le budget du développement de l'emploi?

**M. Lussier:** Le budget du développement de l'emploi s'élève à environ 293 millions de dollars.

**Mme Coops:** Par conséquent, les 18 millions de dollars portent probablement sur les deux premiers mois du projet... Vous auriez dû approuver le financement au moins pour deux mois.

**M. Lussier:** Encore une fois, soyons précis. Pour commencer, j'aimerais corriger le chiffre de 293 millions de dollars que j'ai cité. C'est probablement de l'ordre de 393 millions de dollars.

**Mme Coops:** Vous dites 393 millions?

**M. Lussier:** Oui.

**Mme Coops:** Par conséquent, 18 millions de dollars sur 393 millions pour les deux premiers mois de...

**M. Lussier:** Non, non. Ce n'est pas la bonne façon de voir les choses. J'ai essayé de vous dire tout à l'heure que pour chaque programme, et surtout pour le développement de l'emploi, il faut approuver une série de projets qui se prolongent au-delà de l'année financière. Je ne sais comment je pourrais vous expliquer d'une autre façon qu'il existe une série de projets et un certain nombre de participants pour lesquels la date limite artificielle du projet ne correspond pas à l'année civile, et ces projets qui ont été approuvés en décembre, janvier, février et mars l'an dernier se poursuivront en avril, mai et juin.

J'ai essayé de vous montrer qu'il y avait des projets qui avaient été approuvés et je vous ai cité des chiffres. Parallèlement, je vous dis que l'autre principe qui entre en jeu quand on parle de développement de l'emploi est qu'au cours de l'exercice financier, on essaie de maintenir un nombre relativement stable de projets et de participants et d'étaler les dépenses sur l'année. Il y a donc un gros... qui enjambe l'exercice financier et se poursuit dans chaque région du pays où l'on a des projets de développement, ça s'applique particulièrement à ce programme, et aux possibilités de nouvelle carrière. J'ai également dit...

**Mme Coops:** Comment justifiez-vous le fait que dans la ville de Hamilton, le directeur n'a plus d'argent depuis deux mois pour approuver de nouveaux programmes?

**M. Lussier:** Il faudra que je demande des explications au directeur du centre d'Hamilton, parce que...

**Mme Coops:** Pas seulement au directeur du centre d'Hamilton, mais aussi aux directeurs des centres de Montréal, de



## [Texte]

Hamilton, from Winnipeg who have all experienced the same problems because there has been a hold-up, a deliberate delay, in job development funding.

**Mr. Lussier:** Let us be clear again. Your preoccupation, the way I understand it, Mr. Chairman, is related to job development. I tried to explain earlier, and I will try to explain it again as best and as clearly as I can, that as it relates to job development projects we have presently over 4,000 to 5,000—I think it is closer to 5,000—projects involving, certainly in those projects that have been approved, over 30,000 Canadians.

But there is, as a result of that, a series of projects that in their lasting life, which could be, as I said earlier, 20 weeks, 23 weeks, 25 weeks... Let us use a concrete example. If they were approved and set in place, let us say, on March 1, and if we considered that this project may last for 25 weeks, that means this project in March will probably last until August of this fiscal year. That means there is, in this particular year, a series of projects still continuing in the early part of the fiscal year. At the same time, I am saying there has been a certain number of projects.

What I suspect, in my view, naturally concerning our employees to a degree, but at the same time realistically... is there are more projects than there is money to carry them. In that sense what this means is there is in fact a much larger amount of money being spent under the program that continues the program that started last year. So when you were trying to compare, I think it is fair to say that from the overall budget of around \$393 million we are talking about, there is more spending than the \$18 million I have been referring to.

• 1900

**Ms Copps:** Because the other spending has lapsed for the funding.

**Mr. Lussier:** No. The other spending is ongoing. In other words, I repeat again Mr. Chairman, projects have been approved in January, February and March. They ignore the fiscal year and they continue on, but they are falling on the budget of the year that we presently...

**Ms Copps:** Is the function of the ministry to blow up your budgets to make them look good, or is the function to create jobs? I mean, there is no rational reason for holding the money back, other than the fact that you want to make the numbers look good all the way around.

**Mr. Lussier:** No. I think the reasons are...

**Ms Copps:** What is the problem? If the projects are approved in January and they show up in the 1985-86 year, what is wrong with that?

**Mr. Lussier:** I do not think there is any problem.

**Ms Copps:** So why are they changing the system?

**Mr. Lussier:** No. We are not changing the system. I think I am not clear enough, Mr. Chairman. I should have a black-board to indicate what I am trying to demonstrate.

## [Traduction]

Windsor, d'Hamilton et de Winnipeg qui ont tous les mêmes difficultés parce que le financement du développement de l'emploi est délibérément retardé.

**M. Lussier:** Tirons les choses au clair. Si je comprends bien, ce qui vous intéresse, c'est le développement de l'emploi. J'ai essayé de l'expliquer tout à l'heure, et j'essaierai de l'expliquer à nouveau de la meilleure façon possible et aussi clairement que possible, que nous avons à l'heure actuelle de 4,000 à 5,000—je pense que c'est plus près de 5,000—projets de développement de l'emploi qui intéressent environ 30,000 Canadiens.

Mais pour cette raison il y a une série de projets qui durent, comme je l'ai dit tout à l'heure, 20, 23, 25 semaines... Prenons un exemple concret. Mettons qu'un projet soit approuvé et lancé le 1<sup>er</sup> mars et qu'il est censé durer 25 semaines; ce projet qui débute en mars terminera probablement en août prochain. Ce qui veut dire que certains projets peuvent se poursuivre pendant les premiers mois de l'exercice suivant. Mais je vous ai dit aussi qu'il y avait eu un certain nombre de projets.

Ce que je soupçonne, personnellement, et ça concerne nos employés dans une certaine mesure, bien sûr, mais il faut rester réaliste... c'est qu'il y a plus de projets que ce que l'on peut lancer. En un sens, ce que ça veut dire, c'est que l'on dépense plus d'argent pour poursuivre des programmes qui ont été amorcés l'an dernier. Alors quand on essaie de faire des comparaisons, il est juste de dire que sur le budget global de 393 millions de dollars environ qui a été mentionné, on a dépensé plus que les 18 millions de dollars dont j'ai parlé.

**Mme Copps:** Parce qu'il n'y a plus de budget pour l'autre poste de dépenses

**M. Lussier:** Non. Cet autre poste est toujours financé. En d'autres termes, je le répète, monsieur le président, ces projets ont été approuvés en janvier, février et mars. Ils poursuivent sans tenir compte de l'année financière mais ils émargent au budget de l'année qui vient de...

**Mme Copps:** Le rôle de votre ministère est-il de gonfler ces budgets pour qu'ils aient meilleure apparence ou son rôle est-il de créer des emplois? Je ne vois aucune autre raison au blocage de ces fonds. C'est simplement dans le but de donner une bonne impression de vous-même en permanence.

**M. Lussier:** Non. La raison...

**Mme Copps:** Quel est le problème? Si les projets sont approuvés en janvier et qu'ils figurent dans le budget de l'année 1985-1986, qu'est-ce que cela peut faire?

**M. Lussier:** Je ne crois pas qu'il y ait de problème.

**Mme Copps:** Pourquoi alors changer le système?

**M. Lussier:** Non. Nous ne changeons pas le système. Je crois que je ne me fais pas suffisamment comprendre, monsieur le président. Je crois qu'il me faudra un tableau noir pour faire ma démonstration.



[Text]

**Ms Copps:** Yes. I am totally missing your point, because you are claiming that the system is being changed so that you can stage grants all the way along.

**Mr. Lussier:** No. The system is not being changed. I am saying that in the prudent management of the \$393 million...

**Ms Copps:** Well, I can...

**Le vice-président:** Madame, compte tenu du fait que nous arrivons à près de 20 minutes, je vais donner la parole à M. Oostrom.

**Mr. Oostrom:** I do not know whether it was the last time that I asked for some sort of a statistical breakdown, but you will not have it yet because it is a tremendous amount of work on the Canadian Job Strategy. But could you tell me, at least, what sort of format this statistical breakdown that we requested will take? Will it be by all of the six programs in the Canadian Job Strategy? At the time, I think I asked for the projects with the person-years, of course, the projects approved, the projects then being allocated, and then, of course, paid.

Of course, what is very important and what you just explained to Mrs. Copps, and it is quite clear to me, the carry-over from the previous fiscal year. The way I see it is that if a project was approved in January or February, then it is going to be in operation some time in April or May and the cash will flow in that year. That is fine. As long as I can see by province, or by geographical area, where the money is going, I will appreciate that.

What worries me more is when these moneys would become available, so perhaps you can at least give me some sort of an indication when that will be. Will it be some time this summer for the new fiscal year? You have a tremendous backlog, of course, perhaps from the previous fiscal year. Will it be some time this summer?

**Mr. Lussier:** Mr. Chairman, it is a fact that there has been interest. We are quite prepared to supply the information to members. As it relates to the timing, if you are referring to 1985-86, I think somewhere in the summer period we should be having the final compilation related to 1985-86. From there, depending on the way you would like to see it, I think we can manage, in theory, to give it to you by province...

**Mr. Oostrom:** By province or by main areas, perhaps.

**Mr. Lussier:** —and give programs to indicate to you what happened. We will certainly be happy to do it. So it is a question of what you would find most useful in terms of the figures themselves. We will be prepared to give them in any combination, if you wish, combinations by province, by program, globally; all those possibilities exist.

**Mr. Oostrom:** I would certainly like to see it in whatever is the most clear way. There seems to be some problem to... For the Local Advisory Council area which, in my case, takes in a couple of ridings, that is fine with me. But that I am sure you cannot give, because that is a very fine breakdown. I can get that. As long as it is made available at least in the local area, I

[Translation]

**Mme Copps:** Oui. Je ne comprends rien du tout car vous dites que le système est modifié afin de pouvoir étaler dans le temps les subventions.

**M. Lussier:** Non. Le système n'est pas changé. Je dis que pour gérer de manière avisée ces 393 millions de dollars...

**Mme Copps:** Je peux...

**The Vice-Chairman:** Madam, given that your 20 minutes are nearly up, I will give the floor to Mr. Oostrom.

**M. Oostrom:** Je ne sais si c'est lors de la dernière réunion que je vous ai demandé de me communiquer une sorte de ventilation chiffrée, mais je suppose que vous n'avez pas encore eu le temps de le faire car cette stratégie des emplois constitue un énorme programme. Quoi qu'il en soit, pourriez-vous au moins me dire sous quelle forme vous pourriez me communiquer ces chiffres? Correspondront-ils aux six programmes de la stratégie d'emploi? Je crois que je vous avais demandé les chiffres par projet avec les années-personnes, de même que le nombre de projets approuvés, le nombre de projets alloués et, bien entendu, financés.

Manifestement, ce qu'il importe de bien comprendre et que vous venez tout juste d'expliquer à M<sup>me</sup> Copps, et que j'ai moi-même fort bien compris, c'est qu'il y a report d'une année financière sur l'autre. Si un projet a été approuvé en janvier ou février, il se poursuit en avril ou en mai et il est donc financé par le budget de la nouvelle année financière. C'est parfait. Si vous pouvez me fournir les chiffres par province ou par région géographique je vous en serais fort reconnaissant.

Ce que je me demande par contre, c'est la date à laquelle ces fonds deviendront disponibles et c'est ce renseignement que j'aimerais que vous me donniez. Seront-ils disponibles cet été pour la nouvelle année financière? Il est évident que vous n'avez pas dû pouvoir satisfaire toutes les demandes déposées pendant l'année financière précédente. Ces fonds seront-ils disponibles cet été?

**M. Lussier:** Monsieur le président, il est vrai que l'intérêt manifesté est très grand. Nous nous ferons un plaisir de vous communiquer ces renseignements. Nous devrions avoir tous les chiffres pour l'année 1985-1986 au courant de l'été. Une fois ces chiffres en notre possession, selon ce que vous nous demanderez, nous pourrions, théoriquement, vous donner les chiffres par province...

**M. Oostrom:** Par province ou par région géographique.

**M. Lussier:** ... et vous donner des indications par programme. Nous vous fournirons ces renseignements avec plaisir. Il s'agit simplement de savoir sous quelle forme ces chiffres vous seront le plus utiles. Il y a toutes sortes de possibilités. Nous pouvons soit vous donner ces chiffres globalement par province ou par programme, comme vous voulez.

**M. Oostrom:** J'aimerais que la forme que vous adopterez soit la plus claire possible. Il semblerait qu'il y ait certains problèmes... par région de conseil consultatif local ce qui, dans mon cas, correspond à deux circonscriptions; cela me conviendrait parfaitement, mais je suis certain que cela ne vous est pas possible parce que c'est trop détaillé. Je peux moi-

## [Texte]

can get that from my Local Advisory Council. A member of your department serves on that. So that is fine with me.

• 1905

One specific program is the Community Futures. I am not particularly impressed after last Monday's meeting that I had in the Local Advisory Council, in which one of your employees participated, explaining Community Futures. Maybe you can elaborate a bit on that. For example, I asked him if he could at least give me an example. Maybe he took the wrong example, but he gave me an example of training some people in sport fishing. I said, well, look, that to me does not have any real great benefit for the future, unless that sport fishing will then carry over into some commercial fishing area, where they gain some expertise, where they can then work in fishing in a commercial sense, or if the young people are then told how to set up a small enterprise or something like that. But just strictly sport fishing . . . I was not particularly impressed.

**Mr. Lussier:** As I am sure you are aware, the Community Futures program is targeted to help in a very particular manner. For example, single-industry towns where there are major lay-offs that are occurring, that are taking place . . . as we know, that can be very devastating to an entire community. Sometimes those communities are isolated, in the sense that if a mine is closing, for example, there are few resilient economic activities.

So what the Community Futures program wants to do is to address the real problems of a community by responding to initiatives that would come from the leadership of the milieu. In other words, it could take a lot of different shapes and forms, depending on proposals that will be initiated as a result of the community working together and our ability to respond with a series of programs that will be then tailored very much to the individual community needs. That is why there will be . . .

So the example is not an automatic one, if I can be clear on that. It will depend very, very much on how the committees, in developing a plan for either new initiatives or helping people to be retrained . . . There is a whole spectrum of activities that can be done and tailored . . . depending on the local economic situation. We will then be, with the program, with the criteria established, reacting to initiatives that will come from that particular community.

**Mr. Oostrom:** Also, another thought struck me on the final approved projects and when they will be funded. I do not want to see . . . It seems to me there is more participation from private industry and small businesses this time around than in the past. So I certainly do not want the small businessmen who have projects that were approved to get discouraged. I would like that participation to continue. So perhaps we can have some communication with those projects that have been approved, to tell them, okay, the allocation will be coming

## [Traduction]

même me procurer ces chiffres. Si vous les communiquez au conseil consultatif local, je pourrais le lui demander. Un représentant de votre ministère siège au sein de ce conseil. Cela me convient donc parfaitement.

Je me pose des questions au sujet de votre programme de développement des collectivités. J'ai participé lundi dernier à une réunion du conseil consultatif local. Au cours de cette réunion, les explications d'un de vos employés au sujet de ce programme de développement des collectivités ne m'ont pas tout particulièrement impressionné. J'aimerais avoir de meilleures explications. Par exemple, je lui ai demandé s'il pouvait pour le moins me donner un exemple. Il a peut-être mal choisi mais il m'a cité en exemple un programme de formation pour la pêche sportive. Je lui ai répondu que cela me semblait d'un intérêt très minime à moins que ce cours sur la pêche sportive ne prépare à un cours sur la pêche commerciale, c'est-à-dire à un véritable métier et qu'on apprenne aux participants comment fonder leur propre entreprise. Sans tenir simplement à la pêche sportive . . . Je n'ai pas été particulièrement impressionné.

**M. Lussier:** Comme vous ne devez sans doute pas l'ignorer, le programme de développement des collectivités vise des situations très particulières. Par exemple, les villes à industrie unique qui sont les victimes de licenciements massifs . . . Comme nous le savons tous, les conséquences peuvent être catastrophiques pour toute la collectivité. Ces collectivités sont souvent dans des régions éloignées et, si par exemple, la mine ferme, il n'y a pratiquement aucune autre activité économique pour compenser cette perte.

Le programme de développement des collectivités est là pour répondre aux initiatives proposées par la collectivité pour résoudre les problèmes de ce genre. En d'autres termes, ce programme peut revêtir des formes très différentes car il doit répondre, en fonction de nos possibilités, aux initiatives proposées par les collectivités. Il s'agit en quelque sorte de programmes sur mesure. C'est la raison pour laquelle il y aura . . .

Il est donc difficile de donner un exemple type si vous voyez ce que je veux dire. En fonction de leur situation économique locale, les collectivités nous font des propositions et nous essayons, dans la mesure de nos moyens, de leur offrir des programmes sur mesure. L'éventail d'activités est donc très large. En quelque sorte, grâce à ce programme, dans la limite de ces critères, nous répondons aux initiatives des collectivités.

**M. Oostrom:** J'ai également pensé à autre chose au sujet de ces projets approuvés et de leur financement éventuel. Je ne voudrais pas . . . J'ai l'impression qu'aujourd'hui, la participation de l'industrie privée et des petites entreprises est plus importante qu'auparavant. Je ne voudrais donc pas que les petits entrepreneurs dont les projets ont été approuvés se découragent. Je voudrais que cette participation continue. Il serait peut-être bon de communiquer avec les responsables de ces projets approuvés pour leur dire de ne pas s'impatiser,



[Text]

forward within a certain period of time; or, we have a great carryover. The communications part is very, very important to keep small businesses and enterprises interested in what we are trying to accomplish.

**Mr. Lussier:** You are definitely mentioning a very, very valid point.

• 1910

We are always open to facilitate and improve our communications approach to that. Your point is well taken. It is absolutely essential and important that people are kept abreast of the steps that are taken, and why sometimes there are delays; that it is well explained and that the momentum has been created.

Your point is well taken, but I suspect that in the case that you are referring to, the Community Futures program, because that program is, as I said earlier, based upon the local leadership, and that the committee itself, using Community Futures still as an example, is being drawn from the representatives of the milieu in which they are involved, who will have analysed the problems, who will have identified possible solutions, and have present in most cases very interesting proposals of self-help in moving ahead, in normal circumstances we are trying to maintain that very close contact back and forth because I think the infrastructure itself of the intent of the program is based on bilateral communications between them and us.

**Mr. Oostrom:** Okay. Of course the third party involved in many of these programs is the province. A person engaged by the Government of Ontario attended our LAC committee. They seemed to be sort of in a process of reorganization; they did not seem to have anything clear and defined. At one time they had many different programs. I think they brought them under one ministry now, which is at least a good attempt, but they seem to be a bit disorganized. How much communication is taking place on an ongoing basis between Ottawa and the provinces, particularly the Province of Ontario?

**Mr. Lussier:** Well, continuing on your example of the Province of Ontario, but I think it is applicable in any part of the country, I think in the field that we are operating, there is ongoing communication at the various levels of the organization, from the provincial deputy minister to every level of his organization and ours. Sometimes it will be related to a joint evaluation of the situation of a particular labour market. Also, over last year in the context of our Canadian Job Strategy implementation, we have not only been discussing, but we have arrived at a series of initiatives with provinces. Sometimes the purpose was, as you say, to avoid of duplication, and in some provinces this has brought us together in a complementary way to deliver programs and to finance them jointly. In some other circumstances, there are examples of a harmonization of programs between the two levels of government.

**Mr. Oostrom:** That harmonization is important. For many of us it is clear; there is "skill investments", "skill shortages", "job entry", "job development", but the provinces have quite other terminology, so that now confusion is being created in

[Translation]

qu'ils recevront bientôt leurs subventions et leur expliquer la raison de ces retards. Il importe d'informer ces petites entreprises pour qu'elles continuent à s'intéresser à ce que nous essayons de faire.

**M. Lussier:** Vous avez parfaitement raison.

Nous désirons constamment faciliter et améliorer nos voies de communication à cet égard. Vous avez raison de le préciser. Il est absolument essentiel que les intéressés soient mis au courant des mesures décidées et des retards enregistrés; il faut bien expliquer tout cela et faire savoir que l'élan a été donné.

Ce que vous avez dit est intéressant, mais étant donné que le Programme de développement des collectivités dont vous avez parlé est, comme je l'ai dit antérieurement, fonction des initiatives prises localement et que le Comité lui-même, et je prends toujours ce programme comme exemple, est composé de représentants du milieu qui ont analysé les problèmes, qui y ont trouvé parfois des solutions et qui ont réussi à dégager des propositions d'entraide fort intéressantes, dans les circonstances normales, nous essayons de maintenir ces contacts très étroits entre eux et nous car je dirais que ce sont les échanges bilatéraux qui sont à la base du programme même.

**M. Oostrom:** Bien. Nombre de ces programmes comptent un troisième larron et ce sont évidemment les provinces. Un employé du gouvernement de l'Ontario a assisté à une réunion de notre conseil consultatif local. Or, cette province est en train de réorganiser ses programmes car rien n'était très clair ou bien défini. Je crois qu'à une époque l'Ontario comptait de nombreux programmes différents. Il semble les avoir regroupés sous un seul ministère, ce qui est bon en soi, mais il semble tout de même un peu désorganisé. Des échanges réguliers ont-ils lieu entre Ottawa et les provinces, en particulier la province de l'Ontario?

**M. Lussier:** Eh bien, pour reprendre votre exemple de l'Ontario, mais je crois que ce phénomène vaut pour toutes les autres régions du pays, je crois que dans notre secteur, les échanges se font à tous les niveaux, du sous-ministre provincial aux plus bas échelons de son ministère et du nôtre. Parfois nous joignons nos forces pour évaluer ensemble l'état d'un marché donné. De plus, l'année dernière, et ce dans le cadre de la planification de l'emploi, nous ne nous sommes pas contentés de discuter, nous avons même arrêté toute une série d'initiatives en collaboration avec les provinces. Parfois, on essayait ainsi d'éviter les recoupements, comme vous l'avez dit, et dans certaines provinces, ces échanges nous ont permis d'assurer ensemble la prestation et le financement de certains programmes. Dans d'autres cas, certains programmes ont été harmonisés entre les deux paliers de gouvernement.

**M. Oostrom:** Cette harmonisation est importante. La situation est claire pour beaucoup d'entre nous, citons les programmes «d'acquisition des compétences», «de pénurie de main-d'oeuvre», «d'intégration professionnelle», «de développe-



## [Texte]

the mind of the small-businessman, who does not know where he is at. If that could be aligned along similar headings... Perhaps in the case of Ontario it may be too much to ask, but at least an attempt should be made so that no confusion arises.

**Mr. Lussier:** Yes, I think your point is well taken because certainly from our standpoint it is always a concern that we have in mind in our programs. That is why, in the case of Employment and Immigration Canada, the Minister of Employment and Immigration has been wishing to simplify programs to make them easier to understand by the various economic partners or individuals who are accessing it. I think if we could succeed to have that all over the country, we will have accomplished a lot in facilitating economic partners to have access and to understand easily what we are trying to achieve.

• 1915

**Mr. Oostrom:** In addition, I think they are still on this short-term—you know, perhaps an election coming up in mind; I do not know—short-term objectives, whereas we have longer-term, more lasting objectives, and the two do not seem to gel.

I have a question—and that came up also in the LAC committee—on the older workers. The ending of the Labour Adjustment Benefits Program is coming up at some time this summer, and there seems to be no replacement program yet in place. Is there any date? Is this program for older workers rejoining? How far ahead are we in planning this, and is there a time in the future when this will be announced? Of course the announcement will be by the Minister, and she will decide, but how far are you in the department on this?

**Mr. Lussier:** The first part is my own clarification of mind. The program you are presently referring to is under the Labour Adjustment Benefits Act, which is a program from Labour Canada that for all practical purposes and economy of scale we are administering for the Labour Canada department.

It is right that this program will probably terminate by August of this year. You are certainly aware that the Minister of Labour has been indicating that he was contemplating a program for replacing this program which, my understanding is, is presently under active discussion with the provinces by the Minister of Labour. So we should hear later on, I suppose, the details of the results of the discussion he is having with the provinces. But it is my understanding that there will be some form of a different initiative related to older workers in that context.

On the other aspect, directly related to Employment and Immigration Canada, within the six Canadian job programs we have one which is related to... in fact, many aspects of our programs have been all along contributing to help older workers. For example, the Job Entry Program has benefited... and I have the example of older women wishing to re-enter the labour market. It has been offering assistance to longer-term unemployed individuals, including older workers

## [Traduction]

ment de l'emploi», mais les provinces utilisent une tout autre terminologie si bien que maintenant le petit entrepreneur ne sait plus à quel saint se vouer. Peut-être pourrions-nous harmoniser cette terminologie également... Peut-être est-ce trop demander à la province de l'Ontario, mais il faudrait au moins faire une tentative en ce sens pour que la confusion ne règne pas.

**M. Lussier:** Oui, vous avez entièrement raison car de notre point de vue, nous nous en inquiétons toujours. C'est la raison pour laquelle la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, pour parler de mon ministère, a voulu simplifier les programmes pour les rendre plus accessibles aux divers partenaires économiques ou aux intéressés. Je crois que si nous y parvenons dans tout le pays, nous aurons énormément contribué à faciliter l'accès à ces programmes et nous aurons permis à nos partenaires économiques de mieux comprendre nos objectifs.

**M. Oostrom:** De plus, ils ne s'intéressent qu'au court terme en raison d'éventuelles élections peut-être; je ne sais pas, mais leurs objectifs semblent être à court terme alors que les nôtres sont à plus long terme, et nous ne semblons pas trouver un terrain d'entente.

Je voudrais vous poser une question sur les travailleurs plus âgés et nous en avons également parlé au sein du conseil consultatif local. Cet été, les prestations pour la reconversion des travailleurs se terminent et rien ne semble les avoir remplacées. N'a-t-on pas fixé de date? Ce programme qui s'adresse aux travailleurs plus âgés va-t-il se poursuivre? À quel stade en est la planification? Ce programme sera-t-il annoncé un jour? Certes, il sera annoncé par la ministre, c'est elle qui en décidera, mais où en est le ministère?

**M. Lussier:** Permettez-moi tout d'abord de vous demander une précision. Vous faites sans doute allusion au programme prévu par la Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs, programme qui relève du ministère du Travail que nous administrons pour des raisons d'économie d'échelle.

Comme vous l'avez dit, un terme sera sans doute mis à ce programme d'ici le mois d'août. Vous savez que le ministre du Travail a annoncé son intention de remplacer ce programme par un autre et je crois que ce nouveau programme fait actuellement l'objet de discussions avec les provinces. Nous devrions donc bientôt en savoir davantage sur les résultats qu'ont donnés ces discussions entre le ministre et les provinces. Mais je crois savoir que cet autre programme sera différent de l'ancien.

Pour ce qui est du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, parmi les six programmes d'emploi, nous en avons un qui porte directement... En fait, de nombreux aspects de nos programmes aident les travailleurs plus âgés. C'est le cas, par exemple, du programme d'intégration professionnelle qui ont permis aux femmes plus âgées de réintégrer la vie professionnelle. Il aide également ceux qui sont au chômage depuis longtemps, y compris les chômeurs plus vieux qui ont besoin d'une aide

*[Text]*

who need special assistance. We have the Skill Investment program. So in every component, whether it is Skill Investment or skill shortages... In fact, in the Community Futures program we just discussed there has been and there is, integrated into that program, a series of elements that have been helping also the older-worker situation.

**The Vice-Chairman:** Mr. Deputy Minister, I would like to talk about the program National Labour Market Innovations. I looked at it yesterday, and I saw that we have accepted 22 projects under this program, and for these 22 projects we gave \$27 million; something like this. None of them are coming from Quebec at this moment. I would like to ask you why we do not have any in Quebec, and what your perception is about this. Is it a specific problem? Or maybe we do not have enough information in Quebec about this program? I have some worries about this.

• 1920

**Mr. Lussier:** Yes. Okay. I think you are mentioning a very important point. I am going from memory, but there has been an initiative from Quebec approved under innovation. There is not a tonne yet, but there has been some.

Talking about innovation, which, as you know, is a program that looks to the future in trying to act as a catalyst in tapping the creative resources of the Canadian people and stimulating new and innovative initiatives that will help to revitalize the labour market situation, it is a program that produces money for pilot projects, for demonstrations, but doing things differently. This program is open to individuals or groups anywhere in Canada, but as it relates to a project they go, depending on the province you bring, into a prescreening—sometimes, in the case of Quebec, involving the province.

The Minister of Employment and Immigration has been establishing a national innovative advisory committee chaired by Dr. Brian Segal, the President of the Ryerson Polytechnical Institute, and has representatives from the various parts of the country. In fact, we have the pleasure of having the assistant deputy minister from the Quebec Department of Social Services and Unemployment as a member of that innovative committee, provided it is a project that is having a value of over, at this point in time, \$250,000.

I suppose it is up to us to continue to market this program, which, to tell you my personal feeling, is in fact the essence of helping us to change the way we have been seeing the traditional way of helping the labour market to adapt and become involved in economic development.

I think it provides a lot of opportunities for that creativity, whether it is for new deliveries, learning, innovative bridging programs to help workers entering or re-entering the work force, alternative work arrangements, more effective links between training and job creation. So there are there a lot of interesting aspects that need to be developed and utilized.

I think, and I am hoping, that like other regions of Canada the Quebecers will be knowing the program better, adjusting to it, and will present it to us. I think it is coming. I see the wave starting to mount. We have started to approve projects in

*[Translation]*

spéciale. Nous avons également le programme de développement de l'emploi; ainsi, que ce soit ce programme-ci ou le programme de pénurie de main-d'oeuvre... D'ailleurs, le programme de développement des collectivités, dont nous avons discuté tout à l'heure, comporte toute une série d'éléments qui aident également les travailleurs plus âgés.

**Le vice-président:** Monsieur le sous-ministre, je voudrais discuter un peu du Programme national d'aide à l'innovation liée au marché du travail. Je l'ai examiné hier et j'ai constaté que le ministère avait accepté 22 projets dans le cadre de ce programme au coût de 27 millions de dollars ou à peu près. Aucun projet de la province du Québec n'a encore été accepté. Je voudrais vous demander pourquoi et ce que vous en pensez. Est-ce dû à un problème particulier? Ou est-ce que ce programme n'a pas été suffisamment diffusé au Québec? Cela m'inquiète.

**M. Lussier:** Oui, très bien. Vous soulevez une question très importante. Je crois me rappeler qu'une initiative du Québec a été approuvée au titre de l'innovation. Il n'y en a pas eu des masses, mais il y en a eu quelques-unes.

Vous n'êtes pas sans savoir que l'objectif de ce programme d'innovation est de catalyser les ressources créatrices des Canadiens et de stimuler les nouvelles initiatives susceptibles de revitaliser le marché de l'emploi. Il s'agit de subventions pour les projets-pilotes et des programmes expérimentaux. La participation, individuelle ou collective, est ouverte à tous les Canadiens. Dans certaines provinces, comme au Québec, il y a une pré-sélection.

La ministre de l'Emploi et de l'Immigration s'emploie à mettre sur pied un conseil consultatif national de l'innovation et c'est M. Brian Segal, président de L'Institut polytechnique Ryerson qui le préside. Ce Comité compte des représentants de toutes les régions du Canada. Et pour les projets d'une valeur supérieure à un quart de million de dollars, nous avons même le plaisir d'accueillir à ce comité le sous-ministre adjoint du ministère québécois responsable des services sociaux et du chômage.

Il nous appartient de faire connaître ce programme. À mon avis, il s'agit jusqu'à maintenant du meilleur moyen de modifier l'attitude traditionnelle face au marché du travail, de s'adapter et de participer au développement économique.

Ce programme encourage la créativité, qu'il s'agisse de nouveaux projets, de l'apprentissage, de l'assouplissement des conditions de travail et du resserrement des liens entre la formation et la création d'emplois. Il y a donc beaucoup d'aspects que nous pouvons développer et utiliser.

J'espère que tous les Canadiens, et surtout les Québécois, se familiariseront avec le programme, s'y adapteront et nous soumettront des projets. Nous avons déjà approuvé quelques projets au Québec, pas beaucoup, mais c'est un début.



## [Texte]

Quebec. They are not that numerous yet, but that is coming in, I hope, the way the tide is reaching the shores.

**Mr. Rodriguez:** So is Christmas coming, too.

**Le vice-président:** Est-ce qu'on peut penser que le Québec a quand même une somme spécifique d'argent qui va lui être attribuée ou qui lui est réservée pour... ? Parce que si le Québec a pris un certain retard à présenter des projets, est-ce qu'on peut penser que le Québec va tout de même pouvoir avoir sa quote-part dans ce programme?

**Mr. Lussier:** Over a certain period of time, my personal experience with programs is that a curved shape is established, spreads and gives a similar pattern.

This program, by design, at the start was not, as such, allocated by province because we are looking for stimulating, as I said earlier, creativity and the way we could look at new initiatives, but with the purpose that, naturally, we hope that the natural distribution of things eventually will be taking place.

• 1925

As we gain experience, as the program in its framework becomes better known, I have every confidence that all regions of the country will be benefiting from it in a very well distributed manner.

**Le vice-président:** Très bien. Pouvez-vous me donner un peu plus d'informations à propos du programme concernant la pénurie de main-d'oeuvre spécialisée? Est-ce que c'est enfin signé avec le gouvernement du Québec? Est-ce qu'il y a des développements d'attendus dans les prochains jours?

**M. Lussier:** Je l'espère beaucoup, monsieur le président, parce que depuis quelques temps déjà, suite à une des rencontres entre la ministre de l'Emploi et de l'Immigration et le ministre du Québec, une entente de principe est intervenue. Les fonctionnaires se sont mis à la tâche pour décortiquer et mettre en forme plus détaillée ces projets-là, et je crois que leur travail est complété. Donc, il reste maintenant à nos ministres respectifs de sortir leur plume et de compléter l'opération. Et je puis vous dire que la ministre de l'Emploi et de l'Immigration est très soucieuse, effectivement, que non seulement ce programme-là, mais l'autre aussi, qui s'appelle *Skill Shortages* en anglais, puissent être mis à la disponibilité des gens du Québec.

Donc, je suis naturellement optimiste; j'espère que c'est maintenant une question de jours, enfin, de une semaine ou deux au maximum parce qu'il n'y a plus rien à négocier. On est tous d'accord, on est prêts à démarrer, il s'agit maintenant que ce soit formellement «officialisé», et comme je vous le disais, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration du Canada est très très soucieuse que nous puissions apporter notre contribution dans le contexte québécois et ce dans les meilleurs délais.

**Le vice-président:** Le deuxième programme que vous avez cité en anglais, quel est son nom en français?

**M. Lussier:** «Pénuries de main-d'oeuvre».

## [Traduction]

**M. Rodriguez:** Oui, et le père Noël va aussi revenir.

**The Vice-Chairman:** Will Quebec get a specific sum of money... ? If Quebec is somewhat behind in its projects, will it still get its quota under this program?

**M. Lussier:** Au bout d'un certain temps. Mon expérience me pousse à conclure qu'une sorte de courbe finit par se dessiner et que tout le monde touche sa juste part.

Au départ, il n'était pas question dans le cadre de ce programme de prévoir des contingents provinciaux car nous avions surtout mis l'accent, comme je l'ai dit tout à l'heure, sur la créativité et les nouvelles initiatives. Bien entendu, nous étions persuadés qu'une sorte de répartition naturelle se ferait.

A mon avis, à mesure que le programme prendra de l'ampleur, la répartition se fera d'une manière assez équitable à travers le pays.

**The Vice-Chairman:** Very well. Could you give me some more information on the program for specialized manpower shortages? Has the agreement finally been signed with the Province of Quebec. Are we expecting any further developments over the next few days?

**Mr. Lussier:** I sincerely hope so, Mr. Chairman. Indeed, an agreement in principle was reached following meetings between the Minister of Employment and Immigration and his Quebec counterpart some time ago. The officials have been working out the details and I think they are now done. All that is left to do now is for the responsible Ministers to take out their pen and finish the operation. And I can tell you that the Minister of Employment and Immigration is very anxious that this program and the other one, *Skill Shortages* be made available to the people of Quebec.

I am somewhat optimistic. I hope that it is only a matter of days or a week or two at most since there is nothing left to negotiate over. We all agree, we are already to start and we are only waiting for it to become official. And to repeat what I said just now, the Minister of Employment and Immigration is very, very anxious for us to make our contribution in the Province of Quebec as soon as possible.

**The Vice-Chairman:** You mentioned the title of the second program in English, do you have it in French?

**Mr. Lussier:** *Pénuries de main-d'oeuvre*.

## [Text]

**Le vice-président:** C'est celui dont je parlais. D'accord.

**M. Lussier:** Oui. Mais il y en a un autre. Si c'est celui dont vous parlez, monsieur le président, il y a «Pénuries de main-d'oeuvre», et l'autre est relié à... «Acquisition de compétence». Voilà!

**Le vice-président:** Celui qui doit être signé dans les prochains jours c'est...

**M. Lussier:** Ce sont les deux. «Pénuries de main-d'oeuvre» et «Acquisition de compétence». Tous les deux seront signés dans les prochains jours.

**Le vice-président:** Merci. Monsieur Rodriguez, peut-être avez-vous des questions à poser?

**Mr. Rodriguez:** Thank you very much, Mr. Chairman.

I wonder if Mr. Lussier could tell me if there is, in the job development, a special—I have sent for my correspondence, and as soon as it comes, I will be getting into more specifics.

Under the Job Development Program, do you now have a new facet to this program whereby you will try to get welfare recipients into the program?

**Mr. Lussier:** I would like to give you, Mr. Chairman, the framework of the ones you are referring to. I will ask my colleague, Mr. Hicks, to explain the details.

The program that you are referring to is related to social affairs recipients. The Minister of Finance, in the context of the last budget, indicated that the federal government was prepared to set aside \$100 million from the Canadian Assistance Plan Program, so-called CAPP, to be discussed and negotiated with the provinces in order to permit social welfare recipients to enter various programs.

I think you are referring to job development. That is certainly one possibility which has a combination of work and training components. Also, some other elements of the operation of our program might correspond to the way this federal contribution, matched by the provincial contribution, can be put to use in the context of the Canadian Job Strategy.

• 1930

If you are asking me how it will work by province, I can...

**Mr. Rodriguez:** No, no, I want to be more specific.

**Mr. Lussier:** Okay.

**Mr. Rodriguez:** I want to refer to a specific one in the city of London, Ontario, where for you to be able to place welfare recipients and to match them to the job opportunities, you are getting access to the welfare recipient records from the municipal offices. What I am getting at is this. What is in the welfare recipient records, which rest with the municipal officials, is very personal material that ought not to be passed on to Employment and Immigration Centre workers to match

## [Translation]

**The Vice-Chairman:** Yes, that is the one I was talking about.

**Mr. Lussier:** Yes, but there is another one. You talked about Skill Shortages Mr. Chairman, and the other one is Acquisition of Skills. There you go!

**The Vice-Chairman:** And the one that will be signed over the next few days is?

**Mr. Lussier:** Both of them. Skill Shortages and Acquisition of Skills. Both will be signed some time over the next few days.

**The Vice-Chairman:** Thank you. Mr. Rodriguez, do you have any questions to ask?

**M. Rodriguez:** Merci beaucoup, monsieur le président.

M. Lussier peut-il me dire s'il existe un volet spécial du programme de création d'emplois—j'ai envoyé chercher ma correspondance, et dès que je l'aurai, je pourrai entrer dans les détails.

Existe-t-il un volet spécial du programme de création d'emplois qui nous permette d'y faire participer les bénéficiaires de bien-être social?

**M. Lussier:** Laissez-moi vous expliquer la structure de ce programme, monsieur le président. Je vais demander à mon collègue, M. Hicks, de vous donner quelques détails supplémentaires.

Le programme dont vous parlez s'adresse justement aux bénéficiaires de bien-être social. Le ministre des Finances dans son dernier budget a déclaré que le gouvernement fédéral était disposé à mettre 100 millions de dollars de côté du programme d'aide du Canada, le PAC pour discuter et négocier avec les provinces pour que les bénéficiaires de bien-être social puissent s'inscrire à divers programmes.

Vous avez parlé de création d'emplois. C'est une possibilité qui offre des éléments de travail et de formation. Mais il y a d'autres éléments dans notre programme qui correspondront peut-être à l'utilisation qui sera faite des subventions fédérales et des contributions provinciales dans le contexte de notre stratégie d'emploi du Canada.

Si vous me demandez ce que cela donnera par province, je puis...

**M. Rodriguez:** Pas du tout, je veux plus de détails encore.

**M. Lussier:** Parfait.

**M. Rodriguez:** Je voudrais parler d'un cas d'espèce, dans la ville de London, en Ontario, où pour placer les assistés sociaux et pourvoir aux vacances de postes, il faut passer par les dossiers d'assistance sociale de la municipalité. Voici à quoi je veux en venir. Les renseignements contenus dans ces dossiers personnels de l'assistance sociale dans les bureaux de la municipalité, ne devraient pas pouvoir être transmis aux gens du centre d'Emploi et d'Immigration qui cherchent à donner aux assistés sociaux des emplois correspondant à leurs



[Texte]

these recipients with potential jobs under the program, and if this is happening, then I think it is a violation of privacy.

**Mr. Lussier:** Mr. Chairman, first of all, there are two components to your question. First, it is certainly not in the context of the Social Welfare Recipients Program. It was not on the last budget because we are still completing discussion and negotiations with the Province of Ontario. As it relates to the specific question, I will certainly be pleased to look into the situation and get back to you. But if you could supply me with any information that will facilitate my capacity to give you answers, I will do that with pleasure, Mr. Chairman.

**Mr. Rodriguez:** I understand that, for example, the one criterion posed by the federal government is that a research study—and that is funded by the Employment Development Branch—must be carried out by the agency sponsoring the proposal. In the London case, it is a \$350,000-a-year re-employment project, so before it can receive approval there must be a research study carried out, and the research will require that the temporary project staff be given direct access to the confidential welfare files.

**Mr. Lussier:** I do not know about the specifics. I am prepared to look into it, Mr. Chairman. To my knowledge, as a general principle the Unemployment Insurance Act and the regulations of Employment and Immigration Canada allow agreements under various sections, section 114 and others, and agreements have taken place in the past with the provinces, but always within the context of the authorized situation.

As it relates to the specific question, Mr. Chairman, I would like to take notice and get back to the member related to the specificity.

**Mr. Rodriguez:** Better than that, I will photostat this correspondence and give it to you. I understand many cities have forfeited the grants on principle. The Cities of Windsor, Kitchener and Sudbury, among others, have forfeited the grants because they could not comply with that request to turn over the welfare recipient files to a research study group. So I will provide you with that.

**Mr. Lussier:** I appreciate, Mr. Chairman, that this documentation may be valuable in facilitating our response to you.

**Mr. Rodriguez:** Mr. Chairman, that is all I came here to question Mr. Lussier about tonight.

**The Vice-Chairman:** *Merci.* Ms Copps.

**Ms Copps:** I would like to return to the issue of the job development funds. I wonder if the deputy minister has a response to the telex he received from the local advisory council in Hamilton on the hold-back of funds, which would have been sent about two weeks ago.

• 1935

**Mr. Lussier:** I am afraid I will not be able to tell you, if an answer has been prepared or a telex has been answered, whether it has been answered by phone or otherwise. I do not

[Traduction]

qualifications en vertu de ce programme, car ces renseignements sont d'ordre personnel et s'il y a effectivement divulgation, il y a à mon sens violation de la vie privée.

**M. Lussier:** Monsieur le président, pour commencer, cette question comporte deux volets. D'abord, cela n'entre certainement pas dans le cadre du programme des assistés sociaux. Cela ne figurait pas dans le dernier budget, parce que nous sommes encore en train d'en discuter avec les représentants de la province de l'Ontario et de négocier avec eux. Pour en revenir au cas précis, je me ferai un plaisir d'étudier la chose et de reprendre contact avec vous. Toutefois, si vous pouviez me donner plus de détails qui m'aideraient dans mes recherches, je vous en saurais gré, monsieur le président.

**M. Rodriguez:** J'ai appris, par exemple, que l'un des critères imposés par le gouvernement fédéral est qu'il fallait une étude de recherche—financée par la direction générale du développement de l'emploi—et que cette étude devait être effectuée par l'agence qui en fait la proposition. Dans le cas de London, il s'agit d'un projet de réemploi de 350,000\$ par an, de sorte qu'avant de recevoir l'aval nécessaire, il faut qu'il y ait une étude de recherche, et cette dernière exige du personnel temporaire engagé à cette fin qu'il puisse consulter directement les dossiers confidentiels de l'assistance sociale.

**M. Lussier:** J'ignore les détails, mais je suis prêt à me renseigner, monsieur le président. Que je sache, la Loi sur l'assurance-chômage et les règlements d'Emploi et Immigration Canada permettent d'une façon générale des ententes au titre des divers articles, notamment l'article 114, et il y a déjà eu des ententes de ce genre avec les provinces, mais toujours en respectant les critères relatifs aux autorisations.

Pour en revenir à la question à proprement parler, monsieur le président, j'aimerais la prendre en note et y répondre plus tard en détail au député.

**M. Rodriguez:** Mieux encore, je vais faire photocopier cette lettre et vous la remettre. Je sais qu'il y a beaucoup de villes qui ont renoncé aux subventions par principe. La ville de Windsor, de Kitchener et de Sudbury, entre autres, l'ont fait parce qu'elles ne pouvaient pas accepter d'ouvrir les dossiers d'assistance sociale à un groupe chargé d'une étude de recherche. Je vais donc vous donner ce document.

**M. Lussier:** Je vous en remercie, monsieur le président, il pourra nous être précieux pour préparer notre réponse.

**M. Rodriguez:** Monsieur le président, c'est tout ce que j'avais à demander à M. Lussier ce soir.

**Le vice-président:** *Thank you.* Madame Copps.

**Mme Copps:** J'aimerais en revenir à la question du fonds de développement de l'emploi. J'aimerais savoir si le sous-ministre a une réponse au télex qui lui a été adressé par le Conseil consultatif local de Hamilton à propos du blocage des fonds, un télex qui a dû être envoyé il y a deux semaines de cela.

**M. Lussier:** J'ai peur de ne pas pouvoir vous dire si une réponse a été préparée, si une réponse a été envoyée à la suite du télex, s'il y a eu réponse par téléphone ou par écrit. Je n'ai

[Text]

have that information in front of me. I know concern has been expressed along that line. I think it was a concern that ... at the last standing committee meeting I tried to explain that into the final allocation ... the world has not stopped anywhere. What has been happening is that there has been a certain technical delay in making the managers know the details, components of person-years, and O and M and program funding that has been taking place, which may have created a certain degree of concern. At the same time I indicated at the last meeting, and I repeat it now, that it has not been in any shape or form stopping the operationalization of the program. The proof, which I have been trying to give you tonight, is that there has been, since April 1, over \$120 million in projects under the Canadian Job Strategy that has been approved.

**Ms Copps:** Right; but you also said that the number under Canadian Job Development was \$18 million.

**Mr. Lussier:** I have been saying that new projects ...

**Ms Copps:** Right. I understand that there are overlaps with other programs.

**Mr. Lussier:** It is not overlaps.

**Ms Copps:** Overlaps from the previous year. I understand that. But given your claim that you have an annual budget of \$391 million for Job Development alone, and given that in two months out of a 12-month mandate you have only spent \$18 million of that, obviously you are holding the money back to put it out at a later time.

**Mr. Lussier:** With all due respect, it is not a question of holding money back. I would like to explain it with better words ...

**Ms Copps:** I understand exactly what you ...

**Mr. Lussier:** No, you do not.

**Ms Copps:** The \$391 million is for the 1986-87 fiscal year; is that correct?

**Mr. Lussier:** Correct.

**Ms Copps:** Right. You are claiming that because you have overlapping funding from last year, therefore you do not want to spend the money at the beginning of this year, you would rather spend it toward the end.

**Mr. Lussier:** It is not of question of not wanting to spend the money. When I have been telling you there has been \$18 million this year approved ... but from the carryover of projects of last year there is a—

**Ms Copps:** I understand that.

**Mr. Lussier:**—spending on a weekly and a monthly basis, much more than you think.

**Ms Copps:** I understand that, thank you. I am not stupid. I understand that. The fact is that out of \$391 million, if two months have gone by ... the employment rate among young people is still elevated to a totally unacceptable point, and you have only spent \$18 million out of \$391 million.

[Translation]

rien sous les yeux. Je sais en effet qu'il y a eu des instances à ce sujet et que c'est quelque chose qui inquiète ... à la dernière séance du Comité permanent j'ai essayé d'expliquer comment la répartition finale avait été faite ... mais le monde ne s'est pas arrêté. Ce qui se passe, c'est que nous avons eu des retards techniques qui nous ont empêchés d'informer les directeurs des détails, de la distribution des effectifs, du financement du programme ainsi que des frais généraux, de tout ce qui s'était passé en somme, ce qui a peut-être causé une certaine inquiétude. J'ai également signalé la dernière fois, et je vais vous le répéter, que cela n'a en aucun cas arrêté l'entrée en opération du programme. La preuve, que j'ai essayé de vous donner ce soir, en est que depuis le 1<sup>er</sup> avril, plus de 120 millions de dollars de subventions ont été approuvées pour des projets relevant de la stratégie canadienne d'emploi.

**Mme Copps:** Je vous le concède, mais vous avez également dit que ce chiffre était de 18 millions de dollars.

**M. Lussier:** Je vous parle des nouveaux projets ...

**Mme Copps:** Je veux bien. Je sais qu'il y a des chevauchements avec d'autres programmes.

**M. Lussier:** Ce ne sont pas des chevauchements.

**Mme Copps:** Par rapport à l'année précédente. Je le comprends bien. Mais puisque vous dites que vous avez un budget annuel de 391 millions de dollars rien que pour le développement de l'emploi et qu'en deux mois, sur un total de 12, vous n'avez dépensé que 18 millions de dollars, il est évident que vous bloquez les fonds pour pouvoir les libérer plus tard.

**M. Lussier:** Sans vouloir vous manquer de respect, il n'est nullement question de bloquer des fonds. J'aimerais vous expliquer d'une façon plus claire ...

**Mme Copps:** Je comprends parfaitement ce que vous ...

**M. Lussier:** Non, vous ne comprenez pas.

**Mme Copps:** Vous avez 391 millions de dollars pour l'année financière 1986-1987, c'est bien cela?

**M. Lussier:** C'est bien cela.

**Mme Copps:** Fort bien. Vous dites que puisqu'il y a un certain chevauchement par rapport à l'an dernier, vous ne voulez pas dépenser de l'argent au début de l'année, préférant le laisser pour la fin.

**M. Lussier:** Ce n'est pas que nous ne voulons pas dépenser cet argent. Lorsque je vous dis qu'il y a déjà eu 18 millions de dollars d'approuvés cette année-ci ... à quoi il faut ajouter le reliquat des projets de l'an dernier ...

**Mme Copps:** J'avais bien compris.

**M. Lussier:** ... cela donne toutes les semaines et tous les mois beaucoup plus que vous ne le pensez.

**Mme Copps:** J'avais parfaitement compris et je vous remercie. Je ne suis pas stupide. Je comprends facilement. Il n'en reste pas moins que sur 391 millions de dollars, si deux mois se sont déjà écoulés ... Le taux d'emploi chez les jeunes reste malgré tout intolérable, et malgré cela vous n'avez dépensé que 18 millions de dollars sur 391 millions de dollars.



[Texte]

**Mr. Lussier:** No, I am sorry . . .

**Ms Copps:** No, out of the projected \$391 million for the 1986-87 fiscal year you have only spent \$18 million.

**Mr. Lussier:** No, I regret to say, Mr. Chairman--

**Ms Copps:** You have other moneys from your previous budget. But of this money, in this fiscal year, the \$391 million you have allocated, how much has been spent?

**Mr. Lussier:** It is much more than that, because the program I gave an example of earlier, with projects approved March 1 and going on in April, May, and June . . . this program, going on on a weekly basis, also got its own spending.

**Ms Copps:** But that spending was reflected in the 1985-86 estimates, was it not?

**Mr. Lussier:** No, because . . .

**Ms Copps:** The figure you gave me of \$18 million, then . . .

**Mr. Lussier:** Is for 1986-87. I have been telling you that above the carryover of programs that on March 31 technically stopped being financed from the budget of 1985-86 and fell into the financing of the present budget that you are studying in the main . . .

**Ms Copps:** So out of the \$391 million that is for the 1986-87 Job Development, how much has been spent?

**Mr. Lussier:** For the total, when I said \$18 million, to be clear, \$18 million is not all spent. It is project approved. It is very . . .

**Ms Copps:** How much has been spent? Out of the \$391 million for Job Development for 1986-87, how much has been spent?

**Mr. Rodriguez:** Actual money.

• 1940

**Mr. Lussier:** Yes. It is easy to give you numbers that I will be guessing, but it is a significant amount of money because it should be \$50 million to \$75 million. But I will get back to you . . .

**Ms Copps:** Where did you get the figure that you used of \$18 million then?

**Mr. Lussier:** Yes.

**Ms Copps:** Is that new projects approved?

**Mr. Lussier:** Yes. I have been telling you that on April 1 fiscal year 1986-87 starts. We bring along a series of projects under Job Development. Some of them have been terminating, but most of them, because of their duration, fall over so on March 31 those projects do not stop. Fiscal year 1985-86 is terminated, and they continue within the \$393 million . . .

[Traduction]

**M. Lussier:** Excusez-moi, pas du tout.

**Mme Copps:** Vous n'avez dépensé que 18 millions de dollars sur les 391 millions de dollars que vous projetez de dépenser pour l'année financière 1986-1987.

**M. Lussier:** Non, excusez-moi, monsieur le président, mais . . .

**Mme Copps:** Il vous reste également de l'argent du budget précédent, mais pour cette année financière-ci, sur les 391 millions de dollars que vous avez prévus, combien avez-vous déjà dépensé?

**M. Lussier:** Beaucoup plus que cela, étant donné que le programme dont je vous ai donné l'exemple, pour lequel des projets ont été approuvés le 1<sup>er</sup> mars et se poursuivent en avril, en mai et en juin . . . Ce programme, qui se poursuit de semaine en semaine, provoque également ses propres dépenses.

**Mme Copps:** Mais ces dépenses figuraient déjà dans le budget de 1985-1986, non?

**M. Lussier:** Non, parce que . . .

**Mme Copps:** Alors ce chiffre de 18 millions de dollars, . . .

**M. Lussier:** Vaut pour 1986-1987. Je me tue à vous dire qu'en plus du reliquat des programmes qui, techniquement parlant, ont cessé d'être financés le 31 mars à même le budget 1985-1986 pour être désormais financés aux termes du budget actuel que vous pouvez voir dans le Livre bleu . . .

**Mme Copps:** Alors, sur 391 millions de dollars prévus pour le développement de l'emploi en 1986-1987, combien avez-vous dépensé?

**M. Lussier:** Lorsque j'ai parlé de 18 millions de dollars, il faut bien préciser que ces 18 millions de dollars ne sont pas entièrement dépensés. Ce sont des projets qui ont été approuvés. C'est tout à fait . . .

**Mme Copps:** Combien avez-vous dépensé? Sur ces 391 millions de dollars consacrés au développement de l'emploi pour 1986-1987, combien avez-vous dépensé?

**M. Rodriguez:** Combien avez-vous vraiment décaissé?

**M. Lussier:** Oui. Je pourrais vous donner un chiffre approximatif; en tout cas, il s'agit d'une somme importante, qui devrait se situer entre 50 et 75 millions de dollars. Je vous ferai toutefois parvenir . . .

**Mme Copps:** Dans ce cas, où avez-vous trouvé ce chiffre de 18 millions de dollars?

**M. Lussier:** Oui.

**Mme Copps:** S'agit-il de nouveaux projets qui ont été approuvés?

**M. Lussier:** Oui. Je vous ai dit que le 1<sup>er</sup> avril, on a commencé le nouvel exercice financier 1986-1987. Dans le cadre de notre programme de création d'emplois, nous avons toutes sortes de projets; certains ont été achevés, mais la plupart d'entre eux chevauchent sur les deux exercices financiers. Par conséquent, l'exercice financier 1985-1986 s'est terminé au 31

[Text]

**Ms Copps:** So you cannot tell me, then, how much of the \$393 million projected for 1986-87 has actually been spent to May 1, 1986?

**Mr. Lussier:** I am afraid I do not have that exact figure with me, but I can table that figure to the chairman of the committee. I think that today, May 15, it will be above \$50 million.

**Ms Copps:** Well, probably, because you ran out and approved a lot last week when the heat was on.

**Mr. Lussier:** I am sorry. I missed that.

**Ms Copps:** You are playing dumb in implying that there has not been a problem. We do not get calls from across the country about a delay in Job Development approvals for nothing. You do not see local advisory councils comprised of Liberals, Conservatives and NDPers sending telexes in to the Minister when everything is going smoothly. It is not going smoothly. It has been a disaster since April 1, and everybody across the country who has been involved in the programs knows that. So I do not know why you seem to think it is such a surprise.

**Mr. Lussier:** I am not playing—I do not know the word you used . . .

**Ms Copps:** Dumb.

**Mr. Lussier:** I do not know how to spell it, but . . .

**Ms Copps:** "Playing dumb" is an idiom. It means you are feigning that you know nothing about the situation.

**Le vice-président:** Madame Copps, s'il vous plaît! J'apprécierai que vous fassiez un petit peu attention au vocabulaire que vous utilisez.

**Mme Copps:** Mais c'est une expression! *Playing dumb*, ce n'est rien de mauvais, cela veut dire que vous prétendez que vous ne connaissez rien de ce fait, quand, en réalité, vous êtes très au courant. Et cela, je le sais.

**Mr. Lussier:** Well, since April 1, 1986 we have been committing for over \$120 million of projects . . .

**Ms Copps:** But surely you must be aware of the fact that . . . For example, in case of Hamilton it is not a Liberal or an NDP lack. It is an all-party lack, made up of two area Members of Parliament of the Conservative stripe, and they sent a unanimous telex to the Minister two weeks ago asking her why they had withheld all the Job Development money for the City of Hamilton.

I suggested that to you tonight, and you implied that somehow the local CEC manager is to blame. He is not to blame. The word came from Ottawa. The memo raised in the

[Translation]

mars, mais ces projets ont continué dans le cadre du budget de 393 millions de dollars . . .

**Mme Copps:** Vous ne pouvez donc pas me dire quelle partie de cette somme de 393 millions de dollars qui est prévue pour 1986-1987 a réellement été dépensée au 1<sup>er</sup> mai 1986?

**M. Lussier:** Je n'ai pas le chiffre exact avec moi, mais je pourrais communiquer ce chiffre au président du Comité. Je crois qu'à la date d'aujourd'hui, c'est-à-dire au 15 mai, cette somme doit être supérieure à 50 millions de dollars.

**Mme Copps:** Sans doute, car vous en avez approuvé un grand nombre la semaine dernière, quand cela a commencé à faire des histoires.

**M. Lussier:** Excusez-moi, je n'ai pas compris.

**Mme Copps:** Vous faisiez l'innocent lorsque vous prétendiez qu'il n'y avait pas eu de problème. Ce n'est pas pour rien que nous avons reçu des appels de toutes les régions du pays au sujet des retards apportés dans l'approbation des nouveaux projets. Lorsque tout va bien, les conseils consultatifs locaux, qui sont composés de Libéraux, de Conservateurs et de Néo-démocrates, n'envoient pas de télex au ministre pour se plaindre. J'en conclus donc qu'il y a quelque chose qui ne va pas. En fait, c'est une véritable catastrophe depuis le 1<sup>er</sup> avril, et tous ceux qui s'intéressent à ce programme le savent parfaitement. Je ne comprends donc pas pourquoi vous semblez si surpris.

**M. Lussier:** Je ne fais pas . . . Je ne me souviens plus du terme que vous avez employé . . .

**Mme Copps:** L'innocent.

**M. Lussier:** Je ne sais pas comment s'écrit ce terme, mais . . .

**Mme Copps:** «Faire l'innocent» est une tournure idiomatique, qui signifie que vous faites semblant de ne rien savoir de ce qui se passe.

**The Vice-Chairman:** Mrs. Copps, order, please. I would like you to be a little more careful with the terms you use.

**Ms Copps:** But this is a popular idiom. Playing dumb is not a derogatory expression, it means that you are feigning that you know nothing about the situation when, in reality, you are perfectly aware of it.

**M. Lussier:** Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1986, nous avons engagé plus de 120 millions de dollars en projets . . .

**Mme Copps:** Vous n'ignorez certainement pas que . . . Par exemple, à Hamilton, le conseil consultatif local n'est pas un bastion libéral ou néo-démocrate, puisqu'il est composé de membres de tous les partis politiques, et notamment de deux députés conservateurs. Or, ce conseil local a envoyé un télex unanime au ministre, il y a deux semaines, lui demandant pourquoi on avait suspendu tous les crédits destinés à la création d'emplois pour la ville de Hamilton.

Quand je vous l'ai dit tout à l'heure, vous avez laissé entendre que c'était la faute du directeur du centre d'emploi local. Or, ce n'est pas lui le responsable, l'instruction lui en a



[Texte]

House today showed quite clearly that the Minister's strategy is that she intends to stage the grants.

**Mr. Lussier:** I think I have been clear, and you can read what I said tonight. In relationship to the Job Development, I have been as clear as I can be in spelling out that it has been the intention to maintain the level of participants and the level of money, of commitment, on a yearly basis as stable as possible.

**Ms Copps:** Maybe not tonight, but for the purposes of the record, I would appreciate it if you could table with this committee all the applications that have been received in major urban centres across Canada, including Halifax, Montreal, Toronto, Hamilton...

**Mr. Rodriguez:** Sudbury.

**Ms Copps:** Winnipeg, Edmonton—Sudbury, of course—and Vancouver.

I would like to know how many applications have been received, how many have been approved and how many have actually seen the moneys come forward, because in our experience at the moment... You see, people expect a road-block at the end of the fiscal year because your moneys are running out. They also expect that when the new fiscal year comes in they are going to be getting answers quickly on projects that were submitted in January and February.

Anyway, I would like to get some information on that because the information we are getting—and it is all non-partisan information—is that the projects have not been approved and that the delay has come from the Minister's office because the Minister's office informed CEC managers, as of the beginning of April, that there was no money in the Job Development fund and they were to approve no projects, and that situation sat like that for a month.

I believe there is even a quote in the *Hamilton Spectator* of an official calling it a glitch or some temporary delay, but it has gone on for, at this point, nearly six weeks into the new year. Most of those projects, though, were submitted in February and March. People were planning to be operational at the beginning of May, but now they are faced with a situation where the Minister's office has told the local office that they have no money for approval. I do not think it is a Hamilton problem. I think it is a problem in Montreal, Windsor and Winnipeg.

• 1945

**Mr. Lussier:** Mr. Chairman, I just want to say that I have not heard that the Minister's office indicated there was no money. I have been trying to give you tonight an example and the facts about amounts of money that, since April 1, have been approved.

At the same time, I have been telling you that related to job development, and I do not know how clearly I can try to explain that, that it is true, there is a deliberate attempt to maintain...

**Ms Copps:** To stage.

[Traduction]

été donnée par Ottawa. La circulaire qui a été présentée à la Chambre hier montrait à l'évidence que la ministre avait décidé de distribuer des subventions au compte-gouttes.

**M. Lussier:** Je crois m'être exprimé clairement, et vous pourrez relire la transcription. En ce qui concerne la création d'emplois, je vous ai dit clairement que nous avions l'intention de maintenir, à un niveau annuel aussi stable que possible, le nombre de participants et le volume des dépenses.

**Mme Copps:** Si vous ne pouvez pas le faire ce soir, j'aimerais que très bientôt, vous nous fassiez savoir combien de demandes ont été reçues dans les grandes villes canadiennes, y compris Halifax, Montréal, Toronto, Hamilton...

**M. Rodriguez:** Sudbury.

**Mme Copps:** Winnipeg, Edmonton, Sudbury, bien sûr, et Vancouver.

J'aimerais savoir combien de demandes ont été déposées, combien ont été approuvées et combien ont reçu finalement des crédits quelconques, car jusqu'à présent, nous avons constaté... Vous savez, les gens savent bien qu'à la fin d'un exercice financier, il est difficile d'obtenir des crédits. Toutefois, lorsqu'un nouvel exercice financier commence, ils s'attendent à avoir une réponse rapidement pour des projets qu'ils ont soumis en janvier ou en février.

Quoi qu'il en soit, j'aimerais avoir des renseignements là-dessus, car d'après ce qu'on nous a dit, et il s'agit d'une source apolitique, les projets n'ont pas été approuvés parce que le bureau du ministre a fait savoir aux directeurs des centres d'emploi qu'à partir du début avril, il n'y aurait plus d'argent pour la création d'emplois et que par conséquent, aucun projet ne devait être approuvé. Voilà la situation qui existe depuis un mois.

Je crois même que dans le *Hamilton Spectator*, on disait qu'un fonctionnaire avait parlé d'un retard temporaire, mais en fait, cela dure depuis le début du nouvel exercice financier, soit près de six semaines. Or, la plupart de ces projets ont été soumis en février ou en mars, et leurs auteurs pensaient pouvoir commencer début mai... Il semble donc que le bureau du ministre ait dit au directeur local de ne plus approuver de projets parce qu'il n'y avait plus d'argent. Or, je ne pense pas que ce problème soit particulier à Hamilton, car il se pose aussi à Montréal, à Windsor et à Winnipeg.

**M. Lussier:** Monsieur le président, je n'ai jamais entendu dire que le bureau du ministre ait fait savoir à qui que ce soit qu'il n'y avait plus d'argent. J'ai essayé ce soir de vous donner une idée des sommes qui ont été engagées depuis le 1<sup>er</sup> avril, pour des projets qui ont été approuvés.

Parallèlement, j'essaie de vous faire comprendre qu'en ce qui concerne la création d'emplois, et je ne sais pas quels termes il faudrait employer pour être plus clair, il est vrai qu'on essaie délibérément de maintenir...

**Mme Copps:** De distribuer au compte-gouttes.

[Text]

**Mr. Lussier:** —during the whole fiscal year, a stable number of participants and spending.

**Ms Copps:** Can you tell me what the rationale for that is? If we have, for example, now, in May of 1986, an unemployment rate of 25% in Atlantic Canada or Cape Breton, what is the rationale that says Cape Breton would be better off with staged grants?

**Mr. Lussier:** Let us use Cape Breton as an example. Because of the labour market situation, as it relates to that particular program, job development, and the number of projects that has been approved in the Cape Breton area in October, November, December, January, February and March—they would be substantially very high because of the difficult situation of the labour market in that area.

So it is not a question of staging. There will be, yes . . .

**Ms Copps:** The only rationale that I can see for that is from a business point of view: You delay making purchases because you want to save money. So if you are running a business, you might stage your purchases over a certain number of months.

Perhaps the government is staging its job creation funds over a number of months as a fiscal measure. If that is the case, then, we can discuss it on those grounds.

Maybe they cannot afford to put all the money in at April 1. But for the people who are unemployed and for those groups and private sector people who are putting forward projects, they were all targeting for April 1.

Then, the moneys would get out, the projects would get going. You are right, at the end of the year there would be a drop-off. But I cannot think of any other reason, if you have an unacceptably high unemployment rate, why you would want to stage the grants, particularly in areas where . . .

**Mr. Lussier:** I will try to give you a very simple reason. At the last committee meeting, I tried to explain. I will do it again.

There is, in most of our programs, more projects than money. Okay? That is a fact of life. It was a fact for me many years ago and is now. That means that there will be, independent of the process that we follow, people, organization-sponsored, who will feel unhappy, frustrated, whatever, because their project has not been accepted.

That is a reality because there is more demand than there is—even within the budget we are operating in—money. So there is a certain degree, always, that will be not approved.

What I have been trying to tell you is that, taking into account annual losing—I could comment on Cape Breton, the amount of money presently committed on various programs, but I do not think that was the purpose of our exchange.

[Translation]

**M. Lussier:** . . . de maintenir ou de stabiliser le nombre de participants et le volume des dépenses pendant tout l'exercice financier.

**Mme Copps:** Et pour quelle raison, pouvez-vous me le dire? Si, par exemple, en mai 1986, la région de l'Atlantique ou Cap-Breton enregistre un taux de chômage de 25 p. 100, croyez-vous vraiment que Cap-Breton a avantage à recevoir des subventions au compte-gouttes?

**M. Lussier:** Prenons justement l'exemple de Cap-Breton. Compte tenu de la situation du marché du travail, de ce programme de création d'emploi et du nombre de projets qui ont été approuvés dans cette région en octobre, novembre, décembre, janvier, février et mars . . . et croyez-moi ce nombre est très élevé étant donné les graves problèmes de chômage qui existent dans ce secteur.

Par conséquent, il n'est pas question de distribuer les subventions au compte-gouttes . . . Il y aura, en effet . . .

**Mme Copps:** La seule raison que je puisse trouver, c'est une raison strictement commerciale: vous retardez vos achats tout simplement pour économiser de l'argent. Dans le cas d'une entreprise, vous pouvez décider d'étaler vos achats sur un certain nombre de mois.

Le gouvernement a donc peut-être décidé d'étaler ses contributions à la création d'emplois sur un certain nombre de mois, par mesure de restriction. Si c'est la raison, on peut alors en discuter.

Le gouvernement ne peut peut-être pas se permettre de déboursier la totalité des crédits dès le 1<sup>er</sup> avril, mais croyez-moi, les chômeurs et ceux qui ont déposé des demandes pour réaliser des projets établissent sur la date du 1<sup>er</sup> avril.

Ils croyaient qu'à cette date, les crédits seraient distribués et les projets pourraient démarrer. Vous avez raison de dire qu'à la fin d'un exercice financier, il y a toujours un certain ralentissement. Toutefois, lorsque le taux de chômage est anormalement élevé, je ne vois pas pour quelle autre raison vous voudriez étaler ces subventions, surtout dans les régions où . . .

**M. Lussier:** Je vais vous donner une raison très simple. À la dernière réunion du Comité, j'ai essayé de vous l'expliquer, mais je vais recommencer.

Pour la plupart de nos programmes, il y a plus de projets que de crédits. Vous comprenez? C'est une réalité qu'il faut accepter. C'est ce que je constate depuis longtemps, et cela continue. Cela signifie que, quelles que soient les procédures que nous adoptons, il y aura toujours des gens, des organismes qui seront mécontents, frustrés ou quoi que ce soit parce que leur projet n'aura pas été accepté.

C'est la réalité, car la demande est toujours supérieure à l'offre, c'est-à-dire qu'il y a toujours plus de projets que nous ne pouvons en financer dans le cadre de notre budget. Il y en a donc toujours qui sont rejetés.

Je pourrais vous donner des chiffres précis sur les crédits qui ont été consentis récemment aux différents programmes dans la région du Cap-Breton, mais je ne pense pas que ce soit l'objectif de notre discussion.



*[Texte]*

The purpose is: Why are we putting it into a situation . . . ? It is for the simple reason I explained, that is, to maintain, all year-round, a stable level of participation and a stable level of expenditure which will permit our people to go.

What it says is that we have a lot of carryover from 1985-86. As the number of participants diminish, there will be new projects that will be approved. I think there has been an indication that that will happen.

**Ms Copps:** You are cutting . . .

**Le vice-président:** Madame Copps, je dois malheureusement donner la parole à M. Oostrom puisque cela fait déjà . . .

**Mme Copps:** Est-ce que l'on va continuer après cela?

**Le vice-président:** Je pense que si vous voulez avoir une autre période de questions, on pourra y aller.

**Mme Copps:** D'accord.

**Le vice-président:** Monsieur Oostrom.

**Mr. Oostrom:** Thank you, Mr. Chairman.

Could you give me the average time that it takes to have these projects or applications approved? I understand now that the funding may take a little longer depending on the staging. Or does that differ for each of the six programs in the Canadian Job Strategy, the time required for approval? And at the same time, I would like to know if the local CEC manager can approve certain amounts up to a certain level, let us say, \$50,000 or \$100,000, and then others have to be sent to the ministry in Ottawa for final approval? Or how does that work?

• 1950

**Mr. Lussier:** I would find it difficult to give you either an average time, because here it depends on the type of program involved. If you are talking about a job entry program from the time a sponsor has indicated an interest and the time youth will be recruited and the program itself will commence, it varies.

I will certainly be happy if it is the sense of the questions of the member, Mr. Chairman, but a series of delegations of authority has been approved at various levels of the organization of where and how much they can commit before referring to the next level. There is under the Financial Administration Act that series of authorization. As it relates to programs there is, in the case of Job Development, an interface that exists between our offices, the sponsored, and other members, in order to evaluate the relative value of a project. In some other instances, and I could use a Skill Shortages project, if we had a project that is over \$250,000, and I am going by memory, then it will be referred to Ottawa in order to be evaluated by the structures and be written back to the regions.

What I am trying to tell you without giving you the detail for each program, but if it is your interest we can supply you with that detail, is there is a series of authority. For a regional director general, I think it is \$50,000. If it is more than that, he has to refer. But it varies with the programs that would involve them. If it is the interest of members, we could supply

*[Traduction]*

Vous m'avez plutôt demandé pourquoi nous nous retrouvons dans une situation . . . ? Tout simplement pour la raison que je vous ai donnée, à savoir que nous devons stabiliser le nombre annuel de participants et le volume annuel de dépenses.

Nous avons eu beaucoup de reports de 1985-1986. Au fur et à mesure que le nombre de participants diminuera, d'autres projets pourront être approuvés. Il y a de bonnes raisons de croire que c'est ce qui va se produire.

**Mme Copps:** Vous diminuez . . .

**The Vice-Chairman:** Mrs. Copps, unfortunately, I have to recognize Mr. Oostrom since it has been some time . . .

**Ms Copps:** Will there be another round?

**The Vice-Chairman:** If you want another round, we can do it.

**Ms Copps:** Okay.

**The Vice-Chairman:** Mr. Oostrom.

**M. Oostrom:** Merci, monsieur le président.

Pouvez-vous me dire combien de temps faut-il en moyenne pour qu'un projet soit approuvé? Je sais qu'en ce moment, le versement des crédits peut prendre plus longtemps, compte tenu du programme d'étalement. Toutefois j'aimerais savoir si la période d'attente varie pour chacun des six programmes de la stratégie globale? J'aimerais également savoir si le directeur du centre d'emploi local peut approuver des projets jusqu'à concurrence de 50,000\$ ou 100,000\$, les autres étant soumis à l'approbation du ministère à Ottawa. Comment cela fonctionne-t-il?

**M. Lussier:** Je ne peux pas non plus vous donner de délai moyen, parce que tout dépend du genre de programme. Et dans le cas du Programme d'intégration professionnelle, quant au temps nécessaire pour que le parrain d'un projet manifeste son intérêt, pour qu'un jeune soit recruté et que le projet commence vraiment, cela varie.

Je ne sais pas si c'est le sens de la question du député, monsieur le président, mais je puis indiquer qu'une série de délégations de pouvoirs aux divers échelons du ministère appelés à intervenir a été approuvée. En vertu de la Loi sur l'administration financière, ils peuvent procéder à un certain nombre d'affectations sans avoir à vérifier auprès de l'échelon supérieur. Au niveau de programmes comme le Programme de développement de l'emploi, il y a des échanges entre les parties impliquées quant à la valeur des divers projets. Dans d'autres cas, comme celui du Programme de pénurie d'emploi, par exemple, si la valeur du projet dépasse les 250,000\$, je ne sais pas si c'est le montant exact, je parle de mémoire, il doit être confié à Ottawa et évalué là avant de revenir à la région.

Ce que je veux dire, sans entrer dans le détail de chacun des programmes, si vous êtes intéressés, je puis toujours vous le fournir, c'est qu'il y a toute une série de pouvoirs délégués. Pour un directeur général régional, je pense que le montant est fixé à 50,000\$. Au-delà de ce montant, ils doivent vérifier. Et tout dépend du programme en cause. Si les députés sont

[Text]

you with those examples of signing authority and how the level varies from program to program.

**Mr. Oostrom:** Particularly if the local CEC manager can approve projects up to \$50,000, then the approval would be rather quick, I presume. But if it is over that and has to come up here, or gets in the big mill, it may take a little longer. But I am interested to know where that authorization level lies.

Another question I have is what are some of the targets? I do not know whether that can be expressed in person-years or in dollars for each of the six programs. Do you have certain targets there?

**Mr. Lussier:** Yes. Mr. Chairman, in the process of what we call budget elaborations there is a series of guidelines. These are sense of direction I send to the region in order for them to prepare their budget. They respond to that, and then we know, as proof of the blue book you are considering here tonight, the numbers the government is giving to the disposal of CEIC, both in program money and person-years. And from there, depending on the situation, if we are talking, for example, about unemployment insurance, then we look at the situation across the country, we look at the situation of productivity, the capacity of making of claims and numbers of claims, and with the region we discuss and allocate person-years for those purposes.

We do the same thing for Canadian Job Strategy, so you would have along into the delivery of each program certain criteria that are followed in order to permit us to allocate the numbers of person-years required in order to deliver, as efficiently as we can, the various programs.

• 1955

So it is a series of technical operations that ultimately permit the operationalization of program delivery, of service or employment service areas. This is an area where we have put into place a very sophisticated and at the same time useful... in the sense that it permits... being an organization with a great degree of decentralization across the country... to have a lot of input being developed, being implemented by the regions, and facing an interface of input not from the top down but from down up.

If we were referring to the specificity of earlier discussions we had related to LACs and their role, for example, in facilitating with time in a particular local labour market situation... recommending to us the best mix of those programs, then naturally, eventually, even the Local Advisory Council will have not a direct, because they will not approve a budget, but an indirect impact on the objectives and priorities under which the Canadian Job Strategy program would operate in the particular local labour market situation.

**Mr. Oostrom:** They cannot influence the total allocation, but they can influence the mix, then, in the LAC committees.

**Mr. Lussier:** Yes. And I think it is more fun to influence the orientation of the priorities than to try to influence the finalization of a budget; which the Financial Administration

[Translation]

intéressés, nous pouvons fournir des exemples de pouvoirs d'autorisation et de variations selon les programmes.

**M. Oostrom:** Si le directeur d'un centre local peut approuver les projets jusqu'à concurrence de 50,000\$, le processus doit être assez rapide. Pour un montant plus considérable, le processus d'approbation doit être un peu plus long. Ce qui m'intéresse surtout c'est la limite de ces pouvoirs d'autorisation.

Je voudrais savoir également ce qu'il en est des objectifs. Je ne sais s'ils prennent la forme d'un certain nombre d'années-personnes ou d'un certain montant d'argent pour chacun des six programmes. Y a-t-il des objectifs pour commencer?

**M. Lussier:** Oui, monsieur le président, dans le cas de ce que nous appelons l'élaboration des prévisions budgétaires, il y a toute une série de directives. Ces directives s'appliquent à la façon dont les régions sont appelées à préparer leur budget. À partir de là, nous obtenons, comme en atteste le Livre bleu que nous avons devant nous ce soir, les chiffres que le gouvernement consent à la CEIC, tant pour ce qui est des montants d'argent que des années-personnes. Ensuite, selon le cas, par exemple, pour l'assurance-chômage, nous examinons la situation un peu partout au pays, en tenant compte de la productivité, de la capacité de produire et de traiter les demandes, et nous discutons avec les régions de la répartition des montants et des années-personnes.

Nous procédons de la même façon pour le Programme de planification de l'emploi, de sorte que tout au long du processus il y a une série de critères qui s'appliquent et qui permettent de répartir de la façon la plus efficace possible les montants et les années-personnes nécessaires.

Il y a toute une série d'opérations techniques qui s'appliquent au processus d'exécution des programmes, notamment des programmes d'emploi. C'est particulièrement important dans notre cas puisque nous formons un ministère très décentralisé. Nous devons avoir un système très perfectionné par lequel nous pouvons avoir des échanges avec les régions.

Pour revenir aux conseils consultatifs locaux et au rôle qu'ils peuvent jouer, en vue d'activer le processus sur le plan local, compte tenu des conditions particulières du marché de la main-d'oeuvre, en vue de conseiller le ministère sur le meilleur mélange possible de programmes, ils n'ont peut-être pas d'influence directe, puisqu'ils n'approuvent pas le budget, mais ils ont une influence indirecte sur les objectifs et les priorités établis dans le cadre du Programme de planification de l'emploi.

**M. Oostrom:** Ces conseils, donc, influencent non pas l'affectation des fonds mais le mélange des programmes.

**M. Lussier:** Oui. Et je pense qu'il doit être beaucoup plus intéressant pour eux d'intervenir au niveau des priorités plutôt qu'au niveau des détails du budget, ce qui, de toute façon, serait impossible en vertu de la Loi sur l'administration



[Texte]

Act would not permit. Certainly the standing committee would not appreciate it.

**Mr. Oostrom:** I noticed in the local LAC committee that we were allocated certain amounts of money only in three of the six categories, and the others were more allocated on a provincial-wide basis. So we could have no influence on those, then?

**Mr. Lussier:** Well, let us use Community Futures for an example. Community Futures is allocated provincially, because it is an insurance program to respond to tragedy or major lay-offs, as I explained earlier, that could happen in one community and others. It is not an ongoing community future program, but a program to respond to and help a local economy to readapt to a better situation. In that case, for example, Community Futures will not be allocated at the CEC level, because we do not know if in fact there will be in that particular locality necessarily a community that will be suffering major economic disruption. So it is there, but it is not there as an automatic process of budget.

It is the case of Innovations, as I was mentioning earlier, at the start of this fundamental program, looking to the future and all that, that we have kept Innovations centrally located, mainly because we have a national advisory Innovations committee to help the Minister to choose the right quality of projects that could be influencing the change and the creativity that I was relating. So in that case you are absolutely right. When the local advisory council looks at the budget and the priorities at the local level there will not be a specific amount of money for Innovations or for Community Futures.

**Mme Copps:** J'aimerais revenir une minute sur la question de la stratégie, *Canadian Jobs Strategy*, parce que je pense qu'il y a un problème. Maintenant, au sujet des LAC, les comités-conseils n'ont pas le droit d'analyser les projets qui, auparavant, étaient leur raison d'être. Par exemple, dans la ville de Hamilton, il y a plusieurs bons projets qui viennent de Hamilton-Ouest, parce que les grands hôpitaux, les centres de sièges sociaux, etc., se trouvent au centre-ville. Parmi ces projets, quelques-uns ont été rejetés ou des sommes d'argent ont été moins importantes cette année et, en même temps, en tant que députée de Hamilton-Est, qui pourrait aider ces groupes dans la recherche de fonds, je n'ai même pas été consultée, parce que le siège social de ces organisations se trouvent être dans Hamilton-Ouest.

• 2000

Par exemple, j'ai écrit au ministre au sujet d'un camp, le *Catholic Youth Organization*, qui avait un programme pour des jeunes personnes handicapées et cette année le programme a été coupé de plus de la moitié; mais personnellement, j'aurais pu recommander ce projet s'il avait été dans mon dossier. Mais le camp comme tel se trouve à Guelph, ce n'est même pas un camp de Hamilton, c'est un camp à l'extérieur, et les étudiants qui y vont sont de Hamilton et de Guelph et de toute la région. Alors pourquoi a-t-on un projet qui est accroché au siège social, quand c'est un projet qui touche à tous les comtés? Je

[Traduction]

financière. Je suis sûr que le Comité permanent verrait la chose d'un très mauvais oeil.

**M. Oostrom:** Je remarque que les conseils consultatifs locaux ne sont appelés à intervenir que dans le cas de trois programmes sur six. Pour ce qui est des autres programmes, les affectations semblent être faites sur une base provinciale. Les conseils ne peuvent pas avoir d'influence sur ces derniers programmes?

**M. Lussier:** Prenons le Programme de développement des collectivités, par exemple. Les affectations à ce titre se font sur une base provinciale, parce que c'est un programme d'assurance qui est censé remédier aux problèmes des mises à pied sur une grande échelle qui peuvent survenir dans une collectivité en particulier. Donc, ce n'est pas un programme permanent, mais ponctuel, destiné à répondre aux urgences et à aider à la réadaptation sur le plan local. C'est pourquoi les affectations de fonds en vertu de ce programme ne passent pas par les centres. Ce ne sont pas toutes les collectivités qui subissent de grands bouleversements économiques. Les affectations ne sont pas automatiques, elles se font au besoin.

Pour ce qui est du Programme national d'aide à l'innovation, il est exécuté, comme je l'ai expliqué plus tôt, à l'échelon central. Il en est ainsi depuis le début. C'est surtout dû au fait qu'il y a un comité sur le Programme national d'aide à l'innovation qui est chargé d'aider le ministre à choisir les projets qui ont la plus grande valeur et qui risquent le plus d'accroître la créativité. Donc, vous avez raison de le noter. Lorsque les conseils consultatifs locaux se penchent sur les budgets et les priorités des divers programmes, il n'y a pas de montant précis prévu au titre des programmes d'aide à l'innovation et de développement des collectivités.

**Ms Copps:** I would like to come back to the Canadian Jobs Strategy, if you do not mind, because I think there is a problem at that level. The LACs are being kept away from projects which were up to now their reason for being. Within the City of Hamilton, for example, there are a number of good projects coming from Hamilton West, because the large hospitals, the head offices, et cetera are located in the city centre. Some of these projects have been rejected outright while others have seen their allocations reduced this year. And as the member of Hamilton East, as a person who could have helped them in their quest for funds, I was not even consulted, simply because the head office of these organizations happen to be in Hamilton West.

For example, I have written to the Minister about a camp called The Catholic Youth Organization, which had a program for handicapped youth. This year the program has been cut back by more than 50%. I could have recommended the project myself, if it had been in my riding. However, since the camp is located in Guelph, not in Hamilton, I could not do so. Students attending the camp come from Hamilton, Guelph and the whole area. So why should the project be linked to the head office, when it relates to all the ridings? I think that the old way of dealing with section 38 worked better!

## [Text]

trouve que l'ancienne façon de régler la section 38, ça marchait mieux!

J'aimerais aussi vous demander au sujet des programmes de *Défi 86*: Est-ce qu'il y a un quota fixe pour le secteur privé et le secteur public? Et si oui, quel est le quota?

**M. Lussier:** La première partie de votre question, monsieur le président, est reliée au rôle, je crois, que peuvent jouer les comités locaux aviseurs. Dès le départ, nous avons cru bon que ces comités locaux puissent jouer un rôle dans l'orientation des priorités et, comme je le disais tout à l'heure, des façons dont nous pouvons répondre aux situations du marché du travail d'une localité ou d'une région particulière. Nous ne croyons pas qu'il serait pratique pour un comité-conseil de devenir impliqué dans le quotidien de «l'opérationnalisation» d'approuver des projets. Cela poserait des problèmes, un peu comme il était dit tout à l'heure par un député, M. Oostrom, à savoir que, peut-être, des délais potentiels supplémentaires et surtout la nécessité de se rencontrer à des périodes très fréquentes nous éloigneraient, de fait, de l'objectif primordial poursuivi qui est celui de permettre à un leadership local de nous apporter un élément de réflexion sur les priorités, voire sur la composante qui servirait le mieux le marché du travail dans cette situation-là.

Pour la deuxième partie de votre question—je ne puis malheureusement pas répondre concernant le projet relié au camp catholique, parce que je ne l'ai pas devant moi, mais je suis certain qu'on pourra vous répondre si vous avez écrit à la ministre—, nous y reviendrons.

L'autre partie de votre question reliée à *Défi 86* et à la question de savoir s'il y a, oui ou non, des quotas ou des objectifs qui sont fixés par secteur... Il y a certainement des orientations de principe quant à la composante même du programme et à son intérêt à se voir associé avec les diverses composantes, et à secteur privé, secteur des organisations sans but lucratif, secteur municipal; mais il n'y pas, si votre question est: est-ce qu'il y a des quotas spécifiques... La réponse c'est non.

**Mme Copps:** Non, non! La réponse, je sais que c'est oui. Il y a des quotas parce que justement, quand j'ai fait une réunion avec mes représentants dans le centre d'emploi à Hamilton, ils m'ont dit qu'il y avait un quota. Je ne vois pas pourquoi ils mentiraient! Ils m'ont dit qu'il y a un quota pour le secteur privé. Ils ne m'ont pas dit quel était le quota, mais ils m'ont dit qu'il y avait des quotas parce qu'ils m'ont même dit qu'il y avait des projets d'approuvés dans le secteur privé qui étaient moins bons que dans le secteur public, mais qu'ils étaient approuvés parce qu'il a fallu arriver à satisfaire les quotas.

• 2005

**M. Lussier:** Je dois vous dire bien honnêtement que je suis surpris d'entendre une observation qui me semble très catégorique quant à savoir qu'il y a comme vous l'appellez des objectifs ou des quotas; j'ai effectivement indiqué qu'il y avait nettement à travers l'essence même du programme, des orientations quant à l'association de ces programmes au niveau du développement de la carrière des individus davantage avec le secteur privé, mais simplement pour vous donner des exemples du

## [Translation]

I also have a question about the Challenge 86 programs. Is there a specific quota for the private sector and the public sector? If so, what is the quota?

**Mr. Lussier:** Mr. Chairman, I believe that the first part of the question relates to the role that can be played by the local advisory committees. From the outset, we have thought it would be a good idea for these committees to play a role in determining priorities, and, as I was saying earlier, the ways in which we could respond to the labour market situation of a particular community or region. We do not think it would be feasible for the advisory committee to get involved in the day to day operation of approving projects. This would create problems, as Mr. Oostrom was mentioning earlier, in that there could be additional delays. Furthermore, the need to meet with the committee very frequently would actually move us farther away from achieving our primary objective, namely to allow local leaders to have a say on priorities, and on components best suited to local labour market conditions.

The second part of your question related to the Catholic camp. Unfortunately, I cannot provide a specific answer, because I do not have the project in front of me. However, I am sure we will be providing an answer if you have written to the Minister. We will come back to this matter.

The third part of your question related to Challenge 86 and to whether or not quotas or targets are set for each sector. There is certainly a policy thrust within the program as regards its ties with the private sector, non-profit organizations and the municipal sector. But if you want to know whether or not there are specific quotas, the answer is no.

**Ms Copps:** No, no! I know the answer is yes. I met with officials from the Hamilton Employment Centre, and they told me that there was a quota. I fail to see why they would lie! They told me there was a quota for the private sector. They did not tell me what it was, but they told me there were quotas, and they even said that some of the private sector projects which were approved were not as good as some of the public sector projects. They said these projects were approved because certain quotas had to be met.

**Mr. Lussier:** I must tell you quite frankly that I am surprised to hear what I find to be a very categorical comment to the effect that there are targets or quotas. I did say that one of the policy thrusts of the program was clearly that there be a link between the project and the career development of individuals, particularly in the private sector. However, I was simply giving you some examples of the process that is underway at the moment, and of the variation between the



**[Texte]**

processus au moment où l'on se parle, et de la variation qu'il y a entre les différentes composantes. Il y a présentement dans le secteur privé 17,648 projets qui ont été approuvés et pour lesquels on contribue pour 40 millions de dollars et les employeurs pour près de 60 millions; il y a 3,590 projets dans le secteur municipal et éducationnel qui ont été approuvés. Dans le secteur des organisations sans but lucratif, il y en a 9,750; donc, il y a à travers cet ensemble d'au-delà de 30,000, en fait presque 31,000 projets, un mélange des divers éléments, certainement, avec cette tendance et cette réalisation, à savoir que les projets en association avec le secteur privé sont véritablement la dominante.

**Mme Copps:** Est-ce que c'est aux alentours de 60 p. 100 vers 40 p. 100... avec les chiffres que vous venez de me donner?

**M. Lussier:** Eh bien, 17,000 pour 30,000, ça fait à peu près 60 p. 100.

**Mme Copps:** Est-ce que vous pouvez nous les donner ces chiffres-là?

**M. Lussier:** Oui. Au niveau des projets approuvés, c'est ça, 56.9 p. 100 au niveau des emplois, 44 p. 100 avec le secteur privé, comparativement à 38 p. 100 avec les organisations sans but lucratif.

**Mme Copps:** Est-ce que vous pouvez nous donner ces chiffres-là pour cette année et aussi pour l'année dernière, et également pour l'année 1984-1985?

**M. Lussier:** Ce sera certainement avec plaisir, monsieur le président, que nous pourrions déposer ces données.

**Le vice-président:** Nous les aurons par rapport à 1985 et 1986?

**M. Lussier:** Nous allons déposer tout ce qui nous a été demandé.

**Mme Copps:** J'aimerais aussi déposer ces questions-là qui sont écrites. Je pense que c'est possible. Je sais que ça se fait dans d'autres comités, cela c'est pour avoir une réponse écrite à l'avenir. Et j'ai aussi une autre question qui traite d'un cas particulier.

A Hamilton, il y a une compagnie qui s'appelle *Dofasco*, et qui est une grande compagnie de minerai de fer. Et cette compagnie, pour être certaine que leurs employés soient impliqués dans le travail, a un plan où on peut partager les gains. Et quand quelqu'un quitte cette compagnie, d'habitude il reçoit des sommes assez élevées, c'est une espèce de «gain partagé». Or, j'ai une personne ici, un nommé... M. Ken Redburn, du comté de Hamilton-Est, qui justement a reçu, quand il est sorti après 30 ans dans cette compagnie, a reçu, disje, 141.5 dollars qui lui ont été mis dans un plan *RRSP*, et il ne reçoit aucune somme de ce plan dans le moment. Mais, quand il a fait ses déclarations à l'assurance-chômage, ils lui ont dit que c'étaient des revenus et pour cette raison-là il n'était pas éligible à recevoir des prestations.

• 2010

Je ne comprends pas pourquoi! Si quelqu'un a un plan privé par exemple, où a la chance d'acheter des bâtiments ou faire ce

**[Traduction]**

various components of the program. At the moment, 17,648 projects have been approved in the private sector, to which the government is contributing \$40 million, and employers close to \$60 million. In addition, 3,590 projects have been approved in the municipal and educational sectors, and 9,750 for non-profit organizations. In all, there are almost 31,000 projects, from various sectors, although there is a predominance of projects conducted in co-operation with the private sector.

**Ms Copps:** Is the breakdown roughly 60% to 40%, according to the figures you just gave me?

**Mr. Lussier:** Well 17,000, out of 30,000 amounts to roughly 60%.

**Ms Copps:** Could you give us those figures?

**Mr. Lussier:** Yes. The figures for approved projects are as follows: 56.9% for jobs, 44% for the private sector, compared to 38% for non-profit organizations.

**Ms Copps:** Could you provide us with those figures for this year, last year, and 1984-1985?

**Mr. Lussier:** We would be pleased to table this information, Mr. Chairman.

**The Vice-Chairman:** Will we have the data for 1985 and 1986?

**Mr. Lussier:** We will table all the information requested.

**Ms Copps:** I would also like to table these written questions. I believe this is possible, since I know it has been done in other committees. I would like to receive a written answer to these questions. I also have another question relating to a specific case.

There is a large iron ore company by the name of Dofasco in Hamilton. As a way of involving employees in their work, the company has a profit-sharing plan. When employees leave the company, they generally receive fairly large payments under this profit-sharing plan. There is an individual by the name of Mr. Ken Redburn, in the riding of Hamilton-East, who left the company after 30 years of service. Although he is not receiving any payments from the plan at the moment, \$141.5 dollars were deposited in an *RRSP* for him. However, when he completed his unemployment insurance forms, he was told that this amount was considered revenue, and that he was therefore not eligible to receive benefits.

I do not understand why! If someone has a private plan, for instance, or the opportunity to invest in real estate or do

[Text]

qu'il veut, et ensuite retirer de l'assurance-chômage, pourquoi cette personne-ci, qui reçoit des bénéfices d'un plan qui est vraiment le profit de la compagnie, et ce n'est pas seulement son propre travail, n'a pas le droit de retirer de l'assurance-chômage?

**M. Lussier:** Écoutez, monsieur le président, sur ce point très spécifique et l'exemple que vous m'apportez, je serais très heureux d'y regarder de plus près et de vous donner des réponses appropriées, car, dépendant de la situation, il faut dans ces cas-là regarder au plan particulier qui existe dans chacune des entreprises.

Mais je voudrais quand même vous donner, à ce moment-ci, une réponse qui se veut de principe, une réponse qui veut que, dans le cadre de la Loi sur l'assurance-chômage, les définitions de gains ou de bénéfices, vraiment du travail, sont ceux qui sont reliés dans la relation employeur-employé durant «l'opérationnalisation» du travail. Donc, dépendant de la circonstance, je suis très heureux qu'on puisse regarder au problème que vous soulevez présentement, mais les exigences mêmes qui dégagent, dans la plupart des cas, notre conduite et notre évaluation de la situation, sont reliées à l'essence même de la Loi sur l'assurance-chômage qui définit les gains, les bénéfices reliés à une relation employeur-employé.

Mais pour le cas particulier que vous soulevez, je serais très heureux, si vous voulez me donner les détails du cas, de vous revenir avec la meilleure bonne foi de notre analyse.

**Mme Copps:** Très bien. Je vais vous donner les détails de cela, encore, et j'aimerais recevoir une réponse parce que ce n'est pas seulement lui. Tous les employés qui sont là., cela dépend du profit de la compagnie; mais quand ils sortent de la compagnie, c'est un des gains qu'ils reçoivent.

**Le vice-président:** Monsieur le sous-ministre, est-ce que vous pourriez me donner un peu d'information sur le programme d'emplois subventionnés. Est-ce qu'il y a des fonds qui ont été injectés au niveau des différents centres d'emplois parce que semble-t-il qu'il n'y avait plus de fonds depuis quelques semaines?

**M. Lussier:** Monsieur le président, je pense que votre question est très utile pour nous permettre, encore une fois, de clarifier un peu plus à fond ce qui se produit.

Lorsqu'on parle du programme Développement de l'emploi...

**Le vice-président:** Non, non. Pas Développement de l'emploi, «emplois subventionnés».

**M. Lussier:** Oui, mais «emplois subventionnés» est une composante du développement de l'emploi. Il y a trois composantes à l'intérieur du programme Développement de l'emploi. Il y a ce qu'on appelle les projets auxquels nous avons fait allusion ce soir; il y a les programmes de placements subventionnés directs et il y a aussi les programmes ou les projets aidant les employés désavantagés.

Dans le cas du programme des projets des emplois désavantagés, ou encore des placements subventionnés, ce sont effectivement des programmes continus. Donc, il y a, pour répondre à votre question, des fonds, pour permettre à des

[Translation]

whatever he chooses and then draws unemployment insurance, why would that person, who is drawing benefits from what is really company profit and not only a result of his own work, why should that person then be denied the right to unemployment insurance?

**Mr. Lussier:** Listen, Mr. Chairman, in answer to the specific example you have given, I would be happy to examine the details of the individual case you mention and to give you an appropriate response at that point. Everything depends on the situation and one has to consider the different plans that businesses may have.

However, at this point, I would nonetheless like to reply in principle. I would answer you by saying that under the Unemployment Insurance Act, the definition of earnings or profits, from real work are related to the employee—employer relationship at the time the work was done. So, I am happy you have raised this specific problem, but would point out that the circumstances dictate our assessment and treatment of the different cases that may come up. They are related to the thrust of the act itself where earnings and profit are related to the employer—employee relationship.

However, as far as the particular case you raised is concerned, if you would give me the details of the case, I will certainly be happy to give you a reply in good faith.

**Ms. Copps:** Very well. I will give you the details and I repeat that I insist upon getting an answer, because the case I raise is not isolated. All the employees are in that situation. Everything is related to company profit. When they leave the company, however, that is one of their earnings.

**The Vice-Chairman:** Mr. Deputy Minister, could you provide me with some information on the Subsidized Employment Program? Has any money been injected into the different employment centres? A few weeks ago, it would appear there was no money left.

**Mr. Lussier:** Mr. Chairman, this is a very timely question as it gives us the opportunity, once again, to make some clarifications.

When we talk about the Job Development Program...

**The Vice-Chairman:** No. Not Job Development, Subsidized Employment.

**Mr. Lussier:** Yes, but Subsidized Employment is one of the components of Job Development. Job development has three components to the Employment Development Program. There are the projects we mentioned this morning, the subsidized placement programs and the programs for disadvantaged employees.

The two latter programs are ongoing. So, to answer your question, there is money available for individuals to apply and to be given favourable consideration within the limits of the



[Texte]

individus d'y appliquer et d'être considérés favorablement suivant les limites, bien sûr, qu'impose le nombre de propositions par rapport au nombre d'argent disponible. Mais c'est là un exemple que vous nous mentionnez sur lequel il y a une action continue de réception de propositions et de mise en place de propositions.

**Le vice-président:** Mais on m'a informé dernièrement, en tout cas en ce qui concerne le centre d'emploi du comté de Jonquière, et j'ai entendu parler aussi de la même chose dans le comté voisin du mien, que l'enveloppe, actuellement, était épuisée, mais que ce n'était pas une enveloppe complète, qu'il y aurait d'autres sommes d'argent qui seraient injectées dans les prochaines semaines.

Je ne sais pas si vous avez des précisions là-dessus. Est-ce que vous avez eu le même son de cloche, à savoir qu'il y aurait d'autres fonds qui auraient été injectés ou qui seraient injectés sous peu?

• 2015

**M. Lussier:** Monsieur le président, c'est que présentement, dans quelque région que ce soit, je crois que l'ensemble des CEC ont reçu leur enveloppe budgétaire d'une façon très détaillée et très explicite ce qui leur permettra de fonctionner. Donc, à travers cette allocation de l'enveloppe budgétaire, j'ai tout à l'heure indiqué qu'en ce qui concerne les projets Développement de l'emploi, il y aurait une phase qui permettrait de maintenir un niveau tant de participants qu'un niveau de dépenses budgétaires qui soient relativement constants au cours de l'année.

Naturellement, il faudrait que je vérifie sur le détail avec le bureau de Jonquière, mais à ma connaissance, dans le cas du projet de placements subventionnés, c'est une proposition pour laquelle on peut recevoir des propositions et leur donner réponse dans les limites budgétaires existantes, évidemment.

**Le vice-président:** J'apprécierais, monsieur le sous-ministre, si peut-être on pouvait entreprendre une petite vérification là-dessus et regarder par exemple quel était le budget en 1985 pour le programme qui avait peut-être un nom différent., ou c'est peut-être le même nom aussi, je ne m'en souviens pas...

**M. Lussier:** C'est la même chose.

**Le vice-président:** C'est le même nom, bon! Et on pourrait voir cette année ce qu'il en est et s'il y a erreur.

**M. Lussier:** Très bien.

**Le vice-président:** Je remercie nos témoins de leur présence ce soir. Nous aurons une prochaine réunion avec la ministre, M<sup>me</sup> Flora MacDonald, mardi soir prochain, à 20h00. Je remercie également nos interprètes et nos chercheurs, ainsi que notre greffier pour leur travail. Merci.

La séance est levée.

[Traduction]

budget, naturally. But that is an example of a program where we receive and process applications on a permanent basis.

**The Vice-Chairman:** Lately I learned that, at least as far as the Jonquière employment centre is concerned and, according to my information, the centre in the riding next to mine, that the envelope is now empty. However, the envelope had never been full and was awaiting the new injection of money that are to be forthcoming in the next few weeks.

I do not know whether you can elaborate on this. Have you heard the same rumour? Have you heard that more money had been or was soon to be injected into the budget?

**Mr. Lussier:** Mr. Chairman, in all of the regions, the Canada Employment Centres have been given their budgetary envelope, including a very detailed and explicit breakdown of how it is to be used. With this allocation, as I indicated earlier with respect to job development projects, we will be able to maintain a level of budgetary spending that will remain relatively constant throughout the year.

Of course, I will have to look into that with the office in Jonquière, but to my knowledge, the subsidized placement project is designed in such a way as applications can be taken and dealt with within budgetary limits, naturally.

**The Vice-Chairman:** Mr. Deputy Minister, I would appreciate someone looking into this situation to determine, for instance, what the budget for the program was in 1985, although it may have borne another name at the time. The name may be the same, but I do not remember in any event...

**Mr. Lussier:** It has remained the same.

**The Vice-Chairman:** The program has the same name. Fine! Perhaps some kind of check could be made to see that there has been no mistake.

**Mr. Lussier:** Very well.

**The Vice-Chairman:** I would like to thank our witnesses for coming this evening. Our next meeting will be with Ms Flora MacDonald on Tuesday evening at 8 p.m. I would also like to thank the interpreters and the researchers as well as our clerk for their work.

The meeting is adjourned.









*If undelivered, return COVER ONLY to  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

WITNESS—TÉMOIN

*From the Department of Employment and Immigration:*

Gaétan Lussier, Deputy Minister.

*Du ministère de l'emploi et de l'immigration:*

Gaétan Lussier, sous-ministre.



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 62

Tuesday, May 20, 1986

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 62

Le mardi 20 mai 1986

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent du*

## Labour, Employment and Immigration

## Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Order of Reference relating to Family Class  
Immigration

and

Main Estimates 1986-87: Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25 and  
30 under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

CONCERNANT:

Ordre de renvoi concernant l'immigration—catégorie de  
la famille

et

Budget des dépenses principal 1986-1987: crédits 1, 5,  
10, 15, 20, 25 et 30 sous la rubrique EMPLOI ET  
IMMIGRATION

APPEARING:

The Honourable Flora MacDonald,  
Minister of Employment and Immigration

COMPARAÎT:

L'honorable Flora MacDonald,  
Ministre de l'Emploi et de l'Immigration



First Session of the  
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,  
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

*Chairman:* Jim Hawkes

*Vice-Chairmen:*

Jean-Pierre Blackburn  
Fernand Jourdenais

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE L'IMMIGRATION

*Président:* Jim Hawkes

*Vice-présidents:*

Jean-Pierre Blackburn  
Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Warren Allmand  
Pauline Browes  
Dan Heap  
Sergio Marchi

John Oostrom  
Peter Peterson  
John R. Rodriguez  
Maurice Tremblay (*Lotbinière*)

(Quorum 6)

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



## MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 20, 1986  
(93)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 6:40 o'clock p.m., this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

*Members of the Committee present:* Warren Allmand, Jim Hawkes, Dan Heap, Sergio Marchi and John Oostrom.

*In attendance: From the Library of Parliament:* Margaret Young, Research Officer. *From the Committee's Research Staff:* Anne-Marie Smart. *From the Office of Dan Heap:* Ann John-Baptiste. *From the Office of Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Family Class Immigration dated March 13, 1986 (*See Minutes of Proceedings of April 29, 1986, Issue No. 58*).

The Committee resumed consideration of its draft report to the House of Commons.

At 8:00 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

EVENING SITTING  
(94)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 8:09 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

*Members of the Committee present:* Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, Jim Hawkes and John Oostrom.

*Acting Member present:* Lorne Nystrom for John R. Rodriguez.

*Other Members present:* Jean-Claude Malépart; Sheila Copps; Marcel Prud'homme.

*In attendance:* \*i From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Eric Adams, Research Officers. *From the Committee's Research Staff:* Louise Thibault and David McGovern.

*Appearing:* The Honourable Flora MacDonald, Minister of Employment and Immigration.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated February 27, 1986 relating to Main Estimates 1986-87 (*See Minutes of Proceedings of April 9, 1986 Issue No. 53*).

The Vice-Chairman called Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25 and 30 under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION.

The Minister answered questions.

The following documents were filed by the Chairman as exhibits with the Clerk of the Committee:

(a) Letter from Mohinder Singh Gosal, President, Federation of Sikh Societies of Canada, dated April 21, 1986 to the Hon. Walter McLean, Minister of State (Immigration)

## PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 20 MAI 1986  
(93)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 18 h 40, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

*Membres du Comité présents:* Warren Allmand, Jim Hawkes, Dan Heap, Sergio Marchi et John Oostrom.

*Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement:* Margaret Young, attachée de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Anne-Marie Smart. *Du Bureau de Dan Heap:* Ann John-Baptiste. *Du Bureau de Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 13 mars 1986 relatif à l'immigration de la catégorie de la famille. (*Voir Procès-verbaux du 29 avril 1986, fascicule n° 58*).

Le Comité reprend l'étude de son projet de rapport à la Chambre des communes.

À 20 heures, le Comité lève la séance jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DU SOIR  
(94)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 20 h 09, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

*Membres du Comité présents:* Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, Jim Hawkes, John Oostrom.

*Membre suppléant présent:* Lorne Nystrom remplace John R. Rodriguez.

*Autres députés présents:* Jean-Claude Malépart, Sheila Copps, Marcel Prud'homme.

*Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement:* Kevin Kerr et Eric Adams, attachée de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Louise Thibault et David McGovern.

*Comparaît:* L'honorable Flora MacDonald, ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 27 février 1986 relatif au budget des dépenses principal de 1986-1987 (*Voir Procès-verbaux du 9 avril 1986, fascicule n° 53*).

Le vice-président met en délibération les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25 et 30 inscrits sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION.

La Ministre répond aux questions.

Le président dépose, à titre de pièces justificatives, les documents suivants chez le greffier du Comité:

a) Lettre du 21 avril 1986 de Mohinder Singh Gosal, président, *Federation of Sikh Societies of Canada*, à l'honorable Walter McLean, ministre d'État (Immigration)

concerning the government's spending estimates (1986-87) for refugees (*Exhibit "TRAV-119"*).

(b) Memoranda distributed by Lorne Nystrom from W.E. Beggs, Regional Coordinator, Job Creation Programs, Western Region, Canada Employment and Immigration Commission, dated September 11 and 12, 1985, concerning a review of project proposals and consultation with unions on project proposals for the job development program (*Exhibit "TRAV-120"*).

At 10:09 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

concernant les prévisions budgétaires (1986-1987) du gouvernement pour les réfugiés (*Pièce «TRAV-119»*).

b) Notes de services de W.E. Beggs, Coordinateur régional, Programmes de création d'emploi, région de l'ouest, Commission canadienne de l'emploi et de l'immigration, en date des 11 et 12 septembre 1985, concernant une étude des projets de proposition et la consultation avec les syndicats au sujet desdits projets de proposition axés sur le programme de développement d'emplois (*Pièce «TRAV-120»*).

À 22 h 09, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)  
[Texte]

Tuesday, May 20, 1986

• 2009

**The Chairman:** Order. It is the 94th meeting of the committee. It is hard to believe.

Tonight we have the Honourable Flora MacDonald, the Minister of Employment and Immigration, on the main estimates 1986-87, votes 1, 5, 10, 15, 20, 25 and 30, under Employment and Immigration.

EMPLOYMENT AND IMMIGRATION/CANADA	
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION COMMISSION	
E—Corporate and Special Services Program	
Vote 1—Program expenditures.....	\$6,806,000
Vote 5—Program expenditures.....	\$30,982,000
E—Employment and Insurance Program	
Vote 10—Operating expenditures.....	\$73,932,000
Vote 15—Grants and contributions.....	\$1,513,877,000
E—Immigration Program	
Vote 20—Operating expenditures.....	\$86,691,000
Vote 25—Contributions.....	\$33,863,000
E—Immigration Appeal Board	
Vote 30—Program expenditures.....	\$4,191,000

**The Chairman:** I would remind members that the Minister of State responsible for Immigration will be with us next week on the main estimates on the Immigration side. It is permissible to ask questions on any of these votes, but members might wish to concentrate on the immigration votes at the meeting next week with the Minister of State.

I do not know if the Minister wants to start with a statement tonight.

• 2010

**Hon. Flora MacDonald (Minister of Employment and Immigration):** We were here just a week or so ago. I think at that point we had concentrated on one aspect of the program, and it may be that the members want to raise questions on other parts of the program tonight.

**The Chairman:** Okay. With the Minister are Mr. Lussier, Mr. Gauvin and some other officials. I think the members are becoming quite familiar with officials from the department.

On my list at the moment, I have Mr. Allmand, Mr. Nystrom, Mr. Blackburn and Mr. Oostrom, in that order. Mr. Malépart, I see you signalling. When members of the committee have had their first round, I will raise the issue with the members present in terms of their willingness to have you ask questions, because you are not on the list.

Mr. Allmand was the first in the room and is the first to go.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)  
[Traduction]

Le mardi 20 mai 1986

**Le président:** La séance est ouverte. C'est la 94<sup>ième</sup> séance du Comité. C'est difficile à croire.

Ce soir, nous recevons M<sup>me</sup> Flora MacDonald, ministre de l'Emploi et de l'Immigration; nous allons discuter du budget principal 1986-1987, crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25 et 30 Emploi et Immigration.

EMPLOI ET IMMIGRATION/COMMISSION DE	
L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION DU CANADA	
Programme des services généraux et spéciaux	
Crédit 1—Dépenses du programme.....	\$6,806,000
Crédit 5—Dépenses du programme.....	\$30,982,000
Programme d'emploi et d'assurance	
Crédit 10—Dépenses de fonctionnement.....	\$73,932,000
Crédit 15—Subventions et contributions.....	\$1,513,877,000
Programme d'immigration	
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement.....	\$86,691,000
Crédit 25—Contributions.....	\$33,863,000
Commission d'appel de l'Immigration	
Crédit 30—Dépenses du programme.....	\$4,191,000

**Le président:** Je vous rappelle que le ministre d'État responsable de l'Immigration comparaitra la semaine prochaine au sujet du budget principal, Immigration. Vous êtes autorisé à poser des questions sur tous ces crédits, mais vous préférerez peut-être attendre la visite du ministre d'État la semaine prochaine pour poser des questions sur l'immigration.

Je ne sais pas si le ministre a une déclaration à nous faire.

**Mme. Flora MacDonald (Ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Nous étions ici il y a à peine une semaine. À ce moment-là, nous nous sommes penchés principalement sur un aspect du programme; peut-être les députés désirent-ils aborder d'autres aspects des programmes, ce soir?

**Le président:** D'accord. M. Lussier et M. Gauvin ainsi que d'autres hauts fonctionnaires accompagnent la ministre. Je pense que les députés commencent à connaître assez bien les fonctionnaires du Ministère.

J'ai sur ma liste M. Allmand, M. Nystrom, M. Blackburn et M. Oostrom, dans cet ordre. Monsieur Malépart, je vous vois faire un signe. Après la première période de questions des membres du comité, je demanderai à ces derniers si vous pouvez poser des questions, puisque votre nom ne figure pas sur notre liste.

Le premier arrivé dans la salle, M. Allmand, sera le premier à parler.

[Text]

**Mr. Allmand:** Thank you, Mr. Chairman. How much time do I have on this first round?

**The Chairman:** Let us go on a 10-minute round.

**Mr. Allmand:** All right. I want to deal first of all with Challenge '86 because I want to see if the Minister is willing to make some adjustments in it to help the program before it becomes too late.

Today we received some information from a group calling themselves the Coalition of National Voluntary Organizations, who are very concerned about the Challenge '86 program, and I am reading from notes they have provided to us. They are concerned with what they call "the serious cuts in federal funding available to community groups to provide basic community services". These are services that they say they have been funded for by the government over the last 13 years to hire students during the summer to provide these community services.

They look on this as "a first and giant step towards the dismantling of the entire network of summer services" these agencies have developed in the last 13 years, which they say provides "invaluable services to the community that the community otherwise could not afford", and also provides "meaningful, career-related professional and administrative experience to students in social service fields".

They point out that in Toronto 167 agencies have had their funds for these summer programs cut from last year. These are groups that provide programs for children, teenagers, senior citizens, the disabled, immigrants, the poor, etc. To be more specific, they point to three actions by the government that have led to this cut-back in funding.

First, they point out that there has been a cut of \$19 million in the 1986 SEED funding program as compared to last year, going from \$146 million last year to \$127 million this year. Second, they point to a diversion of these Challenge '86 funds to census work, which is only short-term work and will not give students enough money to pay for their schooling in the fall—in the past, census funding did not come out of summer employment programs—and also a diversion of student funds for summer work from community service projects to what they call subsidization of the private sector. They go on to say that the net effect of that move is that in many cases students are displacing low-skilled, low-paid members of the regular work force in service jobs and that the government will subsidize their unemployment.

• 2015

I do not think all this was intended, I know the Minister is of good intention, and I would ask her, in view of this growing movement to have something done, whether she will look at these complaints. I understand some of these people are going

[Translation]

**M. Allmand:** Merci, monsieur le président. De combien de temps est-ce que je dispose, pour ce premier tour?

**Le président:** Nous allons commencer par une période de 10 minutes.

**M. Allmand:** D'accord. Je voudrais d'abord parler de Défi 86 car je veux savoir si la Ministre est prête à y apporter des modifications, avant qu'il ne soit trop tard.

Aujourd'hui, nous avons obtenu des informations d'un groupe qui se nomme la Coalition des organisations nationales volontaires et qui se montre très inquiet au sujet du programme Défi 86. Je lis directement des notes de la Coalition. Ses membres sont très préoccupés par ce qu'ils qualifient de réductions graves des crédits fédéraux réservés aux groupes communautaires, qui fournissent des services fondamentaux aux collectivités. Il s'agit semble-t-il de crédits qui leur ont permis, au cours des 13 dernières années, d'embaucher des étudiants pendant l'été.

Selon eux, il s'agit ni plus ni moins d'une première et décisive étape vers le démantèlement du réseau des services d'été que ces organisations ont réussi à bâtir au cours des 13 dernières années. Aux yeux de la Coalition, le programme d'été assure à la collectivité des services inestimables, qu'elle ne pourrait pas s'offrir autrement, en plus de donner aux étudiants en sciences sociales une expérience importante dans des domaines liés à leur champ d'intérêt, en administration et sur le terrain.

Je vois que 167 organisations de Toronto ont vu leurs crédits réservés aux programmes d'été réduits par rapport à l'année dernière. Et pourtant ce sont des programmes destinés aux enfants, aux adolescents, aux personnes âgées, aux handicapés, aux immigrants, aux démunis, etc. On nomme même trois mesures gouvernementales qui ont conduit à ces diminutions.

Premièrement, on note une baisse de 19 millions de dollars pour le programme EEET de 1986; de 146 millions de dollars qu'il était en 1985, son budget est passé à 127 millions de dollars. Deuxièmement, on dénonce un détournement des crédits réservés au programme Défi 86 vers le travail relié au recensement, qui n'est que de courte durée et qui ne fournira même pas aux étudiants suffisamment d'argent pour payer leurs frais de scolarité; dans le passé, les crédits consacrés au recensement ne provenaient pas de programmes d'emploi d'été. On souligne en outre un autre détournement de crédits réservés à l'embauche d'étudiants pour la fourniture de services communautaires vers ce que l'on qualifie de subvention du secteur privé. On conclut que ces mesures ont pour effet, dans de nombreux cas, de faire déplacer par des étudiants des travailleurs réguliers, non spécialisés et à bas salaires qui fournissent des services; on dit simplement que le gouvernement subventionne le chômage.

Mais je ne pense pas que ces gestes aient été voulus; je sais que la ministre est de bonne foi. C'est pourquoi je lui demande, à la vue des pressions croissantes, si elle va examiner ces doléances. Je crois comprendre que certaines de ces personnes



## [Texte]

to see her. I do not know whether it is this week or not. In Toronto it is called SOS, Save Our Summer. I would like to ask her if she is willing to look at these allegations and complaints by these community groups with an open mind and really give them an honest second look so maybe some adjustments could be made before the students actually go out and start working.

**Miss MacDonald:** Mr. Chairman, I appreciate the opportunity to respond to the hon. member, because I think there is perhaps through a statement and by others an unfortunate effort being made to try to indicate that the non-private sector is not receiving any funding through the Challenge '86 program—

**Mr. Allmand:** I am sorry, Minister, not any funding, but less than they were used to, even compared to last year.

**Miss MacDonald:** I am glad the member qualified that and said less funding than they had received last year.

There is no question that the funding for the non-private sector is still by far the great majority of funding that goes under the Challenge '86 program. Let me first make it clear that the moneys allocated for youth programs this summer come to some \$210 million, including \$180 million for Challenge '86, and \$30 million for the census. That is the largest amount of funding ever allocated for the summer for jobs for young people.

Secondly, the amount of funding that will go to the non-private sector this summer is 64% of the total funding under Challenge '86. That is still by far the majority of funding, as I have mentioned. Just so the member has a breakdown of this, I want to be sure to give him what data I have available at this point. Some 36.5% of the funding will go to the private sector, and 63.5% will go to the non-private sector, so I think we should be very clear that a large number of projects that are being funded this year go to community groups and organizations.

The hon. member brought up the question of Toronto. I could give him a couple of examples in Toronto. There are many, many more. For instance, we are funding CECI Child Care. This is an integrated day camp for handicapped and non-handicapped children. It provides 12 jobs, and it provides students with skills in arts and crafts who will be working with these handicapped and non-handicapped children at an integrated day camp.

The John Howard Society, another non-private organization, we are funding 13 jobs for young people to work with the John Howard Society. These are students in corrections, adult education, or family counselling. TV Ontario is another in the non-private sector where we are funding seven jobs for students in research, public relations, and education.

I mention these as examples of what is being done in one city alone. There are a good many other projects like that with community groups and organizations all across the country. But I would say, Mr. Chairman, that we are indeed funding projects in the private sector.

## [Traduction]

iront la voir, cette semaine ou plus tard, je ne sais trop. À Toronto, le mouvement s'appelle *SOS, Save Our Summer*. La ministre entend-elle examiner objectivement ces allégations et ces plaintes, formulées par les groupes communautaires, et les analyser honnêtement afin peut-être de rectifier le tir avant que les étudiants ne commencent vraiment à travailler?

**Mme MacDonald:** Monsieur le président, je suis contente de pouvoir répondre au député; je soupçonne une tentative regrettable, par voie de déclarations et d'autres moyens, visant à faire croire que les organisations qui ne sont pas du secteur privé ne touchent rien du programme Défi 86...

**M. Allmand:** Je m'excuse, madame la ministre, je n'ai pas dit aucun crédit mais bien moins que ce que la Coalition touchait même l'an dernier.

**Mme MacDonald:** Je suis contente de cette précision; moins que l'année dernière.

On ne peut mettre en doute le fait que la grande majorité des fonds versés en vertu du programme Défi 86 sont destinés aux organisations qui ne sont pas du secteur privé. Je dois vous dire que les programmes destinés aux jeunes cet été bénéficient d'environ 210 millions de dollars: 180 millions sont affectés à Défi 86 et 30 millions sont consacrés au recensement. C'est la somme la plus importante jamais consacrée aux emplois d'été pour les jeunes.

Cet été, 64 p. 100 des fonds de Défi 86 iront aux organisations non privées. Ici encore, comme je l'ai dit, c'est une large majorité. Afin que le député comprenne bien, je prends soin de lui communiquer toutes les informations dont je dispose à cette heure. Pour être plus précise, 36,5 p. 100 des crédits iront au secteur privé et 63,5 p. 100 sont destinés aux autres organisations; il est donc évident qu'un grand nombre de projets de groupes communautaires et d'organismes apparentés bénéficieront du financement de Défi 86.

Le député a parlé de Toronto. Je peux lui donner quelques exemples concernant cette ville. Mais il s'en trouve tellement d'autres. Par exemple, nous finançons le *CEIC Child Care*, atelier de jour intégré pour les enfants handicapés et autres. Cette organisation assure 12 emplois et donne aux étudiants qui y travaillent des connaissances en arts et artisanat.

À la *John Howard Society*, autre organisation non privée, nous finançons 13 emplois de jeunes. Il s'agit d'étudiants en services correctionnels, enseignement aux adultes ou orientation familiale. Un autre exemple est *TV Ontario*, où nous assurons le financement de sept emplois d'étudiants en documentation, relations publiques et enseignement.

Et tout cela se passe à Toronto seulement. On dénombre de très nombreux autres projets du genre qui sont réalisés par des groupes et des organisations communautaires partout au Canada. Mais je dois dire, monsieur le président, que nous finançons effectivement des projets réalisés dans le secteur privé.

[Text]

• 2020

For instance, in Nova Scotia there is a project where a student in engineering is able to do research in thermodynamics. In Prince Edward Island a veterinary student is able to work alongside an experienced practitioner in his field. In New Brunswick a forestry student is able to work at a private forest products firm. In Ontario a geology student is able to work with a copper-mining company.

I give these as examples of students who are working in the private sector, and I am sure the hon. member would not say that these people who are able to work in areas where their careers are being advanced, where they are able to get some specialized training during the summer months, should have that opportunity withdrawn from them.

So we have tried to find a balance between the private and non-private sectors, and this year, as I say, just under 37% of the funding will go to the private sector; just under 64% will go to the non-private sector.

**Mr. Allmand:** Well, I tried to start this questioning in a non-combative, fair way—

**Miss MacDonald:** I answered that way.

**Mr. Allmand:**—trying to give the Minister a chance to deal with this as objectively as possible. Of course she can give me examples of community projects funded throughout the country: there is some money being spent on them. She says it is the largest amount of money—

**Miss MacDonald:** [Inaudible—Editor] . . . allocation.

**Mr. Allmand:** Minister, you are not going to fool the groups that are going to come and see you tomorrow. They are getting less money than they did in the past, even compared to last year.

I have further statistics here, in dollars. In Toronto they surveyed 35 agencies. The average grant in 1985 for those 35 agencies was \$15,600. This year it is \$8,800. It is a cutback of 44% by those community groups in Toronto.

In terms of student work-weeks, 45 agencies were surveyed. The average number of work-weeks in 1985 was 66.5. This year it is 36.2, for a cutback of 46%.

Sure you funded some community groups here and some community groups there. Those are good projects, but a lot of good projects are not being funded that have got money in the past, and groups that got money are getting much less, to the extent that neither they nor the students can make a reasonable amount of money. I am simply asking that you try and adjust this.

I know that in my own constituency when your project officer came to see me I saw three good community projects. I saw a lot more than three, but I saw three excellent commu-

[Translation]

Par exemple, en Nouvelle-Écosse, un élève ingénieur peut effectuer des recherches en thermodynamique, dans le cadre d'un projet. À l'Île-du-Prince-Édouard, un étudiant en médecine vétérinaire peut travailler sur le terrain avec un vétérinaire expérimenté. Au Nouveau-Brunswick, un étudiant en foresterie travaille dans une entreprise de produits forestiers. En Ontario, un étudiant en géologie a été embauché par une société d'exploitation de mines de cuivre.

Ce sont des exemples d'étudiants dans le secteur privé; je suis convaincu que le député ne voudrait pas qu'on enlève à ces jeunes l'occasion d'acquérir de l'expérience dans leur domaine d'intérêt et de profiter d'une formation spécialisée pendant les mois d'été.

C'est ainsi que nous avons recherché un certain équilibre entre les secteurs public et privé; cette année, comme je l'ai déjà indiqué, un peu moins de 37 p. 100 des crédits iront au secteur privé et le reste, soit presque 64 p. 100, sera consacré aux organisations d'autres types.

**M. Allmand:** Eh bien, j'ai voulu entamer cette période de questions honnêtement et sans agressivité . . .

**Mme MacDonald:** Et j'ai répondu de la même manière.

**M. Allmand:** . . . en donnant à la ministre la possibilité de traiter la question très objectivement. Bien sûr qu'elle peut me donner des exemples de projets dans tout le pays; on y consacre un peu d'argent. Elle dit que c'est la part la plus importante . . .

**Mme MacDonald:** (Inaudible—Éditeur) . . . consacrée.

**M. Allmand:** Madame la ministre, vous ne pourrez pas duper les groupes qui seront là demain pour vous voir. Ils touchent moins que les autres années, même moins que l'an dernier.

Et j'ai d'autres chiffres, en dollars. À Toronto, la Coalition a fait un sondage auprès de 35 organismes. La subvention moyenne en 1985 était de 15,600\$; cette année, elle est de 8,000\$, ce qui représente une diminution de 44 p. 100, pour ces groupes communautaires de Toronto.

On a consulté 45 organismes au sujet des semaines de travail d'étudiants. En 1985, la moyenne était de 66,5 semaines de travail; cette année, elle est de 36,2, soit une diminution de 46 p. 100.

Bien sûr, vous avez versé des fonds à des groupes communautaires, ici et là. Il s'agit de bons projets; malheureusement, on compte de nombreux autres projets tout aussi bons qui bénéficiaient de fonds les autres années et n'en touchent pas cette année. On trouve également des groupes qui reçoivent de moins en moins d'argent, au point où ni eux ni les étudiants qu'ils embauchent ne peuvent réaliser des revenus décents. Tout ce que je vous demande, c'est de modifier le programme afin de corriger ces défaillances.

Je peux vous dire que, dans ma circonscription, lorsque votre agent de projet est venu me consulter, je lui ai proposé trois bons projets communautaires. D'autres étaient aussi bons,



## [Texte]

nity projects that I know you yourself would think would be good that were left off the list.

I tried to cut back on some private sector projects that were getting a lot of person-years and shift some of those over to these three community projects, but, after they were submitted to whomever in Ottawa or the region, not only did they not give me the three projects I wanted but they also kept the cuts from the private sector. They cut me by \$10,000 or something, \$20,000. I cannot recall the exact amount of money.

I know that you want to do well, but if you carry on this way you going to have a lot of people upset.

Sure you are going to get people here and there in private sector jobs and community jobs that are going to be happy, but you are disturbing a lot of people with this program. There is still time to adjust, and I am asking you simply to keep an open mind on this, to look at the facts and to try and do something about it.

For example, the census was never included in the summer program in the past and these are jobs that only last for about a month or six weeks. They do not last for the usual period of time.

All I am asking in this round, while there is still time—and the chairman indicates my 10 minutes is up—is that you keep an open mind and try and look at this once more to see if you can put more money into the community area.

By the way, your evaluation program, which was leaked or released in one way or another, indicates that there was more satisfaction, more career-related work in the community sector than in the private sector. That is your own evaluation report. I was looking for it here among my pile of documents. I will get it for the next round and read it to you.

• 2025

**The Chairman:** Madam Minister.

**Miss MacDonald:** Yes, Mr. Chairman. I am sure that the hon. member knows that as a result of suggestions that he and others put forward with regard to Challenge '85, there were steps, were improvements made in the program. Certainly there were a number of changes made as a result of recommendations that he made and others made. I am only too happy to acknowledge that. I think it proves that I do have an open mind on this issue. But I should tell him that the Metro Toronto budget for Challenge '86 is some \$8 million. Of that, 63% is going to the non-private sector. So there are many, many projects in the non-private sector in Toronto which are being funded this year out of Challenge '86 and I do not think that he should try to deny that or try to underestimate it.

## [Traduction]

mais ces trois là étaient excellents; pourtant, ils n'ont pas été retenus et je suis certain que vous-même les auriez considérés comme intéressants.

J'ai bien tenté de réduire un peu les ressources de projets privés, qui profitaient de nombreuses années-personnes, afin d'en canaliser vers les trois projets communautaires mais, après leur présentation à je ne sais qui à Ottawa ou dans la région, non seulement les trois projets n'ont pas été retenus mais on a également gardé les sommes retranchées du secteur privé. Il s'agissait de 10,000\$ ou de 20,000\$, je ne me souviens plus du montant exact.

Je sais que vous voulez bien faire, mais si vous continuez dans cette voie, vous pouvez vous attendre à déplaire à un grand nombre de personnes.

Bien sûr, vous plairez à quelques personnes, ici et là, dans le secteur privé et dans des organismes communautaires, mais cela se fera au détriment de nombreuses autres. Il n'est pas trop tard pour modifier le programme; je vous demande simplement de garder l'esprit bien ouvert, d'examiner les faits objectivement et d'essayer de faire quelque chose pour corriger la situation.

Par exemple, dans le passé, le recensement ne figurait pas au programme des emplois d'été; ce sont des emplois qui durent de quatre à six semaines et non pas toute la période estivale.

Tout ce que je vous demande maintenant, avant qu'il ne soit trop tard—et le président m'indique que mes 10 minutes sont écoulées—c'est d'être ouverte et de bien vouloir examiner la question une autre fois, afin de voir si vous pourriez consacrer davantage d'argent au secteur communautaire.

En passant, votre programme d'évaluation, dont le plan a été rendu public d'une façon ou d'une autre, par suite d'une fuite ou je ne sais trop, indique une satisfaction accrue et davantage d'emplois axés sur la carrière dans le secteur communautaire que dans le privé. Et il s'agit d'un rapport d'évaluation qui émane de votre ministère. Je le cherchais, parmi ma pile de documents. Je l'apporterai pour la prochaine période de questions et vous en lirai des passages.

**Le président:** Madame la ministre.

**Mme Macdonald:** Merci, monsieur le président. Le député n'ignore certainement pas que ses suggestions et d'autres ont au sujet de Défi 85 ont donné lieu à des mesures, à des améliorations. Il est évident qu'un certain nombre de changements ont été apportés au programme par suite de recommandations faites par lui et d'autres personnes. Et je suis très fière d'en témoigner. Cela prouve que je suis ouverte à ce sujet. Mais je dois préciser que pour l'agglomération de Toronto le budget du programme Défi 86 tourne autour de 8 millions de dollars, dont 63 p. 100 sont destinés au secteur communautaire et aux organismes non privés. C'est donc dire que de très nombreux projets non privés seront financés grâce à Défi 86 dans la région de Toronto; alors pourquoi le député voudrait-il nier l'évidence ou minimiser l'importance de ces crédits?

[Text]

**Mr. Allmand:** I do not deny it, but it is not enough.

**The Chairman:** Okay. Mr. Nystrom.

**Mr. Nystrom:** Thank you very much, Mr. Chairman. I welcome the Minister here tonight and the deputy minister and the officials.

I would like to start off by asking the Minister some questions about the Canadian Jobs Strategy. We have been trying to get some numbers in terms of the dollars that have been budgeted, component by component, Madam Minister, and compare that with the dollars that have been allocated in the various components. We all know that there are six components in the Canadian Jobs Strategy, and that really four of them are in real operation for the time being. There are a couple of them where they sort of have not really kicked in yet. I want to know from the Minister whether or not she can provide us with some statistics this evening as to how much has been budgeted, component by component, and how much of that money has been allocated?

**Miss MacDonald:** I wonder if the member could tell me about the . . . ? You said there were six programs, which there are, and he said only four of them are operational.

**Mr. Nystrom:** I am talking about the Canadian Jobs Strategy and I am saying that a couple of the programs in the Canadian Jobs Strategy are just being phased in now. But I am sure you do not have the stats. I am talking about the four . . .

**Miss MacDonald:** No, I am sorry, I do not know. Could you just elaborate on that? I do not know what you mean. The Community Futures Program, which began April 1, had rolled into it most of the lead programs, so it had been operational in the past. There has been another dimension added to it, but it has moneys outgoing on a monthly basis. All of the others have been operational since last September.

**Mr. Nystrom:** Okay, fine. I just thought that innovations in the Community Futures Program were just sort of starting and . . . But anyway, my question is, can you provide the committee with some information as to the dollars budgeted, component by component, region by region, and the amount of money that has been spent or allocated, region by region, component by component?

**Miss MacDonald:** I think we will be able to get that information for you, Mr. Nystrom, and table it or give it to all members of the committee.

**Mr. Nystrom:** Do you think you can do that?

**Miss MacDonald:** Sure.

**Mr. Nystrom:** What kind of a time limit can we have on that? We have been trying to get it and we have been unsuccessful so far.

**Miss MacDonald:** I can try to get it just as quickly as possible. I do not have all the details. But perhaps, so that you do know what we are trying to do in this basis, it is to take the funding that is allocated to us and to spend it in a more

[Translation]

**M. Allmand:** Je ne nie pas; je dis que cela c'est insuffisant.

**Le président:** Bien, monsieur Nystrom.

**M. Nystrom:** Merci beaucoup, monsieur le président. Je souhaite la bienvenue à la ministre, au sous-ministre ainsi qu'à leurs adjoints.

Pour commencer, j'aimerais poser à la ministre quelques questions au sujet de la Planification de l'emploi. Madame la ministre, nous avons tenté d'obtenir des chiffres, de connaître les sommes qui ont été prévues, par composante de programme, afin de faire des comparaisons avec les sommes réellement affectées. Nous savons tous que la Planification de l'emploi compte six composantes dont quatre fonctionnent vraiment, du moins pour le moment. Il en reste deux qui n'ont pas encore réellement démarré. La ministre peut-elle nous donner ce soir les prévisions budgétaires par composante et nous dire quelle proportion de ces sommes ont été affectées?

**Mme MacDonald:** Je me demande si le député pourrait m'éclairer au sujet . . . Il a mentionné six programmes, ce qui est exact, mais il a dit que seulement quatre sont en exploitation.

**M. Nystrom:** Je dis que, dans le cadre de la Planification de l'emploi, deux programmes sont en voie d'être mis en oeuvre. Mais vous n'avez certainement pas de chiffres à leur sujet. Je parle des quatre autres programmes . . .

**Mme MacDonald:** Non, je suis désolée, je ne sais pas. Pourriez-vous vous expliquer? Je ne vois pas ce que vous voulez dire. Le programme Développement des collectivités, qui a commencé le premier avril, contenait la majorité des autres principaux programmes; c'est dire qu'il existait déjà. On l'a enrichi d'une autre dimension, mais des sommes mensuelles étaient versées grâce à lui. Quant aux autres programmes, ils sont tous en exploitation depuis septembre 1985.

**M. Nystrom:** Parfait. J'avais l'impression que les nouveautés ajoutées au programme Développement des collectivités commençaient à peine et . . . De toute façon, je vous demande si vous pouvez donner au comité les sommes prévues au budget, par région et par composante, et nous dire quelles sommes ont été vraiment dépensées ou affectées, par région et par composante.

**Mme MacDonald:** Je pense que nous pourrions obtenir ces renseignements, monsieur Nystrom, et les déposer ou les communiquer à chaque membre du Comité.

**M. Nystrom:** Vous pouvez faire cela?

**Mme MacDonald:** Certainement.

**M. Nystrom:** Et quand pensez-vous pouvoir nous les fournir? Voilà un certain temps que nous tentons de les avoir, mais en vain.

**Mme MacDonald:** Je vais essayer de les obtenir le plus rapidement possible. Mais je n'ai pas tous les détails. En attendant, pour que vous sachiez exactement ce que nous essayons de faire, je peux vous dire que nous cherchons à



## [Texte]

controlled way than has happened in the past. In the past, the spending in this department had really fluctuated quite markedly on a seasonal basis. We are trying to get it on a more stable basis throughout the year. The amount of moneys that we have to spend averages about \$150 million a month.

You see, what we were trying to do is not have it all spent in one part of the year and then not devoting any funds at all to unemployed people during other parts of the year. That is what happened in the past.

• 2030

**Mr. Nystrom:** The reason for the question is we were told before by some of the officials that we could not get the final figures until some time in the summer. I get the impression now that we can get them a lot sooner than that.

**Miss MacDonald:** No, I think we can get that for you . . . we will try to get back to that . . .

**The Chairman:** If I could come in for just a second, I think the final figures on actual expenditures from last year—

**Miss MacDonald:** Are you talking about last year?

**Mr. Nystrom:** Yes, 1985-86.

**Miss MacDonald:** All right. We probably will have those available to us only by the summer, as with any department. We will get them as quickly as possible, but we cannot undertake to give you figures which have not been compiled as yet. But I have no hesitation in providing them just as quickly as they can be compiled.

**Mr. Nystrom:** Another issue I was concerned about, Madam Minister, is the job development part of the Canadian Jobs Strategy and the fact that some moneys were spent aiding and assisting the Department of Fisheries and Oceans in Winnipeg. I know you are familiar with that. We raised it in the House. I was concerned whether or not you have had a chance to take a look at that.

If you will give me just one minute to lay before the committee, Mr. Chairman, a couple of memos I have come across . . . one memo is from a senior official . . . in fact, Mr. Beggs, who is the Regional Co-ordinator of Job Creation Programs in Winnipeg, the Western Region. He says about Fisheries and Oceans:

Project proposals have been developed by the Department of Fisheries and Oceans which if approved by CEIC will require agreements to be signed between CEIC and the project employer. Project employers are individuals or organizations which have been contacted by DFO to discuss their willingness to enter into such contracts with the CEIC.

I also have here another copy of a memo, sent again by Mr. Beggs—this is to a Fisheries and Oceans person in the Western Region—saying:

Please note that potential sponsors and employers have not been contacted for every project. Such contacts will be made following your review.

## [Traduction]

utiliser plus rationnellement les sommes qui nous sont imparties. Par le passé, les dépenses du Ministère variaient énormément selon la saison. Maintenant, nous voudrions les répartir plus uniformément sur toute l'année. Nous disposons en moyenne d'environ 150 millions de dollars par mois.

Vous voyez donc que nous voulons éviter que tout l'argent soit dépensé dans une période de l'année et qu'il n'en reste plus pour les autres, pour venir en aide aux chômeurs. C'est ce qui se passait auparavant.

**M. Nystrom:** Je vous pose la question parce que des hauts fonctionnaires nous avaient dit que nous ne pourrions pas obtenir ces chiffres avant l'été. J'ai maintenant l'impression que nous pourrions les avoir bien avant.

**Mme MacDonald:** Non, je pense que nous pouvons vous les obtenir . . . nous allons nous renseigner à ce sujet.

**Le président:** Si je puis me permettre, je pense que les dépenses réelles de l'année dernière . . .

**Mme MacDonald:** Vous parlez de l'année dernière?

**M. Nystrom:** Oui, 1985-1986.

**Mme MacDonald:** D'accord. Alors nous ne pourrions probablement pas mettre la main sur ces chiffres avant l'été, comme dans tous les autres ministères. Nous agissons avec la plus grande diligence, mais nous ne pouvons vous fournir maintenant ces chiffres qui n'ont pas encore été compilés. Mais je n'ai aucune objection à ce que l'on vous les donne aussitôt qu'ils seront disponibles.

**M. Nystrom:** Un autre sujet dont je voulais vous parler, madame la ministre, est la partie création d'emploi de la Planification de l'emploi; des sommes ont été consacrées à appuyer et à aider le ministre des Pêches et Océans à Winnipeg. Vous connaissez cette question; elle a été soulevée à la Chambre. Je me demandais si vous aviez pu l'examiner.

Mais permettez-moi d'abord, monsieur le président, de lire quelques notes de service dont j'ai obtenu copie . . . l'une d'elles émane d'un haut fonctionnaire . . . il s'agit en fait de M. Beggs, coordonnateur régional des programmes de création d'emplois dans la région de l'Ouest, à Winnipeg. Il est question du ministère des Pêches et Océans.

Le ministère des Pêches et Océans a présenté des projets qui, une fois approuvés par la CEIC, nécessiteront la signature d'ententes entre cette dernière et l'employeur intéressé. L'employeur pourra être un particulier ou une organisation dont le MPO aura sondé les dispositions à l'égard de ces contrats.

J'ai une autre note de service, également de M. Beggs—destinée à un employé de Pêches et Océans de la région de l'Ouest.

Veuillez noter que nous n'avons pas communiqué avec des répondants et des employeurs éventuels pour chaque projet. Nous le ferons lorsque vous aurez terminé votre examen.

## [Text]

The other thing he says in here is that the Department of Fisheries and Oceans will then finish contacting potential sponsors to arrange for contract development between CEIC and the project sponsor.

My concern is that in the guidelines in the Canadian Jobs Strategy federal departments cannot be sponsors, but here is a case in Manitoba where a lot of money is obviously going to Fisheries and Oceans. It is a concern that has been raised for me by a number of people.

**The Chairman:** You are quoting from documents. Could we receive those as exhibits before the committee, so that all members—

**Mr. Nystrom:** Sure. There is no problem at all.

There is just one last one here. I only have the information on what has happened in Fisheries and Oceans in Manitoba, where a lot of money from job development has gone to projects of relevance to them. But also I have here a memo from Fisheries and Oceans in Halifax, where the fellow is saying:

I emphasize that this proposal was conceived because we do not have the personnel to do the work, nor is there any hope of being provided with additional person-years. Our workload continues to grow, however, as an increasing population puts further strain on the environment.

So again it seems there have been cut-backs in Fisheries and Oceans which provoke those people to try to get job development money. I wonder if the Minister could elaborate on whether or not she has looked into this.

**Miss MacDonald:** Mr. Chairman, I think there is some confusion here. First of all, I want to make it clear that the programs in Employment and Immigration have always sponsored fisheries and forestry projects. I think if the hon. member were to check with some of his colleagues, for instance members from British Columbia, he will find that they are the most active members in putting forward proposals in the forestry sector.

**Mr. Nystrom:** I am aware of this. I am just asking the Minister whether or not this is something she considers a proper practice.

**Miss MacDonald:** Is the member trying to say we should not have any projects in the forestry sector or in the fishery sector because if... Let us make sure we understand one another and what we are doing. We are not, for instance in the Department of Fisheries, using job development money to finance regular activities that the department would have funded had they otherwise had the money. What we are talking about is projects in silviculture, where we are training people to work in silviculture. I can mention in Manitoba projects we are undertaking in research in forestry. On the east coast we are sponsor many projects; for instance, throughout Newfoundland, where the majority of projects have always been in either fisheries or forestry.

## [Translation]

Il poursuit en disant que le ministère des Pêches et Océans achèvera de communiquer avec des répondants potentiels en vue d'organiser des contrats avec la CEIC.

Je m'inquiète du fait que, selon les lignes directrices de la Planification de l'emploi, les ministères fédéraux ne peuvent parrainer des projets; or, voici un cas, au Manitoba, où beaucoup d'argent est canalisé vers Pêches et Océans. Plusieurs personnes m'en ont parlé.

**Le président:** Vous avez lu des extraits de documents; pourriez-vous les déposer, afin que tous les membres...

**M. Nystrom:** Certainement. Je n'ai aucune objection.

Il me reste une dernière question. Je dispose seulement de renseignements sur ce qui s'est passé au MPO au Manitoba, là où d'importantes sommes réservées à la création d'emplois ont été consacrées à des projets intéressant ce ministère. Mais voici une note de service d'un employé de Pêche et Océans à Halifax.

J'insiste sur le fait que cette proposition a été avancée parce que nous manquons de personnel et que nous ne pouvons vraiment pas espérer obtenir d'autres années-personnes. Notre charge de travail s'accroît à mesure que la population croissante exerce des pressions plus grandes sur le milieu.

Il semble donc bien y avoir eu des coupures au sein de ce ministère qui obligent les employés à demander des sommes réservées à la création d'emplois. J'aimerais que la ministre nous dise si elle a examiné cette affaire.

**Mme MacDonald:** Monsieur le président, je perçois une certaine confusion. Premièrement, je veux qu'il soit bien clair que les programmes d'Emploi et Immigration ont toujours servi à financer des projets relatifs aux pêches et aux forêts. Si le député veut consulter certains de ses collègues, notamment ceux de la Colombie-Britannique, il constatera que c'est dans cette région que l'on élabore le plus de projets, dans le secteur forestier.

**M. Nystrom:** Oui, je sais cela. Je demande simplement à la ministre si elle admet cette pratique.

**Mme MacDonald:** Le député veut-il dire que nous ne devrions pas financer de projets dans le secteur des pêches ou des forêts parce que... Mais entendons-nous bien. Nous n'utilisons pas, par exemple, au ministère des Pêches et Océans, des crédits réservés à la création d'emplois afin de financer des activités courantes que le ministère aurait payées s'il avait eu l'argent. Il s'agit de projets en sylviculture grâce auxquels nous assurons la formation de spécialistes. Je peux vous donner des exemples au Manitoba, où nous finançons des projets de recherche en foresterie. Sur la côte est, nous parrainons de nombreux projets, notamment sur tout le territoire terre-neuvien, où la majorité des activités tournent autour de la forêt et des pêches.



[Texte]

• 2035

**Mr. Nystrom:** I will give you an example.

**Miss MacDonald:** I am not sure whether or not the member thinks we should cut off fishing communities.

**Mr. Nystrom:** What you are saying to me now is that you would not finance things that are normally financed by department. I think that is what you said. Am I paraphrasing you correctly?

**Miss MacDonald:** That is right.

**Mr. Nystrom:** Well, I have an example here of a project that was approved in Manitoba. It is called Fisheries Rehabilitation and Research Job Development Project Proposal No. 2—Construction Workers.

Now, the total project here, Mr. Chairman--this is near Dauphin, by the way—costs \$168,000, and one of the things they are doing is renovating a bunkhouse. Now, one item they have here that has been approved is the spending of \$21,520 on materials and supplies. I am wondering whether or not that is the normal practice of the department. It seems to me renovating a bunkhouse is the kind of expenditure that should be done by the department itself.

**Miss MacDonald:** I would have to take a look. If I may just say this, there are literally thousands of individual projects and I would not know what each and every one is. It could be that it is a section 38 project, in which case it would be quite applicable to use the funding in that way.

**Mr. Nystrom:** As far as I know, it is job development. It says "Job Development Program 1985-86" on the headline. What I can do is send you over a copy of it, and one of your officials could have a look at it.

**Miss MacDonald:** Would you, please? I would be glad to look at it. But if I may say so, many of the job development projects in forestry and in fisheries are concentrating now on silviculture and aquaculture, and these are providing training for people who did not have it previously. So I know there is a fair number of projects, for instance, in research fields being funded. I cannot answer for each and every individual project at this time, but I would be glad to take a look at any the member wants to let me have.

**Mr. Nystrom:** I gather from people involved here in Fisheries and Oceans that they feel they are underfunded in Manitoba and they have had to use job development money for some of these items.

**Miss MacDonald:** What I might do, Mr. Chairman, is try to provide the money on a comparative basis year over year where we have been involved in projects of this nature.

**Mr. Nystrom:** Anyway, I have just a little bit more on that, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Can you make this the last question, please?

[Traduction]

**M. Nystrom:** Je vais vous donner un exemple.

**Mme MacDonald:** Je me demande si le député souhaite que nous cessions d'aider les ports de pêche.

**M. Nystrom:** Vous me dites que vous ne subventionnez pas de projets normalement financés par un ministère. C'est ce que vous avez dit. Est-ce que je me trompe?

**Mme MacDonald:** Non, vous avez raison.

**M. Nystrom:** Bien, j'ai ici un exemple d'un projet approuvé au Manitoba. Il s'agit du projet n° 2 concernant le rétablissement des pêches et la recherche—ouvriers du bâtiment.

Monsieur le président, le coût total du projet, qui est réalisé près de Dauphin, est de 168,000\$; l'une des tâches consiste à rénover un baraquement. Or, on trouve une dépense de 21,520\$ consacrée à l'achat de matériaux et de fournitures. S'agit-il d'une pratique courante du ministère? Selon moi, la rénovation d'un baraquement est un travail qui devrait être réalisé par le ministère intéressé.

**Mme Macdonald:** Il faudrait que j'examine les détails. N'oubliez pas qu'il existe des milliers de projets; je ne saurais les connaître tous. Mais il peut s'agir d'un projet financé en vertu de l'article 38, auquel cas il serait correct d'utiliser l'argent de cette façon.

**M. Nystrom:** D'après ce que je sais, il s'agit de création d'emplois. L'en-tête dit bien Programme de création d'emplois 1985-1986. Je puis vous en donner une copie que pourra examiner l'un de vos adjoints.

**Mme Macdonald:** Oui, s'il vous plaît. J'aimerais bien y jeter un coup d'oeil. Mais je tiens à souligner que bon nombre des projets de création d'emplois réalisés dans les domaines de la forêt et des pêches sont axés principalement sur la sylviculture et l'aquiculture; ces projets assurent la formation de gens qui n'avaient pas pu en profiter auparavant. Je sais qu'un bon nombre de projets, notamment des activités de recherche, sont financés par le programme. Je ne saurais parler de chacun d'entre eux, mais j'examinerai volontiers tous ceux que le député voudra bien me communiquer.

**M. Nystrom:** D'après des conversations que j'ai eues, je crois comprendre que les employés de Pêches et Océans au Manitoba ont l'impression de manquer de crédits, ce qui expliquerait leur recours aux sommes réservées à la création d'emplois.

**Mme MacDonald:** Ce que je peux faire, monsieur le président, c'est de fournir les chiffres annuels, qui se rapportent aux projets de ce genre auxquels nous participons, pour qu'on puisse comparer.

**M. Nystrom:** Oui, enfin. J'ai un dernier point sur le même sujet, monsieur le président.

**Le président:** Si vous voulez bien en faire votre dernière question?

[Text]

**Mr. Nystrom:** Yes, it is just for information. The proposed start of this project is September 1, 1985, and it is to finish on August 31, 1986. As for the location of activities, work will take place at Dauphin Lake's fisheries research station at Methley Beach, Manitoba. As I said, I can give you all the details on it. Perhaps you can give us information as to whether or not that is the proper way to spend the money.

My last question would be: Is this a practice in the department? Are there other examples of where construction materials have been purchased with job development money? It might be worth looking into.

**Miss MacDonald:** We would be glad to look into it. We have tried as much as possible to move away from what was a normal practice. As I think the member knows, more and more we have been concentrating expenditures of funds on projects that have a very significant training component. We have been trying to move the expenditures of the department from the kind of capital outlay that existed in previous years to a program where people are given an opportunity to learn a usable skill.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Nystrom.

**Mr. Nystrom:** Thank you, Mr. Chairman. The last point—and it is not a question—is this. In Manitoba, the unemployment in the construction industry is around 40%, so again, even in that industry it is questionable as to whether or not you spend your dollars there training people for that industry, and the unemployment rate is already so high. Anyway, that is just a little comment at the end.

**The Chairman:** That is a comment.

• 2040

**Miss MacDonald:** But the point is that a lot of the people who are in that industry do not have skills which they can use elsewhere. Do you leave them forever without any kind of skills that they might be able to transfer somewhere else; or, do you try to get them into a project where they acquire some skills that they can use at the end of the project to move into full-time jobs?

**The Chairman:** Okay.

**Mr. Nystrom:** The question is, do they learn new skills there? I do not know.

**The Chairman:** Okay, go ahead.

**Miss MacDonald:** Not everybody will at the outset. I realize that. We are making a fairly major transition in the department and we do not expect it to be 100% perfect the first year of operation, because it is a big move. But we are trying to make that component worthwhile for the individuals who are in it.

**The Chairman:** Mr. Blackburn.

**M. Blackburn (Jonquière):** Merci, monsieur le président. Madame la ministre, en rapport avec l'article 38 dans le programme *Canada au travail*, pourriez-vous nous donner un aperçu des sommes affectées, par exemple, en 1985? Quelles

[Translation]

**M. Nystrom:** Oui, c'est à titre de renseignement. La réalisation du projet en question devait commencer le 1<sup>er</sup> septembre 1985 et se terminer le 31 août 1986. Les travaux devaient être réalisés au centre de recherche sur la pêche du lac Dauphin, à Methley Beach (Manitoba). Je peux vous donner tous les détails. Peut-être pouvez-vous nous dire s'il s'agit d'un bon moyen de dépenser de l'argent.

Ma dernière question: est-ce une pratique courante au ministère? Y a-t-il d'autres cas où des matériaux de construction ont été achetés avec des sommes réservées à la création d'emplois? Il serait intéressant de creuser la question.

**Mme MacDonald:** Nous serions heureux de l'examiner également. Dans la mesure du possible, nous avons essayé de mettre un frein à ce qui était une pratique courante. Le député n'ignore pas que nous favorisons de plus en plus les projets très fortement axés sur la formation. Au ministère, nous nous sommes efforcés de donner un coup de barre afin d'arrêter les dépenses d'établissement des années précédentes et d'instaurer un programme qui donne aux gens la chance d'acquérir des connaissances utiles.

**Le président:** Merci, monsieur Nystrom.

**M. Nystrom:** Merci, monsieur le président. Un dernier point, et il ne s'agit pas d'une question. Au Manitoba, le taux de chômage dans le bâtiment tourne autour de 40 p. 100; je me demande donc s'il est très utile de consacrer des sommes à la formation dans ce secteur. Ce n'est qu'une petite observation pour terminer.

**Le président:** C'est une remarque.

**Mme MacDonald:** Bien des gens qui travaillent dans ce secteur n'ont pas les qualifications nécessaires pour travailler ailleurs. Faut-il les priver à jamais de la possibilité de se doter de qualifications qu'ils puissent utiliser ailleurs ou faut-il leur permettre de participer à des chantiers qui leur donneront des qualifications les rendant aptes à occuper des postes à plein temps?

**Le président:** Très bien.

**M. Nystrom:** La question est de savoir s'ils peuvent ainsi acquérir de nouvelles aptitudes. C'est loin d'être sûr.

**Le président:** Je vous en prie.

**Mme MacDonald:** Ce n'est pas tout le monde qui pourrait le faire au départ. Je le sais très bien. Nous sommes dans une période de transition importante au ministère. Nous ne nous attendons pas à avoir un taux de succès de 100 p. 100 la première année. Ce que nous essayons de faire, c'est de rendre le programme le plus utile possible pour les personnes qui sont appelées à y participer.

**Le président:** Monsieur Blackburn.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Thank you, Mr. Chairman. Madam Minister, in the context of section 38, and the *Canada Works* program, could you give us an idea of the expenditures in 1985, for example? Also, what would be the estimates for



[Texte]

sommes anticipe-t-on pour 1986, compte tenu qu'à différents moments de l'année, des sommes d'argent sont injectées dans des différents centres régionaux? Ces sommes sont-elles attribuées au rythme de deux ou trois fois par année? Quel est le fonctionnement? Cette information est-elle disponible?

**Mme MacDonald:** Monsieur le président, M. Gauvin répondra à cette question. Il s'agit des sommes affectées au *Consolidated Revenue Fund* et au *Unemployment Insurance Fund*. C'est toujours une balance entre les deux.

**M. Gauvin (directeur exécutif, Finances et Administration, ministère de l'emploi et de l'immigration):** Monsieur le président, dans la section 31, nous avons environ 100 millions en fonds d'assurance-chômage. En plus, nous avons 40 millions de dollars en fonds appropriés; donc, pour l'année fiscale, nous avons approximativement 140 millions de dollars, dans les deux fonds.

**M. Blackburn (Jonquière):** Il s'agit de 140 millions de dollars pour l'ensemble du pays?

**M. Gauvin:** Oui.

**Miss MacDonald:** It operates on a calendar year, if I am correct.

**Mr. Gaétan Lussier (Deputy Minister, Department of Employment and Immigration):** You are correct.

**Miss MacDonald:** It operates on a calendar year rather than a fiscal year—

**Mr. Lussier:** Yes.

**Miss MacDonald:** —and this is one of the complexities, because with the Unemployment Insurance Fund itself, people pay in on a calendar year. That operation is separate and distinct from the operation of the department in the timing.

Nevertheless, we have to draw the moneys—the \$40 million that is allocated to the department's budget from the consolidated revenues—on a fiscal basis. So it is a complicated arrangement.

**M. Blackburn (Jonquière):** Comment ce 140 millions de dollars annuel est-il distribué?

**Miss MacDonald:** The funds are allocated by province, yes, and within the province there are regional breakdowns. They are not allocated by constituency.

**M. Blackburn (Jonquière):** Serait-il possible d'obtenir cette répartition?

**Miss MacDonald:** In the sense of the expenditures for last year, yes, we might be able to compile those figures along with the ones that I promised to Mr. Nystrom.

**M. Blackburn (Jonquière):** Je l'apprécierais.

Madame la ministre, des progrès ont-ils été réalisés dans le programme *Développement des collectivités*, ces derniers jours? Des collectivités pouvant bénéficier du programme ont-elles été identifiées? Des comtés ou des localités ont-elles été sélectionnés, en fait? Quels sont les progrès réalisés dans ce programme?

[Traduction]

1986, in view of the fact that at different times of the year there are new money is injected in the regional centre? Is this new money allocated two or three times a year? How does the system work? Is this kind of information available?

**Miss MacDonald:** With your permission, Mr. Chairman, Mr. Gauvin will answer that question. This money comes from the Consolidated Revenue Fund and the Unemployment Insurance Fund. There is always a balance between the two.

**Mr. Gauvin (Executive Director, Finance and Administration, Department of Employment and Immigration):** Mr. Chairman, under section 31, we have approximately \$100 million in the Unemployment Insurance Fund. Then, we have \$40 million in appropriations. So for the fiscal year, we can count on approximately \$140 million from both funds.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** That is \$140 million for the whole country?

**Mr. Gauvin:** Yes.

**Mme MacDonald:** Sauf erreur, c'est l'année civile qui est utilisée.

**M. Gaétan Lussier (sous-ministre, ministère de l'Emploi et de l'Immigration):** C'est juste.

**Mme MacDonald:** Donc, c'est l'année civile plutôt que l'année financière...

**M. Lussier:** Oui.

**Mme MacDonald:** ... ce qui complique encore davantage la situation. Les gens versent leurs cotisations aux fonds de l'assurance-chômage selon l'année civile. Cette activité se poursuit donc selon un échéancier distinct.

Les 40 millions de dollars du Fonds du revenu consolidé, eux, sont affectés selon l'année financière. C'est une situation assez complexe.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** How are those \$140 million for the year distributed?

**Mme MacDonald:** Les fonds sont alloués par province et à l'intérieur des provinces il y a une répartition suivant les régions. Les fonds ne sont pas alloués selon les circonscriptions, si c'est ce que vous voulez savoir.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Would it be possible to have this distribution?

**Mme MacDonald:** Pour ce qui est de l'année dernière, oui, certainement, il serait possible de fournir les chiffres, au même titre que ceux qui ont été demandés par M. Nystrom.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** I would appreciate it.

How is the program Community Futures coming along these days, Madam Minister? Were communities identified as possible candidates for the program? Are ridings or localities being selected at the present time? In what state of advancement is the program?

[Text]

• 2045

**Miss MacDonald:** The program Community Futures became operational, as I mentioned earlier, April 1. As you know, a number of communities across the country had already come under the LEAD program. We are transferring much of that program into Community Futures.

I think something like 125 communities had LEAD programs. The majority of those will also fall under Community Futures. We have written to every LEAD corporation and advised them of the changes that were being made.

What will not be included in the Community Futures communities from now on is any kind of infrastructure. We are asking that the corporations build up programs where they will be able to attract other funding. We ourselves will help with the employment of people, with the training of people, with investment in individual businesses. Those are the aspects the Community Futures Program will help develop.

Let us say 100 out of the 125 LEAD corporations already under way will continue and the funding that was promised them will also continue. There will probably be another 40 to 50 communities or corporations recognized this year under the Community Futures Program. So in total it would touch on 150 communities altogether.

**M. Blackburn (Jonquière):** J'apprécie, madame la ministre, que des communautés s'ajoutent à la liste. Vous savez que dans certains secteurs de la province, des communautés n'étaient pas éligibles au programme CLE infrastructure. Lorsqu'ils sont devenus éligibles, le programme CLE société étant gelé, ils n'ont pas pu présenter de dossier. Si, maintenant, on favorise les localités ou les comtés qui étaient éligibles au programme CLE société, certains comtés risquent de se voir pénalisés. Le comté de Jonquière est un exemple typique. Mais, puisque vous me dites qu'il y a de 40 à 50 communautés de plus, ces préjudices causés à certaines localités n'existent peut-être plus.

Le critère du haut taux de chômage est-il toujours appliqué?

**Miss MacDonald:** The criteria on which the new communities are selected will be that they have to be suffering from chronic or acute unemployment and they have to have an unemployment rate which is substantially greater than the provincial average of unemployment. They must normally be outside of metropolitan areas because we are trying to identify a total community.

In drawing up the new programs we have relaxed certain criteria from the way in which the LEAD program was restricted. For instance, under the LEAD program a community had to be less than 50,000 in population. That no longer exists. We are therefore able to look at a community like Sault Ste. Marie, which is having great difficulty as a result of layoffs and problems that Algoma Steel is experiencing. Before, Sault Ste. Marie could not be considered because it had a larger-than-50,000 population; now it can be considered.

[Translation]

**Mme MacDonald:** Le programme Développement des collectivités a commencé à fonctionner le 1<sup>er</sup> avril, comme je l'ai déjà indiqué. Comme vous le savez, un certain nombre de localités participaient déjà au Programme CLE. Nous reportons une bonne partie de ce programme sur le Programme Développement des collectivités.

Je pense qu'environ 125 localités participaient au programme CLE. La majorité d'entre elles seront réabsorbées par le programme Développement des collectivités. Nous avons écrit à toutes les sociétés constituées en vertu du programme CLE pour les aviser du changement.

Ce qui sera exclu du programme Développement des collectivités à partir de maintenant sera tout ce qui touche à l'infrastructure. Nous demandons aux sociétés de constituer des programmes qui prévoient des fonds à d'autres fins. Nous interviendrons au niveau de l'emploi, de la formation et de l'investissement dans les entreprises individuelles. Ce sont les objectifs sur lesquels se concentrera le programme Développement des collectivités à l'avenir.

Sur un total de 125 sociétés créées en vertu du Programme CLE, il y en aura probablement une centaine qui se maintiendront et qui continueront de recevoir les fonds qui leur ont été promis. Dans le cadre du programme Développement des collectivités comme tel, de 40 à 50 autres localités viendront s'y ajouter, de sorte que le total pour cette année pourra atteindre 150.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** I appreciate the fact that some communities will be added to the list, Madam Minister. As you know, in certain regions of the province, certain communities were not qualified under the infrastructure LEAD Program when they became qualified, the corporation LEAD Program was frozen and they were prevented from applying. If the communities or the ridings which were already under the corporation LEAD Program are to be favoured at the present time, others will likely suffer. The riding of Jonquière is a typical example. But since you have told me that 40 to 50 communities will be added, maybe there will not be any injustice.

Is the level of unemployment criteria still in effect?

**Mme MacDonald:** Pour être sélectionnées, les nouvelles agglomérations devront accuser un taux de chômage chronique ou élevé qui dépasse de façon considérable la moyenne provinciale. Elles devront également se situer normalement en dehors des grandes villes parce qu'elles devront constituer des collectivités en elles-mêmes.

Dans le cadre du nouveau programme, nous avons assoupli certains des critères qui étaient utilisés pour le programme CLE. Par exemple, en vertu du Programme CLE, une ville devait compter moins de 50,000 habitants. Cette restriction a été abolie. Nous pouvons donc prendre en considération une ville comme Sault Ste-Marie, qui se trouve dans une position très difficile actuellement à la suite des nombreuses mises à pied et des problèmes de la compagnie *Algoma Steel*. D'après



[Texte]

**M. Blackburn (Jonquière):** La liste des 140 ou des 150 communautés identifiées est-elle complète? Ce travail est-il achevé?

**Miss MacDonald:** No, we are really just beginning.

• 2050

You see, what we have is perhaps 120 under the old LEAD program across the country. Most of those will be rolled into the new program and we expect to add this year, given the kind of budget we have for that program, say, another 40 to 50 communities to it.

So we will carry on for the most part with what has already been funded for. Some of them will expire because they were being funded for about two to three years and their projects may have taken off on their own and they do not need the assistance. But for the most part the funding will continue, certainly to the expiry of the LEAD corporation agreement. But in addition, we will be looking at new communities to add to the Community Futures Program. That is some 40 or 50 more.

**M. Blackburn (Jonquière):** C'est bien. Mon temps est-il écoulé, monsieur le président?

**Le président:** Vous avez encore une ou deux minutes.

**M. Blackburn (Jonquière):** D'accord. Madame la ministre, je voudrais vous parler du programme pénurie de main-d'oeuvre spécialisée. Je sais que vous avez entrepris des discussions avec votre collègue provincial, M. Paradis, et que ces discussions étaient sur le point d'aboutir à une entente. J'aimerais en connaître les développements.

**Miss MacDonald:** On that basis, I am in active conversation with Mr. Paradis, the Minister of Manpower and Employment in the Province of Quebec, and I have further discussions coming up with him this month. We are very near agreement in these fields. I am very pleased with the progress that has been made.

**M. Blackburn (Jonquière):** Vous vous attendez à ce qu'au cours du mois de mai, tout soit paraphé avec le gouvernement du Québec?

**Miss MacDonald:** I think so. I am going to ask Mr. Allmand to help me out in getting the final agreement signed.

**Mr. Allmand:** We have been waiting a long time and I would be glad to help.

**Miss MacDonald:** Good.

**M. Blackburn (Jonquière):** Merci, monsieur le président.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Blackburn. Mr. Oostrom.

**Mr. Oostrom:** Thank you, Mr. Chairman. Last week I also asked Mr. Lussier for breakdowns in actual expenditures, and I know they will be forthcoming, but perhaps the Minister could give us an idea for the 1986-87 year about some goals or

[Traduction]

les anciens critères, Sault Ste-Marie n'y aurait pas eu droit parce qu'elle comptait plus de 50,000 habitants.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Is the list of the 140 or 150 communities complete? Have they all been identified at this point?

**Mme MacDonald:** Non, nous ne faisons qu'aborder cette étape.

Vous comprenez, nous en avons peut-être 120 dans tout le pays dans le cadre de l'ancien programme d'aide à la création locale d'emploi. La plupart seront intégrées au nouveau programme et, cette année, compte tenu du budget dont nous disposons, nous pensons ajouter 40 ou 50 villes.

Par conséquent, dans l'ensemble, ce qui a déjà été financé va continuer. Certains de ces projets vont prendre fin car ils étaient financés pour deux ou trois ans, et dans certains cas ils n'ont plus besoin d'aide. Mais dans l'ensemble, le financement continuera, certainement jusqu'à l'expiration de l'accord sur l'aide à la création locale d'emploi. Mais de plus, nous chercherons à ajouter de nouvelles localités dans notre programme de développement des collectivités. C'est-à-dire une quarantaine ou une cinquantaine de plus.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Very well. My time is up, Mr. Chairman?

**The Chairman:** You still have one or two minutes.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Very well. Madam Minister, I want to talk about trained manpower shortage. I know that you have had talks with your provincial counterpart, Mr. Paradis, and that you were on the verge of an agreement. I would like to know what has transpired.

**Mme MacDonald:** Sur cette question je suis en pourpalez avec M. Paradis, le ministre québécois de la Main-d'oeuvre et de l'Emploi, et je dois le rencontrer à nouveau dans le courant du mois. Nous sommes pratiquement d'accord sur ces questions. Je suis très satisfaite des progrès accomplis.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Do you expect everything to be signed before the end of May, with the Government of Quebec?

**Mme MacDonald:** Je le pense. Je vais demander à M. Allmand de m'aider à obtenir la signature finale.

**M. Allmand:** C'est une chose que nous attendons depuis longtemps, je serais enchanté de vous aider.

**Mme MacDonald:** Parfait.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Thank you, Mr. Chairman.

**Le président:** Merci, monsieur Blackburn. Monsieur Oostrom.

**M. Oostrom:** Merci, monsieur le président. La semaine dernière, j'ai demandé à M. Lussier le détail des dépenses véritables, je sais que cela me parviendra, mais la ministre a peut-être une idée des objectifs ou des buts que nous nous

## [Text]

targets that we have for the six programs under the Canadian Jobs Strategy, perhaps in numbers of weeks of training or in numbers of individuals that will be participating, at least some global figure at this time if it is not available by region or by province. So at least we have an idea.

**Miss MacDonald:** I should say, in the global figures—I just am giving you global figures at the moment, Mr. Oostrom—the total gross funding for programs within the department this year is \$1.9 billion. Of that, \$150 million is for operating expenditures and \$115 million is provided for programs that are run, for instance, through the Department of National Defence in the whole youth program. Also a number of projects that relate to Challenge '86 where students are hired by various government departments, and so on. So that leaves about \$1.6 billion for other Canadian Jobs Strategy programs during the year.

• 2055

What I mentioned earlier was that what we are trying to do is keep this as much as possible to a level expenditure of about \$150 million a month. Right across the board even we are trying to approach the unemployment issue on a more regular basis than has been done in the past. That means, as I told Mr. Nystrom, that there is about \$40 million a month for job development.

**Mr. Oostrom:** Yes, I understand that for April, as Mr. Lussier pointed out, \$120 million had already been approved. I can see where this is sort of being phased in over the whole summer and fall period, and perhaps even more so in the winter time.

**Miss MacDonald:** Yes, that is true. You see, in the fall-winter months of 1985-86, we approved a number of projects. These projects we now have under way are for longer periods of time than they had been formerly, so the projects carry on well into the fiscal year of 1986-87. In fact, we have something between \$400 million and \$500 million we will be expending in this year that had been committed in the year before. But that means we are talking about projects six, seven, eight, nine months, and so on, long because of this emphasis we are putting on training.

**Mr. Oostrom:** Is it basically that our programs are longer term so they carry over each year?

**Miss MacDonald:** Yes. There has always been some carry-over, do not mistake. That has always happened. But with the more regular expenditure of funds on a month-to-month basis, and with the emphasis we are placing on training of the longer programs, therefore what you get is—for instance, we can say we have something like 22,000 people ongoing in job development for a number of months before they were at a peak during the winter. There will always be more in the winter months, no question about it, because of the higher levels of unemployment. We are trying to get some better balance on a year-around basis than we have had.

## [Translation]

sommes fixés pour les six programmes qui relèvent de la stratégie de l'emploi pour 1986-1987. Peut-être pourrait-elle nous donner le nombre de semaines de formation, ou bien le nombre de personnes qui participeront à ces programmes, au moins des chiffres généraux si vous n'avez pas le détail par région ou par province. Cela nous donnerait au moins une idée.

**Mme MacDonald:** En terme général, et je précise que pour l'instant ce sont des chiffres très généraux, monsieur Oostrom, le financement brut total des programmes du ministère s'élève à 1.9 milliard de dollars pour cette année. Sur cette somme, 150 millions de dollars sont destinés aux dépenses de fonctionnement et 115 millions de dollars aux programmes administrés par le ministère de la Défense nationale mais qui notamment s'adressent aux jeunes. On compte en outre un certain nombre de projets, liés à Défi 86, dans le cadre desquels des étudiants sont embauchés par des ministères, etc. Cela donne à peu près 1.6 milliard de dollars pour les autres programmes de la Planification de l'emploi, pour l'année.

Comme je l'ai dit plus tôt, nous tentons dans la mesure du possible de maintenir nos dépenses mensuelles autour de 150 millions de dollars. En général, nous essayons d'aborder d'une façon plus régulière la question du chômage, davantage qu'auparavant. Cela signifie, comme je l'ai dit à M. Nystrom, que l'on consacre environ 40 millions de dollars par mois à la création d'emplois.

**M. Oostrom:** Oui, je comprends, comme l'a signalé M. Lussier, que pour avril on a approuvé 120 millions de dollars. Je vois que l'on tente d'étendre les dépenses à l'été et à l'automne et peut-être même aux mois d'hiver.

**Mme MacDonald:** C'est exact. Voyez-vous, pendant l'automne et l'hiver de 1985-1986, nous avons approuvé un certain nombre de projets. Aujourd'hui, les projets durent plus longtemps qu'auparavant, ce qui explique pourquoi ils débordent sur l'année financière 1986-1987. En fait, nous pourrions dépenser cette année entre 400 et 500 millions de dollars qui avaient été engagés et l'année dernière. Mais cela suppose des projets d'une durée de six, sept, huit, neuf mois et même plus, vu l'accent que nous mettons sur la formation.

**M. Oostrom:** Cela s'explique-t-il simplement par le fait que nos programmes durent plus longtemps et se poursuivent d'une année à l'autre?

**Mme MacDonald:** Oui, mais ne vous méprenez pas; il y a toujours eu des programmes qui se sont poursuivis sur deux années. Cela a toujours été. Mais avec une répartition mensuelle des dépenses, qui est plus régulière, et vu l'accent que nous mettons sur le côté formation des longs programmes, nous comptons, par exemple, quelque 22,000 personnes occupées par la création d'emplois pendant une période appréciable, alors qu'auparavant on enregistrait un maximum pendant l'hiver. Mais il est bien évident qu'on en comptera toujours plus en hiver, à cause du chômage accru pendant cette saison. Mais nous essayons justement d'équilibrer davantage



[Texte]

**Mr. Oostrom:** On page 3-45, I notice that institutional training was the largest component in expenditures, and that they are going to be divided up into job development, skill shortages, etc.—in four different programs. It would be very helpful for committee members, once the estimates are broken down for the year 1986-87, if we could get at least comparable figures, or some indication, because for us, particularly the new members, it is rather difficult to find out where we are sitting from one year to the next because of the change in programs.

**Miss MacDonald:** I understand that.

**Mr. Oostrom:** I presume that the job strategy program and its six components will last for some time, because it is over a longer period of time.

**Miss MacDonald:** Perhaps if I could take a moment to explain. Let me put it this way. The institutional training fell under the National Training Act agreements, and they came to something like between \$600 million and \$700 million of expenditures out of the department's program budget in training and allowances.

• 2100

What we are now working out with the provinces is where, say, the \$600 million under institutional training and the \$1.3 billion under other programs are brought together, it is taking some time to bring about properly a cohesive effort where we can say that so many people who are getting training courses can do so under the job development aspect of the Canadian Jobs Strategy, or so many people who are in skills shortages get training under the Canadian Jobs Strategy, overall. What we have to do is work with the provinces, as is happening, and work with industry, to make sure the colleges are particularly delivering the kinds of courses that industry finds it needs. This is why it is taking time to make these changes: for the simple reason that you cannot change courses overnight, or adapt curricula, change curricula, overnight. But we are finding that slowly this is being done.

**Mr. Oostrom:** While you bring that up, Madam Minister, on page 335 it says, under the National Institutional Training Program:

those who received training in 1983-84 derived greater benefits from skill courses than from courses in basic education.

But:

Most of the skill trainees received training for occupations that were in surplus in 1983-84.

How will the 1986-87 program now make sure that—

**Miss MacDonald:** That is probably one of the most important questions to raise. We tried to analyse how success-

[Traduction]

les choses en échelonnant les dépenses plus également sur toute l'année.

**M. Oostrom:** À la page 3-45, j'ai remarqué que la formation en établissement représente la principale composante de dépenses, lesquelles seront divisées en quatre programmes: création d'emplois, pénuries de main-d'oeuvre, etc. Il serait très utile que les membres du Comité, lorsque les prévisions auront été ventilées pour 1986-1987, obtiennent des chiffres comparables, ou certaines indications; en effet, pour nous, et surtout pour les nouveaux membres, il est très difficile de se situer d'une année à l'autre, compte tenu des changements qui touchent les programmes.

**Mme MacDonald:** Je comprends.

**M. Oostrom:** Je suppose que le programme de la Planification de l'emploi, avec ses six composantes, durera quelque temps, puisqu'il couvre lui-même une période plus longue.

**Mme MacDonald:** Si je puis prendre un moment pour expliquer. Voici. La formation en établissement est régie par les accords signés en vertu de la Loi nationale sur la formation. Ces accords se sont traduits par des dépenses de 600 à 700 millions de dollars, puisés dans le budget du ministère consacré à la formation et aux allocations.

Nous tentons de résoudre un problème avec les provinces; lorsqu'on ajoute les 600 millions de dollars prévus pour la formation en établissement aux 1,3 milliard de dollars affectés en vertu d'autres programmes, il faut un certain temps avant d'agir avec cohérence et de déterminer le nombre exact de ceux qui bénéficient d'une formation grâce à la portion création d'emplois du programme de Planification et de ceux qui, dans le cadre du programme relatif aux pénuries de main-d'oeuvre, profitent de la Planification de l'emploi en général. C'est pourquoi nous collaborons avec les administrations provinciales et l'entreprise privée afin de nous assurer que les établissements d'enseignement fournissent les cours dont le marché du travail a besoin. Mais il faut du temps; on ne peut pas simplement changer de programmes d'enseignement du jour au lendemain ni même les modifier aussi rapidement. Cela se fait lentement mais sûrement.

**M. Oostrom:** Puisque vous en parlez, madame la ministre, permettez-moi de vous rappeler ce qui est écrit à la page 335, au sujet du Programme national de formation en établissement:

on y précise que les personnes qui ont bénéficié d'une formation de 1983-1984 ont tiré un plus grand profit des cours spécialisés que des cours généraux.

Cependant:

on peut également y lire que la majorité des étudiants ont reçu une formation reliée à des occupations excédentaires en 1983-1984.

Alors, comment ferez-vous en 1986-1987 pour vous assurer que...

**Mme MacDonald:** C'est certainement l'un des points les plus importants. Nous avons tenté d'évaluer les cours, pendant

## [Text]

ful was the delivery of the training courses in the past, and often we found that people were being trained in courses for which there were no jobs at the end. This is why, through a variety of mechanisms—the local advisory councils, for instance, who are being very helpful in this regard, the way in which we are handling money through industry to have the industries themselves buy courses at the local community colleges or vocational schools—we therefore make sure the courses being given are the ones in demand in the local labour market.

In the past sometimes there had been a gulf between what the colleges were offering and indeed the courses that Canada Employment Centres put individuals into, and what they could get when they came out at the end of that course. We are trying to make the effort of those bodies much more cohesive than it was.

**Mr. Oostrom:** I have met several times with my local LAC committee, but what I wondered, and what they wondered, is how much authority and control they will really have in modifying programs. I know we can make suggestions, but they wonder how far they will be able to influence it, even for those... because we have been allocated, in the Willowdale area, funds only for three programs, of course. The others are administered... the Community Futures are more on a province-wide or national basis. How much of an influence will they really have?

**Miss MacDonald:** I know the local advisory councils which have been set up to date and which have been functioning have already shown that they are going to be able to make a very strong contribution.

One of the reasons why we have gone this way is that all too frequently in the past the Canada Employment Centres concentrated almost solely on that percentage of the population or of a community which was unemployed. Let us say the unemployment rate was 10%. Naturally their prime consideration had to be for the people who were unemployed. They tried to place them or they tried to offer them training or whatever. But they were not drawing to the extent they should have on the other 90% of the community to find out what was available, to find out which courses should be offered and so on. So what I am hoping will come out of the local advisory councils are suggestions as to how the resources of the total community can be better utilized than we have in the past.

• 2105

Therefore, the suggestions that come forward I want to be able to utilize. We cannot change everything overnight, but I particularly see the local advisory councils putting forward suggestions to help a community adapt to change.

We are all going through a lot of change. We are all going through technological change of great rapidity, and we have to be able to adjust both programs and attitudes to meet that change.

## [Translation]

les années passées, et trop souvent nous nous sommes aperçus que des gens recevaient une formation dans des domaines sans perspectives d'emploi. Cela explique pourquoi, grâce à divers mécanismes—notamment les conseils consultatifs locaux, qui sont des plus utiles, on encore la façon dont nous canalisons l'argent vers les entreprises afin de les inciter à subventionner des cours dans les établissements locaux d'enseignement général ou professionnel—c'est ainsi que nous nous assurons que les cours sont en prise directe sur la demande locale en matière de main-d'oeuvre.

Par le passé, on pouvait constater un écart énorme entre les programmes des établissements d'enseignement et les cours préconisés par les centres d'emploi du Canada, et on voyait une différence entre les possibilités d'emploi des étudiants qui avaient suivi ces deux types de cours. Nous tentons maintenant d'harmoniser davantage les efforts déployés par ces deux instances.

**M. Oostrom:** J'ai rencontré plusieurs fois le Comité consultatif local et je me suis demandé, comme ses membres d'ailleurs, dans quelle mesure il pourra susciter une modification des programmes et de quel contrôle il disposera. Bien sûr, on peut faire des suggestions, mais les membres du Comité se demandent quelle influence ils auront vraiment, même ceux... parce que, dans la région de Willowdale, on ne nous a confié des fonds que pour trois programmes, bien entendu. Les autres composantes sont administrées... le Programme développement des collectivités est axé davantage sur l'échelon provincial ou national. Quelle sera l'influence réelle des conseils consultatifs locaux?

**Mme MacDonald:** Je sais que les conseils consultatifs locaux qui ont été formés et qui ont commencé leur activité ont déjà prouvé qu'ils ont ce qu'il faut pour assurer une contribution très appréciée.

Si nous procédons de la sorte c'est en partie parce que, par le passé, les centres d'emploi du Canada insistaient trop souvent sur les sans-emplois, à l'échelon local ou national. Supposons que le taux de chômage était de 10 p. 100; naturellement, on s'occupait avant tout de cette tranche de la population. On tentait de trouver des emplois ou d'offrir une formation à ces gens. Malheureusement, on ne comptait pas suffisamment sur les 90 p. 100 qui restaient, afin de déceler les possibilités, de déterminer les cours à offrir, etc. C'est pourquoi j'espère que les conseils consultatifs locaux suggéreront des façons de mieux utiliser les ressources de la collectivité.

Oui, je veux que l'on se serve des suggestions des conseils. On ne peut tout changer du jour au lendemain mais je pense que les idées des conseils consultatifs locaux pourront aider la collectivité à s'adapter aux changements.

Et nous sommes tous touchés par le changement; nous traversons une période de changement technologique accéléré auquel nous devons adapter programmes et attitudes.



*[Texte]*

I see that the suggestions from the local advisory councils are not just in specific programs but in ways in which we can deliver our services, ways in which we can reflect the communities' needs and so on. So I see a very wide area in which they can make suggestions.

**Mr. Oostrom:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Oostrom.

That completes the first round. I would just like to ask one brief question.

**Ms Copps:** I had my name on for the first round.

**The Chairman:** Miss Copps, you were not here when the meeting began and I said we would go—

**Ms Copps:** Well, I had my name on for the first round, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Miss Copps, I indicated at the commencement of the meeting that we would go through a first round of 10 minutes each for all members of the committee who were present.

**Ms Copps:** Well, I am sorry, Mr. Chairman; I am a member of the committee and I want to be in on the first round.

**The Chairman:** If I could turn to the clerk for a minute . . . But the clerk has no indication that you are a member of the committee.

**Ms Copps:** I have substituted for Mr. Sergio Marchi for the last—

**The Chairman:** The only piece of paper in the clerk's hands was a substitution of Mr. Nystrom for Mr. Rodriguez—

**Ms Copps:** I have substituted for the last number of meetings. I was at the last meeting as well as the meeting before, and I think the other committee members will realize that.

**The Chairman:** This is, with my physical—

**Ms Copps:** Is this not the committee that the Liberals have two members on?

**The Chairman:** This is correct.

**Ms Copps:** Yes, and I was substituted for Mr. Sergio Marchi and I have substituted for him for the last number of meetings.

**The Chairman:** This is the third time, where I have been in the Chair and you have been present, where there has not been the required . . . There is a House of Commons standing order that requires a procedure to be followed for substitution. That procedure results in a piece of yellow paper that comes from the Whip's office designating a substitute.

**Ms Copps:** I was designated through that process. If you look at the Standing Orders, I do not believe the Standing Orders suggest that it has to be resubmitted every time.

*[Traduction]*

Et les suggestions des conseils consultatifs locaux ne doivent pas se limiter aux programmes, elles peuvent viser la réalisation des services, la façon dont peuvent être satisfaits les besoins de la collectivité, etc. Pour moi, l'aire de compétence des conseils est très vaste.

**M. Oostrom:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Oostrom.

Cela met fin au premier tour; je voudrais simplement poser une petite question.

**Mme Copps:** Je figurais sur la liste des intervenants du premier tour.

**Le président:** Madame Copps, vous n'étiez pas dans la salle lorsque la réunion a commencé et j'ai précisé que nous allions suivre . . .

**Mme Copps:** Oui, mais j'étais inscrite pour le premier tour de questions, monsieur le président.

**Le président:** Madame Copps, j'ai dit au début de la réunion que nous donnerions 10 minutes à chaque membre présent du Comité.

**Mme Copps:** Je regrette, monsieur le président; je suis membre du Comité et je veux poser mes questions pendant le premier tour.

**Le président:** Je consulte le greffier . . . Mais le greffier me dit que rien ne lui prouve que vous êtes membre du Comité.

**Mme Copps:** Je remplace M. Sergio Marchi depuis . . .

**Le président:** Le seul avis de substitution dont dispose le greffier concerne M. Nystrom, qui remplace M. Rodriguez . . .

**Mme Copps:** Voilà plusieurs réunions où je remplace M. Marchi. J'ai assisté à la dernière réunion et à celle d'avant; les autres membres du Comité s'en souviennent sans doute.

**Le président:** Si je ne me trompe, c'est la . . .

**Mme Copps:** N'est-ce pas le Comité qui compte deux libéraux?

**Le président:** C'est exact.

**Mme Copps:** Oui et j'ai été nommée pour remplacer M. Marchi, ce que je fais depuis plusieurs réunions.

**Le président:** C'est la troisième fois que je préside ce Comité et que je vous vois sans toutefois que vous n'ayez . . . Le règlement de la Chambre fixe la procédure de substitution. Il faut obtenir du cabinet du whip la feuille jaune sur laquelle le remplaçant est désigné.

**Mme Copps:** J'ai obtenu cette feuille. Si vous consultez le Règlement, vous n'y trouverez pas de disposition exigeant la présentation du document à chaque réunion.

## [Text]

For the purpose of estimates for employment I was substituted as a member, and that is what you had under discussion and that is what the substitution paper went in for.

**The Chairman:** I could simply—

**Ms Copps:** I do not think the Standing Orders make a specific reference to... If you are dealing with votes for estimates, I was substituted on for the committee.

**Mr. Allmand:** On a point of order.

**The Chairman:** Mr. Allmand.

**Mr. Allmand:** As the chairman knows, I am the critic from the Liberal Party for employment. Miss Copps is the official critic for labour and Mr. Marchi for immigration.

Since they have changed the rules, we can only have two members on the committee, but we have been rotating the two members. Miss Copps has been here for a good many of the meetings on employment estimates because her labour portfolio was close to this.

These new rules, which were supposed to improve things, it seems to me are simply being used to prevent more participation rather than providing more participation. She is our critic and I do not know why she is being... No votes are being taken. It is simply to question the Minister and her staff, and I would ask the committee, if the paperwork has not been done, not to stick to the strict letter of the law. We know that she has been a participant of this committee.

**The Chairman:** Mr. Allmand, I have no objection; I was simply indicating that the chairman, in terms of the membership, is in the hands of the clerk. There is a form called "Notification of Change in Committee Membership" and that form must be filled out and be given to the clerk to establish membership on the committee. It says quite clearly, "Substitutions in the membership of standing and standing joint committees must specify the date of the meeting".

• 2110

The clerk is the one who informs the chairman as to who is an eligible member at a particular committee meeting. And this is—

**Ms Copps:** Well, Mr. Chairman, I am not to blame—

**The Chairman:** —the third time in a row—

**Ms Copps:** It is not the third time in a row, Mr. Chairman, because you were not here last week when I was in the committee.

**The Chairman:** It is the third time in a row, when I have been in the Chair--

**Ms Copps:** Mr. Blackburn was there last week and I was there.

**The Chairman:** —where that piece of yellow paper has not been physically given. The chairperson is in the hands of the committee in terms of who shall be heard.

## [Translation]

J'ai été choisie comme remplaçante pour la question des prévisions budgétaires liées à l'emploi; c'est bien ce dont vous parliez et c'était l'objet du document de remplacement.

**Le président:** Je pourrais simplement...

**Mme Copps:** Je ne pense pas que le Règlement indique précisément... Si vous parlez des crédits budgétaires, c'est exactement le sujet pour lequel j'ai été nommée remplaçante.

**M. Allmand:** Question de Règlement.

**Le président:** Monsieur Allmand.

**M. Allmand:** Le président sait que je suis le critique libéral en matière d'emploi. Mme Copps est la critique officielle en matière de travail et M. Marchi assume ce rôle pour les questions d'immigration.

Les règles ayant été changées et notre nombre étant limité à deux, nous procédons par rotation. Mme Copps a assisté à un bon nombre de réunions sur les prévisions budgétaires et matière d'emploi, son portefeuille étant lié de près à ce domaine.

Or, ces nouvelles règles censées améliorer notre travail, me semblent plutôt servir à limiter la participation plutôt qu'à l'élargir. Elle est notre critique et je me demande pourquoi on la... On ne vote pas. Il s'agit simplement d'interroger la ministre et à ses adjoints; je demande aux députés de ne pas tout prendre au pied de la lettre, même si les modalités administratives n'ont pas toutes été franchies. Nous savons tous qu'elle a déjà participé aux travaux de notre Comité.

**Le président:** Monsieur Allmand, je n'ai aucune objection. Je voulais simplement préciser que le président a les mains liées en ce qui concerne la composition du comité; la décision appartient au greffier. Il existe un formulaire pour modifier la composition d'un Comité, qui doit être rempli et remis au greffier moyennant quoi on peut devenir membre du Comité. On lit clairement: «les préavis de remplacement des membres des comités permanents y compris des comités mixtes doivent préciser la date de la réunion».

C'est le greffier qui dit au président quels sont les députés qui peuvent participer à une séance donnée. Et c'est...

**Mme Copps:** Monsieur le président, ce n'est pas de ma faute...

**Le président:** ... la troisième fois de suite...

**Mme Copps:** Ce n'est pas la troisième fois de suite, monsieur le président, parce que vous n'étiez pas là la semaine dernière, et moi j'étais au comité.

**Le président:** C'est la troisième fois de suite, depuis que j'occupe la présidence...

**Mme Copps:** M. Blackburn et moi-même étions là la semaine dernière.

**Le président:** ... que cette petite feuille de papier jaune n'a pas été remise. Maintenant, c'est aux membres du Comité de décider à qui je dois donner la parole.



[Texte]

**Ms Copps:** Okay. Mr. Chairman, I understand that the clerk should not be taken to blame for this. I was under the impression that since the substitution was put in for the purpose of the estimates, which we heard last week with the deputy minister and which we are hearing this week with the Minister, that the yellow piece of paper was not a prerequisite for parliamentary involvement. But if the Chair continues to insist that the yellow paper is my entrée, then I will defer to the second round. I think it is totally ridiculous.

**Mr. Allmand:** The problem is, Mr. Chairman, you had a meeting of this committee on immigration matters from 6.30 p.m. until 8 p.m., and Mr. Marchi was here, and immediately at 8 p.m. we go into employment matters and I do not know how Mr. Marchi can be on the committee from 6.30 p.m. to 8 p.m. If we stick to the strict letter of the law, the whole thing becomes ridiculous.

In any case, all the members of the committee—the official members—have asked questions. I have, Mr. Nystrom, Mr. Oostrom, Mr. Blackburn. We have two members who are not members of the committee; one though, who is an active participant, another who is also interested. Who is next on the list?

**The Chairman:** We were completing the first round and I was going to ask a very simple question and then I was going to suggest to the members that we proceed on a second round and members could cede their time to people who are not members of the committee.

I do not have a sense whether or not the four people who are members of the committee—

**Une voix:** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

**The Chairman:**—want to proceed in that fashion.

**Une voix:** Monsieur le président . . .

**The Chairman:** But I, too, am a member of the committee and am entitled to ask a question or two.

**Ms Copps:** Well, Mr. Chairman....

**M. Malépart:** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Malépart.

**M. Malépart:** Je n'accepterai jamais qu'un membre d'un comité soit obligé de céder son temps de parole à un autre parlementaire. Si la dictature conservatrice que vous présidez empêche les députés de venir poser des questions en comité, on réglera ce problème à la Chambre des communes. Mon collègue devrait demander, comme cela se fait dans d'autres comités, si les membres de ce Comité acceptent que des membres non inscrits posent des questions, sans enlever le droit de parole à d'autres. Sinon, vous faites deux classes de parlementaires. C'est le seul comité qui agit ainsi. C'est vous qui le présidez. Un tel comportement est indigne!

**The Chairman:** Mr. Oostrom on the same point of order.

**Mr. Oostrom:** Yes, Mr. Chairman. I have basically no objection, but I would make a provision. I have had a substitute on this committee now, on the immigration part, and I

[Traduction]

**Mme Copps:** D'accord. Monsieur le président, je crois qu'il ne faut pas blâmer le greffier de cette situation. J'avais l'impression que puisque le remplacement devait durer pendant toute l'étude du budget, il n'était pas nécessaire de soumettre à nouveau cette petite feuille de papier jaune, puisque nous avons entendu le sous-ministre la semaine dernière et que cette semaine nous recevons la ministre. Mais si le président soutient toujours que cette feuille jaune est mon billet d'entrée, je renoncerais au second tour. Tout cela me semble très ridicule.

**M. Allmand:** Monsieur le président, le problème c'est que vous aviez une réunion de ce Comité consacrée à l'immigration de 18h30 à 20 heures et M. Marchi y assistait. Or, à 20 heures, nous sommes tout de suite passés à l'emploi, et je ne vois pas comment M. Marchi peut faire partie du Comité de 18h30 à 20 heures. Si l'on insiste pour respecter la lettre de la loi, cela devient ridicule.

De toute façon, tous les membres du Comité, les membres officiels, ont posé des questions. J'ai les noms de MM. Nystrom, Oostrom et Blackburn. Nous avons deux députés qui ne sont pas membres du Comité, dont un qui est un participant très actif, et l'autre qui s'intéresse également beaucoup à ce que nous faisons.

**Le président:** Nous terminons le premier tour, et j'allais poser une question très simple avant de vous proposer de passer au second tour et de demander aux membres du Comité de céder du temps aux gens qui ne sont pas membres du Comité.

Je ne sais pas si les quatre membres officiels du Comité . . .

**An hon. Member:** On a point order, Mr. Chairman.

**Le président:** . . . souhaite procéder de cette façon.

**An hon. Member:** Mr. Chairman.

**Le président:** Mais moi aussi, je suis membre de ce Comité et j'ai le droit de poser une question ou deux.

**Mme Copps:** Eh bien, monsieur le président . . .

**Mr. Malépart:** On a point of order, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Malépart.

**Mr. Malépart:** I will never tolerate that a member of the Committee should have to give up his time to allow someone else to speak. If the conservative dictatorship ever which you to preside forbids us to ask questions in the Committees, I suggest that the problem be settled in the House. My colleague should ask whether the members of this Committee agree that non registered members be allowed to speak, without preventing others from doing so. If not, these will be two categories of members. This is the only committee where this is done. You are the chairman. Such an attitude is shameful.

**Le président:** Monsieur Oostrom, sur le même sujet.

**M. Oostrom:** Oui, monsieur le président. En réalité, je n'ai pas d'objections, mais avec une réserve. J'ai maintenant un remplaçant à ce Comité, pour les questions d'immigration, et

[Text]

had to comply. Within 24 hours before the meeting I had to get my substitute in and I faithfully observed that rule.

I have no objections that this time Ms Copps would be able to ask questions on the first round, provided that she complies by the rules and fills in that piece of paper the next time. We have to do it, and it is not a question of dictation or anything like that. There is no question of dictation. It is just do your homework and do what is necessary.

**The Chairman:** Mr. Nystrom on the same point of order.

**Mr. Nystrom:** As the chairman knows, I have a real time problem. I have something else at 9.30 p.m., but I would suggest that despite that, with unanimous consent we can maybe waive the rule and ask Ms Copps to participate in the first round. It is just that we are losing a lot of time and other people have commitments as well.

**The Chairman:** Yes. A suggestion from Mr. Nystrom. Is there unanimous consent?

**M. Blackburn (Jonquière):** Je suis d'accord, monsieur le président.

**The Chairman:** Mr. Nystrom.

**Mr. Nystrom:** Yes.

**The Chairman:** Okay. Ms Copps, you have a 10-minute round.

**Ms Copps:** First of all I would like to thank you, Mr. Chairman and members of the committee, I appreciate it. I wonder if the deputy minister could tell us what happened with the information that was to be tabled with the committee tonight with respect to some of the CIDA applications and other requests that were made at the committee last week?

**Mr. Lussier:** I can, Mr. Chairman, with your permission. Yes, there was a series of questions tabled at the last meeting. We are presently compiling them and we will be quite pleased to bring them forward as we have them. It was three pages of questions that you tabled and they are in the process of being developed, but I do not have the details of the three pages of questions with me tonight.

**Ms Copps:** I believe, when the questions were put in, some of them were fairly straightforward. There was a time limit and they were to be presented before this meeting. Is it the habit to ignore that? Do you not try to put in as much information as you have on the request?

• 2115

**The Chairman:** Ms Copps, which meetings were the questions...?

**Ms Copps:** It was the meeting on the estimates, last week.

**Miss MacDonald:** Mr. Chairman, perhaps I could answer that with regard to responses by the department. The meeting, as I understand it, was last Thursday night. There were three pages of questions tabled on Thursday night. The department

[Translation]

j'ai dû me conformer à la règle. Vingt-quatre heures avant la séance, j'ai annoncé mon remplaçant et j'ai observé religieusement cette règle.

Je n'ai pas d'objection à ce que M<sup>me</sup> Copps pose des questions au premier tour cette fois-ci, à condition qu'elle se conforme aux règles, et que la prochaine fois, elle remplisse cette feuille. C'est une obligation, cela n'a rien à voir avec une dictature. Il n'en est pas question. Il s'agit uniquement de faire ce qui est nécessaire.

**Le président:** Monsieur Nystrom, sur le même sujet.

**M. Nystrom:** Comme le président le sait, j'ai un problème de temps assez grave. J'ai un autre engagement à 21h30, mais malgré tout, je pense que nous pouvons tous nous mettre d'accord pour lever la règle et demander à M<sup>me</sup> Copps de participer au premier tour. Pour l'instant, nous perdons beaucoup de temps et d'autres personnes ont autre chose à faire.

**Le président:** Oui. M. Nystrom nous a fait une proposition, vous êtes tous d'accord?

**Mr. Blackburn (Jonquière):** I agree, Mr. Chairman.

**Le président:** Monsieur Nystrom.

**M. Nystrom:** Oui.

**Le président:** D'accord. Madame Copps, vous avez un tour de dix minutes.

**Mme Copps:** Pour commencer, monsieur le président, mesdames et messieurs je vous remercie, j'apprécie beaucoup. Le sous-ministre pourrait-il nous dire ce que sont devenues les informations qui devaient être déposées ce soir au Comité sur les demandes qui parviennent à l'ACDI et les autres informations qui ont été demandées la semaine dernière?

**M. Lussier:** Monsieur le président, avec votre permission, j'aimerais répondre. Effectivement, plusieurs questions ont été posées à la dernière réunion. Nous sommes en train de préparer les réponses et dès que ce sera fait, nous vous les communiquerons. Il y avait trois pages de questions, et nous sommes en train d'y répondre, mais je n'ai pas les détails ce soir.

**Mme Copps:** Certaines de ces questions étaient tout à fait simples, on nous avait annoncé certains délais et nous devions les recevoir avant cette séance. Est-ce la coutume de ne pas s'en occuper? N'essayez-vous pas de mettre le plus grand nombre de renseignements sur votre demande?

**Le président:** Madame Copps, de quelles réunions voulez-vous parler...?

**Mme Copps:** Il s'agit de la réunion qui a porté sur les prévisions budgétaires, la semaine dernière.

**Mme MacDonald:** Monsieur le président, peut-être que je puis vous éclairer au sujet des réponses du Ministère. Je crois comprendre qu'il s'agit de la réunion de jeudi soir dernier, au cours de laquelle trois pages de questions ont été déposées. Au



[Texte]

is working at compiling the responses to those questions. We have had two working days since then, that is all. Certainly we will do the very best we can to provide the responses as quickly as possible.

**Ms Copps:** For the record, I would have expected that there would have at least been some statement saying you did not have time to present any of the answers, because some of the questions that were asked tonight with respect to applications are exactly the questions that were tabled last week. We wanted a three-year backgrounder on the public versus private sector approvals for the summer programs.

Could the Minister tell us why her department is refusing to release information? For example, the regional Hamilton office today refused to provide to my office the list of all projects in the Hamilton area that had been approved under the Summer Experience/Employment Development Program. Why is that information being denied to Members of Parliament?

**Miss MacDonald:** I think, Mr. Chairman, you will find that every Member of Parliament, including the Member for Hamilton East, has been given a full list of projects that were submitted in her area.

**Ms Copps:** In my riding.

**Miss MacDonald:** These projects were submitted not only for her information but for her input, as to whether or not she felt they were viable projects to be recommended.

**Ms Copps:** The Minister will know that we have a Local Advisory Council that comprises four ridings. I have asked for information about the programs involving all four ridings and have been denied that information.

**Miss MacDonald:** I will see if I can get that information for the hon. member. I am sure I can and will make it available as soon as I have it.

**Ms Copps:** Given the 44% cutback in programming for the public and non-profit sector in the city of Toronto, and given the Minister's comments regarding the private sector, I wonder if she could fill us in on how many of the Oshawa Group Limited's 71 applications across Ontario for programs such as grocery clerk have been approved. I have here a copy of an application which was put through my riding. It was photocopied and put through 71 other areas, for a grocery clerk at the Oshawa Group. Is that what her idea of a good private sector summer job is?

**Miss MacDonald:** Mr. Chairman, as I mentioned earlier, the metro Toronto budget is some \$8 million, and of that 63% will be going to projects in the non-private sector. The majority of funding is therefore going into the non-private sector. As a matter of fact, 36.9% is going to proposals and the funding of job opportunities, training opportunities, career-related opportunities in the private sector. Some of those will be work experience rather than career-related experience.

[Traduction]

Ministère, on s'en occupe. Je vous fais remarquer qu'il ne s'est passé que deux jours ouvrables depuis cette réunion. Sachez que nous ferons tout notre possible pour vous fournir des réponses le plus rapidement possible.

**Mme Copps:** Pour mémoire, j'aurais souhaité vous entendre au moins déclarer que vous n'avez pas eu le temps d'obtenir des réponses; je vous fais remarquer que certaines des questions qui ont été posées ce soir, au sujet des demandes, sont les mêmes qui ont été déposées la semaine dernière. Nous voulions des informations comparatives concernant les programmes d'été qui ont profité au secteur privé et aux autres secteurs, pour les trois dernières années.

La ministre peut-elle nous dire pour quelles raisons son ministère refuse de nous donner des informations? Par exemple, aujourd'hui même, le bureau régional d'Hamilton a refusé de communiquer à mon cabinet une liste des projets qui ont été approuvés dans le cadre du programme Emploi d'été/Expérience de travail. Pourquoi ne consent-on pas à donner ces renseignements aux députés?

**Mme MacDonald:** Je pense, monsieur le président, que vous pourrez constater que chaque député, y compris la représentante d'Hamilton-Est, a reçu une liste complète des projets présentés dans sa région.

**Mme Copps:** Dans ma circonscription.

**Mme MacDonald:** Nous lui avons fourni ces renseignements non seulement pour l'informer mais aussi pour avoir son avis, afin de savoir si elle considérerait ces projets comme recommandables.

**Mme Copps:** La ministre n'ignore pas que notre conseil consultatif local englobe quatre circonscriptions. J'ai demandé à obtenir des informations au sujet des programmes des quatre circonscriptions et on me les a refusées.

**Mme MacDonald:** Je vais voir si je peux obtenir ces renseignements. Je suis certaine de les avoir et je les mettrai à votre disposition aussitôt.

**Mme Copps:** Compte tenu de la réduction de 44 p. 100 qui touche les activités destinées au secteur public et aux organisations sans but lucratif à Toronto, et vu les remarques de la ministre au sujet du secteur privé, je me demande si elle pourrait nous dire, parmi les 71 demandes de l'*Oshawa Group Limited* qui ont été envoyées dans tout l'Ontario, notamment pour un poste de commis d'épicerie, combien ont été approuvées. J'ai ici la copie d'une demande qui a été faite dans ma circonscription. Elle a simplement été photocopiée et envoyée dans 71 autres régions; elle concerne un poste de commis d'épicerie pour l'*Oshawa Group*. Est-ce cela que la ministre considère comme un bon emploi d'été dans le privé?

**Mme MacDonald:** Monsieur le président, comme je l'ai déjà dit, le budget de l'agglomération torontoise tourne autour de 8 millions de dollars, dont 63 p. 100 sont destinés à des projets qui ne relèvent pas du secteur privé. C'est donc dire que la majorité des sommes vont au secteur public, communautaire, etc. En fait, 36,9 p. 100 des crédits sont réservés aux emplois, à la formation et autres possibilités liées à la carrière dans le secteur privé. Bien sûr, pour certains, il s'agira d'une expé-

[Text]

A few years ago, most of the projects were work experience rather than career related. We have been trying to move the projects away from that more and more.

**Ms Copps:** Would the Minister—

**Mr. Allmand:** What about your evaluation reports?

**Ms Copps:** Would the Minister believe a junior trainee at Ogilvy-Robinson—is that career related?

**Miss MacDonald:** Mr. Chairman, as I mentioned earlier, I think I can go through many, many projects under Challenge '86. There are projects, for instance, where community college drafting students are working in an architect's office; projects in Saskatchewan, where pharmacy students are working in special care homes; projects where students are working on the drug caution program. There are literally thousands of students across the country who this year are getting opportunities to work in career-related jobs, and I think that is really—

• 2120

**Ms Copps:** The Minister did not answer the question.

**Miss MacDonald:** Not only do I hear that . . . I know that comes about as a result of the efforts we are making to place students into career-related jobs, but I also hear back from the students as to how beneficial this approach is.

**Ms Copps:** Does the Minister believe that a clerk in a 7—Eleven store is a career-related job?

**Miss MacDonald:** As I mentioned to the hon. member, not all of the jobs are career related. A few years ago, very few were, but last year 67% of the jobs were career related, and we are hoping to have that percentage higher than that this year.

**Ms Copps:** Mr. Chairman, I have here a copy of an application which was given, I gather, to every CEIC across Ontario that had a 7—Eleven store in its area. I have three from my riding who had applied—a career-related application for a store clerk at Southland Canada Inc. The job application, which was basically a mimeographed sheet from their Don Mills office, indicates they have 1,113 individuals employed in the retail trade; and they put in an application for a store clerk, as far as I know. That is why I want to see what is happening in the rest of my area.

In my riding they put in an application for a store clerk at every 7—Eleven store and claimed it was career related. I would like to know whether they have put in an application at the 7—Eleven stores across Ontario, which I suspect they have.

In the same way, Robinson-Ogilvy was approved for a career-related application to work as a junior clerk, and

[Translation]

rience de travail plutôt que d'un perfectionnement dans une spécialité.

Il y a quelques années, la plupart des projets se traduisaient par une expérience de travail et non par une formation liée à la spécialité. De plus en plus, nous tentons de changer cet état de choses.

**Mme Copps:** Que pense la ministre . . .

**M. Allmand:** Et que disent vos rapports d'évaluation?

**Mme Copps:** Que pense la ministre d'un poste de stagiaire chez Ogilvy-Robinson—est-ce un travail axé sur la carrière?

**Mme MacDonald:** Monsieur le président, au risque de me répéter, je peux vous nommer de très nombreux projets qui seront réalisés dans le cadre de Défi 86. On compte des exemples où des étudiants en dessin travaillent dans un bureau d'architectes; en Saskatchewan, des étudiants en pharmacologie travaillent dans des foyers où sont fournis des soins spécialisés et d'autres collaborent au programme d'information sur la drogue. On les compte par milliers, les étudiants de tout le pays qui vont avoir l'occasion, cette année, d'occuper un emploi axé sur la carrière, je trouve cela . . .

**Mme Copps:** La ministre n'a pas répondu à la question.

**Mme MacDonald:** On me dit non seulement cela . . . Je sais que cela est le fruit des efforts que nous faisons pour donner aux étudiants des emplois axés sur la carrière; en outre, j'ai des échos des étudiants qui considèrent notre méthode comme hautement profitable.

**Mme Copps:** La ministre considère-t-elle comme étant axé sur la carrière un emploi de commis au 7-Eleven?

**Mme MacDonald:** J'ai déjà dit à la députée que tous les emplois ne sont pas axés sur la carrière. Il y a quelques années, très peu l'étaient; l'an dernier, 67 p. 100 des postes offerts avaient un rapport avec le plan de carrière de l'étudiant et nous espérons bien faire augmenter cette proportion cette année.

**Mme Copps:** Monsieur le président, j'ai ici une demande qui a été remise, je suppose, à tous les CEIC de l'Ontario auxquels était inscrit un magasin 7-Eleven. J'en ai trois pour ma circonscription—une demande d'emploi axé sur la carrière, comme commis chez *Southland Canada Inc.* La demande, qui est en fait une photocopie émanant du bureau de Don Mills, indique que l'entreprise emploie 1113 personnes dans la vente au détail; et pour autant que je sache, cette entreprise demande un vendeur. Vous comprenez pourquoi je veux savoir ce qui se passe dans le reste de ma région.

Dans ma circonscription, une demande concernant un emploi de commis dans chaque magasin 7-Eleven a été présentée, et on prétend qu'il s'agit d'un poste lié au développement professionnel. Est-ce que l'entreprise a remis une demande pour chaque 7-Eleven de l'Ontario? Cela ne me surprendrait pas.

Parallèlement, on a autorisé Robinson-Ogilvy à présenter une demande relative à un emploi de commis subalterne; je



## [Texte]

Robinson is the Hamilton equivalent of Ogilvy's here in Ottawa.

**Miss MacDonald:** Mr. Chairman, what we have in this case is the hon. member of course trying to somehow undermine this program. I can tell her in fact that, yes, there were applications from 7—Eleven stores, and an investigation of the matter revealed that although applications had been received from these firms, none were recommended, and consequently none were approved in the member's riding.

**Ms Copps:** Not in my riding, because I refused them. Southland Canada Inc. was rejected in my riding because over my dead body would I be paying money to the 7—Eleven stores. But I would like to know whether Southland Canada Inc. had any applications approved across Canada, given they have 1,113 alleged employees.

**Miss MacDonald:** Mr. Chairman, I am sure that if we had tried to put a list of applications before the hon. member that did not include all the applications that had come before the commission, then she would be saying, you are purging the list before it is shown to us.

**Ms Copps:** Not at all. My concern—

**Miss MacDonald:** I can assure her that we put all the applications we received in her riding before her, as we have with other members.

**Ms Copps:** My concern, Mr. Chairman, is the fact that 7—Eleven stores, Robinson-Ogilvy, Shoe King, among others—these are just a few from my riding—have been cited by your department as career-related jobs. And how you can suggest that a clerk at a 7—Eleven store is a career-related job is beyond me. Hamilton Natural Gas Centre Ltd, sales clerk selling barbecue grills, career related; Canox-Canadian Oxygen Division, doing collections; the Oshawa Food Group, grocery clerk. These applications have gone in from the Oshawa group across Ontario. It is not just in my riding.

**The Chairman:** If I could intercede for just one second. The 10 minutes is up, and Mr. Nystrom had asked to make sure he got five minutes before 9.30 p.m.

**Ms Copps:** Thank you, Mr. Chairman.

**Miss MacDonald:** Mr. Chairman, if I could just say in response to the last comment that what Ms Copps is reading from are applications. There is, as you will understand, a great difference between applications and approvals. I cannot control the applications that come in. The programs we are involved in are open to people to put in applications. And therefore—

**Ms Copps:** Well, if the Minister is open about the process, then I think what she would do is let us have a look at all applications, because the Shoe King in my riding was approved merely because my CEIC people told me that they had to meet a quota of private-sector employees. And I was put in a position of having to choose between a good—

**Miss MacDonald:** Well, that is not so—

## [Traduction]

vous signale que Robinson est l'équivalent à Hamilton d'Ogilvy à Ottawa.

**Mme MacDonald:** Monsieur le président, il est évident que la députée tente de miner le programme. Oui, nous avons reçu des demandes des magasins 7-Eleven, mais après enquête aucune des demandes reçues n'a fait l'objet d'une recommandation. Par conséquent, aucune n'a été approuvée dans la circonscription de la députée.

**Mme Copps:** Non, pas dans ma circonscription, parce que je les ai refusées. La demande de *Southland Canada Inc.* a été refusée parce que jamais je ne donnerai de l'argent aux magasins 7-Eleven. Mais je voudrais bien savoir si des demandes de *Southland Canada Inc.*, qui compte supposément 1113 employés au Canada, ont été approuvées.

**Mme MacDonald:** Monsieur le président, nous aurions tenté de fournir à la députée une liste ne comportant pas toutes les demandes présentées à la commission que nous aurions été accusés par elle d'avoir épuré la liste.

**Mme Copps:** Pas du tout. Je me soucie . . .

**Mme MacDonald:** Je peux l'assurer que nous lui avons fourni toutes les demandes émanant de sa circonscription, et que nous avons fait de même pour chaque député.

**Mme Copps:** Monsieur le président, je m'inquiète du fait que les emplois dans les magasins 7-Eleven, Robinson-Ogilvy et Shoe King, entre autres—ce ne sont que quelques exemples de ma circonscription—ont été mentionnés, par votre ministère, comme étant des emplois axés sur la carrière. Et je ne peux vraiment pas imaginer qu'un poste de commis dans un 7-Eleven puisse être axé sur la carrière. Chez *Hamilton Natural Gas Centre Ltd.*, où l'on vend des barbecues: emploi axé sur la carrière; chez Canox, division de *Canadian Oxygen*, emploi de préposé au recouvrement des comptes; chez *Oshawa Food Group*, commis d'épicerie. Ces demandes ont émané du groupe d'Oshawa et elles ont été envoyées dans toute la province, pas seulement dans ma circonscription.

**Le président:** Si je peux vous interrompre un instant. Je vous signale que vos 10 minutes sont écoulées et que M. Nystrom a demandé expressément d'avoir 5 minutes avant 21h30.

**Mme Copps:** Merci, monsieur le président.

**Mme MacDonald:** Monsieur le président, en réponse à la dernière remarque, je dois souligner le fait que M<sup>me</sup> Copps consulte des demandes. Or, vous comprenez sans peine qu'il y a toute une différence entre une demande et une autorisation. Je ne peux pas contrôler les demandes qui nous arrivent. Les programmes que nous administrons s'adressent aux Canadiens; c'est pourquoi . . .

**Mme Copps:** Eh bien, si la ministre est si ouverte, qu'elle nous laisse examiner toutes les demandes; dans ma circonscription, la demande de *Shoe King* a été approuvée uniquement parce que, selon les employés du CEIC, l'on a des quotas d'employés du secteur privé à respecter. J'ai été forcée de choisir entre une bonne . . .

**Mme MacDonald:** C'est faux . . .

[Text]

**Ms Copps:** Well, it is so.

• 2125

**Miss MacDonald:** If the hon. member has any proof of that, instead of making false accusations, she should bring forward the proof she has on that—

**Ms Copps:** I was told by the employees—

**Miss MacDonald:** —and I would ask her to let me have that.

**Ms Copps:** I will undergo a lie detector test which indicates I was told by the two employees who came from the CEIC that they had a private-sector quota to meet, and that is why they had to approve lousy private-sector applications and turn down some good non-profit applications.

**Miss MacDonald:** If the hon. member can let me have the names and the—

**Ms Copps:** I am not on a witch hunt for the employees.

**Miss MacDonald:** —exact comments—

**Mr. Allmand:** I will bring some tomorrow. Where do you want me to leave the pile?

**Ms Copps:** I will bring some tomorrow.

**Mr. Allmand:** I will bring a hell of a pile to you. Store clerks—

**Miss MacDonald:** No, what she is saying is that—

**Ms Copps:** You have a quota.

**Miss MacDonald:** —employees of the department stated that there had to be a quota—

**Ms Copps:** That is right.

**Miss MacDonald:** —of private-sector applications, and I would like to know where that came from.

**Ms Copps:** The target quota is 60:40. You have stated yourself your percentage is the 38%—

**Miss MacDonald:** No, I am saying what the results are.

**M. Malépart:** Quarante p. 100 dans mon comté.

**Ms Copps:** That is right. It is 60:40. That is what we were told.

**M. Malépart:** Oui.

**Mr. Nystrom:** Back to my questions on providing information on the job strategy program for 1985-86, I wonder if the Minister can also provide us with a breakdown of the budgeting for 1986-87, and what impact there will be on the projects from 1985-86 that run over. Some projects will start in January, February, and run over into the next year.

The other thing I wanted to ask in conjunction with this is I wonder if the Minister can also provide us with information on the impact of her affirmative action programs for women, for natives, for disabled people, visible minorities, in terms of the Canadian Jobs Strategy. Are you in the process of doing some

[Translation]

**Mme Copps:** Cela s'est passé de cette façon.

**Mme MacDonald:** Si la députée a des preuves de ce qu'elle avance, qu'elle nous les fournisse, plutôt que de porter des accusations en l'air . . .

**Mme Copps:** Ce sont des employés qui me l'ont dit . . .

**Mme MacDonald:** . . . je lui demande de mes les donner.

**Mme Copps:** Je suis prête à passer au détecteur de mensonges; deux employés du CEIC m'ont déclaré devoir respecter un quota pour le privé, ce qui explique pourquoi ils ont dû approuver une demande minable du secteur privé et refuser quelques bonnes demandes d'organisations sans but lucratif.

**Mme MacDonald:** Si la députée veut bien me communiquer leur nom et leur . . .

**Mme Copps:** Je ne commencerai pas une chasse aux sorcières chez les employés.

**Mme MacDonald:** . . . déclaration exacte . . .

**M. Allmand:** Je vous en apporterai demain; où voulez-vous que je laisse la pile?

**Mme Copps:** Je vous en apporterai demain.

**M. Allmand:** Je peux vous en fournir toute une pile. Des commis de magasin . . .

**Mme MacDonald:** Non, elle dit que . . .

**Mme Copps:** Vous avez un quota.

**Mme MacDonald:** . . . des employés du Ministère ont déclaré qu'il existe un quota . . .

**Mme Copps:** C'est exact.

**Mme MacDonald:** . . . de demandes du secteur privé; j'aimerais savoir d'où vous tenez ces renseignements.

**Mme Copps:** L'objectif visé est de 60-40. Et vous avez dit vous-même que la proportion actuelle est de 38 p. 100 . . .

**Mme MacDonald:** Non, j'ai donné les résultats.

**Mr. Malepart:** Forty per cent in my riding.

**Mme Copps:** C'est vrai, c'est bien 60-40; c'est ce qu'on nous a dit.

**Mr. Malepart:** Yes.

**M. Nystrom:** Pour revenir à ma question relative à la Planification de l'emploi pour 1985-1986, je me demande si la ministre pourrait en même temps nous fournir la répartition des dépenses de 1986-1987 et nous indiquer les conséquences pour les programmes de l'année dernière qui se poursuivent cette année. Certains projets commenceront en janvier ou février et se poursuivront pendant l'autre année.

Également, je me demande si la ministre pourrait nous donner des renseignements sur les répercussions des programmes d'action positive concernant les femmes, les autochtones, les personnes handicapées, les minorités visibles, dans le cadre global de la Planification de l'emploi. Entendez-vous analyser



[Texte]

monitoring of that, and do you have some preliminary results you can give us?

**Miss MacDonald:** As much as possible, we will give you the breakdown for budgets for 1986-87 as we will with 1985-86. We want to make sure people understand what it is we are doing and how we try to combine the work we are doing with the efforts of the private and public sectors. Also, as you know, we have asked that programs implement employment equity. We will have an analysis of that.

If I might just explain, I do not have figures at the present time. We have been trying to enforce this in programs and in individual projects right across the country, and certainly in job development, job entry and re-entry, skill shortages, skills investment.

Because some of the programs, some of the individual projects, are only now under way... it is a continuous intake, and to stop at any given point and say, this is it... we could not do that every week, or every few weeks. But I have asked to see what the record of this after the first six months of operation of the Canadian Jobs Strategy is, to see how it compares with programs in the past and what we have been able to do to try to improve the participation by women, by visible minorities, native people, and disabled persons. As soon as that information is available, I will be pleased to make it—

**Mr. Nystrom:** A very quick technical question as well. Is it possible to have a copy of the approximately 700 Saskatchewan applications under the 6 components of the CJS? It was done, I think, in previous years under the Liberal government. I am just wondering whether or not we can have access to... I may be wrong, but I am just wondering whether or not it is possible to have access to those applications.

**Miss MacDonald:** Are these all the applications under all programs that you are asking about?

**Mr. Nystrom:** Yes, Canadian Jobs Strategy in Saskatchewan. Until March 13 there were about 690 or 695 applications.

**Miss MacDonald:** I will find out about that, Mr. Nystrom. I can tell you there are some aspects of this which, because of new Privacy Act regulations, are not as available as they once were. I do not know what happened in the past, but I will certainly ask about that.

• 2130

**Mr. Nystrom:** If you can find out about that, I would appreciate it.

In terms of privacy, then, Mr. Chairman—I suppose this is an inquiry as to the Minister's policy—what is the difference between your communication policy and that of your predecessor? Can you give us any written guidelines in terms of your

[Traduction]

ces retombées et disposez-vous déjà de résultats dont vous pourriez nous faire part?

**Mme MacDonald:** Dans la mesure du possible, nous vous donnerons la répartition des dépenses de 1986-1987 et celles de 1985-1986. Nous voulons nous assurer que les gens comprennent notre mission et voient de quelle façon nous tentons de combiner notre travail avec les efforts déployés dans le secteur privé et ailleurs. En outre, chose que vous savez sans doute, nous avons demandé aux responsables de faire en sorte que les programmes permettent l'égalité d'accès à l'emploi. Nous allons faire une analyse à ce sujet.

Faute de chiffres, je vais vous expliquer la situation. Nous avons défendu et promu ce principe dans le cadre des programmes et des divers projets partout au Canada, notamment dans nos efforts de création d'emplois, d'intégration professionnelle et de réintégration, nos activités relatives aux pénuries de main-d'oeuvre et à l'acquisition de compétences.

Or, comme certains programmes et projets atteignent à peine leur rythme de croisière et ont besoin d'un apport constant, il serait difficile de choisir un moment pour faire une évaluation; nous ne pouvons pas le faire chaque semaine ou chaque mois. Mais j'ai déjà demandé d'être informée sur l'état des choses après six mois de Planification de l'emploi; je pourrai alors comparer les résultats avec ceux des programmes antérieurs et constater les améliorations en matière de participation des femmes, des minorités visibles, des autochtones et des personnes handicapées. Aussitôt que j'aurai ces renseignements, je me ferai un plaisir de...

**M. Nystrom:** Une petite question d'ordre technique. Serait-il possible d'obtenir copie des quelque 700 demandes faites en Saskatchewan en vertu des six composantes de la Planification de l'emploi? Sauf erreur, cela se faisait du temps du gouvernement libéral. Je me demandais simplement si nous pouvions avoir accès à... Je puis me tromper, mais je voulais simplement savoir si nous pouvions consulter ces demandes.

**Mme MacDonald:** Parlez-vous de toutes les demandes faites dans le cadre de tous les programmes?

**M. Nystrom:** Oui, tous les programmes de la Planification de l'emploi en Saskatchewan. Au 13 mars 1986, on comptait entre 690 et 695 demandes.

**Mme MacDonald:** Je vais me renseigner, monsieur Nystrom. Je dois vous dire tout de suite que, compte tenu de nouvelles dispositions réglementaires proclamées en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels, certains renseignements ne sont désormais plus accessibles. Je ne sais pas quelle était la pratique dans le passé, mais je vais certainement me renseigner.

**M. Nystrom:** Oui, j'aimerais beaucoup que vous le fassiez.

Monsieur le président, en ce qui concerne la protection des renseignements personnels—je suppose qu'il s'agit d'une demande sur la politique du ministère—quelle est la différence entre votre politique et celle de votre prédécesseur? Pouvez-

## [Text]

communications policy within the department in terms of handling inquiries?

**Miss MacDonald:** I am not sure what the previous one was. Is there any particular aspect . . . ?

**Mr. Nystrom:** I have a little bit of a problem, because I have been told by someone reliable that at one of the staff meetings held among some of your officials . . . I cannot think of any officials and I do not want to have a witch hunt, but I was told that, among other things that were talked about a couple of weeks ago, the staff were instructed that any inquiries that came from Norman Bright in my office should be referred to the public affairs people in your operation. I know we registered that complaint with the deputy minister about a week or so ago.

It concerns me that this instruction would have gone out. Now, I have no written proof of that, but I was told at a staff meeting a couple of weeks ago that instructions were given to refer any inquiries from Norman Bright, who is my assistant, to the public affairs people in your office. I wonder whether or not you can give us any written guidelines, or has there been a certain policy regarding some MPs or their executive assistants?

**Miss MacDonald:** We have a whole group of people in my office who are working with MPs all the time, people who are specially designated to work with MPs. For instance, there are individuals who work particularly on the Job Development Program, others who work on some of the other programs. There are individuals who work on the youth programs and people who work on immigration programs.

**Mr. Nystrom:** Anyway, I would appreciate it if the Minister would check this out. My assistant raised it with the deputy minister about a week ago, and perhaps he can add something; I am not sure. But if that is the case, then of course it impairs your ability as an MP, particularly as a critic, if you cannot talk to some of the officials you want to talk to you, but are referred instead to PR people who are trained in the PR sense to put on the positive face for everything.

**Miss MacDonald:** This is the first I have heard of that, Mr. Nystrom.

**Mr. Nystrom:** I am not suggesting you would have heard about it, but you were talking about contrast with old governments and openness and so on, and it is something I wanted to raise with you.

**Miss MacDonald:** I am sure you have come to the department, as have Mr. Allmand and other critics, on a fairly frequent basis, and I trust you have been given the utmost co-operation.

**Mr. Nystrom:** Anyway, if you could check this out, I would really appreciate it, because this is what we have been told.

## [Translation]

vous nous donner des directives par écrit concernant les communications internes de votre ministère, et notamment la façon de traiter les demandes de renseignements?

**Mme MacDonald:** Je ne sais trop comment on procédait auparavant. Y a-t-il un aspect qui . . . ?

**M. Nystrom:** Je suis un peu embarrassé. En effet, j'ai appris d'une source sûre que, lors d'une réunion de certains de vos adjoints . . . Je ne vise personne en particulier et je ne veux pas commencer de chasse aux sorcières; mais j'ai su que, entre autres questions qui ont été débattues à cette occasion—cela se passait il y a une quinzaine de jours—les employés ont été avertis de transmettre au service des affaires publiques de votre cabinet toute demande de renseignements émanant de Norman Bright, qui fait partie de mon cabinet. Nous avons porté plainte à ce sujet auprès du sous-ministre il y a environ une semaine.

Une telle directive me préoccupe. Mais je n'en ai aucune preuve écrite; pourtant, on m'a dit que, lors d'une réunion du personnel qui s'est tenue il y a une quinzaine de jours, on a demandé aux employés d'acheminer toute demande de renseignements en provenance de Norman Bright, qui est mon adjoint, au service des affaires publiques de votre cabinet. Pouvez-vous nous donner des directives écrites à ce sujet? Ou bien existe-t-il une politique à l'égard de certains députés et de leurs adjoints exécutifs?

**Mme MacDonald:** Mon cabinet comporte toute une équipe de gens qui travaillent avec les députés, qui ont pour tâche expresse de collaborer avec eux. Certains employés se spécialisent dans le programme de création d'emplois, d'autres acquièrent des connaissances particulières sur d'autres programmes; certains se consacrent aux programmes destinés aux jeunes, d'autres sur les programmes réservés aux immigrants.

**M. Nystrom:** De toute façon, j'aimerais que la ministre se renseigne à ce sujet. Mon adjoint en a parlé au sous-ministre il y a environ une semaine; peut-être pourrait-il ajouter quelque chose, je ne sais pas. Mais si ce que j'ai entendu est vrai, la capacité d'un député et surtout d'un critique se voit diminuée par le fait qu'il ne peut pas communiquer avec certains hauts fonctionnaires; en plus, on l'oriente vers les spécialistes des relations publiques, qui savent montrer le côté positif de toute chose.

**Mme MacDonald:** C'est la première fois que j'entends parler d'un tel cas, monsieur Nystrom.

**M. Nystrom:** Je ne veux pas dire que vous en avez eu vent, mais vous parliez de démarcation avec les gouvernements antérieurs, d'ouverture d'esprit, etc.; c'est une chose que je voulais porter à votre attention.

**Mme MacDonald:** Je suis certaine que vous êtes venu au ministère assez souvent, comme M. Allmand et les autres critiques, et que vous avez bénéficié de toute la collaboration des employés.

**M. Nystrom:** De toute façon, j'aimerais beaucoup que vous vous informiez; c'est ce que l'on nous a dit.



## [Texte]

I have one last question, if I may. Miss MacDonald was talking about affirmative action programs for women and native Canadians and so on. One group I am concerned about is older workers, and the reason for that, Mr. Chairman, is that I notice the unemployment rate amongst older workers is not really improving compared to what it used to be.

You can go back, for example, to the height of the recession in 1982. The unemployment rate amongst older workers was 7% and there were 207,000 older workers unemployed. "Older" is defined as people of age 45 and up. Now we find in April 1986, when the unemployment rate is considerably lower, Mr. Chairman, that the unemployment rate amongst older workers has actually gone up from 7% to 7.2% and the number of people who are unemployed has gone up from 207,000 to 223,000. There seems to be a growing problem for older workers in the work force.

I will give you one or two more little statistics here, Mr. Chairman. We find in April 1986, for example, that amongst all workers in Canada the average unemployment period is 21.7 weeks. For older workers it is 29.6 weeks, so the average unemployment period is eight weeks longer on the average for people who are 45 and older. We can go on and compare a lot of other statistics, but I just do not have the time.

But relatively speaking, Madam Minister, the problem seems to be worsening for people who are age 45 and over rather than getting better, despite the fact that we have a better economy and a lower unemployment rate in general. I am wondering whether or not you have given any thought to this issue, given any thought to some program that would apply some affirmative action principles to older workers, some special programs, some shake-up in the offices or whatever.

• 2135

**Miss MacDonald:** As the hon. member will know, there was a program introduced under the last budget particularly designed for older workers, and that will be targeting some \$125 million into this program over the next four years.

In addition to that, may I say that the question of older workers is one we have been trying to tackle and where we have been making efforts to ensure that people who are in an age category of, say, over 45 are also given as much opportunity as possible under the job development program.

I have spoken to a good many people in projects across the country who are in that age category and who are now getting retraining. We are doing the same thing in the Skills Investment Program, where I had visited plants and factories where individuals who are 45 and older and whose jobs are threatened are given the opportunity for retraining. So we are trying to tackle that issue, which we think is a growing issue, an issue which is becoming more high profile as time goes by, as our population moves through the age span and into that age category.

## [Traduction]

Si vous le permettez, j'ai une dernière question. M<sup>me</sup> MacDonald parlait des programmes d'action positive pour les femmes, les autochtones, etc. Moi, je m'inquiète des travailleurs âgés; en effet, monsieur le président, j'ai constaté que la situation des chômeurs de cette catégorie d'âge ne s'améliore pas.

Par exemple, en reculant au sommet de la récession, en 1982, on constate que le taux de chômage parmi ces travailleurs était de 7 p. 100, c'est-à-dire 207,000 personnes. On entend par travailleurs âgés ceux qui ont 45 ans et plus. Or, monsieur le président, en avril 1986, alors que le chômage général avait baissé de beaucoup, on notait que la proportion des sans-emplois parmi les travailleurs âgés était passée de 7.2 p. 100 et que leur nombre avait atteint 223,000. Cette catégorie de travailleurs semble éprouver à des difficultés particulières.

Quelques chiffres, monsieur le président. En avril 1986, parmi tous les travailleurs canadiens, la période moyenne d'inactivité était de 21.7 semaines. Pour les travailleurs âgés, cette période durait 29.6 semaines; les travailleurs de 45 ans et plus doivent donc rester inactifs huit semaines de plus que les autres. Nous pourrions continuer de comparer des statistiques, mais le temps nous manque.

Mais en général, madame la ministre, la situation semble empirer pour cette catégorie de travailleurs, même si l'économie se porte mieux et que le taux de chômage général est en baisse. Avez-vous songé à ce problème, avez-vous envisagé des programmes qui mettraient en pratique des principes d'action positive pour les travailleurs de 45 ans et plus, des programmes spéciaux, des remaniements dans les bureaux, je ne sais trop?

**Mme MacDonald:** Comme le député le sait, lors du dernier budget, nous avons présenté un programme qui vise particulièrement les travailleurs âgés. Nous allons consacrer quelque 125 millions de dollars à ce programme sur les quatre ans à venir.

De plus, nous avons essayé de nous attaquer aux problèmes des travailleurs âgés, et nous faisons des efforts pour nous assurer que les personnes âgées de plus de 45 ans ont autant d'accès que possible aux programmes de développement de l'emploi.

J'ai parlé à beaucoup de personnes de cet âge qui participent à des projets à travers le pays et qui suivent un cours de recyclage. Nous faisons la même chose dans le cadre du programme d'acquisition de compétences. J'ai visité des usines où des personnes âgées de plus de 45 ans et dont les emplois sont menacés ont la possibilité de se recycler. Donc, nous essayons de confronter la question, qui va devenir de plus en plus importante avec le temps, à mesure que la population vieillit.

*[Text]*

I can tell the hon. member that under the new jobs that have been created a good many people in that category have been able to find full-time jobs again.

**The Chairman:** Mr. Allmand, followed by Mr. Blackburn.

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, I would like to give my place, with the permission of the committee, to Mr. Malépart.

**M. Malépart:** Monsieur le président, comme je l'ai mentionné tantôt, je veux pas m'accaparer du privilège d'un autre. Je laisse donc la parole à mon collègue. Je réglerai cette façon de présider qui met le baillon aux députés, avec le Président de la Chambre. Je ne voudrais pas enlever le temps qui appartient à mon collègue.

**M. Allmand:** J'ai l'intention de poser mes questions au troisième tour. Je prendrai un autre tour. Je n'ai pas l'intention de quitter le Comité.

**M. Malépart:** D'accord. Merci, monsieur le président.

On règlera le problème du président plus tard.

Madame la ministre, je veux continuer sur le dossier des projets Défi 86. Vous mentionnez pour les budgets alloués, le problème de savoir s'il s'agit d'un secteur privé ou pas. Je peux vous assurer et je pourrais vous amener des témoins, que le montant de 40 p.100 était obligatoire dans le budget alloué par comté. Soit 40 p.100 au niveau du secteur privé. J'ai même voulu, avec l'agent de projet, refuser tous les projets qui étaient du secteur privé, afin de m'assurer que les cas iraient à votre bureau.

Je ne l'ai pas fait pour ne pas retarder les projets de développements communautaires. Tout ce que j'ai pu faire dans mon comté a été de refuser ou d'accepter tel ou tel projet du secteur privé. Par contre, je dois vous dire en toute honnêteté que mon comté comprend l'Île Sainte-Hélène où se trouvent l'aquaparc et La ronde. Le gouvernement financera pour des employés—même si on ne l'avait pas financé l'an passé, alors que je l'avais refusé—la compagnie étant obligée d'avoir des employés pour recevoir les gens...

C'est donc de l'argent gaspillé. On a investi dans le secteur privé alors que ces emplois auraient été créés sans l'aide du gouvernement. La Corporation du gaz métropolitain, une compagnie très riche du Québec, est dans mon comté. Elle aussi a soumis des projets et grâce au 40 p.100, elle a été chercher une partie des projets.

J'ai, en plus, un restaurant du genre de Saint-Hubert Bar-B-Q., un salon funéraire... qui n'acceptera de projet que pour son neveu; sinon, pas de projet. Je dois vous dire en toute honnêteté que j'ai été obligé de signer pour ces projets sinon c'était de l'argent perdu pour mon comté.

• 2140

Par contre, dans les programmes sociaux, des projets étaient sur pied depuis quatre ans dans une polyvalente. Ils voulaient venir en aide à des finissants du Secondaire V, alors qu'il y a

*[Translation]*

Je peux dire à l'honorable député que grâce aux nouveaux emplois qui ont été créés, bon nombre de personnes dans cette tranche d'âge ont réussi à trouver de nouveaux emplois à plein temps.

**Le président:** Monsieur Allmand, suivi de M. Blackburn.

**M. Allmand:** Avec la permission du Comité, monsieur le président, je voudrais céder ma place à M. Malépart.

**Mr. Malépart:** As I said earlier, Mr. Chairman, I do not want to take someone else's place. I will therefore allow my colleague to take the floor. I will take up this way of chairing meetings that results in gagging Members of Parliament with the Speaker of the House of Commons. I would not want to use the time that rightfully belongs to my colleague.

**Mr. Allmand:** I intend to ask my questions on the third round. I will simply speak on another round. I do not intend to leave the committee.

**Mr. Malépart:** Fine. Thank you, Mr. Chairman.

I will deal with the problem of the chairman later on.

Madam Minister, I would like to continue to make some points about the projects under Challenge 86. You mentioned that the problem with respect to budget allocation is determining whether or not the project involves the private sector. I can tell you, and I could bring in witnesses to back me up, that the 40% participation by the private sector was obligatory for the amounts allocated to each riding. In co-operation with the project officer, I even wanted to turn down all projects proposed by the private sector, just to ensure that they would be referred to you.

I did not do so, because I did not want to delay the community development projects. All I could do in my riding was to reject or accept particular projects proposed by the private sector. However, I must be honest and tell you that my riding includes St. Helen's Island, where *La Ronde* and the *aquaparc* are located. The government will be financing employees. Even if these projects had not been financed last year, when I rejected them... since the company was required to have employees in order to take people on...

In other words, it is a waste of money. The government invested in the private sector, to create jobs that would have been created anyway without government assistance. *Gaz métropolitain*, which is a very wealthy Quebec company, is located in my riding. It submitted some projects as well, and because of the 40% requirement, it managed to get some of the projects.

Projects were also presented by a Saint-Hubert Bar-B-Q type of restaurant, and by a funeral parlour, which would only accept a project if it went to the owner's nephew. Otherwise, they would not accept any projects. I must tell you quite frankly that I had to sign for some of these projects, even though I knew they were a waste of money in my riding.

On the other hand, there were some social projects that had been in place for four years in a composite school. The objective of the project was to assist students finishing the fifth



## [Texte]

beaucoup de décrocheurs. Les jeunes, par manque d'argent, ne pouvaient pas continuer au CEGEP. On est obligé d'abandonner des projets qui généreraient 10 ou 12 emplois. Pas de projet au Québec avec le drapeau fleur de lys... C'était accepté dans Sainte-Marie; la CECM permettait que les travaux se fassent dans l'école. On permettait à des jeunes qui étudiaient dans le domaine de la coiffure, de l'ébénisterie, de l'assemblage de revues, de livres, de différents métiers, à réaliser des travaux. On leur permettait, non seulement d'acquérir de l'expérience durant l'été, mais de toucher des sommes d'argent pour continuer les études et parfois aider à faire vivre sa mère et ses enfants.

Mais là on est obligés... pour permettre à un salon funéraire de faire travailler son neveu, pour permettre au St-Hubert Bar-B-Q d'avoir un employé de plus, pour permettre à l'aquaparc, à l'Île-Ste-Hélène, qui aurait engagé... c'est comme le marcheton, toutes ces choses-là... C'est La Ronde qui sauve de l'argent, la compagnie de l'aquaparc qui fait de l'argent. Ce sont les familles qui seront privées... Et on est obligés de couper...

Je suis surpris que la ministre dise que ce n'est pas possible. Mais, je peux vous assurer que c'est le cas exact, dans mon comté. Demain, je pourrais rendre publique la liste des projets, avec les noms, les numéros de téléphone. Vous pourrez vérifier. C'est facile à reconnaître dans Sainte-Marie, avec l'Île-Ste-Hélène, La Ronde, tous ces projets. Et les projets ont été réduits ou refusés dans le domaine social.

Je veux bien qu'on s'adresse au secteur privé. Par contre, il ne faut jamais définir une politique en terme de 40 p. 100. Dans Outremont, ce serait peut-être 70 p. 100 pour le secteur privé, parce que les élèves font des études, il y a plus d'universitaires que dans Sainte-Marie. En Gaspésie, c'est peut-être différent.

Je peux vous assurer que dans la région de Montréal, c'est la même situation. Comme mon collègue de Notre-Dame-de-Grâce et M<sup>me</sup> Copps le mentionnait, les organismes à but non lucratif sont privés. L'hôpital Notre-Dame, la Société canadienne du cancer; la maison Lucie Bruneau qui s'occupe de la réhabilitation des handicapés. Dans ce dernier cas, deux employés pour faire sortir 50 handicapés est impensable. Il faut penser au plan humain. Des jeunes étudient dans ces domaines: il faut cinq jeunes pour aider durant les sorties, à l'été. Mais non, c'est l'aquaparc qui s'enrichira, c'est le salon funéraire qui...

J'aimerais des commentaires de la ministre là-dessus.

**Miss MacDonald:** Well, the hon. member went on for quite a length of time. I want to say to him that once again he was raising a question about applications that come in from individuals and from groups throughout his own riding and indeed in the larger community of Montreal.

## [Traduction]

year of high school, many of whom drop out of school. Because the young people did not have enough money, they could not go on to CEGEP. We had to abandon some projects that were creating 10 or 12 jobs. No projects in Quebec were accepted if the *fleur-de-lys* flag was in evidence... The project had been accepted in Sainte-Marie, and the school board gave permission for it to be carried out in the school. Students taking courses such as hairdressing, cabinetmaking, magazine assembly, bookbinding, and other trades were allowed to practise them. The program not only gave students experience during the summers, but also gave them some money to finance their education and sometimes to support their mothers and their children.

But now we are forced... in order to allow a funeral home manager to hire his nephew, or to allow a St. Hubert Bar-B-Q to get an extra employee, or to get extra staff for the *aquaparc* on St. Helen's Island, which would have hired... it is like the walkathon, and all those other things. *La Ronde* will be saving money, and the *aquaparc* corporation will be making money. Yet families will be deprived... and we are forced to cut back...

I am surprised to hear the Minister say that such situations are not possible. I can tell you that that is exactly what did happen in my riding. I could publish tomorrow a list of projects, with the names and telephone numbers, so that you could check. Because St. Helen's Island, with *La Ronde* and these other projects, is located on St. Helen's Island, it is easy to see what is happening here. Social projects have been cutback or rejected.

I have no objection to getting the private sector involved. But no policy should require a 40% participation by the private sector. Perhaps the private sector's participation in *Outremont* would be 70%, because there are more students in school, and more universities than in my riding of Sainte-Marie. The situation could be different again in the Gaspé.

I can tell you that the situation is the same in Montreal. As my colleague, the member for Notre-Dame-de-Grâce and Ms Copps were mentioning, non-profit organizations are private. I am thinking for example of Notre-Dame Hospital, the Canadian Cancer Society and Lucie Bruneau House, which is involved in rehabilitating the handicapped. It is simply ridiculous to have only two employees to look after 50 handicapped people during outings. We have to think of the human aspect of the problems. Young people are studying these subjects. It takes five young people to assist the handicapped during their summer outings. But these are not the sort of projects that are being accepted, instead, the *aquaparc* is getting rich and the funeral parlour is...

I would like to hear the Minister's comments on these points.

**Mme MacDonald:** Les commentaires du député étaient plutôt longs. Il soulève de nouveau la question des demandes qui sont faites par des particuliers et par des groupes dans son comté et à Montréal en général.

## [Text]

I cannot go out and say to people that they cannot apply. There are very many applications. We have had over 58,000 applications across the country in the Challenge '86 program. That is the highest number of applications ever submitted. Part of the reason why there is such a high number of applications is that both the individuals who get placed in the program and the applicants who are putting in proposals are finding that the program is a good program.

Now, I know that the hon. member does not think very much of the program, but then he does not think very much of the Canadian Jobs Strategy overall—except I cannot think of any individual member whom I hear from more often asking me to approve proposals put in under the Canadian Jobs Strategy than the member from Montreal—Sainte Marie. Every day I have letter after letter after letter asking him to approve proposals, many of them in the private sector. I can tell you, Mr. Chairman, that during the past year some \$2.5 million on proposals has been spent in the hon. member's area. That is about the highest amount of any individual member.

• 2145

Now, either you agree with the program and you write me about it and you ask me to endorse these, or you do not. You disagree and you come here like you do tonight and criticize it. But you cannot have it both ways.

**M. Malépart:** Je m'excuse, je n'ai pas critiqué le programme, je n'ai pas critiqué les demandes... Je laisse les gens présenter... Ce que je n'accepte pas et ce que je veux savoir... Est-ce qu'il y a eu une directive? Parce que l'agent de projet a exigé que dans mon comté il y ait 40 p. 100 du budget. Ce n'est peut-être pas la ministre qui est au courant, c'est peut-être un fonctionnaire, un sous-ministre... Je ne sais pas qui! La troisième tablette, la cinquième tablette! Est-ce qu'il y a quelqu'un qui a donné une directive au Québec, au bureau de Montréal pour que tant de pour cent du budget doivent aller au secteur privé? Si mon agent de projet m'a trompé, ne vous inquiétez pas, j'irai lui parler..., puis on règlera ça!

Je ne vous blâme pas au sujet des projets, je sais que vous ne pouvez pas être au courant de tous les projets qui sont présentés; mais je vous explique les conséquences d'une décision de l'agent de projet qui me dit cela et à quoi j'ai été obligé de me soumettre.

**Miss MacDonald:** Mr. Chairman, the question of quotas to my knowledge has not arisen. We have certainly encouraged the private sector to be more active under Challenge '86. We have done that by working with the Canadian Chamber of Commerce, with the Canadian Federation of Independent Business, the *chambre des commerce dans la province de Québec*. We have certainly encouraged the private sector to be more active and to put in proposals.

I can say to the hon. member that yes, we have been pleased with the response. It has provided, as I mentioned earlier, something like 36% of the funding of Challenge '86 going to the private sector.

## [Translation]

Je ne peux pas dire aux gens qu'ils n'ont pas le droit de faire une demande. Nous recevons énormément de demandes—plus de 58,000 demandes partout au pays en vertu du programme Défi 86. C'est le plus grand nombre de demandes que nous avons jamais reçues. Si nous recevons trop de demandes, c'est en partie parce que ceux dont les demandes sont acceptées et les autres qui font des demandes trouvent que le programme est valable.

Je sais fort bien que le député n'est pas très impressionné par le programme, mais il ne l'est pas plus par la Planification de l'emploi dans son ensemble. Néanmoins, c'est le député de Montréal—Sainte-Marie qui m'envoie le plus de propositions de projets dans le cadre de la Planification de l'emploi. Tous les jours, je reçois des lettres du député qui demande l'approbation de propositions dont beaucoup viennent du secteur privé. Monsieur le président, cette année, 2,5 millions de dollars ont été consacrés à des propositions venues de la région de l'honorable député. Je pense qu'aucune autre circonscription n'a reçu autant de capitaux.

Maintenant, soit vous êtes d'accord avec le programme et vous m'écrivez en me demandant d'encourager ces demandes, ou bien vous n'êtes pas d'accord. Si vous n'êtes pas d'accord, vous faites ce que vous faites actuellement, vous venez critiquer le programme. Mais vous ne pouvez pas faire les deux à la fois.

**Mr. Malépart:** I am sorry, but I have never criticized the program, I have not criticized the proposals... People are quite free to submit them... On the other hand, I cannot accept and I want to know... Have you issued a guideline? Because in my constituency the project officer has imposed a ratio of 40%. Maybe the Minister does not know about it, it may have been a public servant, a deputy minister... I do not know who! Somebody on the third shelf, on the fifth shelf! Was there a guideline for Quebec, for the Montreal office, where they were told that so much of the budget was to go to the private sector? If my project officer has misled me, do not worry, I am going to talk to him and we will have this out!

I am not blaming you for the projects, I know that you cannot possibly know about all the projects that are submitted, but I am explaining the consequences of a decision by the project officer, a decision that I had to accept.

**Mme MacDonald:** Monsieur le président, que je sache, la question des quotas ne s'est pas posée. Nous avons encouragé le secteur privé à mieux profiter du programme Défi 86. Nous l'avons fait en collaboration avec la Chambre de commerce du Canada, avec la Fédération des hommes d'affaires indépendants et avec la Chambre de commerce de la province de Québec. Nous avons certainement encouragé le secteur privé à faire des propositions, à participer.

Effectivement, nous avons été satisfaits de la réaction. Comme je l'ai dit, en conséquence, environ 36 p. 100 des capitaux de Défi 86 sont destinés au secteur privé.



## [Texte]

I also want to tell the hon. member that the private sector, in taking part in this, has brought on their own something in the amount of \$50-odd million to add to the Challenge '86 program, which would not have been there otherwise. They bring in another additional \$50 million which allows for the hiring of more students during the summer program. Otherwise, those students would not have employment opportunities. So therefore we have been able to increase the number of employment and training opportunities which are available to young people this summer.

**Le président:** Merci, madame MacDonald. Monsieur Blackburn vous avez la parole.

**M. Blackburn (Jonquière):** Merci, monsieur le président.

Madame la ministre, j'avais l'occasion de parler la semaine dernière du programme qui concerne les emplois subventionnés. Semble-t-il qu'au sein des centres d'emploi, actuellement, on manque de fonds du côté de ce programme pour les emplois subventionnés. Est-ce qu'il y a eu des fonds additionnels d'alloués pour les différents centres d'emploi?

**Miss MacDonald:** As I explained earlier, the programs before went in waves. There was a very high peak in the winter and almost nothing from then on until winter came round again.

We are trying to level out this program. We will not get it absolutely level right across the board throughout the year, but at the present time there is something like \$400 million worth of funding that is going on from projects that had been approved last year.

In addition, something like \$120 million has been spent in new activity since the beginning of April.

Now, we are not going to say: you spend \$1 billion in April and have nothing left for the balance of the year. We have to try to make sure that we spend money carefully through the year so that as people go off the projects presently in place we are able to extend them to people who will be unemployed in August or September or October.

• 2150

In other words, we are trying to direct the program across the year. In job development so far this year, we have added new activity to the extent of \$21 million.

**M. Blackburn (Jonquière):** Madame la ministre, le problème qui est vécu actuellement, c'est que des gens ont une lettre en main, lettre prouvant qu'ils peuvent bénéficier du programme emplois subventionnés. Ils vont voir les entreprises, les compagnies, et lorsqu'ils pourraient dénicher leur emploi, car ils présentent leur lettre pour prouver qu'ils sont éligibles, lorsque l'employeur les engage, dis-je, la personne en question s'en va au bureau d'assurance-chômage et là, on lui dit: «On regrette, il n'y a plus de fonds.»

Et c'est cela qui provoque un malaise. Ces gens-là viennent nous voir dans nos bureaux de comté et nous disent: «Que se passe-t-il? On a une lettre disant que nous sommes éligibles, puis maintenant on ne l'a pas.» Et c'est pour cela, il faudrait

## [Traduction]

Je tiens à dire à l'honorable député que le secteur privé, s'il a participé à ce programme, a également apporté une contribution de l'ordre de 50 millions de dollars au programme, des capitaux qui autrement n'auraient pas été là. Autrement dit, 50 millions de dollars de plus qui permettent d'engager plus d'étudiants pendant l'été. Autrement, ces étudiants n'auraient pas eu de possibilité d'emploi. Par conséquent, nous avons réussi à augmenter les possibilités d'emploi et de formation pour les jeunes.

**The Chairman:** Thank you, Madam MacDonald. Mr. Blackburn, you have the floor.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Thank you, Mr. Chairman.

Madam Minister, last week I had an opportunity to talk about the Employment Development Project. It seems that Manpower Centres do not have enough money for job development. Do you have additional financing for this program at the various Manpower Centres?

**Mme MacDonald:** Comme je l'ai dit plus tôt, jadis c'était des programmes qui évoluaient par vagues. Pendant l'hiver, il y avait une crête, et puis ensuite, jusqu'à l'hiver suivant, presque rien.

Nous essayons d'unifier ce programme. Nous ne réussirons pas à le répartir également sur toute l'année, mais pour l'instant, environ 400 millions de dollars sont destinés à des projets qui avaient été approuvés l'année dernière.

De plus, environ 120 millions de dollars ont été consacrés à de nouvelles activités depuis le début d'avril.

Nous n'allons pas dire: vous dépensez un milliard en avril et il ne vous restera plus rien pour le reste de l'année. Nous avons essayé de dépenser plus prudemment mais tout au long de l'année, pour que les gens qui quittent des projets en ce moment puissent être remplacés par d'autres qui seront sans emploi en août, septembre ou octobre.

Autrement dit, nous essayons d'étaler le programme sur toute l'année. Quant aux emplois subventionnés, cette année, nous avons élargi nos activités et débloqué 21 millions de dollars de plus.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Madam Minister, there is a very real problem, there are people who are in possession of a letter, a letter proving that they are eligible for job development. They go to businesses, companies and they show their letter proving that they are eligible, and once they are hired, the person goes to the Unemployment Insurance office and is being told "we are sorry, there are no more funds".

This is upsetting people. They come and see us in our constituency offices and they ask: "What is the matter? We have a letter proving that we are eligible, and still, we do not

[Text]

peut-être, lorsque lesdits fonds en question ne sont pas disponibles, qu'il y ait un autre mécanisme qui soit appliqué.

**Miss MacDonald:** No. I do not think the member has quite understood the way in which the funding carries forward during the whole year. I think we have something on an ongoing basis. We are trying to keep a level of, say, approximately 22,000 people circulating in the job development project. We cannot go and say to the people at the end of March who were in programs, you are all cut off, because that would have cut off people who were in the employment and training programs in the member's riding, or another member's riding, and they might have been only a third of the way or half the way through the project. So those people are carried on for six months, eight months, and so on. As those projects begin to wind down, others are added in. What we are doing is trying to keep the level fairly stable throughout the whole of the year.

We have a lot of activity presently taking place in the job development program. That activity will begin to taper off during the summer months; and again, although we have placed some moneys in it in the last month and a half, approved some new projects, it has reached a level which now keeps it fairly stable until the summer. Again, in the autumn it will begin to be built up. In that way we are able to address the problems of unemployment on an ongoing basis.

What we are trying to say to people is, once upon a time you could only come in under the Canada Works Program, period. We are trying to balance it out throughout the year; but if your project is not approved at the present time, there is an opportunity for you. Once the present high level of activity begins to diminish, there is an opportunity for you to come in later on in the year.

**M. Blackburn (Jonquières):** Cela va, madame la ministre. Je vous remercie.

**Mr. Oostrom:** At our last LAC meeting a project came up about Community Futures. I heard about a program under Community Futures whereby a program was approved for sports fishing—

**Miss MacDonald:** In Willowdale.

**Mr. Oostrom:** No, it was not out of Willowdale, it was probably out of the east coast. But it approved a program for sports fishing. Now, why is that not a program that would train people for commercial fishing purposes, rather than sports fishing?

**Miss MacDonald:** Sports fishing is a major industry. A tremendous number of people . . .

Let me give you an example of this where it is building up. In northern Ontario a great many people come from across Canada and from across the United States and spend time and money and so on in sports fishing. What we do is help with the funding; but again, helping to establish an industry which will bring jobs to the community.

[Translation]

get it." When this is the situation, maybe there should be another mechanism to take over.

**Mme MacDonald:** Non. Je crois que le député n'a pas bien compris comment ce financement s'étalait sur toute l'année. Nous avons quelque chose de permanent. Nous essayons d'avoir en permanence environ 22,000 personnes, par exemple, dans le programme des emplois subventionnés. Nous ne pouvons pas dire aux gens à la fin du mois de mars que nous cessons de les financer, parce que nous serions forcés de le faire pour des gens qui ont des emplois ou qui sont dans des programmes de formation dans la circonscription du député ou d'un autre député; nous ne pouvons pas interrompre le financement au tiers ou à la moitié du projet. Nous continuons donc à financer ces gens-là pendant six mois, huit mois, etc. Au fur et à mesure que ces projets parviennent à échéance, nous en ajoutons d'autres. Nous essayons de stabiliser la situation tout au long de l'année.

À l'heure actuelle, nous avons beaucoup d'activités dans le cadre du programme des emplois subventionnés. Ces activités vont ralentir pendant les mois d'été, et bien que nous ayons approuvé quelques nouveaux projets depuis un mois et demi, cela devrait rester assez stable jusqu'à l'été. Et puis, à l'automne, de nouveau, il y aura reprise. De cette façon, nous pouvons régler les problèmes de chômage d'une façon continue.

Nous essayons d'expliquer aux gens qu'il fut un temps où leur seule possibilité, c'était le programme Canada au travail. Nous essayons d'équilibrer les choses tout au long de l'année, mais si votre projet n'est pas accepté maintenant, vous avez une autre occasion. Lorsque les activités actuelles commenceront à ralentir, peut-être pourrez-vous être accepté.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Very well, Madam Minister. Thank you very much.

**M. Oostrom:** À notre dernière réunion du LAC, nous avons eu un projet au sujet du programme de développement des collectivités. J'ai entendu parler d'un programme dans le cadre du développement des collectivités, il s'agissait de pêche sportive . . .

**Mme MacDonald:** À Willowdale.

**M. Oostrom:** Non, ce n'était pas à Willowdale, mais probablement sur la côte est. Quoi qu'il en soit, il s'agissait d'un programme de pêche sportive qui avait été approuvé. Pourquoi ne pas mettre sur pied un programme pour former les gens pour la pêche commerciale au lieu de s'intéresser à la pêche sportive?

**Mme MacDonald:** La pêche sportive est une grosse industrie. Il y a un nombre énorme de gens . . .

Je vais vous donner un exemple. Dans le nord de l'Ontario, il y a beaucoup de gens qui viennent de tout le Canada et des États-Unis, qui viennent dépenser de l'argent, etc., pour la pêche sportive. Nous participons au financement. Mais encore une fois, en aidant une industrie à s'installer, nous créons de nouveaux emplois dans la communauté.



[Texte]

• 2155

[Traduction]

A tremendous amount of support projects go into sports fishing, accommodation, food, other services that have to be offered the moment you get an industry like that established, and that is one of the major industries that, for instance, northern Ontario, and indeed parts of the Atlantic areas, are looking to build up.

**Mr. Oostrom:** Are there any basic differences between the former Local Employment Assistance and Development Program and the Community Futures Program, or is it basically the same sort of program?

**Miss MacDonald:** No, it is not the same sort of program. I know that Members of Parliament have been briefed on the new Community Futures Program. I will run down a few of the major program items with you so that . . .

Here are some of the program options available under Community Futures.

**Self-employment incentive:** We are saying there that \$180 a week for one year is paid to individuals who want to invest their time and whatever resources they have in becoming self-employed. This approach has been tried elsewhere with a good deal of success. We help a person at least be able to provide maintenance while they are developing a small business, whatever it might be, or a service of some kind.

A second option is the Business Development Centre, where loans of up to \$75,000 per individual business can be offered.

A third option is the Community Initiatives Fund. This is to fund innovative projects which have to have some indication that they will result in new permanent jobs, and this kind of approach would have to be cost-shared with the province or with the private sector.

Then training programs, exploratory assistance, mobility assistance—these too are provided.

It is helping the individuals or groups within the community to move into new avenues of work that they had not really thought of before, particularly where they can become self-employed or set up small businesses.

**Mr. Oostrom:** I understand that the former Labour Adjustment Benefits Program is being replaced and that will be the new program POWA under Labour. Will the CEIC still have a role in that new program, or what are they doing to bridge that—

**Miss MacDonald:** It is an extension of the LAB benefits under the Department of Labour. It is directed particularly to people who are older and who may have retired early or who have lost their jobs, say when they are 55 years of age. That is an extension or another phase of that program, which has been operated for some years now under the Department of Labour.

A partir du moment où vous établissez une industrie de ce genre, vous devez consacrer une grande quantité d'efforts à des projets de soutien liés à la pêche sportive, au logement, à l'alimentation et à d'autres services; notons qu'il s'agit d'un des principaux secteurs dont le nord de l'Ontario et certaines régions de l'Atlantique veulent se doter.

**M. Oostrom:** Y a-t-il des différences fondamentales entre l'ancien Programme de croissance locale de l'emploi et le programme Développement des collectivités ou s'agit-il, au fond, du même type de programme?

**Mme MacDonald:** Non, ce n'est pas le même genre de programme. Je sais que les députés ont été informés sur le nouveau programme Développement des collectivités. Je vais donc me limiter à ces points saillants pour que . . .

Voici donc quelques possibilités offertes dans le cadre du programme.

**Encouragement au travail indépendant.** Nous versons 180\$ par semaine, pendant un an, aux personnes qui sont prêtes à consacrer leur temps et autres ressources afin de devenir leur propre employeur. Cette méthode a déjà été mise en pratique ailleurs, avec un taux de réussite satisfaisant. Nous aidons les gens au moins à assurer l'entretien pendant l'étape de la mise sur pied d'un petit commerce, quel qu'il soit, ou d'une entreprise de services.

En deuxième lieu on trouve le Centre d'aide aux entreprises, grâce auquel sont offerts des prêts maximum de 75,000\$ par entreprise.

Vient ensuite le Fonds pour les initiatives communautaires. L'argent qu'il contient sert à financer des projets innovateurs susceptibles de créer des emplois permanents; ce principe serait fondé sur le partage des coûts avec les provinces ou le secteur privé.

On compte également les programmes de formation, l'aide à l'exploration, l'assistance-mobilité, tous dans le cadre de Développement des collectivités.

Ce programme aide les particuliers et les groupes à s'engager dans de nouvelles voies qu'ils n'avaient pas vraiment envisagées auparavant, surtout dans les cas où ils peuvent devenir leur propre patron ou monter une petite entreprise.

**M. Oostrom:** Je crois comprendre que l'ancien Programme de prestations d'adaptation pour les travailleurs est remplacé par le nouveau Programme d'adaptation pour les travailleurs âgés, sous l'égide du ministère du Travail. La CEIC conservera-t-elle un certain rôle à l'égard de ce programme? Qu'en fera-t-on pour assurer la transition . . .

**Mme MacDonald:** Il s'agit du prolongement des prestations d'adaptation pour les travailleurs, versées par le ministère du Travail. Il s'adresse principalement aux travailleurs âgés et qui pourraient envisager une retraite anticipée ou qui ont perdu leur emploi vers 55 ans. Il s'agit du prolongement ou d'une autre étape du programme qui est réalisée depuis quelques années par le ministère du Travail.

## [Text]

We certainly support that program, but in our own Canadian Jobs Strategy we are trying to ensure that older workers get a chance for training and retraining and employment opportunity. What we are doing is quite separate and apart from the program for older workers mentioned in the budget.

**Mr. Oostrom:** Okay. Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Allmand signalled that he had a short question. It is just about 10 p.m.

**Mr. Allmand:** I was here at 8 p.m. and the meeting never started till 8.15 p.m.

**Miss MacDonald:** No, I watched the time too.

**Mr. Allmand:** What time was it?

**Miss MacDonald:** 8.10 p.m.

**Mr. Allmand:** Okay. Well, give us to 10.10 p.m. and then I will cut, because I was here and some of the officials were not.

I never give up, Minister, and I just want to put on record for you to consider in the quiet of your home tonight after you leave this meeting... I am not talking about applications submitted; I am talking about applications rejected in my constituency.

• 2200

In my constituency, DES Action is a non-profit group that contacts young women whose mothers took the drug DES while they were pregnant, and the purpose of that group is to approach young women all over the country to advise them of the dangers if they had a mother who took DES, because a lot of them did not know that. The drug was legal at that time, and then it became illegal afterwards. A lot of them are under the threat of cancer. They run that out of a shoe box in their own homes, and they hire people on projects like this. They did not get anything this year, and they have gotten funding on the summer program for the last four years.

Spera Foundation, which assists young drug addicts, got funding over the last few years, and no funding at all this year.

The Montreal Association for the Mentally Retarded last year got enough money for 20 monitors, and this year got only enough for five or six. This means they are going to cut the program unless somebody else will pick up the financing for all these mentally retarded children and adults.

While that is happening in Montreal, in my riding, because of this directive... I do not know what it is, but again, my project officer told me... I tried to put DES Action back on the list; I tried to put Spera Foundation back on the list, and they came back and said no. But they are funding students to work in warehouses, and that is not an application. I can bring the thing in. It was told to me that it was approved to work in a warehouse.

## [Translation]

Bien entendu, nous appuyons cet effort; mais soyez assurés que, dans le cadre de la Planification de l'emploi, nous nous efforçons de faire en sorte que les travailleurs âgés aient la chance de jouir d'une formation, d'un recyclage et de possibilités d'emploi. Nos efforts se démarquent passablement des activités menées dans le cadre du programme destiné aux travailleurs âgés, mentionné dans le budget.

**M. Oostrom:** Oui. Merci, monsieur le président.

**Le président:** M. Allmand m'a indiqué qu'il a une brève question. Il est tout près de 22 heures.

**M. Allmand:** J'étais ici à 20 heures et la réunion n'a commencé qu'à 20h15.

**Mme MacDonald:** Non, je surveillais l'heure moi aussi.

**M. Allmand:** Quelle heure était-il?

**Mme MacDonald:** Il était 20h10.

**M. Allmand:** Bien, alors donnez-moi jusqu'à 22h10, je m'arrêterai à cette heure; j'étais ici au début et certains hauts fonctionnaires n'étaient pas encore arrivés.

Vous savez que je n'abandonne jamais, madame la ministre; et je veux simplement vous demander d'examiner, dans la quiétude de votre foyer, ce soir, après la réunion... Je ne parle pas des demandes présentées, mais bien des demandes qui ont été refusées dans ma circonscription.

Dans ma circonscription, DES Action est un organisme sans but lucratif qui cherche à communiquer avec les jeunes femmes dont la mère a pris le médicament DES pendant sa grossesse; le groupe veut ainsi informer toutes ces jeunes femmes sur les dangers qu'elles courent et que bon nombre ignorent. À l'époque, ce produit était légal mais il fut interdit par la suite. Bon nombre des jeunes femmes en question risquent d'être atteintes du cancer. Le groupe réalise son oeuvre depuis les maisons des personnes embauchées. Cette année, l'organisme n'a rien reçu; pourtant, il a bénéficié du programme d'été pendant les quatre dernières années.

La *Spera Foundation*, qui vient en aide aux jeunes toxicomanes, touchait des sommes depuis quelques années, mais ne recevra rien cette année.

L'an dernier, l'Association montréalaise des déficients mentaux a eu assez d'argent pour embaucher 20 surveillants; cette année, elle ne pourra en engager que cinq ou six. Cela signifie que l'on devra réduire les activités à moins que des sommes viennent de l'extérieur pour aider ces enfants et ces adultes déficients mentaux.

Et tout cela se passe à Montréal, dans ma circonscription, à cause de cette directive... Je ne sais pas exactement de quoi il s'agit, mais mon adjoint responsable des projets m'a dit... J'ai bien essayé de faire accepter de nouveau DES Action et la *Spera Foundation*, en vain. On subventionne l'embauche d'étudiants qui travaillent dans des entrepôts; et il ne s'agit pas de simples demandes. Je puis en apporter la preuve. On m'a dit qu'on avait approuvé le travail en entrepôt.



[Texte]

In British Columbia, Minister, last year 35% of the funding was for the business sector. I was told today that it has gone to 60%, and mainly for businesses operating at Expo '86. As a result, in British Columbia there has been a cut for non-profit groups from 50% to 100% in funding. Now, for one reason or another, that guideline you mentioned about 40% has gone to 60% in British Columbia.

Finally, in Toronto, just to give you one example, again a day camp for under-privileged children has been completely cut out. I mentioned that 167 agencies had funds reduced to the point where they have to operate or not operate at all, while increased funding is going to places mentioned by other people here tonight, such as La Ronde.

There are many examples, Minister; they are not just applications, and it is due to some kind of guideline. These people are going to be approaching you directly. You will hear from them, I can tell you, not just from us. But since there is still a chance to change things, I am asking you to give consideration to this.

**Miss MacDonald:** Mr. Chairman, I happen to have been around here not quite as long as the hon. member—

**Mr. Allmand:** Almost.

**Miss MacDonald:** —but almost as long. I remember, unfortunately, when most of the summer programs were geared to projects that sent young people out to paint church roofs and to pick blueberries and to do work that was absolutely non-essential and, if anything, destructive to the way they operated during the summer months. If he wants to try to indicate that what is happening—

**Mr. Allmand:** Not in NDG, I will tell you.

**Miss MacDonald:** I can show him project after project across the country—

**Mr. Allmand:** We still have them.

**Miss MacDonald:** —to the point where young people were rebelling against the kind of work projects they were put into during the summer months.

**Mr. Allmand:** It is useless. You will not—

**Ms Coppins:** You would rather have them working at the 7—Eleven stores.

**Miss MacDonald:** Therefore, Mr. Chairman, I reiterate that \$72 million this year—that is \$72 million—is going into projects in the non-private sector, projects that are being funded to help community organizations, to help non-profit groups, to help municipal organizations. That amount, \$72 million, 64% of the total funding, is a very sizable amount of money, and it is true that the remainder, 36%, obviously is going into the private sector.

[Traduction]

L'année dernière, madame la ministre, en Colombie-Britannique, 35 p. 100 de l'argent était destiné au secteur privé. On m'a dit aujourd'hui que cette proportion est passée à 60 p. 100, dont la majeure partie est destinée à des entreprises installées à Expo '86. Il s'ensuit que, dans cette province, les coupures touchant le secteur public sont passées de 50 p. 100 à 100 p. 100. Par quel prodige les 40 p. 100 prescrits par la ligne directrice sont-ils devenus 60 p. 100 en Colombie-Britannique?

Enfin, pour vous donner un autre exemple, à Toronto un autre atelier de jour pour enfants défavorisés s'est vu refuser tout appui. J'ai déjà dit que 167 organismes ont vu les robinets de l'assistance se refermer au point où bon nombre d'entre eux doivent maintenant décider s'ils peuvent ou non continuer de fonctionner; j'ai aussi précisé que des sommes accrues sont acheminées vers des organisations mentionnées ce soir, notamment La Ronde.

Les exemples ne manquent pas, madame la ministre; il ne s'agit pas uniquement de demandes; cet état de choses s'explique par une directive ou une ligne directrice quelconque. Les responsables des organismes tenteront de communiquer directement avec vous. Je puis vous assurer que vous entendrez parler d'eux, et pas seulement de nous. Mais, comme il reste encore une chance de changer la situation, je vous demande d'y penser sérieusement.

**Mme MacDonald:** Monsieur le président, j'avoue ne pas être en politique depuis aussi longtemps que le distingué membre...

**M. Allmand:** Mais presque.

**Mme MacDonald:** ... mais presque. Et je me souviens malheureusement de l'époque où la majorité des programmes d'emploi d'été servaient à envoyer des jeunes peindre les toits d'églises ou ramasser des bleuets ou faire d'autres tâches pas du tout essentielles et peut-être même nuisibles aux activités estivales. Si le distingué membre veut laisser entendre que ce qui se produit...

**M. Allmand:** Pas dans Notre-Dame de Grâce, je vous le garanti.

**Mme MacDonald:** Je puis lui nommer projet sur projet, partout au Canada...

**M. Allmand:** C'est la même chose.

**Mme MacDonald:** ... c'était rendu au point où les jeunes protestaient contre les projets auxquels ils devaient participer en été.

**M. Allmand:** C'est inutile. Vous ne...

**Mme Coppins:** Vous préférez sans doute qu'ils travaillent au 7-Eleven.

**Mme MacDonald:** C'est pourquoi, monsieur le président, je rappelle que cette année 72 millions de dollars—oui, 72 millions—seront consacrés à des projets publics, des projets financés en vue d'aider les organisations communautaires, les groupes sans but lucratif, les organisations municipales. Ces 72 millions de dollars, qui équivalent à 64 p. 100 de la totalité des sommes, représentent un montant appréciable; oui, c'est vrai,

[Text]

**Mr. Allmand:** What about British Columbia? Is it 60% in British Columbia for the private sector?

**Miss MacDonald:** I am sorry; I do not have the individual breakdown for British Columbia. I will be glad to get that for the hon. member. I can assure him, though, that the great majority of private sector projects are those where young people have a chance to learn something.

• 2205

I know the hon. member will hold up, as the member for Hamilton East will, this project and that project and condemn the Challenge '86 program because of what he considers to be a project which he does not think is worth funding. I have told him that we have moved the work-related—

**Ms Copps:** Well, when you have children who cannot go to camps, and you give him work as a 7—Eleven store clerk, it is ridiculous.

**Miss MacDonald:** I know that it is the same in any kind of forum that the hon. member from Hamilton East gets into, she figures that somehow or other she has to interject and interrupt what is being done. I can assure you, Mr. Chairman, I have listened to her comments throughout without interruption, and I would would ask the same courtesy.

I would tell the hon. member that with regard to work-related as against career-related projects, the balance in Challenge '85 improved substantially and we think that in Challenge '86 it will be even better than it was last year. I have not said at any point that all projects, or the individuals placed in all projects, including the non-private sector, are all career-related, but a very high percentage of them are.

**Mr. Allmand:** I close, Mr. Chairman. It is useless. The Minister will not listen. But she will find out at the next election what people think of her program, and she will find out tomorrow and in the weeks to come.

I will leave it at that. You will not listen to me. You will not listen to the people who are objecting, and you will find out what people think. The polls are telling you but you will not listen.

**Miss MacDonald:** I am sorry that the hon. member should think that Challenge '86 is such a failure.

**Mr. Allmand:** Wait and see.

**Miss MacDonald:** I happen to think that there are a good many young people across the country telling us that it is a good program. Young people, thousands and thousands of them, who have been placed in jobs this summer. They are finding that the work experience and the career-related experience that they are able to acquire as a result of this program is beneficial to them, particularly when they return to their studies in the fall.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Allmand.

[Translation]

le reste de l'argent, soit 36 p. 100, ira évidemment au secteur privé.

**M. Allmand:** Et en Colombie-Britannique? Ne serait-ce pas plutôt 60 p. 100 pour le privé, en Colombie-Britannique?

**Mme MacDonald:** Je regrette, je n'ai pas la ventilation de cette province. Mais je me ferai un plaisir de l'obtenir, pour le distingué membre. En attendant, je puis lui garantir que la grande majorité des projets réalisés dans le privé vise à donner aux jeunes l'occasion d'apprendre quelque chose.

Bien sûr que le distingué membre, comme la députée d'Hamilton-Est, va soutenir tel ou tel projet et condamner Défi 86, à cause d'un projet qu'il considère indigne d'être financé. Je lui ai déjà dit que nous nous orientons de plus en plus vers les emplois axés sur la carrière...

**Mme Copps:** Eh bien moi, quand je vois des enfants qui ne peuvent aller au camp de vacances et que vous faites travailler comme commis dans un 7-Eleven, je trouve cela ridicule.

**Mme MacDonald:** Partout où elle passe, la députée d'Hamilton-Est suit toujours la même tactique: interrompre et intervenir dans le débat. Monsieur le président, je l'ai écoutée sans jamais l'interrompre, j'aimerais bien qu'elle fasse preuve à mon endroit de la même courtoisie.

Je tiens à dire au distingué membre qu'au chapitre des projets axés sur la carrière et le travail, le bilan s'est grandement amélioré avec Défi 85, et nous nous attendons à d'autres améliorations avec Défi 86. Je n'ai jamais dit que tous les projets et que les personnes qui y participent, y compris dans le secteur public, sont axés sur la carrière; je puis vous assurer cependant qu'une très forte proportion le sont.

**M. Allmand:** Je termine, monsieur le président. C'est inutile. La ministre fait la sourde oreille. Mais elle saura bien assez tôt, aux prochaines élections, ce que pensent les gens de son programme; elle en entendra parler dès demain et dans les semaines qui viennent.

Je m'arrête ici. Vous ne voulez pas m'écouter. Vous refusez d'entendre les signes d'opposition, mais vous ne perdez rien pour attendre. Déjà les sondages vous parlent, mais vous vous refusez à l'évidence.

**Mme MacDonald:** Cela me désole de voir que le distingué membre considère Défi 86 comme un tel échec.

**M. Allmand:** Vous verrez.

**Mme MacDonald:** Je me dis justement que de nombreux jeunes de tout le pays nous ont dit qu'ils aiment le programme. Des jeunes par milliers qui auront un emploi, cet été. Ils savent que l'expérience de travail et les connaissances pertinentes qu'ils acquièrent grâce au programme leur serviront, notamment à leur retour en classe, à l'automne.

**Le président:** Merci, monsieur Allmand.



[Texte]

I have just a brief question about policy. Last evening I received an allegation that in the City of Calgary under the SEED program there were some public sector institutions that were actually granted more positions and more money than they asked for.

Would there be any part of policy that would mandate that? First of all, I do not know if it is accurate so I have to check that out. It is an allegation at this point. But is there any piece of policy that would say that more money under SEED, more positions under SEED should be given than were asked for?

**Miss MacDonald:** No, there is certainly no policy. I would have to look at each individual proposal in that regard. Certainly, we do not have that much funding that we can therefore go beyond what is normally asked for.

**The Chairman:** That was my own sense of what was probably the case. There might be, I would assume, isolated regions where people were asked to maybe take one or two more people because of unemployment or something like that. But that would not be the case in a city for sure.

**Miss MacDonald:** Right.

**The Chairman:** I thank the Minister for coming.

I would remind members that tomorrow evening at 6.30 p.m. we have officials on the same employment creation votes. It is Wednesday at 6.30 p.m., room 209.

The meeting is adjourned.

[Traduction]

Une petite question de politique. Hier soir, on m'a fait part d'une allégation selon laquelle certains établissements publics de Calgary se voyaient accorder plus de postes et plus d'argent qu'ils n'en avaient demandé, dans le cadre du programme EEET.

Existe-t-il des dispositions qui permettraient une telle pratique? Pour le moment, il ne s'agit que d'une rumeur que je dois d'abord vérifier. Mais existe-t-il une disposition quelconque permettant que soit versé plus d'argent et que soient accordés plus de postes que ce que demandent les éventuels bénéficiaires du programme EEET?

**Mme MacDonald:** Non, il n'existe rien de ce genre. Mais il me faudrait examiner chaque proposition. Chose certaine, nous ne sommes pas assez riches pour nous permettre de donner plus que ce qui est demandé habituellement.

**Le président:** C'est bien ce que je pensais. Il y a peut-être des régions isolées où l'on a demandé aux responsables de prendre une ou deux personnes de plus, compte tenu du chômage élevé ou d'autres raisons. Mais, dans une ville, cela me semble impossible.

**Mme MacDonald:** En effet.

**Le président:** Je remercie la ministre de sa présence.

Je rappelle aux membres que nous entendrons demain à 18h30 des hauts fonctionnaires sur le sujet des crédits pour la création d'emplois. Mercredi 18h30, salle 209.

La séance est levée.









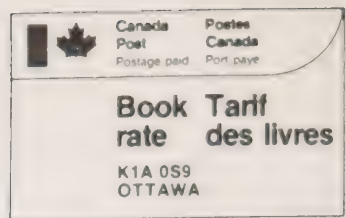












*If undelivered, return COVER ONLY to  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*



11

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 63

Wednesday, May 21, 1986

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 63

Le mercredi 21 mai 1986

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

## Labour, Employment and Immigration

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent du*

## Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Order of Reference relating to Main Estimates 1986-87:  
Votes 10 and 15 under EMPLOYMENT AND  
IMMIGRATION

CONCERNANT:

Ordre de renvoi concernant Budget de dépenses  
principal 1986-1987: crédits 10 et 15 sous la rubrique  
EMPLOI ET IMMIGRATION

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the  
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,  
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

*Chairman:* Jim Hawkes

*Vice-Chairmen:*

Jean-Pierre Blackburn  
Fernand Jourdenais

Warren Allmand  
Pauline Browes  
Dan Heap  
Sergio Marchi

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE L'IMMIGRATION

*Président:* Jim Hawkes

*Vice-présidents:*

Jean-Pierre Blackburn  
Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

John Oostrom  
Peter Peterson  
John R. Rodriguez  
Maurice Tremblay  
(Lotbinière)

(Quorum 6)

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



## MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, MAY 21, 1986  
(95)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 6:36 o'clock p.m., this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

*Members of the Committee present:* Warren Allmand, Jim Hawkes, John Oostrom, Peter Peterson and Maurice Tremblay (*Lotbinière*).

*Acting Member present:* Alan Redway for Pauline Browes.

*Other Member present:* Edouard Desrosiers.

*In attendance: From the Library of Parliament:* Kevin Kerr and Eric Adams, Research Officers. *From the Committee's Research Staff:* Louise Thibault and David McGovern.

*Witnesses: From the Department of Employment and Immigration:* Gaétan Lussier, Deputy Minister; Peter Hicks, Executive Director, Canadian Job Strategy; Paul Gauvin, Executive Director, Finance and Administration.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated February 27, 1986 relating to Main Estimates 1986-87 (*See Minutes of Proceedings of April 9, 1986, Issue No. 53*).

The Chairman called Votes 10 and 15 under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION.

The witnesses answered questions.

At 8:36 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

## PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 21 MAI 1986  
(95)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 18 h 36, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

*Membres du Comité présents:* Warren Allmand, Jim Hawkes, John Oostrom, Peter Peterson, Maurice Tremblay (*Lotbinière*).

*Membre suppléant présent:* Alan Redway remplace Pauline Browes.

*Autre député présent:* Edouard Desrosiers.

*Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement:* Kevin Kerr et Eric Adams, attachés de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Louise Thibault et David McGovern.

*Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:* Gaétan Lussier, sous-ministre; Peter Hicks, directeur exécutif, Programme de la planification de l'emploi; Paul Gauvin, directeur exécutif, Finance et administration.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 27 février 1986 relatif au budget des dépenses principal de 1986-1987. (*Voir Procès-verbaux du 9 avril 1986, fascicule n° 53*).

Le président met en délibération les crédits 10 et 15 inscrits sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION.

Les témoins répondent aux questions.

A 20 h 36, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Wednesday, May 21, 1986

• 1836

**The Chairman:** Can I call together meeting 95, issue 63 of the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration. Tonight we are on main estimates, votes 10 and 15 under employment and insurance.

## EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

E—Employment and Insurance Program

Vote 10—Operating expenditures .....\$73,932,000

Vote 15—Grants and Contributions .....\$1,513,877,000

**The Chairman:** With us is the deputy minister and other officials with whom we are becoming increasingly familiar as our hearings go on.

Mr. Lussier, I think Mr. Redway has not been to one of these before, perhaps you might just introduce the people who are with you this evening.

**Mr. Redway:** I think I have.

**The Chairman:** Have you met them all.

**Mr. Redway:** Even in your absence, sir.

**The Chairman:** You were here last week, okay. I presume there is no opening statement of any kind and we can go right to questions. Mr. Allmand.

**Mr. Allmand:** Mr. Lussier, if you do not call it a quota, I would like to know what you call this rule or guideline, or whatever you want to call it, whereby, for example, in my constituency, the project officer told me that only 60% of the budget could be allocated to non-profit community organizations.

When she first approached me and I looked at the total list, I saw three, what I thought to be very important community, not voluntary, organizations that had been left off. They had been funded last year and the year before and the year before, so I decided to take jobs away from the private sector groups who were on the list to be funded and give them to three who did not have any at all. She said that was fine and she would take it back downtown, she did not think that it would be accepted but she would try. She went downtown, I do not know whom she communicated with, and she came back to me and said it was not permitted because there was a limit on, and the limit was 60%; we raised it that way and that is it. Now if that is not a quota, what is it?

**Mr. Gaétan Lussier (Deputy Minister, Department of Employment and Immigration):** Mr. Chairman, I am not sure what you are talking about but I presume you are—

**Mr. Allmand:** I am sorry, I am talking about Challenge '86 SEED.

**Mr. Lussier:** Okay. I think, to my knowledge and certainly under my ministerial responsibility, there has been no directive

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mercredi 21 mai 1986

**Le président:** La quatre vingt-quinzième séance, fascicule 63, du Comité du travail, de l'emploi et de l'immigration est ouverte. Nous examinons ce soir les crédits 10 et 15 du budget principal pour le programme d'emploi et d'assurance.

## EMPLOI ET IMMIGRATION

Programme d'emploi et d'assurance

Crédit 10—Dépenses de fonctionnement .....\$73,932,000

Crédit 15—Subventions et contributions .....\$1,513,877,000

**Le président:** Nous accueillons ce soir le sous-ministre et d'autres fonctionnaires que nous connaissons de mieux en mieux au fil de nos séances.

Monsieur Lussier, je pense que M. Redway n'a pas assisté à nos séances jusqu'ici, il serait bon que vous présentiez de nouveau vos collaborateurs.

**M. Redway:** Je les ai déjà rencontrés.

**Le président:** Tous?

**M. Redway:** Même en votre absence, monsieur.

**Le président:** Vous étiez donc là la semaine dernière. Je présume qu'il n'y a pas de déclaration liminaire; nous passerons donc directement aux questions. Monsieur Allmand.

**M. Allmand:** Monsieur Lussier, j'aimerais savoir comment vous appelez cette règle ou cette ligne directrice qui fait que dans ma circonscription, par exemple, l'agent de projet m'a dit que seulement 60 p. 100 du budget peut être alloué aux organisations communautaires à but non lucratif, si ce n'est pas là un quota.

Lorsqu'elle est venue me voir, j'ai vu sur la liste complète que trois organisations communautaires très importantes en avaient été exclues. Elles avaient été subventionnées pendant les trois dernières années, alors j'ai décidé de retirer des emplois de groupes privés qui devaient être subventionnés pour les donner à ces trois qui ne le seraient pas. Elle m'a dit qu'elle allait rapporter cette proposition au bureau pour essayer de la faire accepter, mais sans trop d'espoir. J'ignore qui elle a vu, mais elle est revenue me dire qu'il n'y avait rien à faire à cause de la limite de 60 p. 100. Si ce n'est pas là un quota, je me demande ce que ça peut bien être.

**M. Gaétan Lussier (sous-ministre, ministère de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le président, je ne suis pas certain de bien saisir, mais je suppose que vous...

**M. Allmand:** Je m'excuse, je parle de Défi 86.

**M. Lussier:** Fort bien. À ma connaissance et sous ma responsabilité, il n'existe aucune directive en matière de quota



[*Texte*]

given in the form that you are calling "quota", or anything like it. There is no doubt that the Challenge '86 program has been set in place by the government with the intention that there will be a definite orientation to our private sector, but this was not translated in any directive from my part related to the specificity that you are telling.

It could be said to people that the target related to the balance of programs should be with private sector and non-private sector participation. But I am not aware, to quite simply put it, of any directive that has been related to establishing a quota as you call it related to Challenge '86.

• 1840

**Mr. Allmand:** I am asking what you would call it. In other words, no instructions went out from Ottawa saying in certain regions they should establish a quota or limit or whatever term you want to use with respect to non-profit community groups as opposed to private-sector groups.

**Mr. Lussier:** I am unaware of any such directive as you are referring to which could have been sent relative to establishing quotas.

**Mr. Allmand:** I must tell you I think this is scandalous. I just reported on my own constituency. I have reports from many areas in the country; as a matter of fact, after the Question Period this afternoon, I was approached by a whole group from British Columbia and they told me the project officers—these were not Members of Parliament, they were applicants—told them the same thing. The reason this particular group, a non-profit community group, was not being funded was because they had reached a limit on the moneys available for community and non-profit groups. The rest of the money was to be for the private sector.

In Montreal—you were here last night—Mr. Malépart's project officer told him the same thing. I have checked with other people in my caucus; the project officers are telling them the same thing. The applicants are telling me this. Today I got phone calls from many parts of the country. If this is the case, it means either the officials in your department are out of control and are imposing quotas without any instructions from above—and I would like you to tell me if this is possible—or they have some kind of tacit discretion given to them to do it if they please. In other words, you have left it to the regions to do this if they want to do it. Or, if they are not supposed to do it, they are acting in contravention of the rules of the department.

How do you explain the fact that so many of these project officers are telling this not only to me but also to a lot of my colleagues and to project applicants? How is it explained?

For example, if it were as fluid as you said . . . When I gave to three very well-established projects in my riding, I decided to switch around the list a bit when the project officer came. I must say the project officer was a very competent and friendly person and I congratulate the department for having people

[*Traduction*]

ou de quoi que ce soit de ce genre. Il ne fait aucun doute que le programme Défi 86 était axé sur le secteur privé, mais cela ne s'est traduit par aucune directive de ma part pour ce qui est de la limitation dont vous parlez.

Il se peut que nos agents aient été informés que le restant des programmes devait être réservé au secteur privé avec une participation du secteur bénévole. Mais je ne connais vraiment aucune directive portant quota, comme vous l'appellez, pour Défi 86.

**M. Allmand:** Je voulais justement savoir comment vous appelez ça. En d'autres termes, Ottawa n'a donné aucune instruction à certaines régions pour fixer un quota, une limite, ou ce que vous voudrez, pour les groupes communautaires à but non lucratif par opposition aux employeurs du secteur privé.

**M. Lussier:** À ma connaissance, aucune directive n'a été donné pour l'établissement de quotas.

**M. Allmand:** Je dois vous dire que je trouve cela scandaleux. Je n'ai parlé que de ma propre circonscription. J'ai entendu la même chose de plusieurs régions du pays. En fait, cet après-midi, après la période de questions, un groupe de gens venus de Colombie-Britannique est venu me dire que les agents de projet—ce n'étaient pas des députés, mais des demandeurs—leur avaient dit la même chose. La raison pour laquelle ce groupe communautaire à but non lucratif n'est pas subventionné est que la région a atteint la limite de fonds disponibles pour les groupes communautaires et à but non lucratif. Le reste des fonds est réservé au secteur privé.

A Montréal—vous étiez ici hier soir—l'agent de projet de M. Malépart lui a dit la même chose. J'ai vérifié auprès d'autres membres du caucus; les agents de projet leur disent la même chose. Les demandeurs me le disent aussi. J'ai reçu aujourd'hui des appels téléphoniques de la même veine de diverses régions du pays. Si telle est vraiment la situation, cela signifie ou bien que les fonctionnaires votre ministère font ce qu'ils veulent et imposent des quotas sans en avoir reçu l'ordre de leurs supérieurs—j'aimerais que vous me disiez si c'est possible—ou bien qu'ils sont investis de pouvoirs discrétionnaires en la matière. Autrement dit, vous laissez l'initiative aux régions d'imposer ces quotas si elles le veulent. Ou bien, si elles n'ont pas ce pouvoir, elles agissent à l'encontre des règlements du ministère.

Comment expliquez-vous le fait que tant d'agents de projet disent cela non seulement à moi, mais à plusieurs de mes collègues et aux demandeurs du programme? Comment cela s'explique-t-il?

Par exemple, si le programme était aussi souple que vous le dites . . . Lorsque j'ai donné des emplois à trois programmes très bien établis de ma circonscription, j'ai décidé de modifier un peu la liste à l'arrière de l'agent de projet. Je dois dire que cet agent de projet était un personne très compétente et

## [Text]

like this. I said: This group, this group and this group are left out this year compared to last year. They are valued in the community. The people who worked there enjoyed the work, it was career related, everything; I am going to give each of them at least one position, and I will take them away from drug-stores and things which had been given five positions. I did it as equitably as possible.

When she came back a week later, she said: No, you have your 60%; that is it. She did it in a very nice way. I did not blame her, but somebody is telling her this is the rule.

**Mr. Lussier:** I would like, probably in my own way, to look at the situation. I think Challenge '86 is a very popular program. It is a program where we have been receiving more applications than we can reply to.

**Mr. Allmand:** This is what I have experienced in any program since I have been here.

**Mr. Lussier:** This is what is happening; there is no doubt about it. A certain series of selections are going on in a process of evaluation of the value of the project. Certainly in this context, there unfortunately will always be projects which will not receive the attention the sponsors believe they deserve.

**Mr. Allmand:** I must interrupt you because you are misunderstanding me, and I do not think you are doing it on purpose. The project officer told me she thought the three projects I picked were excellent projects. If they had no quota—and I call it a quota—and just picked the best projects in the riding considering career relation, social orientation or whatever, whether public sector or private sector, those three would have been picked. The reason they were not picked was simply because they had to pick so many private sector ones and could not pick more than so many community ones.

By the way, those three came right at the end. The money was used up here and she had picked . . .

• 1845

I could have put these ones probably in place of other community ones. So it was not a question . . . She told me it was . . . and I do not want to get her in any kind of trouble, because she followed the guidelines and she was a very good public servant. But the reason these were not picked was not that they were not good. The reason they were not picked was that the 60:40 percentage thing was in effect.

By the way, it ended up 60% for nonprofit, 24% for private-sector, 7% for municipalities, and about 10% for educational projects. But that was more fluid—the municipalities and the education. It was the nonprofit community that was limited.

If you told me they could pick whatever were considered the best projects, private or public . . . if all the best projects were

## [Translation]

sympathique et je félicite le ministère d'employer des gens comme elle. Je lui ai dit: Ces trois groupes sont ignorés cette année, contrairement à l'an dernier. Ils font du bon travail dans leur collectivité. Ceux qui y travaillent aiment leur travail, qui est axé sur le développement de carrière, je vais donner à chacun de ces groupes au moins un emploi que je retirerai aux pharmacies et autres, auxquels on avait accordé cinq emplois. J'ai fait cela aussi équitablement que possible.

Lorsqu'elle est revenue une semaine plus tard, elle m'a dit: Non, vous avez vos 60 p. 100, c'est tout. Elle a dit ça très gentiment. Je ne la blâme pas parce que quelqu'un lui a dit que c'était le règlement.

**M. Lussier:** Permettez-moi d'analyser la situation sous un autre jour. Je pense que Défi 86 est un programme très populaire, pour lequel nous avons reçu plus de demandes que nous pouvons en satisfaire.

**M. Allmand:** C'est le cas de tous les programmes que j'ai connus jusqu'ici.

**M. Lussier:** Voici ce qui se passe, il n'y a aucun doute là-dessus. Le processus d'évaluation de la valeur du projet donne lieu à une série de sélections. Il est certain que dans ce contexte, il y aura malheureusement toujours des projets qui ne recevront pas l'attention que, de l'avis de leurs promoteurs, ils méritent.

**M. Allmand:** Je dois vous interrompre parce que vous m'avez mal compris et je ne crois pas que ce soit délibéré de votre part. L'agent de projet m'a dit que les trois projets que j'avais choisis étaient excellents. S'il n'y avait pas de quota—car j'appelle ça un quota—et qu'on choisisse seulement les meilleurs projets de la circonscription parce qu'ils portent sur la carrière, ou à cause de leur orientation sociale ou n'importe, qu'il tiennent à l'initiative du secteur communautaire ou privé, ces projets auraient été choisis. La raison pour laquelle ils n'ont pas été choisis est simplement que les responsables devaient choisir tant et tant de projets du secteur privé, et tant et tant de projets communautaires.

Soit dit en passant, ces trois projets étaient les derniers. Les fonds étaient épuisés et elle avait choisi . . .

J'aurais sans doute pu les mettre à la place d'autres projets communautaires. Ce n'était donc pas une question . . . Elle m'a dit que c'était . . . et je ne veux lui causer aucun ennui parce qu'elle a suivi les lignes directrices et qu'elle est un très bon fonctionnaire. Mais on n'a pas rejeté ces projets à cause de leur manque de valeur; on les a rejetés à cause de la limite de 60:40 imposée.

En passant, la proportion s'est finalement établie à 60 p. 100 de groupes à but non lucratif, 24 p. 100 pour le secteur privé, 7 p. 100 pour les municipalités et environ 10 p. 100 pour l'éducation. Mais c'était plus flexible pour les municipalités et l'éducation. Seuls les groupes communautaires à but non lucratif étaient limités.

Si vous disiez qu'ils peuvent choisir les meilleurs projets, qu'ils soient du secteur privé ou communautaire . . . si les



*[Texte]*

private, good, they could all be that way; if all the best projects were community ones, good, they could go that way; or else there could be a mix of the two at the discretion of the project officer... but the project officer really did not have any discretion there: 40%.

**Mr. Lussier:** I will certainly prepare to go back to the regions. We are an organization which is naturally very big, in the sense that we have many offices. No doubt when you try to operationalize and you are located in a CEC in any part of the country—it could be in St. John's, Newfoundland or it could be... They develop sometimes a method of operationalizing objectives; because the objective, clearly, of Challenge '86 was spelled out right from the beginning... that one of the components of Challenge '86 would be with projects that have a private-sector component.

And there could be many reasons. But you are certainly aware, at least in our experience presently, that the participation of the private sector has been in the proportion the Minister mentioned last night: 36% private sector, 64% non-private sector. Based on experience, every \$1 the federal government has been investing has been generating \$1.50 of money from the private sector for hiring those students. In comparison, if you were asking me, what happened with the nonprofit sector, well, our experience has been that for every \$1 we are investing in those projects, the non-private sector has been investing about 11¢.

What I am trying to say here is that if you look at it in the context where there are more projects than there is money available, you are concerned about creating as many jobs as possible for young people, that phenomenon is permitting us to give opportunities to young kids—more opportunities and more working opportunities during the summer—when there has been a relationship with the private sector. The reason is definitely that in this very difficult time, the transition between school and work and the practical experience that is relative to that... to give them an opportunity to have a real feeling of what is the natural environment related to labour-market circumstances is definitely giving this private-sector orientation a very important interface.

Saying that is not negating the importance also that many non-private sectors are exercising in their communities in the various parts of the country. But that exists.

But what I personally have difficulty in understanding is what the problem is all about, to be very, very, very candid in my remarks; because 64% of Challenge '86 is related to the non-private sector. That means there has been no negating the role, the importance, and the value related to certain specific projects presented by the non-private sector. On the contrary, most of the percentage has been going into that. Also, for the reasons I mentioned earlier, there have been projects related to the private sector. Again, they have not been directed by what you call quota.

• 1850

In my communication with all the regional directors general, in their decoding of the objective of the government and the operationalizations of the program, there have certainly been

*[Traduction]*

meilleurs projets étaient du secteur privé, ça va, qu'ils les choisissent; si tous les meilleurs projets sont communautaires, ça va aussi, qu'ils les choisissent; ou qu'il y ait une combinaison des deux laissée à la discrétion de l'agent de projet... mais l'agent de projet n'avait aucun pouvoir là-dessus: 40 p. 100.

**M. Lussier:** Je m'informerai certainement auprès des régions. Notre organisation est naturellement très grosse dans le sens où nous avons de nombreux bureaux. Il n'y a aucun doute que lorsque vous faites partie de la CEC dans n'importe quelle région du pays—que ce soit à Saint-Jean, Terre-Neuve, ou ailleurs—et que vous essayiez de la rendre fonctionnelle... Ils élaborent parfois des méthodes pour réaliser les objectifs. Parce qu'il est clair que les objectifs de Défi 86 ont été établis dès le début... et qu'une des composantes de Défi 86 s'occuperait des projets liés au secteur privé.

Il peut y avoir plusieurs raisons. Mais vous savez certainement, au moins selon notre expérience actuelle, que la participation du secteur privé était d'une proportion que le ministre a mentionnée hier soir: secteur privé, 36 p. 100, 64 p. 100 pour les autres. Selon notre expérience, chaque dollar investi par le gouvernement fédéral a engendré 1.50\$ du secteur privé pour embaucher ces étudiants. Par contre, si vous voulez savoir ce qui se produit pour le secteur communautaire, nous constatons que pour chaque dollar investi par le gouvernement, le secteur communautaire a investi 11¢.

Je veux dire que si vous considérez la question à la lumière du fait qu'il y a plus de projets que nous ne pouvons en subventionner, vous vous préoccupez de créer le plus d'emplois possible pour les jeunes, ce phénomène nous permet de créer des occasions pour les jeunes—plus d'occasions et plus d'occasions de travailler pendant l'été—lorsque ces projets sont liés au secteur privé. La raison en est que dans cette période difficile, la transition entre l'école et le travail et l'expérience pratique qui y est liée... pour leur donner la chance de comprendre vraiment l'environnement naturel du marché du travail, cela permet une transition très importante pour l'orientation sur le secteur privé.

Cela ne diminue en rien l'importance du travail effectué dans les communautés par les groupes communautaires des diverses parties du pays. Mais cela existe.

Personnellement, je ne comprends pas bien de quoi il s'agit, si je peux me permettre d'être très sincère, parce qu'enfin, 64 p. 100 des projets Défi 86 sont liés au secteur communautaire. C'est donc dire qu'il n'est pas question de nier le rôle, l'importance ou la valeur de certains projets spécifiques proposés par le secteur communautaire. Au contraire, le plus gros pourcentage des projets est lié au secteur communautaire. Et, pour les raisons que j'ai déjà données, certains projets sont liés au secteur privé. Mais encore une fois, ils ne sont pas régis par ce que vous appelez un contingent.

Dans mes communications avec les directeurs généraux des régions, ils ont certainement fixé des objectifs selon leur interprétation des lignes directrices du gouvernement pour la

## [Text]

expressions of objective, expressions of the directives that are related to the program which has been made public... as such, that there will be a private sector orientation. That may happen. I am quite prepared to check that and what happened in certain specific CECs or other offices, how they have really been operationalizing that in order to make it happen. Certainly, to my knowledge or under the Minister's initiative, there has not been any directive related to what you call establishment of quota. They use tools to operationalize objectives. Those tools may sometimes be perceived in a very different way than they really are in terms of how they make the little work as useful as possible for the people they serve in their territory.

**Mr. Allmand:** Now, that begins to make sense. I do not agree with the policy, but what you are saying is that at your level you have no quotas, but you have objectives. The objective is to have a proper mix between private and public sectors or community projects. You are saying that in operationalizing those objectives at the local level, the local level might do the things I am suggesting.

I am telling you that in fact they are. You can check it out. What it adds up to is a quota. They have been given these objectives of making sure there is a proper mix in their region, community or whatever, between community projects, private sector, municipalities and university projects, but in fact some of those managers you have down there, in trying to operationalize what you are saying, are doing things that amount to quotas.

It seems that they are allowed to do that. You ask me what the problem is. The problem is what is happening in these local regions is, first of all, that you have less money in SEED than you had last year. You have put money into the census and so on, but there is less money in SEED. A lot of community groups have been funded, like the very well-established group, the Montreal Association for the Mentally Retarded. It has been funded for its summer camps for mentally retarded children and adults for several years now. Last year it had 20 monitors, students who were students in social work, career-related work; this year they have only about five and a half. They will get at least five, maybe six. As a result, they are going to have to close down. They are going to have to refuse a lot of mentally retarded people.

The problem is that they are left with that situation and they see businesses, as Mr. Malépart said last night, that have been operating in the summer for years without any subsidy now getting subsidies to hire students. There are golf clubs, tennis clubs, ice cream parlours, these things at La Ronde that only operate in the summertime that Mr. Malépart referred to—they have been operating. They have paid the full salaries, the minimum wage.

These people are seeing this happening and are mad. That is the problem. They are not against the private sector getting some projects, but when the community sees very valuable social-orientated programs getting cut back or not funded at all and groups that were operating anyway...

## [Translation]

mise en oeuvre de ce programme, mais elles sont le reflet des lignes directrices du programme à l'effet qu'il serait orienté sur le secteur privé. Cela peut se produire. Je peux vérifier et voir ce qui s'est produit dans certaines CEC ou d'autres bureaux, voir comment ils ont mis le programme en oeuvre pour atteindre ces objectifs. Mais à ma connaissance ou sous la responsabilité du ministre, aucune directive relative à l'établissement d'un contingent n'a été émise. Ils ont recours à des instruments pour atteindre ces objectifs. Ces instruments sont parfois perçus comme très différents de ce qu'ils sont quant à la manière d'en faire profiter aux maximum les gens de leur région.

**M. Allmand:** Bon, on commence à se comprendre. Je ne suis pas d'accord avec cette politique, mais vous dites qu'à votre palier, vous avez des objectifs et non des contingents. Vous visez à obtenir une combinaison convenable des secteurs privé et communautaire. Vous dites que pour la mise en oeuvre de ces objectifs au plan local, il se peut que les agents de ce palier aient fixé ces limites.

Je vous dis que c'est ce qu'ils font. Vous pouvez vérifier. Et ça revient à un contingent. On leur a fixé l'objectif de s'assurer qu'il y ait une bonne combinaison dans leur région, ou leur communauté, entre les projets communautaires, ceux du secteur privé, des municipalités et de l'éducation, mais en fait, certains de vos gestionnaires ont fixé des limites qui reviennent à des contingents pour réaliser ces objectifs.

Il semble qu'on leur permette de faire ça. Vous me demandez de quoi il s'agit. Voilà ce qui se produit dans ces régions: d'abord, il y a moins de fonds que l'an dernier pour Défi 86. Vous avez réservé des fonds pour le recensement et ainsi de suite, mais il y en a moins pour Défi 86. De nombreux groupes communautaires ont été subventionnés, comme l'Association pour la déficience mentale de Montréal. Ses camps d'été pour les enfants et les adultes déficients mentaux sont subventionnés depuis plusieurs années. Ils avaient 20 moniteurs l'an dernier, des étudiants en travail social dans un travail lié à leur carrière; mais ils n'en ont qu'environ cinq et demi cette année. Ils en auront au moins cinq, peut-être six. Ils devront donc fermer des camps. Ils devront refuser de nombreuses personnes déficientes mentales.

Le problème est qu'ils sont dans cette situation et qu'ils voient des entreprises, comme le disait M. Malépart hier soir, qui, pendant des années, ont engagé des étudiants pour l'été sans subvention, obtenir maintenant des subventions pour engager des étudiants. Ce sont des clubs de golf, de tennis, de comptoirs de crème glacée et autres de la Ronde, qui ne fonctionnent que l'été, comme le faisait remarquer M. Malépart. Ils paient le plein salaire, c'est-à-dire le salaire minimum.

Les gens sont furieux de voir cela. C'est ça le problème. Ils n'ont rien contre le fait que le secteur privé obtienne des projets, mais lorsque la communauté voit que des programmes sociaux très valables sont coupés ou ne sont pas subventionnés du tout alors que des groupes qui fonctionnaient de toute façon...



## [Texte]

I would agree with that if they provided good career-related work that would not have been provided. That is fine . . . work for engineers, nurses, science students and so on. But what is happening is that they see groups that were providing summer work anyway. A lot of them are not all that related to careers. These private sector groups are good corporate citizens, but they have always hired students without these kinds of projects.

In any case, that is the problem. When the Minister gets up, or when you say in the first place that there are no quotas, if you had explained it like you did just now that maybe in the operationalization, in the field the managers may be implementing it in that way. You are opening the door. It could be that way. I am telling you in fact it is ending up that way to the applicants and Members of Parliament. That is the way it certainly looks to me and it looks like that to a lot of other people. I would like you to check it out because I am going to come back at a future meeting, when Mrs. Champagne comes on challenging. She has to appear here and we will be asking more questions about this. I mean, at least if that is what is happening. There are no allegations of misleading and so on. We know that we may disagree with the policy, but at least we know that is the way it works. That is all I have for the moment. I wanted to pursue that to the end. I will come back on other points after.

• 1855

**The Chairman:** Well, it was quite a long go, this time.

**Mr. Allmand:** Sorry.

**The Chairman:** I want to take two or three minutes of the committee's time to just supplement this line of questioning if I may. It took me back to the summer of 1973 when I was under contract to the department to evaluate what was then called the Local Initiatives Program. It had a profound effect on me, and the illustration I would like to lay out on the table. But under that particular program in that period in history, one of the regulations was that salaries could not average over \$100 per week. I remember the amount and I remember the clarity of that particular sentence.

When we went out there and did the research on the projects, we found project officers who said everybody must get paid \$100 and they just laid it on every project. We had other projects where they said nobody can make more than \$70 except the manager, because the manager has to make \$200. We had other project officers who said nobody can make \$100 on the proposal.

We recommended at that time to the department that they have a check-up system. And what I am hearing from the response to Mr. Allmand is that it is now 1986 and you do not have a check-up system on what your field officers are doing with what headquarters lays down as a policy. Is that a correct conclusion? You do not have any way inside your department of monitoring what project officers do with a directive from headquarters.

## [Traduction]

Je comprendrais s'ils offraient une bonne expérience de travail lié à la carrière qui ne serait pas offerte autrement. Fort bien.. du travail d'ingénieur, pour les infirmières et les étudiants en science et ainsi de suite. Mais ce sont les groupes qui offraient de l'emploi d'été de toute façon qui obtiennent les projets. Nombre d'entre eux offrent un travail qui n'est même pas lié à la carrière. Ces groupes du secteur privé sont de bons citoyens, mais ils ont toujours engagé des étudiants dans ce genre de projets.

En tout cas, c'est ça le problème. Lorsque le ministre ou lorsque vous dites qu'il n'y a pas de contingent, si vous expliquiez comme vous venez de le faire, que les gestionnaires sur le terrain, dans la mise en oeuvre du programme, fixent peut-être ces limites. Vous ouvrez la porte. C'est donc possible. Et je vous dis qu'en fait, c'est ce qui se produit aux yeux des demandeurs et des députés. C'est certainement mon impression, comme celle de bien d'autres. Voulez-vous bien vérifier, car je vais revenir sur la question à une autre séance, lorsque M<sup>me</sup> Champagne viendra défendre son point de vue. Elle doit comparaître ici et nous l'interrogerons à ce sujet. Au moins si c'est bien ce qui se passe. Personne ne prétend qu'on a tenté de nous induire en erreur. Nous pouvons ne pas accepter la politique, mais au moins nous savons que c'est ainsi que ça se passe. C'est tout pour le moment, mais je voulais vider la question. Je reviendrai sur d'autres points un plus tard.

**Le président:** Cette dernière intervention a été plutôt longue.

**M. Allmand:** Désolé.

**Le président:** Je voudrais prendre quelques minutes pour poursuivre sur la même lancée. À l'été de 1973, je travaillais comme contractuel pour le ministère à l'évaluation de ce qu'on appelait le Programme des initiatives locales. Cela m'a beaucoup marqué, et je vais vous dire pourquoi. Ce programme de prévoyait notamment à l'époque que les salaires ne pouvaient pas dépasser une moyenne de 100\$ par semaine. Je me souviens très clairement de ce montant et de toute cette disposition.

Lorsque nous sommes allés sur le terrain pour faire des recherches sur les projets, nous avons rencontré des agents de projet qui décrétaient que tous les participants devaient recevoir 100\$ par semaine, et c'est ce qu'ils imposaient pour tous les projets. Dans d'autres projets, ils disaient que personne ne pouvait recevoir plus de 70\$ parce qu'il fallait réserver 200\$ au directeur du projet. D'autres encore disaient que personne ne pouvait toucher 100\$.

Nous avons alors recommandé au ministère d'instaurer un système de vérification. Or, je constate, d'après la réponse qui a été faite à M. Allmand, que nous n'avons toujours pas, en 1986, de mécanisme permettant de voir comment les agents qui sont sur le terrain interprètent la politique définie par l'administration centrale. Ai-je raison? Votre ministère n'a aucun moyen de contrôler la façon dont les agents de projet appliquent les lignes directrices de l'administration centrale.

[Text]

**Mr. Lussier:** I am not sure that your conclusion, Mr. Chairman, is the one that I see.

**The Chairman:** I thought you might not.

**Mr. Lussier:** Mainly because there is, first of all, on an ongoing basis a lot of communications back and forth with the 10 regions and also the two territories, but we are talking sometimes about 800 offices across the country. It is like, if I can use that expression, when you pass a word to your colleagues and run it around the table and when it comes back to you sometimes it has some distortions. It is humanly possible that people sometimes try to give themselves, with creativity and other things, tools to do their jobs the best way they feel they can.

As it relates to whether we know it, there are two things. One, from the national headquarters, my colleagues here have very important and strong functional responsibilities day to day with the regions. Using Peter Hicks, for example, on the Canadian Jobs Strategy, he has to test the ground and follow up.

We also have our own system of internal audits—you will tell me it is like an internal audit, it is like a post-mortem, it is after the fact—which are regularly done. We have our own program evaluations that regularly test and verify what is happening. But in a normal year of operation I would be the first one to admit, and I have seen that even with the all the best will in the world by everyone, because you have such a big organization the communications aspect remains key and fundamental. There are all kinds of initiatives that have at some time been taken, and the alternative to that, let us think out loud, could be to say, stop having this centralized operation and look at it in a much more centralized manner when you direct everything.

In the fields and the mandate that belong to Employment and Immigration Canada, I personally think it would be an error to centralize the operations further, because we have been trying to make them much more responsive to what is the particular local labour market situation, both with the mix of programs and the way they work with the local community, with their MPs, and the way they interface and the leadership that has to be exercised.

When you are doing that you are, actually, feeling in a way of confidence to your people, and I think this is what, at least for me, is my guidelines in terms of what people deserve. When we look at the number of transactions this organization is involved in, maybe over 40 million in a year, sometimes there will be innovations by some people who will be detracting or giving those impressions.

• 1900

[Translation]

**M. Lussier:** Monsieur le président, je ne suis pas sûr de pouvoir tirer la même conclusion que vous.

**Le président:** C'était à prévoir.

**M. Lussier:** C'est surtout, premièrement, qu'il y a beaucoup d'échanges entre l'administration centrale et les 10 régions, sans oublier les deux territoires, mais il y a quelque 800 bureaux disséminés partout au Canada. Si vous me permettez la comparaison, c'est un peu comme le jeu du colportage de bouche à oreille; si je vous donne un message et qu'il se transmette ensuite de l'un à l'autre tout autour de la table, mon message me reviendra quelque peu déformé. Il est humainement possible que les gens essaient de se donner, en faisant preuve de créativité, des outils pour faire leur travail de leur mieux.

Quant à savoir si nous sommes au courant, il faut distinguer deux choses. Tout d'abord, mes collègues de l'administration centrale ont de très importantes responsabilités qui les mettent en contact tous les jours avec les régions. Peter Hicks, par exemple, s'occupe de la Planification de l'emploi; il doit voir comment les choses se passent sur le terrain et assurer le suivi.

De plus, nous avons notre propre système de vérification interne qui s'applique régulièrement, mais vous me direz que, comme toute vérification interne, celle-ci se fait après coup. Nous avons nos propres évaluations de programme qui nous permettent de contrôler régulièrement ce qui se passe. Au cours d'une année normale d'exploitation, je serais le premier à admettre que ce genre de problème peut se poser. Cela arrive même si tous ont la meilleure volonté du monde. Dans les organisations très importantes, les communications demeurent un aspect clé, un aspect fondamental. Il y a toutes sortes d'initiatives, de temps à autre, mais la seule autre possibilité, si l'on y réfléchit, c'est de renoncer à la décentralisation et d'exercer un contrôle direct sur tout à partir de l'administration centrale.

Étant donné le champ d'action et la mission d'Emploi et Immigration Canada, je pense, quant à moi, que ce serait une erreur que de pousser la centralisation, car nous avons essayé de rendre nos services plus sensibles à la situation du marché du travail au niveau local, aussi bien en ce qui concerne l'ensemble des programmes que le mode d'intervention, de concert avec les députés, la nature des communications et l'animation à assurer.

Lorsqu'on agit de la sorte, on établit des relations de confiance avec la collectivité. À mon avis, et c'est du moins l'orientation que j'essaie d'imprimer, c'est ce que notre clientèle mérite. Quand on voit le nombre de transactions d'une organisation comme celle-ci, c'est-à-dire plus de 40 millions par an, il est inévitable qu'il y ait parfois des innovations qui semblent divergentes ou donnent des impressions semblables.

**Le président:** Je crois que M. Allmand soulève des questions que d'autres députés ont déjà signalées. Nous recevons d'un bureau local un message que vous dites inexact, mais nous entendons ce même message de plusieurs bureaux locaux.

**The Chairman:** I think Mr. Allmand is pointing out something which other members have pointed out. There is a communication coming from your field office, which you tell



[Texte]

us is an incorrect communication. It is coming from more than one. In fact, it is coming from several.

So there is a problem for the government and for the Parliament of Canada. We have voted money to create the maximum number of jobs with a good educational component for the maximum number of young people this summer. For the private sector, \$1 spent creates two jobs. For the non-profit sector, \$1 spent creates one job. In a municipality, \$1 creates 1.25 jobs. There is a logic for spending more money on the private sector jobs, because it creates more and better paying jobs for more young people, but your officers are not saying that to people. Your officers are saying something very different.

I suspect, the root cause is something the Minister told us a year ago when she set up that first Challenge '85. She said she is guaranteeing a certain portion of the money is set aside for community non-profit. It is awfully easy for a bureaucrat down the chain to say that is his quota, that is the maximum, but the assertion from the Minister was that is a minimum. If you have a minimum this year, what Mr. Allmand is telling you is your people in the field are interpreting it as a maximum.

**Mr. Allmand:** This is happening in several places.

**The Chairman:** So you have got a problem. I think, the advice to the committee, and I see a lot of heads nodding, is we would appreciate it if you could correct the problem quickly, because it is creating a lot of ill will out there.

**Mr. Allmand:** It was the same thing the last meeting we had, where we talked about the freeze. Remember we were talking about the fact that some officers in job development were telling the people there was no money and there was a freeze. You said here there was no freeze.

By the way, I have no quarrel with decentralizing operations. At least we know what the game is. We know you are not trying to do everything from Ottawa and you are leaving a certain amount of discretion, and I can at least contest that. I can raise it in that sense and I do not accuse anybody of misleading me. If that is the system, that is the system and there are pros and cons. There are certainly pros to having a decentralized system. I would not argue in favour of a completely centralized system.

**The Chairman:** Thank you. I apologize to the committee and I hope it was helpful. Mr. Redway.

**Mr. Redway:** Thank you very much, Mr. Chairman. Since I am relatively new here, I am going to have to ask for a little assistance on a little history. Can you tell me when the department started to provide funds for summer employment? How long ago did they first start?

**The Chairman:** It was July 1971.

**Mr. Redway:** That was summer employment, Mr. Chairman.

[Traduction]

Cela n'est pas sans poser un problème au gouvernement et au Parlement du Canada. Nous avons voté des crédits pour créer le maximum d'emplois comportant un bon élément de formation pour le plus grand nombre de jeunes au cours de l'été. Si, dans le secteur privé, un dollar permet de créer deux emplois, il ne permet d'en créer qu'un seul dans les organismes à but non lucratif et 1.25 dans les municipalités. Il semble donc tomber sous le sens qu'il faut consacrer plus d'argent aux emplois du secteur privé, parce que celui-ci permet de créer pour les jeunes plus d'emplois et des emplois mieux rémunérés, mais ce n'est pas ce que disent vos agents. En fait, ils disent tout à fait autre chose.

Je soupçonne que la cause fondamentale est une déclaration que la ministre a faite il y a un an en proposant Défi 85. Elle a dit qu'elle réservait une partie du budget aux initiatives des organismes à but non lucratif. Rien de plus facile pour le bureaucrate qui est au bout de la ligne de dire qu'il doit appliquer un quota et dire que c'est là un maximum alors que la ministre a parlé de minimum. S'il y a un certain minimum cette année, M. Allmand vous dit que les fonctionnaires sur le terrain font comme s'il s'agissait d'un maximum.

**M. Allmand:** Cela se produit à plus d'un endroit.

**Le président:** Il y a donc un problème. Le Comité, si j'en juge par les signes qu'on me fait, vous serait reconnaissant de le régler sans tarder, car cela est loin de susciter l'esprit de collaboration.

**M. Allmand:** La même chose s'est produite à la dernière réunion, au cours de laquelle il a été question du blocage de fonds. Il a été question, rappelez-vous, des agents chargés du développement de l'emploi qui racontaient aux gens qu'il n'y avait pas d'argent, que les fonds étaient bloqués. Vous avez dit ici qu'il n'y avait aucun blocage.

Soit dit en passant, je ne m'oppose absolument pas à la décentralisation des services. Au moins, nous savons ce qui se passe. Nous savons que vous n'essayez pas de tout diriger à partir d'Ottawa et que vous laissez une certaine latitude aux services locaux. Je peux au moins contester, je peux soulever la question et je n'accuse personne d'essayer de m'induire en erreur. Si tel est le système, eh bien soit! Il y a du pour et du contre. La décentralisation présente indéniablement des avantages. Je ne préconiserais pas une centralisation complète.

**Le président:** Merci. Je présente mes excuses au Comité, mais je ne crois pas que cette discussion ait été inutile. Monsieur Redway.

**M. Redway:** Merci, monsieur le président. Comme je suis plutôt un nouveau venu ici, je vais devoir demander un petit historique. Pouvez-vous me dire depuis quand le ministère donne des fonds pour créer des emplois l'été? Quand a-t-il commencé à le faire?

**Le président:** En juillet 1971.

**M. Redway:** Il s'agissait d'emplois d'été, monsieur le président?

[Text]

**The Chairman:** I think that was the first Youth Summer Program.

**Mr. Allmand:** Even before then, I think departments of government, with the assistance of the department, were facilitating not the community projects for private sector, but also through the government, such as the armed forces and the R.C.M.P..

**Mr. Redway:** I think I understand the other departments because they are specialized programs, but I am wondering about your department or predecessors of your department. Was this related at any time to the whole question of the unemployment rate for summer students? Or has there always just been a chunk of money thrown out of the pot regardless of whether everybody can get a job without having any government money spent on it or whether it takes some stimulative federal government money to start to create jobs because jobs are needed? That is really what I would like to know.

**Mr. Lussier:** I am going to ask, my historian, Mr. Hicks, to help me out on it.

**Mr. Redway:** Good, I am glad there is a historian with him.

**Mr. Peter Hicks (Executive Director, Canadian Jobs Strategy, Department of Employment and Immigration):** I am afraid my history does not go back that long.

• 1905

I am not answering for the earlier period, which I simply do not know. But certainly in the last several years, the first round of the allocation decision between the programs as opposed to the regions very much takes into account the economic circumstances.

For example, the allocation in job entry between the entry and the re-entry and the summer programs very much took into account Statistics Canada's latest figures at the time on the unemployment rate of returning students vis-à-vis unemployment rates among young people generally.

**Mr. Redway:** So at least in the recent great recession and from then on, there has been some sort of relationship between the amount of money put into the program—

**Mr. Allmand:** Before that.

**Mr. Redway:**—and the rate of student unemployment?

**An hon. member:** Yes.

**Mr. Redway:** At least since then.

**Mr. Allmand:** Yes, but it is before it, too, because OFY and... For several years since the department, it has been based on it under both governments.

**An hon. member:** I think so.

**Mr. Redway:** So this has been the relationship. In theory I take it, as the number of summer jobs become more plentiful, the amount of money in this program should go down. Is this correct?

[Translation]

**Le président:** Je crois qu'il s'agissait du premier programme pour les jeunes en période estivale.

**M. Allmand:** Même avant cette époque, je crois que les ministères, avec le concours du ministère de l'Emploi, facilitaient non seulement les projets communautaires pour le secteur privé mais aussi dans les services de l'État, comme les forces armées et la GRC.

**M. Redway:** Je comprends l'intervention des autres ministères, parce qu'ils appliquent des programmes spécialisés, mais je me pose des questions sur l'action de votre ministère ou de ceux qui l'ont précédé. A-t-on jamais établi une relation entre toute cette question et le taux de chômage des jeunes en été? Ou bien a-t-on toujours dépensé un certain montant dans ce domaine sans se demander si les gens peuvent trouver du travail sans que le gouvernement n'intervienne financièrement ou s'il faut que les pouvoirs fédéraux injectent une certaine somme pour stimuler la création d'emplois? Voilà ce que je voudrais savoir.

**M. Lussier:** Je vais demander le secours de mon historien, M. Hicks.

**M. Redway:** Je suis content que vous soyez accompagné d'un historien.

**M. Peter Hicks (directeur général, Planification de l'emploi, ministère de l'Emploi et de l'Immigration):** Je crains que mes notions d'histoire ne me permettent pas de remonter si loin.

Je ne peux rien dire de la période que je ne connais pas, mais il est certain que, depuis plusieurs années, la première série de décisions sur la répartition entre les programmes plutôt qu'entre les régions tient très bien compte de la situation économique.

Ainsi, pour répartir les fonds entre les programmes Intégration et Réintégration et les programmes d'emplois d'été, on tient fort bien compte des dernières données de Statistique Canada sur le taux de chômage parmi les jeunes qui retournent aux études et parmi l'ensemble des jeunes.

**M. Redway:** De sorte que, au moins au cours de la dernière grande récession et par la suite, il y a eu une certaine relation entre les fonds injectés dans le programme...

**M. Allmand:** Avant cela.

**M. Redway:**... et le taux de chômage chez les étudiants?

**Une voix:** Oui.

**M. Redway:** Au moins depuis cette époque-là.

**M. Allmand:** Oui, mais auparavant aussi, car le programme Perspectives-Jeunesse et... Pendant plusieurs années, au ministère, cela a servi de fondement sous les deux gouvernements.

**Une voix:** Je le crois.

**M. Redway:** Par conséquent, on tient compte de cette relation. En principe, si je comprends bien, le budget de ce programme diminuera lorsque les emplois d'été deviendront plus nombreux. Est-ce exact?



[Texte]

**Mr. Lussier:** It is, I think, a reasonable understanding of the existence of this program.

**Mr. Redway:** Theoretically at least, if the private sector, the non-profit sector and municipalities were able on their own to create enough summer jobs to look after all the students, there would not be any government money go into the program. Is this correct?

**Mr. Lussier:** Again, in theory—

**Mr. Redway:** Theory. This is the theory of it.

**Mr. Lussier:** —I follow you.

**Mr. Redway:** I am glad to hear it.

Can you tell me then how much money there has been going into the summer program, let us say in the period of time since the great recession, 1981 on to now? What sorts of money have gone in in relation to the need to create summer jobs? Do you have some sort of angle on the figures?

**Mr. Lussier:** Mr. Chairman, unfortunately, I do not have the figures going back to 1981 with me.

**Mr. Redway:** How far back do you go?

**Mr. Lussier:** I have with me only those going back to 1984. I would certainly be happy to bring back to the committee figures going back to 1981.

**Mr. Redway:** I would like to see those. I would also like to have the figures you have available for 1984 and 1985. I take it you do not have anything for 1986; well, you would have something, some projections at least for 1986. You would have actuals for 1984-85 and budget or projections for 1986. Can you give me those figures?

**Mr. Lussier:** Yes. Okay. If we are talking about 1984, the figures for the federal contributions were \$125 million.

**Mr. Redway:** What was the employment . . . ? First of all, how many jobs was it supposed to create or did it create?

**Mr. Lussier:** About 65,000.

**Mr. Redway:** And what—

**An hon. member:** Across Canada?

**Mr. Redway:** I take it this is nation-wide.

**Mr. Lussier:** Yes, I am giving you national figures.

**Mr. Allmand:** What program is it?

**Mr. Lussier:** It was Summer Canada 1984.

**Mr. Redway:** And what sort of unemployment rate would there have been with students during the summer of 1984?

**Mr. Lussier:** I do not have the figure for 1984 students. I can certainly guess one, which will not be too far away from reality.

**Mr. Redway:** You have the actual figure somewhere?

**Mr. Lussier:** I have the actual figures—

**Mr. Redway:** You can get those for us.

[Traduction]

**M. Lussier:** Il me semble que c'est une conception assez juste de ce programme.

**M. Redway:** Au moins en principe, si le secteur privé, les organismes à but non lucratif et les municipalités pouvaient d'eux-mêmes créer assez d'emplois d'été pour tous les étudiants, le gouvernement n'injecterait pas d'argent dans ce programme. Ai-je raison?

**M. Lussier:** En principe.

**M. Redway:** En principe. C'est là le fondement théorique du programme.

**M. Lussier:** . . . je vous suis.

**M. Redway:** Je suis heureux de vous l'entendre dire.

Pouvez-vous me dire, dans ce cas, quels ont été les budgets des programmes d'été depuis la grande récession de 1981 jusqu'à aujourd'hui? Combien a-t-on dépensé pour créer des emplois d'été? Pouvez-vous nous dire quelle est la tendance?

**M. Lussier:** Monsieur le président, je n'ai malheureusement pas sous les yeux les chiffres qui remontent à 1981.

**M. Redway:** Jusqu'où pouvez-vous remonter?

**M. Lussier:** Je n'ai les chiffres jusqu'à 1984, mais je me ferai un plaisir de communiquer au Comité les données des exercices antérieurs jusqu'à 1981.

**M. Redway:** Je voudrais en prendre connaissance, ainsi que des chiffres que vous avez pour 1984 et 1985. Je crois comprendre que vous n'avez rien sur 1986; mais vous avez sans doute au moins des prévisions. Vous avez probablement les chiffres réels pour 1984-1985 et des prévisions budgétaires pour 1986. Pouvez-vous me les donner?

**M. Lussier:** D'accord. En 1984, les contributions du gouvernement fédéral se sont élevées à 125 millions de dollars.

**M. Redway:** Quel était le taux de chômage? Et tout d'abord, combien d'emplois a-t-on créés ou devait-on créer?

**M. Lussier:** Environ 65,000.

**M. Redway:** Et combien . . .

**Une voix:** Dans tout le Canada?

**M. Redway:** Je le crois.

**M. Lussier:** Il s'agit effectivement de chiffres sur les pays tout entiers.

**M. Allmand:** De quel programme s'agissait-il?

**M. Lussier:** Été Canada 1984.

**M. Redway:** Et de quel ordre était le taux de chômage chez les étudiants à l'été de 1984?

**M. Lussier:** Je n'ai pas ce taux, mais je pourrais aventurer un chiffre qui ne serait pas trop loin de la réalité.

**M. Redway:** Vous avez pourtant ces chiffres quelque part.

**M. Lussier:** Je les ai . . .

**M. Redway:** Vous pouvez nous les procurer.

[Text]

**Mr. Lussier:** —not here but—

**Mr. Redway:** Give us your best estimate.

**Mr. Lussier:** My best estimate would be around 21% or 22%.

**Mr. Redway:** Okay. What about 1985? How much did we put in there?

**Mr. Lussier:** Okay, for 1985, we put in Challenge '85, the SEED component of it, \$150 million.

**Mr. Redway:** You say the SEED component. This is Challenge '85. Is this what we are talking about?

**Mr. Lussier:** It is Challenge '85.

**Mr. Redway:** Is there something else in there?

**Mr. Lussier:** Yes, because there will be the collaboration with DND—

**Mr. Redway:** I see. Okay.

**Mr. Lussier:** —and other federal departments. But it is the same thing for the figures I have given you for 1984. I am not giving you 1984 total figures, I am giving you figures with the outside ones.

**Mr. Redway:** I want apples to apples, not apples and oranges.

**Mr. Lussier:** Okay.

**Mr. Redway:** Okay, so we have \$150 million in 1985. How many jobs did it create?

**Mr. Lussier:** I think it was around 93,000.

**Mr. Redway:** What was the student unemployment rate during this period of time?

**Mr. Lussier:** I will ask my historian again.

**Mr. Redway:** No guess to what it was last year?

**Mr. Lussier:** In 1985—

• 1910

**Mr. Redway:** Student unemployment during the summer.

**Mr. Lussier:** At that time, at the end of 1985, it went to 18%, but it should probably be above 1984. But I hate to give approximations to specific questions.

**Mr. Redway:** It should below 1984, is that what you are saying? Or above?

**Mr. Lussier:** I think it was still above.

**Mr. Redway:** Above 1984. There would be more unemployment in the summer in 1985 than there was in 1984?

**Mr. Lussier:** No.

**Mr. Redway:** No, the other way around. Maybe at this stage I will just stop for a minute and ask you what that figure of 18% represented. Are those people who were never able to find

[Translation]

**M. Lussier:** ... mais pas ici.

**M. Redway:** Donnez-nous votre meilleure évaluation.

**M. Lussier:** Ce serait 21 ou 22 p. 100.

**M. Redway:** D'accord. Et en 1985. Quel était le budget?

**M. Lussier:** En 1985, nous avons injecté 150 millions de dollars dans la composante Emploi d'été/Expérience de travail du programme Défi 85.

**M. Redway:** Vous dites la composante Emploi d'été/Expérience de travail. Il s'agit de Défi 85. Est-ce bien ce dont nous discutons ici?

**M. Lussier:** C'est bien Défi 85.

**M. Redway:** Y a-t-il d'autres éléments?

**M. Lussier:** Oui, car nous aurons la collaboration du ministère de la Défense nationale ...

**M. Redway:** Oui, je vois.

**M. Lussier:** ... et d'autres ministères fédéraux. Mais la même chose vaut pour 1984. Je ne vous ai pas donné le chiffre total pour 1984; je vous donne des chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments extérieurs.

**M. Redway:** Je veux que vous me donniez des données comparables d'une année sur l'autre.

**M. Lussier:** D'accord.

**M. Redway:** D'accord, le budget de 1985 a donc été de 150 millions de dollars. Combien d'emplois a-t-on créés?

**M. Lussier:** Environ 93,000, je crois.

**M. Redway:** Quel était le taux de chômage chez les étudiants à cette époque?

**M. Lussier:** Je vais encore m'en remettre à mon historien.

**M. Redway:** Vous ne voulez pas aventurer une estimation?

**M. Lussier:** En 1985 ...

**M. Redway:** Le taux de chômage chez les jeunes au cours de l'été.

**M. Lussier:** À cette époque, vers la fin de 1985, le taux est baissé à 18 p. 100, mais il est probablement supérieur à 1984. Est-ce bien ce que vous dites? Ou bien supérieur?

**M. Redway:** Le taux devrait être inférieur à 1984. Est-ce bien ce que vous dites? Ou bien supérieur?

**M. Lussier:** Je crois qu'il était encore supérieur.

**M. Redway:** Supérieur à 1984. Le chômage a été plus considérable à l'été de 1985 qu'en 1984.

**M. Lussier:** Non.

**M. Redway:** Non, ce serait plutôt le contraire. Je crois que je vais m'en tenir là pour l'instant et vous demander simplement ce que représente ce taux de 18 p. 100. S'agit-il de



[Texte]

jobs throughout the summer, or is that how it started off at the beginning of the summer, or what?

**Mr. P. Hicks:** I can tell you the answer to that question, although again, in the terms of the actual figures I think it would be wise for us to come back with the actual figures that come from Statistics Canada Labour Force Survey every summer. We do not have them with us, but it is certainly in that range.

The returning-student figure refers, if my memory serves me correctly, to students who are enrolled full-time in the month of March of the preceding year, and who indicated in the labour force survey that they were intending to return to school in the fall. That question is asked by Statistics Canada as part of the labour force survey during the months, I recollect, of May, June, July and August.

**Mr. Redway:** Have we any figure, or can we get figures, on the numbers of people who, throughout the summer, never found a job, percentage-wise?

**Mr. Lussier:** Yes.

**Mr. Redway:** You have that, but not with you, is that it?

**Mr. Lussier:** That is it.

**Mr. Redway:** Can we get those? What about your budget figures, your estimates for 1986? How much money have we got in here now?

**Mr. Lussier:** About—well, not about—\$119.5 million.

**Mr. Redway:** With \$119.5 million, how many jobs do you figure will be created?

**Mr. Lussier:** About 75,000.

**Mr. Redway:** About 75,000. What is your unemployment rate figured at for this year?

**Mr. Lussier:** We are talking about returning students?

**Mr. P. Hicks:** The first returning-student figures from the labour force survey will not be available until June. In June, Statistics Canada will produce its first figures for May.

**Mr. Redway:** I see. If you do not have the figures, on what basis did you cut down the amount of money? What was the rationale for cutting down the amount of money and the number of jobs if you did not have any figures as to what the rate of unemployment would be during the summer? How do you go about allotting that money for summer employment? If the relationship is money and jobs to the student unemployment rate, and you do not have the figures when you set the budget, how do you go about setting the budget?

**Mr. P. Hicks:** Mr. Chairman, it is clearly an imprecise art, but what we do is look at trends. As you know, there are various forecasts of overall unemployment rates, and certainly we are working on the historic patterns that exist between unemployment rates of returning students vis-à-vis the unemployment rates generally. And we are looking, certainly, at the various forecasts of unemployment rates generally.

[Traduction]

personnes qui n'ont pas pu trouver de travail de tout l'été ou bien est-ce la situation au début de l'été?

**M. P. Hicks:** Je puis vous répondre, mais, là encore, il serait préférable que nous vous communiquions par la suite les chiffres réels établis chaque été par l'enquête de Statistique Canada sur le marché du travail. Nous ne les avons pas sous les yeux, mais c'est certainement de cet ordre-là.

Le nombre des jeunes retournant aux études comprend, si ma mémoire est fidèle, les étudiants à plein temps inscrits en mars de l'année précédente et qui ont déclaré lors de l'enquête sur la population active qu'ils entendaient retourner aux études à l'automne. Je crois me souvenir que Statistique Canada pose cette question dans le cadre de son enquête sur la population active pendant les mois de mai, juin, juillet et août.

**M. Redway:** Avons-nous ou pouvons-nous avoir des chiffres sur le pourcentage des jeunes qui, tout au long de l'été, ne trouvent aucun emploi?

**M. Lussier:** Oui.

**M. Redway:** Vous les avez, mais pas ici, sans doute?

**M. Lussier:** C'est juste.

**M. Redway:** Pouvons-nous les obtenir? Quelles sont vos prévisions budgétaires de 1986? Combien avez-vous prévu pour l'instant?

**M. Lussier:** Environ ou plutôt exactement 119,5 millions de dollars.

**M. Redway:** Avec 119,5 millions, combien devrait-on créer d'emplois?

**M. Lussier:** Environ 75,000.

**M. Redway:** Environ 75,000. À combien estimez-vous le taux de chômage de cette année?

**M. Lussier:** Chez les jeunes qui retourneront aux études?

**M. P. Hicks:** Les premiers chiffres de l'enquête sur la population active ne seront connus qu'en juin. C'est en juin que Statistique Canada publiera ses premières données, celles de mai.

**M. Redway:** Je vois. Puisque vous n'avez pas de chiffres, sur quoi vous êtes-vous fondés pour réduire le budget? Pour quelle raison avez-vous réduit le budget et le nombre d'emplois, puisque vous n'aviez aucun chiffre sur le taux de chômage de l'été? Comment vous y prenez-vous pour affecter des fonds aux programmes d'emploi d'été? Si vous établissez une relation entre budget et nombre d'emplois d'une part et taux de chômage chez les étudiants d'autre part et que vous ne connaissez pas le taux de chômage au moment d'arrêter le budget, comment vous y prenez-vous?

**M. P. Hicks:** Monsieur le président, il est évident que nous ne pouvons prétendre à la précision, mais nous examinons les tendances. Vous ne l'ignorez pas, il y a diverses prévisions du taux global de chômage; nous examinons donc les relations observées par le passé entre le taux global et celui des jeunes qui retournent aux études. Et nous tenons compte également, c'est certain, des diverses prévisions du taux global de chô-

*[Text]*

making assumptions about historic relationship between returning students and other young people in the case of job entry.

**Mr. Redway:** What you are telling me is that, just like your budget figures of \$119.5 million and 75,000 jobs, you have a forecast figure for the unemployment rate. What is that?

**Mr. P. Hicks:** Again, Mr. Chairman, there is no secret to that. I do not recollect what it was in particular, but it was related to the amalgam of unemployment rates projected by three or four of the private forecasting houses, which project unemployment into the future.

There is no specific unemployment forecast that I am aware of for returning students per se. What we simply use is the general economic forecasts, and from that, work out the relationship between those general economic forecasts for unemployment rate, of which there are several, to the more traditional relationships with returning students.

• 1915

**Mr. Redway:** So you do not have a rate.

**Mr. P. Hicks:** Not an estimated rate for returning students, no; clearly not.

**Mr. Redway:** It astounds me how you arrive at your budget figure to plug into the estimates for this year which you want us as parliamentarians to pass and approve and give to you. If you do not have some sort of way to calculate this—and you did tell me to start off with that these figures are based on the relationship between unemployment and the number of jobs you want to create; that is how you plug your money in. You know how many jobs you create but you do not know why you will only want to create 75,000 jobs this year; that is what you are telling me. Am I being unfair?

**Mr. Lussier:** I would like to pick up that question because I am not sure it is what I want to tell you. I think what we are trying to express to you and the result of your interesting question and I think very legitimate interest, is that when the government decides to allocate money to specific programs and comes the time of establishing the original allocation, we are using a methodology which takes into account the overall unemployment rate and the particular circumstances in the various regions of the country. This we could tell you and give you what happened at that time, but we do not perceive its value to the process of decision, so we try to be clear. And by the way I—

**Mr. Redway:** What are all these estimated rates you are talking about?

**Mr. Lussier:** What are those estimated rates?

**Mr. Redway:** Yes, the rates that you . . .

**Mr. Lussier:** I will bring them to you, but I do not have it by memory. I do not have it, Mr. Chairman, on hand. We are

*[Translation]*

mage, en faisant des hypothèses sur les relations historiques entre les jeunes qui retournent aux études et les autres qui tentent de s'intégrer au marché du travail.

**M. Redway:** Vous me dites en fait, n'est-ce pas, que vous avez fixé votre budget à 119,5 millions et le nombre des emplois à 75,000, mais que vous avez également des prévisions quant au taux de chômage. Quel est-il?

**M. P. Hicks:** Il n'y a aucun myste là-dedans non plus, monsieur le président. Je ne me souviens pas de ce que c'était au juste, mais le taux était un compromis entre les taux de chômage prévus par trois ou quatre sociétés privées qui font des prévisions économiques.

Que je sache, il n'y a pas, à proprement parler de prévisions sur le chômage chez les jeunes qui poursuivent leurs études. Nous nous servons simplement des prévisions économiques générales et, à partir de là nous établissons les relations entre ces prévisions sur le taux de chômage—et il y en a plusieurs—et les rapports traditionnels avec le cas particulier des jeunes qui reprennent les études après l'été.

**M. Redway:** Vous ne connaissez donc pas le taux.

**M. P. Hicks:** Il n'y a certainement aucun taux estimatif du chômage chez les jeunes qui retournent aux études.

**M. Redway:** Je m'étonne de voir comment vous arrivez à établir un budget que vous inscrivez dans les prévisions de cette année, prévisions que vous nous demandez, à nous parlementaires, d'approuver afin que vous ayez cet argent. Si vous n'avez aucun moyen de calculer ce taux . . . Vous avez commencé par me dire que vous établissez vos chiffres d'après la relation entre le chômage et le nombre d'emplois à créer, que c'est ainsi que vous établissez votre budget. Vous savez combien d'emplois vous créez, mais vous n'avez pas la moindre idée des raisons pour lesquelles vous ne voulez en créer que 75,000 cette année. C'est bien ce que vous me dites, n'est-ce pas? Est-ce que je me trompe?

**M. Lussier:** Je voudrais répondre à cette question, car je ne suis pas certain que mon message soit bien passé. Ce que nous essayons de vous dire, en réponse à votre question, qui traduit un intérêt fort légitime, c'est que lorsque le gouvernement décide d'affecter des fonds à certains programmes et que le moment vient d'établir les premiers crédits, nous faisons appel à une méthodologie qui tient compte du taux global de chômage et de la situation propre aux diverses régions. Nous pouvons vous donner ces renseignements et vous dire quelle a été la situation, mais nous ne voyons pas quelle valeur cela peut revêtir dans le processus de décision. Nous essayons d'être clairs. Soit dit en passant . . .

**M. Redway:** Quels sont tous ces taux estimatifs dont vous parlez?

**M. Lussier:** Les taux estimatifs?

**M. Redway:** Oui, les taux que vous . . .

**M. Lussier:** Je vais vous les communiquer, mais je ne les ai pas en mémoire. Je n'ai pas de chiffres sous les yeux, monsieur le président. Nous ne demandons pas mieux que de communi-



[Texte]

quite prepared to get back to you and give you what has been the labour market situation for those years.

**Mr. Redway:** Presumably it is below 18%, because you are cutting down the amount of money and you are cutting down on the amount of jobs needed to provide for those people who are not going to be taken up by other summer jobs somewhere. You are nodding your head, yes, is that right, for the record?

**Mr. Lussier:** Yes. I have also the figures for 1983. I am making progress.

**Mr. Redway:** Yes, good. How did we do in 1983?

**Mr. Lussier:** In order to be able to compare 1983 I will give you the total figures for funding levels relative to youth.

**Mr. Redway:** Are we comparing apples and apples now?

**Mr. Lussier:** I will compare new apples and use 1983 as a basis.

**Mr. Redway:** Has this got dioxin in these apples?

**Mr. Lussier:** We still have two years to go; it may not be tonight but we will get to 1981.

Summer Canada 1983, the funding was \$170 million.

**Mr. Redway:** \$170 million and that compares with the other years of \$125 million and \$150 million.

**Mr. Lussier:** No, I will give you the other numbers so that you compare this time the real things with the common denominator.

**Mr. Redway:** All right.

**Mr. Lussier:** The overall figures. So that means Summer Canada including again collaboration with other federal departments, DND, the RCMP. Taking everybody, in and out, within the federal public service and outside; Summer Canada 1983, \$170 million; Summer Canada 1984, \$201 million; Challenge '85, \$205 million, and Challenge '86, \$180 million, plus \$30 million with Statistics Canada.

**Mr. Redway:** So that is really \$210 million, is that what you are telling me?

**Mr. Lussier:** Yes.

**Mr. Redway:** It is hard to get at but there you are.

**The Chairman:** I wonder if you could sort of terminate fairly quickly.

**Mr. Redway:** It seemed to me there had to be a relationship between this money, first of all, and the employment rate, and as employment became more plentiful through conventional means, we would be putting lots of money into it; you agree with that. This means that this year you anticipate it will be more plentiful than in past years because we are putting less money into it.

The other thing is that you get more bang for your buck from the private sector, as the chairman pointed out, because

[Traduction]

quer avec vous plus tard pour vous donner les renseignements sur la situation du marché du travail dans ces années-là.

**M. Redway:** Le taux est sans doute inférieur à 18 p. 100, puisque vous réduisez le budget et le nombre d'emplois à offrir à ceux qui n'en trouveront pas ailleurs pendant l'été. Vous faites signe que oui, mais je voudrais que vous répondiez pour que nous sachions bien à quoi nous en tenir.

**M. Lussier:** Oui. J'ai également les chiffres pour 1983. Je fais des progrès.

**M. Redway:** Excellent. Où en étions-nous en 1983?

**M. Lussier:** Pour que nous puissions comparer avec 1983, je vais vous donner le total des ressources financières consacrées à la jeunesse.

**M. Redway:** Nous allons comparer des pommes avec des pommes, cette fois-ci?

**M. Lussier:** De nouvelles pommes, en prenant 1983 comme point de référence.

**M. Redway:** Il y a de la dioxine dans ces pommes-là?

**M. Lussier:** Il faut remonter encore de deux ans; ce ne sera peut-être pas ce soir, mais nous y arriverons.

En 1983, le budget d'Été Canada a été de 170 millions.

**M. Redway:** Alors que les autres années, les budgets ont été de 125 et de 150 millions.

**M. Lussier:** Non, je vais vous donner les autres chiffres pour que, cette fois, vous puissiez comparer des éléments qui ont un dénominateur commun.

**M. Redway:** D'accord.

**M. Lussier:** Ce sont les chiffres pour l'ensemble. Cela veut dire Été Canada, avec, encore une fois, la collaboration d'autres services fédéraux comme le ministère de la Défense nationale et la G.R.C. Si on regroupe tout, au sein de la Fonction publique comme à l'extérieur, on obtient ceci: Été Canada 1984, 170 millions; Été Canada 1984, 201 millions; Défi 85, 205 millions; Défi 86, 180 millions et 30 millions à Statistique Canada.

**M. Redway:** C'est donc en fait 210 millions, d'après ce que vous me dites?

**M. Lussier:** Exact.

**M. Redway:** Ça n'a pas été facile, mais nous y sommes arrivés.

**Le président:** Ne serait-il pas possible de conclure assez rapidement?

**M. Redway:** Il me semblait qu'il devait y avoir une relation entre les budgets, tout d'abord, et le taux de chômage et que, les emplois dans les secteurs courants devenant plus nombreux, nous consacrerions beaucoup d'argent à ce domaine; vous êtes d'accord. Cela veut dire que, cette année, vous prévoyez que les emplois seront plus nombreux que durant les années antérieures, puisque vos budgets sont moindres.

Il y a autre chose. Vous obtenez beaucoup plus pour votre argent dans le secteur privé, comme le président l'a dit,

## [Text]

for every dollar you are creating more jobs here. I hear complaints from my own municipality for instance, that they are not getting as many dollars or as many people. I sort of analysed it that first of all less money was being put into the program. More jobs were available elsewhere, and thirdly, money was going more to the private sector which it had not done in the past. The reason for that is because they are creating more jobs with the same money. Is there any other reason I have missed? Sorry, Mr. Chairman.

• 1920

**Mr. Lussier:** No, I think Mr. Chairman will tell me that I speak too much, and I should restrain myself at this point. I think you have been covering the general factors that should influence the collaboration and the use of government money to help. Mr. Chairman, I think the ideal situation would be—and I am dreaming of it—to go from school to the labour market in an easy transition.

**Mr. Redway:** We would not have to put a dollar into it.

**Mr. Lussier:** We are dreaming of that day.

**Mr. Redway:** Yes, well that is what I am dreaming of too. Thank you.

**The Chairman:** Mr. Redway, I think the other interesting thing you uncovered is that there is an econometric model in Finance which predicts unemployment, but the department uses the Conference Board of Canada or whichever best serves the deputy minister's purpose in arguing for a bigger budget with his confreres. I think that was sort of slipped in there.

**Mr. Redway:** Mr. Chairman, I understand that there are at least six different econometric computer models in Ottawa. They all have different assumptions built into them, and they all come up with different figures.

**The Chairman:** We also use the one that states our case better!

**Mr. Redway:** None of them are supply side assumptions either. They are all Keynesian assumption models.

**The Chairman:** Do you know a supply-side economist who runs econometric models in this country?

**Mr. Redway:** No, I do not.

**The Chairman:** No, and neither do I. There may be one. Mr. Allmand.

**Mr. Allmand:** To be fair, who knows, the department might have gone to Treasury Board and asked for the same as last year. The Treasury Board which is a centralized agency may have said that \$127 million is enough, but that is within the government.

**Mr. Redway:** Well, we are getting these figures, though—

**Mr. Allmand:** Oh, I know, but what they wanted may not be what they got.

## [Translation]

puisque, pour un montant donné, on crée un plus grand nombre d'emplois. J'ai entendu des gens, dans ma propre municipalité, se plaindre de recevoir moins d'argent et moins d'emplois. D'après mon analyse, il y a tout d'abord moins d'argent d'affecté au programme, les emplois offerts dans d'autres secteurs sont plus nombreux et enfin l'argent est versé au secteur privé, ce qui ne s'était pas fait par le passé. Cette initiative a été prise parce que le secteur privé crée plus d'emplois avec les mêmes ressources. Y a-t-il une autre raison qui m'aurait échappé? Je suis désolé, monsieur le président.

**M. Lussier:** Non, monsieur le président va sans doute me dire que je parle trop et que je dois me limiter. Je crois que vous avez touché les principaux facteurs qui doivent guider l'utilisation des fonds et l'établissement de relations de collaboration. Monsieur le président, l'idéal dont je rêve serait que la transition entre le milieu scolaire et le marché du travail se fasse en douceur.

**M. Redway:** Nous n'aurions pas à déboursier un traître sou.

**M. Lussier:** Nous souhaitons que cela arrive un jour.

**M. Redway:** C'est ce que je souhaite moi aussi. Merci.

**Le président:** Monsieur Redway, vous avez mis le doigt sur un autre fait intéressant, et c'est que, même si le ministère des Finances a un modèle économétrique lui permettant de prévoir le chômage, le ministère de l'Emploi a recours aux prévisions du *Conference Board of Canada* ou à toute autre mesure qui permet au sous-ministre de réclamer un budget plus important auprès de ses collègues. Je crois qu'il y a été fait allusion en passant.

**M. Redway:** Monsieur le président, je crois qu'il y a au moins six modèles économétriques informatisés en usage à Ottawa. Tous sont fondés sur des hypothèses différentes et tous donnent des résultats différents.

**Le président:** Et nous nous servons de celui qui était le mieux notre position!

**M. Redway:** Aucun ne repose sur des hypothèses découlant de la théorie de l'offre. Ils sont tous d'inspiration keynésienne.

**Le président:** Connaissez-vous un économiste partisan de la théorie de l'offre qui applique des modèles économétriques au Canada?

**M. Redway:** je n'en connais aucun.

**Le président:** Moi non plus, mais il y en a peut-être un. Monsieur Allmand.

**M. Allmand:** Pour être juste, il faut dire que le ministère a peut-être demandé au Conseil du Trésor le même budget que l'année dernière. Le Conseil du Trésor, qui est un service centralisé, a peut-être répondu que 127 millions suffisaient. C'est une question qui relève du gouvernement.

**M. Redway:** Nous obtenons ces données, toutefois...

**M. Allmand:** C'est vrai, mais le ministère n'a peut-être pas obtenu tout ce qu'il demandait.



[Texte]

**Mr. Redway:** Oh, well, that may be. I should hope they would not get what they asked for. My gosh, that would be sacrilegious.

**Mr. Oostrom:** To follow up on Allan's question, I still do not understand. In 1984, the unemployment rate was 21% or 22%, and you spent \$125 million. Then the unemployment rate went down to 18%, and you spent \$150 million. So there does not seem to be the relationship you just indicated. So I do not know how these things are worked out.

I also have a note here from the researcher which says that the total appropriations figure of \$1.5 billion for human resource development does not include \$164 million for Challenge '86 to be appropriated in Treasury Board vote 10. He now gives a figure of \$164 million. You just mentioned a figure of \$119 million. I really do not know where I am at. As a new member, I am in a puzzle.

**Mr. Lussier:** I think you have two questions. One relates to the higher unemployment level, and I would like Mr. Hicks to help you, and then I will ask Mr. Gauvin to help you on the budget side of it.

**Mr. P. Hicks:** Mr. Chairman, perhaps I should have interjected earlier, because my remarks over the last several years have been attributed to indicating back to 1981. There have in fact been a number of different approaches during that period. The methodology I was referring to is a methodology that was used with the Canadian Jobs Strategy and the various programs that immediately preceded it in the past several years. They basically relate to each other. It is clearly not a black box for the reasons that you have said, because we do not know in advance the estimates of returning students.

It relates to an estimate of the share of the total budget available to us under the Canadian Jobs Strategy and its preceding programs in terms of how we allocate that by region. We have an economic variable, such as the unemployment rate, entered into that to use in the allocation of shares. It is not a scientific model in the sense that a set of econometric models generates a budget. It is nothing like that at all. It is a question of taking the available budget, allocating it by programs based on the unemployment rate. And certainly, more recently, we have been looking in particular under the Canadian Jobs Strategy at the returning student unemployment rate.

For job development, for example, we have been looking at the changes in the long-term unemployed. For job re-entry, we have been looking at the unemployment rate for women, I believe—although I will have to vouch for that—over a certain age and certainly, that is available.

[Traduction]

**M. Redway:** Peut-être. J'espère bien qu'il n'obtient pas tout ce qu'il demande. Ce serait sacrilège.

**M. Oostrom:** Pour en revenir à la question d'Allan, je ne comprends toujours pas. En 1984, le taux de chômage était de 21 ou 22 p. 100 et vous avez dépensé 125 millions. Ensuite le taux est descendu à 18 p. 100, et voilà que vous dépensez 150 millions. Il ne me semble pas que la relation que vous avez décrite soit respectée. Je ne vois pas très bien comment on arrive à ces résultats.

J'ai ici une note de nos services de recherche. Il semblerait que le total des montants affectés au développement des ressources humaines soit de 1,5 milliard, mais que cela ne comprend pas les 164 millions de Défi 86 prévus au crédit n° 10 du Conseil du Trésor. Cette note me donne un chiffre de 164 millions alors que vous venez de parler de 119 millions. Je ne sais plus où j'en suis. Comme nouveau député, je dois dire que je suis perdu.

**M. Lussier:** Il y a là deux questions. Il y a tout d'abord la hausse du niveau de chômage. M. Hicks nous donnera des explications là-dessus. Je demanderai ensuite à M. Gauvin de vous renseigner sur les questions budgétaires.

**M. P. Hicks:** Monsieur le président, j'aurais peut-être dû intervenir plus tôt, car on a interprété mes observations sur les dernières années comme s'appliquant à la période débutant en 1981. En fait, il y a un certain nombre d'approches différentes au cours de cette période. La méthodologie dont j'ai parlé est celle qui a servi au programme de Planification de l'emploi et aux programmes qui l'ont immédiatement précédé, depuis quelques années. Ceux-ci sont parents entre eux. Ce n'est certes pas ce que l'on peut appeler une boîte noire pour les raisons que vous avez données, car nous ne pouvons connaître à l'avance le nombre des jeunes retournant aux études.

Il s'agit d'évaluer la part du budget total qui nous revient dans le cadre de la Planification de l'emploi et des programmes qui l'ont précédée et ensuite de répartir les fonds entre les régions. Nous tenons également compte d'une variable à caractère économique c'est-à-dire le taux de chômage, pour assurer la répartition. Il ne s'agit pas d'un modèle scientifique comme les modèles économétriques utilisés pour établir un budget. Cela n'a rien à voir. Il s'agit de prendre le budget disponible et de le répartir entre les programmes en fonction du taux de chômage. Plus récemment, nous nous sommes assurément préoccupés, dans le cadre de la Planification de l'emploi, du taux de chômage chez les jeunes qui retournent aux études.

Pour ce qui est du développement de l'emploi, par exemple, nous avons examiné les changements survenus dans le chômage prolongé. Quand à la réintégration sur le marché du travail, nous avons examiné le taux de chômage chez les femmes, je crois—bien que je doive vérifier cette affirmation—qui ont dépassé un certain âge. Nous possédons certainement ces renseignements.

**[Text]**

It is a question of using those figures, you know, to give a rough cut at the allocation of that fund by program under the Canadian Jobs Strategy. In the earlier years when there was not a Canadian Jobs Strategy and it was Summer Canada versus Canada Works and other programs, other program elements entered into that and certainly, we could reconstruct it.

But more recently, under the Jobs Strategy, it has been a set of figures that are based on returning students vis-a-vis the unemployment for the long-term unemployed and so on.

**Mr. Paul Gauvin (Executive Director, Finance and Administration, Department of Employment and Immigration):** Mr. Chairman, in terms of the estimates, the member is quite right when you mentioned that. We have \$1,513,000,000 in the human resource activity and it is basically money for the Canadian Jobs Strategy.

In addition to that, as your researchers suggest, there is also \$148 million that will be transferred from a Treasury Board vote through supplementary estimates into this Department for Challenge '86. The reason for this is because when the money is appropriated for Challenge '86, it is not really sure how much goes to other departments and how much goes to CEIC.

As a result of that, it is in the Treasury Board vote and when the decision is made later on, it is done through a Treasury Board submission and then later on in the year in order to adjust the estimates, it is just a transfer from a Treasury Board vote into the departmental vote. It is confusing, but that is the way estimates work.

**Mr. Oostrom:** But is that \$64 million then part of the \$180 million plus \$30 million?

**Mr. Gauvin:** Yes. When we talk about \$180 million plus the \$30 million for Statistics Canada, yes, we are all talking the same money. When we talk \$210 million, that is the total Challenge '86 budget.

Now, most of it is funded from Treasury Board, which is then distributed to the various departments. In other words, \$30 million will be going to StatsCan, but it is all related to Challenge '86. A big portion will be coming to CEIC and others will be going—

**Mr. Lussier:** —148; that is the question.

**Mr. Gauvin:** Right. And others will be going to DND, RCMP, etc. But it is all related to Challenge '86.

**The Chairman:** Can I just come in on a supplementary at this point? The figure in your part 3 is 163.8; you are talking 148.

**Mr. Gauvin:** Okay. The reason I mentioned 148; I was talking of program funds. Now the difference is operating fund; what goes in order to pay our own employees to administer this program.

**Mr. Oostrom:** I would like to come back again to questions I asked earlier. The total Canadian Jobs Strategy Program,

**[Translation]**

Il s'agit d'utiliser ces données pour répartir approximativement les fonds entre les programmes dans le cadre de la Planification de l'emploi. Au cours des années qui ont précédé la Planification de l'emploi, à l'époque où nous avions les programmes Été Canada, Canada au travail et ainsi de suite, il fallait tenir compte d'autres éléments de programme et nous pourrions certainement faire une reconstitution.

Plus récemment, dans le cadre de la Planification de l'emploi, nous avons eu une série de données permettant de distinguer par exemple le chômage chez les jeunes qui poursuivent leurs études et le chômage prolongé.

**M. Paul Gauvin (directeur général, Finances et administration, ministère de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le président, le député avait raison, lorsqu'il a parlé des prévisions budgétaires. Nous avons 1,513,000,000\$ pour les ressources humaines, et ces fonds sont presque entièrement destinés à la Planification de l'emploi.

Il y a également, comme vos services de recherche l'ont remarqué, 148 millions qui seront transférés dans les prévisions supplémentaires d'un crédit du Conseil du Trésor au ministère pour Défi 86. Si on a procédé de cette façon, c'est parce qu'au moment de l'affectation des fonds à Défi 86, on ne savait pas au juste quel montant reviendrait à la CEIC et aux autres ministères.

Par conséquent, les fonds sont compris dans le crédit du Conseil du Trésor et, lorsque les décisions sont ensuite prises, une soumission est adressée au Conseil du Trésor et, plus tard au cours de l'année, il y a transfert du crédit du Conseil du Trésor à celui du ministère. Cela semble bien compliqué, mais c'est ainsi qu'on procède dans les prévisions budgétaires.

**M. Oostrom:** Mais ces 64 millions sont-ils compris dans les 180 millions et les 30 millions?

**M. Gauvin:** Oui. Lorsqu'on parle des 180 millions et ensuite des 30 millions pour Statistique Canada, il s'agit des mêmes fonds. L'ensemble du budget de Défi 86 s'établit à 210 millions.

La plupart de ces fonds proviennent du Conseil du Trésor, qui les répartit entre les divers ministères. En d'autres termes, Statistique Canada recevra bien 30 millions, mais tout cela est compris dans le programme Défi 86. Une grande partie des fonds ira à la CEIC, mais il y en aura d'autres qui...

**M. Lussier:** ... 148 millions; c'est ça la question.

**M. Gauvin:** Effectivement. Des fonds seront également accordés à la Défense nationale, à la G.R.C. et ainsi de suite. Tout cela est englobé dans le programme Défi 86.

**Le président:** Puis-je poser une question supplémentaire? Les chiffres qui figurent dans la Partie III de votre ministère sont de 163,8 millions et voici que vous parlez de 148.

**M. Gauvin:** Je vois. Les 148 millions correspondent aux fonds réservés au programme. La différence s'explique par les frais d'exploitation, c'est-à-dire les fonds nécessaires pour payer nos propres employés chargés d'appliquer le programme.

**M. Oostrom:** Je voudrais revenir sur deux questions que j'ai déjà posées. Lorsque vous avez conçu l'ensemble du pro-



*[Texte]*

when you build that up and you come to a figure of \$1.5 billion, you must have some idea where these funds are going to go, which program these things are going to go to, whether it be job strategy, skill investments, skill shortages; you must have some idea of what you want to get out of these programs.

So has any thought been going into it? There must have been, because you are allocating it by region and you are allocating it by, you know... And there again, last year, it was provided in the estimates; this year, it is not.

Last year, of course, there were different components; they called them different last year—job development skills, shortages, job entry, you know. Okay. But why was that breakdown not in the estimates this time, this year?

**Mr. Gauvin:** Mr. Chairman, the reason the dollars were not distributed this year is that last year, we had the old programs and in September, we started the Canadian Jobs Strategy. Now the reason the funding was not distributed in the estimates is because the estimates were really worked on last summer during August, September, October, and they were published on October 31, actually.

So at the time the estimates were published, the money had in fact not been distributed, and what we had in here was a total. If you look at last year's estimate, you will find the large amount of money that came in for job creation was really after the estimates were published all through supplementary estimates.

This year, for the first time in many years, all of it was received before the estimates were published but were distributed by program. So in fact, as we now go through the year, they are all in the same vote but we can in fact distribute it by program among the regions.

• 1930

**Mr. Oostrom:** I have one last question. I still want to know what options you have considered which were suggested by the Nielsen Task Force with regard to job creation? Has some of this been incorporated in the estimates and in what form?

**Mr. Lussier:** As it relates particularly to the blue book or the main estimates, I think the preparations of the cycle related to putting together the blue book probably came before the ministerial review task force would have been producing its report, and its report will be fed back to us in terms of their own recommendations.

In the questions related to the estimates, as they appear in front of you, I do not think you would find any result of the observations as expressed in the blue book.

**Mr. Oostrom:** Do you expect we will later on when breakdown and supplementary estimates come in?

**Mr. Lussier:** It depends on which part you are referring to. There were in fact two studies which were directly related to

*[Traduction]*

gramme de Planification de l'emploi et que vous avez établi un budget de 1,5 milliard de dollars, vous deviez avoir une idée de la répartition de ces fonds entre divers programmes, que ce soit la planification de l'emploi, le développement ou les pénuries de main-d'oeuvre spécialisée. Vous deviez avoir une petite idée de ce que vous vouliez obtenir de ces programmes.

Avez-vous réfléchi à la question? C'est probablement, parce que vous répartissez les fonds par région et par secteur... Et puis l'an dernier, cela été indiqué dans les prévisions budgétaires, mais ce n'est pas le cas cette année.

Évidemment, les éléments étaient différents l'an dernier; les appellations étaient différentes: développement et pénuries de main-d'oeuvre spécialisée, intégration et ainsi de suite. Pourquoi ne donne-t-on pas cette ventilation dans les prévisions cette année?

**M. Gauvin:** Monsieur le président, c'est parce que l'an dernier, c'étaient les anciens programmes qui s'appliquaient. En septembre, nous avons adopté la Planification de l'emploi. Si la répartition des fonds ne figure pas dans les prévisions, c'est que celles-ci ont, en fait, été préparées l'été dernier, en août, septembre et octobre; elles ont été publiées le 31 octobre, pour tout dire.

Au moment de la publication, les fonds n'avaient pas encore été répartis, si bien que nous n'avons indiqué que le total. Si vous examinez les prévisions de l'an dernier, vous constaterez que le gros de l'argent qui a été injecté dans la création d'emplois l'a été en fait après la publication des prévisions, au moyen des budgets supplémentaires.

Cette année, pour la première fois depuis de nombreuses années, tout a été reçu avant la publication des prévisions mais réparti par programme. En fait, tout est regroupé dans le même crédit, mais, au fur et à mesure que l'année avance, nous pouvons répartir l'argent entre les programmes et entre les régions.

**M. Oostrom:** Une dernière question. Je voudrais savoir quelles possibilités vous avez envisagées parmi celles proposées par le groupe de travail Nielsen en matière de création d'emplois. En a-t-il été tenu compte dans les prévisions et de quelle façon?

**M. Lussier:** En ce qui concerne plus particulièrement le Livre bleu ou le Budget principal des dépenses, le cycle de préparation a probablement débuté avant que ne soit publié le rapport du groupe de travail; les recommandations de ce rapport nous seront renvoyées.

Dans les prévisions budgétaires telles que vous les avez devant vous, je ne pense pas qu'on trouve trace des observations du groupe.

**M. Oostrom:** Croyez-vous que ce sera le cas plus tard, lorsque viendront la ventilation des dépenses et les budgets supplémentaires?

**M. Lussier:** Cela dépend de ce dont vous voulez parler. Il y a eu en fait deux études portant directement sur Emploi et

## [Text]

Employment and Immigration Canada. One was in terms of the employment services and job creation, and the other one was in relationship to immigration. There are recommendations which have been implemented in terms of the result of this. There are others still under active consideration, and there are others which it is possible the committee will want to look at it itself at some point in time. I think it is a mixture of things related to those two studies you are referring to but which have not, as far as I can tell, been impacting into the blue book you have in front of you.

**Mr. Oostrom:** All I can say is it is extremely confusing, particularly for new members, to go through this maze and come up with any intelligent questions, because all of this is not very clear. But I will leave my questioning for now.

**The Chairman:** It is more confusing than in some past years when I sat on this committee. There have been a lot of mid-fiscal-year changes and the comparisons are more difficult than they should be if the same kinds of programs continue for another year.

But the committee is very interested in spending its time wisely, and the issue of the Nielsen Task Force recommendations is important. The committee would be quite upset if we went through a series of public hearings to arrive at a conclusion when the decision had already been made and implemented prior to the examination. It may be helpful if you could quietly indicate to some of our researchers that some things are still on the table and other things we might be wasting our time on. We could look at them in retrospect, but we would like to get out ahead of some decisions with some advice, and we need some help and guidance from the department on this. I think this is what Mr. Oostrom is after.

Mr. Tremblay.

**M. Tremblay (Lotbinière):** Oui, merci.

Je remercie mon collègue, M. Peterson, de me donner la parole.

Une question reliée indirectement aux projections. On dit, à la page 3 du document qu'on m'a remis:

En juin 1985, le gouvernement a révisé sa stratégie relative au marché du travail. En conséquence la structure du programme d'emploi et d'assurance a été modifiée. À partir de 1986-1987, le programme d'emploi et d'assurance comportera quatre activités: mises en valeur des ressources humaines, service national de placement, assurance-chômage, gestion du programme et services communs.

Comme me disait mon ancien professeur de procédures civiles, qu'est-ce que c'est, cette affaire-là? Etes-vous en train de dire que vous allez restructurer l'appareil des fonctionnaires par le biais de l'assurance-chômage du Canada qui administrera maintenant les quatre activités nommées ici?

• 1935

**M. Lussier:** Oui, monsieur le président. Votre question est excessivement intéressante. Nous essayons «d'articuler» le

## [Translation]

Immigration Canada. L'une a été consacrée aux services d'emploi et à création d'emploi et l'autre à l'immigration. Il y a des recommandations auxquelles il a été donné suite. D'autres sont toujours à l'étude et il y en a d'autres encore que le Comité voudra peut-être examiner lui-même à un moment donné. C'est un ensemble d'éléments qui se rapportent à ces deux études, mais, à ma connaissance, ils n'ont eu aucune incidence sur le Livre bleu que vous avez sous les yeux.

**M. Oostrom:** Tout ce que je puis dire, c'est que, surtout pour les nouveaux députés, il est extrêmement difficile de s'y retrouver dans ce labyrinthe et de poser des questions qui tiennent debout. Ce n'est vraiment pas clair. Je m'en tiendrai là pour l'instant.

**Le président:** C'est plus déroutant que certaines autres années où je faisais partie de ce Comité. Il y a eu beaucoup de modifications apportées en cours d'exercice, et les comparaisons sont plus difficiles à établir que lorsque les mêmes programmes sont repris d'une année à l'autre.

Quoi qu'il en soit, le Comité tient à faire un usage judicieux de son temps, et les recommandations du groupe Nielsen sont importantes. Il serait fort mécontent de tenir une série d'audiences publiques pour tâcher d'arriver à une conclusion si les décisions étaient prises et appliquées avant même ses travaux. Il serait utile que vous disiez bien calmement à nos chercheurs quelles sont les questions encore en discussion afin que nous ne perdions pas notre temps. Nous pourrions faire une étude après coup, mais nous voudrions avec les conseils voulus, nous mettre à l'oeuvre avant que les décisions ne soient prises; il nous faut pour cela l'aide et les conseils du ministère. Voilà ce qui préoccupe M. Oostrom, j'en ai l'impression.

Monsieur Tremblay.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** Thank you.

I thank my colleague, Mr. Peterson, for yielding to me.

My question is indirectly linked to estimates. On page 3 of the paper I was handed, I read this:

In June 1985, the government revised its labour market strategy and, consequently, the employment and insurance program structure was changed. Starting in 1986-87, this program will include four activities: development of human resources, national placement service, unemployment insurance, and common services.

What is that kind of business, as my civil procedure professor used to say? Are you telling us that you will reorganize the services and that those four activities will be administered through the UI department?

**Mr. Lussier:** Yes, Mr. Chairman. Your question is extremely interesting. We are trying to explain to the best of



[Texte]

mieux possible les endroits où le budget, étudié par ce Comité, est alloué dans les opérations du Ministère.

Je voudrais commencer par votre première question qui nous situe dans la stratégie du marché de l'emploi et de l'annonce que M<sup>me</sup> MacDonald, la Ministre, en faisait, en juin 1985. Historiquement, tout cela avait commencé avant la Conférence des premiers ministres, à Régina, au mois de février de 1984. Les premiers ministres, avaient convenu qu'il était important de porter une attention particulière à la question des ressources humaines et à une série d'objectifs et de principes qui devraient guider les deux niveaux de gouvernement en ce qui concerne les ressources humaines et leur intégration sur le marché du travail.

Au mois de juin, pour revenir à votre question, c'était la réaction du gouvernement fédéral, par l'entremise du ministre de l'Emploi et de l'Immigration, sur la façon dont le gouvernement fédéral articulera sa stratégie du marché de l'emploi. Ceci étant dit, je réponds plus précisément à votre question. Si je comprends bien, votre question retourne dix ans à l'arrière. Sommes-nous en train d'accomplir une réorganisation? Non, ce n'est pas le cas.

Prenons la question de l'assurance-chômage. L'assurance-chômage est un compte qui relève de la Commission de l'emploi et de l'immigration. *Grosso modo*, 80 p. 100 provient de la contribution des employés et des employeurs pour le financement du régime d'assurance chômage. A cela s'ajoute une contribution globale du gouvernement fédéral d'à peu près 20 p. 100. C'est l'assurance-chômage.

En termes budgétaires, nous isolons ce compte en tenant compte des sources et des objectifs de financement du régime d'assurance-chômage. Voilà pour l'assurance-chômage.

Vous mentionnez aussi les services d'emploi. On sait que le Ministère de l'Emploi et de l'Immigration a un réseau de centres d'emploi, à travers le Canada. Nous voulons vous indiquer que rien n'est changé; nous voulons simplement vous expliquer, le plus clairement possible, le budget opérationnel relié au financement des centres d'emploi du Canada.

**M. Tremblay (Lotbinière):** Rien n'est changé?

Voyons d'autres programmes. Le programme de développement de l'emploi, d'intégration professionnelle, d'acquisition de compétence ou encore les collectivités. Ces programmes sont actuellement distincts, si je comprends bien, des programmes du ministère de l'Emploi et Immigration. Est-ce exact?

**M. Lussier:** Oui. Pour m'exprimer le plus simplement possible ici ce soir, les centres d'emploi paient simplement le personnel qui rend des services de conseiller, de placement, etc.

**M. Desrosiers:** On ne voit pas souvent de placement chez vous...

**M. Lussier:** Comment s'y retrouver? Un vote traite spécifiquement des programmes, c'est-à-dire des sommes d'argent qui ne sont pas assignées à l'opération du service même, mais assignées à des programmes, à des tiers partis, soit des individus ou autres. Celui auquel vous faites allusion

[Traduction]

our ability where money is being allocated to departmental operations under the budget being studied by the committee.

I would like to begin with your first question on employment strategies and Ms MacDonald's announcement in June, 1985. It all began with the First Ministers' Conference in Regina in February, 1984. The Premiers had agreed that it was important to pay particular attention to the question of human resources and to the objectives in principle that should serve as a guide to both levels of government in matters of human resources and integration in the labour market.

To return to your question, in June the federal government reacted, through the Minister of Employment and Immigration, by outlining its labour market strategy. Having said that, I will answer your question more specifically. If I understand correctly, you are referring to what happened 10 years ago. Are we currently reorganizing? No, we are not.

Let us take the unemployment insurance issue. Unemployment insurance is the responsibility of the Employment and Immigration Commission. Generally speaking, 80% of contributions to the unemployment insurance scheme comes from employees and employers. The federal government adds about 20%. That is unemployment insurance.

We set aside this money in the budget, taking into consideration the sources and the financing objectives of the unemployment insurance scheme. I hope that answers your question on unemployment insurance.

You also mentioned employment services. You know that the Department of Employment and Immigration has a network of employment centres throughout Canada. Nothing has changed. We just want to explain to you as clearly as possible the financing of these Canada Employment Centres.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** Nothing has changed?

Let us look at other programs, such as job development, job entry, skill investment, or community futures. If I understand correctly, these programs are separate from Department of Employment and Immigration programs. Is this correct?

**Mr. Lussier:** Yes. In simple terms, the employment centres simply pay the staff that provide advisory or placement services, and so forth.

**Mr. Desrosiers:** We do not see placement very often in your...

**Mr. Lussier:** How do we explain this? One vote deals specifically with programs, namely the amount of money that is not allocated to the operation of the service itself, but allocated to programs or third parties, whether individual or others. The one you are referring to is the Canadian Job Strategy that includes six programs.

[Text]

concerne la stratégie du marché de l'emploi qui comprend six programmes.

**M. Tremblay (Lotbinière):** D'accord.

**M. Lussier:** C'est ce qui se répète dans le Livre bleu, dans le 1 milliard 513 millions de dollars.

• 1940

Quatrièmement, le financement des services communs: Les services communs, c'est un regroupement des services de soutien opérationnel du Ministère et de la Commission. Je vous donne des exemples précis. Les services du personnel, de dotation, etc., font partie des services communs; les services administratifs, financiers font partie des services communs. Ce sont des services qui existent au sein de l'organisation, mais qui peuvent être affectés au soutien des cellules, si vous voulez. On parle de centres d'emploi ou d'immigration. Ces services sont là pour aider tout le monde. Cela veut dire quoi? Cela peut être relié à l'allocation des locaux, à l'approvisionnement en meubles, en équipement, etc.

**M. Tremblay (Lotbinière):** Je vais vous poser une sous-question. Evidemment, nous avons du personnel pour répondre aux besoins de l'assurance-chômage. Normalement, un bureau d'assurance-chômage s'occupe aussi de recherche d'emploi, malgré les remarques de mon savant collègue d'Hochelaga—Maisonnette. De plus, il y a un autre service qui administre les programmes de création d'emplois. Est-ce qu'il y a modification à ce niveau-là? A-t-on décidé récemment d'unir ces services pour éliminer un certain nombre de fonctionnaires? Bref, a-t-on décidé de modifier ce qui existe actuellement au niveau du fonctionnement de ces programmes?

**M. Lussier:** Je saisis très bien le sens de votre question. Pour que ce soit très clair, on parle de ce qu'on appelait les services du développement de l'emploi. Au Québec, on appelle cela la DDE.

Le service du développement de l'emploi était et est encore un service dont la fonction principale était de livrer les programmes reliés à la création d'emplois. On se rappellera Canada au travail.

**M. Tremblay (Lotbinière):** Et Défi 86.

**M. Lussier:** Défi 85, et Défi 86. Par le passé, les activités étaient beaucoup plus cycliques.

**M. Tremblay (Lotbinière):** Il y avait des périodes plus intensives, mais ça fonctionnait 12 mois par année.

**M. Lussier:** Mais le personnel variait. La stratégie de l'emploi met maintenant l'accent sur la continuité dans six programmes. Par conséquent, nous nous sommes demandé si n'aurions pas avantage à desservir notre clientèle au moyen d'une seule fenêtre de service. Nous essayons maintenant de penser le service en fonction de la situation géographique, en fonction de l'équilibre des programmes qui seront livrés dans le cadre de la stratégie de l'emploi. Cela va nous amener à réunir certaines opérations, de sorte qu'au lieu d'avoir les services de création d'emplois d'un côté et les services d'emplois de l'autre comme autrefois, on aura, dans certaines circonstances un

[Translation]

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** Very well.

**Mr. Lussier:** It is included in the Blue Book under the \$1,513 billion.

Fourthly, financing common services. Common services are the operational support services of the Department and the Commission. I will give you specific examples. Personnel and staffing are part of common services, as well as financial and administrative services. These are services within the organization which can be assigned to support other units, if you like. Employment and immigration centres, for instance. These services exist to help everyone. What does this mean? It might be allocating offices, supplying furniture, equipment, and so forth.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** I have a supplementary question to ask you. Clearly, we have staff to handle unemployment insurance. Normally, an unemployment insurance office also deals with employment research, in spite of the remarks made by my learned colleague from Hochelaga—Maisonnette. Moreover, there is another service that handles job creation programs. Has there been any change there? Has there been a recent decision to amalgamate the services in order to eliminate a certain number of employees? In short, has a decision been made to change the status quo of these programs?

**Mr. Lussier:** I understand your question very well. I would like to make one thing very clear: we are talking about job development services. In Quebec this is called DDE.

Job Development was and still is a program mainly concerned with Job Creation. You will remember Canada Works.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** And Challenge 86.

**Mr. Lussier:** Challenge 85 and Challenge 86. In the past, activities were much more cyclical.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** There were periods of greater activity, but it operated 12 months a year.

**Mr. Lussier:** But the staff varied. The job Strategy emphasizes the continuity of the six programs. As a result, we thought we could better serve our clients through a single service. We are now reviewing the service in terms of geographical location and program equilibrium under the Job Strategy. This will mean amalgamating certain operations, so that instead of having job creation services on one side and employment services on the other, as was the case in the past, we will have a unified and parallel network under certain circumstances. These things are currently being studied.



[Texte]

réseau parallèle unifié. Ce sont des choses qui sont actuellement à l'étude.

**M. Tremblay (Lotbinière):** Il n'y a aucune décision de prise?

**M. Lussier:** Il n'y a aucune décision finale de prise sauf en ce qui concerne l'objectif. L'objectif est d'offrir un meilleur service.

• 1945

**M. Tremblay (Lotbinière):** Donc, on prendra éventuellement des décisions à ce sujet. Vous y réfléchissez sérieusement, et vous êtes probablement assez avancés. Qui est responsable de la décision finale au niveau des fonctionnaires? Qui est responsable de ce dossier? On sait bien qu'ultimement, c'est la ministre, mais la ministre décide en fonction de ce qu'on lui recommande. Qui est responsable de la recommandation à la ministre?

**M. Lussier:** À un moment donné, votre humble serviteur aura le dossier en main et fera la recommandation à la ministre.

**M. Tremblay (Lotbinière):** Avez-vous consulté les députés à ce sujet?

**M. Lussier:** Il y a quelques mois, j'ai été invité à rencontrer la députation du Québec, ce que j'ai fait.

**M. Tremblay (Lotbinière):** Je suis du Québec et je ne vous connaissais pas. Je ne me rappelle pas avoir été consulté, mais il est possible que j'aie été invité et que je n'aie pas eu le temps d'aller vous rencontrer. Je sais qu'il y a énormément de problèmes de fonctionnement à ce niveau. Avez-vous une date limite pour faire votre recommandation? Devez-vous la faire au cours de l'été ou du printemps?

**M. Lussier:** La décision finale devrait être prise au cours de l'été.

**M. Tremblay (Lotbinière):** Au cours de l'été. Avez-vous consulté les députés de l'extérieur du Québec?

**M. Lussier:** Je ne l'ai fait, mais je prends note de votre suggestion.

**M. Tremblay (Lotbinière):** Ne pensez-vous pas que ce serait une bonne chose?

**M. Lussier:** Oui, je pense qu'il est toujours très utile d'avoir...

**M. Tremblay (Lotbinière):** Monsieur le président, je propose que le sujet soit ramené au Comité et qu'on fasse une invitation particulière à M. Lussier qui pourra nous donner plus de détails sur la recommandation qui sera faite à la ministre.

**Le président:** Il y a une réunion du Comité directeur demain.

**M. Tremblay (Lotbinière):** Oui, c'est vrai. Je ferai ma proposition à ce moment-là.

Selon ce qu'on décidera, monsieur Lussier, nous aurons peut-être une rencontre ultérieure à ce sujet. Puis-je vous faire une demande bien humblement? Si jamais vous n'étiez pas

[Traduction]

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** No decision has been made?

**Mr. Lussier:** No final decision has been made except with respect to the objective. The objective is to provide better service.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** So decisions will eventually be made. You are thinking about it seriously and you are probably fairly advanced. Who, among the officials, is responsible for the final decision? Who is responsible for this matter? We know that ultimately it is the Minister, but the Minister will decide on the basis of recommendations. Who is responsible for the recommendation to the Minister?

**Mr. Lussier:** At some point, your humble servant will have the matter in hand and take the recommendation to the Minister.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** Have you consulted with Members of Parliament on this matter?

**Mr. Lussier:** A few months ago, I was invited to meet with Quebec Members of Parliament, which I did.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** I come from Quebec and I do not know you. I do not remember having been consulted, but it is possible that I was invited and that I did not have the time to go and meet with you. I know that there are an enormous number of operational problems. Do you have a deadline for your recommendation? Do you have to give it over the summer or in the spring?

**Mr. Lussier:** The final decision should be made during the summer.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** During the summer. Have you consulted with Members of Parliament from outside Quebec?

**Mr. Lussier:** I have not done so, but I will take note of your suggestion.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** Do you not think it would be wise?

**Mr. Lussier:** Yes, I think it is always useful to have...

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** Mr. Chairman, I move that the subject be referred back to the committee and that we give Mr. Lussier a specific invitation so that he can give us more information about the recommendation that will be made to the Minister.

**The Chairman:** There will be a meeting of the Steering Committee tomorrow.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** Yes, that is true. I will make my motion at that time.

Depending on their decision, Mr. Lussier, we may have a further meeting on this matter. May I make a humble request? Even if you are not officially called, or if you have to give your

[Text]

convoqué officiellement, ou si vous deviez précipiter votre recommandation à la ministre, pourriez-vous avertir le Comité que vous êtes forcé de soumettre une recommandation dans les plus brefs délais, avant la convocation du Comité? Le sujet m'intéresse fortement, et je suis certain qu'il intéresse fortement d'autres membres du Comité.

Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Tremblay.

Mr. Peterson.

**Mr. Peterson:** Thank you, Mr. Chairman. I am not sure which questions have been asked before. This may be a duplication; I am not sure.

On page 3 under section 1, Human Resource Development, they have a paragraph where they single out the words "skill shortages". I would like to have an explanation on the breadth of that program and some of the dollar amounts because where I am from in the city of Hamilton complaints have often been made to me about the shortage of skills. Today it seems to be in the area of bricklaying and a couple of years ago it was in the area of welding. It would appear to me that a lot of the programs being sponsored by the department are programs where people can be trained over a relatively short period and fit into some operation but in the kinds of skills I have just mentioned, especially that of bricklaying, an apprenticeship program is involved where I think if one becomes a qualified bricklayer it takes four years of effort and training and that kind of thing.

I would like to have them comment a bit on the idea or what efforts are being made in the department to try and meet some of those skill shortages. I do not really believe the department addresses itself to apprenticeship programs, or maybe they do through the back door in funding the provinces or something. But perhaps he could address that. I think the skills I am referring to are definitely in shortage, but I do not think they can be resolved in a summer or yearly kind of program that we are currently offering.

• 1950

**Mr. Lussier:** Mr. Chairman, I think your question is definitely real in terms of problems that are met. There are two specific avenues in the field of human resources development that you were referring to earlier.

One is related to a specific program called Skill Shortages, which is there to help meet the demand of occupations that are in short supply. They are done mostly with employers in terms of activities. The other capacity for us to help is through what we call our National Training Act, through which we are establishing training arrangements or agreements with the provinces that are related to what we call institutional training; that is, training done—using Ontario as an example—through community colleges, for example, in which we are involved in the institutional training component; more particularly, related to those skills or trades you refer to, using bricklayers as an example.

[Translation]

recommendation to the Minister in a hurry, could you inform the committee that you are obliged to submit a recommendation very shortly, before the committee's invitation? I am extremely interested in this matter and I am certain that other members are as well.

Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Tremblay.

Monsieur Peterson:

**M. Peterson:** Merci, monsieur le président. Je ne sais pas quelles questions ont été déjà posées. Peut-être que la mienne a déjà été posée, je n'en suis pas certain.

A la page 3, article 1 on parle de la mise en valeur des ressources humaines, et, plus bas, de pénuries d'ouvriers spécialisés. J'aimerais des précisions sur ce programme et sur les allocations, car je suis député de la ville de Hamilton et je reçois souvent des plaintes sur les pénuries de travailleurs dans certains métiers. Actuellement ce sont les briqueteurs, par le passé c'était les soudeurs. Il me semble que la plupart des programmes parrainés par les Ministères sont des programmes où il est possible de former des gens dans une période assez courte, mais pour acquérir les compétences que je viens de mentionner, surtout celle de briquetage, il faut un apprentissage de presque quatre ans.

J'aimerais des précisions sur les efforts que le ministère a l'intention à consacrer sur les pénuries d'ouvriers spécialisés. Je ne pense vraiment pas que le ministère s'occupe des programmes d'apprentissage, à moins qu'il ne le fasse indirectement en finançant les provinces. Il pourrait peut-être dire un mot de cette question. À mon avis, il y a vraiment pénurie dans les métiers dont j'ai parlé, mais je ne crois pas que le problème puisse se résoudre en un été ou en un an avec les programmes que nous proposons maintenant.

**M. Lussier:** Monsieur le président, votre question me paraît très bien fondée si l'on considère les problèmes qui se posent effectivement. Deux solutions s'offrent à nous pour le développement des ressources humaines.

Il y a tout d'abord un programme spécial appelé Métiers en pénurie de main-d'oeuvre, qui a pour but de satisfaire la demande de main-d'oeuvre dans les métiers où l'offre est insuffisante. Les activités sont menées essentiellement en collaboration avec les employeurs. L'autre voie est celle de la Loi nationale sur la formation, dans le cadre de laquelle nous concluons avec les provinces des ententes sur la formation en établissement, c'est-à-dire la formation dispensée, en Ontario, par exemple, dans les collèges communautaires, avec lesquels nous collaborons pour assurer la formation en établissement. Je songe en particulier aux compétences ou aux métiers dont vous avez parlé, les briqueteurs par exemple.



## [Texte]

We are participating financially in the financing of apprenticeship programs. Depending on the province in which they are operating, some apprenticeship programs are related and dependent upon labour organizations that are responsible for making them happen. In some other provinces, the program is at the provincial level. The primary responsibility is of concern to the provinces, but through the financing and training arrangements we have, we get financially involved with them.

How do we work—that could be your question—in relation to trying to help the two levels of government establish needs and skills that are...? On the economic front, there is a Canadian Occupation Projections System which, with input from the provinces and the private sector, helps determine the apparent imbalance between supply and demand in a specific trade and occupation. This gives you figures that are more of an aggregate nature, rather than the problems you are referring to; for example, shortages of bricklayers in certain parts of the country.

In order to permit the financing on the training arrangements of those occupations, under the National Training Act, after the input received from the federal-provincial committees that we have in every province and territory, Employment and Immigration Canada establishes a list of those occupations in which we will intervene financially, based on situations of need, supply or demand or imbalances that exist.

We are hoping, further to that, to go now to the points of the local labour market situation. I am sure you are aware that, in the context of the Canadian Jobs Strategy and along with the creation of local advisory councils, among the objectives that are in place in order to permit the local leadership to become involved in the labour market issues... In my view, that is also a very important role of the local advisory council, to advise and be on top of and involved in determining and helping to find out what kind of occupations they know, because they are the business community, or they are the labour movement or they are community college at the grass-roots level of those occupations which will be in shortage.

• 1955

All these steps are involved, but in some instances, it still creates some of the problems you were referring to earlier. It does not work like an automatic questionnaire you can put into the computer and get the answer.

**Mr. Peterson:** Could I assume that in those tabulations you would also be taking into consideration the number of skills which could be satisfied through the immigration process, workers' mobility and that kind of thing?

**Mr. Lussier:** Yes.

**Mr. Peterson:** The other thing is this: do you have any special activity within the department to coincide with all of this which would encourage women to get into some of the skills they normally consider to be non-traditional, such as bricklaying? What resources would you apply to this, and what specifically do you do in this regard?

## [Traduction]

Nous participons au financement des programmes d'apprentissage. Il y a des provinces où certains programmes d'apprentissage dépendent de syndicats qui sont chargés de leur application. Dans d'autres provinces, le programme est provincial. La compétence est avant tout provinciale, mais, par le truchement des accords de financement et de formation, nous nous engageons sur le plan financier.

Mais, me demanderez-vous, comment essayez-vous d'aider les deux niveaux de gouvernement à établir les besoins et les compétences qui...? Sur le plan économique, nous avons un système canadien de prévisions des besoins professionnels qui, grâce à la collaboration des provinces et du secteur privé, facilite la détection des déséquilibres qui peuvent se produire entre l'offre et la demande dans tel ou tel métier ou profession. Les données obtenues sont plus générales que les problèmes dont vous parlez - par exemple les pénuries de briqueteurs dans certaines régions.

Pour permettre de conclure des ententes sur le financement et la formation, dans le cadre de la Loi nationale sur la formation, une fois connu le point de vue des comités fédéraux-provinciaux que nous avons dans tous les territoires et provinces, Emploi et Immigration établit la liste des métiers pour lesquels il interviendra financièrement, compte tenu des besoins, de l'offre, de la demande et des déséquilibres prévus.

Nous espérons maintenant aller plus loin et nous occuper de la situation du marché du travail au niveau local. Vous ne l'ignorez pas, dans le contexte de la Planification de l'emploi et compte tenu de la création de groupes consultatifs locaux, parmi les objectifs qui sont en place afin d'amener les chefs de file locaux à s'occuper des questions relatives au marché du travail... Selon moi, c'est là un autre rôle très important du groupe consultatif local que de donner des conseils, de proposer une vue d'ensemble de la situation et de nous aider à savoir dans quels secteurs se produiront les pénuries, puisqu'ils sont composés de représentants de la base provenant des milieux d'affaires, du mouvement syndical ou des collèges communautaires.

Toutes ces étapes s'entremêlent, mais il y a parfois certains des problèmes auxquels vous avez fait allusion tout à l'heure. Ce n'est pas comme s'il s'agissait d'un simple questionnaire à remplir qu'on peut soumettre au traitement informatique pour obtenir automatiquement des réponses.

**M. Peterson:** Puis-je présumer que, dans ces calculs, vous tenez également compte des besoins en main-d'oeuvre spécialisée qui peuvent être satisfaits grâce à l'immigration, à la mobilité de la main-d'oeuvre, etc.?

**M. Lussier:** Oui.

**M. Peterson:** Il y a autre chose. Y a-t-il une activité spéciale dans votre ministère qui, en tenant compte de tout cela, permet d'encourager les femmes à prendre des métiers considérés comme non traditionnels, comme celui de briqueteur? Quelles sont les ressources que vous consacrez à ce genre d'initiative? Que faites-vous au juste à cet égard?

[Text]

**Mr. Lussier:** Through the years, we have been deliberately wanting to help women re-enter the labour market. In fact, we have a specific program which is 100% toward women called Job Re-entry. We also encourage women's participation in so-called non-traditional occupations. There are a series of examples of this, and we will certainly quite happy to share some of the results, if it is your interest.

**Mr. Peterson:** Just one last question or comment. With this system you are talking about, where you have area councils with the provinces and you look at the educational requirements and put money into institutional training, let us say, for apprenticeship programs and this kind of thing, how long-standing has it been? I do not mean to be critical, but how did we end up with such a hell of a shortage of bricklayers if this system works so well?

**Mr. P. Hicks:** The current version of the National Training Act passed Parliament and was implemented in 1982. It was preceded by a program which was similar in many respects. I believe the old Occupational Training Act originated in 1966, but I would want to get it confirmed.

**Mr. Lussier:** His question is about how we miss sometimes.

**Mr. Peterson:** How do we end up with a shortage? I understand there is a shortage; I receive a lot of inquiries in my office from people who are employed in construction and that kind of thing and they do not know what to do. Apparently permits are being held up; I think it is quite severe. I am not in the industry, but I understand it is. How did we miss that one?

**Mr. Lussier:** I think in the circumstances we are referring to here, there is no doubt the apparent imbalance relative to the availability of bricklayers is due to a change in the economic environment of the region. There has been a boom in residential housing in southern Ontario triggered by economic activities now established which will have an impact not only directly relative to the industries establishing there but also on the whole peripheral aspects such as housing and others. This southern boom was not, to be to be very honest with you, in the computer and all the economic models which make those circumstances right when there is a drastic change in certain parts of the country.

I remember at some point in time it was offshore in Newfoundland, and it may come back to being there, or in Alberta when there was an expansion of the oil industry which created suddenly a shift in skill demands not normally met by the local labour market. These situations require the types of program you mentioned, mobility and other types of programs.

[Translation]

**M. Lussier:** Au fil des ans, nous avons fait des efforts très conscients pour aider les femmes à réintégrer le marché du travail. Nous avons même un programme expressément conçu pour les femmes, celui de la Réintégration. Nous incitons également les femmes à s'orienter vers des métiers qualifiés de non traditionnels. Il y a toute une série d'exemples. Nous nous empresserons de vous communiquer certains de nos résultats, si cela vous intéresse.

**M. Peterson:** Une dernière question ou observation. Depuis quand est en place ce système dont vous parlez, comprenant des conseils communs avec les provinces, une étude des besoins en formation et l'injection de capitaux dans la formation en établissement, pour les programmes d'apprentissage, par exemple? Je ne veux pas critiquer, mais comment en sommes-nous arrivés à de graves pénuries comme celle des briqueteurs, si le système marche si bien?

**M. P. Hicks:** La version actuelle de la Loi nationale sur la formation a été adoptée par le Parlement et mise en application en 1982. Elle a été précédée d'un programme qui, à bien des égards, était semblable. Je crois que la loi précédente remontait à 1966, mais cela reste à confirmer.

**M. Lussier:** La question du député porte sur les erreurs qui se commettent tout de même parfois.

**M. Peterson:** Comment en arrivons-nous à avoir des pénuries? Je crois savoir qu'il y a effectivement une pénurie; je reçois à mon bureau de nombreuses demandes de renseignements de la part des gens qui travaillent dans le secteur de la construction, par exemple, et ils ne savent plus trop quoi faire. Les permis seraient bloqués, semble-t-il. La situation paraît grave. Je ne suis pas dans ce secteur d'activité, mais je crois savoir que le problème est de taille. Comment avons-nous pu commettre pareille erreur?

**M. Lussier:** Dans les conditions auxquelles vous faites allusion, il semble clairement y avoir un déséquilibre relatif à l'offre de briqueteurs à cause d'une évolution dans la conjoncture de la région. Il y a eu une forte croissance dans la construction domiciliaire dans le sud de l'Ontario, croissance suscitée par les activités économiques implantées dans cette région et qui auront des répercussions non seulement directes dans l'industrie mais aussi indirectes dans des secteurs secondaires comme celui du logement. À dire vrai, cette croissance dans le sud de la province n'a pas été prise en compte dans le modèle informatique, et dans tous les modèles économiques permettant de faire des prévisions, lorsqu'il y a un changement radical dans certaines régions.

À un moment donné, je me rappelle, les problèmes ont surgi dans l'activité extracôtière à Terre-Neuve, et il pourrait y avoir encore des problèmes là-bas, ou encore en Alberta, au moment où une expansion du secteur pétrolier a suscité du jour au lendemain une demande de main-d'oeuvre spécialisée que le marché local ne pouvait satisfaire. Face à des situations comme celles-là, il faut faire appel à des programmes comme ceux dont vous avez parlé, la mobilité de la main-d'oeuvre, par exemple.



[*Texte*]

**Mr. Peterson:** Just one last question. What is your department doing now over the short term to address this problem? The institutional training is going to be a much longer route.

**Mr. Lussier:** We have been—

• 2000

**Mr. Peterson:** That program, that occupation specifically.

**Mr. Lussier:** Yes, I think we have been analysing the situations. We are now facing a point where, if we have been... For example, we have done two things. It is on the short term. We have been looking all across Canada to find out if there were bricklayers, whether they were in B.C. or in Newfoundland, available and ready and prepared to come to work in that part of the country.

If visiting the National Job Bank is failing, then, I think the other alternative that needs to be considered, on an urgent basis, is work permits for foreign workers, bricklayers to help in our situation.

**Mr. Peterson:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Peterson.

Mr. Desrosiers is not a member of the committee but has asked for permission to ask a couple of questions. Do I have a concurrence of the members?

**Some hon. members:** Agreed.

Monsieur Desrosiers, vous avez la parole.

**M. Desrosiers:** Monsieur Lussier, je sais que vous n'êtes pas bien populaire auprès des membres du Parlement, mais je pense que vous êtes de bonne foi. Vous parliez tantôt d'un programme de travail pour les femmes. Il y a plusieurs femmes dans ma circonscription qui bénéficieraient sûrement d'un tel programme de travail. Quels sont les critères d'admissibilité à un tel programme?

**Mr. P. Hicks:** Mr. Chairman, the program that Mr. Lussier was referring to is called Job Re-Entry, and is a component of the Job Entry Program. It is basically a program designed to help women make the transition from work in the home to work in the labour market.

In addition to that, all the programs under the Canadian Jobs Strategy have associated with them equity targets, and for each of the programs there would be a target for the participation of women in the program. That would apply to job development, job entry—skill shortages in the other program have associated them with an equity target to ensure that there is a fair participation of women in the programs.

But, there is a particular option under the Job Entry Program called Job Re-Entry, and it is specifically for that transition from work in the home to work in the labour market.

**M. Desrosiers:** Ces programmes existent actuellement?

**Mr. P. Hicks:** Yes.

**M. Desrosiers:** Je vais demander à mon bureau à Montréal qu'il vous appelle pour obtenir de plus amples renseignements.

[*Traduction*]

**M. Peterson:** Une dernière question. Que fait votre ministère pour trouver une solution immédiate? La formation en établissement demande beaucoup de temps.

**M. Lussier:** Nous avons...

**M. Peterson:** Ce programme et cet emploi en particulier.

**M. Lussier:** Oui, nous avons fait une analyse des situations. Au train où vont les choses, même si nous avons... Par exemple, nous avons fait deux choses à court terme. Nous avons fait une enquête partout au Canada pour savoir s'il y a des maçons briqueteurs—qu'ils se trouvent en Colombie-Britannique ou à Terre-Neuve, qui soient disponibles et prêts à venir travailler dans cette partie du pays.

Si la Banque nationale d'emplois ne peut pas en fournir, je pense qu'il faut étudier la possibilité des permis de travail pour les travailleurs étrangers, pour les maçons briqueteurs, pour nous aider dans cette situation et cela sans délai.

**M. Peterson:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Peterson.

M. Desrosiers n'est pas membre de ce comité, mais il a demandé la permission de poser deux ou trois questions. Les membres du Comité sont-ils d'accord?

**Des voix:** D'accord.

Mr. Desrosiers, you have the floor.

**Mr. Desrosiers:** Mr. Lussier, I know you are not very popular with Members of Parliament, but I think that you act in good faith. You were referring a moment ago to a work program for women. There are many women in my riding who would certainly benefit from such a program. What are the eligibility requirements for the program?

**M. P. Hicks:** Monsieur le président, le programme auquel M. Lussier a fait référence s'appelle Réintégration, qui est un composant du programme de l'Intégration professionnelle. Le programme vise à aider les ménagères à faire la transition au marché de l'emploi.

En outre, tous les programmes qui relèvent de la Planification de l'emploi ont des objectifs en matière d'équité, et il y a une cible pour la participation des femmes au programme. Cela s'applique au développement de l'emploi, à l'intégration professionnelle, aux pénuries de main-d'oeuvre; ils ont tous des cibles en matière d'équité et doivent s'assurer qu'il y a une participation équitable des femmes.

Mais il y a une option précise dans le programme de l'Intégration professionnelle, qui s'appelle la Réintégration, et elle vise la transition entre la maison et le marché du travail.

**Mr. Desrosiers:** Are these programs now in effect?

**M. P. Hicks:** Oui.

**Mr. Desrosiers:** I am going to ask my Montreal office to call you to obtain more information.

*[Text]*

En ce qui concerne les programmes de création d'emploi, est-ce que vous envisagez un jour de nous débarrasser de tous ces groupes qui sont existants dans nos comtés, qui ne vivent que de vos programmes au lieu de véritablement créer des emplois pour apprendre quelque chose à nos jeunes, pour les intégrer véritablement sur le marché du travail, au lieu d'être la femme battue, puis, je ne sais pas moi, les scouts, puis la joujouthèque, puis toutes sortes de maudits programmes où les gens sont obligés de se battre pour s'accrocher à ces programmes six mois par six mois ou trois mois par quatre mois. Quand est-ce que les fonctionnaires vont s'asseoir pour réintégrer nos personnes sur le marché du travail, dans le domaine de l'industrie, dans le domaine du commerce, au lieu de ces programmes qui sont, à mon sens, pourris? Quand est-ce que vous allez nous débarrasser de ça?

**M. Lussier:** Je prends bonne note de vos observations et préoccupations, et je les porterai certainement à l'attention du ministre.

Sur une note de réponse qui est reliée à l'existence même de nos programmes, l'objectif qui est recherché par la stratégie du marché de l'emploi, c'est effectivement de permettre à tout individu, quel qu'il soit, de s'affirmer en occupant une place réelle, un job, dans le monde du travail.

Mais il y a bien des façons d'arriver à être présent sur le marché du travail. Il est arrivé par le passé, puis il arrivera certainement encore dans l'avenir, qu'une des façons était d'associer une personne à des activités qui lui apportaient un bagage d'expérience et amenaient une autre expérience de travail.

**M. Desrosiers:** Je citerai un exemple se rapportant au Stade olympique qui se trouve dans ma circonscription. De ce fait, il y a à peu près 150 fédérations sportives, du tir à l'arc à la natation, n'importe quoi, qui profitent de tous vos programmes et qui vivent à l'année avec cela. Je trouve cela déplorable. Si on veut faire du sport, tout le monde peut en faire mais que le gouvernement dépense des sommes astronomiques pour maintenir ces fédérations, ce n'est pas là notre but premier. C'est de créer véritablement des emplois. Je m'inquiète à ce sujet et je vous demande d'intervenir.

• 2005

**M. Lussier:** Je saisis très bien l'essence de vos commentaires. Les objectifs que vous énoncez sont les objectifs que nous poursuivons avec les divers programmes d'Emploi et Immigration. Votre allusion à la possibilité, dans certains cas, de création d'une dépendance permanente est un problème qu'il faut examiner. Mais, dans le cadre de la stratégie du marché de l'emploi et plus particulièrement dans le cadre du programme de développement du travail, il y a, bien sûr, des efforts qui sont faits afin d'intéresser de plus en plus des interventions et des relations avec le monde du travail, avec le secteur privé et avec des éléments qui combinent éléments du secteur privé et formation, justement, pour donner une nouvelle opportunité à bien des gens qui ont besoin de sortir d'un cercle de travail et qui ont besoin de s'adapter aux nouvelles conditions de l'environnement.

*[Translation]*

With respect to job creation programs, do you think that one day you will be able to get rid of all the groups in our ridings who only live from one special project to the next instead of really creating jobs to teach our young people something. Do you think you will really be able to integrate them into the work market, instead of sponsoring special projects on battered women or what have you: scouts, toy lending libraries, libraries, all kinds of bloody programs where people have to scramble every three, four or six months just to keep a cheque coming in. When are officials going to sit down and re-integrate our people into the labour market, into industry or trade, instead of into programs that, in my opinion, are rotten? When are you going to get rid of all this?

**Mr. Lussier:** I am taking careful note of your observations and concerns and I will certainly draw them to the Minister's attention.

To give an answer that is directly related to the very existence of our programs, the goal of the Job Strategy Program is in fact to give every individual some self-esteem by giving him a real place, a job, in the labour force.

But there are many ways of being integrated into the labour force. In the past—and certainly the future will be no different—one of the ways of integration was to provide a person with activities that would give him experience that might lead to a job.

**Mr. Desrosiers:** I might mention the example of the Olympic Stadium in my riding. Because of it, there are about 150 sports federations, from archery to swimming, almost anything, that benefit from your programs and live on them year-round. I find this deplorable. Anybody can play sports if they wish to do so, but for the government to spend astronomical amounts of money to maintain these federations is not our primary goal. It is to create jobs. I am concerned about this and I would like you to intervene.

**Mr. Lussier:** I understand your comments. The objectives that you have outlined are what we are aiming for in the various Employment and Immigration programs. The possibility you allude to, that of creating a permanent dependency in some cases, is a problem that we must examine. However, the Canadian Job Strategy, and more specifically the Job Development Program, aim for a closer relationship with the working world, with the private sector; and, through a combination of private sector experience and training, they seek to provide new opportunities for many people who need to leave a certain working environment and adapt to new conditions.



## [Texte]

**M. Desrosiers:** Monsieur Lussier, pourriez-vous essayer de ne pas rendre cela compliqué. J'ai des entrepreneurs dans mon comté et ils sont prêts à engager des gens. Mais c'est tellement compliqué votre paperasse... Tout le processus gagnerait à être plus simple pour faciliter la tâche de tout le monde.

**Mr. Allmand:** First of all, about the questions asked by Mr. Redway and Mr. Oostrom earlier, I have for years been trying to compare the effectiveness of, let us say, summer employment programs from year to year, and I have found it extremely difficult. It was difficult, if not impossible, because the components of the so-called summer employment program change, the criteria change, the goals change. At one time some summer employment programs that were financed under Canada Employment and Immigration were financed at another time under the individual department's budget.

For example, if I am not incorrect, SEED, which has a budget for this year of \$127 million—the deputy minister said something slightly different; not very much—is targeted, as we all know, on both the private sector and the voluntary sector. But Young Summer Canada Works a few years ago was targeted just on the community sector, and they had another program—I forget the name of it—which was a small program geared to the private sector. I found it very, very difficult.

For example, Mr. Oostrom asked the question... he wanted to know why the amount went up in 1984 when the unemployment rate went down. Again, if I remember correctly, in that year the initial budget announced in December for the summer program was one figure, but in April or May they added another \$30 million in 1984.

What it comes down to, despite the fact that they try to gear it to formulas related to unemployment and other factors in the economy, is the political philosophy and the political will of the Cabinet and the caucus in power. I can remember very clearly, despite what the Minister wanted, our caucus at the time was not happy with what the Minister... Every week the members of the caucus were coming in complaining about the Minister, saying, we have to put more money into summer unemployment, more money into youth unemployment. Finally they threw in another \$30 million. By the way, everybody was bitching in the counties too.

So it depends on political philosophy and political will. I see an example today. We got the statement of the Minister of Immigration this morning, and it had in the statement he was going to read in the House that it reimposed visas for people from Portugal. This is what our critic for immigration had. At 1 p.m. a message came from the Minister's office saying that was to be dropped. Obviously in the caucus this morning, or somewhere, people heard about that and said, hey, you cannot put visas on the Portuguese. The people who were elected overruled the bureaucrats, which I think is a damn good thing. But this explains why it is hard to judge from year to year, and why it is not always done to a perfect formula, because politics come to play in the thing. So, Mr. Lussier, when you give us the figures Mr. Redway asked for, make sure as much as possible that when we look from one year to another we are judging apples against apples and oranges against oranges.

## [Traduction]

**Mr. Desrosiers:** Mr. Lussier, would you please try to keep this simple? I have contractors in my riding who are prepared to hire people. But it is so complicated with all your paper-work... There is a great deal to be gained by making the process simpler for everyone.

**M. Allmand:** D'abord, j'aimerais emboîter le pas à M. Redway et M. Oostrom. Ça fait des années que j'essaie de comparer d'une année à l'autre l'efficacité des programmes d'emploi d'été, par exemple, mais j'ai eu bien du mal. C'est difficile, sinon impossible, car les composantes de ces programmes d'été changent d'année en année, les critères changent, ainsi que les cibles. Tantôt les programmes d'emploi d'été sont financés par le ministère concerné, tantôt par la Commission de l'emploi et de l'immigration.

Par exemple, le programme Emploi d'été—Expérience de travail, dont le budget cette année est de 127 millions de dollars—le sous-ministre a donné un chiffre quelque peu différent—est axé, comme nous le savons tous, sur le secteur privé et le secteur bénévole. Mais il y a quelques années, le programme d'emploi d'été Canada au travail ne visait que la collectivité. Il y avait un autre programme, dont j'ai oublié le nom, qui ne visait que le secteur privé. Je trouve tout cela extrêmement difficile.

Par exemple, M. Oostrom voulait savoir pourquoi l'allocation a augmenté en 1984 quand le taux de chômage a diminué. Si je me souviens bien, le budget annoncé au mois de décembre pour le programme d'été de 1984 a été augmenté de 30 millions de dollars au mois d'avril ou de mai.

En fin de compte, malgré le fait qu'ils essaient de rattacher leurs décisions au taux de chômage ou à d'autres facteurs économiques, tout dépend de la philosophie politique et de la volonté politique du Cabinet et du caucus. Je me souviens très bien qu'à l'époque, notre caucus n'était pas content de ce que le ministre voulait... Chaque semaine les membres du caucus se plaignaient au ministre en disant qu'il fallait mettre davantage d'argent dans les programmes d'emploi d'été, de lutte contre le chômage chez les jeunes. Finalement, on a ajouté 30 millions de dollars. Tout le monde râlait dans les circonscriptions aussi.

Alors, il s'agit de la philosophie et de la volonté politiques. Nous en avons eu la preuve aujourd'hui. Nous avons reçu la déclaration du ministre de l'Immigration ce matin, selon laquelle il allait dire à la Chambre que le visa serait de nouveau obligatoire pour les Portugais. C'est la déclaration que notre critique de l'Immigration a reçue. À 13 heures nous apprenons du cabinet du ministre que cette annonce tombe. Il est évident que ce matin, dans le caucus ou ailleurs, les gens ont dit qu'il ne fallait pas exiger des visas des Portugais. Les élus ont imposé leur volonté aux bureaucrates, ce qui est excellent, mais cela explique aussi qu'il soit difficile de juger la situation, d'une année à l'autre, et que la formule ne soit pas parfaite: c'est que des éléments politiques entrent en jeu. Par conséquent, monsieur Lussier, lorsque vous donnez les chiffres que M. Redway a réclamés, tâchez autant que possible de faire

[Text]

Last night at the meeting here, I think it was Mr. Blackburn who asked the question about the negotiations with Quebec on Jobs Strategy. The Minister said things were coming along very fine and that discussions with Mr. Paradis and so on were great. Then I get up this morning and I read *Le Devoir* and there is a big article. I meant to bring it with me. Mr. Ryan and Mr. Paradis are very critical of Jobs Strategy and the impact on Quebec's policy on *main-d'oeuvre et recyclage* and all that. You may have seen it yourself. It was in the clippings for the department, or should be. It was very clear. And just two weeks ago I had this one from *Le Devoir*

[Translation]

en sorte que nous puissions comparer d'une année à l'autre des éléments qui sont comparables.

• 2010

A notre séance d'hier soir, c'est M. Blackburn, sauf erreur, qui a posé une question sur les négociations avec le Québec sur la Planification de l'emploi. La ministre a répondu que tout se passait bien et que les entretiens avec M. Paradis se déroulaient fort bien. Je me lève ce matin et je trouve dans *Le Devoir* un long article que je voulais d'ailleurs apporter ici. MM. Ryan et Paradis y critiquent vivement la Planification de l'emploi et son incidence sur la politique québécoise de main-d'oeuvre et de recyclage et ainsi de suite. Vous aurez peut-être lu cet article; il devrait être dans les coupures recueillies par le ministère. C'était tout à fait clair. Il y a à peine deux semaines, voici ce que j'ai lu dans *Le Devoir*

du 7 mai:

Formation professionnelle: le Conseil supérieur s'inquiète des effets du programme fédéral au Québec.

And today, as I say, we see Mr. Paradis and Mr. Ryan. The Minister last night said she was very happy with what was happening, but obviously Mr. Ryan and Mr. Paradis are not very happy, also the *le Conseil supérieur de l'éducation*. I would like to ask the deputy minister—I do not expect him to get into the politics of the thing, but something obviously is not going as well as appeared last night—can you help clarify that?

of May 7:

Vocational Training: The Conseil supérieur worries about the impact of the federal program in Quebec.

Mr. Lussier: Yes.

Mr. Allmand: Did you see the statement by Mr. Ryan and Mr. Paradis?

Mr. Lussier: I have seen the article in *Le Devoir*. I do not know if it is the right context or not. I cannot judge on that. I can only comment in terms of the actual negotiations we have with the Quebec government and Quebec officials as it relates to the "reconductions" of our training agreement under the National Training Act which terminates March 31, and an agreement that is presently being negotiated.

I can only say, and I am very close to the actual negotiations between my counterpart and officials in Quebec and ourselves, that while there has been concern at some point in time, in the latter part of the situations there has been very good collaboration. We have been making in these negotiations in the last week very interesting progress, and I am personally very encouraged by the status of the negotiations that exists between our two levels of government on our training agreements.

Mr. Allmand: To quote from the *Conseil supérieur en Québec*:

La proposition fédérale compte quatre éléments qui, de l'avis du Conseil, pourraient avoir des conséquences fâcheuses sur la qualité de la formation de la main-d'oeuvre. D'autre part, Ottawa veut geler jusqu'à 1999 la somme annuelle de 139 millions de dollars consacrée à ce programme.

M. Lussier: Je veux bien.

M. Allmand: Avez-vous la déclaration de MM. Ryan et Paradis?

M. Lussier: J'ai lu l'article dans *Le Devoir*. J'ignore si la question est placée dans le bon contexte, et je ne peux me prononcer là-dessus. Je peux seulement commenter les négociations que nous menons actuellement avec le gouvernement, avec les fonctionnaires du Québec sur la reconduction de notre accord sur la formation aux termes de la Loi nationale sur la formation, accord qui se termine le 31 mars, et sur un autre accord actuellement envisagé.

Je dirai simplement je suis de très près les négociations entre mon homologue et les fonctionnaires du Québec et notre ministère—que nous avons eu quelque inquiétude à un moment donné mais que la collaboration a été excellente ces derniers temps. Au cours de la semaine écoulée, nous avons accompli de grands progrès dans ces négociations, et, pour ma part, je trouve très réconfortant de voir où en sont les pourparlers entre nos deux niveaux de gouvernement sur les accords de formation.

M. Allmand: Voici ce que dit le Conseil supérieur du Québec:

The federal proposal contains four points the Conseil thinks would have a negative impact on the quality of training. Besides, Ottawa wants to freeze until 1999 the \$139 million earmarked each year for this program.



[Texte]

And they go on. This is the *Conseil supérieur*. That is not the Ministers. But today the Ministers were saying similar things.

I have lived through many disputes between Quebec and Ottawa. Some have gone better and some have gone worse, but one hopes, for the good of the citizens, they get results.

**Mr. Lussier:** Mr. Chairman, I do not see that we are in a state of dispute between Quebec and ourselves. Because I think it is important, when you refer to *Conseil supérieur de l'éducation* comments, I think I can say you need to understand the context of what has been taking place here. At the First Ministers' Conference in Regina, February 14, 1985, the First Ministers agreed on a series of objectives, which I referred to earlier, that in fact gave birth to the federal response of Canadian Jobs Strategy.

• 2015

But those series of objectives and principles were agreed by the two levels of government there in a very historic moment where training was very important. Both of the governments were consenting to agree to that, but at the same time there was an agreement by which the private sector should have a much more important role to play in order with time to make sure that the training needs meet the real labour market.

I think in the context of what you are referring to the *Conseil supérieur de l'éducation* has probably not had all the information at hand, having a strong feeling that we were trying to reduce the amount of money that would go into training, which is not the case because not only have we been having an institutional training agreement—you were mentioning \$139 million and that is the number for Quebec this year—but, more than that, we have now a Canadian Jobs Strategy with at least four of its six programs having a training component. That means not only that now there is an intention by the federal government to continue to support training requirements of the institutions through the traditional way of the National Training Act, but also to add to the Canadian Jobs Strategy, to the \$1.6 billion in there, a major, important component of training.

There has been concern because there was and there is definitely an intention from the federal side that we collectively, the province and ourselves, work together to have, with time, a much more market-driven training; that is, a training that is influenced more and more by the needs of the private sectors in terms of the real objectives and needs.

There have been, to be very honest with you, difficulties in the interpretation and the decoding of that, but in recent times at my level I have been feeling very positive about the progress in the discussions between the two levels of government.

**Mr. Allmand:** I follow that very closely, and of course that is where you may get different political philosophies coming into play.

My last question: I have some information from New Brunswick that a test project is afoot in the department whereby the work of the CECs would be contracted out to the

[Traduction]

Et l'article poursuit dans la même veine. Il s'agit là du Conseil supérieur. Ce ne sont pas les ministres, mais, aujourd'hui, ceux-ci disent la même chose.

J'ai connu bien des différends entre Québec et Ottawa. La situation a évolué plus ou moins bien selon les cas, mais il est à souhaiter, pour le bien des citoyens, qu'on arrive à des résultats.

**M. Lussier:** Monsieur le président, je ne vois pas qu'on puisse dire que nous avons un différend avec Québec. Vous faites allusion aux observations du Conseil supérieur de l'éducation, mais il importe je crois de les replacer dans leur contexte. À la conférence que les premiers ministres ont tenue à Regina le 14 février 1985, il y a eu entente sur une série d'objectifs, dont j'ai parlé tout à l'heure et qui, en fait, sont le fondement de la Planification de l'emploi proposée par les autorités fédérales.

Les deux niveaux de gouvernement se sont entendus sur ces séries d'objectifs et de principes à une époque bien particulière où la formation était très importante. Tous ont donné leur assentiment, mais, au même moment, il y a eu un accord selon lequel le secteur privé devait jouer un rôle beaucoup plus considérable afin que, avec le temps, les besoins du marché du travail en matière de formation soient satisfaits.

Pour en revenir à votre citation au sujet du Conseil supérieur de l'éducation, il est probable que l'auteur ne possédait pas toute l'information voulue, puisque l'impression qui reste, c'est que nous essayons de réduire les montants consacrés à la formation, alors que c'est loin d'être le cas. En effet, non seulement nous avons conclu un accord sur la formation en établissement—vous avez parlé de 139 millions, et c'est là ce qui est accordé au Québec cette année—mais nous avons aussi proposé la Planification de l'emploi, dont au moins quatre des six programmes comportent un élément de formation. Cela veut dire que le gouvernement fédéral entend à la fois continuer de soutenir la formation en établissement comme par le passé, soit par le biais de la Loi nationale sur la formation, et ajouter à la Planification de l'emploi, avec son 1,6 milliard, un très important élément de formation.

Il y a eu certaines inquiétudes parce que le gouvernement tient absolument à ce que, collectivement, les autorités fédérales et les provinces collaborent pour faire en sorte d'axer la formation beaucoup plus rigoureusement sur les besoins du marché, c'est-à-dire tenir beaucoup mieux compte des besoins du secteur privé pour fixer les objectifs.

Pour être parfaitement honnête avec vous, il y a eu sur ce plan des difficultés d'interprétation, mais, depuis quelque temps, je suis pour ma part très optimiste quant aux entretiens entre les deux échelons de gouvernement.

**M. Allmand:** Je suis la question de près, et il est vrai qu'il peut y avoir des heurts entre des conceptions politiques différentes.

Voici ma dernière question. Je crois savoir que, au Nouveau-Brunswick, le ministère réalise un projet-pilote qui consiste à confier au secteur privé le travail des CEC. On me dit qu'il y a

*[Text]*

private sector. I am told that there are three such projects in New Brunswick. There may be others in other parts of Canada. One is in the area of Sussex, New Brunswick. The goal of these pilot projects is perhaps to close down the CECs—which was, by the way, one of the things mentioned in the Nielsen Task Force—and to have the whole business done by the private sector.

In Sussex, by the way, it has been farmed out to the local Junior Chamber of Commerce and so the work of the referral is being done by the Jaycees down there.

But I want your confirmation of if in fact you have pilot projects going on across the country to privatize the CECs, how many such pilot projects in how many provinces, and is this to test the recommendations of the Nielsen Task Force that these things should be privatized?

I might say the report that came back—which was through the unions; I got this through your unions—is that this sort of thing is . . . because the morale of the employees in CEIC is very low in those places. They do not know what the hell is going to happen to them. They do not know whether work that they used to do is going to be done by the Junior Chamber of Commerce or the local pretty pink hands or what. Anyway, I would just like to know what is going on there.

**Mr. Lussier:** Your reference, to be very specific, is not to the CECs but the CECs for students; I mean the Canadian Employment Centres for students and not the traditional CECs that are open on a year-round basis.

**Mr. Allmand:** So you have no pilot projects with the traditional CECs?

**Mr. Lussier:** No, that is true.

As it relates to CECs for students, it is clear that in Sussex we are experimenting with a pilot project. It is very small scale, but we are exploring alternative methods of delivering a student summer employment service. This is the case in the Sussex Junior Chamber of Commerce where they will be operating a student job centre this summer.

• 2020

For us, it is part of a continual assessment of modes of delivery of all of our services.

**Mr. Allmand:** How many others do you have lined up?

**Mr. Lussier:** I think it is only operating in New Brunswick, and there we have three. We do not have any in other parts of the country to my knowledge. They are only located in the New Brunswick area.

**Mr. Allmand:** As the chairman said earlier, we have not had a chance yet to work on Nielsen in this committee, but we hope to. There was a recommendation there to privatize the CEC. Do you plan any pilot projects for the mainline CECs?

**Mr. Lussier:** No, we have not planned any pilot projects relative to what you call mainline CECs or permanent CECs.

*[Translation]*

trois projets de cette nature dans cette province, mais il y en a peut-être aussi dans d'autres régions. En tout cas, il y en a un à Sussex, au Nouveau-Brunswick. L'objectif visé est peut-être de fermer les CEC—possibilité évoquée par le groupe de travail Nielsen—et de confier toutes ces activités au secteur privé.

A Sussex, je le signale au passage, le contrat a été confié à la Jeune chambre de commerce de l'endroit. Là-bas, ce sont donc des jeunes membres de cette chambre de commerce qui font le travail.

Je voudrais que vous me confirmiez qu'il y a en fait dans tout le pays des projets pilotes visant à privatiser les CEC. Combien y en a-t-il? Dans combien de provinces? Est-ce pour mettre à l'essai les recommandations du groupe de travail Nielsen qu'on privatise ces services?

Je dois dire que le rapport qui m'a été remis—j'ai été mis au courant par les syndicats, vos syndicats . . . Est-ce le genre de chose . . . Le moral des employés de la CEIC est bien bas dans ces localités. Ils ignorent ce qu'ils vont devenir. Ils ne savent pas trop si leur travail va être confié à la Jeune chambre de commerce ou à d'autres. Quoi qu'il en soit, je voudrais savoir ce qui se passe.

**M. Lussier:** Pour être bien précis, il ne s'agit pas des CEC mais uniquement des CEC qui s'occupent des étudiants, par opposition aux CEC ordinaires qui sont ouverts à longueur d'année.

**M. Allmand:** Il n'y a donc aucun projet-pilote mettant en cause une CEC ordinaire?

**M. Lussier:** Vous avez raison, il n'y en a pas.

Il est clair que, à Sussex, il s'agit d'un simple projet pilote qui met en case le CEC destiné aux étudiants. L'échelle est très réduite, mais nous explorons d'autres méthodes possibles d'assurer un service d'emploi d'été pour étudiants. C'est le cas à la Jeune chambre de commerce de Sussex, qui aura un centre d'emploi pour étudiants cet été.

Pour nous, cela s'inscrit dans une évaluation permanente des modes de prestation de tous nos services.

**M. Allmand:** Combien en avez-vous d'autres en attente?

**M. Lussier:** Ce n'est qu'au Nouveau-Brunswick, sauf erreur, et nous en avons trois. Nous n'en avons pas ailleurs au pays, que je sache. Nous les restreignons au Nouveau-Brunswick.

**M. Allmand:** Comme le président l'a dit plus tôt, notre comité n'a pas eu la chance de travailler au rapport Nielsen, mais nous espérons bien le faire. Ce rapport contenait une recommandation pour la privatisation du CEC. Envisagez-vous des projets-pilotes pour les grands CEC?

**M. Lussier:** Non, nous n'avons pas prévu de projets-pilotes relativement à ce que vous appelez les grands CEC ou les CEC permanents.



[Texte]

**Mr. Allmand:** Thank you.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Allmand.

Before we lose more members, I would like to remind you that the same votes are before committee next Tuesday and Thursday. Next Thursday, the Minister of State for Youth will be the primary witness.

**Mr. Allmand:** The primary target . . .

**The Chairman:** In that context, I would like to comment that in my seven years in Parliament we have never had as many sessions on one set of main estimates for the department.

Members have asked for a lot of data. It may very well be that the department is not in a position to provide all the data before the last two hearings. I think members would appreciate it coming in dribs and drabs as quickly as possible so that we have a maximum amount of data as we go into those next and last two hearings on this series of estimates.

It is providing members with useful background for us to examine some of the subsets which will take us longer . . . Nielsen and so on.

**Mr. Lussier:** Mr. Chairman, it is understood that we are working as fast as we can. There have been a lot of requests, but the material will be produced. It is my hope that before the weekend arrives we will be able to give you information relevant to most of the demands and requests that have been presented to my attention. It is coming.

**The Chairman:** That is much appreciated. Partial information is better than nothing.

**Mr. Redway:** Thank you, Mr. Chairman. I am going to be very brief. All I want to do is clarify some of the information you are going to be producing.

In relation to the challenge for the summer employment material, as I reflected it struck me that perhaps what I was asking for was apples and oranges in that you have given me some absolute figures for jobs created, and then we talked about percentages of unemployment. What would be more meaningful would be to get the numbers of the unemployed. It seems to me what we are trying to do is fill a gap. The employment program of the government for summer students is trying to fill the gap between the number of summer jobs created normally by whatever sector, the private sector, the non-profits, municipalities, all these things, the number of summer jobs period, and the number of students who are seeking summer jobs.

You have given me some figures and will be refining those as to the number of jobs created by government programs, not just within your own department. If we can pull out all of those summer job figures, it might be helpful to break them down by categories and have totals. Also, it would be good to have your figures for that unemployed gap, and to know whether we have in fact been meeting it or not and have left people unemployed after the jobs created by the federal government, etc.

[Traduction]

**M. Allmand:** Merci.

**Le président:** Merci, monsieur Allmand.

Avant que nous ne perdions d'autres membres, j'aimerais vous rappeler que le Comité étudiera les mêmes crédits mardi et jeudi de la semaine prochaine. Jeudi prochain, la ministre d'État à la Jeunesse sera le principal témoin.

**M. Allmand:** La principale cible . . .

**Le président:** Dans ce contexte, je n'ai jamais vu, dans les sept années que j'ai passé au Parlement, autant de séances sur un même budget principal pour le ministère.

Les membres vous ont demandé une foule de données. Il se peut bien que le ministère ne soit pas en mesure de fournir toutes les données avant les deux dernières audiences. Je pense que les membres vous sauraient gré de les leur transmettre par bribes aussi vite que possible, de manière que nous ayons le plus de données possible avant d'aborder nos deux dernières audiences sur cette série de prévisions budgétaires.

En examinant certains des sous-ensembles qui nous prendront plus de temps—Nielsen et ainsi de suite—nous donnons aux membres certains éléments d'appréciation utiles.

**M. Lussier:** Monsieur le président, bien entendu, nous travaillons aussi vite que nous pouvons. Les demandes sont nombreuses, mais nous produirons les documents. J'espère que nous pourrons vous remettre avant la fin de la semaine des renseignements sur la plupart des demandes qui ont été portées à mon attention. Cela vient.

**Le président:** Nous vous en sommes très reconnaissants. Une information partielle, c'est mieux que rien.

**M. Redway:** Merci, monsieur le président. Je vais être très bref. Je voudrais tout simplement préciser certains renseignements que vous allez produire.

Au sujet du défi concernant les documents sur les emplois d'été, j'ai compris, à la réflexion, que je réclamaï peut-être des pommes et des oranges, que vous m'avez fourni certains chiffres absolus pour ce qui est des emplois créés, alors que nous avons parlé de pourcentages de chômage. Les nombres de chômeurs seraient plus significatifs. Il me semble que nous cherchons à combler une lacune. Le programme gouvernemental d'emplois d'été pour les étudiants vise à combler l'écart entre les nombre d'emplois d'été créés normalement par tous les secteurs, par le secteur privé, par les organismes sans but lucratif, par les municipalités, et ainsi de suite—le nombre d'emplois d'été, point—et le nombre d'étudiants qui en cherchent.

Vous m'avez donné certains chiffres, que nous allons raffiner pour ce qui est du nombre d'emplois créés par les programmes gouvernementaux, pas seulement au sein de votre ministère. Si nous pouvons réunir tous ces chiffres concernant les emplois d'été, il pourrait être utile de les répartir par catégories, puis d'avoir des totaux. De même, il serait bon d'avoir vos chiffres pour cet écart de chômage, et de savoir si vous l'avez effectivement comblé ou pas et si vous avez laissé des gens en chômage après les emplois créés par le gouvernement fédéral, etc.

[Text]

• 2025

In relation to this, I would like to know the formulas through which you have been arriving at these unemployment figures. I gather from a brief discussion with the chairman that perhaps your formulas have changed, at least recently if not in the past. I would like to know what those formulas are for arriving at them.

On my final question, I am not sure whether you can assist me with now or will need help later. How do you determine whether a job is going to be created in any event, or whether it does need this stimulative funding to create it? Is this something you can help me with now, or will you provide me with it?

**Mr. Lussier:** I can give you a theoretical figure now but I think I would prefer, because you are referring to the notion of incrementalities, to give you figures at the same time as I fill your other request.

**Mr. Redway:** Okay.

**The Chairman:** Can I just follow up on a couple of things Mr. Redway said? Is not the assertion that the job is incremental made by the potential employer? There really is no method of checking it, unless somebody comes to you and provides you with information. It is very much a trust system, like the income tax system.

**Mr. Lussier:** Yes.

**The Chairman:** It is still the same; there is no magic new way of determining it.

**Mr. Redway:** Except there is no penalty for being wrong or breaking the trust in this system. Or is there?

**The Chairman:** Is there a penalty?

**Mr. Lussier:** No, I think it is very difficult. As the chairman is indicating—

**Mr. Redway:** Have you ever had any thoughts as a department on some sort of penalty system for utilizing government funds, that is, taxpayers' money, that is not necessarily needed?

**Mr. Lussier:** I think it is easier to answer the question when there are people potentially who would like to use taxpayers' money for other purposes than those set out for the program objective and criteria. This is difficult for our regular monitoring of situations to really detect. I think in this case, especially in the context of a summer program, to try to have an army of people to watch over the trust that has been inferred when somebody signs a moral contract between them and us would require also some evaluations of efficiency and effectiveness in terms of having it being done on a regular basis. As for establishing a penalty, the penalty cannot be other than collecting back the money the government would have been contributing to the relationship that has been established.

**Mr. Redway:** There really is no monitoring going on then.

**Mr. Lussier:** Yes. Yes, there is monitoring going on.

**Mr. Redway:** There is? I will be interested in knowing how it works.

[Translation]

A cet égard, j'aimerais connaître les formules qui ont permis d'arriver à ces chiffres de chômage. J'ai cru comprendre, lors d'une brève discussion avec le président, que vos formules ont peut-être changé, du moins récemment sinon par le passé. J'aimerais connaître les formules qui vous ont permis d'y arriver.

Pour ma dernière question, je ne sais pas si vous pouvez m'aider tout de suite ou plus tard. Comment faites-vous pour savoir si un emploi va être créé de toute façon, ou si sa création exige d'être stimulée par ces fonds? Pouvez-vous m'éclairer là-dessus tout de suite, ou allez-vous me le dire plus tard?

**M. Lussier:** Je peux vous donner un chiffre théorique tout de suite, mais je préférerais, vu que vous évoquez la notion de marginalité, vous donner des chiffres en même temps que je donnerai suite à votre autre demande.

**M. Redway:** Parfait.

**Le président:** Pourrais-je revenir sur certaines des choses que M. Redway a dites? N'est-ce pas l'employeur éventuel qui invoque la marginalité de l'emploi? Il n'y a pas vraiment moyen de vérifier cela, à moins que quelqu'un ne vienne vous donner l'information. Dans une large mesure, c'est un système de confiance, comme le système d'impôt sur le revenu.

**M. Lussier:** Oui.

**Le président:** C'est encore la même chose; il n'y a pas de solution magique pour l'établir.

**M. Redway:** Sauf qu'il n'y a pas de sanction lorsqu'on se trompe ou qu'on abuse du système, n'est-ce pas?

**Le président:** Y a-t-il une sanction?

**M. Lussier:** Non, c'est très difficile, je pense. Comme le président l'indique...

**M. Redway:** Votre ministère a-t-il déjà songé à un système quelconque de sanctions pour l'utilisation de deniers publics, c'est-à-dire de l'argent des contribuables, qui ne sont pas nécessairement requis?

**M. Lussier:** Il serait plus facile de répondre à la question s'il y avait des gens qui voudraient peut-être utiliser l'argent des contribuables à d'autres fins que celles que prévoient l'objectif et les critères du programme. C'est difficile à déceler avec notre contrôle ordinaire des situations. En l'occurrence, surtout dans le contexte d'un programme d'été, pour avoir une armée de personnes chargées de surveiller la confiance qui doit exister lorsqu'il y a un contrat moral entre eux et nous, il nous faudrait aussi certaines évaluations d'efficacité et d'efficacités, si cela devait se faire de façon régulière. Pour ce qui est de l'établissement d'une sanction, cette dernière ne serait autre chose que le recouvrement de l'argent que le gouvernement aurait mis dans la relation établie.

**M. Redway:** Donc, il n'y a pas vraiment de contrôle.

**M. Lussier:** Si. Si, il y a un contrôle.

**M. Redway:** Oui? J'aimerais bien savoir comment.



[Texte]

**Mr. Lussier:** Yes, with pleasure.

**The Chairman:** To come to your first statistically based question, the one way the department has of confusing apples and oranges is to call a job a job. A more meaningful statistic is average number of weeks worked. The comparability of average number of weeks worked will give you a better sense of a job. A job can mean half a day, or a job can mean 12 weeks. So there is another number in there that would help.

**Mr. Redway:** Sure. This is good. We will get them both then, will we? Okay.

**The Chairman:** Mr. Oostrom, did you have a question?

**Mr. Oostrom:** No, we were here late last night. We will call it a day.

**The Chairman:** Can I just take a minute or two? I wanted to ask a staffing question or two. When you have a vacancy—Receiver General, ADM, Economist 2—are all of these things below deputy minister level Public Service Commission appointments upon competition?

**Mr. Lussier:** Yes, all relevant appointments are made under the Public Service Commission Act according to the rules of the Public Service Commission. This means in some instances it could be . . . I want to qualify the sense of your question, Mr. Chairman. For example, in the context of work force reductions that are taking place in certain federal departments, it established what I call a priority list.

• 2030

If there is presently a vacancy for an economist, let us say in Employment and Immigration, and we have an economist on that priority list, he can be hired without competition. There is a priority list of people who are in a lay-off status and the Public Service Commission tells departments that if they are choosing among this list of people who are on lay-off notice and the people match their needs, they do not need to have a competition. In normal circumstances, there is always the competition process which prevails with the various merit principles involved in it.

**The Chairman:** There is an implication in here. If people are SXs in Fisheries on lay-off and you have an SX-3 vacancy, are you in danger of having to bring into your department managers or key people with no experience in the activities of your department, because of this priority lay-off list? Is that a consequence of this system?

**Mr. Lussier:** Not necessarily, because I think it depends of the level you are referring to. For certain managers at any level, the qualifications which will be required to operate in that environment are probably the capacity of managing people, capacity of working hard and all those factors.

[Traduction]

**M. Lussier:** Oui, avec plaisir.

**Le président:** Pour revenir à votre première question s'appuyant sur des statistiques, la seule façon dont le ministère peut mêler des pommes et des oranges, c'est d'appeler un emploi un emploi. Une statistique plus significative est le nombre moyen de semaines travaillées. La comparabilité du nombre moyen de semaines travaillées vous donnera une meilleure idée d'un emploi. Un emploi, cela peut signifier une demi-journée, ou cela peut signifier douze semaines. Il y a donc là un autre nombre qui serait utile.

**M. Redway:** Bien sûr. C'est excellent. Nous les aurons tous les deux, alors, n'est-ce pas? Parfait.

**Le président:** Monsieur Oostrom, aviez-vous une question?

**M. Oostrom:** Non, nous sommes arrivés en retard hier soir. Disons que nous en avons assez pour aujourd'hui.

**Le président:** Permettez-moi une minute ou deux. J'aimerais vous poser une question ou deux sur la dotation. Lorsque vous avez un poste vacant—receveur général, sous-ministre adjoint, économiste 2—tous les titulaires de ces postes en deçà du niveau de sous-ministre sont-ils nommés après concours par la Commission de la Fonction publique?

**M. Lussier:** Oui, toutes les nominations pertinentes sont faites en vertu de la Loi sur la Commission de la Fonction publique, conformément aux règles de la Commission de la Fonction publique. Cela signifie que, dans certains cas, il se pourrait . . . Je veux apporter une réserve sur le sens de votre question, monsieur le président. Par exemple, dans le contexte des réductions d'effectifs qui ont lieu dans certains ministères fédéraux, elle a établi ce que j'appellerai une liste de priorités.

S'il y a présentement un poste d'économiste à combler, par exemple, à Emploi et Immigration, et qu'il y ait un économiste sur cette liste de priorités, nous pouvons l'embaucher sans concours. Il y a une liste de priorités de personnes qui sont en disponibilité, et la Commission de la Fonction publique permet aux ministères de ne pas tenir de concours s'ils choisissent un candidat sur cette liste de personnes qui ont reçu un avis de mise en disponibilité et que ces personnes répondent à leurs besoins. En situation normale, le processus de concours l'emporte toujours, avec les divers principes de mérite qu'il comporte.

**Le président:** Mais cela n'est pas sans conséquences. Si les Pêches ont mis des SX en disponibilité et que vous avez un poste de SX-3 à offrir, risquez-vous d'avoir à faire entrer chez vous des gestionnaires ou des personnes clés sans expérience des activités de votre ministère, à cause de cette liste prioritaire de personnes en disponibilité? Est-ce là une conséquence de ce système?

**M. Lussier:** Pas nécessairement, car cela dépend du niveau dont vous parlez. Pour certains gestionnaires, à quelque niveau que ce soit, les titres et qualités requis pour fonctionner dans ce milieu sont probablement la capacité de gérer des personnes, la capacité de travailler fort et tous ces facteurs-là.

[Text]

**Mr. Redway:** They are generalists rather than specialists.

**Mr. Lussier:** There are certain factors which you can learn on the job, and others which you should have inherent to yourself. These factors are very important. Past examples, and I have examples in mind, have shown there might be a learning curve taking place, which is a normal process, in the specificity or complexity of the area, but I do not see that as being more difficult than having a ready-made situation. I will certainly agree with you, I think it is an arguable matter, but at this stage, it is not a black or white answer.

**The Chairman:** Pin it down a little more specifically. You have a Regional Director in every province. People within your department would normally aspire to that position. It is a well paid position and it is a major management position. But you have managers with experience of that level of management who are now on the lay-off list. With those vacancies at that level, are you under some pressure to take an experienced manager, rather than promote somebody from within, who has really earned their spurs?

**Mr. Lussier:** I do not think we are under pressure, but in some instances, as I was mentioning, there is a priority list which needs to be looked at in every appointment situation presently existing within the federal government. That way, it could be from CR-1, 2, 3, 4, 5 to Economists, to EX of any level.

**The Chairman:** As the manager of what is clearly one of the largest departments of government, is it going to work or do you have some concerns? Is the priority list going to mess up your department?

**Mr. Lussier:** No, I do not think so.

**The Chairman:** Or is something you are going to live with?

**Mr. Lussier:** I think we have been facing ground a situation where the referrals from the priority list were not matching the needs of our organization for all kinds of reasons.

The Public Service Commission has been very understandable in permitting us to go through the normal route of competitions, because of the specialization of the area we are involved or the specific requirements of the skills we are looking were not exactly corresponding to the list. It depends on the demand of the area you are involving in. There are situations where the functions are much more general in nature.

• 2035

In others... if, for example, using again your example of economists, we will be looking—no doubt about it—at economists who have experience with labour market issues over time, because that is not something that will take a lot of time to learn.

In some other functions which are, let us say, 70:30 management and technical knowledge, I think there is a capacity for adjustment, because the learning curve can be done on the technical side, but the fundamental quality is managerial

[Translation]

**M. Redway:** Ces sont des généralistes plutôt que des spécialistes.

**M. Lussier:** Il y a certains facteurs qui peuvent s'apprendre en cours d'emploi, alors que d'autres doivent être inhérents. Ces facteurs sont très importants. Nous avons connu des exemples, et j'en ai à l'esprit, indiquant qu'il peut y avoir une courbe d'apprentissage, ce qui est un processus normal, dans la spécificité ou la complexité du domaine, mais cela ne m'apparaît pas plus difficile qu'une situation toute prête. Bien sûr, la question est débattable, mais, à ce stade-ci, il n'y a pas de réponse claire.

**Le président:** Soyons un peu plus spécifiques. Vous avez un directeur régional dans chaque province. Les fonctionnaires de votre ministère aspirent normalement à ce poste. C'est un poste bien rémunéré, un poste de cadre supérieur. Mais vous avez des gestionnaires qui ont de l'expérience à ce niveau de gestion et qui sont sur la liste de disponibilité. Avec ces postes vacants à ce niveau-là, y a-t-il des pressions qui s'exercent pour vous convaincre de prendre un gestionnaire d'expérience plutôt que de promouvoir quelqu'un de l'intérieur qui a vraiment fait ses preuves?

**M. Lussier:** Il n'y a pas de pressions, je pense, mais dans certains cas, comme je l'ai mentionné, il y a une liste de priorités qu'il faut examiner avant chaque nomination au sein du gouvernement fédéral. Cela pourrait être à partir du CR-1, 2, 3, 4, 5 jusqu'aux économistes ou aux EX, de n'importe quel niveau.

**Le président:** En tant que gestionnaire de l'un des plus grands ministères, manifestement, de l'État, pensez-vous que cela va marcher, ou avez-vous certaines craintes? La liste de priorités va-t-elle semer la pagaille dans votre ministère?

**M. Lussier:** Non, je ne pense pas.

**Le président:** Ou bien pouvez-vous vous en accommoder?

**M. Lussier:** La situation, c'est que les personnes figurant sur la liste de priorités ne répondaient pas aux besoins de notre organisme, pour toutes sortes de raisons.

La Commission de la Fonction publique a été très compréhensive en nous permettant de passer par la voie normale des concours, en raison de la spécialisation de notre domaine ou parce que les compétences particulières que nous recherchons ne correspondent pas exactement à celles des personnes figurant sur la liste. Cela dépend de la demande dans le domaine où nous sommes. Il y a des situations où les fonctions sont de nature très générale.

Si, par exemple, pour revenir à votre exemple des économistes, nous examinerons—aucun doute que nous le ferons—les économistes qui ont une longue expérience du marché du travail, parce que ce n'est pas quelque chose qui s'improvise.

Dans d'autres fonctions qui sont, disons, 70:30 gestion et connaissance technologique, il y a moyen de moyenner, car la courbe d'apprentissage est du côté technique, mais la capacité de gestion demeure la qualité fondamentale. La personne



[*Texte*]

ability. The person referred to has it or does not have it, and you evaluate it by the various processes of interview and other means.

**The Chairman:** I would like to thank the witnesses. We look forward to our final two sessions next week—and then we will see what June brings.

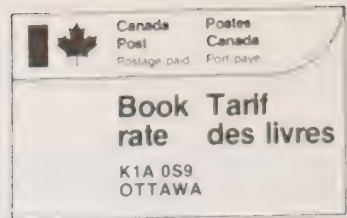
The meeting is adjourned to the call of the Chair.

[*Traduction*]

concernée a ou n'a pas cette capacité et c'est à vous de le déterminer au moyen des divers processus d'interview et autres.

**Le président:** Je tiens à remercier les témoins. Nous avons hâte à nos deux séances finales de la semaine prochaine, puis nous verrons ce que juin nous apportera.

La séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

#### WITNESSES/TÉMOINS

*From the Department of Employment and Immigration*

Gaétan Lussier, Deputy Minister.

Peter Hicks, Executive Director, Canadian Job Strategy.

Paul Gauvin, Executive Director, Finance and Administration.

*Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:*

Gaétan Lussier, sous-ministre.

Peter Hicks, directeur exécutif, Programme de la planification de l'emploi.

Paul Gauvin, directeur exécutif, Finance et administration.



HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Issue No. 64

Fascicule n° 64

Thursday, May 22, 1986  
Friday, May 23, 1986

Le jeudi 22 mai 1986  
Le vendredi 23 mai 1986

Chairman: Jim Hawkes

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent du*

## Labour, Employment and Immigration

## Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Order of Reference relating to Family Class  
Immigration

and

Main Estimates 1986-87: Votes 15, L20 and L25 under  
LABOUR (Canada Mortgage and Housing  
Corporation)

CONCERNANT:

Ordre de renvoi concernant l'immigration, catégorie de  
la famille

et

Budget des dépenses principal 1986-1987: crédits 15,  
L20 et L25 sous la rubrique TRAVAIL (Société  
centrale d'hypothèques et de logement)

APPEARING:

The Honourable William McKnight  
Minister of Labour

COMPARAÎT:

L'honorable William McKnight  
Ministre du Travail

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the  
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,  
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

*Chairman:* Jim Hawkes

*Vice-Chairmen:*

Jean-Pierre Blackburn

Fernand Jourdenais

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE L'IMMIGRATION

*Président:* Jim Hawkes

*Vice-présidents:*

Jean-Pierre Blackburn

Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Warren Allmand

Pauline Browes

Dan Heap

Sergio Marchi

John Oostrom

Peter Peterson

John R. Rodriguez

Maurice Tremblay (*Lotbinière*)

(Quorum 6)

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



## MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 22, 1986

(96)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 10:18 o'clock a.m., this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

*Members of the Committee present:* Pauline Browes, Jim Hawkes, John Oostrom and Peter Peterson.

*Other Member present:* Andrew Witer.

*In attendance: From the Library of Parliament:* Margaret Young, Research Officer. *From the Committee's Research Staff:* Anne-Marie Smart. *From the Office of Sergio Marchi:* Michael Kaczorowski. *From the Office of Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie. *From the Office of Dan Heap:* Ann John Baptiste.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Family Class Immigration, dated March 13, 1986 (*See Minutes of Proceedings of April 29, 1986, Issue No. 58*).

The Committee resumed consideration of its draft report to the House of Commons.

At 1:20 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

FRIDAY, MAY 23, 1986

(97)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 9:12 o'clock a.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

*Members of the Committee present:* Jim Hawkes, Dan Heap and John Oostrom.

*Acting Member present:* Gabriel Desjardins for Jean-Pierre Blackburn. Sheila Copps for Sergio Marchi.

*In attendance: From the Library of Parliament:* Kevin Kerr, Research Officer. *From the Committee's Research Staff:* Louise Thibault, and David McGovern.

*Appearing:* The Honourable William McKnight, Minister of Labour.

*Witnesses: From Canada Mortgage and Housing Corporation:* George Anderson, President; Raymond J. Boivin, Senior Vice-President; Eugene A. Flichel, Vice-President, Finance and Management Information Services and Acting Vice-President, Policy Development and Research.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated February 27, 1986 relating to Main Estimates 1986-87. (*See Minutes of Proceedings of April 9, 1986, Issue No. 53*).

The Chairman called Votes 15, L20 and L25 under LABOUR.

The Minister made a statement and answered questions with the witnesses.

## PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 22 MAI 1986

(96)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 10 h 18, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

*Membres du Comité présents:* Pauline Browes, Jim Hawkes, John Oostrom, Peter Peterson.

*Autre député présent:* Andrew Witer.

*Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement:* Margaret Young, attachée de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Anne-Marie Smart. *Du Bureau de Sergio Marchi:* Michael Kaczorowski. *Du Bureau de Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie. *Du Bureau de Dan Heap:* Ann John Baptiste.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 13 mars 1986 relatif à l'immigration de la catégorie de la famille. (*Voir Procès-verbaux du 29 avril 1986, fascicule n° 58*).

Le Comité reprend l'étude de son projet de rapport à la Chambre des communes.

A 13 h 20, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE VENDREDI 23 MAI 1986

(97)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 9 h 12, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

*Membres du Comité présents:* Jim Hawkes, Dan Heap, John Oostrom.

*Membres suppléants présents:* Gabriel Desjardins remplace Jean-Pierre Blackburn; Sheila Copps remplace Sergio Marchi.

*Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement:* Kevin Kerr, attaché de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Louise Thibault et David McGovern.

*Comparait:* L'honorable William McKnight, ministre du Travail.

*Témoins: De la Société centrale d'hypothèques et de logement:* George Anderson, président; Raymond J. Boivin, premier vice-président; Eugene A. Flichel, vice-président, Finance et service d'information de gestion et vice-président intérimaire, Recherche et élaboration des propositions.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 27 février 1986 relatif au budget des dépenses principal de 1986-1987. (*Voir Procès-verbaux du 9 avril 1986, fascicule n° 53*).

Le président met en délibération les crédits 15, L20 et L25 inscrits sous la rubrique TRAVAIL.

Le Ministre fait une déclaration, puis lui-même et les témoins répondent aux questions.

At 10:47 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call  
of the Chair.

A 10 h 47, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation  
du président.

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Friday, May 23, 1986

• 0913

**The Chairman:** I would like to call the meeting to order. It is the 97th meeting of our committee, and the order of the day is Main Estimates 1986-87, Votes 15, L20, and L25 under Labour, CMHC.

LABOUR

E—Canada Mortgage and Housing Corporation	
Vote 15—Operating expenditures .....	\$1,583,900,000
Vote L20—Advances to Canada Mortgage and Housing Corporation under Section 55 .....	\$17,500,000
Vote L25—Advances to Canada Mortgage and Housing Corporation under Section 37.1 .....	\$13,600,000

**The Chairman:** Appearing before us today is the Hon. William McKnight, Minister of Labour. With him I believe are Mr. Anderson, the President of CMHC; Mr. Boivin, the Senior Vice-President; and Eugene Flichel, the Vice-President, Finance and Management Information Services and Acting Vice-President, Policy Development and Research. We welcome our witnesses.

I would like members to know the meeting was scheduled for 9 a.m. because the Minister is cost conscious; he has to be on a commercial flight by 11.30 a.m., and the alternative of using a government jet was not viewed as desirable. I would like us to have a target of termination at about 10.40 a.m. if we could. If we go a minute or two beyond, I understand there is an opportunity to still catch the flight, but not much more than a minute or two beyond 10.40 a.m.

I understand also the Minister has a brief opening statement. I will just turn it over to the Minister for his statement and then we will move to questions.

**Hon. William McKnight (Minister of Labour):** Thank you, Mr. Chairman. Last week the CMHC officials explained to the committee the Main Estimates which were presented to you, and the approved program activity structure which was in effect in the fall of 1985. Since that time Cabinet has approved new housing initiatives. This makes it necessary to re-align the existing expenditure authorities within a new program activity structure. The corporation is now in the process of revising its 1986 corporate plan.

• 0915

I would briefly like to describe the approach to housing which has been developed after the extensive policy review and a lengthy process of consultation with a number of interested groups. First of all, a new package of social housing programs will direct federal assistance to households in core need, those which would have to spend more than 30% of their income to obtain suitable, adequate accommodation in their locality.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le vendredi 23 mai 1986

**Le président:** Je déclare la séance ouverte. Il s'agit de la 97<sup>e</sup> réunion de notre Comité et nous avons à l'ordre du jour le budget des dépenses de 1986-87, les crédits 15, L20 et L25 sous la rubrique Travail, SCHL.

TRAVAIL

E—Société canadienne d'hypothèques et de logement	
Crédit 15—Frais d'exploitation .....	\$1,583,900,000.
Crédit L20—Avances à la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'article 55 ....	\$17,500,000.
Crédit L25—Avances à la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'article 37 ....	\$13,600,000.

**Le président:** Nous entendons aujourd'hui l'honorable William McKnight, ministre du Travail. Il est accompagné, je crois, de M. Anderson, président de la SCHL, M. Boivin, premier vice-président, et Eugene Flichel, vice-président—Finances et systèmes de gestion et vice-président intérimaire—Recherche et élaboration de politiques. Nous souhaitons la bienvenue à nos témoins.

J'aimerais faire savoir aux membres que la réunion a été prévue pour 9 heures en raison d'un souci d'économie du Ministre; il doit prendre un vol commercial à 11h30 et n'a pas jugé souhaitable d'utiliser un avion du gouvernement. J'aimerais que la séance se termine si possible vers 10h40. Si nous dépassons cette limite d'une minute ou deux, je crois qu'il lui sera toujours possible de prendre l'avion, mais pas si nous dépassons la limite de 10h40 de plus d'une minute ou deux.

Je crois savoir que la déclaration du ministre sera brève. Je cède la parole au ministre pour sa déclaration, après quoi nous passerons aux questions.

**L'honorable William McKnight (ministre du Travail):** Merci, monsieur le président. La semaine dernière les fonctionnaires de la SCHL ont expliqué au Comité le budget des dépenses qui vous a été présenté et la structure approuvée d'activités de programme en vigueur à l'automne de 1985. Depuis ce temps, le Cabinet a approuvé de nouvelles initiatives en matière de logement. C'est pourquoi il faut réaligner les autorisations de dépenses existantes dans le cadre d'une nouvelle structure d'activités de programme. La Société est présentement en train de revoir son plan d'ensemble de 1986.

J'aimerais parler brièvement de la démarche mise au point en matière de logement après l'examen poussé des politiques et un long processus de consultation avec nombre de groupes intéressés. En premier lieu, un nouvel ensemble de programmes de logement social orientera l'aide fédérale aux ménages qui en ont le plus besoin, ceux qui devraient dépenser plus de

## [Text]

The specific programs include:

1. The non-profit housing program for needy families which allows public and private non-profit groups to build or acquire housing.
2. A rent supplement program to provide rental assistance to needy households in private market or co-op units.
3. A universal residential rehabilitation assistance program, usually referred to as RRAP, for low income house-owners, to help in upgrading inadequate housing. There also is a RRAP for landlords to help them upgrade inadequate units occupied by households in need and there is an improved RRAP for the disabled to assist in making needed modifications, to accessibility.
4. A rural and native housing program and an emergency repair program for households in rural areas.
5. The urban native program to assist native Canadians who live in urban centres.

In addition, we are finalizing the agreements with the provinces and territories which will give them an expanded role in the delivery an administration of social housing programs. This move will reduce the administrative costs and duplication, as well as increase on a national basis the financial contribution of provinces to social housing. Provincial delivery carries with it certain specific conditions to ensure federal objectives and accountability requirements are met.

Through social housing programs which are limited to those in core need and increased provincial participation, we will be able to help twice as many needy households each year as were assisted under the previous strategy.

The Co-operative Housing Program has been redesigned to serve two groups. These are moderate income households which cannot afford independent homeownership in today's marketplace, and households which are in core need. The new program will achieve its objectives through an experimental financial vehicle, the index-linked mortgage, as well as minimal subsidies. Some units will also be eligible for rent supplements to accommodate low income Canadians.

We are continuing the provision of mortgage insurance. The corporation is also undertaking a consultative review of public mortgage insurance in order to seek advice and ideas from Canadians on the operating approach and the program design which will best enable the NHA mortgage insurance to meet its public mortgage objectives.

## [Translation]

30 pour cent de leur revenu pour se loger convenablement dans leur localité.

Ces programmes comprennent:

1. Le programme de logement sans but lucratif pour les familles dans le besoin qui permet à des organismes publics et privés sans but lucratif de construire ou d'acquérir des logements.
2. Un programme de supplément du loyer pour aider aux ménages dans le besoin dans le marché privé ou dans les logements coopératifs.
3. Un programme universel d'aide à la remise en état des logements, mieux connu sous le sigle PAREL, à l'intention des propriétaires à faible revenu destiné à aider à restaurer les logements en mauvais état. Il existe également un PAREL destiné aux propriétaires pour leur permettre de rénover des logements en mauvais état occupés par des ménages dans le besoin de même qu'un PAREL amélioré destiné aux invalides pour leur permettre d'apporter les modifications nécessaires pour des raisons d'accessibilité.
4. Un programme de logement rural et autochtone et un programme de réparations d'urgence pour les ménages des régions rurales.
5. Un programme destiné à aider les Canadiens autochtones qui habitent les centres urbains.

En outre, nous mettons au point des ententes qui accorderont aux provinces et territoires un rôle plus important dans la prestation et l'administration des programmes de logement social. Cette mesure réduira les coûts administratifs et le double emploi, en plus d'accroître à l'échelle nationale l'apport financier des provinces au logement social. La prestation des services par les provinces est assortie de certaines conditions précises pour assurer le respect des exigences fédérales quant aux objectifs et quant à l'imputabilité.

Au moyen de programmes de logement social destinés à répondre aux besoins impérieux et par l'augmentation de la participation provinciale, nous pourrions aider deux fois plus de ménages nécessiteux chaque année qu'en vertu de la stratégie antérieure.

Le programme de logement coopératif a été réaménagé pour desservir deux groupes. Il s'agit des ménages à revenu modeste qui ne peuvent devenir propriétaires indépendants dans le marché que nous connaissons aujourd'hui et des ménages à revenu modeste qui ne peuvent devenir propriétaires indépendants dans le marché que nous connaissons aujourd'hui et des ménages à besoins impérieux. Le nouveau programme réalisera ses objectifs au moyen d'un véhicule financier expérimental, le prêt hypothécaire indexé, de même que par des subsides minimums. Certains logements seront également admissibles au supplément de loyer destiné aux Canadiens à faible revenu.

Nous continuons de fournir l'assurance hypothécaire. La Société entreprend également un examen consultatif de l'assurance hypothécaire publique afin d'obtenir les conseils et les idées des Canadiens sur la démarche de fonctionnement et la conception de programme qui permettront au mieux à l'assurance hypothécaire en vertu de la LNH de réaliser ses objectifs.



**[Texte]**

The re-alignment of programs and the new co-operation of the provinces has provided Canadians with more equitable and effective responses to the need of suitable and affordable housing.

Mr. Chairman, I would be pleased to answer any questions the members of your committee may have.

**The Chairman:** Thank you Mr. McKnight. I will turn the mike over to Mr. Heap to start the questioning.

**Mr. Heap:** I have a number of questions which I may not be able to have dealt with and I hope I may append them at the end. The Minister or his office might send replies afterwards.

My first direct question regards the global and operating agreements on housing which, as the Minister said, are nearly all negotiated. I would ask the Minister whether he will consent to letting the Members of Parliament have copies of these agreements when they are all done. When he is supporting documentation, will he agree to make these agreements public, provided the provincial partners agree?

**Mr. McKnight:** Yes, if our partners have no objections, the corporation has none whatsoever to making the global and the operating agreements available.

**Mr. Heap:** The consultation process is now completed, with respect to the January 1985 paper. Is the Minister willing to provide Members of Parliament access to the submissions in response to the consultation paper?

**Mr. McKnight:** I see no objection, Mr. Chairman. We received several forms of response. We received verbal responses, and letters from individual Canadians. We received formal briefs from provinces, formal briefs from some 22 national organizations involved in providing shelter. I see no objection to the organization briefs. I would have some concern about releasing private correspondence sent by individual Canadians who are making suggestions to the government as to how to best provide housing.

• 0920

With the official organizations, to the best of my knowledge, there would be no objection. But I would like the opportunity, if I could, Mr. Heap, to communicate to the organizations which submitted official briefs to the corporations and ask their consent before I do it.

**Mr. Heap:** Thank you. On the new concept of core need, according to the report my office received from Mr. Lajoie, the core need income thresholds are calculated by the market survey being, as it were, an average number for each city and region.

I would like to ask the Minister if he will provide the committee with a detailed formula for the calculation of the core need and with the data used to support the calculation in each city or region, as listed in the core document.

**Mr. McKnight:** Yes, Mr. Chairman, the documents that we have... if the member is asking if we can provide for each

**[Traduction]**

Le réaménagement des programmes et la nouvelle collaboration des provinces ont assuré aux Canadiens une réaction plus équitable et plus efficace à leurs besoins en matière de logement approprié à prix raisonnable.

Monsieur Le président, je serai heureux de répondre aux questions des membres de votre Comité.

**Le président:** Merci, Monsieur McKnight. Je rends le micro à M. Heap pour la première question.

**M. Heap:** J'ai plusieurs questions auxquelles il ne sera peut-être pas possible de répondre aujourd'hui; j'espère que je pourrai les ajouter à la fin de sorte que le ministre ou son bureau puisse nous faire parvenir des réponses par la suite.

Ma première question directe porte sur les ententes-cadres et les accords de mise en oeuvre en matière de logement qui, comme l'a dit le ministre, sont presque tous négociés. Je voudrais demander au ministre s'il consentira à remettre des copies de ces ententes aux députés lorsqu'elles seront toutes signées. Acceptera-t-il de rendre ces ententes publiques, sous réserve de l'accord des partenaires provinciaux?

**M. McKnight:** Oui, si nos partenaires n'ont pas d'objection, la Société n'en a aucune à publier les ententes-cadres et les accords de mise en oeuvre.

**M. Heap:** Le processus de consultation est présentement terminé à l'égard du document de janvier 1985. Le ministre est-il prêt à fournir aux députés les mémoires présentés en réponse aux documents de consultation?

**M. McKnight:** Je n'y vois aucune objection, Monsieur le président. Les réponses que nous avons reçues se présentent sous plusieurs formes. Nous avons reçu des réponses orales et des lettres de particuliers. Nous avons reçu des mémoires officiels des provinces, des mémoires officiels de quelque 22 organismes nationaux qui s'occupent de fournir du logement. Je n'ai aucune objection dans le cas des mémoires des organismes. J'hésiterais un peu à publier la correspondance privée provenant de particuliers qui présentent au gouvernement des suggestions sur la meilleure façon d'assurer le logement.

Pour ce qui est des organismes officiels, au meilleur de ma connaissance il n'y aurait aucune objection. Toutefois, si la chose était possible, monsieur Heap, j'aimerais avoir l'occasion de communiquer avec les organismes qui ont présenté des mémoires officiels à la Société pour leur demander leur consentement.

**M. Heap:** Merci. Quant à ce nouveau concept des besoins impérieux, selon le rapport que mon bureau a reçu de M. Lajoie, le plafond de revenu est calculé d'après une enquête sur le marché et constitue, en quelque sorte, une moyenne pour chaque ville et chaque région.

J'aimerais demander au Ministre s'il fournira au Comité une formule détaillée de calcul des besoins impérieux avec les données qui ont servi à établir le calcul dans chaque ville ou région, selon le document.

**M. McKnight:** Oui, monsieur le président les documents dont nous disposons... si le député nous demande si nous

[Text]

area where we established the core need, yes, I believe this can be provided to the member.

**Mr. Heap:** In the same document, the Minister says he has added 4% to the rent values of 1985 October vacancy rate survey to derive the 1986 rents. But given that I am sure the Minister is aware that rent increases average 7.5% in Halifax, 5.1% in Monreal, and 5.1% in Toronto, why does the Minister not use a more realistic figure to derive the 1986 rents? On the other hand, now that the April 1986 apartment vacancy rate survey has been completed, will the Minister be updating the core need income thresholds from this date?

**Mr. McKnight:** The core need income thresholds are established in advance of the April survey, and I cannot comment on the ability of the corporation to adjust during this year. I would like to ask the President if I could, Mr. Chairman, to make a comment on that. But the 4% increase was taken as a way of putting forward what would be assumed to be a modest increase in most areas on top of the need, but I would like one of my officials to comment if I could, Mr. Chairman.

**Mr. George Anderson (President, Canada Mortgage and Housing Corporation):** Mr. Chairman, last fall we established the rents with the escalator at 4%. We have offered in consultation with our provincial partners to update it with the most recent information. So this is a regular part of the joint planning and monitoring process—to update regularly the core income thresholds.

**Mr. Heap:** Since the present level is below the evident level in at least three major cities in Canada and probably below it in more, what has the Minister done to ensure that the rents people are actually paying are not in excess of the core need that is actually being allowed when we are establishing their income threshold?

And, specifically, has the Minister urged the provinces to improve or develop rent controls in order to reduce the gap between the income threshold identified for core need and the actual rents people are paying?

**Mr. McKnight:** I am not sure what the member means by "evident", Mr. Chairman, but the formula is 30% of the income being spent to acquire suitable and adequate accommodation within the locality. That is the criteria the corporation uses to impact or to initiate the rent geared to income programs.

**Mr. Heap:** Well, my question relates to the fact that the core need figures based on 4%, which is evidently not applicable in the cities I have mentioned... and before there may be an adjustment, I had asked the Minister whether he had discussed rent controls in a positive way with the provincial governments. But within the time we have, I would like to go to a further question as to why the Minister uses 30%. He has said that people should not have to pay more than 25% of their income on housing, that is to say, low-income people or the

[Translation]

pouvons fournir les chiffres pour chaque région où nous avons établi les besoins impérieux, oui, je crois que cela est possible.

**M. Heap:** Dans le même document, le Ministre déclare qu'il a ajouté 4 p. 100 aux loyers de l'enquête d'octobre 1985 sur les logements vacants afin de calculer les loyers de 1986. Mais étant donné que je suis certain que le ministre est au courant que les augmentations de loyer s'établissent en moyenne à 7,5 p. 100 à Halifax, 5,1 p. 100 à Montréal et 5,1 p. 100 à Toronto, pourquoi le Ministre n'utilise-t-il pas un chiffre plus réaliste pour calculer les loyers de 1986? D'autre part, maintenant que l'enquête d'avril 1986 sur le taux de vacance des appartements est terminée, est-ce que le Ministre va rajuster les plafonds de revenu des besoins impérieux à compter de cette date?

**M. McKnight:** Les plafonds sont établis avant l'enquête d'avril et je ne saurais dire si la Société est en mesure de procéder à une rectification dans le courant de l'année. J'aimerais demander au Président, si vous le permettez, monsieur le président, de nous éclairer là-dessus. Mais l'augmentation de 4 p. 100 constituait une façon d'établir une augmentation présumée modeste dans la plupart des régions, mais j'aimerais, si vous le permettez, monsieur le président, obtenir les commentaires d'un de mes fonctionnaires.

**M. George Anderson (Président, Société canadienne d'hypothèques et de logement):** Monsieur le président, l'automne dernier nous avons établi les loyers avec l'augmentation à quatre pour cent. Nous avons offert, en consultation avec nos partenaires des provinces, de les rectifier à partir des renseignements les plus récents. C'est là une partie régulière du processus conjoint de planification et de surveillance—la mise à jour régulière des plafonds de revenu.

**M. Heap:** Puisque le niveau actuel est inférieur au niveau évident dans au moins trois grandes villes du Canada et probablement dans un plus grand nombre, qu'est-ce que le Ministre a fait pour s'assurer que les loyers effectivement payés ne dépassent pas le besoin impérieux défini par les plafonds de revenu?

Et plus particulièrement, est-ce que le Ministre a incité les provinces à améliorer ou à mettre en place le contrôle des loyers afin de réduire l'écart entre le plafond de revenu des besoins impérieux et les loyers qui sont effectivement versés?

**M. McKnight:** Je ne suis pas certain de ce que le député entend par «évident», monsieur le président, mais la formule est de 30 p. 100 du revenu consacré à acquérir un logement approprié et adéquat dans la localité. C'est le critère que la Société utilise dans le cas des programmes de loyers proportionnés au revenu.

**M. Heap:** Eh bien, ma question porte sur le fait que les chiffres sur les besoins impérieux fondés sur quatre pour cent, ce qui n'est évidemment pas applicable dans les villes que j'ai mentionnées... et avant qu'il puisse y avoir un ajustement, j'avais demandé au Ministre s'il avait discuté du contrôle des loyers d'une façon positive avec les gouvernements provinciaux. Mais compte tenu du temps dont nous disposons, j'aimerais passer à une nouvelle question quant à savoir pourquoi le Ministre utilise 30 p. 100. Il a dit qu'on ne devrait



[Texte]

ones under consideration. In effect, his decision to use 30% for the threshold means that people pay between 25% and 30% of their rent, or drop between the cracks.

• 0925

Why is he taking the view that if the government is financially unable to extend assistance to these people there are no other options, such as rent control perhaps, to enable the same restraint that the government is exercising to be placed on the landlords?

**Mr. McKnight:** The use of 30%, Mr. Chairman, is not something that was picked out of the air. Within Canada, the average that homeowners pay for their accommodation, from the information we have, averages out to 30%. Therefore, using 30% of income to provide shelter for those who rent seemed like a just way of establishing the core need. Mr. Chairman, at any time, they only pay 25% under the federal guidelines.

**Mr. Heap:** I disagree with the Minister's logic, but I will not take the time to go into it now.

I would like to ask about the co-op program. The new federal Co-op Housing Program is based on index-linked mortgages and will be dramatically less expensive for the federal government than the section 56.(1) program it replaced. The savings to the federal government are projected to be about 40% in its development assistance.

Therefore, I am asking why the allocation this year is only 5,000 units, which is similar to last year's allocations and still down a good deal from the high of 6,600 in 1982? If the government is saving so much money on the new program, which has been worked out with a great deal of co-operation from the co-ops—in fact, I think it was mainly at their expense in the research area—why is it not using some of this to allow more co-op units to be built?

**Mr. McKnight:** Firstly, I hope the member is accurate in the savings he has identified. If he is accurate, those dollars will be used to help more low-income Canadians receive assistance from the federal government in shelter.

Mr. Chairman, if the member would average out the 5,000 figure over the period of the old program, it will be found to be traditional.

**The Chairman:** This is your last question, Mr. Heap.

**Mr. Heap:** Why is it that the co-operative housing sector has requested in a number of cases that they be allowed to use up to 50% of their units for rent supplemented units, but the Minister has just said they want to use the savings to provide more aid to low-income people? Why has the government

[Traduction]

pas payer plus de 30 p. 100 de son revenu pour le logement, c'est-à-dire dans le cas des personnes à faible revenu ou des personnes dont il s'agit ici. En fait, sa décision d'utiliser 30 p. 100 pour le plafond signifie que certaines personnes paient entre 25 p. 100 et 30 p. 100 de leur loyer, c'est-à-dire qu'ils tombent entre les deux.

Pourquoi adopte-t-il la position que si le gouvernement est financièrement incapable d'aider ces personnes il n'y a pas d'autre option, par exemple le contrôle des loyers, pour permettre d'imposer aux propriétaires la même modération qu'au gouvernement?

**M. McKnight:** Le chiffre de 30 p. 100, monsieur le président, n'a pas été inventé de toutes pièces. Au Canada, d'après les renseignements dont nous disposons, les propriétaires de maisons paient en moyenne environ 30 p. 100 pour le logement. Ainsi, l'emploi de 30 p. 100 du revenu pour le logement des locataires semblait une façon juste d'établir le besoin impérieux. Monsieur le président, à n'importe quel moment, ils ne paient que 25 p. 100 d'après les lignes directrices fédérales.

**M. Heap:** Je ne saurais accepter la logique du Ministre, mais nous n'avons pas le temps d'en discuter maintenant.

J'aurais des questions à poser sur le programme des coopératives. Le nouveau programme fédéral des coopératives d'habitation se fonde sur des prêts hypothécaires indexés et sera énormément moins coûteux pour le gouvernement fédéral que le programme qu'il remplace et qui avait été établi en vertu du paragraphe 56.(1). On prévoit que l'économie pour le gouvernement fédéral sera d'environ 40 p. 100 au titre de l'aide à la préparation.

Je demande donc pourquoi l'allocation cette année n'est que de 5,000 logements, ce qui est du même ordre que l'an passé, mais représente une diminution considérable par rapport au sommet de 6,600 enregistré en 1982. Si le gouvernement épargne tant d'argent avec le nouveau programme, qui a été établi avec une grande collaboration des coopératives—en fait, je crois que c'était surtout à leurs frais dans le domaine de la recherche—pourquoi n'utilise-t-il pas une partie de cette économie pour permettre la construction d'un plus grand nombre de coopératives d'habitation?

**M. McKnight:** Tout d'abord, j'espère que le député a calculé correctement les économies. Si tel est le cas, ces sommes seront utilisées par le gouvernement fédéral pour aider un plus grand nombre de Canadiens à faible revenu en matière de logement.

Monsieur le président, si le député établit le chiffre de 5,000 en moyenne pour la durée de l'ancien programme, il trouvera qu'il est conforme à la tradition.

**Le président:** Ceci est votre dernière question, monsieur Heap.

**M. Heap:** Pourquoi le secteur des coopératives d'habitation a-t-il demandé dans de nombreux cas la permission d'utiliser jusqu'à 50 p. 100 des logements comme logements subventionnés, tandis que le Ministre vient de dire qu'il désire utiliser les économies pour assurer une plus grande somme d'aide aux

[Text]

restricted the co-operatives to only 30% of their units being supplemented?

It is the co-operatives that are saving the government money. Why not let the co-operatives that have asked to do so apply that to low-income tenants?

**Mr. McKnight:** It is not only the co-operatives, Mr. Chairman, that are saving the government money. The new program was worked out in conjunction with the Co-op Housing Foundation. The negotiations with the provinces, who pay 50% of the rent-supplement program, meant that we were going to have rent supplements available throughout Canada, not just in co-op accommodation. It is not only co-op accommodation that provides for low-income Canadians on the rent-supplement basis.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Heap. Ms Copps.

**Ms Copps:** Thank you, Mr. Chairman.

When do you intend to finalize your index-linked mortgage program?

**Mr. McKnight:** The index-linked mortgage is finalized. The corporation has negotiated with the Co-op Housing Foundation to put forward the new Co-op Housing Program using an index-linked mortgage. The regulations and parameters for that new mortgage instrument within Canada confined to co-op housing are in place.

**Ms Copps:** I was under the impression that the co-ops have not yet been able to take advantage of it.

**Mr. Anderson:** That is true.

**Ms Copps:** Why is that true?

**Mr. Anderson:** It is because we have not yet released the documentation for the mortgages. The concept is agreed to.

**Ms Copps:** I understand that the concept is agreed to. The concept was announced months ago. I would like to know when it is going to be in place. That was my question.

**Mr. Anderson:** I would say it will be in place within the next month.

• 0930

**Ms Copps:** Thank you. The start-up funding has not yet been released for co-ops and will not be released until June 11, 1986. Can you tell us why?

**Mr. McKnight:** That is not accurate, Mr. Chairman. The developmental funding for co-ops was released, I believe, a month ago.

**Ms Copps:** I was told by the CMHC that June 11 is the target date for the release.

**Mr. McKnight:** No, for the receipt of the proposals, Mr. Chairman, from the co-ops who are making proposals for projects in this year, the date is June 11. But the developmen-

[Translation]

personnes à faible revenu? Pourquoi le gouvernement a-t-il autorisé les coopératives à utiliser seulement 30 p. 100 de leurs logements pour le supplément?

Ce sont les coopératives qui épargnent de l'argent au gouvernement. Pourquoi ne pas permettre aux coopératives qui en ont fait la demande d'appliquer ces économies aux locataires à faible revenu?

**M. McKnight:** Ce ne sont pas seulement les coopératives, monsieur le président, qui épargnent de l'argent au gouvernement. Le nouveau programme a été établi en collaboration avec la Fondation de l'habitation coopérative. Les négociations avec les provinces, qui paient 50 p. 100 du programme de supplément de loyer, signifient que les suppléments de loyer seront disponibles dans tout le Canada, et non uniquement dans les coopératives. Ce ne sont pas seulement les coopératives d'habitation qui permettent le supplément de loyer pour les Canadiens à faible revenu.

**Le président:** Merci, monsieur Heap. Madame Copps.

**Mme Copps:** Merci, monsieur le président.

Quand avez-vous l'intention de mettre en place votre programme de prêts hypothécaires indexés?

**M. McKnight:** Le programme de prêts hypothécaires indexés a été mis au point. La Société a négocié avec la Fondation de l'habitation coopérative pour mettre en place le nouveau programme à l'aide de prêts hypothécaires indexés. Les règlements et les paramètres pour ce nouvel instrument hypothécaire limité aux habitations coopératives sont en place.

**Mme Copps:** J'avais l'impression que les coopératives n'avaient pas encore pu en bénéficier.

**M. Anderson:** C'est vrai.

**Mme Copps:** Comment cela?

**M. Anderson:** C'est parce que nous n'avons pas encore publié la documentation pour les prêts hypothécaires. Le concept a été accepté.

**Mme Copps:** Je sais que le concept a été accepté. Il a été annoncé il y a des mois. J'aimerais savoir quand il sera en place. C'était là ma question.

**M. Anderson:** Selon moi, il sera en place le mois prochain.

**Mme Copps:** Merci. Le financement de départ n'a pas encore été accordé aux coopératives et ne le sera pas avant le 11 juin 1986. Pouvez-vous nous dire pourquoi?

**M. McKnight:** Ceci n'est pas exact, monsieur le président. Le financement de préparation pour les coopératives a été débloqué, à ce que je crois, il y a un mois.

**Mme Copps:** La SCHL m'a déclaré que le 11 juin est la date cible pour cela.

**M. McKnight:** Non, pour la réception des propositions, monsieur le président, propositions qui émanent des coopératives qui proposent des projets pour cette année; la date est le 11



[Texte]

tal funding was released to the co-ops, I believe, some four weeks ago.

**Ms Coppes:** So the start-up funding for the fiscal year 1985-86 has been released. In fact, the \$14,000 per unit has been released?

**Mr. McKnight:** No, Mr. Chairman. The developmental funding for co-op projects is money that is made available by the corporation to assist the co-ops in developing their proposals. The deadline set for acceptance of proposals is June 11, 1986.

**Ms Coppes:** Can you tell me, then, how you have released the proposal funding if you have not received the proposals? I asked specifically; I was told that the start-up funding for the proposals had not been released, and you tell me that you are expecting to get the proposals on June 11. But you have released the funds already for the proposal development?

**Mr. McKnight:** Mr. Chairman, I may not be explaining it properly, and I would ask an official to explain it if they would, but I am referring to the developmental funding made available to co-ops which allows co-ops to develop their proposals, for which the deadline for acceptance is June 11.

**Ms Coppes:** Okay—my mistake. So, in other words, I guess they had about two months between the release of the funds to have the proposal ready. So you released the funds about a month ago and then they were to have their proposals in by June 11. Is that it? Is that the timing?

**Mr. McKnight:** The exact date—does anyone have it?

**Mr. Eugene Flichel (Vice President, Finance and Management Information Services, and Acting Vice President, Policy Development and Research, Canadian Mortgage and Housing Corporation):** There is not a consistent date right across the country. In different places, the groups were more advanced than others. In fact, in some parts of the country, we already have responses from the co-ops. Those will be processed over the next two weeks.

**Ms Coppes:** Then my information is obviously not correct. Can you tell us why you put a lid on the amount you are funding for co-ops this year in terms of individual units, as compared with the past?

**Mr. McKnight:** Are you referring to the figure of \$5,000?

**Ms Coppes:** No. The allocation for interest-free loans is \$70 million.

**Mr. McKnight:** Because of the change in the program design, the minimal subsidy for each unit, of up to approximately \$14,000, is a change from the old program, which was an interest write-down to 2%.

[Traduction]

juin. Mais les fonds de préparation ont été transmis aux coopératives, je crois, il y a quelque quatre semaines.

**Mme Coppes:** Ainsi le financement de départ pour l'exercice financier 1985-1986 a été débloqué. En fait, la somme de 14,000\$ par logement a été débloquée?

**M. McKnight:** Non, monsieur le président. Le financement de préparation pour les projets de coopérative sont des sommes mises à la disposition des coopératives par la Société pour les aider à mettre au point leurs propositions. La date limite pour l'acceptation des propositions est le 11 juin 1986.

**Mme Coppes:** Pouvez-vous me dire alors comment vous avez pu débloquer les fonds pour les propositions si vous n'avez pas reçu les propositions? J'ai posé expressément cette question, on m'a répondu que le financement de départ pour les propositions n'avait pas été débloqué et vous me dites que vous vous attendez à recevoir les propositions le 11 juin. Mais vous avez déjà débloqué les fonds pour la préparation des propositions?

**M. McKnight:** Monsieur le président, je n'explique peut-être pas la chose clairement et j'aimerais demander à un fonctionnaire de l'expliquer, mais je parle du financement de préparation mis à la disposition des coopératives pour leur permettre de préparer leurs propositions dont le délai d'acceptation est le 11 juin.

**Mme Coppes:** D'accord, c'est moi qui faisais erreur. Ainsi, en d'autres termes, j'imagine que les coopératives ont disposé d'environ deux mois depuis le déblocage des fonds pour préparer leurs propositions. Vous avez donc débloqué les fonds il y a environ un mois et les coopératives doivent présenter leurs propositions pour le 11 juin. Est-ce bien cela? Est-ce la bonne chronologie?

**M. McKnight:** La date exacte—est-ce que quelqu'un la connaît?

**M. Eugene Flichel (Vice-président, Finances et systèmes de gestion et vice-président intérimaire, Recherche et élaboration de politiques, Société canadienne d'hypothèques et de logement):** La date n'est pas uniforme dans tout le pays. Dans certains endroits, les groupes sont plus avancés qu'ailleurs. En fait, dans certaines parties du pays, nous avons déjà en main la réponse des coopératives. Ces réponses seront traitées au cours des deux prochaines semaines.

**Mme Coppes:** Alors mes renseignements sont manifestement incorrects. Pouvez-vous nous dire pourquoi vous avez imposé une limite aux sommes que vous destinez aux coopératives cette année, par rapport au nombre de logements, en comparaison avec le passé?

**M. McKnight:** Pensez-vous au chiffre de 5,000\$?

**Mme Coppes:** Non. L'allocation pour les prêts sans intérêt est de 70 millions de dollars.

**M. McKnight:** À cause de la modification de la conception du programme, la subvention minimum pour chaque logement, qui peut atteindre environ 14,000\$, constitue un changement par rapport à l'ancien programme, soit une réduction de l'intérêt à deux pour cent.

[Text]

**Ms Copps:** But part of the package included index-linked mortgages, which are not yet available, so in the meantime there is obviously going to have to be some bridge financing by the co-ops.

**Mr. McKnight:** The co-ops have not brought to our attention a need for bridge financing from the deadline for proposal calls. We are confident—

**Ms Copps:** Is the deadline June 11 or not?

**Mr. McKnight:** —that we will be able to have in place the documentation for the index-linked mortgage by the time the proposal calls are in.

**Ms Copps:** Okay. I just understood the official to say June 11 was not the deadline time. But anyway, I would like to—

**Mr. McKnight:** No, I think the official stated that we have already received from some co-ops, because of different states of readiness, to proceed with projects that—

**Ms Copps:** So June 11 was not the deadline. Anyway, I would prefer to go on to the core need group.

**The Chairman:** We are trying to create a transcript and I do not think there was anything from the official that showed up in the transcript.

**Ms Copps:** Possibly not.

**The Chairman:** Perhaps the official could make it clear what they were saying across the table.

**Mr. Flichel:** Mr. Chairman, we have asked for proposals from the co-op groups across the country at different market areas and different cities. The co-op groups are in a different state of readiness, so there was not an across-the-board time frame that everybody has to be in.

**Ms Copps:** So June 11 is not the day. That is all I am saying.

**Mr. Flichel:** Some parts of the country will be later than that, because the groups simply need more time to develop their proposals.

**Ms Copps:** Thank you. I would like to go on to core need groups. I think Mr. Heap outlined some of my concerns as well, and I would like to take a look, for example, at the situation with respect to RRAP funding, that is, homeowners who want to fix up their homes.

• 0935

[Translation]

**Mme Copps:** Mais une partie de l'ensemble comprenait les prêts hypothécaires indexés, qui ne sont pas encore disponibles; entretemps, il faudra manifestement un certain financement transitoire de la part des coopératives.

**M. McKnight:** Les coopératives n'ont pas attiré notre attention sur la nécessité d'un financement transitoire à partir de l'échéance des propositions. Nous sommes assurés . . .

**Mme Copps:** Est-ce que l'échéance est le 11 juin, oui ou non?

**M. McKnight:** . . . que nous pourrions disposer de la documentation pour les prêts hypothécaires indexés au moment où arriveront les propositions.

**Mme Copps:** D'accord. J'avais compris que le fonctionnaire avait dit que le 11 juin n'était pas l'échéance. Mais de toute façon j'aimerais . . .

**M. McKnight:** Non, je crois que le fonctionnaire a déclaré que nous avons déjà reçu les propositions de certaines coopératives, parce qu'elles ne sont pas toutes également en mesure d'entreprendre des projets que . . .

**Mme Copps:** Ainsi, le 11 juin n'est pas l'échéance. De toute façon, je préférerais passer aux besoins impérieux.

**Le président:** Nous tentons de faire une transcription et je ne crois pas que rien de ce qu'a dit le fonctionnaire ne figure à la transcription.

**Mme Copps:** Peut-être que non.

**Le président:** Le fonctionnaire pourrait peut-être préciser ce qu'il disait de l'autre côté de la table.

**M. Flichel:** Monsieur le président, nous avons demandé des propositions aux coopératives de tout le pays, dans divers secteurs de marché et dans diverses villes. Les coopératives ne sont pas toutes également prêtes de sorte qu'il n'y a pas une échéance uniforme.

**Mme Copps:** Ainsi, le 11 juin n'est pas la date. C'est tout ce que je disais.

**M. Flichel:** Certaines parties du pays viendront plus tard, parce que les groupes ont besoin de plus de temps pour préparer leurs propositions.

**Mme Copps:** Merci. J'aimerais passer aux besoins impérieux. Je crois que M. Heap a exposé certaines de mes préoccupations et j'aimerais examiner, par exemple, la situation à l'égard du financement par le PAREL, c'est-à-dire pour les propriétaires qui veulent réparer leurs maisons.

If you look at the comparisons between last year and this year in the city of Ottawa, 60% of the 1985 applicants who were approved would not qualify under the new guidelines. In the city of Hamilton under the old program, among the people who applied, 54% were eligible and now 30% of the same group will not be eligible. If you look at the city of Winnipeg, again the number of eligibilities has been cut drastically.

Si vous examinez les comparaisons entre l'an dernier et cette année dans la ville d'Ottawa, 60 p. 100 des demandes qui ont été approuvées en 1985 ne seraient pas admissibles selon les nouvelles lignes directrices. Dans la ville de Hamilton, en vertu de l'ancien programme, 54 p. 100 de ceux qui présentaient des demandes étaient admissibles et maintenant 30 p. 100 du même groupe ne seront pas admissibles. Dans le cas de la ville de Winnipeg, là aussi le nombre des admissibilités a été énormément réduit.



[Texte]

I had a woman in my office last week who earned \$17,000 a year. She is a single parent with two children who is not eligible for RRAP funding because she makes too much money. She is a homeowner who is barely struggling to make ends meet. Given the very tight definition of core need group that has been established by the new policies, you are cutting out a lot of people who are living below the poverty line.

I would like to ask also why CMHC suggests that a single parent with three children should be living in a two-bedroom apartment?

**Mr. McKnight:** I will deal with the first question, Mr. Chairman. For the person who was in your office making \$17,000, it is not accurate that she is not eligible for RRAP.

**Ms Copps:** She was turned down.

**Mr. McKnight:** I do not know the criteria that was used but she was not turned down because of the income limits. The maximum forgivable loan would be available to those low-income-earning Canadians. I think, Mr. Chairman, as long as there is a need and as long as the Canadian taxpayers are not able to meet 100% of the need of Canadians to rehabilitate their homes, it makes sense, and I believe Canadians expect it, that those people who are the neediest should be first on the list.

**Ms Copps:** The Minister has just suggested that he would be making substantial savings with respect to his changes in the Co-op Program. I would like to suggest that, in the past, we were able to offer assistance to somebody, a full assistance to a person earning \$17,000 a year with two children. Now they are all of a sudden not determined needy when even according to Senate poverty standards, they are living \$2,000 or \$3,000 below the poverty level. Is this not needy?

**Mr. McKnight:** I do not believe, Mr. Chairman, in the past—but the officials can correct me—full assistance was available to those earning \$17,000.

**Ms Copps:** Could you comment on it? Yes, it was available.

**Mr. Anderson:** There was a reducing scale according to income.

**Ms Copps:** Yes, there was a reducing scale up to \$23,000—

**Mr. Anderson:** Up to \$23,000.

**Ms Copps:** —and a person of \$17,000 with two children would be getting full assistance, in my understanding, under the old system. The RRAP officials we have been talking with across the country who are talking about 30% and 40% and 50% cutbacks in eligibility are dealing with these programs on a daily basis. They are suggesting to us it is going to lead to a deterioration in neighbourhoods because poor home owners will not be in a position to keep up their homes.

[Traduction]

La semaine dernière j'ai reçu à mon bureau une femme seule, mère de deux enfants, qui gagne 17,000\$ par année. Elle n'est pas admissible au PAREL parce qu'elle gagne trop d'argent. C'est une propriétaire qui a beaucoup de mal à joindre les deux bouts. Étant donné la définition très restreinte des besoins impérieux établie par les nouvelles politiques, vous éliminez beaucoup de gens qui vivent sous le seuil de la pauvreté.

J'aimerais demander également pourquoi la SCHL suggère à une mère seule avec trois enfants d'habiter un appartement de deux chambres à coucher?

**M. McKnight:** Je répondrai à la première question, monsieur le président. Pour la personne dont vous parlez et qui gagnait 17,000\$, il n'est pas exact de dire qu'elle n'est pas admissible au PAREL.

**Mme Copps:** Elle a été refusée.

**M. McKnight:** Je ne sais pas quels critères ont été utilisés, mais elle n'a pas été refusée en raison des limites de revenu. Le maximum du prêt susceptible de remise serait accessible à ces Canadiens à faible revenu. Selon moi, monsieur le président, aussi longtemps qu'il y aura un besoin et que les contribuables canadiens ne seront pas en mesure de répondre à 100 p. 100 du besoin en matière de remise en état des maisons, il est logique, et je crois que les Canadiens s'attendent à cela, que les personnes les plus nécessiteuses figurent en premier sur la liste.

**Mme Copps:** Le Ministre vient de laisser entendre que nous réaliserons des économies substantielles en raison des modifications qu'il a apportées au Programme des coopératives. Dans le passé, nous étions en mesure d'offrir de l'aide à quelqu'un, une aide complète à une personne gagnant 17,000\$ par année avec deux enfants. Maintenant, tout à coup, cette famille n'est pas jugée nécessiteuse, alors que même selon les normes de pauvreté du Sénat, elle se situe à 2,000 ou 3,000\$ sous le seuil de la pauvreté. N'est-ce pas ce qu'on entend par une famille nécessiteuse?

**M. McKnight:** Je ne crois pas, monsieur le président, que dans le passé—mais les fonctionnaires pourront me reprendre si je me trompe—qu'une aide complète ait été offerte à ceux qui gagnaient 17,000\$.

**Mme Copps:** Pourriez-vous commenter cela? Oui, cette aide est offerte.

**M. Anderson:** Il y avait une échelle décroissante fondée sur le revenu.

**Mme Copps:** Oui, il y avait une échelle décroissante jusqu'à 23,000\$ . . .

**M. Anderson:** Jusqu'à 23,000\$.

**Mme Copps:** . . . et une personne avec deux enfants gagnant 17,000\$ aurait reçu le maximum d'aide, à ce que je crois comprendre, sous l'ancien système. Les fonctionnaires du PAREL à qui nous avons parlé dans tout le pays et qui mentionnent des réductions de 30, 40 et 50 p. 100 de l'admissibilité s'occupent quotidiennement de ces programmes. Selon eux, cela mènera à la détérioration des quartiers parce que les propriétaires pauvres ne seront pas en mesure d'entretenir leurs maisons.

[Text]

**The Chairman:** Ms Copps, last question.

**Ms Copps:** Okay my last question deals with—

**Mr. McKnight:** Mr Chairman, I would like to answer the question. The national figures are that 80% of those who would have been eligible in the past will continue to be eligible in the future.

**Ms Copps:** Could you table those figures for us on a city-by-city basis, please? My information is that in Winnipeg it is 60%.

**Mr. McKnight:** It is not available city by city but the national study or the national numbers that the corporation took on the old applications showed us that 80% of those who had applied in the past would still be eligible under the new criteria.

Mr. Chairman, we are dealing now with low-income Canadians who have an asset. The taxpayers of Canada do not have enough dollars to meet the demands of low-income Canadians if they are over the 13,000. We do not even have enough dollars, I believe at this time, to meet the needs of everyone who applies under these criteria. There may be a waiting list develop, but it would appear that it makes sense to the corporation and to the government to provide the first assistance to those Canadians who are the neediest.

**Ms Copps:** Mr. Chairman, I would suggest, for a government with \$1 billion to give on a bank bail-out, it is rather ridiculous to suggest this. For example, in the city of Hamilton, according to your definition of core need, a single parent with three children earning \$16,600 does not qualify for a penny of assistance for housing. To me, a single parent with three children earning \$16,600, which is living about \$4,000 below the poverty line, needs some help to make ends meet. I frankly find it incredible that you can justify your very stringent and unfair definition of core need.

• 0940

**Mr. McKnight:** Mr. Chairman, they are not stringent. We are starting a program, after consultation with national groups which all, including the Federation of Canadian Municipalities, Canadian officials of homeowners, CAHR and other groups, during the consultation told us that RRAP should be part of the Social Housing Program.

We have started this year with a core-income threshold. We have informed the delivery groups that we are prepared to study the effect of that core-income threshold after the first year and attempt to reconcile some of their concerns. The reason the corporation and the government put RRAP into the Social Housing Program was because of the consultations we held during the year 1985.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Minister.

[Translation]

**Le président:** Madame Copps, dernière question.

**Mme Copps:** D'accord. Ma dernière question porte sur...

**M. McKnight:** Monsieur le président, j'aimerais répondre à la question. Les chiffres pour l'ensemble du pays sont que 80 p. 100 de ceux qui auraient été admissibles dans le passé demeureront admissibles à l'avenir.

**Mme Copps:** Pourriez-vous déposer ces chiffres pour nous, ville par ville, s'il vous plaît. Selon les renseignements dont je dispose, le chiffre est de 60 p. 100 pour Winnipeg.

**M. McKnight:** Les chiffres ne sont pas disponibles ville par ville, mais l'étude nationale ou les chiffres nationaux que la Société a établis d'après les anciennes demandes montrent que 80 p. 100 de ceux qui avaient présenté une demande dans le passé seraient toujours admissibles en vertu des nouveaux critères.

Monsieur le président, il s'agit ici de Canadiens à faible revenu qui ont cependant un actif. Les contribuables du Canada ne sont pas assez riches pour répondre à la demande des Canadiens à faible revenu s'ils se situent au-dessus de 13,000\$. Nous n'avons même pas assez d'argent, à ce que je crois à l'heure actuelle, pour répondre aux besoins de tous ceux qui présentent une demande en vertu de ces critères. Il se peut qu'une liste d'attente soit établie, mais il semble logique pour la Société et le gouvernement d'aider d'abord les Canadiens les plus nécessiteux.

**Mme Copps:** Monsieur le président, à mon avis, c'est là une affirmation plutôt ridicule de la part d'un gouvernement qui peut consacrer un milliard de dollars à sauver une banque. Par exemple, dans la ville de Hamilton, selon votre définition des besoins impérieux, une mère seule avec trois enfants et qui gagne 16,600\$ n'est admissible à aucune aide pour le logement. Pour moi, cette mère de trois enfants qui gagne 16,600\$, soit environ 4,000\$ sous le seuil de la pauvreté, a besoin d'une aide quelconque pour joindre les deux bouts. Je trouve tout à fait incroyable que vous puissiez justifier votre définition très rigoureuse et injuste des besoins impérieux.

**M. McKnight:** Monsieur le président, elle n'est pas rigoureuse. Nous lançons un programme, après consultation d'associations nationales, notamment la Fédération des municipalités canadiennes, les propriétaires canadiens, l'ACRHU et d'autres associations, qui nous ont toutes dit au cours des consultations que le PAREL devrait faire partie du programme de logement social.

Nous avons mis en place cette année un plafond de revenu pour les besoins impérieux. Nous avons avisé les mouvements qui assurent la prestation que nous sommes prêts à étudier l'effet de ce plafond après la première année et que nous tenterons de répondre à certaines de leurs préoccupations. Si la Société et le gouvernement ont placé le PAREL dans le programme de logement social, c'est en raison des consultations que nous avons faites en 1985.

**Le président:** Merci, monsieur le ministre.



## [Texte]

**Ms Copps:** Mr. Chairman, the Minister perhaps misunderstood, because when I was talking about—

**The Chairman:** Thank you, Mr. McKnight.

**Ms Copps:** —low-income threshold.

**Mr. Heap:** A point of order. Could you tell Ms Copps she is well over her time?

**Ms Copps:** Am I?

**Mr. Heap:** She will have another turn if she stops now.

**Ms Copps:** All right.

**The Chairman:** Yes. Thank you, Mr. Heap. Mr. Oostrom.

**Mr. Oostrom:** Thank you Mr. Chairman. I was interested in what the Minister said: that the corporate plan for 1986 is to be revised. It is normal business practice that you have your corporate plan or your budget available sometime in October and November and then your expenditures and your departmental expenditures go into a computer and so on.

There must have been some serious reasons why the corporate plan is to be revised. Could the Minister perhaps elaborate? Is it due to changes in the marketplace? Is it due to a greater need?

As a Member of Parliament I find it rather difficult, with the sketchy figures we have in the estimates, to come to any conclusions or to even analyze this. I would be interested in having that corporate budget although I suppose it is on a calendar year and the estimates are from April to March. In any case, I would like to get a copy of that budget, or perhaps the new one now because the old one is no longer valid. Perhaps I can make a more critical analysis if I have such a corporate budget.

Maybe the Minister can elaborate on the changes which have now apparently been necessary to revise that budget.

**Mr. McKnight:** The changes which caused the corporation to revise its corporate plan, Mr. Chairman, were necessary because we changed the housing policy; we changed the strategy for housing in 1986 starting on January 1.

The other concern the corporation has is the negotiations with our provincial partners. Most of the operating agreements are ready to be signed but the basic reason the corporate plan had to be revised in this calendar year is because of the changes which were announced in January, or pardon me, in December and the total change in the housing directions which we put forward, Mr. Oostrom.

**Mr. Oostrom:** Have any of the provinces signed thus far and where does it stand with Ontario?

**Mr. McKnight:** Ontario, Mr. Chairman, was the first province to sign an operating agreement on February 28. New Brunswick has signed an operating agreement. Ordinarily we

## [Traduction]

**Mme Copps:** Monsieur le président, le Ministre a peut-être mal compris car lorsque je parlais du . . .

**Le président:** Merci, monsieur McKnight.

**Mme Copps:** . . . du plafond de revenu.

**M. Heap:** J'invoque le Règlement. Pourriez-vous dire à M<sup>me</sup> Copps qu'elle a considérablement dépassé le temps dont elle dispose?

**Mme Copps:** Est-ce vrai?

**M. Heap:** Elle aura une autre occasion de prendre la parole si elle s'arrête maintenant.

**Mme Copps:** D'accord.

**Le président:** Oui, merci, monsieur Heap. Monsieur Oostrom.

**M. Oostrom:** Merci, monsieur le président. Je m'intéresse à ce que le Ministre a dit, c'est-à-dire que le plan d'ensemble pour 1986 sera révisé. Selon les pratiques commerciales normales, le plan d'ensemble ou le budget doit être prêt vers octobre ou novembre, après quoi les dépenses et les dépenses des services entrent dans l'ordinateur, et ainsi de suite.

Il a dû y avoir des raisons très graves pour procéder à la révision du plan d'ensemble. Est-ce que le Ministre pourrait développer ce point? Est-ce en raison des changements survenus dans le marché? Est-ce en raison d'un besoin plus grand?

À titre de député, je trouve assez difficile à partir des chiffres schématisés qui se trouvent dans le budget, d'en venir à une conclusion ou même d'analyser tout ceci. J'aimerais consulter ce budget d'ensemble, bien qu'il soit j'imagine fondé sur l'année civile et que le budget des dépenses porte sur la période d'avril à mars. Quoi qu'il en soit, j'aimerais obtenir copie de ce budget, ou peut-être du nouveau puisque l'ancien n'est plus valide. Je pourrais peut-être faire une analyse plus critique si je disposais de ce budget.

Peut-être le Ministre peut-il parler plus longement des changements qui semblent avoir rendu nécessaire la révision de ce budget.

**M. McKnight:** Si la Société a dû réviser son plan d'ensemble, monsieur le président, c'est parce que nous avons modifié la stratégie en matière de logement en 1986, à compter du 1<sup>er</sup> janvier.

L'autre préoccupation de la Société est la négociation avec nos partenaires provinciaux. La plupart des accords de mise en oeuvre sont prêts à être signés, mais la principale raison pour laquelle le plan global a dû être révisé au cours de l'année civile se trouve dans les changements qui ont été annoncés en janvier, pardon, en décembre, et le changement total de l'orientation du logement que nous avons mis en place, monsieur Oostrom.

**M. Oostrom:** Est-ce que certaines des provinces ont déjà signé et qu'en est-il de l'Ontario?

**M. McKnight:** Monsieur le président, l'Ontario a été la première province à signer un accord de mise en oeuvre le 28 février. Le Nouveau-Brunswick a aussi signé un tel accord.

[Text]

would have been able to sign with Quebec at the time we signed the global agreement, but the Quebec Housing Society has to have authorization from the Council of Ministers to sign agreements and that had to be obtained after the global agreement was signed.

I think I am accurate but I will ask officials—I do not know of a provincial jurisdiction where we see any problem in completing the signing of the operating agreements, or any territory. Pardon me, there was the election of a new government in Prince Edward Island.

We have communicated with the new government in Prince Edward Island and established a timeframe of June 30 to have an agreement signed, or else the corporation will deliver the programs unilaterally in that province for the balance of 1986.

• 0945

**The Chairman:** Just briefly, does that mean that you anticipate having all the agreements signed or proceeding by the end of June?

**Mr. McKnight:** Yes, it does. There will be either agreement across Canada or we will be delivering as a unilateral action in the Province of Prince Edward Island.

**Mr. Oostrom:** I would be interested to get a look at some of these agreements and the corporate budget and plan, particularly for Ontario, if that could be given to us.

**Mr. McKnight:** Mr. Chairman, we can provide the members with the Ontario agreements. We have communicated with the Province of Ontario, and they have no objection. The corporation can provide those agreements both operating and global to the members after the meeting, if they wish.

**Mr. Oostrom:** Will we be able to see the corporate budget once it is in place?

**Mr. McKnight:** Yes, the corporation hopes to have the new corporate plan revised sometime in June and that will also be made available, Mr. Chairman.

**The Chairman:** At the steering committee meeting yesterday, there was an indication that the committee would like to see every one of those provincial agreements if the provinces will agree to release them. We would appreciate receiving them as soon as you obtain that permission.

**Mr. McKnight:** That request will be put to our provincial partners, and as soon as an answer is received we will make them available to the committee.

**The Chairman:** Thank you.

**Mr. Oostrom:** There is that \$1.6 billion expenditure, but again we have no breakdown, and so I understand there are three basic plans: public housing, rural native housing, non-profit co-operatives. I would like to see some comparisons, in order to judge or ask questions; what was it last year and what is it going to be this year? I would particularly like to see a breakdown by province. As Mr. Heap was saying, in the big

[Translation]

D'ordinaire, nous aurions pu signer avec le Québec au moment où nous avons signé l'entente-cadre, mais la Société d'habitation du Québec doit avoir l'autorisation du Conseil des ministres pour signer des ententes, ce qui ne pouvait se faire qu'après la signature de l'entente-cadre.

Je ne crois pas me tromper, mais je demanderai aux fonctionnaires—je ne connais aucune province où nous entrevoyons des problèmes pour la signature des accords de mise en oeuvre, non plus qu'aucun territoire. Excusez-moi, un nouveau gouvernement a été élu à l'Île-du-Prince-Édouard.

Nous avons communiqué avec le nouveau gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard et nous avons fixé l'échéance au 30 juin pour la signature de l'accord, sans quoi la Société assurera les programmes unilatéralement dans cette province pour le reste de 1986.

**Le président:** Rapidement, est-ce que cela signifie que vous prévoyez que tous les accords seront signés ou en bonne voie à la fin de juin?

**M. McKnight:** Oui, c'est cela. Ou bien il y aura accord dans tout le Canada ou bien nous entreprendrons des mesures unilatérales dans la province de l'Île-du-Prince-Édouard.

**M. Oostrom:** J'aimerais consulter certains de ces accords de même que le budget et le plan d'ensemble, particulièrement pour l'Ontario, si ces documents pouvaient être mis à notre disposition.

**M. McKnight:** Monsieur le président, nous pouvons transmettre aux membres les accords avec l'Ontario. Nous avons communiqué avec la province de l'Ontario qui n'a aucune objection. La Société peut fournir ces accords, tant l'accord de mise en oeuvre que l'entente-cadre, aux membres du Comité après la réunion, s'ils le désirent.

**M. Oostrom:** Pourrions-nous examiner le budget d'ensemble une fois qu'il sera en place?

**M. McKnight:** Oui, la Société espère que le nouveau plan global sera révisé au mois de juin et le transmettra également au Comité, monsieur le président.

**Le président:** À la réunion du Comité directeur hier, on a laissé entendre que le Comité aimerait examiner chacun de ces accords avec les provinces si celles-ci acceptent de les communiquer. Nous aimerions les recevoir aussitôt que vous aurez obtenu cette permission.

**M. McKnight:** Nous transmettrons la demande à nos partenaires provinciaux et aussitôt que nous aurons reçu une réponse nous communiquerons les documents au Comité.

**Le président:** Merci.

**M. Oostrom:** il y a cette dépense de 1,6 milliard de dollars, mais encore une fois nous n'avons aucune ventilation et je crois savoir qu'il y a trois plans de base: le logement public, le logement autochtone et rural et les coopératives sans but lucratif. J'aimerais voir certaines comparaisons, pour pouvoir juger ou poser des questions; qu'en était-il l'an dernier et qu'en sera-t-il cette année? J'aimerais particulièrement voir une



[Texte]

cities we are sitting there with a housing vacancy rate of 1 or even less percent.

**Mr. Heap:** It is 0.3%.

**Mr. Oostrom:** That is correct, and I would like to have some indication as to some sort of a breakdown on which we can base our questions, particularly for those large centres. If you are not able to provide that now then I would like it soon. I would like the global expenditures and some sort of a breakdown.

**Mr. McKnight:** Mr. Chairman, I am sure that members know that by far the largest percentage of the 1.6 is for past expenditures, for projects that were built some 20 or 25 years ago under 40 or 42 or 43 or the 56 ones. We will be able to provide a comparison in June as to expenditures, and I think the corporation may be able to give you information on a municipal basis. I am not sure if it is confined to metro or to tighter municipalities.

**Mr. Anderson:** The joint planning process that we undertake with the provinces does contemplate distributions within a province at the regional level and at the municipal level, again subject to provincial concurrence. We would be prepared to see those released as well.

**Mr. Oostrom:** Mr. Chairman, since the standing committees have been given power to investigate and in order to do and to zero in on certain aspects, maybe we should develop some sort of a role model whereby we can zero in on certain information. The information is so sketchy, but as standing committees have been given more powers, I really look forward to developing a role model so that we have a bit more information when officials come before the committee. It seems to me now that if Miss Copps or others go to the corporation and they get the information on an individual basis, it would also help our researchers if we get some additional information that we can work with. Thank you very much.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Oostrom.

**Mr. McKnight:** Mr. Chairman, that will happen when that corporate plan is tabled, but the information on the main estimates is provided. It is broken down as to what section, how many dollars are made available under the different sections of the National Housing Act. So the information under the main estimates is available, and when the corporate plan is presented, that information will again be made available.

• 0950

**The Chairman:** We are into the area of parliamentary reform, and members are feeling their way through it. I think what Mr. Oostrom is expressing is a desire to build a closer link between our researcher in the corporation with a view to having information. Some of the kind being asked for today is

[Traduction]

ventilation par province. Comme le disait M. Heap, dans les grandes villes, le taux de vacance est de un pour cent ou même moins.

**M. Heap:** Il est de 0,3 p. 100.

**M. Oostrom:** C'est exact, et j'aimerais disposer d'une ventilation quelconque sur laquelle nous puissions fonder nos questions, particulièrement pour ces grands centres. Si vous ne pouvez pas nous fournir cela maintenant, j'aimerais que cela soit le plus tôt possible. Je voudrais avoir les dépenses globales et une certaine ventilation.

**M. McKnight:** Monsieur le président, je suis certain que les membres savent que de loin le plus grand pourcentage de ces 1,6 milliard est destiné aux dépenses passées, aux projets construits il y a quelque 20 ou 25 ans en vertu des articles 40, 42, 43 ou 56. Nous pourrions fournir une comparaison au mois de juin quant aux dépenses, et je crois que la Société pourra vous donner des renseignements par municipalité. Je ne sais trop s'il s'agit des zones métropolitaines ou des municipalités elles-mêmes.

**M. Anderson:** Le processus conjoint de planification que nous entreprenons avec les provinces tient compte des répartitions au sein de la province au palier régional et au palier municipal, encore une fois sous réserve de l'accord de la province. Nous n'aurions aucune objection à communiquer ces chiffres également.

**M. Oostrom:** Monsieur le président, puisque les comités permanents ont reçu un pouvoir d'enquête et afin de le faire et de préciser certains aspects, peut-être pourrions-nous établir un modèle de rôle quelconque nous permettant de nous concentrer sur certains renseignements. Les renseignements sont tellement schématiques, mais puisque les comités permanents ont reçu des pouvoirs accrus, j'ai vraiment hâte d'élaborer un modèle de rôle de sorte que nous disposions d'un peu plus de renseignements lorsque les fonctionnaires compareraient devant nous. Il me semble que si M<sup>lle</sup> Copps ou d'autres s'adressent à la Société et obtiennent les renseignements à titre individuel, il serait également utile pour nos chercheurs que nous obtenions des renseignements supplémentaires à partir desquels nous puissions travailler. Merci beaucoup.

**Le président:** Merci, monsieur Oostrom.

**M. McKnight:** Monsieur le président, cela se produira lorsque le plan d'ensemble sera déposé, mais les renseignements sur le budget des dépenses ont été communiqués. Ils sont ventilés par article, c'est-à-dire les sommes disponibles en vertu des divers articles de la Loi nationale sur l'habitation. Ainsi, les renseignements sur le budget des dépenses sont disponibles, et lorsque le plan d'ensemble sera déposé, ces renseignements seront aussi communiqués.

**Le président:** Nous touchons ici à la réforme parlementaire, et les membres essaient de s'y retrouver. Je pense que ce que M. Oostrom veut exprimer, c'est un désir d'établir un lien plus étroit entre notre chercheur et la SCHL en vue d'obtenir des renseignements. Il est possible d'obtenir certains renseigne-

**[Text]**

available. As we look forward to next year's main estimates, we may be able to build a better briefing book with information beyond the blue book itself which gets down to municipalities and so on, so members have a better data base which would help us target our questions and make the whole process a little more efficient.

I think what we are really looking for is some guidance from the corporation. Through the inter-relationship of our researchers to them, we might develop a better plan to get better information so our sessions are more valuable to you and to us.

**Mr. McKnight:** Mr. Chairman, I know the corporation has a liaison with your researchers, or liaison is available through the corporate relations office. It is available not only to members of Parliament but also to anyone who requests information from the corporation. Mr. Lajoie is very competent and capable in providing information.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Minister.

Monsieur Desjardins.

**M. Desjardins:** Monsieur le ministre, mes questions porteront essentiellement sur le programme PAREL. Je pense que vous savez qu'au Québec, PAREL est toujours populaire et très apprécié; peut-être plus au Québec qu'à travers les autres provinces. Ce budget est-il bien de 180 millions de dollars pour l'année 1986-1987, au niveau national?

**Mr. McKnight:** No. The forgiveness part in 1986, excluding the capital part of the RRAP *PAREL* program available, is \$122 million-plus dollars. Specifically within Quebec, the forgiveness is almost \$36 million, a \$35.5 million federal contribution. After signing the global agreement with the Province of Quebec, this will be matched on a 50/50 basis by the Province of Quebec. Within the province, there will be \$70 million available for RRAP in the province on a forgiveness basis.

**M. Desjardins:** Est-ce une augmentation, pour la province de Québec, comparativement à l'an passé?

**Mr. McKnight:** Yes. Last year in Quebec, the federal share of the forgiveness portion was some \$32 million. I am not aware of the provincial contribution last year. They had a separate program which they tagged on to ours.

The other thing brought to our attention through consultation and discussions with the Province of Quebec is that the designated areas for RRAP *PAREL* caused a great deal of difficulty. In 1986, there will no longer be designated urban areas throughout Canada. RRAP will be universally available to Canadians.

**M. Desjardins:** L'entente avec le Québec est-elle signée, au moment où je vous parle?

**M. McKnight:** Oui, oui.

The global agreement has been signed. It was signed last week, I believe. On May 15, I met with my colleague, the hon.

**[Translation]**

ments du genre de ceux qui sont demandés aujourd'hui. Pour ce qui est du Budget principal de l'an prochain, nous pourrions peut-être préparer un meilleur livre d'explications qui irait plus loin que le livre bleu, lequel va jusqu'au niveau des municipalités, etc.; les membres auraient ainsi une meilleure base de données qui pourrait les aider à préciser leurs questions et à rendre tout le processus un peu plus efficace.

Je pense que ce que nous cherchons vraiment, c'est une certaine orientation de la part de la SCHL. Grâce à des relations réciproques entre nos chercheurs et la SCHL, nous pourrions mieux nous organiser pour obtenir de meilleurs renseignements; nos séances seraient ainsi davantage valables pour tout le monde.

**M. McKnight:** Monsieur le président, je sais que la SCHL est en liaison avec vos chercheurs, ou qu'il existe une possibilité de liaison par l'entremise du bureau de relations de la Société. Ce service est offert non seulement aux députés, mais aussi à quiconque demande des renseignements à la SCHL. M. Lajoie est très compétent et en mesure de fournir des renseignements.

**Le président:** Merci, Monsieur le ministre.

Mr. Desjardins.

**Mr. Desjardins:** Mr. Minister, my questions will be essentially on RRAP. I think that you know that RRAP is still popular and much appreciated in Quebec; maybe more in Quebec than in any other province. Is this budget really at \$180 million for 1986-87 at the national level?

**M. McKnight:** Non. L'élément «remise» en 1986, sans la partie du capital disponible du PAREL, dépasse les 122 millions de dollars. Plus particulièrement au Québec, la remise s'élève à près de 36 millions de dollars, dont 35.5 millions de dollars proviennent de l'administration fédérale. Après la signature de l'entente globale avec la province de Québec, cette somme sera appariée avec une somme équivalente provenant de l'administration provinciale. Ce qui signifie que, dans cette province, le PAREL disposera d'une somme totale de 70 millions de dollars pour son élément remise.

**Mr. Desjardins:** Is that an increase for the province of Quebec, compared to last year?

**M. McKnight:** Oui. L'an dernier au Québec, la part fédérale de l'élément remise était d'environ 32 millions de dollars. Je ne connais pas la contribution provinciale pour l'an dernier. Le Québec avait un programme distinct qu'il accolait au nôtre.

L'autre point qui a été porté à notre attention lors des consultations et des discussions avec la province de Québec, est que les régions désignées dans le cadre du PAREL ont causé pas mal de difficultés. En 1986, il n'y aura plus de régions urbaines désignées, et ce, à l'échelle du Canada. Le PAREL sera offert universellement aux Canadiens.

**Mr. Desjardins:** Has the agreement with Quebec been signed at this moment?

**Mr. McKnight:** Yes, it has.

L'entente globale a été signée. La semaine dernière, je pense. Le 15 mai, j'ai rencontré mon collègue, M. André



## [Texte]

André Bourbeau in Quebec, and we signed the global agreement. The operating agreement will be signed shortly. There is no problem within the Province of Quebec except for their structure in allowing consent. Quebec is redefining its expenditures on *PAREL* and its delivery of *PAREL*, and they have asked if we could continue to deliver unilaterally the federal portion up until July 1. At that time, they will enter into the delivery and the joint funding of *PAREL*. The delay is there because the province is studying their program, and they feel by July 1 they will be ready to take the delivery. They asked us to continue to deliver on a unilateral basis up until July 1, and we will do this.

• 0955

**M. Desjardins:** Le fait de signer une entente conjointe de gestion du programme *PAREL* avec le Québec change-t-il les critères d'admissibilité au programme? Y a-t-il des changements dans les critères d'admissibilité pour les citoyens, cette année?

**Mr. McKnight:** The agreement will not change the eligibility, but the program has been changed nationally, and the income thresholds have been changed. There have also been other changes with the rental RRAP program, with more of an increase in the forgiveness. There have been changes in the disabled RRAP, with the establishment of a larger income threshold, up to \$23,000 for the maximum of \$5,000 forgiveness, and loans made available up to \$33,000 to disabled persons to make their accommodation accessible. So there are other changes in the RRAP program which we have provided.

**M. Desjardins:** Je vous remercie.

Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Desjardins, pour votre respect du temps.

We have sufficient time to start a second round on the 10-minute basis. Mr. Heap.

**Mr. Heap:** Thank you, Mr. Chairman. I have a couple of further questions. The 1986 housing program announced in December 1985 still has no details about what is available. I am wondering when the Minister will provide the details to Members of Parliament on the number of unit allocations, the budget, the criteria and implementation details, and the regional allocations by provinces and by city or rural area for each program. I am also wondering whether he will tell us at that time whether there has been a cutback in the numbers of units provided by the federal government under any of these programs this year over last year, and how he plans to address the problem of the delays in implementing this year's program. I am thinking of the people who cannot bring their materials into northern Manitoba now because the frozen roads are unfrozen until next winter.

## [Traduction]

Bourbeau, à Québec, et nous avons signé l'entente globale. Les modalités de fonctionnement seront signées d'ici peu. Il n'y a pas de problème dans de la province, sauf pour la façon de donner son assentiment. Québec est en train de redéfinir ses dépenses au titre du *PAREL* de même que sa façon d'exécuter le programme, et on nous a demandé si nous pourrions continuer à exécuter unilatéralement la partie fédérale jusqu'au 1<sup>er</sup> juin. À ce moment-là commenceront l'exécution et le financement conjoints du *PAREL*. Il y a du retard parce que la province est en train d'étudier son programme, et on estime là-bas être en mesure de se charger de la mise en oeuvre dès le 1<sup>er</sup> juillet. On nous a demandé de continuer à exécuter le programme de façon unilatérale jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet, et c'est ce que nous ferons.

**Mr. Desjardins:** Will the signing of a joint agreement for the management of RRAP with Quebec change the criterias for eligibility to the program? Are there any changes in the eligibility criterias for citizens this year?

**M. McKnight:** L'entente ne changera pas l'admissibilité, mais le programme a été modifié à l'échelle nationale, et les seuils de revenu ont été révisés. Il y a aussi eu d'autres changements dans le *PAREL* pour les logements locatifs, dont une augmentation plus grande de la remise. Il y a eu des changements dans le *PAREL* pour les personnes handicapées, dont l'établissement d'un seuil de revenu plus élevé (23,000\$), un maximum de remise de 5,000\$ et des prêts allant jusqu'à 33,000\$ pour des personnes handicapées qui veulent rendre leur logement accessible. Il y a donc d'autres changements que nous avons apportés au *PAREL*.

**Mr. Desjardins:** Thank you.

Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Desjardins, for respecting the time allotted to you.

Nous avons le temps de procéder à un deuxième tour de questions sur base de 10 minutes. Monsieur Heap.

**M. Heap:** Merci, monsieur le président. J'ai quelques autres questions. On n'a toujours pas de détails quant à ce qui est offert dans le cadre du programme d'habitation de 1986 annoncé en décembre 1985. Je me demande quand le ministre fournira aux députés des détails sur le nombre d'unités prévues, le budget, les critères, la mise en oeuvre ainsi que la répartition des ressources à l'échelle régionale, c'est-à-dire par province et par ville ou région rurale pour chaque volet du programme. Je me demande aussi s'il peut nous dire à ce moment-ci s'il y a eu réduction du nombre d'unités offertes par l'administration fédérale dans le cadre de l'un ou l'autre des volets du programme cette année par rapport à l'an dernier, et comment il prévoit résoudre le problème des retards dans le programme de cette année. Je pense aux gens qui ne peuvent apporter leur matériel dans le nord du Manitoba en ce moment parce que les routes gelées, dont ils se servent normalement, sont dégelées jusqu'à l'hiver prochain.

[Text]

**Mr. McKnight:** The question is much the same as the one I answered for Mr. Oostrom. That will be made available in the corporate plan for all Members of Parliament. The revised corporate plan is being worked on by the corporation and it will be made available some time in June.

**Mr. Heap:** On the RRAP program, I am trying to understand why the Minister is using core needs thresholds determined by apartment vacancy rents in the private market for a program which is essentially a homeowner program. In the previous answer to me, he argued on behalf of the homeowners against the tenants, saying the 30% they spend having a house for the rest of their life should be put against what the tenant pays to stay in a house this year. Now he seems to be reversing it. The document he has given us on the core need definition, pertaining to RRAP, states:

The minimum thresholds for each household size were established to ensure eligibility of social assistance recipients and OAS/GIS pensioners.

Does he mean RRAP assistance to homeowners is to be obtained only if they would be eligible for social assistance or OAS/GIS?

**Mr. McKnight:** No, Mr. Chairman.

**Mr. Heap:** What does that phrase mean? What is the connection?

**Mr. McKnight:** We mean we have established a criteria which would include those income groups as being eligible for RRAP.

**Mr. Heap:** How was the level of 13,000 selected, and has it been updated according to inflation since last year?

**Mr. McKnight:** The surveys were done in the rental markets in each region, in each area. Those surveys of the rental markets were then looked at using the 30% criteria, and that is the way that the core income threshold was established.

• 1000

**Mr. Heap:** Mr. Chairman, the Minister has made much of his consultation program, and I have here a copy of a letter sent to the Minister from the President of the Federation of Canadian Municipalities, dated April 15, which I am sure he has considered and perhaps answered. They complain about a serious lack of consultation. What they say in part is:

The FCM in our member municipalities expected that income ceilings for RRAP participation would be established in consultation with interested groups.

This is what the Minister has told us:

FCM is concerned that CMH's proposed eligibility formula

which is what we have just been discussing:

[Translation]

**M. McKnight:** La question ressemble pas mal à celle à laquelle j'ai répondu pour M. Oostrom. Les réponses se trouveront dans le plan de la SCHL, qui sera distribué à tous les députés. La Société est en train de réviser son plan et elle pourra le communiquer au cours du mois de juin.

**M. Heap:** Pour ce qui est du PAREL, j'essaie de comprendre pourquoi le ministre utilise des seuils de besoins essentiels déterminés par les loyers des appartements vacants sur le marché privé pour un programme qui s'adresse essentiellement à des propriétaires. Dans la réponse qu'il m'a déjà donnée, il défendait les propriétaires aux dépens des locataires en disant que les 30 p. 100 que les propriétaires dépensent pour posséder une maison pendant le reste de leur vie devraient être comparés à ce qu'un locataire paye pour rester dans une maison pendant l'année visée. À présent, il me semble renverser sa proposition. Le document qu'il nous a donné sur la définition des besoins essentiels selon le PAREL dit:

que des seuils minimums pour chaque taille de ménage ont été établis pour assurer l'admissibilité des bénéficiaires de l'aide sociale et des pensionnés qui reçoivent la sécurité de la vieillesse ou le supplément de revenu garanti.

Est-ce que cela signifie que l'aide aux propriétaires dans le cadre du PAREL ne sera accordée qu'à ceux qui pourraient être admissibles à l'aide sociale, à la sécurité de la vieillesse ou au supplément de revenu garanti?

**M. McKnight:** Non, monsieur le président.

**M. Heap:** Qu'est ce que cela signifie alors? À qui est-ce que cela s'adresse?

**M. McKnight:** Nous voulons dire que nous avons établi un critère qui inclurait ces groupes de revenu comme admissibles au PAREL.

**M. Heap:** Comment le niveau des 13,000\$ a-t-il été choisi, et a-t-il été révisé pour tenir compte de l'inflation depuis l'an dernier?

**M. McKnight:** Les enquêtes ont été effectuées sur les marchés locatifs dans chaque région ou secteur. On a ensuite examiné ces enquêtes en fonction du critère de 30 p. 100, et c'est ainsi qu'on a établi le seuil de revenu essentiel.

**M. Heap:** Monsieur le président, le Ministre a fait grand état de son programme de consultation et j'ai ici copie d'une lettre envoyée au ministre par le président de la Fédération des municipalités canadiennes en date du 15 avril; je suis certain qu'il a vu cette lettre et qu'il y a peut-être répondu. La fédération se plaint d'un grave manque de consultation. Elle dit en partie:

Les municipalités membres de la SMC s'attendaient à ce que les plafonds de revenu pour la participation au PAREL soient établis en consultation avec les intéressés.

C'est ce que le Ministre nous a dit:

La FMC craint que la formule d'admissibilité proposée par la SCHL

qui est ce dont nous venons de parler



[Texte]

based on a product of income related to household size, will exclude many households warranting RRAP assistance. We are further concerned about the lack of consultation in this new formula, which will dramatically reduce the scope of the program. These income household eligibility factors will severely limit access to RRAP.

For example, the City of Winnipeg informs us that only 24% of potential RRAP recipients on their waiting lists now qualify for assistance under the new guidelines. Similarly, for the City of Ottawa, 60% of 1985 recipients would not qualify for assistance this year. It appears that the program is being dismantled by regulation.

This was more than a month ago, Mr. Chairman. He continues:

We urge you to direct CMHC to halt the implementation of the new RRAP guidelines which severely diminish the program and limit its effectiveness. RRAP must remain viable and any changes should not be made in isolation, but should be based on an evaluation of RRAP including consultations with interested groups such as CAHR and the FCM.

Could the Minister tell us what his response has been to this letter and would he be willing to table the response?

**Mr. McKnight:** First of all, Mr. Chairman, we had full consultation with FCM and Canadian Association of Housing Renewal officials going back to June 1985. The corporation informed the municipal delivery agents the corporation was considering establishing in mid-year the income criteria we have established for the start of 1986. The delivery agents objected and suggested mid-year was not the time we should make those changes. We said this was acceptable, and they would be made in January of 1986.

But we could establish an income criterion of \$40,000 and it would not help anything if we do not have the money, if the Canadian taxpayers do not have the dollars to put into renovation. What we have done is established what we think is a reasonable threshold for the dollars available to serve those Canadians who are most in need.

As to the constitutional make-up of Canada, I am sure the member knows the federal government does not deal directly with municipalities. The program, as it has been established... the member quoted figures from a letter from the president using Winnipeg; our information and our data says 75% of the people who were eligible in 1985 will be eligible in 1986.

**Mr. Heap:** Is this data available to us? Would the Minister table it, please?

**Ms Copps:** He said 80% five minutes ago.

**Mr. McKnight:** I said 80% nationally, Ms Copps. I am talking specifically about Winnipeg.

[Traduction]

d'après le produit du revenu par rapport à la taille du ménage n'exclue de nombreux ménages qui mériteraient l'aide du PAREL. Nous nous inquiétons en outre de l'absence de consultation dans cette nouvelle formule, qui réduira de façon dramatique la portée du programme. Ces facteurs d'admissibilité en fonction du revenu du ménage restreindront considérablement l'accès au PAREL.

Par exemple, la ville de Winnipeg nous apprend que seulement 24 p. 100 des bénéficiaires possibles du PAREL dont le nom figure présentement sur la liste d'attente, peuvent maintenant profiter de l'aide en vertu des nouvelles directives. De même, pour la ville d'Ottawa, 60 p. 100 des bénéficiaires de 1985 n'auraient pas droit à l'aide cette année. Il semble que le programme soit en voie d'être aboli par règlement.

C'était il y a plus d'un mois, monsieur le président. Il ajoute:

Nous vous incitons à ordonner à la SCHL de mettre un terme à l'application des nouvelles directives du PAREL qui diminuent grandement la portée du programme et en restreignent l'efficacité. Le PAREL doit demeurer viable; les modifications éventuelles ne devraient pas être faites isolément, mais devraient se fonder sur une évaluation du PAREL comprenant des consultations avec les mouvements intéressés comme l'ACRHU et la FMC.

Le Ministre pourrait-il nous dire quelle a été sa réponse à cette lettre et s'il serait prêt à la déposer?

**M. McKnight:** En premier lieu, monsieur le président, nous avons procédé à une pleine consultation des fonctionnaires de la FMC et de l'Association canadienne des responsables de l'habitation et de l'urbanisme depuis juin 1985. La société a informé les agents municipaux des services qu'elle songeait à établir au milieu de l'année les critères de revenu que nous avons établis pour le début de 1986. Les agents se sont opposés en alléguant que le milieu de l'année n'était pas le bon moment de faire ces modifications. Nous avons répondu que cette suggestion était acceptable et que les modifications seraient apportées en janvier 1986.

Nous pourrions bien utiliser un critère de revenu de 40,000\$, mais cela ne serait guère utile si nous n'avons pas l'argent, si les contribuables canadiens n'ont pas suffisamment de dollars à consacrer à la remise en état. Nous avons donc établi un seuil qui nous semble raisonnable compte tenu des sommes disponibles pour servir les Canadiens dont le besoin est le plus grand.

Quant à la structure constitutionnelle du Canada, je suis certain que le député sait que le gouvernement fédéral ne traite pas directement avec les municipalités. Tel qu'il a été établi, le programme... le député a cité des chiffres d'une lettre du président qui utilisait Winnipeg; selon nos renseignements et nos données, 75 p. 100 des personnes qui étaient admissibles en 1985 seront admissibles en 1986.

**M. Heap:** Est-ce que ces données sont à notre disposition? Le Ministre pourrait-il les déposer, s'il vous plaît?

**Mme Copps:** Il a dit 80 p. 100 il y a cinq minutes.

**M. McKnight:** J'ai dit 80 p. 100 sur le plan national, M<sup>me</sup> Copps. Je parle maintenant de Winnipeg.

[Text]

**Ms Copps:** I thought you said you did not have city statistics. That is what you said 15 minutes ago.

**Mr. McKnight:** We do not have them for every city in Canada.

**Mr. Heap:** Would the Minister be willing to table what statistics he has? He has presumably not based his conclusions on statistics he does not have; they are presumably based on the ones he has.

**Mr. McKnight:** We are willing, Mr. Chairman, in the case of Winnipeg, to table the background information we base the number on.

**Mr. Heap:** What about Toronto and Ottawa and Halifax?

**Mr. McKnight:** We do not have the numbers for those cities. The reason we have the number for Winnipeg is that I received communications from officials in Winnipeg from CMHC saying the City of Winnipeg and the Mayor of Winnipeg were concerned about them. We took a look at the numbers they provided us with, which are the numbers Mr. Heap has quoted. We therefore reviewed the applications we had from last year and came up with our figure of 75%.

**Mr. Heap:** But my question is: Will the Minister table the data upon which he bases his figure of 80% for Canada?

• 1005

**Mr. McKnight:** Mr. Heap has two questions. I have already answered the one about Winnipeg, and I will answer the one about Canada.

Yes, we will table what data we have used to come to the number of 80% regarding those applications that the corporation received for RRAP in 1985, which will continue to be eligible in 1986.

**Mr. Heap:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Heap. Ms Copps.

**Ms Copps:** Thank you, Mr. Chairman. How does the Minister respond to a claim in the Nielsen task force that the increase in rent that he is going to be now demanding and the decreasing core need is going to shift subsidies from housing to federal and provincial welfare budgets?

**Mr. McKnight:** I am not aware of the claim in the Nielsen task force.

**Ms Copps:** It is on page 62 of the Nielsen task force housing report.

**Mr. McKnight:** Mr. Chairman, I think the member may be referring to special needs projects. If that is what the member is referring to, the special needs projects such as transition homes—

**Ms Copps:** No.

**Mr. McKnight:** —homes which provide shelter for those who have suffered family violence, transition homes for penitentiary inmates... those are special needs homes. The

[Translation]

**Mme Copps:** Je croyais que vous aviez dit que vous n'aviez pas de statistiques pour les villes. C'est ce que vous avez dit il y a 15 minutes.

**M. McKnight:** Nous ne les avons pas pour toutes les villes du Canada.

**M. Heap:** Est-ce que le Ministre serait prêt à déposer les statistiques qu'il possède? Vraisemblablement, il n'a pas fondé ses conclusions sur des statistiques qu'il n'a pas; elles se fondent vraisemblablement sur celles qu'il a.

**M. McKnight:** Nous sommes prêts, M. le président, dans les cas de Winnipeg à déposer les renseignements sur lesquels nous avons fondé le chiffre.

**M. Heap:** Et les chiffres pour Toronto, Ottawa et Halifax?

**M. McKnight:** Nous sommes prêts, M. le président, dans le cas de Winnipeg, c'est que j'ai reçu des communications des fonctionnaires de la SCHL à Winnipeg disant que la ville et le maire de Winnipeg étaient préoccupés. Nous avons examiné les chiffres qu'ils nous ont fournis, qui sont ceux que M. Heap a cités. Nous avons donc examiné les demandes de l'an dernier et nous avons obtenu le chiffre de 75 p. 100.

**M. Heap:** Mais ma question est la suivante: est-ce que le Ministre va déposer les données sur lesquelles il fonde son chiffre de 80 p. 100 pour l'ensemble du Canada?

**M. McKnight:** M. Heap a posé deux questions. J'ai déjà répondu à celle de Winnipeg et je répondrai à celle qui porte sur le Canada.

Oui, nous allons déposer les données que nous avons utilisées pour en arriver au chiffre de 80 p. 100 quant à ces demandes que la Société a reçues pour le PAREL en 1985 et qui continueront d'être admissibles en 1986.

**M. Heap:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Heap. Madame Copps.

**Mme Copps:** Merci, monsieur le président. Quelle est la réaction du Ministre à l'affirmation faite par le groupe de travail Nielsen selon laquelle l'augmentation de loyer qu'il va maintenant exiger et la diminution des besoins impérieux vont déplacer les subventions du logement aux budgets fédéraux et provinciaux d'aide sociale?

**M. McKnight:** Je ne suis pas au courant de cette déclaration du groupe Nielsen.

**Mme Copps:** Elle se trouve à la page 62 du rapport sur le logement.

**M. McKnight:** Monsieur le président, je crois que le député parle peut-être des projets concernant les besoins spéciaux. Si c'est de cela qu'il s'agit, les projets concernant les besoins spéciaux, comme les foyers d'accueil...

**Mme Copps:** Non.

**M. McKnight:** ... des maisons qui abritent ceux qui ont souffert de la violence familiale, les foyers d'accueil pour les détenus des pénitenciers... ce sont là des centres destinées à



[Texte]

provinces are quite happy to have a 75:25 cost-sharing arrangement on some of those—care for seniors who have to receive nursing assistance—because if it was not for the 75:25 share due to them being treated as shelters, under the Canada Assistance Program, the provinces would have to provide 50% of the cost. That is what we—

**Ms Copps:** Mr. Chairman, it is not special-needs housing. On pages 61 and 62 of the Nielsen task force, it suggests that you change the rent-to-income scale to a graduated one ranging from 25% to 30% based on family size and income.

You have used 30% as a figure representing a family's income for rent. It suggests that increasing rents from 25% to 30% of family income would shift subsidies from housing to federal and provincial welfare budgets.

**Mr. McKnight:** Mr. Chairman, the simple answer is that we have not increased the percentage. The percentage is 25%. Now that I know what the hon. member is referring to, the Nielsen task force did recommend that the corporation consider increasing that to 30%. That has been rejected and we are at 25%.

**Ms Copps:** But you have increased to 30% the definition of core need for the purpose of eligibility for other social housing programs.

**Mr. McKnight:** There is a difference. The eligibility is 30%. What Canadians pay who have to spend more than 30% of their income to provide adequate and affordable accommodation is 25% of their income.

**Ms Copps:** Right, but why have you increased to 30%... presumably those people who are living... For example, if you have a single parent who is a low-income family earner, they may in fact be put in a position of having to use provincial welfare budgets for things like special needs, medical requirements, etc. if their subsidies are not available in the area of housing.

**Mr. McKnight:** Mr. Chairman, the figure of 30% to establish core need is a figure that has been accepted and used by the corporation and other governments, other levels of governments, for a considerable number of years. With the new directions in housing, the 30% criteria to establish core need was not changed. The figure that has been used by the corporation for much, much longer than I have been the Minister responsible.

**Ms Copps:** Mr. Chairman, I would like to ask the Minister why he has ignored the pleas from the B.C. Housing Coalition to intervene in the very difficult housing situation that is currently being faced in British Columbia.

**Mr. McKnight:** Mr. Chairman, if the member means, do I intervene... There are certain responsibilities established under the Constitution that are federal and certain ones that are provincial. We have intervened in providing additional

[Traduction]

répondre aux besoins spéciaux. Les provinces sont très heureuses du partage des coûts 75-25 dans certains cas—les soins des personnes âgées qui ont besoin de soins infirmiers—car si sans le partage 75-25, en raison du fait que ces foyers sont traités comme des refuges selon le programme d'assistance publique du Canada, les provinces devraient assumer 50 p. 100 du coût. C'est ce que nous...

**Mme Copps:** Monsieur le président, il ne s'agit pas des foyers spéciaux. Aux pages 61 et 62 du rapport Nielsen, on suggère de remplacer l'échelle des loyers calculés au prorata du revenu par un barème progressif se situant entre 25 et 30 p. 100, selon la taille de la famille et son revenu.

Vous avez utilisé le chiffre de 30 p. 100 pour représenter le revenu de la famille consacré au loyer. Selon le rapport Nielsen, si l'on augmente la proportion du revenu familial de 25 à 30 p. 100, les subsides relèveraient non plus du logement mais des budgets fédéraux et provinciaux d'aide sociale.

**M. McKnight:** Monsieur le président, la réponse toute simple est que n'avons pas augmenté le pourcentage. Le pourcentage est de 25 p. 100. Maintenant que je sais de quoi parle le député, le groupe Nielsen a effectivement recommandé que la Société songe à porter le pourcentage à 30 p. 100. Cela a été refusé et nous demeurons à 25 p. 100.

**Mme Copps:** Mais vous avez porté à 30 p. 100 la définition des besoins impérieux qui donnent droit aux autres programmes de logement social.

**M. McKnight:** Il y a une différence. Le seuil d'admissibilité est de 30 p. 100. Mais c'est 25 p. 100 de leur revenu que paient les Canadiens qui doivent dépenser plus de 30 p. 100 de leur revenu pour s'assurer un logement suffisant.

**Mme Copps:** Vous avez raison, mais pourquoi avez-vous porté à 30 p. 100... vraisemblablement ces gens qui vivent... Par exemple, dans le cas d'une famille monoparentale à faible revenu, le chef de famille peut en fait se trouver obligé de recourir aux budgets provinciaux d'aide sociale pour des choses comme les besoins spéciaux, les soins médicaux, etc. si les subventions ne sont pas disponibles au titre du logement.

**M. McKnight:** Monsieur le président, le chiffre de 30 p. 100 utilisé pour établir les besoins impérieux est un chiffre qui a été accepté et utilisé par la Société et par d'autres gouvernements, d'autres paliers de gouvernement, depuis de longues années. Avec les nouvelles orientations en matière de logement, le critère de 30 p. 100 pour le calcul des besoins impérieux n'a pas été modifié. Ce chiffre était en usage à la Société bien longtemps avant que je n'en devienne responsable.

**Mme Copps:** Monsieur le président, j'aimerais demander au ministre pourquoi il n'a pas tenu compte des demandes d'intervention de la B.C. Housing Coalition dans le cas de la situation très difficile où se trouve présentement le logement en Colombie-Britannique.

**M. McKnight:** Monsieur le président, si le député veut savoir si j'interviens... Selon la constitution certaines fonctions relèvent du fédéral et d'autres du provincial. Nous sommes intervenus pour fournir des logements supplémentaires dans le centre-ville de Vancouver depuis un an et demi.

## [Text]

accommodation in the downtown part of Vancouver over the last year and a half.

The Mayor of Vancouver has recognized that. The Mayor of Vancouver wrote me a letter on November 13, 1985, saying:

My staff advises me that due to the co-operation and generosity of the federal government, through the Canada Mortgage and Housing Corporation, a total of 714 new or rehabilitated self-contained units were developed in the downtown during 1984 and 1985 for singles, couples and some families with children.

• 1010

**Ms Copps:** Mr. Chairman, I think the Minister knows that he currently has responsibilities for housing across Canada, even though he is in the process of transferring such responsibility to the provinces. He also knows that there was a plea made to the Minister as late as two months ago from the B.C. Housing Coalition giving the abysmal record of the B.C. Social Credit government, which in the last two years has had the worst record in Canada for social needs housing.

Why is the federal government continuing to pursue this plan of divesting itself of responsibility in provinces where the provincial government has quite clearly shown it is not interested in supporting social housing? It is interested in moving all the subsidies toward the private sector for private sector development.

**Mr. McKnight:** First of all, Mr. Chairman, the federal government is not transferring its responsibility for social housing to the provinces. We are joining in partnership with the provinces with criteria established so that federal goals and objectives will be met. The provinces will have delivery contingent upon the provinces accepting certain conditions such as ongoing program monitoring, ongoing auditing and reporting, an agreement to joint or federal evaluation of programs, the use of a competitive process, native targets and native involvement, and access to private non-profits and co-operative projects to the new non-profit program. Therefore we are not turning over responsibility for housing to the provinces.

Again, the federal government is joining with the Province of British Columbia on only two aspects, Mr. Chairman. We are only joining in partnership with the Province of British Columbia on two aspects: the non-profit and the rent supplement program. The rest of the programs that are delivered across Canada will in the case of British Columbia will be delivered by the corporation.

**Ms Copps:** The non-profit is, in my opinion, the most important program. I am sorry to see the Minister is washing his hands of this responsibility. I would like to ask one final question. It relates to—

**Mr. McKnight:** Mr. Chairman, the Minister is not abdicating his responsibility—

**Ms Copps:** Mr. Chairman, Mr. Chairman—

## [Translation]

Le maire de Vancouver a reconnu ce fait. Il m'a écrit le 13 novembre 1985, et je cite:

Mon personnel m'apprend qu'en raison de la coopération et de la générosité du gouvernement fédéral, par l'entremise de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, un total de 714 logements indépendants, nouveaux ou rénovés ont été aménagés dans le centre ville en 1984 et 1985 à l'intention de personnes seules, de couples et de certaines familles avec des enfants.

**Mme Copps:** Monsieur le président, je crois que le ministre sait qu'il a présentement certaines responsabilités en matière de logement dans tout le Canada, même s'il est en train de transférer cette responsabilité aux provinces. Il sait également qu'il y a seulement deux mois la *B.C. Housing Coalition* a demandé son aide, mentionnant la performance désolante du gouvernement créditiste de Colombie-Britannique, la pire au Canada depuis deux ans en matière de les besoins sociaux.

Pourquoi le gouvernement fédéral continue-t-il à vouloir se départir de cette responsabilité dans les provinces où le gouvernement a bien montré qu'il ne veut pas s'occuper du logement social? Il cherche uniquement à faire passer toutes les subventions dans le secteur privé et pour le développement du secteur privé.

**M. McKnight:** En premier lieu, monsieur le président, le gouvernement fédéral ne transfère pas aux provinces sa responsabilité en matière de logement social. Nous nous associons aux provinces dans le cadre des critères établis de façon à réaliser les buts et les objectifs fédéraux. Les provinces seront chargées de la prestation si elles acceptent certaines conditions, comme le contrôle permanent des programmes, la vérification et les déclarations permanentes, une évaluation conjointe ou fédérale des programmes, l'utilisation d'un processus concurrentiel, la participation des autochtones et certaines cibles à leur égard ainsi que l'accès à des projets coopératifs privés sans but lucratif et dans le cadre du nouveau programme sans but lucratif. Nous ne remettons donc pas le logement aux provinces.

Je répète, le gouvernement fédéral ne se joint à la province de Colombie-Britannique que sur deux aspects, monsieur le président. Nous nous associons à la Colombie-Britannique sur deux aspects: le programme sans but lucratif et le programme de supplément de loyer. Les autres programmes, qui existent dans tout le Canada, seront assurés en Colombie-Britannique par la Société.

**Mme Copps:** Le programme sans but lucratif est, à mon avis, le plus important. Je regrette que le ministre se dégage de cette responsabilité. J'aimerais poser une dernière question. Elle porte sur...

**M. McKnight:** Monsieur le président, le ministre n'abdique pas sa responsabilité...

**Mme Copps:** Monsieur le président, monsieur le président...



[Texte]

**Mr. McKnight:** —what we are doing, Mr. Chairman, by joining in partnership with British Columbia, we are increasing by 60% the number of units that will be able to low-income Canadians in the province. Whether the member disagrees with the way the Province of British Columbia is able to deliver its programs, I am sure she would not want to deny needy Canadians in British Columbia of this increase.

**Ms Copps:** Mr. Chairman, if the Minister were truly interested in needy Canadians, he would listen to the B.C. Housing Coalition, which he has absolutely ignored. I would like to ask one final question. It relates to the quick flip of the apartments in Montreal, the Habitat apartments. Why did CMHC allow itself to be party to a quick flip?

**Mr. McKnight:** Mr. Chairman, CMHC was not party to a quick flip.

**Ms Copps:** It certainly was. We had a very—

**Mr. McKnight:** Mr. Chairman—

**Ms Copps:** —extensive discussion with one of your assistants the other night about it. In the course of one month, the price of the apartment increased somewhere in the neighbourhood of . . . well, you can give me the figures. Certainly there was a handy little profit made by a private company at the expense of certainly the tenants who subsequently bought the place out. If the properties were worth so much, then why did CMHC allow them to be sold for an undervalued price?

**Mr. McKnight:** Mr. Chairman, I am sure the hon. member understands that the worth of anything, including Habitat 67 is the dollar value that someone places on it when you offer it for sale. The corporation called for proposals to purchase Habitat 67, a luxury development, a high-profile development in Montreal, where the residents of that apartment had enjoyed over a period of almost 20 years, a decade and a half, rents that were 50% of economic rents. The corporation made a decision to sell the project. We called for proposals, and we received several proposals. The highest proposal, the highest offer, was accepted by the corporation. The tenants at the time I understand also made a proposal that was not as high or as beneficial to the Canadian taxpayers as that of the successful bidder.

• 1015

During the period of negotiations, the corporation, to assure that Canadians received whatever benefit there may be in future changes in market or someone deciding that the piece of property was worth more in the future, wrote into the contract that the corporation would receive 20% of any profit made in future sales of the project.

I think this was good business on behalf of the Canadian taxpayers and eventually, the tenants revised their estimate of the worth of the project and offered to purchase it for more money.

**Ms Copps:** Mr. Chairman, I might point out that the "eventually" occurred in the space of under 60 days, and given

[Traduction]

**M. McKnight:** . . . monsieur le président, en nous associant avec la Colombie-Britannique, nous augmentons de 60 p. 100 le nombre de logements à la disposition des Canadiens à faible revenu dans la province. Même si le député n'est pas d'accord avec la façon dont la Colombie-Britannique assure l'exécution de ses programmes, je suis certain qu'elle ne voudrait pas refuser cette augmentation aux Canadiens nécessiteux de Colombie-Britannique.

**Mme Copps:** Monsieur le président, si le ministre s'intéressait véritablement aux Canadiens nécessiteux, il écouterait la *B.C. Housing Coalition*, dont il n'a tenu aucun compte. J'aimerais poser une dernière question. Elle porte sur la revente éclair des appartements de Montréal, les appartements d'Habitat. Pourquoi la SCHL s'est-elle laissée entraîner dans une revente éclair?

**M. McKnight:** Monsieur le président, la SCHL n'a pas été partie à une revente éclair.

**Mme Copps:** Bien au contraire. Nous en avons parlé . . .

**M. McKnight:** Monsieur le président . . .

**Mme Copps:** . . . longuement avec un de vos assistants l'autre soir. En un mois, le prix de l'appartement a augmenté d'environ . . . Mais vous êtes en mesure de me donner les chiffres. Une entreprise privée a certainement fait un très joli profit aux dépens des locataires qui ont par la suite acheté les lieux. Si les immeubles valaient tant, pourquoi la SCHL a-t-elle permis qu'ils soient vendus à un prix inférieur à leur valeur?

**M. McKnight:** Monsieur le président, je suis certain que le député comprend que la valeur de quoi que ce soit, y compris d'Habitat 67, c'est la valeur en dollars que quelqu'un y attache lorsqu'on met cela en vente. La Société a demandé des propositions d'achat d'Habitat 67, des appartements de luxe très recherchés à Montréal, dont les habitants avaient bénéficié pendant près de 20 ans, pendant une décennie et demie, de loyers équivalant à 50 p. 100 des loyers économiques. La Société a pris la décision de vendre ce complexe. Nous avons demandé des offres et nous en avons reçu plusieurs. La société a accepté l'offre la plus élevée. À ce moment-là, les locataires ont, je crois, également présenté une offre qui n'était pas aussi élevée ni aussi avantageuse pour les contribuables canadiens que celle qui a été retenue.

Pendant les négociations, pour assurer que les Canadiens bénéficient des changements éventuels du marché ou de la possibilité que quelqu'un décide que l'immeuble valait davantage à l'avenir, la Société a fait inscrire au contrat qu'elle recevrait 20 p. 100 de tout profit réalisé lors des ventes ultérieures.

Je crois que c'était là faire preuve d'un sens des affaires au nom des contribuables canadiens; par la suite, les locataires ont révisé leur estimation de la valeur du projet et ont offert de l'acheter pour une somme plus considérable.

**Mme Copps:** Monsieur le président, j'aimerais souligner que dans ce cas-ci «par la suite» signifie en moins de 60 jours; étant

[Text]

the quick flip that occurred in the Cadillac-Fairview buildings in Toronto, where in fact the government at that time was prepared to at least get involved to monitor the situation, I think the federal government has a responsibility to ensure that the developer does not profit to the tune of, I think the figure was \$2 million, I am not sure—

**Mr. Raymond Boivin (Senior Vice-President, Canada Mortgage and Housing Corporation):** \$1.5 million.

**Ms Copps:** —\$1.5 million—

**Mr. Boivin:** Gross.

**Ms Copps:** —for a quick flip in the space of one month.

**Mr. McKnight:** The \$1.5 million which the member refers to, Mr. Chairman, was gross after the corporation's 20%, and after federal taxes were paid, I am sure the developer received a profit of probably about—

**Ms Copps:** He landed a cool profit of \$1 million for one month.

**Mr. McKnight:** No—probably about \$350,000. Mr. Chairman, is the member suggesting that we should not have allowed the developer to sell the project when he paid on the market in an open and competitive process the most dollars for it? That is how he received it.

And if the hon. member is suggesting that the residents of Habitat '67 will read a lot like the second page of *Who's Who*, we are not able to operate in a business environment to evaluate what the project was worth and come up with a price which would be acceptable to the corporation and that was the highest tender—

**Ms Copps:** Then the federal government obviously did not operate in a business-like fashion—

**Mr. McKnight:** —and of the most benefit to the corporation.

**The Chairman:** Ms Copps, you are over your time again, please.

**Ms Copps:** —given that they got taken to the cleaners to the tune of \$1.5 million in the space of one month.

**The Chairman:** Mr. Oostrom.

**Mr. Oostrom:** Thank you, Mr. Chairman. On May 13, I asked a question from Mr. Anderson regarding profits, high or low, which Ms Copps referred to, but any profits go back to the Consolidated Revenue Fund. Why is that and why are those funds not used for further housing projects in Canada?

**Mr. McKnight:** Because of the legislative structure of the corporation on non-budgetary or some items of the corporation's operation. The dollars are loaned to the corporation from the Consolidated Revenue Fund, backed up, I believe, by dividends put forward by the corporation—a way of counting beans, actually—and any profit that accumulates to the corporation is returned to the Consolidated Revenue Fund.

[Translation]

donné la revente éclair des immeubles *Cadillac-Fairview* à Toronto, à l'égard de laquelle le gouvernement de l'époque était prêt au moins à surveiller la situation, je crois que le gouvernement fédéral a le devoir d'assurer que le promoteur ne réalise pas un bénéfice, je crois, de l'ordre de 2 millions de dollars, je ne suis pas certaine...

**M. Raymond Boivin (premier vice-président, Société canadienne d'hypothèques et de logement):** 1,5 million de dollars.

**M. Copps:** ... 1,5 million de dollars...

**M. Boivin:** Brut.

**Mme Copps:** ... pour une revente éclair en l'espace d'un mois.

**M. McKnight:** Le million et demi dont parle le député, monsieur le président, était brut; après les 20 p. 100 de la Société et les impôts fédéraux, je suis certain que le promoteur a réalisé un bénéfice vraisemblablement d'environ...

**Mme Copps:** Il a réalisé un joli profit d'un million de dollars en un mois.

**M. McKnight:** Non... probablement environ 350,000\$. Monsieur le président, est-ce que le député laisse entendre que nous n'aurions pas dû permettre au promoteur de vendre le complexe alors qu'il avait été le plus offrant dans un appel d'offres ouvert et compétitif? C'est comme ça qu'il a acquis l'immeuble.

Et si le député laisse entendre que la liste des résidents d'Habitat 67 ressemblera à la deuxième page du *Who's Who*, nous ne sommes pas en mesure de fonctionner dans un milieu commercial pour évaluer ce que valait le projet et en arriver à un prix qui aurait été acceptable pour la Société et c'était la meilleure offre...

**Mme Copps:** Le gouvernement fédéral n'a donc manifestement pas fait preuve d'un bon sens des affaires...

**M. McKnight:** ... et la plus avantageuse pour la Société.

**Le président:** M<sup>me</sup> Copps, vous dépassez encore votre temps, s'il vous plaît.

**Mme Copps:** ... étant donné qu'ils se sont fait arnaquer d'environ un million et demi en l'espace d'un mois.

**Le président:** Monsieur Oostrom.

**M. Oostrom:** Merci monsieur le président. Le 13 mai, j'ai posé une question à M. Anderson concernant les profits, élevés ou faibles, dont M<sup>me</sup> Copps a parlé, mais les profits retournent au Fonds du revenu consolidé. Pourquoi cela? Pourquoi ces fonds ne sont-ils pas utilisés à d'autres projets d'habitation au Canada?

**M. McKnight:** En raison de la structure législative de la Société pour les éléments non budgétaires ou autres du fonctionnement de la Société. Les sommes sont prêtées à la Société à même le Fonds du revenu consolidé, garanties, je crois, par des dividendes avancés par la Société—en fait, une façon de compter les haricots—et tout profit réalisé par la Société est retourné au Fonds du revenu consolidé.



## [Texte]

The corporation is not mandated to turn a profit. In our Mortgage Insurance Fund, we are mandated to break even and in all our others, we are mandated to provide a service.

**Mr. Oostrom:** Could the Minister also tell us regarding the Mortgage Insurance Fund whether there was a deficit as of March of this year? And if there was, does the Minister anticipate any further increases in mortgage insurance premiums?

**Mr. McKnight:** There was a deficit, the exact number I will ask officials for, but at this time, because of the consultation and review of the mortgage insurance activity, it is not anticipated that there will be an increase.

But the studies we have done initially with the Mortgage Insurance Fund show that on an actuarial basis, the insurance premiums are not yet at a level that would cause the fund to break even if future demands are made on it.

**Mr. Anderson:** Perhaps I could elaborate a little bit, Mr. Chairman, and I believe we discussed this at the last committee meeting.

The estimates of the actuarial deficit are declining because of the improved economic situation generally in the country. With falling interest rates, for example, the valuation of the real estate held by the fund would increase. This would allow us then to diminish the contingent liability, if you like, that the fund is undertaking.

There is evidence that in some of our business lines, and particularly with respect to rental accommodation and accommodation in remote one-industry towns, our premiums are not yet at a break-even level. It is possible as a result of these consultations that there will be some adjustments there.

• 1020

Others of our premiums adjusted in 1985 do show a break-even situation as of this date. The problem rests with the historic premiums charged in the 1970s, which were clearly not adequate for the contingent liability being undertaken in certain markets in Canada.

**Mr. Oostrom:** How are these premiums in the marketplace today? Are you in the market with them?

**Mr. Anderson:** There is only one other agency in the country offering mortgage insurance, the Mortgage Insurance Company of Canada. We are generally competitive with them.

The advantage they hold in business terms as opposed to public policy terms is they do not attempt to serve or are not mandated to serve all Canadians. They have restricted their markets to those where the actuarial base would suggest the risk is lowest.

Our mandate is to serve all Canadians; therefore, we are insuring mortgage loans in small towns all across Canada, so all Canadians get access to high-ratio lending at a reasonable price.

## [Traduction]

La Société n'a pas pour mandat de faire des bénéfices. Notre fonds d'assurance hypothécaire doit rentrer dans ses frais tandis que dans tous les autres cas nous avons pour mandat d'assurer un service.

**M. Oostrom:** À propos du fonds d'assurance hypothécaire, est-ce que le ministre pourrait aussi nous dire s'il y a eu un déficit en mars de cette année? S'il y a eu un déficit, est-ce que le ministre prévoit de nouvelles augmentations des primes d'assurance hypothécaire?

**M. McKnight:** Il y a eu un déficit; pour le chiffre exact, je dois le demander aux fonctionnaires, mais à l'heure actuelle en raison de la consultation et de la révision de l'activité d'assurance hypothécaire, on ne prévoit pas d'augmentation.

Toutefois les études déjà réalisées sur le fonds d'assurance hypothécaire montrent que sur une base actuarielle, les primes d'assurance n'ont pas encore atteint un niveau permettant d'atteindre le point mort, même si on y a davantage recours à l'avenir.

**M. Anderson:** Me permettez-vous de développer un peu, monsieur le président? Je crois que nous en avons parlé à la dernière réunion du Comité.

Les estimations du déficit actuariel sont en diminution à cause de l'amélioration de la conjoncture économique dans l'ensemble du pays. La diminution des taux d'intérêt, par exemple, entraînerait une augmentation de l'évaluation des immeubles détenus par le fonds. Ceci nous permettrait alors de diminuer la dette éventuelle si vous voulez, du fonds.

Selon certaines indications, dans le cas de certain prêts commerciaux, particulièrement à l'égard des logements locatifs et des logements dans les villes éloignées qui vivent d'une seule industrie, nos primes ne sont pas encore à un stade qui permettrait d'atteindre le point mort. Il est possible qu'à la suite de ces consultations il y ait certains ajustements.

Certaines de nos primes, rectifiées en 1985, atteignent le point mort présentement. Le problème découle des primes exigées dans les années 1970, qui n'étaient manifestement pas suffisantes à l'égard de la dette éventuelle dans certains marchés du Canada.

**M. Oostrom:** Comment se situent ces primes dans le marché d'aujourd'hui? Etes-vous dans le même marché?

**M. Anderson:** Il n'y a qu'un seul autre organisme au pays à offrir l'assurance hypothécaire, la Mortgage Insurance Company of Canada. Nous sommes en général concurrentiels par rapport à cette entreprise.

L'avantage commercial de cette société est qu'elle ne sert pas l'ensemble des Canadiens et qu'elle n'a pas mandat de le faire. Elle limite ses marchés à ceux où la base actuarielle montre que le risque est le plus faible.

Nous avons pour mandat de servir tous les Canadiens; c'est pourquoi nous assurons des prêts hypothécaires dans tous les petites villes du Canada, de sorte que tous les Canadiens aient accès à des prêts d'un rapport élevé à un prix raisonnable.

[Text]

**Mr. Oostrom:** Okay.

**Mr. McKnight:** If I could just add, Mr. Chairman, even with the ability of MICC to select their market areas, they suffered deficits in their operation in the last five years.

**Mr. Anderson:** One other point of clarification: a lot depends on the economic situation in Alberta in terms of what the short-term prospects are for the continuing decline in the actuarial deficit of the fund. Neither the Mortgage Insurance Company of Canada nor ourselves are really in a position now to predict the extent to which our liability will be affected by the economic situation in the province.

**The Chairman:** Mr. Heap, I will give you four minutes of catch-up and then five minutes on top of that. How is that? It gives you a total of nine minutes.

**Mr. Heap:** I would like to refer to a problem which has been discussed before, the shell homes in Sackville. There have been some studies in the matter, and I would like to know first of all whether the Minister is willing to table reports or studies relating to the problem there.

I think the Minister is quite familiar with it. The roofs are now caving in because they were quite badly built, and although a private contractor built them, they were built under an arrangement with the CMHC. The CMHC was responsible for inspecting the quality. It is very evident the inspection failed in its purpose, or we would not have about two dozen houses which now require new roofs at the cost of about \$15,000 a throw. Is the Minister able or willing to table any of the studies relating to the problem?

**Mr. McKnight:** First of all, Mr. Chairman, when the corporation inspected the homes the member refers to, I think, if I heard the member correctly, the corporation inspected for quality. The corporation only inspects for value. In this case, I believe I am correct.

**Mr. Heap:** Mr. Chairman--

**Mr. McKnight:** Just a moment. I am informed we looked at structural aspects as well at the time of the inspection. The problems which have arisen since... I believe some of those homes are 15 or 17 years old, if I am accurate. The corporation has offered to provide RRAP in all cases RRAP could be used. If we happened to be involved in the direct lending of mortgages with those homes, we offered to rewrite the mortgages. We offered what assistance we can.

I will ask officials as to what studies we have, but the information I have been provided is that the homes when they were originally built were structurally sound, and the deterioration has taken place since because of lack of ventilation. Those homes were built as shell homes, with part of the construction done by the owners of the homes as a sweat equity project, and I will ask officials to comment on it further, Mr. Chairman.

[Translation]

**M. Oostrom:** D'accord.

**M. McKnight:** Permettez-moi d'ajouter, M. le président, que même si la MICC peut choisir ses marchés, elle a enregistré un déficit au cours des cinq dernières années.

**M. Anderson:** J'aimerais préciser un autre point. Le maintien à court terme de la diminution du déficit actuariel du fonds dépend beaucoup de la situation économique en Alberta. Ni la *Mortgage Insurance Company of Canada* ni notre Société n'est vraiment en mesure de prédire dans quelle mesure notre dette sera influencée par la situation économique de la province.

**Le président:** Monsieur Heap, je vous donne quatre minutes de rattrapage, puis encore cinq minutes. Qu'est-ce que vous en pensez? Cela vous donne au total neuf minutes.

**M. Heap:** J'aimerais revenir à un problème qui a été discuté auparavant, les maisons de Sackville. Il y a eu des études à ce sujet, et j'aimerais savoir d'abord si le ministre est prêt à déposer des rapports ou des études portant sur ce problème.

Je crois que le ministre est bien au courant. Les toits s'écroulent parce qu'ils ont été très mal construits, et bien que les maisons aient été construites par un entrepreneur privé, elles ont été construites en vertu d'un accord avec la SCHL. Celle-ci était chargée de l'inspection de la qualité. Il est manifeste que l'inspection n'a pas atteint son but, sans quoi il n'y aurait pas environ deux douzaines de maisons ayant besoin d'une nouvelle toiture au coût d'environ 15,000\$ chaque fois. Est-ce que le Ministre est en mesure de déposer des études relatives à ce problème ou est-il prêt à le faire?

**M. McKnight:** En premier lieu, M. le président, lorsque la Société a inspecté les maisons dont parle le député, si j'ai bien compris ce qu'il a dit, il a déclaré que la Société avait fait l'inspection de la qualité. La Société ne procède à l'inspection qu'en fonction de la valeur. Dans ce cas, je crois que j'ai raison.

**M. Heap:** Monsieur le président...

**M. McKnight:** Un moment. J'apprends que nous avons également examiné les aspects structuraux au moment de l'inspection. Les problèmes qui se sont produits depuis... Je crois que certaines de ces maisons ont entre 15 ou 17 ans, si je ne me trompe. La Société a offert de recourir au PAREL dans tous les cas où ce programme pourrait être utilisé. Dans le cas où nous avons fait directement le prêt hypothécaire pour ces maisons, nous avons offert de renégocier les hypothèques. Nous avons offert l'aide que nous pouvions offrir.

Je demanderai aux fonctionnaires de quelles études nous disposons, mais selon les renseignements qu'on m'a fournis les maisons étaient au départ structurellement saines; la détérioration est due au manque d'aération. Il s'agissait de maisons prêtes à finir, dont une partie de la construction était faite par les propriétaires, le travail fourni s'ajoutant au capital propre de la maison. D'ailleurs, je demanderai aux fonctionnaires davantage de commentaires à ce sujet, Monsieur le président.



[Texte]

[Traduction]

• 1025

**Mr. Flichel:** There was no additional study. The houses were looked at, but as the Minister has indicated, there is no legal liability on the part of the corporation. We have simply offered to those homeowners to make the RRAP available to rewrite the mortgage to help them out. Given our responsibilities at that time, the responsibility to totally fix up those houses is the homeowners.

**Mr. Heap:** About a year ago, the Minister did tell the local MPP he was receiving reports and he undertook in a general sense to make the information available to the MPP, but many letters by the MPP have brought no response on that point. There was a commitment there and the Minister will find it in his correspondence, or I can send him another copy of the letter which I have already sent him.

As to the responsibility, nobody has claimed there is a legal liability. They have said there is a moral and political obligation in this sense. The Minister has claimed there is only responsibility for structure. As he said, the roofs have rotted because of lack of ventilation, which was done by the builder of the shell, not by the homeowners. The roofs are all the same in that respect. They were constructed with a moisture barrier inside and out which resulted in rot because of lack of ventilation. By saying the homeowner put his sweat equity into it, the Minister's remarks could be misunderstood to mean the homeowner was responsible for the lack of ventilation. I believe that is clearly not the case.

The entire responsibility for a badly built roof was with the builder, and therefore without asking those homeowners, some of whom are pensioners, to hire a corporation lawyer to sue CMHC, I think the fair and reasonable thing is CMHC should recognize the roof was faultily built from the beginning. It took a few years for the rot to show, but now the roofs are sagging and some roofs are held up by a pole inside the house.

It took some time to show but it was caused by the initial construction, by the structure in the general sense. It is not one or two houses, but it is at least 23 houses, all in the same project. Therefore, I urge the Minister to consider they have a moral and social obligation to do more than just make \$2,000 or \$3,000 available to people who may have to sink \$15,000 into a roof for which they simply do not have the means. Some of them have been told they only get the forgivable loan if they undertake a further loan which they as pensioners are unable to undertake. It is not giving them anything.

**Mr. McKnight:** First of all, I will reiterate that we have offered to use the programs which are available to the corporation, and we have offered to rewrite where loans are the responsibility of the corporation. The argument the member puts forward is an argument the corporation disagrees

**M. Flichel:** Il n'y a pas eu d'études supplémentaires. On a examiné les maisons, mais, comme l'a indiqué le ministre, la SCHL n'a aucune responsabilité civile dans cette affaire. Nous avons simplement offert à ces propriétaires de les aider à renégocier leur hypothèque en mettant le PAREL à leur disposition. Étant donné nos responsabilités à cette époque, il revenait aux propriétaires d'arranger entièrement ces maisons.

**M. Heap:** Il y a environ un an, le ministre a en effet dit au député local de l'Assemblée législative provinciale qu'il recevait des rapports et il a entrepris, de façon générale, d'informer le député, mais un grand nombre de lettres du député sont restées sans réponse à ce sujet. Il y avait là un engagement, comme le ministre le trouvera dans sa correspondance, mais je peux aussi lui envoyer un autre exemplaire de la lettre que je lui ai déjà envoyée.

Pour ce qui est de la responsabilité, personne n'a prétendu qu'il y a responsabilité civile. On a dit qu'il y a une obligation morale et politique à cet égard. Le Ministre a prétendu que la responsabilité se limite à la charpente. Comme il a dit, les toits ont pourri à cause d'un manque de ventilation, et cela est la faute du constructeur de la «coquille» de la maison, pas des propriétaires. Les toitures ont toutes le même défaut. Elles ont été construites avec un pare-vapeur à l'intérieur et à l'extérieur, ce qui a entraîné de la pourriture, à cause du manque de ventilation. La remarque du ministre, selon laquelle le propriétaire a fourni son travail comme capital propre de la maison, pourrait être mal interprétée et laisser croire que le propriétaire était responsable du manque de ventilation. À mon avis, il est évident que ce n'est pas le cas.

L'entière responsabilité d'une toiture mal construite revient au constructeur. Par conséquent, sans demander à ces propriétaires, dont certains sont à la retraite, d'engager un avocat d'affaires pour poursuivre la SCHL, je pense que ce qui serait juste et raisonnable serait que la CHL reconnaisse qu'il y avait un vice de construction dans le toit dès le début. Il a fallu quelques années avant que la pourriture ne paraisse, mais maintenant les toits s'affaissent et certains sont même retenus par un poteau à l'intérieur de la maison.

Il a fallu un certain temps avant ça paraisse, mais le défaut était causé par la construction initiale, par la charpente dans son sens général. Il ne s'agit pas d'une ou de deux maisons, mais d'au moins 23 maisons, toutes dans le même lotissement. Par conséquent, j'exhorte le ministre à prendre en considération que la SCHL a une obligation morale et sociale de faire plus que d'offrir seulement \$2,000 ou \$3,000 à des gens qui peuvent avoir à engouffrer \$15,000 dans une toiture pour laquelle ils n'ont simplement pas les moyens. On a même dit à certains qu'il ne pourraient obtenir le prêt-subvention que s'ils contractent un nouvel emprunt, ce qu'ils ne peuvent faire, étant donné qu'ils sont à la retraite. Ça ne leur donne rien.

**M. McKnight:** D'abord, je voudrais réaffirmer que nous avons offert les services des programmes dont dispose la SCHL, et nous avons aussi offert de renégocier les prêts qui relèvent de la SCHL. Cette dernière n'est pas d'accord avec l'argument avancé par le membre du Comité. Je pense donc

[Text]

with. Therefore, I think it would not be responsible for the corporation to accept the member's argument when the corporation views it to be otherwise.

**Mr. Heap:** Then the corporation will politically take credit for undertaking to assist the housing, but dodge responsibility for leaving \$15,000 burden on the homeowner. That is what the corporation defends with its argument.

**Mr. McKnight:** First of all, the corporation takes no credit or responsibility politically. It is a responsibility of the government to take either credit or condemnation as it may be. The corporation does its job and fulfils its mandate in a very efficient and competent manner. The corporation has offered to assist those homeowners in the Sackville area within the programs which are available to it.

• 1030

I just want, Mr. Chairman, to comment on the correspondence with a local MPP. I informed the MPP that officials from CMHC would go and view the homes. This has taken place and they have reported to the corporation basically what I, in turn, informed the committee about inspections or lack of information to the local MPP. He has been informed that the visit by officials of the corporation has taken place and of the findings of those officials.

**The Chairman:** Last question, Mr. Heap.

**Mr. Heap:** Has the Minister any comment on the flip of the Cadillac-Fairview apartments in Toronto and the proposal now to sell them as condominiums? This does not come under CMHC; however, as Minister responsible for housing does he have a comment on the danger that 11,000 or 10,000 rental units will be withdrawn from the Ontario market by condominiumizing? If that happens, how would his government view the recourse, that is, the political remedy, for tenants in Toronto?

**Mr. McKnight:** Mr. Chairman, I believe that very question is being debated in the Legislature of Ontario and has been debated in the municipal councils involved. They are the bodies responsible for that form of legislation and the decision of the people of Ontario, through their legislature, will have to be the decision that stays. It is not within the jurisdiction of the federal government or the responsibility of CMHC to enter into those discussions which are now taking place in the Ontario Legislature.

**Mr. Heap:** The federal government through which Mortgage Insurance Corporation secured the basic mortgages in the first place, is requiring recovery of the money. The federal government, therefore, is in effect the indirect beneficiary of the sale of those properties and is therefore—not directly legally obliged, but is morally and publically involved in the action.

**Mr. McKnight:** Mr. Chairman, the corporation is not involved in the apartment buildings which have been mentioned. The Canadian Deposit Insurance Corporation is the

[Translation]

que ce ne serait pas sérieux de la part de la SCHL d'accepter l'argument du membre du Comité, alors qu'elle en a une opinion différente.

**M. Heap:** Alors la SCHL s'attribuera le mérite politique d'avoir aidé à l'habitation, mais esquivera la responsabilité d'avoir laissé au propriétaire une charge de \$15,000. C'est ce que la SCHL défend dans son argument.

**M. McKnight:** D'abord, la SCHL n'accepte aucun mérite ni aucune responsabilité politique. C'est à l'État qu'il revient d'accepter un mérite ou une condamnation, s'il y a lieu. La SCHL fait son travail et exécute son mandat avec beaucoup d'efficacité et de compétence. Elle a offert d'aider ces propriétaires de la région de Sackville dans le cadre des programmes dont elle dispose.

Je veux seulement, monsieur le président, faire un commentaire sur la correspondance avec un député provincial de la localité en question. J'ai informé le député que les fonctionnaires de la SCHL iraient examiner les maisons. Cela s'est fait, et les fonctionnaires ont présenté à la SCHL fondamentalement ce que moi, à mon tour, j'ai présenté au Comité relativement aux inspections et au manque d'information du député local. Ce dernier a été informé de la visite des fonctionnaires, de même que de leurs conclusions.

**Le président:** Dernière question, monsieur Heap.

**M. Heap:** Le ministre pourrait-il commenter le revirement dans les appartements Cadillac-Fairview à Toronto et la proposition actuelle de les vendre en copropriété? Cela ne relève pas de la SCHL; cependant, à titre de responsable de l'habitation, est-ce que le ministre pourrait commenter cette situation dans laquelle 10,000 ou 11,000 logements risquent de se voir retirer du marché locatif ontarien pour tomber dans celui de la copropriété. Si cela se produit, comment son gouvernement envisagerait-il le recours, c'est-à-dire le remède politique, pour les locataires de Toronto?

**M. McKnight:** Monsieur le président, je crois que cette question même fait actuellement l'objet de débats à l'Assemblée législative de l'Ontario et qu'elle a aussi fait l'objet de discussions dans les conseils municipaux intéressés. Ce sont les paliers dont relève cette forme de loi, et la décision du peuple ontarien, par l'entremise de son Assemblée législative, devra être celle qui prévaudra. Il n'est pas dans la compétence de l'administration fédérale ni dans les responsabilités de la SCHL que de se mêler des discussions qui ont lieu actuellement à l'Assemblée législative ontarienne.

**M. Heap:** L'administration fédérale, par l'entremise de laquelle le Fonds d'assurance hypothécaire a d'abord obtenu les hypothèques de base, exige le recouvrement des sommes. Elle est donc en effet le bénéficiaire indirect de la vente de ces propriétés et se trouve, sinon directement obligée devant la justice, moins moralement et publiquement intéressée dans cette affaire.

**M. McKnight:** Monsieur le président, la SCHL n'a pas d'intérêt dans les immeubles d'appartements qu'on vient de mentionner. C'est la Société d'assurance-dépôts du Canada qui



[Texte]

owner of record now of those units, I guess. But the decision made by the Legislature of Ontario will be the decision which will have to stand. The federal government has neither the jurisdiction nor the ability to intervene in decisions made by the people of Ontario.

**The Chairman:** Thank you Mr. Heap.

**M. Desjardins:** On a parlé beaucoup ce matin des ententes intervenues avec les provinces. Est-ce que ces ententes sont faites sur une base annuelle ou sont-elles à long terme?

**Mr. McKnight:** Mr. Chairman, that is a good question. The way the agreements are drawn up, the operating agreements, is that we will be entering into a three-year joint planning process to allow the provincial governments and the federal corporation to plan housing over a three-year period.

As the planning progresses from year to year we hope those agreements will be amended to reflect those discussions, those joint planning decisions. Therefore, the only way I can describe to you the length of the agreement is that they may be abrogated by either party, I believe on one-year's notice. We would hope that the three-year planning, the joint planning, would continue. This year it will be for three years and next year it will be for three additional years, so that we both know the directions we are to take within each provincial jurisdiction.

**M. Desjardins:** Est-ce que cette volonté de signer des ententes avec les provinces a été exprimée par le fédéral ou les provinces? Qui a pris l'initiative?

• 1035

**Mr. McKnight:** Mr. Chairman, I do not think there can be any credit taken by either party for wanting to be first. In December 1984, I convened a meeting of federal and provincial housing Ministers. My co-chairman at the time was the Minister of Housing from Newfoundland. At that time, we discussed the ability of the provinces to have more direct input in delivery; I guess this was a request from the provinces. As a federal Minister, I put forward a request for more input in the form of dollars from the provinces.

Throughout the next year, I met on a bilateral basis with all provinces and we convened a meeting in July 1985 in Calgary. At that time, we made a decision to enter into discussions in the hope we would be able to come to some form of agreement as to the delivery and the additional funding which would be necessary. I guess you could say both the federal and provincial jurisdictions were equally ready to join in partnership in the new programs.

**M. Desjardins:** J'imagine que ces ententes sont intervenues dans le but de réaliser des économies au niveau d'une meilleure gestion ou d'une plus saine administration. Si c'est le cas, quelles sont les économies réalisées au niveau de gains? Est-ce qu'il y a des chiffres disponibles ou est-ce qu'on sera en mesure un jour d'obtenir des chiffres concrets sur cette meilleure

[Traduction]

possède maintenant les dossiers de ces logements, j'imagine. Mais la décision prise par l'Assemblée législative de l'Ontario sera celle que nous devons respecter. L'administration fédérale n'a ni la compétence ni les capacités pour intervenir dans des décisions prises par le peuple de l'Ontario.

**Le président:** Merci, monsieur Heap.

**Mr. Desjardins:** There was much talk this morning about the agreements made with the provinces. Are these agreements made on a yearly basis or for a longer term?

**M. McKnight:** C'est une bonne question, monsieur le président. Selon la façon dont les ententes sont établies, en particulier les modalités de fonctionnement, nous allons mettre en oeuvre un mécanisme conjoint qui permettra aux administrations provinciales et à la SCHL de planifier l'habitation sur une période de trois ans.

Comme la planification progresse d'une année à l'autre, nous espérons que ces ententes seront modifiées de façon à tenir compte des discussions et des décisions conjointes en matière de planification. Donc, la seule façon dont je peux vous décrire la durée des ententes est de dire qu'elles peuvent être abrogées par l'une ou l'autre partie avec un préavis d'un an, je crois. Nous espérons que la planification conjointe sur trois ans se poursuivra. Cette année, ce sera pour trois ans et, l'an prochain, ce sera pour trois autres années, de sorte que les deux parties savent quelle orientation il faut prendre dans chaque administration provinciale.

**Mr. Desjardins:** Was this wish to sign agreements with the provinces expressed by the federal government or by the provinces? Who took the initiative?

**M. McKnight:** Monsieur le président, je ne crois pas que l'une ni l'autre partie puisse obtenir de mérite à vouloir être la première. En décembre 1984, j'ai convoqué une rencontre des ministres fédéraux et provinciaux responsables de l'habitation. Mon coprésident à l'époque était le ministre de l'Habitation de Terre-Neuve. Nous avons alors discuté de la possibilité pour les provinces de participer plus directement à l'exécution des programmes; je pense que c'était une demande des provinces. À titre de ministre fédéral, j'ai demandé davantage d'apport financier des provinces.

Pendant toute l'année qui a suivi, j'ai rencontré les représentants de chacune des provinces, et nous avons convenu d'une réunion en juillet 1985 à Calgary. À ce moment-là, nous avons décidé d'entreprendre des discussions dans l'espoir de pouvoir en venir à une certaine forme d'entente quant à l'exécution des programmes et au financement supplémentaire qui pourrait être nécessaire. On pourrait dire, j'imagine, que l'administration fédérale et les provinces étaient également prêtes à participer conjointement aux nouveaux programmes.

**Mr. Desjardins:** I guess these agreements were made in the hope of cost-cutting by means of better management or a healthier administration. If such is the case, what were the savings in dollars? Are there any figures available, or will we be able one day to get concrete figures on this better manage-

[Text]

gestion ou meilleure administration en récupérant des coûts d'administration?

**Mr. McKnight:** The savings we saw were in the form of administration and lack of duplication. But throughout the negotiations, the corporation and the federal government stated we would not be using it as a cost-cutting exercise, that we hoped to be able to maintain the same federal dollars in housing in Canada as we had in the last year. It was accepted by the provinces, and with the provinces adding on to the existing federal contributions it means we will be able to serve more Canadians who are in need.

As to the savings in administration and lack of duplication, I would ask one of my officials to comment on it. The savings will not be apparent in a practical form I think until we have gone through it at least a year, but there are some examples I am sure the officials can bring to your attention.

**The Chairman:** I will intervene for a minute and invite the officials to come in on this part after you have left, and I will turn it over to Ms Copps. The Minister will be leaving in three minutes or so, but we will keep the officials.

**Ms Copps:** Two brief questions. I understood the president to say there would be an adjustment in the cost of CMHC mortgage insurance coming at some point. Could he tell us whether it is going to be an increase and if so when he expects it is going to be announced?

The second question relates to the apparent savings of \$19.9 million in the real estate and services to others. We have had a number of complaints from individuals who were able to deal with CMHC in the past and who have now been turned away because they do not fit into the designated categories.

The Minister himself has embarked on a program of privatization—or at least CMHC has—with respect to CMHC inspection services. I would like to ask the Minister how he intends to ensure the integrity of the inspection service if it is turned over to the private sector who may themselves in fact tend to be builders, in whole or in part.

**Mr. McKnight:** I will take the last question first, Mr. Chairman. The privatization of CMHC was a suggestion. It was discussed by the board of directors and rejected at this time. There is—

**Ms Copps:** Mr. Minister, I am speaking specifically of the inspection service. I believe there have been public statements made that CMHC is considering in whole or in part privatizing the inspection service.

**Mr. McKnight:** I am not aware of the statements, but I do know the inspection service and the way it would fit within the corporation was discussed by the directors of the corporation

[Translation]

ment or administration or on the recovery of administration costs?

**M. McKnight:** Les économies que nous avons réalisées étaient plutôt sur le plan de l'administration et du chevauchement. Cependant, tout au long des négociations, la SCHL et l'administration fédérale ont déclaré que nous ne nous servirions pas des ententes pour réduire les coûts, mais que nous espérons pouvoir affecter les mêmes sommes que l'année précédente comme contribution fédérale à l'habitation au Canada. Cela a été accepté par les provinces, et, avec ce que les provinces ajouteront aux contributions fédérales existantes, nous pourrions être en mesure de servir un plus grand nombre de Canadiens qui en ont besoin.

Quant aux économies réalisées sur le plan de l'administration et du chevauchement, je demanderais à un de mes fonctionnaires de faire des commentaires à ce sujet. Je pense que les économies ne seront pas évidentes du point de vue pratique avant au moins une année de fonctionnement, mais je suis sûr que les fonctionnaires peuvent donner quelques exemples.

**Le président:** J'aimerais intervenir pendant une minute et inviter les fonctionnaires à prendre la relève à ce sujet après votre départ. Je passerai maintenant la parole à M<sup>me</sup> Copps. Le Ministre va partir dans à peu près trois minutes, mais nous allons garder les fonctionnaires.

**Mme Copps:** Deux brèves questions. J'ai entendu le président de la SCHL dire qu'il y aurait à un moment donné un rajustement du coût de l'assurance hypothécaire de la Société. Pourrait-il nous dire si ce sera une augmentation et, si tel est le cas, quand s'attend-il à ce que ce soit annoncé?

La seconde question porte sur l'économie apparente de \$19.9 millions au titre de l'immobilier et des services à des tiers. Nous avons eu un certain nombre de plaintes de particuliers qui ont pu faire affaire avec la SCHL par le passé et qui essaient actuellement un refus parce qu'ils n'entrent pas dans les catégories désignées.

Le Ministre lui-même—ou du moins la SCHL—a instauré un programme de privatisation pour tous les services d'inspection de la SCHL. J'aimerais demander au Ministre comment il prévoit s'assurer de l'intégrité du service d'inspection si ce service est imparti à des entrepreneurs du secteur privé qui pourraient, en totalité ou en partie, avoir tendance à être des constructeurs.

**M. McKnight:** Je répondrai d'abord à la dernière question Monsieur le président. La privatisation de la SCHL était une suggestion. Le conseil d'administration en a discuté et a rejeté l'idée pour le moment. Il y a...

**Mme Copps:** Monsieur le Ministre, je parle précisément du service d'inspection. Je crois savoir qu'il y a eu des déclarations publiques selon lesquelles la SCHL envisage de privatiser en tout ou en partie son service d'inspection.

**M. McKnight:** Je ne suis pas au courant des déclarations, mais je connais le service d'inspection. Les administrateurs de la SCHL ont discuté du rôle de ce service au sein de la Société et ils ont décidé de ne pas le privatiser pour le moment.



[Texte]

and the decision was made that it would not be privatized at this time.

**Ms Copps:** So there is in fact no plan in progress now to privatize any part of the CMHC inspection service; is that correct?

**Mr. McKnight:** That is correct.

• 1040

**Ms Copps:** I am happy to hear that.

**Mr. McKnight:** Mr. Chairman, I am not aware that the president said that there would be an adjustment increase. I think he said that looking at the fees on an actuarial basis, we are not able to protect the fund with those fees from all incumbencies that could come in future. That does not mean that there will be an increase.

I believe some two or three weeks ago the president of the corporation issued a notice that consultations would take place with interested groups to review the accessibility of public mortgage insurance through the miff, the continuation of that, and how we could in some way address the concerns that we have. We are concerned about single-industry towns and the way of addressing certain areas who have had larger claims on the miff in the past.

It is a national program at present and it has to be pooled nationally. Some people who are involved in the industry and some who receive shelter in the industry are concerned as to the future of the fund. The corporation will consult widely over the near term and will come forward with conclusions at an appropriate time.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Minister. I know you have a plane to catch. On behalf of the committee, thank you for your attendance here this morning. If the officials could remain for a couple of more minutes there are a couple of tag ends.

**Mr. McKnight:** Thank you very much, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Good luck on your trip. With the officials, perhaps you could expand on the answer to Mr. Desjardins' question.

**M. Desjardins:** Est-ce qu'on peut penser qu'à moyen terme ou à long terme, il y a des économies réelles qui vont se faire sur le plan strictement gestion ou administration?

**M. Boivin:** On parle d'économies, lorsqu'il y a double emploi dans les services. Par exemple, au Québec, il y a deux programmes PAREL dans le cadre desquels les clients doivent faire appel à la fois au fédéral et au gouvernement provincial pour obtenir de l'aide pour leur unité. Donc, pour ce citoyen, d'avoir à faire appel à un organisme seulement, c'est un avantage.

En ce qui concerne les épargnes, nous négocions présentement avec les provinces—c'est un des points très importants—pour établir les frais qui seraient partagés dans la mise en

[Traduction]

**Mme Copps:** Il n'y a donc effectivement aucun plan à l'étude en ce moment en vue de privatiser en tout ou en partie le service d'inspection de la SCHL. C'est exact?

**M. McKnight:** C'est exact.

**Mme Copps:** Je suis heureuse d'entendre cela.

**M. McKnight:** Monsieur le président, je ne suis pas au courant que le président de la SCHL a dit qu'il y aurait un rajustement à la hausse. Je pense qu'il a dit que, si nous envisageons les frais sur une base actuarielle, nous ne sommes pas capables de protéger le fonds associé à ces frais contre toutes les obligations qui pourraient survenir dans l'avenir. Cela ne signifie pas qu'il y aura une hausse.

Je pense que le président de la SCHL a publié, il y a deux ou trois semaines, un avis disant qu'il y aurait des consultations avec les groupes intéressés en vue d'examiner l'accessibilité de l'assurance hypothécaire publique dans le cadre du Fonds d'assurance hypothécaire (FAH), le maintien de ce régime d'assurance ainsi que des solutions possibles à nos préoccupations. Nous sommes préoccupés par les villes à activité économique unique ainsi que par la façon dont il faudrait traiter certaines régions où les demandes d'indemnités auprès du FAH ont été assez importantes par le passé.

Il s'agit actuellement d'un programme national, et sa caisse doit s'amasser à l'échelle nationale. Certaines personnes du milieu industriel et d'autres dont le logement est lié à l'industrie s'inquiètent de l'avenir du Fonds. La SCHL fera bientôt de vastes consultations et présentera ses conclusions au moment approprié.

**Le président:** Merci, monsieur le Ministre. Je sais que vous devez attraper un avion. De la part du Comité, je vous remercie d'être venu ici ce matin. Si les fonctionnaires pouvaient rester quelques minutes de plus, il y aurait encore quelques questions avant la fin.

**M. McKnight:** Merci beaucoup, monsieur le président.

**Le président:** Bonne chance dans votre voyage. Peut-être qu'avec les fonctionnaires on pourrait s'étendre davantage sur la réponse à la question de M. Desjardins.

**Mr. Desjardins:** Can we expect that in the middle or the long term there will be actual savings strictly on management or administration?

**Mr Boivin:** We can talk about savings where there was duplication of services. For example, in Quebec, there are two RRAPs, which means that the clients must apply to both the federal and the provincial government to get assistance for their unit. Therefore, it is an advantage for a citizen to have to deal with only one agency.

Concerning savings, we are negotiating now with the provinces, and this is a very important point, to determine the costs that would be shared in the delivery of the programs.

[Text]

oeuvre des programmes. Très certainement, le maximum serait les coûts actuels, cela ne coûte pas plus cher pour mieux servir la clientèle, mais, à long terme, cela ferait faire des économies. Je ne peux pas vous donner plus de précisions aujourd'hui parce que ces négociations sont toujours en cours.

Mais notre but fondamental est de servir mieux la clientèle pour un coût pas plus cher qu'aujourd'hui et probablement moins cher.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Desjardins.

**Ms Copps:** I just have one question. My question is again on the issue of the mortgage insurance increase. I understood that it was stated there would be an adjustment, and I assume the adjustment is going to be upwards. I would like to have an idea as to when that is going to take place.

I would also like to get some information. It seems to me that we had a doubling of the CMHC mortgage insurance about a year and a half ago. It went from one and a half to two and a half to 3%, depending upon the area. Now you are talking about another increase presumably at a time when the cost to the corporation of refinancing is substantially less because we have had a dramatic drop in interest rates. How do you justify considering an increase in CMHC mortgage insurance at this time?

**Mr. Anderson:** Mr. Chairman, I do not think that I specifically said—

**Ms Copps:** You said an adjustment.

**Mr. Anderson:** I said we were looking at the possibility of adjustments based on a consultation process. It is quite conceivable that in some situations both on the fee question and on the question of premiums, that we could in fact be lowering, not increasing. I attempted to indicate from an actuarial point of view that there are some situations in Canada which tend to result in higher claims on the fund than others, and that we had to find a solution for those. That does not necessarily mean that the premiums associated with the problems on those projects have to be increased.

• 1045

**Ms Copps:** I am sure this will probably interests the chairman. About a year ago there was an attempt to kind of red circle Calgary as a community that was a high-risk community. I would hope that in any changes to the mortgage insurance fund you do not start red circling communities that have cyclical economies because I think if that happens you are going to find yourself in a situation where there is no national standard for mortgage guarantees. I would hope that this is not what is under consideration.

**Mr. Anderson:** Would you like me to respond to that?

**The Chairman:** You have to do it verbally or we do not get it on the record.

**Mr. Anderson:** I understand the member's point very well, and I think that it is a point that is well taken.

[Translation]

What is certain is that the maximum would be the present costs, since it does not cost more to serve the clients better, but in the long term, there would be savings. I cannot give you more details today, because these negotiations are still in progress.

But our basic aim is to serve the clients better at a cost not higher than the present cost, and probably lower.

**Le président:** Merci, monsieur Desjardins.

**Mme Copps:** J'ai seulement une question, et elle concerne encore la hausse de l'assurance hypothécaire. J'ai cru comprendre qu'on a déclaré qu'il y aurait un rajustement, et je suppose que le rajustement sera à la hausse. J'aimerais savoir quand cela pourrait se produire.

J'aimerais aussi avoir certains renseignements. Il me semble qu'on a eu une augmentation du double de l'assurance hypothécaire de la SCHL il y a environ un an et demi. Ce fut de 1.5 à 2.5 ou 3 p. 100, selon les régions. Et on parle maintenant d'une autre augmentation possible, à un moment où le coût du refinancement pour la SCHL a considérablement diminué à cause de la chute spectaculaire des taux d'intérêts. Comment justifiez-vous la hausse envisagée de l'assurance hypothécaire de la SCHL dans la situation actuelle?

**M. Anderson:** Monsieur le président, je ne pense pas que j'ai précisément dit...

**Mme Copps:** Vous avez dit un rajustement.

**M. Anderson:** J'ai dit que nous envisagerons la possibilité de rajustements après un processus de consultation. Il est tout à fait concevable que, dans certains cas, tant pour les frais que pour les primes, nous décidions qu'il y aura en fait une diminution plutôt qu'une augmentation. J'ai essayé d'indiquer que, d'un point de vue actuariel, il y a certaines situations au Canada qui ont tendance à susciter auprès du Fonds des demandes d'indemnités plus élevées que d'autres, et que nous devons trouver une solution pour ces cas. Cela ne veut pas nécessairement dire que les primes doivent être augmentées pour autant.

**Mme Copps:** Je suis sûre que cela intéressera certainement le président. Il y a environ un an, on a essayé de faire passer Calgary pour une ville à haut risque. J'espère que la réforme du système d'assurance hypothécaire n'accordera pas un régime spécial aux villes se caractérisant par une économie cyclique. Si c'est le cas, vous allez vous retrouver dans une situation où il n'y aura plus de normes nationales en matière de garantie hypothécaire. J'espère que ce n'est pas ce que vous envisagez.

**M. Anderson:** Voulez-vous que je réponde?

**Le président:** Faites-le verbalement, si vous voulez que votre réponse soit versée au compte rendu.

**M. Anderson:** Vous avez tout à fait raison de soulever ce point, et je comprends qu'il vous préoccupe.



[Texte]

**The Chairman:** I would just like to respond to that from a Calgarian's point of view. The corporation's response to recent troubles in the Calgary community two or three years ago was not always perfect in the member's mind, but an important principle of responding to the unique needs of a community, some of the actions taken by the corporation to respond to those unique problems that Alberta faced, is a public policy principle I would like to see maintained.

It may not be quite the same as red circling, but occasionally we do have a unique problem that requires a unique response. If you get too rigid in terms of a national standard, you cannot respond appropriately to a local situation. That indeed was a massive local situation, and the sensitivity was appreciated by many Calgarians. I would just like that to be on the record.

**Mr. Heap:** That is all. Thank you.

**The Chairman:** Thank you for the brevity, clarity and attendance.

Meeting adjourned.

[Traduction]

**Le président:** J'aimerais répondre à cette question du point de vue d'un habitant de Calgary. La façon dont la société a répondu aux troubles qui ont secoué la ville de Calgary, il y a deux ou trois ans, n'a pas toujours été parfaite, mais certaines des mesures prises ont cependant répondu aux besoins et aux problèmes uniques de l'Alberta. Je voudrais qu'un tel principe de politique publique soit maintenu.

On ne peut pas dire qu'un régime spécial ait été réservé à Calgary. Cependant, lorsqu'un problème unique se pose, il faut souvent adopter une solution unique. Des normes nationales trop rigides ne permettent pas de répondre de façon appropriée à une situation locale. Nous avons affaire à une situation locale, et de nombreux habitants de Calgary l'ont parfaitement compris. Je voudrais que cela figure au compte rendu.

**M. Heap:** C'est tout. Merci.

**Le président:** Merci d'avoir assisté à notre réunion. Merci d'avoir été précis et clair.

La séance est levée.















*If undelivered, return COVER ONLY to  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

## WITNESSES/TÉMOINS

### *From Canada Mortgage and Housing Corporation:*

G.D. Anderson, President;

R.J. Boivin, Senior Vice-President;

E.A. Flichel, Vice-President, Finance and Management  
Information Services and Acting Vice-President, Policy  
Development and Research.

### *De la Société centrale d'hypothèques et de logement:*

G.D. Anderson, président;

R.J. Boivin, premier vice-président;

E.A. Flichel, vice-président, Finance et service d'information  
de gestion et vice-président intérimaire, Recherche et  
élaboration des propositions.



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 65

Tuesday, May 27, 1986

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 65

Le mardi 27 mai 1986

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

## Labour, Employment and Immigration

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent du*

## Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Main Estimates 1986-87: Votes 10 and 15 under  
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

CONCERNANT:

Budget de dépenses principal 1986-1987: crédits 10 et  
15 sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the  
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,  
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

*Chairman:* Jim Hawkes

*Vice-Chairmen:*

Jean-Pierre Blackburn

Fernand Jourdenais

Warren Allmand

Pauline Browes

Dan Heap

Sergio Marchi

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE L'IMMIGRATION

*Président:* Jim Hawkes

*Vice-présidents:*

Jean-Pierre Blackburn

Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

John Oostrom

Peter Peterson

John R. Rodriguez

Maurice Tremblay (*Lotbinière*)

(Quorum 6)

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



## MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 27, 1986  
(98)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 9:35 o'clock a.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

*Members of the Committee present:* Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, Jim Hawkes, John Oostrom and John R. Rodriguez.

*Acting Members present:* Alan Redway for Pauline Browes. Marcel R. Tremblay for Maurice Tremblay (*Lotbinière*).

*In attendance: From the Library of Parliament:* Kevin Kerr and Eric Adams, Research Officers. *From the Committee's Research Branch:* Louise Thibault and David McGovern.

*Witnesses: From the Department of Employment and Immigration:* John Edwards, Associate Deputy Minister; Peter Hicks, Executive Director, Canadian Jobs Strategy; Robert Van Tongerloo, Director, Challenge 86 Program; Paul Gauvin, Executive Director, Finance and Administration.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated February 27, 1986 relating to the Main Estimates 1986-87 (*See Minutes of Proceedings of April 9, 1986, Issue No. 53*).

The Chairman called Votes 10 and 15 under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION.

The witnesses answered questions.

The Chairman presented the Seventh Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure, which read as follows:

Your Sub-committee met on Thursday, May 22, 1986 and agreed to recommend that the Standing Committee schedule the following meetings for June 1986: one meeting concerning the reorganization of employment development branches in the Canada Employment and Immigration Commission; one meeting on housing; and six meetings on worker adjustment comprising of two with department officials, two with community groups, one with unions and one with private companies.

Your Sub-committee also recommends that the Standing Committee continue its examination of immigration, housing and worker adjustment after the summer adjournment of the House of Commons.

Alan Redway moved,—That the Seventh Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure be concurred in.

And debate arising thereupon;

It was agreed,—That the report be amended by adding the following after the words "June 86" in the first paragraph:

“, provided that an extension in the consideration of Employment and Immigration Estimates has not been demanded pursuant to Standing Order 82(15)”

## PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 27 MAI 1986  
(98)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 9 h 35, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

*Membres du Comité présents:* Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, Jim Hawkes, John Oostrom, John R. Rodriguez.

*Membres suppléants présents:* Alan Redway remplace Pauline Browes; Marcel R. Tremblay remplace Maurice Tremblay (*Lotbinière*).

*Aussi présent: De la Bibliothèque du Parlement:* Kevin Kerr et Eric Adams, attachés de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Louise Thibault et David McGovern.

*Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:* John Edwards, sous-ministre associé; Peter Hicks, directeur exécutif, Programme de la planification de l'emploi; Robert Van Tongerloo, directeur, Défi 86; Paul Gauvin, directeur exécutif, Finance et administration.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 27 février 1986 relatif au budget des dépenses principal de 1986-1987. (*Voir Procès-verbaux et témoignages du 9 avril 1986, fascicule n° 53*).

Le président met en délibération les crédits 10 et 15 inscrits sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION.

Les témoins répondent aux questions.

Le président présente le Septième rapport du Sous-comité de programme et de la procédure, libellé en ces termes:

Le Sous-comité s'est réuni le jeudi 22 mai 1986 et est convenu de recommander au Comité le calendrier de séances suivant pour juin 1986: une réunion concernant la réorganisation des directions de développement de l'emploi chez la Commission canadienne de l'emploi et immigration; une réunion sur le logement; et six réunions sur l'adaptation des travailleurs y compris deux réunions avec les hauts fonctionnaires du ministère, deux réunions avec les représentants des groupes communautaires, une réunions avec les représentants des syndicats et une réunion avec les représentants des compagnies privées.

Le Sous-comité est aussi convenu de recommander que le Comité permanent continue son examen de l'immigration, du logement et de l'adaptation des travailleurs après l'ajournement estivale de la Chambre des communes.

Alan Redway propose,—Que le Septième rapport du programme et de la procédure soit adopté.

Un débat s'ensuit;

Il est convenu,—Que le rapport soit modifié en ajoutant à la suite des mots «juin 1986», dans le premier alinéa, ce qui suit:

«pourvu que l'on n'exige pas que l'étude du budget principal du ministère de l'Emploi et de l'Immigration soit prolongée, en application de l'article 82(15) du Règlement.»

After debate, on motion of John R. Rodriguez, it was agreed,—That the report be amended by adding the following after the words: "worker adjustment" in the second paragraph:

"and unemployment insurance"

The question being put on the motion of Alan Redway, as amended, it was agreed to.

At 11:06 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Après débat, sur motion de John R. Rodriguez, il est convenu,—Que le rapport soit modifié en ajoutant au deuxième alinéa, à la suite des mots «adaptation des travailleurs», les mots suivants:

«et de l'assurance-chômage»

La motion d'Alan Redway ainsi modifiée est mise aux voix et adoptée.

A 11 h 06, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, May 27, 1986

• 0936

**The Chairman:** Order. This is the 98th meeting of the committee. By the time we are through the main estimates, we will be well through 100. I call Votes 10 and 15 under Employment and Immigration.

## EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

E—Employment and Insurance Program

Vote 10—Operating expenditures .....\$73,932,000

Vote 15—Grants and contributions .....\$1,513,877,000

**The Chairman:** We welcome today John Edwards, the Associate Deputy Minister; Mr. Paul Gauvin, the Executive Director of Finance and Administration, who has been with us before; and Peter Hicks, the Executive Director of the Canadian Jobs Strategy. They have some back-up support as well.

I want to thank the officials . . . I think it was Friday that most of the answers that are in front of us came in, and they were distributed to members yesterday. Not all members were physically present in Ottawa yesterday, and I am sure they have had a limited time to review the answers. But I thank you, and they will be useful this evening, or maybe not so much this evening as Thursday evening, for Challenge '86.

**Mr. John Edwards (Associate Deputy Minister, Department of Employment and Immigration):** They will also, Mr. Chairman, be tabled with the committee as soon as they are ready, because there are still some outstanding items.

**The Chairman:** Thank you.

I would remind members that the concentration on Thursday evening with the Minister is on Challenge '86. This evening we have the Minister of State for Immigration on main estimates, so the immigration estimates will be this evening.

I think this is our last session with officials in this main estimates go-around, but there can be follow-up questions.

I do not know if the clerk has distributed the steering committee report. I gather he has. In the month of June the steering committee is recommending six hearings on the issue of industrial adjustment; worker adjustment. The intention is to have a series of witnesses to open the door to that issue. There will be two with community groups, two with different parts of the bureaucracy federally, one with labour unions, and one with companies. We want an overview of those different sectors of our community and how they see the worker adjustment issue into the future. In the fall we will be follow-

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 27 mai 1986

**Le président:** Je déclare cette 98<sup>ième</sup> séance de ce comité ouverte. Lorsque nous aurons terminé l'examen des prévisions budgétaires, nous aurons dépassé et de loin la 100<sup>ième</sup>. Je mets en délibération les crédits 10 et 15 du budget sous la rubrique Emploi et Immigration.

## EMPLOI ET IMMIGRATION

Programme d'emploi et d'assurance

Crédit 10—Dépenses de fonctionnement .....\$73,932,000

Crédit 15—Subventions et contributions .....\$1,513,877,000

**Le président:** Nous accueillons aujourd'hui John Edwards, le sous-ministre associé, M. Paul Gauvin, directeur exécutif de la division Finance et Administration, que nous connaissons bien, Peter Hicks, directeur exécutif de la Planification de l'emploi. D'autres fonctionnaires les accompagnent également.

Je voudrais remercier les hauts-fonctionnaires car je crois que c'est vendredi que nous avons reçu la plupart des réponses à nos questions et nous les avons distribuées hier aux membres de ce comité. Ces derniers n'étaient pas tous à Ottawa, et je suis sûr qu'ils n'ont pas pu examiner comme ils le voudraient ces réponses. Mais je vous remercie et elles nous seront très utiles ce soir, peut-être moins ce soir que jeudi soir lorsque nous examinerons le programme Défi 1986.

**M. John Edwards (Sous-ministre associé, ministère de l'Emploi et de l'Immigration):** Les autres seront également déposées au comité dès qu'elles seront prêtes, monsieur le président.

**Le président:** Merci.

Je voudrais rappeler aux députés que nous consacrerons la soirée du jeudi à l'examen du programme Défi 1986 dont nous pourrions discuter avec la ministre. Nous accueillons ce soir le ministre d'État chargé des questions d'immigration, si bien que nous discuterons ce soir des prévisions budgétaires de l'enveloppe immigration.

Je crois que cette séance est la dernière que nous consacrerons aux prévisions budgétaires, bien que nous puissions poser d'autres questions par la suite.

Je ne sais pas si le greffier vous a remis le rapport du comité directeur, bien que je suppose que ce soit le cas. Au cours du mois de juin, le comité directeur recommande que nous consacrons six séances à l'adaptation de l'appareil industriel et à celle des travailleurs. Nous aimerions convoquer un certain nombre de témoins qui nous initieront à cette question. Nous accueillerons des groupes communautaires lors de deux séances, divers services du gouvernement fédéral pendant deux autres séances, les représentants des syndicats pendant une autre séance et enfin les représentants du patronat pendant la dernière. Nous voulons savoir ce que pensent ces divers

[Text]

ing through with more in-depth hearings into whatever subsets of that overall concern the committee sees.

There will be one session on housing, with a view to continuing in the social housing domain in the fall, and one session with Employment and Immigration people on the reorganization of employment development. The deputy at the last session indicated that some time this summer the department was to provide the Minister with advice on how to go about that. The committee leapt on that piece of testimony and said we would like to have at least one session where we might ask some questions and focus right on it and perhaps provide the department with the committee's advice, which may or may not end up on the Minister's desk.

So that is the intention. If we have a quorum at any point sufficient for passing a motion, I will ask that the report of the Subcommittee on Agenda and Procedure be adopted, and that would be the proper time to discuss it, but I just wanted to alert members to it.

I presume there is no opening statement.

We will go right into questioning. Mr. Redway.

**Mr. Redway:** Thank you very much, Mr. Chairman.

Unfortunately, because I am not a regular member of the committee, I did not get this material until this morning, and I have not had an opportunity to review it. I apologize to the officials for that problem on my part; and it is going to be theirs.

Thinking back to my concerns relating particularly to Challenge '86 and the student employment programs, perhaps you can help me by taking me through some of the material you have provided, because I assume this is in answer, hopefully, to the questions I asked the last time.

• 0940

They related, as you will recall, to the relationship between student unemployment, or employment, during the summer and the efforts of the department to create some student jobs, and to fill the gap between what would ordinarily be produced by the private and/or non-profit sectors and the demand by students for summer jobs; how the two related, whether there was a relationship, or whether it was just a fly by the seat of the pants approach that was being used. I think we talked about maybe going back historically to see where the program started and whether there was a relationship. Maybe you could help me with that, based on your further research.

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, may I ask Peter Hicks, who is Executive Director of Canadian Jobs Strategy, to respond to that question.

**The Chairman:** Mr. Hicks.

[Translation]

secteurs de notre société de la question de l'adaptation des travailleurs à l'avenir. Cet automne, nous procéderons à un examen plus complet des questions de ce dossier qui intéressent le comité.

Nous consacrerons une séance au dossier du logement, que nous poursuivrons cet automne, et une autre séance à la réorganisation du développement de l'emploi dont nous discuterons avec les fonctionnaires du ministère. Lors de la dernière séance, le sous-ministre nous a fait savoir que cet été, le ministère devait offrir des conseils à ce sujet à la ministre. Les membres du comité ont sauté là-dessus et ont dit qu'ils aimeraient y consacrer au moins une séance où ils pourraient poser des questions, s'y concentrer et offrir peut-être ses conseils au ministère, conseils qui pourraient être transmis à la ministre.

Voilà donc ce que nous entendons faire. Si nous réussissons à réunir un quorum à un moment donné qui nous permettra d'adopter une motion, je demanderai à ce que le rapport du sous-comité du programme et de la procédure soit adopté, moment auquel nous en discuterons; je voulais simplement vous en aviser pour l'instant.

Je suppose que vous n'avez aucune déclaration d'ouverture à faire?

Nous passons directement aux questions. Monsieur Redway.

**M. Redway:** Merci infiniment, monsieur le président.

Malheureusement, je ne suis pas membre en titre de ce comité; je n'ai reçu ces documents que ce matin et je n'ai donc pas eu l'occasion de les examiner. Je m'excuse auprès des hauts-fonctionnaires de ce petit couac que je vais leur transmettre.

Pour en revenir aux préoccupations que j'avais exprimées à propos du programme Défi 1986 et des programmes d'emploi réservés aux étudiants en particulier, peut-être pourriez-vous m'aider et me dire quel document vous nous avez transmis en réponse aux questions que je vous avais posées la dernière fois, car je suppose, du moins je l'espère, que tel est le cas.

Elles portaient, si vous vous rappelez bien, sur le rapport qui existe entre le chômage ou l'emploi des étudiants pendant l'été et les efforts déployés par le ministère pour créer quelques emplois pour eux dans le but de combler l'écart qui existe entre les emplois normalement offerts par les secteurs privés et à but non lucratif et la demande d'emplois d'été par les étudiants; je voulais savoir s'il existait un rapport entre les deux ou bien s'il ne s'agissait que d'un programme décidé à la va-vite. Nous avions dit la dernière fois que vous pourriez peut-être nous dire comment ce programme a été lancé et s'il existait un rapport entre les deux. Peut-être pourriez-vous me le dire, d'après les recherches que vous avez faites depuis lors...

**M. John Edwards:** Monsieur le président, puis-je demander à Peter Hicks, directeur exécutif chargé de la planification de l'emploi, de répondre à votre question.

**Le président:** Monsieur Hicks.



[Texte]

**Mr. Peter Hicks** (Executive Director, Canadian Jobs Strategy, Department of Employment and Immigration): Mr. Chairman, I want to apologize to the member because the material is taking a bit of time to prepare. It is not, indeed, in the package you have in front of you.

**Mr. Redway:** I see. So I should not feel badly.

**Mr. Hicks:** No. The portion we have is in these notes in front of me, and in the next few days you should see an answer to your question.

Generally, I would like to defer the main answer, clearly not to work off these dribs and drabs, but to go to the actual sheets of paper which we will have. The data that was requested will be available.

Perhaps just a few clarifications from the other night, though, at this stage. On reviewing the transcripts, I may have given the wrong impression at the meeting last time that the formula—or I certainly gave the impression, given the line of question that followed it, that the returning unemployment rates that we were talking about for students was the main driver behind the year-to-year shift.

I should have been clearer, I think, in indicating that the anticipated rate of unemployment for students clearly is one of the factors that was taken into account in the Minister's decision on the amount of budget to be allocated to summer programs, but that the more particular formula we were addressing at the last meeting was more to do with once that total sum of money for summer programs is determined. The actual statistical formula we use relates much more to the allocation of that sum across regions, so Ontario will have its proper share in relation to its share of the returning student unemployment problem. The actual figures and data will be clarified when we put the material out.

We have been able, in part, within the next few days, completely to go back and reconstruct the picture since 1981 on a comparable apples-to-apples basis, but it has taken a little bit of work to do that.

**Mr. Redway:** I am sure it did. I appreciate that, and I appreciate the fact that the material is coming.

Since our last session, I had the opportunity, which presented itself to me without option of meeting with one of the members of a coalition of social service agencies in Metropolitan Toronto who were concerned about the allocation of the Challenge '86 funding, particularly with respect to the non-profit sector, and whether they are getting their fair share. I understand there was a meeting yesterday morning with the Minister on that topic with representatives of that organization, and others, I gather, from perhaps across the country. That was the impression I was given at my meeting.

A point was made to me at that time that, first of all, there is no real budget determination for Challenge '86 or any of the various employment programs.

[Traduction]

**M. Peter Hicks** (directeur exécutif, planification de l'emploi, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le président, je voudrais présenter toutes mes excuses au député car nous n'avons pas fini de réunir tous les documents nécessaires. Ils ne se trouvent pas dans ceux que vous avez devant vous.

**M. Redway:** Je vois. Alors je ne devrais pas vous en vouloir.

**M. Hicks:** Non. J'ai quelques notes devant les yeux, mais nous devrions avoir une réponse complète à votre question d'ici quelques jours.

J'aimerais que cette question soit remise à plus tard, car je ne voudrais pas vous donner quelques bribes de réponse, mais vous remettre le document qui aura été préparé et qui renfermera les statistiques que vous aviez demandées.

Mais permettez-moi d'apporter dès maintenant quelques précisions. J'ai relu le compte rendu de cette séance, et je vous ai peut-être induit en erreur, la dernière fois, et j'en suis même sûr vu les questions qui m'ont été posées par la suite, en vous disant que le taux de chômage persistant des étudiants avait amené ce changement par rapport à l'année dernière.

J'aurais dû être plus précis, je crois, et vous dire que la décision prise par la ministre d'affecter telle somme aux programmes d'été a été prise en fonction du taux de chômage anticipé chez les étudiants, mais que la formule dont nous parlions la dernière fois entraînait plutôt en jeu lorsque le budget total de ces programmes serait déterminé. La formule statistique que nous utilisons réellement est davantage liée au budget réparti entre les régions, si bien que la part de l'Ontario sera fonction du nombre d'étudiants chômeurs. Les statistiques précises vous seront données lorsque ces documents seront prêts.

Nous avons réussi à revenir en arrière et à reconstruire ce programme depuis son lancement en 1981, mais il a fallu un certain temps pour le faire.

**M. Redway:** J'en suis sûr. Je vous remercie, et j'attendrai ces documents.

Depuis notre dernier entretien, j'ai eu l'occasion de discuter, sans que je demande quoi que ce soit, avec l'un des membres d'une coalition d'organismes de services sociaux de l'agglomération torontoise qui s'inquiétait de la répartition du budget consacré au programme Défi-86, pour ce qui est du secteur à but non lucratif en particulier, et se demandait s'ils obtenaient bien leur part. Je crois savoir que hier matin, la ministre s'est entretenue à ce sujet avec des représentants de cette association ainsi qu'avec d'autres de régions différentes. C'est du moins ce qui m'a été transmis lors de cet entretien.

Or, on m'a dit qu'aucun budget n'était réellement affecté au programme Défi-86 ou aux autres programmes d'emploi.

[Text]

[Translation]

• 0945

For instance, there is a lump sum of money allotted but undesignated and undivided in your budget, or in your estimates, which is then subsequently divided up and, I suppose, subject to redivision depending on the pulls and tugs of appropriate concerns as well as other more reasoned approaches to things. I wonder if you can help me as to whether or not there is still a pot of money somewhere in those estimates of yours which is undesignated at the moment and still subject to being designated or redesignated and redivided or whatever?

**Mr. John Edwards:** The member correctly characterizes the situation in our budget; namely, we have an overall budget set in each year for the Canadian Jobs Strategy and the Minister then, on the advice of officials and others, decides the balance between programming, which may indeed differ from one part of the country to another depending on the various requirements in the various parts of the country.

Historically, we have normally had some flexibility or some kind of ministerial reserve so we can pick up and handle effectively specific cases that emerge during the year that were not anticipated or particular problems in particular parts of the country.

At present, with the austerity program in place in the government, I think it would be accurate to say—and I would certainly wish, if it is not the case, that the Executive Director of Finance and Administration will correct the record—that there is no viable reserve this year that can be drawn upon because it is not committed to something or another.

I believe, in fact, that we feel at this point in time that we have some very difficult decisions to make further down the year in adjusting perhaps some of our existing plans so we can cover off commitments that we anticipate arising during the course of the year. So in fact I think we probably have something close to a negative reserve rather than a positive reserve in the sense that some plans may have to be adjusted during the course of the year.

**Mr. Redway:** I in my constituency initiate with the help of others some programs for job entry or job re-entry training. If you allocate more money to Challenge '86, the chances of any money being left for my job entry to job re-entry training programs are going to get slimmer and slimmer. Is that what you are telling me?

**Mr. John Edwards:** That is right. As I indicated before, in regard to the overall budget the Minister has had to make some very difficult decisions as to approximately the proportion that would go into Challenge '86 versus what goes into job development or job entry or Community Futures and what have you. It is very much a zero-sum game, if not a negative game; i.e., if you take something out of somewhere, it is going to be painful to that particular program. If it is to increase Challenge '86, it must be out of the job development or job entry or one of the other programs.

Votre budget ou vos prévisions budgétaires indiquent un montant global, non affecté, lequel est sans doute redistribué selon les pressions internes qui s'exercent et selon des méthodes plus structurées. Ce que je veux obtenir de vous, c'est la confirmation qu'il existe encore un montant non distribué à l'intérieur de votre ministère et qui attend d'être réparti selon les besoins.

**M. John Edwards:** L'analyse du député est juste en ce qui concerne notre budget. Nous avons effectivement un budget global établi annuellement au titre de la Planification de l'emploi et notre ministre, sur l'avis de ses hauts fonctionnaires et d'autres, fait la répartition entre les divers programmes, laquelle peut varier d'une région à l'autre, selon les besoins.

Historiquement, nous avons toujours voulu avoir une certaine souplesse et une certaine marge de manoeuvre au niveau du ministre, de façon à ce que nous puissions nous attaquer efficacement aux problèmes qui se présentent en cours de route dans les diverses régions et que nous n'ayons pas prévus.

À ce moment précis, cependant, à cause du programme d'austérité mis en oeuvre par le gouvernement, je suis en mesure d'indiquer, et le directeur exécutif des finances et de l'administration peut me reprendre si je me trompe, qu'il n'y a pas à vrai dire de fonds de réserve non affecté ou non promis.

En ce qui nous concerne, nous avons actuellement des décisions très difficiles à prendre, touchant certains de nos programmes et certains de nos engagements au cours de l'année qui vient. Il se peut que nous ayons à procéder à certains rajustements. Donc, non seulement nous n'avons pas de fonds de réserve, mais les engagements qui nous attendent au cours de l'année dépassent les fonds que nous avons à notre disposition et pourraient avoir à être revus.

**M. Redway:** Je pourrais, avec d'autres dans ma circonscription, vouloir mener des programmes d'intégration ou de réintégration à la main-d'oeuvre active. Cependant, si vous décidiez, vous, d'accorder plus de fonds à Défi-86, les fonds dont je pourrais disposer pour mes programmes de formation en vue de l'intégration ou de la réintégration s'en ressentiraient. C'est ce que vous voulez dire?

**M. John Edwards:** C'est juste. Comme je l'ai déjà indiqué, relativement à son budget global, la ministre a été forcée de prendre des décisions très difficiles quant aux montants destinés à Défi-86, par exemple, par rapport à l'évolution de l'emploi, à l'intégration professionnelle ou au développement des collectivités. Le budget est tout dépensé et même plus que dépensé. N'importe quel rajustement devient très difficile. Une augmentation au titre de Défi-86 signifie une réduction au niveau du développement de l'emploi, de l'intégration professionnelle ou d'un autre programme.



[Texte]

**Mr. Redway:** It would be no alternative to take it out of Mr. Rodriguez's budget.

**Mr. John Edwards:** One can of course make shifts across the country where it is felt it is appropriate.

**Mr. Rodriguez:** Southern Ontario has been taking it out of northern Ontario for hundreds of years.

**Mr. Redway:** Well, why stop now?

**Mr. Rodriguez:** That is nothing new. The Tories did it to us provincially, and now they are going to do it federally. That is life in the slow lane.

**The Chairman:** I am going to give Mr. Rodriguez a minute or two more to get ready and ask a couple of questions as chairman, just to follow up on Challenge '86.

**Mr. Rodriguez:** That is a good idea, Mr. Chairman.

**The Chairman:** I thought it might be.

If we could turn to the information you provided to the committee on Challenge '86, Challenge '85 and Challenge '84, I have done a little rough calculation sitting at the table and in 1984 in the private sector there were an average of 11.5 weeks of work per job and in the non-private sector 10 weeks. Beginning in 1985 we get a different rhythm of 13 weeks per job in the private sector and 11 weeks in the non-private sector.

Do departmental officials have an explanation as to why these jobs have been lasting longer the last two summers and a shorter period in 1984? What occurs to me is that there might have been more high school students involved in 1984 and fewer now. I do not know. But the characteristics of the job seem to be that it is close to 20% longer in the private sector—15%, certainly—and 10% longer in the non-private sector per job. I just wonder what explanation there might be.

• 0950

**Mr. John Edwards:** Could Mr. Robert Van Tongerloo, the head of the Challenge '86 Program, attempt a response to that?

**The Chairman:** We would be glad to have that.

**Mr. Robert Van Tongerloo (Challenge '86 Program, Department of Employment and Immigration):** Perhaps I can deal with it in general first and then come back to any specific issue.

It will vary from any year to any year, depending on the mix of the quality of proposals being made. We have found, for example in 1986 so far, that the duration in the private sector tends to be somewhat larger or longer than in the nonprofit sector. However, that is atypical, in that because more of the nonprofit-sector jobs tend to go to people with post-secondary education who are available earlier, the jobs that are approved therefore tend to be of a longer duration. In the private sector, because more secondary students are involved, and most of those are not available until late June or early July, they tend to be of shorter duration.

[Traduction]

**M. Redway:** Il n'est pas possible de prendre un supplément à même le budget de M. Rodriguez.

**M. John Edwards:** Des rajustements peuvent être apportés région par région selon les besoins.

**M. Rodriguez:** Le Sud de l'Ontario prend au Nord de l'Ontario depuis des centaines d'années.

**M. Redway:** Dans ce cas, pourquoi ne pas continuer?

**M. Rodriguez:** Ce n'est pas nouveau. Les Conservateurs ont procédé de cette façon à l'échelle provinciale et maintenant, ils veulent le faire à l'échelon fédéral. Voilà ce qui se passe quand on n'est pas dans le vent.

**Le président:** Je vais donner une minute ou deux de plus à M. Rodriguez pour se préparer à poser des questions complémentaires au sujet de Défi-86.

**M. Rodriguez:** C'est une excellente idée, monsieur le président.

**Le président:** Je pense que oui.

Je revoyais les chiffres que vous nous aviez fournis au sujet de Défi-86, Défi-85 et Défi-84. Je procédais à quelques petits calculs rapides. En 1984, le nombre de semaines de travail par emploi était de 11.5 dans le secteur privé et de 10 dans le secteur public. En 1985, c'était 13 semaines par emploi dans le secteur privé et 11 semaines dans le secteur public.

Les hauts fonctionnaires du ministère peuvent-ils expliquer cette augmentation du nombre de semaines par rapport à 1984? Je viens de penser qu'il y a peut-être eu plus d'élèves du niveau secondaire inscrits en 1984. Je ne sais pas. Il reste que l'emploi a semblé durer presque 20 p.100 de plus dans le secteur privé et 15 p.100 ou 10 p.100 de plus dans le secteur public. Je me demande pourquoi.

**M. John Edwards:** M. Robert Van Tongerloo, directeur de Défi-86, voudrait peut-être répondre à la question?

**Le président:** J'aimerais bien avoir la réponse.

**M. Robert Van Tongerloo (Défi-86, ministère de l'Emploi et de l'Immigration):** Je peux vous donner une réponse générale, quitte à préciser ensuite.

Il y a des variantes d'année en année selon l'échantillonnage et selon la qualité des projets soumis. En 1986, nous nous sommes aperçus, par exemple, que les projets soumis pour le secteur privé semblent être de plus grande envergure et plus longs que ceux qui sont soumis pour le secteur à but non lucratif. Normalement, comme il y a plus d'emplois dans le secteur à but non lucratif qui ont tendance à aller à des personnes qui ont une éducation postsecondaire et qui sont donc disponibles plus tôt, les emplois trouvés durent plus longtemps. Comme le secteur privé fait davantage appel aux élèves du niveau secondaire et que ceux-ci ne sont habituelle-

[Text]

**The Chairman:** Could I just stop you right there? It is a consistent trend over three years. It is a little difficult to call it "atypical". Private-sector jobs are longer than non... according to the data you have in front of us.

**Mr. Van Tongerlo:** There is an increasing proportion of career-related and post-secondary jobs in the private sector as we have been developing them. The private-sector positions in Challenge or its predecessor, Summer Canada, virtually excluded the private sector until the last couple of years. So it is for the reason that the private sector is now developing more and more quality proposals, more and more involving post-secondary students, more and more career-related, that those durations are growing. But there is still a greater preponderance of secondary as opposed to post-secondary students in the private-sector proposals coming before us.

**The Chairman:** Go on. You said you were going to be a little more specific.

**Mr. Van Tongerlo:** There is a general trend, I believe, to shorter-duration total projects because of the fact that we have been trying, with a shrinking pot, to provide the maximum number of opportunities to employers and to the students primarily, and therefore we have been spreading things around. We have been obliged, wherever it is viable within a project or within a proposal, to reduce rather than to eliminate proposals from consideration and from approval. For that reason you will see perhaps smaller numbers of jobs in a given proposal and shorter duration in order to spread the subsidy around.

**The Chairman:** You are running against your own data. In 1984-85-86 the trend is to longer periods of work per job, not shorter. Those are the data you have in front of you. If you take the number of jobs created and divide it into the number of weeks, the trend is longer.

There is an exception to that trend, and that is the provincial and territorial contribution. It seems to produce jobs of nine weeks. When you really examine your data, that would indicate that the federal contribution goes beyond the 13 and 11 weeks, because it is watered down by those provincial contributions of 9 weeks in 1986.

In other words, the trend lines of your data are running counter to your explanation.

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, perhaps if we can prepare a one- or two-page analysis of this, with our understanding—and perhaps we can check with some of our regions as well on what has been happening—and submit it to the committee, that would be the best and probably most productive route for today.

[Translation]

ment pas disponibles avant la fin de juin ou le début de juillet, les emplois qui y sont offerts durent moins longtemps.

**Le président:** Je vous arrête là, parce que la tendance que je vous ai indiquée est observée sur une période de trois ans. Je ne comprends pas pourquoi vous prétendez que c'est anormal. Selon les chiffres que j'ai devant moi, les emplois dans le secteur privé durent plus longtemps.

**M. Van Tongerlo:** Grâce à nos efforts, il y a de plus en plus d'emplois reliés à la carrière et destinés à des personnes ayant une éducation postsecondaire dans le secteur privé. Jusqu'à il y a quelques années, le programme Défi ou son prédécesseur, le programme Été Canada, excluait presque le secteur privé. Ce qui fait que les emplois dans le secteur privé sont de plus en plus longs, c'est que nous nous attachons à développer de plus en plus de projets de qualité, impliquant la participation d'étudiants du postsecondaire et reliés à une carrière. Il reste cependant encore beaucoup d'emplois destinés aux élèves du secondaire par rapport aux étudiants du postsecondaire dans les projets que nous recevons du secteur privé.

**Le président:** Vous avez dit que vous pourriez donner plus de détails.

**M. Van Tongerlo:** La tendance récente a été d'accepter des projets d'une durée plus courte, parce que nous avons voulu, avec de moins en moins de ressources, susciter le maximum de possibilités pour les employeurs et les étudiants. Nous avons voulu répartir les programmes au maximum. Chaque fois qu'il y avait des programmes intéressants et que nous étions devant un choix difficile, nous avons réduit l'envergure des projets plutôt que de les éliminer complètement. Pour que le plus grand nombre possible profite des divers programmes, nous avons retenu un plus grand nombre de projets, quitte à ce qu'ils soient d'une durée plus limitée.

**Le président:** Encore une fois, les chiffres semblent prouver le contraire. Pour 1984, 1985, 1986, la période d'emploi semble être plus longue, non pas plus courte. Vous avez les chiffres devant vous comme moi. Si vous examinez le nombre d'emplois créés et le nombre de semaines, vous verrez que les emplois ont tendance à être pour une plus longue durée.

La contribution des provinces et des territoires, elle, va un peu à l'encontre de cette tendance. Cette contribution semble créer des emplois d'une durée de neuf semaines. En ce qui concerne la contribution fédérale, si vous examinez vos chiffres, vous pouvez constater qu'elle crée des emplois d'une durée de 11 ou 13 semaines. C'est la contribution des provinces avec des emplois de neuf semaines en 1986 qui fait diminuer la moyenne.

En d'autres termes, les chiffres semblent contredire votre énoncé.

**M. John Edwards:** Avec votre permission, monsieur le président, nous pourrions préparer une analyse d'une ou deux pages sur la question, après avoir consulté nos régions pour avoir une meilleure idée de ce qui se passe vraiment. Ce serait peut-être une meilleure façon de procéder.



[Texte]

• 0955

**The Chairman:** The last time, we focused on the instructional set, as it comes out of headquarters and filters down to the field. If the instructional set is to pick projects with fewer employees and shorter duration, so you can spread it around more, then the data indicates what we are getting is longer duration, not shorter duration. So we are running counter to an instructional set.

**Mr. John Edwards:** We think, Mr. Chairman, that there are a number of factors that are interplaying here, and I think we have to try to unravel that and put something by way of a coherent response to you, because we do not have a coherent response for you right now.

**The Chairman:** Okay. We will go back to the instructional set. Was there an instruction issued, which filters down to the local level, that projects should be spread around; there should be fewer jobs associated with a project, that there should be a shorter duration?

**Mr. John Edwards:** No, Mr. Chairman, there has not been such an instruction given to the field. Such actions may have taken place, in the interests of spreading equitably the money from one community to another within a particular area, but there was no formal instruction. There was certainly instruction that they should ensure that subregional allocations are equitable across communities.

**The Chairman:** Okay. Do we have an explanation, again using the same calculation related to 1986? The provincial territorial contributions seem to produce on average 9-week jobs, compared to federal non-private at 11 weeks and private at 13 weeks. Is there a characteristic of those provincial territorial contributions that might explain why those jobs are shorter? Is the administration different, are the characteristics different?

**Mr. Van Tongerlo:** Again, it is a very mixed situation because we run complementary programs across the country to, in some cases, they are completely harmonized with the provinces and territories. In some cases we are permitted to offer opportunities to one part of the student population, whereas the province or territory does another. So to be able to give you a specific answer, we would have to go to each of those jurisdictions and examine what we do and what they do and why that would affect the duration of the jobs.

**The Chairman:** Could it be that some provinces are concentrating on high school, for instance, is that . . . ?

**Mr. Van Tongerlo:** It is very possible. In some provinces, for example, we get first crack at the private sector, whereas the province reserves to itself the non-profit sector and, in some provinces, it is just the reverse.

[Traduction]

**Le président:** La dernière fois, nous nous sommes attardés aux instructions données par le bureau principal aux bureaux régionaux et locaux. Si les instructions disent de choisir des projets avec moins d'employés et d'une durée plus courte, de façon à atteindre le plus grand nombre possible, les résultats sont contraires, puisque les chiffres indiquent que les projets sont pour une plus longue durée et non pas une durée plus courte.

**M. John Edwards:** Monsieur le président, il peut y avoir un certain nombre de facteurs qui entrent en jeu ici. Nous devons examiner la situation de près pour être en mesure de vous fournir une réponse cohérente. Nous ne pouvons pas le faire à ce moment-ci.

**Le président:** Très bien. Nous allons revenir aux instructions. Y a-t-il eu une instruction donnée à l'échelon local voulant que les projets soient répartis davantage, avec moins d'emplois et moins de semaines d'emploi?

**M. John Edwards:** Non, monsieur le président, il n'y a eu rien de tel. C'est peut-être la décision qu'on a prise spontanément sur le terrain, en vue d'en arriver à une meilleure répartition des fonds dans les collectivités à l'intérieur des diverses régions, mais il n'y a pas eu d'instruction officielle. L'instruction qui a été donnée a été de s'assurer que les fonds soient distribués de façon équitable entre les diverses collectivités composant une sous-région.

**Le président:** Pouvons-nous maintenant avoir une explication des chiffres portant sur 1986? La contribution des provinces et des territoires a semblé produire des emplois de neuf semaines en moyenne, comparativement à des emplois de onze semaines dans le secteur autre que le secteur privé et de 13 semaines en moyenne dans le secteur privé pour la contribution fédérale. Y a-t-il quelque chose propre à la contribution des provinces et des territoires qui fait que les emplois sont pour une plus courte durée? L'administration, les caractéristiques des programmes sont-elles différentes?

**M. Van Tongerlo:** La situation varie beaucoup selon les régions et les provinces. Nos programmes sont des programmes complémentaires, même si dans certains cas ils sont complètement intégrés à ceux des provinces et des territoires. Dans certains cas, nous nous adressons à une catégorie donnée d'étudiants, alors que la province et le territoire s'occupent des autres. Pour répondre de façon précise à votre question, il nous faudra revoir la situation dans chacune des provinces et chacun des territoires. Il faudrait que nous repassions chacun de nos programmes et chacun des programmes des provinces et des territoires afin de voir comment ils peuvent influencer la durée des emplois.

**Le président:** Est-ce dû au fait que certaines provinces se préoccupent davantage des étudiants du secondaire, par exemple, ou encore . . .

**M. Van Tongerlo:** C'est fort possible. Dans certaines provinces, également, nous travaillons auprès du secteur privé surtout, alors qu'elles interviennent au niveau du secteur autre que le secteur privé. Ailleurs, c'est le contraire.

[Text]

**The Chairman:** I would appreciate any explanations, prior to Thursday, if you could hurry up and get those, because I think it is an important issue.

Okay, Mr. Rodriguez—

**Mr. Redway:** Mr. Chairman, we have a quorum now, I believe. I have to leave in about three minutes, so it might be an appropriate time to deal with your report, sir.

**The Chairman:** I thank you for the direction, Mr. Redway.

Members have in front of them the seventh report of the Subcommittee on Agenda and Procedure. Could I have a motion to adopt that report? It would then be open for discussion.

**The Chairman:** Mr. Allmand.

**Mr. Allmand:** I have a point that might affect it. You know that under the—

**The Chairman:** You are not moving its adoption?

**Mr. Allmand:** No, I just want to bring something to your attention though. It affects—

**Mr. Redway:** I so move.

**The Chairman:** It is now open for discussion.

**Mr. Allmand:** Under the new rules, and we have not had much experience with them yet, there is a provision that the opposition parties can request that the estimates of certain departments stay in committee beyond the deadline. I have made that request and my Whip and House Leader tells me that it is likely . . . among the competing requests it might be granted. Under the rules, I understand that the government has to . . . if the opposition says employment and immigration, that stays. I do not how it will affect our agenda. It just means that these estimates will not go back—we have the right to get the Minister back here again.

We will stay another two or three weeks in committee on employment. I did that because we had so many major issues: the unemployment insurance cuts—by the way, that will be for the whole Department of Employment and Immigration—the new refugee rules, Challenge '86, the the Canadian Jobs Strategy. There were a lot of things that we have not covered.

Mr. Chairman, I wanted to make sure that we had that extra time and I was not too sure how this proposal was going to come out, following our steering committee the other day. But I thought I had better advise you that it is a strong possibility that these estimates will not return at the end of May.

[Translation]

**Le président:** Je vous remercie de vos explications. Je vous demanderais de bien vouloir nous fournir vos autres réponses d'ici jeudi. C'est un sujet très important.

Monsieur Rodriguez . . .

**M. Redway:** Je pense qu'il y a quorum actuellement, monsieur le président. Je dois vous quitter dans trois minutes environ. Vous voulez peut-être faire adopter votre rapport dès maintenant.

**Le président:** Je vous remercie de votre rappel, monsieur Redway.

Les membres du Comité ont en main le septième rapport du sous-comité du Programme et de la Procédure. Puis-je avoir une motion portant l'adoption de ce rapport? Il pourrait alors faire l'objet d'une discussion.

**Le président:** Monsieur Allmand.

**M. Allmand:** J'aurais un point à souligner à cet égard. Vous savez que . . .

**Le président:** Vous n'en proposez pas l'adoption?

**M. Allmand:** Non, je voudrais simplement attirer votre attention sur un point qui pourrait . . .

**M. Redway:** J'en propose l'adoption.

**Le président:** Je suis maintenant prêt à entendre les observations des membres du Comité.

**M. Allmand:** En vertu du nouveau règlement, que nous ne connaissons pas encore très bien, les partis d'opposition peuvent demander que les prévisions budgétaires d'un ministère continuent d'être examinées en Comité au delà de la date prévue. Je me suis adressé auprès de mon whip et de mon leader à la Chambre et ils m'ont indiqué . . . Compte tenu des circonstances, ma demande pourrait être agréée. En vertu du nouveau règlement, si je comprends bien, le gouvernement doit . . . En d'autres termes, si l'Opposition demande que les prévisions touchant l'Emploi et l'Immigration continuent d'être examinées, elles continueront de l'être. C'est une possibilité qui pourrait modifier notre futur programme de travail. Si les prévisions ne sont pas nécessairement renvoyées à la Chambre, par exemple, le ministre pourrait être rappelé devant le Comité.

Nous pouvons étudier les prévisions touchant l'emploi et tout le ministère de l'Emploi et de l'Immigration pendant encore deux ou trois semaines. Si j'en ai fait la demande, c'est que nous avons plusieurs questions importantes à discuter: les réductions dans le programme d'assurance-chômage, les nouveaux règlements touchant les réfugiés, Défi-86, la Planification de l'emploi. Nous avons encore beaucoup de points à examiner.

Je veux simplement m'assurer que nous aurons suffisamment de temps pour couvrir tout ce terrain. L'autre jour, après la réunion de notre Comité directeur, je n'en étais pas sûr. Donc, je vous rappelle qu'il est fort possible que les prévisions budgétaires ne soient pas renvoyées à la Chambre pour la fin de mai.



[Texte]

[Traduction]

• 1000

**The Chairman:** Okay, the chairman is in the committee's hands. The following set of thoughts occur to me. The agenda as proposed in the seventh report would take care of all the block meeting times until the last week in June. That was its thrust. The immigration part of our committee would be meeting outside the block during that same period of time. It is very much seized of the new refugee backlog clearance and determination process. So that was the sense in which we held this steering committee meeting.

Procedurally, maybe we could have a motion to adopt the seventh report on the understanding that the estimates will be reported back on May 30. Then if what you are projecting comes about, I think we need to have a very quick steering committee meeting and come back to the whole committee with a revised agenda for the two-week period of time. I do not think we can proceed on the immigration reference—

**Mr. Allmand:** No, I just wanted to alert you to that possibility, and I am not even clear on how it works. My reading of the rule is that the opposition has the right then to determine what the committee deals with under those rules. If they demand under that rule that these estimates stay in committee, then you have to deal with those things and you cannot deal with housing and you cannot deal with labour and you cannot deal with other things. But since it is new, it is uncharted waters.

But I think you are right. I accept what you say. Let us adopt this, but I just wanted you to know so it would not be a surprise to you or to the staff.

**The Chairman:** I very much appreciate the warning.

Mr. Rodriguez and then Mr. Redway.

**Mr. Rodriguez:** The last sentence, Mr. Chairman, reads:

Your Sub-committee also recommends that the Standing Committee continue its examination of immigration, housing and worker adjustment after the summer adjournment of the House of Commons.

What are you looking at there, July and August?

**The Chairman:** The intent from the steering committee, as I recall, is that those would be the dominant topics in the fall, when we come back after the summer adjournment.

**Mr. Rodriguez:** I do not see how those could be when we are going to have the Forget commission report in September.

**The Chairman:** When we get it, I would assume that, as a steering committee, we would have to meet and decide to do with that—

**Mr. Rodriguez:** Why do you not add the Forget commission report?

**The Chairman:** Mr. Rodriguez, my understanding of the setup of the commission is that the report comes back to the

**Le président:** Le président est à la disposition du Comité. Je vous fait quand même part de ces quelques informations. Le programme proposé dans le septième rapport utilise tous les blocs prévus d'ici la dernière semaine de juin. Parallèlement, à l'extérieur du système des blocs, le Comité devait se réunir pour tout ce qui touche à l'immigration. En effet, le Comité est saisi de la question du rattrapage du retard pour l'examen des nouveaux réfugiés et du processus de détermination. Le comité directeur était chargé d'établir le programme selon ces deux principales préoccupations.

Du point de vue de la procédure, il pourrait peut-être y avoir une motion qui prévoit l'adoption du septième rapport dans l'attente que les prévisions soient renvoyées à la Chambre le 30 mai. Dans ce cas, s'il se produisait ce que vous indiquez, nous pourrions tenir une autre brève réunion du comité directeur et revenir devant le comité plénier avec un programme révisé pour les deux semaines qui restent. Pour ce qui est du renvoi sur l'immigration, je ne pense pas que nous puissions...

**M. Allmand:** Je voulais simplement attirer votre attention sur cette possibilité, mais je dois vous avouer que je ne sais pas très bien comment le système pourrait fonctionner. De la façon dont je comprends le règlement, l'opposition a le droit de fixer le sujet d'étude du Comité. Si elle demande en vertu du règlement que les prévisions budgétaires continuent d'être examinées en Comité, le Comité n'a pas d'autre choix que d'accepter. Il ne peut pas décider d'examiner le logement, la main d'oeuvre ou quoi que ce soit d'autre. Le règlement est cependant nouveau et il n'a pas encore été mis à l'essai.

Il reste que votre suggestion est bonne. Adoptons le rapport quand même. Entretemps, le Comité et son personnel doivent savoir à quoi s'en tenir.

**Le président:** Je vous remercie de l'avertissement.

Monsieur Rodriguez, suivi de M. Redway.

**M. Rodriguez:** La dernière phase de ce rapport prévoit ce qui suit, monsieur le président:

Votre sous-comité recommande également que le comité directeur continue son examen de l'immigration, du logement et de la réadaptation des travailleurs après l'ajournement de la Chambre des Communes pour l'été.

Nous parlons là des mois de juillet et d'août?

**Le président:** Le comité directeur voulait simplement que ce soit les principaux sujets au retour du congé d'été à l'automne.

**M. Rodriguez:** Ce sera difficile, puisque nous aurons le rapport de la commission Forget en septembre.

**Le président:** Lorsqu'il sera prêt, je suppose que nous pourrions réunir le comité directeur et décider...

**M. Rodriguez:** Pourquoi ne pas mentionner maintenant le rapport de la commission Forget?

**Le président:** Si je comprends bien, monsieur Rodriguez, la commission fait rapport au ministre. Le rapport n'est pas

*[Text]*

Minister. The report does not automatically come to the committee. It would take an act by the government to refer it to committee, which is what they did with the Plaut report. We can anticipate that they will probably do it, but until they do it, we do not have the reference.

**Mr. Rodriguez:** The committee can undertake its own study, can it not? We do not need to have a reference for that from the House.

**The Chairman:** Agreed.

**Mr. Rodriguez:** So it seems to me that we should plan to have a look at that Forget commission report in the fall. We did talk about that at the previous meetings of the steering committee.

**The Chairman:** The seventh report in front of you is the report from the discussion the other day, and Forget was not an issue anybody laid on the table at that point. So this is an accurate reflection of that.

**Mr. Rodriguez:** I was not at that particular meeting, but I am here now and you are asking me to participate in approving this. So what I am suggesting is that we throw in the Forget commission report as one of the items for fall discussions.

**The Chairman:** Would you care to move an amendment to this?

**Mr. Rodriguez:** I will move the amendment that, after the word "adjustment", we add "and the Forget commission report".

**The Chairman:** Just to be on the procedurally safe side, could you just say "and unemployment insurance" rather than "and the Forget commission report"?

**Mr. Rodriguez:** Okay, no problem.

**The Chairman:** Is there any discussion on the amendment?

• 1005

**Mr. Redway:** Not on the amendment, but I did have a question really out of Mr. Allmand's comments about the estimates. Is that in order at the moment or—

**The Chairman:** Can we move the amendment, and then I will come to you on the main motion as amended.

Amendment agreed to.

**The Chairman:** On the main motion as amended, Mr. Redway.

**Mr. Redway:** Again I am not entirely certain that this relates to the main amendment other than to Mr. Allmand's comments relating to the estimates, but I am just out of curiosity wondering about the position of the department with respect to the estimates. As I understand it, there has been an interim appropriation of funds. Is that correct—and that the approval of the estimates then approves the balance of your funds? Am I inaccurate in that?

*[Translation]*

renvoyé d'office au Comité. Pour qu'il soit examiné en Comité, il faut que le gouvernement y consente, comme ce fut le cas pour le rapport Plaut. Il nous serait probablement renvoyé, mais nous devons attendre les événements.

**M. Rodriguez:** Le Comité pourrait mener sa propre étude, n'est-ce pas? Une référence de la Chambre n'est pas nécessaire.

**Le président:** D'accord.

**M. Rodriguez:** Il me semble que nous devrions dès maintenant prévoir l'étude du rapport de la commission Forget à l'automne. Nous en avons déjà parlé lors de réunions antérieures du comité directeur.

**Le président:** Le septième rapport qui se trouve devant vous reflète la discussion qui a eu lieu l'autre jour. Personne n'a parlé du rapport de la commission Forget à ce moment là.

**M. Rodriguez:** Je n'étais pas à cette réunion, mais je suis à celle-ci, et vous me demandez si je suis prêt à accepter ce rapport. Je propose d'inclure le rapport de la commission Forget comme sujet d'étude à l'automne.

**Le président:** Vous proposez un amendement au rapport?

**M. Rodriguez:** Oui, je propose d'ajouter le membre de phrase suivant «ainsi que le rapport de la commission Forget».

**Le président:** Pour la procédure, seriez-vous prêt à accepter «ainsi que l'assurance chômage» plutôt que «ainsi que le rapport de la commission Forget»?

**M. Rodriguez:** Très bien.

**Le président:** Y a-t-il des observations au sujet de l'amendement?

**M. Redway:** Ma question ne porte pas sur l'amendement, mais plutôt sur les commentaires faits par M. Allmand relativement aux prévisions. Mon intervention à ce propos serait-elle recevable tout de suite ou bien...

**Le président:** Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, j'aimerais que l'on règle d'abord le sort de l'amendement, après quoi je vous donnerai la parole pour que vous puissiez vous prononcer sur la motion principale modifiée.

L'amendement est adopté.

**Le président:** Monsieur Redway, allez-y, au sujet de l'amendement principal modifié.

**M. Redway:** Je ne suis pas convaincu que cela se rapporte à l'amendement principal. J'aimerais tout simplement savoir quelle est la position du Ministère relativement aux prévisions budgétaires. Si j'ai bien compris, il y a eu une affectation de crédits provisoire. Est-ce bien le cas... Et si les prévisions sont adoptées, alors cela couvrira le reste des fonds nécessaires? Est-ce bien le cas?



[Texte]

**Mr. Paul Gauvin** (Executive Director, Finance and Administration, Department of Employment and Immigration): The way the system works is that, since the estimates have not been approved by Parliament as yet, all departments work with Governor General's warrants to give us money to operate until the estimates are passed or are not passed by Parliament.

**Mr. Redway:** So there is no interim approval? It seemed to me there was some sort of interim approval.

**Mr. Gauvin:** The interim approval I think you refer to is actually the Governor General's warrants—

**Mr. Redway:** Is that the way it works?

**Mr. Gauvin:** —which usually give us about one-third of the funds in order to operate.

**Mr. Redway:** Okay. So there has been a Governor General's warrant for one-third. I thought there was some sort of parliamentary approval—but I guess I am wrong there—on those interim things.

Municipally we always used to approve about half of the estimates or the budget figures until the final figures were approved and that actually was something that went through a municipal council, but that is not the case here.

**Mr. Gauvin:** To my recollection, the federal government has never operated that way.

**Mr. Redway:** Okay. So there is a Governor General's warrant that gives you a third. In order to get beyond the third you need a new warrant, and that is only a Cabinet process, is it?

**Mr. Gauvin:** Yes.

**Mr. Redway:** Have you gone beyond that third, just out of curiosity?

**Mr. Gauvin:** No.

**Mr. Redway:** You are still operating on a third of the budget and a delay of whatever we are talking about here. Are you able to survive on a third so far?

**The Chairman:** I might come in with information from the clerk and one of our researchers. I think we have a semantic difference here. I think Governor General's warrants are used when Parliament is not sitting, and there is an interim supply bill which is moved, and was moved on March 24.

**Mr. Redway:** That is what I figured.

**The Chairman:** And I believe in terms of Employment and Immigration it is five-twelfths of the budget of item 10.

**Mr. Redway:** That interim supply thing was passed.

**The Chairman:** That interim measure has—

[Traduction]

**M. Paul Gauvin** (directeur exécutif, Finances et administration, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Étant donné que les prévisions n'ont pas encore été approuvées par le Parlement, tous les ministères fonctionnent avec des ordres du gouverneur général, ce qui nous donne de l'argent pour pouvoir continuer de fonctionner en attendant que le Parlement prenne sa décision.

**M. Redway:** Il n'y a donc pas d'approbation provisoire de fonds? Il me semble qu'il y avait quelque chose de provisoire.

**M. Gauvin:** Cette approbation provisoire dont vous faites état correspond en fait aux ordres du gouverneur général...

**M. Redway:** Est-ce de cette façon que le système fonctionne?

**M. Gauvin:** ... qui nous accorde environ le tiers des fonds dont nous avons besoin afin que nous puissions continuer de fonctionner.

**M. Redway:** Très bien. Il y a donc eu un ordre du gouverneur général correspondant au tiers des fonds. J'avais pensé qu'il y avait un système d'approbation parlementaire pour ces dispositions provisoires, mais j'ai sans doute tort là-dessus.

Au niveau municipal, on approuvait environ la moitié du budget, en attendant l'approbation des chiffres définitifs, et c'était en général quelque chose qui passait par le conseil municipal, mais ce n'est pas le cas ici.

**M. Gauvin:** Si je ne m'abuse, le gouvernement fédéral n'aura jamais fonctionné de cette façon-là.

**M. Redway:** Très bien. Il y a donc un ordre du gouverneur général en vertu duquel vous obtenez le tiers des fonds demandés. Mais pour obtenir plus que le tiers, il vous faut un autre ordre, et celui-ci doit être approuvé par le Cabinet, n'est-ce pas?

**M. Gauvin:** Oui.

**M. Redway:** Je suis curieux. Avez-vous dépassé ce premier tiers?

**M. Gauvin:** Non.

**M. Redway:** Vous fonctionnez donc toujours avec le tiers du budget, en attendant de voir ce qui sera décidé ici ultérieurement. Avez-vous réussi à survivre jusqu'ici avec un tiers seulement?

**Le président:** J'aimerais vous transmettre quelques renseignements au nom du greffier et d'un des chercheurs. Je pense qu'il y a ici un problème de sémantique. Je pense que les ordres du gouverneur général interviennent lorsque le Parlement ne siège pas, et il y a un bill des subsides provisoires, bill qui je pense a été déposé le 24 mars.

**M. Redway:** C'est bien ce que je pensais.

**Le président:** Et pour ce qui est de l'Emploi et de l'Immigration, il me semble qu'il s'agit des cinq-douzièmes du budget correspondant à l'article 10.

**M. Redway:** Ce bill des subsides provisoires, comme vous dites, a été adopté.

**Le président:** Cette mesure provisoire a...

[Text]

**Mr. Redway:** That goes through Parliament. So five-twelfths has been provided for and you are still working on five-twelfths and you think you can get through with five-twelfths at least till the end of June when Parliament is not sitting and then you might be able to talk the Governor General into a warrant. Is that what you are telling me?

**The Chairman:** The interim supply thing was three-twelfths in most cases. As it affects this department, it was increased to five-twelfths for vote 10.

**Mr. Redway:** Okay. So you will be able to get by on that? Is that what we are hearing?

**Mr. Gauvin:** I am sorry; I used interchangeably, I guess over time, Governor General's warrants and interim supply as the same thing. But they are not actually from a technical point of view.

**Mr. Redway:** So you do follow a procedure somewhat similar to what I am used to municipally.

**Mr. Gauvin:** Right.

**Mr. Redway:** But you will be able to get by on that till September, say, if Mr. Allmand decides to hold it up?

**Mr. Gauvin:** That was our best estimate at the time.

**Mr. Allmand:** There is some misunderstanding. Even under the new rules, the extension only goes to two further weeks, I believe. It would not go into the summer.

**Mr. Redway:** So what would that be then? What do two further weeks run?

**Mr. Allmand:** Instead of the end of May, I think it brings you to the second or third week of June. I would have to look at this, but it certainly does not carry over into the summer.

**Mr. Redway:** But you people have no problem getting by on five-twelfths till the middle of June?

At that rate it sounds like we can cut their budget even further. Oh, we have not voted yet.

**Mr. Allmand:** I would increase it if they would restore those monies to the people they cut off unemployment insurance.

**Mr. Redway:** They are getting by fine now.

**Mr. Allmand:** They are not doing lots of things I would like to see them do—

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Allmand:** —but we do not have the authority... We are not the Crown. We cannot recommend the additional spending of money; we can only cut under our parliamentary system.

[Translation]

**M. Redway:** Cela doit être approuvé par le Parlement. Les cinq-douzièmes ont donc déjà été prévus et vous allez essayer de vous débrouiller avec cela jusqu'à la fin du mois de juin. Le Parlement s'arrêtera pour l'été et il vous sera peut-être alors possible d'obtenir un ordre du gouverneur général. C'est bien cela, n'est-ce pas?

**Le président:** Dans la plupart des cas, les bills de subsides provisoires correspondent aux trois-douzièmes. Pour ce qui est du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, la proportion a été portée à cinq-douzièmes pour le crédit 10.

**M. Redway:** Très bien. Et vous pourrez donc vous débrouiller avec cela? C'est bien ce que vous avez dit, n'est-ce pas?

**M. Gauvin:** Je m'excuse. Au fil du temps, les ordres du gouverneur général et les bills de subsides provisoires sont devenus synonymes dans mon esprit. Mais du point de vue technique, il ne s'agit pas du tout de la même chose.

**M. Redway:** La procédure que vous soulevez est donc assez semblable à ce à quoi j'avais l'habitude au niveau municipal, n'est-ce pas?

**M. Gauvin:** Oui.

**M. Redway:** Et vous pensez pouvoir vous débrouiller avec cela jusqu'au mois de septembre, si M. Allmand décide de bloquer cela?

**M. Gauvin:** C'étaient là nos prévisions à l'époque.

**M. Allmand:** Il y a un malentendu. Même en vertu du nouveau règlement, la période ne peut être prolongée, il me semble, que de deux semaines. Cela ne nous amènerait jusqu'à l'été.

**M. Redway:** Jusqu'à quand cela nous amènerait-il alors?

**M. Allmand:** Ce serait, je pense, la deuxième ou la troisième semaine de juin au lieu de la fin du mois de mai. Il faudrait que je vérifie, mais cela ne nous amènerait certainement pas jusqu'à l'été.

**M. Redway:** Quoi qu'il en soit, vous pensez pouvoir vous débrouiller avec cinq-douzièmes jusqu'au milieu de juin, n'est-ce pas?

A ce rythme-là, nous pourrions peut-être réduire encore davantage votre budget. Mais nous n'avons pas encore voté.

**M. Allmand:** J'augmenterais le budget du ministère si celui-ci s'engageait à verser cet argent aux personnes qu'il a rayées des listes des chômeurs qui touchent l'assurance-chômage.

**M. Redway:** Ils se débrouillent très bien.

**M. Allmand:** Il y a beaucoup de choses que j'aimerais les voir faire mais qu'ils ne font pas...

**Le président:** Oui.

**M. Allmand:** ... mais nous ne sommes pas habilités à... nous ne sommes pas la Couronne. Nous ne pouvons pas recommander de dépenses supplémentaires. Nous pouvons seulement, en vertu du système parlementaire tel qu'il existe, imposer des réductions.



[Texte]

[Traduction]

• 1010

Motion as amended agreed to.

**Mr. Rodriguez:** Mr. Chairman, I had contact with the Regional Municipality of Sudbury yesterday, and I am just wondering how widespread this sort of thing is. They are extremely concerned, because they have over 3,000 people on their welfare rolls. Somewhere in the vicinity of 2,000 of them are employables. They have been expecting approvals for job development programs. They have a resolution they are introducing to their council tomorrow evening, calling on the Employment and Immigration department to speed up the approvals for the job development programs in the Sudbury region.

I have heard this complaint at the last committee meeting on these estimates by Ms Copps, of Hamilton East. Now I get up to my office and I get a phone call from the regional municipality, which deals with these things on a day-to-day basis. Can you tell me exactly what is happening, Mr. Edwards?

**Mr. John Edwards:** No, Mr. Chairman, I cannot tell the member what is happening in the case of Sudbury. What I can confirm and what was circulated in material to the committee late last week is that the average length of time for the approval of job development is six weeks.

That average is that: it is an average. There may well be cases where it takes a lot longer, perhaps because of the lack of clarity of the proposal or matters of that kind. It may be that we have in this large organization a particular problem in Sudbury. I am not aware of it, though. But we can find out, if the member provides us with the information, specifically what is happening on those proposals; and we will do so expeditiously, too.

**Mr. Rodriguez:** I just raise the question with you. Specifics . . . I do not have specific individual programs, but it seems it is the job development program in general in the Sudbury region.

I listen to complaints from other areas of the country that seem to have this problem. I do not recall having this problem in previous years with approvals for projects. I do not recall this.

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, could I ask a question of the member for clarification? Is the member referring to the timing of the start of projects, or is he referring to the length of time taken to approve a project?

**Mr. Rodriguez:** The time taken to approve the project.

**Mr. John Edwards:** With the agreement of the committee, we will respond directly—copying it to you, Mr. Chairman—to the member on the specific problems we are able to document in regard to Sudbury: what projects or proposals have come in, how long they have been with us, what the causes of delay are

La motion modifiée est adoptée.

**M. Rodriguez:** Monsieur le président, j'ai discuté hier avec des gens de la municipalité régionale de Sudbury, et je me demande tout simplement dans quelle mesure il s'agit-là d'une pratique courante. Les gens de Sudbury sont très inquiets car ils sont plus de 3,000 à être inscrits sur les listes d'assistés sociaux. Et plus de 2,000 d'entre eux peuvent travailler. Ils attendent l'approbation de programmes de création et de développement d'emploi. Ils comptent d'ailleurs déposer demain soir devant le conseil municipal une résolution demandant que le ministère de l'Emploi et de l'Immigration accélère l'approbation des programmes de développement de l'emploi pour la région de Sudbury.

Lors de notre dernière réunion portant sur ces prévisions budgétaires, M<sup>me</sup> Copps, de la circonscription de Hamilton-est, s'était plainte de la même chose. J'arrive dans mon bureau, et je reçois un appel de la municipalité régionale, qui s'occupe de ces choses jour après jour. Pourriez-vous me dire exactement ce qui se passe, monsieur Edwards?

**M. John Edwards:** Non, monsieur le président, je ne peux pas dire au député ce qui se passe dans le cas de Sudbury. Ce que je peux confirmer—et j'ai fait parvenir un document pertinent au Comité à la fin de la semaine dernière, c'est que le délai moyen pour l'approbation d'une initiative de développement de l'emploi est de six semaines.

Mais c'est une moyenne. Il se peut fort bien qu'il y ait des cas où cela demande plus longtemps, parce que la proposition n'est pas très claire ou pour d'autres raisons du genre. Il se peut qu'il y ait au sein de tout cet organisme un problème particulier en ce qui concerne Sudbury. Mais si c'est le cas, je l'ignore. Si le député veut bien nous fournir des renseignements précis sur ce qui se passe relativement à ces propositions, je ferai cependant mon possible pour me renseigner au plus vite.

**M. Rodriguez:** Je voulais tout simplement soulever cela avec vous. Quant aux détails . . . je ne connais pas le détail des différents programmes, mais il me semble qu'il s'agit de façon générale du programme de développement de l'emploi dans la région de Sudbury.

Les gens d'autres régions du pays se plaignent du même problème. Or, je ne me souviens pas d'avoir rencontré ce problème par le passé.

**M. John Edwards:** Monsieur le président, j'aimerais que le député me fournisse un petit éclaircissement? Veut-il parler de la dette de démarrage des projets ou bien du temps qu'il faut pour faire approuver un projet donné?

**M. Rodriguez:** Du temps qu'il faut pour obtenir qu'un projet soit approuvé.

**M. John Edwards:** Si cela vous convient, nous répondrons directement au député relativement aux problèmes qui existent à Sudbury et dont il a fait état et nous vous enverrons une copie de notre réponse, monsieur le président. Nous nous renseignerons pour savoir quels projets ou quelles propositions ont été reçus, combien de temps nous les avons gardés chez

[Text]

if they exceed six weeks. We will do that expeditiously; before the end of the week.

**Mr. Rodriguez:** About the Sudbury region, I can speak with some knowledge of the situation there, and I suppose one could extrapolate it to other regions like it; that have a profile like it. One of the problems is that we do not have an extensive private sector in the Sudbury region. So for a lot of the employment opportunities where government is proactive we depend on institutions like Laurentian University, for example; the local hospitals. Gone are the days when Inco would hire 2,000 students to work in the mines and the smelters. Now they close down the mines and the smelters for two months in the summer. So we do not have those opportunities. I look at the SEED approval data and going from 1985 to 1986, there is a drastic cut in the non-private sector. I want to ask, is there any kind of flexibility in this program that would, for example, allow, in a region such as Sudbury, a greater spending in the non-private sector?

• 1015

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, the answer to that is, yes. We recognize that the situation varies quite dramatically from one part of the country to another, and the pattern of approvals as to whether they are private sector or non-private sector also varies quite dramatically. There is a member at this table, Mr. Allmand. In his riding it is my understanding that about 23% of the funds went to the private sector. The balance went to the non-private sector. So you can see that there are quite wide divergencies around that average, that proportion. That was in the material passed out to members last week.

I might also add, Mr. Chairman, that as members are aware, they are consulted, their views are sought on all the various proposals coming in and it is only in the case of a non-consensus item where there is a fundamental disagreement between the officials' judgment about the value of a project and the Member of Parliament's does it go to the Minister for resolution. In other cases, it is in by far the majority that there is consensus between the views of officials and MPs.

**Mr. Rodriguez:** Mr. Chairman, maybe Mr. Edwards could also take a look at the Sudbury Basin, because I understand... I mean, the community is getting less money this year than it did last year for that kind of spending in the SEED area. In fact, one of the things we have been trying to do is use the university to try to develop the kinds of research centres with skilled and trained people who can develop mining technology and so give us a chance to diversify the industrial base in the community. And yet, that whole university will get \$100,000 of SEED money, which is considerably less than they got last year, to hire young people in a field where we need that kind of skill. We have a serious problem.

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, perhaps I can answer at two levels in regard to the member's concerns. I do have in fact a breakdown of the private sector versus the non-private sector

[Translation]

nous, et à quels facteurs les retards sont attribuables, si les délais ont été supérieurs à six semaines. Nous nous renseignons au sujet de toutes ces questions d'ici la fin de la semaine.

**M. Rodriguez:** Je connais bien la situation dans la région de Sudbury, mais je suppose que les mêmes problèmes existent dans d'autres régions semblables. L'un des problèmes c'est qu'il n'y a pas dans la région de Sudbury un secteur privé très fort. C'est pourquoi nous devons pour bon nombre des possibilités d'emplois que crée le gouvernement compter sur des institutions comme l'Université Laurentienne ou les hôpitaux locaux. La société Inco n'embauche plus comme autrefois 2,000 étudiants pour aller travailler dans les mines et les fonderies. De nos jours, la société ferme ses mines et ses fonderies pendant deux mois de l'été. Il est donc rare que nous ayons ce genre d'occasions. Si je regarde les données sur le programme d'emploi d'été et d'expérience de travail pour 1985 et 1986, il y a eu une coupure importante dans le secteur public. Le programme est-il suffisamment souple pour permettre l'augmentation des fonds destinés au secteur public dans une région comme celle de Sudbury?

**M. John Edwards:** Monsieur le président, oui. Nous sommes parfaitement au courant des disparités régionales, mais il y a d'énormes différences entre les approbations de projets du secteur privé et du secteur public. Dans la circonscription de M. Allmand, par exemple, environ 23 p. 100 des fonds sont allés au secteur privé et le reste, au secteur public. La moyenne ou le pourcentage varie donc énormément. Nous avons d'ailleurs distribué des documents là-dessus aux députés la semaine dernière.

Les députés ne sont pas sans savoir, monsieur le président, que nous sollicitons toujours leur point de vue sur les projets qui nous sont soumis. Ce n'est que lorsque les fonctionnaires et les députés ne s'entendent pas que l'on demande au ministre d'intervenir. Dans la majorité des cas, les hauts fonctionnaires et les députés arrivent assez facilement à un consensus.

**M. Rodriguez:** Monsieur le président, M. Edwards devrait regarder la situation du bassin de Sudbury. En effet, les subventions au titre du programme d'emplois d'été et d'expérience de travail ont été inférieures à celles de l'année dernière. En fait, nous essayons d'inciter les universitaires à mettre sur pied des centres de recherche dotés de personnel compétent et bien formé capable d'améliorer la technologie minière et de nous donner ainsi une chance de diversifier la base industrielle de la collectivité. Cependant, l'université ne va toucher que 100,000\$ au titre du programme d'emplois d'été et d'expérience de travail, ce qui est beaucoup moins que l'année dernière. Avec ces fonds, l'université devra embaucher des jeunes qui s'intéressent au secteur que nous cherchons à développer. C'est un grave problème.

**M. John Edwards:** Monsieur le président, il y a deux réponses à la question du député. J'ai ici la ventilation des données qui montrent les contributions au secteur privé et au



[Texte]

for the constituency of Nickel Belt. Much the same pattern is emerging here as I mentioned earlier in regard to Mr. Allmand's riding, namely, in terms of jobs. About 25% of the jobs approved in Nickel Belt are in the private sector and about 75% in the non-private sector.

With regard to the university aspect, we say that normally we will not provide more than \$100,000 to a university. A university, in fact, could end up and in some parts of the country in the past there has been a tendency for it to end up being a very, very major user of the Challenge or the preceding summer programming. So there has been a rule of thumb that normally it will not exceed \$100,000. But there is the opportunity there. It is not set in regulation and the Minister could use her discretion to agree to a higher proportion going to a university if she felt that was justified in circumstances of a particular environment.

**Mr. Rodriguez:** I wish you would, Mr. Edwards, check into what has happened to the Cimmer Project. I have written about that project. It was not approved and they said if more money becomes available we put it on a priority list, and I think it is on the third page of the priority list. But since you seem to have the—

**The Chairman:** Your last question on this round, Mr. Rodriguez.

• 1020

**Mr. Rodriguez:** Mr. Edwards has come so armed with specific information about—

**Mr. John Edwards:** I try to, Mr. Chairman.

**Mr. Rodriguez:** I know he is so well armed. Maybe he could tell us about the amounts of money. What does that 25% represent in cold cash, and what does the 75% represent in cold cash?

**Mr. John Edwards:** In federal funding, Mr. Chairman, \$125,000 to the nearest thousand for the private sector, and \$504,000 to the nearest thousand for the non-private sector.

**Mr. Rodriguez:** How did that compare with last year?

**Mr. John Edwards:** Unfortunately, I do not come prepared with that piece of information, but again, I could find that for you. I have no doubt that it is available.

**Mr. Rodriguez:** I can tell you that it is much less than last year.

**Mr. John Edwards:** The basic SEED budget is somewhat less than last year's, so there is a tendency downwards on that. Of course, is one of our concerns is to try to use the private sector where there are good projects because of the ability to create more jobs as a result.

[Traduction]

secteur public pour la circonscription de Nickel Belt. La répartition en termes d'emplois est très semblable à celle que viens de vous décrire pour la circonscription de M. Allmand. Environ 25 p. 100 des emplois trouvés pour la circonscription de Nickel Belt sont dans le secteur privé et 75 p. 100 dans le secteur public.

Pour ce qui concerne la situation des universités, nous avons décidé de ne pas leur accorder plus de 100,000\$. Nous craignons en effet que les universités ne finissent par trop dépendre des programmes comme Défi ou autres programmes d'été. C'est pourquoi nous avons décidé de ne pas leur accorder des subventions de plus de 100,000\$. Mais il existe quand même toutes sortes de possibilités. En effet, il n'existe rien à cet égard dans le règlement et la ministre pourrait très bien utiliser son pouvoir discrétionnaire pour accorder une subvention supérieure à une université si elle estimait que cette décision était justifiée dans certaines circonstances.

**M. Rodriguez:** Auriez-vous l'obligeance, monsieur Edwards, de vérifier la situation du projet Cimmer? Je vous ai déjà écrit au sujet de ce projet. Il n'a pas été approuvé et on nous a dit que si des fonds devenaient disponibles, le projet figurerait sur une liste de priorités. Je pense qu'il est à la troisième page de cette liste. Puisque vous semblez avoir...

**Le président:** Ce sera votre dernière question pour ce tour-ci, monsieur Rodriguez.

**M. Rodriguez:** M. Edwards a tellement de renseignements précis sur...

**M. John Edwards:** J'essaie, monsieur le président.

**M. Rodriguez:** Il est très bien documenté. Il pourrait peut-être par conséquent nous citer quelques montants. Combien représente 25 p. 100 et 75 p. 100?

**M. John Edwards:** Pour ce qui est du financement fédéral, monsieur le président, 125,000\$ au millier le plus près pour le secteur privé et 504,000\$ au millier de plus près pour le secteur non privé.

**M. Rodriguez:** Et comment sa situation se compare-t-elle à l'année dernière?

**M. John Edwards:** Je n'ai malheureusement pas cette donnée sous la main. Je pourrais cependant vous faire parvenir ce renseignement ultérieurement. Je pense pouvoir mettre la main dessus.

**M. Rodriguez:** C'est beaucoup moins que l'année dernière.

**M. John Edwards:** Nous avons un peu moins d'argent à notre disposition dans le cadre du programme d'emploi d'été et d'expérience de travail. C'est pourquoi les subventions sont un petit peu inférieures. Nous essayons bien entendu d'avoir recours autant que possible au secteur privé quand les projets sont bien positifs parce que cela nous permet de créer plus d'emplois.

[Text]

**Mr. Rodriguez:** But my point, Mr. Edwards, is that you need flexibility for areas like mine, where we do not have a private sector. But institutions such as Laurentian and Cambrian and Algoma Hospital provide opportunities. They fill a void. We wish we had a private sector that could fill that void.

So I want to ask you to look at that. I have written about the university projects. Is there something your assistant is . . . ?

**Mr. John Edwards:** No, Mr. Chairman, we have nothing further to add, other than to stress again that we are showing flexibility when we talk about 35% or approximately that being private sector nationally. Here we are talking about 25%, recognizing the state of the private sector in the Nickel Belt area. But we will look into the specifics of the university projects.

**Mr. Rodriguez:** I could take you through the same process with the Job Entry Program. Not one job entry project in all of northeastern Ontario—that is northeastern Ontario, not just the Sudbury region—has been approved as yet.

I do not want to be difficult, Mr. Chairman, but people are having problems with respect to getting employment opportunities, particularly young people at this time of the year. Now, I do not know if you want them all to move to Toronto, where in fact they get \$4 an hour, and then they still have to pay room and board and end up with nothing at the end of a summer's work.

**Mr. John Edwards:** We do not, Mr. Chairman.

**Mr. Rodriguez:** I am glad to hear that, Mr. Edwards.

**Mr. John Edwards:** We will find out the information on the Cimmer project.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Edwards.

**Mr. Rodriguez:** And on the job entry projects.

**Mr. John Edwards:** And on the job entry projects.

**The Chairman:** Mr. Allmand, *et ensuite M. Tremblay.*

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman to Mr. Edwards, it is true that in my constituency about 23% to 25% of the money for Challenge '86 has so far been allocated to the private sector and the rest to the voluntary and non-profit sector, which means more for the voluntary sector in my constituency than others, where it is about 60:40. But I must tell you that, despite that, I have identified about 10 business projects that, as far as I can see, are of very low quality, not career related, and are taking money away from some excellent career-related social services in the community.

When I tried to change three of those from these poor business-sector projects into three very good, long-term funded summer programs that are for the voluntary sector, the project officer said she would try. She came back to me and said that,

[Translation]

**M. Rodriguez:** Mais M. Edwards, ce à quoi je veux en venir, c'est que nous avons besoin d'un peu plus de souplesse pour des régions comme la mienne où il n'existe à toutes fins pratiques pas de secteur privé. Les établissements comme Laurentian, Cambrian et l'hôpital Algoma offrent quelques possibilités. Ces établissements comblent une lacune. Nous aimerions bien avoir un secteur privé susceptible de combler cette lacune.

Voyez donc un peu. Je vous ai écrit au sujet des projets universitaires. Est-ce que votre adjoint . . . ?

**M. John Edwards:** Monsieur le président, nous n'avons rien d'autre à ajouter sauf pour signaler encore une fois que nous pensons faire preuve de suffisamment de souplesse quand nous parlons de 35 p.100 environ pour le secteur privé à l'échelle nationale. Mais il s'agit ici de 25 p. 100 en tenant compte de la situation du secteur privé de la région de Nickel Bell. Je puis vous assurer que nous allons étudier ce dossier dans le détail.

**M. Rodriguez:** J'ai exactement les mêmes revendications pour ce qui concerne le programme d'entrée sur le marché du travail. Aucun projet dans le cadre de ce programme n'a été approuvé pour tout le nord-est de l'Ontario et non seulement la région de Sudbury.

Ce n'est pas une question de caprice. Les gens de cette région ont beaucoup de difficulté à trouver un emploi, surtout les jeunes à cette époque-ci de l'année. Je doute que vous leur recommandiez à tous de déménager à Toronto où ils toucheraient 4\$ l'heure, seraient obligés de payer chambre et pension et se retrouveraient les mains vides à la fin de l'été.

**M. John Edwards:** Nous n'avons aucune intention semblable, monsieur le président.

**M. Rodriguez:** Je suis content de vous l'entendre dire, monsieur Edwards.

**M. John Edwards:** Nous allons obtenir des détails sur le projet Cimmer.

**Le président:** Je vous remercie, monsieur Edwards.

**M. Rodriguez:** Et sur les projets d'entrée sur le marché du travail.

**M. John Edwards:** D'accord.

**Le président:** M. Allmand, *followed by Mr. Tremblay.*

**M. Allmand:** Monsieur Edwards, est-ce bien vrai que de 23 à 25 p. 100 des fonds destinés au projet relevant de Défi-86 dans ma circonscription ont été octroyés au secteur privé et le reste au secteur bénévole et sans but lucratif, ce qui veut dire un peu plus pour le secteur bénévole dans ma circonscription que dans d'autres, où cette répartition est de 60 pour 40. J'ai cependant relevé 10 projets commerciaux qui ont été approuvés et qui m'ont semblé d'assez piètre qualité. Ces projets n'ont aucune valeur professionnelle et gobent les fonds qui auraient pu servir à financer d'excellents services sociaux communautaires axés sur la carrière.

J'ai donc demandé à l'agent de projet responsable de voir s'il n'était pas possible de transférer les fonds destinés à trois de ces projets commerciaux à d'excellents programmes d'été à long terme dans le secteur bénévole. Elle m'a dit que même si



[Texte]

even though those projects are not very good for the private sector, we have to maintain them.

I will tell you what they were. Two were ice cream stores, selling ice cream; one was a corner candy store; another was a corner grocer, a kind of *dépanneur*; and another was a little landscaping firm that laid sod and planted little plants and trees. I guess all were work related, and these were all companies that had had a good success record in the past.

On the other hand, in the same constituency, Spera Foundation, which is non-profit organization—it has existed for about 20 years—to help young people who have drug addiction problems, got no money at all. The Salvation Army residence for senior citizens got no money at all.

• 1025

Alliance Québec, the organization to protect minority language rights in Quebec, got no money at all in the West Island.

And I can go on.

And the Minister, when I ask these questions, if she thinks she is being smart, she is offending the people who have been hurt by this policy, and she is not winning any votes. If she thinks she is doing a great job, she is . . . You know, for her to ask me, am I opposing certain projects at Concordia University and so on, of course I am not opposing those projects, I am opposing the kind I just referred to.

And of course here I am, while this thing is hot before us, asking you about changes, that if they cannot be made this year they should be considered next year. Why could not another element in the decision-making process be the extent to which the work is socially useful, whether private sector or public sector? For example, I can see engineering firms that have students working on certain projects. I would consider that more socially useful than selling ding-bats in a corner store.

We used to do that. When we had Canada Summer Works, we judged the projects on a basis as to whether they were socially useful, whether they were helping under-privileged children, the handicapped, as opposed to painting murals on blank walls in downtown centres. We tried to make a judgment on that basis. I know it is not easy to do, but we try to make a judgment now on what is more career-related or not.

It seems to me, without excluding the private sector, we could have an element as to what extent the work was serving socially useful purposes as opposed to simply private sector activity which, while it is there, is not really serving any great social need in the community. Why could we not have a greater consideration of that? You were around when we used to do it that way for other programs.

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, we do right now, as part of the criteria, which I think has been tabled with committee

[Traduction]

ces projets du secteur privé n'étaient pas très bon, il faudrait les maintenir.

Laissez-moi vous dire ce qu'il en est. Deux sont des vendeurs de glace, un a un magasin de bonbons, l'autre, un dépanneur et un autre encore, une petite entreprise d'aménagement paysagé qui s'occupait de pelouses de petites plantes et arbres. Tous ces projets créent des emplois, et ce sont toutes des sociétés qui ont eu un bon taux de succès par le passé.

Par contre, nous avons dans la même circonscription la fondation Spera, organisme sans but lucratif qui existe depuis plus de 20 ans qui a pour but de venir en aide aux jeunes qui ont des problèmes de drogue. Et ce projet n'a reçu aucune subvention. La résidence de l'Armée du salut pour les personnes âgées n'a également reçu aucune subvention.

Alliance Québec, qui défend les droits linguistiques minoritaires au Québec, n'a obtenu aucune subvention non plus dans le West Island.

Et j'ai plein d'autres exemples à vous donner.

La ministre semble trouver qu'elle répond bien intelligemment à mes questions. Mais elle vexe les gens qui ont souffert de cette politique et elle perd des votes. Si elle pense faire du bon travail, elle . . . Elle m'a déjà demandé, par exemple, si je m'opposais à un certain projet à l'Université Concordia. Bien sûr, je ne m'oppose pas à ce projet. Je m'oppose aux subventions dont je viens de vous parler.

Je profite donc de cette occasion pour vous poser des questions au sujet de ces changements. S'il est impossible de les apporter cette année, il faudrait peut-être envisager de les mettre à exécution l'année prochaine. Pourquoi ne pas rajouter comme critère dans le processus décisionnel la mesure dans laquelle un projet est utile sur le plan social, qu'il s'agisse du secteur privé ou public? Ainsi, il y a des sociétés d'ingénieurs qui recrutent des étudiants pour certains projets. Je pense que ces sociétés jouent un rôle beaucoup plus utile sur le plan social que les petits dépanneurs qui vendent des bidules.

C'est ce que nous faisons par le passé. En effet, dans le cadre du précédent programme d'emplois d'été, nous regardions toujours si les projets avaient un rôle social. Nous encourageons les programmes d'aide aux enfants défavorisés, aux personnes handicapées, par exemple, plutôt qu'une peinture murale sur un mur non décoré du centre-ville. C'est sur quoi nous nous fondions pour prendre nos décisions. Je sais que ce n'est pas facile à faire, mais la décision maintenant dépend de l'orientation professionnelle d'un projet.

Sans pour autant exclure le secteur privé, il me semble que nous devrions tenir compte de l'utilité sociale d'un projet et non pas uniquement de son origine, secteur privé par opposition à secteur public, ce qui n'accomplit vraiment rien. Pourquoi ne pas accorder une plus grande importance à ce facteur? Vous étiez déjà en poste quand nous procédions de cette manière pour les autres programmes.

**M. John Edwards:** Monsieur le président, nous essayons de tenir compte de la valeur sociale des projets dans le cadre de

*[Text]*

members, attempt to weigh the social value of projects. But the first consideration, and this is fundamental to the programming, is to get jobs that will be valuable to the students concerned, either in giving them work experience or career-related experience, including in the private sector, including in small business. I do not think one should denigrate too far the experience that a student of business, or a student who plans to go into business, might obtain from working in a small organization servicing the public during the course of a summer.

I think we are quite flexible at the present time, and I really do think the figures for the member's riding shows that up. We are not saying that there must be a minimum of 35% private sector, or anything of this order. The member does have the opportunity, every member has the opportunity, to disagree with officials, in which case it will go personally to the Minister with both views put before her. And there have been occasions, as you would expect, where the Minister has overruled her officials. Ministers have that right, that obligation, and do so.

In the particular cases that the member refers to, I do not believe on the private sector ones he formally disagreed and were put to the Minister.

**Mr. Allmand:** I did not try to eliminate them altogether, Mr. Edwards. Whereas, let us say, they would be given three or four jobs, I tried to take one away from them and give it to some of these community groups so at least they would be able to operate. But what happened was they did not allow any of the community groups that I suggested and they maintained the taking away that I did in the business sector. So as a result of my disagreeing with the officials, I ended up with less money for my entire constituency. The private sector ones lost the jobs I took away from them, but the community groups did not get them. So I lost on that exercise. But in any case...

**Mr. Rodriguez:** Probably Mr. Edwards counts that as a point in his favour.

**Mr. Allmand:** He probably did not know that.

**Mr. John Edwards:** I did not.

**Mr. Rodriguez:** They are going to promote that bureaucrat who did that.

• 1030

**Mr. Allmand:** All I can say is that it is the combination of the cuts in SEED by about \$18 million, plus... whether it is a quota or not, it is a greater accent on the private sector with the result of... with the smaller amount of money, more money is going to the private sector this year than last year out of the total SEED budget. So these voluntary groups, many of which have received money for many years and relied on it for summer programs with disadvantaged groups of one kind or another, are ending up this summer with no program, or cutting it drastically.

*[Translation]*

notre examen de ceux-ci. Que je sache, nous vous avons remis la description des critères que nous utilisons. Notre première priorité, c'est à la base même du programme, est d'essayer d'encourager la création d'emplois valables pour les étudiants. En effet, nous cherchons surtout à leur offrir des emplois qui leur fournissent une expérience de travail ou une expérience professionnelle, que ce soit dans le secteur privé ou dans celui de la petite entreprise. Il ne faut pas sous-évaluer l'expérience qu'un étudiant en commerce ou un étudiant qui a l'intention de travailler dans le secteur commercial peut tirer d'un emploi dans une petite organisation qui dessert le public pendant un été.

Nous sommes, selon moi, suffisamment souples à l'heure actuelle. Je ne trouve pas que les données relatives à la circonscription de l'honorable député montrent le contraire. Nous n'avons jamais dit qu'il fallait qu'un minimum de 35 p. 100 soit octroyé au secteur privé. Les députés peuvent très bien ne pas être d'accord avec les hauts fonctionnaires et, dans ce cas, je soumetts personnellement les deux avis à la ministre. Il est arrivé que la ministre rejette la décision de ses fonctionnaires. Les ministres ont le devoir et l'obligation de le faire.

En ce qui concerne les dossiers précis auxquels le député a fait allusion, je ne me rappelle pas qu'il ait soumis une objection officielle et que ces cas aient été soumis à la ministre.

**M. Allmand:** Je ne cherchais pas à les supprimer entièrement, monsieur Edwards. Je voulais tout simplement leur enlever un emploi sur trois ou quatre et le donner à un groupe communautaire pour leur permettre de survivre. Mais les groupes communautaires auxquels je pense n'ont jamais reçu d'autorisation et ils ont maintenu les suppressions que j'avais proposées dans le secteur des affaires. Donc, les fonds destinés à ma circonscription ont été réduits après que j'ai eu manifesté mon désaccord. On a supprimé des emplois dans le secteur privé sans les transférer aux groupes communautaires. J'ai donc beaucoup perdu. De toute manière...

**M. Rodriguez:** Sans doute que M. Edwards voit cela comme quelque chose de politique pour lui.

**M. Allmand:** Il n'était sans doute pas au courant.

**M. John Edwards:** C'est juste.

**M. Rodriguez:** Le fonctionnaire responsable va avoir une promotion.

**M. Allmand:** Tout ce que je puis dire, c'est que ces réductions du Programme d'emploi d'été et d'expérience de travail qui s'élèvent à quelque 18 millions de dollars plus... Je ne sais pas s'il existe un contingent ou non, mais on semble mettre beaucoup plus l'accent sur le secteur privé, ce qui donne... Il y a moins d'argent au total, et une plus grande part que l'année dernière va au secteur privé. Donc un grand nombre de groupes de bénévoles, qui comptent depuis fort longtemps sur des subventions pour leurs programmes d'été destinés à des groupes défavorisés, n'ont pas les moyens d'organiser des activités cet été, ou alors ils doivent les réduire considérablement.



*[Texte]*

I have given over and over again the example of the Montreal Association for the Mentally Retarded, which last year and the year before, under both governments, got more or less 30 monitors to supervise mentally retarded children during the summer. This year they are getting five or six, which means they have to cut out... a lot of mentally retarded children who used to go to camp will not be going to that camp this year. That is in Mr. Malépart's riding. He raised it the other night. But La Ronde, which is an amusement park, is getting more summer jobs.

By the way, you said, and the Minister says too, as long as they provide career-related work for the student... Well, that is something to consider. But even the evaluation report of your own department said that in last year's program the feedback from the students was that in general they had more positive things to say about the career-related work with the community sector than with the business sector.

You said it is a good thing for students to work in small businesses. I would agree if they were getting to know the small businesses. But I must tell you that in some of them they are just putting boxes on shelves. They are going around taking...

With every kind of work I suppose you can make something out of it. As I mentioned last year, I used to work on the railways during the summer when I was going to university, and it was not related specifically to my law studies, but I learned a hell of a lot about human relations and working with people on the shop floor in a roundhouse. The point is that it was not really career-related. I made the best out of it; but to say that those kinds of jobs are of greater value in the community is very doubtful, and you will have a hard time convincing people.

I just want to ask on another point, the local advisory councils. We still do not have any in Quebec. I just want to know when we should expect to see them there, if ever.

By the way, on advisory councils, I do not think we would have had a lot of the problems we are now having with SEED if we still had the old constituency advisory groups, because there you had leaders in the community deciding between the private sector and all the applications which they thought were the best for the community. There the officials did not take the blame; it was a community decision.

Anyway, I would like to know about the advisory councils, and I would like to know when we are expecting to see, in concrete terms, in operation the program that was mentioned in the budget of \$100 million over three years to put to work people on social assistance. That was announced in the last budget of Mr. Wilson, but we have not had anything concrete in operation yet.

**Mr. John Edwards:** Let me deal with the last one first. On the social assistance programming announced in the budget, this basically allows for \$100 million that would have gone and been spent under the Canada Assistance Plan to go instead to

*[Traduction]*

J'ai cité à plusieurs reprises l'exemple de l'Association pour les handicapés mentaux de Montréal, qui a pu recruter l'année dernière et l'année précédente, grâce à l'apport des deux paliers du gouvernement, quelque 30 moniteurs qui s'occupent de surveiller des enfants handicapés mentalement pendant l'été. Ils ne pourront en recruter que cinq ou six cette année. Cela veut dire que beaucoup d'enfants handicapés mentalement ne pourront pas aller en colonie de vacances cette année. Cela s'est produit dans la circonscription de M. Malépart. Il en a parlé l'autre soir. Mais la Ronde, qui est un parc d'amusement, va obtenir plus d'emplois d'été cette année.

Vous et la ministre avez déclaré que ces emplois devaient fournir aux étudiants une expérience axée sur la carrière... Il faudrait peut-être en tenir compte. Mais même le rapport d'évaluation de votre propre ministère mentionne que les étudiants qui ont participé au programme de l'année dernière étaient beaucoup plus satisfaits de leur expérience dans le secteur communautaire que dans le secteur des affaires.

Vous avez dit que c'était une bonne chose pour les étudiants de travailler dans des petites entreprises. Je serais d'accord avec vous s'ils avaient l'occasion d'en mieux connaître le fonctionnement. Mais dans bien des cas, tout ce qu'on leur demande, c'est de ranger des boîtes sur des tablettes. C'est la seule expérience qu'ils acquièrent.

Un travail est peut-être ce qu'on en fait. J'ai déjà dit l'année dernière que lorsque j'étais étudiant à l'université, je passais mes étés à travailler pour les chemins de fer. Cet emploi n'avait pas grand-chose à voir avec mes études de droit, mais j'ai quand même beaucoup appris au sujet des relations humaines dans l'atelier d'une rotonde. Ce travail n'avait pas grand-chose à voir avec ma carrière. J'en ai pris mon parti, mais je ne vois pas du tout comment on peut prétendre que ce genre d'emploi a une plus grande valeur pour la collectivité. Je pense que vous auriez beaucoup de mal à en convaincre certains.

J'ai une autre question à soulever au sujet des conseils consultatifs locaux. Nous n'en avons toujours pas au Québec. Quand en verrons-nous la couleur?

Vous savez, nous n'aurions pas autant de problèmes si nous avions conservé les anciens groupes consultatifs de circonscription. En effet, ces derniers comprenaient des dirigeants de la collectivité et ce sont eux qui décidaient quels étaient les projets du secteur privé et les candidatures les plus susceptibles de profiter à la collectivité. Les fonctionnaires n'avaient rien à voir dans cette décision. C'était la collectivité qui décidait.

De toute manière, j'aimerais que vous me donniez des détails supplémentaires sur ces conseils consultatifs et ce qu'il en est au juste de ce programme de 100 millions de dollars sur trois ans dont il a été question dans le budget et dont le but est de faire travailler les assistés sociaux. Cela figure dans le dernier budget de M. Wilson, mais nous n'avons encore rien vu de concret.

**M. John Edwards:** Je vais commencer par répondre à votre dernière question. Il s'agit de réaffecter 100 millions de dollars destinés au Programme d'aide du Canada aux programmes d'entrée sur le marché du travail et de création d'emplois pour

## [Text]

support more slots in the Job Entry Program and the Job Development Program for social assistance recipients. So you increase the exposure of the employable social assistance recipients through the Canadian Jobs Strategy programming, and indeed the expectation that similar funding will emerge from the provinces.

**Mr. Allmand:** So it is in operation?

**Mr. J. Edwards:** I will add to that if I might, Mr. Chairman.

The understanding between the two levels of government last November was that we would negotiate how this would operate. It is quite complicated, in the sense that it is the first time that both levels of government are struggling with the idea that if you use money that would have been spent under social assistance for giving social assistance recipients the opportunity to engage in the kind of programming that we have been discussing, job development, job entry, or similar provincial programming... In effect, society is further ahead, and society is further ahead without a major additional cost being incurred; i.e., the cost through these people going through these programs and then into employment will be less than would have been the case if they had been left on continuing social assistance.

• 1035

Each province is in negotiation with us and I believe the first formal agreement will be signed this week or at the latest next week. I would suspect we would have agreements with most of the provinces in the next, perhaps, month. There may be one or two slower-moving negotiations. Indeed, one or two provinces might not want to participate. Bearing in mind the social assistance funding is 50:50, provincial:federal, if a province chose not so to participate then we would not be having a move in this direction.

**Mr. Allmand:** The other question on the advisory council in Quebec?

**Mr. John Edwards:** That is, unfortunately, tied into the overall negotiations with the Government of Quebec on the Canadian Jobs Strategy and I would hope that there would be an announcement very shortly, at least on a first grouping of communities where LACs will be established.

**Le président:** Merci.

Monsieur Tremblay.

**M. Tremblay (Québec-Est):** Merci, monsieur le président.

Depuis deux ans, je consacre beaucoup d'énergie aux dossiers qui nous ont été présentés dans le cadre de Défi 85 et de Défi 86. Je profite de l'occasion pour signaler que le personnel, notamment à Québec, est bien informé et fait une évaluation très adéquate des projets.

J'ai décidé de rendre visite cet été à tous ceux qui ont bénéficié de Défi 86, employeurs et employés. J'ai la ferme intention de poser des questions assez précises aux deux parties

## [Translation]

les assistés sociaux. Il s'agit donc d'utiliser la stratégie d'emploi du Canada pour donner de l'expérience aux assistés sociaux aptes au travail. Nous nous attendons également que les provinces mettent également des fonds de côté pour ce genre de programme.

**M. Allmand:** Donc il fonctionne?

**M. J. Edwards:** Je vais ajouter quelque chose là-dessus avec votre permission, monsieur le président.

Que je sache, les deux paliers de gouvernement se sont entendus en novembre dernier pour négocier le fonctionnement de ce programme. C'est quelque chose de très complexe en ce sens que c'est la première fois que les deux paliers de gouvernement envisagent d'utiliser des fonds du Programme d'assistance sociale pour aider les assistés sociaux à tirer profit des autres programmes dont nous discutons, à savoir, la création d'emplois, l'entrée sur le marché du travail ou d'autres programmes provinciaux semblables... A vrai dire, la société s'en trouve mieux sans que cela ait coûté énormément plus cher, c'est-à-dire que ce qu'il en coûte pour faire participer ces gens à ces programmes pour qu'ils se trouvent un emploi par la suite sera inférieur à ce qui aurait été le cas si on les avait laissés vivre tout simplement de l'assistance-sociale.

Chacune des provinces négocie avec nous et je crois que le premier accord officiel sera signé cette semaine ou la semaine prochaine, au plus tard. Je crois bien que nous en serons parvenus à un accord avec la plupart des provinces à la fin du mois prochain, probablement. Il y a peut-être une ou deux négociations qui traînent un peu. Peut-être une ou deux provinces ne voudront pas participer. N'oublions pas que le financement des programmes sociaux est assuré par moitié par le gouvernement fédéral, par moitié par les provinces, et si une province décide de ne pas y participer, nous ne prendrons pas cette direction.

**M. Allmand:** Et l'autre question qui porte sur le conseil consultatif au Québec?

**M. John Edwards:** Malheureusement, cette question est liée aux négociations globales avec le gouvernement du Québec sur le programme de planification de l'emploi, et j'espère qu'il y aura bientôt quelque chose à annoncer ou qu'on aura au moins un premier groupe de collectivités où ce conseil consultatifs sera créé.

**The Chairman:** Thank you.

Mr. Tremblay.

**Mr. Tremblay (Quebec East):** Thank you, Mr. Chairman.

Over the last two years, I have been putting a lot of energy into those cases submitted in the context of Challenge 85 and Challenge 86. I would like to take this opportunity to point out that staff, and more particularly in Quebec City, is well informed and their evaluation of projects is quite adequate.

I decided to pay a little visit this summer to all those who have used Challenge 86, both employers and employees. I quite intend to put rather specific questions to both parties to



[Texte]

afin de m'assurer que les critères du programme ont bel et bien été respectés. Je n'en doute pas jusqu'à maintenant, mais je vais descendre dans la rue pour m'assurer que sans le programme, les entreprises n'auraient peut-être pas embauché d'étudiants. Les emplois en question sont-ils considérés à juste titre comme un pas dans le plan de carrière des étudiants? Ont-ils l'intention de modifier leur curriculum vitae pour y inclure ces exercices pratiques? Y a-t-il lieu de demander aux universités concernées de considérer ces stages pratiques comme étant des crédits admissibles dans le cadre de la formation?

Le ministère peut-il m'aider dans la formulation de trois ou quatre questions clés que j'aimerais bien poser? Je n'ai pas l'intention de faire de cela un exercice très volumineux pour les gens concernés. Je remplirai moi-même des fiches de visite que je compilerai et résumerai sous forme de rapport succinct. Je remettrai ce rapport à la ministre afin qu'elle puisse éventuellement apporter des améliorations au programme à la lumière d'exemples réels.

Trop souvent, les politiciens utilisent à tort ou à raison différentes avenues sans que ce soit dûment justifié. Je ne veux pas dire que je m'inclus dans cette catégorie-là, mais j'ai bien l'intention de contribuer humblement à l'amélioration de Défi 86 à partir d'un comté cible, en l'occurrence Québec-Est. Je répète que je vais leur rendre visite à tous. J'irai voir entre autres 75 entreprises et au-delà de 41 organismes sans but lucratif. J'ai pu, avec les années, éliminer ceux qui sont sans but tout court. Quand on fait un exercice régional, on s'aperçoit que des organismes visant les mêmes objectifs sont considérés comme des entités distinctes.

Donc, pouvons-nous, mes collègues et moi, bénéficier de votre aide? Je pense que c'est un exercice qui mérite d'être fait. On dit que ce nouveau programme est le reflet d'un changement en profondeur. Donc, puis-je bénéficier d'une aide technique quelconque pour m'assurer que je vais poser les bonnes questions? Je veux profiter de l'expérience que vous avez acquise jusqu'à maintenant. Merci.

• 1040

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, first, I believe it is a very good initiative in that it should enable a strengthening of decision-making the following year. The more Members of Parliament become aware of what actually is happening on these sites and the reaction of students, the incrementality issue that you have raised as to whether in fact the jobs would have been created otherwise, can only help us collectively to make better decisions next year with the scarce funds that are available.

We would be happy to work with the member or other members on some questions that would be searching enough to uncover some useful information, particularly on the incrementality issue, which is a very, very complicated issue.

Sometimes you can ask an employer: Would you have done this work without the subsidy? He may well say yes, and yet if

[Traduction]

make sure that the program criteria have actually been properly met. I have no doubts at all on the subject so far, but I will go down into the street just to make sure that without this program, business perhaps might not have hired students. Are the jobs in question considered as being, unjustly so, a step forward in these students' career plans? Do they intend to change their curriculum vitae to include these practical exercises? Should we ask the universities involved in this to consider this hands on experience as being allowable credits in the context of their training?

Could the department perhaps help me in formulating three or four questions that I would like to put? I have no intention of turning this into a huge exercise for the people concerned. I would be filling in cards on my own on each place visited and I would compile these and summarize them in a brief report. I would then hand this report to the Minister so that she could perhaps eventually improve upon the program in the light of realistic examples.

Politicians too often, rightly or wrongly, use different avenues without due justification. I do not mean to say that I am including myself in that category, but I do firmly intend to humbly contribute to improving Challenge 86 using a target riding which just happens to be Quebec East. I am repeating that I am going to visit them all. More particularly, I will be visiting 75 companies and over 41 organizations whose goal is non-profit. Over the years, I have managed to eliminate those organizations that simply have no goal. When one gets into a regional exercise, one does notice that organizations with the same objectives are considered as being distinct and separate entities.

So, could my colleagues and myself call upon your help? I think it is an exercise that is worth the effort. This program is said to be the reflection of deep change. So could I expect some kind of technical help to make sure that I will be putting the proper questions? I would like to make use of the experience you have acquired so far. Thank you.

**M. John Edwards:** Monsieur le président, tout d'abord, je crois qu'il s'agit là d'une excellente initiative en ce sens que cela devrait aider à améliorer le processus de prise de décision pour l'année suivante. Plus il y aura de députés pour se renseigner sur ce qui se passe à ce niveau et pour se sensibiliser aux réactions des étudiants et à la question de l'accroissement que vous avez soulevée, à savoir si, en réalité, ces emplois auraient été créés quand même, mieux cela peut nous aider collectivement à décider l'an prochain de l'utilisation des rares fonds dont nous disposons.

Nous serions heureux de travailler avec ce député ou tout autre député à propos, justement, de questions qui seraient suffisamment détaillées pour aider à découvrir certains renseignements utiles, surtout en ce qui concerne l'accroissement, qui est une question extrêmement compliquée.

On peut parfois demander à l'employeur s'il aurait fait ce genre de travail s'il n'y avait pas eu de subvention? Il pourra

[Text]

you ask him the supplementary question: Then what are you doing with your regular labour force? He may well turn around and say: I was able to do additional work with my regular labour force because I had the students to do that work. So the incrementality issue is broader than what the student, he or she does, but rather what was the incremental work that was done by that firm as a result of the intervention of government funding?

Yes, we would be happy to work with Mr. Tremblay and other members on suitable questions.

**Mr. Tremblay (Québec-Est):** Thank you very much.

**Le président:** Monsieur Blackburn.

**M. Blackburn (Jonquière):** Monsieur le président, je trouve la suggestion de mon collègue fort intéressante. Il serait bon que les députés puissent avoir ledit formulaire. Ce serait un outil intéressant pour ceux d'entre nous qui profiteront de la période estivale pour rendre visite aux entreprises. J'imagine que les fonctionnaires souhaitent aussi poser certaines questions pertinentes ou obtenir des commentaires précis des gens. Cela nous permettrait de rendre le programme Défi 86 encore plus utile.

**M. Tremblay (Québec-Est):** Défi 87.

**M. Blackburn (Jonquière):** Pour l'an prochain, bien sûr.

Dans le document que j'ai devant moi, on parle de 119,373,880\$ pour la contribution fédérale à Défi 86, en incluant les secteurs privé et non privé, tandis qu'en 1985, on avait accordé 150 millions de dollars. On aurait accordé cette année 31 millions de dollars de moins que l'an dernier. Est-ce parce qu'on n'a pas encore compilé tous les chiffres de cette année?

**Mr. John Edwards:** No, Mr. Chairman. That reflects the fact that the absolute amount of funding for the SEED program declined this year over last year. The decline is somewhat greater than the absolute decline in the total Challenge '86 program, because we increased the level of activity for the Student Enterprise Program and also for the WOW program, the work orientation workshops. So both those tended to increase and this one, as a result, has declined somewhat more than the nominal decrease in overall Challenge '86 funding.

**M. Blackburn (Jonquière):** Si je me souviens bien, le budget total de Défi 85 était de 200 millions de dollars ou 185 millions de dollars.

**Mr. John Edwards:** It was \$205 million.

**M. Blackburn (Jonquière):** Et quel est le budget de Défi 86?

**Mr. John Edwards:** And this year, Mr. Chairman, it is \$180 million.

[Translation]

fort bien vous répondre par l'affirmative et si vous lui posez une question supplémentaire, à savoir ce qu'il fait, à ce moment-là, de sa main-d'oeuvre régulière, il pourra fort bien se retourner et vous répondre qu'il a pu effectuer un travail additionnel en ayant recours à sa main-d'oeuvre habituelle parce que les étudiants étaient là pour faire, justement, ce travail. Cette question de l'accroissement est donc beaucoup plus large que ce que fait l'étudiant ou l'étudiante, il s'agit plutôt de savoir quel accroissement de travail a pu être réalisé par l'entreprise grâce, justement, à l'apport de ce financement gouvernemental.

Oui, nous serions très heureux de travailler avec M. Tremblay ou d'autres députés sur des questions intéressantes.

**M. Tremblay (Québec-Est):** Merci beaucoup.

**The Chairman:** Mr. Blackburn.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Mr. Chairman, I find my colleagues suggestion quite interesting. It would be nice for the members to have that form. It would be a very interesting tool for those of us who will be using the summer period to visit these firms. I suppose that the officials themselves would also like to put certain germane questions or get specific comments from those involved. That would allow us to make the Challenge 86 program even more useful.

**Mr. Tremblay (Québec-Est):** Challenge 87.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** For next year of course.

In the document that I have before me, the federal contribution to Challenge 86 is mentioned as being \$119,373,880 including both the private and non-private sectors while in 1985 there was an amount of \$150 million. We are granting \$31 million less this year than last. Is it because all the figures for this year have not yet been compiled?

**M. John Edwards:** Non, monsieur le président. C'est tout simplement parce que le montant absolu de financement consacré au programme EEET a diminué cette année par rapport à l'an dernier. La diminution est un peu plus importante que la diminution absolue du total consacré au programme Défi 86 parce que nous avons augmenté le niveau d'activité pour le programme d'entreprise pour étudiants ainsi que pour les ateliers d'orientation. Donc, ces deux programmes ont connu une tendance vers la hausse et, en conséquence, ce dernier a accusé une diminution supérieure à la diminution nominale apportée au financement global de Défi 86.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** If my memory serves me well, the total budget for Challenge 85 was some \$200 million, or was it \$185 million.

**M. John Edwards:** C'était 205 millions de dollars.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** And what is the Challenge 86 budget?

**M. John Edwards:** Cette année, monsieur le président, il est de 180 millions de dollars.



[Texte]

[Traduction]

• 1045

**M. Blackburn (Jonquière):** Cent quatre-vingts millions de dollars contre 205 millions de dollars. Cela veut dire 25 millions de dollars de moins. Dans ces 180 millions de dollars, inclut-on le recensement? Non? Si on inclut le recensement, à combien arrive-t-on?

**Mr. John Edwards:** If you include the census, it is another \$30 million this year, which would take it from \$180 million to \$210 million.

**M. Blackburn (Jonquière):** Si on compte les deux, le montant total est supérieur au montant de 1985, n'est-ce pas?

**M. John Edwards:** Oui.

**M. Blackburn (Jonquière):** Je reviens aux programmes de développement des collectivités et de pénurie de main-d'oeuvre spécialisée. Cela fait plusieurs fois qu'on pose la question et on dit toujours que ce sera pour bientôt. Ces discussions vont-elle bien ou mal? Pourquoi est-ce si long? Les Québécois seront-ils perdants dans cela?

**Mr. John Edwards:** In regard, Mr. Chairman, to the innovations program, the reason that has taken a long time to get off the ground—significant expenditures taking place—is that we were dealing with a brand new program of a kind that we have never had before. There was no precedent for it. Basically, it is a program to fund, as it indicates, innovations across the land. For a long time, we had to think through, partly in the light of the submissions that came to us, what we meant by an innovation. We also had to establish a national innovations advisory committee that would screen all the larger ones. If I recall correctly, that started operation in February of this year.

So the amount of approvals under the innovations program were very, very small until, I guess, the last six weeks to two months. The flow has now started to take off quite radically. There was a lack of familiarity with a program of this kind, not just on our part and on the part of the advisory council but also on the part of potential sponsors, whether they be universities, the private sector, unions, community groups, whatever.

In regard to skilled shortages, I am not aware that we have been slow off the ground, other than in the province of Quebec. In the province of Quebec, rather difficult negotiations have been pursued between the two levels of government for many, many, many months, both before and after the change in government. I would hope that the flow in Quebec now will be reasonably rapid because a decision was taken, if I recall correctly, on the skilled shortage program.

**M. Blackburn (Jonquière):** Même si on est de bonne foi dans ces discussions, il n'en demeure pas moins qu'on nous dit depuis sept ou huit mois que c'est pour très bientôt, et on attend encore. Je ne fais pas de reproches à qui que ce soit, mais je constate les faits. Le Québec n'est pas en mesure de

**Mr. Blackburn (Jonquière):** \$180 million as against \$205 million. That means \$25 million less. Are you including the census in those \$180 million?. No, if you include the census, what figure do we get?

**M. John Edwards:** Si l'on y inclut le recensement, il faut rajouter 30 millions de dollars cette année, ce qui nous amène de 180 millions de dollars à 210 millions de dollars.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** If we add the two, the total amount is higher than the amount for 1985, is it not?

**Mr. John Edwards:** Yes.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** To get back to the Community Futures and the Skill Shortages programs we have put this question many a time and we are always told that it is just around the corner. Are those discussions going well or not? Why is it taking so long? Are Quebecers going to be losers in all this?

**M. John Edwards:** Monsieur le président, pour ce qui est du programme d'aide à l'innovation, il a fallu beaucoup de temps pour le faire démarrer, des dépenses importantes, et c'est parce qu'il s'agissait d'un programme entièrement nouveau d'un genre que nous n'avons jamais vu auparavant. Il n'y avait pas de précédent pour ce programme. Fondamentalement, il s'agit d'un programme destiné à financer, comme son nom l'indique, l'innovation un peu partout au pays. À la lumière des projets qui nous étaient présentés au fur et à mesure, il nous a fallu quand même pas mal de temps pour définir ce que nous entendions par innovation. Il nous a fallu aussi mettre sur pied un comité consultatif national sur l'innovation qui filtrerait les projets les plus importants. Si ma mémoire est bonne, cela a été mis sur pied au mois de février cette année.

Il y a donc eu très peu de projets d'approuvés en vertu de ce programme d'aide à l'innovation, sauf pour les six ou huit dernières semaines, où les choses ont changé. Il y a eu un revirement radical pendant cette période et depuis lors. Personne ne connaissait tellement bien ce genre de programme, pas plus nous-mêmes et le conseil consultatif que les commanditaires potentiels, qu'il s'agisse des universités, du secteur privé, des syndicats ou des groupes communautaires.

Pour ce qui est du programme relatif aux pénuries de main-d'oeuvre, nous n'accusons pas de retard, que je sache, sauf pour la province de Québec. Au Québec, des négociations plutôt difficiles se poursuivent entre les deux niveaux de gouvernement, et cela se prolonge depuis de longs mois, avant et après le changement de gouvernement. J'ose espérer que les choses iront maintenant bon train au Québec parce qu'une décision a été prise, si ma mémoire est bonne, à propos justement du programme relatif aux pénuries de main-d'oeuvre.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Even though good faith prevails in these discussions, it is nevertheless true that during the last seven or eight months we have been told that it is just around the corner but we are still waiting. I am not blaming anyone I am simply stating the facts. Quebec is not yet in a position to

[Text]

bénéficier de ce programme pour le moment. Entre autres, dans la région du Saguenay—Lac St-Jean, la compagnie Abitibi-Price Inc. a investi environ 120 millions de dollars pour rénover ses usines et fabriquer un nouveau produit de papier fin à partir de glaise. La compagnie a un programme de formation des travailleurs pour leur enseigner à faire fonctionner ces machines. C'est un programme de formation de 5 millions de dollars à 7 millions de dollars, si je ne me trompe pas. J'attends depuis plusieurs mois pour savoir ce qu'il en est.

Supposons qu'il faille attendre encore trois mois. A-t-on attribué au Québec une enveloppe dont il pourra bénéficier à coup sûr ou s'il y a danger qu'il ne reste plus d'argent à un moment donné parce que les autres provinces du pays auront utilisé tous les fonds?

• 1050

**Mr. John Edwards:** There is an allocation that we work with for the province of Quebec, and in the event that there are continuing serious delays with certain programs being launched there because of the jurisdictional discussions that are taking place, we may simply move the funds into other programs that are not controversial between ourselves and the provincial government and further funds accordingly in that fashion.

**The Chairman:** They would stay in Quebec?

**Mr. John Edwards:** They would stay in Quebec, but in another program, yes.

**M. Blackburn (Jonquière):** Prévoyez-vous que les discussions traîneront en longueur au point que vous devrez faire un changement de ce côté-là?

**Mr. John Edwards:** In recent weeks discussions have been going much better with the Province of Quebec, and I would not expect there to be continuing serious delays. But it has been a very, very long process, as the member is well aware, going back I guess almost into years now, let alone into months.

**M. Blackburn (Jonquière):** En ce cas, je vais revenir à la question du programme d'aide à l'innovation dont vous nous avez entretenus brièvement il y a quelques minutes. Vous savez que le Québec a fait une seule demande dans le cadre du programme d'aide à l'innovation pour un montant d'environ 500,000\$. Si mes chiffres sont exacts, 22 projets ont été acceptés dans le cadre du programme d'aide à l'innovation, pour un total de 27 millions de dollars.

Un des projets qui ont suscité mon attention a été *Team Canada*, le projet des incubateurs. Il y a quelques mois, le ministre et les hauts fonctionnaires de l'Expansion industrielle régionale sont venus nous rencontrer pour nous parler de la question des incubateurs. On sait que la mise en place d'incubateurs aiderait à la création de petites entreprises qui créeraient beaucoup d'emplois. À ce moment-là, le MEIR nous avait dit qu'il n'y avait pas de programme pour la mise en place d'incubateurs. Tout ce qu'on pouvait offrir, c'était de l'aide technique. Si je me souviens bien, *Team Canada* est un projet global de 28 millions de dollars qui vont dans cinq régions distinctes du pays, dont la région de Québec. Ce doit

[Translation]

benefit from that program for the moment. Amongst other things in the Saguenay—Lac St-Jean area, Abitibi-Price Inc. has invested \$120 million to refresh its plants and make a new fine paper produce based on clay. The company has a worker's training program to teach them how to work those machines. It is a \$5 to \$7 million training program, if I recall correctly. I have been waiting for several months to find out what is going on.

Lets us say we have to wait another three months. Has an envelope been set aside for Quebec's exclusive benefit or is there a danger that there will be no more money left at a certain point because the other provinces across the country will have used up all the funds?

**M. John Edwards:** Avec la province de Québec, nous nous mettons d'accord sur un système de répartition des fonds; si les discussions relatives aux juridictions retardent indûment certains programmes, il nous arrive de transférer les fonds à d'autres programmes qui ne sont pas controversés, ce qui permet d'utiliser les fonds.

**Le président:** Mais ils restent au Québec?

**M. John Edwards:** Ils restent au Québec, mais servent à un autre programme, effectivement.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Do you expect the discussions to be so protracted that you will have to make changes?

**M. John Edwards:** Depuis quelques semaines, les discussions avec la province de Québec progressent beaucoup mieux, et à mon avis, il ne faut pas s'attendre à ce que les délais se prolongent indûment. Cela dit, cela a pris énormément de temps, comme le député le sait, pratiquement des années, pour ne pas parler de mois.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** In that case, I will come back to the innovations program that you mentioned briefly a few minutes ago. You know that Quebec has made one application only to the innovations program, something in the order of \$500,000. If I am not mistaken, 22 projects have been approved so far for a total of \$27 million.

One of the projects that raised my attention was the Team Canada Incubators Project. Several months ago, the Minister and executives from Regional Industrial Expansion came and talked to us about incubators. We know that incubators would help create small businesses and, consequently, many jobs. At that time, DREI told us that there was no program concerning incubators. The only thing we could get was some form of technical help. If I remember correctly, Team Canada is a global project of some \$28 million distributed over five different regions, including Quebec. I do believe it is Quebec City or something of the kind. I wonder why we were not told at that time that this type of project could fit the innovations



[Texte]

être la ville de Québec ou quelque chose du genre. Je me demande comment il se fait qu'on ne nous avait pas dit à ce moment-là que ce type de projet pouvait être présenté dans le cadre du programme d'aide à l'innovation. S'il y avait dans nos régions d'autres projets semblables à ceux qui ont déjà été acceptés, pourraient-ils bénéficier du programme d'aide à l'innovation, ou si on doit considérer que *Team Canada* est un projet pilote et qu'on attend sa fin avant d'en accepter d'autres au pays?

**Mr. John Edwards:** The most common form of proposal we have received under Innovations has been in this "incubator" or entrepreneurial development area. The Team Canada one has a long history, and I suspect at the time DREI officials suggested nothing much would happen it may have been in a relatively early stage of the discussions. It ended up being a joint project between ourselves and DRIE, and certainly one of the communities was, as you suggest, Quebec City. That is under way now, and it is one of a number that have been approved by us.

Several are national in scope. Team Canada is one. The YMCA-YWCA have a program also aimed at a variety of locations across the land. One of them tentatively is Montreal. That is coming towards the end of the discussions now, and there should be some final decisions made on that particular project.

Basically, Innovations is an open enough program that almost any proposal could be submitted under its heading. What happens to it depends basically on the kind of screening consultations that take place, whether it goes before the National Innovations Advisory Committee, what their views are, what the Minister's ultimate views are, a certain concern that we do not put too much into one basket. We are somewhat concerned at the moment that we may be putting too much into the incubator issue, rather than try to spread the funding across a variety of innovations rather than that particular area.

• 1055

I would also like to mention, and have it on the record, that, while the progress in Quebec has been very slow and the member is correct to say that there is one in the very last stages of finalization, Quebec has picked up in more recent times and we have more proposals in from Quebec than we have from any other region, but a lot of them are still in a relatively early stage.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Edwards.

The chairman is conscious of the time. I suggest we run a little past 11 a.m. so we might have at least two questioners on a second round. I would suggest five minutes is a reasonable target. Mr. Rodriguez has signalled his intention to share part of that with Mr. Parry.

**M. Blackburn (Jonquière):** En ce qui concerne la réunion de notre Sous-comité de l'ordre du jour et de la procédure de la semaine dernière, le programme du mois de juin a-t-il été adopté?

**Le président:** Oui, avec un ou deux amendements.

[Traduction]

program. If we had other projects comparable to those already approved, would they be eligible for innovations or do we consider Team Canada to be a pilot project that has to be seen to the end before anything else is approved?

**M. John Edwards:** Le type de proposition que nous avons eue le plus souvent dans le cadre du programme Innovations, c'est cet «incubateur» ou domaine de développement d'entreprises. *Team Canada* a une longue histoire, et j'imagine que les responsables du MEIR ont dû vous dire qu'il ne fallait pas s'attendre à beaucoup d'activités à l'époque où les discussions commençaient tout juste. Pour finir, c'est devenu un projet en commun avec le MEIR, et comme vous l'avez dit, une des communautés retenues a été la ville de Québec. Ce programme est en cours, nous en avons approuvé plusieurs.

Il y en a plusieurs qui sont de portée nationale, dont *Team Canada*. Le YMCA-YWCA a également un programme dans plusieurs villes, dont Montréal, probablement. Les discussions sont maintenant sur le point d'aboutir, et des décisions finales devraient être prises d'ici peu.

Fondamentalement, le programme Innovations est un programme très ouvert, qui pourrait accueillir pratiquement n'importe quelle proposition. Ce qu'il deviendra dépendra surtout des consultations de sélection, d'une décision possible du Comité national consultatif d'innovations, de ce qu'ils en pensent, de ce que le ministre en pense en fin de compte, et également du souci de ne pas mettre tous nos oeufs dans le même panier. À l'heure actuelle, nous nous demandons si nous ne consacrons pas trop de ressources au projet des incubateurs et s'il ne vaudrait pas mieux répartir les fonds entre des innovations plus variées.

Soit dit en passant, au Québec les progrès ont été très lents, et le député a parfaitement raison lorsqu'il dit qu'un des projets est sur le point d'aboutir, mais depuis quelque temps, le Québec a accéléré le mouvement, et nous avons reçu plus de propositions de la province de Québec que de toute autre région; cela dit, il y en a plusieurs qui sont au tout début.

**Le président:** Merci, monsieur Edwards.

Le président est très conscient de l'heure. Nous pourrions peut-être dépasser 11h00, ce qui nous permettrait d'accorder un second tour à deux personnes au moins. Cinq minutes, cela me semble assez raisonnable. M. Rodriguez a annoncé qu'il avait l'intention de partager cela avec M. Parry.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Concerning our Agenda and Procedures Committee meeting last week, have we finalized the program for the month of June?

**The Chairman:** Yes, with one or two amendments.

[Text]

**M. Blackburn (Jonquière):** Je vous remercie.

**The Chairman:** Mr. Rodriguez, could we have a five-minute target with the understanding that you share—

**Mr. Rodriguez:** Yes, I wish to share my time with Mr. Parry.

We received some information, Mr. Edwards, regarding pension as earnings and UI appeals. We had asked a question the last time about the number of appeals nationally and you gave us the information 3,991. Quebec was 3,041; Ontario, 473. Something has to be wrong because British Columbia is not shown and the rest of the provinces are not shown. I suspect that there is something wrong with that figure so I would ask that you go back and check that so when the Minister comes, I believe on Thursday, they have the right information.

The other short question I had was on a question I raised the last time regarding job development and the participation by municipalities and doing a research study program in which the Employment Development Branch of CEIC would put up \$30,000 for a study. This was to get welfare recipients into jobs. You will remember the concern I raised that in fact welfare files were being turned over to CEIC employees for whatever purpose and I felt that was a violation of the privacy of poor people.

**The Chairman:** Excuse me just for one second. We voted today . . . , but if the officials have an answer to the first part of your question, fine.

**Mr. Rodriguez:** I am saying to check the figures and make sure we have the right figures.

**The Chairman:** Okay. So we will just go to the second question.

**Mr. Rodriguez:** Yes.

**Mr. John Edwards:** On the second question, I understand this was raised at the last session of the committee. I was not present myself, but I am told that a reply is being finalized and should be to the member by the end of the week.

This issue of privacy is a serious issue and—

**Mr. Rodriguez:** Absolutely.

**Mr. John Edwards:** —that reply, I hope, will be sufficiently comprehensive for his purposes.

**The Chairman:** Mr. Parry.

**Mr. Parry:** I have a number of concerns this morning.

Is any provision being made for the continuation of successful LEAD projects? I am particularly concerned; I have two in my riding, a training program at the remote community of Big Trout Lake and also the Native Women's Employment Program in Kenora. These have had very good success by any local measure and we wonder if they are simply going to be cut off because they do not fit into the Community Futures guidelines.

[Translation]

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Thank you very much.

**Le président:** Monsieur Rodriguez, pouvez-vous essayer de vous en tenir à cinq minutes, et de ne pas oublier que vous partagez . . .

**M. Rodriguez:** Oui, je souhaite partager mon temps avec M. Parry.

Monsieur Edwards, nous avons reçu des informations sur les pensions considérées comme des gains et les appels de l'assurance-chômage. La dernière fois, nous avons posé des questions sur le nombre d'appels total, et vous nous avez dit que dans tout le pays il y en avait eu 3,991. Au Québec, 3,041; en Ontario, 473. Il doit y avoir une erreur, parce qu'il n'est pas question de la Colombie-Britannique ni des autres provinces. J'ai l'impression qu'il y a une erreur dans ces chiffres et j'aimerais que vous vérifiez et qu'on nous donne la réponse lorsque le ministre comparaitra jeudi.

D'autre part, il y a une question que j'ai soulevée la dernière fois au sujet du développement des emplois et de la participation des municipalités ainsi que d'un programme de recherches et d'études auquel la direction du développement de l'emploi du ministère consacrerait 30,000\$. Cela devait permettre de trouver des emplois aux assistés sociaux. Vous vous souvenez que je m'étais inquiété de voir les dossiers des assistés sociaux entre les mains des employés du ministère, quelle qu'en soit la raison, à mon sens, c'est une violation de la vie privée des gens pauvres.

**Le président:** Excusez-moi un instant. Nous avons voté aujourd'hui . . . mais si mes collaborateurs ont une réponse à la première partie de votre question, c'est parfait.

**M. Rodriguez:** Je vous demande simplement de vérifier les chiffres et de nous confirmer qu'ils sont bien exacts.

**Le président:** D'accord. Passons donc à la deuxième question.

**M. Rodriguez:** Oui.

**M. John Edwards:** Pour la deuxième question, je crois qu'on en a parlé à la dernière séance du Comité. Je n'y ai pas assisté moi-même, mais on me dit qu'une réponse est en cours de préparation qui devrait vous parvenir d'ici la fin de la semaine.

La question du respect de la vie privée est une question grave et . . .

**M. Rodriguez:** Absolument.

**M. John Edwards:** . . . j'espère que cette réponse aura lieu de vous satisfaire.

**Le président:** Monsieur Parry.

**M. Parry:** Ce matin, j'ai plusieurs sujets à aborder.

Est-ce qu'on a prévu de prolonger les projets du programme d'aide à la création locale d'emplois qui se sont avérés un succès? C'est une question qui m'inquiète tout particulièrement; il y en a deux dans ma circonscription, un programme de formation dans la communauté très éloignée de Big Trout Lake, et également un programme d'emploi des femmes autochtones à Kenora. Si on considère la situation locale, ces programmes ont connu un très grand succès, et je me demande



[Texte]

**Mr. John Edwards:** It is a little hard to respond definitively on that. I believe the formal position of the Minister at this stage is that we would honour all existing commitments regardless of whether those commitments are in communities which would become designated under the Community Futures Program or not. Secondly, in regard to communities that would get designated, depending on the nature of the LEAD initiative there it would be handled in accordance with the Community Futures criteria. I assume the concern is more the first, that we may have a situation where there are lead projects in communities that may not get designated or may not get immediately designated under the Community Futures Program.

• 1100

**Mr. Parry:** Yes, Mr. Chairman, particularly those where unemployment is endemic. We are talking figures of 80% and 85% in these target groups. Is there any consideration of the possible combination of Native Economic Development Program funds with the your department's funds?

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, amongst my other responsibilities, I sit on the board as an ex officio member of the Native Economic Development Program. To date, we have already had some cases where funding has been in both CEIC and NEDP, and I have no doubt that we will continue so to do. The possibility does exist for joining together the funding of the two departments.

**Mr. Parry:** Okay. Another issue that concerns me is this. We have a large number of tourists camps in my riding that are owned outside the country, and my information is that approximately 300 people came into the country from the United States as guides, into an area where we have a lot of native people and also non-native people who are competent and willing to work as guides. Has this been raised as a problem before?

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, I am not aware of this particular problem. Our policy is very clear on the immigration front, as you, Mr. Chairman, above all, are well aware; namely, that before we bring in people from other countries, we have to have a demonstration of the fact that there are not Canadians suitably qualified to do that kind of work. On the face of what you describe, it sounds as if it is a matter that justifies serious concern, and I would like to know more particulars about it.

**Mr. Parry:** Okay, can I forward you those particulars and have you check into it?

**Mr. John Edwards:** I would be happy to do so.

**Mr. Parry:** Thank you very much.

[Traduction]

si l'on va y mettre fin tout simplement parce qu'ils ne sont pas conformes aux directives du programme de développement des collectivités.

**M. John Edwards:** Il est un peu difficile de vous donner une réponse précise. Je crois que pour l'instant, le ministre a décidé que nous devons respecter tous les engagements pris jusqu'à présent sans tenir compte des désignations futures dans le cadre du programme de développement des collectivités. Deuxièmement, à propos des collectivités désignées, selon la nature des initiatives d'aide à la création locale d'emplois, les critères du programme de développement des collectivités pourraient être respectés. J'imagine que c'est la première éventualité qui vous inquiète surtout, des projets d'aide à la création locale d'emplois qui pourraient exister dans des collectivités non désignées ou des collectivités qui ne seraient pas désignées immédiatement dans le cadre du programme de développement des collectivités.

**M. Parry:** Oui, monsieur le président, surtout dans celles où le chômage est endémique. Dans ces groupes-cible, le chômage tourne autour de 80 ou 85 p.100. Est-ce qu'on a envisagé de regrouper les fonds de votre ministère et ceux du programme de développement économique des autochtones?

**M. John Edwards:** Monsieur le président, entre autres responsabilités, je siège à la Commission en qualité de membre ex-officio du programme de développement économique des autochtones. Jusqu'à présent, nous avons eu des cas de financement commun du ministère de l'Emploi et de l'Immigration et du programme de développement économique des autochtones. Je ne doute pas que cela se reproduise. La possibilité de regrouper les fonds des deux ministères existe donc.

**M. Parry:** D'accord. J'aborde un autre sujet de préoccupation. Dans ma circonscription, il y a beaucoup de touristes qui viennent dans des camps de tourisme qui appartiennent à des intérêts étrangers; d'après mes informations, environ 300 personnes sont venues des États-Unis pour travailler comme guides; or, nous avons dans la région beaucoup d'autochtones, et beaucoup de non-autochtones, qui sont tout à fait compétents et disposés à travailler comme guides. Est-ce qu'on a déjà parlé de ce problème?

**M. John Edwards:** Monsieur le président, je ne suis pas au courant de ce problème particulier. Notre politique de l'immigration est tout à fait claire, comme vous, monsieur le président, devez le savoir plus que tout autre. En effet, avant de faire venir des gens d'autres pays, nous devons prouver qu'il n'y a aucun Canadien qui ait les qualifications nécessaires pour faire ce genre de travail. D'après ce que vous nous dites, cette question mérite certainement d'être approfondie, et j'aimerais avoir plus de détails.

**M. Parry:** D'accord, je peux donc vous envoyer les détails, et vous vérifierez?

**M. John Edwards:** Avec plaisir.

**M. Parry:** Merci beaucoup.

[Text]

**The Chairman:** Mr. Parry, could you share those particulars with the committee as well?

**Mr. Parry:** I certainly could, Mr. Chairman.

I have one last question on the provision in the Community Futures Program that people must have been unemployed for 24 of the last 30 weeks. I have had several objections from communities in my riding, where again they have very high unemployment rates, and they feel this is simply forcing them to pick amongst the unemployed and perhaps pick some of those who have less skills and less initiatives. Is there any reconsideration of that?

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, if I might correct one comment by the member, the 24 out of 30 weeks is for job development, not community futures.

**Mr. Parry:** I am sorry.

**Mr. John Edwards:** Nevertheless, the concern is one shared not just by the member, but by many other people as well. Basically, we are facing here a very difficult problem of what at times we refer to as cueing. How do you allocate the funds across the large numbers of people who would like to get access to those funds? We are very conscious of figures. I do not know what the latest figure is, but something in the order of perhaps 150,000 Canadians have been unemployed and are employable, but have been unemployed for more than a year.

What we are doing here is trying to cut a compromise and say that those who have been unemployed for more than six months should get the first priority. We allow a little bit of play around that by saying 24 out of 30 weeks, so that someone who has shown initiative and has picked up a few weeks' work would not automatically get excluded.

But we are also conscious of the fact that the very high proportion of people who do become unemployed find work on their own volition without the intervention of government within a matter of weeks. I cannot remember the exact figures, but I recall a very, very impressive figure for those who find work, I think, within 13 weeks after losing employment through their own actions or through the actions of the economy generally. But there is no doubt in my mind that any rules of these kinds end up leading to some very, very difficult decisions and some bad will on the part of those who get excluded because they do not meet that particular criteria.

**Mr. Parry:** So is there any reconsideration?

**Mr. John Edwards:** Not really, not unless we can find one that is fairer and yet provides some insurance that we are putting the money on those who need it most. I recall, for instance, discussions with business associations. Many businessmen and businesswomen would say they do not really want to look at people who have been unemployed more than six months, and even less at people who have been unemployed more than 12 months. As a result, that is why we tend to give

[Translation]

**Le président:** Monsieur Parry, est-ce que vous pouvez communiquer ces détails aux membres du Comité également?

**M. Parry:** Certainement, monsieur le président.

Une dernière question au sujet de la disposition du programme de développement des collectivités qui prévoit que les gens doivent avoir été au chômage 24 semaines sur les 30 dernières semaines. Dans les communautés de ma circonscription, plusieurs fois j'ai entendu des objections à cette disposition car les taux de chômage sont très élevés et les gens ont l'impression que cela les force à choisir parmi les chômeurs, et parfois des gens qui sont moins qualifiés, qui ont moins d'initiative. Est-ce que cela a été remis en question?

**M. John Edwards:** Monsieur le président, permettez-moi de rectifier ce qu'a dit le député; la règle des 24 sur 30 semaines, c'est pour le développement d'emploi et non pour le développement des collectivités.

**M. Parry:** Excusez-moi.

**M. John Edwards:** Cela dit, le député n'est pas le seul à s'inquiéter de cette situation, beaucoup d'autres s'en inquiètent également. En réalité, c'est un problème très difficile que la répartition de fonds entre un grand nombre de personnes, qui, toutes, souhaitent profiter de ces fonds. Nous sommes très conscients des chiffres. Je ne sais pas quels sont les chiffres les plus récents, mais il y a peut-être 150,000 Canadiens qui sont au chômage et qui pourraient travailler, mais qui sont au chômage depuis plus d'un an.

Nous essayons donc de trouver un compromis et nous décidons que ceux qui ont été au chômage pendant plus de six mois doivent avoir la priorité. Nous prévoyons une certaine marge puisque nous parlons de 24 semaines sur 30; dans ces conditions, une personne qui a fait preuve d'une certaine initiative et qui a réussi à obtenir quelques semaines de travail ne sera pas forcément exclue.

Mais nous savons également qu'il y a énormément de gens qui sont au chômage et qui trouvent du travail en quelques semaines, de leur propre initiative et sans l'intervention du gouvernement. Je ne me souviens pas des chiffres exacts, mais je sais que le nombre des gens qui trouvent du travail dans les 13 semaines qui suivent leur mise à pied est tout à fait impressionnant, que ce soit leur propre initiative ou la situation générale de l'économie qui en soient responsables. Cela dit, je suis convaincu que n'importe quelle règle de ce genre finit par produire des décisions très difficiles et par engendrer passablement de mécontentement parmi les gens qui sont exclus faute de pouvoir respecter ce critère.

**M. Parry:** Est-ce qu'on envisage de changer cela?

**M. John Edwards:** Pas vraiment, pas tant que nous n'aurons pas trouvé quelque chose de plus juste, qui, en même temps, nous permettrait de canaliser l'argent vers ceux qui en ont le plus besoin. Par exemple, je me souviens de discussions que nous avons eues avec des associations commerciales. Il y a beaucoup d'hommes d'affaires et de femmes d'affaires qui refusent tout simplement de considérer la candidature de gens qui sont au chômage depuis plus de six mois, et encore moins de gens qui sont au chômage depuis plus de douze mois. C'est



[Texte]

the focus in that area and provide an incentive for them to look at those people.

• 1105

**Mr. Parry:** I appreciate very much your consideration, Mr. Chairman. Thank you.

**The Chairman:** The credit belongs to the committee. Thank you, Mr. Parry.

I presume we are done for this session. I would remind members that Mr. Allmand has warned us that the main estimates for this committee may continue into June. These estimates may in fact be the designated estimates which take us to mid-June and may require some change in our June planning as a consequence. That remains to be discovered.

There are two further meetings today, one on family class immigration which was due to start at 11 a.m., and we have the Minister of Immigration on main estimates tonight at 6.30 p.m.

The meeting is adjourned to the call of the Chair.

[Traduction]

la raison pour laquelle nous nous intéressons tout particulièrement à ce secteur, et c'est pourquoi nous les encourageons à considérer la candidature de ces gens-là.

**M. Parry:** Monsieur le président, je vous remercie beaucoup pour votre attention. Merci.

**Le président:** C'est le Comité qu'il faut remercier. Merci, Monsieur Parry.

J'imagine que cette séance approche de sa fin. Je rappelle aux députés que M. Allmand nous a prévenu que le Comité pourrait bien continuer à étudier le budget principal au mois de juin. En fait, ce budget-là pourrait fort bien être désigné, ce qui nous amènerait jusqu'à la mi-juin et nécessiterait certains changements à notre calendrier de juin. Cela reste à déterminer.

Nous avons deux autres réunions aujourd'hui, une sur l'immigration dans la catégorie famille, qui devait commencer à 11 heures et une autre ce soir à 18h30 sur le budget principal en présence du ministre de l'immigration.

La séance est levée jusqu'à nouvelle convocation du président.



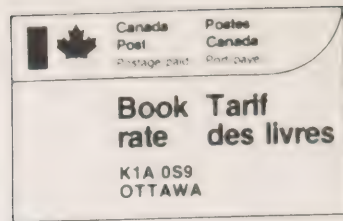












*If undelivered, return COVER ONLY to  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

#### WITNESSES/TÉMOINS

*From the Department of Employment and Immigration:*

John Edwards, Associate Deputy Minister;

Peter Hicks, Executive Director, Canadian Jobs Strategy;

Robert Van Tongerlo, Director, Challenge 86 Program;

Paul Gauvin, Executive Director, Finance and Administration.

*Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:*

John Edwards, sous-ministre associé;

Peter Hicks, directeur exécutif, Programme de la planification de l'emploi;

Robert Van Tongerlo, directeur, Défi 86;

Paul Gauvin, directeur exécutif, Finance et administration.



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 66

Tuesday, May 27, 1986

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 66

Le mardi 27 mai 1986

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

# Labour, Employment and Immigration

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent du*

# Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Order of Reference relating to Family Class  
Immigration

and

Main Estimates 1986-87: Votes 20 and 25 under  
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

CONCERNANT:

Ordre de renvoi concernant l'immigration, catégorie de  
la famille

et

Budget de dépenses 1986-1987: Crédits 20 et 25 sous la  
rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION

APPEARING:

The Hon. Walter McLean,  
Minister of State for Immigration

COMPARAÎT:

L'honorable Walter McLean,  
Ministre d'État (Immigration)

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the  
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,  
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

*Chairman:* Jim Hawkes

*Vice-Chairmen:*

Jean-Pierre Blackburn  
Fernand Jourdenais

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE L'IMMIGRATION

*Président:* Jim Hawkes

*Vice-présidents:*

Jean-Pierre Blackburn  
Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Warren Allmand  
Pauline Browes  
Dan Heap  
Sergio Marchi

John Oostrom  
Peter Peterson  
John R. Rodriguez  
Maurice Tremblay (*Lotbinière*)

(Quorum 6)

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



## MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 27, 1986  
(99)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 11:32 o'clock a.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

*Members of the Committee present:* Jim Hawkes, Dan Heap and John Oostrom.

*Acting Members present:* Alan Redway for Pauline Browes; Andrew Witer for Peter Peterson.

*In attendance: From the Library of Parliament:* Margaret Young, Research Officer. *From the Committee's Research Staff:* Anne-Marie Smart. *From the Office of Sergio Marchi:* Michael Kaczorowski.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Family Class Immigration dated March 13, 1986 (*See Minutes of Proceedings of April 29, 1986, Issue No. 58.*)

The Committee resumed consideration of its draft report to the House of Commons.

At 12:40 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 12:43 o'clock p.m., the sitting resumed.

At 2:11 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

## EVENING SITTING

TUESDAY, MAY 27, 1986  
(100)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 6:35 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

*Members of the Committee present:* Jean-Pierre Blackburn, Jim Hawkes, Dan Heap, Sergio Marchi and John Oostrom.

*Acting Members present:* Bill Attewell for Pauline Browes; Andrew Witer for Peter Peterson.

*Other Member present:* Peter Peterson.

*In attendance: From the Library of Parliament:* Margaret Young, Eric Adams and Kevin Kerr, Research Officers. *From the Committee's Research Staff:* Anne-Marie Smart.

*Appearing:* The Hon. Walter McLean, Minister of State for Immigration.

*Witnesses: From the Department of Employment and Immigration:* J. Bissett, Executive Director, Immigration; R. Girard, Director, Refugee Affairs.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated February 27, 1986 relating to the Main Estimates 1986-1987 (*See Minutes of Proceedings of April 9, 1986, Issue No. 53.*)

The Chairman called Votes 20 and 25 under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION.

## PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 27 MAI 1986  
(99)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 11 h 32, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

*Membres du Comité présents:* Jim Hawkes, Dan Heap et John Oostrom.

*Membres suppléants présents:* Alan Redway remplace Pauline Browes; Andrew Witer remplace Peter Peterson.

*Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement:* Margaret Young, attachée de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Anne-Marie Smart. *Du Bureau de Sergio Marchi:* Michael Kaczorowski.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 13 mars 1986, relatif à l'immigration de la catégorie de la famille. (*Voir Procès-verbaux du 29 avril 1986, fascicule n° 58.*)

Le Comité reprend l'étude de son projet de rapport à la Chambre des communes.

A 12 h 40, le Comité interrompt les travaux.

A 12 h 43, le Comité reprend les travaux.

A 14 h 11, le Comité lève la séance jusqu'à nouvelle convocation du président.

## SÉANCE DU SOIR

LE MARDI 27 MAI 1986  
(100)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 18 h 35, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

*Membres du Comité présents:* Jean-Pierre Blackburn, Jim Hawkes, Dan Heap, Sergio Marchi, John Oostrom.

*Membres suppléants présents:* Bill Attewell remplace Pauline Browes; Andrew Witer remplace Peter Peterson.

*Autre député présent:* Peter Peterson.

*Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement:* Margaret Young, Eric Adams et Kevin Kerr, attachés de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Anne-Marie Smart.

*Comparent:* L'honorable Walter McLean, ministre d'État à l'Immigration.

*Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:* J. Bissett, directeur exécutif, Immigration; R. Girard, directeur, Affaires des réfugiés.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 27 février 1986 relatif au budget des dépenses principal de 1986-1987 (*Voir Procès-verbaux du 9 avril 1986, fascicule n° 53.*)

Le président met en délibération les crédits 20 et 25 inscrits sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION.

The Minister made a statement and answered questions with the witnesses.

On motion of Jean-Pierre Blackburn, it was agreed,—That in relation to its Order of Reference dated Thursday, March 13, 1986 concerning family class immigration, your Committee recommends that the deadline for submitting its report to the House of Commons, be extended from Friday, May 30, 1986 to Friday, June 13, 1986; and

That the Chairman be instructed to present this recommendation to the House of Commons as the Seventh Report of the Committee and seek the concurrence of the House of Commons in the said report.

At 8:49 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le Ministre fait une déclaration, puis lui-même et les témoins répondent aux questions.

Sur motion de Jean-Pierre Blackburn, il est convenu,—Qu'en ce qui concerne son ordre de renvoi du jeudi 13 mars 1986 portant sur l'immigration de la catégorie de la famille, votre Comité recommande que son rapport à la Chambre des communes soit reporté au vendredi 13 juin 1986, au lieu du vendredi 30 mai 1986; et

Que le président reçoive instruction de faire cette recommandation à la Chambre des communes au sujet du Septième rapport du Comité, et d'obtenir que celle-ci approuve ledit rapport.

A 20 h 49, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, May 27, 1986

• 1836

**The Chairman:** Order, please.

This is an auspicious occasion in two ways. In a formal sense it is meeting number 100 of this committee, which makes it an even century in terms of the number of formal meetings we have had in addition to our informal meetings.

We are here this evening for our order of reference, main estimates 1986-87, votes 20 and 25 under Employment and Immigration.

## EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

E—Immigration Program

Vote 20—Operating expenditures .....\$86,691,000

Vote 25—Contributions.....\$33,863,000

**The Chairman:** Appearing with us this evening is the Hon. Walter McLean, the Minister of State (Immigration). With him are Mr. Bissett, the Executive Director, Immigration, and some other people in the background: Mr. Gauvin, the Executive Director of Finance and Administration, and Mr. Girard, Director of Refugee Affairs, are at least two of the members of the Minister's staff whom we have seen before.

I understand that the Minister would like a few minutes to make some opening remarks, and we will move to questions immediately thereafter. Mr. Minister.

**Hon. Walter McLean (Minister of State (Immigration)):** Thank you, Mr. Chairman, for the welcome, and thank you for the welcome to officials here who can help on financial or detailed matters.

It is a pleasure to be here and to elaborate on some of the issues which have arisen since I was appointed to the portfolio of Minister of State (Immigration).

The past 10 months have been both challenging and rewarding. While refugee determination has been of course the focal point of our efforts in these last few months, a number of other initiatives have also occupied my attention. I will seek to flag some of these issues, and members around the table may have some thoughts about those matters. I will welcome not only questions but also some of their observations on things we might be addressing in some of the broader issues.

The estimates reflect our determination to respond effectively to changing realities and deal fairly with issues which must be resolved.

Mr. Chairman, you have already remarked on the anniversary occasion of this meeting, but I think it is appropriate to express again my appreciation to this committee for its thoughtful and innovative contribution to the continuing

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 27 mai 1986

**Le président:** La séance est ouverte.

C'est une occasion propice, pour deux raisons. C'est la centième réunion officielle de ce Comité. Nous avons eu un siècle de réunions officielles, en plus de nos réunions officieuses.

Notre ordre du jour, pour ce soir, est le Budget principal des dépenses 1986-87, crédits 20 et 25, Emploi et Immigration.

## EMPLOI ET IMMIGRATION

E—Programme d'Immigration

Crédit 20—Dépenses de fonctionnement .....\$86,691,000

Crédit 25—Contributions.....\$33,863,000

**Le président:** Nous recevons, ce soir M. Walter McLean, ministre d'État chargé de l'Immigration. Il est accompagné de M. Bissett, directeur exécutif de l'Immigration, et de quelques autres personnes dont M. Gauvin, Directeur exécutif des Finances et de l'administration et M. Girard, Directeur des Affaires des réfugiés, deux collaborateurs du ministre que nous avons déjà rencontrés.

Je comprends que le ministre aimerait avoir quelques minutes pour faire ses remarques d'introduction; nous passerons immédiatement après aux questions. Monsieur le ministre.

**M. Walter McLean (ministre d'État Immigration):** Merci, M. le président, de votre accueil, et merci d'avoir souhaité la bienvenue aux fonctionnaires qui sont venus m'aider en matière financière et pour les détails.

C'est un plaisir d'être ici et de parler de certaines questions qui se sont posées depuis que j'ai été chargé du portefeuille de ce ministère d'État (Immigration).

Ces 10 derniers mois ont été à la fois un défi et une récompense. Naturellement, la définition du statut de réfugié a été l'objet principal de nos efforts ces derniers mois, mais plusieurs autres initiatives ont également retenu mon attention. J'essaierai de signaler certaines de ces questions, et les membres autour de la table pourront y réfléchir. Je serais heureux non seulement qu'ils me posent des questions, mais également qu'ils me fasse part de leurs observations sur des points particuliers que nous pourrions examiner dans le cadre de questions plus larges.

Le Budget des dépenses reflète notre détermination de répondre efficacement aux réalités changeantes et de résoudre équitablement les questions qui se posent.

Monsieur le président, vous avez déjà fait remarquer que cette réunion était une réunion anniversaire, mais je pense qu'il est approprié de remercier encore une fois ce Comité, pour sa contribution judicieuse et innovatrice au dialogue permanent

## [Text]

dialogue on refugee determination in Canada and for the many hours you have devoted to the study of this complex issue. The energy and the determination of you and the members of the committee is evident not only in the impressive record of meetings but also in the constructive approach you have taken in your reports.

Je tiens à remercier encore une fois le Comité pour sa collaboration sérieuse et innovatrice quant au dialogue entrepris sur la reconnaissance, au Canada, du statut des réfugiés, de même que pour les nombreuses heures qu'il y a consacrées à l'examen de cette question complexe.

I should also like to acknowledge the contribution of many groups and individuals appearing before your committee.

Turning first to the question of refugee determination, I am confident that the proposals I recently announced reflect the majority of your ideas and the thinking of a vast majority of Canadians. That does not mean that the debate is closed. There are strongly held positions among some of the non-governmental organizations and advocates which must be addressed. There will be opportunity for us to examine these together once legislative proposals are ready.

• 1840

The fifth report of your committee focused on the proposals made by Rabbi Gunther Plaut for a new refugee determination system. Your committee accepted many of Rabbi Plaut's recommendations and disagreed with others. That same spirit of constructive dialogue has animated the government's position on refugee determination, as we have had before us both Rabbi Plaut's report and your own recommendations, and then a number of recommendations coming from a cross-section of groups in the community; in fact, a very wide spectrum of opinions.

We share the view that there should be a clear separation between immigration considerations and refugee determination. We fully agree that the substance of the refugee claims should be presented at an oral hearing before the decision-making body, and we agree that this oral hearing should be conducted in a non-adversarial format so refugee claims can be heard in an informal and expeditious manner.

We also concur with the committee's proposal that the decision-making panel should consist of two members, with split decisions decided in favour of the claimants. We also agree that oral hearings should be of a high quality and in a non-confrontational setting. Let me emphasize, Mr. Chairman, that it is the quality and not the quantity of reviews that ensures fairness.

We also agree that claimants should be assisted by a refugee officer whose role is purely facilitative, and that the UNHCR can play an important advisory role in the operation of this new process. We concur with the view that members of the NGO community should participate actively in the work of the new decision-making body by providing guidance and orienta-

## [Translation]

sur la définition du statut de réfugié au Canada et pour les nombreuses heures que vous avez passées à étudier cette question complexe. L'énergie et la détermination dont vous-même et les autres membres du Comité avez fait preuve sont démontrées non seulement par le nombre impressionnant de vos réunions, mais également par le caractère constructif de vos rapports.

I would like to express again my appreciation to this committee for its thoughtful and innovative contribution to the continuing dialogue on refugee determination in Canada and for the many hours you have devoted to the study of this complex issue.

J'aimerais également remercier, pour leur contribution, les nombreux groupes et individus qui ont comparu devant votre Comité.

Examinons d'abord la question du statut de réfugié. Je suis persuadé que les propositions que j'ai récemment annoncées reflètent l'essentiel de vos idées et l'opinion de la vaste majorité des Canadiens. Cela ne veut pas dire que le débat soit clos. Certains avocats et certains organismes non gouvernementaux ont exprimé avec vigueur des opinions que nous devons étudier. Nous pourrions les examiner ensemble lorsque les propositions de lois seront prêtes.

Le cinquième rapport de votre Comité mettait l'accent sur les propositions faites par le rabbin Gunther Plaut concernant de nouvelles modalités pour la reconnaissance du statut de réfugié. Votre Comité a retenu de nombreuses recommandations du rabbin Plaut et en a rejeté d'autres. Ce même esprit de dialogue constructif a animé la position du gouvernement sur la détermination du statut de réfugié, car nous avons devant nous le rapport du rabbin Plaut aussi bien que vos propres recommandations et celles de divers groupes sociaux; ce qui représente une gamme très vaste d'opinions.

Nous reconnaissons qu'il faudrait nettement dissocier les considérations d'immigration du statut de réfugié. Nous sommes absolument d'accord pour que les demandes de statut de réfugié soit présentées lors d'une audience devant l'organisme doté du pouvoir de décision, et nous sommes d'accord pour donner à cette audience un caractère non contentieux de manière à permettre une audition officielle et rapide des demandes de statut de réfugié.

Nous sommes également d'accord avec la proposition du Comité, que la décision soit prise par deux membres avec, en cas de partage des voix, décision en faveur du demandeur. Nous sommes également d'accord pour que les audiences soient de haute qualité et dans un environnement non antagoniste. Permettez-moi, monsieur le président, d'insister: c'est la qualité et non la quantité des examens qui assure la justice.

Nous sommes également d'accord pour que les réclamants reçoivent l'aide d'un agent aux réfugiés, à titre purement de soutien, et pour que le Haut-commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés joue un rôle consultatif important dans le fonctionnement de ce nouveau mécanisme. Nous sommes d'accord pour que les organisations non-gouvernementales



[Texte]

tion service to claimants as well as recommendations for appointments to the refugee board.

With respect to the design of this body, which should be clearly independent of the commission, we agree that the new board should be a mix of full-time and part-time members where necessary. Details of the refugee board's design remain to be worked out.

Although there is some divergence on the question of access, I believe agreement is closer than one might think. We support Rabbi Plaut's contention that exclusion and cessation clauses of the United Nations convention should be used to strengthen our existing provisions for dealing with persons who pose a criminal or security threat to Canada.

We also support the contention that persons who have already received durable refugee status in another country should not be entitled to remain in Canada. However, I believe such a decision should be taken only if it has been ascertained by the refugee board that such persons have been provided with this durable protection. But we believe there is a case for going further by making claims inadmissible only if they are made after a set time limit—and we are not fixed on that, but we suggest the possibility of six months—after a previous negative decision or after a removal order. Such claims could be heard, however, in the event of a significant change in circumstances, so that again there remains with the refugee board a flexibility to be responsive.

How these screens are applied and by whom is critical. There is full agreement with the view that the refugees should not be exposed to the risk of being fouled again under any circumstances. For people who are admitted to Canada as visitors, there will be direct access to the refugee board, and a refugee officer or a member of the board will determine access.

There is some concern with the port of entry scenarios. I can assure you that refugees needing our protection will not be denied a hearing.

• 1845

Turning for a moment to the subject of backlog clearance, we fully agree with the committee's view that the existing claims should be dealt with on a case-by-case basis. We have accepted the committee's recommendations for expanded RSAC and CEIC resources during the transition to the new system, and we are considering further measures to streamline existing procedures.

The committee's concern with providing quick and humane processing for genuine refugees in the claims backlog is shared by the government. Backlog clearance will begin on July 15, 1986, and I expect the majority of the eligible claimants will

[Traduction]

participent activement aux décisions du nouvel organisme en fournissant des conseils et un service d'orientation aux demandeurs, ainsi que des recommandations pour les nominations à l'Office des réfugiés.

Quant à la conception de cet Office, qui devrait être clairement indépendant de la Commission, nous sommes d'accord pour que ce nouvel organisme soit constitué par des membres à plein-temps aussi bien que par des membres à mi-temps, lorsque c'est nécessaire. Il nous reste encore à déterminer les détails de cet Office des réfugiés.

Bien qu'il y ait encore certaines divergences de vues sur la question d'accès, je crois qu'un accord est plus proche qu'on le penserait. Nous reconnaissons avec le rabbin Plaut qu'il faudrait utiliser les modalités d'exclusion et de cessation de statut contenues dans la convention des Nations-Unies pour renforcer nos dispositions existantes concernant les personnes qui représentent, pour le Canada, une menace sur le plan de la légalité ou de la sécurité.

Nous pensons également que les personnes qui ont déjà obtenu le statut permanent de réfugié dans un autre pays ne devraient pas avoir le droit de rester au Canada. Cependant, je pense que cette décision ne devrait pas intervenir avant que l'Office des réfugiés ait déterminé que ces personnes ont reçu cette protection durable. Cependant, nous pensons avoir de bonnes raisons d'aller plus loin, en n'admettant les demandes de statut qu'après un certain délai—nous n'avons pas encore déterminé la durée de ce délai, qui pourrait être de six mois—après une décision antérieure négative ou après un ordre d'expulsion. Néanmoins, on pourrait entendre de telles demandes en cas de changements importants de circonstances, de manière à donner à l'Office des réfugiés une souplesse de réponse dans ce domaine également.

La manière dont ces procédures seront mise en oeuvre, et le choix des personnes qui les mettront en oeuvre, sont essentiels. Nous sommes pleinement d'accord sur le fait que les réfugiés ne devraient pas risquer à nouveau l'expulsion dans n'importe quelles conditions. Ceux qui ont été admis au Canada comme visiteurs auront accès direct à l'Office des réfugiés, et un agent responsable des réfugiés ou un membre du Comité déterminera cet accès.

On a exprimé des inquiétudes sur les scénarios concernant les ports d'entrée. Je peux vous assurer qu'on ne refusera pas d'audience aux réfugiés qui ont besoin de notre protection.

Quelques mots maintenant au sujet des demandes en souffrance. Nous sommes totalement d'accord avec le Comité: les demandes existantes devraient être examinées cas par cas. Nous avons accepté la recommandation du Comité d'augmenter les ressources du CCSR et de la CEIC pendant la période de transition au nouveau système, et nous envisageons d'autres mesures pour simplifier les procédures existantes.

Le gouvernement partage la préoccupation du Comité d'avoir un examen rapide et humain des demandes en souffrance des vrais réfugiés. L'examen des demandes en souffrance commencera le 15 juillet 1986, et j'espère que la

## [Text]

be landed within a year; at most, two years. Any claimants who do not qualify for landing under this review, or who filed a claim after May 21, 1986, will receive an expedited refugee determination. This determination will be made by a fast-track process during the interim period, or by a separate division of the new Refugee Board. We now expect the new system to begin operation in the spring of 1987.

I want to emphasize that our shared commitment to resolving the crisis situation in refugee determination is part of the broader commitment of the government, and I know of Parliament, to social justice. Yes, we are determined to make the system simpler and more humane. Yes, we want to protect bona fide refugees. Although it is an immediate response to an immediate situation, we are also determined to maintain consistency with the broad humanitarian principles of flexibility and fairness, which must form the foundation of our Canadian immigration policy.

In this regard, we will also maintain our commitment to dispelling what remains of the lingering myth that immigrants take jobs away from Canadians. The evidence actually indicates that immigrants are not only important to the cultural mosaic, but also have a positive impact on our economy. Promoting a greater awareness amongst Canadians of the economic contribution of immigrants in general can only reinforce the overwhelming acceptance of individual immigrants that already exists in communities across the country. It is with good reason that we are regarded as a nation which personifies tolerance and acceptance; a nation that believes strongly in—indeed, that has been built on—the social contributions of immigrants.

In a more pragmatic context, immigration is now also assuming demographic importance. Our population is declining, or is about to begin to decline, and will continue to do so into the future. Immigration offers a partial solution to the problem of maintaining a strong, productive population base.

More important is the relationship of increased controlled immigration levels to economic growth. As we think of that for a moment, we recognize that demand for Canadian goods and services will expand; and far from taking jobs away from Canadians, increased immigration will create an investment capital pool that will help maintain and create employment opportunities for all Canadians.

Consistent with this belief in immigration as a component of economic development, we are increasing the emphasis on business immigration programs. Business immigration includes our entrepreneurs and our self-employed. We have established, as members will know, a new category of "business immigrant investors", who can contribute to the strength of weaker sectors of the economy through the injection of capital into risk ventures.

In each of these categories, increased levels of experienced business immigrants are being recruited. The contribution an

## [Translation]

majorité des demandeurs admissibles deviendront immigrants reçus en une année, au plus, deux ans. Quant aux demandeurs qui ne sont pas admissibles à l'entrée en vertu de cet examen, ou qui auront rempli leur demande après le 21 mai 1986, la détermination de leur statut de réfugié sera accélérée. Ceci sera fait grâce à une procédure accélérée pendant la période d'interim, ou par une division distincte du nouvel Office des réfugiés. Nous pensons maintenant que le nouveau système commencera à fonctionner au printemps de 1987.

Je me permets d'insister. Si nous nous sommes engagés, avec d'autres, à résoudre la crise provoquée par la détermination du statut de réfugié, c'est parce que d'une façon plus large le gouvernement et, je le sais, le Parlement ont pris parti faveur de la justice sociale. Oui, nous sommes décidés à rendre le système plus simple et plus humain. Oui, nous voulons protéger les réfugiés authentiques. Ce n'est qu'une réponse immédiate à une situation immédiate, mais nous sommes également déterminés à demeurer fidèles aux grands principes humanitaires de souplesse et de justice, qui sont le fondement de notre politique d'immigration canadienne.

A cet égard, nous sommes toujours aussi décidés à dissiper ce qui reste du mythe persistant selon lequel les immigrants prendraient les emplois des Canadiens. On peut démontrer non seulement qu'en fait les immigrants apportent leur participation à notre mosaïque culturelle, mais également qu'ils ont des effets positifs sur notre économie. Si nous faisons mieux connaître aux Canadiens la contribution économique des immigrants en général, nous aiderons nos compatriotes à accepter encore mieux chaque immigrant avec qui ils sont en contact. Notre pays est, à juste titre, le symbole de la tolérance et de l'acceptation; notre nation est considéré comme une nation qui croit très fort dans la contribution sociale des immigrants, en fait qui a été construite par les immigrants.

Sur un plan plus pragmatique, l'immigration a également une importance démographique. Notre population décline, ou va commencer à décliner, et continuera à décliner à l'avenir. L'immigration contribue à maintenir une base de population forte, productive.

Plus importante est la relation qui existe entre l'augmentation contrôlée de l'immigration et la croissance économique. Il suffit d'y penser pour réaliser que l'immigration augmente la demande de biens et de services canadiens et que, loin de retirer des emplois aux canadiens, un accroissement de l'immigration crée un réservoir de capital d'investissement et aide ainsi à maintenir et à créer des possibilités d'emploi pour tous les Canadiens.

Précisément parce que nous croyons que l'immigration est un élément du développement économique, nous mettons l'accent sur les programmes d'immigration pour gens d'affaires. Ces gens d'affaires comprennent les entrepreneurs et des gens à leur compte. Nous avons établi, comme le savent les membres du Comité, une nouvelle catégorie d'immigrants, les «investisseurs», qui devrait contribuer à renforcer les secteurs les plus faibles de l'économie grâce à l'injection de capital dans des entreprises à risque élevé.

Dans chacune de ces catégories, on recrute d'avantage d'immigrants qui ont l'expérience des affaires. La contribution



## [Texte]

expanded business immigrant component can make to private-sector development reflects the broad national economic strategies outlined by the Minister of Finance in February. It also reflects the findings of this standing committee, which recommended to us a substantial increase in the level of business immigration.

I should like to emphasize that these increases will not take place at the expense of refugees or of family reunification. Our policies on refugees will continue to reflect the Canadian tradition of humanitarian concern and fairness.

• 1850

Mr. Chairman, these are the highlights of recent proposals that will occupy our energies in the months ahead. With respect to the refugee claims systems, we have also stated our intention regarding a wide range of other issues such as family reunification, social support mechanisms and employment authorizations. Much remains to be done before the details are fully worked out. And we will, of course, continue to consult closely with your committee and other interested Canadians.

Through the measures I have touched on this evening, we will be reinforcing our humanitarian tradition in the year ahead, while developing new, more relevant responses to changing international attitudinal and economic circumstances.

Legislation based on the proposals I have mentioned will be introduced in the fall. The regulations governing the backlog clearance can be submitted to your committee at a very early date. We have been responding and working from your report and have moved administratively to deal with that. I would hope that, if the committee is so disposed, they might be interested in doing it. That could take place at an early point. Then we could have these regulations come into effect on the announced date of July 15. So presumably we would ask you for your observations some time in the next two weeks or so.

In conclusion, Mr. Chairman, let me say that, since the decision of the Prime Minister to appoint a Minister of State for Immigration, a number of milestones have been recorded. Immigration levels have been raised for the first time in six years. Bill C-55 has been enacted to increase the Immigration Appeal Board's capacity and equalize appeal rights. A new dialogue with the ethnocultural groups has been opened. Plans have been laid to rectify problems in quality of service. I am indebted to the work you are presently doing to assist recommendations in that. Cross-cultural training programs have been established across the department. These are the first in any government department in Canada, I am told, and are being well received at this early stage.

At the same time I know that your committee has brought in major reports on investment, on detention, on refugee determination and the backlog. In the spirit of co-operation

## [Traduction]

qu'une augmentation de l'immigration de gens d'affaires expérimentés peut apporter au développement du secteur privé reflète les stratégies économiques nationales globales exposées par le ministre des finances en février. Elle reflète également les conclusions du Comité permanent, qui nous a recommandé une augmentation substantielle de l'immigration des gens d'affaires.

J'aimerais insister sur le fait que ces augmentations n'auront pas lieu aux dépens des réfugiés ou des immigrants acceptés au nom du principe de la réunion des familles. Nos politiques sur les réfugiés continueront à refléter la tradition canadienne d'humanité et de justice.

Monsieur le président, elles sont les grandes lignes des récentes propositions auxquelles nous consacrerons nos énergies dans les mois qui viennent. Pour ce qui est des modalités concernant la revendication du statut de réfugié, nous avons aussi énoncé notre intention en ce qui a trait à plusieurs autres questions, comme la réunion des familles, les mécanismes de soutien social et les permis de travail. Il reste encore beaucoup à faire avant que tous les détails soient au point. Bien sûr, nous continuerons à prendre conseil auprès de votre comité et d'autres Canadiens intéressés.

Grâce aux mesures dont j'ai parlé ce soir, nous allons consolider notre tradition humanitaire pendant l'année qui vient, tout en élaborant des réponses nouvelles, plus appropriées aux changements qui se produisent dans les attitudes et les conditions économiques à l'échelle internationale.

Le projet de loi inspiré des propositions dont j'ai parlé sera déposé à l'automne. Le règlement sur la liquidation des dossiers en souffrance pourrait vous être soumis beaucoup plus tôt. Nous nous sommes servis de votre rapport et nous avons avancé sur le plan administratif dans ce domaine. J'espère que si le Comité est d'accord, ils seront intéressés à le faire. Cela pourrait être très bientôt. Ainsi le règlement pourrait entrer en vigueur à la date annoncée du 15 juillet. Donc, vraisemblablement, nous devrions vous demander vos observations dans les deux prochaines semaines ou à peu près.

En conclusion, monsieur le président, permettez-moi de dire que depuis que le premier ministre a décidé de nommer un ministre d'État à l'Immigration, un certain nombre d'étapes ont été franchies. Les niveaux d'immigration ont été majorés pour la première fois en six ans. Le projet de loi C-55 a été adopté pour augmenter les ressources de la Commission d'appel de l'immigration et égaliser les droits d'appel. Un nouveau dialogue a été ouvert avec les groupes ethnoculturels. Des plans ont été préparés en vue de corriger les problèmes dans la qualité du service. Je vous suis redevable de ce que vous faites présentement en vue de formuler des recommandations sur ce sujet. Des programmes de formation interculturelle ont également été mis sur pied au ministère. Ce sont les premiers de leur genre dans un ministère au Canada et, d'après ce qu'on me dit, ils sont bien reçus à ce stade-ci.

En même temps, je sais que le Comité a déposé des rapports importants sur les placements, la détention, la reconnaissance du statut de réfugié et l'arriéré de demandes. Dans l'esprit de

[Text]

established through this process, I think we can look forward to the future with confidence.

Mr. Chairman, I had hoped to be able to table tonight notes on your fifth and sixth report by way of reaction, but I do not have the translation completed. I hope to have those available within the next week or so. With the permission of the committee, I might ask if they could be bound as an annex or an addendum to the minutes of the committee. You will see that we have announced proposals in both regards, for refugee determination and the backlog, and have acted on a number or most of these.

Mr. Chairman, these are some introductory comments. We welcome the comments and observations of members.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Minister.

I appreciate the thought about the notes. As the chairperson for the committee, I think the commitment we could make this evening is to receive them as an exhibit as soon as they are ready. Then we would make the decision, having seen them, as to whether they should be appended to the proceedings.

I would point out, for members who were not at our first meeting this morning, there seems to be a very high likelihood that the Leader of the Opposition will name the votes before this committee as the votes to be extended for an additional two weeks into June. If we are examining the estimates for a two further weeks, that might give us another occasion to use those notes. If they could come to us as quickly as possible fully translated, it could be useful to committee members if we have one or two more sessions on main estimates related to immigration.

• 1855

We have a quorum and your Chairman has a slight problem. Mr. Peterson is a normal member of the committee but the paperwork tells us that Mr. Witer has replaced him and both are present. So when it comes to voting I think legally the vote belongs to Mr. Witer rather than Mr. Peterson. There is a normal practice in the committee to allow all members of Parliament who come an opportunity to ask questions but I simply point out that the clerk has informed me that that is the membership situation at the moment.

**Mr. Heap:** You are saying that Mr. Peterson is abnormal.

**The Chairman:** Mr. Witer is abnormally replacing normal Mr. Peterson, if we could go back the other way.

If I can take a moment of members' time. The second meeting today was on the family class reference and it is clear that we will not have that document finalized and translated by the May 30, which is our reference. Members have in front of them a report to the House requesting an extension to June 13. If somebody could move that motion, second it we could pass it quickly, and then your Chairman can try to get it through the House before this week is out so that we are in a legal position.

[Translation]

collaboration que ce processus a permis de créer, je pense que nous pouvons regarder vers l'avenir avec confiance.

Monsieur le président, j'avais espéré pouvoir déposer ce soir des notes sur vos cinquième et sixième rapports, mais la traduction n'en est pas terminée. J'espère qu'elles seront prêtes d'ici une semaine. Avec la permission du Comité, j'aimerais demander qu'elles soient jointes en annexe ou en addendum au procès-verbal. Vous verrez que nous avons annoncé des propositions sur ces deux sujets, la reconnaissance du statut de réfugié et l'arriéré des demandes, et que nous avons donné suite à certaines ou à la plupart d'entre elles.

Monsieur le président, c'étaient là quelques remarques préliminaires. Nous serons heureux d'entendre les commentaires et observations des membres.

**Le président:** Merci, monsieur le ministre.

Je vous remercie d'avoir pensé aux notes. À titre de président du Comité, je pense que nous pouvons nous engager ce soir à les recevoir comme pièces dès qu'elles seront prêtes. Ensuite, les ayant vues, nous déciderons s'il convient de les annexer au procès-verbal.

J'aimerais remarquer, à l'intention de ceux qui n'ont pas assisté à notre première réunion ce matin, qu'il semble fort probable que le chef de l'opposition désignera les crédits déposés au Comité comme des crédits à prolonger pour deux autres semaines en juin. Si nous étudions les prévisions budgétaires pendant deux autres semaines, nous pourrions avoir l'occasion d'utiliser ces notes. Si vous pouvez nous les faire parvenir, traduites, le plus rapidement possible, elle pourraient nous être utiles si nous tenons une ou deux séances de plus sur le budget général des dépenses de l'immigration.

Nous avons le quorum, et votre président a un léger problème. Monsieur Peterson est membre du Comité, mais d'après nos dossiers, c'est monsieur Witer qui le remplace, et tous deux sont présents. Donc, lorsque nous en viendrons au vote, je pense que, légalement, c'est M. Witer qui devrait voter plutôt que M. Peterson. Nous avons l'habitude au Comité de donner à tous les députés qui se présentent l'occasion de poser des questions; je signale simplement que le greffier vient de me dire que c'est la situation dans laquelle nous sommes en ce moment, pour ce qui est des membres.

**M. Heap:** Vous dites que M. Peterson est anormal?

**Le président:** Si je puis tourner les choses autrement, je dirai que M. Witer remplace anormalement M. Peterson.

J'aimerais prendre une minute de votre temps. La deuxième réunion aujourd'hui portait sur la catégorie de la famille, et il est clair que ce document ne sera pas terminé et traduit avant le 30 mai, comme il devait l'être. Vous avez devant vous un rapport à la Chambre demandant une prolongation jusqu'au 13 juin. Si quelqu'un pouvait faire cette proposition et la seconder, nous pourrions l'adopter rapidement, et alors votre président pourrait essayer de la faire passer à la Chambre avant la fin de la semaine, pour que nous soyons dans la légalité.



[*Texte*]

**Mr. Blackburn:** I so move.

**Mr. Oostrom:** I second the motion.

**The Chairman:** Now is there any discussion on that motion?

**Mr. Heap:** So you are trying to get it through before the week is out?

**The Chairman:** Our reference expires on the May 30, which is effectively Friday. I do not think we will have a fully translated version, even after our meeting on Thursday. This would ask the House to extend our reference to June 13. I think we may be able to do it sooner than that, but that gives us a little extra leeway in case we cannot.

Motion agreed to

**The Chairman:** Okay. The order that your Chairman has arranged for the questioning was the order in which members came to the meeting this evening. It would be Mr. Marchi first, Mr. Heap second, Mr. Blackburn, Mr. Oostrom, Mr. Witer and Mr. Attewell. so i will kick off with a ten-minute round and if members can be as focused as possible, I am sure we will get some time for a second round as well.

**Mr. Marchi:** Thank you, Mr. Chairman and a word of welcome to our Minister.

I would like to concentrate, perhaps naturally enough, on the new refugee determination policy as announced by the Minister. There are two sets, I guess, to the equation when you break it down in its rough terms. Firstly there is the backlog. It has been stated by the Minister repeatedly that he wished to save time, cost and certainly protect the fairness of the system. I am just wondering, in looking simply at the backlog of claimants, some 22,000 roughly, how a case-by-case is going to save time, cost and inject fairness.

One of the things the standing committee had recommended as well was that there would be a threshold or a cut-off; that individuals in this country three years or over be granted the opportunity to apply, and that those individuals less than three years would go through the normal route. I would tend to favour that, in that it would be a comprehensive type of policy with respect to that threshold. It would be very efficient in terms of expediting cases. I think the costs would be minimal, but more importantly the fairness would be the same for everyone. I perceive that a case by case analysis goes against the gist of all those three factors, and how can we expect the 22,000 or so to be done within a year, as you have alluded to earlier.

**Mr. McLean:** Well, I thank Mr. Marchi for the question. We wrestled with the question of the backlog and also the questions of, I suppose, the fundamental principle of case by case, which is really the fundamental concern of both the refugee and of all of our immigration decision making. One of the concerns is that the moment you put one factor as the sole factor, you then move to the concept of an amnesty for a group within that particular period. I think the hon. member would

[*Traduction*]

**M. Blackburn:** J'en fais la proposition.

**M. Oostrom:** Je seconde la proposition.

**Le président:** Y a-t-il des discussions sur cette motion?

**M. Heap:** Vous essayez de la faire passer avant la fin de la semaine?

**Le président:** Notre mandat se termine le 30 mai, c'est-à-dire vendredi. Je ne pense pas que nous ayons une version entièrement traduite, même après notre réunion de jeudi. Nous demanderions alors à la Chambre une prolongation jusqu'au 13 juin. Je pense que nous serons capables de terminer plus tôt, mais nous aurons une marge de sécurité un peu plus grande si nous ne le pouvons pas.

La motion est acceptée.

**Le président:** D'accord. L'ordre dans lequel votre président a prévu les questions correspond à l'ordre dans lequel les membres sont arrivés ce soir. Ce sera donc d'abord M. Marchi, M. Heap ensuite, puis M. Blackburn, M. Oostrom, M. Witer et M. Attewell. Nous allons commencer par un tour de dix minutes et, si vous pouvez être aussi précis que possible, je suis certain que nous aurons le temps de faire un deuxième tour.

**M. Marchi:** Je vous remercie, monsieur le président, et je souhaite la bienvenue à notre ministre.

J'aimerais m'arrêter, assez naturellement peut-être, à la nouvelle politique sur la reconnaissance du statut de réfugié que le ministre a annoncée. Il y a, je pense, deux membres dans l'équation quand on la ramène à sa plus simple expression. D'abord, il y l'arriéré des demandes. Le ministre a dit à maintes reprises qu'il souhaitait économiser du temps et de l'argent, et, bien sûr, garantir l'impartialité du système. Je me demande, en regardant simplement le nombre de dossiers en souffrance, 22,000 environ, comment on pourra, en les traitant cas par cas, économiser du temps et de l'argent et garantir l'impartialité.

Le Comité permanent avait aussi recommandé, entre autres choses, qu'on détermine un certain seuil ou un point-repère, que ceux et celles qui sont au pays depuis trois ans ou plus soient autorisés à faire une demande, et que ceux qui sont ici depuis moins de trois ans suivent la voie habituelle. J'aurais tendance à favoriser cette solution, qui constituerait une politique globale relativement à ce point-repère. Ce serait très efficace pour traiter rapidement les dossiers. Je pense que les coûts seraient minimes et, ce qui est encore plus important, que le système serait juste pour tout le monde. Il me semble qu'une analyse cas par cas irait à l'encontre de l'essentiel de ces trois facteurs, et comment pouvons-nous espérer que les 22,000 ou à peu près seront traités d'ici un an, comme vous l'avez mentionné plus tôt.

**M. McLean:** Eh bien, je remercie M. Marchi de cette question. Nous nous sommes débattus avec la question de l'arriéré et aussi avec celle, je suppose, du principe fondamental du cas par cas, qui est vraiment la question fondamentale dans les décisions ayant trait tant aux réfugiés qu'à tout le domaine de l'immigration. Ce qui nous inquiète, entre autres, c'est que à partir du moment où vous considérez un facteur comme le seul facteur, vous vous acheminez vers le principe

[Text]

concur that in administrative terms, one of the factors we have to look at has to do with the question of health.

• 1900

Therefore part of that administrative clearance—many of these people who are already there... this process is under way to a certain extent.

But if you are looking at and taking refugee concerns, there are a number of people in the stream from refugee-producing countries, and there are others who, for a number of humanitarian considerations... the best thought was that we not be tied to any one criterion, and not be in a position where we are excluding people... for example, there may well be people from refugee-producing countries who have been here under three years, but I do not think you would want us to exclude them.

**Mr. Marchi:** But again, if the system is in place—and I will touch on that later—if a new system is in place, then surely those people under three years would have a fair shot at it.

But I was not saying an amnesty. I think your program amounts to more of a general amnesty, if you will, than mine. I said, or the committee said, that if they are here over three years, they have an opportunity to apply for landed immigrant status upon the immigration criteria that every immigrant faces across the globe; with the exception, of course, that if an individual has been here three, four, five years, that adaptability process obviously would count for something. But I think that system would be farther away from amnesty than your case-by-case.

**Mr. McLean:** Well, I think one of the factors we have triggered—and this is the reason I am suggesting that you may have, before we lock in on those provisions, some observations to help us in developing the guidelines for weighing for those who take on this responsibility—one of our concerns was not to get locked in on any one factor. We wanted to have a look at the humanitarian concerns, the question of the amount they have settled in, which you have just figured on, the question of their general suitability, and the whole family range of humanitarian concerns.

**Mr. Marchi:** That is encouraging.

**Mr. McLean:** I think we are fundamentally on the same wavelength. The real question was how, at the same time, to assure the public that... and I think you and I recognize that across the public, without being alarmist, there are concerns that we are not just, without some procedures to monitor it, letting either criminal- or health-concern elements in.

So what you suggest... I hear you saying that if we were applying those criteria, that might be one sort of frame of reference we could—

[Translation]

d'une amnistie pour un groupe pendant une période donnée. Je pense que l'honorable membre conviendra avec moi que, sur le plan administratif, un des facteurs que nous devons considérer a quelque chose à voir avec la question de la santé.

Par conséquent, une partie de cette liquidation administrative—plusieurs personnes qui sont déjà là... ce processus est en marche jusqu'à un certain point.

Mais si on tient compte des inquiétudes des réfugiés, il y a un certain nombre de gens qui proviennent des principaux pays sources de réfugiés, et il y a en a d'autres qui, pour un certain nombre de motifs humanitaires... Nous voulions éviter d'être liés par un seul critère et de nous trouver dans une situation où nous excluons des gens... Par exemple, il pourrait très bien y avoir des gens des principaux pays sources qui sont ici depuis moins de trois ans, mais je ne pense pas que vous voudriez qu'on les exclue.

**M. Marchi:** Mais encore une fois, si le système est en place—et j'en parlerai plus tard—si un nouveau système est en place, alors les gens qui sont ici depuis moins de trois ans auraient certainement de bonnes chances...

Mais je ne parlais pas d'amnistie. Je pense que votre programme équivaut davantage à une amnistie générale que le mien. J'ai dit, ou le Comité a dit, que s'ils sont ici depuis plus de trois ans, ils ont la possibilité de demander le statut d'immigrant reçu, d'après les critères de l'immigration qui s'appliquent à tout immigrant partout dans le monde; sauf que, bien sûr, si une personne est ici depuis trois, quatre ou cinq ans, le processus d'adaptation compterait évidemment pour quelque chose. Mais je pense que ce système est beaucoup plus loin de l'amnistie que votre analyse cas par cas.

**M. McLean:** Eh bien, je pense qu'un des facteurs que nous avons déclenchés—et c'est la raison pour laquelle je dis que vous avez peut-être, avant que nous arrêtions ces dispositions, des observations qui pourraient nous aider à élaborer les lignes directrices sur la façon de pondérer pour ceux qui assument cette responsabilité—nous voulions entre autres ne pas nous enfermer dans un seul facteur. Nous voulions jeter un coup d'oeil aux considérations humanitaires, à la question du montant fixé, que vous venez de calculer, à la question des qualités personnelles et à tout l'aspect familial des considérations humanitaires.

**M. Marchi:** C'est encourageant.

**M. McLean:** Je pense que nous sommes essentiellement sur la même longueur d'ondes. La véritable question était de savoir comment, en même temps, assurer la population que... et je pense que vous reconnaîtrez comme moi que, dans la population, sans être alarmiste, on craint que nous ne tenions pas seulement compte, s'il n'y a pas de modalités de surveillance, des éléments criminels ou des questions de santé.

Donc vous proposez... Je vous entends dire que si nous appliquons ces critères, ce pourrait être une sorte de système de référence que nous pourrions...



[Texte]

**Mr. Marchi:** When you apply for landed immigrant status, obviously the medical and security are two of the key principles. But again, it is encouraging to note that you are still open to the possibility of changes. As well, I think it needs to be fleshed out in terms of which criteria . . . especially if it is going to be case by case, because it does not denote a comprehensive same-type of policy for everyone. It denotes an individual-by-individual case. I think that system is going to be somewhat more fair if we say, look, this is the comprehensive thrust.

But I would like to spend some of my remaining minutes also on the new determination process, because I think the media, since that leakage Tuesday morning, has simply focused on this quasi-amnesty program on the backlog. I think a great number of Canadians, although they are beginning to vocalize their concern . . . there are some very serious concerns, in my estimation, with the new determination process.

The conference over the weekend in Toronto, the Standing Conference of Canadian Organizations for Refugees, certainly pointed it out with a motion of non-confidence, simply because, I think, if anyone has been involved in the consultative process over the last number of years . . . I should also point out that a number of elements in your policy are certainly progressive and they have moved in the right direction. However, some of the pillars of that consultative process, to a large number of individuals, were betrayed; namely the appeal, the absence of any mention in your statement or backgrounder of the position of legal counsel, and thirdly, access.

On those three points, I would like first to ask on the appeal question because it has been attributed by you in the House that this appeal was one of the things the Plaut and the committee reports suggested. We need to correct that and we need to do that now. The committee suggested the appeal route you chose, largely the government members because there were two dissenting minority reports that suggested different versions. Our Liberal minority report was simply a version of Plaut's (c) model, which he preferred, and that suggests a separate appeal body, because it was felt, and rightfully so, that the Federal Court of Appeal is not the right body to be dealing with refugee matters. It sees a small, small minority, perhaps below 10%, of the cases; it does not allow for the individual to come forward personally; it does not allow for the UNHCR to make submissions; it does not allow new factual information.

Every witness has pointed out that we need to have a strong appeal system. They have seen that the determination process was only as good as your appeal.

[Traduction]

**M. Marchi:** Quand on demande le statut d'immigrant reçu, évidemment les questions de santé et de sécurité sont deux principes fondamentaux. Mais encore une fois, il est encourageant de savoir que vous n'écarterez pas la possibilité de changements. De même, je pense qu'il faut préciser quels seront les critères . . . en particulier si l'étude doit être faite cas par cas, parce que cela ne dénote pas une même politique générale pour tout le monde. Cela dénote une analyse de cas personne par personne. Je pense que ce système sera un peu plus juste si nous disons: voilà, c'est cela l'objectif général.

Mais j'aimerais aussi passer quelques minutes du temps qui me reste sur la question du nouveau processus de reconnaissance parce que, d'après moi, depuis la fuite de mardi matin, les médias se sont seulement arrêtés à ce programme de quasi-amnistie pour ceux qui avaient déjà fait une demande. Je pense qu'un grand nombre de Canadiens, bien qu'ils commencent à faire connaître leur inquiétude . . . il y a d'après moi des éléments très inquiétants en ce qui a trait au nouveau processus de reconnaissance.

La conférence qui a eu lieu en fin de semaine à Toronto, celle du Comité permanent des organismes canadiens au service des réfugiés, l'a certainement fait remarquer par sa motion de non-confiance, simplement parce que, je pense, quiconque a participé au processus de consultation depuis quelques années . . . Je devrais aussi souligner qu'un certain nombre d'éléments de votre politique sont certainement progressistes et qu'ils nous ont fait avancer dans la bonne direction. Cependant, certains piliers de ce processus de consultation, pour un grand nombre de personnes, ont été trahis; ce sont l'appel, l'absence de toute mention dans votre déclaration ou dans les éléments d'information que vous avez donnés de la situation du conseiller juridique, et troisièmement, l'accès.

Sur ces trois points, j'aimerais d'abord m'arrêter à la question de l'appel, parce qu'il semble que vous avez dit à la Chambre que cet appel était une des choses que le rapport Plaut et le rapport du comité avaient proposée. Nous devons corriger cela et nous devons le faire maintenant. Le Comité a proposé le mécanisme d'appel que vous aviez choisi, surtout les membres qui font partie du gouvernement parce qu'il y avait deux rapports minoritaires proposant des versions différentes. Le rapport minoritaire des Libéraux, le nôtre, était simplement une version du modèle (c) de Plaut, qu'il préférerait, et cela laisse entrevoir un organisme d'appel distinct, parce que nous croyions à juste titre que la Cour fédérale d'appel n'est pas l'organisme qui convient pour traiter des questions qui concernent les réfugiés. Elle n'entend qu'une très, très faible proportion des causes, moins de 10 p. 100 peut-être; elle ne permet pas aux intéressés de comparaître eux-mêmes; elle ne reçoit pas de communication du Haut-Commissariat des Nations Unies, ni de nouvelles données de fait.

Tous les témoins ont souligné que nous avons besoin d'une très bonne procédure d'appel. Ils ont vu que le processus de reconnaissance ne vaut que ce que vaut votre appel.

[Text]

I wonder why the appeal to the Federal Court on leave has been abandoned when you know that, for all intents and purposes given the past, if the person fails the Refugee Board then he is as good as deported.

**Mr. McLean:** I can sense already one of the communications pieces of work about the new system is to get our mind out of the adversarial mould and the model of appeal and appeal. In working through and looking and wrestling with this question of how you have public confidence that you will minimize the possibility of sending anyone to their death, we have wrestled with how best to do that.

The committee obviously wrestled with it itself and spent some time looking at whether that non-adversarial model... which is geared in entering the tribunal in favour of the claimant instead of either being in neutral or geared through the adversarial mould to be opposed.

So if we begin to have a look—and let me address the issue you raised of legal counsel—the question is that there certainly is availability of legal counsel for the—

**Mr. Marchi:** At what stage in your diagram?

**Mr. McLean:** Immediate. The model is built on the intent to facilitate the claimant. A claimant, if we take a look, at least from our understanding of a refugee arriving, has rights. We are here to protect those rights.

**Mr. Marchi:** Will he have legal counsel when he is examined by the immigration officer?

**Mr. McLean:** The question of being “examined by the immigration officer” is your words. That is not my intention. Are you advocating that?

**Mr. Marchi:** It is your word on page 6: “the claimant is examined by an immigration officer...”

**Mr. McLean:** Let me interpret the word “examined” then. If the details are taken from what you call the preliminary examination—by that I mean who you are and what you are about—and thereafter you indicate in that process that you are here to claim to be a refugee, the facilitating of your introduction to the refugee structure then begins.

This is what I said in my opening remarks: With that we are now working out with the refugee groups and others who have been concerned how in an effective partnership we can immediately work through that period before they first appear before a refugee panel.

One will be that they will make their claim to the Refugee Board in the form of the panel and will have a facilitator, a refugee officer or a counsellor. They will be entitled to get their own legal counsel, and we are looking now at the provisions either through legal aid or, as someone has pointed out... where it does not exist how that can be bridged.

[Translation]

Je me demande pourquoi l'appel à la Cour fédérale sur autorisation a été abandonné, quand on sait que, en fait, dans le passé, ceux qui étaient refusés par le comité de reconnaissance étaient à toutes fins pratiques expulsés.

**M. McLean:** Je vois déjà qu'il faudra, pour ce qui est des communications à propos du nouveau système, nous sortir l'esprit de ce moule antagoniste, du modèle des appels après appels. En étudiant cette question et en nous débattant avec cette question de savoir comment amener le public à croire que nous réduirons la possibilité d'envoyer qui que ce soit à une mort certaine, nous nous sommes demandés quel était le meilleur moyen de le faire.

Le Comité s'est de toute évidence débattu lui-même avec cette question et a passé un certain temps à se demander si ce modèle non antagoniste... ce modèle qui veut qu'on entre au tribunal en faveur du requérant, plutôt que neutre ou, d'après le modèle antagoniste, prêt à s'opposer à lui.

Donc si nous commençons à considérer—et laissez-moi répondre à la question du conseiller juridique, que vous avez soulevée—la question est qu'on peut certainement avoir recours aux services d'un conseiller juridique pour...

**M. Marchi:** À quelle étape dans votre diagramme?

**M. McLean:** Tout de suite. Le modèle est construit de façon à rendre les choses plus faciles pour le requérant. Le requérant, si nous y jetons un coup d'oeil, au moins d'après ce que nous comprenons de la situation d'un réfugié qui arrive ici, a des droits. Nous sommes ici pour protéger ces droits.

**M. Marchi:** Sera-t-il accompagné d'un conseiller juridique lorsqu'il sera examiné par l'agent d'immigration?

**M. McLean:** C'est vous qui dites «examiné par l'agent d'immigration». Ce n'est pas mon intention. Est-ce ce que vous préconisez?

**M. Marchi:** C'est vous qui le dites, à la page 6 : «le requérant est examiné par un agent d'immigration...».

**M. McLean:** Laissez-moi alors expliquer le mot «examiné». Si les détails sont pris au moment de ce que vous appelez l'examen préliminaire—et par cela je veux dire qui vous êtes et qu'est-ce que vous faites ici—et que par après vous précisez que vous êtes ici pour revendiquer le statut de réfugié, c'est là qu'on commence à faciliter votre introduction dans la structure prévue pour les réfugiés.

C'est ce que j'ai dit dans mon préambule : À ce propos, nous travaillons maintenant avec les groupes de réfugiés et d'autres pour savoir comment, par une association efficace, nous pouvons immédiatement les aider pendant cette période avant qu'ils se présentent pour la première fois devant un jury.

Par exemple, ils présenteront leur demande à un jury du comité de reconnaissance et ils seront accompagnés d'une personne qui leur facilitera la tâche, un agent représentant les réfugiés ou un conseiller juridique. Ils auront le droit de recourir aux services de leur propre conseiller juridique, et nous étudions maintenant les dispositions, soit par l'aide juridique ou, comme quelqu'un l'a souligné... là où cela n'existe pas comment on peut remédier à la situation.



## [Texte]

So the concept is to assume that we are dealing with a bona fide refugee.

• 1910

**Mr. Marchi:** It is not very clear at the beginning, and I am using your words: "... when an Immigration Officer examines". But I would like to ask you in my last minutes why you chose the Federal Court of Appeal. Why do you favour the Federal Court of Appeal for the first appeal to a refugee claimant? Why not a specialized structure?

**Mr. McLean:** I think, Mr. Chairman, if I could just continue for a second to say that if you are assuming an adversarial system, then, on the merits of it, you are assuming... We are now in the midst of a process that is broken down with claim and counter-claim in the sense of an adversarial system of appeals. We are seeking to facilitate a refugee, who has rights under the convention; in a non-adversarial and supportive way encourage that person to be able to tell his story.

**Mr. Marchi:** I agree with that as well. All I am asking you is if in a non-adversarial situation the Refugee Board in their wisdom turns down the applicant, in a purely non-adversarial role, why not strengthen the appeal for that claimant? If the Refugee Board was very correct, then I would think that specialized body of appeal, unless there is new evidence, will be very quick to substantiate the non-adversarial decision. If it is not though, you are at least allowing for new evidence, a personal appeal, a UNHCR submission, again within a non-adversarial structure.

I agree with that. But there are going to be cases, Mr. Minister, where the first board will turn down that individual and I would like to think that individual at least has the benefit of the doubt of a strong appeal before getting deported. That is all.

**Mr. McLean:** Let me say that the committee recommended in its reports that a second review on merit is unnecessary. One has to look at that to try to see whether the point that you make... address the public perception and the reality of the possibility of an injustice being done. One has to look at the context in which the testimony is being facilitated and allow flexibility to the panels. If a person is traumatized, has come through an earth shattering experience, and the panel decides they need more time, then, once they have started the process, they can adjourn and get the necessary facility to assist.

After all, the split-decision goes in favour of the claimant. There is a facility to tell the story, and we are working now with the United Nation's High Commissioner to determine what kind of observer or monitoring role might be played. So if there were perceived the kinds of concerns that you have—we will want to be able to assure ourselves that in the eventuality, on the merits of the case, that something has been missed, there could be a signal from the observer to the Minister that a second panel... We are working through what might happen,

## [Traduction]

Donc nous supposons en principe que nous avons affaire à des réfugiés authentiques.

**M. Marchi:** Ce n'est pas très clair au début, et je reprends vos paroles: «... quand un agent d'immigration examine.» Mais j'aimerais vous demander, puisque le temps passe, pourquoi vous avez choisi la Cour fédérale d'appel. Pourquoi préférez-vous la Cour fédérale d'appel pour le premier appel d'une personne qui revendique le statut de réfugié? Pourquoi pas une structure spécialisée?

**M. McLean:** Je pense, monsieur le président, si je puis me permettre de continuer une seconde—si on suppose un schéma d'antagonisme, alors, en toute objectivité, on devra supposer... Nous sommes au beau milieu d'un processus qui tombe constamment en panne à cause des demandes et des contre-demandes, un schéma antagoniste d'appels. Nous essayons de faciliter la tâche aux réfugiés, qui ont des droits en vertu de la convention; sans hostilité, nous essayons de les appuyer et de les encourager à raconter leur histoire.

**M. Marchi:** Je suis d'accord avec cela aussi. Tout ce que je vous demande, c'est—si dans un régime qui n'est pas antagoniste, le comité de reconnaissance dans sa sagesse rejette la demande, sans hostilité aucune, pourquoi ne pas consolider la procédure d'appel pour le requérant? Si le comité de reconnaissance avait raison, je pense que cet organisme spécialisé d'appel, à moins qu'on ne présente de nouveaux faits, entérinera très rapidement la décision du comité de reconnaissance. Sinon, on permet au moins de présenter de nouvelles preuves, un appel en personne ou une communication du Haut-Commissariat encore une fois à l'intérieur d'une structure non antagoniste.

Je suis d'accord avec cela. Mais il y aura des cas, monsieur le ministre, où le premier comité rejettera la requête, et j'aimerais penser que cette personne a au moins le bénéfice du doute et la possibilité d'interjeter appel avant d'être expulsée. C'est tout.

**M. McLean:** Permettez-moi de dire que le Comité a estimé dans son rapport qu'un deuxième réexamen n'est pas nécessaire. Il faut en tenir compte pour essayer de savoir si ce à quoi vous voulez en venir... s'occuper de ce que la population pense et du fait qu'il est probable qu'il y a des injustices. Il faut tenir compte du contexte dans lequel on facilite le témoignage et accorder une marge de manoeuvre aux jurys. Si la personne est traumatisée, si elle vient de vivre une expérience bouleversante, et que le jury décide qu'il lui faut plus de temps, alors une fois que le processus est amorcé, il peut suspendre les travaux et obtenir l'aide nécessaire.

Après tout, lorsque les avis sont partagés, la décision penche en faveur du requérant. Il lui est possible de raconter son histoire, et nous travaillons maintenant avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour déterminer quel genre de rôle d'observation ou de surveillance il peut jouer. Donc, si le genre d'inquiétudes que vous avez—nous voudrions être capables de nous assurer que dans l'éventualité où, à l'étude du cas, on aurait manqué quelque chose, l'observateur pourrait signaler au ministre qu'un deuxième jury... Nous étudions ce qui

## [Text]

that there could be a review without going into appeals and appeals.

We are just now at the process where we have seen the result. It is going to be a costly exercise—millions and millions of dollars—of a system which had appeal upon appeal upon appeal. The government, when looking at the situation, said that they wanted to be absolutely generous, but also wanted a minimal risk for tying up the whole system. How can we do that and meet the target that you have just described to me, which is to have that sober second thought in the event that something was missed?

If it is on legal terms, and the board is not performing according to its mandate, then there is an appeal to the Federal . . . by leave, on the legal aspects of it.

**The Chairman:** Mr. Marchi, you have really gone a long way past the 10. There will be another round.

**Mr. Heap:** I was going to ask you, Mr. Chairman, how much time I have.

**The Chairman:** I am going to give you 15 to start with. This will balance the books. I would like to put two things on the record.

The committee's understanding about the role of the Federal Court in Canadian jurisprudence is that any tribunal, whether we are talking about the CRTC or whatever, the decision must be reviewable by the Federal Court.

• 1915

So there can be more than one level. But even in the present system you will note that the Federal Court is in it; and that is because the Canadian legal system has that particular court as the court which reviews tribunals and the way they go about their business. That was the information I think available to us as a committee when we looked at that issue: it is an inescapable reality of Canadian jurisprudence.

The other thing I would just like to put on the record is the three-year provision Mr. Marchi brought up. The committee was very mindful of the fact that it probably would take two years to clear up a backlog, and that would make everybody who had been in the backlog on the magic day one year or longer fear for three years by the time you got to them. So we were conscious of that point of the rather rapid increase in backlog that was starting to happen, which was unlike the situation that had been there before, and we wanted to make the more normal situation reviewable on length of time in Canada; because you could judge whether they were adapting well or not. So there was a sense that three years in some sense was really one year.

I remembered those discussions and just wanted to put that out there.

**Mr. Heap:** I want to credit the Minister, as I did on Wednesday, with at least five major points for which not only the committee but the witnesses before the committee strongly asked. Those are appreciated very much. I would also credit the

## [Translation]

pourrait se produire—il pourrait y avoir réexamen sans qu'on ait à faire appel après appel.

Nous en sommes maintenant à l'étape où nous avons vu le résultat. Ce sera un exercice coûteux—des millions et des millions de dollars—d'un système où l'on a eu sans fin appel après appel. En regardant la situation, le gouvernement a dit qu'il voulait être tout à fait généreux, mais qu'il voulait aussi éviter le plus possible de bloquer le système. Comment pouvons-nous le faire et réaliser l'objectif que vous venez de me décrire, qui est d'avoir la possibilité de revenir sérieusement sur une décision dans l'éventualité où on a manqué quelque chose?

S'il s'agit de questions juridiques et que le Comité n'agit pas conformément à son mandat, on peut interjeter appel sur autorisation . . . sur les aspects juridiques.

**Le président:** Monsieur Marchi, vous avez vraiment dépassé vos 10 minutes. Il y aura autre tour.

**M. Heap:** J'allais vous demander, monsieur le président, combien de temps j'ai à ma disposition.

**Le président:** Je vais vous donner quinze minutes pour commencer. Cela équilibrera les comptes. J'aimerais souligner deux choses.

D'après le Comité, le rôle de la Cour fédérale dans le système judiciaire canadien est que, quel que soit le tribunal, le CRTC ou un autre, ses décisions doivent pouvoir être réexaminées par la Cour fédérale.

Il peut donc y avoir plus d'un palier. Mais vous remarquerez que la Cour fédérale fait partie même du système actuel, parce que le système judiciaire canadien a prévu que cette cour serait celle qui examine les tribunaux et la façon dont ils mènent leurs affaires. Ce sont, je pense, les renseignements qu'on nous a donnés, au Comité, lorsque nous avons étudié cette question; c'est une réalité inéluctable du droit canadien.

L'autre chose que j'aimerais seulement mentionner, c'est la question des trois ans dont M. Marchi a parlé. Le Comité était très conscient du fait qu'il faudrait probablement deux ans pour se prononcer sur les dossiers en souffrance, et que, de cette façon, tous ceux dont la demande serait le jour magique en souffrance depuis un an ou plus craindraient qu'il s'écoule trois ans avant qu'on arrive à leur demande. Nous étions donc conscients de cette augmentation assez rapide de l'arriéré des demandes qui commençait à se produire, contrairement à ce qui s'était produit auparavant, et nous voulions que la situation soit réexaminée plus normalement en fonction de la durée du séjour au Canada; parce qu'ainsi on peut juger s'ils se sont bien adaptés ou non. Donc, d'après nous, trois ans équivalaient en un sens à un an.

Je me suis souvenu de ces discussions et j'ai simplement voulu les rappeler ici.

**M. Heap:** J'aimerais, comme je l'ai fait mercredi, souligner ce que le ministre a fait relativement à au moins cinq points importants que non seulement le Comité mais aussi les témoins qu'il a entendus avaient fermement demandés. Nous vous en



## [Texte]

Minister with having to stick-handle a very difficult, perhaps unusually difficult, piece of legislation, in which, because of the stakes he has referred to, the possibility of life being at stake, feelings run high on both sides. I am glad we have this chance to talk in a more relaxed setting than has usually been available, and I hope there will be more of it.

Particularly I am glad he has specified that there will be opportunity both to review the legislation and to review the regulations—regulations, policy guidelines; whatever it is that governs the handling of the backlog.

I notice that July 15 being the date, I assume, of operation . . . I assume if these things are gazetted, they must be gazetted 30 days before.

**Mr. McLean:** Yes.

**Mr. Heap:** I am not clear whether the Minister means we will be looking at them before they are gazetted or after they are gazetted. I would myself favour the soonest possible.

**Mr. McLean:** My thought was, Mr. Chairman, the same as Mr. Heaps, that we are working on guidelines on which we have taken guidance from the committee's recommendations, and we would like to have a discussion like this, with the proposed draft, possibly in camera, depending on the nature of the committee, to have a look at what we are proposing . . . to take the wisdom of the committee in this matter. In a question like this, it is important not only that justice be done but that it be seen to be done. The question when we are trying to move something as sensitive as this . . . the more we are able to take that advice, I think the better will be the result.

**The Chairman:** That is before gazetting?

**Mr. McLean:** Before gazetting. That was the reason I was stressing the urgency on the matter. I am very anxious not to miss . . . having announced the date . . . and there are many people waiting this long for that process to begin. I am anxious not to miss that deadline.

**Mr. Heap:** Can we get any closer to identifying the date, so that people can plan their meeting times—the date when the committee might be able to look at the proposed guidelines?

**Mr. McLean:** The question would be whether you want to meet with officials or whether I should be here.

• 1920

**The Chairman:** Do you have a preference, Mr. Heap, with the Minister or with officials? I think there are some timetable problems for the Minister.

**Mr. Heap:** Of course, for everybody. I think it is valuable if we can meet with the Minister and the officials, as now.

## [Traduction]

sommes très reconnaissants. J'aimerais également souligner que le ministre a parrainé un projet de loi très difficile, peut-être inhabituellement difficile, qui, à cause des enjeux dont il a parlé, la possibilité que des vies soient en jeu, soulève des passions des deux côtés. Je suis heureux que nous ayons maintenant la chance d'en parler plus calmement, et j'espère que l'occasion s'en présentera à nouveau.

Je suis particulièrement heureux qu'il ait précisé qu'on aura la possibilité de réexaminer tant la loi que le règlement—le règlement et les lignes directrices, tout ce qui régit le traitement des demandes en souffrance.

Je remarque que le 15 juillet étant la date, je suppose . . . je suppose que si ces choses sont publiées dans la Gazette, elles doivent l'être 30 jours auparavant.

**M. McLean:** Oui.

**M. Heap:** Je ne sais pas très bien si le ministre veut dire que nous les étudierons avant qu'elles soient publiées dans la Gazette ou après qu'elles seront publiées dans la Gazette. Pour ma part, je préférerais que ce soit le plus tôt possible.

**M. McLean:** Je pensais, monsieur le président, comme M. Heap . . . nous travaillons à des lignes directrices pour lesquelles nous avons été conseillés par les recommandations du Comité, et nous aimerions avoir une discussion comme celle-ci sur la version préliminaire, possiblement à huis clos selon la nature du Comité, pour étudier ce que nous proposons . . . pour obtenir les sages conseils du Comité en cette matière. Dans une question comme celle-là, il est important que non seulement justice se fasse mais qu'on voit qu'elle se fait. Quand nous essayons de faire avancer une question aussi délicate . . . plus nous pourrions obtenir cet avis, je pense, meilleur sera le résultat.

**Le président:** C'est-à-dire avant que ce soit publié dans la Gazette?

**M. McLean:** Oui, avant. C'est la raison pour laquelle je soulignais l'urgence de la question. Je craindrais beaucoup de manquer . . . ayant annoncé la date . . . et il y a beaucoup de gens qui attendent aussi longtemps pour que ce processus commence. Je tiens beaucoup à ne pas rater l'échéance.

**M. Heap:** Pouvons-nous déterminer un peu plus précisément la date, de façon que les gens établissent leur horaire de réunion—la date à laquelle le Comité pourrait étudier le projet de lignes directrices.

**M. McLean:** Je voudrais savoir si vous voulez rencontrer les fonctionnaires ou si je devrais être ici.

**Le président:** Préférez-vous, monsieur Heap, rencontrer le ministre ou rencontrer les fonctionnaires? Je pense qu'il y a certains problèmes d'horaire pour le ministre.

**M. Heap:** Evidemment, pour tout le monde. Je pense qu'il serait avantageux de rencontrer le ministre et les fonctionnaires, comme nous le faisons maintenant.

[Text]

**Mr. McLean:** Mr. Chairman, we may have to get back to you, but it might have to be the week following next.

**The Chairman:** On June 9, 10 or 11, in that period.

**Mr. McLean:** Yes, somewhere in that June 10 or 11 period. It is a tight window in order to have things in to be "gazetted" by June 15.

**Mr. Heap:** You are not likely available for June 9, are you?

**Mr. McLean:** Unfortunately, I have a federal-provincial meeting that takes me some days away, so I am locked into that.

**The Chairman:** I notice you are out of town on June 9 and 10, Mr. Heap. Maybe we could try to hit June 11.

**Mr. Heap:** If they are available the week before, we might have a preliminary meeting with the officials and then, if there is something remaining, meet with the Minister on June 11.

**Mr. McLean:** We could do that. I can be here on June 10 or 11. I will be back then. If that is satisfactory to facilitate the committee, the officials could meet, and then if there is something we need, we would . . .

**Mr. Heap:** I know it is difficult for everybody right now to find time.

On the matter of the legislation, I wonder if the Minister has considered publishing a draft of possible legislation prior to first reading? He said the legislation would be available in the fall which, I take it, means first reading in the fall. But I am wondering if he might publish something before that.

The reason I ask is that, starting from Wednesday, a number of questions have been addressed or answered, both at the weekend conference and today. The answers were perhaps satisfactory, unsatisfactory, perhaps half-way or unclear. For example, I was very glad to hear the Minister say just a few minutes ago that the question of durable refugee status will be decided only by the refugee board. I think that is highly appropriate. We might have some questions about some other things along the same line, but had that information been available a few days ago, I think some exchanges might have been less heated.

**Mr. Marchi:** It would have been non-adversarial.

**Mr. Heap:** Yes, that is right; it would have been non-adversarial. If a white paper or whatever is the appropriate concept could be published before the summer—not the bill for first reading—I think that would give us a chance to work, as Mr. Marchi says, in a more non-adversarial way.

I want to comment that I do not agree with the chairman's intervention on the subject of the Federal Court. I am not

[Translation]

**M. McLean:** Monsieur le président, nous devons peut-être vous en reparler, mais il faudrait peut-être que ce soit dans deux semaines.

**Le président:** Le 9, le 10 ou le 11 juin, à ce moment-là.

**M. McLean:** Oui, quelque part aux alentours du 10 ou du 11 juin. Cela ne nous donne pas beaucoup de temps pour que les choses soient publiées dans la Gazette d'ici le 15 juin.

**M. Heap:** Vous ne pourriez pas être là le 9 juin par exemple.

**M. McLean:** Malheureusement, je suis pris, je dois m'éloigner pour quelques jours pour une rencontre fédérale-provinciale.

**Le président:** Je remarque que vous serez à l'extérieur le 9 et le 10 juin, monsieur Heap. Peut-être pourrions-nous essayer de nous rencontrer le 11.

**M. Heap:** S'ils sont libres pendant la semaine qui précède, nous pourrions avoir une rencontre préliminaire avec les fonctionnaires, puis, s'il reste quelque chose à discuter, nous pourrions rencontrer le ministre le 11 juin.

**M. McLean:** Nous pourrions faire cela. Je peux être ici les 10 et 11 juin. Je serai de retour. Si cela rend la tâche plus facile pour le Comité, les fonctionnaires pourraient se réunir et ensuite, si nous avons besoin de quelque chose, nous pourrions . . .

**M. Heap:** Je sais que c'est difficile pour tout le monde maintenant de trouver le temps . . .

A propos de la loi, je me demande si le ministre a pensé à publier une version préliminaire du projet de loi avant la première lecture. Il a dit que la loi serait prête à l'automne, ce qui, d'après moi, signifie que la première lecture aura lieu à l'automne. Mais je me demande s'il a l'intention de publier quelque chose avant.

La raison pour laquelle je pose la question, c'est que, depuis mercredi, on a abordé un certain nombre de questions ou répondu à un certain nombre de questions, tant à la conférence de la fin de semaine qu'aujourd'hui. Les réponses ont peut-être été satisfaisantes, insatisfaisantes, peut-être un peu des deux, peut-être vagues. Par exemple, j'ai été très heureux d'entendre le ministre dire il y a quelques minutes que la question du statut de réfugié permanent ne serait tranchée que par le comité de reconnaissance. Je pense que c'est tout à fait correct. Nous avons peut-être des questions sur certains autres sujets dans la même veine, mais si nous avons eu ces renseignements il y a quelques jours, je pense que les échanges auraient été un peu moins enflammés.

**M. Marchi:** Il n'y aurait pas eu d'hostilité.

**M. Heap:** Oui, c'est juste, il n'y aurait pas eu d'hostilité. Si vous pouviez publier un livre blanc ou . . . je ne sais pas quel est le genre de document qui conviendrait le mieux . . . avant l'été—pas le projet de loi pour la première lecture—je pense que nous aurions la chance de travailler, comme le dit M. Marchi, dans une atmosphère moins hostile.

Je voudrais faire remarquer que je ne suis pas d'accord avec l'intervention du président sur la question de la Cour fédérale. Je ne vais pas argumenter contre lui tout de suite, je ne veux



[Texte]

going to argue with him at this point; I do not want to use up my time and I do not think he was using up my time.

**The Chairman:** No, I was not.

**Mr. Heap:** But I just want to mention that it was only the government side of the committee that thought that.

**The Chairman:** And our parliamentary researcher.

**Mr. Heap:** Well, there are other legal experts much more familiar with immigration and even with the superior courts, I believe.

I have a further question regarding our sixth report. The Minister has mentioned that he is going to attach some notes, but I would like to ask him at the present time, referring to the report, if he can comment on paragraph 2 of the report, which is headlined:

The speedy identification and processing of those who have manifestly well founded claims of humanitarian compassionate grounds for seeking residence in Canada

• 1925

Are his proposals for the backlog more or less in line with that section?

... those who have manifestly well founded claims on humanitarian and compassionate grounds ...

**Mr. McLean:** ... [*Inaudible—Editor*] ... maybe on this and I will come back to the other one, Mr. Heap. As we looked at the backlog, we see the components breaking down into approximately one third, one third, and one third, those who are bona fide refugees, a number of others who may not meet the Convention definition of refugees but have manifestly humanitarian concerns and who, to a certain extent may, even though processed on a case by case basis, many would fit into that category. And we see others who again would be looked at, some of which, for humanitarian reason, might be made an offer. The others, of course, then would have the full process open to them of appearing before the RSAC with the appeal provisions as they currently stand.

**Mr. Heap:** Then the subheadings of that, "Difficulties with return to country of origin", "Long-term commitment to in de facto residence in Canada", "Family dependency", "Last remaining single family members", you are prepared to treat those, as suggested here, in a generous way?

**Mr. McLean:** If I had had the book before me I should have read that a moment ago when I was talking about the type of criteria, but I think we are fundamentally accepting those recommendations of the kind of criteria for the administrative review.

**Mr. Heap:** There is a section 3:

Speedy identification and processing of those who by reason of continuous residence in Canada should be considered for landed immigrant status.

[Traduction]

pas épuiser mon temps et je ne crois pas qu'il prenait non plus du temps sur le mien.

**Le président:** Non, en effet.

**M. Heap:** Mais j'aimerais seulement mentionner que ce sont les membres du Comité qui font partie du gouvernement qui le pensaient.

**Le président:** Et notre recherchiste parlementaire.

**M. Heap:** Eh bien, il y a d'autres juristes qui connaissent beaucoup mieux l'immigration et même les cours supérieures, je crois.

J'ai une autre question au sujet de notre sixième rapport. Le ministre a mentionné qu'il allait joindre des notes, mais j'aimerais lui demander tout de suite, à propos du rapport, s'il peut faire un commentaire sur le paragraphe 2 du rapport, dont le titre est le suivant:

L'identification et le traitement rapides des demandes de ceux qui sollicitent la résidence permanente au Canada et dont la demande est manifestement justifiée par des motifs humanitaires ou des motifs de commiseration.

Est-ce que ses propositions sur l'arriéré sont plus ou moins conformes à cette section?

... dont la demande est manifestement justifiée par des motifs humanitaires ou des motifs de commiseration ...

**M. McLean:** [*Inaudible—Éditeur*] ... peut-être, et je reviendrai à l'autre, monsieur Heap. Si on regarde l'arriéré de demandes, on voit qu'on peut le subdiviser à peu près en trois tiers, ceux qui sont réfugiés de bonne foi, un certain nombre d'autres qui ne répondent peut-être pas à la définition que la Convention donne des réfugiés, mais qui ont manifestement des motifs humanitaires et dont, dans une certaine mesure, même si l'analyse est faite cas par cas, plusieurs entreraient dans cette catégorie. Il y en a d'autres dont on étudierait le dossier et, pour des motifs humanitaires, on ferait une offre à certains d'entre eux. Pour les autres, bien sûr, il y aurait des recours—they pourraient se présenter devant le CCSR, conformément aux dispositions actuelles en matière d'appel.

**M. Heap:** Alors, pour ce qui est des sous-titres de cette section, «Difficulté à retourner dans le pays d'origine», «Engagement à long terme à la résidence de fait au Canada», «Membres de la famille à charge», «Derniers membres de la famille seuls», vous êtes disposés à les traiter, comme vous l'avez laissé entendre ici, avec générosité?

**M. McLean:** Si j'avais eu le livre devant moi, j'aurais dû le lire tout à l'heure quand j'ai parlé des critères, mais je pense que fondamentalement nous acceptons ces recommandations sur le genre de critères à appliquer pour le réexamen administratif.

**M. Heap:** Il y a une section 3:

L'identification et le traitement rapides des demandes de ceux qui, étant établis au Canada, pourraient obtenir le statut d'immigrant reçu.

*[Text]*

I think this is what Mr. Marchi was referring to. I do not read it quite the same way he does. I read it as only one of the sections, not as something that covered the whole waterfront. The recommendation was:

Anyone currently resident in Canada for a lengthy period of time, your Committee suggests three years or longer, be entitled to apply for landed immigrant status from within the country.

And then it refers to the other criteria.

Is this part of what you envisage?

**Mr. McLean:** In part. And maybe that is one of the things you should have a look at and see how we have worked on the wording to come around, as I said, to try and look at some of the concerns that I mentioned in response to Mr. Marchi.

**Mr. Heap:** What we have is a situation in which, as the chairman pointed out last year, two people might have been here an equal length of time; they are now both illegal whether they were always or one was partly legal, you know, legal for part of the time. One has made a refugee claim which might be considered frivolous on its merits. The other one, perhaps from the very same country, would not do that. There is some concern that the one who was more honest should not, therefore, be excluded from consideration on the same general merits. I would like to know, what is your view of that?

**Mr. McLean:** I think you put the dilemma very well. One of the real dilemmas is in terms of the fairness question, and I have had in my meetings with a number of ethno-cultural groups raised the concern as to why, in a sense, those who had queue-hopped should have some priority over those who have been waiting or who have not wished to put themselves into that particular position. And in trying to deal generously, first of all, to release the captive bona fide refugees who have been there for a long period. Second, to deal with the humanitarian group and at the same time not to become so cumbersome that this administrative review ends up not doing what we needed to do given all of these factors.

There will be some people who will benefit, unfortunately, by being there where they might not normally. But the real question is, do you err on the side of generosity there, or do you hope that others will understand?

• 1930

The second point is that, as we are opening up the general categories for immigration in the future, we offer some hope to those who want to immigrate that there will be more opportunity.

**Mr. Heap:** My last question concerns the memorandum of May 15, of which pages 4 to 8 were distributed at the conference. Page 4 has the annex A, "Criteria for defining population eligible for consideration". Then there is annex B, "The Fast Track", and then annex B(1) which concerns "Citizens of Countries of Non-removal".

*[Translation]*

Je pense que c'est ce dont M. Marchi parlait. Je ne l'interprète pas tout à fait de la même façon que lui. Pour moi, ce n'est qu'une section, et non quelque chose qui couvre tous les cas. La recommandation était la suivante:

Toute personne habitant au Canada depuis un certain temps—votre Comité propose trois ans ou plus—devrait être autorisée à demander le statut d'immigrant reçu de l'intérieur des frontières du pays.

Ensuite, il est question de l'autre critère.

Et-ce que cela fait partie de ce que vous envisagez?

**M. McLean:** En partie. Et peut-être est-ce une des choses que vous devriez regarder pour voir comment nous avons travaillé la formulation, comme je l'ai dit, pour essayer de répondre à certaines inquiétudes que j'ai mentionnées en réponse à M. Marchi.

**M. Heap:** Nous nous trouvons dans une situation où, comme le président l'a fait remarquer l'année dernière, deux personnes peuvent être ici depuis la même date; elles sont toutes deux dans l'illégalité maintenant, qu'elles l'aient toujours été ou que l'une d'elles l'ait été partiellement, c'est-à-dire ait été dans la légalité pendant une partie de la période. L'une a réclamé le statut de réfugié, et sa demande a pu être jugée en soi non fondée. L'autre, qui vient peut-être du même pays, ne l'a pas fait. Certains estiment, par conséquent, qu'il ne faudrait pas selon les mêmes principes refuser d'étudier la demande de celle qui a été plus honnête. J'aimerais savoir ce que vous en pensez.

**M. McLean:** Je pense que vous présentez très bien le dilemme. L'un des véritables dilemmes a trait à la question de l'équité, et lors de mes rencontres avec un certain nombre de groupes ethnoculturels j'ai soulevé la question du pourquoi, en un sens, ceux qui n'ont pas fait la queue devraient avoir priorité sur ceux qui ont attendu ou qui n'ont pas voulu se placer dans cette situation-là. Et en essayant d'être généreux—d'abord pour libérer les réfugiés captifs, les réfugiés authentiques qui sont là depuis longtemps. Ensuite, pour s'occuper du groupe humanitaire et en même temps éviter que le processus soit si lourd que ce réexamen administratif finisse par ne pas donner les résultats qu'il devrait donner, compte tenu de tous ces facteurs.

Il y en aura malheureusement certains qui en profiteront parce qu'ils auront été là où ils n'auraient pas dû être normalement. Mais la véritable question est de savoir si nous péchons par excès de générosité, ou si nous espérons que les autres vont comprendre.

Le deuxième point est que, en ouvrant à l'avenir les catégories générales d'immigration, nous permettons à ceux qui veulent immigrer d'espérer qu'ils auront plus de chances de le faire.

**M. Heap:** Ma dernière question porte sur la note du 15 mai, dont on a distribué les pages 4 à 8 lors de la conférence. Sur la page 4, on trouve l'annexe A, *Criteria for defining population eligible for consideration*. Ensuite, il y a l'annexe B, *The Fast Track*, puis l'annexe B(1), *Citizens of Countries of Non-removal*.



*[Texte]*

My main question there and I hope to come back to it later, is whether that deals with people who are now in Canada and are from countries of non-removal. The wording on page 7 of that seems to refer only to those people who shall in future arrive and will receive permits and, if appropriate, work permits. Is it intended that those who are now in the backlog who were from those countries of non-removal, shall all be given permits and if appropriate, work permits?

**Mr. McLean:** I think the guiding principle there would be that humanitarian considerations would be taken into account for those currently here who are from countries of non-removal, subject again to the case-by-case review, but that would be the guiding principle.

**Mr. Heap:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Heap.

I made a mistake earlier, I think Mr. Attewell beat Mr. Oostrom into the room, so we will go to Mr. Attewell.

**Mr. Attewell:** Thank you, Mr. Chairman.

Just through you, I would like to ask the Minister questions in two areas.

One of them has to do with the new selection system introduced in January 1986, whereby independent applicants, if they were applying for a so-called open occupation, did not have to have a job pre-arranged. I think that was a big step forward. I know on a local basis it really has been welcomed as quite a progressive step. I would just like to understand a little more clearly the criteria used by the department in establishing these so-called open positions. There are some 119 or something over 100?

**Mr. McLean:** We had in the levels exercise, in excess of 100 areas, in which our surveys across and consultations with the employment side, with the professional association, with the provinces and others, indicated that there now are job opportunities available, and that in these areas it is no longer necessary to have a job in place already.

I suppose the one comment was that as we look over them, they continue to be a number of fairly highly qualified position, and in part that is also responsive to the fact of emigration. We are trying to do a profile, Mr. Chairman, on who leaves Canada. One of the factors, as you know, is that last year while we received 85,000, we lost 50,000. Some of the preliminary indications are that many of the people that we lost in a sense in opening those categories were doing some replacement for skills that we have been losing in emigration. The new kind of phenomenon of immigration as a two-way street, which is ahead of us, is reflected more and more in this kind of occurrence.

**Mr. Attewell:** Mr. Minister, do you have specific points of time for the review of those categories, quarterly, semi annual, and that is updated, or is it totally an ongoing process?

*[Traduction]*

Ma principale question à ce sujet, et j'espère y revenir plus tard, est—est-ce qu'il s'agit de gens qui sont maintenant au Canada et qui viennent de pays où le Canada ne renvoie personne? D'après ce qu'on dit à la page 7, il semble qu'il s'agit seulement de ceux qui arriveront plus tard et qui recevront un permis et, s'il y a lieu, un permis de travail. Est-ce qu'on a l'intention de donner des permis et, s'il y a lieu, des permis de travail, à tous ceux qui proviennent de ces pays et dont la demande est actuellement en souffrance?

**M. McLean:** Je pense que le principe directeur est qu'on tiendrait compte des considérations humanitaires relativement aux gens qui proviennent de ces pays et qui sont ici, mais que, encore une fois, on étudierait chacun des cas—mais ce serait cela le principe directeur.

**M. Heap:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Heap.

Je me suis trompé tout à l'heure, je pense que M. Attewell est arrivé avant M. Oostrom, donc c'est M. Attewell qui a la parole.

**M. Attewell:** Merci, monsieur le président.

Par votre intermédiaire, j'aimerais poser au ministre des question sur deux sujets.

D'abord à propos du nouveau système de sélection adopté en janvier 1986, selon lequel les requérants indépendants qui s'inscrivent dans ce qu'on appelle une profession ouverte n'ont pas besoin d'avoir un emploi avant d'arriver ici. Je pense que c'est un grand pas en avant. Je sais que, au palier local, cela a vraiment été accueilli comme une mesure assez progressiste. J'aimerais seulement savoir un peu plus clairement quels critères le ministère utilise pour déterminer ces professions ouvertes. Il y en a 119, je pense, ou un peu plus d'une centaine?

**M. McLean:** Nous avons, dans l'exercice de détermination des niveaux, plus d'une centaine de domaines où, d'après nos sondages et nos consultations auprès des employeurs, des associations professionnelles, des provinces et d'autres, il y a maintenant des possibilités d'emploi et, dans ces domaines, il n'est plus nécessaire maintenant d'avoir déjà un emploi.

Je suppose que, ce qu'on a fait remarquer, c'est qu'il y a encore un certain nombre d'emplois assez spécialisés, et en partie, cela tient également à l'émigration. Nous essayons, monsieur le président, d'établir un profil de ceux qui quittent le Canada. Comme vous le savez, nous devons considérer que, l'an dernier, nous en avons reçu 85,000, mais que nous en avons perdu 50,000. D'après certaines indications préliminaires, plusieurs personnes que nous avons perdues, en un sens, en ouvrant ces catégories, remplaçaient plus ou moins des travailleurs spécialisés que nous avons perdu par l'émigration. On constate de plus en plus dans ce genre de situation qu'il y a un nouveau phénomène qui nous attend—l'immigration n'est plus, ne sera plus une voie à sens unique.

**M. Attewell:** Monsieur le ministre, avez-vous des échéances précises pour le réexamen de ces catégories—tous les trois mois, deux fois par an—et la mise à jour, ou s'agit-il d'un processus continu?

[Text]

• 1935

**Mr. McLean:** This is a quarterly process in terms of adjustments to that. Then as you know, once a year, by law, November 1 or before, we will table the overall levels, which we are presently undertaking now. This is as a result of federal-provincial consultations and extensive consultations across the country with business, labour, NGOs, academics and others. In fact, some of the recommendations I am hoping to use from your work as a committee. I hope you will not ask for any more extensions after June 15. We are in that process, and I am really anxious to have the work of the committee, or recommendations, as part, and a valued part, of that input for the next level, although it is on a little different subject, family reunification.

**Mr. Attewell:** Setting these overall goals or targets, that was really the subject of my second question.

**The Chairman:** Mr. Attewell, could I come in on a very brief supplementary? The information we have had is that the occupational list is revised quarterly. If an occupation is dropped, but the application was in before the occupation was dropped, is it still proceeded with? I think that is critical, because people could be in the middle of an application and an occupation gets dropped, and all of a sudden they are not eligible.

**Mr. McLean:** I will ask Mr. Bissett to answer. These are the nice questions to have your officials for.

**Mr. J. Bissett (Executive Director, Immigration, Department of Employment and Immigration):** The application could be proceeded with, but the individual concerned would be warned that the occupation that he possesses is no longer in demand and that he might have difficulties if he came to Canada.

**The Chairman:** I find a predisposition on this committee to say, instead of "could be proceeded with", "would be proceeded with". We would hate to see, just because every quarter an occupation got dropped, an application in process get dropped, unless it was that person's option.

**Mr. McLean:** I think the idea behind these categories and this movement is to sort of stimulate the economy, not of course to guarantee jobs. What we are trying to do is put out some signals, and at the same time where there is obviously backlogged unemployment, not to exacerbate it.

**The Chairman:** I will give you back that minute. Go ahead, Mr. Attewell.

**Mr. Attewell:** It is this area of the setting of the overall goals that I would appreciate some idea of the philosophy or criteria behind it. I happen to believe—I guess it is partly just intuition, not scientific—that we should be opening our doors much wider than we have in the past. You hear different

[Translation]

**M. McLean:** Les rajustements sont faits tous les trois mois. Puis, comme vous le savez, une fois par année, en vertu de la loi, le 1er novembre ou avant cette date, nous déposerons les niveaux, que nous sommes en train de commencer. Cela résulte de consultations fédérales-provinciales et de nombreuses consultations partout au pays avec les milieux d'affaires, les syndicats, les organisations non gouvernementales, les milieux universitaires et d'autres. De fait, j'espère utiliser certaines recommandations auxquelles votre comité en arrivera. J'espère que vous ne demanderez pas d'autre prolongation après le 15 juin. Nous avons commencé le processus, et je tiens beaucoup à ce que les travaux du Comité, ou ses recommandations, fassent partie—une partie importante—de ce que nous préparons pour le prochain niveau, bien qu'il porte sur un sujet un peu différent, la réunion des familles.

**M. Attewell:** L'objet de ma deuxième question était: comment fixe-t-on ces buts ou objectifs globaux?

**Le président:** Monsieur Attewell, puis-je poser une très courte question supplémentaire? D'après les renseignements qu'on nous a donnés, la liste des professions est révisée tous les trois mois. Si une profession est rayée de la liste, mais qu'on avait reçu une demande avant que cette profession ne soit rayée de la liste, est-ce qu'on y donne quand même suite? Je pense que c'est crucial, parce que les gens peuvent être en train de préparer leur demande et, si la profession est rayée de la liste, tout à coup ils ne sont plus admissibles.

**M. McLean:** Je vais demander à M. Bissett de répondre. C'est le genre de question qui nous fait apprécier la présence des fonctionnaires.

**M. J. Bissett (directeur exécutif, Immigration, ministère de l'Emploi et de l'Immigration):** On pourrait donner suite à la demande, mais on avertirait la personne en question que sa profession n'est plus demandée et qu'elle pourrait avoir de la difficulté si elle venait au Canada.

**Le président:** Je trouve que le Comité a tendance à dire «on y donnerait suite», plutôt que «on pourrait y donner suite». Nous ne voudrions surtout pas qu'on cesse de traiter des demandes simplement parce que, chaque trimestre, on raye des professions de la liste—à moins que le requérant ne l'ait demandé.

**M. McLean:** Je pense que ce qu'on cherche avec ces catégories et ce mouvement, c'est en quelque sorte à stimuler l'économie, et non, bien sûr, à garantir des emplois. Ce que nous essayons de faire, c'est de donner des signaux, et en même temps de ne pas aggraver la situation là où il est évident qu'il y a un chômage chronique.

**Le président:** Je vais vous rendre cette minute. Allez-y, monsieur Attewell.

**M. Attewell:** C'est dans ce domaine de l'établissement des objectifs que j'aimerais avoir une idée de la philosophie ou des critères qui sont appliqués. Il me semble à moi—je pense que c'est en partie seulement de l'intuition, rien de scientifique—que nous devrions ouvrir nos portes beaucoup plus grandes que



## [Texte]

schools of thought that when unemployment goes below such and such a level, then we do it. But with immigrants, a goodly number who land in this country find jobs pretty quickly. They start renting homes, buying homes, buying refrigerators, really pushing along that consumer spending.

I am wondering what you use. If we are using any average unemployment percentage, you go all the way from—I think the other day the member from Brampton—Georgetown mentioned his unemployment rate is less than 2%; I guess Metro is under 5%; Ontario is under 6%. But we do have some very difficult regions in the country. But just how scientific do you get? I guess, roughly, as many as half of the new immigrants coming to Canada come to the greater metro area, or the so-called Golden Horseshoe area. I just put those general remarks as a preamble. Just what is your system? We are not living up to our so-called goals even now, or we have not the last two or three years. I just think they should be much higher than they have been.

**Mr. McLean:** Let me make some introductory comments. Then maybe Mr. Bissett, or one of the other officials, could take you into the mechanics. But let me thank you for the intervention, Mr. Attewell.

The standing committee recommended, I think, a figure of levels much, much higher than we have moved to so far. The figure in your report, as I recall, was in the neighbourhood of 200,000-plus. So when I first was given the responsibility, I was faced with the standing committee's recommendation that in order to move demographically ahead, in so far as we have demographic information . . .

• 1940

As you know, we have undertaken a demographic study now. We inherited none when we became the government.

So the question of aging and the question of all the factors within the society need to be looked at, but it is quite clear that as we age ironically we are out trying to recruit jobs at the moment and find them but a few years down the road we will not have a work force.

The second factor was that Stats Canada said that just on a replacement level we need 175,000, offset by 50,000 leaving, which would give us 125,000.

So quite clearly the government's decision was to reopen immigration, to begin in a moderate, controlled way to start the process of historic immigration again.

Let me say a word about the climate in the country. While we need it economically and we need it demographically, we

## [Traduction]

nous ne l'avons fait dans le passé. On entend des théories différentes voulant que, lorsque le chômage baisse au-dessous de tel ou tel niveau, alors on doit le faire. Mais dans le cas des immigrants, un bon nombre de ceux qui arrivent au pays trouvent du travail assez rapidement. Ils commencent à louer des maisons, à acheter des maisons, à acheter des réfrigérateurs, à faire rouler l'économie.

Je me demande ce que vous utilisez. Si nous utilisons un quelconque taux de chômage moyen, nous avons toute la gamme—il me semble que, l'autre jour, le député de Brampton—Georgetown a mentionné que son taux de chômage était de moins de 2 p. 100; je pense que dans la région métropolitaine, c'est moins de 5 p. 100, et en Ontario moins de 6 p. 100. Mais nous avons des régions beaucoup plus difficiles au pays. Jusqu'à quel point votre méthode est-elle scientifique? Je pense que, en gros, au moins la moitié des nouveaux immigrants qui arrivent au Canada s'installent dans la grande région métropolitaine, dans ce qu'on appelle le *Golden Horseshoe*. Je fais simplement ces remarques générales en préambule. Quel est votre système? Nous ne sommes même pas fidèles à nos prétendus objectifs maintenant, ou nous ne le sommes plus depuis deux ou trois ans. Je pense qu'ils devraient être beaucoup plus élevés qu'ils ne l'ont été.

**M. McLean:** Permettez-moi de faire quelques remarques préliminaires. Ensuite M. Bissett peut-être, ou un autre des fonctionnaires, pourrait préciser le processus. Mais laissez-moi vous remercier de cette intervention, monsieur Attewell.

Le Comité permanent a recommandé, je pense, des niveaux beaucoup, beaucoup plus élevés que ceux que nous avons eus jusqu'à maintenant. Vous avez parlé dans votre rapport—si je me souviens bien—de quelque chose comme 200,000 et plus. Donc, quand on m'a d'abord confié la responsabilité, il y avait cette recommandation du Comité permanent voulant que, pour augmenter le chiffre de population, dans la mesure où nous avons des renseignements démographiques . . .

Comme vous le savez, nous avons entrepris une étude démographique. Nous n'en avions aucune lorsque nous avons formé le gouvernement.

Donc, nous devons étudier la question du vieillissement et la question de tous les facteurs dans la société, mais il est assez clair que, au fur et à mesure que nous vieillissons, ironiquement, nous essayons de trouver des emplois et nous en trouvons, mais dans quelques années, nous n'aurons plus de main-d'œuvre.

Le deuxième facteur était que, d'après Statistiques Canada, seulement pour le remplacement nous en avons besoin de 175,000, compense par 50,000 qui partent, ce qui nous donne 125,000.

Donc, manifestement, le gouvernement a décidé de relancer l'immigration, en commençant de façon modérée et prudente pour réamorcer le processus d'immigration que nous avons connu dans le passé.

J'aimerais dire un mot à propos du climat qu'il y a au pays. Bien que nous en ayons besoin sur le plan économique et sur le

## [Text]

also need the reception capacity in the country. The worst thing we can have is people coming who do not have language available or do not have the kind of very sensitive adaptation programs, host family, the kind of welcome we want in order to build our communities. Canadians looking at Europe and at other areas, which are so totally different from Canada, see situations of particularly racial tension and they are anxious about this.

Part of my job has been to continue to talk about the good thing that immigrants... to dispel the myth and to work with Members of Parliament, yourself and others, in dispelling that myth; secondly, to begin to see that we prepare the machinery in the country for this moderate controlled growth and that we do it in a sensitive way.

So in part that is the framework. We took a two-year decision, moving our levels from 85,000 to 105,000 and then on to 115,000 minimum next year. We will outline within that the kind of levels, but we have been building that basically on family class, and then we have been building around a component for our convention refugees, and we increased that as well in the increase last year, and then we have the independent and business class, and we doubled, from 2,000 to 4,000 approximately last year, that category. It is still only a small portion out of 105,000, but in my opening remarks I mentioned the importance of that.

So I think the frame of reference is I agree with you that we need more, and I think the proof of it is that, for those who argue against this opinion, if you took the argument that immigration is going to hurt the employment in Canada then the highest rate of unemployment, by that logic, should be within 100 miles of Metro Toronto, my riding of Kitchener—Waterloo and throughout this area. We now have 50% plus of immigration coming into that one area and, as you said, we have increasingly improved employment and highest immigration.

It would obviously be insensitive, on the other hand, to move into parts of Atlantic Canada or Quebec or British Columbia which have particularly critical areas; but, since our immigration is based, by and large, 75% on family, there is usually the support mechanism of the family, and these areas which have still unacceptably high unemployment are encouraged by the investor category and others because they know they need population and they also need jobs. But we do not want to do it in such a way that we risk a backlash.

From the technical point of view, if you would like, I can certainly ask the officials to describe the process a little more.

**Mr. Attewell:** Okay. If that is possible, just—

**The Chairman:** Mr. Bissett.

## [Translation]

plan démographique, nous avons besoin aussi de la capacité d'accueil au pays. Le pire qui puisse se produire, c'est que les gens arrivent ici sans avoir accès à des cours de langue ou au genre de programmes d'adaptation très particuliers, aux familles d'accueil—qu'ils ne reçoivent pas le genre d'accueil que nous voulons offrir pour qu'ils s'intègrent dans la communauté. Les canadiens qui regardent l'Europe et d'autres régions du monde, qui sont tellement différentes du Canada, y voient les tensions raciales en particulier, et ils s'inquiètent de ce genre de phénomène.

Une partie de mon travail a été de continuer à parler des bonnes choses que les immigrants... à dissiper les idées fausses et à travailler avec les députés, avec vous et avec d'autres pour dissiper ces idées fausses; deuxièmement, à commencer à faire en sorte que nous préparions au pays les mécanismes qui permettront cette croissance modérée et prudente, et qui permettront de la faire de façon intelligente.

C'est donc en partie le canevas à partir duquel nous travaillons. Nous avons pris une décision pour deux ans—augmenter les niveaux de 85,000 à 105,000, puis, l'année prochaine à 115,000 au minimum. Nous limiterons à l'intérieur de cela le genre de niveaux, mais nous l'avons construit essentiellement à partir de la catégorie de la famille, puis nous avons construit autour d'une composante pour nos réfugiés au sens de la convention, et nous avons augmenté cela aussi dans l'augmentation de l'année dernière, et puis nous avons la catégorie des immigrants indépendants et des gens d'affaires, que nous avons doublée l'an dernier, de 2,000 à 4,000 environ. C'est encore seulement une petite partie des 105,000, mais dans mon préambule j'en avais souligné l'importance.

Donc, je pense que le système de référence est, je suis d'accord avec vous, qu'il nous en faut plus, et la preuve en est—pour ceux qui s'élèvent contre cette opinion—si vous soutenez que l'immigration va nuire à l'emploi au Canada, alors, selon cette logique, c'est dans un rayon de 100 milles du Toronto métropolitain qu'on devrait trouver le taux le plus élevé de chômage, dans ma circonscription de Kitchener-Waterloo, et dans toute cette région. Or, plus de la moitié des immigrants viennent maintenant s'installer dans cette région et, comme vous l'avez dit, la situation de l'emploi n'a cessé de s'améliorer et l'immigration d'augmenter.

Il ne serait évidemment pas sensé, par contre, d'aller dans certaines régions des provinces maritimes, du Québec ou de la Colombie-Britannique, où la situation est particulièrement difficile. Mais comme, en gros, notre immigration se fait à 75 p. 100 en fonction des familles, les gens ont habituellement l'appui de la famille, et les régions qui ont encore un taux de chômage imacceptable sont encouragées par les investisseurs et d'autres, qui savent qu'ils ont besoin de population et qu'ils ont aussi besoin d'emplois. Mais nous ne voulons pas procéder de manière à provoquer de réaction brutale.

Du point de vue technique, si vous le désirez, je peux demander aux fonctionnaires de décrire un peu plus le processus.

**M. Attewell:** D'accord, si c'est possible, simplement...

**Le président:** Monsieur Bissett.



## [Texte]

**Mr. Bissett:** It is a very complicated process, but essentially to decide what occupation should appear on that list is a three-step procedure. The first step is to exclude from the list any of those occupations that are normally filled in Canada or where they have citizenship requirements or residency requirements; then to exclude from the list any where the jobs are usually filled by promotion from within an organization, a supervisory job, that type; and then finally any jobs that can be readily filled by the Canadian labour force. Jobs that have very low educational requirements or general labouring type jobs or clerical jobs are usually not on the list.

• 1945

The second step then is to make a projection basically backward in time to determine those occupations we have not had trouble filling from within our own labour force; and the third step is to do the reverse, make a projection into the future and try to decide what are the types of occupations we are going to have trouble filling from within Canada, because of our schooling system and because our experience has always been that we have had difficulty filling the need.

So a combination of those three steps leads us to these occupations. They are not geared to short-term labour market demands, but rather longer-term projections.

**Mr. Attewell:** I had a tour a couple of weeks ago through a factory in my riding. I forget the full name of the firm, but it is an engineering type of firm. The son of the founder pretty well runs it now. It has about 100 employees, and they make sensory-type equipment. He was mentioning he is almost totally dependent on getting people from other countries to work as people on the lathe and doing different jobs of that sort. I guess that could be satisfied by some of our technical schools graduating more of these people, but it just does not seem to be happening. So he is more and more dependent—I had well over an hour touring the factory—on our immigration policy being co-operative and so on with his particular needs.

I suspect that is not an isolated case. I wonder how we liaise with on the one hand trying . . . it is really a form of apprenticeship in this country, but it is also recognizing . . . you hear from time to time that we are not allowing enough East European types of people into this country, who have a particular flair and skill in these areas. Is it a myth, or is this a problem we should be trying to solve?

**Mr. McLean:** In my visits now I have had a number of representations on the subject you have just raised, particularly people with skills in carpentry, in particular lathe and woodwork capacities, and in the construction industry, particularly in the Toronto area at the moment; some suggestions that there is need for a number of areas there. We are now in this process of our annual levels review, looking at these

## [Traduction]

**M. Bissett:** C'est un processus très complexe mais, essentiellement, le choix des professions qui devraient figurer sur la liste se fait en trois temps. Dans un premier temps, nous excluons de la liste tous les genres d'emplois qui sont comblés au Canada ou pour lesquels on pose des conditions relativement à la citoyenneté ou à la résidence. Ensuite, nous excluons tous les postes qui sont habituellement comblés par voie de promotion interne, les postes de surveillance, par exemple. Enfin, nous excluons tous les emplois pour lesquels on peut facilement trouver de la main-d'oeuvre au Canada. Les emplois qui exigent très peu d'instruction et les emplois de manoeuvres ou de commis ne sont habituellement pas sur la liste.

Dans un deuxième temps, nous faisons essentiellement une projection dans le passé pour savoir à quels emplois il a été facile de pourvoir à même notre propre main-d'oeuvre. Et dans un troisième temps, nous faisons l'inverse, une projection vers l'avenir, afin de savoir pour quels emplois nous aurons de la difficulté à trouver des canadiens, à cause de notre système d'éducation ou parce que, d'après notre expérience, nous avons toujours eu de la difficulté à répondre aux besoins.

C'est par une combinaison de ces trois étapes que nous arrivons à dresser la liste des professions. Elles ne sont pas déterminées en fonction de la demande à court terme sur le marché du travail, mais plutôt en fonction de projections à long terme.

**M. Attewell:** Il y a quelques semaines, j'ai visité une usine dans ma circonscription. Je ne me souviens pas du nom exact, mais il s'agissait d'une sorte d'atelier de construction mécanique. C'est le fils du fondateur qui s'en occupe maintenant. Il y a une centaine d'employés, et ils fabriquent du matériel de détection. Il m'a dit qu'il devait compter presque entièrement sur des gens d'autres pays pour travailler au tour et faire différents travaux de ce genre. Je pense qu'on pourrait répondre à cette demande si certaines de nos écoles techniques formaient plus de gens pour ce genre de travail, mais il semble que ce ne soit pas le cas. Donc, il doit compter de plus en plus—j'ai sûrement passé plus d'une heure dans cette usine—sur notre politique d'immigration et sur le fait qu'elle doit répondre à ses besoins.

Je doute que ce soit un cas isolé. Je me demande comment nous faisons la liaison entre, d'une part, essayer . . . c'est vraiment une forme d'apprentissage dans ce pays, mais c'est aussi reconnaître . . . on entend de temps à autre dire que nous n'acceptons pas suffisamment d'Européens de l'Est, qui ont un don particulier et des compétences dans ces domaines. Est-ce que c'est faux, ou est-ce un problème que nous devrions essayer de résoudre?

**M. McLean:** Au cours de mes visites, j'ai entendu un certain nombre d'observations sur le sujet que vous venez de soulever, en particulier à propos de menuisiers capables de travailler au tour et de faire de l'ébénisterie, et dans le secteur de la construction, en particulier dans la région de Toronto à l'heure actuelle; on laisse entendre qu'il y a un besoin dans un certain nombre de domaines. Nous en sommes maintenant à réexami-

## [Text]

kinds of requests. It is an area such that if they were encountering difficulties and unable to get people, they should be able, by having a guaranteed job... if they can identify craftsmen, they should be able to get that position filled if they are not able to find somebody in Canada by advertising. So these categories do not mean no one can come; they just mean the policy has been that we first of all have to advertise to see if there is a Canadian available for the job.

**The Chairman:** There was a special committee of the House of Commons in 1980-81 on this issue, and machinists and tool-and-die makers, the kind of people you described, were in short supply. Then you get an economic downturn and you close the taps on immigration; and then you get an upturn and you have a shortage. This is clearly a skill that takes four years to develop to the journeyman level. The committee made recommendations about maybe starting that skill training earlier and so on, and those are still on the plate and still within the CEIC, not in the Immigration section. We are pushing officials from the Employment side.

More training is required in Canada. But if you become too responsive in immigration policy to a short-term labour situation, you are going to get dinged again. I think that is the message over my few years on this committee. We really have to be careful. You have to have the longer-range view of immigration if you are going to meet the country's needs.

**Mr. Oostrom:** I would like to stay also for a minute on this all-levels review. Mr. Bissett said that is now in progress. Outside of the report we have done stating the level of a 200,000 average—and I believe that was a net figure at the time, and I know we have not reached it and will not reach it by a long shot... How far can the standing committee be more involved? With the mandate we have right now on family reunification, we will not be dwelling too much on levels. We would most certainly like to be copied on any of these level reviews taking place at the moment, whether it is in the first stage or the second stage—I noticed that last year there were various stages—so we can have our input into this level setting.

• 1950

I understand you sent letters to various groups and they are being asked to contribute. The standing committee has not been involved a great deal in that, outside of the study we did, and I would certainly like to be involved in this level review. I do not know where it stands at the moment.

The Minister earlier referred to 115,000. I think that is the level we have set for this year, and I believe there is a tentative level of 130,000 for next year. I would like that to be longer term, to be extended even to a third year. The immigration

## [Translation]

ner nos niveaux annuels, et à étudier ce genre de demande. C'est un domaine où, s'ils ont de la difficulté et ne sont pas capables de trouver des gens, ils devraient pouvoir, en ayant un emploi garanti... s'ils peuvent déterminer quels ouvriers, ils devraient pouvoir combler ce poste s'ils ne sont pas capables de trouver, par des annonces, quelqu'un au Canada. Donc l'existence de ces catégories ne signifie pas que personne ne peut venir; elle signifie seulement que, d'après la politique, nous devons d'abord annoncer les emplois pour voir si on peut recruter des canadiens.

**Le président:** Il y a eu en 1980-1981 un comité spécial de la Chambre des Communes sur cette question, et les opérateurs de machines et les outilleurs-ajusteurs, le genre de personnes que vous décrivez, étaient très peu nombreux. Puis, il y a un ralentissement économique, et on ferme les portes à l'immigration; et après, il y a une reprise, et on manque de main-d'oeuvre. C'est un métier où l'on fait quatre ans d'apprentissage avant de devenir compagnon. Le Comité a recommandé qu'on commence peut-être la formation plus tôt et ainsi de suite, mais c'est encore à l'étude et encore à la CEIC, mais pas dans le secteur de l'Immigration. Nous faisons des pressions auprès des fonctionnaires du secteur de l'Emploi.

Il faut faire plus de formation au Canada. Mais si, dans la politique d'immigration, on se préoccupe trop de la situation à court terme du marché du travail, on va se faire prendre encore. Je pense que c'est ce que j'ai compris depuis quelques années au Comité. Il faut vraiment être très prudent. Il faut avoir une perspective à long terme de l'immigration si on veut répondre aux besoins du pays.

**M. Oostrom:** J'aimerais aussi m'arrêter une minute sur cette question du réexamen des niveaux. M. Bissett a dit qu'on en était en train de le faire. À part le rapport que nous avons fait qui précisait un niveau de 200,000 en moyenne—et je crois que c'était un chiffre net à l'époque et je sais que nous ne l'avons pas atteint, et que nous ne l'atteindrons pas d'ici longtemps... Qu'est-ce que le Comité permanent peut faire de plus? Nous avons reçu un ordre de renvoi relatif à la réunion des familles et nous ne pourrions pas consacrer beaucoup de temps au niveau d'immigration. Nous voudrions certainement que nos recommandations entrent en ligne de compte dans le cadre de la première ou de la deuxième étape du processus de révision des niveaux qui se déroule à l'heure actuelle—et j'ai remarqué l'an dernier qu'il y a eu plusieurs étapes—pour que nous puissions participer à l'établissement des niveaux d'immigration.

Je crois savoir que vous avez envoyé des lettres à divers groupes les invitant à participer. Le Comité permanent n'a pas beaucoup participé à cette révision des niveaux, en dehors de l'étude que nous avons effectuée, et nous aimerions certainement avoir l'occasion de le faire. Je ne sais pas où en est cette révision à l'heure actuelle.

Le ministre a mentionné un peu plus tôt le chiffre de 115,000. C'est le niveau que nous avons fixé pour cette année et nous prévoyons pour l'instant de le porter à 130,000 l'an prochain. J'aimerais bien que les prévisions soient établies à



[Texte]

officers overseas, particularly, would like to see this so they can better request resources.

Could you elaborate a bit on that?

**Mr. McLean:** First of all, let me say that on the basis, in part, of the recommendations of the committee when they were seized with the issue of levels, we set a two-year level last year, in part because prior to that we had held the most extensive consultations since the white paper. Some 640 groups or agencies had been consulted, including federal and provincial, preparatory for turning on the tap and recommencing immigration, in order that we really had that longer view and carried those groups with us.

Part of the reason for setting two years was that we did not have any demographic review, and going through that sort of extensive review with the input from the parliamentary committee was very helpful. This year what we are doing is following up with letters inviting response around what I call the midstream of the two years.

I am personally trying to carry on a number of meetings with different groups who have a special interest in this to hear what they are saying. If the committee has the time, regarding the educational function for the public of hearing testimony and exploring it and attitudes in such a sensitive area as this, I am open to the assistance of Members of Parliament and the standing committee.

Fundamentally, we have two myths that need to be dispelled in terms of building. One is that immigrants create unemployment, and we have already had a good conversation around the floor. I do not sense a disagreement across party lines or around the table on that.

Now, there are ways you can assist us in helping to get that information out. For example, I have asked the department to begin to prepare some basic demographic population kits for use in schools and with groups and others so we can talk about the kind of things the chairman has just spoken about, the longer range and the short range. I find it is important for groups that have a good global sense and also good national sense to get adequate material.

In short, what I am saying is that I hope there are ways the committee can help us with that myth and, second, with the myth that is still out there that somehow the country is about to be overflowed or overrun and that we do not have systems in place. The fact of the matter is that we are upgrading them. But that kind of mythology, which sometimes is rampant on the street, does not do a service to the kind of nation-building exercise that we are about.

[Traduction]

plus long terme et portent notamment sur une troisième année. Les agents d'immigration à l'étranger le réclament afin de pouvoir mieux étayer leur demande de crédits.

Pouvez-vous donner des détails à cet égard?

**M. McLean:** J'aimerais d'abord dire que nous avons fixé l'an dernier des niveaux d'immigration pour une période de deux ans en partie en tenant compte des recommandations du Comité lorsqu'il a été saisi de la question des niveaux d'immigration et en partie pour tenir compte des résultats des plus larges consultations tenues depuis la publication du Livre blanc. Quelque 640 groupes ou organisations avaient été consultés, y compris les représentants des gouvernements fédéral et provinciaux, avant que nous ne décidions de rouvrir le robinet et de recommander le relèvement des niveaux d'immigration, et cela afin d'établir des projections à plus long terme et de faire droit aux requêtes de ces groupes.

Nous nous sommes contentés d'établir les niveaux pour une période de deux ans en partie puisque nous ne disposions pas des données démographiques récentes et en partie parce que nous voulions tenir compte des résultats de l'étude approfondie effectuée par le comité parlementaire. Cette année, nous faisons un suivi en envoyant des lettres invitant les intéressés à faire part de leurs points de vue vers le milieu de cette période de deux ans.

Pour ma part, j'essaie de rencontrer les différents groupes s'intéressant plus particulièrement à cette question afin de connaître leur point de vue. Puisqu'il est très important que la population soit sensibilisée à des questions si délicates que celle-ci en prenant connaissance des témoignages et des attitudes qui s'en dégagent, je serais très heureux de recevoir l'aide des députés et du Comité permanent, s'il a le temps de se pencher sur ce dossier.

Nous devons essentiellement dissiper deux mythes avant de pouvoir adopter des mesures constructives. Le premier, c'est que les immigrants créent du chômage, et nous avons déjà eu un échange très intéressant ici à ce sujet. Je n'ai pas l'impression que les membres du Comité ont adopté des positions partisans à cet égard.

Le Comité peut nous aider énormément en diffusant les renseignements pertinents. Par exemple, j'ai demandé au ministère de préparer des trousseaux d'information contenant des renseignements démographiques de base, qui seront distribués dans les écoles et aux différents groupes intéressés afin que nous puissions examiner les répercussions à court et à long terme, comme l'a proposé le président. J'estime qu'il est important de fournir une documentation adéquate aux groupes qui ont une bonne idée de la situation d'ensemble et de ses répercussions à l'échelle nationale.

En bref, j'espère que le Comité pourra nous aider à dissiper ce mythe encore très répandu parmi les Canadiens selon lequel les immigrants envahissent le Canada en raison de l'absence d'un système adéquat. Le fait est que nous sommes en train d'améliorer ces systèmes. Ce genre de mythe, qui est parfois très répandu parmi les Canadiens, fait obstacle à nos efforts de renforcement de la nation.

## [Text]

The third myth, I suppose, is that somehow we are in a privileged position. While we still know that Canada is a favourite place, we are in competition with other countries for immigration. As we look at declining birth rates in western Europe, the migrations conference in Paris, the political reality of declining birth rates and of competition between countries for immigration, it is a new phenomenon. It is not normally in people's thinking. We still think of ourselves as being alone in welcoming population.

• 1955

**Mr. Oostrom:** At what stage is the demographic study? I understood that National Health and Welfare were going to prepare a population study of Canada, as well. Is that not expected for some time to come or . . . ?

**Mr. McLean:** There have been two initiatives. The government has undertaken, under the Chairman of the Social Policy Committee of the House, to set up a small task force or group to begin that study. And that will take us some time. It may take a year and a half to complete.

**The Chairman:** That is the Social Policy Committee of the Cabinet.

**Mr. McLean:** Yes, of the Cabinet.

**The Chairman:** Not the House.

**Mr. McLean:** No, within the government.

Secondly, at the OECD conference on migrations, it was recognized that in this whole area of demographics, by and large, most countries had not done too much work. But we have taken some initiative to ask the assistance of the OECD to help us with a clearing house function. Then we can begin to see what these trends are, what is likely to be happening from different parts of the world; what is happening through Europe, as it impacts us, with people on the move. We have now, we estimate, some 10 million people on the move in varying parts of the world. The question of pulling together all of these migratory factors and the reality of people on the move is something we badly need.

**Mr. Oostrom:** As far as the myth is concerned about immigrants . . . a study has been done in Australia dispelling the myth that immigrants would take jobs away.

Perhaps if we have a copy that should be given some publicity. We have no comparative study in Canada.

**The Chairman:** Mr. Oostrom, I think it is filed as an exhibit before our committee, on the basis of . . . We have not officially, but we will file it, and then it will be available to the public.

**Mr. Oostrom:** Yes.

## [Translation]

Le troisième mythe, c'est que nous sommes dans une position privilégiée. Il est vrai que le Canada est une des destinations préférées des immigrants, mais le fait reste que nous sommes en concurrence avec d'autres pays lorsqu'il s'agit d'attirer des immigrants. Si nous prenons la diminution des naissances dans l'Europe de l'Ouest, la conférence de Paris sur les migrations, la réalité politique de la décroissance de la natalité et la concurrence que se livrent les pays entre eux pour attirer des immigrants, nous constatons l'existence d'un phénomène nouveau. Les gens ne pensent pas habituellement à ces choses-là. Nous continuons de croire que nous sommes les seuls à accueillir des immigrants.

**M. Oostrom:** Quel est l'état d'avancement de l'étude démographique? J'avais cru comprendre que le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social allait, lui aussi, effectuer une étude sur la population canadienne. Quand seront publiés les résultats . . . ?

**M. McLean:** Deux initiatives ont été prises. Le président du Comité de la politique sociale de la Chambre a annoncé, au nom du gouvernement, la création d'un groupe de travail qui sera chargé d'effectuer cette étude. Elle devrait être terminée dans environ un an et demi.

**Le président:** Il s'agit du Comité de la politique sociale du Cabinet.

**M. McLean:** Oui, du Cabinet.

**Le président:** Pas de la Chambre.

**M. McLean:** Non, c'est une étude effectuée par le gouvernement.

Par ailleurs, les délégués à la conférence de l'OCDE sur les migrations ont reconnu que la plupart des pays s'étaient largement désintéressés des questions démographiques. Cependant, nous avons pris l'initiative de demander à l'OCDE de nous aider en jouant un rôle de chambre de compensation. Nous serons alors en mesure d'appréhender les tendances, et d'évaluer les répercussions de la mobilité des populations dans les différentes régions du globe et plus particulièrement en Europe. D'après nos estimations, il y a dans des différentes parties du globe quelque dix millions de migrants. Nous avons grandement besoin de recueillir les données pertinentes sur ces migrations afin d'évaluer les répercussions que cela pourrait avoir pour nous.

**M. Oostrom:** Pour ce qui est du mythe voulant que les immigrants . . . Une étude effectuée en Australie dissipe ce mythe selon lequel les immigrants privent les populations locales d'emploi.

Nous devrions peut-être nous procurer une copie de cette étude afin d'en répandre les résultats dans le public. Aucune étude comparable n'a été effectuée au Canada.

**Le président:** Monsieur Oostrom, je crois que ce rapport a été déposé auprès du Comité . . . il n'a pas été déposé officiellement, mais ce sera fait, et ce rapport sera ensuite disponible à la population.

**M. Oostrom:** Oui.



## [Texte]

**Mr. McLean:** Mr. Oostrom, the main focus this year of the consultative process of undertaking is to ask the groups that I am in touch with for their ideas and help on how we can deal with this whole myth that is there, and their suggestions of how to go at it. That is one of the factors that I am asking advice on.

**Mr. Oostrom:** I was very pleased to see that immigration levels had gone up and also the entrepreneurial program. However, we found that in the various countries the immigration officers were under very heavy pressure to meet their levels. They were glad to make them and had no difficulty doing so.

But, in general, the entrepreneurial program suffered because it takes longer. The case work is longer on an entrepreneurial program. Has the Minister made any overtures to External Affairs to have some of the commercial officials more involved in interviewing prospective business immigrants? The regular officers just did not have the time to spend with them. As I said, it takes that much longer.

In earlier committee meetings I suggested that perhaps we could have some retired businessmen take a course in immigration basics—they know a good business proposal when they see one—and give some assistance in that particular area. We will never fill the quota of 4,000 the way we are going.

**Mr. McLean:** There are two thoughts on that. As you table some recommendations, as a result of your travels, while that may not be strictly the direct—

**Mr. Oostrom:** It is our mandate—

**Mr. McLean:** —focus, you may wish to—

**Mr. Oostrom:** —and that is why I am voicing it here.

**Mr. McLean:** You may even want to include something in your report by way of . . . also seen in passing. I will take that as a representation, and a potentially very helpful one.

• 2000

The second side of that is . . . The reason we call them levels is in order to try and realize that we are not in targets or goals. We recognize that to get the word around, particularly for those in the investor or entrepreneurial class of increased opportunity, it takes some time and it is part of a process of getting the word out. And we will not view it too badly if at the end of this year the levels in those areas are not completely full. After all, people make decisions to make major movements. Also, the provinces have to get involved, because while we do some recruiting overseas on general areas that are needed and do security and other background on it, there has to be a dialogue with the provinces, each of which have a varying need. In some cases a person who may wish to go to

## [Traduction]

**M. McLean:** Monsieur Oostrom, cette année, dans le cadre du processus de consultation, nous allons chercher d'abord à recueillir les avis des groupes avec lesquels je suis en communication afin qu'ils nous aident à dissiper ce mythe très répandu. C'est l'un des aspects du problème sur lequel je sollicite des conseils.

**M. Oostrom:** Je suis très heureux de constater que les niveaux d'immigration ont été relevés et que l'on a créé le programme des entrepreneurs. Nous avons toutefois constaté que les agents d'immigration en poste dans divers pays reçoivent de très nombreuses demandes. Ils sont tout à fait disposés à atteindre les niveaux d'immigration fixés et n'ont pas de mal à y arriver.

Toutefois, le programme des entrepreneurs a moins bien fonctionné, de façon générale, puisque les procédures sont plus longues. Le programme des entrepreneurs impose une charge de travail plus lourde en raison de la longueur des procédures. Le ministre a-t-il demandé au ministère des Affaires extérieures d'augmenter la participation des agents commerciaux aux entrevues d'éventuels gens d'affaires immigrants? Les agents réguliers ne peuvent tout simplement pas leur consacrer le temps voulu. Comme je l'ai dit, les procédures sont beaucoup plus longues.

Au cours de séances antérieures du Comité, j'ai proposé que l'on fasse suivre à des hommes d'affaires à la retraite un cours de base sur l'immigration—puisque'ils savent reconnaître une proposition commerciale intéressante—et que nous leur donnions de l'aide. Les procédures actuelles ne nous permettront jamais d'atteindre le niveau de 4,000.

**M. McLean:** J'aurais deux commentaires à faire. Quand vous déposerez les recommandations que vous avez élaborées à la suite de vos travaux, même si elles ne correspondent pas directement . . .

**M. Oostrom:** C'est notre mandat . . .

**M. McLean:** . . . à l'orientation que vous voudriez . . .

**M. Oostrom:** . . . et voilà pourquoi j'exprime cet avis ici.

**M. McLean:** Vous voudrez peut-être mentionner dans votre rapport certaines situations dont vous avez constaté l'existence en passant. Je tiendrai compte de ces commentaires, qui pourraient s'avérer fort utiles.

Il y a un autre facteur à signaler . . . Nous parlons de volume d'immigration pour bien démontrer qu'il ne s'agit pas de cible ou d'objectif. Nous savons bien qu'il faudra compter un certain temps pour que les immigrants de la catégorie des investisseurs ou des hommes d'affaires prennent conscience de l'accès élargi qui leur est offert. Par conséquent, nous ne serons pas trop mécontents si les niveaux ne sont pas atteints d'ici la fin de l'année. Après tout, la décision d'immigrer n'est pas facile à prendre. En outre, même si nous effectuons du recrutement à l'étranger pour combler des besoins dans certains secteurs et même si nous effectuons les vérifications de sécurité et autres contrôles, nous devons consulter les provinces afin de tenir compte de leurs besoins particuliers. Dans certains cas, une

*[Text]*

one province finds that it is not the priority there and that another province is interested, but that may not fit their view. So there are a series of factors which to a certain extent are beyond our control.

What we have to try to do is to get the signal out, be facilitating and in a number of cases we are continuing to work with the provinces, because they themselves have changing needs. So those are being hardened up.

So I will take your representation, which I think is helpful, and just indicate that in that category it will be no failure if come the cut-off date on the calendar year we do not have that exactly filled. This is a process which we are committed to over the longer haul.

**Mr. Oostrom:** In an earlier response, you also mentioned that there are temporary job shortages, particularly in the construction industry and in bricklayers and what have you. Would there be a possibility, or could you consider the possibility of extending perhaps short term work permits for people during the summer months in the construction industry? For example, for four or five months, particularly with reference to the Portuguese. Those people have no difficulty finding work in Canada. They are all working, the ones I spoke to, but they cannot get landed status and they claim, of course, that they belong to a religious group which has no persecution in Portugal at all.

Have you considered at all giving people perhaps short term, four or five month work permits, that they can repeat the following year? And then perhaps in two or three years they would make excellent landed immigrants into Canada.

**Mr. McLean:** I hear your representation on the subject. There is provision now, as you know, where there are not workers available, for short term people to come in and assist. It does not just apply to farms; it can be broader.

One of the dilemmas I have to tell you in all candour is that this has been raised with me in Metro Toronto on several areas in the construction industry and the very trades people that are said to be non-available, on consultation my officials come back and tell me that there are thousands of them presently drawing unemployment. At the first, we are trying to rationalize the lack of availability of the work force and the availability in other records. So I just say to you that we are aware of that, but in the meantime there seems to be an anomaly here.

As you know, there is a study going on at the moment—and we may have to wait for some of those results vis à vis UI—but in asking, obviously one of the first questions is what is available? We are told that they are available in theory. So that is being checked out and in the meantime we may be able to use . . .

Maybe I should just set this in context. The officials have just advised me here on the details of it. We let in last year

*[Translation]*

personne voulant s'établir dans une province pourrait apprendre que celle-ci n'accorde pas la priorité aux immigrants de sa catégorie alors qu'une autre province, qu'elle n'aurait pas choisie comme destination, serait prête à l'accueillir. Il y a donc toute une série de facteurs qui échappent à notre contrôle.

Nous devons donc chercher à transmettre l'invitation aux intéressés et à faciliter l'arrivée des immigrants et, dans un certain nombre de cas, nous continuons de collaborer avec les provinces dont les besoins sont très mouvants. Nous resserrons donc nos procédures.

Je prends bonne note de vos commentaires très utiles mais je vous signale que nous ne parlerons pas d'échec si les niveaux d'immigration dans la catégorie des hommes d'affaires ne sont pas atteints à la date prévue. Il s'agit d'un objectif que nous nous sommes fixés pour le long terme.

**M. Oostrom:** En réponse à une question posée plus tôt, vous avez mentionné qu'il existe des pénuries temporaires d'emploi, particulièrement dans le bâtiment parmi les maçons et autres corps de métier. Seriez-vous disposés à accorder des permis de travail temporaires dans le bâtiment, particulièrement pendant les mois d'été? Par exemple, accepteriez-vous d'accorder des permis d'une durée de quatre ou cinq mois aux ouvriers portugais? Ces gens n'ont aucun mal à se trouver du travail au Canada. Ceux à qui j'ai parlé ont tous un emploi mais ne peuvent pas obtenir le statut d'immigrant reçus et prétendent, bien sûr, qu'ils appartiennent à un groupe religieux persécuté au Portugal.

Avez-vous examiné la possibilité d'accorder des permis de travail de courte durée, pour quatre ou cinq mois, qui seraient renouvelables l'année suivante? Ces travailleurs seraient d'excellents candidats à l'immigration deux ou trois ans plus tard.

**M. McLean:** Je prends bonne note de vos commentaires. Comme vous le savez, il existe à l'heure actuelle une disposition qui permet l'entrée temporaire de travailleurs dans des secteurs où il y a pénurie de main-d'oeuvre qualifiée. Cette disposition ne s'applique pas uniquement au secteur agricole; elle peut être élargie.

Je dois vous avouer, en toute franchise, que j'ai un problème, en ce sens que mes hauts fonctionnaires me signalent que dans l'agglomération de Toronto, des milliers d'ouvriers du bâtiment appartenant à différents corps de métier sont en chômage alors qu'il y aurait pénurie de main-d'oeuvre qualifiée dans ces mêmes corps de métier. Au début, nous cherchions à combler la pénurie de travailleurs qualifiés. Nous sommes donc conscients du problème mais nous devons d'abord chercher une solution à cette anomalie.

Comme vous le savez, une étude en cours doit déterminer quelles sont les ressources disponibles, mais il se peut que nous soyons obligés d'attendre les résultats en ce qui concerne l'assurance-chômage. On nous dit que les ressources sont disponibles, en théorie. C'est ce que nous vérifions et il se peut, dans l'intervalle, que nous puissions utiliser . . .

Je devrais peut-être replacer les choses dans leur contexte. Mes hauts fonctionnaires viennent tout juste de me faire part



*[Texte]*

156,139 persons on work permits, which was an increase over the year before of about 8.5%. So there is some significant . . . Of those, 2,544 were construction workers, so they are not all agricultural workers who come in.

**Mr. Oostrom:** Am I permitted one more, Mr. Chairman?

**The Chairman:** Why do we not put you on the next round?

**Mr. Oostrom:** All right.

**The Chairman:** My sense is that you would be willing to stay until 8.30 p.m., Mr. Minister. Will that be okay?

**Mr. McLean:** That will be fine.

• 2005

**Mr. Marchi:** Picking up on John's comment, I think we can bootleg in the entrepreneurship thing with our family study, simply because we have heard from Hong Kong and Manila that the entrepreneurship program is taking away time and resources from family class processing. So there is a direct link there.

I would like to speak about a lot of things. I return to the refugee process on access. That was the other principle: that groups wanted universal access. In your system, some would not automatically be granted. You name a number of instances; for instance those who have unsuccessfully claimed refugee status before. There is the seven-day limit they have to deal within.

On the former, if our present system has been full of holes and inadequate and an individual was turned down before, why should that person not get another crack at our process? If we accept that once a person claims refugee status we have an obligation under the UN and perhaps under a compassionate system to listen to that complaint, what happens in the interim if a person gets refused as well through that system and goes out and comes through that new and improved system? That is to say, what happens to those people before and in the interim? It is very unclear.

**Mr. McLean:** As you know, one of the things we are trying to do in designing the new system is to eliminate abuse. One of the situations that have befouled this situation has been, really, the abuse of the situation. What we are looking at is those most in need, with provision for change in circumstances. So if a person has been through the system and turned down before, they will have access to the Refugee Board. The Refugee Board's decision will be, is there something that has changed to warrant this case being heard again? If nothing has changed, then they would not automatically re-enter the system.

*[Traduction]*

des détails du problème. L'an dernier, nous avons accordé des permis de travail à 156,139 personnes, ce qui représentait une augmentation de 8.5 p. 100 par rapport à l'année précédente. Il y a donc une augmentation appréciable . . . De ce total, 2,544 permis ont été accordés à des ouvriers du bâtiment, ce qui signifie que nous n'acceptons pas uniquement des travailleurs agricoles.

**M. Oostrom:** Puis-je poser une dernière question, monsieur le président?

**Le président:** Puis-je vous inscrire pour le prochain tour?

**M. Oostrom:** D'accord.

**Le président:** Monsieur le ministre, je crois comprendre que vous êtes disposé à rester jusqu'à 20h30. Cela vous convient-il?

**M. McLean:** Cela me convient parfaitement.

**M. Marchi:** Je crois, pour faire suite à l'intervention de John, que nous pouvons inclure, en catimini, la catégorie des entrepreneurs dans notre étude sur la réunion des familles tout simplement parce qu'on nous a dit à Hong Kong et à Manille que le programme des entrepreneurs accapare une partie du temps et des ressources qui devraient être consacrés aux immigrants appartenant à la catégorie familiale. Il existe donc un lien direct.

J'aimerais aborder de nombreux autres sujets. J'aimerais reparler des demandes de statut de réfugié. C'était l'autre principe: les groupes veulent un accès universel. Dans notre système, certaines requêtes ne seraient pas automatiquement acceptées. Vous avez cité un certain nombre de cas, notamment celui de personnes qui se sont vu par le passé refuser le statut de réfugié. Elles doivent agir dans un délai de sept jours.

Si le système actuel est imparfait et qu'une personne s'est vu refuser le statut par le passé, pourquoi ne pourrait-elle pas faire un deuxième essai? Si nous admettons que notre adhésion aux Nations Unies nous impose certaines obligations et que nous sommes tenus d'examiner une plainte pour des raisons humanitaires lorsqu'une personne réclame le statut de réfugié, qu'arrive-t-il dans l'intervalle si la demande est refusée en vertu de l'ancien système et que l'intéressé reprend les démarches dans le cadre du nouveau système amélioré? Qu'advient-il de ces personnes entre les deux demandes? Ce n'est pas très clair.

**M. McLean:** Comme vous le savez, le système remodelé vise à éliminer les abus. Ce remaniement a été rendu nécessaire par les nombreux abus du système. Nous examinons le cas des personnes dont les besoins sont les plus pressants en tenant compte des nouveaux faits qui peuvent exister. Si une personne a déjà présenté une demande qui a été refusée, elle aura accès à l'Office des réfugiés. L'Office des réfugiés demandera si de nouvelles données justifient une nouvelle audience. Si les circonstances restent inchangées, le demandeur n'est pas automatiquement admis à présenter une nouvelle demande.

[Text]

**Mr. Marchi:** Would it be an oral hearing, or would it be a different set of criteria with which the Refugee Board would be looking at that individual?

**Mr. McLean:** That is a very good question. I think that is a drafting decision, concentrating on the fact that the Refugee Board would make that decision.

**Mr. Marchi:** But is it a decision on paper, as is done now by the Immigration Appeal Board, or would that refugee have an opportunity to say, look, this is how the system has changed for me?

**Mr. R. Girard (Director, Refugee Affairs, Department of Employment and Immigration):** The provisions that would relate to new evidence or change in circumstances would have to be made known to the board through the Federal Court. The initiation of that process would be an affidavit of fact which would be examined by the court, and if the court were satisfied that that fact could conceivably lead to an effect on the individual's claim, they would make an order to the Refugee Board to give another hearing; an oral hearing before two members, as would have been the case for a new hearing.

**Mr. Marchi:** Again, with that information, I have serious reservations, because I think the same criticism of the Federal Court under the appeal can be translated here. I think we would be limiting access. I hope in the ensuing months we have an opportunity to change that, because I am not satisfied with that process at all. As this gets fleshed out, I think there are going to be serious reservations on the limiting of access, because the Federal Court will be doing it on the merit of perhaps law rather than merit. It would perhaps be a paper decision rather than a person coming before the board or the court of law in person.

My other question in this second, limited round would be the whole question of... there are some problems with the Portuguese-Canadian community. It was your intention to slap on a visa requirement as a way of addressing some bogus applications. I think we all agree that the bogus applicants need to be weeded out of our system, because they are a detriment to the legitimate ones. I have no reservations there.

• 2010

I have, however, my reservations with the visa, and I am glad you took the decision not to go forward with that. However, the question remains that, with respect to the particular community—and there might be others so that is why this community is important as a precedent—you know and the department knows and I know that in Toronto there is a handful of legal firms, so-called lawyers and consultants, who have a heck of a lot to do with the number of bogus applications we have received from the Portuguese community based on religious persecution.

Those people are making anywhere between \$3,000 and \$5,000 or \$7,000 a head. Those people are travelling to Portugal, advertising falsely, giving false information, false hopes, false aspirations. Individuals from Portugal have come

[Translation]

**M. Marchi:** Y aurait-il audition ou l'Office des réfugiés tiendrait-il compte de critères différents?

**M. McLean:** C'est une très bonne question. D'après le texte, la décision appartiendrait à l'Office des réfugiés.

**M. Marchi:** Mais s'agirait-il d'une décision sur papier, comme cela se fait actuellement à la Commission d'appel de l'immigration ou le réfugié pourrait-il présenter une nouvelle demande en raison des modifications apportées au système?

**M. R. Girard (directeur, Affaires des réfugiés, ministère de l'Emploi et de l'Immigration):** La Cour fédérale devrait indiquer à l'Office quelles dispositions touchent les nouveaux faits ou les changements de circonstances. La procédure serait enclenchée par la présentation d'un affidavit examiné par le tribunal et si celui-ci jugeait que les faits invoqués pourraient avoir une incidence sur la revendication, il pourrait ordonner à l'Office des réfugiés d'accorder une nouvelle audience devant deux membres, comme c'est le cas pour toute nouvelle audience.

**M. Marchi:** À mon avis, ces renseignements soulèvent de sérieuses réserves puisque l'on pourrait invoquer ici les mêmes critiques à l'endroit des appels interjetés devant la Cour fédérale. J'estime que nous limiterions ainsi l'accès. J'espère que nous aurons l'occasion, dans les mois qui viennent, de modifier ces dispositions qui ne me m'apparaissent pas du tout satisfaisantes. Quand nous disposerons de faits additionnels, j'estime que nous aurons de sérieuses réserves pour ce qui est de l'accès limité puisque la Cour fédérale jugera en fonction de faits de droit plutôt que de mérite. Il pourrait s'agir d'une décision sur papier qui empêcherait le requérant de se présenter en personne devant l'Office ou le tribunal.

J'aimerais, au cours de ce second tour, aborder toute la question... La communauté canado-portugaise connaît certains problèmes. Vous aviez l'intention d'imposer des exigences de visa comme solution à certaines demandes factices. Nous admettons tous que les demandes factices doivent être éliminées du système parce qu'elles portent préjudice aux demandes légitimes. Je n'ai pas de réserve à cet égard.

J'ai cependant des réserves quant aux exigences de visa et je suis heureux que vous ayez abandonné cette idée. Cependant, cela ne règle pas le problème de cette collectivité, et il y en a peut-être d'autres qui se trouvent dans la même situation; voilà pourquoi ce cas a valeur de précédent. Vous savez et le ministère sait, comme moi d'ailleurs, qu'il y a à Toronto certains cabinets juridiques, des prétendus avocats et consultants, qui sont débordés par la quantité de demandes factices présentées par des Portugais qui prétendent être victimes de persécution religieuse.

Ces avocats et consultants empochent 3,000, 5,000 ou 7,000 dollars par cas. Ils se rendent au Portugal, font de la publicité mensongères, donnent des renseignements erronés et suscitent de vains espoirs et des attentes non fondées. Certains Portugais



[*Texte*]

to Canada, sold their property in Portugal, and why not expect them to say the things they have been saying? If you have nothing to return to and you are desperate then you are going to pick on religious persecution or what not.

Therefore, there are two sides to the equation. So if you want to rid the system of the phony refugee then why are we not going on the other side of the equation and ridding the system of some pretty phony consultants and lawyers, who are really low-lives, in my estimation, because they are living off proceeds from innocent individuals. We have all had in our constituencies individuals who have gone to lawyers and consultants and just got soaked. But this Portuguese thing has been much focused. The consulate in Toronto has certainly provided information.

I am just wondering why we are leery of moving on this front. I realize that in the previous administration there was some work or some looking into it by the RCMP, but why are we stopping there? Why are we not going full tilt against these individuals?

**Mr. McLean:** You might let me first say a word about the previous issue you raised.

You have raised an issue on the matter of those who are returning and the procedures there. We are in the process of drafting now on the question that you have raised about the procedures for a person appealing, again the issue you raised before . . . I will revisit that. We are at the point where this meeting is helpful to flag an issue like that as we work on the technical details of how—

**The Chairman:** Can I just cut in for a minute? In the committee's examination of changing circumstances we were very conscious of the fact that the refugee determination board would be the repository for country-specific information. They would get it from all kinds of places. Certainly the Federal Court does not have that kind of information. It is the board itself that has it and will have it on an updated basis, and in fact if circumstances change then that is where Canadian expertise will reside. I think that is the—

**Mr. McLean:** I have indicated that we intend to have a documentation centre as a part of that board—

**The Chairman:** Yes.

**Mr. McLean:** —and ongoing updating. So I am interested in what the officials are saying here. I intend to—

**The Chairman:** Look into it.

**Mr. McLean:** —have a look at that, and I accept that as a representation.

On the matter of the Portuguese—I was going to say "tragedy" for many people, for lack of a better word—I want to say that I am not accepting responsibility. This problem has been here for a long time. The licensing of fraudulent consultants is something that has gone on in relation to other countries. The Portuguese happen to be the latest of a number

[*Traduction*]

ont vendu les biens qu'ils possédaient pour venir au Canada alors pourquoi attendrions-nous d'eux qu'ils disent le contraire de ce qu'ils prétendent maintenant? S'ils se retrouvaient les mains vides en rentrant dans leur pays et s'ils sont désespérés, il est normal qu'ils invoquent la persécution religieuse ou tout autre motif.

Par conséquent, il faut aussi tenir compte de l'envers de la médaille. Si nous voulons éliminer du système les faux réfugiés, pourquoi ne cherchons-nous pas dès maintenant à éliminer du système les consultants et avocats qui sont à mon avis méprisables puisqu'ils s'enrichissent au détriment de personnes innocentes. Nous avons tous dans nos circonscriptions des gens qui se sont adressés à des avocats et à des experts-conseils et qui se sont faits escroquer. Le cas des Portugais est cependant le plus flagrant. Le consulat de Toronto a fourni des renseignements à cet égard.

Je me demande tout simplement pourquoi nous sommes si réticents à intervenir dans ce dossier. Je sais que l'ancien gouvernement avait demandé à la GRC d'enquêter mais pourquoi nous en tenons-nous à cela? Pourquoi ne prenons-nous pas les mesures très rigoureuses contre ces individus.

**M. McLean:** Permettez-moi d'abord de commenter le premier problème que vous avez soulevé.

Votre première question touchait les procédures applicables à ceux qui présentent une nouvelle demande. Nous sommes en train de rédiger les dispositions relatives aux procédures applicables en cas d'appel . . . Je vais réexaminer la question. Les délibérations d'aujourd'hui font ressortir l'importance de cette question et nous seront donc très utiles puisque nous sommes en train de fixer les détails techniques . . .

**Le président:** Puis-je vous interrompre pendant une minute? Lorsque le comité a examiné la question des faits nouveaux, il savait très bien que l'Office chargé de déterminer le statut de réfugié recueillerait des renseignements en fonction des différents pays. Ces renseignements proviendraient de sources diverses. La Cour fédérale ne dispose certainement pas de ces renseignements. L'Office les recueillera, en assurera la mise à jour et il disposera en fait de la connaissance des experts sur les conditions nouvelles. Je crois que c'est . . .

**M. McLean:** J'ai déjà indiqué que l'Office sera doté d'un centre de documentation . . .

**Le président:** Oui.

**M. McLean:** . . . qui assurera la mise à jour des renseignements. Les commentaires formulés aujourd'hui m'intéressent donc vivement. J'ai l'intention . . .

**Le président:** D'examiner la question.

**M. McLean:** . . . d'examiner la question et je prends bonne note de vos commentaires.

Pour ce qui est du problème des Portugais—j'allais dire la «tragédie» faute d'un meilleur terme—je dois dire que je n'en accepte pas la responsabilité. Ce problème existe depuis longtemps déjà. D'autres pays ont déjà été victimes de consultants frauduleux. La collectivité portugaise vient tout simplement grossir les rangs de ceux qui ont été victimes de l'ancien système.

## [Text]

of people that are victimized due to the system that was in place.

It is my conviction, and the conviction of most Members of Parliament, that we want to do everything short of putting a visa on. A visa is a last resort. I am hopeful—and I have had representations from a number of Members of Parliament from across Toronto—that we will allow this new fast-track system to try to take the business away from the consultants.

So I really need your help, along with that of other Members of Parliament, in getting that word out, not just here but across Portugal, and in cases now in Brazil, where many Portuguese are being recruited according to our information. Therefore we want to try to get word out that it will no longer be worth while to come that route.

**Mr. Marchi:** Yes, but you would be attacking the symptom rather than, in large part, attacking the cause.

• 2015

**Mr. McLean:** Let us say the symptom there was the decision on the part of the Liberal government to close off immigration. If I bring out the graphs, from the point that immigration was turned off in 1981 refugee claims went straight up on the graph. The reason was that people who found there was no longer an opportunity to immigrate and for family reunification began to look for the loopholes and to find out how they would come in.

What we are now trying to do is gradually to open immigration, to try to get a new system that is fair—and we have been talking about the importance of fairness—but is also fast, so there is not a temptation to take your life savings and give it through a phoney consultant. I have asked the help of the public and others so we could lay charges. We are not able to get people—and I suppose not surprisingly—who themselves have been victimized, who want to give the information to the RCMP so they can lay charges.

So first, I have also been in touch with the government at Queen's Park, asking them in terms of regulatory aspects. A number of these people, I am informed, are realtors; others are consultants; others are lawyers. The provincial government has a regulatory responsibility in regard to professional associations and others, and the government at Queen's Park, for a variety of reasons, has also not . . . I have talked with the Minister and asked, since this is a human problem, what we can do to deal with it.

So I want to say that the fact of the matter is that we need evidence. The RCMP tell me they are having difficulty in getting that. Second, you can raise with your colleagues at Queen's Park the question of how that can be done there in the short run, in the meantime getting at the symptom, which is to give some more hope, which is the gradual opening of our immigration. In the short run, I believe the medicine is to get a

## [Translation]

Je suis convaincu, comme la plupart des députés, de la nécessité de lutter contre ce problème par tous les moyens, sauf par l'exigence d'un visa. Le visa est une solution de dernier recours. J'en ai discuté avec un certain nombre de députés de la région de Toronto et j'espère que ces nouvelles procédures accélérées priveront ces consultants d'une partie de leur clientèle.

Je compte donc sur votre aide et sur celle des autres députés pour faire passer le message non seulement ici mais au Portugal et au Brésil où de nombreux Portugais sont actuellement recrutés, d'après les renseignements dont nous disposons. Nous voulons donc essayer de faire passer le message pour éviter que d'autres ne se sentent justifier de recourir à ces méthodes.

**M. Marchi:** Oui, mais vous vous attaquez au symptôme plutôt qu'à la cause du mal.

**M. McLean:** Parlons des symptômes, si vous le voulez. C'est le gouvernement libéral qui a décidé de fermer nos frontières à l'immigration. Si vous reprenez les graphiques, vous constaterez que le nombre de demandes du statut de réfugié est monté en flèche lorsqu'on a bloqué l'immigration en 1981. Cela est attribuable au fait que ceux qui ont constaté qu'ils ne pouvaient plus entrer au Canada comme immigrant ou au titre de la réunion des familles se sont mis à chercher d'autres façons d'entrer au pays.

Nous cherchons donc à rouvrir graduellement le robinet de l'immigration et à mettre en place un nouveau système qui soit équitable—et nous avons insisté sur l'importance de l'équité—tout en étant rapide pour éliminer la tentation de remettre les économies de toute une vie dans les mains de pseudo-consultants. J'ai demandé la collaboration de la population pour que nous puissions porter des accusations. Nous avons du mal, et ce n'est pas étonnant, à trouver des victimes qui acceptent de fournir des renseignements à la GRC pour qu'elle puisse porter des accusations.

J'ai aussi communiqué avec le gouvernement de l'Ontario pour obtenir des renseignements relatifs à la réglementation. J'ai appris que certaines de ces personnes sont des agents immobiliers, des consultants ou des avocats. Le gouvernement provincial réglemente les associations professionnelles et autres mais, pour toute une série de raisons, il n'a pas . . . J'ai parlé au ministre et je lui ai demandé quelle solution il pouvait nous proposer puisqu'il s'agit d'un problème d'ordre humanitaire.

Je dois donc vous dire que nous avons besoin de preuves. La GRC me signale qu'elle a de la difficulté à en obtenir. Vous pouvez donc nous aider en demandant à vos collègues de *Queen's Park* quelles mesures peuvent être prises à court terme et, de notre côté, nous nous attaquerons aux symptômes en ouvrant graduellement nos frontières à l'immigration pour donner un peu d'espoir à ces gens. À mon avis, la solution à



[Texte]

fast track going and to take away the incentive for the consultants who see the loophole there.

At the moment, those who arrive from Portugal go into the fast track. We will have them in a priority now, being heard as quickly as we can under the existing machinery, with the hope that the fact that they are here for only three or four months and are on their way again is a signal to others that this particular routing for staying four or five years in a backlog is over.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Minister.

The five minutes got to be 12 minutes, so I am going to give Dan 12 minutes, and then we may have to stay just a little past 8.30 p.m.

**Mr. Heap:** I have four questions, and I will make them as short as I can. Regarding the list the Minister sent out today about the new appointees to the Immigration Appeal Board, I understand it has been customary to review that list with the Canadian Bar Association. Has that been done in this case at this time?

**Mr. McLean:** That is a good question. I would say the consultations around the list have been rather extensive with ethnocultural and other groups, and we have a provision for a portion of the IAB membership to be lawyers. I do not know of any reason why, and it has not been brought to my attention that there is anything mandatory. In fact, the provisions are that a certain number must be lawyers, but there is no provision that anything near a majority must be lawyers in the IAB. So those appointees are balanced, and our normal checks are done in terms of security and of bona fides on them.

**Mr. Heap:** Can I ask my question again, Mr. Chairman? Nothing the Minister said answered it.

I understand it has been customary to review the list with the Canadian Bar Association, whether the whole list or only some of it. I am just asking whether it was reviewed with the Canadian Bar Association this time?

**Mr. McLean:** I do not know. I will undertake to find out.

**Mr. Heap:** Thank you.

**The Chairman:** Okay, perhaps you will let us know.

• 2020

**Mr. Heap:** Next, on May 14, the regulation, the Annex A part... It was issued on May 15, but this part is dated May 14. The gist of it is that the person to be in the backlog must meet a), b), c), d) and e) requirements. Requirement a) means that he must have been in Canada on May 21; b) that he must have been reported, arrested or must have made a request for refugee status. And c) then means that it has to be made official before June 21. I take d) to mean that he is excluded if he had an oral hearing before the appeal board with negative result. Then e), of course, if he had been recognized by the Minister, then he is not in the backlog and I guess does not want to be.

[Traduction]

court terme, c'est d'accélérer les procédures et d'éviter que ces individus ne tirent profit des failles du système.

A l'heure actuelle, les immigrants qui arrivent du Portugal bénéficient des procédures accélérées. Nous traiterons leur cas en priorité et nous leur entendrons aussi rapidement que le système actuel le permet pour éviter qu'ils ne demeurent ici plus de trois ou quatre mois et, du même coup, pour faire comprendre à d'autres qu'ils ne pourront plus profiter du retard des dossiers pour demeurer ici pendant quatre ou cinq ans.

**Le président:** Merci, monsieur le ministre.

Tout cela a pris 12 minutes au lieu des cinq prévues et je vais donc accorder 12 minutes à Dan, ce qui nous mènera un peu au delà de 20h30.

**M. Heap:** J'ai quatre questions et je vais essayer d'être aussi bref que possible. Je crois comprendre que la liste des nouvelles nominations à la Commission d'appel de l'immigration rendue publique aujourd'hui par le ministre est habituellement revue en consultation avec l'Association du Barreau canadien. Cette liste a-t-elle déjà été examinée en consultation avec l'Association du Barreau canadien au moment où nous nous parlons?

**M. McLean:** C'est une bonne question. Je dois dire que les nominations figurant sur cette liste ont fait l'objet de consultations très larges avec les groupes ethno-culturels et autres et il est prévu qu'un certain pourcentage des membres de la CAI soient des avocats. Je ne sais pas pourquoi il en est ainsi mais personne ne m'a dit que c'est obligatoire. En fait, un pourcentage des membres de la commission doivent être avocats mais aucune disposition ne nous oblige à en nommer une majorité. La composition de la commission est donc équilibrée et nous effectuons les contrôles de sécurité et de compétence habituels.

**M. Heap:** Puis-je reformuler ma question, monsieur le président? Le ministre n'y a pas répondu.

Je crois savoir que les nominations sont habituellement revues, en tout ou en partie, en consultation avec l'Association du Barreau canadien. Je vous demande tout simplement si cela a déjà été fait?

**M. McLean:** Je ne le sais pas. Je vais me renseigner.

**M. Heap:** Merci.

**Le président:** D'accord, vous pourriez peut-être nous le faire savoir.

**M. Heap:** Ensuite, le 14 mai, le règlement, annexe A, partie... Le document a été publié le 15 mai, mais cette partie date du 14 mai. On y précise que les personnes dont les demandes sont en souffrance doivent remplir les conditions a), b), c), d) et e). Selon la condition a), cette personne devait être au Canada le 21 mai; selon la condition b), elle doit avoir été dénoncée, arrêtée ou avoir présenté elle-même une demande comme réfugiée et selon c), tout ceci doit avoir été fait officiellement avant le 21 juin. Je suppose que d) signifie que si la personne a été entendue par le tribunal d'appel et que sa demande a été rejetée, elle se trouve exclue. Bien entendu, e)

[Text]

Do I understand then that the effect of that is that anyone who is presently in illegal status or out of status or who is a visitor and has not asked to make a refugee claim, is now excluded from the backlog and will not be able to enter the backlog? He is not entitled to make the request as of June 21. Is that the case?

**Mr. McLean:** Let me just for a moment see if I can get clarification on this. Maybe Mr. Bissett can just say a word about that.

**Mr. Bissett:** That is correct. The person you described would not qualify for a backlog clearance. That individual, if they have been here illegally for some length of time, might qualify under another program, but not under the current backlog clearance of refugee claimants.

**Mr. McLean:** I should just say a word, Mr. Heap, that the IS 135 guideline for those who have been here, particularly illegally, I have issued an amplification to the existing guideline encouraging humanitarian consideration and approach on the part of people who come forward. We have had a number of people inquiring on behalf of others. We recognize there are a number of people here who are in the country and are in a situation which needs to be addressed.

**Mr. Heap:** You recognize, I take it, that both paragraph c) and paragraph d) there, excluding the ones who had had a hearing before the IAB, are in disagreement with the committee's recommendation to the extent that the committee recommended that anybody who had been here three years, not should be landed but should be eligible for consideration. So the result is that somebody who has been here two months may be considered and somebody who has been here four years may not even be considered. That is the effect of your regulation. That is the intended effect, is it?

**Mr. McLean:** The question is whether it is the intended effect. Maybe the officials can—

**Mr. Bissett:** If I understand your question, Mr. Heap, you are really saying that if a student had been in Canada for four or five years, they would not be eligible under the backlog clearances.

**Mr. Heap:** That would be one example.

**Mr. Bissett:** If they had not made the claim.

**Mr. Heap:** So it puts a premium on dishonesty. They should have been dishonest last week.

**The Chairman:** Or before May 22.

**Mr. McLean:** Depending on how you want to read it. You cannot have it both ways and call at one point, in a sense—or at least maybe you can. But in wrestling to try and find the generosity to legitimate refugees in the system and not to backlog the system in such a way that we never get out from under it,—

[Translation]

signifie que si le ministre a pris son cas en main, sa demande n'est plus en souffrance et tout ceci ne l'intéresse pas.

Dois-je en conclure que celui dont le statut actuel est illégal, ou qui n'a aucun statut, ou qui est ici comme visiteur et qui n'a pas présenté de demande comme réfugié se trouve désormais exclu à tout jamais de l'arriéré? Autrement dit, qu'il n'a le droit de présenter aucune demande avant le 21 juin? C'est bien le cas?

**M. McLean:** Donnez-moi quelques minutes pour voir si je peux tirer ça au clair. M. Bissett pourrait peut-être me donner des explications.

**M. Bissett:** C'est bien le cas. La personne que vous mentionnez ne peut pas faire partie de l'arriéré. Si elle est ici de façon illégale depuis quelque temps déjà, il y a peut-être un autre programme qui s'applique à son cas, mais on ne peut pas considérer sa demande comme la demande en souffrance pour statut de réfugié.

**M. McLean:** Permettez-moi de vous dire, monsieur Heap, à propos de la directive IS 135, que pour les personnes qui se trouvent au Canada illégalement en particulier, j'ai élargi la directive actuelle généreusement à ceux qui se dénoncent eux-mêmes. Nous avons eu un certain nombre de demandes par intermédiaires. Nous savons qu'il y a un certain nombre de gens au Canada qui se trouvent dans une situation illégale.

**M. Heap:** Je suppose que vous reconnaissez que les alinéas c) et d)—sauf pour ceux qui ont été entendus par la Commission d'appel de l'immigration—vont à l'encontre des recommandations du comité, en ce sens que le comité a recommandé que toute personne qui se trouve au Canada depuis trois ans ne devrait pas être acceptée systématiquement comme immigrant, mais sa demande devrait être étudiée. Ainsi, on étudiera la demande de quelqu'un qui se trouve au Canada depuis deux mois, mais la personne qui est ici depuis quatre ans n'a aucune chance. Voilà la conséquence de votre règlement. C'est bien ce que vous vouliez?

**M. McLean:** La question est de savoir si c'est bien ce qu'on voulait. Peut-être que mes fonctionnaires pourraient...

**M. Bissett:** Si j'ai bien compris votre question, monsieur Heap, vous dites qu'un étudiant qui se trouve au Canada depuis quatre ou cinq ans ne pourrait pas voir sa demande étudiée comme une demande en souffrance.

**M. Heap:** Ce serait un cas, en effet.

**M. Bissett:** S'il n'a pas présenté de demande.

**M. Heap:** Vous encouragez les gens à être malhonnêtes. Ils auraient dû être malhonnêtes la semaine dernière.

**Le président:** Ou avant le 22 mai.

**M. McLean:** Ça dépend de votre interprétation. On ne peut pas tout avoir et rien payer: présenter sa demande à un certain moment, en un sens—c'est peut-être possible. Nous essayons de faire preuve de générosité pour intégrer les réfugiés authentiques sans encombrer irrémédiablement le système.



[Texte]

**Mr. Heap:** I would hope the Minister will give further consideration to that part of the committee's report which dealt with that very issue in what I still believe was a more just way and not an inefficient way.

I want to move on to the Annex B-1.

**Mr. McLean:** But would you not, under that circumstance then, be moving onto a general amnesty?

• 2025

**Mr. Heap:** I would rather go on to other questions now because I trust that we will see the Minister's notes soon and we will have a chance to discuss this with the Minister at a further date.

On appendix B-1, I would like to ask if we can have the rationale, which is not contained here and may be contained in some earlier regulation, for excluding certain countries, which are not on the list anymore, of countries of non-removal. Chile continues to have a murderous track record of attacking its own citizens. It is a dangerous place, and anybody who has visited there, I think, reports that. Ethiopia has a similar record. Chile and Ethiopia apparently were on the list and have at some time recently been scratched off after the list was typed but before it was issued. Then there is another country, Guyana, which also has a very, very bad record of promoting or tolerating violence against people of East Indian origin and people who are not supporters of the ruling party, or particularly people who may be critics of the ruling party. Those are both "persecution" within the meaning of the refugee concept, whether it is applied individually. I am very concerned that, comparing it with the other places we are looking at there, there appears to be no rationale for excluding Chile and Ethiopia recently, and Guyana always. I wonder whether the Minister, not tonight perhaps but in the near future, can give us the rationale for that.

**Mr. McLean:** Maybe I could ask the officials in terms of the technical nature of this question. I hear your representation; maybe the officials could comment on this.

**Mr. R. Girard:** Yes, Appendix B-1 was taken as an existing list, which recorded all the countries to which there are either temporary or longer term moratoria on removal, to instruct our people in the field that insofar as new claimants from these countries are concerned, there will be no removal of those people from Canada for the foreseeable future, regardless of a decision by the RSAC or the refugee board that these cases should, with the agreement of the candidate, be put to one side so that the fast track can go on for other cases.

Now Chile and Ethiopia were deleted from that list because, in the case of Chile and Ethiopia, there is not a total moratorium on removal. There are case-by-case considerations of a particularly thorough nature should anyone from either of those two countries be ordered removed, before the decision is made whether or not the order itself should be executed. Those two countries were stroked off the list for the temporary mechanism we put into place to put cases to one side that could not be actioned. It is obvious, as there is not a total moratorium on these cases, that some cases can be completed

[Traduction]

**M. Heap:** J'espère que le ministre étudiera à nouveau la partie du rapport du comité qui porte sur ce problème et qui propose une solution plus équitable et plus logique.

Je passe maintenant à l'annexe B-1.

**M. McLean:** Dans ce cas-là, ne seriez-vous pas plutôt en faveur d'une amnistie générale?

**M. Heap:** Je préférerais m'attacher à d'autres questions pour l'instant. Je pense en effet que nous aurons bientôt accès aux notes du ministre et nous aurons la possibilité d'en discuter avec lui ultérieurement.

L'annexe B-1, que nous n'avons pas en main mais qui figurera probablement dans la première version de règlements, a omis certains pays de la liste de ceux qui n'ont pas d'accord d'extradition. J'aimerais avoir des explications. En effet, le Chili continue à persécuter ses propres citoyens. C'est un endroit dangereux, comme peuvent en témoigner tous ceux qui s'y sont rendus. L'Éthiopie se trouve dans la même catégorie. Les deux pays figuraient sur la liste autrefois mais en ont été rayés quelque temps avant la publication. Il y a un autre pays, la Guyane, qui non seulement tolère mais encourage les actes de violence contre les Guyanais d'origine indienne et contre les adversaires du parti au pouvoir, en particulier tous ceux qui critiquent ce parti. Il s'agit effectivement de « persécution » dans le sens où on l'entend lorsque quelqu'un demande le statut de réfugié. Si je considère les autres pays qui figurent sur la liste, je m'inquiète, parce qu'il n'y a apparemment aucune raison logique d'avoir rayé le Chili et l'Éthiopie de la liste récemment, sans parler de la Guyane qui n'y a jamais figuré. J'aimerais que le ministre nous donne des explications, sinon ce soir, du moins très prochainement.

**M. McLean:** Vu le caractère technique de la question, je demanderais à mes fonctionnaires de vous répondre.

**M. R. Girard:** L'annexe B-1 est en effet une liste élargie, qui cite tous les pays pour lesquels il n'y a pas d'extradition possible, soit pour quelques mois, soit pour plus longtemps, afin que nos agents sur le terrain sachent bien que lorsque de nouvelles demandes leur parviennent de ces pays, il ne sera pas question de les renvoyer chez eux, même si le CCRS, le Conseil des réfugiés a décidé, avec l'accord du candidat, que son cas soit mis de côté pour que d'autres soient étudiés en priorité.

Le Chili et l'Éthiopie ont été rayés de la liste parce que, dans leur cas, l'extradition reste possible. Si l'on décide d'extrader un ressortissant d'un de ces deux pays, chaque cas est étudié soigneusement avant que l'on agisse. On a rayé ces deux pays de la liste parce que nous avons mis en place un mécanisme temporaire permettant de mettre ces cas de côté. Vu que l'extradition reste possible, il est évident que certains cas peuvent être réglés et d'autres pas. C'est pourquoi les deux pays ont été rayés de la liste. Quant aux questions plus générales que vous avez posées, à savoir pourquoi certains pays

[Text]

and others cannot. There is nothing more to it than that in terms of this particular list. The more general questions about why countries are there and why countries are not, relate to removals policy, and I should defer to Mr. Bissett and the Minister on that particular question.

**Mr. Heap:** That really is my question. Why is there not a moratorium on removal to Chile? I know the government has resumed permitting the export of arms to Chile, but surely that is not sufficient justification for removing people to Chile too, unless they want to go.

**Mr. Bissett:** I guess the answer to that is that you get mixed views and opinions about which countries should be on the list and which countries should not be. Sometimes countries are on the list and later, as conditions do improve, they are removed from the list. It is true that there are many Chileans who do travel back and forth from Chile. Some chose to go back. So I think it was felt that in the case of Chileans, each case should be reviewed individually. There should not be a blanket non-removal policy.

• 2030

**Mr. Heap:** I have asked the question twice. I see I am not going to be given an answer. I regret that very much, especially in light of the recent publicity issued by the Minister's office regarding people admitted from Chile, allegedly as refugees or quasi-refugees. The very selective information issued by the Minister's office has caused great heart-searching amongst many of the Chileans in Canada as to what the principle is. Some Chileans cannot get in who are considered by the UNHCR to be bona fide refugees, but ex-torturers can get in. We really do not know how this policy of non-removal works; but it is quite clear that neither the Minister nor Mr. Bissett is willing to give us any explanation of it.

I will go on to my last question. On this same appendix, I am trying to get clear, if a person comes, say, from Guatemala tomorrow, it says here they will be issued a Minister's permit and possibly, pursuant to certain regulation, an employment authorization. Do I understand that if the person had come from Guatemala a week ago and been questioned at the border and held and had said he wants to be a refugee from Guatemala, he would not be so treated? In other words, this is a treatment to be accorded only to people who come after the 21st; but a person of the same circumstances, same country, a country of non-removal, who came before the 21st will not have the same chance.

**Mr. Bissett:** Essentially that is correct.

**Mr. Heap:** That is the intent.

**Mr. Bissett:** A Guatemalan who had come prior to the 21st and who had been found inadmissible at the port of entry... an inquiry would have been opened... when that individual made a claim for refugee status, the inquiry would have been adjourned and a work permit would have been issued. What we are saying now is that if someone from Guatemala comes in after the announcement, rather than going through the process of opening an inquiry, which takes time and money, we would

[Translation]

figurent sur la liste et d'autres pas, ce sont des questions qui concernent notre politique d'extradition et je demanderai à M. Bissett et au ministre d'y répondre.

**M. Heap:** C'était vraiment cela ma question. Pourquoi permet-on l'extradition au Chili? Je sais que le gouvernement a repris son commerce d'armes avec le Chili, mais ce n'est pas une raison suffisante pour extradier des Chiliens, à moins qu'ils ne soient d'accord.

**M. Bissett:** Je vous répondrais en vous disant que les vues sont partagées sur les pays qui devraient ou ne devraient pas figurer sur la liste. Certains pays, qui se trouvent sur la liste, sont rayés par la suite, lorsque les circonstances s'améliorent. Le fait est qu'il y a beaucoup de Chiliens qui font le va-et-vient entre le Canada et le Chili. Certains décident de regagner leurs pénates. Pour les Chiliens, on a décidé de ne pas avoir de politiques générales de non extradition et d'étudier chaque cas individuellement.

**M. Heap:** J'ai posé la même question deux fois et on ne m'a toujours pas répondu. Je déplore, eu égard en particulier à la publicité que le cabinet du ministre a faite récemment concernant les Chiliens acceptés au Canada comme réfugiés ou quasi-réfugiés, supposément. Le cabinet du ministre a trié sur le volet les rares informations qui ont été publiées, ce qui a semé l'angoisse parmi les Chiliens qui sont au Canada qui se sont demandé sur quel principe le ministre se basait. On refuse des Chiliens considérés comme d'authentiques réfugiés par le UNHCR, mais on accepte d'anciens bourreaux. On ne sait pas vraiment comment fonctionne cette politique de non-extradition; ce qui est clair, par contre, c'est que ni le ministre ni M. Bissett sont prêts à nous fournir d'explications.

J'en viens à ma dernière question, qui porte sur la même annexe. Un Guatémaltèque qui débarquerait demain, recevrait un permis du ministre voire, selon certains règlements, un permis de travail. Dois-je en conclure que si le Guatémaltèque en question était arrivé il y a une semaine, avait été questionné à la frontière, gardé sur place, et qu'il ait dit qu'il voulait être accueilli comme réfugié du Guatemala, son traitement aurait été différent? En d'autres termes, ce traitement est réservé à ceux qui débarqueront passé le 21; mais pour quelqu'un qui se trouve dans les mêmes circonstances, qui vient du même pays, un pays de non-extradition, mais qui est arrivé avant le 21, cette possibilité n'existe pas.

**M. Bissett:** Vous avez raison.

**M. Heap:** C'est bien là l'intention.

**M. Bissett:** Le Guatémaltèque qui est arrivé avant le 21 et qui a été refusé au port d'entrée... On ferait enquête... Si la personne avait demandé le statut de réfugié, on aurait ajourné l'enquête et on lui aurait accordé un permis de travail. Ce que nous disons maintenant, c'est que si quelqu'un débarque du Guatemala après la déclaration, plutôt que de faire une enquête, ce qui coûte du temps et de l'argent, on lui donne



[Texte]

simply issue a permit and the work permit immediately, so that the person would not again begin to clog up the fast track.

**Mr. Heap:** Why not equally take the person who came a week ago, with the same profile, same country and so on... maybe he has been sent to inquiry. At the rate inquiries are scheduled, if he came in the beginning of May, I will bet he has not had his inquiry yet, let alone any of the rest of the refugee process. Why not yank him right out of that and treat him the same as the fellow who comes tomorrow?

**Mr. R. Girard:** I think you are making a distinction that does not exist. The person who arrived a week ago has a right to administrative review; the person who arrives today or tomorrow does not. The person who arrives today or tomorrow is given a Minister's permit and access to an employment visa and informed, if they feel they have a compelling case to refugee status, to make contact directly with the Refugee Status Advisory Committee to have a priority hearing with a member of the RSAC. If they choose not to do so, their case will be held in abeyance for 12 months.

The person who arrived last week goes through the administrative review. If they are found acceptable, they are put into the landing stream. If they are not, they proceed back through the refugee claim stream, on an equal footing with the person who arrived today.

So the person who arrived a week ago has in fact an advantage over the person arriving today in so far as access to the administrative review is concerned.

**Mr. Heap:** I see. My time is up. I hope we can pursue this another week.

**The Chairman:** I want to get a repeat of what I think I just heard.

If somebody comes in today from Guatemala, the office can issue him a work visa and a Minister's permit for 12 months. That is automatic. In that 12-month period he can have his claim heard by an RSAC officer face to face. If the RSAC officer makes a recommendation to the Minister for landing as a refugee, the Minister has the intention of taking that advice. So it is an in-person hearing with an RSAC member and some expectation the advice will be followed when it is positive. So it is really an accelerated thing for that.

• 2035

I would also say, as the committee struggled with backlog, it was clear that any case that would not be deported anyhow should be dealt with in that administrative view as quickly as possible. And this list sits here, and Mr. Heap has raised the issue, could the list be expanded?

Could you take a country like Chile and say, this particular profile has to go case by case, but the other profiles can go

[Traduction]

simplement un permis de travail immédiatement, pour qu'il ne nuise pas au programme accéléré.

**M. Heap:** Mais pourquoi ne pas faire la même chose pour la personne qui a débarqué une semaine avant, dans les mêmes circonstances, du même pays, etc. et qui fait probablement l'objet d'une enquête. Vu le temps que cela prend, s'il est arrivé au début mai, je suis prêt à parier que son enquête n'est pas encore amorcée, sans parler des autres démarches lorsqu'il s'agit d'une demande comme réfugié. Pourquoi ne le sortez-vous pas de là, ne le traitez-vous pas comme celui qui débarquera demain?

**M. R. Girard:** Vous faites des distinctions là où il n'y en a pas. La personne qui a débarqué il y a une semaine a droit à une étude administrative; celle qui débarque aujourd'hui ou qui débarquera demain n'y a pas droit. Elle se verra accorder un permis du ministre et un permis de travail et si la personne a de bonnes raisons de présenter une demande comme réfugié, on lui conseillera de prendre directement contact avec le Comité consultatif du Statut de réfugié pour qu'un membre du CCRS lui accorde une audience prioritaire. S'il décide de ne pas le faire, son cas restera en attente pendant 12 mois.

La personne qui a débarqué la semaine dernière fait l'objet d'une étude administrative. Si sa candidature est jugée acceptable, on lui fait suivre la procédure habituelle d'immigration.

Dans le cas contraire, il suit la procédure pour réfugiés, exactement comme la personne qui débarque aujourd'hui. Ainsi, la personne qui a débarqué il y a une semaine, est avantagée par rapport à celle qui arrive aujourd'hui, puisqu'elle bénéficie de l'étude administrative.

**M. Heap:** Je vois. Je n'ai pas le temps de poursuivre mes questions; j'espère le faire une autre semaine.

**Le président:** J'aimerais qu'on me répète ce qui vient d'être dit.

Si un Guatémaltèque débarque au Canada aujourd'hui, le Bureau lui donne un permis de travail et le ministre lui accorde un permis de séjour valable 12 mois. C'est automatique. Au cours des 12 mois, il peut avoir une audience privée avec un agent du CCRS. Si ce dernier recommande au ministre de l'accepter comme immigrant, à titre de réfugié, le ministre suivra probablement ce conseil. Il s'agit d'une audience privée avec un agent du CCRS; il y a donc de fortes chances que si la décision de ce dernier est positive, on y donnera suite. Ceci accélère donc le processus.

J'ajouterais que lorsque les membres du Comité ont étudié le problème de l'arriéré, il est ressorti clairement que s'il n'était pas question d'expulser un candidat, il devrait faire l'objet d'une étude administrative dans les plus brefs délais. Nous avons la liste ici, et M. Heap a soulevé la question: cette liste pourrait-elle être élargie?

Pour un pays comme le Chili, pourrait-on préciser que dans telles et telles circonstances, chaque cas doit être étudié

## [Text]

pretty fast, something like this, or an in-between point that is country specific that your officers might be able to use? That may be something we can discuss when we get the proposed backlog clearance thing. But it is a fast identification method that can be quite helpful.

**Mr. McLean:** I wonder if I could, Mr. Chairman, in reference to Mr. Heap's comments on Chile, make one observation, at least to have equal time. I am not aware that there are UNHCR refugees in Chile.

**Mr. Heap:** I have given you a letter on one case who is temporarily in Argentina. I gave you the letter a few days ago. Bill Domm has—

**Mr. McLean:** Yes. We have certainly assisted UNHCR refugees who are in a third country, and in cases we have gone into Chilean jails and brought people out.

**Mr. Heap:** That is a long time ago.

**Mr. McLean:** The Chilean situation to which you allude, to do justice to the situation, had nothing to do with the merits of the case. It had to do with the request for humanitarian considerations after a period of eight years.

**Mr. Heap:** What I was referring to was highly selective information given by your office to the press that has considerably clouded the issue.

**Mr. McLean:** Let me say that the highly selective leaking of an entire case did no service to anyone. If I had any say about it . . . The matter was to somehow let a person who had been living through eight years of torture, since I believe we are a country that eschews torture—to give them some idea whether they would be allowed to continue their life, or whether we were going to deal with them. The matter was, after a number of representations, to be dealt with on a confidential basis.

I, myself, abhor the fact of what is done to them, to the Chilean community, as a result of an effort on the basis of a number of representations to exercise humanitarian and compassionate concern for an individual family on a case-by-case basis, quite apart from the merits, because I do not think there is any doubt as to whether this country is harbouring or condoning torturers or criminals of this sort in any deliberate way, nor would there be.

**The Chairman:** We have gone past the time. We will have another occasion with the Minister, potentially on the 11th, but certainly on main estimates another session or two in the next two weeks. Is there any burning issue that cannot be ignored for—

**Mr. Oostrom:** I have a very short one. I have had several representations to my office, and that also touches on family reunification, regarding sponsorships, group sponsorships, non-government sponsored refugees, where churches or perhaps two or three family members can sponsor a relative from overseas. Now of course it has to be one person, and they have to meet certain income levels, and so on. In order to speed up a bit family reunification, could group sponsorship be considered, or churches for that matter? I have met two churches

## [Translation]

individuellement, mais que dans d'autres circonstances, les choses peuvent se faire rapidement. Pourrait-on avoir quelques directives précises, par pays, sur lesquelles nos agents puissent tabler? C'est le genre de choses dont on pourrait discuter lorsque nous aurons en main le projet relatif à l'arriéré. C'est une méthode d'identification rapide qui pourrait être très utile.

**M. McLean:** Monsieur le président, permettez-moi de répondre aux commentaires de M. Heap sur le Chili et donnez-moi au moins le même temps que lui. J'ignorais qu'il existait des réfugiés chiliens acceptés par le UNHCR.

**M. Heap:** Je vous ai remis une lettre concernant une personne qui se trouve temporairement en Argentine. Cela remonte déjà à quelques jours. Bill Domm a . . .

**M. McLean:** Oui. Nous avons certainement aidé des réfugiés du UNHCR des pays du tiers-monde et nous avons même tiré certaines personnes des prisons chiliennes.

**M. Heap:** Ça fait un bout de temps de ça.

**M. McLean:** La situation à laquelle vous faites allusion au Chili, en toute justice, n'a rien à voir avec le mérite du cas, mais avec des considérations d'ordre humanitaire puisque la personne était là depuis huit ans.

**M. Heap:** Je parlais des informations rares et triées sur le volet que votre cabinet a données à la presse, ce qui n'a rien fait pour clarifier la situation.

**M. McLean:** Quand vous parlez de trier sur le volet, la divulgation d'un cas particulier n'a fait de bien à personne. Et si j'avais mon mot à dire . . . Les Canadiens sont en principe contre la torture, et il s'agissait d'une personne qui était torturée depuis huit ans, l'idée était de savoir si ça allait continuer ou si on allait s'occuper d'elle. Après un certain nombre de démarches, on a décidé de traiter la chose de façon confidentielle.

Personnellement, je trouve abominable la façon dont la collectivité chilienne a été traitée, parce que nous avons présenté des instances pour que l'on fasse preuve de compassion et d'humanité vis-à-vis d'une famille particulière, quel que soit le mérite de la cause, parce qu'à mon avis il ne fait pas de doute que ce pays applaudit les actes des bourreaux et des criminels de ce type et leur offre l'asile.

**Le président:** L'heure est venue. Nous aurons l'occasion de rencontrer le ministre à nouveau, en principe le 11; de toute façon, nous le rencontrerons dans 15 jours lors de l'étude des prévisions budgétaires. Est-ce qu'il reste une question brûlante qui ne saurait attendre . . .

**M. Oostrom:** J'en ai une, très brève. Plusieurs instances m'ont été présentées à mon bureau, qui concernent la réunification de la famille, les parrainages, les parrainages de groupes, les parrainages organisés par des églises ou par deux ou trois membres d'une famille qui veulent faire venir un parent de l'étranger. Bien entendu il s'agit d'une seule personne, et leur revenu doit être suffisant, etc. Afin d'accélérer la réunification des familles, pourrait-on envisager le parrainage de groupes ou le parrainage par des églises? J'ai rencontré des représentants de deux églises qui sont prêts à



[Texte]

that are quite willing to help a Vietnamese refugee get her brother or sister in here. Is that possible?

**Mr. McLean:** In fact it is possible now, and some of the very moving and meaningful experiences I have had have been of parishes and congregations. In fact, I met a memorable parish when I was in Cape Breton speaking about immigration in the midst of high unemployment and great difficulty. Here is a parish that, totally independent of government, as a unit have sponsored a family from El Salvador of seven and are taking that on as their own humanitarian effort in the community. You cannot help but be moved when you meet that kind of illustration.

• 2040

So it is there. That is one of the areas we are looking at to see in the future what kind of incentive we can put for that sector. There were 4,000 in that sector last year: 12,000 sponsored by government commitment; 4,000 undertaken by community organizations, church and faith communities.

**The Chairman:** Mr. Marchi says he has a very short one.

**Mr. Marchi:** Even off the record if you want. I was just curious about the Gallup poll you quoted at the weekend conference showing 38% of Canadians are opposed to increased immigration, 42% undecided. Is that a Gallup poll that was done publicly or was it for your department? If it was the latter, could you share the breakdown in stats with this committee?

**Mr. McLean:** I will find out and get it for you.

**Mr. Marchi:** Information that—

**Mr. McLean:** It was a public poll that showed also in contrast to that . . . At another point we had some polling done where people worked in focus groups which showed that those figures changed when people became acquainted with the facts. In other words, when you got the people together and had some briefing, you started with the basic premise. Then, when you started to talk about some of the facts of history, facts of reality today, needs of the future, and then posed the same question, they changed rather dramatically. The heartening thing about it is that the undecided vote has a disposition to be positive when they learn more about it. Therefore I take that as an opportunity.

Also, the 38% vote that was opposed again is not hardened.

Therefore, some of the urgency for us to be communicating is to see that people who generally are disposed negatively . . . that we do some education and that open vote is encouraged to see the positives and to look at it in the face of the multicultural reality we have and the numerous factors we have rehearsed around the table today.

But I do not take it as a given. I recognize the importance on this issue of dealing with people where they are, getting

[Traduction]

parrainer le frère ou la soeur d'une réfugiée vietnamienne. Est-ce faisable?

**M. McLean:** C'est faisable en ce moment et j'ai vu des cas très touchants de parrainages organisés par des paroisses et des congrégations. En fait, j'ai rencontré des paroissiens remarquables au Cap Breton, qui envisageaient de parrainer des immigrants en dépit du taux élevé de chômage et de leurs graves difficultés. Il s'agit d'une paroisse qui, sans aide aucune du gouvernement, a décidé d'un commun accord de parrainer une famille de sept personnes, du Salvador. Ce genre d'exemple est bien touchant.

Bon. C'est là un domaine pour lequel on se demande quel genre d'encouragement pourrait être prodigué. Il y a eu 4,000 parrainage l'an dernier dans ce secteur: le gouvernement avait parrainé 12,000 immigrants et les organismes communautaires, les églises et groupes religieux en ont parrainé 4,000.

**Le président:** M. Marchi signale qu'il a une très petite question.

**M. Marchi:** Ma question n'a pas besoin d'être officielle. Je voulais simplement savoir comment il se fait que selon le sondage Gallup que vous avez cité à la conférence de la fin de semaine indique 38 p. 100 des Canadiens sont opposés à ce qu'on augmente le nombre d'immigrants et 42 p. 100 sont sans opinion. S'agit-il d'un sondage public ou d'un sondage fait pour votre ministère? Dans ce cas, pourriez-vous nous donner la ventilation des statistiques?

**M. McLean:** Je me renseignerai et je vous donnerai la réponse.

**M. Marchi:** La réponse que . . .

**M. McLean:** Il s'agit d'un sondage public qui a conclu également, contrairement à . . . À un moment donné, nous avons fait faire un sondage parmi des gens qui travaillaient dans des groupes particuliers, et qui ont conclu que les statistiques changeaient lorsque les gens étaient familiarisés avec le sujet. En d'autres termes, la première chose à faire est de regrouper les gens et de leur donner un briefing. Ensuite, vous leur faites un bref historique, vous leur parlez de la réalité d'aujourd'hui, des besoins de demain; vous leur posez la même question, et la réponse est totalement différente. Ce qui est réconfortant, c'est de voir que parmi les gens sans opinion, la plupart sont pour, une fois qu'ils sont au courant. C'est donc une bonne chose.

Quant aux 38 p. 100 qui étaient contre, leur décision n'est pas irrévocable non plus.

Par conséquent, ce qui est important, c'est de communiquer avec ceux qui ne semblent pas favorables à l'idée . . . On devrait les éduquer et encourager les gens à voter ouvertement et à considérer la réalité multiculturelle qui est la nôtre et à leur exposer les nombreux facteurs que nous avons discutés aujourd'hui.

Bien entendu, l'affaire n'est pas dans le sac. Je reconnais qu'il est important d'étudier la question avec les intéressés, de

## [Text]

information out and also indicating not only that we are generous but that we have in place areas to protect . . .

I have here what you requested. In a Gallup poll released on Thursday, November 28, 1985, 42% indicated that they would decrease, 38% that they would keep it the same, 14% that they would increase it; 6% did not know.

**Mr. Marchi:** We were just wondering if you have any more elaborate information on that given the discussion we had. I would certainly be interested in having that material.

**Mr. McLean:** It is the sort of discussion around . . . Part of the reason why I am targeting this in my levels discussion at the moment is that the acceptance in the community is terribly important, the work with the news media, with community groups and others to take and understand fully the positive impact of immigration and also our history, and to begin to call the resources. There is not one of us, if he scratches a bit, who does not have an immigrant or refugee past. So one needs to have a look at that.

**Mr. Marchi:** In keeping with that, it might also be worth while . . . We discussed at the committee and even in Hong Kong and Manila with officers, because they were very concerned about those feelings too, that if we were able to do a general kind of study—I know John and I have talked about it—that would show the actual adaptability of immigrants after they have come here, the statistics on jobs, that they have not been a drain on our social and financial infrastructures—sort of the before and after. I think the actual practicality of how these people have adjusted would go a long way in simply allaying some of their concerns, and I am just wondering whether the department has done any of those or perhaps might take a look at it.

• 2045

**Mr. McLean:** There is a whole range of information . . . this is the reason for getting some of these demographic and study kits out. The average immigrant is into the economy, working productively, within nine months of arriving in Canada. The stereotypes of immigrants and refugees, that they are littering the rolls at the unemployment office, just does not hold up. That is the stereotype that I meet, as a Minister, when people say, we cannot afford it . . . I say, just a moment. Is that so? They tell me that nine months is the average time to be fully productive in terms of Canadian society.

Now, if you are looking at investment and integration, I think we have some tremendous programs going. Across the country there are community groups, churches, others that are helping to facilitate that. This is a co-operative effort and there is a desire to participate in the community.

When I compare it with Europe, I begin to realize—we give voting rights, we give people a chance and encourage them to move in and have ownership. And with it, we get that kind of resource. It is a very, very positive story. The government is

## [Translation]

diffuser l'information et d'indiquer que nous sommes peut-être généreux, mais que nous avons quand même prévu certaines protections.

J'ai l'information que vous m'avez demandée. Le sondage Gallup publié le jeudi 28 novembre 1985, indique que 42 p. 100 préféreraient qu'on diminue le nombre d'immigrants, 38 p. 100 qu'on le maintienne au même niveau, 14 p. 100, qu'on l'augmente et 6 p. 100 sont sans opinion.

**M. Marchi:** Vu la discussion qui a eu lieu, j'aimerais savoir si l'on pourrait avoir plus de détails. Personnellement, j'aimerais bien avoir accès à ce sondage.

**M. McLean:** C'est le genre de discussions . . . Une des raisons pour laquelle j'en discute en ce moment, c'est qu'il est très important que la société soit favorable à la proposition; il faut travailler avec les médias, avec les groupes communautaires et les autres organismes pour qu'ils comprennent pleinement l'impact positif de l'immigration, qu'ils pensent à l'histoire de notre pays et qu'on puisse faire appel aux ressources existantes. Il n'est pas nécessaire de chercher très loin: on a tous des ancêtres immigrants ou réfugiés et il ne faut pas l'oublier.

**M. Marchi:** Dans cet ordre d'idées, il serait peut-être utile également . . . On en a discuté au Comité, et même avec nos agents à Hong Kong et à Manille, car la réaction de la population les inquiétait fort; si l'on pouvait faire une étude générale, John et moi en avons déjà discuté—qui montre que les immigrants s'adaptent en fait, qu'on fournisse des statistiques d'emploi, qu'on montre qu'ils n'ont pas drainé nos ressources sociales et financières, ce serait utile. Une sorte d'étude avant et après. En montrant comment ces immigrants se sont adaptés, cela calmerait largement les inquiétudes et je me demande si le ministère a fait faire ce genre d'étude ou s'il en envisage la possibilité.

**M. McLean:** Il existe toutes sortes d'informations . . . c'est la raison pour laquelle on a mis au point ces guides démographiques et ces études. Neuf mois après son arrivée au Canada, l'immigrant s'est intégré normalement dans l'économie, et travaille. L'image stéréotypée de l'immigrant ou du réfugié qui encombre les listes de chômeurs ne tient pas. Quand les gens me disent, monsieur le ministre, on ne peut pas se permettre . . . , c'est ce stéréotype qu'ils ont à l'idée. Je leur dis: Un instant, est-ce bien le cas? On me dit que normalement neuf mois après leur arrivée, les immigrants participent pleinement à l'économie canadienne.

Côté placement et intégration, nous avons de merveilleux programmes. Dans tout le pays nous avons des groupes communautaires, des églises et d'autres organismes qui nous facilitent la tâche. Il s'agit d'un effort commun pour que les immigrants participent vraiment à la vie collective.

Quand je compare notre situation à celle de l'Europe, je me rends compte que nous devons être fiers: nous leur donnons le droit de vote, nous les encourageons à participer, à devenir propriétaires et nous les aidons financièrement. Le gouverne-



[Texte]

committed but we need the co-operation of all members. It is not a partisan issue. It is an issue that is dealing with the future of Canada.

**Mr. Heap:** Some of those church groups and others, which you say are co-operating, are the same ones you referred to at the beginning as being unhappy with some parts of your program on refugees.

**Mr. McLean:** I have been in the church long enough to know, Mr. Heap, as you have, that if the church is all of one mind then the kingdom has come.

**Mr. Heap:** I am talking about the same ones you count on to work hard with you, the same ones.

**Mr. McLean:** I have been working with people all my life, but I do not think they necessarily have to agree with me on every position, so—

**Mr. Heap:** But you dismissed them rather lightly at the beginning. Well, there are a few NGOs—

**Mr. McLean:** I have not dismissed them lightly at all. I have been listening. I went to that meeting, with all respect, having listened to what they had said in the newspaper. I tried to address a number of their concerns. I am continuing, as I am with this committee, to have a dialogue with them. In the next period of time I want to hear their concerns so that in the drafting we are able to answer as many of the concerns as possible.

**Mr. Heap:** Good.

**Mr. McLean:** I have to also suggest that they assume some goodwill on both sides in terms of the process. I do not get everything I want, and not necessarily is everybody on every side going to get all things. We are dealing with diversity, we are dealing with a diverse country, diverse views on the issues.

We just talked about the polling. One of the things that we have to try to do is recognize some of these. We want to get something quickly into place that will bring maximum justice in terms of the refugees we want to address.

**The Chairman:** I would like to thank the witnesses. I guess my closing comment would be that a year and a half ago, when I first started to get involved in this, I did not understand the difficulty of moving from principles to fine print, both formal and informal fine print. I think what we have had is a discussion of how we move from principles, which are easier to agree on, to the fine print which is easier to agree on. We look forward to further interactions which may produce that better fine print world for the field.

I think that is the sensitivity of some of the church groups. They have heard about principles but they have enough experience to know that the reality is in the fine print. We are now at a fine print stage and look forward to continued involvement.

Thank you for your patience. I think the Minister can now have supper. It is about time for supper, and let us hope it is not the last supper.

The meeting is adjourned to the call of the Chair.

[Traduction]

ment s'est engagé à le faire mais il a besoin de l'aide de tous les citoyens. Il ne s'agit pas d'une situation partisane, puisqu'il s'agit vraiment de l'avenir du Canada.

**M. Heap:** Parmi les groupes religieux et les autres organismes qui collaboraient, dites-vous, il y en a qui dès le début on manifesté leur mécontentement au sujet de certaines parties de notre programme pour réfugiés.

**M. McLean:** Tout comme vous, monsieur Heap, je suis ministre du culte depuis suffisamment longtemps pour savoir que si toutes les églises étaient du même avis, le jour de gloire serait vraiment arrivé.

**M. Heap:** Mais je parle des mêmes groupes sur la collaboration desquels vous comptez, les mêmes groupes.

**M. McLean:** J'ai travaillé toute ma vie avec des gens, mais je ne vois pas pourquoi ils seraient d'accord avec moi sur tous les points, ainsi . . .

**M. Heap:** Mais au début vous les avez un peu traités à la légère. Il y a quelques ONG . . .

**M. McLean:** Je ne les ai jamais traités à la légère. J'ai toujours prêté l'oreille et j'ai assisté à la réunion et écouté avec déférence et lu ce qu'ils avaient écrit. J'ai essayé de répondre à leurs préoccupations et je poursuis avec eux, tout comme avec les membres du Comité, le dialogue amorcé. Je dois les revoir prochainement pour pouvoir tenir compte dans la mesure du possible de leur préoccupation en la rédaction de notre proposition.

**M. Heap:** Bon.

**M. McLean:** Je dois aussi vous dire qu'ils s'attendent à ce que tout le monde fasse preuve de bonne volonté. Je n'obtiens pas toujours ce que je veux et personne ne verra tous ses vœux comblés. Nous parlons ici de diversité; notre pays est divers et les opinions sont diverses sur les diverses questions.

Nous venons de parler de sondages. Il va falloir en tenir compte et agir rapidement si l'on veut traiter les réfugiés de la façon la plus équitable possible.

**Le président:** J'aimerais remercier les témoins. En terminant, je dirais que cela fait un an et demi que je m'occupe de ces questions et je n'avais pas réalisé à quel point il est difficile de mettre des principes noir sur blanc, officieusement comme officiellement. Il est assez facile de s'entendre sur des principes, et nous avons discuté de la façon de les concrétiser. Nous espérons avoir d'autres réunions de ce genre, qui nous permettront d'avoir un produit fini qui soit le meilleur au monde.

C'est peut-être ce qui froisse certains groupes religieux, qui ont entendu parler des principes, mais qui ne savent pas comment ils se concrétiseront dans la réalité. Nous en sommes à cette étape et nous voulons qu'ils continuent à participer.

Merci de votre patience. Je pense que le ministre va aller dîner. L'heure est venue, et espérons que ce ne sera pas la dernière cène.

La séance est levée jusqu'à convocation de la présidence.















*If undelivered, return COVER ONLY to  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

---

#### WITNESSES/TÉMOINS

*From the Department of Employment and Immigration:*

J. Bissett, Executive Director, Immigration;  
R. Girard, Director, Refugee Affairs.

*Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:*

J. Bissett, directeur exécutif, Immigration;  
R. Girard, directeur, Affaires des réfugiés.



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 67

Thursday, May 29, 1986

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 67

Le jeudi 29 mai 1986

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

## Labour, Employment and Immigration

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent du*

## Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Order of Reference relating to Family Class  
Immigration

and

Main Estimates 1986-87: Votes 10 and 15 under  
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

CONCERNANT:

Ordre de renvoi concernant l'immigration, Catégorie de  
la famille

et

Budget de dépenses 1986-1987: Crédits 10 et 15 sous la  
rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION

APPEARING:

The Hon. Andrée Champagne,  
Minister of State (Youth)

COMPARAÎT:

L'honorable Andrée Champagne,  
Ministre d'État (Jeunesse)

WITNESS:

See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



First Session of the  
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,  
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

*Chairman:* Jim Hawkes

*Vice-Chairmen:*

Jean-Pierre Blackburn

Fernand Jourdenais

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE L'IMMIGRATION

*Président:* Jim Hawkes

*Vice-présidents:*

Jean-Pierre Blackburn

Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Warren Allmand

Pauline Browes

Dan Heap

Sergio Marchi

John Ostrom

Peter Peterson

John R. Rodriguez

Maurice Tremblay (*Lotbinière*)

(Quorum 6)

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



## MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, May 29, 1986  
(101)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 9:48 o'clock a.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

*Members of the Committee present:* Pauline Browes, Jim Wawkes, Dan Heap and Sergio Marchi.

*Other Member present:* John Oostrom.

*In attendance: From the Library of Parliament:* Margaret Young, Research Officer. *From the Committee's Research Staff:* Anne-Marie Smart and Louise Thibault. *From the Office of Dan Heap:* Ann John Baptiste.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Family Class Immigration dated March 13, 1986 (*See Minutes of Proceedings of April 29, 1986, Issue No. 58*).

The Committee resumed consideration of its draft report to the House of Commons.

At 1:50 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

AFTERNOON SITTING  
(102)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 3:47 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

*Members of the Committee present:* Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, Fernand Jourdenais and John Oostrom.

*Acting Member present:* Andrew Witer for Peter Peterson.

*In attendance: From the Committee's Research Staff:* Anne-Marie Smart. *From the Library of Parliament:* Margaret Young. *From the Office of Dan Heap:* Ann John Baptiste.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Family Class Immigration.

The Committee resumed consideration of its draft report to the House.

The letter dated May 20, 1986 from Ray Brillinger, Director, Industrial Relations, Canadian Manufacturers' Association, concerning the Nielsen Task Force Reports was filed by the Chairman as an exhibit with the Clerk of the Committee (*Exhibit 'TRAV-121'*).

At 5:16 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

EVENING SITTING  
(103)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 6:32 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

## PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 29 MAI 1986  
(101)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huit clos, aujourd'hui à 9 h 48, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

*Membres du Comité présents:* Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, Sergio Marchi.

*Autre député présent:* John Oostrom.

*Aussi présentes: De la Bibliothèque du Parlement:* Margaret Young, attachée de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Anne-Marie Smart et Louise Thibault. *Du Bureau de Dan Heap:* Ann John Baptiste.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi relatif à l'immigration de la catégorie de la famille en date du 13 mars 1986 (*Voir Procès-verbaux du 29 avril 1986, fascicule n° 58*).

Le Comité reprend l'étude d'un projet de rapport à la Chambre des communes.

A 13 h 50, le Comité interrompt les travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI  
(102)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 15 h 47, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

*Membres du Comité présents:* Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, Fernand Jourdenais, John Oostrom.

*Membre suppléant présent:* Andrew Witer remplace Peter Peterson.

*Aussi présentes: Du personnel de recherche du Comité:* Anne-Marie Smart. *De la Bibliothèque du Parlement:* Margaret Young. *Du Bureau de Dan Heap:* Ann John Baptiste.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi relatif à l'immigration de la catégorie de la famille.

Le Comité reprend l'étude d'un projet de rapport à la Chambre.

Le président dépose, à titre de pièce justificative chez le greffier du Comité, la lettre de Ray Brillinger, directeur, Relations industrielles, Association des manufacturiers canadiens, datée du 20 mai 1986, portant sur les rapports du groupe d'étude Nielsen (*Pièce «TRAV-121»*).

A 17 h 16, le Comité lève la séance jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DU SOIR  
(103)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 18 h 32, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

*Members of the Committee present:* Jean-Pierre Blackburn, Pauline Browes, Jim Hawkes and Fernand Jourdenais.

*Acting Members present:* Jean-Claude Malépart for Sergio Marchi. Howard McCurdy for John R. Rodriguez.

*Other Members present:* Marc Ferland. Sheila Copps.

*In attendance: From the Library of Parliament:* Kevin Kerr and Eric Adams, Research Officers. *From the Committee's Research Staff:* Louise Thibault and David McGovern.

*Appearing:* The Hon. Andrée Champagne, Minister of State for Youth.

*Witness: From the Department of Employment and Immigration:* John Edwards, Associate Deputy Minister.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated February 27, 1986 relating to the Main Estimates 1986-1987 (*See Minutes of Proceedings of April 9, 1986, Issue No. 53*).

The Chairman called Votes 10 and 15 under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION.

The Minister made a statement and answered questions with John Edwards.

It was agreed,—That the document entitled, "Challenge '86—SEED, Private and Non-private sectors—approval data in CJS, MIS", tabled by John Edwards, be filed as an exhibit with the Clerk of the Committee (*Exhibit "TRAV-122"*).

Pauline Browes moved,—That the Committee authorize the Chairman to extend the research contracts of Anne-Marie Smart, Louise Thibault and David McGovern to March 31, 1987.

After debate, the question being put on the motion, it was agreed to on the following division: Yeas: 4; Nays: 1.

At 8:30 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

*Membres du Comité présents:* Jean-Pierre Blackburn, Pauline Browes, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais.

*Membres suppléants présents:* Jean-Claude Malépart remplace Sergio Marchi; Howard McCurdy remplace John R. Rodriguez.

*Autres députés présents:* Marc Ferland, Sheila Copps.

*Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement:* Kevin Kerr et Eric Adams, attachés de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Louise Thibault et David McGovern.

*Comparait:* L'honorable Andrée Champagne, ministre d'Etat (Jeunesse).

*Témoin: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:* John Edwards, sous-ministre associé.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 27 février 1986 relatif au budget des dépenses principal de 1986-1987 (*Voir Procès-verbaux du 9 avril 1986, fascicule n° 53*).

Le président met en délibération les crédits 10 et 15 inscrits sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION.

La Ministre fait une déclaration, puis elle-même et John Edwards répondent aux questions.

Il est convenu,—Que le document intitulé *Challenge '86—SEED, Private and Non-private sectors—approval data in CJS, MIS*, présenté par John Edwards, soit déposé chez le greffier du Comité à titre de pièce justificative (*Pièce «TRAV-122»*).

Pauline Browes propose,—Que le Comité charge le président de prolonger les contrats de recherche d'Anne-Marie Smart, de Louise Thibault et de David McGovern jusqu'au 31 mars 1987.

Après débat, la motion est mise aux voix et adoptée avec voix dissidente comme suit: Pour: 4; Contre: 1.

A 20 h 30, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Thursday, May 29, 1986

• 1832

**The Chairman:** I will call the meeting to order.

Our order of the day is Main Estimates, 1986-87, Votes 10 and 15 Youth Employment under Employment and Immigration.

EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Employment and Insurance Program.

Vote 10—Operating expenditures .....\$73,932,000

Vote 15—Grants and contributions .....\$1,513,877,000

We have with us tonight the Hon. Andrée Champagne, Minister of State for Youth. With her this evening are Mr. Edwards, the Associate Deputy Minister, Mr. Claude Brouillard, the Assistant Deputy Minister of Youth Affairs, and Bob Van Tongerlo, the Director of Challenge '86.

The Minister has an opening statement. I would like to indicate to members there will be a little looseness on the Chairman's part, in the sense the Minister is indicating willingness to answer questions about youth generally. If we move a little outside the specific items in vote 10 and 15, the Minister is willing. The whole subject of youth in Canada is something for which she has some responsibility. She would be pleased to have a dialogue with members.

Madame Champagne, est-ce-que vous avez une présentation à nous faire?

**L'honorable Andrée Champagne (ministre d'Etat (Jeunesse)):** Merci, monsieur le président. C'est avec grand plaisir que je me trouve pour la première fois devant ce Comité pour étudier les initiatives actuelles et futures du gouvernement en faveur des jeunes. Avant l'ouverture de la période de questions, je voudrais vous exposer les mesures déjà prises et prévues par le gouvernement à l'égard des jeunes. Il y a actuellement 4,5 millions de jeunes au Canada. Un grand nombre d'entre eux, un trop grand nombre, n'ont pas reçu la formation nécessaire pour occuper un emploi permanent et beaucoup d'entre eux, un trop grand nombre encore, sont en chômage. Dans bien des cas, il s'agit d'étudiants qui doivent trouver du travail chaque été pour pouvoir payer leurs études. D'autres sont défavorisés de diverses façons, ou font partie de groupes tels que les personnes handicapées, les autochtones et les minorités visibles, des groupes qui, encore une fois trop souvent, éprouvent des difficultés particulières pour obtenir et conserver un emploi.

Un sondage gallup, réalisé en 1985 auprès des jeunes, a permis de découvrir que 92 p. 100 d'entre eux, étaient d'avis qu'ils devraient avoir un porte parole pour défendre leurs

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le jeudi 29 mai 1986

**Le président:** À l'ordre, s'il vous plaît.

Ce soir, nous étudions les crédits 10 et 15, concernant les emplois destinés aux jeunes, du Budget principal pour 1986-1987, sous la rubrique Emploi et Immigration.

EMPLOI ET IMMIGRATION

Plan d'emploi et d'assurance

Crédit 10—Dépenses de fonctionnement .....\$73,932,000

Crédit 15—Subventions et contributions .....\$1,513,877,000

Ce soir, nous avons le plaisir d'accueillir l'honorable Andrée Champagne, ministre d'État à la Jeunesse. Ses collaborateurs ce soir sont M. Edwards, le sous-ministre associé, M. Claude Brouillard, le sous-ministre adjoint chargé des questions intéressant les jeunes et Bob Van Tongerlo, le directeur du programme Défi 86.

La ministre voudrait faire une déclaration liminaire. Avant de lui donner la parole, il conviendrait peut-être que je signale aux membres du Comité que j'ai l'intention d'être assez souple, puisque la ministre a déjà indiqué qu'elle serait prête à répondre à toutes questions concernant les jeunes en général. Donc, si vous désirez aller un peu au-delà des responsabilités de la ministre en ce qui concerne les crédits 10 et 15, elle serait prête à répondre à vos questions. D'ailleurs, elle est responsable, jusqu'à un certain point, de la situation générale des jeunes au Canada. Elle attend avec impatience l'occasion de discuter de ces questions avec les membres du Comité.

Mrs. Champagne, are you ready to go ahead with your presentation?

**Hon. Andrée Champagne (Minister of State for Youth):** Thank you, Mr. Chairman. It is a great pleasure for me to make my first appearance before your committee to discuss the government's current and future initiatives for youth. Before you open the meeting to questions, I would like to outline what the government has done and is doing for young people. There are currently some 4.5 million young people in Canada today. Many of them—too many—have not received proper training for a steady job. Many of them—again, too many—are unemployed. Many are students who, each summer, must find work to help finance their studies. Still others are disadvantaged in various ways, or are numbered among the disabled, natives and visible minorities who often—too often—face special problems in getting and holding a job.

A 1985 Gallup Poll on youth found that 92% felt young people should have a spokesperson to represent them in Ottawa. And that is precisely the responsibility the Prime

## [Text]

intéressés à Ottawa. Et ce sont là, les responsabilités que le premier ministre m'a confiées. Le gouvernement accorde la plus grande attention aux besoins des jeunes.

• 1835

La preuve: C'est qu'il existe, selon mes estimations, 33 ministères et organismes fédéraux qui financent des programmes destinés aux jeunes. Ces programmes sont groupés en cinq catégories que je mentionnerai brièvement. Tout d'abord, ceux qui sont destinés uniquement aux jeunes, par exemple, Défi 86 et Intégration professionnelle; ceux qui visent entre autres les jeunes, par exemple, les contributions au titre du sport amateur et le Programme d'aide à l'innovation; ceux auxquels les étudiants peuvent participer, par exemple, le Régime canadien de prêts aux étudiants; les transferts aux provinces qui sont d'intérêt pour les jeunes, par exemple, l'enseignement postsecondaire; et enfin les autres programmes auxquels les jeunes sont admissibles: les allocations familiales, les programmes d'aide aux industries culturelles, les programmes offerts dans le cadre de la planification de l'emploi en sus de la composante intégration professionnelle que j'ai déjà mentionnée.

Taken together, this funding comes to a total of almost \$11 billion, not including administrative costs. This is how this government is showing its commitment to youth in this fiscal year alone.

My purpose in calling attention to this impressive figure is simply to raise the consciousness of those in Parliament and elsewhere who are continually saying we are not doing enough for youth. As to my personal contribution, I am very happy indeed to be working with the Minister of Employment and Immigration, concentrating on youth activities. Miss MacDonald has been very helpful and supportive.

As she told this committee on April 25, I am providing advice on youth employment and ensuring the government's activities for youth are co-ordinated. This year, CEIC expects to spend some \$700 million for youth employment and training programs, and this represents about 40% of all funds under the Canadian Jobs Strategy.

Par ailleurs, je suis heureuse d'annoncer, ce soir, monsieur le président, que nous avons alloué cette année 16 millions de dollars aux projets d'emplois des jeunes dans le cadre du Programme d'aide à l'innovation. Ces projets offriront des solutions à long terme aux jeunes qui entrent sur le marché du travail. Cet engagement est très prometteur dans la mesure où il appuie des projets à long terme et, offre des possibilités de développement dans toutes les régions du Canada. Cet engagement de notre gouvernement pourrait assurer l'injection de 50 millions de dollars au cours des deux ou trois prochaines années.

La situation semble plutôt favorable pour ce qui est de l'emploi des jeunes. L'enquête sur la population active, tenue en avril, montre que le chômage des jeunes affiche le taux le plus bas depuis décembre 1981. En avril seulement, 52,000

## [Translation]

Minister has conferred upon me. The government places a high priority on the needs of youth.

The proof of this is that there are in fact 33 federal departments and agencies that fund programs for youth, according to my count. These programs fall into five categories, which I will list quickly. First of all, those exclusively for youth, such as Challenge '86 and Job Entry; those which target youth, such as amateur sports contributions and National Labour Market innovations; those accessible to students, such as Canada student loans; provincial transfers of interest to youth, such as post-secondary education; and, finally, other programs for which youth qualify, including family allowances, cultural support programs, and programs under the Canadian Jobs Strategy in addition to the Job Entry component already mentioned.

Si l'on fait le calcul de toutes ces sommes, on obtient un total de presque 11 milliards de dollars, indépendamment des frais administratifs. Voilà comment le gouvernement traduit son engagement en faveur des jeunes et ce, seulement pour l'année financière en cours.

Si je mentionne cette somme considérable, c'est que je voudrais que les députés, et certains autres qui prétendent que nous ne faisons pas assez pour les jeunes, connaissent la situation réelle. Quant à mon propre rôle, je dois dire que je suis très heureuse de pouvoir collaborer avec le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, surtout en ce qui concerne les initiatives visant les jeunes. J'apprécie beaucoup l'aide que M<sup>me</sup> MacDonald me fournit à cet égard.

Comme elle l'a annoncé devant le Comité le 25 avril dernier, je suis chargé de donner des conseils sur l'emploi des jeunes et de coordonner les mesures du gouvernement qui leur sont destinées. Cette année, la CEIC prévoit affecter quelque 700 millions de dollars aux programmes d'emploi et de formation destinés aux jeunes. Cette somme représente environ 40 p. 100 des crédits prévus pour la Planification de l'emploi.

Mr. Chairman, I am very pleased to be able to announce this evening that \$16 million has been allocated this year to youth employment projects under the National Labour Market Innovations Program. These projects will provide long-term solutions to the problems of young people entering the labour market. This particular commitment holds great promise, in the sense that it will provide support for long-term projects and open up possibility for development in every region of Canada. This commitment on the part of our government may inject \$50 million into this sector of the economy over the next two or three years.

I detect a spirit of optimism emerging about youth employment. As the April labour force survey shows, the youth unemployment rate is the lowest it has been since December of 1981. In April alone, 52,000 new jobs were created for youth.



## [Texte]

emplois ont été créés pour les jeunes. Depuis que nous avons formé le gouvernement en septembre 1984, ce nombre s'établit à presque 100,000. Voilà une tendance prometteuse et nous faisons de notre mieux pour l'accroître.

Nos initiatives de formation et de création d'emplois reposent principalement sur la stratégie du gouvernement intitulée, Planification de l'emploi. Celle-ci est axée sur la collaboration de tous les secteurs de l'économie et, reconnaît l'importance du rôle que chacun doit jouer. Le gouvernement estime que le secteur privé doit jouer un rôle de chef de file dans la création d'emplois permanents et de possibilité de formation utile. Pour notre part, nous fournissons des crédits et coordonnons les projets par l'intermédiaire de la planification de l'emploi. Cette façon de procéder nous permet d'aider les travailleurs à s'adapter aux besoins actuels des employeurs.

**Mme Copps:** J'invoque le Règlement, monsieur le président!

Monsieur le président, je n'ai pas d'objection à ce que le ministre donne un résumé préparé, mais je pense que cela nous aiderait si on pouvait en avoir une copie.

**The Chairman:** Madam Minister, do you have a copy for us?

**Mrs. Champagne:** I do not at this time, Mr. Chairman. It was completed only a few minutes ago and hopefully, there will be some shortly.

• 1840

**Mr. McCurdy:** Mr. Chairman, I have heard the same numbers cited before in the absence of any written material, any concrete sources of data, and now we have before committee the presentation of what purports to be a great deal of information and we have nothing except our recollection on which to go.

I think this is really quite unfair.

**The Chairman:** You are entitled to express your opinion. I think the question on the point of order was whether the Minister has copies for distribution and the answer was no.

**Ms Copps:** Mr. Chairman, I believe the Standing Orders require the Minister to produce copies and I would be perfectly prepared to wait for five minutes while she gets them run off.

**The Chairman:** Miss Copps, the clerk indicates that there is no such Standing Order.

**Ms Copps:** Well, the clerk does not run the Standing Orders. In the House if the Minister is reading from a prepared statement it is standard practice that she furnish us with a copy of the statement, and she is quite clearly reading from a prepared statement.

**The Chairman:** Miss Copps, as chairperson I would be quite happy to hear a point of order based on the Standing Orders if you would care to quote the standing order you have in mind.

## [Traduction]

And since we took office in September of 1984, almost 100,000 new jobs have been created for our young people. This trend is encouraging, and we are working hard to make it even better.

The cornerstone of our training and job creation efforts continues to be the Canadian Jobs Strategy, or CJS. This strategy draws on the co-operation of all sectors of the economy and recognizes the fact that all have a role to play. This government is looking to the private sector as a leader in providing permanent jobs and meaningful training. We, in turn, see ourselves working through CJS to provide funds and co-ordination of projects. In this way, we can help to realign our work force with the current needs of employers.

**Ms Copps:** On a point of order, Mr. Chairman!

Mr. Chairman, I have no objection to the Minister reading a prepared statement, but I think it would be very helpful to us if we could get a copy of it.

**Le président:** Madame la ministre, auriez-vous des exemplaires pour les membres du Comité?

**Mme Champagne:** Non, pas en ce moment, monsieur le président. On a fini de le rédiger il y a quelques minutes seulement, mais nous espérons en avoir bientôt.

**M. McCurdy:** Monsieur le président, ce n'est pas la première fois qu'on nous donne toutes sortes de chiffres sans que nous ayons un document écrit ou des sources d'information concrètes sur quoi nous fonder; encore une fois, on nous offre en Comité toutes sortes de renseignements soi-disant importants, et on nous demande de faire appel à notre mémoire si l'on veut les retenir.

À mon avis, c'est très injuste.

**Le président:** Eh bien, vous avez le droit de présenter votre point de vue. Si vous avez invoqué le règlement, c'était pour savoir si la ministre pouvait nous fournir un exemplaire de sa déclaration; elle a répondu que non.

**Mme Copps:** Monsieur le président, il me semble que la ministre, conformément au règlement, doit nous fournir des copies, et personnellement, je serais prête à attendre cinq minutes pendant qu'elle les fait photocopier.

**Le président:** Madame Copps, le greffier vient de me dire qu'aucun article du règlement ne prévoit une telle chose.

**Mme Copps:** Eh bien, je ne crois pas que le greffier connaisse tous les articles du règlement. En tout cas, selon la pratique à la Chambre, un ministre qui a l'intention de faire un exposé à partir d'un texte écrit donne normalement un exemplaire de son exposé aux députés; d'ailleurs, il est clair qu'elle est en train de lire un texte écrit.

**Le président:** Madame Copps, à titre de président, je suis bien disposé à écouter votre rappel au règlement, mais auriez-vous l'obligeance de m'indiquer quel article du règlement vous invoquez?

[Text]

**Ms Coppins:** I believe it is Standing Order 19 under the old Standing Orders rules; I do not have a copy of the new Standing Orders.

Anyway, I think it is fair to say it has been the practice of all committees that when a Minister reads from a prepared statement it is only common courtesy that the opposition parties be given a copy of the statement, and I would be perfectly happy to wait five minutes just to get a copy of the statement.

**The Chairman:** The clerk will look for the Standing Order. Members can wait until the clerk finds it, or the Minister could continue with her statement while the clerk looks for the reference.

**Mrs. Browes:** I think the Minister should be asked to continue with her presentation and the committee members will have ample opportunity to ask questions or make comments. So I think we should carry on.

**The Chairman:** Mr. McCurdy, on the same point.

**Mr. McCurdy:** It has been quite a long time since I sat on the other side in a lecture room, but I am sure that it is going to prove extremely difficult to engage in a reasonable discussion about a presentation on the basis of what we recollect of it after it is through. I have not been here for a long time, but this is the very first time I have been in committee and had a presentation made by anybody that was not provided in written form, even if at the moment of presentation. It is really quite useless.

**The Chairman:** Today, Mr. McCurdy, this is the 103rd meeting of this committee and I can simply assure you that, from Ministers and others who have appeared as witnesses before us, with some frequency there has been no prepared—

**Ms Coppins:** Mr. Chairman, there is a prepared statement.

**Mr. McCurdy:** There is a prepared statement.

**Ms Coppins:** There is a prepared statement; that is the point.

**The Chairman:** The committee decision some time ago was that no text would be distributed and accepted at the table if it was not available in both official languages and the chairman is guided by that—

**Mr. McCurdy:** Well, obviously this one is not in both official languages.

**The Chairman:** Mr. Blackburn.

**M. Blackburn (Jonquière):** Je crois qu'au sein du Comité, le point de vue que vous exprimez, à savoir que nous devons avoir le document dans les deux langues officielles, est un point extrêmement important. Je pense que c'est une pratique courante que d'avoir les documents dans les deux langues officielles.

[Translation]

**Mme Coppins:** Je crois qu'il s'agit de l'article 19 de l'ancien règlement; je n'ai pas d'exemplaire du nouveau règlement avec moi.

De toute façon, je crois pouvoir affirmer que selon la pratique dans tous les Comités, un ministre qui a l'intention de lire un texte préparé à l'avance donne normalement un exemplaire de ce texte aux membres des partis de l'Opposition; ainsi, je serais prête à attendre cinq minutes pour obtenir un exemplaire de son exposé.

**Le président:** Le greffier va chercher tout de suite l'article approprié du règlement. Les membres du Comité peuvent attendre que le greffier le trouve, ou si vous préférez, je peux demander à la ministre de continuer son exposé.

**Mme Browes:** Je crois qu'on devrait demander à la ministre de continuer son exposé, car les membres du Comité auront tout le temps qu'il leur faudra par la suite pour poser des questions ou faire des remarques. Donc, d'après moi, nous devrions continuer.

**Le président:** Monsieur McCurdy, sur le même rappel au règlement.

**M. McCurdy:** Je dois avouer que je n'ai pas eu depuis longtemps l'occasion de faire partie de l'auditoire dans une salle de lecture, mais par contre, je suis convaincu qu'il va être extrêmement difficile d'entamer une discussion pertinente sur l'exposé de la ministre, si nous devons faire appel à nos mémoires pour nous rappeler tous les points saillants de celui-ci. Il est vrai que cela ne fait pas longtemps que je suis député, mais c'est la première fois, depuis que je suis membre d'un Comité, que quelqu'un fasse un exposé sans que nous puissions obtenir un exemplaire du texte écrit, ne serait-ce qu'au moment de faire son exposé. À mon avis, sans le document, c'est parfaitement inutile.

**Le président:** Permettez-moi de vous dire, monsieur McCurdy, que nous sommes à la 103<sup>e</sup> réunion de ce Comité, et je peux vous assurer qu'il est arrivé très souvent que des témoins ou des ministres n'aient pas de texte écrit...

**Mme Coppins:** Mais il y a un texte écrit, monsieur le président.

**M. McCurdy:** Oui, il y a un texte écrit.

**Mme Coppins:** Voilà justement pourquoi j'ai soulevé la question.

**Le président:** Le Comité a décidé il y a quelque temps qu'aucun texte ne serait distribué aux membres ni déposé auprès du greffier s'il n'était pas disponible dans les deux langues officielles, et le président se fonde là-dessus...

**M. McCurdy:** Eh bien, de toute évidence, ce texte n'est pas rédigé dans les deux langues officielles.

**Le président:** Monsieur Blackburn.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** I believe that within the committee, the point of view that you have expressed, namely that we should have the document in both official languages, is an extremely important point. Furthermore, I think it is a common practice that documents be provided in both official languages.



## [Texte]

Le fait que la ministre nous fasse un exposé présentement, eh bien, je trouve que c'est pertinent. Madame la ministre a daigné faire une présentation et a bien voulu nous la faire ici ce soir, je trouve que c'est bien. Je trouve que cela n'enlève absolument rien à personne pour poser toutes les questions désirées par la suite. Je suis convaincu que madame la ministre se fera un plaisir, si nous le souhaitons, de nous transmettre ledit document après coup. Au lieu, je pense, de prolonger la rencontre, il serait préférable d'entendre la ministre maintenant, et cela si, de plus, on a le Règlement qui le confirme, sinon on apportera les correctifs plus tard.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Blackburn.

**M. Blackburn (Jonquière):** J'aimerais que la ministre continue son exposé, s'il vous plaît.

**Le président:** Merci, monsieur.

Would the Minister like to continue?

**Mrs. Champagne:** Thank you, Mr. Chairman.

Last year Challenge '85 was the first program launched under the Canadian Jobs Strategy and the government knew immediately it was on the right track as Challenge '85 turned out to be successful beyond expectations.

Challenge '85 created more than 100,000 jobs, an almost 18% increase from the previous year. Challenge '85 was a success, not just because of the number of jobs it created but because of the type of jobs created. These were jobs that from the employers' perspective were geared to local business and other needs, jobs that from the students' point of view were career and learning oriented.

• 1845

This summer we are continuing along this successful path with Challenge '86. Mr. Chairman, I think it is apparent to anyone who has even a general knowledge of Challenge '85 and Challenge '86 that they were designed to help young people gain valuable career experience, the kind of career experience which will help them later on when they are looking for permanent jobs.

Unlike previous governments, we are not relying on short-term make-work programs in our job creation initiatives. I am aware that some people have complained that Challenge '86 is not providing enough funds for certain projects of particular interest to non-profit organizations. While I am sympathetic to their needs and supportive of the valuable contribution such organizations make to their communities, I must point out that the Challenge program is not in many cases the proper vehicle for the type of funding they require.

Mr. Chairman, I must also point out that we are building on the lessons learned last year. Improvements to component programs have been made in response to the assessment and comments of business associations, student organizations, community groups and elected representatives at all levels.

## [Traduction]

Now, as far as the Minister making a statement before us at this time, I, personally, feel that is quite reasonable. The Minister has been good enough to appear before the committee this evening to make her presentation, and I am all in favour of hearing it. There is nothing preventing anyone from asking as many questions as he wants afterwards. I am certain that the Minister would be pleased to send us a copy of the document at a later date, if we so desire. Rather than prolonging the meeting unduly, I think it would be preferable to hear from the Minister now, particularly if the Standing Orders confirm that this is the proper procedure; otherwise, we will take corrective action later.

**Le président:** Merci, monsieur Blackburn.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** I would therefore request that the Minister go ahead with her statement, please.

**The Chairman:** Thank you.

Est-ce que la ministre aurait l'obligeance de continuer son exposé?

**Mme Champagne:** Merci, monsieur le président.

L'an dernier, Défi 85 a été le premier programme à être lancé dans le cadre de la planification de l'emploi. Le gouvernement savait tout de suite qu'il était sur la bonne voie quand ce programme s'est avéré encore plus efficace que prévu.

Or, il a permis de créer plus de 100,000 emplois, soit une augmentation de presque 18 p. 100, comparativement à l'année précédente. Défi 85 a été couronné de succès, non seulement à cause du nombre d'emplois créés, mais à cause du type d'emplois créés. Il s'agissait d'emplois qui, du point de vue des employeurs, répondaient aux besoins de l'industrie et des entreprises locales, alors que pour les étudiants eux-mêmes, ils étaient axés sur la carrière et la formation.

Cet été, Défi 86 poursuivra le chemin de la réussite tracé l'an dernier. Monsieur le président, il est évident, même pour ceux qui n'ont qu'une connaissance générale des programmes Défi 85 et Défi 86, que ces initiatives ont été conçues afin d'aider les jeunes à acquérir une expérience professionnelle valable, grâce à laquelle il pourront par la suite obtenir plus facilement un emploi permanent.

À la différence du gouvernement précédent, nos initiatives de création d'emplois ne représentent pas des mesures temporaires. Je sais bien que certains se sont plaints du fait que Défi 86 ne va pas permettre de financer suffisamment de projets intéressants surtout les organismes sans but lucratif. Bien que je sois consciente des besoins de ces organismes, et que je reconnaisse la valeur des efforts qu'ils déploient au sein des collectivités, il convient de signaler que très souvent, le programme Défi n'est pas la source de financement appropriée étant donné leurs besoins.

Monsieur le président, je voudrais également souligner que nous tenons compte de ce que nous avons appris l'an dernier. Certaines améliorations ont donc été apportées aux divers programmes afin de tenir compte de l'évaluation d'associations

## [Text]

These changes include 100% seed funding up to the minimum wage for municipalities, instead of the 75% allowed last year; greater involvement in promoting the program by Members of Parliament; encouraging employers to pay adult minimum wage rates rather than the student minimum scale, and closer monitoring of approved applications to ensure that jobs under SEED are incremental, that in fact they would not have been created unless the wage subsidies were being made available.

Mr. Chairman, the really good news on Challenge '86 is that a record number of applications has been received. As of May 22, the number stood at 58,723. As Miss MacDonald said in the House, it is a runaway success.

Je peux vous assurer, que toute demande a été évaluée en fonction de l'utilité de la formation offerte aux étudiants, dans la perspective de l'emploi permanent.

Nous nous sommes toutefois efforcés de mettre l'accent, plus particulièrement, sur la participation du secteur privé, ce qui permet de créer davantage d'emplois et des emplois mieux rémunérés pour les étudiants. Ces emplois leur permettront d'acquérir de l'expérience, dans un secteur où la plupart d'entre eux travailleront, une fois qu'ils auront terminé leurs études. Comme je l'ai déjà mentionné, il s'agit d'accorder la priorité aux jeunes. C'est pourquoi les efforts que nous avons déployés, avec les députés et diverses organisations, visaient particulièrement la participation du secteur privé au programme.

Selon les emplois approuvés à ce jour, dans le cadre de Défi 86, pour chaque dollar versé par le gouvernement, le secteur privé donne 1.50\$ et le secteur sans but lucratif 11 cents.

Je suis convaincue, monsieur le président, que le succès de nos programmes d'été est, en grande partie, attribuable à l'intérêt que leur manifeste le secteur des entreprises.

En outre, je collabore avec M<sup>me</sup> MacDonald, présidente honoraire du Comité de promotion des initiatives privées, de même qu'avec les gens d'affaires et les dirigeants de l'Association, dans le but de favoriser l'emploi non subventionné d'étudiants dans le secteur privé.

Cet élan a une incidence positive sur les opérations de nos centres d'emplois pour étudiants dans l'ensemble du pays. Grâce à ceux-ci, quelque 435,000 étudiants ont été placés l'été dernier et nous prévoyons autant ou même davantage de placements cette année.

There are so many areas I would like to touch on, such as the youth participation in the various Canadian Job Strategy

## [Translation]

d'entreprises, d'organisations estudiantines, de groupes locaux et de représentants élus de tous les échelons.

Ces modifications comprennent, entre autres, une aide financière accrue au titre du programme Emploi d'été/Expérience de travail (EEET), puisqu'à partir de maintenant, 100 p. 100 des frais salariaux, calculés en fonction du salaire minimum seront couverts, plutôt que 75 p. 100, comme c'était le cas l'année dernière; une participation accrue des députés au niveau de la promotion du programme; une initiative auprès des employeurs visant à encourager ces derniers à rémunérer les étudiants suivant le taux de salaire minimum pour adultes officiellement en vigueur, plutôt que selon l'échelle de salaire minimum établie à l'égard des étudiants; et, enfin, un contrôle plus étroit des demandes approuvées, afin de garantir que les emplois offerts dans le cadre du programme (EEET) viennent s'ajouter aux emplois actuels, c'est-à-dire qu'ils n'auraient pas été créés sans subventions salariales.

Mais la meilleure nouvelle que je puisse vous transmettre, pour ce qui est du programme Défi 86, c'est que nous avons reçu un nombre record de demandes d'inscription; au 22 mai, le nombre de demandes reçues se chiffrait à 58,723. Comme M<sup>me</sup> MacDonald l'a mentionné à la Chambre, c'est un succès fou.

Furthermore, I can assure you that all applications have been assessed in terms of their potential to prepare students for the permanent labour market.

However, we sought strong participation by the private sector this year. With the private sector, we can create more jobs for students—jobs that not only will pay students more, but will give them experience in the sector in which most of them will be working upon completion of their studies. As I said earlier, our first priority must be young people themselves. That is why we have made a special effort, with the help of Members of Parliament and private sector organizations, to promote private sector participation in the program.

Based on the jobs approved to date under Challenge '86, for every dollar the government provides, the private sector provides \$1.50, whereas the non-profit sector provides 11¢.

I am convinced, Mr. Chairman, that much of our summer programming success is due to the endorsement and encouragement we are receiving from the business sector.

Furthermore, I am working with Miss MacDonald, who is honorary chairperson of the Business Drive for Jobs Committee, and with leading business people and heads of associations to promote non-subsidized student jobs in the private sector.

This impetus benefits, in particular, the operations of our Canada Employment Centres for Students. Last summer these centres placed some 435,000 students in jobs, and we expect as many or more placements this year.

Il y a tellement de domaines dont je voudrais vous parler un peu ce soir, y compris la participation des jeunes aux diver



## [Texte]

Programs, especially Job Entry and Job Innovations, but time is limited, I know. I might add that I am very much heartened by the reaction of many members, and their clear determination to visit many Challenge '86 projects in their ridings this summer.

• 1850

A la demande des députés, demande qui a été formulée à ce Comité la semaine dernière, le personnel de la CEIC prépare actuellement des exemples de questions que les députés pourraient poser aux étudiants et à ceux qui parrainent les projets. Il sera ainsi possible de découvrir les points forts et, sans aucun doute, les faiblesses de ces projets. La participation des députés permettra d'assurer avec les années l'amélioration constante des programmes.

Monsieur le président, compte tenu du dynamisme qui caractérise actuellement le dossier des jeunes, je me réjouis de collaborer avec vous, les membres du Comité et tous les Canadiens, à la préparation d'un avenir meilleur pour tous nos jeunes et particulièrement pour ceux qui en ont le plus besoin.

Merci beaucoup.

**The Chairman:** Thank you, Madam Minister.

The chairman would like to seek a little guidance from the committee as we proceed to questions. According to the clerk's records, there are five Members of Parliament present, three of whom have done the proper paperwork to be members of the committee and two of whom have not. Your chairman's predisposition is to follow the normal pattern of treating all members as equal. In past sessions we have tended to hold back the people who are not members to the end of the first round or to have them share time with people who are members. My predisposition, given the fact that there are only five of us, would be simply to treat all members equally and allow the questioning to proceed on the basis of arrival in the room. But I seek some guidance from the committee.

**Ms Copps:** Mr. Chairman, the last time we were five in the room and that was not the disposition. You seem to change the rules every time we come to a meeting.

**The Chairman:** I am seeking advice from the committee, Ms Copps. How would you like to see us proceed?

**Ms Copps:** However we proceed is fine, but the last time we came to a meeting and I did not have my paperwork done, or when Mr. Malépart came, you said we could tag in on our member's questions. I just want to have something consistent for the duration.

## [Traduction]

programmes créés au titre de la Planification de l'emploi, surtout le programme d'intégration professionnelle et le programme national d'aide à l'innovation, mais je sais que notre temps est limité ce soir. Permettez-moi d'ajouter que je suis très encouragée de constater la réaction de bon nombre de députés, surtout ceux qui ont décidé d'aller observer le fonctionnement de projets qui seront lancés dans leur circonscription électorale cet été, au titre du programme Défi 86.

At the request of members, made at a meeting of this committee last week, CEIC staff is currently preparing examples of questions members could put to students and those sponsoring the projects. In this way, they will have the opportunity to discover what the strong points and, of course, the weak points of these projects are. Through the members' input, we will be able to ensure that these programs continue to improve over the years.

Mr. Chairman, given all the exciting activity taking place in the youth portfolio, I look forward to working with you, your committee and all concerned Canadians in forging a new dawn of opportunity for those youth among us who need a helping hand.

Thank you very much.

**Le président:** Merci, madame la Ministre.

Avant d'entamer la période des questions, le président voudrait recevoir les conseils des membres. Selon le greffier, il y a cinq députés qui assistent ce soir, dont trois ont pris les dispositions nécessaires pour être considérés comme des membres du Comité et dont deux ne l'ont pas fait. Votre président voudrait suivre la procédure normale, c'est-à-dire ne pas accorder un traitement de faveur à qui que ce soit. Par le passé, la tendance a été de garder pour la fin du premier tour la question de ceux qui ne sont pas membres, ou encore, de demander à ceux-ci de partager le temps de parole accordé aux véritables membres du Comité. Etant donné que nous sommes cinq seulement, je préférerais que tout le monde soit sur un pied d'égalité et que l'on accorde les tours en fonction de leur arrivée dans la salle. Mais je voudrais d'abord savoir ce que les membres en pensent.

**Mme Copps:** Monsieur le président, la dernière fois que nous nous sommes réunis, nous étions cinq aussi, mais vous n'avez pas voulu suivre cette procédure. On dirait que vous changez les règles du jeu pour chaque réunion.

**Le président:** Je demande aux membres du Comité de me conseiller là-dessus, madame Copps. Quelle serait votre préférence?

**Mme Copps:** Je n'ai pas vraiment de préférence, mais je signale au président que la dernière fois que nous nous sommes réunis, et que je n'avais pas pris les dispositions nécessaires—même chose pour M. Malépart—vous avez décidé que nous serions obligés de partager le temps de parole du membre de notre parti. Je tiens simplement à ce que nous suivions toujours la même procédure.

[Text]

**The Chairman:** The chairman is in the committee members' hands. Would members like to know who has completed the paperwork, or would you like to reach the decision beforehand?

The members who are present are Mr. McCurdy, Mrs. Browes, Mr. Blackburn, and Mr. Malépart. Should we proceed with members first in the order of arrival, and any member can share with a member of their party their initial round if they so like? Then the order will be Mr. McCurdy, followed by Mr. Blackburn, followed by Mrs. Browes, followed by Mr. Malépart.

**M. McCurdy:** Madame Champagne, personne ne sait ce que vous faites maintenant. Pouvez-vous nous décrire exactement ce que vous faites maintenant en qualité de ministre d'Etat à la jeunesse?

**Mme Champagne:** Il y a plusieurs aspects au mandat que le premier ministre m'a confié. Il y a d'abord celui de coordonner les initiatives jeunesse au sein des différents ministères et des différentes agences gouvernementales avec les provinces et le secteur privé. On m'a aussi demandé, et j'y travaille très ardemment, de trouver une façon pour que les jeunes aient plus facilement accès aux différents programmes qui existent déjà dans les ministères. On sait qu'il y a 33 ministères et agences qui ont des programmes jeunesse. Au jour le jour, j'ai la responsabilité du programme Défi 86, des centres d'emploi pour étudiants, des centres d'emplois sur les campus, enfin de tous les programmes d'emplois d'été. Et, comme vous l'avez entendu ce soir, j'ai un très grand travail à faire dans le cadre du programme Innovations. Je dois promouvoir de nouveaux projets, puisque le gouvernement vient, il y a à peine quelques jours, d'octroyer des sommes bien particulières à la jeunesse dans le cadre du programme Innovations.

• 1855

Je puis vous assurer que ces responsabilités-là, en plus de celle de rencontrer des groupes de jeunes un peu partout au pays comme je le fais constamment, ont de quoi occuper un ministre.

**M. McCurdy:** Le rapport du Comité du Sénat et le rapport du groupe de travail pour la jeunesse du Nouveau parti démocratique décrivent beaucoup les problèmes qui affectent la jeunesse, et pas seulement le chômage. De quels autres problèmes vous occupez-vous?

**Mme Champagne:** Nous sommes tout à fait conscients qu'il y a beaucoup d'autres problèmes. Nous avons étudié et nous continuons à étudier très sérieusement le rapport du Sénat et celui du Nouveau parti démocratique; celui du comité consultatif de l'Année internationale de la jeunesse devrait aller sous presse d'un jour à l'autre. Je dois vous dire que les jeunes qui ont participé à la rédaction de ce rapport ont beaucoup soigné la rédaction. Il a fallu un peu de temps avant que tout soit accepté, tant en français qu'en anglais, mais c'est le rapport des jeunes. Il devrait aller sous presse incessamment.

Donc, compte tenu de tous les problèmes qui ont été identifiés dans ces trois rapports, ainsi que des problèmes dont

[Translation]

**Le président:** Le président s'en remet à la volonté du Comité. Les membres désirent-ils savoir qui a pris les dispositions nécessaires pour être considérés comme membres du Comité, ou préférez-vous qu'on prenne une décision tout de suite?

Les membres qui assistent ce soir sont M. McCurdy, M<sup>me</sup> Browes, M. Blackburn et M. Malépart. Devrions-nous donner la parole aux membres du Comité en fonction de leur arrivée dans la salle, en leur permettant de partager leur temps pour le premier tour avec un membre de leur parti, s'ils le désirent? Très bien. Voilà donc l'ordre: M. McCurdy, suivi de M. Blackburn, M<sup>me</sup> Browes et M. Malépart.

**Mr. McCurdy:** Mrs. Champagne, no one seems to know exactly what you are doing these days. Could you please describe your current activities as Minister of State for Youth?

**Mrs. Champagne:** The mandate given to me by the Prime Minister includes several activities. First of all, the co-ordination of youth initiatives within the various government departments and agencies, as well as with the provinces and the private sector. I have also been asked—and I am devoting a great deal of energy to this—to find a way to make the existing departmental programs more accessible to young people. We know that there are 33 different departments and agencies which have youth programs. On a daily basis, I am responsible for the Challenge '86 program, student employment centres, campus employment centres and, finally, summer employment programs as a whole. As you have heard this evening, I have a great deal of work to do under the Innovations Program. I will be promoting new projects, because, just a few days ago, the government assigned some specific funding to young people under the Innovations Program.

I can assure you that these responsibilities, together with my task of meeting with young people throughout the country, which I am constantly doing, are enough to keep a Minister busy.

**Mr. McCurdy:** The Senate committee report and the report of the NDP task force on youth describe many of the problems facing young people, not just the problem of unemployment. What other problems are you dealing with?

**Mrs. Champagne:** We are well aware that there are many other problems facing young people. We have studied and are continuing to study very carefully the Senate committee report and the New Democratic Party report. The report of the advisory committee for International Youth Year should be going to press any day now. I should tell you that the young people who took part in drafting the report did a very careful job. As a result, it took some time before the complete French and English versions were approved, but it is a report by young people. It should be going to press any day now.

In light of problems that are described in these three reports, and those that we heard about during the five regional forums



## [Texte]

nous étions au courant grâce aux cinq forums régionaux qui se sont tenus et aux rapports de toutes sortes de rencontres qui m'ont été envoyés et que j'ai étudiés avec beaucoup de soin, nous sommes en train d'étudier d'autres solutions possibles, d'examiner les recommandations des différents rapports, afin d'en arriver à une politique jeunesse qui soit complète, qui se tienne et qui ne soit pas, une fois de plus, un diachylon qu'on poserait sur une jambe de bois.

**M. McCurdy:** Cette politique a été promise pour le printemps, ensuite pour l'été, et ensuite pour l'automne. Quand sera-t-elle annoncée?

**Mme Champagne:** Quand elle sera prête, docteur McCurdy. Il n'y a aucune raison d'accélérer le travail au risque de faire des choses inadéquates, simplement pour le plaisir de dire qu'on a une politique. Comme le recommandent le rapport de votre parti et ceux du Sénat et des jeunes, il faut éviter de prendre de petites mesures ici et là, comme cela s'est fait trop longtemps. Il faut une politique globale. Il aura fallu peut-être un peu plus de temps mais je suis très confiante que vous serez le premier à l'approuver quand elle sera présentée.

**M. McCurdy:** Etes-vous d'accord que l'éducation est une question très importante pour la jeunesse?

**Mme Champagne:** Oui, de toute évidence. Il est facile de constater que les problèmes de chômage sont attribuables, plus souvent qu'autrement, au manque de formation chez les jeunes. On se rend compte aussi que les taux de chômage vont en décroissant selon le degré d'instruction des jeunes. Les jeunes se plaignent aussi de certaines lacunes dans les différents programmes d'enseignement des provinces. Comme vous le savez, ceci est de compétence provinciale. Cependant, il est certainement possible d'en discuter lors de rencontres bilatérales avec mes homologues responsables de la jeunesse. Je l'ai déjà fait et je compte soulever la question lors d'autres rencontres, comme les jeunes le souhaitent.

• 1900

**M. McCurdy:** Vous savez que le secrétaire d'Etat est responsable de l'éducation postsecondaire en ce qui concerne la participation du fédéral. Il y a une semaine, M. Bouchard a dit qu'il ne savait pas du tout ce que vous faisiez. Comment pouvez-vous régler ce grand problème de la jeunesse si le secrétaire d'Etat ne sait même pas ce que vous faites?

**Mme Champagne:** Vous pourrez comprendre très facilement, docteur McCurdy, que je suis à Emploi et Immigration depuis moins de deux mois. Etant donné qu'il m'a fallu me familiariser avec les programmes du ministère, j'ai peut-être dû, depuis un mois et demi, négliger de rencontrer le secrétaire d'Etat aussi souvent que je le faisais alors qu'il était mon ministre sénior. Je puis cependant vous assurer que ce n'est qu'une question de temps et que je compte bien avoir avec lui, comme avec plusieurs autres de mes collègues dans différents domaines, des rencontres fréquentes, afin que nous travaillions ensemble et non pas chacun de notre côté. Comme je vous le disais au tout début, le premier ministre insiste beaucoup, et avec raison, pour qu'il y ait coordination de tout ce qui se fait pour la jeunesse au sein du gouvernement.

## [Traduction]

and as a result of reports on all sorts of meetings that were sent to me, which I studied very carefully, we are in the process of studying various possible solutions and examining the recommendations made in the reports, so as to come up with a comprehensive, solid youth policy that for once will be adapted to the needs of those it is trying to serve.

**Mr. McCurdy:** The policy was promised for spring, then for the summer and now for fall. When will it be announced?

**Mrs. Champagne:** It will be announced when it is ready, Dr. McCurdy. There is no reason to speed up our work and run the risk of doing a poor job, just so that we can say that we have a policy. As the NDP report and the Senate committee report recommend, we must avoid band-aid solutions, which have been too prevalent for too long. We need an overall policy. It may take us a little longer, but I am confident that you will be the first one to express your approval when it is announced.

**Mr. McCurdy:** Do you agree that education is a very important issue for young people?

**Mrs. Champagne:** Yes, obviously. It is clear that, more often than not, youth unemployment problems are due to a lack of training. Statistics also show that the rate of unemployment decreases according to a young person's level of education. Young people also complain about some weaknesses in the various provincial education programs. As you know, education does come under provincial jurisdiction. Nevertheless, I can certainly discuss the matter at bilateral meetings with my provincial counterparts responsible for youth. I have raised the issue in the past, and I intend to do so at other meetings in the future, as young people have requested.

**Mr. McCurdy:** As you know, the Secretary of State is responsible for federal participation in post secondary education. A week ago, Mr. Bouchard said that he had no idea at all what you were doing. How can the problems facing youth be solved if the Secretary of State does not even know what you are doing?

**Mrs. Champagne:** I am sure you will appreciate, Dr. McCurdy, that I have been with the Department of Employment and Immigration for less than two months. During this time, I have had to familiarize myself with the department's programs, and I may therefore have neglected to meet with the Secretary of State as often as I did when he was my senior minister. However, I can assure you that I do intend to have frequent meetings with him and with a number of my other colleagues, so that we can co-ordinate our efforts. As I was saying at the beginning, the Prime Minister is rightly stressing the importance of co-ordinating all the government's efforts for youth.

*[Text]*

**Mr. McCurdy:** We will terminate this first experiment in posing questions in French.

**Mrs. Champagne:** If I may, Mr. Chairman, I would like to congratulate Dr. McCurdy. His French has improved tremendously this year.

**M. McCurdy:** C'est grâce à mon professeur.

The Secretary of State tells me that he does not have an idea in the world what you do. I find this really amazing. Now you tell us that he does not know because you have not had a chance to tell him. You have been occupied.

Would you not agree that maybe this is the problem. You have had all kinds of pleas across the country to address the development of an appropriate youth policy. Now, that policy, in my understanding, is not just the issue of training. It also includes youth participation. It includes addressing the issues in post-secondary and elementary education, any number of problems that youth have.

It may be ridiculous to suggest that—as the Prime Minister did—there would be a program at the end of the fiscal year, or even by the end of the summer, or the fall, or the winter. But at the very least, do you not think it would have been appropriate for the Prime Minister to have formulated an idea about what it was he intended to accomplish, inform his Cabinet in its entirety about what your function was? Then the process would have been a mutual interaction between you and those others who are supposed to be involved in developing this program.

**Mrs. Champagne:** We discussed youth policy in Cabinet last week. You may also remember—

**Mr. McCurdy:** Could I just clarify that? Last week? Not back when you were shifted . . . ?

**Mrs. Champagne:** Again. We discussed it as recently as last week. But you may also remember that at the same time the Prime Minister announced that he wanted me to put a lot of effort into employment and training, so he sent me the Department of Employment and Immigration.

• 1905

He also announced the formation of a committee where the two co-chairmen were named as Dr. Douglas Wright from Waterloo University, and Mr. Michel Gauthier, a well-known businessman in Quebec. I have met with the two co-chairmen. My staff has met with them on quite a few occasions. I met with them on Monday or Tuesday this week, and I will be meeting with them again next week. We will be announcing the names of a few other members on the board. We are working very hard together, and this is what is being done.

As far as the Secretary of State is concerned, he has been very busy looking after a lot of other things. I think you can understand there are only so many hours a day. I have not had

*[Translation]*

**M. McCurdy:** Je vais mettre fin ici à ma première expérience d'interrogatoire en français.

**Mme Champagne:** Je tiens, monsieur le président, à féliciter M. McCurdy des excellents progrès qu'il a fait en français depuis un an.

**M. McCurdy:** It's all thanks to my teacher.

Le secrétaire d'Etat m'a dit qu'il ne sait pas du tout ce que vous faites. Je trouve cela renversant. Vous nous dites maintenant que s'il ne sait pas ce que vous faites c'est parce que vous n'avez pas eu l'occasion de le lui dire. Vous avez été occupée.

Ne seriez-vous pas d'accord pour dire que c'est peut-être là le problème? Toutes sortes de groupes partout au pays vous ont exhortée de mettre au point une politique appropriée pour la jeunesse. Si je comprends bien, la politique ne porte pas uniquement sur la question de la formation. Elle vise également la question de la participation des jeunes, l'enseignement postsecondaire et primaire, et toutes sortes d'autres problèmes auxquels fait face la jeunesse.

Il serait peut-être ridicule de dire—comme le Premier ministre l'a fait—qu'un programme serait annoncé à la fin de l'année fiscale, ou même à la fin de l'été, ou en automne ou en hiver. Mais ne pensez-vous pas que le Premier ministre aurait dû au moins parler de ses intentions, et d'informer tout le conseil des ministres de votre rôle? De cette façon, il y aurait eu une coordination entre vous et les autres ministres qui sont censés participer à la mise au point du programme.

**Mme Champagne:** Nous avons discuté de la politique de la jeunesse au sein du conseil des ministres la semaine passée. Vous vous souviendrez peut-être également . . .

**M. McCurdy:** Puis-je vous demander une précision? Vous dites que vous en avez parlé la semaine passée? Cela ne s'est pas fait au moment où vous avez changé . . .

**Mme Champagne:** Nous en avons parlé de nouveau la semaine passée. Mais vous vous souviendrez peut-être que le Premier ministre avait annoncé en même temps qu'il voulait que j'insiste beaucoup sur l'emploi et la formation. C'est la raison pour laquelle il m'a envoyé au ministère de l'Emploi et de l'Immigration.

Il a également annoncé la mise sur pied d'un comité coprésidé par M. Douglas Wright, de l'Université de Waterloo, et M. Michel Gauthier, un homme d'affaires très connu au Québec. J'ai rencontré les deux coprésidents, et mon personnel les a rencontrés à plusieurs reprises. C'est lundi ou mardi de cette semaine que je les ai rencontrés, et j'aurai une autre réunion avec eux la semaine prochaine. Nous allons annoncer les noms de plusieurs autres membres du comité. Nous travaillons très dur ensemble pour réaliser ce projet.

En ce qui concerne le secrétaire d'Etat, il a été très pris par beaucoup d'autres questions. Vous savez, il n'y a que tant d'heures dans une journée. Il est vrai que je n'ai pas eu de



[Texte]

a private meeting with him in the last six weeks or so, it is true, but I intend to correct that very shortly.

**Mr. McCurdy:** Thank you.

**The Chairman:** Thank you, Mr. McCurdy.  
Monsieur Blackburn, vous avez la parole.

**M. Blackburn (Jonquière):** Merci, monsieur le président.

Madame la ministre, quelles sont les principales différences entre le programme Défi 85 et le programme Défi 86?

**Mme Champagne:** Il y a eu plusieurs changements importants. Il serait peut-être trop long de vous les énumérer tous, mais je vais vous dire les choses les plus importantes.

D'abord, au niveau des municipalités, on a donné 100 p. 100 au lieu de 75 p. 100 du salaire minimum comme on le faisait l'année dernière.

L'un des problèmes de l'année dernière, c'est qu'il n'y avait pas de date unique pour la présentation et l'évaluation des demandes. C'était un peu «premier arrivé, premier servi». Par conséquent, dans certains cas, ni les étudiants ni les employeurs n'ont été servis aussi bien qu'ils auraient pu l'être. Nous avons corrigé ça cette année en mettant une date de tombée, ce qui a permis d'évaluer les demandes des deux côtés au même moment. Je pense que cela a été très utile.

L'année dernière, également, le programme de prêts aux étudiants entrepreneurs a mis du temps à démarrer parce que les négociations avec les institutions bancaires ont été très longues. Cette année, comme tout a été organisé, il se fait beaucoup plus de prêts que l'année dernière.

On peut dire la même chose des ateliers d'orientation de travail. L'année dernière, il a fallu du temps pour organiser cela. C'était nouveau, les gens savaient plus ou moins que ça existait et ils se demandaient comment ça fonctionnait. C'est un autre volet qui fonctionne beaucoup mieux cette année.

Dans le cadre d'Emploi d'été—Expérience de travail, nous avons fait un effort particulier dans le secteur privé, avec vous, les députés, pour permettre au plus grand nombre d'étudiants possible d'avoir un emploi, un emploi qui dure plus longtemps, qui est mieux rémunéré et dans un secteur où la majorité des étudiants se retrouveront après l'obtention de leur diplôme. On a donc fait un effort particulier de ce côté-là.

Il ne faut pas oublier qu'en 1983, 100 p. 100 des sommes allouées à des programmes d'emplois d'été pour les jeunes étaient allées au secteur public. En 1984, cela se situait à 90 p. 100. L'an dernier, c'était entre 75 et 80 p. 100. Cette année, si on tient compte des demandes qui ont été acceptées, nous en sommes à environ 65 p. 100. Il y a donc une participation plus grande du secteur privé.

• 1910

**M. Blackburn (Jonquière):** Madame la ministre, il y a eu une autre amélioration que vous n'avez pas signalée: nous approuvons maintenant les projets immédiatement, sur place, lorsqu'il y a entente entre les gens de la DDE et les députés en ce qui concerne les projets présentés. Je crois que c'est une amélioration extraordinaire. Cela nous est très utile, et c'est beaucoup

[Traduction]

réunion privée avec lui depuis environ six semaines, mais j'ai l'intention de rectifier cette situation très bientôt.

**M. McCurdy:** Merci.

**Le président:** Merci, monsieur McCurdy.  
You have the floor, Mr. Blackburn.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Thank you, Mr. Chairman.

Could you please tell us, Madam Minister, what are the main differences between Challenge 85 and Challenge 86?

**Miss Champagne:** There have been a number of important changes. There are perhaps too many changes to go through all of them, but I will mention the most important ones.

First of all, we are now giving 100% rather than 75% of the minimum wage in the case of municipalities.

One of the problems last year was that there was no single date for submitting and evaluating applications. Applications were dealt with on a "first come, first served" basis. As a result, in some cases, neither the students nor the employers were served as well as they could have been. We have corrected the problem this year by setting a deadline, which has enabled us to assess the applications from the two parties at the same time. I think this is a very good change.

Last year, the loan program for entrepreneurial students was slow in getting started because of the lengthy negotiations we had with the bank. Since everything was organized this year, many more loans were provided this year than last.

The same is true of the job orientation workshops. Last year, some time was spent organizing the workshops. It was a new program, people were not that well informed about it and they wondered how it worked. This is another aspect of the program which is working much better this year.

In the case of the Summer Employment Experience Development Program, we have made a special effort with the private sector, and with you, the Members of Parliament, so that more students will get a job that lasts longer, pays better and is in the field in which most of the students will be working after they graduate. We have therefore made a special effort with the SEED program.

It should be remembered that in 1983, 100% of the funding for the summer employment programs for young people went to the public sector. In 1984, the figure was 90%, while last year it was between 75% and 80%. On the basis of applications that have been accepted this year, the figure is approximately 65%. The private sector is therefore making a greater contribution to the program.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Another improvement that you did not mention, Madam Minister, is that we are now approving projects immediately, where there is agreement between the EDB officials and the MPs regarding the projects. I think this is an incredible improvement. It is very useful for us, and it is much faster for the students because they can starting

[Text]

plus rapide pour les étudiants, car ils sont en mesure de commencer à travailler immédiatement. Lorsque cela devait aller à Ottawa, il fallait beaucoup plus de temps pour approuver les projets. Je suis certain que les députés de l'opposition se réjouissent de cette nouvelle mesure.

**M. Malépart:** C'est ce qui existait avant que les conservateurs changent les choses en 1985. Ils ont corrigé les erreurs qu'ils ont commises.

**Mme Copps:** C'est vrai!

**Mme Champagne:** Cela a été très utile, parce que dès qu'il y avait consensus, c'était automatiquement réglé. Les demandes venaient à Ottawa seulement quand il n'y avait pas entente entre les députés et les fonctionnaires d'Emploi et Immigration.

Il y a également eu amélioration du fait qu'on demandait au secteur privé de signer un affidavit précisant qu'ils n'auraient pas embauché autrement les jeunes qu'ils embauchent dans le cadre du programme. Il y a ainsi beaucoup moins de possibilités d'abus. C'est une autre amélioration qu'il y a eu cette année. Lorsque les députés iront visiter les projets au cours de l'été, ils nous ramèneront sûrement d'excellentes suggestions dont nous pourrions nous servir pour le programme d'été de l'année prochaine.

**M. Blackburn (Jonquière):** Bien sûr, tout le monde souhaite avoir un budget plus élevé. Si on avait davantage de fonds, on pourrait créer davantage d'emplois pour les jeunes. Exception faite de cet aspect-là, ainsi que du fait qu'on semble critiquer le pourcentage d'emplois créés dans l'entreprise privée par rapport au pourcentage d'emplois créés dans le secteur communautaire, dans les organismes sans but lucratif et dans les municipalités, y a-t-il d'autres inconvénients au programme Défi 86, des inconvénients que vous auriez décelés vous-même?

**Mme Champagne:** Il est vrai que certains députés ont été déçus que certains organismes à but non lucratif qui recevaient des subventions depuis cinq, dix ou quinze ans et qui en étaient venus à considérer cela comme leur dû, ne reçoivent pas de subvention cette année. Une chose m'étonne, c'est que très souvent les gens qui ont porté les plaintes les plus fortes viennent de comtés où seulement 20 ou 25 p. 100 des fonds ont été alloués au secteur privé.

**M. Malépart:** Pouvez-vous les nommer, s'il vous plaît?

**Mme Champagne:** Oui, je peux citer deux cas. Je pense à M. Allmand; dans son comté, seulement 25 p. 100 des fonds sont allés au secteur privé. Je pense aussi à M. Rodriguez; dans son cas, c'est 20 p. 100 seulement. Ces deux députés se sont plaints de...

**M. Malépart:** Dans le comté de Montréal—Sainte-Marie, 40 p. 100 des fonds doivent être alloués au secteur privé. On en parlera plus tard.

**M. Blackburn (Jonquière):** Merci, monsieur le président.

• 1915

**The Chairman:** Thank you.

[Translation]

working immediately. When the application had to be sent to Ottawa, it took much longer to get approval for the projects. I am sure that Opposition members are pleased with this new feature.

**Mr. Malépart:** That is the way things worked before the Conservatives changed the system in 1985. They have just corrected their mistakes.

**Ms Copps:** Right oh!

**Mrs. Champagne:** This is a very useful feature, because as soon as there is agreement, the application is automatically approved. Applications are sent to Ottawa only in cases where there is disagreement between the Members of Parliament and Employment and Immigration officials.

Another improvement is that we have asked the private sector representatives to sign an affidavit stating that they would not have hired the young people if the program had not existed. This eliminates a great deal of possible abuse, and is another improvement that was introduced this year. After Members of Parliament have visited the projects in their ridings this summer, they will no doubt bring back some excellent suggestions to further improve the summer program next year.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** It goes without saying that everyone would like to have a higher budget. If we had more money, we could create more jobs for young people. Leaving the issue of funding to one side, and the criticism about the percentage of jobs created in the private sector as compared to the community sector, in non-profit organizations and municipalities, are there any other problems with the Challenge 86 program that you yourself have noticed?

**Mrs. Champagne:** It is true that some Members of Parliament were disappointed that some non-profit organizations which had been receiving grants for five, ten or fifteen years, and who felt entitled to them, did not get a grant this year. What astonishes me is that often the individuals who complained the most are from ridings in which only 20% or 25% of the funding went to the private sector.

**Mr. Malépart:** Could you name the MPs please?

**Mrs. Champagne:** Yes, I can mention two cases. I am thinking of Mr. Allmand, for example. Only 25% of the funding went to the private sector in his riding. I am also thinking of Mr. Rodriguez, in whose riding only 20% of the funding went to the private sector. These two Members of Parliament complained about...

**Mr. Malépart:** In the riding of Montreal—Sainte-Marie, 40% of the funding is to go to the private sector. I will come back to that later.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Thank you, Mr. Chairman.

**Le président:** Merci.



## [Texte]

Mrs. Browes.

**Mrs. Browes:** Thank you very much, Mr. Chairman. I would like to welcome the Minister to the meeting tonight and thank her from the youth of Canada for the enthusiasm she has brought to this job. As a member of the government, I am of course very pleased—

**M. Malépart:** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

**The Chairman:** Excuse me, Mrs. Browes, there is a point of order. Mr. Malépart.

**M. Malépart:** Vous n'êtes pas censé d'établir, au début, des directives. Ce n'est pas, normalement la procédure. Il y a un premier tour de 10 minutes, pour chaque parti, et après il y a cinq minutes pour les intervenants suivants... Ce n'est pas cela la procédure! J'aimerais le savoir du greffier parce que je n'ai pas confiance en la parole du président.

**Le président:** Oh!

**M. Malépart:** Est-ce que je pourrais le savoir du greffier?

**Le président:** Hier soir, nous avons décidé que les membres titulaires du Comité...

**Mme Copps:** Non, non, on ne l'a pas décidé hier soir... Vous le décidez ce soir...

**M. Malépart:** Il y a quatre membres qui se sont réunis hier soir?

**Mme Copps:** On change les règlements à toutes les réunions!

**Le président:** C'est notre méthode à ce Comité... Pauline Browes.

**M. Blackburn (Jonquière):** Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Est-ce qu'on peut, lors d'une réunion d'un comité, émettre un commentaire, à savoir que l'on n'a pas confiance au président? Est-ce que c'est parlementaire de dire une telle chose?

**M. Malépart:** Oui, c'est permis.

**Mme Copps:** On est tout de même en démocratie!

**Le président:** Pauline Browes.

**M. Malépart:** Et cela va se répéter.

**Mrs. Browes:** Thank you, Mr. Chairman. I hope you are not taking this time off my time, because I am very pleased with the enthusiasm Ms Champagne has brought to the whole issue of youth in Canada.

When it was elected back in September 1984, the government put a great deal of importance upon the youth of Canada, and did so in probably the most important way that could be, in making a Minister of State responsible for Youth. I for one, coming from the seventh-largest city in Canada, the City of Scarborough, want to say how pleased we are with the kinds of programs, suggestions, and ideas, the kinds of projects funded through the International Year of Youth; they are a great credit to the Minister, a great credit to this government,

## [Traduction]

Madame Browes.

**Mme Browes:** Merci beaucoup, monsieur le président. Je tiens à souhaiter la bienvenue à la ministre, et à la remercier au nom des jeunes du Canada de l'enthousiasme avec lequel elle s'acquitte de ses tâches. En tant que députée du gouvernement, je suis bien entendu très heureuse...

**Mr. Malépart:** On a point of order, Mr. Chairman.

**Le président:** Excusez-moi, madame Browes, mais on vient d'invoquer le Règlement. Monsieur Malépart.

**Mr. Malépart:** You are not supposed to establish directives at the outset; that is not the usual procedure. There has been a 10-minute first round for each party, followed by five minutes for the remaining speakers... That is irregular! I would like to hear from the clerk because I do not trust the chairman's word.

**The Chairman:** Oh!

**Mr. Malépart:** Could I hear about this from the clerk?

**The Chairman:** Yesterday, we decided that regular members of the committee...

**Ms Copps:** No no, we did not decide that yesterday evening... You decided this evening...

**Mr. Malépart:** Were there four members at the meeting yesterday evening?

**Ms Copps:** The rules are changed at every meeting!

**The Chairman:** That is the procedure followed by this committee. Pauline Browes.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Mr. Chairman, on a point of order.

Does a committee member have the right to say that he does not trust the chairman at a committee meeting? Is such language parliamentary?

**Mr. Malépart:** Yes, it is allowed.

**Ms Copps:** This is a democracy, after all!

**The Chairman:** Pauline Browes.

**Mr. Malépart:** Occurrences of this type will be repeated.

**Mme Browes:** Merci, monsieur le président. J'espère que ce dialogue ne fait pas partie de mon temps, car je dois dire que je suis très heureuse de l'enthousiasme dont M<sup>me</sup> Champagne a fait preuve dans toute la question de la jeunesse au Canada.

Lorsque le gouvernement a été élu en septembre 1984, il a beaucoup insisté sur l'importance de la jeunesse au Canada, et a donc pris la mesure la plus importante en créant un ministre d'État responsable de la Jeunesse. En tant que représentante de la septième ville du Canada, la ville de Scarborough, je tiens à dire que nous sommes très heureux des programmes, des propositions, des idées et des projets qui ont été financés pendant l'Année internationale de la jeunesse. Ces initiatives sont tout à l'honneur de la ministre et du gouvernement. Non

## [Text]

and certainly very much appreciated in the community, not only by youth, but by parents and organizations also.

I do want to say how important I believe the Challenge '85—Challenge '86 program has been in relation to the career-oriented, practical experience differential. Speaking with youth groups and with high school students, the career-oriented aspect of the Challenge '85—Challenge '86 program is one which is certainly most welcome. People are able to get some experience and when they go for a full-time job, they do indeed have some experience when they are asked if they have any.

The other aspect of the program is the student employment centres, which certainly are staffed extremely well and are giving excellent counselling and direction to the young people I have had the opportunity to chat with. So there is some very good news coming out of this.

We have heard a lot about the seed programs and I am very pleased to see the private sector has really caught on in 1986; they certainly did in 1985, but 1986 has been a great success. Of the criticism which has come forth in the last short time concerning the non-profit groups; having worked community organizations and nonprofit groups for some time myself, I know it is always a difficult job getting the core funding. It seems to me that organizations have supplemented core funding with programs like this, where it really should be core funding. I think there should be an evaluation of some of these non-profit organizations that have really come in on these programs that should not be considered core funding, but that, when they are doing their budgets, actually use this money as the core funding.

• 1920

Of course, we have seen some difficulty with some organizations that have not been funded this time around. As much as I see that it is unfortunate that they have not been funded, on the other hand I think there has to be an evaluation of how the non-profit organizations could be funded in a legitimate kind of way, so that they can depend on the core funding as opposed to having to make these applications from time to time and from year to year and wondering whether or not they are going to get funding for some very worthy projects.

So I have been pleased with the direction in which you have gone on the SEED grants. In my riding alone, the moneys have been more for the non-profit sector than for the private sector, but at the same time, twice as many jobs have been created in the private sector as opposed to the non-profit sector. So in terms of people getting jobs, your program is tremendously welcomed.

But what I would like to ask you is this. You mentioned in your preliminary remarks the innovation program, and I would like to hear a little more about that as part of the whole Canadian Jobs Strategy. I would also like to hear a little bit about the entrepreneur aspect of the Challenge '86 program as it relates to the Canadian Jobs Strategy. So if you could

## [Translation]

seulement les jeunes, mais également les parents et les organismes sont très reconnaissants de ces efforts.

Je tiens également à dire que je crois que les programmes Défi 85 et Défi 86 ont été très importants pour ce qui est d'une expérience pratique axée sur la carrière. Les groupes de jeunes et les étudiants en secondaire me disent beaucoup apprécier cet aspect du programme Défi 85—Défi 86, le fait qu'il est axé sur la carrière. Les jeunes veulent obtenir une certaine expérience, laquelle est fort précieuse lorsqu'ils font la demande d'un emploi à plein temps.

Un autre bon aspect du programme, ce sont les centres d'emplois pour étudiants, qui sont dotés d'un personnel excellent, et qui donnent une très bonne orientation aux jeunes à qui j'ai parlé. Le programme comporte donc des côtés très positifs.

Nous avons beaucoup entendu parler des programmes d'Emplois d'été/Expérience de travail, et je suis très heureuse de constater la participation accrue du secteur privé en 1986. Il y avait eu une bonne participation du secteur privé en 1985, mais elle a été encore meilleure en 1986. Il y a eu des critiques dernièrement au sujet des organismes sans but lucratif. Ayant travaillé au sein des organismes communautaires et des groupes sans but lucratif pendant un certain temps moi-même, je sais qu'il est toujours difficile d'obtenir le financement de base. Il me semble que des organismes se sont servis de ces programmes pour compléter leur financement d'exploitation; il me semble que ces programmes ne devraient pas être utilisés à cette fin. C'est pourquoi je recommande que l'on étudie la situation de certains de ces organismes à but non lucratif qui se servent de ces programmes de cette façon.

Évidemment, certains n'ont pas reçu d'aide financière cette année. C'est malheureux, cependant il me semble que l'on devrait procéder d'abord à une étude de la façon dont ces organismes à but non lucratif pourraient être financés de façon légitime. Ils devraient en effet recevoir un financement de base et ne pas devoir avoir recours d'année en année à ce genre de possibilité, se demandant chaque fois s'ils pourront obtenir le financement nécessaire pour certains projets très utiles.

Par conséquent, je suis heureux de voir l'orientation dans laquelle vous vous engagez en ce qui concerne les subventions de l'emploi d'été—expérience de travail. Dans ma circonscription, ces fonds ont été attribués davantage au secteur à but non lucratif qu'au secteur privé; il faut signaler cependant que deux fois plus d'emplois ont été créés dans le secteur privé que dans le secteur à but non lucratif. Par conséquent, pour ce qui est de la création d'emploi, votre programme est certainement très apprécié.

J'aimerais vous poser la question suivante: vous avez mentionné dans vos remarques préliminaires le programme d'innovation, et j'aimerais en entendre davantage, et ceci dans le contexte de la planification d'emploi. J'aimerais également que vous m'entretenez davantage du programme Défi 86, des possibilités pour les jeunes entrepreneurs et ceci également.



[Texte]

elaborate a little bit first on the innovation and, second, on the entrepreneur aspect of the student programs, I would appreciate it.

**Mrs. Champagne:** Thank you very much. About your first remarks, it might be interesting to notice that 75% of the students who held SEED jobs in 1985 had also worked on a job in 1984, and 50% of the participants felt the SEED job was much better than the one they had had the previous summer. So I think it was already a big step forward.

You mentioned the fact that, the money being what it is, in your riding you created more jobs because of the private sector. I think one of the important things is that we put youth first and helped as many youths as we could to find jobs. As we said earlier, it is very important for them to be able to go back to school. We realize that the rate of unemployment diminishes almost to nothing the higher the education of the young person after graduation.

The Student Entrepreneur Program allows young people who would like to start a business of their own during the summer to borrow up to \$2,000 to start their business. If the money is being repaid before October 1, it is interest free. So I think it is a very interesting project, and a lot of young people this year are taking advantage of that.

We see a lot of entrepreneurship in our young people. They very often say they would like to start their own jobs, to create their own jobs or start their own businesses. Some of the businesses that were started last year with that have ended up being permanent businesses which, this summer, will be hiring young people. So this is where the wheel is really turning in the right direction.

Innovations, as you know, is part of the Canadian Jobs Strategy. And it is a program that really looks to the future. This is where we can really put in place pilot projects of all kinds, something new, where we can see new ways, experience new ways of helping young people to make the transition from school to work, learning new skills, acquiring new experience.

• 1925

We have quite a few going in Canada right now but we are really hoping that there will be more. This will be one of my main duties in the next few months, really promoting this program. As I have said, we have now \$16 million.

One must realize that on Job Innovations, it is not a short-term project. It is a project maybe of two or up to three years duration so we can really see if this way, this new way of doing things works or not. So it could mean that over a period of three years we could spend up to \$50 million on those projects. But there are some now that are already working and some of them will be, hopefully, approved and new ones will be coming up shortly. This is one of the things that I want to do and, hopefully, I will have the help of all Members of Parliament to

[Traduction]

dans le cadre de la planification d'emploi. J'aimerais par conséquent que vous me parliez quelque peu d'abord de l'aspect innovation, ensuite de l'aspect entrepreneur de ce programme pour étudiants.

**Mme Champagne:** Merci. Au sujet de vos premières remarques il serait peut-être intéressant de remarquer que 75 p. 100 des étudiants qui ont obtenu des emplois dans le cadre de l'Emploi d'été-expérience de travail en 1985 avaient également travaillé en 1984; 50 p. 100 des participants ont estimé que le travail dans le cadre de l'Emploi d'été-expérience de travail était bien meilleur que le travail de l'été précédent. Par conséquent, je crois que c'est un grand progrès.

Vous avez dit également que dans votre circonscription vous aviez créé davantage d'emplois à cause du secteur privé. Je crois qu'une des choses importantes est que nous avons tenu compte de la jeunesse et que nous avons aidé autant de jeunes que possible à trouver du travail. Comme nous l'avons dit précédemment, il est très important pour eux de pouvoir retourner à l'école. Nous nous rendons compte que le taux de chômage diminue avec l'éducation.

Le Programme des jeunes entrepreneurs permet à des jeunes qui veulent se lancer en affaires d'emprunter jusqu'à 2,000\$. Si l'argent est remboursé avant le 1<sup>er</sup> octobre, il ne porte pas d'intérêt. Il s'agit là d'un programme très intéressant et pas mal de jeunes en bénéficient à l'heure actuelle.

Les jeunes qui ont le sens des affaires veulent commencer leurs propres entreprises. Certaines qui ont été lancées l'année passée sont devenues des entreprises permanentes qui emploieront des jeunes au cours de l'été. Il s'agit là d'une très bonne orientation.

Comme vous le savez, le programme de planification d'emploi cherche surtout à être innovateur. Ce programme regarde vers l'avenir. Il nous permet d'établir des projets pilotes de toutes sortes et de trouver de nouveaux moyens d'aider nos jeunes à faire la transition entre l'école et le marché du travail, en acquérant de nouvelles compétences et de l'expérience.

Il existe plusieurs projets pilotes au Canada actuellement, mais nous espérons en avoir davantage. Pendant les prochains mois, j'ai l'intention de me consacrer à la promotion de ce programme. Comme je l'ai dit, nous avons maintenant 16 millions de dollars.

Il faut se rappeler que le programme d'aide à l'innovation n'est pas un projet à court terme, mais plutôt un projet de deux ou trois ans pour nous permettre de voir si les innovations marchent ou non. Il se peut que sur trois ans, nous dépensions 50 millions de dollars à ces projets. Quelques uns sont déjà lancées, d'autres seront approuvées bientôt, j'espère, et nous en verrons naître de nouveaux prochainement. Je tiens à réussir et j'espère avoir l'aide de tous les députés pour promouvoir le

*[Text]*

promote it in their own ridings because this is the only way we can touch every corner of Canada. We just have to try new things and this is why this money is there.

**The Chairman:** Your time is up, Mrs. Browes. I will put you down for another.

**Mrs. Browes:** Thank you.

**Le président:** Monsieur Malépart, vous avez la parole.

**M. Malépart:** Avec votre permission, je vais céder mon temps à ma collègue, M<sup>me</sup> Copps, et je désire être inscrit pour le deuxième tour.

**The Chairman:** Fine. Ms Copps.

**Mme Copps:** Merci, monsieur le président.

Madame la ministre, avez-vous lu l'analyse interne de votre ministre auprès de Défi 85?

**Mme Champagne:** L'analyse?

**Mme Copps:** L'analyse qui a été faite par la ministre de l'Emploi et de l'Immigration sur Défi 85?

**Mme Champagne:** Non, il n'y a pas eu d'évaluation par la ministre. Il y a, au ministère, des gens qui ont travaillé à une évaluation mais non pas la ministre elle-même.

**Mme Copps:** Est-ce que vous l'avez lue, cette évaluation?

**Mme Champagne:** Bien sûr que je l'ai lue.

**Mme Copps:** Et qu'est-ce que cela dit?

**Mme Champagne:** Je pense qu'il aurait été absolument ridicule de ne pas faire une évaluation.

**Mme Copps:** Non, je ne parle pas... J'aimerais savoir qu'est-ce que cela a dit, l'évaluation?

**Mme Champagne:** Bon, je pense qu'à l'épaisseur du document, je ne vais pas commencer à vous faire une...

**Mme Copps:** Non, je ne parle pas de l'épaisseur. Qu'est-ce que c'était le message de cette évaluation?

**Mme Champagne:** Qu'il y avait certains problèmes.

**Mme Copps:** Auprès de qui?

**The Chairman:** Can I intervene for just one second? What we are making is a tape recording so our staff can type up a transcript. When people speak simultaneously into two microphones the transcribers cannot make a decent transcript. I think if we let the flow go back and forth... I think the Minister has the floor and could complete the answer, or you might want to sharpen your question, Ms Copps, and then go the Minister.

**Ms Copps:** My question is very simple. Did the Minister read the Challenge '85 evaluation, and if so what message did she get from it?

**Mrs. Champagne:** There are a lot of positive things and there were some things that lacked some—

**Ms Copps:** Where were the problem areas?

*[Translation]*

programme dans leur circonscription, afin d'avoir un impact partout au pays. Il faut innover, cet argent est fait pour cela.

**Le président:** Votre temps est écoulé, madame Browes. Je réserve votre nom pour un autre tour.

**Mme Browes:** Merci.

**The Chairman:** Mr. Malépart, you have the floor.

**Mr. Malépart:** With your permission, I will give my time to my colleague, Mrs. Copps, and I would like to be written down for a second round.

**Le président:** Très bien, madame Copps.

**Mrs. Copps:** Thank you, Mr. Chairman.

Madam Minister, did you read your Minister's internal analysis of Challenge 85?

**Mrs. Champagne:** The analysis?

**Mrs. Copps:** The analysis that was done by the Minister of Employment and Immigration on Challenge 85?

**Mrs. Champagne:** No, the Minister did not do any evaluation. People within the department worked an evaluation, but not the Minister herself.

**Mrs. Copps:** Did you read the evaluation?

**Mrs. Champagne:** Of course I read it.

**Mrs. Copps:** And what did it say?

**Mrs. Champagne:** I think it would have been absolutely ridiculous not to do an evaluation.

**Mrs. Copps:** No, I am not talking about... I would like to know what the evaluation said.

**Mrs. Champagne:** Since the document is so thick I am not going to begin to give you a...

**Mrs. Copps:** No, I am not talking about its thickness. What message did the evaluation contain?

**Mrs. Champagne:** That there were certain problems.

**Mrs. Copps:** With whom?

**Le président:** Puis-je intervenir une minute? La séance est enregistrée afin que notre personnel puisse faire un compte rendu. Quand deux personnes parlent en même temps, il n'est pas possible de faire un bon compte rendu. Il faut des concessions mutuelles... Je pense que la ministre a la parole, elle peut donner sa réponse, ou vous pouvez préciser votre question, madame Copps, et ensuite permettre à la ministre d'y répondre.

**Mme Copps:** Ma question est très simple. La ministre, a-t-elle lu l'évaluation sur Défi 85 et, dans l'affirmative, quel était le message?

**Mme Champagne:** Il y avait des choses positives et d'autres qui ne...

**Mme Copps:** Quels étaient les problèmes?



[Texte]

**Mrs. Champagne:** Maybe you would want to have one of my officials, some of the people that have worked on the report tell you, make a list of those things which I could very well read for you.

**Ms Copps:** Do you know the problem areas that were cited in the evaluation?

**Mrs. Champagne:** Of course.

**Ms Copps:** And what are they?

**Mrs. Champagne:** Some of the problems that were cited were, for example, some of the jobs the students felt were not closely related enough to their studies, but that they acquired real world experience for example. That was part of the report. But this was one evaluation out of many that were done. We took this one into consideration and we took others. We made some changes and then it was just published a little while ago, so we will be looking at it again for 1987.

**Ms Copps:** Is it not true that the Challenge '85 evaluations showed quite clearly that the ministry's approach with respect to private sector jobs left students feeling dissatisfied in that the experience they had in the private sector was totally unsatisfactory?

• 1930

**Mrs. Champagne:** No, this is not true. Some 64% of career-related private-sector participants and 76% of career-related non-private-sector participants felt the SEED job related to their courses of study and their career interests. And 75%—I told you this before, when I was speaking to Mrs. Browes—75% of the students had had a job the year before and felt the jobs they got through SEED in 1985 were better and more rewarding. So I think this is not such a bad evaluation.

**Ms Copps:** I think the Minister knows the evaluation reflected rather badly on the private-sector jobs, and I wonder what specific changes were implemented in Challenge '86 in the private sector to ensure that the rampant dissatisfaction was not repeated.

**Mr. John Edwards (Associate Deputy Minister, Department of Employment and Immigration):** Mr. Chairman, the biggest concern we have with most wage subsidy programs, whether aimed at youth or other groups, is the so-called "incrementality problem". It is very hard to determine with precision whether a job is incremental or not.

**Ms Copps:** What do you mean by "incremental"?

**Mr. John Edwards:** That the job would not have been in existence without the subsidy.

**Ms Copps:** No, that was my question. My understanding from the 1985 evaluation is that students themselves were left unsatisfied in the private-sector jobs. They felt they were not related to their careers and they felt the nonprofit-sector jobs tended to be much more career related and more rewarding to the students.

[Traduction]

**Mme Champagne:** Si vous voulez, un de mes collaborateurs ou une des personnes qui a travaillé sur l'évaluation pourrait établir une liste que je pourrais vous lire par la suite.

**Mme Copps:** Connaissez-vous les problèmes mentionnés dans l'évaluation?

**Mme Champagne:** Bien sûr.

**Mme Copps:** Quels sont-ils?

**Mme Champagne:** Il y avait mention des emplois que les étudiants n'ont pas estimé pertinents à leurs études, mais ils ont quand même acquis une véritable expérience. Ce problème a été mentionné dans le rapport, mais ce n'est qu'une partie de l'évaluation. Nous en avons tenu compte, ainsi que d'autres aspects. Nous avons fait des changements, que nous avons publiés récemment, et nous ferons une nouvelle évaluation aux fins de nos travaux en 1987.

**Mme Copps:** Ai-je raison de dire que l'évaluation sur Défi 85 a clairement démontré que les étudiants n'étaient pas satisfaits de leur expérience dans le secteur privé et de l'approche du ministère?

**Mme Champagne:** Non, ce n'est pas exact. Quelque 64 p. 100 des participants du secteur privé travaillant dans une activité liée à leur carrière et 76 p. 100 des participants dans d'autres secteurs ont estimé que le travail dans le cadre de l'emploi d'été—expérience de travail se rapportait précisément à leurs études et leurs intérêts de carrière. 75 p. 100, et je l'ai déjà dit lorsque j'ai répondu à une question de M<sup>me</sup> Browes, 75 p. 100 donc des étudiants qui avaient travaillé l'année précédente ont trouvé que le travail dans le cadre du programme EEET était bien meilleur et leur convenait mieux. Par conséquent je ne crois pas que ce soit une mauvaise évaluation.

**Mme Copps:** La ministre sait très bien que l'évaluation n'était pas très flatteuse pour le secteur privé. Je me demande quels changements ont été apportés à Défi 86 dans ce secteur précisément pour que le manque de satisfaction ne se répète pas.

**M. John Edwards (sous-ministre adjoint, ministère de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le président, le problème le plus important dans la plupart des programmes d'aide au salaire, destinés aux jeunes ou à d'autres groupes, est de savoir si le travail est nouveau. Il est très difficile de déterminer avec précision si tel est le cas ou non.

**Mme Copps:** Que voulez-vous dire?

**M. John Edwards:** Il est difficile de savoir si le travail aurait existé sans la subvention.

**Mme Copps:** D'après l'évaluation qui a été faite du programme en 1985, les étudiants eux-mêmes n'étaient pas satisfaits de leurs emplois dans le secteur privé. Ils estimaient que ceux-ci ne se rapportaient pas à leur carrière, que beaucoup d'emplois dans le secteur des entreprises à but non lucratif étaient beaucoup plus liés à leur carrière et beaucoup plus satisfaisants.

[Text]

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, that is not quite accurate. Some 64% of the private-sector participants who were in jobs considered career related—identified as such—felt they were indeed career related. So it is a lower figure, it is correct, than the figure for the non-private sector, which was 76%. But 64% is a good figure.

**Ms Coppes:** What specific action have you taken to address the problem of dissatisfaction in private-sector jobs?

**Mr. John Edwards:** There are two aspects to that which I think should be on the record. First, we have, through a variety of measures, brought forward the approval process so there is a much lengthier review than there was last year, when the announcements were somewhat late and the reviews were, in some cases, somewhat cursory. There is now a much greater opportunity for review, including review by MPs, of all proposals, and as a result the opportunity for both views, both officials' and MPs', to be brought to the table, and if there is a lack of consonance, to go to the Minister for resolution. That, I think, is a very important issue.

The other important issue, though, is the formal requirement on the part of the private sector to identify that these are not just incidental jobs but these are indeed additional jobs to what they otherwise would have done.

**Mme Coppes:** La ministre juge-t-elle plus important d'embaucher une personne pour travailler à La Ronde, que d'embaucher une personne pour travailler dans un camp pour les moins bien nantis?

**Mme Champagne:** Tout dépend.

**Mme Coppes:** Ma demande est très spécifique. La ministre juge-t-elle plus important d'embaucher des gens pour travailler à La Ronde que pour travailler dans les camps pour les moins bien nantis.

**Mme Champagne:** Je vous ai dit tout à l'heure que ce qui est important, c'est le jeune. Si un travail à la Ronde lui rapporte davantage et lui permet de se trouver plus facilement un emploi permanent à la fin de ses études, je ne vois pas pourquoi un emploi à La Ronde ne serait pas considéré.

**Ms Coppes:** I would like to disassociate myself from some of the remarks that have been made by the previous Conservative members about the success of this program, because I can show you in my own riding positive programs with the Big Brothers Association, with the YWCA, with the Centre français, with the YMCA, with the Salvation Army, with the board of education, that were turned down because your government is applying a private-sector quota and at the same time your government is suggesting that certain jobs—for example, a job with Southland Canada Inc., which happens to be the 7-Eleven stores across Ontario—it describes their position as career related.

I would like to ask the Minister whether she feels it is career related to work in a convenience store.

**Mrs. Champagne:** If you are a business student, if you are in marketing, you can certainly learn something in a store. This is not to be completely thrown out. If you are in marketing you

[Translation]

**M. John Edwards:** Monsieur le président, ce n'est pas tout à fait exact. Quelque 64 p. 100 des participants qui se trouvaient dans le secteur privé ont considéré que leur emploi d'été était en fait lié à leur carrière. Le chiffre, il est vrai, est inférieur à celui du secteur à but non lucratif, qui est de 76 p. 100. Cependant, 64 p. 100, c'est un bon pourcentage.

**Mme Coppes:** Quelle initiative précise avez-vous prise afin de régler ce problème d'insatisfaction?

**M. John Edwards:** Il faut dire deux choses: premièrement, nous avons adopté différentes mesures, notamment le processus d'approbation, étude beaucoup plus poussée que l'année passée, où l'évaluation était quelque peu superficielle. À l'heure actuelle, il est beaucoup plus facile d'étudier la situation, les députés peuvent étudier les différentes propositions, les points de vue des fonctionnaires et des députés sont étudiés, et le ministre peut donc prendre connaissance de la situation de façon beaucoup plus précise. Je crois qu'il s'agit là de quelque chose d'important.

D'autre part, le secteur privé doit déclarer qu'il s'agit d'emplois qui auraient été créés de toute façon ou qui ont été créés uniquement à cause de la possibilité de subvention.

**Ms Coppes:** Does the Minister think that it is more important to hire somebody to work at La Ronde rather than in a camp for people that are not too well off.

**Mrs. Champagne:** It depends.

**Ms Coppes:** My question is very specific. Does the Minister think that it is more important to hire people to work at La Ronde than to work in camps for people that are not too well off.

**Mrs. Champagne:** I told you before that what is important is the young person himself or herself. If working at La Ronde gives him or her more money and allows him or her to find a permanent job more easily at the end of their study I do not see why such a job should not be considered.

**Mme Coppes:** Je voudrais me dissocier des remarques qui ont été faites par certains députés conservateurs au sujet du succès de ce programme. En effet, je peux vous dire que dans ma propre circonscription des programmes très positifs comme ceux de la *Big Brothers Association*, du YMCA, du Centre français, du YWCA, de l'Armée du salut, du Conseil scolaire, ont été rejetés parce que votre gouvernement utilise un certain contingent pour les organisations du secteur privé. En même temps, votre gouvernement veut faire croire que certains emplois comme par exemple avec la *Southland Canada Inc.*, qui est en fait le *seven-eleven* en Ontario, est un travail lié à la carrière future.

J'aimerais demander à la ministre si à son avis le fait de travailler dans un petit magasin du coin peut apporter quoi que ce soit à la carrière.

**Mme Champagne:** Si vous êtes étudiant et que vous êtes inscrit au programme de commerce, si vous faites de la commercialisation, vous apprenez certainement quelque chose



[Texte]

can certainly learn something in the store, and i think this is not to be thrown out completely if you are studying in business. There were no quotas. There was an effort . . .

• 1935

**Ms Copps:** There was a quota in my riding.

**Mrs. Champagne:** There was an effort put so we could find as many jobs as possible for young people. The private sector certainly helps create more jobs. The private sector puts a lot more into the whole area of job creation for youth than does the public sector. For each dollar the government puts in, the private sector puts in \$1.50. Whereas the public sector puts in 11¢. So we can create more jobs for the young people as well.

**Ms Copps:** I think the Minister was right when she said that a lot of non-profit groups were counting on these funds to run summer camps. Frankly, I think it is a more positive use of public taxpayers' money than funding people to work in Dairy Queens and 7-Elevens.

I have a final question. First of all, I defy the Minister . . . I will take a lie detector test, because I was told by the people in the CEIC office in Hamilton that there was a specific quota, and with that in mind, I was put in a position where I had to sign a form agreeing with their position that St. Peter's Infirmary, the Public Library, YWCA, the Board of Education, the Children's Aid Society, Kiwanis, Boys and Girls Club, Big Brothers, etc., were not approved.

At the same time, I have one approval and I would like to know why we have not been furnished with the information which we asked for two weeks ago about what is happening in other areas of the province. I would also like know what has happened with an application which came from my riding from Queenston Chev-Olds, which happens to be owned by the past chairman of the PC Fund of Canada. When I inquired about this particular application I was told that it was a fantastic application; that it dealt with marketing of the automotive sector and it had been devised by the student himself.

I took the time myself to phone the student who happened to be living in North Bay, and the student, who happened to be the son of a manager of the car lot said: "I do not know anything about it; all I know is Terry Yates is going to get me a job." Terry Yates is the past president of the PC Canada Fund. I refused that project and to this date I have not been able to determine whether in fact the Minister's office approved it, because an approval was sent in over my dead body. And I still have not been able to find out whether that project was approved in my own riding.

**Mrs. Champagne:** Mr. Chairman, I have no idea of this specific case that—

**Ms Copps:** Well, it is application 9842NK7.

[Traduction]

dans un magasin. Il ne faudrait pas rejeter catégoriquement ce genre de possibilité. Il est certain que si vous faites des études de commercialisation vous apprenez certainement quelque chose en travaillant dans un magasin. Je peux vous dire aussi qu'il n'y a pas de contingent. Nous avons essayé . . .

**Mme Copps:** Il y en avait dans ma circonscription.

**Mme Champagne:** Nous avons essayé de trouver autant d'emplois que possible pour les jeunes. Le secteur privé aide certainement à créer plus d'emplois. Le secteur privé a fait beaucoup plus pour les jeunes que le secteur public. Pour chaque dollar que le gouvernement verse, le secteur privé verse 1.50\$. Par conséquent, nous pouvons créer plus d'emplois.

**Mme Copps:** Je crois que la ministre avait raison quand elle a dit que beaucoup d'organismes à but non lucratif comptaient sur ces fonds pour l'exploitation de leur camp d'été. Je crois qu'il s'agit là d'une utilisation plus positive des deniers publics que d'aider quelqu'un à travailler au *Dairy Queen* ou au *Seven Eleven*.

J'ai une dernière question à poser. Tout d'abord, je mets au défi le ministre . . . je me prêterais volontiers à l'examen d'un détecteur de mensonge. En fait, des fonctionnaires de la CEIC à Hamilton m'ont dit qu'il y avait un quota bien précis, et c'est pour cela que j'ai dû signer une formule dans laquelle on disait que les demandes de l'infirmerie *St. Peter*, de la bibliothèque publique, du YWCA, du conseil scolaire, de la société d'aide à l'enfance, de Kiwanis, du *Boys and Girl Club*, de *Big Brothers* n'étaient pas approuvées.

Une demande a été approuvée, et j'aimerais savoir pourquoi nous n'avons pas eu les renseignements que nous avons demandés il y a deux semaines au sujet de la situation dans le reste de la province. J'aimerais savoir également ce qui s'est passé dans le cas d'une demande de ma circonscription provenant de *Queenston Chev-Olds*, dont le propriétaire est ancien président du Fonds conservateur du Canada. Lorsque j'ai posé des questions au sujet de cette demande précise, on m'a dit qu'il s'agissait d'une demande extraordinaire en matière de commercialisation dans le secteur automobile, et qu'elle avait été conçue par l'étudiant lui-même.

J'ai pris le temps de téléphoner à cet étudiant, qui habite à North Bay. C'est le fils d'un des directeurs du stationnement, et il m'a dit qu'il ne savait pas du tout ce qui se passait, si ce n'est que Terry Yates allait lui trouver du travail. Terry Yates est l'ancien président de ce Fonds conservateur du Canada. J'ai refusé ce genre de projet et jusqu'à présent je n'ai pas pu savoir si le bureau du ministre l'a approuvé. En effet, une approbation a dû être envoyée malgré moi. Je n'ai toujours pas pu savoir si ce projet a été approuvé dans ma propre circonscription.

**Mme Champagne:** Monsieur le président, je ne connais pas le cas . . .

**Mme Copps:** Il s'agit de la demande 9842NK7.

[Text]

**Mrs. Champagne:** —Ms Copps is referring to, but I am surprised that you are now criticizing some of the projects that obviously you have agreed to, because you have signed them. So if there was no agreement, it would have come to Ottawa and we could have looked at it again. But obviously you have signed them.

You talk as if in your riding there were no projects from the public sector that were accepted. I have some right in front of me there—The Ukrainian Youth Association, the Interval House,—

**Ms Copps:** Oh, I am sure you do.

**Mrs. Champagne:** —the McQuesten Community Association—just to name a few. I think that if you were really against some of the jobs that were being suggested by the person in the office, you certainly had the possibility of not signing them.

**Ms Copps:** Believe me, Madam Minister, it was a case of the best of the worst. I had a number of discussions with the local office and it reached a saw-off where I did not deny Hamilton area projects; but I am telling you that there were excellent projects that I had to concur with being turned down, at the same time as there were lacklustre and mediocre projects that were approved. And I made my feelings known at the time.

**The Chairman:** I will just take a minute of the committee's time to ask the officials a question. At one of our main estimates meetings about a week ago, it was clear from testimony of members that Miss Copps' experience at the field level was not unique. There are officers at the field level who are telling Members of Parliament that there is a quota; there were several members here.

The deputy minister, Mr. Lussier, told us of that occasion that this was not the instructional set. And he took that information from MPs under advisement and said he would look into it and try and terminate it. I just wonder whether the officials have any update on that issue from Mr. Lussier, or...

• 1940

**M. Malépart:** La région de Montréal!

**Mme Champagne:** Pour la région de Montréal, monsieur Malépart, cela m'étonnerait, d'autant plus que j'ai demandé justement aujourd'hui où on en était pour le grand Montréal. On m'a dit que 37 p. 100 des fonds étaient alloués au secteur privé. Ce sont les chiffres les plus récents. Il n'y a pas de quota de 40 p. 100.

**M. Malépart:** Ce n'est pas mon argent, mais encore aujourd'hui, on m'a dit qu'on était obligé de donner 40 p. 100 au secteur privé.

**Mme Champagne:** Comme je vous l'ai dit en toute honnêteté, je n'ai jamais vu, dans les documents qui m'ont été fournis depuis que je suis à Emploi et Immigration, de directive parlant d'un quota de 40 p. 100 ou d'un autre quota. Cette année, pour créer davantage d'emplois, nous avons essayé de stimuler la demande au niveau du secteur privé, mais

[Translation]

**Mme Champagne:** Dont parle M<sup>me</sup> Copps, mais je suis surprise de voir que vous êtes en train de critiquer certains projets sur lesquels vous étiez sans doute d'accord puisque vous les avez signés. Si vous n'étiez pas d'accord, la demande aurait pu venir à Ottawa, et nous aurions pu l'étudier à nouveau. Cependant, vous avez signé les demandes.

Vous parlez comme si aucun projet du secteur privé n'avait été accepté dans votre circonscription. J'ai pourtant devant moi la liste des projets qui ont été approuvés. Il s'agit de la *Ukrainian Association de Interval House*...

**Mme Copps:** Je suis sûre que vous avez cela devant vous.

**Mme Champagne:** ... *the McQuesten Community Association* pour n'en nommer que quelques-uns. Si vous étiez vraiment opposée aux emplois qui ont été suggérés vous auriez certainement pu ne pas signer les demandes.

**Mme Copps:** J'ai fait ce qu'il y avait de mieux à faire étant donné la situation, qui n'était pas très bonne. J'ai discuté avec les gens du bureau local, et on en est arrivé à un point où je ne me suis pas opposé aux projets de la région de Hamilton. Cependant je puis vous dire qu'il y avait d'excellents projets, sur lesquels j'étais d'accord, qui ont été refusés alors que des projets tout à fait médiocres ont été approuvés. J'ai fait savoir mon point de vue sur la question à cette époque.

**Le président:** J'aimerais poser une question aux fonctionnaires. À une des réunions lorsque l'on étudiait le budget principal il y a une semaine environ, on s'est rendu compte d'après les témoignages des députés que l'expérience de M<sup>me</sup> Copps au niveau local n'était pas unique. Des fonctionnaires, dans les différentes régions du pays, disent aux députés qu'il y a un quota. Plusieurs membres étaient d'accord pour le dire.

Le sous-ministre, M. Lussier nous a dit que ce n'était pas ce genre d'instruction que le gouvernement avait donné à ses fonctionnaires. Il a dit qu'il étudierait ce que venaient de lui dire des députés, qu'il essaierait de mettre fin à ce genre de pratique. Je me demande si les fonctionnaires ont quelque chose de neuf à ajouter...

**Mr. Mr. Malépart:** The Montreal region!

**Mrs. Champagne:** Mr. Malépart, I would be surprised if such were the case for the Montreal region, especially since I asked just today about greater Montreal. I was told 37% of the money was allocated to the private sector. These are the most recent figures. There is no 40% quota.

**Mr. Malépart:** It is not my money but I have been told again today that we were obliged to give 40% to the private sector.

**Mrs. Champagne:** As I have honestly told you, since I have been with employment and immigration I have never seen in any of the documents a directive giving a 40% quota or any other quota. In order to create more jobs this year we have tried to stimulate demand in the private sector, but no quota has been set. For example, in the Notre-Dame-de-Grâce—



[Texte]

il n'y avait aucun quota d'indiqué. Par exemple, dans le comté de Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est, chez M. Allmand, seulement 25 p. 100 des fonds vont au secteur privé.

**M. Malépart:** Allez-vous faire enquête? Comment se fait-il que mon agent de projet ait été forcé d'allouer 40 p. 100 des sommes d'argent au secteur privé?

**Mme Copps:** Chez moi aussi.

**The Chairman:** Mr. Malépart: If there is nothing to report, we will just move on to the next questioner. But if there is an update, I think it would serve the committee well.

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, I can confirm there was at no time any written instruction, that there is a quota to be observed and achieved, throughout the organization, of 35%, or 40%, or any other numerical figure.

**Ms Copps:** So they just dreamed it up.

**Mr. John Edwards:** There was, however, a clear instruction this year that we would try to increase the proportion in the private sector; partly because of the lower cost per job; partly because, in the final analysis, many people end up working in the private sector, and experience there is useful to them.

The fact, and I think the ultimate proof, that there is no quota is that the proportion this year of approvals varies in regard to the private sector, as you would expect in different parts of the country, because of the differing strength of the private sector—from a low, if I see correctly, in Newfoundland of 14.5% and a high in Alberta of 48.4%.

So we are dealing with enormous swings across the country, which I believe should reflect the strength of the private sector at the time this kind of program was getting under way. I assume if we were starting the program again in Alberta, that proportion of the private sector might drop because of the unfortunate situation on oil prices. But I am certain that within the regions, again, we would see quite wild fluctuations. Indeed, it was noted earlier in Mr. Warren Allmand's riding... the figure, I think, was 20%—or in Nickel Belt, I cannot remember which—and 25% in the other riding.

**Ms Copps:** Can you table that analysis?

**Mr. John Edwards:** Yes, on the proportion of approvals, yes. No problem.

**Ms Copps:** On a region-by-region basis.

**Mr. John Edwards:** On a region-by-region basis.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Edwards. Can I just say to you again the same thing we said to Mr. Lussier the other night? There are field people talking about quotas, and the committee wants it stopped. And whatever you could do to report back on the mechanism...

**Ms Copps:** It is too late now, anyway. I mean, thanks a lot.

**Mr. John Edwards:** No mention of a numerical target, Mr. Chairman. We had a target to increase the participation of the private sector in the program, because thereby we could get more jobs than would otherwise be the case, for the same level of public expenditure.

[Traduction]

Lachine-Est riding, which is Mr. Allmand's, only 25% of the money went to the private sector.

**Mr. Malépart:** Are you going to investigate? How come my project officer was forced to allocate 40% of the money to the private sector?

**Mrs. Copps:** In my riding as well.

**Le président:** Monsieur Malépart, s'il n'y a rien à dire, nous passerons au prochain intervenant. S'il y a une mise à jour, elle serait utile pour l'ensemble du Comité.

**M. John Edwards:** Monsieur le président, je confirme qu'il n'y a jamais eu une directive parlant d'un quota de 35 p. 100, de 40 p. 100, ni d'aucun autre chiffre, nulle part dans l'organisation.

**Mme Copps:** Alors ils l'ont rêvé?

**M. John Edwards:** Il y a eu, cependant, une directive sur l'augmentation de notre aide au secteur privé. Elle a été émise en partie parce que les emplois coûtent moins cher, et en partie parce que plusieurs personnes finissent par travailler dans le secteur privé et l'expérience leur est utile.

Je pense que la preuve définitive est le fait que le pourcentage des approbations varient pour le secteur privé, dans les diverses parties du pays, selon la puissance du secteur, et si je me souviens bien, il va de 14.5 p. 100 à Terre-Neuve jusqu'à 48.4 p. 100 en Alberta.

Ces écarts reflètent la puissance du secteur privé dans une région donnée au moment de l'établissement du programme. Je suppose que si nous établissions le programme de nouveau en Alberta, le pourcentage diminuerait à cause des prix pétroliers. Je suis certain qu'il y aurait aussi d'énormes divergences dans chaque région. On a dit tout à l'heure que dans la circonscription de M. Warren Allmand... je pense que le chiffre mentionné était de 20 p. 100—ou peut-être s'agissait-il de la circonscription de Nickel Belt, je ne me souviens pas—et 25 p. 100 dans l'autre circonscription.

**Mme Copps:** Voulez-vous déposer cette analyse?

**M. John Edwards:** Oui, les chiffres sur le pourcentage d'approbations, sans difficulté.

**Mme Copps:** Une ventilation par région.

**M. John Edwards:** Une ventilation par région.

**Le président:** Merci, monsieur Edwards. Je tiens à vous dire la même chose que nous avons dit à M. Lussier l'autre soir. Certains dans les régions parlent de quota et le Comité veut que cela s'arrête. Si vous pouvez nous faire rapport sur les mécanismes...

**Mme Copps:** Alors là, bravo. Vous êtes trop bons... maintenant qu'il est trop tard.

**M. John Edwards:** Il n'y était pas question d'un chiffre précis, monsieur le président. Nous avons visé une augmentation dans la participation du secteur privé au programme, afin d'augmenter le nombre d'emplois pour une même dépense.

## [Text]

**The Chairman:** We will move to Mr. Jourdenais.

**M. Jourdenais:** Merci, monsieur le président.

Bonsoir, madame la ministre. C'est la première fois que j'ai l'occasion de vous rencontrer en comité.

Dans mon comté, Défi 86 a très bien fonctionné. On n'a jamais parlé d'un quota, et 78 p. 100 des fonds sont allés à des organismes sans but lucratif et 22 p. 100 au secteur privé. Jamais personne ne m'a influencé d'un côté ou de l'autre, mais je me pose des questions.

• 1945

Défi 86 a commencé avant que vous soyez au ministère. Pourquoi a-t-on une enveloppe régionale? Pourquoi n'a-t-on pas une enveloppe pour chaque comté? J'imagine qu'on compte tant de jeunes, tant de futurs emplois ou tant de personnes qu'on veut embaucher. On dit que dans le temps des libéraux, les choses se faisaient de cette façon. Pourquoi ne le fait-on ainsi aujourd'hui? Je vous dirai tout à l'heure la raison pour laquelle je préférerais qu'il y ait une enveloppe par comté.

**Mme Champagne:** On se sert au départ de différents critères, soit les problèmes de chômage et la population de la région. C'est beaucoup plus facile de déterminer cela pour une région que pour un comté. Par exemple, certains comtés du centre-ville de Montréal ont une petite superficie alors que des comtés ruraux-urbains comme le mien ont une énorme superficie. C'est pour cela qu'on se sert comme critère de la moyenne de la population et du taux chômage dans la région. C'est ce qu'on fait à Emploi et Immigration depuis des années. Est-ce qu'il ne faudra pas repenser cela? C'est une suggestion qui nous a été faite à quelques reprises, et c'est sûrement une chose qui sera étudiée pour l'an prochain.

**M. Jourdenais:** Je vais vous donner une bonne raison. L'année dernière, lorsque le programme Défi 85 a été annoncé, le député de Montréal—Sainte-Marie se vantait: «Les gars, ce n'est pas par comté et vous allez vous faire manger; chez moi, on sait comment s'organiser.» Je n'ai pas vérifié les chiffres, mais on m'avait dit qu'il avait réussi à obtenir près de 2 millions de dollars. Moi, on m'a donné 240,000\$, et il y a des jeunes qui n'ont pas travaillé dans mon comté.

Je reviens à son comté si habile à aller chercher des subventions. Le sous-ministre a dit l'autre jour qu'au début, les responsables des projets communiquaient avec les gens qui avaient déjà demandé des subventions l'année précédente. Lui, il va manger une bonne partie du budget de la région. Certains comtés n'auront pas leur juste part, et on va entendre crier les députés, surtout s'ils sont dans l'opposition.

**Mme Champagne:** Monsieur Jourdenais, c'est une des choses qui ont été corrigées cette année afin que les jeunes de tous les comtés aient les mêmes possibilités. C'est pour cela que les demandes n'ont pas été traitées au moment où elles ont été reçues, mais toutes au même moment. Il ne faut pas se le cacher, il y a des professionnels des subventions. L'année dernière, ceux qui avaient présenté leur demande très tôt étaient avantagés par rapport aux autres. C'est par souci de justice pour les jeunes que nous avons changé le mode de fonctionnement cette année.

## [Translation]

**Le président:** Passons à M. Jourdenais.

**Mr. Jourdenais:** Thank you, Mr. Chairman.

Good evening, Madam Minister. This is the first time that I have had an opportunity to meet with you in committee.

Challenge 86 has worked very well in my riding. No mention has ever been made of a quota and 78% of the money went to non-profit organizations and 22% to the private sector. I have never been influenced by one side or the other, but I do wonder about a couple of things.

Challenge 86 began before you were in the Department. Why is there a regional envelope? Why is there not an envelope for each riding? I imagine that you calculate so many young people, so many future jobs, or so many people that you want to hire. It is said that when the Liberals were in power things were done that way. Why is it not done that way today? I will tell you in a moment why I would prefer to have one envelope per riding.

**Mrs. Champagne:** At the outset, we used different criteria, namely unemployment and the population in the region. It is much easier to determine this for a region than for a riding. For example, some ridings in downtown Montreal cover a small area whereas rural-urban ridings such as mine are enormous. That is why we use the criteria of average population and rate of unemployment. This has been done in Employment and Immigration for years. Should it be reassessed? The suggestion has often been made to us and it is certainly something we will study for next year.

**Mr. Jourdenais:** I will give you a good reason. Last year, when Challenge 85 was announced, the MP for Montréal—Sainte-Marie went around bragging and telling people that it was not based on the riding and they were going to be had. He said his people knew how to organize things. I have not checked the figures, but I was told that he managed to get close to \$2 million. I was given \$240,000 and there were young people who did not work in my riding.

Let us get back to his riding where they are so clever in getting grants. The Deputy Minister said the other day that at the beginning project officers got in touch with people who had already asked for grants the previous year. He is going to eat up a good portion of the region's budget. Some ridings will not have their fair share and we are going to hear MPs screaming, especially if they are in the Opposition.

**Mrs. Champagne:** Mr. Jourdenais, this is one of the things that have been corrected this year so that young people from all ridings will have the same opportunities. That is why applications were not handled when they were received, but all at the same time. There is no point in pretending, there are professional grant seekers. Last year, those who got their application in early had an advantage over the others. We changed the procedure this year out of concern for fairness to our young people.



[Texte]

**M. Jourdenais:** Ce que je n'ai pas aimé du projet, c'est la fameuse publicité. Après le 8 mars, ou le 16 parce qu'on avait repoussé la date limite, on annonçait encore le programme à la radio. On l'a tellement annoncé que dans mon comté, il y a eu 165 demandes. De plus, j'avais envoyé 2,000 lettres à ce sujet un peu partout dans mon comté. Avec le budget qu'on m'avait alloué, on n'a pu accepter que 72 demandes sur 165, cela en faisant des courbettes et une gymnastique extraordinaire. On a des demandes pour environ deux millions de dollars et on se fait dire que son budget est de 240,000\$. Ce n'est pas un budget par comté, mais on me dit que j'ai 240,000\$. Cela ne marchait pas. Si on me dit que c'est par comté, eh bien, qu'on accepte mes 165 demandes qui sont arrivées les premières.

• 1950

Remarquez bien que je ne suis pas contre le programme. Jusqu'à maintenant, les jeunes qui cherchent de l'emploi ne se sont pas trop plaints. Cependant, il y a des employeurs de mon comté qui veulent me descendre parce qu'on n'a pas été capables de leur donner ce qu'ils voulaient. Même si on l'avait voulu, on n'aurait pas pu parce qu'il n'y avait pas d'argent. Pourquoi? Parce qu'on a fait cette fameuse publicité. Ce que je ne digère pas, c'est qu'on soit allé solliciter ceux qui avaient déjà reçu des subventions. Ce sont des professionnels comme dans le comté de Montréal—Sainte-Marie, comme me l'a dit le député au moins dix fois l'année dernière.

Donc, je m'oppose totalement à ce qu'on aille chercher les anciens. Je ne dis pas cela parce que vous êtes d'un comté rural, mais les vaches reviennent à l'étable le soir quand elles veulent se faire traire. Ne vous cassez pas la tête, elles vont venir. Si les gens veulent du lait, ils vont venir en chercher au gouvernement. Tout le monde veut en avoir. On marche dans la rue, et on se fait demander une subvention. Je ne vois pas pourquoi on dépense 1.3 million de dollars ou 3.1 millions de dollars avec M. Lussier. Je trouve que c'est du gaspillage. Ajoutons ce montant au budget; ainsi, j'aurai au moins 500,000\$ chez moi pour créer des emplois pour mes jeunes.

**Mme Champagne:** En ce qui concerne la publicité, il ne faut pas oublier une chose. Je viens de terminer une tournée pancanadienne des centres d'emplois pour étudiants. J'ai vu qu'il y avait encore sur les tableaux certaines offres d'emplois dans le cadre de Emploi d'été—Expérience de travail, emplois qui auraient pu être subventionnés mais qu'on n'avait pas encore réussi à combler. C'est la raison pour laquelle on a fait appel aux jeunes qui ne s'étaient pas inscrits alors qu'il y avait encore des emplois très, très intéressants. Peut-être aurait-il fallu choisir les zones de diffusion, mais c'est le genre de choses qu'on apprend en les faisant. On n'est qu'à la deuxième année du programme.

Vous dites qu'il y a encore des employés de la Commission qui peuvent favoriser certaines personnes en leur donnant un coup de fil. Je suis certaine que c'est une chose que nous essaierons de corriger avec le temps. Des directives seront émises à ce niveau-là. En ce qui me concerne, je pense qu'on doit absolument faire l'impossible, ce qui ne veut pas dire que ce sera parfait, pour qu'il y ait vraiment justice pour tout le monde.

[Traduction]

**Mr. Jourdenais:** What I did not like about the project was the publicity. Even after March 8, or the sixteenth, since the date was put forward, the program was still being announced on the radio. It was advertised so much in my riding that there were 165 applications. Moreover, I had sent 2,000 letters on the matter to most homes in my riding. With the budget that I was given, we could only accept 72 applications out of 165, and only after great acrobatics. We have applications totalling about \$2 million and we are told that our budget is \$240,000. The budget is not based on ridings, but I have been told that I have \$240,000. That will not wash. If I am told that it is by riding, then they can accept the 165 applications that came in first.

I am not against the program. Young people looking for work have not complained too much up to now. However, some employers in my riding are out to get me because we were not able to give them what they wanted. Even if we had wanted to, we could not have done so because we did not have any money. Why? Because of that darned publicity. What sticks in my craw is that the Government went knocking on the doors of people who had already received grants. They are professionals like the ones in the Montreal—Sainte-Marie riding, as the MP told me at least 10 times last year.

I am totally opposed to our going and drumming up business among the initiated. I am not saying this because you come from a rural riding, but cows come back to the stable at night when they want to be milked. No need to worry, they will come back. If people want milk, they are going to come to the government. Everybody wants theirs. You only need to walk down the street and you will be asked for a grant. I do not know why we are spending \$1.3 million or \$3.1 million with Mr. Lussier. I think it is a waste. Let us add it to the budget, and then I will have at least \$500,000 in my riding to create jobs for my young people.

**Mrs. Champagne:** As far as publicity is concerned, there is something we must bear in mind. I have just travelled across Canada visiting the student employment centres. I notice that there were still job offers on the board under the Summer Employment—Experience Development program. These jobs might have been funded, but they had not managed to fill them yet. That is why we appealed to young people who had not registered, because there were still some very interesting jobs. Perhaps we should have chosen the zones more carefully, but we learn through our mistakes. This is only the second year of the program.

You say that there are still Commission employees who may have favoured certain people by giving them a call. I am certain that this is something we will correct with time. Directives will be sent out about this. As far as I am concerned, I think we have to do the impossible, even if it is not perfect, to ensure that there is really justice for everyone.

## [Text]

**M. Jourdenais:** Certains jeunes qui avaient travaillé au Bureau de postes quatre ou cinq étés de suite se sont fait dire: Cette année, tu ne peux pas revenir; ce n'est pas le Bureau de postes qui embauche, c'est le Centre d'emploi. Dans mon comté, il y en a à peu près neuf qui n'ont pas été rappelés; ce sont d'autres personnes qui ont été appelées. J'ai posé la question à M. Lussier et il ne m'a pas répondu. Pourquoi a-t-on agi comme cela? Pourquoi n'a-t-on pas laissé le Bureau de postes continuer à réembaucher ces gens qui venaient depuis trois, quatre ou cinq ans et qui avaient de l'expérience au lieu d'aller chercher quelqu'un d'autre? Pourquoi lui travaille-t-il alors que l'autre qui a cinq ans d'expérience ne travaille pas?

**Mme Champagne:** C'est un problème dont je n'étais pas au courant. Je me renseignerai et je vous répondrai.

**M. Jourdenais:** Un autre problème du gouvernement. On va le régler.

**Mme Champagne:** Plutôt que de vous dire des sottises, j'aime mieux vous dire que je ne sais pas.

**M. Jourdenais:** Merci beaucoup.

**The Chairman:** Thank you.

**Mr. Jourdenais:** Next time around.

**The Chairman:** The Chairman's predisposition is to go a second round at five minutes. I remind members the Official Opposition has designated this department as the department for which estimates will continue two more weeks. There will be other opportunities, but they may or may not always be with the Minister. So if there are ministerial questions, we might wisely focus on those. It would be appreciated if anybody could give up their five minutes or some portion thereof.

**M. McCurdy:** On dit que pour chaque dollar fourni par le gouvernement, un dollar et demi est fourni par le secteur privé, et que pour chaque dollar fédéral, 11 cents sont fournis par le secteur bénévole. Etes-vous d'accord que cela indique que le secteur bénévole a besoin de plus d'argent?

• 1955

**Mrs. Champagne:** You must realize that I am not at all against some jobs being created in the public sector, in the voluntary sector, in the municipalities, in the universities, in any way. We are trying to allow as many young people as possible to get experience, to make money in the summertime so they can go back to school. We have to realize that the private sector is where most of those jobs are going to be when the young people come out of school. We are trying to allow more jobs to be created, while giving more money to the public sector which needs it.

**Mr. McCurdy:** If you do not mind, we have heard that before.

**Mrs. Champagne:** You are asking the same question and you are going to get the same answer.

**Mr. McCurdy:** The interpretation is that you are at a kind of casino and you are going to get more money in return from private enterprise. I just want to point out that there is an

## [Translation]

**Mr. Jourdenais:** Some young people who had worked at the post office for four or five summers were told that this year they could not come back, that this year hiring would not be done by the post office, but by the employment centre. There were about nine in my riding who were not called back, other people were called instead. I asked Mr. Lussier about this and he did not answer. Why was this done? Why did they not let the post office continue to re-hire people who had been coming for three, four or five years and who had experience, rather than finding someone else? Why should the inexperienced person work when the one who has five years of experience does not?

**Mrs. Champagne:** I was not aware of this problem. I will look into it and get back to you.

**Mr. Jourdenais:** Yet another problem for the government... they will look into it.

**Mrs. Champagne:** I would rather tell you that I do not know than spin you a yarn.

**Mr. Jourdenais:** Thank you very much.

**Le président:** Merci.

**M. Jourdenais:** Au prochain tour.

**Le président:** Je propose d'avoir un deuxième tour de cinq minutes. Je rappelle aux membres que l'Opposition officielle a choisi ce ministère pour comparaître encore deux semaines sur ses prévisions budgétaires. Nous aurons d'autres occasions de poser des questions, mais pas nécessairement à la ministre. Si vous avez des questions à lui poser, il vaudrait peut-être mieux le faire maintenant. Nous serions reconnaissants si quelqu'un voulait céder ses cinq minutes, ou une partie.

**Mr. McCurdy:** We are told that for every dollar provided by the government, \$1.50 is provided by the private sector and that for every federal dollar, 11¢ are provided by the volunteer sector. Would you agree that this indicates that the volunteer sector needs more money?

**Mme Champagne:** Je tiens à vous dire que je ne suis pas du tout contre la création d'emplois dans le secteur privé, le secteur bénévole, les municipalités, ou les universités. Nous essayons de permettre à autant de jeunes que possible d'obtenir de l'expérience, de faire de l'argent pendant l'été afin de retourner aux études. Il faut se rendre compte que le secteur privé va fournir la plupart de ces emplois quand les jeunes auront terminés leurs études. Nous essayons de promouvoir davantage la création d'emplois, tout en donnant de l'argent au secteur publique qui en a besoin.

**M. McCurdy:** Si vous me le permettez, nous avons déjà entendu tout cela.

**Mme Champagne:** Vous posez la même question et vous avez la même réponse.

**M. McCurdy:** Vous dites que vous allez recevoir plus d'argent du secteur privé. Mais il y a une autre façon de voir les choses, une façon beaucoup plus claire. S'il faut dépenser



[Texte]

alternative interpretation, and an interpretation that is far more clear. If you have to spend a dollar compared to an 11¢ contribution by the voluntary sector, it obviously means that the voluntary sector is badly in need of resources, in any case.

Never mind the subtleties. Is it not true that the internal study essentially found that there were more career-oriented jobs in the voluntary sector? Did those voluntary-sector jobs not require more qualifications for entry than the career-oriented jobs in the private sector? The students were more satisfied with the career-oriented jobs in the voluntary sector than in the public sector. There was a clearer indication that more new net jobs were created as a result of Challenge '85 in the voluntary sector than in the private sector, was there not?

**Mrs. Champagne:** We are not talking about more money but about more jobs and more experience.

**Mr. McCurdy:** Wait a minute. I have heard that before. A yes or no would do for that one. We only have five minutes and then I could go on to the next question.

**Mrs. Champagne:** It is not that simple. There is something I would like to point out to you, if I may. Most of the students hired by the public sector in some of those non-profit organizations are normally older, post-secondary and university students. So I agree with you the jobs were very much career-related in most cases. But these people were not getting very high wages. Whereas in the private sector the chances of their getting more money are also better. So we have to think about the age, and to give the age of the young people to give opportunity to the secondary student and the post-secondary student, not only the university—

• 2000

**Mr. McCurdy:** Excuse me. That is all fine, but I really would like an answer to the question that I asked. Did not the report say what I described it as having said?

**Mrs. Champagne:** I have just told you one of the reasons why this is happening.

**Mr. McCurdy:** You give me reasons without an answer.

**Mrs. Champagne:** Mr. Chairman, may I answer one of the questions, please, before we jump to another one?

**Mr. McCurdy:** No. I would like you to answer my questions. And my question was does the report say or not that more net career-oriented jobs were produced in the voluntary sector than in the private sector; that the qualifications for those career-oriented jobs in the voluntary sector were higher than the qualifications for the private sector; that the students were more satisfied with the career-oriented jobs in the voluntary sector than they were in the private sector; and that more new net career-oriented jobs were produced in the voluntary sector than in the private sector? Yes or no?

**Mrs. Champagne:** No, they did not say that. You wanted a yes or a no, you have got it.

[Traduction]

un dollar pour recevoir une contribution de 11c. du secteur bénévole, il m'apparaît clairement que le secteur bénévole a vraiment besoin des ressources.

Ne parlons pas de subtilités. N'est-il pas vrai que l'évaluation interne a démontré qu'il y a plus d'emplois basés sur les carrières dans le secteur bénévole? Ces emplois dans le secteur bénévole, n'ont-ils pas exigé plus de compétence que les emplois offerts par le secteur privé? Les étudiants étaient plus satisfaits des emplois dans le secteur bénévole que dans le secteur publique. L'évaluation a clairement dit qu'il y avait plus d'emplois créés dans le cadre de Défi-85 dans le secteur bénévole que dans le secteur privé, n'est-ce pas?

**Mme Champagne:** Nous ne parlons pas de l'argent, mais plutôt des emplois et de l'expérience.

**M. McCurdy:** Attendez une minute. J'ai déjà entendu cela. J'aimerais une réponse en oui ou non. Nous n'avons que cinq minutes mais j'aimerais poser une autre question.

**Mme Champagne:** Ce n'est pas si facile. Je tiens à vous dire quelque chose, si vous me le permettez. La plupart des étudiants embauchés par le secteur publique dans les organisations à but non lucratif sont normalement des étudiants plus âgés, au niveau post-secondaire et universitaire. Alors, je suis d'accord avec vous que les emplois étaient plus liés à leur carrière, mais ils n'ont pas bénéficié de salaires très élevés. Dans le secteur privé, par contre, les chances de gagner plus d'argent sont aussi meilleures. Donc, il faut tenir compte de l'âge des jeunes pour donner, non seulement aux étudiants universitaires, mais aussi à ceux des niveaux secondaires et post-secondaires, la possibilité de...

**M. McCurdy:** Excusez-moi. C'est bien beau tout cela, mais j'aimerais bien que vous répondiez à ma question. Le rapport ne disait-il pas ce que j'ai dit?

**Mme Champagne:** Je viens de vous expliquer une des raisons de ce phénomène.

**M. McCurdy:** Vous me donnez des raisons mais sans explications.

**Mme Champagne:** Monsieur le président, pourrais-je répondre à une des questions, avant de passer à autre chose?

**M. McCurdy:** Non. Je veux que vous répondiez à mes questions. Je vous ai demandé si, oui ou non, le rapport disait que plus d'emplois axés sur la carrière avaient été créés dans le secteur bénévole que dans le secteur privé; que les compétences requises pour ces emplois axés sur la carrière dans le secteur bénévole étaient plus élevées que celles requises dans le secteur privé; que les étudiants étaient plus satisfaits des emplois axés sur la carrière offerts par le secteur bénévole que ceux offerts par le secteur privé; et que plus d'emplois axés sur la carrière avaient été créés dans le secteur bénévole que dans le secteur privé? Est-ce vrai, oui ou non?

**Mme Champagne:** Non, ce n'est pas ce que le rapport disait. Vous vouliez une réponse affirmative ou négative, et vous l'avez.

*[Text]*

**Mr. McCurdy:** I find it very curious that—

**The Chairman:** Your time is up, Mr. McCurdy.

**Mr. McCurdy:** Oh, no it is not, I have had four minutes.

**The Chairman:** According to the clerk it has been six minutes.

**Mr. McCurdy:** No. I would observe that your colleague was shaking his head in the affirmative for every sentence I said.

**The Chairman:** Mr. McCurdy, the time is up. I will go to Mr. Blackburn next. This committee was to have another meeting starting at 8 p.m. on the issue of immigration. The Minister had that understanding. We are running out of time. The Minister has agreed to stay for a few more minutes.

**M. Malépart:** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

**The Chairman:** Can I just finish my remarks, please? It would be appreciated if government members have a short sharp question; that they do it and we could get to the other opposition party. What I need to do, and this is the last opportunity with a quorum this week, all of our researchers' contracts expire tomorrow. You have a motion in front of you. We have a quorum. That was the recommendation of the steering committee if the liaison committee was to grant us the budget we applied for.

**Ms Copps:** A point of order, Mr. Chairman.

**The Chairman:** That budget has been granted.

**Ms Copps:** A point of order, Mr. Chairman.

**The Chairman:** This is our opportunity to pass the motion.

**Ms Copps.**

**Ms Copps:** I am sorry, a point of order, Mr. Chairman. I think it is a personnel matter which should not be discussed in a general public forum.

**The Chairman:** Ms Copps, we have done this on three or four separate occasions—

**Ms Copps:** I do not care whether we have done it on three or four separate occasions—

**The Chairman:** —in the last year where the discussion—

**Ms Copps:** —it is a personnel matter and should be discussed by the committee in a private setting.

**The Chairman:** The discussion has taken place in a private setting. The motion has been passed in a public meeting. That the contracts be expanded is the motion.

**Ms Copps:** Mr. Chairman, the committee—

**The Chairman:** The recommendation came from the steering committee.

**Ms Copps:** —has not discussed—

**The Chairman:** Would somebody care to move the motion?

*[Translation]*

**M. McCurdy:** Je trouve cela très étrange que...

**Le président:** Monsieur McCurdy, votre temps est écoulé.

**M. McCurdy:** Pas du tout, je n'ai eu que quatre minutes.

**Le président:** D'après le greffier, cela fait six minutes.

**M. McCurdy:** Non. D'ailleurs, je vous signale que votre collègue faisait oui de la tête pour chacun de mes propos.

**Le président:** Monsieur McCurdy, votre temps est écoulé. Nous allons maintenant passer à M. Blackburn. Le Comité devait se réunir à nouveau à 20 heures pour discuter de la question de l'immigration. C'est ce que nous avons convenu avec le ministre et il ne nous reste plus beaucoup de temps. Le ministre a accepté de rester quelques minutes de plus.

**Mr. Malépart:** On a point of order, Mr. Chairman.

**Le président:** Laissez-moi d'abord terminer ce que j'avais à dire. J'aimerais bien que les membres du gouvernement posent une question rapide; après cela, nous pourrions passer à l'autre partie de l'opposition. Ce que j'aimerais faire, et c'est la dernière occasion que nous aurons de le faire cette semaine avec un quorum, car les contrats de tous nos chercheurs se terminent demain. Quelqu'un a présenté une motion. Nous avons le quorum. C'est ce qu'a recommandé le Comité directeur si le comité de liaison nous accordait le budget que nous avons demandé.

**Mme Copps:** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

**Le président:** Le budget a maintenant été approuvé.

**Mme Copps:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

**Le président:** Nous avons maintenant la possibilité d'adopter la motion.

**Madame Copps.**

**Mme Copps:** Excusez-moi, monsieur le président, j'invoque le Règlement. Vous soulevez une question de personnel qu'il ne convient pas de discuter dans le cadre d'une séance publique.

**Le président:** Madame Copps, nous l'avons déjà fait à trois ou quatre reprises...

**Mme Copps:** Peu m'importe que nous l'ayons fait à trois ou quatre reprises...

**Le président:** ... au cours de la dernière année lorsque nous discussions...

**Mme Copps:** ... le fait est qu'il s'agit d'une question de personnel que le Comité devrait débattre à huis clos.

**Le président:** La discussion a eu lieu à huis clos. La motion a été présentée dans une séance publique. Il a été proposé que les contrats soient prolongés.

**Mme Copps:** Monsieur le président, le Comité...

**Le président:** C'est le Comité directeur qui a fait la recommandation.

**Mme Copps:** ... n'a pas discuté...

**Le président:** Quelqu'un veut-il présenter la motion?



[Texte]

**Mrs. Browes:** I so move, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Is there discussion on the motion?

**Ms Copps:** Excuse me, there is a discussion on the motion.

**M. Malépart:** Monsieur le président, alors que la ministre responsable de la Jeunesse est ici et qu'il y a des jeunes qui se cherchent un emploi, il est inadmissible que le président veuille suspendre les travaux pour nous faire adopter une motion qui ne nous concerne même pas.

Monsieur le président, vous devriez oublier cela et donner la parole aux gens. On est ici pour régler les problèmes de la jeunesse et non pour régler vos problèmes à vous.

Monsieur le président, nous allons nous opposer à cette motion. Je supplie la ministre d'accepter de rester une demi-heure de plus, compte tenu de l'importance du dossier. Je pense que la jeunesse mérite bien cela.

**The Chairman:** Mrs. Browes.

**Mrs. Browes:** Mr. Chairman, do I understand that this has been discussed in the steering committee meeting and approved? And do I also understand that this committee has been extended to discuss the estimates for another two weeks?

**The Chairman:** That is correct.

**Mrs. Browes:** It seems to me that, this being the case and the contracts having expired as of today, that—

**The Chairman:** Tomorrow.

• 2005

**Mrs. Browes:** As of tomorrow, it would be most important that these researchers be kept on. In view of the fact that the discussions of the estimates are going on, it is rather important that these people stay on staff. I would urge the members to support this, so we can give as much information as possible to the Members of Parliament as they come prepared for the meetings.

**The Chairman:** Is there any further discussion?

**Mr. McCurdy:** Mr. Chairman, I would gather this is a routine motion of a sort that would be presented to a body after consideration in camera or by subcommittee.

I can only assume that it is a noncontroversial motion. However, I do agree that it is inappropriate, as a matter of principle, to raise a motion of this sort in a public meeting of the committee. If there has not been previous discussion, if there has not been previous agreement, you could very well find yourself in a situation in which the renewal of a contract is in dispute for some reason or another, and as a result, you could expose the committee and the people involved to considerable embarrassment. If, again in the future, the occasion should arise to treat a matter of this sort, I would hope that attention will be paid to the point of view that personnel matters should be taken care of in a setting other than a public setting.

[Traduction]

**Mme Browes:** Je le propose, monsieur le président.

**Le président:** Y a-t-il des commentaires sur la motion?

**Mme Copps:** Excusez-moi, il y a des commentaires.

**Mr. Malépart:** Mr. Chairman, taking into account the presence of the minister responsible for youth and the fact that there are young people who are trying to find jobs, I find it unacceptable that the chairman stopped the discussion in order for us to adopt a motion which does not even concern us.

Mr. Chairman, I think you should forget about it and let the discussion proceed. We are here to discuss youth problems and not to solve your own.

Mr. Chairman, we intend to oppose this motion. I beg the Minister to agree to grant us an extra half hour, due to the importance of this matter. I think Canada's youth deserve this.

**Le président:** Madame Browes.

**Mme Browes:** Monsieur le président, ai-je bien compris que la question a été soulevée et approuvée en Comité directeur? Et ai-je aussi bien compris que les travaux du Comité ont été prolongés de deux autres semaines pour discuter des prévisions budgétaires?

**Le président:** Oui.

**Mme Browes:** Si tel est le cas, et si les contrats prennent effectivement fin aujourd'hui, il me semble que...

**Le président:** Ils prennent fin demain.

**Mme Browes:** Bon, les contrats prennent fin demain. Il est absolument primordial que nous demandions aux recherchistes de continuer leur travail. Étant donné que nous n'avons pas terminé la discussion des prévisions budgétaires, il serait plutôt important de prolonger leur contrat. J'encourage les membres à appuyer cette motion afin que nous puissions fournir le plus de renseignements possible aux députés pour qu'ils puissent bien préparer leurs réunions.

**Le président:** Y a-t-il d'autres commentaires?

**M. McCurdy:** Monsieur le président, je suppose qu'il s'agit d'une motion bien ordinaire qui est généralement présentée à un comité après discussion à huis clos ou par un sous-comité.

Je suppose aussi qu'il ne peut s'agir d'autre chose que d'une motion sans controverse. Toutefois, par principe, je suis d'accord qu'il ne convient pas de présenter ce genre de motion dans le cadre d'une séance publique. S'il n'y a eu aucune discussion préalable, aucun consensus préalable, on risque de se retrouver dans une situation où le renouvellement d'un contrat est contesté pour une raison ou pour une autre, ce qui pourrait exposer au ridicule à la fois le Comité et toutes les personnes concernées. Si jamais à l'avenir il nous fallait discuter d'une autre question de ce genre, j'espère que nous nous rappellerons que les questions touchant le personnel ne doivent pas être réglées dans une séance publique.

[Text]

**The Chairman:** Yes. In a steering committee meeting, it was a motion agreed to by all three parties—and after discussion in private. You need a quorum to officially provide the Comptroller's Office with the necessary mandate to proceed.

This is a meeting with a quorum. It is the only meeting with a quorum that will occur before the expiry of the contracts and after the budget was approved.

Part of the principle there is a holdback of some funds for future staffing as well.

**Mr. McCurdy:** I am not arguing against dealing with the motion at this stage of the game, but I think the subtlety of procedure is one that should be addressed in the future.

**The Chairman:** Thank you, Mr. McCurdy.

**Ms Copps:** Mr. Chairman, unfortunately, none of the representatives—certainly the Liberal representative on the steering committee who is not here at this meeting... and I wish to make no comment with respect to specific personnel matters. I do know, however, it has been a matter of some discussion that if the committee is really serious about having funding to carry on its study in an independent fashion, we should look at, for example, the American model, where research funds are distributed in a fashion among all three parties. You are talking here about the creation of three positions; and I know that in the other committee in which I sit as vice-chairman, the Standing Committee on Human Rights, we derive our research strictly from the Library of Parliament. We do not have outside resources. Frankly, there has been some discussion at steering committee level about apportioning that research so it can be done for members of opposition and members of government. Given the clear split as evidenced tonight, in the orientation of some members, private versus nonprofit and other things, there may be times when the aims of the government members of the committee and the opposition members collide.

In terms of the general question, I know that it has been discussed in steering committee and I frankly do not accept the chairman's word that this has been approved by all three parties. I would have suggested that it would have been more appropriate to deal with the Minister and then move into in camera, where we could have had that type of a discussion.

**An hon. member:** [Inaudible—Editor] ... plan then?

**The Chairman:** Are members ready for the question?

Motion agreed to

**The Chairman:** Mr. Blackburn.

**M. Blackburn (Jonquière):** Merci, monsieur le président.

Madame la ministre, dans le cadre du Programme canadien de prêts aux étudiants, quelles améliorations ont été apportées? Pourriez-vous me donner un peu plus de précisions sur son fonctionnement? Où on en sommes-nous rendus en terme de prêts aux étudiants? Est-ce que beaucoup de demandes ont été faites? Comment fonctionne ce programme?

[Translation]

**Le président:** D'accord. La motion a été adoptée par les trois partis en séance de Comité directeur—dans une discussion privée. Il faut un quorum pour donner officiellement au Bureau du Contrôleur général le mandat nécessaire.

Aujourd'hui, nous avons le quorum. C'est la dernière séance où nous aurons le quorum avant l'expiration des contrats et après l'approbation du budget.

Il faut tenir compte du fait qu'une partie des fonds sera réservée à la dotation future.

**M. McCurdy:** Je ne m'oppose pas à ce que nous réglions cette question maintenant, mais je pense qu'il faudrait quand même envisager de le faire avec un peu plus de discrétion à l'avenir.

**Le président:** Merci, monsieur McCurdy.

**Mme Copps:** Malheureusement, monsieur le président, aucun des représentants, en tout cas pas le représentant du parti libéral au sein du Comité directeur, qui est d'ailleurs absent aujourd'hui... et personnellement, je n'ai pas l'intention de discuter de questions précises touchant le personnel. Je sais toutefois, et on en a discuté longuement, que si le Comité tient vraiment à obtenir des fonds pour mener une étude indépendante, il devrait examiner, par exemple, le modèle américain, où les fonds pour la recherche sont distribués équitablement entre les trois partis. Il s'agit de créer trois postes. Je sais par exemple que l'autre comité où je suis vice-présidente, le Comité permanent des droits de la personne, obtient ses services de recherche uniquement de la Bibliothèque du Parlement. Nous ne faisons appel à aucun spécialiste de l'extérieur. En Comité directeur, nous avons discuté de la possibilité de répartir les travaux de recherche de façon à ce que les membres de l'opposition en bénéficie autant que ceux du gouvernement. Étant donné la divergence manifeste d'opinion qui existe ce soir, par exemple en ce qui concerne les organismes privés et les organismes sans but lucratif, il peut arriver que les objectifs des représentants du gouvernement au sein du Comité contredisent ceux de l'opposition.

Pour ce qui est de la question qui nous intéresse, je sais qu'elle a fait l'objet d'un débat en Comité directeur et je ne suis pas persuadée que le président dise vrai lorsqu'il prétend que les trois partis y ont donné leur consentement. Il me semble qu'il conviendrait mieux de terminer la discussion avec la ministre et ensuite de passer à huis clos pour finir cette discussion.

**Une voix:** [Inaudible—Éditeur] ... planification alors?

**Le président:** Êtes-vous prêts à voter?

La motion est adoptée.

**Le président:** Monsieur Blackburn.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Thank you, Mr. Chairman.

Madam Minister, what sort of improvements have you brought to the Canada Student Loans Program? Could you explain a little more how this program works? What is happening in the area of student loans? Have you received many applications? How does the program work?



[Texte]

**Mme Champagne:** Permettez-moi de consulter les chiffres, je ne les ai pas en mémoire.

**M. Blackburn (Jonquière):** Absolument, madame la ministre.

**Mme Champagne:** Comme je le disais un peu plus tôt, ce programme a commencé avec beaucoup de retard. Nous avons mis du temps à négocier une entente avec les institutions bancaires. Donc, en 1985, le programme n'a à peu près pas fonctionné. Il y a eu 146 prêts pour 289 emplois. En 1986, on aura au-delà de 2,000 prêts, créant 4,065 emplois. Ces prêts totalisent 3,134,000\$. La contribution du Ministère est de 2 millions de dollars pour payer les intérêts jusqu'au mois d'octobre. Donc, si ces sommes sont remboursées avant le premier octobre, les jeunes n'auront aucun intérêt à payer. C'est le cas des jeunes qui auraient lancé une petite affaire, un commerce, au cours de l'été.

• 2010

**M. Blackburn (Jonquière):** À combien s'élève le montant maximum qu'on pourrait prêter?

**Mme Champagne:** À 2,000\$.

**M. Blackburn (Jonquière):** Est-il possible, pour une entreprise spéciale ou un projet prometteur d'obtenir des sommes d'argent, non pas sous forme de prêt mais sous forme de don, de subvention? Ce mode de financement est-il possible, actuellement?

**Mme Champagne:** Dans le cas des prêts aux jeunes entrepreneurs, il n'y a pas de limite; ce n'est pas un programme avec une date d'échéance. Je voulais le signaler.

En ce moment, au gouvernement fédéral, il n'y a pas de programme qui permettrait une subvention. Il existe de ces programmes dans certaines provinces. Toutefois, compte tenu du projet et de l'implication des jeunes, le projet pourrait être étudié dans le cadre des innovations.

**M. Blackburn (Jonquière):** Madame la ministre, je vous remercie de ces informations.

J'entendais tout à l'heure nos deux collègues du Parti libéral mentionner que l'amélioration apportée au programme Défi 86 permettant d'approuver les projets sur place lorsqu'on s'entendait avec les agents de la DDE, était appliquée sous leur règne. J'aimerais savoir, au cours des 20 derniers mois, même lorsque que vous étiez ministre d'Etat à la jeunesse, non responsable du programme Défi 86, si vous avez entendu quelque remarque d'un de ces deux députés disant que le gouvernement devrait essayer de faire comme eux et adopter les projets dans les régions. Avez-vous déjà entendu cela, quelque part, au cours des 20 derniers mois?

**Mme Champagne:** Je pense que tout le monde a droit à sa façon de penser. C'est un terrain que je me permettrai d'éviter. J'en profiterai toutefois pour souligner que le programme Défi 86 est un programme de création d'emplois pour l'été, pour les jeunes. Ce n'est pas un programme dont les fonds disponibles serviraient au fonctionnement des organismes. Je tenais à le répéter.

[Traduction]

**Mrs. Champagne:** Let me check my figures, because I do not remember them off hand.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Please, go ahead, Madam Minister.

**Mrs. Champagne:** As I was saying a little earlier, this program was implemented after much delay. It took us a long time to negotiate an agreement with the financial institutions. Thus in 1985 the program functioned to a very limited extent. There were 146 loans for 289 jobs. In 1986, we will have over 2,000 loans creating 4,065 jobs. The total amount of the loans is \$3,134,000. The department's contribution is \$2 million in interest costs up until the month of October. Therefore, if the loans are paid back before October 1, the borrowers will have no interest to pay. This is the case for young people who have started a small business during the summer.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** What is the maximum amount of the loan?

**Mrs. Champagne:** Two thousand dollars.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Is it possible for a special business or a promising project to obtain money in the form of a grant or a subsidy rather than a loan? Is there any provision for this type of funding at the present time?

**Mrs. Champagne:** In the case of student business loans, there is no limit, the program does not have a deadline, I wanted to make that clear.

At the present time the federal government does not offer a program providing a grant. Such programs can be found in some provinces. However, taking into account the project and the involvement of young people, the project could be given consideration within the framework of innovations.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Madam Minister, I thank you for this information.

I heard our two colleagues from the Liberal Party claim that the improvement to Challenge 86 allowing projects to be approved locally when there was agreement with the job development agents was applied when they were in power. I would like to know whether over the past 20 months, even when you were Minister of State for Youth and not responsible for Challenge 86, you heard any remarks from either of these members recommending that the government follow this practice and adopt the projects in the regions. Can you recollect any such proposal over the past 20 months?

**Mrs. Champagne:** I think that everyone is entitled to his opinion. This is a topic which I prefer not to get into. However, let me take the occasion to emphasize that Challenge 86 is a summer job creation program for young people. It is not a program intended to fund the operating costs of certain organizations. I think this bears repeating.

[Text]

**M. Blackburn (Jonquière):** Madame la ministre, je me permets un court commentaire. Voilà 20 mois que j'oeuvre, entre autres, au sein du Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration et je ne l'ai jamais entendu dire au Comité...

**Mme Copps:** Excusez-moi, monsieur le président.

**Le président:** Madame Copps.

**Mme Copps:** Il devrait lire le compte rendu des témoignages du Comité de l'année dernière. Le sous-ministre, M. Lussier était présent. Je mentionnais qu'on le ferait en région.

**Le président:** Madame Browes...

**Mme Copps:** J'ai même des lettres là-dessus.

**The Chairman:** Madam Browes has the floor.

**Mrs. Browes:** Thank you very much, Mr. Chairman. I appreciate your giving me the floor.

We have spent a fair amount of time talking about youth jobs for summer. I would just like to say how pleased I was to see the youth unemployment figures drop from 18% to 15% on full-time jobs and that there is some good emphasis put on that also.

• 2015

I see your position as Minister of State for Youth as really heading a number of ministries and the co-ordination of the programs I think is a tremendous challenge to you, to the government and to each of us as Members of Parliament because I see the training and the post-secondary education that has been alluded to in terms of coming under Youth: student loans; the summer job program; the social concerns we have concerning youth, whether socio-economic or what; the number of immigrant youth, young people that perhaps come from families whose parents do not speak English, which puts an extra burden on them; the interest that there is in the arts by the young people, in which you certainly have some expertise.

I was speaking to some people last night about the possibility of a ballet/opera facility in the Metropolitan Toronto area and they were telling us about the tremendous interest there is in dance and in young people attending theatres. I was pleased to hear that, and then there is the whole sports program, which is very important in terms of the co-ordination of it all.

I was interested in the committee you mentioned co-chaired by two persons you named. Might you just touch a bit on what you see this committee perhaps doing in relation to bringing a whole lot of programs together from the various ministries in talking about the advantages for youth?

**Mrs. Champagne:** First, there is one point you touched that I would like to mention again if I may before coming to the committee, and it is in relation to the arts.

This is something I am very pleased and very happy with. If you go back three years ago, having a summer project in the world of the arts was something totally impossible. This I know because I tried as a performer for years. I can say that we have this year many, many of the job entry projects in the world of

[Translation]

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Madam Minister, let me make a short comment. Over the past 20 months as a member of the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration, I have never heard any such recommendation to the committee...

**Ms Copps:** Excuse me, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Ms Copps.

**Ms Copps:** He should read the proceedings of the committee last year. The deputy minister Mr. Lussier was present. I mentioned at the time that it would be done regionally.

**The Chairman:** Mrs. Browes.

**Ms Copps:** I even have letters on the subject.

**Le président:** M<sup>me</sup> Browes a la parole.

**Mme Browes:** Merci, monsieur le président. Je vous suis reconnaissante de m'avoir accordé la parole.

Nous avons parlé assez longuement d'emplois d'été pour les jeunes. Je me suis réjouie de constater que le taux de chômage chez les jeunes a baissé de 18 p. 100 à 15 p. 100 pour ce qui est des emplois à plein temps, c'est donc un volet qui reçoit une certaine attention aussi.

En tant que ministre d'État à la Jeunesse, vous êtes chargée de la coordination de programmes de divers ministères, ce qui est un grand défi pour vous, le gouvernement et chacun de nous, notamment en ce qui concerne la formation et l'enseignement postsecondaire, les prêts pour étudiants, les programmes d'emplois d'été, les diverses questions socio-économiques touchant les jeunes, les jeunes immigrants et ceux qui sont de familles dont les parents ne parlent pas l'anglais et qui sont peut-être de ce fait handicapés et l'intérêt manifesté par les jeunes pour les activités artistiques, domaine que vous connaissez de près.

Je parlais à des jeunes l'autre soir au sujet de la possibilité d'une troupe de ballet et d'opéra dans la région métropolitaine de Toronto, on me disait que les jeunes s'intéressent vivement à la danse et au théâtre. Cela m'a fait plaisir, et ensuite il y a tout le programme sportif qui revêt une importance particulière du point de vue de la coordination.

Je m'intéresse au comité que vous avez mentionné, comité présidé par deux personnes. Pourriez-vous nous dire que fait ce comité pour coordonner les nombreux programmes offerts par les différents ministères à l'intention des jeunes?

**Mme Champagne:** Avant de parler du comité, j'aimerais faire une remarque au sujet des arts.

La situation a évolué d'une façon particulièrement satisfaisante pour moi. Il y a trois ans, il était tout à fait impossible d'avoir un projet d'été dans un domaine artistique. Je le sais d'expérience car j'ai fait des efforts pendant des années en tant qu'artiste. Mais cette année, de nombreux projets de création



[Texte]

the arts and many of the Challenge projects in the world of the arts.

I was in Edmonton recently at the Phoenix Theatre, where we have some young people working in a theatre for the summer. They will be putting on six plays during the summer working with professionals, and I think it is fantastic.

As far as the Wright-Gauthier committee is concerned, we will be meeting next week to determine the names of probably three or four other people who will be working with them. Their work should be starting as early as the end of June and hopefully will be finished by mid-fall. After spending so much time with both Dr. Wright and Mr. Gauthier, I am very enthused.

Dr. Wright, as you may know, of course has been in the world of education. The university where he is a chancellor is probably one where we have the most extraordinary co-op programs. So he knows young people; he knows the world market; he knows education. Michel Gauthier is a very thriving businessman with a lot of energy and I think that with the people who will be around them we can expect a lot of help.

They are there to advise me and to help and I think it will be for the good of the youth of Canada. I am really enthused about it.

Mrs. Browes: Thank you.

• 2020

**Le président:** Merci, madame la ministre.

Monsieur Malépart.

**M. Malépart:** Merci, monsieur le président.

Madame la ministre, dans mon comté j'ai été obligé de me limiter à 40 p. 100 du budget pour le secteur privé. S'il y a des entreprises que je n'accepte pas parce que les emplois ne sont pas dignes pour les jeunes, je suis obligé de les remplacer par une autre entreprise du secteur privé. J'avais le loisir de refuser que cela se rende au bureau du ministre. En ce faisant, j'ai reconnu avec l'agent de projet, qu'on retarderait l'acceptation des projets sur lesquels on était d'accord. Je connais assez bien la façon de procéder. Si on s'entendait tout de suite, les projets commenceraient à se signer et les embauches se réaliseraient dans le comté.

Vous avez votre philosophie du secteur privé, celle des conservateurs; c'est votre droit. Vous ne jurez que par elle; c'est votre droit. Mais nous pensons qu'on ne doit pas mettre tous les oeufs dans le même panier. Je trouve inacceptable, malgré la réponse donnée hier, que dans votre budget supplémentaire... J'ai dans mon comté ce qu'on appelle l'Aquaparc, à La Ronde. Il existait l'an passé et l'année d'avant. On y engageait des employés, de toute façon... Je vous ai demandé des budgets supplémentaires pour le Club nautique, un organisme à but non lucratif. Votre bureau refuse. Entre-temps, sans que je sois informé, je ne sais pas qui l'a décidé dans votre budget supplémentaire, ce n'est pas à cause de désaccord avec l'agent de projet, l'Aquaparc reçoit un 16,000\$ et 22,000\$ supplémentaires pour créer de l'emploi en tant

[Traduction]

d'emplois nous ont été proposés dans le domaine artistique et c'est aussi le cas pour des projets du programme Défi 86.

Lors d'un séjour récent à Edmonton, j'ai été au théâtre Phoenix où de jeunes acteurs ont été engagés pour l'été. Ils vont se produire dans six pièces avec des comédiens professionnels, je trouve cela fantastique.

Pour ce qui est du comité Wright-Gauthier, nous allons nous réunir la semaine prochaine pour choisir les trois ou quatre autres personnes qui en feront partie. Leur travail va sans doute débiter vers la fin de juin et se terminer, nous l'espérons, vers le mi-automne. Après tout le temps que j'ai passé avec MM. Wright et Gauthier, je suis très enthousiaste.

Comme vous le savez peut-être, M. Wright a été éducateur. L'université dont il a été chancelier est probablement celle qui offre les programmes les plus remarquables d'enseignement coopératif. Donc, il connaît bien les jeunes, et il connaît le marché mondial, et il connaît l'enseignement. Michel Gauthier est un homme d'affaires très prospère, très dynamique et je pense qu'entouré de bons collaborateurs, ils pourront nous être très utiles.

Ils sont là pour me conseiller et pour m'aider et je pense que la jeunesse canadienne va profiter de leur concours. Je suis très enthousiaste devant cette perspective.

Mme Browes: Je vous remercie.

**The Chairman:** Thank you, Madam Minister.

Mr. Malépart.

**Mr. Malépart:** Thank you, Mr. Chairman.

Madam Minister, in my riding I have have had to limit myself to 40% of the budget for the private sector. If there are businesses which I do not accept because the jobs are not suitable for young people, I have to replace them by another business from the private sector. I was able to refuse to have the matter submitted to the Minister's office. By proceeding in such a way I acknowledged to the Project Officer that the acceptance of projects on which we agreed would be delayed. I am quite familiar with the procedure. If we came to an immediate agreement, the projects would be signed and hiring would start in my riding.

You have your Conservative philosophy in favour of the private sector, it is your right. You consider this approach to be the only valid one, you are entitled to your view. But we are of the opinion that we should not put all our eggs in one basket. In spite of the answer given yesterday, I think that it is unacceptable that in your supplementary estimates... In my riding there is what is known as the Aquaparc in La Ronde. It was in existence last year and the previous year, it was necessary to hire employees in any case... I applied to you for additional funding for the Nautical Club, which is a non-profit organization. My request was turned down. In the meantime, without me being informed, I do not know who made this decision relating to your supplementary estimates, it is not because of a disagreement with the Project Officer, Aquaparc

## [Text]

qu'entreprise privée. Elle fera plus de profits parce que vous l'avez aidée mais elle ne créera pas plus d'emplois parce qu'elle les aurait engagés de toute façon; elle doit répondre à sa clientèle.

J'aimerais savoir ce que vous entendez par «préférable» pour les étudiants dans le secteur privé. A l'Aquaparc, un endroit de La Ronde, on emploie quatre responsables en animation. Comment pouvez-vous juger qu'il sera préférable, pour quatre jeunes qui ont une formation en animation, de travailler dans une entreprise privée, à l'Aquaparc, plutôt que de faire la même animation dans un organisme à but non lucratif, dans la résidence pour les handicapés? Pour quelles raisons, d'après la philosophie conservatrice, ce jeune sera-t-il mieux formé dans le secteur privé, que dans le secteur communautaire? Pour quelles raisons un jeune étudiant en droit sera-t-il mieux formé si vous l'installez dans un bureau d'avocat du secteur privé plutôt que dans un bureau d'une centrale syndicale où il fera de la recherche, se familiarisera avec les relations de travail? Pourquoi cette conviction, mordicus, qu'il est préférable pour le jeune d'aller dans le secteur privé? Que fait-on de tous nos étudiants en sciences sociales? Que fait-on de tous les étudiants préposés aux soins de malades? Que fait-on de tous les étudiants dans le domaine de la santé? Que fait-on de ceux qui étudient pour être professeurs et qui, durant l'été, pourraient acquérir de l'expérience dans des milieux de travail, en aidant des enfants en difficulté? Dans ma propre circonscription...

**Mme Champagne:** Puis-je vous répondre?

**M. Malépart:** D'accord.

**Mme Champagne:** Si vous parlez durant les cinq minutes je ne pourrai pas vous répondre.

**M. Malépart:** Vous me répondrez sur le temps de l'autre.

**Mme Champagne:** Vous dites que nous mettons tous les oeufs dans le même panier alors que vous savez très bien que ce n'est pas vrai. Vous demandez ce qu'on fera des étudiants en sciences sociales, en médecine, et ainsi de suite. Il y a 65 p. 100 des fonds au pays qui vont dans de tels projets. Les deux tiers du budget. Donc, on s'en occupe de ceux-là aussi.

Vous avez parlé de l'Aquaparc. Nous réalisons qu'il y a 250 jeunes qui y travaillent, cet été. Si on peut aider, je pense que c'est important. Je vous parlais, hier, d'un étudiant en administration, qui travaillera au service des assurances. Un étudiant dans le domaine de l'hôtellerie qui sera dans l'alimentation. Un autre en technique mécanique, mécanique des pompes; un étudiant en techniques policières, au service de la sécurité.

**M. Malépart:** L'animation... gardiens de sécurité, vendeurs de hot dog?

**Mme Champagne:** Il y a quatre responsables en animation. D'accord. Mais, il y en a aussi au niveau de la sécurité qui étudient en techniques policières.

**M. Malépart:** Mais, dans le même endroit, le Club nautique, un organisme à but non lucratif, se voit refuser au budget supplémentaire. Je vous ai écrit. C'est un organisme appuyé par la ville de Montréal. Vous avez préféré donner l'argent au

## [Translation]

received an additional \$16,000 and \$22,000 as funding for job creation in the private sector. This will mean greater profits for the business because of your help, but it will not mean anymore jobs, since the jobs would have been there in the first place, they respond to a need.

What exactly do you mean when you say that it would be preferable for students to work in the private sector? Aquaparc, which is an attraction in *La Ronde*, employs four group leaders. How can you determine that it would be preferable for four young people with training in recreation to work for a private business like Aquaparc rather than work as group leaders for a non-profit organization such as a residence for the handicapped? Can you explain to me why the Conservative philosophy holds that young people receive better training in the private sector than in the community sector? Why would a young law student get better training in a private law firm than in the head office of a union where he could do research and become acquainted with labour relations? Why this unshakable conviction that students benefit more from working in the private sector? What do we do with all these students in social sciences? What do we do with students trained to look after the sick, or those who work in the field of health care? What do we do with those who are training to be teachers, and who, during the summer could acquire professional experience by helping children with learning difficulties? In my own riding...

**Mrs. Champagne:** May I answer?

**Mr. Malépart:** Yes.

**Mrs. Champagne:** If you talk for five minutes I will not be able to answer.

**Mr. Malépart:** You can answer on the next question time.

**Mrs. Champagne:** You say that we are putting all our eggs in one basket when you know this is not true. You ask what we will be doing with students in social sciences, medicine and so forth. 65% of our funding goes to such project. Two-thirds of our budget. So we are looking after those groups as well.

You talked about Aquaparc. We realize that 250 young people will be working there this summer. If we can help, I think that it is important. Yesterday, I told you about a student in business administration who will be working for an insurance company. A student in hotel management who will be working for a food business. Another in technical mechanics, who will be a pump mechanic, a student in police work who will be with a security service.

**Mr. Malépart:** Recreation... Security guards, hot dog vendors?

**Mrs. Champagne:** There are four group leaders, but there are also security guards who are studying police work.

**Mr. Malépart:** But in the same place the Nautical Club which is a non-profit organization was refused additional funding. I wrote you. This is an organization supported by the City of Montreal. You prefer to give money to the private



[Texte]

secteur privé qui va faire des profits et qui va créer les emplois. Vous auriez pu donner ces 22,000\$ à l'organisme que je vous avais recommandé, le Club nautique de plein air de Montréal qui offre des activités à l'ensemble de la population. Les sept ou huit emplois que vous avez créés à l'Aquaparc auraient été créés de toute façon pour répondre à la demande, sinon la ville aurait fermé les portes. Si vous aviez accordé la subvention à l'autre organisme, vous auriez eu ces six emplois et les six autres qui auraient été créés de toute façon pour répondre aux besoins.

• 2025

**Mme Champagne:** Je serais curieuse de voir les salaires offerts aux jeunes.

**M. Malépart:** Cinq dollars l'heure. Vous viendrez avec moi à l'Aquaparc cet été, et vous verrez qu'ils travaillent à la planche pour cinq dollars l'heure.

**Le président:** Monsieur Jourdenais.

**M. Jourdenais:** Vous n'avez pas été chanceux, monsieur Malépart. On n'a pas répondu à vos questions sur votre comté.

**Mrs. Champagne:** Mr. Chairman, we will really have to put an end to this sortie. I have another meeting at 8.30 p.m. I was supposed to be here at 8 p.m. I was hoping to leave at 8.20 p.m. then we lost 10 minutes talking about this motion. I must really depart now.

**M. Jourdenais:** Madame la ministre, pendant ce temps, j'aurais pu vous poser ma question.

**Mme Champagne:** Posez-la.

**M. Jourdenais:** Merci, madame la ministre.

Comment fait-on pour avoir un budget supplémentaire et d'où viennent les sommes d'argent?

Je connais une compagnie qui avait demandé neuf employés et à qui on n'en avait accordé que quatre; la compagnie a alors décidé d'annuler le projet. Dans le cas dont je vous parle, 12,000\$ avaient été attribués au projet et on a remis l'argent dans le fonds régional. Mon comté a dû dire adieu à cet argent, alors que seulement 72 demandes sur 165 avaient été acceptées. J'aurais pu en accepter 73, 74 ou 75 si on m'avait donné cet argent-là. Mais non, on l'a remis dans le fonds régional. Pourquoi ne remet-on pas l'argent là où il était censé aller?

**Mme Champagne:** On remet l'argent là où il a été pris, et il y a ensuite une redistribution qui se fait selon les besoins et les demandes. C'est de là que viennent les budgets additionnels. Les demandes sont là et elles sont réévaluées selon la valeur de l'emploi proposé.

**M. Jourdenais:** Madame la ministre, s'il y a eu 4,000 demandes de refusées dans la région, les employés vont-ils toutes les réexaminer pour savoir laquelle est la meilleure? Je m'excuse, mais vous feriez bien de vérifier, madame la ministre, parce que je suis convaincu que cela ne fonctionne pas de cette façon. Le gars qui est assis au bureau va dire: Lui, je le connais, car cela fait 15 ans que je suis ici. L'argent va dans le comté des professionnels de la subvention. Pendant ce temps, dans mon comté, je ne suis pas capable de donner

[Traduction]

sector which will earn profits and create jobs. You could have given this amount of \$22,000 to the organization which I recommended, the Montreal Open-Air Nautical Club which offers activities to the population at large. The seven or eight jobs which you created in AquaPark would have existed in any case to meet the demand, otherwise the city would have shut down the attraction. If you had given the grant to the other organization, you would have had six jobs as well as the six other jobs which would have existed in any case to meet the demand.

**Mrs. Champagne:** I would be curious to know the wages offered the young people.

**Mr. Malépart:** \$5 an hour. Come with me to AquaPark this summer and you will see that they work themselves to death for \$5 an hour.

**The Chairman:** Mr. Jourdenais.

**Mr. Jourdenais:** You are out of luck, Mr. Malépart. You did not get an answer to the questions about your riding.

**Mme Champagne:** Monsieur le président, il va vraiment falloir terminer cette séance. J'ai une autre réunion à 20h30. Je devais être ici à 20 heures, j'espérais partir à 20h20 et nous avons encore perdu 10 minutes en parlant de cette motion. Il faudra absolument que je parte.

**Mr. Jourdenais:** Madam Minister, during the time you have been talking I could have asked my question.

**Mrs. Champagne:** Go ahead.

**Mr. Jourdenais:** Thank you, Madam Minister.

How do you go about getting additional funding and where does the money come from?

I know a company that had asked for nine employees and got only four, the company then decided to cancel the project. In this particular case, \$12,000 had been granted to this project and the money was put back in the regional fund. My riding had to say good bye to this money even though only 72 out of the 165 applications had been accepted. I could have accepted 73, 74 or 75 if I had got this money. But no, it was put back in the regional fund. Why is the money not put back where it was supposed to have been spent?

**Mrs. Champagne:** The money is returned to where it was taken from and then redistributed according to needs and requirements. This is where the additional budgets come from. There are applications and they are reassessed with respect to the value of the proposed job.

**Mr. Jourdenais:** Madam Minister, if 4,000 applications were refused in the region, are they all going to be reassessed to determine which is the best? Excuse me, Madam Minister, but you had better check this because I am convinced that it does not work this way. The guy sitting in his office will say, I know this one, he has been around for the past 15 years. The money goes to those who are professionals in the art of getting subsidies. While all this is taking place, I am unable to give any money to the handicapped in my riding, to blind people

[Text]

d'argent à des handicapés, à des aveugles qui ont été refusés. On va donner l'argent à *Canada Packers* ou à la compagnie de Perkins qui fait du maudit papier de toilette, qui est obligée d'embaucher des gens pour remplacer les employés en vacances.

Mes handicapés, c'est bien dommage, mais ils vont rester bien tranquilles en chaise roulante tout l'été parce qu'ils n'ont pas d'argent, parce que le responsable a dit que l'argent régional allait... Je ne sais pas où il s'en va. J'aimerais bien le savoir.

**Mme Champagne:** Monsieur Jourdenais, je peux vous assurer que les budgets additionnels ne sont pas distribués de cette façon-là.

**M. Jourdenais:** Je n'ai rien eu, moi. J'ai hâte qu'on donne quelque chose à mon comté, madame la ministre.

Merci, madame la ministre.

**Mr. McCurdy:** Mr. Chairman, could I make a request of you?

**The Chairman:** Could I just dismiss the Minister and then deal with your request?

**Mr. McCurdy:** I think it is a good idea to get this one out because it is of the same nature as your request at the last meeting that I attended of this committee, and that is, I and any number of Members of Parliament are asked to advise on applications under Challenge '86 as well as the Canadian Jobs Strategy.

It has become habitual to receive the applications for approval after they have already been approved, and I would ask you to direct the people in Employment and Immigration who are responsible for administering the Canadian Jobs Strategy and Challenge '86 to look into the matter because it is of no utility to me at all to receive applications days after they have already been approved.

• 2030

**The Chairman:** I think the Minister heard it. I think it is an administrative matter we should discuss with officials at a later date.

I would like to thank the Minister. I am sorry we kept you so long. Thank you for your patience.

I remind members we have meetings on immigration next Tuesday at 3:30 p.m., next Wednesday and the following Wednesday. I am expecting to hear from Mr. Allmand on behalf of the Official Opposition tomorrow morning. That is relative to the Official Opposition's request for further hearings on Main Estimates. We will plan as quickly as possible and amend our original work plan for the month of June in light of that reality.

I thank members for their patience. Thank you again, Madam Minister.

The meeting is adjourned to the call of the Chair.

[Translation]

whose application was turned down. We will be handing out the money to Canada Packers or to the Perkins company which makes toilet paper, for God's sake, and has to hire people to replace the employees who are on holiday.

It is too bad, but the handicapped in my riding are going to have to stay nice and quiet in their wheelchairs for the summer because there is no funding, the officials said that the regional money would be going to... I do not exactly know where it is going. I would like to know.

**Mrs. Champagne:** Mr. Jourdenais, I can assure you that the additional budgets are not distributed in that way.

**Mr. Jourdenais:** I did not get anything. I am anxious for my riding to get something, Madam Minister.

Thank you, Madam Minister.

**M. McCurdy:** Monsieur le président, j'aimerais vous faire une demande.

**Le président:** Puis-je d'abord donner congé au ministre et ensuite m'occuper de votre demande?

**M. McCurdy:** Je pense que c'est le bon moment d'en parler, c'est le même genre de demande que vous avez faite lors de la dernière réunion. Comme d'autres députés, on me demande de donner mon avis au sujet des demandes soumises dans le cadre du programme Défi 86 et la stratégie de l'emploi.

Il est courant de recevoir les demandes d'approbation après l'approbation effective, j'aimerais donc demander au responsable du ministère de l'Emploi et de l'Immigration d'étudier cette question car il ne sert à strictement rien de recevoir des demandes plusieurs jours après qu'ils ont déjà été approuvés.

**Le président:** Je pense que le ministre l'a entendue. J'estime que c'est une question administrative à discuter avec les fonctionnaires plus tard.

Je remercie le ministre. Je suis désolé de vous avoir retenu si longtemps et je vous remercie de votre patience.

Je vous rappelle que nous aurons des réunions portant sur l'immigration mardi prochain à 15h30, mercredi prochain et le mercredi suivant. M. Allmand doit me contacter demain matin au nom de l'Opposition officielle. Il s'agit de la demande présentée par l'Opposition officielle de tenir des séances supplémentaires consacrées au Budget principal. Nous allons travailler aussi rapidement que possible et modifier notre calendrier pour le mois de juin pour tenir compte de cette proposition.

Je vous remercie tous de votre patience. Je vous remercie encore une fois, madame la ministre.

La séance est levée jusqu'à nouvel ordre.







*If undelivered, return COVER ONLY to  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

#### WITNESS/TÉMOIN

*From the Department of Employment and Immigration:*

John Edwards, Associate Deputy Minister.

*Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:*

John Edwards, sous-ministre associé.



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 68

Tuesday, June 3, 1986  
Thursday, June 5, 1986  
Wednesday, June 11, 1986

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 68

Le mardi 3 juin 1986  
Le jeudi 5 juin 1986  
Le mercredi 11 juin 1986

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

# Labour, Employment and Immigration

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent du*

# Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Order of Reference relating to Family Class  
Immigration

CONCERNANT:

Ordre de renvoi concernant l'immigration, catégorie de  
la famille

INCLUDING:

The Seventh, Eighth and Ninth Reports to the House

Y COMPRIS:

Les sixième, septième et huitième rapports à la  
Chambre des communes



First Session of the  
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,  
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

*Chairman:* Jim Hawkes

*Vice-Chairmen:*

Jean-Pierre Blackburn  
Fernand Jourdenais

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE L'IMMIGRATION

*Président:* Jim Hawkes

*Vice-présidents:*

Jean-Pierre Blackburn  
Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Warren Allmand  
Pauline Browes  
Dan Heap  
Sergio Marchi

John Oostrom  
Peter Peterson  
John R. Rodriguez  
Maurice Tremblay (*Lotbinière*)

(Quorum 6)

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



## ORDERS OF REFERENCE

Friday, May 30, 1986

*ORDERED*,—That the deadline for the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration for submitting its Report to the House of Commons be extended from Friday, May 30, 1986 to Friday, June 13, 1986.

*ATTEST*

Thursday, June 12, 1986

*ORDERED*,—That the deadline for the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration for submitting its Report to the House of Commons, concerning family class immigration, be extended from Friday, June 13, 1986 to Wednesday, June 18, 1986.

*ATTEST*

## ORDRES DE RENVOI

Le vendredi 30 mai 1986

*IL EST ORDONNÉ*,—Que la date de présentation du Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration de son rapport à la Chambre des communes soit reportée du vendredi 30 mai 1986 au vendredi 13 juin 1986.

*ATTESTÉ*

Le jeudi 12 juin 1986

*IL EST ORDONNÉ*,—Que la date de présentation du Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration de son rapport à la Chambre des communes, concernant les demandes d'immigration appartenant à la catégorie de la famille, soit reportée du vendredi 13 juin 1986 au mercredi 18 juin 1986.

*ATTESTÉ**pour Le Greffier de la Chambre des communes*

MICHAEL B. KIRBY

*for The Clerk of the House of Commons*

**REPORTS TO THE HOUSE**

Wednesday, May 28, 1986

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration has the honour to present its

**SEVENTH REPORT**

In relation to its Order of Reference dated Thursday, March 13, 1986 concerning family class immigration, your Committee recommends that the deadline for submitting its Report to the House of Commons be extended from Friday, May 30, 1986 to Friday, June 13, 1986.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issue No. 66, which includes this report*) is tabled.

Thursday, June 12, 1986

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration has the honour to present its

**EIGHTH REPORT**

In relation to its Orders of Reference dated Thursday, March 13 and Friday, May 30, 1986 concerning Family class immigration, your Committee recommends that the deadline for submitting its Report to the House of Commons be extended from Friday, June 13, 1986 to Wednesday, June 18, 1986.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issue No. 68, which includes this report*) is tabled.

**RAPPORTS À LA CHAMBRE**

Le mercredi 28 mai 1986

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration a l'honneur de présenter son

**SEPTIÈME RAPPORT**

Relative à son ordre de renvoi du jeudi 13 mars 1986 concernant les demandes d'immigration appartenant à la catégorie de la famille, votre Comité recommande que la date de présentation de son rapport à la Chambre des communes soit reportée du vendredi 30 mai 1986 au vendredi 13 juin 1986.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicule n° 66, qui comprend le présent rapport*) est déposé.

Le jeudi 12 juin 1986

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration a l'honneur de présenter son

**HUITIÈME RAPPORT**

Relativement à ses ordres de renvoi du jeudi 13 mars et vendredi 30 mai 1986 concernant les demandes d'immigration appartenant à la catégorie de la famille, votre Comité recommande que la date de présentation de son rapport à la Chambre des communes soit reportée du vendredi 13 juin 1986 au mercredi 18 juin 1986.

Un exemplaire de procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicule n° 68, qui comprend le présent rapport*) est déposé.



Tuesday, June 17, 1986

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration has the honour to present its

### NINTH REPORT

#### FAMILY REUNIFICATION

On Thursday, March 13, 1986, your Committee received the following Order of Reference:

—That the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration be empowered to investigate possible means of streamlining immigration policies and procedures for reunifying families, and in particular:

1. to examine the sources and historical patterns of family class immigration, by component;
2. to identify and assess the procedures, by the various departments and agencies that are involved in family class processing, and examine the coordination of those functions;
3. to recommend strategies for shortening family class processing durations by improving the efficiency and effectiveness of the family class processing system; and
4. to recommend, where desirable, changes in procedures in order to streamline the reunification of families.

—That the Committee be empowered to adjourn from place to place inside and outside Canada and that, when deemed necessary, the required staff accompany the Committee, or members of the Committee, as the case may be; and

—That the Committee submit its final report to the House of Commons no later than May 30, 1986.

Le mardi 17 juin 1986

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration a l'honneur de présenter son

### NEUVIÈME RAPPORT

#### RÉUNIFICATION DES FAMILLES

Le jeudi 13 mars 1986, votre Comité a reçu l'Ordre de renvoi suivant:

QUE le Comité permanent de la main-d'oeuvre, de l'emploi et de l'immigration soit investi du pouvoir d'étudier des moyens d'orienter les politiques et formalités d'immigration aux fins de la réunification des familles, et plus particulièrement

1. d'étudier les sources et les mouvements d'immigration de membres de la catégorie de la famille, par composante;
2. d'identifier et d'évaluer les procédures en vigueur dans les divers ministères et agences dont le travail est lié au traitement des demandes de la catégorie de la famille, et d'examiner la coordination de ces fonctions;
3. de recommander des méthodes visant à écourter les délais de traitement des demandes de la catégorie de la famille en améliorant l'efficacité du système de traitement de ces demandes; et
4. de recommander, s'il y a lieu, des changements aux formalités en vigueur, visant à accélérer la réunification des familles.

QUE le Comité soit investi du pouvoir d'ajourner les séances d'un lieu à un autre au Canada et à l'étranger et que, lorsqu'il le juge nécessaire, le personnel voulu en accompagne les membres ou des membres, selon le cas; et

QUE le Comité présente son rapport final à la Chambre des communes avant le 30 mai 1986.

## PREAMBLE: THE COMMITTEE'S STUDY

Family reunification has been, and will continue to be, the cornerstone of Canada's immigration policy. The Committee believes that family reunification is the most important and sensitive aspect of our policy and should continue to be so. In recent years, the family class has become the largest single component of Canada's immigration intake. Every second person who obtains landed immigrant status has qualified because of his or her relationship to a close family member in Canada.

In May 1982, labour market restrictions were introduced which prevented significant numbers of independent immigrants from qualifying to come to Canada. Since then, the family class has assumed even greater importance as it became the only avenue to Canada for most people.

In recognition of the importance of family reunification, this group receives, along with Convention refugees seeking resettlement, top priority in processing. Complaints that this system sometimes does not work well are troublesome. Members of Parliament from large urban areas hear from their constituents that there are problems and the Committee in some of its previous studies discovered difficulties. It was, therefore, with a growing understanding of the significance of family class, and with confidence that Members would be able to contribute to solving the problems, that the Committee received this reference from the House.

Members have studied policies and procedures both within Canada, where family class reunification begins, and in 12 of 65 immigration posts abroad. The Committee decided that three teams of two Members would each travel to four posts abroad. In this fashion, a large selection of posts with a high volume of family class processing could be examined in a relatively short period. In March and April one team of Members visited Canada's posts in Hong Kong, Manila, Bangkok and London. Another team saw Warsaw, Delhi, Islamabad and Lisbon, while the third travelled to Mexico City, Kingston, Port of Spain, and Guatemala City.

The Committee Members would like to take this opportunity to inform the House that they were impressed with the motivation and professionalism of the immigration officers whom they met abroad. These officers, along with their families, sometimes encounter difficult situations and handle them with an adroitness which is a credit to Canada. Officers showed great depth of understanding of the cultural values of the societies in which they were posted. At the same time, their dedication to their jobs and to conscientiously applying Canada's immigration law was readily apparent.

Before the investigations began abroad, the Committee conducted a series of briefings with officials from the four government departments and agencies involved: Employment and Immigration, External Affairs, Health and Welfare, and the Canadian Security and Intelligence Service (CSIS). On its return, the Committee visited immigration offices in Toronto. Members were also impressed with the calibre of the staff at

## PRÉAMBULE: L'ÉTUDE DU COMITÉ

La réunification des familles a été et continuera d'être la pierre angulaire de la politique d'immigration du Canada. De l'avis du Comité, il s'agit de l'aspect le plus important et le plus délicat de notre politique, et il doit continuer d'en être ainsi. Depuis quelques années, les immigrants de la catégorie de la famille sont devenus la principale source d'immigration au Canada; un requérant sur deux obtient le statut d'immigrant reçu parce qu'un membre de sa famille immédiate vit au Canada.

Comme le nombre d'immigrants indépendants admissibles a considérablement diminué à cause des restrictions touchant le marché du travail annoncées en mai 1982, la plupart des candidats à l'immigration doivent emprunter la filière de la réunification des familles.

Étant donné l'importance de la réunification des familles, les demandes des immigrants de ce groupe sont traitées en priorité, au même titre que celles des réfugiés au sens de la Convention. Les plaintes formulées au sujet du mauvais fonctionnement du système doivent être prises au sérieux. Des députés représentant d'importantes circonscriptions urbaines ont appris de leurs électeurs qu'il y avait des problèmes, et le Comité a lui aussi fait cette constatation dans des études précédentes. Lorsque la Chambre lui a demandé d'étudier la question, le Comité était donc très conscient de l'importance de la catégorie de la famille et persuadé que ses membres pourraient contribuer à trouver des solutions au problème.

Les membres ont étudié les politiques et les pratiques appliquées au Canada, où commence la réunification des familles, ainsi que dans 12 des 65 missions canadiennes à l'étranger dotées d'un service d'immigration. Le Comité a décidé d'envoyer trois groupes de deux membres dans quatre missions chacun. Cette façon de procéder a permis de visiter en peu de temps de nombreuses missions où sont traitées beaucoup de demandes d'immigration de la catégorie de la famille. En mars et en avril, le premier groupe s'est rendu dans les missions du Canada à Hong Kong, à Manille, à Bangkok et à Londres. Le deuxième groupe s'est rendu à Varsovie, à Delhi, à Islamabad et à Lisbonne, et le troisième a visité les missions de Mexico, de Kingston, de Port of Spain et de Guatemala.

Les membres du Comité désirent saisir cette occasion pour informer la Chambre qu'ils ont été impressionnés par l'enthousiasme et le professionnalisme des agents d'immigration qu'ils ont rencontrés à l'étranger. Ces agents et leurs familles font parfois face à des difficultés qu'ils arrivent à surmonter avec habileté, ce qui rehausse l'image du Canada à l'étranger. Tous les agents comprennent et respectent les valeurs culturelles des populations auprès desquelles ils sont affectés. Les membres ont également pu constater qu'ils aiment leur travail et font respecter consciencieusement la législation canadienne sur l'immigration.

Avant le début de ces visites, le Comité a tenu des séances d'information avec les fonctionnaires des quatre ministères et organismes fédéraux intéressés: la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada (CEIC), le ministère des Affaires extérieures, le ministère de la Santé et du Bien-être social et le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS). Au retour des trois groupes, le Comité s'est rendu dans des



the Canada Immigration Centres (CICs). They too work under pressure and show commendable resourcefulness in handling large volumes of work.

The outcome of the Committee's study in Canada and abroad is the series of specific recommendations in this report. In addition, the Committee has identified a number of concerns which we would like to raise for further discussion and consideration. Some of these involve family class processing; others relate to different programs or procedures. Although time did not permit us to explore fully these other areas and reach definitive conclusions, these issues are nevertheless important and will be addressed in more detail at a future time by the Committee.

### WHAT CAUSES DELAY?

Family class immigration is based on statutory entitlement. Provided an immigrant falls within the specified categories of close family, and meets the other statutory requirements of good health and background required of all immigrants, he or she may be landed. Family class processing, therefore, could be viewed as a largely clerical exercise. But if this is so, why does the average family case take six to seven months just to process abroad (exclusive of the time required in Canada) and why do some cases drag on for several years or more?

The fact is that many family class cases are largely clerical and are processed quite rapidly, even from countries which have longer-than-average processing times. In other cases, complications may arise that lift the case out of the ambit of the merely clerical and can lead to delay. Later in this report, the Committee will make concrete recommendations that should speed processing of both straightforward and complicated cases. First, however, we would like to identify the primary causes of delay, for it is only in understanding the causes of problems that solutions can be found.

First of all, a distinction must be drawn between delay and normal processing requirements. Time must be allowed for mail to arrive, for people to travel, for medicals to be first undergone and then assessed, for background checks to be completed. Even if all documents are readily accessible, the interview waived and other requirements completed quickly, a visa may still take several months. In many countries, this may be inevitable and, unless there is an urgency to the case (as the Committee will suggest later there be for spouses and dependent children), should be no cause for complaint.

Some "delays" may be inherent in the foreign country where the processing takes place. Mail in certain countries may be extremely slow and unreliable yet it may be the only option in countries where most people do not have a telephone. Sufficient travelling time must be allowed to enable applicants to attend interviews. Medical facilities may be inadequate, leading to requests for repeat and additional testing. A number

bureaux d'immigration à Toronto. Les membres ont également noté avec satisfaction la qualité du personnel des centres d'immigration du Canada (CIC). Ces personnes travaillent elles aussi sous pression, et réussissent à traiter un nombre considérable de demandes.

Le présent rapport clôture les travaux du Comité au Canada et à l'étranger et contient des recommandations sur la réunification des familles. Le Comité souhaite également soulever d'autres questions aux fins d'examen futur; certaines d'entre elles concernent le traitement des demandes d'immigration de la catégorie de la famille, tandis que d'autres ont trait à divers programmes et à diverses pratiques. Le Comité n'a pas eu le temps d'approfondir toutes ces questions et de tirer des conclusions finales. Il les juge cependant importantes et les étudiera plus en détail à une date ultérieure.

### À QUOI LES RETARDS SONT-ILS ATTRIBUABLES?

L'immigration de membres de la catégorie de la famille est fondée sur les exigences de la Loi. Tous les requérants qui sont parrainés par un membre de leur famille immédiate et qui satisfont aux autres conditions prévues par la Loi, c'est-à-dire la bonne santé et les antécédents, peuvent être admis au Canada. Le traitement des demandes d'immigration de la catégorie de la famille peut donc être considéré comme un exercice en grande partie administratif. Alors pourquoi le traitement des demandes de cette catégorie prend-il en moyenne de six à sept mois, à l'étranger seulement (sans compter le temps requis au Canada), et pourquoi s'éternise-t-il parfois pendant plusieurs années?

La plupart des demandes d'immigration de la catégorie de la famille constituent une simple formalité et sont traitées assez rapidement, même dans les pays où les délais sont plus longs que la moyenne. Dans certains cas, cependant, il peut y avoir des complications susceptibles de causer des retards. Plus loin dans le présent rapport, le Comité fait des recommandations qui devraient accélérer le traitement des demandes, qu'elles soient simples ou complexes. Toutefois, il faut d'abord expliquer les principales causes de retard, car c'est uniquement si l'on comprend bien la cause d'un problème que l'on peut y trouver des solutions.

Premièrement, il faut établir une distinction entre un délai de traitement normal et un retard. Il faut en effet prévoir un certain temps pour que le courrier arrive, pour que les gens se déplacent, pour que des examens médicaux soient faits puis évalués, et pour que les antécédents des requérants soient vérifiés. Même si tous les documents sont faciles à trouver, si le requérant est dispensé de l'entrevue et si d'autres conditions sont rapidement remplies, la délivrance d'un visa peut prendre plusieurs mois. Dans bien des pays, ce délai est inévitable et, sauf s'il s'agit d'un cas urgent (le Comité propose plus loin de traiter de toute urgence les demandes des conjoints et des enfants à charge), il n'y a pas lieu de se plaindre.

Certains retards sont attribuables au pays où la demande est présentée. Le service postal y est parfois extrêmement lent et peu fiable, bien qu'il constitue souvent le seul moyen à la disposition de la plupart des gens, qui n'ont pas le téléphone. Il faut également que les requérants prennent le temps de se déplacer pour rencontrer un agent en entrevue. D'autre part, les installations médicales sont parfois déficientes, et il peut

of countries have exit controls, and applicants from those countries may wait several years or more for exit visas from their own governments and there is little we can do about that.

Other delays will occur in countries which do not have the kinds of documentation systems that we in Canada take for granted. Official birth, death, or marriage certificates may be difficult to obtain, if they exist at all. Not only must the documents be obtained, but they must be verified to the satisfaction of the visa officer. In some countries the demand for immigration is so great that misrepresentation of an age or relationship will often be attempted. There is no doubt that obtaining and verifying documents is time-consuming, yet the ages and relationships of family members must be established somehow if the entitlement provisions of the *Immigration Act* are to have any meaning at all.

It is tempting to look to the past for answers. In 1967 Canada landed, with fewer resources, two and one-half times as many immigrants as we did last year. If we did it then, why not now? Unfortunately, while the past may help in some respects, the world has changed in the interim. Our source countries of family class immigrants have shifted substantially from the developed to the developing world. The communication and documentation problems faced in developing countries are different from what they were in developed countries some 20 years ago.

Furthermore, the nature of immigration law itself has changed, reflecting changes in Canada in general. We are becoming more oriented to the importance of treating people fairly and in an unbiased and non-discriminatory manner. Appeals are more frequent. Procedures more and more must reflect Canada's standards, whether those procedures are implemented at home or abroad. The system has thus become more "technical," and this too takes time.

In addition, there are the pressures on some of our foreign posts that result from very high volumes of files which we are still handling manually. Inter-office movement of files is constant and time-consuming. The age of the computer is only beginning for Canadian immigration processing, with a pilot project in Hong Kong. Until it arrives in earnest, files will continue to be lost and routine tasks will continue to consume a disproportionate amount of time. Once a file has been delayed, inquiries begin to be made to the post, inquiries that in themselves take time to answer and thus further delay processing. Even in the absence of delay, numerous representations are made and consultations sought on certain kinds of cases. The time that staff must set aside for this purpose also means time away from other processing.

Delays also occur because demands on immigration staff often fluctuate seasonally. For example, posts with a heavy demand for visitor visas in the summer months will of necessity process immigrant applications more slowly during that period.

être nécessaire de faire d'autres tests. Enfin, de nombreux pays ont des mécanismes de contrôle de l'émigration, et leurs ressortissants doivent parfois attendre plusieurs années avant d'obtenir un visa de sortie; le Canada n'y peut pas grand-chose.

D'autres retards peuvent survenir dans des pays où il n'existe pas le genre de système de documentation que nous tenons pour acquis au Canada. Les certificats de naissance, de décès ou de mariage peuvent être difficiles à obtenir, lorsqu'ils existent, et ils doivent en plus être vérifiés à la satisfaction de l'agent des visas. Dans certains pays, le nombre de ressortissants désireux d'émigrer est si élevé que les requérants fournissent parfois de faux renseignements sur leur âge ou leur lien de parenté avec le parrain. Il ne fait aucun doute qu'il faut beaucoup de temps pour obtenir et vérifier ces documents, mais la vérification de l'âge et des liens de parenté des membres de la famille s'impose si l'on veut que soient respectées les conditions prévues par la *Loi sur l'immigration*.

Il est tentant de chercher des réponses dans le passé. En 1967, avec moins de ressources, le Canada a accordé le droit d'établissement à deux fois et demie plus d'immigrants que l'an dernier. Si nous l'avons fait alors, pourquoi n'en sommes-nous pas capables aujourd'hui? Malheureusement, bien que l'expérience passée puisse nous être utile à certains égards, le monde a changé depuis cette époque. Les immigrants de la catégorie de la famille viennent maintenant surtout de pays en développement, plutôt que de pays industrialisés comme c'était le cas auparavant. Les problèmes de communication et de documentation qui surgissent dans les pays en développement ne sont pas les mêmes que ceux rencontrés il y a vingt ans dans les pays industrialisés.

Par ailleurs, les principes reconnus dans la législation sur l'immigration ont changé eux aussi, reflétant l'évolution de la société canadienne en général. Nous sommes plus conscients de l'importance de traiter chacun avec justice, sans préjugés et sans discrimination. Les appels sont plus fréquents. Les pratiques en la matière reflètent de plus en plus les normes canadiennes, qu'elles soient appliquées au pays ou à l'étranger. Les formalités se sont donc multipliées, et cela aussi allonge les délais.

En outre, dans certaines de nos missions à l'étranger, les dossiers sont extrêmement nombreux et sont encore traités manuellement, circulant constamment entre les divers services de la mission; cela prend évidemment du temps. L'informatique vient tout juste de faire son entrée dans les services canadiens de l'immigration, dans le cadre d'un projet pilote à Hong Kong; tant qu'elle n'y sera pas bien implantée, on continuera à perdre des dossiers et à consacrer beaucoup trop d'heures à des tâches courantes. En outre, dès qu'il y a un léger retard, la mission commence à recevoir des demandes de renseignements, qui prennent elles-mêmes du temps et qui ralentissent encore le traitement des demandes. Même s'il n'y a pas de retard, certains types de demandes font l'objet de démarches et de consultations multiples, ce qui réduit aussi le temps consacré par le personnel aux autres activités de traitement.

Les retards sont également causés par la fluctuation saisonnière du nombre des demandes présentées aux agents d'immigration. Par exemple, dans les missions qui reçoivent de nombreuses demandes de visas de visiteur au cours des mois



Large numbers of farm workers from the Caribbean must be processed quickly, often in a matter of a few weeks. Disruptions also take place when staff are rotated. Large turnovers each summer mean that posts may be understaffed at that time; then they may work at less than full capacity while new officers gain familiarity with the post.

Increases in immigration levels, visitor visa demand, and entrepreneur levels, as well as changes in the point system, have led to a surge in workload, inquiries and applications in many posts. Dealing with these without additional resources means that the processing priority normally given to family class is not possible. (See section on Resource Allocation.)

Some delay may be attributable to individual applicants themselves. They may delay searching for documents or taking their medicals. Some may feel no urgency about the processing and take more time than necessary in order to set their affairs in order before they leave their country.

No discussion of family class processing, delay and streamlining would be complete without an examination of Canada Immigration Centres. The operation of our CICs can and does have an impact on processing time for family class applicants. The Committee investigated CICs and recommends a number of options to reduce delay here.

In Canada, delay can occur as soon as Canadians or permanent residents decide to sponsor their spouse, dependent children or relatives. Depending on the area of the country, it can take anywhere from a few days to a few weeks to obtain an interview with an immigration counsellor; for example, a recent survey showed it could take several weeks for an interview in Toronto, while in Calgary a sponsor can arrange an interview virtually the next day.

Once an interview has been completed, it can take time for the centres to process and verify the necessary documentation associated with sponsorship, which includes the application, financial forms, and proof of relationship. When an application has been accepted, it can take several weeks to get it from one CIC to another so that it can be put in a diplomatic bag or mailed to the appropriate post.

The cumulative effect of long processing times in Canada and abroad is that inquiries about the status of a case begin to flow into the CICs here in Canada. A frustrated sponsor who calls a CIC and is unable to obtain enough information will often turn to a Member of Parliament or the Minister's office for help. Time spent telexing a post for information and responding to inquiries means an officer's time must be diverted from processing. In addition, it is not unusual to have more than one representation on any one case.

d'été, le traitement des demandes d'immigration est nécessairement plus lent au cours de cette période. Par ailleurs, de très nombreuses demandes de travailleurs agricoles des Antilles doivent être traitées rapidement, souvent en quelques semaines. Enfin, tous les étés, il peut y avoir pénurie d'agents dans certaines missions à cause du roulement du personnel; durant la période d'adaptation des nouveaux agents, ces missions peuvent ne pas fonctionner à plein rendement.

Par suite des augmentations des niveaux d'immigration, du nombre de demandes de visas de visiteur et du nombre de personnes admissibles à titre d'entrepreneurs, ainsi que des changements apportés au système de points, beaucoup de missions ont dû faire face à un accroissement considérable de leur charge de travail et du nombre de demandes de renseignements et de demandes d'immigration qui leur sont adressées. En l'absence de ressources additionnelles, il n'est donc pas possible de traiter en priorité les demandes de la catégorie de la famille, comme c'est normalement l'usage. (Voir la section sur l'affectation des ressources.)

Enfin, les retards sont parfois attribuables aux requérants eux-mêmes, qui prennent trop de temps pour obtenir les documents exigés ou pour subir un examen médical. Certains ne se sentent pas pressés et prennent tout leur temps pour mettre leurs affaires en ordre avant de quitter leur pays.

Jusqu'à maintenant, il a été question du traitement des demandes de la catégorie de la famille, des retards et de la simplification du processus; on ne saurait toutefois passer sous silence les centres d'immigration du Canada, dont le fonctionnement influe sur le délai de traitement des demandes d'immigration de la catégorie de la famille. Le Comité s'est rendu dans plusieurs CIC et recommande diverses solutions qui permettraient d'accélérer le traitement des demandes.

Au Canada, des retards peuvent se produire dès qu'un citoyen canadien ou un résident permanent décide de parrainer son conjoint, un enfant à charge ou un parent. Selon la région du pays, il faut compter de quelques jours à plusieurs semaines pour obtenir un rendez-vous avec un conseiller en immigration. Il ressort d'un sondage effectué récemment qu'un parrain domicilié à Toronto doit patienter pendant plusieurs semaines avant de rencontrer un conseiller en immigration, tandis qu'un parrain domicilié à Calgary peut obtenir une entrevue du jour au lendemain.

Après l'entrevue, les centres doivent traiter et vérifier les documents exigés, qui comprennent la demande de parrainage, les formulaires sur la situation financière et une preuve de parenté. Il peut ensuite s'écouler plusieurs semaines avant que les demandes approuvées par un CIC parviennent à un autre CIC, qui les enverra par la valise diplomatique ou par la poste à la mission concernée.

À cause des longs délais de traitement au Canada et à l'étranger, les CIC reçoivent de multiples demandes de renseignements au sujet de l'état d'avancement des dossiers. Or, un parrain qui n'arrive pas à obtenir du CIC les renseignements qu'il désire s'adresse souvent à un député ou au cabinet de la Ministre. Il est bien évident que les agents doivent interrompre le traitement des demandes pour envoyer des télégrammes aux missions concernées ou répondre aux

Despite the many reasons why delay occurs, the Committee is optimistic that Canada can do better. There are many aspects to the process that Canada *can* control. Streamlining is possible. Innovative thinking is needed. The Committee believes that with the high calibre and motivation of the staff abroad and in Canada, our service to prospective immigrants and their sponsors in Canada will be significantly improved. It is with this belief that the Committee now turns to its specific observations and conclusions on family class processing.

### A NEW APPROACH TO PROCESSING

As noted previously, the Committee is concerned about the lengthy delays in processing family class applicants. In 1984, processing times for posts abroad averaged 232 days worldwide and that did not include the time it took a sponsor to arrange an interview in Canada and for the CIC to send the forms to the post abroad. When the sponsorship form arrives at the post, clerical staff send out an application form to the prospective immigrant. The immigrant then collects the necessary documents and returns them with the application form so that the actual processing can begin.

The Committee believes that fundamental changes must take place if those delays are to be decreased. The system of processing we propose will not only speed processing; more importantly, it will enhance the importance of the family class as the cornerstone of Canada's immigration policy.

Today, an individual who approaches a CIC with the intent of sponsoring a relative from abroad is given a package containing the sponsorship form, a financial evaluation form and an interview date. The current practice at CICs is to conduct a personal interview with each and every potential sponsor. During the interview, the financial resources of the sponsor are evaluated, the sponsorship form is reviewed and some counselling given if needed. There is no doubt that this interview process is both time-consuming and a major cause of delay.

Although the Committee understands the reasons why the CICs feel it important to interview all sponsors, we do not think it is essential in every case. In a number of cases, documents are adequate, financial evaluations straightforward and the need for counselling minimal. The Committee sees no reason why immigration officers could not pre-screen applications to assess the need for an interview. In clear-cut cases, the interview should not be held. If some minor information is needed, sponsors should be contacted by phone. For those cases that proceed to interview, pre-screening could also help to pinpoint problem areas, and thus make the subsequent interview more efficient.

demandes de renseignements. En outre, il n'est pas rare qu'il reçoivent plus d'une demande de renseignements par dossier.

Cependant, quelles que soient les causes de retards, le Comité est convaincu que le Canada peut faire mieux. Oui, nous avons notre mot à dire sur de nombreux aspects du processus; oui, nous pouvons le simplifier. Il suffit d'un peu de créativité. Le Comité estime que la haute qualité et l'enthousiasme du personnel, ici et à l'étranger, permettront d'améliorer considérablement nos services aux candidats immigrants et à leurs parrains au Canada. C'est dans cette optique que le Comité voudrait maintenant faire part de ses observations et de ses conclusions précises sur le traitement des demandes d'immigration de la catégorie de la famille.

### RÉVISION DU MODE DE TRAITEMENT

Comme nous l'avons déjà souligné, le Comité est préoccupé par les longs délais de traitement des demandes d'immigration de la catégorie de la famille. En 1984, ces délais étaient de 232 jours en moyenne, pour toutes les missions canadiennes à l'étranger, ce qui n'incluait même pas le temps requis pour que le parrain obtienne une entrevue au Canada et que le CIC envoie ensuite les formulaires nécessaires à la mission concernée. Lorsque le personnel de la mission a reçu confirmation de l'existence d'un parrain, il envoie un formulaire de demande au candidat à l'immigration. Celui-ci recueille les documents nécessaires et les renvoie avec le formulaire. C'est alors seulement que commence véritablement le traitement de la demande d'immigration.

Le Comité estime qu'il faut modifier ce processus en profondeur pour raccourcir les délais. Le mode de traitement que nous proposons permettra non seulement d'accélérer le processus, mais surtout de réaffirmer que la catégorie de la famille constitue la pierre angulaire de la politique canadienne d'immigration.

À l'heure actuelle, toute personne qui s'adresse à un CIC afin de parrainer un membre de sa famille se trouvant à l'étranger reçoit une trousse contenant un formulaire de parrainage, un formulaire d'évaluation financière et une lettre fixant une date d'entrevue. Le personnel des CIC fait subir une entrevue à tous les parrains éventuels, afin d'évaluer les ressources financières de ces derniers, d'étudier le formulaire de parrainage et de donner des conseils au besoin. Il ne fait aucun doute que ces entrevues prennent du temps et contribuent pour beaucoup à la longueur des délais de traitement.

Le Comité comprend bien pourquoi les CIC jugent important d'interviewer tous les parrains, mais nous ne croyons pas que ce soit toujours essentiel. Dans un certain nombre de cas, en effet, les documents sont suffisants, les évaluations financières sont claires, et les parrains n'ont pas besoin de nombreux conseils. Le Comité ne voit donc pas pourquoi les agents d'immigration ne pourraient pas trier les demandes pour déterminer s'il est vraiment nécessaire de tenir une entrevue dans les cas simples, les parrains pourraient en être dispensés et les agents pourraient communiquer avec eux par téléphone s'ils avaient besoin de renseignements d'importance secondaire. Par ailleurs, dans les cas où il devrait y avoir une entrevue, cette sélection préliminaire pourrait permettre de déceler les problèmes, ce qui augmenterait l'efficacité de l'entrevue.



Following the interview, the Committee proposes that the sponsor be given a family class package containing information and all the forms necessary to enable the immigrant to present a complete file to the post. Currently, this material is only available from the post abroad following receipt of a sponsorship application and frequently it is handed out in stages.

The package would contain general instructions for the immigrant, information on how to validate the relationship, an application form, a medical form, and a list of Designated Medical Practitioners. Sponsors can then mail or otherwise deliver the package to their relatives. The CIC would also send the sponsorship form and other relevant information to the appropriate post.

Once applicants abroad receive the package from the sponsor, they would proceed to collect the necessary documentation. They would arrange a medical examination. When a complete file is assembled, applicants would submit it to the post and then an interview with a visa officer could be scheduled.

Where post facilities permit, applicants should also have the option of picking up the kit at the embassy in countries where mails are slow or non-existent or where the applicants would prefer to proceed that way. The Committee sees no reason why sponsors could not, where feasible, phone or telegraph applicants and tell them to go to the post and pick up the immigration package.

When the post receives the completed package, officers would then proceed with verification and the security checks. Streamlining in this area (see section on Security) should also decrease processing times.

Some cases will no doubt continue to be processed slowly as visa officers may delay making a decision on a difficult case for a variety of reasons. While this is understandable, perhaps there should be a cut-off date at which point a negative or positive decision must be taken. The Committee recommends that External Affairs consider such a step. We suggest a cut-off time of six weeks for spouses and dependants and 12 weeks for all others.

The Committee feels that these changes would give the sponsor in Canada and the applicant overseas better control over processing and would facilitate the work of the CICs and the posts abroad. These proposals, coupled with others which follow, would make processing of family class applicants easier and, in some cases, cut two to three months from the long, often drawn-out, process that currently exists.

**RECOMMENDATIONS**

- 1. In family class cases where documents are adequate, financial evaluations straightforward and the need for counselling minimal, sponsorship interviews in Canada should be waived.
- 2. Sponsors should be permitted to obtain a complete family class immigration package in Canada to send to their relatives abroad.

Le Comité propose en outre que l'on donne au parrain, après l'entrevue, une trousse de la catégorie de la famille contenant des renseignements et tous les formulaires dont l'immigrant a besoin pour présenter un dossier complet à la mission. À l'heure actuelle, ces documents ne sont distribués par la mission canadienne à l'étranger qu'après réception de la demande de parrainage et rarement en une seule fois.

Cette trousse comprendrait des instructions générales pour le requérant, des renseignements sur le mode de vérification des liens de parenté, un formulaire de demande d'immigration, un formulaire d'examen médical et une liste de médecins désignés. Le parrain pourrait alors l'envoyer, par la poste ou autrement, au membre de sa famille se trouvant à l'étranger. De son côté, le CIC enverrait le formulaire de parrainage et d'autres renseignements pertinents à la mission canadienne concernée.

Après avoir reçu la trousse envoyée par son parrain, le requérant pourrait recueillir la documentation nécessaire et prendre rendez-vous pour subir un examen médical. Une fois qu'il aurait rempli toutes les formalités, il pourrait transmettre son dossier à la mission et prendre rendez-vous avec un agent des visas.

Dans certains pays, le requérant pourrait également passer prendre sa trousse à l'ambassade, s'il habite dans un endroit où la poste est lente ou inexistante, ou, tout simplement, s'il préfère procéder ainsi. Le Comité ne voit pas pourquoi un parrain ne pourrait pas, quand c'est possible, téléphoner ou téléphoner au requérant pour lui dire de se rendre à la mission pour y prendre livraison de sa trousse.

Lorsque la mission aurait en main toute la documentation requise, ses agents procéderaient aux vérifications et aux contrôles de sécurité nécessaires. La simplification dans ce domaine (voir le chapitre sur la sécurité) devrait également contribuer à réduire les délais de traitement des demandes.

Dans certains cas, le traitement des demandes continuera sans aucun doute à se faire lentement car les agents des visas voudront, pour diverses raisons, attendre avant de prendre une décision. Cette attitude est compréhensible, mais il y aurait peut-être lieu de fixer une date limite. Le Comité recommande au ministère des Affaires extérieures d'envisager cette possibilité. Il propose de prévoir un délai de six semaines dans le cas des conjoints et des personnes à charge et de douze semaines dans tous les autres cas.

Le Comité estime que ces changements permettraient au parrain, au Canada, et au requérant, à l'étranger, de participer davantage au processus; ils faciliteraient en outre le travail des CIC et des missions à l'étranger. Ces propositions, associées à celles qui suivent, faciliteraient le traitement des demandes de la catégorie de la famille et, dans certains cas, réduiraient de deux à trois mois les délais actuels, souvent exagérément longs.

**RECOMMANDATIONS**

- 1. Les parrains de requérants qui ont fourni tous les documents exigés, dont la situation financière est facile à évaluer et qui n'ont guère besoin de conseils devraient être exemptés de l'entrevue au Canada.
- 2. Les parrains devraient pouvoir obtenir au Canada une trousse d'immigration complète qu'ils enverraient ensuite aux membres de leur famille à l'étranger.

3. Applicants should be permitted to pick up a complete family class package at posts abroad.
4. Following receipt of a complete file, a visa officer should be required to make a decision within six weeks for spouses and dependent children and 12 weeks in all other family class cases.

#### MEMBERSHIP AND PRIORITIES IN THE FAMILY CLASS

As the cornerstone of Canada's immigration policy, the family class, along with refugees seeking resettlement, is required by the regulations to receive priority in processing. Yet it was clear to the Committee that this does not always occur. As a result, reunification is often delayed.

If the family class were reorganized and prioritized, the Committee believes that speedier reunification of the highest priority cases could occur. It would also give posts doing mainly family class a way to structure their work.

The Committee recommends that the existing family class and assisted relative classes should be reorganized into three groups. The first group would continue to be called the family class, would receive the highest priority, but would itself be subdivided into three priorities.

##### A. Family Class

###### 1. Spouses and Dependent Children

The Committee thinks that spouses and dependent children should be the first priority in family class processing. Often, lengthy delays are occurring for a group of people for whom speed should be of the essence on humanitarian and compassionate grounds. Once the complete files are brought to the post, the Committee sees no reason why it should take more than six weeks to process these people and allow them to join their sponsor in Canada.

The situation of spouses abroad became an anomaly in our immigration system once the policy decision was taken to process routinely this group from within Canada. It may be that we are in a transition stage at the present time and that in the future, fewer and fewer spouses will be processed abroad. Perhaps the latter should be given Minister's Permits and processed entirely in Canada as they would be if they were able to apply from within Canada in the first place. In any event, the government should attempt to minimize the stress of separation by doing all it can to expedite processing for this group.

###### 2. Orphans, Adoptive Children and Widowed Parents

The second priority within the revised family class should go to another group of people who deserve processing quickly on humanitarian grounds. We therefore recommend that orphaned children, children under 13 intended for adoption, and widowed parents (with or without dependent children)

3. Les requérants devraient pouvoir se procurer une trousse d'immigration complète dans les missions à l'étranger.
4. Après avoir reçu un dossier en règle, les agents des visas devraient être tenus de rendre une décision dans un délai de six semaines dans le cas des conjoints et des personnes à charge, et de douze semaines dans tous les autres cas de la catégorie de la famille.

#### MEMBRES DE LA CATÉGORIE DE LA FAMILLE ET PRIORITÉS

Comme la politique d'immigration du Canada vise avant tout la réunification des familles et l'accueil des réfugiés, le Règlement prévoit que les demandes par lesquelles on cherche à atteindre cet objectif doivent être traitées en priorité. Or, le Comité s'est bien rendu compte que ce n'est pas toujours le cas. En conséquence, la réunification des familles est souvent retardée.

Si la catégorie de la famille était réorganisée et que la priorité lui fût accordée, la réunification des familles serait plus rapide dans les cas les plus pressants. En outre, cette façon de procéder permettrait aux missions qui s'occupent surtout de demandes de la catégorie de la famille de structurer leur travail.

Le Comité recommande que la catégorie de la famille et celle des parents aidés soient réorganisées en trois groupes. Le premier continuerait d'être appelé catégorie de la famille, aurait la priorité, mais serait lui-même subdivisé en trois sous-catégories.

##### A. Catégorie de la famille

###### 1. Conjoints et enfants à charge

Le Comité estime que les conjoints et les enfants à charge doivent passer en premier dans le traitement des demandes de la catégorie de la famille. Souvent, des gens dont le cas devrait être examiné rapidement pour des raisons d'ordre humanitaire doivent attendre très longtemps. Une fois que les dossiers complets sont déposés à la mission, le Comité ne voit pas pourquoi il faudrait plus de six semaines pour traiter les demandes et permettre aux requérants de rejoindre leur parrain au Canada.

La situation des conjoints à l'étranger est devenue une anomalie dans notre système d'immigration depuis qu'il a été décidé de traiter les demandes de ce groupe au Canada. Cela tient peut-être au fait que nous sommes dans une période de transition et qu'à l'avenir, de moins en moins de demandes de conjoints seront traitées à l'étranger. On pourrait peut-être accorder aux conjoints un permis du Ministre et traiter leurs demandes entièrement au Canada, comme ce serait le cas s'ils avaient le droit de les présenter au Canada. De toute façon, le gouvernement devrait s'efforcer de réduire le plus possible le stress de la séparation en faisant tout en son pouvoir pour accélérer le traitement des demandes de ce groupe.

###### 2. Orphelins, enfants adoptifs et parents veufs

Dans la nouvelle catégorie de la famille, la deuxième place devrait aller à un autre groupe de personnes dont le cas mérite d'être traité rapidement pour des raisons d'ordre humanitaire. Nous recommandons par conséquent que les orphelins, les enfants de moins de 13 ans devant être adoptés et les parents



should receive second priority in order to reunite them as quickly as possible with their sponsor.

### 3. Parents Without Dependents, and Fiance(e)s

The third priority should go to parents and grandparents without dependent children. Because parents often need time to settle their affairs in their country and must make arrangements for sale of their home or business, it is appropriate to give them a lower priority than the previous two groups.

The Committee is concerned that a considerable number of parents are unable to be reunited with their family on medical grounds. Because of the importance of family class, the Committee believes there should be a mechanism to allow them to proceed to Canada under certain conditions. This is addressed in the section on medical processing.

Into this third group, with the same priority as parents without dependants, the Committee would place fiancé(e)s. The Committee does not feel that priority processing is as pressing a need for this group as it is for spouses, and we recognize that there is a need to examine carefully the bona fides of the parties. Entry should continue to be on a visa conditional upon marriage within 90 days.

## B. Assisted Family Class

It will be noted that parents *with* dependent children have not been included in the re-designed family class. The Committee proposes to create a new class—assisted family class—for these individuals. The Committee thinks that because parents with dependants will presumably be entering the Canadian labour force, they should be assessed accordingly. In recognition of the fact that they have close family in Canada, however, the Committee recommends that this assisted family class be awarded more points than are currently awarded for assisted relatives, thereby reflecting the fact that close family in Canada can provide social, cultural, psychological and economic support that is of major assistance in the successful adaptation of immigrants. Consideration could also be given to providing extra points if both individuals of a married couple have relatives in Canada.

The drawback to the point system is that if occupational demand points are set at zero, as they were in 1982, few applicants in this category will be successful. The Committee does not think that this result is appropriate for the assisted family class. We therefore propose that the government draft revised criteria for this class which would award points for occupational preparation or other labour market considerations such that if immigration based on occupational demand is as severely curtailed in the future as it was in the past, this class would be unaffected.

The Committee also recommends that further recognition of the importance of close family be given by removing brothers and sisters from their present location in the assisted relative category and placing them in the category of assisted family. Because we feel that brothers and sisters have closer family

veufs (avec ou sans enfants à charge) viennent en deuxième lieu dans l'ordre de priorité, de sorte qu'ils puissent être réunis le plus vite possible avec leur parrain.

### 3. Parents sans personne à charge et fiancés

Les parents et grands-parents sans personne à charge devraient passer au troisième rang. Comme les parents ont souvent besoin de régler leurs affaires dans leur pays et de prendre des mesures pour la vente de leur maison ou de leur entreprise, il convient de leur donner une moins grande priorité qu'aux deux groupes précédents.

Le Comité craint qu'un grand nombre de parents soient empêchés de rejoindre leur famille pour des motifs d'ordre médical. En raison de l'importance de la catégorie de la famille, le Comité estime qu'il conviendrait d'établir un mécanisme leur permettant de venir au Canada à certaines conditions. Cette question a été étudiée dans la section portant sur les formalités médicales.

Dans ce troisième groupe, avec la même priorité que les parents sans personne à charge, le Comité placerait les fiancés. Le Comité ne pense pas qu'il est aussi pressant d'accélérer le traitement pour ce groupe que pour les conjoints, et il admet qu'il est nécessaire de vérifier soigneusement la bonne foi des parties. L'admission devrait continuer à être autorisée par visa à la condition que le mariage ait lieu dans les 90 jours.

## B. Catégorie de la famille aidée

Il convient de noter que les parents *ayant* des enfants à charge ne figurent pas dans la nouvelle catégorie de la famille. Le Comité propose de créer pour ces personnes une nouvelle catégorie — la catégorie de la famille aidée. Comme les parents ayant des enfants à charge vont sans doute entrer sur le marché du travail au Canada, le Comité estime que leur cas doit être évalué en conséquence. Cependant, ces personnes ayant de la proche famille au Canada, le Comité recommande qu'on accorde davantage de points à la catégorie de la famille aidée qu'on en donne actuellement aux parents aidés; en effet, les proches parents déjà établis au Canada peuvent fournir aux immigrants un soutien social, culturel, psychologique et économique propre à faciliter grandement leur adaptation au pays. Il conviendrait également d'envisager d'accorder des points supplémentaires si les conjoints ont tous deux de la famille au Canada.

Le défaut du système de points réside dans le fait que si les points accordés pour la profession sont fixés à zéro, comme c'était le cas en 1982, très peu de requérants de cette catégorie seront admis. Le Comité ne croit pas que ce résultat convienne à la catégorie de la famille aidée. Nous proposons en conséquence que le gouvernement élabore des critères révisés pour cette catégorie afin d'accorder aux requérants des points pour leur profession ou pour d'autres considérations relatives au marché du travail, de façon que si l'immigration fondée sur la demande de main-d'oeuvre était un jour aussi réduite qu'elle l'a été dans le passé, cette catégorie n'en souffre pas.

Le Comité recommande également que l'on tienne davantage compte de l'importance de la proche famille en transférant les frères et les sœurs de la catégorie des parents aidés à la catégorie de la famille aidée. Les frères et sœurs ayant des liens familiaux plus étroits avec leur parrain que, par exemple,

ties with their sponsors than, for example, uncles, aunts, nieces and nephews, they should be therefore awarded more points. If a new category is created as recommended, then, of course, it is clear that non-dependent children should also be moved from the assisted relative category into this new class as well.

### C. Assisted Relatives

The third class would be the assisted relative class as it is now, minus those located in the new assisted family class (siblings, children). This class would therefore be composed of uncles, aunts, nieces, nephews and grandchildren. Flowing from the assertion of the importance of family, the Committee believes that assisted relatives may merit additional points than are currently awarded. The Committee plans to review the entire point system and this issue will be studied at that time.

### Dependency

The Committee has concerns about the concepts of age and dependency. It appears to us that the age of dependency, now 21 years, may be re-examined in view of the equality provisions in the *Charter of Rights and Freedoms* prohibiting discrimination on the basis of age. The Committee is, however, mindful of the fact that should the age be changed, true hardship could result. We therefore recommend that the question of *actual* dependency be introduced into the Act. This should cover the situation of a son or daughter financially dependent on the parents. It should also cover cases of dependency by reason of mental or physical disability (not sufficiently serious to warrant medical refusal). Thus, while the age of presumed dependency might have to be changed, the concept of actual dependency should apply, regardless of age.

The Committee firmly believes that if the present sponsorship classes were to be re-designed in the manner described above, priority could be given to those who need it most and the system put on a more rational footing than it is at present.

### RECOMMENDATIONS

5. The present family and assisted relative classes should be reorganized into family class, assisted family class, and assisted relatives.
6. Family class should contain spouses and dependants (first priority); orphans, adoptive children and widowed parents (second priority); and parents without dependants, and fiancé(e)s (third priority).
7. The assisted family class should consist of parents with dependants, siblings, and non-dependent children.
8. Assisted family class applicants should be assessed on a modified point system. Extra points should be awarded for close family, and employability should be assessed such that applicants would be unaffected should occupational demand points be set at zero as they were in 1982.

des oncles, des tantes, des nièces et des neveux, il convient de leur accorder davantage de points. Si une nouvelle catégorie est créée, comme nous le recommandons, il faudrait évidemment faire passer les enfants non à charge de la catégorie des parents aidés à cette nouvelle catégorie.

### C. Parents aidés

La troisième catégorie serait la catégorie actuelle des parents aidés, moins les personnes incluses dans la nouvelle catégorie de la famille aidée (frères et sœurs et enfants). Elle comprendrait donc les oncles, les tantes, les nièces, les neveux, et les petits-enfants. Compte tenu de l'importance accordée à la famille, le Comité croit que les parents aidés pourraient obtenir plus de points qu'on leur en accorde à l'heure actuelle. Le Comité étudiera cette question dans le cadre de l'examen global du système de points qu'il prévoit effectuer ultérieurement.

### Statut de personne à charge

Le Comité est préoccupé par les notions d'âge limite et de personne à charge. Il nous semble en effet que l'âge limite des personnes à charge, actuellement fixé à 21 ans, pourrait être réexaminé à la lumière des dispositions sur l'égalité de la *Charte des droits et libertés*, qui interdisent la discrimination fondée sur l'âge. Le Comité reconnaît cependant que si l'âge limite devait être modifié, il pourrait en résulter de véritables difficultés pour les intéressés. Nous recommandons donc que la notion de charge réelle soit introduite dans la Loi. Cette notion devrait s'appliquer aux enfants financièrement à la charge de leur parents, ainsi qu'aux personnes qui sont à charge en raison d'un handicap mental ou physique (qui n'est pas suffisamment grave pour justifier un refus pour des motifs médicaux). Ainsi, même s'il se peut qu'on doive modifier l'âge en deçà duquel on présume que la personne est à charge, la notion de charge réelle devrait s'appliquer, indépendamment de l'âge de la personne.

Le Comité est convaincu que si les catégories actuelles étaient restructurées de la façon décrite ci-dessus, on pourrait donner la priorité à ceux qui en ont le plus besoin et fonder le système sur une base plus rationnelle.

### RECOMMENDATIONS

5. Les catégories actuelles de la famille et des parents aidés devraient être restructurées en trois catégories: catégorie de la famille, catégorie de la famille aidée, et catégorie des parents aidés.
6. La catégorie de la famille devrait englober les conjoints et les personnes à charge (priorité no 1); les orphelins, les enfants adoptifs et les parents veufs (priorité no 2); et les parents sans personne à charge et les fiancés (priorité no 3).
7. La catégorie de la famille aidée devrait comprendre les parents ayant des personnes à charge, les frères et sœurs et les enfants non à charge.
8. Les demandes des requérants appartenant à la catégorie de la famille aidée devraient être étudiées en fonction d'un système de points modifié. Des points additionnels devraient être accordés pour la proche famille, et il conviendrait de tenir compte des possibilités d'emploi des requérants, pour qu'ils ne soient pas touchés si les



9. The assisted relative class should include uncles, aunts, nieces, nephews and grandchildren.

10. The concept of actual dependency should be introduced into the Act.

### SPONSORSHIPS

The Committee has a number of concerns about the present structure of sponsorships. We feel that they should become more meaningful, should be enforced, and should be for shorter periods of time.

#### The Importance of Sponsorships

The Committee is concerned that not enough emphasis is placed on the legal obligations of sponsors. For example, no separate information regarding sponsorship duties is included in the package the sponsor receives. These duties should be explained in clear, simple language before the sponsor even applies and they should be reinforced during the interview. It is not sufficient merely to point out the commitment on the sponsorship form and request the sponsor to sign it.

With regard to the commitment itself, the Committee recommends that it be made a separate legal document distinct from the purely factual information contained on the rest of the sponsorship application form. Consideration should also be given to redesigning the commitment to make it simple and enforceable. The Committee suggests that if the sponsored immigrant requires public assistance during the time period specified (most often three years), then the sponsor must reimburse the government that pays out the assistance. This would be a simple, clear undertaking that could and should be enforced whenever the sponsor has the means to repay.

#### Duration of Sponsorships

For family class, the maximum period of time which can be stipulated for sponsorships is 10 years and immigration officers are instructed by the Manual to assess the length of time of probable dependency of the immigrant(s) and pick a figure accordingly. In practice, 10 years is almost invariably chosen. The Committee feels that arbitrarily choosing such a long time period is unreasonable and therefore unenforceable. We therefore recommend that all sponsorships should last for no more than three years, the time at which a permanent resident becomes eligible for Canadian citizenship.

#### Joint Sponsorships

At the present time, only one person, the appropriate relative of the immigrant, can legally be the sponsor of the latter and only the sponsor's immediate household income can be used for the purposes of financial evaluation. The Committee proposes that the financial undertaking should be able to be signed by two or more people or households or by church or community groups much in the same way as refugees are sponsored now. It is hoped that this change would encourage

points accordés pour la demande de main-d'oeuvre étaient fixés à zéro, comme ils l'ont été en 1982.

9. La catégorie des parents aidés devrait comprendre les oncles, les tantes, les nièces, les neveux et les petits-enfants.

10. Il conviendrait d'introduire dans la Loi la notion de charge réelle.

### PARRAINAGE

Le Comité aimerait voir modifier certains aspects de la structure actuelle du parrainage; nous pensons qu'il faudrait insister davantage sur l'importance de ce mécanisme et sur le respect des obligations qui en découlent, et le ramener à une période plus courte.

#### Importance du parrainage

Le Comité estime qu'on n'insiste pas assez sur les obligations juridiques des parrains. Par exemple, la trousse fournie à ces derniers ne contient aucune information précise sur leurs obligations. Celles-ci devraient être expliquées en langage clair et simple avant même que le parrain présente sa demande, et devraient être répétées au cours de l'entrevue. Il ne suffit pas de les énumérer sur le formulaire de parrainage et de demander au parrain de signer ce formulaire.

En ce qui concerne l'engagement lui-même, le Comité recommande qu'il fasse l'objet d'un document juridique distinct des renseignements purement factuels contenus dans le reste du formulaire de parrainage. Il faudrait également songer à modifier les termes de cet engagement afin qu'il soit simple et puisse être honoré. Le Comité est d'avis que si l'immigrant parrainé a besoin d'aide sociale au cours de la période prévue (le plus souvent, trois ans), le parrain devrait alors être tenu de rembourser le gouvernement qui accorde l'aide. Il s'agirait d'un engagement simple et clair que le parrain devrait honorer s'il en a les moyens financiers.

#### Durée du parrainage

Dans le cas des immigrants de la catégorie de la famille, la durée maximale du parrainage est de dix ans. Selon le Guide, les agents d'immigration doivent évaluer pendant combien de temps les immigrants risquent d'être à la charge de leur parrain et fixer une date en conséquence. En pratique, les agents d'immigration optent presque toujours pour une période de dix ans. Le Comité juge que ce choix arbitraire d'une période aussi longue n'est pas raisonnable et, partant, que les parrains risquent de ne pouvoir s'y conformer; il recommande par conséquent que le parrainage ne dure pas plus de trois ans, dans tous les cas, puisque les résidents permanents peuvent alors demander la citoyenneté canadienne.

#### Parrainage par plusieurs personnes

À l'heure actuelle, la loi porte que le requérant ne peut être parrainé que par une seule personne, qui lui est unie par les liens de parenté prescrits; l'évaluation financière est fondée uniquement sur le revenu du ménage de cette personne. Le Comité propose plutôt que l'engagement financier puisse être signé par plusieurs personnes ou ménages ou par des groupes religieux ou communautaires, comme c'est le cas actuellement pour les réfugiés. Ce changement devrait favoriser la participa-

wider family and community participation and responsibility and could result in faster adaptation to Canada. Such multiple sponsorships would also provide taxpayers with a more secure sense that they will not have to pay out public assistance to recent arrivals.

### Sponsorship Default

It also seems clear that where sponsors are in default of a current undertaking, they should not be eligible to sponsor. This is the law currently and we see no need for change.

### Misrepresentation

The Committee would like to add one further prohibition to the one described in the previous section. It has come to our attention that, at times, either a sponsor, an immigrant or both together, will deliberately misrepresent material facts for the purpose of obtaining landed status in Canada. Such misrepresentation could occur regarding the age of children or parents, the marital status of family members, or the exact nature of relationships. Sponsors are not now precluded from future sponsorships even if it can be shown that they have misrepresented the facts on prior applications, either as sponsors or immigrants.

The Committee feels that deception should not be "rewarded" in this manner, although we do not want to preclude all future sponsorships. We therefore suggest a time period of at least five years of ineligibility would be appropriate. This warning should appear on all application forms.

Canada is an open and humane country and we wish it to remain so, but our policies should not be seen as an invitation to gain entry fraudulently. The Committee is mindful of the fact that much stronger penalties are available for serious cases of fraud or material misrepresentation (section 27(1)(e) of the *Immigration Act*). We are concerned that these provisions in the law have not been sufficiently enforced and may have lost their deterrent value for those few people who choose to abuse our system.

### Financial Evaluation

In connection with the financial evaluation of sponsors, the Committee is aware of a certain lack of communication between officers at home and those abroad. Currently, the financial evaluation form is filled out in Canada and *not* sent to the post which will be processing the immigrant's application. In clear-cut cases where the sponsor's resources are substantial this poses no problem; in borderline cases, however, it hinders the visa officer abroad from making a decision based on the complete financial picture. The Committee therefore recommends that a copy of the financial evaluation form and all other relevant financial information be sent abroad in all sponsorship cases.

tion des familles et de la communauté et accroître leurs responsabilités, et pourrait permettre aux immigrants de s'adapter plus rapidement à la vie canadienne. En outre, les contribuables seraient plus rassurés du fait qu'ils n'auraient pas à accorder une aide sociale à de nouveaux arrivants.

### Rupture de parrainage

Il semble clair également que toute personne qui refuse de s'acquitter de ses obligations ne devrait pas pouvoir parrainer d'autres immigrants. C'est ce que prévoit la loi actuelle, et nous ne voyons pas pourquoi cela devrait changer.

### Faussees déclarations

Le Comité voudrait ajouter une autre restriction à celle qu'il vient de formuler. Nous nous sommes rendu compte que, dans certains cas, le parrain ou l'immigrant fournissent délibérément des renseignements erronés afin de faire accorder à un immigrant le droit d'établissement au Canada. Ces fausses déclarations peuvent porter sur l'âge des enfants ou des parents, l'état matrimonial des requérants de la catégorie de la famille ou la nature exacte de leurs liens de parenté avec le parrain. À l'heure actuelle, rien n'empêche une personne de parrainer d'autres immigrants même s'il a été prouvé qu'elle a donné de faux renseignements lors de demandes précédentes, qu'elle ait été à ce moment-là parrain ou requérant.

Le Comité estime qu'il ne faudrait pas récompenser ainsi la fraude, même si nous ne voulons pas pour autant interdire tout parrainage ultérieur. Nous suggérons par conséquent que la personne en faute soit empêchée de parrainer un requérant pendant au moins cinq ans. Un avertissement à ce sujet devrait figurer dans tous les formulaires de demande.

Le Canada est un pays ouvert et animé de sentiments humanitaires et il désire le demeurer; cependant, il ne faudrait pas que nos politiques soient considérées comme encourageant quiconque à entrer frauduleusement au pays. Le Comité est conscient que des peines beaucoup plus sévères peuvent être appliquées dans les cas graves de fraude ou de présentation inexacte de faits importants (alinéa 27(1)e) de la *Loi sur l'immigration*). Nous craignons que ces dispositions de la Loi n'aient pas été appliquées assez strictement et qu'elles aient perdu leur effet dissuasif sur les rares personnes qui choisissent d'abuser de notre système.

### Évaluation financière

En ce qui concerne l'évaluation de la situation financière des parrains, le Comité s'est rendu compte que la communication est déficiente entre les agents des services d'immigration au Canada et ceux qui travaillent à l'étranger. À l'heure actuelle, le formulaire d'évaluation financière est rempli au Canada et *n'est pas* envoyé à la mission qui traitera la demande. Dans les cas simples, où les ressources du parrain sont suffisantes, cette pratique ne pose aucun problème. Cependant, dans les cas limites, les agents des visas à l'étranger doivent prendre leur décision sans connaître vraiment la situation financière du parrain. Le Comité recommande par conséquent qu'une copie du formulaire d'évaluation financière et tous les autres renseignements pertinents soient envoyés dans les missions à l'étranger dans tous les cas de parrainage.



A thorny problem has come to the Committee's attention regarding settlement arrangements for spouses and dependent children. Although all sponsors must sign an undertaking, and fill out the financial evaluation form, sponsors of spouses and dependent children are exempted by the regulations from having to satisfy an immigration officer of their ability to fulfill the undertaking. This might imply that spouses and dependants have a right of entry *regardless* of financial circumstances, even if the sponsor is receiving public assistance.

From the visa officer's point of view at the post, however, the financial situation for spouses and dependent children is relevant. The visa officer must apply the provisions of section 19(1)(b) of the Immigration Act which states that the following class of persons shall not be admissible to Canada:

(b) persons who there are reasonable grounds to believe are or will be unable or unwilling to support themselves and those persons who are dependent on them for care and support, except persons who have satisfied an immigration officer that adequate arrangements have been made for their care and support;

The visa officer, then, must be satisfied either that adequate arrangements for care and support have been made *or* that the immigrants will be able to support themselves. The visa officer may learn through the interview abroad that the sponsor is receiving social assistance, or struggling financially, but, without the financial evaluation form, has no facts on which to rely. A series of telexes to the CIC often follows during which details of the settlement arrangements are obtained.

Elimination of this time-consuming process will be possible if the Committee's previous recommendation that all financial evaluations be forwarded to the post is accepted. But what decision should the visa officer make if the sponsor of a spouse or dependant is receiving public assistance or employed at a low-paying job? Section 19(1)(b) seems to require that, unless the applicants can support themselves, they must be refused. Some refusals on this basis have been upheld by the Immigration Appeal Board.

The Committee is concerned that some deserving families might not be reunited as a result of the interpretation of section 19(1)(b) of the Act. We are particularly concerned that it not be applied to individuals who, although they may be having financial difficulties and low incomes, are holding jobs and maintaining their independence. We should never consider keeping apart spouses and children who wish to be reunited because their sponsors have lower than average incomes.

### Provincial Role

For sponsors who receive public assistance and may be unable to fulfill their undertakings, a refusal may be justified

Le Comité a pris connaissance d'une question épineuse concernant les dispositions prises pour l'établissement des conjoints et des enfants à charge. Bien que tous les parrains doivent signer une offre de parrainage et remplir un formulaire d'évaluation financière, ceux qui désirent faire venir un conjoint ou des enfants à charge sont exemptés de l'application de la règle exigeant qu'ils convainquent l'agent d'immigration de leur aptitude à respecter leurs obligations. Cette exception pourrait laisser croire que les conjoints et les personnes à charge ont le droit d'entrer au Canada *quelle que soit* la situation financière de leur parrain, même si celui-ci reçoit par exemple de l'aide sociale.

Pourtant, la situation financière des personnes qui parrainent un conjoint ou des enfants à charge a effectivement de l'importance aux yeux des agents des visas travaillant dans les missions à l'étranger. En effet, ces agents doivent appliquer les dispositions de l'alinéa 19(1) b) de la *Loi sur l'immigration*, qui précise que les personnes suivantes ne sont pas admissibles au Canada:

b) les personnes au sujet desquelles il existe de bonnes raisons de croire qu'elles ne peuvent, ne veulent, ne pourront ou ne voudront subvenir ni à leurs besoins ni à ceux des personnes à leur charge, à l'exception de celles qui ont établi à la satisfaction d'un agent d'immigration que des mesures adéquates ont été prises pour assurer leur soutien.

Les agents des visas doivent donc être certains que des mesures satisfaisantes sont été prises pour assurer le soutien des requérants ou que ces derniers pourront l'assurer eux-mêmes. Ils peuvent apprendre au cours de l'entrevue à l'étranger qu'un parrain touche de l'aide sociale ou qu'il est en difficulté financière, mais ils ne peuvent fonder leur décision sur des faits précis s'ils ne disposent pas du formulaire d'évaluation financière. Ils doivent donc souvent envoyer des télex au CIC afin d'obtenir des détails sur les dispositions prises pour l'établissement des requérants.

Il serait possible de supprimer ces formalités très longues si, conformément à la recommandation précédente du Comité, tous les formulaires d'évaluation financière étaient envoyés aux missions à l'étranger. Cependant, que devrait décider l'agent des visas si le parrain d'un conjoint ou d'une personne à charge touche de l'aide sociale ou occupe un poste peu rémunéré? Il semble que, selon l'alinéa 19(1)(b), ces demandes doivent être rejetées, à moins que les requérants puissent assurer leur propre subsistance. La Commission d'appel de l'immigration a d'ailleurs confirmé certaines décisions en ce sens.

Le Comité craint toutefois que certaines familles qui mériteraient d'être réunies ne puissent l'être à cause de cette interprétation de l'alinéa 19(1)(b) de la Loi. Nous tenons particulièrement à ce que cette disposition ne soit pas appliquée à des personnes qui, même si elles connaissent des difficultés financières et gagnent un revenu peu élevé, occupent un emploi et assurent leur propre subsistance. Il ne faudrait jamais songer à prolonger la séparation de familles qui souhaitent être réunies, simplement parce que le parrain gagne un salaire inférieur à la moyenne.

### Rôle des provinces

Un refus peut cependant se justifier dans certains cas, lorsque les parrains reçoivent de l'aide sociale et sont incapables

in some cases. But the Committee would like to propose a mechanism which might serve to mitigate the harshness of automatic refusals. There could well be cases where the interests of the family as a whole would be best served by permitting the immigrant(s) to come forward. This assessment can best be made by the provincial social worker in Canada already familiar with the family situation.

The Committee therefore recommends that cases of public assistance should be referred to the provincial welfare authorities for their opinion. We suggest that such referrals should be made prior to any involvement of the post abroad. With this information, the visa officer can make a more informed decision.

The Committee feels that the financial evaluation of spouses and dependent children should be clarified and limited. We would prefer that officers abroad refuse on 19(1)(b) grounds only those cases about which the provinces had doubts and only if the immigrants were clearly unable or unwilling to support themselves.

#### RECOMMENDATIONS

11. The significance of sponsorships should be emphasized to sponsors by more information and by redesigning the financial commitment as a separate legal document.
12. Governments should take legal action to recover money paid to sponsored landed immigrants when a sponsorship has been breached.
13. Family class sponsorships should last for a maximum of three years.
14. Joint, church and community group financial sponsorships should be available.
15. Sponsors who are currently in default of an undertaking should not be permitted to sponsor other immigrants.
16. Misrepresentation of material facts by a sponsor or immigrant should preclude future sponsorships for at least five years. This warning should appear on all application forms.
17. All financial evaluation forms should accompany the sponsorship application to the post abroad.
18. Where a sponsor of a spouse and/or dependent children is receiving public assistance, the application should be referred to provincial welfare authorities for consideration. Their opinion should assist the visa officer in making a decision.
19. A post should not refuse the application of a spouse and/or dependent children where the sponsor is employed.

bles de respecter leurs engagements. Le Comité aimerait cependant proposer un mécanisme qui permettrait peut-être d'adoucir les refus d'office. Il existe sûrement des cas où il serait dans l'intérêt de la famille de permettre aux requérants de s'établir au Canada. C'est le travailleur social provincial au Canada, qui connaît déjà la situation de la famille, qui serait le mieux placé pour prendre cette décision.

Le Comité recommande par conséquent que chaque demande émanant d'un parrain qui bénéficie de l'aide sociale soit transmise aux autorités provinciales responsables des programmes sociaux, et ce, avant toute intervention de la mission à l'étranger. Au moyen des renseignements qu'il pourra ainsi obtenir, l'agent des visas sera plus en mesure de prendre une décision en connaissance de cause.

Le Comité estime que les dispositions concernant l'évaluation financière des conjoints et des enfants à charge devraient être à la fois clarifiées et limitées. Nous jugerions préférable que les agents à l'étranger ne puissent rejeter des demandes, en invoquant les dispositions de l'alinéa 19(1)b), que dans les cas où la province concernée a exprimé des doutes et où les requérants sont clairement incapables d'assurer leur propre subsistance ou ne veulent pas le faire.

#### RECOMMENDATIONS

11. Il faudrait souligner aux parrains l'importance du parrainage, en leur fournissant davantage de services d'information et en leur faisant signer un engagement financier dont les termes seraient modifiés et qui ferait l'objet d'un document juridique distinct.
12. Les gouvernements devraient prendre des mesures judiciaires pour recouvrer les fonds versés aux immigrants qui ont reçu le droit d'établissement mais dont le parrain n'a pas respecté ses obligations.
13. Le parrainage des immigrants de la catégorie de la famille ne devrait pas durer plus de trois ans.
14. Il faudrait autoriser le parrainage financier par plusieurs personnes, ou encore par des groupes religieux ou communautaires.
15. Les parrains qui ne respectent pas leurs obligations ne devraient pas être autorisés à parrainer d'autres immigrants.
16. Aucun parrain ou immigrant qui fournit des renseignements erronés ne devrait être autorisé à présenter une demande de parrainage pendant au moins cinq ans. Un avertissement à ce sujet devrait figurer dans tous les formulaires de demande.
17. Tous les formulaires d'évaluation financière devraient être envoyés aux missions à l'étranger avec les demandes de parrainage.
18. Lorsque la personne qui parraine un conjoint ou des enfants à charge touche de l'aide sociale, sa demande devrait être soumise aux autorités provinciales responsables des programmes sociaux, dont l'avis devrait aider l'agent des visas à prendre sa décision.
19. Les missions ne devraient pas rejeter la demande d'immigration d'un conjoint ou d'enfants à charge lorsque le parrain a un emploi.



## MEDICAL PROCESSING

A major part of immigration processing is the medical examination required of all immigrants. These medical assessments are performed by local doctors abroad chosen by Canadian Health and Welfare officials. These Designated Medical Practitioners (DMPs) conduct the examinations, arrange for the necessary tests, and complete the Health and Welfare forms. The tests and forms are then sent to Ottawa or one of 14 Canadian doctors stationed at posts abroad. After reviewing the file, the Canadian doctor then decides whether an applicant is admissible, inadmissible, needs surveillance once admitted to Canada, or should have further tests.

While abroad, the Committee talked with a number of Canadian and local doctors. The Committee also toured some of the clinics used for the treatment of embassy staff as well as the "mini-clinics" set up several years ago in selected areas of the world where health standards are inadequate.

It is clear to the Committee that some delays in processing family class immigrants are attributable to medical processing. For example, it takes time for reports to travel from a local doctor to a Canadian Health and Welfare doctor at a post. If an applicant is refused because of a significant medical problem or cost to Canada's health or social services, a second doctor must concur in the first doctor's report. This means that forms must often be mailed back to Ottawa or to another post.

Delay can also occur when additional tests are needed or at various times of the year when the processing of large numbers of farm workers or visitors takes precedence over family class applicants. The various travel demands of the doctors can be yet another cause for delay, as they must frequently travel long distances to visit local doctors. Finally, delays are caused by the myriad of forms which must be filled out.

### Designated Medical Practitioners (DMPs)

The bulk of medical processing is done by the local doctor, known as the Designated Medical Practitioner (DMP). Numbering about 1,000 worldwide, DMPs are chosen on the basis of their expertise and high standards in conducting medical examinations. The Committee found few complaints with the quality of their work. Health and Welfare doctors visit the DMPs to discuss procedures and ensure the availability of medical supplies. If the work of the DMPs is found not to be up to Canadian standards, they are removed from the roster.

As a result of its assessment of the high quality of DMPs, the Committee felt strongly that better use should be made of them wherever possible, perhaps beginning on a pilot project basis. It is an anomaly in our system that the DMPs, who actually examine the immigrants, are not permitted to make any recommendations. DMPs are not even permitted to

## FORMALITÉS MÉDICALES

L'examen médical que doivent subir tous les requérants représente un aspect important des formalités d'immigration. Ce sont des médecins locaux choisis par des représentants du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social du Canada qui font passer les examens et les tests nécessaires et qui remplissent les formulaires de ce ministère. Les résultats des tests et les formulaires sont ensuite envoyés à Ottawa ou à l'un des quatorze médecins canadiens affectés à des missions à l'étranger. Après avoir examiné le dossier, le médecin canadien décide si le requérant est admissible ou non au Canada, s'il devra être surveillé une fois admis au Canada, ou s'il devrait subir d'autres tests.

Pendant son séjour à l'étranger, le Comité s'est entretenu avec des médecins canadiens et des médecins locaux. Il a également visité quelques-unes des cliniques de santé réservées au personnel d'ambassade, de même que les «mini-cliniques» établies il y a plusieurs années dans des régions données où les normes de santé laissent à désirer.

Le Comité s'est rendu compte que certains retards dans le traitement de demandes d'immigrants de la catégorie de la famille sont attribuables aux formalités médicales. Par exemple, les rapports prennent du temps à être acheminés d'un médecin local à un médecin du Ministère affecté à une mission du Canada. Si la demande d'un requérant est rejetée parce que ce dernier a un grave problème de santé ou que son admission serait onéreuse pour les services de santé ou les services sociaux du Canada, un second médecin doit corroborer le rapport du premier. Il arrive donc souvent que des formulaires doivent être renvoyés à Ottawa ou à une autre mission.

Des retards peuvent également se produire lorsque des tests supplémentaires s'imposent ou encore, à diverses périodes de l'année, lorsque l'étude du cas d'un grand nombre de travailleurs agricoles ou de visiteurs a la priorité sur l'examen des demandes des requérants de la catégorie de la famille. Les divers déplacements imposés aux médecins, qui sont souvent appelés à parcourir de longues distances pour se rendre chez les médecins locaux, peuvent être une autre cause de retards. Enfin, la foule de formulaires à remplir ralentit également le processus.

### Médecins désignés (MD)

La majeure partie des formalités médicales sont remplies par le médecin local, appelé médecin désigné (MD). Les MD, qui sont un millier dans le monde, sont choisis pour leur compétence et pour les normes élevées qu'ils appliquent lorsqu'ils font subir des examens médicaux. Le Comité a constaté qu'on se plaignait fort peu de la qualité de leur travail. Les médecins du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social rendent visite aux MD pour s'entretenir avec eux des méthodes à suivre et s'assurer qu'ils disposent des fournitures médicales nécessaires. Les MD qui ne répondent pas aux normes canadiennes sont radiés.

Ayant déterminé que les MD étaient très compétents, le Comité a estimé qu'on devrait faire un meilleur usage de leurs services, partout où cela est possible, en commençant peut-être par établir un projet pilote à cet égard. Notre régime présente une anomalie en ce sens que les MD, qui sont ceux qui examinent les requérants, ne sont autorisés à formuler aucune

request further information or give treatment. Instead, they must send a form to a Health and Welfare doctor, who does not see the immigrant, but who makes the final decision on admissibility or inadmissibility.

The Committee thinks that the DMPs should be asked to make judgments and should have the responsibility of recommending approval of straightforward cases which present no chronic problems. It seems a misuse of resources to request Health and Welfare doctors to review this type of case. If DMPs were given increased responsibility for ordering tests or requesting further information, the Committee feels that the time required for medical processing could be considerably decreased, except in those few countries where the use of DMPs may not be possible.

The Committee also feels strongly that Health and Welfare should place its emphasis on the training, monitoring and assessment of the DMPs' work. Regular training programs for DMPs should be conducted by our doctors stationed in Ottawa or in a few selected areas around the world.

The Committee recommends that an audit system of the DMPs be established and should be an important part of the revised medical processing system. This audit system should be devised by Health and Welfare to review the quality of the DMPs' work and to ensure that Canada's standards are being met.

### Health and Welfare Forms

The amount of paperwork required to complete a medical can cause considerable delay. When the DMP sends the medical report, X-rays and test results to the post, the Health and Welfare doctor examines the package, makes a decision, and then selects from a number of forms. One form is selected if the applicant is in good health. Another form is used if the applicant has a health or social services problem not serious enough to bar entry. A third form is used if the applicant is inadmissible and it is sent to Ottawa, another doctor at the post or a zone director in the region for concurrence in the refusal.

The Committee notes that there is unnecessary clerical work and retyping of information in the processing of these forms. We therefore recommend these forms used to summarize the immigrant's medical classification be consolidated from the three currently in use into one form to be filled out by the DMP.

This modified form should contain four sections:

1. The applicant is in good health with no acute or chronic conditions of concern.
2. The applicant had an acute illness or communicable disease, temporary in nature, that has been treated by the DMP. If treatment is not available, the DMP writes

recommandation. Ils ne sont même pas habilités à demander des renseignements supplémentaires ou à administrer des traitements. Au lieu de cela, ils doivent faire parvenir un formulaire au médecin du Ministère, qui ne voit pas le requérant, mais qui prend tout de même la décision définitive sur son admissibilité au Canada.

Le Comité estime que les MD devraient être invités à se prononcer sur les cas simples de personnes exemptes de tout problème chronique et être chargés d'en recommander l'approbation. Il semble qu'on gaspille les ressources en demandant à des médecins du Ministère de se pencher sur des cas de ce genre. Le Comité estime que si les MD pouvaient ordonner l'administration de tests ou demander des renseignements complémentaires, il faudrait beaucoup moins de temps pour remplir les formalités médicales, sauf dans les quelques rares pays où il n'est peut-être pas possible de recourir à des MD.

Le Comité est également d'avis que le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social devrait insister sur la formation, la surveillance et l'évaluation des MD. Nos médecins affectés à Ottawa ou dans quelques régions données devraient diriger des programmes de formation régulière à l'intention des MD.

Le Comité recommande d'instaurer un mécanisme de vérification du travail des MD, qui constituerait un aspect important des formalités médicales révisées. Ce mécanisme devrait être conçu par le Ministère et viserait à examiner la qualité du travail des MD et à assurer le respect des normes établies au Canada.

### Formulaires du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social

La quantité de documents à remplir pour satisfaire aux formalités médicales peut causer des retards considérables. Lorsque le MD envoie à la mission le rapport médical, les radiographies et les résultats des tests, le médecin du Ministère examine le tout, prend une décision, puis fait un choix parmi plusieurs formulaires. Il en choisit un si le requérant est en bonne santé, et un autre si le requérant a un problème de santé qui n'est pas assez grave ou s'il requiert des services sociaux qui ne sont pas assez coûteux pour interdire son admission au Canada. Si le requérant est inadmissible, le médecin choisit un troisième formulaire qui est envoyé à Ottawa, à un autre médecin de la mission ou à un directeur de zone dans la région, qui doit corroborer le rejet de la demande.

Le Comité note qu'on se livre inutilement à du travail de bureau et de dactylographie lorsqu'on traite ces formulaires. Nous recommandons donc que les trois formulaires utilisés actuellement pour aviser le Ministère de l'état de santé du requérant soient réunis en un seul, qui sera rempli par le MD.

Ce nouveau formulaire devrait renfermer quatre sections, dont il faudrait choisir celle qui correspond au diagnostic:

1. Le requérant est en bonne santé et n'a aucun problème de santé grave ou chronique.
2. Le requérant a été atteint d'une maladie grave ou transmissible, de nature temporaire, qui a été traitée par le MD. Si un traitement n'est pas disponible, le MD



a comment and recommends treatment and surveillance in Canada.

3. The applicant has a chronic medical condition, with potential medical cost implications, such as high blood pressure or renal problems. The DMP should note whether the condition is of current or future concern.
4. The applicant has a chronic medical condition, with potential social cost implications, such as retardation or deafness. Again, the DMP would note whether the problem is of current or future concern. Problems noted in sections 3 and 4 could be submitted to Ottawa for a decision as described in the next section.

Once the applicant has arrived in Canada, the provincial health system should monitor the immigrant's health for about one year. If a significant health condition occurs which should have been noted by the DMP (for example, active tuberculosis), it should be reported to Health and Welfare and form part of its audit of the DMP who conducted the examination.

### Provincial Role

Currently, about two per cent of family class applicants are refused because of costs, current or expected, to Canada's health or social services. Long delays are associated with these cases, even though they are often ultimately reunited with their family in Canada by Minister's Permit on humanitarian or compassionate grounds.

Following a refusal on medical grounds, a visa officer will, if the case warrants, make the humanitarian and compassionate recommendation to the provincial CIC. In most provinces, the CIC consults with the provincial health authorities before authorizing the Permit.

The Committee would like to recommend that the Minister of State for Immigration convene consultations with the appropriate provincial authorities regarding the possibility of extending this practice to all cases which might be refused on medical or social cost grounds. This might be a better way of ensuring more equal consideration for all applicants. The Committee recognizes that processing times for this small segment of applicants would increase; however, we feel these people, who would be refused outright under the current system, could only benefit from such a change.

The actual power of refusal would remain with the immigration authorities upon receipt of a DMP's report related to categories 3 and 4 described above after consultation with the provincial medical authorities. The Committee would propose a continuation of the requirement for at least two medical officers to agree before a refusal on medical grounds could be made. The first signature would be a provincial medical

rédige un commentaire et recommande que le requérant soit traité et surveillé au Canada.

3. Le requérant a un problème chronique de santé qui pourrait entraîner des frais médicaux, par exemple, il souffre d'hypertension ou de troubles rénaux. Le MD devrait indiquer s'il faut s'occuper du problème immédiatement ou plus tard.
4. Le requérant a des problèmes de santé chroniques qui pourraient entraîner des frais médicaux; il souffre par exemple de déficience mentale ou de surdité. Là encore, le MD indiquerait s'il faut s'occuper du problème immédiatement ou plus tard.

Les problèmes notés aux sections 3 et 4 devraient être soumis à Ottawa, où l'on prendra une décision conformément aux dispositions décrites dans la partie qui suit. Une fois le requérant arrivé au Canada, les autorités médicales de la province où il s'installe devraient surveiller son état de santé pendant environ un an. Si l'on découvre qu'il a un grave problème de santé (par exemple, une tuberculose active) que le MD aurait dû relever, il faudrait le signaler au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, qui devrait en tenir compte dans sa vérification du travail du MD qui a fait subir l'examen.

### Rôle des provinces

À l'heure actuelle, environ 2 p. 100 des requérants de la catégorie de la famille se voient refuser l'admission au Canada en raison des coûts actuels ou prévus qu'il faudrait imputer aux services de santé ou aux services sociaux du pays. De longs retards se produisent dans ces cas, même s'il arrive souvent que les requérants soient finalement réunis avec leur famille au Canada, grâce à un permis du Ministre autorisant leur admission pour des motifs d'ordre humanitaire.

Ainsi, à la suite du rejet d'une demande pour des raisons médicales, un agent des visas fait auprès du CIC de la province une recommandation pour des motifs d'ordre humanitaire, si le cas le justifie. Dans la plupart des provinces, le CIC consulte les autorités médicales de la province avant d'autoriser la délivrance du permis.

Le Comité recommande que le ministre d'État (Immigration) consulte les autorités provinciales compétentes afin de déterminer s'il serait possible d'étendre cette pratique à toutes les demandes susceptibles d'être rejetées pour des raisons médicales ou parce qu'elles entraîneraient des coûts sociaux trop élevés. Cela diminuerait le pouvoir discrétionnaire actuel de l'agent des visas et permettrait d'étudier tous les cas sans distinction. Le Comité reconnaît que l'étude de ce faible pourcentage de cas serait plus longue, mais il estime que ces personnes, dont la demande serait autrement rejetée d'office aux termes du régime actuel, ne pourraient que tirer profit de cette modification.

Le pouvoir réel de rejeter une demande incomberait toujours aux autorités de l'immigration, sur réception d'un rapport portant sur les points 3 et 4 décrits plus haut, après consultation des autorités médicales de la province. Le Comité propose que l'on continue de demander au moins à deux agents médicaux de s'entendre sur le rejet d'une demande pour des raisons médicales. La première signature apparaissant sur le

authority authorized by Health and Welfare for this purpose. The second signature could be either another provincial doctor or a Health and Welfare doctor at headquarters in Ottawa.

Under the system being proposed here, the Health and Welfare doctors currently posted abroad would not be making decisions on the medical admissibility or inadmissibility of individuals. This would free them for the training, supervision and audit functions relating to DMPs.

The Committee feels strongly that Health and Welfare Canada should continue to set guidelines and standards to guide the provinces, the DMPs and Canada's 65 posts abroad in making their decisions. As well, we feel the Immigration Medical Review Board should continue to advise on policy matters.

### Medical Validity

Currently, the validity of a medical examination for most countries is seven months, with a further five-month extension possible, for a combined 12-month validity. Because of other processing delays, often the initial medical expires before the case is completed. The applicant must then undergo a second examination, extending processing time even further.

The present relatively short period of validity may reflect a concern about infectious diseases and a perceived threat to the health and safety of Canadians. Our investigations in family class have led the Committee to conclude that the emphasis should be on chronic medical conditions with potential medical or social cost implications. For this reason, a longer period of validity is justified.

The Committee therefore recommends that all medicals be valid for 12 months, with a further extension of up to 12 months if necessary. Further, we feel that this period should be automatically extended if the delays in processing are the fault of the system and not the applicant.

### Long-Term Visitors

The Committee is aware that quite often medical problems are the only obstacles to the reunification of parents with their children in Canada. It is clear to the Committee that Canada does have a legitimate interest in protecting its health care system from excessive financial demands. However, it also seems unfortunate to us that no mechanism now exists whereby parents who would agree to remain responsible for their own health care costs could be admitted to Canada to join their family.

Currently, there is a system by which visitors who would like to come to Canada for medical treatment are permitted to do so upon acceptance by the province and upon the provision of acceptable financial guarantees. The Committee thinks that

formulaire de rejet de la demande serait celle d'un représentant des autorités médicales de la province, agréé par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. La seconde pourrait être celle d'un autre médecin de la province ou d'un médecin de l'administration centrale du Ministère, à Ottawa.

Les médecins du Ministère actuellement affectés à l'étranger ne prendraient pas de décisions sur l'admissibilité de requérants. Ils auraient ainsi plus de temps pour former et surveiller les MD et vérifier leur travail.

Le Comité croit fermement que le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social devrait continuer d'établir des lignes directrices et des normes visant à aider les provinces, les MD et les soixante-cinq missions canadiennes à l'étranger à prendre des décisions. En outre, nous estimons que le Comité d'étude des résultats de l'examen médical de l'Immigration devrait continuer d'offrir ses conseils sur les problèmes concernant la politique à appliquer.

### Durée de validité de l'examen médical

À l'heure actuelle, pour la plupart des pays, la durée de validité d'un examen médical est de sept mois, période qui peut être prolongée de cinq mois, pour un total de douze mois. À cause d'autres retards dans l'étude des demandes, il arrive souvent que le premier examen médical ne soit plus valide avant même la fin de l'étude du cas. Le requérant doit alors subir un second examen, ce qui retarde davantage l'étude de son dossier.

La durée actuelle de validité de l'examen médical, qui est assez courte, tient peut-être au fait qu'on craint les maladies infectieuses et qu'on estime que la santé et la sécurité des Canadiens sont menacées. Les études de cas de la catégorie de la famille que le Comité a menées l'ont porté à conclure qu'il faudrait insister sur les problèmes de santé chroniques qui risquent d'entraîner des coûts médicaux ou sociaux. C'est la raison pour laquelle une période de validité plus longue est justifiée.

Le Comité recommande donc que tous les examens médicaux soient valides pendant douze mois, et que leur période de validité puisse être prolongée de douze autres mois au besoin. En outre, nous estimons que cette période devrait être prolongée d'office si des retards sont attribuables au régime et non au requérant.

### Visiteurs à long terme

Le Comité est conscient que les problèmes de santé constituent très souvent les seuls obstacles à la réunion de parents et de leurs enfants au Canada. De toute évidence, il est légitime que le Canada cherche à protéger son régime des soins de santé contre des charges financières excessives. Toutefois, nous estimons également déplorable qu'il n'existe à l'heure actuelle aucun mécanisme selon lequel les parents qui accepteraient d'assumer leurs propres frais médicaux pourraient être admis au Canada pour être réunis avec leur famille.

Il existe actuellement un mécanisme selon lequel les visiteurs qui le souhaitent peuvent venir au Canada pour y subir des traitements médicaux si les autorités de la province où ils désirent séjourner y consentent et s'ils peuvent fournir



there should be a similar mechanism for those wishing to stay in Canada on a permanent basis.

The Committee is uncertain as to the best method of achieving this goal. One option the government might explore is the creation of a new status of long-term visitor. Applicants in this category could be admitted upon proof of membership in a private health insurance plan or sufficient assets to cover reasonable health costs.

### Post Clinics

Most posts have small clinics that are used for the treatment of staff and their families. Operated by either a Health and Welfare doctor or a nurse practitioner, the clinics provide treatment, test water in Canadian embassy homes, and coordinate fluoridation and immunizations. Canadians abroad feel more comfortable with having their own medical personnel on site to provide for their needs and those of their families. They feel morale would suffer if this service were not provided.

The Committee is sympathetic to this view but does not feel that our mandate includes assessment of these clinics. We do, however, recommend that External Affairs and Health and Welfare maintain the quality of care available should a doctor not be posted abroad to perform these functions.

### Health and Welfare Standards

Although the Committee has recommended that present Health and Welfare guidelines be continued, we are concerned about a perception that the guidelines are too stringent and not currently available to the public. Singled out for criticism are standards used to diagnose cases of suspected tuberculosis or mental or physical disabilities. Lengthy delays often result while repeat X-rays or tests are ordered. Currently, if a decision results in a refusal, often the applicant is nevertheless given landed status in Canada on humanitarian or compassionate grounds.

We note that similar concerns have been expressed in other reports. The Committee on Equality Rights, for example, recommended that a less rigorous assessment be made for family class applicants, especially elderly parents and children. The Committee, however, does not feel qualified to assess the guidelines currently in use. But, because of the large number of concerns, we recommend that our Committee and members of the Standing Committee on National Health and Welfare meet with the Immigration Medical Review Board at an early date.

des garanties financières acceptables. Le Comité estime qu'il faudrait instaurer un mécanisme analogue pour ceux qui désirent séjourner en permanence au Canada.

Le Comité ne sait pas exactement quelle est la meilleure méthode à adopter à cette fin. Le gouvernement pourrait étudier entre autres la possibilité de créer une nouvelle catégorie, celle des visiteurs à long terme. Les requérants de cette catégorie pourraient être admis au Canada après avoir prouvé qu'ils adhèrent à un régime privé d'assurance-maladie ou qu'ils disposent des moyens financiers voulus pour assumer des frais médicaux raisonnables.

### Cliniques dans les missions

La plupart des missions possèdent de petites cliniques réservées aux employés de la mission et à leur famille. Ces cliniques sont dirigées par un médecin du Ministère ou par une infirmière qui dispense des traitements, vérifie la qualité de l'eau dans les résidences des ambassadeurs du Canada et coordonne les traitements au fluor et l'administration de vaccins. Les Canadiens à l'étranger se sentent plus à l'aise lorsqu'ils disposent de leur propre personnel médical pour satisfaire à leurs besoins médicaux et à ceux de leur famille. Ils estiment que si ce service n'était pas offert, leur moral en souffrirait.

Le Comité s'associe à cette opinion, mais est d'avis que son mandat ne lui permet pas d'évaluer la qualité de ces cliniques. Nous recommandons toutefois que le ministère des Affaires extérieures et le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social maintiennent la qualité des soins offerts si des médecins n'étaient pas affectés à l'étranger pour les dispenser.

### Normes du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social

Le Comité a recommandé de conserver les lignes directrices établies actuellement par le Ministère, mais cela ne l'empêche pas d'avoir des préoccupations à cet égard, car beaucoup de gens estiment que ces lignes directrices sont trop rigoureuses et que le public ne peut, à l'heure actuelle, en prendre connaissance. On critique surtout les normes utilisées pour diagnostiquer les cas où l'on soupçonne la tuberculose, ou encore des déficiences mentales ou physiques. De longs retards résultent souvent du fait qu'une nouvelle série de radiographies ou de tests est ordonnée. À l'heure actuelle, lorsqu'une décision est négative, il arrive fréquemment que le requérant obtienne néanmoins le droit d'établissement au Canada, pour des raisons d'ordre humanitaire.

Nous remarquons que des préoccupations analogues ont été exprimées dans d'autres rapports. Le Comité sur les droits à l'égalité, par exemple, a recommandé qu'on fasse une évaluation moins rigoureuse des demandes des requérants de la catégorie de la famille, notamment des parents âgés et des enfants. Toutefois, notre Comité ne se sent pas qualifié pour évaluer les lignes directrices actuellement en vigueur. Cependant, en raison du grand nombre de personnes qui nous ont exposé leurs préoccupations, nous recommandons que notre Comité et des membres du Comité permanent de la santé nationale et du bien-être social se réunissent d'ici peu avec le Comité d'étude des résultats de l'examen médical de l'Immigration.

### Non-Accompanying Dependants

As currently written, Canada's law requires that all dependants of an applicant, whether accompanying the applicant to Canada or not, must undergo a medical examination. The assumption behind this regulation is that the applicant, once in Canada, will then sponsor the dependants remaining behind. It is felt that to refuse at that point on medical grounds would be inhumane.

In some countries the extra medicals do not pose a problem other than the fact that unnecessary examinations must be scrutinized by a Canadian doctor and additional expense incurred by the applicant. In other countries, however, this requirement is resulting in refusals. For example, the Committee observed several cases in which a spouse of a Canadian had a dependant living apart, sometimes a long distance away. Problems arose when the dependant could not be reached or the dependant's new family would not allow the medical to be taken, either because of the cost or tension between the families.

The Committee does not agree that the assumption behind the regulation is necessarily correct and feels it can lead to hardship. We recommend that only the dependants actually accompanying the applicant to Canada be medically examined.

### RECOMMENDATIONS

20. Designated Medical Practitioners (DMPs) should be given increased responsibility for ordering tests and for recommending approval of straightforward cases which present no chronic problems.
21. Canada's Health and Welfare doctors now stationed at posts abroad should audit, monitor and assess the work of the DMPs, and coordinate regular training programs for these doctors.
22. An audit system of the DMPs' work should be devised by Health and Welfare Canada to ensure that medicals taken abroad are in accordance with Canada's standards and guidelines.
23. The number of forms used to summarize an immigrant's medical classification should be consolidated into one form, to be completed by the DMP.
24. The Minister of State for Immigration should convene consultations with the appropriate provincial authorities regarding the possibility of having all medical refusals automatically referred to the provincial CIC for consideration. The CIC would continue to consult with provincial health authorities before a final decision is made.
25. The validity of a medical examination should be extended to 12 months, with a further extension of up to 12 months possible. This period should be automatically extended if delays in processing are the fault of the process and not the applicant.

### Personnes à charge qui n'accompagnent pas le requérant

Selon la loi actuelle, toutes les personnes à la charge d'un requérant, qu'elles l'accompagnent ou non au Canada, doivent subir un examen médical. On part ainsi du principe qu'une fois arrivé au Canada, le requérant parrainera les personnes à sa charge qui sont restées à l'étranger. Certains estiment qu'à ce stade, il serait inhumain de refuser l'admission de ces personnes pour des raisons médicales.

Dans certains pays, les examens médicaux supplémentaires ne posent aucun problème, si ce n'est qu'un médecin canadien doit étudier des examens inutiles et que le requérant doit engager des dépenses supplémentaires. Dans d'autres pays, cependant, cette exigence occasionne le rejet de demandes. Par exemple, le Comité a observé plusieurs cas où le conjoint d'un Canadien avait à sa charge une personne qui demeurerait ailleurs, parfois dans une région éloignée. Des problèmes surgissaient lorsqu'on ne pouvait rejoindre la personne à charge ou que la nouvelle famille de cette dernière refusait qu'elle subisse un examen médical, en raison des frais à engager ou de tensions entre les deux familles.

Selon le Comité, le principe qui sous-tend le Règlement n'est pas nécessairement valable; en fait, il risque de causer des problèmes émotionnels. Nous recommandons donc que seules les personnes à charge qui accompagnent le requérant au Canada subissent des examens médicaux.

### RECOMMANDATIONS

20. Les médecins désignés (MD) devraient se voir conférer une responsabilité accrue et pouvoir ordonner l'administration de tests et recommander l'approbation des cas simples de personnes exemptes de tout problème chronique.
21. Les médecins du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social actuellement affectés à des missions à l'étranger devraient vérifier, surveiller et évaluer le travail des MD, ainsi que coordonner des programmes de formation régulière à l'intention de ces médecins.
22. Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social devrait concevoir un mécanisme de vérification du travail des MD afin de veiller à ce que les examens médicaux subis à l'étranger soient conformes aux normes et aux lignes directrices établies au Canada.
23. Les trois formulaires servant à aviser le Ministère de l'état de santé d'un immigrant éventuel devraient être réunis en un seul, qui serait rempli par le MD.
24. Le ministre d'État (Immigration) devrait consulter les autorités provinciales compétentes afin de déterminer s'il serait possible de soumettre automatiquement toutes les demandes susceptibles de rejet pour des raisons médicales à l'étude du CIC de la province concernée. Le CIC continuerait de consulter les autorités médicales de la province avant de rendre une décision définitive.
25. La durée de validité d'un examen médical devrait être portée à douze mois, cette période pouvant être prolongée d'au plus douze autres mois. La durée de validité devrait être prolongée d'office si les retards sont imputables au régime et non au requérant.



26. The government should consider a mechanism to facilitate the entry of parents, otherwise inadmissible on medical grounds, who agree to provide for their own medical expenses in Canada. A new status of long-term visitor should be considered for this group.
27. External Affairs and Health and Welfare should review the operation of post clinics and devise an alternative system should Health and Welfare doctors no longer be stationed there.
28. The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration and members of the Standing Committee on National Health and Welfare should meet with the Immigration Medical Review Board at an early date to review the medical guidelines used by Health and Welfare Canada for assessing immigrants.
29. Dependants who are not accompanying an immigrant to Canada should not be required to undergo a medical examination.
26. Le gouvernement devrait songer à instaurer un mécanisme facilitant l'admission de parents qui, autrement, ne seraient pas admissibles pour des raisons médicales et qui accepteraient d'assumer leurs propres frais médicaux au Canada. Il faudrait songer à créer pour ce groupe une nouvelle catégorie, celle des visiteurs à long terme.
27. Le ministère des Affaires extérieures et le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social devraient examiner le fonctionnement des cliniques dans les missions et concevoir un mécanisme de rechange si l'on cessait d'affecter des médecins de ce dernier ministère à ces missions.
28. Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration et des membres du Comité permanent de la santé nationale et du bien-être social devraient se réunir d'ici peu avec le Comité d'étude des résultats de l'examen médical de l'Immigration, afin d'examiner les lignes directrices médicales utilisées par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social pour évaluer les demandes d'immigrants.
29. Les personnes à charge qui n'accompagnent pas un immigrant au Canada ne devraient pas être tenues de subir un examen médical.

#### SECURITY CLEARANCES

Screening of immigrants on security grounds has been a part of Canada's immigration process for 40 years. The Canadian Security and Intelligence Service (CSIS) is empowered by its own Act to provide information on the security and criminal aspects of immigration, and CSIS officers are stationed at a number of posts abroad for this purpose. Their duties include checking each prospective immigrant to Canada, including those in the family class, for criminal records and security risk.

In this age of international terrorism, it is important that Canada take whatever measures possible to protect itself. Yet, past experience has shown that very few family class immigrants are refused on the basis of security. In fact, since 1982 only 12 family class applicants have been refused on security grounds. These checks are often a major delaying factor in processing and in some posts the security check can take up to a year.

#### Security Profiling

In some posts, CSIS officials are trying to streamline their processing. In view of the fact that so few family class applicants present security problems, they have analyzed—or "profiled"—those applicants most likely to present difficulties and they subject only that group to a full check. The rest are scrutinized more quickly. The Committee would like to commend this approach and urges that it be extended to those posts where rote processing of all applicants still continues. The Committee believes that Canada's limited resources abroad devoted to security matters can be better deployed than in such rote tasks.

#### ATTESTATIONS DE SÉCURITÉ

La sélection des immigrants en fonction de critères de sécurité fait partie du processus d'immigration du Canada depuis 40 ans. Le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) est habilité par sa propre Loi à fournir des renseignements sur les aspects sécuritaire et pénal de l'immigration, et des agents du SCRS sont affectés à diverses missions à l'étranger à cette fin. Ils ont notamment pour fonction de vérifier si les personnes qui veulent immigrer au Canada, même celles qui appartiennent à la catégorie de la famille, présentent un risque pour la sécurité ou ont un casier judiciaire.

En cette époque où le terrorisme international est répandu, il importe que le Canada prenne toutes les mesures possible pour se protéger. Pourtant, l'expérience montre que très peu d'immigrants de la catégorie de la famille sont refusés pour des motifs de sécurité. En fait, depuis 1982, seulement douze requérants de la catégorie de la famille n'ont pas été admis au Canada pour des raisons de sécurité. Les vérifications retardent souvent traitement des demandes et, dans certaines missions, elles peuvent prendre jusqu'à un an.

#### Établissement de profils pour les fins de la sécurité

Les agents du SCRS s'efforcent actuellement de simplifier leurs opérations dans certaines missions. Étant donné que très peu de requérants la catégorie de la famille présentent des risques du point de vue de la sécurité, les agents du SCRS ont, après analyse, établi le «profil» type des requérants qui risquent le plus de présenter des difficultés, et seuls les membres de ce groupe font l'objet d'une vérification complète. Pour les autres, la procédure est plus expéditive. Le Comité loue cette méthode et recommande qu'on la mette en oeuvre dans les missions où l'on continue d'appliquer systématiquement la même procédure pour tous les requérants.

More fundamentally, the Committee has a major concern that, in some countries, the information used by CSIS to evaluate immigrants on security grounds may not be trustworthy. Canadian officers rely on the good graces of the police and security agencies in the host countries, whose priorities, methods and loyalties may be quite different from Canada's. The Committee does not have the expertise to advise CSIS in detail on how best to assess potential immigrants but we do recommend that the security service re-evaluate its methods. If rote screening is ended in those posts where it currently exists, time would then be available to pursue avenues of inquiry that might yield more reliable and useful information.

### Security Inadmissibility

A final concern of the Committee relates to the provisions of the *Immigration Act* governing inadmissibility on grounds of security. Section 19 of the Act as currently drafted contains three grounds for refusal relating to security:

1. subversion against democratic government;
2. subversion against any government while in Canada; and

3. potential violence against persons in Canada.

One of the reasons so few potential immigrants are refused may be that the Act sets security requirements that do not permit refusal in cases where most Canadians would likely agree that exclusion would be warranted. The Committee is sufficiently concerned about this matter that we urge it be thoroughly examined. Because CSIS does not itself report to a Parliamentary Committee, we recommend that the Solicitor General request the Security Intelligence Review Committee to investigate and report to the Minister. In particular, we urge that the Review Committee analyze the security information gathered by CSIS on individual immigrants which was of concern but deemed insufficient to justify a refusal. If monitoring has shown that some of those immigrants subsequently did pose security problems for Canada, this information should form the basis of recommendations for legislative change.

### RECOMMENDATIONS

30. In examining immigrants on security grounds, CSIS should be more selective about whom it chooses to screen intensively.
31. In countries where security information may be unreliable, CSIS should review its procedures in order to increase the reliability and usefulness of the information it collects.
32. The Solicitor General should ask the Security Intelligence Review Committee to investigate and report on whether Canada's Immigration Act is adequately protecting Canada and any recommended legislative changes should be introduced to Parliament as soon as possible.

Selon le Comité, on pourrait utiliser à meilleur escient les ressources limitées que le Canada affecte à l'étranger aux questions de sécurité. Plus fondamentalement, le Comité craint beaucoup que dans certains pays, l'information dont se sert le SCRS pour évaluer les immigrants sur le plan de la sécurité ne soit peut-être pas tout à fait fiable. Les agents canadiens s'en remettent aux bons offices de la police et des agents de sécurité des pays hôtes, dont les priorités, les méthodes et l'allégeance peuvent être très différentes de celles du Canada. Le Comité n'est pas en mesure de conseiller le SCRS sur la meilleure façon d'évaluer les requérants mais nous recommandons néanmoins que le Service réévalue ses méthodes. Si l'on mettait fin aux enquêtes systématiques dans les missions où elles sont actuellement pratiquées, on aurait ainsi le temps de trouver des sources de renseignements plus fiables et plus utiles.

### Rejet de demandes pour des motifs de sécurité

Enfin, le Comité s'inquiète des dispositions de la *Loi sur l'immigration* relatives au rejet d'une demande pour des motifs de sécurité. L'article 19 de la Loi contient actuellement trois motifs de rejet à cet égard:

1. subversion contre des institutions démocratiques;
2. incitation au renversement d'un gouvernement pendant le séjour au Canada;
3. violence potentielle contre des personnes au Canada.

Si très peu de demandes sont rejetées, c'est peut-être que les normes de sécurité énoncées dans la Loi ne permettent pas de refuser l'admission dans des cas où la plupart des Canadiens conviendraient sans doute que l'exclusion serait justifiée. Le Comité est suffisamment inquiet à ce sujet pour recommander que la question soit étudiée en profondeur. Étant donné que le SCRS ne fait pas lui-même rapport à un comité parlementaire, nous recommandons que le Solliciteur général demande au Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité de faire enquête et de présenter un rapport au Ministre. En particulier, nous recommandons que le Comité de surveillance analyse les cas où les renseignements de sécurité réunis par le SCRS sur des requérants laissaient planer des doutes, mais ont été considérés comme insuffisants pour justifier un refus. Si le suivi montre que certains de ces immigrants ont effectivement posé par la suite des problèmes de sécurité pour le Canada, cette information devrait être utilisée pour recommander des modifications législatives.

### RECOMMANDATIONS

30. Le SCRS devrait se montrer plus sélectif dans la façon dont il choisit les requérants qui feront l'objet d'une enquête poussée.
31. Dans les pays où les renseignements de sécurité ne sont peut-être pas fiables, le SCRS devrait revoir ses procédures de façon à améliorer la fiabilité et l'utilité des données qu'il recueille.
32. Le Solliciteur général devrait demander au Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité de vérifier si les dispositions de la Loi sur l'immigration sont suffisantes pour protéger le Canada, et de faire ensuite rapport à ce sujet; toute modification législative recommandée à cet égard devrait être présentée au Parlement dans les plus brefs délais.



## CRIMINALITY PROCESSING

In addition to screening by a CSIS officer on security grounds, all applicants are checked to see whether they have a criminal record. Where a record indicates that a serious crime has been committed, the immigrant is denied admission except in special cases when a Minister's Permit can be used to gain entry for short periods of time.

Criminality screening is conducted by a variety of methods, depending on the location of the post and the amount of information that can be obtained. In some countries, the CSIS officer checks with local authorities for criminal activity. At other posts, CSIS officers do not become directly involved in criminal checks; instead, applicants must obtain a certificate from the local police and submit it to a visa officer.

If a criminal trace is found, visa officers must determine whether there has been a conviction and whether the offence is one which is or would be punishable under Canadian law. If officers have problems making a determination, they can seek advice from CEIC Legal Services in Ottawa or from a regional CEIC office.

The Committee has concerns about both the reliability of the information and the methods of obtaining it. In some countries, CSIS officers may have trouble obtaining reliable information about applicants. Many must rely on the police agencies of the host country. Because of varying standards of record keeping, the usefulness of information can vary widely.

We have similar concerns about the use of police certificates. In some posts, the system appears to be working well and random sampling of the certificates has verified their accuracy. In other posts, it can take up to a year to obtain a police certificate, a significant factor in delaying some family class applications. Accuracy may often be questionable.

We would urge that visa officers and CSIS officials re-evaluate their methods of conducting criminality checks. Attention should be directed to improving the accuracy of the checks. In addition, as we suggested in the section on Security, we feel that more profiling of family class applicants would speed up processing for those who pose little risk.

### Criminal Inadmissibility

As a result of our investigations, the Committee has become particularly concerned about a small number of recent cases involving a pattern of criminal activity. The *Immigration Act* prohibits entry to people who there are reasonable grounds to believe will engage in serious future criminal activity or are part of a pattern of criminal activity. Visa officers, however, must provide more evidence than just a suspicion.

The Committee recognizes this dilemma and suggests that the provisions of the Act relating to criminality be reviewed by CSIS. We recommend that when the Solicitor General asks

## VÉRIFICATIONS JUDICIAIRES

En plus de soumettre les demandes à un agent du SCRS pour des motifs de sécurité, on vérifie si les requérants ont un casier judiciaire. Si un requérant a commis un crime grave, on lui refuse l'admission, sauf dans des cas spéciaux où un permis du Ministre est délivré pour autoriser l'intéressé à séjourner au Canada pendant de courtes périodes.

Les vérifications judiciaires sont effectuées au moyen de diverses méthodes, selon l'emplacement de la mission et le volume d'informations pouvant être obtenu. Dans certains pays, l'agent du SCRS vérifie auprès des autorités locales si l'intéressé a des antécédents criminels. Dans d'autres missions, les agents du SCRS ne participent pas directement aux vérifications judiciaires; on demande alors aux requérants d'obtenir un certificat auprès de la police locale et de le soumettre à un agent des visas.

Si l'on trouve des indices d'activité criminelle, les agents des visas doivent déterminer s'il y a eu condamnation et s'il s'agit d'une infraction qui serait punissable en droit canadien. En cas de problème, les agents peuvent demander conseil au service juridique de la CEIC à Ottawa ou à un bureau régional de la CEIC.

Le Comité a des réserves au sujet de la fiabilité des renseignements et des méthodes d'information. Dans certains pays, les agents du SCRS ont du mal à obtenir des renseignements fiables sur les requérants. Beaucoup doivent s'en remettre aux autorités policières du pays hôte. Comme les pays ne tiennent pas tous leurs dossiers selon les mêmes normes, l'utilité des renseignements recueillis peut varier considérablement.

Nous avons des réserves analogues au sujet de l'utilisation des certificats de la police. Dans certaines missions, le système semble bien fonctionner, et un échantillonnage aléatoire des certificats a permis de vérifier leur exactitude. En revanche, dans d'autres missions, il faut parfois jusqu'à un an pour obtenir un certificat de police, ce qui retarde beaucoup le traitement de certaines demandes de la catégorie de la famille. En outre, l'exactitude des certificats est souvent douteuse.

Nous recommandons que les agents des visas et les fonctionnaires du SCRS réévaluent leurs méthodes de vérification judiciaire. Il conviendrait de prendre des mesures en vue d'améliorer l'exactitude des vérifications. En outre, comme nous l'avons suggéré dans la section portant sur les attestations de sécurité, nous estimons que l'établissement de profils pour les requérants de la catégorie de la famille accélérerait le traitement des demandes de ceux qui posent peu de risques.

### Rejet de demandes pour des motifs d'ordre pénal

Vu les résultats de son enquête, le Comité est particulièrement inquiet au sujet d'un petit nombre de cas récents d'activité criminelle. La *Loi sur l'immigration* interdit l'admission des personnes dont on a des motifs raisonnables de croire qu'elles risquent de participer un jour à des activités criminelles ou qu'elles ont participé à des activités criminelles. Cependant, les agents des visas doivent fournir des preuves; il ne leur suffit pas d'avoir des soupçons.

Le Comité admet qu'il y a là un dilemme et il propose que les dispositions de la Loi portant sur la criminalité soient étudiées par le SCRS. Nous recommandons que lorsque le

the Security Intelligence Review Committee to review the security provisions of the *Immigration Act*, that those sections relating to criminality be studied as well.

### RECOMMENDATIONS

33. Visa officers and CSIS officials should re-evaluate their methods of conducting criminality checks with a view to improving their accuracy. More profiling of family class applicants would help to speed up processing for those who pose little risk.
34. The Solicitor General should ask the Security Intelligence Review Committee to review the criminality provisions of the *Immigration Act*.

### VALIDATION OF RELATIONSHIPS

In many cases, the longest delays in processing family class can come from the third statutory requirement of Canada's immigration law—establishing the bona fides of the relationship. Before approving an application, a visa officer must be satisfied that the people are who they claim to be and that the relationships are genuine.

In countries which have adequate documentation, validation is not usually a problem. Normally, a sponsor or applicant presents the proper documents such as birth, marriage or death certificates. Routine processing of these cases means that once the proper documents are obtained, the medical and security proceed and a visa is issued.

Problems occur in the posts which process the bulk of Canada's family class applicants where documentation is much harder to obtain or non-existent. In many countries, in fact, the system for recording births, deaths and marriages may prove to be a hindrance to processing a family class applicant. Filing systems and recording of information differs vastly from that of more industrialized countries. Birth certificates, if available, can be left blank, or are incomplete. Many are handwritten, smudged, illegible or crossed out repeatedly and rewritten.

The documentary situation and the attendant problem of fraud are so serious in some areas of the world that posts must devote a portion of their resources to verifying the accuracy of documents. Often, a Locally Engaged Staff member must make weekly trips to the local registry to check documents submitted by the applicant. Officers spend years becoming adept at detecting fraud or documents that don't "look right." They consider experience the only tool for verifying authenticity but the Committee believes that increased training could also help in this regard.

Solliciteur général demandera au Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité d'étudier les dispositions de la *Loi sur l'immigration* portant sur la sécurité, il lui demande également d'étudier celles portant sur la criminalité.

### RECOMMENDATIONS

33. Les agents des visas et les fonctionnaires du SCRS devraient réévaluer leurs méthodes de vérification judiciaire en vue d'améliorer l'exactitude des résultats obtenus. En recourant davantage à l'établissement de profils pour les requérants de la catégorie de la famille, on accélérerait le traitement des demandes des requérants qui posent peu de risques.
34. Le Solliciteur général devrait demander au Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité d'étudier les dispositions de la *Loi sur l'immigration* portant sur la criminalité.

### VÉRIFICATION DES LIENS DE PARENTÉ

Dans bien des cas, le traitement des demandes de la catégorie de la famille est retardé surtout par la troisième condition prévue dans la législation canadienne sur l'immigration, c'est-à-dire la vérification des liens de parenté. En effet, avant d'approuver une demande, l'agent des visas doit être certain que les intéressés (requérant et parrain) sont bien les personnes qu'ils prétendent être et sont effectivement unis par des liens de parenté.

Dans les pays où il existe des registres d'état civil assez complets, cette vérification ne pose généralement aucun problème. Normalement, le parrain ou le requérant présente les documents nécessaires, par exemple un certificat de naissance, de mariage ou de décès, et l'on peut passer sans autres formalités à l'examen médical, aux vérifications de sécurité et à l'octroi d'un visa dès la réception de ces documents.

Les problèmes se posent dans les pays où les documents requis sont beaucoup plus difficiles à obtenir, quand toutefois ils existent, et d'où viennent la majorité des requérants de la catégorie de la famille qui désirent émigrer au Canada. En fait, dans de nombreux pays, les systèmes utilisés pour l'enregistrement des naissances, des décès et des mariages peuvent même faire obstacle au traitement des demandes de la catégorie de la famille. Les systèmes de classement et d'enregistrement des données diffèrent considérablement de ceux des pays plus avancés. Par exemple, les certificats de naissance, lorsqu'ils existent, sont parfois laissés en blanc ou incomplets; beaucoup sont manuscrits, barbouillés, illisibles, ou surchargés de ratures et de modifications.

Ce problème de documentation, de même que les risques de fraude qui s'y rattachent, sont tellement graves dans certaines parties du monde que les missions doivent consacrer une partie de leurs ressources à la vérification des documents fournis. Souvent, un membre du personnel recruté sur place doit se rendre toutes les semaines dans les bureaux locaux de l'état civil pour vérifier les documents soumis par les requérants. Les fonctionnaires, après plusieurs années, deviennent très habiles à déceler les fraudes ou les documents qui ne semblent pas tout à fait authentiques; ils considèrent que l'expérience est leur seul atout pour accomplir cette tâche, mais le Comité croit



Often difficulties arise because it is simply impossible to obtain the necessary document. Political instability or lack of a tradition of keeping documents poses challenges for establishing relationships and, inevitably, causes delay.

Often, documents may prove to be false but the information they contain is accurate. In such situations, it is rare that the applicant is trying to deceive the Canadian government but rather reflects an inability to obtain a document or an attempt to circumvent lengthy delays.

The Committee was concerned that in many cases there is a great deal of pressure to produce documents in countries in which documents may not exist. The situation is often compounded by the form letters sent to an applicant listing the documents necessary to prove relationship. These letters do not suggest other secondary documents that could be used.

We would recommend, therefore, that form letters be worded so that applicants are clear that they must prove the relationship, but that they do not have to obtain every document listed. Further, instructions to applicants should be clear that secondary proof such as school or church records are acceptable. They should also be told that blood tests can be used, where feasible, to establish a relationship.

The Committee took some comfort in the fact that documentation problems are not unique to Canada. The governments of the United States, United Kingdom and Australia are all searching for solutions to overcome this problem. We are greatly encouraged by the results of a new technique currently being pioneered by the United Kingdom to establish parentage. Scientists there have been able to extract samples of genetic material from blood or other tissue and compare it with the same material from other family members.

Virtually foolproof, this DNA analysis could go a long way to solving the documentation problems in some countries. We would recommend, therefore, that the results of the DNA project be monitored closely by External Affairs. If successful, it would be one method by which applicants can establish their relationships.

But even this technique will only solve some problems of validating relationships. It does not, for example, solve the problem of children being raised by their grandparents or homeless children adopted informally by another family. In these cases, the cultural family is the real family. In many cases, children such as these are included in the family, for immigration purposes, as dependants on humanitarian and compassionate grounds. The Committee urges that this continue to be the case.

qu'une formation plus poussée pourrait aussi se révéler utile à cet égard.

Les problèmes découlent souvent du fait qu'il est tout simplement impossible d'obtenir les documents nécessaires. Lorsque règne l'instabilité politique ou qu'il n'existe aucune tradition dans le domaine de la tenue de registres, il est souvent difficile d'établir les liens de parenté, ce qui cause inévitablement des retards.

Il arrive souvent aussi que les documents soient faux, mais que les renseignements qu'ils contiennent soient exacts. Dans de tels cas, il est rare que le requérant ait tenté de tromper le gouvernement canadien; c'est plutôt qu'il n'a pu obtenir un document demandé ou qu'il a tenté d'éviter de longs retards.

Le Comité déplore que, dans bien des cas, on insiste beaucoup pour que les requérants produisent des documents qui n'existent peut-être tout simplement pas dans leur pays. La situation est souvent aggravée par le contenu de la lettre circulaire envoyée aux requérants, dans laquelle sont énumérés tous les documents nécessaires pour établir les liens de parenté entre le requérant et son parrain. Rien, dans ces lettres, ne laisse entendre que d'autres documents secondaires seraient acceptables.

Nous recommandons par conséquent que les lettres circulaires soient formulées de façon à ce que les requérants sachent bien qu'ils doivent prouver leur lien de parenté avec leur parrain, mais qu'ils n'ont pas à obtenir tous les documents énumérés. Par ailleurs, il devrait être clair que des preuves secondaires, par exemple des dossiers scolaires ou paroissiaux, sont aussi acceptables. Il faudrait également dire aux requérants que l'on peut effectuer des tests sanguins, lorsque c'est possible, pour prouver l'existence de liens de parenté.

Le Comité se console cependant en constatant que ces problèmes de documentation ne sont pas propres au Canada. Les gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie y cherchent tous des solutions. Nous avons été fort encouragés par les résultats obtenus grâce à une toute nouvelle technique utilisée au Royaume-Uni pour établir les liens de parenté: les scientifiques de ce pays ont réussi à prélever des échantillons de matériel génétique, dans le sang ou dans d'autres tissus, pour les comparer avec le même matériel provenant d'autres membres de la famille.

Cette analyse de l'ADN, qui donne des résultats probants dans la quasi-totalité des cas, pourrait aider considérablement à résoudre les problèmes de documentation qui se posent dans certains pays. Nous recommandons par conséquent que le ministère des Affaires extérieures suive cette expérience de près. Si elle donne des résultats satisfaisants, elle pourrait constituer une autre méthode pour établir les liens de parenté entre les requérants et leur parrain.

Cependant, même cette technique ne permettra pas de résoudre tous les problèmes dans ce domaine. Par exemple, elle n'est pas utile dans le cas d'enfants élevés par leurs grands-parents ou d'orphelins adoptés officieusement par une autre famille. La véritable famille est alors celle qui est créée par les liens culturels. Les enfants comme ceux-là sont souvent considérés comme des membres de la famille pour les fins de l'immigration; ils constituent des personnes à charge que l'on

The Committee struggled with the fact that satisfactory "proof" is at times simply non-existent. In these cases, the government could consider implementing a system that makes better use of statutory declarations. Perhaps three or four such declarations from the sponsor, and others such as church or community leaders or professionals could substitute for "proof." If this proposal is adopted, then there should be severe penalties for those who might be tempted to swear a false affidavit.

## RECOMMENDATIONS

35. Instructions to applicants abroad should indicate that a broad range of documents can be used to prove a relationship.
36. External Affairs should monitor the United Kingdom developments in genetic analysis as an option for establishing parentage.
37. Officers in posts abroad should be encouraged to give humanitarian and compassionate consideration to cases in which there are cultural, rather than blood, relationships.
38. For cases where satisfactory proof of relationship is non-existent, the government should consider accepting statutory declarations from sponsors, church or community leaders and other professionals.

## PERSONNEL

As noted in the Preamble to this report, the Committee found the calibre of Canada's immigration officers at home and abroad to be very high. Nevertheless, there are a number of issues in the area of staff training and deployment that we would like to address.

### Staff Flexibility

At the present time, only those Foreign Service Officers (FSOs) in the social affairs stream receive training in immigration and only they work in that area overseas. As a result, trade and political officers have little knowledge of immigration and there is little movement between streams. One positive result of this structure is that immigration officers develop a high degree of expertise and are working in their chosen field. On the other hand, the structure has some negative aspects. The first is that it is common to find a head of post with little or no knowledge of the law or practical aspects relating to immigration. The second drawback is that if the other streams have no knowledge of immigration, it makes it very difficult, if not impossible, to re-deploy staff within a post to meet temporary emergencies or assist with backlogs.

If all or most officers at a post had some immigration training, or were given training on the job, it would be possible, for example, to enlist their help at those posts where the demand for visitor visas in certain months slows down all other

admet au Canada pour des raisons d'ordre humanitaire. Le Comité recommande que cette pratique soit maintenue.

Le Comité déplore le fait que, parfois, il n'existe tout simplement pas de «preuves» satisfaisantes. En pareils cas, le gouvernement pourrait songer à instaurer un mécanisme permettant de faire un meilleur usage d'attestations écrites. Des attestations présentées par trois ou quatre personnes, dont le parrain et, par exemple, des dirigeants religieux ou communautaires, ou encore, des membres de professions libérales, pourraient peut-être se substituer à des documents «probants». Si cette proposition était adoptée, il faudrait alors imposer des peines sévères à ceux qui pourraient être tentés de faire une fausse déclaration.

## RECOMMANDATIONS

35. Il faudrait indiquer, dans les instructions remises aux requérants à l'étranger, que de nombreux documents peuvent servir à prouver l'existence de liens de parenté.
36. Le ministère des Affaires extérieures devrait suivre de près l'expérience d'analyse génétique menée au Royaume-Uni pour l'établissement des liens de parenté.
37. Les fonctionnaires des missions canadiennes à l'étranger devraient être encouragés à tenir compte de considérations d'ordre humanitaire dans les cas où les liens de parenté sont culturels plutôt que biologiques.
38. Dans les cas où il n'y a aucune preuve satisfaisante de l'existence de liens de parenté, le gouvernement devrait envisager d'accepter des attestations écrites de la part de parrains, de dirigeants religieux ou communautaires, ou de membres de professions libérales.

## PERSONNEL

Comme il est noté dans le préambule du présent rapport, le Comité a observé que les agents d'immigration canadiens qui travaillent au Canada et à l'étranger sont extrêmement compétents. Il aimerait néanmoins aborder certaines questions concernant la formation et le déploiement des effectifs.

### Polyvalence du personnel

Actuellement, seuls les agents du Service extérieur du secteur des affaires sociales suivent une formation en immigration et travaillent dans ce domaine à l'étranger. Il en résulte que les délégués commerciaux et les agents politiques connaissent très peu l'immigration et que les échanges de renseignements entre les divers secteurs sont rares. Cette structure présente un avantage en ce sens que les agents d'immigration atteignent un niveau de compétence extrêmement élevé et travaillent dans le domaine qu'ils ont choisi. Par contre, elle a aussi certains défauts. Premièrement, de nombreux chefs de mission n'ont que des connaissances limitées, s'il en est, de la législation sur l'immigration ou des aspects pratiques de ce domaine. Deuxièmement, si le personnel des autres secteurs ne connaît pas l'immigration, il est très difficile, sinon impossible, de redéployer les effectifs dans une mission pour répondre aux situations d'urgence temporaires ou diminuer l'arriéré.

Si tous les agents d'une mission, ou la plupart, avaient une certaine formation dans le domaine de l'immigration, ou avaient l'occasion d'apprendre sur le tas, il serait par exemple possible de faire appel à eux dans les missions où le volume des



immigration processing. For visitor interviews and assessments, it is not necessary to be familiar with all areas of immigration law, and other officers could assist with a minimum of training (as they do now for visitor applications where a post has no immigration section). Similar assistance could also be invaluable for posts in the Caribbean at the time they begin processing of seasonal workers. Again, knowledge of a narrow area can be gained quite quickly.

The Committee is reluctant to recommend that it be mandatory for all FSOs to receive training in immigration and be required to spend a certain part of their early careers in an immigration posting (two years of the first eight, perhaps). We do recommend, however, that they be encouraged to do so, or to otherwise gain some experience in this area by part-time on-the-job training. We also recommend that in considering appointments as heads of post, a knowledge of the immigration stream should be considered an asset and recognized appropriately.

A larger pool of staff with immigration knowledge would also be beneficial for those posts at which there is currently no immigration section at all. The Committee feels that, at least for the redesigned family class, and especially for spouses and dependants, all posts should have basic processing capability. If an individual case turns out to be unexpectedly complex it could be referred to the appropriate post.

The Committee thinks that the effectiveness of the post's activities would be strengthened by this more flexible approach to staff deployment. Posts have already begun to move to this style of management and it should be continued. In this regard, we have one further suggestion that might permit some of the expertise in the other streams to be shared with the immigration experts. The Committee would like to see trade officers become more involved in the processing of entrepreneurs. Much of the work for this class of immigrant involves assessing business plans and discussing conditions in Canada, functions that particularly suit a trade officer. Similarly, political officers could both use and expand their knowledge of area conditions in interviewing refugees. Perhaps a pilot project would be in order to see whether these kinds of interchanges between streams would be worthwhile.

### Interviewing Skills

Newly recruited FSOs receive extensive training before their first posting. The Committee has no doubt that this preparation is adequate in most areas. We did observe, however, that the quality of interviewing varies widely from officer to officer, suggesting that more emphasis should be placed on interview-

demandes de visas de visiteur ralentit, pendant certains mois, le traitement de toutes les autres demandes. Il n'est pas nécessaire de connaître à fond la législation de l'immigration pour mener des entrevues et faire des évaluations aux fins de la délivrance des visas de visiteur, et d'autres agents ayant reçu un minimum de formation pourraient prêter main-forte aux agents d'immigration (comme ils le font maintenant pour les demandes de visas de visiteur lorsqu'une mission n'a pas de section de l'immigration). Leur aide serait aussi extrêmement utile dans les missions des Antilles à l'époque où commence le traitement des demandes de travailleurs saisonniers. Nous le répétons, un fonctionnaire peut rapidement se familiariser avec un secteur étroit du domaine de l'immigration.

Le Comité répugne à recommander que tous les agents du Service extérieur reçoivent obligatoirement de la formation dans le domaine de l'immigration et soient tenus de passer une partie de leurs premières années de carrière dans un bureau d'immigration (deux années sur les huit premières, peut-être). Nous recommandons cependant qu'on les encourage à le faire ou à se familiariser autrement avec ce domaine, par la formation à temps partiel sur le tas. Nous recommandons de plus que lors de l'étude des candidatures aux postes de chef de mission, la connaissance du secteur de l'immigration soit considérée comme un atout et qu'il en soit dûment tenu compte.

En outre, il serait particulièrement utile que davantage d'employés connaissent l'immigration dans les missions où il n'y a pas de section de l'immigration à l'heure actuelle. Le Comité estime qu'au moins pour la nouvelle catégorie de la famille, et en particulier pour les conjoints et les personnes à charge, toutes les missions devraient avoir une équipe de base capable de procéder au traitement des demandes. Si un cas particulier se révélait complexe, il pourrait être renvoyé à la mission appropriée.

Le Comité estime que les activités exercées dans les missions seraient plus efficaces si l'on adoptait cette méthode plus souple pour affecter le personnel. Certaines missions ont déjà commencé à appliquer ce style de gestion et devraient continuer à le faire. À cet égard, nous voulons formuler une autre suggestion qui permettrait peut-être de partager avec les experts de l'immigration une partie du savoir-faire acquis dans les autres secteurs. Le Comité souhaiterait que les délégués commerciaux participent davantage au traitement des demandes de la catégorie des entrepreneurs. La majeure partie du travail effectué dans ce domaine consiste à évaluer les projets d'affaires et à discuter des conditions qui règnent au Canada; ces fonctions conviennent particulièrement à un délégué commercial. En outre, les agents politiques pourraient à la fois mettre à profit et élargir leurs connaissances des conditions qui règnent dans les régions où ils sont affectés en faisant passer des entrevues aux réfugiés. Il y aurait peut-être lieu de lancer un projet pilote afin de juger de l'utilité de ce genre d'échanges entre les secteurs.

### Compétences nécessaires pour mener des entrevues

Les agents du Service extérieur nouvellement recrutés reçoivent une formation très complète avant leur première affectation. Le Comité ne saurait mettre en doute la pertinence de cette préparation dans la plupart des régions. Nous avons toutefois observé que la qualité des entrevues est souvent

ing techniques in the training stage, and possibly re-assessed early in the officer's career. We have similar concerns about the interviewing skills in CICs. We recommend more training to upgrade the skills of immigration counsellors.

The Committee is particularly concerned about interviews conducted through an interpreter. In some cases, we observed that the quality of interpretation was poor, not surprising since local support staff, not professional interpreters, are used. The Committee urges that those posts which rely extensively on interpreters begin to assess the quality of that interpretation. Consultation with professional societies of translators or provincial postgraduate faculties of education might assist in developing methods to test competency.

On a practical level regarding interpretation, the Committee has one suggestion that could be implemented immediately. Committee members observed lengthy exchanges between the applicant and interpreter where the officer was virtually excluded. Officers should be careful to permit interpretation only in very small segments and should insist that all of the answers be fully relayed.

Officers should also remember that even with good interpretation, applicants may be confused about the questions, procedures and documents involved. This can lead to misunderstandings that result in representations. In particular, all matters pertaining to money, such as the transportation loan arrangements for sponsored refugees, should be explained as fully as possible to avoid any imputation that money is passing hands illicitly.

### Language Capability

Problems with the quality and logistics of interpretation would, of course, be greatly minimized with more emphasis on the language capability of visa officers. The Committee notes that, in comparison with some other countries whose embassies we visited, Canada seems to overlook the importance of an officer speaking the local language. While a lack of resources might preclude full-scale language training before each posting, some training must be given, followed by further training in the country involved. Languages already spoken by individuals should be one criterion used by External Affairs in the selection of officers and their subsequent postings. It may well be that three-year postings should become the norm both to give officers more time to become fluent and to make the best use of language training prior to and during a posting. Longer postings would also minimize the organizational problems that occur with a large staff turnover each summer.

fonction de l'agent qui les fait subir. Nous proposons donc qu'on accorde plus d'importance aux techniques d'entrevue à l'étape de la formation; on pourrait peut-être les évaluer de nouveau au début de la carrière de l'agent. Nous nous interrogeons également sur les compétences des conseillers en immigration des CIC qui mènent des entrevues, et nous recommandons qu'ils suivent des cours de perfectionnement à cet égard.

Le Comité est surtout préoccupé par les entrevues menées par l'intermédiaire d'un interprète. Nous avons observé que, dans certains cas, la qualité des services d'interprétation laisse à désirer, ce qui n'a rien d'étonnant, puisqu'on recourt aux services du personnel de soutien recruté sur place, et non à des interprètes professionnels. Le Comité insiste pour que les missions qui font grandement appel aux services d'interprètes commencent à en évaluer la qualité. Des consultations avec des sociétés professionnelles de traducteurs ou des établissements provinciaux d'enseignement supérieur permettraient peut-être d'élaborer des méthodes pour vérifier la compétence des interprètes.

Sur le plan pratique, le Comité désire formuler à l'égard de l'interprétation une suggestion qu'on pourrait appliquer immédiatement. Les membres du Comité ont observé que le requérant et l'interprète avaient souvent de longs échanges auxquels l'agent ne participait pratiquement pas. Les agents devraient prendre soin de ne laisser l'interprète traduire que de courts éléments de phrases à la fois et insister pour que toutes les réponses soient retransmises dans leur intégralité.

Les agents devraient également se rappeler que même lorsque les services d'interprétation sont satisfaisants, les requérants peuvent s'y perdre dans les questions, les procédures et les documents exigés, ce qui peut aboutir à des malentendus et, partant, nécessiter des démarches. En particulier, il faudrait expliquer dans tous les détails possibles toutes les questions pécuniaires, comme les ententes relatives aux prêts consentis pour assurer le transport de réfugiés parrainés, afin d'éviter toute accusation voulant que de l'argent circule illicitement.

### Compétences linguistiques

Les problèmes que posent la qualité et la prestation des services d'interprétation seraient grandement réduits si les agents des visas étaient tenus d'améliorer leurs connaissances linguistiques. Le Comité note que, contrairement à d'autres pays dont nous avons visité les ambassades, le Canada semble négliger l'importance pour un agent de parler la langue du pays où il est affecté. Vu l'insuffisance des ressources, il est peut-être impossible de donner des cours de langue complets avant chaque affectation, mais il faut prévoir une certaine formation linguistique, suivie d'une formation ultérieure dans le pays d'affectation. Le ministère des Affaires extérieures devrait utiliser les connaissances linguistiques des candidats comme critère servant à la sélection des agents et au choix du pays où ces derniers seront affectés. Il faudrait peut-être prévoir systématiquement des affectations de trois ans, afin que les agents aient plus de temps pour apprendre la langue du pays et qu'ils tirent le meilleur parti possible des cours de langue offerts avant et pendant leur affectation. Des affectations plus longues permettraient en outre de minimiser les



Officers who become competent in the local language could conduct interviews without an interpreter, saving a considerable amount of time and resources. Even if an officer did not feel sufficiently knowledgeable to dispense with interpretation, greater familiarity with the language would provide a check on the accuracy of the translation and would help to eliminate potential misunderstanding.

The Committee thinks that language capability should receive more emphasis in the CICs here in Canada as well as in our posts abroad. Greater emphasis should be placed on knowledge of three or more languages for those in the reception areas. The skills of the staff, however, should be matched to the needs of the particular office. For example, there is no Polish-speaking receptionist in the Toronto West office and no Chinese-speaking front-line staff at Toronto East. The problem has been further compounded in that even if there were a Polish-speaking receptionist hired at Toronto East, the system is apparently not flexible enough to facilitate transfer to the location where that skill is most needed.

With regard to counsellors at the CIC, there are no third language requirements; even when officers do speak another language, there is no requirement that they use it and there is little attempt to match a client's needs with the staff skills available.

The Committee recognizes that designing a service for clients who speak many languages and managing a great number of staff in diverse locations is no easy matter. The Committee thinks, nevertheless, that it should be possible to upgrade language capability and introduce more flexibility into the system. We therefore recommend that CEIC undertake, or commission, a study to assess how delivery of its services can be linguistically improved. It is clear that more job descriptions should require a third-language ability to be used where needed and compensated accordingly.

### CEIC Secondments

Related to the issue of staff training and deployment is the question of the use of secondments from CEIC to External Affairs posts as visa officers. There is no doubt that this practice can be very beneficial for CEIC officers and can broaden their knowledge of immigration and expand their career prospects. The drawback to the exchange may be that the officer is not adequately trained before the posting to benefit fully or contribute to the work of the post on an equal footing with the other officers.

As we noted above, an FSO spends a full year in training, with particular emphasis on immigration law, regulations and policy. The Committee is concerned that the CEIC secondment's training is not nearly as comprehensive. We therefore recommend that all potential CEIC secondments to the foreign

problèmes d'organisation qui surgissent tous les étés en raison du roulement élevé du personnel.

Les agents qui parviennent à maîtriser la langue du pays pourraient mener des entrevues sans recourir à un interprète, ce qui économiserait beaucoup de temps et de ressources. Même si un agent ne maîtrisait pas suffisamment la langue pour se passer d'un interprète, à tout le moins, s'il connaissait quelque peu cette langue, il pourrait vérifier si la traduction est précise et aider à dissiper tout malentendu éventuel.

Le Comité estime qu'il faudrait accroître les compétences linguistiques des agents dans les centres d'immigration du Canada, de même que dans nos missions à l'étranger. Il faudrait insister davantage pour que les réceptionnistes connaissent trois langues ou plus. Les compétences du personnel devraient néanmoins correspondre aux besoins du bureau ou du service. À titre d'exemple, le bureau de Toronto-Ouest ne compte aucun réceptionniste qui parle le polonais et celui de Toronto-Est, aucun employé au comptoir qui parle le chinois. Qui plus est, même si un réceptionniste maîtrisant le polonais était recruté à Toronto-Est, le système n'est apparemment pas suffisamment souple pour faciliter la mutation de cet employé à l'endroit où la connaissance de cette langue serait des plus utiles.

Par ailleurs, les conseillers des CIC ne sont pas tenus de connaître une troisième langue et, le cas échéant, ils ne sont pas obligés de l'utiliser. En outre, on fait peu d'efforts pour établir la correspondance voulue entre les compétences du personnel disponible et les besoins du client.

Le Comité reconnaît qu'il n'est pas facile de concevoir un service qui permette de répondre à des demandes présentées dans de nombreuses langues et de gérer un grand nombre d'employés dispersés à divers endroits. Le Comité estime néanmoins qu'il devrait être possible d'améliorer les compétences linguistiques du personnel et d'assouplir le système. Par conséquent, nous recommandons que la CEIC entreprenne ou commande une étude afin de déterminer comment elle peut améliorer la qualité linguistique de ses services. De toute évidence, un plus grand nombre de descriptions de fonctions devraient exiger que le titulaire connaisse une troisième langue qu'il pourrait utiliser dans un secteur où elle serait utile; le titulaire serait rémunéré en conséquence.

### Personnel détaché de la CEIC

À la question de la formation et de l'affectation du personnel se greffe celle du recours à des employés de la CEIC qui sont affectés au ministère des Affaires extérieures comme agents des visas à l'étranger. Il ne fait aucun doute que cette pratique peut être très profitable pour les agents de la CEIC, de même qu'elle peut contribuer à élargir leurs connaissances du processus d'immigration et à accroître leurs perspectives de carrière. Cependant, il se peut que l'agent n'ait pas encore reçu une formation suffisante pour tirer pleinement parti du travail effectué à la mission ou pour y contribuer au même titre que les autres agents.

Comme nous l'avons noté plus haut, l'agent du Service extérieur reçoit une formation d'une durée d'un an et étudie notamment le droit, le règlement et la politique visant l'immigration. Le Comité étant d'avis que la formation des agents détachés de la CEIC n'est pas aussi complète, il

service receive the same academic training in immigration law as visa officers currently receive prior to their first posting.

### Locally Engaged Staff

The Committee had an opportunity to meet and talk with a number of Locally Engaged Staff (LES) abroad. Many of these people are highly educated and have been employed at our posts for years. Because of their knowledge of the local culture and conditions, these people are often able to provide expert assistance to our officers in assessing documentation and verifying family relationships. At some posts, their expertise and trustworthiness are put to use assisting in the interviewing of family class applicants. Assessments made by the LES are then carefully reviewed by a Canadian visa officer who makes the final decision.

The Committee was impressed with the judicious use made of local staff by those in charge of the immigration sections at the various posts we visited. It was clear to us that responsibility for processing family class immigrants was only entrusted to LES where the level of education, proven competence and integrity was sufficient to merit the responsibility. Provided these same standards can be upheld, the Committee recommends that the use of LES be cautiously expanded.

The Committee also recommends that training and orientation sessions in Canada should be introduced for these local staff in order to familiarize them with Canadian customs and traditions, immigration law and processing procedures. In some posts, these officers also counsel immigrants on Canada and so could use their knowledge about Canada directly. Additional information on Canada would also allow them to contribute to the post's social affairs reporting to Ottawa.

### RECOMMENDATIONS

39. All foreign service officers should be encouraged to gain some knowledge of immigration law and processing so that more flexibility can be introduced into the work of Canada's posts abroad.
40. Interviewing skills should be given more emphasis both for foreign service officers and CIC immigration counsellors.
41. The quality of interpretation used during interviews should be evaluated.
42. More emphasis should be placed on foreign language capability by both CEIC, for staff in Canada, and External Affairs, for officers abroad. CEIC should commission a study to assess how delivery of its services can be linguistically improved.

recommande que tous les agents devant être détachés de la CEIC pour être affectés au Service extérieur fassent les mêmes études en droit de l'immigration que les agents des visas avant leur première affectation.

### Personnel recruté sur place

Le Comité a pu s'entretenir avec certains membres du personnel recruté sur place, dont bon nombre ont fait des études poussées et sont employés dans nos missions depuis des années. En raison de leurs connaissances de la culture et des conditions locales, ces personnes peuvent souvent faire office d'experts auprès de nos agents dans l'évaluation des documents et la vérification des liens de parenté. Dans certaines missions, on recourt à leur savoir-faire et à leur loyauté pour faire subir des entrevues à des requérants de la catégorie de la famille. Les évaluations faites par le personnel recruté sur place sont ensuite examinées soigneusement par un agent des visas canadien, qui rend la décision définitive.

Dans les diverses missions qu'il a visitées, le Comité a été impressionné par la façon judicieuse dont les responsables des sections d'immigration recourent aux services du personnel recruté sur place. De toute évidence, on confie à un employé recruté sur place la responsabilité de traiter des demandes de la catégorie de la famille seulement lorsque son niveau d'instruction, sa compétence et son intégrité éprouvées le justifient.

Le Comité recommande de recourir davantage au personnel recruté sur place, à condition qu'on prenne soin de maintenir ces mêmes normes de compétence. Le Comité recommande en outre d'inviter au Canada le personnel recruté sur place pour lui donner des séances de formation et d'orientation, afin qu'il se familiarise avec les coutumes et les traditions canadiennes, le droit en matière d'immigration et les formalités de traitement des demandes. Dans certaines missions, ces agents, qui informent également les immigrants sur le Canada, pourraient partager directement avec eux leurs connaissances du pays. S'il obtiennent des renseignements supplémentaires sur le Canada, ils pourraient également participer à la préparation de rapports destinés à Ottawa et portant sur les questions sociales étudiées dans la mission.

### RECOMMANDATIONS

39. Il faudrait inciter tous les agents du Service extérieur à acquérir une certaine connaissance du droit et des procédures de l'immigration, de façon à insérer un élément de souplesse dans le cadre de travail des missions du Canada à l'étranger.
40. Dans la formation des agents du Service extérieur et des conseillers en immigration des CIC, il faudrait accorder plus d'importance à l'acquisition des compétences nécessaires pour mener des entrevues.
41. Il conviendrait d'évaluer la qualité des services d'interprétation utilisés au cours d'entrevues.
42. Il y aurait lieu d'accorder plus d'importance aux compétences en langues étrangères du personnel de la CEIC se trouvant au Canada et des agents du ministère des Affaires extérieures affectés à l'étranger. La CEIC devrait commander une étude visant à évaluer comment



43. More External Affairs and CEIC job descriptions should require third language ability, to be used when and where needed and compensated accordingly.
44. Longer postings should be considered for foreign service officers, especially in posts where officers have been trained in a foreign language.
45. Secondments from CEIC to External Affairs should receive adequate training before their first posting.
46. Locally engaged program staff should continue to assist in the processing of family class applicants. Where feasible, their use should be cautiously expanded.
47. Locally engaged program staff should be given a period of training in Canada to prepare them for family class processing.

### RESOURCE ALLOCATION

The Committee looked at the personnel and resources devoted to processing of family class immigrants, both in Canada and abroad. For example, for 1985-86, CEIC has committed about 176 person-years of its immigration resources to family class and assisted relatives. Abroad, 246 Foreign Service Officers are employed by External Affairs to handle immigration and they are stationed at 65 posts around the world. The primary workload for many of those posts is family class applicants.

The Committee is concerned about the use of these resources and what appears to be an uneven distribution of posts and personnel around the world. For many years, most of Canada's immigrants came from Western European countries, which were characterized by developed systems of record keeping and excellent and accessible documentation. Recently, though, the source of family class applicants has shifted toward Asia and the Caribbean. In those areas, officers are trying to cope with the tremendous demand for immigration to Canada. Their job is made more complex than in the past by the difficulties of verifying relationships and obtaining documents in countries whose systems are different from Canada's.

The Committee recognizes that the placement of posts is slowly changing to reflect the shifting trends in immigration. In 1984, for example, an office in Georgetown, Guyana was opened to help relieve the heavy volume on Trinidad and to reduce processing delays. Similarly, posts have been opened in

la prestation de ses services pourrait être améliorée sur le plan linguistique.

43. Un plus grand nombre de descriptions de fonctions du ministère des Affaires extérieures et de la CEIC devraient exiger que le titulaire connaisse une troisième langue qu'il pourrait utiliser dans un secteur où elle serait utile; le titulaire serait rémunéré en conséquence.
44. Il faudrait songer à prévoir des affectations plus longues pour les agents du Service extérieur, notamment dans les missions où les agents ont appris une langue étrangère.
45. Les personnes détachées de la CEIC et affectées au ministère des Affaires extérieures devraient recevoir une formation suffisante avant leur première affectation à l'étranger.
46. Le personnel recruté sur place et chargé de l'application du programme d'immigration devrait continuer à aider au traitement des demandes de la catégorie de la famille; là où cela est possible, on devrait, avec prudence, lui confier des responsabilités accrues à cet égard.
47. Il y aurait lieu d'offrir au personnel recruté sur place et chargé de l'application du programme d'immigration une période de formation au Canada, afin qu'il soit préparé à s'occuper du traitement des demandes émanant de requérants de la catégorie de la famille.

### AFFECTATION DES RESSOURCES

Le Comité a étudié les ressources et le personnel affectés au traitement des demandes émanant des requérants de la catégorie de la famille, tant au Canada qu'à l'étranger. Par exemple, sur l'ensemble de son personnel d'immigration, la CEIC a affecté environ 176 années-personnes en 1985-1986 à l'examen des demandes appartenant aux catégories de la famille et des parents aidés. À l'étranger, 246 agents du Service extérieur employés par le ministère des Affaires extérieures s'occupent des questions d'immigration dans 65 missions, dont beaucoup traitent surtout des demandes émanant de requérants de la catégorie de la famille.

Le Comité a cependant des réserves quant à l'utilisation de ces ressources et à la répartition des missions et des effectifs dans le monde, qui lui semble inégale. Pendant longtemps, la majorité des immigrants étaient originaires des pays d'Europe de l'Ouest, pays qui ont de bons systèmes de dossiers et où l'information, d'excellente qualité, est facile à obtenir. Or, dernièrement, les requérants de la catégorie de la famille proviennent surtout de l'Asie et des Antilles. Dans ces régions, les agents d'immigration font de leur mieux pour faire face à un volume de demandes énorme. Leur travail n'est pas aussi simple qu'auparavant, car il est difficile de vérifier les liens de parenté et d'obtenir des documents dans des pays dont les systèmes sont différents de ceux du Canada.

Le Comité admet que la répartition géographique des missions change lentement pour refléter l'évolution des tendances de l'immigration. Par exemple, un bureau a été ouvert en 1984 à Georgetown, en Guyane, pour alléger la charge de travail à la Trinité et réduire les retards dans le

Lima, Guatemala City and Beijing; and closed in Birmingham, Glasgow, and Strasbourg. While applauding these changes, the Committee would like to echo the concerns of the Committee on Equality Rights, which noted the anomaly of one immigration post each for Africa and India and no less than 12 in the United States.

In this connection, we believe that it is possible to train staff, in every post abroad, to handle family class applicants. The procedure is not overly complex and this might indeed be the low-cost way to provide better and faster service to those we are committed to reunifying. Instead of 65 posts, why not use all our 120 posts?

### CIC Centres

In Canada, the same type of uneven distribution of immigration centres is evident. The location of many centres, especially in Toronto, is often distant from the clientele it serves. The Committee notes, for example, that the Toronto East CIC is located west of Yonge Street, forcing residents to travel long distances for service.

Coupled with the problem of location is that of language. The Committee found that many CICs that deal with a particular ethnic community often do not have personnel with the appropriate language ability to meet the needs of the community being served. In some centres, interpreters are needed for up to 30 per cent of interviews.

The Committee believes that both External Affairs and CEIC should give more attention to both the location of posts or centres and the language ability of staff. We suggest, for example, that External Affairs consider training a small group of multilingual officers who can "float" from post to post wherever extra resources are needed for short periods of time. We recommend that resources be allocated to recruit and train officers with multi-language capability. (See section on Personnel.)

The same recommendation should be applied to Canadian CICs. Immigration counsellors fluent in three or more languages should be hired and trained to conduct interviews and be available at the front desks if necessary. Improvement in this area is one item that should be discussed with the union.

### Levels Report

Each fall, the Minister of Employment and Immigration announces the number of immigrants Canada expects to receive in the coming year. The timing of the announcement means that when levels rise External Affairs must scramble to provide additional personnel at posts to handle the increased workload. Often, this extra staffing cannot occur until the summer of the following year.

traitement des demandes. De même, des missions ont été ouvertes à Lima, à Guatemala et à Beijing; celles de Birmingham, de Glasgow et de Strasbourg ont été fermées. Le Comité loue ces mesures, mais il aimerait faire écho aux remarques du Comité sur les droits à l'égalité, selon lequel il est anormal qu'il n'y ait qu'une mission seulement en Afrique et en Inde, et pas moins de douze aux États-Unis.

À cet égard, nous estimons qu'il est possible de former des employés dans toutes les missions à l'étranger pour qu'ils puissent traiter les demandes émanant de requérants de la catégorie de la famille, car la procédure n'est pas très complexe. Ce serait peut-être même un bon moyen d'améliorer et d'accélérer à peu de frais le processus de réunion des familles. Pourquoi ne pas utiliser nos 120 missions, au lieu de 65 seulement?

### Centres d'immigration du Canada

Au Canada, l'inégalité de la répartition des centres d'immigration est tout aussi évidente. De nombreux centres, particulièrement à Toronto, sont situés trop loin de la clientèle qu'ils desservent. Le Comité remarque, par exemple, que le CIC de Toronto-Est est situé à l'ouest de la rue Yonge, ce qui force les résidents à de longs déplacements.

En sus du problème de l'emplacement, il y a celui de la langue. Le Comité s'est rendu compte que de nombreux CIC desservant un groupe ethnique donné n'avaient pas le personnel voulu parlant suffisamment la langue du groupe desservi pour répondre à ses besoins. Dans certains cas, la situation est telle qu'il faut recourir à des interprètes pour jusqu'à 30 p. 100 des entrevues.

Le Comité estime que le ministère des Affaires extérieures et la CEIC devraient mieux choisir l'emplacement des missions et des CIC et veiller davantage à ce que les employés aient les compétences linguistiques voulues. Nous suggérons par exemple que le ministère des Affaires extérieures envisage de former un petit groupe d'agents multilingues qui pourraient être déplacés d'une mission à une autre chaque fois qu'on a besoin de ressources supplémentaires pour de courtes périodes. Nous recommandons que des ressources soient consacrées au recrutement et à la formation d'agents d'immigration multilingues. (Voir la section portant sur le personnel.)

La même recommandation devrait s'appliquer aux CIC situés au Canada. Il conviendrait d'embaucher des conseillers en immigration parlant couramment trois langues ou plus et de les former pour qu'ils puissent mener des entrevues et, au besoin, travailler au comptoir. Il conviendrait de discuter des améliorations dans ce domaine avec le syndicat.

### Rapport sur les niveaux d'immigration

Tous les automnes, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration annonce le nombre d'immigrants que le Canada compte accueillir l'année suivante. À cause de l'époque de l'année où les niveaux d'immigration sont rendus publics, s'ils augmentent, le ministère des Affaires extérieures doit faire l'impossible pour accroître le personnel des missions afin que ces dernières puissent assumer une charge de travail plus volumineuse. Or, il faut souvent jusqu'à l'été de l'année suivante pour ce faire.



The problem is compounded by the fact that the levels report, released in the fall, sets targets for the following calendar year. External Affairs, like most government departments, bases its staffing on the fiscal year, which begins in April.

The Committee is concerned that misplaced resources or the lack of adequate resources is causing further delays in processing family class applicants. We recommend that CEIC consider releasing the levels report earlier in the year in order to give External Affairs ample opportunity to plan staffing needs more effectively. Consideration might be given to introducing the levels report on a fiscal year basis so that it better matches budget decisions.

In the Committee's second report on levels, we recommended a minimum five-year projection of levels. If this were to be implemented, resource planning would also be easier and more efficient.

### Locally Engaged Staff

The Committee feels that more of the resources allocated to posts should be invested in Locally Engaged Staff. The Committee feels that better use of these people could result in significant savings in the housing, foreign allowances, medical and transportation costs necessary to maintain Canada-based officers in posts abroad. As discussed earlier in the section on Personnel, visa officers should continue to make the final decision and the use of LES should be expanded cautiously.

### Processing Priorities

Family class applicants are given now, and should continue to be given, top priority in processing. The Committee recognizes, however, that other categories of immigrants are important as well. Indeed, in our third report to the House, this Committee stressed the significance of entrepreneurs and made recommendations for streamlining and facilitating their entry. The Committee was emphatic, however, that increasing the resources for processing entrepreneurs should not be at the expense of other immigrant classes. We recommended that full cost recovery for processing entrepreneurial applications should be implemented so that the program could become as self-sufficient as possible.

The government accepted many of the Committee's recommendations in that report. It has come to our attention, however, that our fears that other classes, primarily family class, would suffer were justified. The government's cost recovery program makes no distinction between family class applicants and their sponsors, usually people of modest means, and entrepreneurs, who by definition have sufficient resources to pay at a level more appropriate to the complexity of their cases and the greater time required to process their applications.

Le problème est aggravé du fait que les niveaux d'immigration publiés à l'automne portent sur l'année civile suivante. Le ministère des Affaires extérieures, comme la plupart des ministères, fonde ses prévisions de dotation sur l'année financière, qui commence en avril.

Le Comité craint que la mauvaise répartition des ressources ou le manque des ressources voulues retarde le traitement des demandes émanant des requérants de la catégorie de la famille. Nous recommandons que la CEIC envisage de publier plus tôt dans l'année le rapport sur les niveaux d'immigration, de façon que le ministère des Affaires extérieures ait amplement le temps de planifier plus efficacement ses besoins en personnel. On pourrait également envisager de fonder les niveaux d'immigration sur l'année financière, pour mieux les faire correspondre aux décisions budgétaires.

Dans le deuxième rapport qu'il a publié sur la question, le Comité a recommandé que soient établies des prévisions quinquennales des niveaux d'immigration, ce qui permettrait aussi de faciliter et d'améliorer la planification des ressources.

### Personnel recruté sur place

D'après le Comité, il conviendrait d'affecter une plus grande partie des ressources allouées aux missions au recrutement d'employés sur place. On pourrait ainsi réaliser d'importantes économies sur le plan du logement, des indemnités de séjour à l'étranger, des frais médicaux et des frais de transport découlant de l'affectation d'agents canadiens dans les missions à l'étranger. Comme nous le précisons dans la section intitulée Personnel, les agents des visas continueraient d'être les seuls habilités à rendre les décisions finales, et il conviendrait de procéder avec prudence à l'augmentation du nombre des employés recrutés sur place.

### Demandes prioritaires

Les requérants de la catégorie de la famille ont actuellement la priorité et cela doit continuer. Le Comité reconnaît cependant que d'autres catégories d'immigrants sont tout aussi importantes. En fait, dans son troisième rapport à la Chambre, le Comité avait fait ressortir l'importance des entrepreneurs et avait recommandé que l'on simplifie les formalités pour faciliter leur admission. Le Comité avait cependant insisté pour que l'augmentation des ressources consacrées au traitement des demandes émanant des entrepreneurs ne se fasse pas aux dépens des autres catégories d'immigrants. Nous avions recommandé que des mesures prévoyant le recouvrement intégral des coûts de traitement des demandes émanant des entrepreneurs soient mises en oeuvre, de façon que ce programme en vienne à rentrer le plus possible dans ses frais.

Le gouvernement a accepté un bon nombre des recommandations du Comité figurant dans ce rapport. Nous nous sommes cependant rendu compte que nos craintes que d'autres catégories, surtout la catégorie de la famille, souffrent de ces nouvelles dispositions étaient justifiées. Le programme de recouvrement des coûts du gouvernement ne fait aucune distinction entre les requérants de la catégorie de la famille et leurs parrains, généralement des gens aux moyens modestes, et les entrepreneurs, qui, par définition, ont des ressources suffisantes pour payer des frais supérieurs correspondant

The Committee feels compelled to reiterate in this report what we recommended previously: resources for other programs, however laudable they may be, must *not* detract from family class processing. Further, the cost recovery system should be redesigned to reflect the complexity of processing and the ability of the applicants in a category to pay.

## RECOMMENDATIONS

48. In its planning, External Affairs and CEIC should consider the geographic distribution of posts abroad and immigration centres in Canada. Efforts should be made to shift resources to high-volume family class posts.
49. Additional resources should go to training a small group of multilingual officers who would travel from post to post or from immigration centre to centre as necessary.
50. The annual levels report should be released earlier in the year in order to give adequate time for External Affairs to plan staffing needs for its posts.
51. When planning resources for posts, External Affairs should consider increasing the use of locally engaged program staff.
52. Increasing the resources devoted to other immigrant categories, such as entrepreneurs, must not be at the expense of the family class.
53. The cost recovery system should be redesigned to reflect the complexity of processing and the ability of the applicants in a category to pay.

## TECHNOLOGY

The typical business or government office today is a very different place from what it was 10 years ago. Technology in many different forms has revolutionized the way we store, retrieve and use data. It has eliminated entirely or greatly reduced many highly repetitive, routine clerical tasks. It has revolutionized communications systems.

Few of these technological changes are evident in immigration processing at Canada's posts abroad: a few posts have a word processor, a few a mini-computer, or microfiche system. None, least of all the busiest, have the kind of technological support systems that are now common in other fields, and, indeed, are used in other countries in immigration.

mieux à la complexité de leurs cas et au délai plus long nécessaire pour traiter leurs demandes.

Le Comité sent la nécessité de répéter dans le présent rapport ce qu'il avait recommandé précédemment: l'affectation de ressources aux autres programmes, aussi louables soient-ils, ne doit pas nuire au traitement des demandes de la catégorie de la famille. De plus, le système de recouvrement des coûts doit être réaménagé afin de tenir compte de la complexité du traitement des demandes et de l'aptitude des requérants de chaque catégorie à payer.

## RECOMMANDATIONS

48. Dans leurs travaux de planification, le ministère des Affaires extérieures et la CEIC devraient accorder plus d'importance à la répartition géographique des missions à l'étranger et des centres d'immigration au Canada. Il faudrait essayer de muter une partie des ressources dans les missions où le nombre des demandes de la catégorie de la famille est élevé.
49. Des ressources additionnelles devraient être affectées à la formation d'un petit groupe d'agent multilingues qui se déplaceraient de mission en mission ou de CIC en CIC, au besoin.
50. Le rapport sur les niveaux annuels d'immigration devrait être publié plus tôt dans l'année afin que le ministère des Affaires extérieures dispose du temps voulu pour planifier ses besoins en dotation dans ses missions.
51. Dans la planification des ressources nécessaires aux missions, le ministère des Affaires extérieures devrait envisager d'accroître le recours à des employés recrutés sur place et chargés de l'application du programme d'immigration.
52. L'accroissement des ressources consacrées à d'autres catégories d'immigrants, comme celle des entrepreneurs, ne doit pas être fait aux dépense de la catégorie de la famille.
53. Le système de recouvrement des coûts doit être réaménagé afin de tenir compte de la complexité du traitement des demandes et de l'aptitude des requérants de chaque catégorie à payer.

## TECHNOLOGIE

Le bureau moderne typique, que ce soit dans une entreprise ou au gouvernement, est très loin de ce qu'il était il y a dix ans. La technologie, sous ses différentes formes, a révolutionné nos façons d'entreposer, d'extraire et d'utiliser les données; elle a supprimé à peu près entièrement de nombreuses tâches répétitives et courantes, et a transformé en profondeur les communications.

Cette évolution technologique ne semble pas avoir atteint les services canadiens de l'immigration à l'étranger. Si quelques rares missions disposent d'une machine de traitement de texte, d'un mini-ordinateur ou d'un système de microfiches, aucune, même parmi les plus occupées, ne possède le genre de système de soutien technologique maintenant courant dans d'autres domaines, et utilisé d'ailleurs par les services d'immigration d'autres pays.



A computer system is in its initial trial stages at Hong Kong and staff are very enthusiastic about its potential. It is the Committee's view that Canada should equip its posts abroad, especially the busiest ones, with the technology necessary to increase their efficiency. The Committee believes that this expenditure is urgent and that it will save money in the long run. Our ability to process the higher levels of immigration that are projected for this and the coming years could well be in jeopardy if action is delayed.

If resources were unlimited, the Committee would recommend that full computerization, along with other technologies, should be implemented in all posts as soon as possible. However, the Committee is aware that financial realities require that needs be prioritized. The Committee therefore recommends that the introduction of new technology should take place in four stages.

1) Computer applications should be devised for in-house processing at Canada's high-volume posts. An electronic file system would enable officers to have speedy access to individual files without requiring the physical movement of paper. Fewer files would therefore be misplaced; inquiries about the processing status of a case could be answered immediately; summary data on all files would be readily available. Computers could also automatically print letters and issue the final visa. These two functions alone would simplify the clerical aspect of processing, not an insignificant cost-saving achievement.

2) The Committee's second priority also relates to high-volume posts, especially those in countries where visitor visa processing is a large part of the immigration program. These posts would greatly benefit from a computer to perform the "look-out" function. A look-out system, whether computerized or manual, identifies people who have come to the attention of immigration authorities before. Where a manual card system relating only to a single post is used, the process is both time-consuming and of less value than a computer linked to other posts.

The Committee therefore urges the development of a high speed computer link between our busiest posts and Ottawa which would identify past refusals and deportations, criminals, terrorists and so on. The basis for such a computer link already exists in the FOSS system now in use within Canada. The technology for global extension has also been developed by the United States. A look-out system would greatly facilitate visitor visa processing, thereby freeing more resources for the family class; it would also assist in the initial checks required in family class processing itself.

3) The Committee's third priority relates to posts whose processing volumes are lower. Many of these posts do not need the sophisticated computer support discussed above. For some,

Un système informatisé est actuellement à l'essai à Hong Kong, et son potentiel suscite l'enthousiasme du personnel. Le Comité estime que le Canada devrait doter ses missions à l'étranger, en particulier les plus occupées, des techniques nécessaires pour qu'elles puissent être plus efficaces. Cette modernisation s'impose de toute urgence, et elle permettra de réaliser des économies à la longue. En effet, si nous ne prenons pas immédiatement des mesures en ce sens, nous aurons du mal à traiter les demandes d'immigration plus nombreuses prévues pour cette année et les années à venir.

Si nous disposions de ressources illimitées, le Comité recommanderait, entre autres améliorations techniques, l'informatisation complète de toutes les missions, le plus tôt possible. Cependant, puisqu'il faut bien établir des priorités pour tenir compte des réalités financières, nous suggérons plutôt que l'implantation de ces nouvelles techniques se fasse en quatre étapes.

1) Il faudrait concevoir des applications sur ordinateur pour le traitement interne des données dans les missions canadiennes les plus occupées. Ainsi, s'ils disposaient d'un système de classement électronique, les agents auraient rapidement accès aux dossiers sans devoir manipuler de papier. Ce système permettrait de réduire le nombre de dossiers mal placés, de fournir immédiatement des renseignements sur le traitement des demandes et d'obtenir sans délai des données sommaires portant sur tous les dossiers. Les ordinateurs pourraient également imprimer les lettres et délivrer les visas automatiquement; à elles seules, ces deux fonctions suffiraient à simplifier la paperasserie liée au traitement des demandes, ce qui permettrait déjà de réaliser des économies considérables.

2) La deuxième étape concernerait également les missions très occupées, particulièrement celles qui se trouvent dans les pays où l'octroi de visas de visiteur constitue une large part du programme d'immigration. Un ordinateur destiné à assurer un système de vérification externe serait très utile dans ces missions. Ce système, informatisé ou manuel, permet d'identifier les personnes qui ont déjà attiré l'attention des autorités de l'immigration. Lorsqu'on se sert d'un système de fiches manuelles ne portant que sur une seule mission, ce travail prend du temps et est moins utile que celui que pourrait effectuer un ordinateur relié à d'autres missions.

Le Comité recommande par conséquent la mise en place d'un système de liaison informatique à haute vitesse entre nos missions les plus occupées et Ottawa, ce qui permettrait d'identifier par exemple les personnes ayant déjà fait l'objet d'un refus ou d'une expulsion, ainsi que les criminels et les terroristes. Il existe déjà une base pour ce système de liaison informatique: c'est le système SSOBL, déjà utilisé au Canada. Les techniques nécessaires pour les communications internationales ont en outre été mises au point aux États-Unis. Un système de vérification externe faciliterait beaucoup le traitement des demandes de visas de visiteur, ce qui permettrait de libérer des ressources pour les demandes de la catégorie de la famille; il serait également utile pour les premières vérifications que requièrent les demandes de cette dernière catégorie.

3) Troisièmement, le Comité s'attacherait aux missions où le nombre de demandes est moins élevé. Bon nombre de ces missions n'ont pas besoin du matériel informatique perfec-

several word processors would be sufficient to streamline their work and greatly increase efficiency. Or a mini-computer could be used to process one particular group, independents under the revised point system, for example. In others, the need may be greater to introduce a microfiche system for record-keeping. Some posts might benefit from a combination—or even all—of the above, but it is important that the technology relate to the actual needs of the post.

4) Finally, the Committee realizes that the introduction of cost recovery has introduced yet another element into immigration processing. Other countries which charge fees for their services have made excellent use of computerized cash registers. These can provide accurate internal accounting records and minimize the management problems always associated with the receipt of large sums of cash.

From the foregoing discussion, it will be clear that the Committee is enthusiastic about the opportunity presented by the varying technologies to increase productivity and cut processing times. The Committee is aware of the problems that the introduction of computers and other complex machines can bring with it, especially in countries without a western-style technological base. These countries may lack the local expertise needed for initial installation and ongoing maintenance work. Local clerical staff may need extensive training in order to be able to input the necessary information. In addition, there can be problems with erratic power supply.

The Committee believes that all of these problems can be overcome. Maintenance agreements with the supplier of a computer system can make up for a lack of local expertise; staff can be trained by experts; many posts have their own source of power, and so on. The Committee notes the recent announcement by the government that each of Canada's trade missions abroad is to receive one mini-computer in the near future, for a total of over 100. Immigration deserves no less. In short, the Committee feels strongly that the gains to be made from technology for immigration processing far outweigh the drawbacks and we urge the government to act as quickly as possible to bring our posts abroad into the 1980s.

### Communication

Technology could also be invaluable to give immigrants and visitors a better understanding of Canada and Canadian customs and culture. Videotapes and other technological tools could also save staff time and resources.

tionné dont nous venons de parler. Dans beaucoup d'entre elles, plusieurs machines de traitement de texte seraient suffisantes pour simplifier le travail et augmenter considérablement l'efficacité du service. On pourrait aussi avoir recours à un mini-ordinateur pour le traitement des demandes d'un groupe donné, par exemple, celles des requérants indépendants visés par le nouveau système de points d'appréciation. Dans d'autres cas, il serait peut-être plus utile d'adopter un système de microfiches pour la tenue de dossiers. Certaines missions pourraient profiter d'une combinaison de ces supports techniques, ou même de tous, mais il est important que les mesures adoptées en ce sens répondent aux véritables besoins de chaque mission.

4) Enfin, le Comité s'est rendu compte que l'adoption du principe du recouvrement des coûts a introduit un nouvel élément dans le traitement des demandes d'immigration. Les caisses enregistreuses informatisées sont extrêmement utiles dans d'autres pays qui font payer leurs services; elles peuvent fournir des relevés exacts pour la comptabilité interne et réduire les problèmes de gestion qui se posent toujours lorsqu'un organisme reçoit d'importantes sommes d'argent comptant.

Bien qu'il soit convaincu que ces diverses innovations techniques pourraient permettre d'améliorer la productivité et de réduire les délais de traitement, le Comité est bien conscient des problèmes que peut poser l'introduction des ordinateurs et d'autres instruments complexes, particulièrement dans les pays ne disposant pas de la même infrastructure technique que les pays occidentaux. En effet, on ne trouve pas toujours dans ces pays des spécialistes capables d'installer l'équipement et de l'entretenir, et il faut parfois prévoir une formation intensive pour le personnel du bureau recruté sur place afin que celui-ci puisse entrer dans l'ordinateur les données nécessaires. Les fluctuations de l'approvisionnement en électricité peuvent également poser des problèmes.

Le Comité croit cependant qu'aucun de ces problèmes n'est insoluble. Ainsi, il est possible de signer des contrats d'entretien avec les fournisseurs d'ordinateurs, pour compenser l'absence de compétences locales, et de faire venir des spécialistes pour former le personnel; par ailleurs, la plupart des missions possèdent leur propre source d'électricité. Le Comité tient à souligner que le gouvernement a annoncé récemment que chacune de ses missions commerciales à l'étranger serait bientôt dotée d'un mini-ordinateur; plus de cent de ces appareils seront ainsi distribués. Les services d'immigration en méritent tout autant. En bref, le Comité est convaincu que les avantages des techniques nouvelles pour les services d'immigration dépassent de beaucoup leurs inconvénients, et nous demandons instamment au gouvernement de prendre des mesures aussi rapidement que possible pour que nos missions à l'étranger vivent vraiment à l'heure des années 80.

### Communications

La technologie pourrait aussi apporter une aide inestimable pour mieux faire connaître aux immigrants et aux visiteurs la culture et les coutumes canadiennes. L'utilisation de vidéocassettes et d'autres outils technologiques permettrait en outre d'économiser des ressources et d'épargner du temps au personnel.



## RECOMMENDATIONS

54. Canada's posts abroad should be technologically equipped as soon as possible, with priority placed on high-volume posts.
55. Videotapes and other material should be available at posts to give immigrants and visitors a better understanding of Canada.

## REPRESENTATIONS

The delays now inherent in processing many family class applicants often generate a number of inquiries, by telex and regular mail, about the status of a particular case. Answering them, which can take anywhere from a few hours to a full day a week, diverts an officer's time from processing, thereby causing even greater delays.

Although most posts do not systematically categorize their telex traffic and mail, the Committee found that these tend to fall into two groups:

1. routine inquiries, memos or policy decisions from CEIC or External Affairs;
2. representations or questions on a particular case in process. These can come from a number of sources, including the departments, the applicant, the sponsor, lawyers and consultants, the Minister's Office or Members of Parliament. It is not unusual to receive a number of inquiries on one case.

The Committee found that the volume of memos and inquiries varies widely from post to post. While some may have only a trickle, others—most notably the higher-volume posts—are trying to cope with as many as 10,000 telexes a year.

Posts have developed a number of methods for dealing with inquiries. These can range from any or all of designating a locally engaged or Canada-based officer to respond to them, keeping a centralized log book, noting the date, request, file number, and urgency of the case, to having one person coordinating responses.

The Committee noted a number of ways to deal with the demand for information. In order to reduce the number of routine matters coming into the post from group 1, one CIC has developed a system whereby departmental requests and inquiries going to posts abroad are channelled through one office. In this way, it hopes to reduce the number of telexes going to posts.

In order to get a clearer idea of the type and source of representations in group 2, which is the larger problem, the Committee recommends that for the next few months posts keep a log of all requests to ascertain the total amount of telexes and mail and the source of those inquiries. This number should be broken down into the two groups and subgroups described above to discover how much is informational, how much is the result of direct representations through CICs or

## RECOMMANDATIONS

54. Les missions canadiennes à l'étranger devraient disposer le plus tôt possible d'équipement technique moderne, la priorité allant aux missions les plus occupées.
55. Les missions devraient disposer de vidéocassettes et d'autres moyens techniques afin de mieux faire connaître le Canada aux immigrants et aux visiteurs.

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Les retards actuellement inévitables dans le traitement des nombreuses demandes émanant de requérants de la catégorie de la famille entraînent souvent des demandes de renseignements, par télex ou par courrier, sur l'état d'un cas donné. Les agents d'immigration consacrent de quelques heures à une journée par semaine à ces demandes de renseignements, ce qui aggrave encore plus les retards.

Bien que la plupart des missions ne répartissent pas systématiquement par catégorie les télex et les lettres, le Comité s'est rendu compte que ceux-ci tombent dans deux groupes:

1. demandes de renseignements, notes de service ou décisions d'ordre général émanant de la CEIC ou des Affaires extérieures;
2. demandes de renseignements ou questions visant un cas particulier en cours d'étude. Celles-ci peuvent provenir de diverses sources, notamment des ministères, du requérant, du parrain, des avocats et des experts-conseils, du cabinet du Ministre ou des députés. Il n'est pas rare de recevoir plusieurs demandes de renseignements au sujet d'un seul cas.

Le Comité a observé que le volume des notes de service et des demandes de renseignements varie beaucoup d'une mission à l'autre. Dans certains cas, il y en a très peu, mais dans d'autres, surtout dans les missions très occupées, il peut y avoir jusqu'à 10 000 télex par an.

Les missions ont mis au point diverses méthodes de traitement des demandes: désignation d'un employé recruté sur place ou d'un agent au Canada pour répondre aux demandes; tenue d'un registre centralisé où sont inscrits la date, la demande, le numéro de dossier et l'urgence du cas; désignation d'une personne chargée de coordonner les réponses. Les missions appliquent une ou plusieurs de ces méthodes.

Le Comité a noté certaines façons de faire face aux demandes de renseignements. Pour réduire le nombre des questions courantes du groupe 1 adressées aux missions, un CIC a mis au point un système dans lequel toutes les demandes émanant du Ministère ou destinées aux missions à l'étranger passent par un seul bureau. De cette manière, il espère réduire le nombre des télex envoyés aux missions.

Pour avoir une meilleure idée de la nature et de la source des demandes du groupe 2, qui constituent le plus gros problème, le Comité recommande que, pendant les prochains mois, les missions tiennent un registre de toutes les demandes pour en établir la provenance de même que pour déterminer le volume total des télex et des lettres. Il conviendrait ensuite de répartir les demandes entre les deux groupes et les sous-groupes mentionnés ci-dessus, afin de découvrir combien sont des demandes d'information, combien résultent de démarches

through Ottawa headquarters, or how much is direct from individuals in Canada and abroad.

Some visa officers have suggested a central clearinghouse for all information and inquiries coming to a post. Whether a clearinghouse is administratively feasible and whether there should be exceptions could be assessed in light of the statistical data gathered by the posts.

In addition to the data gathering exercise, the Committee has one further suggestion to make. Given our previous recommendations to involve the sponsors in the delivery of information and forms to applicants, we feel that posts abroad should send a form letter to applicants and sponsors acknowledging receipt of a completed file. These letters should also indicate that processing is now beginning. In this way, inquiries about the status of a case may be reduced, and thus take some of the pressure off posts.

## RECOMMENDATIONS

56. Over the next few months, posts should monitor the type, number and source of requests for information. The results should then be reported to External Affairs and CEIC so that the data can form part of a strategy to handle the large number of representations.
57. In order to reduce the number of inquiries about the status of a particular case, posts should acknowledge receipt of a completed file by sending a form letter to both the applicant and the sponsor.

## LEGAL ASSISTANCE TO POSTS ABROAD

In discussions with visa officers abroad, it became apparent to Members that, at some posts at least, the quality and amount of legal analysis that CEIC sends to posts abroad is neither sufficient nor well enough understood. As we noted in the Preamble to this report, the nature of immigration has changed in recent years. Since the coming into force of the new *Immigration Act* in 1978, there have been continuous developments in the law. Canada's immigration bar, in its infancy 10 years ago, is now very active and lawyers have made themselves an integral part of many aspects of immigration. Decisions, often news-making precedents, are being rendered by both the Immigration Appeal Board and the Federal Court and they may have an immediate effect on decisions being made in our posts abroad.

It appears to the Committee that CEIC has not responded to these burgeoning legal developments by tailoring its information to the legal needs of the posts abroad. To be sure, at many posts there are few problems, from either the immigrants' or the visa officers' point of view. In others, however, where rejection rates are high, the fact is that immigration,

directes auprès des CIC ou de l'administration centrale à Ottawa, et combien proviennent de particuliers au Canada et à l'étranger.

Certains agents des visas ont proposé de créer un bureau central pour toutes les demandes d'information envoyées à une mission. En se fondant sur les chiffres compilés par les missions, on pourrait déterminer s'il est administrativement possible d'établir un bureau central et s'il devrait y avoir des exceptions.

En plus de la compilation de données sur les demandes de renseignements, le Comité a une autre suggestion à faire. Étant donné nos recommandations antérieures visant à faire participer les parrains à l'envoi de renseignements et de formulaires aux requérants, nous estimons que les missions devraient faire parvenir une lettre circulaire aux requérants et aux parrains pour accuser réception des dossiers complets. Cette lettre devrait en outre indiquer que le traitement de la demande va commencer, ce qui contribuerait peut-être à réduire le nombre de demandes de renseignements et à soulager les missions d'une partie du fardeau qu'elles constituent.

## RECOMMANDATIONS

56. Pendant les prochains mois, les missions devraient noter la nature, le nombre et la provenance des demandes de renseignements qui leur sont adressées. Les résultats devraient alors être envoyés au ministère des Affaires extérieures et à la CEIC qui s'en serviraient pour élaborer une façon de donner suite à ces nombreuses demandes.
57. Afin de réduire le nombre de renseignements au sujet d'un cas particulier, les missions devraient accuser réception d'un dossier complet en faisant parvenir une lettre circulaire au requérant et à son parrain.

## AIDE JURIDIQUE AUX MISSIONS À L'ÉTRANGER

Au cours de nos entretiens avec les agents des visas à l'étranger, nous nous sommes rendu compte que, dans certaines missions du moins, la qualité et le volume des analyses juridiques provenant de la CEIC ne sont pas suffisants et que ces analyses ne sont pas toujours bien comprises. Comme nous l'avons signalé dans le préambule, l'immigration a beaucoup changé ces dernières années. Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle *Loi sur l'immigration* en 1978, le droit n'a pas cessé d'évoluer. Les avocats canadiens spécialisés dans les questions d'immigration, peu nombreux il y a dix ans, sont maintenant très actifs et font partie intégrante de bon nombre d'aspects du processus d'immigration. Des décisions, souvent à l'origine de précédents signalés dans les médias, sont continuellement rendues par la Commission d'appel de l'immigration et par la Cour fédérale, et elles peuvent avoir des effets immédiats sur les décisions prises dans les missions à l'étranger.

Il apparaît au Comité que la CEIC n'a pas suffisamment réagi à ces faits nouveaux de nature juridique et qu'elle n'a pas bien adapté l'information aux besoins juridiques des missions à l'étranger. Bien sûr, dans de nombreuses missions, il y a peu de problèmes, que ce soit du point de vue des immigrants ou de celui des agents des visas. Dans d'autres cependant, où les taux de rejet sont élevés, l'immigration, fondée sur une loi et des



founded as it is on an extensive Act and Regulations, is very much a legal—some would say legalistic—matter.

This is not to say that no legal material is sent to posts. It is. Posts receive copies of legal decisions relating to their own files, but perceive the need for more detailed analysis of the implications of those decisions. Even more important, they feel the need for ongoing analysis of general legal developments in immigration. Analysis is important for the development of consistency because legal decisions can often be read narrowly or broadly and the full implications of a decision may not be readily apparent.

Even written material of the highest quality can be less than completely effective for busy officers already swamped with paper. The Committee therefore suggests that perhaps CEIC should initiate some innovative communications techniques. Audio or video cassettes, for example, have an impact often missing from terse printed material and are now common continuing educational tools for practising professionals.

Another kind of information exchange that could be very useful would be personal contact between, on the one hand, headquarters legal officials and the lawyers who represent the government, and, on the other hand, visa officers. Knowledge gained from first-hand experience in the post could help CEIC better understand the perceptions and needs of officers in the field.

## RECOMMENDATIONS

58. CEIC should undertake to provide more effective analysis and guidance to posts abroad regarding legal developments in immigration.
59. In addition to written material, other media of communication should be considered, including the possibility of videotapes and personal visits to better train officers in legal matters.

## CANADA-BASED OPERATIONS

The Committee's investigations of family class processing extended to a number of CICs as well as posts abroad. We discovered that significant delays occur in processing in Canada. In order to streamline all family class processing, we believe that changes must also occur in our Canada-based operations. Throughout this report, we have made a number of recommendations designed to speed up family class processing in Canada. These are collected and summarized in this section.

### Interviews

The length of time before a sponsor is interviewed can range from a few days to a few months, depending on the location of the CIC and the workload. At the present time, all sponsors

règlements volumineux, est une question extrêmement juridique, certains diraient même legaliste.

Cela ne veut pas dire qu'on n'envoie aucune information juridique aux missions, bien au contraire. Les missions reçoivent des copies des décisions portant sur les affaires dont elles s'occupent, mais elles sentent le besoin d'analyses plus détaillées des répercussions de ces décisions. Fait encore plus important, elles estiment avoir besoin d'analyses permanentes des faits nouveaux d'ordre général dans le domaine de l'immigration. L'analyse est importante pour assurer une certaine uniformité, parce que les décisions juridiques peuvent être interprétées de façon soit étroite, soit large, et que les répercussions complètes d'une décision ne sont pas toujours apparentes.

Même de la meilleure qualité, les documents écrits ne sont pas toujours vraiment efficaces pour des agents très occupés, déjà inondés de documents. Le Comité pense que la CEIC pourrait peut-être s'intéresser à des techniques de communication innovatrices. Par exemple, l'utilisation de cassettes audio ou vidéo, qui sont maintenant des instruments de perfectionnement courants chez les professionnels, a une efficacité qui manque souvent aux documents écrits rédigés de façon succincte.

Un autre type d'échange d'informations serait très utile. Il s'agit des contacts personnels entre, d'un côté, les spécialistes juridiques de l'administration centrale et les avocats qui représentent le gouvernement et, de l'autre, les agents des visas. Les connaissances acquises grâce à une expérience pratique dans une mission aideraient la CEIC à mieux comprendre les perceptions et les besoins des agents à l'étranger.

## RECOMMENDATIONS

58. La CEIC devrait s'efforcer de fournir des analyses et des conseils plus efficaces aux missions à l'étranger au sujet de l'évolution juridique de l'immigration.
59. En plus des documents écrits, d'autres moyens d'information devraient être envisagés, notamment la possibilité d'utiliser des vidéocassettes et d'organiser des visites personnelles afin de mieux former les agents sur les aspects juridiques de l'immigration.

## OPÉRATIONS AU CANADA

Dans son étude du traitement des demandes de la catégorie de la famille, le Comité s'est rendu dans certains CIC, ainsi que dans des missions à l'étranger. Nous avons découvert que le traitement des demandes au Canada souffre de gros retards. Pour simplifier le traitement de toutes les demandes de la catégorie de la famille, il convient selon nous de modifier aussi nos opérations au Canada. Dans le présent rapport, nous avons fait un certain nombre de recommandations conçues pour accélérer le traitement des demandes de la catégorie de la famille au Canada. Elles sont rassemblées et résumées ci-dessous.

### Entrevues

Selon l'emplacement du CIC et la charge de travail, il faut de quelques jours à quelques mois pour qu'un parrain subisse une entrevue. Actuellement, tous les parrains doivent subir une

are required to attend an interview and sign an application form in the presence of an immigration counsellor.

In addition to being time-consuming, the Committee felt that in some cases the interview in Canada was unnecessary. At least 30 per cent of interviews abroad for family class applicants are waived and the Committee sees no reason why a similar system could not be implemented in Canada.

### Application Forms

The Committee believes that sponsors and applicants should be able to pick up a family class package containing all the necessary information and forms either in Canada or at the post abroad. Currently, this material is only available at the post and is frequently handed out in stages. The package, described in the section A New Approach to Processing, should be mailed or otherwise delivered by the sponsors to their relatives.

### Sponsorships

The Committee is very concerned that the importance of sponsorships is not adequately emphasized to sponsors in Canada. We recommend that separate information, written in a clear and concise manner, regarding sponsorship duties be included in the package the sponsor receives. A second legal document should be designed that makes the commitment to sponsorship simple and enforceable.

The Committee feels the duration of sponsorships—currently 10 years for most family class applicants—is both unreasonable and unrealistic. We recommend that all sponsorships last no longer than three years. As well, we feel that joint sponsorships by households, church or community groups would encourage more family and community participation in sponsoring immigrants.

We agree with the current law that states that sponsors who are in default of a current undertaking should not be able to sponsor. Those who deliberately misrepresent material facts in order to gain entry for their relatives should be ineligible for sponsorship for at least five years. We recommend that this warning be included on all application forms.

Currently, a financial evaluation of a sponsor is done but not always sent to a post, especially in the case of spouses and dependent children. Lack of financial information about the settlement arrangements in Canada causes problems for the posts abroad which must satisfy the provisions of the *Immigration Act* relating to settlement arrangements in Canada. Often, this leads to a flurry of telexes between the post and the CIC in order to get the relevant information.

The Committee recommends that processing would be easier for both Canadian CICs and posts abroad if a copy of the financial evaluation form and all other relevant financial information were sent abroad. This would be particularly helpful for borderline cases.

entrevue et signer un formulaire de demande en présence d'un conseiller en immigration.

Le Comité estime que les entrevues au Canada prennent du temps et sont même inutiles dans certains cas. Dans les missions à l'étranger, les requérants de la catégorie de la famille sont dispensés de l'entrevue dans au moins 30 p. 100 des cas, et le Comité ne voit pas pourquoi on ne pourrait pas en faire autant au Canada.

### Formulaires de demande

Le Comité estime que les parrains et les requérants devraient pouvoir passer prendre une trousse contenant tous les renseignements et formulaires nécessaires au Canada ou dans une mission à l'étranger. À l'heure actuelle, on ne peut se procurer ces documents que dans les missions canadiennes à l'étranger, souvent par étapes. La trousse, décrite dans la section intitulée Révision du mode de traitement, devrait être postée ou envoyée par d'autres moyens par les parrains à leurs parents.

### Parrainage

Le Comité s'inquiète du fait que l'on n'informe pas assez les parrains des responsabilités que comporte le parrainage. Le Comité recommande que l'on insère dans la trousse remise aux parrains des renseignements distincts, clairs et concis sur les responsabilités qui leur incombent. Un document juridique séparé devrait être élaboré afin de rendre les règles du parrainage simples et faciles à appliquer.

Le Comité estime que la durée du parrainage - actuellement fixée à dix ans pour la plupart des requérants de la catégorie de la famille - est déraisonnable et irréaliste. Nous recommandons que tous les parrainages ne durent pas plus de trois ans. De plus, nous estimons que le parrainage conjoint par des ménages, des groupes religieux ou des groupes communautaires encouragerait davantage la participation des familles et des communautés au parrainage d'immigrants.

Nous sommes d'accord avec la disposition de la loi actuelle en vertu de laquelle les parrains qui ne s'acquittent pas de leurs obligations ne doivent pas être autorisés à parrainer d'autres immigrants. Ceux qui fournissent délibérément des renseignements erronés pour faire admettre leurs parents au Canada ne devraient pas pouvoir parrainer un requérant pendant au moins cinq ans. Nous recommandons qu'un avertissement à cet effet figure sur tous les formulaires de demande.

Actuellement, on procède à une évaluation de la situation financière des parrains, mais celle-ci n'est pas toujours envoyée aux missions, particulièrement dans le cas des conjoints et des enfants à charge. Or, le manque de renseignements financiers sur les modalités d'établissement au Canada entraîne des problèmes pour les missions à l'étranger, qui doivent respecter les dispositions de la *Loi sur l'immigration* à cet égard. Cela occasionne souvent de nombreux échanges de télex entre la mission et le CIC pour obtenir les renseignements manquants.

Selon le Comité, le traitement des demandes serait plus facile, tant pour les CIC au Canada que pour les missions à l'étranger, si un exemplaire du formulaire d'évaluation financière et toutes les autres données financières pertinentes étaient envoyés à la mission. Cela serait particulièrement utile pour les cas limites.



The Committee also considered the plight of sponsors who may have lower incomes or be receiving public assistance, do not meet the Low Income Cutoff figures established by Statistics Canada, and are then declared ineligible for sponsorship of their families or relatives. Our investigations found that in some cases this policy was denying reunification to some families and significantly delaying reunification in other cases.

The Committee proposes a mechanism to deal with these cases rather than have them result in an automatic refusal. We recommend that cases involving an expenditure of public assistance be referred to the provincial authorities for an opinion before a visa officer abroad makes a decision. It is our feeling that often provincial social workers would be able to better assess the sponsor's family situation than immigration officers. For employed sponsors, the Committee feels strongly that no refusals for spouses and/or dependent children are justified.

The Committee also recommends that in cases where proof of relationship is non-existent, the government should consider accepting statutory declarations from sponsors, church or community leaders and other professionals.

#### Personnel

The Committee noted a number of problems with both the quality and amount of interpretation available in immigration centres in Canada. It was evident to us that more job descriptions should require a language capability, especially for those in the CIC reception areas and those counselling sponsors. To further upgrade the quality of interviews, counsellors should be given more training. We also recommend that CEIC secondments to External Affairs receive the same comprehensive training in immigration law as an FSO prior to posting abroad.

#### Resource Allocation

In Canada, the location of many centres appears to be distant from the clientele it serves. The problem is further compounded by an insufficient number of staff capable of responding in the language of that particular ethnic community. To remedy this problem, we suggest that a small group of multilingual officers should be trained who would travel from centre to centre whenever extra resources are needed for short periods of time.

Misplaced resources or lack of resources is causing further delays in processing family class applicants because of the timing of the announcement for immigration levels. We recommend that CEIC consider releasing its report earlier in the year so that External Affairs has an opportunity to plan staffing needs. Resource planning would be further improved through five-year projections of levels.

Le Comité a également étudié le cas des parrains qui touchant un faible revenu ou recevant de l'aide sociale, ont un revenu inférieur au seuil de faible revenu établi par Statistique Canada et ne peuvent par conséquent parrainer leur famille ou des parents. Notre enquête a montré que cette politique empêche ou, tout au moins, retarde beaucoup la réunification de certaines familles.

Le Comité propose l'instauration d'un mécanisme permettant d'éviter un refus automatique dans ces cas. Nous recommandons que les cas des bénéficiaires de l'aide sociale soient soumis aux autorités provinciales, qui donneraient leur avis avant que l'agent des visas à l'étranger ne rende sa décision. D'après nous, les travailleurs sociaux des provinces sont souvent plus en mesure d'évaluer la situation familiale d'un parrain que les agents d'immigration. Dans le cas des parrains qui ont un emploi, le Comité est convaincu que rien ne justifie un refus visant un conjoint ou des personnes à charge.

Le Comité recommande également qu'en cas d'absence de preuve de parenté, le gouvernement envisage d'accepter des déclarations solennelles des parrains, de dirigeants religieux ou communautaires ou de membres de professions libérales.

#### Personnel

Le Comité a relevé un certain nombre de problèmes touchant tant la qualité que le volume des services d'interprétation dans les centres d'immigration au Canada. D'après nous, un plus grand nombre de descriptions de fonctions devraient exiger des connaissances linguistiques, en particulier lorsqu'il s'agit de personnes travaillant à l'accueil dans les CIC et de personnes conseillant les parrains. Pour améliorer davantage la qualité des entrevues, les conseillers devraient recevoir plus de formation. Nous recommandons également que les employés de la CEIC détachés aux Affaires extérieures reçoivent une formation complète en droit de l'immigration, comme c'est le cas pour les agents du Service extérieur, avant leur affectation à l'étranger.

#### Affectation des ressources

Au Canada, de nombreux CIC semblent être installés à une grande distance de la clientèle qu'ils desservent. Le problème est aggravé par le manque d'employés capables de répondre aux clients dans leur langue. Pour remédier au problème, nous proposons que l'on constitue un petit groupe d'agents multilingues qui seraient envoyés d'un CIC à l'autre pour de courtes périodes, au gré des besoins.

La mauvaise répartition des ressources ou le manque de ressources entraînent des retards additionnels dans le traitement des demandes de la catégorie de la famille en raison du moment où sont annoncés les niveaux d'immigration. Nous recommandons que la CEIC envisage de publier son rapport plus tôt dans l'année, de façon que le ministère des Affaires extérieures ait le temps de planifier ses besoins en dotation. On pourrait en outre améliorer davantage la planification des ressources en établissant des projections des niveaux d'immigration sur une période de cinq ans.

## Consultations

The Committee has become aware in its discussions with staff both in Canada and abroad that there are insufficient policy consultations between staff on the front lines and those in CEIC who set immigration policy, often in isolation from processing realities. We recommend that more consultations take place between staff who implement policy and those who decide policy, including Parliamentarians.

## FUTURE WORK OF THE COMMITTEE

In the course of its investigations, the Committee heard a number of concerns about other aspects of Canada's immigration system. Some issues are urgent but because of the mandate for this particular report—family class processing—it is not possible to deal with them here. In the coming months, however, the Committee plans to take an in-depth look at these issues, which include:

### 1. Foreign Domestic Movement

Canada's current policy of accepting domestics to work in Canada at times seems to satisfy neither the Canadian family looking for a domestic nor the person hoping to work in Canada.

### 2. Seasonal Worker Movement

Canada's cost recovery program for seasonal workers is causing confusion over who pays the fee—the Canadian employer or the employee. The program is important to Canada and to the countries involved and the Committee would like to review the program with a view to making it even more effective.

### 3. Visitor Visas

Each year, posts around the world issue approximately 250,000 visitor visas which allow people to travel to Canada. There is concern about the number of people using visas to gain entry into Canada, and staying illegally. Questions have also been raised about the factual basis of decisions to refuse visitor visas, decisions which sometimes appear capricious or arbitrary.

### 4. Consultants and Lawyers

At home and abroad, there are serious concerns about the financial exploitation of immigrants by some consultants and lawyers. Other issues such as service fees and rights to have access to information contained in an immigrant's file are also of concern.

### 5. The Point System

The Committee has concerns that the point system may not be the most efficient or effective method of assessing immigrants. Further, we are unsure that it is providing sufficient landings to meet our current and projected immigration levels.

## Consultations

Au cours de ses discussions avec le personnel, tant au pays qu'à l'étranger, le Comité s'est aperçu qu'il n'y a pas assez de consultations entre le personnel chargé de traiter les demandes et les fonctionnaires de la CEIC qui établissent la politique de l'immigration, souvent sans rien connaître des aspects pratiques du traitement. Nous recommandons par conséquent qu'il y ait plus de consultations entre ceux qui mettent en oeuvre la politique et ceux qui l'élaborent, y compris les parlementaires.

## TRAVAUX FUTURS DU COMITÉ

Pendant son enquête, le Comité a entendu un certain nombre de critiques portant sur d'autres aspects du système d'immigration du Canada. Certaines questions doivent être traitées de toute urgence, mais le Comité ne peut les aborder ici, n'ayant reçu pour mandat que d'examiner le traitement des demandes de la catégorie de la famille. Dans les prochains mois, le Comité envisage cependant de faire une étude en profondeur des questions suivantes:

### 1. Travailleurs domestiques étrangers

La politique actuelle du Canada, qui consiste à accepter des travailleurs domestiques au pays, semble parfois ne satisfaire ni les familles canadiennes à la recherche de domestiques, ni les personnes qui espèrent travailler au Canada.

### 2. Travailleurs saisonniers

Le programme de recouvrement des coûts pour les travailleurs saisonniers entraîne des malentendus au sujet des droits—est-ce l'employeur canadien qui doit les payer ou l'employé? Ce programme est important, aussi bien pour le Canada que pour les pays concernés, et le Comité aimerait l'examiner en vue de le rendre encore plus efficace.

### 3. Visas de visiteur

Chaque année, les missions canadiennes délivrent environ 250 000 visas de visiteur pour permettre à des étrangers de voyager au Canada. Certains craignent que beaucoup de personnes ne se servent de ces visas pour entrer au Canada et ensuite y rester illégalement. On s'interroge également sur les faits servant de fondement aux refus de visas de visiteur, car les décisions semblent parfois arbitraires.

### 4. Experts-conseils et avocats

Tant au Canada qu'à l'étranger, on craint sérieusement l'exploitation financière des immigrants par certains experts-conseils et avocats. D'autres questions, comme les frais de services et le droit d'avoir accès à l'information contenue dans le dossier d'un immigrant, posent également des problèmes.

### 5. Le système de points

Le Comité craint que le système de points ne soit pas la méthode la plus efficace d'évaluer les immigrants. De plus, nous nous demandons si ce système permet d'admettre suffisamment de requérants pour respecter les niveaux d'immigration actuels et projetés.



**LIST OF RECOMMENDATIONS****A New Approach to Processing**

1. In family class cases where documents are adequate, financial evaluations straightforward and the need for counselling minimal, sponsorship interviews in Canada should be waived.
2. Sponsors should be permitted to obtain a complete family class immigration package in Canada to send to their relatives abroad.
3. Applicants should be permitted to pick up a complete family class package at posts abroad.
4. Following receipt of a complete file, a visa officer should be required to make a decision within six weeks for spouses and dependent children and 12 weeks in all other family class cases.

**Membership and Priorities in the Family Class**

5. The present family and assisted relative classes should be reorganized into family class, assisted family class, and assisted relatives.
6. Family class should contain spouses and dependants (first priority); orphans, adoptive children and widowed parents (second priority); and parents without dependants, and fianci(e)s (third priority).
7. The assisted family class should consist of parents with dependants, siblings, and non-dependent children.
8. Assisted family class applicants should be assessed on a modified point system. Extra points should be awarded for close family, and employability should be assessed such that applicants would be unaffected should occupational demand points be set at zero as they were in 1982.
9. The assisted relative class should include uncles, aunts, nieces, nephews and grandchildren.
10. The concept of actual dependency should be introduced into the Act.

**Sponsorships**

11. The significance of sponsorships should be emphasized to sponsors by more information and by redesigning the financial commitment as a separate legal document.
12. Governments should take legal action to recover money paid to sponsored landed immigrants when a sponsorship has been breached.
13. Family class sponsorships should last for a maximum of three years.

**LISTE DES RECOMMANDATIONS****Révision du mode de traitement**

1. Les parrains de requérants qui ont fourni tous les documents exigés, dont la situation financière est facile à évaluer et qui n'ont guère besoin de conseils devraient être exemptés de l'entrevue au Canada.
2. Les parrains devraient pouvoir obtenir au Canada une trousse d'immigration complète qu'ils enverraient ensuite aux membres de leur famille à l'étranger.
3. Les requérants devraient pouvoir se procurer une trousse d'immigration complète dans les missions à l'étranger.
4. Après avoir reçu un dossier en règle, les agents des visas devraient être tenus de rendre une décision dans un délai de six semaines dans le cas des conjoints et des personnes à charge, et de douze semaines dans tous les autres cas de la catégorie de la famille.

**Membres de la catégorie de la famille et priorités**

5. Les catégories actuelles de la famille et des parents aidés devraient être restructurées en trois catégories: catégorie de la famille, catégorie de la famille aidée, et catégorie des parents aidés.
6. La catégorie de la famille devrait englober les conjoints et les personnes à charge (priorité n° 1); les orphelins, les enfants adoptifs et les parents veufs (priorité n° 2); et les parents sans personne à charge et les fiancés (priorité n° 3).
7. La catégorie de la famille aidée devrait comprendre les parents ayant des personnes à charge, les frères et soeurs et les enfants non à charge.
8. Les demandes des requérants appartenant à la catégorie de la famille aidée devraient être étudiées en fonction d'un système de points modifié. Des points additionnels devraient être accordés pour la proche famille, et il conviendrait de tenir compte des possibilités d'emploi des requérants, pour qu'ils ne soient pas touchés si les points accordés pour la demande de main-d'oeuvre étaient fixés à zéro, comme ils l'ont été en 1982.
9. La catégorie des parents aidés devrait comprendre les oncles, les tantes, les nièces, les neveux et les petits-enfants.
10. Il conviendrait d'introduire dans la Loi la notion de charge réelle.

**Parrainage**

11. Il faudrait souligner aux parrains l'importance du parrainage, en leur fournissant davantage de services d'information et en leur faisant signer un engagement financier dont les termes seraient modifiés et qui ferait l'objet d'un document juridique distinct.
12. Les gouvernements devraient prendre des mesures judiciaires pour recouvrer les fonds versés aux immigrants qui ont reçu le droit d'établissement mais dont le parrain n'a pas respecté ses obligations.
13. Le parrainage des immigrants de la catégorie de la famille ne devrait pasdurer plus de trois ans.

14. Joint, church and community group financial sponsorships should be available.
15. Sponsors who are currently in default of an undertaking should not be permitted to sponsor other immigrants.
16. Misrepresentation of material facts by a sponsor or immigrant should preclude future sponsorships for at least five years. This warning should appear on all application forms.
17. All financial evaluation forms should accompany the sponsorship application to the post abroad.
18. Where a sponsor of a spouse and/or dependent children is receiving public assistance, the application should be referred to provincial welfare authorities for consideration. Their opinion should assist the visa officer in making a decision.
19. A post should not refuse the application of a spouse and/or dependent children where the sponsor is employed.
14. Il faudrait autoriser le parrainage financier par plusieurs personnes, ou encore par des groupes religieux ou communautaires.
15. Les parrains qui ne respectent pas leurs obligations ne devraient pas être autorisés à parrainer d'autres immigrants.
16. Aucun parrain ou immigrant qui fournit des renseignements erronés ne devrait être autorisé à présenter une demande de parrainage pendant au moins cinq ans. Un avertissement à ce sujet devrait figurer dans tous les formulaires de demande.
17. Tous les formulaires d'évaluation financière devraient être envoyés aux missions à l'étranger avec les demandes de parrainage.
18. Lorsque la personne qui parraine un conjoint ou des enfants à charge touche de l'aide sociale, sa demande devrait être soumise aux autorités provinciales responsables des programmes sociaux, dont l'avis devrait aider l'agent des visas à prendre sa décision.
19. Les missions ne devraient pas rejeter la demande d'immigration d'un conjoint ou d'enfants à charge lorsque le parrain a un emploi.

#### Medical Processing

20. Designated Medical Practitioners (DMPs) should be given increased responsibility for ordering tests and for recommending approval of straightforward cases which present no chronic problems.
21. Canada's Health and Welfare doctors now stationed at posts abroad should audit, monitor and assess the work of the DMPs, and coordinate regular training programs for these doctors.
22. An audit system of the DMPs' work should be devised by Health and Welfare Canada to ensure that medicals taken abroad are in accordance with Canada's standards and guidelines.
23. The number of forms used to summarize an immigrant's medical classification should be consolidated into one form, to be completed by the DMP.
24. The Minister of State for Immigration should convene consultations with the appropriate provincial authorities regarding the possibility of having all medical refusals automatically referred to the provincial CIC for consideration. The CIC would continue to consult with provincial health authorities before a final decision is made.
25. The validity of a medical examination should be extended to 12 months, with a further extension of up to 12 months possible. This period should be automatically extended if delays in processing are the fault of the process and not the applicant.
26. The government should consider a mechanism to facilitate the entry of parents, otherwise inadmissible on medical grounds, who agree to provide for their own medical
20. Les médecins désignés (MD) devraient se voir conférer une responsabilité accrue et pouvoir ordonner l'administration de tests et recommander l'approbation des cas simples de personnes exemptes de tout problème chronique.
21. Les médecins du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social actuellement affectés à des missions à l'étranger devraient vérifier, surveiller et évaluer le travail des MD, ainsi que coordonner des programmes de formation régulière à l'intention de ces médecins.
22. Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social devrait concevoir un mécanisme de vérification du travail des MD afin de veiller à ce que les examens médicaux subis à l'étranger soient conformes aux normes et aux lignes directrices établies au Canada.
23. Les trois formulaires servant à aviser le Ministère de l'état de santé d'un immigrant éventuel devraient être réunis en un seul, qui serait rempli par le MD.
24. Le ministre d'État (Immigration) devrait consulter les autorités provinciales compétentes afin de déterminer s'il serait possible de soumettre automatiquement toutes les demandes susceptibles de rejet pour des raisons médicales à l'étude du CIC de la province concernée. Le CIC continuerait de consulter les autorités médicales de la province avant de rendre une décision définitive.
25. La durée de validité d'un examen médical devrait être portée à douze mois, cette période pouvant être prolongée d'au plus douze autres mois. La durée de validité devrait être prolongée d'office si les retards sont imputables au régime et non au requérant.
26. Le gouvernement devrait songer à instaurer un mécanisme facilitant l'admission de parents qui, autrement, ne seraient pas admissibles pour des raisons médicales et qui accepteraient d'assumer leurs propres frais médicaux au



expenses in Canada. A new status of long-term visitor should be considered for this group.

27. External Affairs and Health and Welfare should review the operation of post clinics and devise an alternative system should Health and Welfare doctors no longer be stationed there.
28. The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration and members of the Standing Committee on National Health and Welfare should meet with the Immigration Medical Review Board at an early date to review the medical guidelines used by Health and Welfare Canada for assessing immigrants.
29. Dependants who are not accompanying an immigrant to Canada should not be required to undergo a medical examination.

#### Security Clearances

30. In examining immigrants on security grounds, CSIS should be more selective about whom it chooses to screen intensively.
31. In countries where security information may be unreliable, CSIS should review its procedures in order to increase the reliability and usefulness of the information it collects.
32. The Solicitor General should ask the Security Intelligence Review Committee to investigate and report on whether Canada's Immigration Act is adequately protecting Canada and any recommended legislative changes should be introduced to Parliament as soon as possible.

#### Criminality Processing

33. Visa officers and CSIS officials should re-evaluate their methods of conducting criminality checks with a view to improving their accuracy. More profiling of family class applicants would help to speed up processing for those who pose little risk.
34. The Solicitor General should ask the Security Intelligence Review Committee to review the criminality provisions of the Immigration Act.

#### Validation of Relationships

5. Instructions to applicants abroad should indicate that a broad range of documents can be used to prove a relationship.
6. External Affairs should monitor the United Kingdom developments in genetic analysis as an option for establishing parentage.

Canada. Il faudrait songer à créer pour ce groupe une nouvelle catégorie, celle des visiteurs à long terme.

27. Le ministère des Affaires extérieures et le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social devraient examiner le fonctionnement des cliniques dans les missions et concevoir un mécanisme de rechange si l'on cessait d'affecter des médecins de ce dernier ministère à ces missions.
28. Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration et des membres du Comité permanent de la santé nationale et du bien-être social devraient se réunir d'ici peu avec le Comité d'étude des résultats de l'examen médical de l'Immigration, afin d'examiner les lignes directrices médicales utilisées par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social pour évaluer les demandes d'immigrants.
29. Les personnes à charge qui n'accompagnent pas un immigrant au Canada ne devraient pas être tenues de subir un examen médical.

#### Attestations de sécurité

30. Le SCRS devrait se montrer plus sélectif dans la façon dont il choisit les requérants qui feront l'objet d'une enquête poussée.
31. Dans les pays où les renseignements de sécurité ne sont peut-être pas fiables, le SCRS devrait revoir ses procédures de façon à améliorer la fiabilité et l'utilité des données qu'il recueille.
32. Le Solliciteur général devrait demander au Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité de vérifier si les dispositions de la *Loi sur l'immigration* sont suffisantes pour protéger le Canada, et de faire ensuite rapport à ce sujet; toute modification législative recommandée à cet égard devrait être présentée au Parlement dans les plus brefs délais.

#### Vérifications judiciaires

33. Les agents des visas et les fonctionnaires du SCRS devraient réévaluer leurs méthodes de vérification judiciaire en vue d'améliorer l'exactitude des résultats obtenus. En recourant davantage à l'établissement de profils pour les requérants de la catégorie de la famille, on accélérerait le traitement des demandes des requérants qui posent peu de risques.
34. Le Solliciteur général devrait demander au Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité d'étudier les dispositions de la *Loi sur l'immigration* portant sur la criminalité.

#### Vérification des liens de parenté

35. Il faudrait indiquer, dans les instructions remises aux requérants à l'étranger, que de nombreux documents peuvent servir à prouver l'existence de liens de parenté.
36. Le ministère des Affaires extérieures devrait suivre de près l'expérience d'analyse génétique menée au Royaume-Uni pour l'établissement des liens de parenté.

37. Officers in posts abroad should be encouraged to give humanitarian and compassionate consideration to cases in which there are cultural, rather than blood, relationships.
38. For cases where satisfactory proof of relationship is non-existent, the government should consider accepting statutory declarations from sponsors, church or community leaders and other professionals.

#### Personnel

39. All foreign service officers should be encouraged to gain some knowledge of immigration law and processing so that more flexibility can be introduced into the work of Canada's posts abroad.
40. Interviewing skills should be given more emphasis both for foreign service officers and CIC immigration counsellors.
41. The quality of interpretation used during interviews should be evaluated.
42. More emphasis should be placed on foreign language capability by both CEIC, for staff in Canada, and External Affairs, for officers abroad. CEIC should commission a study to assess how delivery of its services can be linguistically improved.
43. More External Affairs and CEIC job descriptions should require third-language ability, to be used when and where needed and compensated accordingly.
44. Longer postings should be considered for foreign service officers, especially in posts where officers have been trained in a foreign language.
45. Secondments from CEIC to External Affairs should receive adequate training before their first posting.
46. Locally engaged program staff should continue to assist in the processing of family class applicants. Where feasible, their use should be cautiously expanded.
47. Locally engaged program staff should be given a period of training in Canada to prepare them for family class processing.

#### Resource Allocation

48. In its planning, External Affairs and CEIC should consider the geographic distribution of posts abroad and immigration centres in Canada. Efforts should be made to shift resources to high-volume family class posts.

37. Les fonctionnaires des missions canadiennes à l'étranger devraient être encouragés à tenir compte de considérations d'ordre humanitaire dans les cas où les liens de parenté sont culturels plutôt que biologiques.
38. Dans les cas où il n'y a aucune preuve satisfaisante de l'existence de liens de parenté, le gouvernement devrait envisager d'accepter des attestations écrites de la part de parrains, de dirigeants religieux ou communautaires, ou de membres de professions libérales.

#### Personnel

39. Il faudrait inciter tous les agents du Service extérieur à acquérir une certaine connaissance du droit et des procédures de l'immigration, de façon à insérer un élément de souplesse dans le cadre de travail des missions du Canada à l'étranger.
40. Dans la formation des agents du Service extérieur et des conseillers en immigration des CIC, il faudrait accorder plus d'importance à l'acquisition des compétences nécessaires pour mener des entrevues.
41. Il conviendrait d'évaluer la qualité des services d'interprétation utilisés au cours d'entrevues.
42. Il y aurait lieu d'accorder plus d'importance aux compétences en langues étrangères du personnel de la CEIC se trouvant au Canada et des agents du ministère des Affaires extérieures affectés à l'étranger. La CEIC devrait commander une étude visant à évaluer comment la prestation de ses services pourrait être améliorée sur le plan linguistique.
43. Un plus grand nombre de descriptions de fonctions du ministère des Affaires extérieures et de la CEIC devraient exiger que le titulaire connaisse une troisième langue qu'il pourrait utiliser dans un secteur où elle serait utile; le titulaire serait rémunéré en conséquence.
44. Il faudrait songer à prévoir des affectations plus longues pour les agents du Service extérieur, notamment dans les missions où les agents ont appris une langue étrangère.
45. Les personnes détachées de la CEIC et affectées au ministère des Affaires extérieures devraient recevoir une formation suffisante avant leur première affectation à l'étranger.
46. Le personnel recruté sur place et chargé de l'application du programme d'immigration devrait continuer à aider au traitement des demandes de la catégorie de la famille; là où cela est possible, on devrait, avec prudence, lui confier des responsabilités accrues à cet égard.
47. Il y aurait lieu d'offrir au personnel recruté sur place et chargé de l'application du programme d'immigration une période de formation au Canada, afin qu'il soit préparé à s'occuper du traitement des demandes émanant de requérants de la catégorie de la famille.

#### Affectation des ressources

48. Dans leurs travaux de planification, le ministère des Affaires extérieures et la CEIC devraient accorder plus d'importance à la répartition géographique des missions à l'étranger et des centres d'immigration au Canada. Il faudrait essayer de muter une partie des ressources dans



49. Additional resources should go to training a small group of multilingual officers who would travel from post to post or from immigration centre to centre as necessary.
50. The annual levels report should be released earlier in the year in order to give adequate time for External Affairs to plan staffing needs for its posts.
51. When planning resources for posts, External Affairs should consider increasing the use of locally engaged program staff.
52. Increasing the resources devoted to other immigrant categories, such as entrepreneurs, must not be at the expense of the family class.
53. The cost recovery system should be redesigned to reflect the complexity of processing and the ability of the applicants in a category to pay.

#### Technology

54. Canada's posts abroad should be technologically equipped as soon as possible, with priority placed on high-volume posts.
55. Videotapes and other material should be available at posts to give immigrants and visitors a better understanding of Canada.

#### Representations

56. Over the next few months, posts should monitor the type, number and source of requests for information. The results should then be reported to External Affairs and CEIC so that the data can form part of a strategy to handle the large number of representations.
57. In order to reduce the number of inquiries about the status of a particular case, posts should acknowledge receipt of a completed file by sending a form letter to both the applicant and the sponsor.

#### Legal Assistance to Posts Abroad

58. CEIC should undertake to provide more effective analysis and guidance to posts abroad regarding legal developments in immigration.
59. In addition to written material, other media of communication should be considered, including the possibility of videotapes and personal visits to better train officers in legal matters.

Your Committee requests that the Government respond to this report in accordance with Standing Order 99(2).

les missions où le nombre des demandes de la catégorie de la famille est élevé.

49. Des ressources additionnelles devraient être affectées à la formation d'un petit groupe d'agent multilingues qui se déplaceraient de mission en mission ou de CIC en CIC, au besoin.
50. Le rapport sur les niveaux annuels d'immigration devrait être publié plutôt dans l'année afin que le ministère des Affaires extérieures dispose du temps voulu pour planifier ses besoins en dotation dans ses missions.
51. Dans la planification des ressources nécessaires aux missions, le ministère des Affaires extérieures devrait envisager d'accroître le recours à des employés recrutés sur place et chargés de l'application du programme d'immigration.
52. L'accroissement des ressources consacrées à d'autres catégories d'immigrants, comme celle des entrepreneurs, ne doit pas être fait aux dépens de la catégorie de la famille.
53. Le système de recouvrement des coûts doit être réaménagé afin de tenir compte de la complexité du traitement des demandes et de l'aptitude des requérants de chaque catégorie à payer.

#### Technologie

54. Les missions canadiennes à l'étranger devraient disposer le plus tôt possible d'équipement technique moderne, la priorité allant aux missions les plus occupées.
55. Les missions devraient disposer de vidéocassettes et d'autres moyens techniques afin de mieux faire connaître le Canada aux immigrants et aux visiteurs.

#### Demandes de renseignements

56. Pendant les prochains mois, les missions devraient noter la nature, le nombre et la provenance des demandes de renseignements qui leur sont adressées. Les résultats devraient alors être envoyés au ministère des Affaires extérieures et à la CEIC qui s'en serviront pour élaborer une façon de donner suite à ces nombreuses demandes.
57. Afin de réduire le nombre de renseignements au sujet d'un cas particulier, les missions devraient accuser réception d'un dossier complet en faisant parvenir une lettre circulaire au requérant et à son parrain.

#### Aide juridique aux missions à l'étranger

58. La CEIC devrait s'efforcer de fournir des analyses et des conseils plus efficaces aux missions à l'étranger au sujet de l'évolution juridique de l'immigration.
59. En plus des documents écrits, d'autres moyens d'information devraient être envisagés, notamment la possibilité d'utiliser des vidéocassettes et d'organiser des visites personnelles afin de mieux former les agents sur les aspects juridiques de l'immigration.

Votre Comité demande au gouvernement de donner suite au présent rapport, conformément au paragraphe 99(2) du Règlement.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (Issues Nos. 58, 59, 61, 62, 64, 66, 67 and 68 which includes this report) is tabled.

Respectfully submitted,

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages pertinents (fascicules n 58, 59, 61, 62, 64, 66, 67 et 68, qui comprend le présent rapport) est déposé.

Respectueusement soumis,

*Le président*

JIM HAWKES

*Chairman*



## MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JUNE 3, 1986  
(104)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 3:51 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

*Members of the Committee present:* Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, Sergio Marchi and John Oostrom.

*Acting Member present:* Andrew Witer for Peter Peterson.

*In attendance: From the Library of Parliament:* Margaret Young, Research Officer. *From the Committee's Research Staff:* Anne-Marie Smart. *From the Office of Dan Heap:* Ann John-Baptiste.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Family Class Immigration dated March 13, 1986 (*See Minutes of Proceedings of April 29, 1986, Issue No. 58*).

The Committee resumed consideration of its draft report to the House of Commons.

At 5:45 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

THURSDAY, JUNE 5, 1986  
(105)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 7:10 o'clock a.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

*Members of the Committee present:* Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, Sergio Marchi and John Oostrom.

*Acting Member present:* Andrew Witer for Fernand Jourdenais.

*In attendance: From the Library of Parliament:* Margaret Young, Research Officer. *From the Committee's Research Staff:* Anne-Marie Smart. *From the Office of Dan Heap:* Ann John-Baptiste.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Family Class Immigration dated March 13, 1986 (*See Minutes of Proceedings of April 29, 1986, Issue No. 58*).

The Committee resumed consideration of its draft report to the House of Commons.

On motion of John Oostrom, it was agreed,—That the draft report be adopted as the Committee's Eighth Report to the House of Commons, provided that no member of the Committee has raised any objections with the Chairman concerning the final version by June 9, 1986, and that the Chairman be instructed to present the Report to the House.

On motion of Andrew Witer, it was agreed,—That the Committee request a comprehensive response to the Eighth Report pursuant to S.O. 99(2).

## PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 3 JUIN 1986  
(104)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 15 h 51, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

*Membres du Comité présents:* Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, Sergio Marchi et John Oostrom.

*Membre suppléant présent:* Andrew Witer remplace Peter Peterson.

*Aussi présentes: De la Bibliothèque du Parlement:* Margaret Young, attachée de recherche. *Du Personnel de recherche du Comité:* Anne-Marie Smart. *Du Bureau de Dan Heap:* Ann John-Baptiste.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 13 mars 1986 relatif à l'immigration de la catégorie de la famille (*Voir Procès-verbaux du 29 avril 1986, fascicule n° 58*).

Le Comité reprend l'étude d'un projet de rapport à la Chambre.

À 17 h 45, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE JEUDI 5 JUIN 1986  
(105)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 7 h 10, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

*Membres du Comité présents:* Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, Sergio Marchi et John Oostrom.

*Membre suppléant présent:* Andrew Witer remplace Fernand Jourdenais.

*Aussi présentes: De la Bibliothèque du Parlement:* Margaret Young, attachée de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Anne-Marie Smart. *Du Bureau de Dan Heap:* Ann John-Baptiste.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 13 mars 1986 relatif à l'immigration de la catégorie de la famille (*Voir Procès-verbaux du 29 avril 1986, fascicule n° 58*).

Le Comité reprend l'étude d'un projet de rapport à la Chambre.

Sur motion de John Oostrom, il est convenu,—Que le projet de rapport soit adopté à titre de Huitième rapport à la Chambre des communes, à condition qu'aucun membre du Comité n'ait soulevé d'objections auprès du président du Comité au sujet de la version définitive d'ici le 9 juin 1986; et que le président reçoive instruction de présenter le rapport à la Chambre.

Sur motion d'Andrew Witer, il est convenu,—Que le Comité, conformément à l'article 99(2) du Règlement, demande à la Chambre de déposer une réponse globale au Huitième rapport.

On motion of Pauline Browes, it was agreed,—That the Chairman be authorized to organize a press conference after the Eighth Report has been presented to the House.

On motion of Sergio Marchi, it was agreed,—That the Committee authorize the printing of 1,000 additional copies of its *Minutes of Proceedings and Evidence* containing the Eighth Report to the House.

At 10:16 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, JUNE 11, 1986  
(110)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 3:39 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

*Members of the Committee present:* Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, Fernand Jourdenais, Sergio Marchi, John Oostrom and Peter Peterson.

*Other Member present:* Andrew Witer.

*In attendance:* From the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer. From the Committee's Research Staff: Anne-Marie Smart. From the Office of Dan Heap: Ann John-Baptiste. From the Committees and Private Legislation Directorate: Fiona Bladon, Administrative Assistant. From the Secretary of State Department: Huguette Jean, Translator.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Family Class Immigration dated March 13, 1986 (*See Minutes of Proceedings of April 29, 1986, Issue No. 58*).

As a result of an objection having been raised to the last version of the Committee's Eighth Report, the Committee resumed consideration of its draft report to the House of Commons in accordance with a motion adopted on June 5, 1986.

It was agreed,—That in relation to its Order of Reference dated Thursday, March 13, 1986 and Friday, May 30, 1986 concerning family class immigration, your Committee recommends that the deadline for submitting its Report to the House of Commons, be extended from Friday, June 13, 1986 to Wednesday, June 18, 1986; and

That the Chairman be instructed to present this recommendation to the House of Commons as the Eighth Report of the Committee and seek the concurrence of the House in the said Report.

On motion of John Oostrom, it was agreed,—That the draft report on family class reunification be adopted as the Ninth Report to the House of Commons, and that the Chairman be instructed to present the said Report to the House.

Sur motion de Pauline Browes, il est convenu,—Que le président soit chargé d'organiser une conférence de presse à la suite de la présentation du Huitième rapport à la Chambre.

Sur motion de Sergio Marchi, il est convenu,—Que le Comité autorise l'impression de 1000 autres exemplaires de ses *Procès-verbaux et témoignages* où figure le Huitième rapport à la Chambre.

A 10 h 16, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 11 JUIN 1986  
(110)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 15 h 39, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

*Membres du Comité présents:* Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, Fernand Jourdenais, Sergio Marchi, John Oostrom et Peter Peterson.

*Autre député présent:* Andrew Witer.

*Aussi présentes:* De la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche. Du Personnel de recherche du Comité: Anne-Marie Smart. Du bureau de Dan Heap: Ann John-Baptiste. De la Direction des comités et de la législation privée: Fiona Bladon, adjointe administrative. Du ministère du Secrétariat d'État: Huguette Jean, traductrice.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 13 mars 1986 relatif à l'immigration de la catégorie de la famille (*Voir Procès-verbaux du 29 avril 1986, fascicule n° 58*).

A la suite d'une objection soulevée relativement à la version définitive du Huitième rapport du Comité, celui-ci reprend l'étude de son projet de rapport à la Chambre des communes, conformément à une motion adoptée le 5 juin 1986.

Il est convenu,—Qu'au sujet de son ordre de renvoi du jeudi 13 mars 1986 et du vendredi 30 mai 1986 relatif à l'immigration de la catégorie de la famille, votre Comité recommande que le délai de présentation du rapport à la Chambre des communes soit prolongé du vendredi 13 juin 1986 au mercredi 18 juin 1986; et

Que le président reçoive instruction de présenter cette recommandation à la Chambre des communes à titre de Huitième rapport du Comité; et qu'il demande à cette dernière d'adopter ledit rapport.

Sur motion de John Oostrom, il est convenu,—Que le projet de rapport sur la réunification des familles soit adopté à titre de Neuvième rapport à la Chambre des communes, et que le président du Comité reçoive instruction de présenter ledit rapport à cette dernière.



At 5:04 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

A 17 h 04, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



*If undelivered, return COVER ONLY to  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*



100-100000

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 69

Thursday, June 5, 1986  
Friday, June 6, 1986

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 69

Le jeudi 5 juin 1986  
Le vendredi 6 juin 1986

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent du*

# Labour, Employment and Immigration

# Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Examination of a draft regulations concerning the  
refugee claimant backlog situation (S.O. 96(2))

and

Main Estimates 1986-87: Votes 10 and 15 under  
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

CONCERNANT:

Étude de projet de règlements concernant l'arriéré dans  
le traitement des demandes de reconnaissance du statut  
de réfugié

et

Budget de dépenses principal 1986-1987: Crédits 10 et  
15 sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the  
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,  
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

*Chairman:* Jim Hawkes

*Vice-Chairmen:*

Jean-Pierre Blackburn  
Fernand Jourdenais

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE L'IMMIGRATION

*Président:* Jim Hawkes

*Vice-présidents:*

Jean-Pierre Blackburn  
Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Warren Allmand  
Pauline Browes  
Dan Heap  
Sergio Marchi

John Oostrom  
Peter Peterson  
John R. Rodriguez  
Maurice Tremblay (*Lotbinière*)

(Quorum 6)

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



ORDER OF REFERENCE  
Friday, May 30, 1986

*ORDERED*.—That, pursuant to Standing Order 82(15)(a), consideration of Employment and Immigration Votes 1, 5, 10, 15, 20 and 25 of the Main Estimates for the year ending March 31, 1987, by the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration, be extended beyond May 31, 1986.

*ATTEST*

ORDRE DE RENVOI  
Le vendredi 30 mai 1986

*IL EST ORDONNÉ*.—Que, conformément à l'article 82(15)a) du Règlement, l'étude des crédits 1, 5, 10, 15, 20 et 25 d'Emploi et Immigration du Budget des dépenses principal de l'année se terminant le 31 mars 1987, entreprise par le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration, soit prolongée au-delà du 31 mai 1986.

*ATTESTÉ*

*pour Le Greffier de la Chambre des communes*

MICHAEL B. KIRBY

*for The Clerk of the House of Commons*

## MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, JUNE 5, 1986  
(106)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 10:43 o'clock a.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

*Members of the Committee present:* Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, John Oostrom and Peter Peterson.

*Acting Member present:* Andrew Witer for Fernand Jourdenais.

*In attendance: From the Library of Parliament:* Margaret Young and Kevin Kerr, Research Officers. *From the Committee's Research Staff:* Anne-Marie Smart. *From the Office of Dan Heap:* Ann John Baptiste.

*Witnesses: From the Department of Employment and Immigration:* J. Bissett, Executive Director; R. Girard, Director, Refugee Affairs; M. Burstein, Director, Data Analysis and Forecasts; E. Côté, Legal Affairs Division; J. Robbins, Director, Cost Recovery.

The Committee commenced an examination of draft regulations concerning the refugee claimant backlog situation, in accordance with Standing Order 96(2).

The witnesses answered questions.

At 11:25 o'clock a.m., Andrew Witer was called to take the Chair.

At 12:05 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

FRIDAY, JUNE 6, 1986  
(107)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 9:35 o'clock a.m. this day, the Vice-Chairman, Fernand Jourdenais, presiding.

*Members of the Committee present:* Warren Allmand, Pauline Browes and Fernand Jourdenais.

*Acting Members present:* Michel Champagne for Jim Hawkes; Gabriel Desjardins for Jean-Pierre Blackburn; Don Ravis for John Oostrom.

*Other Member present:* Don Boudria.

*In attendance: From the Library of Parliament:* Kevin Kerr and Eric Adams, Research Officers. *From the Committee's Research Staff:* Louise Thibault and David McGovern.

*Witnesses: From the Department of Employment and Immigration:* John Edwards, Associate Deputy Minister; Peter Hicks, Executive Director, Canadian Jobs Strategy.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Main Estimates 1986-87 (*See Minutes of Proceedings of April 9, 1986, Issue No. 53*).

The Vice-Chairman called Votes 10 and 15 under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION.

## PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 5 JUIN 1986  
(106)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 10 h 43, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

*Membres du Comité présents:* Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, John Oostrom, Peter Peterson.

*Membre suppléant présent:* Andrew Witer remplace Fernand Jourdenais.

*Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement:* Margaret Young et Kevin Kerr, attachés de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Anne-Marie Smart. *Du Bureau de Dan Heap:* Ann John Baptiste.

*Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:* J. Bissett, directeur exécutif; R. Girard, directeur, affaires des réfugiés; M. Burstein, directeur, Prévisions et analyse des données; E. Côté, Contentieux; J. Robbins, directeur, Recouvrement des coûts.

Le Comité entreprend l'étude d'un projet de règlement relatif à l'arriéré touchant le traitement des demandes, conformément aux pouvoirs que lui confère l'article 96(2) du Règlement.

Les témoins répondent aux questions.

À 11 h 25, Andrew Witer occupe le fauteuil.

À 12 h 05, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE VENDREDI 6 JUIN 1986  
(107)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 9 h 35, sous la présidence de Fernand Jourdenais, (*vice-président*).

*Membres du Comité présents:* Warren Allmand, Pauline Browes, Fernand Jourdenais.

*Membres suppléants présents:* Michel Champagne remplace Jim Hawkes; Gabriel Desjardins remplace Jean-Pierre Blackburn; Don Ravis remplace John Oostrom.

*Autre député présent:* Don Boudria.

*Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement:* Kevin Kerr et Eric Adams, attachés de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Louise Thibault et David McGovern.

*Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:* John Edwards, sous-ministre associé; Peter Hicks, directeur exécutif, Programme de la planification d'emploi.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi relatif au budget des dépenses principal de 1986-1987 (*Voir Procès-verbaux du 9 avril 1986, fascicule n° 53*).

Le vice-président met en délibération les crédits 10 et 15 inscrits sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION.



John Edwards made a statement and with Peter Hicks, answered questions.

John Edwards fait une déclaration, puis lui-même et Peter Hicks répondent aux questions.

At 10:53 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

À 10 h 53, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Friday, June 6, 1986

• 0937

**Le vice-président:** À l'ordre!

Je m'excuse d'être en retard. C'est que j'arrive de mon comté en train. Si c'était le Comité des transports, on pourrait faire une remarque sur le retard du train, mais comme ce ne l'est pas, on va demeurer sage.

**M. Boudria:** Monsieur le président, on me dit que vous êtes en retard parce que vous vous êtes arrêté dans Glengarry—Prescott—Russell. Je tiens à vous en féliciter.

**Le vice-président:** Merci, monsieur Boudria.

Monsieur Edwards, merci beaucoup d'être venu avec vos collègues. On me dit que vous avez préparé une déclaration sur le programme des travailleurs âgés, mais auparavant, je vais donner la parole à M. Allmand qui désire invoquer le Règlement.

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, you will be aware these additional meetings on estimates are due to a new rule in the Standing Orders, which allows the Leader of the Opposition to name one department of government for extended hearings in committee after the end of May. The Leader of the Opposition picked the Department of Employment and Immigration for continued examination.

Once this was done, I had discussions with the chairman, Mr. Hawkes, and it was agreed we would have a meeting on older workers, but on the understanding that one of the Ministers would attend within the period of extended hearings. Our first priority was Flora MacDonald, and if not her, Andrée Champagne. As of last night, it has been impossible to arrange for either Minister, and we will consequently insist that this meeting and the meeting on Monday morning be on a wide range of subjects—anything anybody wishes to bring up—and we will have to postpone our intensified work on older workers to a later date.

I would like to start right away on questioning. We have some questions on our side. Of course, if some government members or even our own members want to raise a question about older workers, it is their right. This is a new right, which is equivalent to the right to name opposition days, and so on. It is the opposition, in this case, which calls the subject-matter for debate.

I had agreed to the older worker meeting this morning only on condition that the Minister . . . By the way, one whole week of the extended period has gone by, and we have not had either Minister before us. This is the first meeting under the extended period, and now the extended period ends next Tuesday rather than June 13. So I would like us to open the meeting and just leave it for questioning. We have only until 11 a.m.

## TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le vendredi 6 juin 1986

**The Vice-Chairman:** Order!

I apologize for being late. The problem is that I came back from my riding by train. If this were the transport committee, I could comment on the fact that the train was late, but since it is not, I will refrain from doing so.

**Mr. Boudria:** Mr. Chairman, I hear you are late because you stopped in Glengarry—Prescott—Russell. I would like to congratulate you on this.

**The Vice-Chairman:** Thank you, Mr. Boudria.

I would like to thank you, Mr. Edwards, and your colleagues for coming to appear before the committee this morning. I am told that you have a statement on the older workers program, but I am going to start by giving Mr. Allmand the floor on a point of order.

**M. Allmand:** Comme vous le savez, monsieur le président, ces réunions supplémentaires au sujet du budget des dépenses découlent d'un nouveau règlement qui permet au chef de l'Opposition de choisir un ministère qui fera l'objet de réunions supplémentaires du comité après la fin de mai. Le chef de l'Opposition a choisi le ministère de l'Emploi et de l'Immigration pour une étude plus approfondie.

Par la suite, j'ai eu des discussions avec le président, M. Hawkes, et il a été convenu qu'il y aurait une réunion sur les travailleurs âgés, mais il a été entendu que l'un ou l'autre des ministres comparaitrait à l'une des réunions supplémentaires. Nous avons voulu convoquer Flora MacDonald en priorité, et si elle n'était pas disponible, nous voulions convoquer Andrée Champagne. Hier soir, on m'a dit qu'il s'est avéré impossible d'organiser une réunion avec l'une ou l'autre ministre, et par conséquent nous insistons pour que cette réunion et celle de lundi matin portent sur toute question que les membres voudront soulever. Il va falloir remettre notre travail intensifié sur les travailleurs âgés à une date ultérieure.

Je voudrais commencer à poser des questions tout de suite. Pour notre part, nous avons des questions à poser. Il va sans dire si certains députés du gouvernement ou même nos propres députés ont des questions à poser au sujet des travailleurs âgés, ils ont certainement le droit de le faire. Il s'agit d'un nouveau droit, qui équivaut au droit de choisir des journées d'opposition, etc. C'est l'Opposition qui décide de la question qui fera l'objet de la discussion.

J'avais accepté à la réunion ce matin au sujet des travailleurs âgés à condition que la ministre . . . je tiens à signaler en passant qu'une semaine de la période prolongée s'est déroulée, et nous n'avons toujours pas reçu l'une ou l'autre des ministres. C'est la première réunion en vertu du nouveau Règlement, et la période prolongée prend fin mardi prochain, plutôt que le 13 juin. Je demande donc que l'on consacre toute la réunion aux questions. La réunion ne dure que jusqu'à 11 heures.



[Texte]

[Traduction]

• 0940

**Le vice-président:** Merci, monsieur Allmand.

Monsieur Desjardins.

**M. Desjardins:** J'aimerais savoir si les témoins d'aujourd'hui sont prêts à répondre à des questions concernant d'autres dossiers.

**The Vice-Chairman:** Mr. Edwards.

**Mr. John Edwards (Associate Deputy Minister, Department of Employment and Immigration):** Mr. Chairman, it is my understanding, subject to the information available to you, that my lead Minister has agreed to appear before this committee on Monday evening. So in that sense, the member's concern about not having a Minister appear in this extended period I think is misplaced. That was certainly my understanding as of yesterday afternoon. I have checked with the officials who liaise with our Minister's office, and we believe that is still the case, that there is a session Monday evening where Miss MacDonald will be appearing.

**Mr. Allmand:** The chairman and the clerk asked me when I could not be present in the two-week period, and it was Monday night. So then they picked Monday night to appear, and I am the official critic.

**An hon. member:** Are you? Coincidence.

**Mr. Allmand:** So I refused outright; I told the Minister she could stay at home if she can only pick the one night when I cannot be here.

**Le vice-président:** Monsieur Allmand, je vous comprends, mais on me dit que M<sup>me</sup> MacDonald et M. Hawkes, le président, sont en train de négocier afin qu'elle vienne lundi. M. Edwards vient de dire qu'elle sera ici lundi.

If we discuss whether it is right or wrong that she should appear on Monday, you will not have the chance to say—or to ask one question. So I think we should go on.

Monsieur Edwards, M. Desjardins a demandé si vous et vos collègues étiez disposés à répondre à des questions autres que celles que vous avez préparées. Pouvez-vous me répondre?

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, I and my staff are prepared to answer questions beyond the subject of older workers. I would be disappointed if we did not spend some time on older workers, since that is the key issue I think that every one on this committee would recognize. I do have a brief statement I would like to read into the record on that to provide a context for those members who do want to ask questions on that subject.

**Le vice-président:** Très bien, monsieur Edwards. Vous pouvez faire vos commentaires.

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, just as the opposition have 25 days a year in which they designate the business of the House,

**The Vice-Chairman:** Thank you, Mr. Allmand.

Mr. Desjardins.

**Mr. Desjardins:** I would like to know whether our witnesses today are prepared to answer questions on other subjects.

**Le vice-président:** Monsieur Edwards.

**M. John Edwards (sous-ministre associé, ministère de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le président, je crois comprendre que ma ministre principale a accepté de comparaître devant le comité lundi soir. Donc, je trouve que, d'une certaine façon, le député a tort en disant que ni l'une ni l'autre ministre ne comparaitront devant le comité pendant la période prolongée. C'est certainement ce que j'ai compris hier après-midi. J'ai vérifié auprès des fonctionnaires qui font la liaison avec le bureau de la ministre et nous croyons toujours que M<sup>me</sup> MacDonald comparaitra devant le comité lundi soir.

**M. Allmand:** Le président et le greffier m'ont demandé quand je ne pouvais pas être présent pendant les deux semaines, et je leur ai dit lundi soir. Ensuite, ils choisissent lundi soir pour faire comparaître la ministre. Et c'est moi le critique officiel de l'Opposition.

**Une voix:** Ah bon? Quelle coïncidence.

**M. Allmand:** J'ai donc refusé carrément; je leur ai dit que la ministre pouvait rester chez elle si elle décide de comparaître devant le comité le seul soir où je ne peux pas être présent.

**The Vice-Chairman:** I understand your point, Mr. Allmand, but I am told that Miss MacDonald and Mr. Hawkes, the Chairman, are negotiating the Minister's appearance on Monday. Mr. Edwards has just said that she will be here on Monday.

Si nous passons notre temps à discuter de la question de savoir s'il est bon ou mauvais qu'elle compareisse lundi, vous n'aurez même pas la possibilité de poser une question. Je crois donc qu'il faut poursuivre nos travaux.

Mr. Edwards, Mr. Desjardins has asked whether you and your colleagues are prepared to answer questions on subjects other than the one you have prepared. Can you answer the question?

**M. John Edwards:** Monsieur le président, mon personnel et moi sommes disposés à répondre aux questions autres que celles qui portent sur les travailleurs âgés. Je serais déçu si on ne consacrait pas une partie du temps à la question des travailleurs âgés, étant donné que je crois que tous les membres du comité seraient d'accord pour dire qu'il s'agit là de la question principale. J'ai une brève déclaration que je voudrais voir consignée au compte rendu pour donner un contexte aux députés qui voudront poser des questions sur ce sujet.

**The Vice-Chairman:** Fine, Mr. Edwards. You may proceed with your statement.

**M. Allmand:** L'Opposition a le droit de choisir la question qui fera l'objet du débat à la Chambre pendant 25 jours dans

**[Text]**

this new rule leaves it to the Leader of the Opposition to designate the department and the estimates. Before us this morning we have the employment and insurance votes of the Department of Employment and Immigration. It was only on condition that there would be an agreement with respect to the attendance of the Ministers that we agreed that this morning's meeting be on this subject.

Now, we have only an hour and 15 minutes—to get to Question Period, we have only an hour. The older worker problem is not going to go away between now and the end of the month. I have tried to raise it on other occasions—we have other priorities this morning, and it is the opposition, under this rule, that decides the priorities. Every other day of the year, except for the opposition days, the government decides the business.

By the way, these rules were put there by Mr. McGrath and Mr. Hnatyshyn, not by the opposition, and they were voted by the House. So I would like to suspend the statement this morning and get on to other matters; we have other subjects that should be discussed, especially development.

**Le vice-président:** Je suis bien d'accord avec vous, mais que voulez-vous? C'est M. McGrath qui a été nommé pour recommander des changements à la Chambre, et il ne faut pas lui faire des reproches parce qu'il est conservateur.

**Mr. Allmand:** It is his rules. So let us—

**Le vice-président:** Oui, mais nous ne sommes pas ici pour discuter si les règles sont bonnes ou non.

Madame Browes.

**Mrs. Browes:** Thank you very much, Mr. Chairman. I think it has been a really quite wise judgment on behalf of the opposition that they have chosen this particular department to have the additional meetings on. It is certainly a priority of our government too that this would be an area of intense discussion. So government members also are very happy about having the extended time to discuss employment.

I also compliment Mr. Allmand for identifying the older worker program and in particular to have some examination of this problem. And I would suggest, Mr. Chairman, that Mr. Edwards does have a prepared statement. I think it is an issue that is of utmost importance, the older worker program, and I think we should hear what he has to say as briefly as he might be able to put forth his statement, and then we would have an opportunity to talk about that, or any other questions that may come up.

• 0945

**Le vice-président:** C'est ce que j'allais demander à M. Edwards. Combien de temps votre déclaration durera-t-elle?

**Mr. John Edwards:** I believe, if we are going to spend an hour and a half on the subject, that if I spent 10 minutes setting a context for the subject it would be a useful investment. In the light of comments from some members of the

**[Translation]**

une année, et de la même façon, le nouveau Règlement prévoit que c'est au chef de l'Opposition de choisir le ministère dont les prévisions budgétaires feront l'objet d'un examen plus long. Nous sommes saisis ce matin des crédits d'emploi et d'assurance-chômage du ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Nous avons accepté le sujet de la réunion de ce matin à condition qu'il y ait entente au sujet de la comparution des ministres.

Il ne nous reste qu'une heure et quart avant la période des questions; en fait, il ne nous reste qu'une heure. Le problème des travailleurs âgés ne sera pas réglé d'ici la fin du mois. Nous avons essayé de le soulever à d'autres reprises, mais ce matin, nous avons d'autres priorités. Et c'est à l'Opposition, en vertu du nouveau Règlement, de décider des priorités. À l'exception des journées de l'Opposition, c'est toujours le gouvernement qui décide de l'ordre du jour.

Je tiens à signaler en passant que ce sont MM. McGrath et Hnatyshyn qui ont présenté le nouveau Règlement et non pas l'Opposition. Le nouveau Règlement a été accepté par la Chambre. Je demande donc que le témoin ne fasse pas sa déclaration ce matin pour qu'on puisse passer à d'autres questions, en particulier celle du développement.

**The Vice-Chairman:** I agree with you, but what can we do? Mr. McGrath was appointed to recommend changes to the House, and he should not be criticized because he is a Conservative.

**M. Allmand:** C'est lui l'auteur du nouveau Règlement. Donc, si on...

**The Vice-Chairman:** Yes, but we are not here to discuss whether or not the Standing Orders are good.

Mrs. Browes.

**Mme Browes:** Merci beaucoup, monsieur le président. Je crois que l'Opposition a fait un très bon choix en décidant d'avoir des réunions supplémentaires sur les prévisions budgétaires de ce ministère. Le gouvernement également tient à avoir des discussions très intenses au sujet de toutes ces questions. Les députés du gouvernement sont donc très heureux d'avoir plus de temps pour discuter de l'emploi.

Je félicite également M. Allmand d'avoir choisi pour faire l'objet d'une étude approfondie la question des travailleurs âgés. Je tiens à signaler, monsieur le président, que M. Edwards a un mémoire à nous présenter. Je crois que le programme pour les travailleurs âgés est extrêmement important, il faut donc permettre au témoin de faire sa déclaration brièvement. Ensuite, nous pourrions lui poser des questions sur ce sujet ou sur tout autre sujet.

**The Vice-Chairman:** I was just about to ask Mr. Edwards how long his statement would take.

**M. John Edwards:** Si nous allons parler de la question pendant une heure et demie, je crois qu'il vaudrait la peine que je passe dix minutes à vous situer la question. Etant donné que certains membres du Comité ont déjà dit qu'ils aimeraient



[Texte]

committee that they would like to spend more time on other subjects, perhaps I can abbreviate that somewhat by being more selective in my opening comments.

**The Vice-Chairman:** I appreciate this. Go ahead.

**Mr. Allmand:** This is another indication that these new rules are a farce. The government is deciding what is being discussed today, and not the opposition. The bloody new rules are a farce from beginning to end. We have the right to decide what the subject-matter to be discussed is, and this is being imposed on us. It is ridiculous.

**Le vice-président:** Un instant, monsieur Allmand, s'il vous plaît.

**M. Champagne:** Monsieur le président, une motion a été déposée. Si M. Allmand veut qu'on vote, on peut bien le faire.

**Mr. Allmand:** Vote, vote; go ahead.

**Mr. Champagne:** We are six here.

**Mr. Allmand:** Vote. The great masses of the government will overwhelm the opposition once more, even though they have a rule that says that we should decide what should be discussed.

**Le vice-président:** Monsieur Allmand, le temps qu'on perd à discuter aurait pu être utilisé par le témoin pour son exposé.

**Mr. Allmand:** It is a question of principle with respect to the new rules.

**Le vice-président:** Je suis bien d'accord, mais on doit aussi respecter le principe qui veut que chaque fois...

**Mr. Allmand:** Vote, vote; I will raise it as a question in the House.

**Le vice-président:** Monsieur Allmand, j'ai une décision à prendre. Nous étions préparés pour discuter du programme des personnes âgées. S'il y a des membres du Comité qui veulent poser des questions à ce sujet, il serait bon d'entendre ce qu'ils ont à dire. Cela fait déjà neuf minutes qu'on discute de la même chose.

**Mr. Allmand:** It is a question of principle.

**Le vice-président:** Oui, mais il y a aussi le principe qui veut qu'il y ait de l'autorité. C'est moi qui représente l'autorité aujourd'hui.

**Mr. Allmand:** I tried to get the chairman and the clerk yesterday after 4 o'clock; I could not get either.

**Le vice-président:** Monsieur Allmand, vous connaissez les procédures au gouvernement, et vous savez comme il est difficile d'obtenir certaines choses. Je demande à M. Edwards de faire son exposé aussi rapidement que possible.

**Mr. John Edwards:** Thank you, Mr. Chairman. In the light of comments at this committee on the previous appearance before it, I do have copies of the statement in both official languages. This perhaps could be circulated so that members could follow my comments.

[Traduction]

consacrer davantage de temps à d'autres questions, je pourrais peut-être abréger ma déclaration liminaire.

**Le vice-président:** Je vous remercie. Allez-y.

**M. Allmand:** Tout cela indique que le nouveau règlement n'est qu'une farce. C'est le gouvernement, et non l'opposition qui décide de la question dont on va discuter aujourd'hui. Ce fichu nouveau règlement est tout simplement grotesque. Nous sommes censés avoir le droit de décider de la question dont on va discuter, et pourtant on nous l'impose. C'est parfaitement ridicule.

**The Vice-Chairman:** Just a moment, Mr. Allmand, please.

**Mr. Champagne:** A motion has been moved, Mr. Chairman. If Mr. Allmand wants a vote, we can certainly vote.

**M. Allmand:** Votez, allez-y, votez.

**M. Champagne:** Nous sommes six.

**M. Allmand:** Votez. L'énorme majorité du gouvernement écrasera une fois de plus l'opposition, même si c'est le gouvernement qui a présenté un règlement selon lequel c'est à l'opposition de décider de la question dont on va discuter.

**The Vice-Chairman:** Mr. Allmand, the time we are wasting discussing this, could have been used by the witness to present his brief.

**M. Allmand:** Il s'agit d'une question de principe en ce qui concerne le nouveau règlement.

**The Vice-Chairman:** I agree, but we must also respect the principle whereby each time...

**M. Allmand:** Votez, votez; je vais soulever la question à la Chambre.

**The Vice-Chairman:** Mr. Allmand, I have to make a decision. We were prepared to discuss the older workers' program this morning. If some committee members want to ask questions on this subject, it would be good to hear what they have to say. We have now spent nine minutes discussing this point.

**M. Allmand:** Il s'agit d'une question de principe.

**The Vice-Chairman:** Yes, but there is also a principle that there must be some authority at meetings such as this. I am the person who represents that authority today.

**M. Allmand:** J'ai essayé de communiquer avec le président et le greffier hier après-midi après 4 heures. Je n'ai pu rejoindre ni l'un ni l'autre.

**The Vice-Chairman:** You are familiar with government procedure, Mr. Allmand, and you know how difficult it is to get certain things. I am now going to ask Mr. Edwards to proceed with his brief as quickly as possible.

**M. John Edwards:** Merci, Monsieur le président. À la suite des commentaires faits lors de ma dernière comparution devant le Comité, j'ai des exemplaires de ma déclaration dans les deux langues officielles. On pourrait peut-être faire

[Text]

A discussion of the labour market problems of older workers is timely. Notwithstanding the recent focus on youth unemployment, Employment and Immigration Canada continues to feel that the older worker issue is a very important and live one. In August of 1985, at the request of the Minister, the advisory committee to the Minister undertook a study on the older worker issue and concluded with a report called *Older Workers: An Imminent Crisis in the Labour Market*. I suspect members of the committee either have or could have access readily to that report.

We also have taken action in regard to a number of the recommendations in here through the structuring of the Canadian Jobs Strategy and the Industrial Adjustment Service. Other recommendations are under active consideration. In addition, I arranged for a senior manager from outside the department, Gladys Dunn, to undertake an examination of the attitudes and views of unemployed older workers, which clearly documented the desperate straits being experienced by a number of them. This report, called the older worker study, is dated February 1985. Again, copies of this very substantial report could be made available to members of the committee.

What I would like to do is review briefly—and I will be as brief as I can—the context of the issue, the labour market experience of older workers, and what programs we have now that are relevant to older workers.

A number of factors affect the labour market experience of older workers. Only major ones can be noted here. Obviously, the state of the economy is the dominant factor; in that respect, the situation has improved—at least as measured by the unemployment rate—for workers between the ages of 45 and 65, which stood at 6.9% in April 1986, down from a high of 8.5% in April 1983. It will be noted, and I think it is important to note, that this rate is below the overall unadjusted unemployment rate, which stood at 10.2% in April 1986. We can expect further declines in accordance with the projections of the Minister of Finance in his last budget.

• 0950

Another major factor is the so-called structural adjustment process. Older workers may be over-represented in those sectors that are not expected to grow very fast or be the most dynamic over the coming years in terms of generating employment; agriculture, manufacturing, and construction are three of these. In addition, as shown by numerable studies, the education levels of many older workers are below those of younger workers.

Finally, recent and forthcoming improvements in the retirement income system may have reduced the labour market participation of older workers, particularly males, by facilitating earlier retirement. On the other hand, the abolition of mandatory retirement may create a force in the other direction. In this connection, there is growing pressure from various sources for the introduction of earlier retirement schemes. On

[Translation]

distribuer le texte pour que les députés puissent suivre mes observations.

Une discussion sur les problèmes des travailleurs âgés sur le marché du travail s'impose. Malgré l'attention particulière accordée avec eux récemment au chômage des jeunes, Emploi et Immigration Canada ne cesse de se préoccuper de cet autre groupe très important de travailleurs. En août 1985, à la demande de notre ministre, le comité consultatif du ministre a entrepris une étude sur les travailleurs âgés et a rédigé un rapport intitulé «Les travailleurs âgés: crise imminente sur le marché du travail». Je pense que les membres du Comité ont déjà vu ce rapport, ou sinon ils pourraient l'obtenir facilement.

Le programme de la planification de l'emploi et le service d'aide à l'adaptation de l'industrie concrétise déjà plusieurs des recommandations de ce rapport. Quant aux autres recommandations, elles font présentement l'objet d'un examen attentif. J'avais chargé un cadre supérieur choisi à l'extérieur de la CEIC, M<sup>me</sup> Gladys Dunn, d'étudier en détail les attitudes et les opinions des travailleurs âgés en chômage. Cette étude a montré clairement la situation critique dans laquelle se trouve bon nombre d'entre eux. Le rapport date de février 1985 et s'intitule l'Étude sur les travailleurs âgés. Des exemplaires de cette étude fort volumineuse pourraient être donnés aux membres du Comité.

J'aimerais aujourd'hui exposer brièvement—aussi brièvement que possible—le contexte dans lequel s'inscrit la question des travailleurs âgés, la situation de ce groupe sur le marché du travail et les programmes aptes à aider ces travailleurs.

Un certain nombre de facteurs influent sur la situation des travailleurs âgés. Cependant, seulement les plus marquants seront mentionnés ici. Il va sans dire que la situation économique reste le facteur prépondérant; la situation s'est améliorée, du moins si l'on en croit le taux de chômage des travailleurs de 45 à 65 ans, qui a chuté de 8,5 p. 100 en avril 1983 à 6,9 p. 100 en avril 1986. Il convient de noter que ce taux est inférieur au taux de chômage global non désaisonnalisé, qui s'établissait à 10, 2 p. 100 en avril 1986. Dans son dernier budget, le ministre des Finances a prévu que le taux de chômage des travailleurs âgés devrait continuer de diminuer.

Un autre grand facteur qui influe sur l'emploi des travailleurs âgés est ce qu'on appelle l'adaptation structurelle. Il se peut que les personnes âgées soient surreprésentées dans les secteurs qui, selon les prévisions, ne connaîtront pas beaucoup d'activités, telles que l'agriculture, la fabrication et la construction. De plus, les travailleurs âgés sont moins scolarisés que les travailleurs plus jeunes. Emploi et Immigration Canada offre des programmes qui répondent à ces préoccupations, comme je l'indiquerai plus loin.

Enfin, des améliorations récentes ou à venir en ce qui concerne les régimes de retraite ont vraisemblablement réduit le taux d'activités des travailleurs âgés (principalement des hommes) en favorisant leur retraite prématurée. Par ailleurs, l'abolition de la retraite obligatoire attribuable à l'adoption de la Charte des droits pourrait avoir l'effet contraire, mais il est encore trop tôt pour en juger. À ce chapitre, des programmes



## [Texte]

this it might be wise to be cautious, because quite apart from the very high costs that are involved—as indicated by the experience of France, which is one country that has gone into this area in great detail—there are dangers from a society giving the impression that older workers can be cast off because their value and contribution to society is less.

Let me turn now to the labour market experience of older workers. The percentage of the total population comprised of older workers will increase, as projected, from about 29.6% of the population now or in 1985 to 32.7% by 1993. The growth will be somewhat greater for women than for men. Despite lower-than-average unemployment rates, as I have already indicated, for workers aged 45 and over, other indicators are negative; that comes back to the kinds of studies that have come out that I have referred to. Unemployed older workers tend to suffer longer periods of unemployment. They also have a higher probability of terminating unemployment totally, leaving the labour market as discouraged workers.

Older workers are over-represented among the long-term unemployed, accounting for 27.3%, which is very high relative to their 17.3% share of the unemployed as of 1984. In essence, this means that given their share of the total population, older workers face a slightly lower than average probability of becoming unemployed, but once they are so they tend to stay unemployed for a longer period than the average.

It should also be noted that older women have a longer average duration of unemployment than older male workers; but older women are both more likely to withdraw from the labour market and more likely to successfully re-enter the labour market as employed. So you have two countering moves in that sense.

Let me turn to older workers and some of the government programming that has been put in place in the last couple of years. Older workers are benefiting now from the Canadian Jobs Strategy, this government's new approach to job creation and training. This strategy does attempt to ensure that resources are brought to bear on those most in need—and that certainly, for the comments I have already made, includes the older workers.

The Job Entry Program benefits older women wishing to re-enter the labour force after a long absence, women who may need assistance in making that transition back into the labour force when new technology has changed the work environment. The Job Entry Program is now training just such women in management and business skills, including computer literacy and computer applications across the country.

The Job Development Program offers assistance to the long-term unemployed individuals who need special assistance to get back to work. Older workers, if experiencing long-term unemployment—and we have indicated that a high proportion of them do—can participate, not in the short-term make-work projects of the past, but rather in a combination of work

## [Traduction]

visant à favoriser une retraite anticipée sont proposés de plus en plus souvent. Il faut toutefois faire preuve de prudence, car aux sommes considérables qui sont en cause (en France par exemple), s'ajoute le risque pour la société de donner l'impression qu'elle n'accorde qu'une moindre valeur aux compétences des travailleurs d'âge mur.

J'aimerais maintenant passer à la situation des travailleurs âgés sur le marché du travail. Le pourcentage des personnes âgées (45 ans et plus) dans l'ensemble de la population passera de 29,6 p. 100 en 1985 à 32,7 p. 100 en 1993. Cet accroissement sera plus important chez les femmes que chez les hommes. Bien que les taux de chômage des travailleurs de 45 ans et plus se situent au-dessous de la moyenne, d'autres indicateurs sont défavorables. Les travailleurs âgés en chômage connaissent des périodes d'inactivité plus longues que les travailleurs plus jeunes et les possibilités qu'ils mettent fin à la situation en se retirant du marché du travail par découragement sont plus grandes.

En outre, les travailleurs âgés sont surreprésentés par rapport aux chômeurs de longue date: ils comptent pour 27,3 p. 100 de ce groupe (personnes en chômage depuis plus d'un an) par rapport à 17,3 p. 100 pour l'ensemble des chômeurs en 1984. Étant donné la proportion qu'ils représentent au sein de la population totale, les travailleurs âgés risquent un peu moins que la moyenne des autres travailleurs d'être en chômage, mais s'ils perdent leur emploi, ils risquent de connaître des périodes de chômage plus longues.

A noter également que la durée moyenne du chômage des femmes âgées est moins élevée que dans le cas des hommes, mais elles sont à la fois plus susceptibles de quitter le marché du travail et plus susceptibles de réintégrer avec succès ce même marché.

Je vais maintenant passer aux travailleurs âgés et à certains des programmes gouvernementaux créés ces dernières années. Les travailleurs âgés de tout le Canada profitent maintenant de la Planification de l'emploi, la nouvelle approche du gouvernement en matière de formation et de création d'emploi. Grâce à cette planification de l'emploi, les ressources fédérales sont utilisées de façon rationnelle pour offrir une aide directe à ceux qui en ont le plus besoin, y compris, bien sûr, d'après les commentaires que je viens de faire, les travailleurs âgés.

Le Programme d'intégration professionnelle apporte des avantages aux travailleuses âgées désireuses de revenir sur le marché du travail après une longue absence, et qui peuvent avoir besoin d'aide pour réintégrer un monde du travail transformé par la nouvelle technologie. Maintenant, ces femmes acquièrent, grâce à ce Programme d'intégration professionnelle, une formation en gestion et en commerce, y compris des connaissances de base, liées à l'informatique et à ses applications, et ce d'un bout à l'autre du Canada.

Le Programme de développement de l'emploi vient en aide aux chômeurs de longue date qui ont besoin d'une aide spéciale pour réintégrer les rangs de la population active. Les travailleurs âgés aux prises avec un chômage de longue durée peuvent participer, non pas comme par le passé seulement à des projets ponctuels de courte durée, mais à des projets alliant expérience

## [Text]

experience and skills training to provide them with lasting skills to ensure permanent employment.

The other programs of the Canadian Jobs Strategy can also benefit older workers. One I would want to cite is the Innovations Program, which attempts to explore new ways of helping the labour market adjust to changing circumstances. We have right now one Innovations project approved that is specifically targeted on older workers; it is entitled the Older Workers Project, and it is sponsored by the Citizen Action Group of Hamilton. It is designed to assist unemployed older workers, and it involves the use of a flexible wage subsidy administered by a community-based group as a means of integrating these older workers back into the labour market.

• 0955

It is also expected older workers will benefit to a large extent from the Community Futures Program. This program is one which will assist older workers in communities where declining opportunities affect their prospects for long-term meaningful employment. Specific measures in this regard include mobility assistance and self-employment help.

I might add as one sobering element that the only employment program we have had aimed exclusively at the older worker, the so-called Portable Wage Subsidy Program, was not a success. It existed between 1981 and 1983. It led to very little interest on the part of employers, very little take-up, and as a result was discontinued in 1983.

The key to helping older workers who face the kinds of problems I have been indicating is to provide them with very real assistance and to think through their options realistically. We believe we are doing a better job in this regard as a result of an exercise which has been going on for several years called the Revitalization Program. It is aimed at making our Canada Employment Centres more effective in delivering services to our clientele.

This has involved us in a variety of things. One of them is to better target those most in need of government help, the non-job ready. If you think back to some of my earlier comments about older workers coming from industries where the demand for labour has declined . . . In some cases skill the older worker has is not readily marketable on the labour market as it shifts. Through our counselling area, there is an effort to focus in on determining the real prospects for those who are finding it difficult because of non-marketable skills to get back into the labour market.

In support of that, we have been involved in a major competency-based program to make our counsellors truly

## [Translation]

de travail et formation professionnelle qui leur permettent d'acquérir des compétences durables menant à l'obtention d'un emploi permanent. D'ailleurs, une proportion élevée de ces derniers participent à ce programme.

Les autres programmes de la Planification de l'emploi peuvent également venir en aide aux travailleurs âgés. Mentionnons par exemple le Programme d'aide à l'innovation qui cherche de nouvelles solutions permettant au marché du travail de s'adapter à l'évolution actuelle. L'un des projets faisant partie de ce programme a été conçu précisément pour venir en aide aux travailleurs âgés; il s'agit du *Holder Workers Project*, proposé par un groupe de citoyens, le *Citizen Action Group* de Hamilton. Il fonctionne grâce à des subventions salariales variables gérées par un groupe de la collectivité et qui permettent l'intégration de ces travailleurs au marché du travail.

On prévoit également que les travailleurs âgés bénéficieront, dans une large mesure, du Programme de développement des collectivités. Celui-ci viendra en aide à ce groupe de travailleurs au sein de collectivités dont la situation se détériore, réduisant la possibilité de trouver un emploi stable et intéressant. L'aide à la mobilité et à la création d'une entreprise fait partie des mesures spéciales prévues.

Je pourrais ajouter, pour nous ramener au sens des réalités, que le seul programme d'emploi visant exclusivement les travailleurs âgés, c'est-à-dire le Programme de subventions salariales transférables, n'a pas été un succès. Mis en oeuvre de 1981 à 1983, il a suscité très peu d'intérêt de la part des employeurs et a donc été abandonné.

L'aspect fondamental dont il faut tenir compte, lorsqu'on vient en aide aux travailleurs âgés aux prises avec le genre de problème que je vous ai décrit, est de leur fournir une aide très concrète et de tenir compte de leurs possibilités de façon très réaliste. Or nous croyons avoir obtenu de meilleurs résultats grâce à un programme qui existe maintenant depuis plusieurs années, et portant le nom de Programme de revitalisation. Son objectif est de faire en sorte que les centres d'emploi du Canada offrent des services plus efficaces à notre clientèle.

Ce programme s'est traduit par plusieurs choses comme, par exemple, mieux concentrer nos efforts sur ceux qui ont le plus besoin de l'aide du gouvernement, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas prêts à travailler, ceux qui n'ont pas les compétences demandées sur le marché du travail. Si vous vous reportez à certaines des remarques que j'ai faites plus tôt au sujet des travailleurs âgés venant d'industries où la demande de main-d'oeuvre est à la baisse . . . dans certains cas, les compétences que détiennent les travailleurs âgés ne sont pas facilement monnayables sur le marché du travail, étant donné l'évolution de ce dernier. Par l'entremise de nos services de consultation, nous nous efforçons d'établir les perspectives réelles d'emploi pour ceux qui ont de la difficulté à retourner sur le marché du travail étant donné que leurs compétences ne sont pas demandées.

Cela étant, nous avons mis sur pied un programme de formation axé sur les compétences de façon que nos conseillers



*[Texte]*

professional in the skills they can bring to the task of counselling people who face difficulties in the labour market.

We have attempted to try to determine where it is not appropriate for us to deliver the services directly ourselves. We tried to work through a rationale for the outreach program, the extent to which we use third parties to deliver programming rather than doing it through the normal bureaucratic net. To that end, we have a variety of Outreach projects serving various clientele. If it is serving native clientele it would include older workers.

We have a number of outreach projects specifically and uniquely aimed at older workers. They are to be found in Kitchener, Ottawa, Moncton, Winnipeg, Victoria, Vancouver, Barry, Toronto and Montreal. They are specifically community-based, third-party delivery of service to older workers. It obviates a need for older workers to come to our offices and try to work through the regular staff of our offices, but rather to work with specialized people.

It is important to recognize there are other forms of programming in existence specifically beneficial to older workers. Still in existence we have the Labour Adjustment Benefits Program, commonly called the LAB program, which provides income support for unemployed older workers in designated areas and in designated industries. It was formerly under Labour Canada, but we deliver that program across the country. It is being phased out in favour of a broader based program less focused on specific communities. It will have a much wider range of application.

The plans are underway to ensure smooth transition from LAB to this new program referred to as the Program for Older Workers Adjustment or commonly POWA. This also will be administered by us. It is not finalized. It is being discussed now between the Department of Labour and provincial governments. There is some prospect of joint programming.

The Industrial Adjustment Service is another key element in our ability to provide services to older workers by bringing organizations in difficulty together. Both the management side and the labour side try and work through adjustments which should take place and the extent to which government can assist in those adjustments. We provide a considerable degree of industrial support for that activity including studies of one kind or another.

Mr Chairman, I would like to end my abbreviated comments at this point. We are prepared to answer questions. I have indicated we are prepared to answer questions beyond the issue of older workers. I am hoping that members, when they do address the issue of older workers, will put forward ideas that will be worth our while exploring, maybe ideas that they endorse in the various reports that have taken place, or ideas that they themselves have generated through contact with their constituencies and what have you.

*[Traduction]*

disposent des moyens ou des compétences nécessaires pour établir quels sont les problèmes auxquels se heurtent les travailleurs et pour y trouver des solutions.

Nous avons aussi cherché à établir où nos services peuvent être le mieux offerts par l'intermédiaire de tiers, et ce, dans le cadre de programmes d'extension, qui remplacent la filière et les lourdeurs administratives. À cette fin, nous disposons de divers projets d'extension desservant divers groupes cibles. Dans le cas d'un groupe cible autochtone, un tel projet engloberait les travailleurs âgés.

Il existe un certain nombre de projets d'extension destinés exclusivement aux travailleurs âgés. On les trouve à Kitchener, Ottawa, Moncton, Winnipeg, Victoria, Vancouver, Barrie, Toronto et Montréal. Il s'agit de projets établis dans les collectivités et qui fournissent des services aux travailleurs âgés à la place de l'administration. Cela évite aux travailleurs âgés de venir à nos bureaux afin de consulter les fonctionnaires, et leur permet plutôt de travailler avec des spécialistes.

Il importe aussi de rappeler qu'il existe d'autres programmes conçus spécialement pour venir en aide aux travailleurs âgés. Ainsi, le Programme de prestations d'adaptation pour les travailleurs (PPAT) existe toujours, et il fournit un soutien du revenu aux travailleurs âgés en chômage dans des régions et des secteurs d'activité désignés. Il relevait auparavant de Travail Canada, mais ce sont les CEC qui l'administre dans tout le pays. On est en train de l'éliminer progressivement au profit d'un programme plus vaste et moins lié à des collectivités précises. Il aura donc une portée beaucoup plus large.

Des plans sont mis en oeuvre pour assurer une transition sans heurt du PPAT à ce nouveau programme d'adaptation des travailleurs âgés (PATA). Bien qu'aucune décision définitive n'ait été prise à ce sujet, c'est probablement nous qui l'administrerons même s'il relèvera du ministère du Travail, et des discussions sont présentement en cours entre le ministère du Travail et les administrations provinciales, ce qui veut dire qu'on envisage une programmation conjointe dans une certaine mesure.

Le Service d'aide à l'adaptation de l'industrie (SAAI) constitue un autre élément clé des services que nous offrons aux travailleurs âgés ce en réunissant des organisations en difficulté. J'entends par là qu'il incite les entreprises et les syndicats à collaborer et à essayer de s'entendre sur des mesures d'adaptation nécessaires ainsi qu'à préciser l'aide que le gouvernement peut apporter à cet égard. Nous apportons un concours considérable à cette activité, y compris sous la forme d'études.

Monsieur le président, c'est ici que j'aimerais clore mes remarques. Nous sommes tout à fait disposés à répondre aux questions qu'on voudra bien nous poser, y compris des questions qui débordent du sujet des travailleurs âgés. J'espère que lorsqu'on nous interrogera au sujet des travailleurs âgés, on nous présentera des idées intéressantes et appuyant peut-être les divers rapports déjà parus ou encore des idées nées des échanges entre les membres avec leurs électeurs et peut-être d'autres personnes encore.

[Text]

• 1000

I would like to say that I think it is apparent but it is important to say that there is no monopoly on caring about social issues, and that includes the older worker issue. What is much more difficult is to find a balance between all those who have a legitimate claim on government assistance, a balance that recognizes that there is a finite budget. Obviously, one would want to do more for youth, for women, for native people, for older people, for all the various target groups in our society, either formally targeted or otherwise. The question is how you get an appropriate balance. How can you find the right balance, and then within that balance the right instruments? Thank you, Mr. Chairman.

**Le vice-président:** Merci beaucoup, monsieur Edwards.

Monsieur Allmand, s'il vous plaît.

**Mr. Allmand:** I think the older worker question is an important one, but I think we are going to have to study that later. I am not going to ask any questions about it this morning. We will require many meetings on that particular subject.

How many minutes do I have in this opening round?

**Le vice-président:** Dix minutes, monsieur Allmand.

**Mr. Allmand:** Well, I will share it with Mr. Boudria. We are going to discuss job development.

Mr. Edwards, at a previous meeting we brought to your attention the fact that in many offices of your department across the country, applicants for job development programs, when they approached those offices, were told either that there was no money, that the money was frozen, and this was even after encouragement to these project applicants to get their applications ready, and so on.

At a previous meeting, Mr. Lussier, and maybe yourself—I cannot recall the exact official—said they did not understand that, that they did not know why these offices were saying that to the applicants, but in fact they are. And you know, after we hear about the memo that went to the Minister—the memo that was questioned in the House yesterday—that job creation programs in New Brunswick should be used as a lever to get the provinces to sign training agreements, one wonders whether this close down of job development, job creation funds is being held up in order to force provinces to sign training agreements. There is no training agreement with Quebec. And there is a lot of criticism of the government's proposals on training because they give a greater priority to the private sector.

We do not have answers on this, and we do not know why there is so much frustration with respect to these job development grants. Now, Mr. Boudria has two or three very specific examples, which in my opinion are horrible, and I want him to

[Translation]

Bien que cela saute aux yeux, il est peut-être important de rappeler qu'il n'y a pas qu'un seul groupe qui s'intéresse aux questions sociales, y compris celle des travailleurs âgés. Ce qui est toutefois beaucoup plus difficile, c'est d'en arriver à un point d'équilibre entre tous ceux qui estiment mériter l'aide du gouvernement et le fait que les ressources soient limitées. Il ne fait aucun doute qu'on voudrait en faire davantage pour les jeunes, pour les femmes, pour les autochtones et les personnes âgées, enfin pour tous les groupes-cibles de notre société, qu'ils soient explicitement reconnus comme tels ou non. La question est de savoir comment en arriver à ce point d'équilibre. Ensuite, il s'agit de trouver les instruments appropriés. Merci, monsieur le président.

**The Vice-Chairman:** Thank you very much, Mr. Edwards.

Mr. Allmand, you have the floor.

**M. Allmand:** La question du travailleur âgé est certainement importante, mais je crois qu'il faudra y revenir plus tard. Je ne vais pas, quant à moi, poser de questions là-dessus ce matin. Il faudra qu'on y consacre plusieurs réunions.

De combien de minutes est-ce que je dispose ce matin au premier tour?

**The Vice-Chairman:** Ten minutes, Mr. Allmand.

**M. Allmand:** Eh bien, je vais partager mon temps de parole avec M. Boudria. Nous allons discuter du développement de l'emploi.

Monsieur Edwards, lors d'une séance précédente, nous avons attiré votre attention sur le fait que dans bon nombre de bureaux de votre ministère, partout au pays, les candidats aux programmes de développement de l'emploi se sont fait dire soit qu'il n'y avait pas d'argent, soit que les crédits étaient gelés, et ce même après qu'on les ait encouragés à présenter leur demande, etc.

Lors d'une de nos réunions précédentes, je ne me rappelle plus si c'était M. Lussier, vous-même ou quelqu'un d'autre, mais enfin quelqu'un m'a dit ne pas comprendre pourquoi c'était ainsi, pourquoi les bureaux disaient cela aux candidats, or tel est bien ce qui se passe. Vous savez aussi, après avoir entendu parler de la note de service envoyée au ministre, celle-là même qui a fait l'objet de questions à la Chambre des communes hier, que les programmes de création d'emplois au Nouveau-Brunswick devraient être utilisés comme moyen de pression sur les provinces afin qu'elles signent des ententes sur la formation. On peut donc se demander si le gel du développement de l'emploi et des crédits qui y sont affectés n'est pas un moyen de forcer les provinces à signer ces ententes. Il n'existe justement pas d'entente de signée avec le Québec. On critique aussi beaucoup les propositions gouvernementales en matière de formation du fait qu'elles accordent une plus grande importance au secteur privé.

Nous n'avons pas de réponse là-dessus et nous ne savons pas pourquoi il existe tant de contrariétés au sujet des subventions au développement de l'emploi. M. Boudria pourrait citer à propos deux ou trois exemples précis et tout à fait déplorables



**[Texte]**

put them on the record. They come from Glengarry—Prescott, just outside of Ottawa, and I would like to have some answers. Why are so many applicants for job development all over the country running into the similar problem that Mr. Boudria will put forward in these examples?

**Le vice-président:** Monsieur Boudria.

**M. Boudria:** Merci, monsieur le président.

First of all, I want to echo Mr. Allmand's sentiments. I am disappointed as to how the process got started this morning, but I will go right into those points that we are going to be talking about, and they do relate in a way to the presentation of the official this morning.

I want to talk about the skill shortages program. Initially we were told that if there was a local shortage of a particular skill, one could apply for those. Then the terms were changed for national shortages. By then, of course, we had already started to organize ourselves, in my riding, with a local advisory committee that I established under the direction of the Minister, trying to do a good job, but in my view being scuttled almost all over the place in that attempt.

We identified some shortages of skills. We attempted to get things going. We were told those no longer work. A local shortage in a textile area, such as I represent in Hawkesbury, of repairing sewing equipment and so on, other kinds of local skills, they do not count any more. What counts now is national skills. Fine.

• 1005

A couple of weeks later I get wind of an issue, as I sometimes do, that local skills in Kingston, the Minister's riding, were considered to be all right. So I decided to give this a check. I phoned the Manpower office in Kingston and said to the gentleman, "My name is Jones, and I want to start a garage here in Kingston; could I get help to train someone to be an auto mechanic?"

And he said, "Oh, yes, sure, you can get the Skill Development Program or the Skill Shortages Program".

I said, "Well, that is interesting, because I also own another garage in Ottawa"—which was also a lie, of course—"and I was refused the same program there".

So the gentleman said, "Oh, yes, but that is not the same. Here in Kingston, you see, the Local Advisory Committee recommended in favour of us doing this, and because the Local Advisory Committee said we could, therefore the Skill

**[Traduction]**

à mon avis, et j'aimerais qu'il vous en fasse part. Ils viennent de la circonscription de Glengarry—Prescott, juste à l'extérieur d'Ottawa, et j'aimerais bien qu'on me donne des réponses. Pourquoi partout au pays, tant de candidats à l'aide au développement de l'emploi se heurtent-il au même problème que ceux que M. Boudria vous mentionnera dans un instant?

**The Vice-Chairman:** Mr. Boudria.

**Mr. Boudria:** Thank you, Mr. Chairman.

D'abord, j'aimerais, moi aussi, faire écho aux sentiments exprimés par M. Allmand. Je suis, moi aussi, déçu par la façon dont les choses ont été mises en branle ce matin, mais je vais m'attacher immédiatement aux questions qu'on vient de mentionner, qui ne sont pas sans avoir de liens avec l'exposé que nous venons d'entendre.

J'aimerais d'abord parler du programme des pénuries de main-d'œuvre. On nous a d'abord dit que s'il y avait des carences locales d'une main-d'œuvre particulière, on pouvait demander de l'aide au titre de ce programme. Ensuite, les conditions ont été modifiées pour tenir compte de pénuries à l'échelle nationale. Cependant, avant que cela ne se fasse, dans ma circonscription, nous avons déjà commencé à nous organiser, c'est-à-dire que j'avais mis sur pied un comité consultatif local sous la direction du ministre et que je m'efforçais de faire du bon travail, mais, à mon avis, on sapait tous mes efforts à presque tous les égards.

Nous avons décelé où existaient des pénuries de main-d'œuvre, puis essayé de mettre le processus en branle. On nous a dit que cela ne fonctionnait plus ainsi. S'il y avait une pénurie dans le domaine du textile, car je représente la ville de Hawkesbury, c'est-à-dire si on manquait de spécialistes capables de réparer le matériel de couture, d'ouvriers versés dans des spécialités locales, on nous répondait que cela n'était plus pris en compte. Ce qui comptait maintenant, c'était la main-d'œuvre spécialisée à l'échelle nationale. Bien.

Quelques semaines plus tard, j'ai entendu dire que les pénuries locales de mains-d'œuvre à Kingston, c'est-à-dire dans la circonscription de la ministre étaient encore prises en compte. J'ai donc décidé de vérifier cela. J'ai téléphoné au Centre de main-d'œuvre de Kingston, je me suis fait passer pour un M. Jones et j'ai dit que je voulais ouvrir un garage dans la ville de Kingston: pouvait-on m'aider à former quelqu'un en mécanique automobile?

On m'a alors répondu que oui, je pouvais bénéficier d'aide grâce au Programme d'acquisition des compétences ou à celui des pénuries de main-d'œuvre.

J'ai alors répondu que cela me paraissait intéressant, étant donné que je possédais un autre garage à Ottawa, autre mensonge évidemment, et que là-bas on m'avait refusé l'aide au titre de ce même programme.

Mon interlocuteur m'a alors répondu que la situation n'était pas la même à Ottawa et qu'à Kingston, le comité consultatif local avait recommandé qu'on agisse ainsi. À cause de cette autorisation du comité consultatif local, le Programme de

*[Text]*

Shortages Program is acceptable for local skill shortages in Kingston but not anywhere else".

And of course the question that begs to be asked is why were the local advisory committees elsewhere not told that if you ask for something we will break the rules or bend them to suit your area? Why was this done only in the Minister's riding? And it has happened.

I have phoned myself, and if anyone here right now wants to pick up the phone and phone the Kingston office, you will get the same answer. And do not try phoning Hawkesbury in my riding, trying to get skill shortages funds—well, skill shortages funds at all, because up until a couple of days ago, there were no funds at all in my riding—but trying to get skill shortages funds for a local shortage.

Why is a local shortage not deemed to be acceptable in Hawkesbury or in Ottawa when it is in Kingston? So this is one issue. Perhaps I will list them all and you can respond to the others.

Here is another issue that happened in my riding. The local Canada Employment Centre telephones a local entrepreneur. The name of the firm is L & R Trailers. They are a manufacturing company and they manufacture these construction trailers like Atco and those other jobs. They ask them if they should not be using some of their training programs—we have money available if you want to train people and expand and so on—and they start making arrangements. They have meetings, contacts, and the guy goes along with this and hires the people.

Once they are hired, they are phoned back by the local Canada Employment Centre and they say: You know those funds we wanted you to get? Well, we do not have any money any more. And the guy said that he was the first to apply. They told him it does not matter; they do not have any money. What is happening with the way some of those programs are going on? Is it that bad everywhere else?

**Mr. Allmand:** Yes.

**Mr. Boudria:** Or are we just getting this kind of treatment in opposition members' ridings? And I know I should be asking these questions of the Minister personally, because you are not the partisan person who should be subjected to this. But you are the one who is here and the questions have to be asked, Mr. Chairman. It is unfair to the local entrepreneurs of my riding; it is unfair to the unemployed people of my riding; it is unfair to the older workers of my riding.

On December 1, 1982, the Canadian International Paper Mill in Hawkesbury shut down, losing 400 jobs. We have a whole lot of older workers who are unemployed. All these programs, everything that we have heard this morning seems to be stalled in the area I represent.

*[Translation]*

pénuries de main-d'oeuvre tenait compte des pénuries locales à Kingston, mais pas ailleurs.

Bien entendu, ce qu'il faut se demander, c'est pourquoi les comités consultatifs locaux des autres villes ne se sont pas fait dire qu'on était disposé à contourner les règlements pour tenir compte de leurs besoins. Pourquoi n'a-t-on fait cela que dans la circonscription de la ministre? Car c'est bel et bien ce qui s'est passé.

J'ai téléphoné moi-même, et si quelqu'un veut se donner la peine de téléphoner immédiatement au bureau de Kingston, il obtiendra la même réponse. Et n'essayez pas de téléphoner à Hawkesbury dans ma propre circonscription afin d'obtenir de l'aide au titre de la pénurie de main-d'oeuvre, car il y a quelques jours, il n'y avait déjà plus de fonds pour répondre aux besoins locaux.

Pourquoi les besoins locaux de Hawkesbury ou d'Ottawa ne sont-ils pas considérés comme acceptables, alors que ceux de Kingston le sont? Voilà donc une question. Peut-être serait-il préférable que je cite toutes les autres, après quoi vous pourrez y répondre.

Passons maintenant à une autre chose qui s'est passée dans ma circonscription. Le Centre local d'emploi du Canada a téléphoné à une entreprise locale, dont le nom est L et R Trailers. Il s'agit d'une entreprise de fabrication de remorques de construction comme celles fabriquées par les compagnies Atco et autres. Le Centre lui a donc demandé si elle ne devait pas profiter du programme pour offrir de la formation, car on avait de l'argent disponible à lui offrir si elle voulait former des employés pour étendre ses activités etc, puis on a commencé à prendre des dispositions à cette fin. On a tenu des réunions, des échanges, et le chef d'entreprise a donc embauché des effectifs.

Une fois que ces nouveaux employés ont été en poste, le Centre local d'emploi du Canada a de nouveau téléphoné pour dire que les crédits qu'on voulait offrir à l'entreprise n'étaient plus disponibles. Or le chef d'entreprise a précisé qu'il avait été le premier à faire sa demande. On lui a répondu que cela était égal et qu'on n'avait tout simplement plus l'argent. Que se passe-t-il donc dans l'administration de ces programmes? Est-ce qu'on s'y prend aussi mal partout ailleurs?

**M. Allmand:** Oui.

**M. Boudria:** Est-ce qu'on nous fait subir un tel traitement seulement dans des circonscriptions de députés de l'opposition? Je n'ignore pas que c'est à la ministre que je devrais poser ces questions, car ce n'est pas vous qui devriez être mis devant ces faits. Toutefois, c'est vous qui êtes ici, et il faut que ces questions soient posées, monsieur le président. De telles façons de procéder sont injustes à l'endroit des entrepreneurs, des chômeurs et des travailleurs âgés de ma circonscription.

Le premier décembre 1982, l'usine de pâtes et papier de la *Canadian International Paper* de Hawkesbury a fermé ses portes, ce qui s'est traduit par une perte de 400 emplois. Il reste aussi bon nombre d'autres travailleurs âgés au chômage. Toutefois, tous ces programmes dont on nous a parlé ce matin semblent être gelés dans la circonscription que je représente.



[Texte]

I have to ask those questions, and I have a whole bunch more here, including correspondence that I have had with the Canada Employment Centre in my riding as to backlogs of applications that are not being filled.

**Mr. John Edwards:** Thank you very much. There are a number of questions and aspects that have been raised by the member. I will try to put some of them into context. In other areas I cannot, because I do not have the facts at my fingertips.

Let me take first of all the Skill Shortages Program. The Skill Shortages Program originally was tied to a notion of national designations, that we would determine nationally perhaps 40 to 60 occupations—which was the case in 1984 and 1985—that seemed to be intractable. We could not find skilled workers anywhere else in the country who would go to fill those vacancies, those opportunities. Those national designations met with much criticism: that they were too unwieldy, that there were perhaps occupational needs that did not warrant national designation, but did warrant regional or local designation.

• 1010

As a result of that, we decided to move to regional or local designations. The change led to a certain amount of confusion within our own organization, which I would be the first to concede. In some areas, instead of having 40 to 60 occupations deemed troubled enough that federal funds should go into them, we were getting hundreds and hundreds of designated, or recommendations for designation of local skilled shortages.

We found we did not have the funding level to handle all of that, so we wanted to set priorities. We also found that in some cases, there was very little hard evidence of shortages which could not be easily remedied by attracting people through the National Job Bank, or through other mechanisms from elsewhere in Canada. Just because there is a shortage in an area does not necessarily justify going in and spending money in that area on training. There may be better ways in a national or regional economy to meet those needs.

I do not doubt there has been some confusion. We have in fact centralized the designation process, not to go back to national designations, but to make certain that until a little later this year we get a common philosophy operating so that we have some criteria to explain to people. We shall thus not go from 40 to 60 national occupations into literally hundreds and hundreds of designations we cannot handle for lack of funding. There is that aspect . . . Go ahead, Mr. Chairman. I am in your hands.

[Traduction]

Je me dois de poser de telles questions, et j'en aurais toute une série d'autres à poser encore, y compris au sujet de ma correspondance avec le Centre d'emploi du Canada de ma circonscription au sujet des arriérés de demandes qu'on ne traite pas.

**M. John Edwards:** Merci beaucoup. M. Boudria vient de soulever nombre de questions sous différents angles. Je vais m'efforcer de les replacer dans une perspective un peu plus vaste. Pour ce qui est d'autres sujets, je n'en suis pas capable étant donné que je n'ai pas de renseignements là-dessus à ma disposition.

Commençons d'abord par le Programme de pénuries de main-d'oeuvre. Ce programme a d'abord été conçu en fonction de désignations à l'échelle nationale, c'est-à-dire de 40 à 60 catégories professionnelles désignées à l'échelle nationale, où l'on ne semblait pas du tout capables de trouver de la main-d'oeuvre spécialisée, cela en 1984 et 1985. Nous ne pouvions trouver ailleurs au pays aucun travailleur spécialisé qui puisse combler les postes offerts. Ces désignations nationales ont cependant fait l'objet de nombreuses critiques: on les trouvait trop rigides et on trouvait que certains besoins dans certaines catégories professionnelles ne justifiaient peut-être pas une désignation nationale, mais plutôt une désignation régionale ou locale.

En raison de cela, nous avons décidé de passer à un système de désignation régionale ou locale. Je suis le premier à admettre que cela a toutefois entraîné une certaine confusion au sein de notre propre organisation. Dans certaines régions, plutôt que de disposer de 40 à 60 catégories professionnelles justifiant l'attribution de fonds fédéraux, on observait des centaines et des centaines de désignations ou de recommandations de désignations pour pénurie de main-d'oeuvre.

Nous avons découvert que nous ne disposons pas des fonds suffisants pour répondre à toutes ces demandes et avons donc décidé d'établir des priorités. Nous nous sommes également rendu compte que dans certains cas, on présentait très peu de preuves pour montrer qu'il était impossible de remédier aux carences de main-d'oeuvre en faisant appel à la Banque nationale d'emploi ou encore à d'autres mécanismes destinés à attirer les candidats d'ailleurs au Canada. Le simple fait qu'il existe une carence de certaines connaissances spécialisées dans une région ne justifie pas nécessairement qu'on y dépense de l'argent au titre de la formation. Il y a parfois de meilleurs moyens économiques, soit à l'échelle nationale, soit à l'échelle régionale, de remédier à ces problèmes.

Il est certain qu'il y a eu une certaine confusion. Nous avons centralisé le processus de désignation, non pour revenir à l'ancien système des désignations nationales mais plutôt pour que d'ici à l'instauration d'un nouveau système, nous disposions de certaines normes et nous puissions les expliquer aux gens. Nous ne passerons donc pas de 40 à 60 catégories professionnelles à des centaines et des centaines de désignations, dont nous ne pourrions pas nous occuper faute d'argent. Il y a donc cet aspect . . . Allez-y, monsieur le président, je m'en remets à votre décision.

[Text]

**The Chairman:** I thought you were finished.

**Mr. John Edwards:** Oh, good lord, no. I am not close to finishing.

**The Chairman:** Well, your time is about a minute and a half over already, so make it short, please. I will give you about a minute to answer the question.

**Mr. John Edwards:** I will try. I might be able to follow up with some written material as well.

The local advisory committee that apparently got, according to the member, a local designation for Kingston in some occupation, is in fact an advisory committee. What it recommends does not necessarily get accepted. In the early days, maybe they did make a good recommendation. Maybe they did provide the necessary evidence that there was indeed a shortage for an occupation that could not be remedied any other way. I do not have the facts. I see doubt on the part of the member's face. Most designations come about because either industry approaches us, or because our labour economists do analyses, and come up with a recommendation that either gets accepted or not.

I firmly do not believe that there are two sets of rules—one for government constituencies and one for opposition constituencies. Our own staff would not tolerate it and it would become a very public situation if that was to start happening. That is being said. There may well be different situations vis-à-vis different local advisory committees. Some will be stronger than others. As I say, I do not have the data to comment specifically on that particular aspect. The L&R Trailers might have been caught in this confusion I was trying to describe, as we introduced a new approach to designation.

There was some reference to job development. Job development is not as difficult a program from the point of view of funding. There is a problem of trying to ensure a reasonable level of cashflow throughout the year. We started with the Job Development Program last fall. It started a little bit on the slow side as people became familiar with it. We ended up with a large number of approvals in the early part of this calendar year, which has led to a very large carry-over of commitments and expenditures during this period.

As a result, we want to hold back a certain amount on the flow of additional approvals, so that there is indeed a good flow of expenditures in the fall. Two things are happening here: an approval pattern and an expenditure pattern. There is a lot of expenditure in job development right now across this country. But there is a slow-down of approvals, because we cannot afford to launch more. Otherwise, we will end up next fall with either not having funds, or alternatively having to take money from the other programs of the Canadian Jobs Strategy.

[Translation]

**Le président:** Je croyais que vous aviez terminé.

**M. John Edwards:** Oh, grand Dieu, non. J'en suis loin.

**Le président:** Eh bien, vous avez dépassé votre temps de parole d'une minute et demie déjà, je vous demanderai donc d'être bref. Je vais vous donner à peu près une minute pour répondre à la question.

**M. John Edwards:** Je vais essayer. Je pourrai peut-être aussi envoyer des réponses ultérieures par écrit.

Le comité consultatif local qui, au dire de M. Boudria, a obtenu une désignation pour Kingston dans une catégorie professionnelle donnée est en fait un comité consultatif. Ce qu'il recommande n'est pas nécessairement accepté. Peut-être a-t-il fait une bonne recommandation les premiers temps. Peut-être aussi a-t-il réussi à prouver qu'il existait effectivement une carence de connaissances spécialisées dans une catégorie donnée, et qu'on ne pouvait remédier au problème autrement. Quoi qu'il en soit, je n'ai pas de renseignements en main. Je vois les doutes s'inscrire sur le visage de M. Boudria. La plupart des désignations sont accordées soit parce que l'industrie fait appel à nous, soit parce que les économistes du travail ont effectué certaines analyses et ont fait une recommandation que nous avons acceptée ou non.

Cela dit, je maintiens fermement qu'il n'y a pas deux poids, deux mesures selon qu'on vient d'une circonscription de la majorité ou d'un parti d'opposition. Notre personnel ne tolérerait pas de telles choses, et d'ailleurs si cela se produisait, le public serait vite mis au courant. Cela dit, il se peut bien que les situations varient selon les comités consultatifs locaux. Certains comités seront peut-être aussi plus forts que d'autres. Je le répète, je n'ai pas en main les renseignements nécessaires pour faire des remarques là-dessus. Il se peut que l'entreprise L&R Trailers ait fait les frais de cette confusion causée par l'adoption du nouveau système de désignation que j'ai essayé de vous décrire.

On a mentionné aussi le développement de l'emploi. Ce programme n'est pas aussi difficile à financer. Le problème est plutôt de maintenir un niveau de ressources de financement raisonnable toute l'année. Ce programme de développement de l'emploi a été mis en oeuvre l'automne dernier. Il a mis du temps à démarrer, car les gens se sont familiarisés avec lui progressivement. Cependant, au début de l'année en cours, il avait accordé un grand nombre d'autorisations, ce qui s'est traduit par un nombre important de renouvellements et de dépenses pour la période actuelle.

En raison de cela, nous tenons à ralentir un peu le rythme des autorisations de telle sorte qu'il nous reste encore de l'argent à dépenser à l'automne. Il y a deux choses en cours ici: une évolution des autorisations et une autre des dépenses. Or les dépenses effectuées au titre du développement de l'emploi sont très élevées présentement dans tout le pays. Il y a toutefois un ralentissement des autorisations étant donné que nous ne pouvons nous permettre de lancer davantage de projets. Autrement, l'automne prochain, nous n'aurons plus d'argent, ou il nous faudra en prendre à même d'autres programmes de planification de l'emploi.



[Texte]

[Traduction]

• 1015

**Le vice-président:** Merci beaucoup, monsieur Edwards.

**The Vice-Chairman:** Thank you, Mr. Edwards.

**Mr. Allmand:** I have just a very short point of order; it is just to demonstrate that if we had not had the 15-minute statement of Mr. Edwards this morning, we would have had another two rounds of questioning. As it is, this is all the Official Opposition will get, because we have to go to Question Period at 11 a.m. and we have to leave at 10.50 a.m. to do that. So this is it. Now we have had our time and we have had a 15-minute statement.

**M. Allmand:** J'ai une courte observation à faire; je tiens à faire remarquer que si nous n'avions pas eu la déclaration de 15 minutes de M. Edwards ce matin, nous aurions pu avoir deux autres tours de questions. Ainsi, l'opposition officielle devra se contenter d'un seul tour, car nous devons aller à la période des questions pour 11 heures, donc quitter la salle à 10h50. Donc, nous avons eu notre temps et nous avons entendu une déclaration de 15 minutes.

I would just like to give notice about the meeting on Monday morning. I do not know where I can get Mr. Hawkes. We want it on the estimates generally, even with officials, and not on any one specific subject. I will leave it at that for the moment so we will not have a long argument on Monday morning.

Au sujet de la réunion de lundi matin, je ne sais pas où je peux contacter M. Hawkes, mais je voudrais qu'elle soit consacrée aux prévisions budgétaires en général, même avec les fonctionnaires, sans porter sur un sujet précis. Je m'en tiens à cela pour le moment pour ne pas avoir une longue discussion lundi matin.

**Le vice-président:** Très bien, monsieur Allmand. Je transmettrai votre message.

**The Vice-Chairman:** Very well, Mr. Allmand. I will convey your message.

Monsieur Desjardins, s'il vous plaît.

Mr. Desjardins.

**M. Desjardins:** Merci, monsieur le président.

**Mr. Desjardins:** Thank you, Mr. Chairman.

Je remercie mon collègue, M. Champagne, de m'avoir permis de passer en premier, parce que je devrai quitter à 10h30.

I would like to thank my colleague Mr. Champagne for letting me go ahead of him since I shall have to leave at 10.30.

Monsieur Edwards, merci pour votre exposé. Mes questions seront d'ordre très général. Y a-t-il une norme pour désigner ceux qui font partie de la catégorie des travailleurs âgés? Est-ce que 45 ans est une norme admise pour ce groupe de travailleurs?

Mr. Edwards, thank you for your statement. My questions will be general. Is there any standard which applies to workers who are to be considered in the category of older workers? Is the age of 45 considered to be a cut-off point?

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, there is no standard. In fact, depending on the purpose, the definition will vary. For example, in the programming for the labour adjustment benefits that I mentioned, the entry point, if I recall correctly, is 55 and for most early retirement schemes one thinks in terms of 55 and over. But from the point of view of the difficulties of workers, generally we use the term 45 and over. If someone reaches about the age of 45 and loses his job, he is often in much greater difficulty than people who are 35 and not necessarily in much less difficulty than those who are 55.

**M. John Edwards:** Monsieur le président, il n'y a pas de norme. En fait, selon l'objet, la définition varie. Par exemple, si je me souviens bien, l'âge d'admissibilité aux prestations d'adaptation pour les travailleurs est de 55 ans, et il en est généralement de même pour la plupart des régimes de retraite anticipée. Mais du point de vue de la difficulté pour le travailleur, il s'agit généralement de 45 ans et plus. Une personne qui perd son emploi à l'âge de 45 ans peut se trouver dans une situation bien plus difficile qu'une personne de 35 ans dans les mêmes circonstances, sa situation ne serait pas forcément différente de celle d'une personne de 55 ans.

**M. Desjardins:** Monsieur le président, vous conviendrez avec moi que 45 ans, c'est encore tout jeune.

**Mr. Desjardins:** Mr. Chairman, you will agree that at the age of 45, one is still quite young.

Dans vos statistiques, vous dites que le taux de chômage pour cette catégorie de travailleurs a chuté à 6.9 p. 100 en avril 1986. Pouvez-vous nous donner le chiffre pour la province de Québec?

In your statistics you say that the unemployment rate for this category of workers fell to 6.9% in April 1986. Could you give me the figure for the Province of Quebec?

**Mr. John Edwards:** There certainly are statistics available. Unfortunately, I do not have them with me unless my staff have them readily available. Perhaps we can move on to the next question then. We will pick that up if we have the information.

**M. John Edwards:** Nous avons certainement les données détaillées, malheureusement je ne les ai pas sous la main, à moins que l'un de mes collaborateurs ne les trouve. Peut-être pourrait-on passer à la question suivante, nous vous donnerons la réponse si nous la trouvons.

**M. Desjardins:** Quand vous nous parlez dans votre document des programmes d'emploi offerts aux personnes âgées, vous parlez en réalité de la stratégie de l'emploi à six volets qui

**Mr. Desjardins:** When you refer in your statement to job programs for older workers, you are actually referring to the Canadian Jobs Strategy with its six components. Have all

*[Text]*

a été annoncée. Ces volets ont-ils tous été mis en application, et y a-t-il des fonds de fonctionnement d'alloués à chacun d'eux?

**Mr. John Edwards:** Yes, Mr. Chairman, they are being applied, but I have to put some caveats on that. The Community Futures Program is only just now being introduced on a mass basis. Several communities have been designated in the last couple of weeks, so it is not fully operational. Then I have to put another caveat, and that is in regard to the Province of Quebec. In the Province of Quebec there are some programs where there have not been agreements struck yet with the provincial government. So in regard to Quebec, there is a particular situation there that does not replicate itself in other provinces.

**M. Desjardins:** Pourquoi y a-t-il des difficultés d'application de ce volet particulier au Québec? Pouvez-vous élaborer un peu à ce sujet?

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, we have had long, long discussions over the last two provincial governments in Quebec, I guess, to try to strike an appropriate balance between their view of provincial jurisdiction and our view of what the federal government should be doing in regard to programming. So there are discussions about how the program should be delivered. Should it be delivered by the provincial government but funded by ourselves or should it be done by some kind of joint mechanism where the provincial government and the federal government would sit on a board together perhaps with industry representatives and what have you?

• 1020

Some very, very difficult debates have been taking place. I hope they will terminate very shortly . . . successfully, with an agreement. There are some indications we may get the final problems resolved in a matter of a couple of weeks. One remains optimistic on that.

**M. Desjardins:** Cela veut dire que pendant tout le temps que durent ces négociations, les fonds ne sont pas alloués. C'est de l'argent qui dort en quelque sorte. Si cela continue, ces sommes ne pourraient-elles pas être affectées à d'autres programmes qui fonctionnent bien? Avez-vous envisagé cette possibilité?

**Mr. John Edwards:** Yes, Mr. Chairman. At a previous appearance before this committee, I made the statement that in the event that these negotiations continue much longer there will have to be some consideration given to flowing the Quebec budget—because there is an overall budget for the Canadian Jobs Strategy for Quebec—through those elements of the Canadian job strategy where there are agreements.

I would not want to suggest that nothing is happening in the Province of Quebec under Employment and Immigration Canada training and employment programs. There are still some of the old programs, some of the lead-type activities. Job development is free and running. Job entry is moving now after a rather slow start. The particular problems have been on the skill investment front, the skill shortages front, and to some extent on the community futures front. There is no problem on the innovations front. Indeed, there is a representative of the

*[Translation]*

these programs been applied and do each of them have operating budget?

**M. John Edwards:** Oui, monsieur le président, ils sont tous en application, mais il faudrait signaler que le Programme de développement des collectivités vient d'être lancé sur une grande échelle. Plusieurs localités ont été désignée, alors tout n'est pas encore opérationnel. Je dois aussi vous signaler qu'au Québec il y a certains programmes au sujet desquels on n'est pas encore parvenu à un accord avec le gouvernement provincial. Ainsi, la situation au Québec comporte des particularités qu'on ne retrouve pas dans les autres provinces.

**Mr. Desjardins:** What are the reasons for the difficulties in applying the programs in Quebec? Could you elaborate a bit on this?

**M. John Edwards:** Monsieur le président, nous avons eu de longues discussions avec les deux derniers gouvernements du Québec afin d'en arriver à un compromis entre leur façon d'envisager la compétence provinciale et notre position sur les programmes que devrait offrir le gouvernement fédéral. Il y a donc des discussions sur la façon d'assurer la prestation de services. Celle-ci devrait-elle relever du gouvernement provincial avec un financement fédéral ou devrait-on prévoir une collaboration fédérale provinciale avec peut-être des représentants de l'industrie?

Il y a eu des débats très difficiles, et j'espère qu'ils vont bientôt aboutir à un accord. Nous avons quelques raisons de croire que les derniers problèmes seront résolus dans quelques semaines. Nous restons optimistes à ce sujet.

**Mr. Desjardins:** That means that for the duration of these negotiations funds will not be allocated. The money will remain unused. If this situation continues, could this money be assigned to other programs which are operating as planned? Have you given thought to this possibility?

**M. John Edwards:** Oui, monsieur le président. Lors d'une autre comparution devant le Comité, j'ai dit qu'au cas où ces négociations se prolongeraient trop, il va falloir envisager d'affecter le budget prévu pour le Québec—car il y a un budget global établi pour la composante québécoise de la stratégie canadienne de l'emploi—aux éléments du programme de la stratégie canadienne de l'emploi qui font l'objet d'un accord.

Je ne voudrais pas laisser entendre que nous ne faisons aucun progrès avec la province de Québec en ce qui concerne les programmes de formation et d'emploi du ministère fédéral de l'Emploi et de l'Immigration. Il y a encore quelques-uns des anciens programmes et certaines des activités traditionnelles. Le développement de l'emploi a bien démarré, l'intégration professionnelle commence maintenant après quelques hésitations au départ. Les programmes suivants posent quelques problèmes: l'acquisition de compétences, la pénurie de main-



## [Texte]

Province of Quebec on the National Innovations Advisory Committee, Michel Jean.

**M. Desjardins:** Le taux de chômage chez ce groupe de travailleurs se compare-t-il favorablement au taux de chômage chez les jeunes ou chez les personnes d'âge moyen? Est-ce dans cette catégorie que l'on retrouve le moins de chômeurs?

**Mr. John Edwards:** It is certainly not lower in youth. Youth has a very high rate of unemployment. Youth unemployment generally runs about twice the average unemployment rate. In the older workers, we are dealing with a rate, on average, below the national rate. That does not mean older workers who do become unemployed do not face huge obstacles. In my comments, I was trying to give the impression that few become unemployed, but once they become unemployed, they face obstacles that are greater than those faced by people who are at an earlier stage in their career.

**M. Desjardins:** Cette classe des 45 ans et plus représente-t-elle la classe la plus importante de la population active?

**Mr. John Edwards:** In terms of participation rates?

**M. Desjardins:** En terme du nombre de travailleurs.

**M. John Edwards:** I am told that 25% of the labour force is represented by those who are 45 years and older. That leaves 75% for those I guess you could describe as from 15 to 45... and obviously much less at the 15 end.

It is a complex issue, Mr. Chairman, because it also is skewed by the fact that amongst older workers, there is a certain proportion who are retirees, either by choice or because they have become discouraged and have withdrawn from the labour market. However, the moment you get up into certainly the upper end, the 55 and upwards, a growing proportion of that withdraw, so the participation rate goes down.

**M. Desjardins:** En terminant, j'aimerais qu'on me fournisse, si possible, les statistiques que j'ai demandées au début. Et si vous aviez des statistiques par région au Québec, j'aimerais bien les avoir.

**Le vice-président:** Merci, monsieur Desjardins.

Monsieur Champagne.

**M. Champagne:** Merci, monsieur le président.

J'aimerais qu'on annexe au compte rendu la réponse à la dernière question de mon collègue. Est-ce possible?

**Le vice-président:** Oui, quand nous aurons les renseignements.

**M. Champagne:** Très bien.

**Mr. John Edwards:** If we provide it with the statement, it can then be incorporated.

**The Vice-Chairman:** It can be incorporated. Thank you very much.

## [Traduction]

d'oeuvre et jusqu'à un certain point le développement des collectivités. L'aide à l'innovation ne présente pas de difficultés. En fait, la province de Québec est représentée par Michel Jean au Comité consultatif national de l'aide à l'innovation.

**Mr. Desjardins:** Does the unemployment rate in this group of workers compare favourably to the unemployment rate among youth or middle-aged workers? Is this the category with the lowest unemployment rate?

**M. John Edwards:** Le taux de chômage n'est certainement pas moins élevé chez les jeunes, où le nombre de sans emploi est considérable. Généralement le taux de chômage chez les jeunes est deux fois le taux de chômage moyen. En règle générale, le taux de chômage chez les travailleurs âgés est inférieur à la moyenne nationale. Cela ne veut pas dire que les personnes âgées qui perdent leur emploi ne se retrouvent pas devant des obstacles majeurs. Dans mon exposé, je tenais à signaler que peu de gens de cette catégorie perdent leurs emplois, mais quand cela arrive, ils sont confrontés à des difficultés de taille quand on les compare à des personnes moins âgées.

**Mr. Desjardins:** Is this group of 45 and over the largest category of the labour force?

**M. John Edwards:** Pour les taux de participation?

**Mr. Desjardins:** In actual numbers.

**M. John Edwards:** On m'informe que les personnes de 45 ans et plus représentent 25 p. 100 de la population active. Ainsi, la tranche d'âge de 15 ans à 45 ans représente le reste, c'est-à-dire 75 p. 100... Évidemment les 15 ans ne sont pas très nombreux.

La question est complexe, monsieur le président, car une certaine proportion des travailleurs âgés s'est retirée de la population active par choix ou par découragement. Mais dans la tranche supérieure, c'est-à-dire chez les 55 ans et plus, il y a une proportion considérable qui se retire, ce qui fait baisser le taux de participation.

**Mr. Desjardins:** In conclusion, I would like to have the data which I asked for at the beginning, if possible. If you have regional statistics for Quebec, I would like to have them.

**The Vice-Chairman:** Thank you, Mr. Desjardins.

Mr. Champagne.

**Mr. Champagne:** Thank you, Mr. Chairman.

I would like to have the answer to my colleague's last question appended to our proceedings if it is possible.

**The Vice-Chairman:** Yes, once we receive the information.

**Mr. Champagne:** Very well.

**M. John Edwards:** Si nous pouvons l'incorporer à la déclaration, nous le ferons.

**Le vice-président:** Ce sera possible. Je vous remercie.

[Text]

**M. Champagne:** Merci.

M. Allmand et M. Boudria parlaient du manque de fonds disponibles, principalement dans le programme de développement d'emploi, parce que je présume que c'est le programme le plus touché. Ils parlaient des emplois subventionnés et des projets subventionnés.

• 1025

Pouvez-vous nous fournir un tableau indiquant les sommes engagées dans le cadre de la nouvelle stratégie de développement pour ces deux programmes comparativement aux sommes engagées dans le cadre de l'ancien programme Canada au travail? Pouvez-vous nous donner le nombre d'emplois créés dans chacun des programmes et les sommes qui ont été investies?

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, we certainly can table that information. We do not have it with us right now. I understand that we have already tabled part of it, in the sense that the scale of the job development budgets for this year have been tabled with the committee. What we have not submitted yet is a comparison between that and the old Canada Works and that we can do.

**M. Champagne:** Vous venez de dire que vous avez déposé les budgets relatifs à la stratégie de développement de l'emploi. Quelles sont les sommes déjà engagées pour chacun des volets de la nouvelle stratégie, et quelles sommes restent à être engagées pour chacune des dix provinces?

**Mr. John Edwards:** Again, we can provide that information. I apologize to the committee. I did not come fully armed for these kinds of questions. But I welcome the questions. We will provide the information to the committee. Hard figures on expenditures this year, of course, are hard to come by. We are just starting the year, but we can certainly provide whatever information is readily available and make some sense.

**M. Champagne:** Lorsqu'on a mis sur pied la nouvelle stratégie de développement—je parle du programme de projets subventionnés et d'emplois subventionnés—il devait s'agir d'un programme à entrée continue. Selon mon interprétation, il devait y avoir des sommes de disponibles pendant toute l'année et des projets pouvaient être présentés pendant toute l'année, alors que dans l'ancien programme, on devait se dépêcher et ainsi de suite.

A l'heure actuelle, comme le disaient MM. Boudria et Allmand, il y a un manque de fonds. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi cela arrive?

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, there is continuous entry for the individualized subsidized placements. This is one part of the Job Development Program where we will provide a subsidy for a severely disadvantaged person to go to work, to get firsthand experience in the labour market. That is only one part though of the program.

[Translation]

**Mr. Champagne:** Thank you.

Mr. Allmand and Mr. Boudria talked about the lack of available funding, mainly for the job development program, I presume that this is the program which has been the most affected. They talked about subsidized jobs and projects.

Could you provide us with a table showing the funding committed under the new job development strategy for these two programs in comparison with the funds for the previous Canada Works program? Could you also inform us of the number of jobs created by each of these programs and the sums which were invested?

**M. John Edwards:** Monsieur le président, nous pourrions certainement vous donner ces renseignements. Nous ne les avons pas ici. Je crois savoir que vous avez déjà reçu des données sur les budgets de développement dans l'emploi pour l'année actuelle. Mais vous n'avez pas de tableau qui fait la comparaison entre les nouveaux programmes et l'ancien programme Canada au travail, nous vous l'enverrons.

**Mr. Champagne:** You say that you have tabled the budgets for the job development strategy. How much money has been committed to each of the programs of this strategy and how much money remains to be given to each of the 10 provinces?

**M. John Edwards:** Encore une fois, nous pourrions vous envoyer ces renseignements. Je présente mes excuses au Comité, je ne suis pas venu préparé à répondre à toutes ces questions. Mais je m'engage à vous donner les réponses. Il est évidemment difficile de vous donner des chiffres exacts pour les dépenses de cette année, car les programmes viennent de commencer seulement, mais nous allons certainement vous communiquer les renseignements qui sont actuellement disponibles.

**Mr. Champagne:** When the new development strategy was set up, I am talking about the program for subsidized projects and jobs, it was supposed to be a program with continuous entry. As I interpret it, money was to be available throughout the year and projects could be accepted throughout the year, whereas under the previous program there was a certain deadline.

At the present time, as Mr. Boudria and Allmand pointed out, there is a lack of funding. Can you explain to us the reason for this?

**M. John Edwards:** Monsieur le président, il y a entrée continue en ce qui concerne les placements individuels subventionnés. C'est un aspect du programme de développement de l'emploi qui permet un emploi subventionné pour les personnes sérieusement défavorisées afin qu'elles aient une expérience directe du marché du travail. Ce n'est qu'un aspect du programme.



## [Texte]

The problem area has been with the project stream of job development. As I was indicating to other members, we started the early part of this year, because of delays in getting going, with a large number of approvals. This has meant that we are flowing money at quite a rapid rate and what we want to do is not increase that flow right now, otherwise, we will not have funds flowing in the winter. So there is a deliberate attempt to slow down—it is not a complete cut-off—the launching of new job development projects during the course of the next few months.

**M. Champagne:** Vous dites que pour les emplois subventionnés, vous avez encore des fonds? Très bien.

Avez-vous des statistiques sur la moyenne d'âge des travailleurs et travailleuses qui bénéficient des divers programmes de la stratégie de développement de l'emploi, principalement pour ce qui est des emplois subventionnés et des projets subventionnés?

**Mr. Peter Hicks (Executive Director, Canadian Jobs Strategy, Department of Employment and Immigration):** Yes, but we do not have them now.

**Mr. John Edwards:** We do not have them with us, Mr. Chairman, but we can get that data. We have collected the data.

**M. Champagne:** J'espère qu'on pourra annexer ces documents au compte rendu.

**Le vice-président:** Oui.

**M. Champagne:** Le nouveau Programme PATA suppose des zones désignées. Pourquoi?

• 1030

**Le vice-président:** Quel est la nature de ce programme?

**M. Champagne:** Il s'agit du programme d'adaptation des travailleurs âgés.

**Mr. John Edwards:** I apologize to the member. I was not aware of the translation of POWA, partly because it is not a program that is yet up; it is coming.

I am not certain of the nature of the member's questions. The old LAB program, the old Labour Adjustment Benefits Program, did have zones. I am not certain the new program will be zone-specific. It is a much broader program. The old Labour Adjustment Benefits Program was zoned in the sense that there were certain sectors which were eligible and certain communities which were eligible, but I am not sure that POWA is going to have a zone.

**M. Champagne:** Dans votre exposé, à la page 5, il est écrit: Depuis peu, comme le PPAT est progressivement éliminé... Il s'agit de l'ancien programme.

la Commission collabore avec Travail Canada à la mise sur pied du nouveau Programme d'adaptation des travailleurs âgés. Celui-ci a pour objectif d'offrir une aide à un nombre de régions et de secteurs d'activités plus grand qu'auparavant.

## [Traduction]

Le problème s'est posé dans le cas des projets acceptés dans le cadre du développement de l'emploi. Comme je le disais à d'autres membres, nous avons commencé tôt cette année, après certains retards au début, de nombreux projets ayant déjà été approuvés. Ainsi nous avons un niveau de dépenses considérable et nous préférons ne pas augmenter le débit pour le moment, autrement nous manquerons d'argent en hiver. Ainsi, on essaie de ralentir, sans arrêter tout à fait, le lancement de nouveaux projets de développement de l'emploi au cours des prochains mois.

**Mr. Champagne:** You say that you still have funding for subsidized jobs. Very well.

Do you have statistics relating to the average age of the men and women who benefit from the various job development strategy programs, particularly the subsidized jobs and projects?

**M. Peter Hicks (directeur exécutif, Stratégie canadienne de l'emploi, ministère de l'Emploi et de l'Immigration):** Oui, mais nous ne les avons pas ici.

**M. John Edwards:** Nous ne les avons pas ici, monsieur le président, mais nous pourrions vous les communiquer. Les données ont été compilées.

**Mr. Champagne:** I hope that this information can be appended to the minutes of proceedings.

**The Vice-Chairman:** Yes.

**Mr. Champagne:** The new POWA program will have designated zones. Why?

**The Vice-Chairman:** What type of program is it?

**Mr. Champagne:** It is an adjustment program for older workers.

**M. John Edwards:** Excusez-moi, je n'étais pas au courant du sigle français PATA, en partie parce que le programme n'est pas encore en application.

Je ne suis pas sûr du sens de votre question. L'ancien Programme de prestations d'adaptation aux travailleurs prévoyait des zones, mais je ne suis pas sûr que ce sera le cas pour le nouveau programme. Il est beaucoup plus vaste. L'ancien programme de prestations d'adaptation pour les travailleurs désignait certains secteurs et certaines collectivités comme admissibles, je ne suis pas sûr qu'il y aura des zones semblables dans le cadre du Programme PATA.

**Mr. Champagne:** On page 4 of your statement, you say: More recently, as LAB is being phased out... That is the former program.

the Commission has been co-operating with Labour Canada in developing the new Program for Older Workers Adjustment. POWA is aimed at providing a broader coverage to a wider range of economic/industrial regions and sectors than before.

[Text]

**Mr. John Edwards:** All I can add at this moment is that the POWA program, as presently envisaged, discussed within the federal Cabinet, being discussed with the provinces, is a lot less restrictive than its predecessor, the Labour Adjustment Benefits Program. It has much broader application to sectors that were not covered before, to communities that were not covered before, but I do not have any great specifics to offer the member on this. As I say, it is a Labour Canada program. It is being negotiated by Labour Canada with the provinces. I could attempt to get more information from the Department of Labour and pass it to the member.

**Le vice-président:** La réponse vous satisfait-elle?

**M. Champagne:** Oui.

**Le vice-président:** Très bien, merci. Votre temps est écoulé, monsieur. Merci de votre participation.

Madame Pauline Browes.

**Mrs. Browes:** Thank you very much, Mr. Chairman. I welcome the comments that Mr. Edwards has made concerning the older worker. I also would like to mention to you, Mr. Chairman, that I am a little bit surprised this important subject is being discussed, with the extension of two weeks to discuss it as set out in the Standing Orders, and the opposition members have chosen not to be here at the meetings. They have left the meetings, and no opposition members are here at all, which I think is most unfortunate when it is really an opportunity under the Standing Orders for the additional review of the estimates.

• 1035

Having said that, I do believe the department has made some really excellent progress in the jobs that have been created and that the private sector has created. In the last 20 months or so, some 600,000 jobs have been created. I do not think that is just by any coincidence. It has been by some very forthright programs that have been put forth by the Minister and the department, and business confidence is up in terms of the interest rates being down and businesses being able to expand in terms of creating those jobs.

I think the kinds of programs under the Canadian Jobs Strategy are a great credit to the Minister. I am particularly interested in the program as it relates to women getting back into the job market, and also women being promoted within the job market.

I was hearing recently in my own area of the City of Scarborough, half a million people, where two-thirds of the new businesses being started were being started by women. I was speaking with the economic development commissioner for the City of Scarborough, and he said it was his opinion that this is where the promotion of women is going to actually be in terms of women being promoted into higher levels within management: they will come not through the system but from their own businesses straight into larger corporations. I think that kind of confidence of women starting their businesses certainly augurs well for women being promoted.

[Translation]

**M. John Edwards:** Tout ce que je peux vous dire pour le moment, c'est que le programme PATA, comme on l'envisage à l'heure actuelle au Cabinet et dans les discussions avec les provinces, comporte beaucoup moins de restrictions que le programme antérieur, c'est-à-dire le Programme de prestations d'adaptation pour les travailleurs. Ainsi, il s'appliquera à des secteurs et à des collectivités qui n'étaient pas admissibles auparavant, mais je n'ai pas de détail à vous donner là-dessus. Comme je l'ai dit, c'est un programme du ministère du Travail, et il fait l'objet de négociations avec les provinces. Je pourrais essayer de vous trouver des renseignements supplémentaires en contactant le ministère du Travail.

**The Vice-Chairman:** Are you satisfied with the answer?

**Mr. Champagne:** Yes.

**The Vice-Chairman:** Very well, thank you. Your time is up, sir. Thank you for your participation.

Mrs. Pauline Browes.

**Mme Browes:** Merci, monsieur le président. Je suis heureuse d'entendre les commentaires de M. Edwards au sujet des travailleurs âgés. Je suis également un peu surprise de constater l'absence des membres de l'opposition pour cette discussion d'un sujet important pendant la prolongation de deux semaines accordée par la Chambre. Ils sont tous partis, il ne reste plus de membres de l'opposition, ce qui me paraît fort regrettable, étant donné cette occasion offerte en vertu du Règlement permanent de la Chambre d'étudier plus en détail le budget.

Cela dit, j'estime que le ministère a fait d'excellents progrès pour la création d'emploi de concert avec le secteur privé. Depuis 20 mois, environ 600,000 emplois ont été créés, et je ne pense pas que ce soit l'effet d'une coïncidence. C'est grâce à des programmes bien conçus élaborés par le ministre et le ministère, la confiance des milieux d'affaire étant renforcée par la baisse des taux d'intérêt, ce qui explique l'expansion des entreprises et la création d'emploi.

Je pense que le ministre est à féliciter pour le genre de programme proposé par la stratégie canadienne de l'emploi. Je m'intéresse tout particulièrement aux aspects du programme touchant la réinsertion professionnelle des femmes et la promotion de la femme sur le marché du travail.

On me disait récemment que dans ma ville de Scarborough avec une population d'un demi million, deux tiers des nouvelles entreprises étaient lancées par des femmes. Je parlais au Commissaire au développement de la ville de Scarborough, il me disait que, selon lui, la promotion de la femme allait se réaliser de cette façon par ces entreprises devenant par la suite de grandes sociétés. Je pense que la confiance que révèlent les initiatives des femmes se lançant dans des affaires est de bonne augure pour leur avenir.



## [Texte]

In terms of the Job Entry Program of the Canadian Jobs Strategy, I wonder, Mr. Edwards, if you have some information concerning the numbers of women that would be involved in benefiting from the Job Entry Program?

**Mr. John Edwards:** I certainly have some data on that. My problem is finding it in a briefing book that was not the one I brought with me, that I have borrowed.

**Mrs. Browes:** I might just leave that with you because I am interested in women being a target group within the Canadian Jobs Strategy. Perhaps you might have that information available—and not only the job entry but perhaps you might also just take a look at the job development area in terms of numbers of women that would benefit as the target group.

**Mr. John Edwards:** If I might throw out—it would be off the top of my head in the sense that they are memories of recent material I have read, and I will certainly provide harder information to the member and to the committee—certainly in the first six months of the Canadian Jobs Strategy we had almost 100% women's participation in the re-entry component of job entry. We had over 50% of women in the job entry aimed at younger people coming into the labour market. If I recall correctly, we had very close to 50%, if not slightly more, on the job development.

**A witness:** It was 40%.

**Mr. John Edwards:** Oh, 40%, was it, on job development? But certainly the figures were considerably higher than in our previous program. So there are some encouraging signals there.

There are also, I might add, some quite exciting things starting to develop. I was reading the other day—and it builds a bit on what the member was saying—about women becoming successful entrepreneurs. There is a program now in British Columbia for peer group counselling where one takes successful women entrepreneurs and women in other walks of life and twins them with young women who are planning to go into those areas of occupation and allows them to get some firsthand experience of what it really means in practice to be an accountant, to be a businesswoman, to be this, to be that—which is a very low-cost program, mounted by the B.C. government in this case, but one that I think is very encouraging.

• 1040

**Mrs. Browes:** It is certainly an excellent role model, and of course the Minister herself is a great role model for a good number of us.

Let me turn to the local advisory councils for a moment. I would like to have you answer in a general way in terms of the kinds of areas the local advisory councils are looking at. What would be your overview of the success of the local advisory councils to date? You might set forth any recommendations any of the local advisory councils have put forth to this time.

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, the local advisory councils have taken off with a very real degree of enthusiasm

## [Traduction]

Avez-vous des renseignements, monsieur Edwards, au sujet du nombre de femmes qui profitent du programme d'intégration professionnelle?

**M. John Edwards:** J'ai certainement des données à ce sujet. J'ai un peu de mal à les trouver dans ce document qui n'est pas le mien, mais que j'ai emprunté.

**Mme Browes:** Vous pouvez me faire parvenir la réponse, je m'intéresse aux mesures spécifiquement conçues pour les femmes dans le cadre de la stratégie canadienne de l'emploi. Vous pourriez peut-être me donner non seulement les renseignements au sujet de l'intégration professionnelle, mais aussi le nombre de femmes susceptibles de profiter des programmes de développement de l'emploi dans leur ensemble.

**M. John Edwards:** D'après mes souvenirs, et je vais vous envoyer des renseignements précis à ce sujet, pendant les six premiers mois de la stratégie canadienne de l'emploi il y avait une participation de 100 p. 100 chez les femmes pour le programme d'intégration professionnelle. Le programme destiné pour les jeunes qui se lançaient sur le marché du travail comportait une participation de plus de 50 p. 100 de femmes. Si je me souviens bien, il y avait presque 50 p. 100, sinon plus, pour le développement de l'emploi.

**Une voix:** C'était 40 p. 100.

**M. Edwards:** Oh, 40 p. 100 pour le développement de l'emploi? La participation était nettement plus élevée que pour les programmes antérieurs. C'est donc une raison d'être optimiste.

Il y a d'autres phénomènes prometteurs. Je lisais l'autre jour, comme madame le disait, que des femmes montent des entreprises qui prospèrent. Il existe maintenant en Colombie-Britannique un programme de parrainage selon lequel des femmes d'affaires et d'autres femmes professionnelles ayant fait leurs preuves s'occupent d'une jeune qui veut faire le même travail, et qui acquiert une certaine expérience pratique dans son domaine, c'est un programme du gouvernement de la Colombie-Britannique, qui coûte très peu, mais qui me semble très encourageant.

**Mme Browes:** Il s'agit certainement d'un excellent exemple à imiter, et bien entendu, la ministre elle-même nous paraît à un bon nombre d'entre nous un autre excellent modèle.

Permettez-moi maintenant de parler des conseils consultatifs locaux. J'aimerais que vous ne disiez quel genre de sujets ces conseils examinent en général. Aussi, d'après vous, quels succès ont obtenu ces groupes jusqu'à maintenant? Vous pouvez aussi mentionner certaines des recommandations que ces conseils consultatifs ont présentées.

**M. John Edwards:** Monsieur le président, les conseils consultatifs locaux ont démarré avec beaucoup d'enthous-

## [Text]

and I think a very real degree of a sense of responsibility. The meetings are now taking place in about 100 local advisory committees across the land. Already a quite impressive flood of comments, questions, proposals are emerging from them.

The original intent was they would focus very much on developing plans, priorities for the community in regard to employment, training and other related activities. Very quickly, as one might have expected, they got into raising questions about immigration, raising questions basically about our whole mandate including the quality of services from the local Canada Employment Centre and what have you.

I think it is a very healthy mechanism. It is a bit early to make a judgment as to where the development of LAC will go. To this date I think it is extremely encouraging.

I think one of the key tests for us is how we respond to the enthusiasm and comments coming from the local advisory councils. If we do not respond, and are not seen to respond positively enough, I feel their enthusiasm will atrophy and the councils will not reach the potential of which they are capable.

**Mrs. Browes:** In the next six months or so do you see putting forth a kind of report of the progress of the local advisory councils? It might be useful if you were thinking on those lines. I might suggest you do that.

**Mr. John Edwards:** We are thinking of it, Mr. Chairman. There is an understanding each local advisory council will submit an annual report to our Minister. There is also talk about the possibility of a newsletter which could be passed through the various local advisory councils so they can know what each is up to. I do not know whether that is going to be a feasible proposition. It is an idea which has come up recently as a result of suggestions from local advisory councils. It might be a useful way of getting some cross-fertilization and some of the more pronounced success stories in coming to grips with community problems being shared with other local advisory councils.

**Mrs. Browes:** Thank you very much, Mr. Chairman.

**Le vice-président:** Merci beaucoup. Puis-je poser une question? J'entends parler depuis tantôt du *local advisory committee*. En existe-t-il dans la province de Québec? Si oui, sont-ils en opération? Je n'étais pas aux autres réunions, mais j'avais entendu parler qu'on devait en organiser; mais, dans mon secteur, je n'en ai jamais entendu parler.

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, in the Province of Quebec the provincial government has formed a number of organizations at various levels, some quite local, involving business and other community leaders. Over the months there has been deep concern on the part of the Province of Quebec that we do not duplicate a further network of local based committees. The discussions have reached the stage now that I believe an announcement will be made in the next few days. I

## [Translation]

siasme, et je crois aussi qu'ils ont fait preuve d'un grand sens de responsabilité. Les réunions de ces organismes ont maintenant lieu dans environ 100 collectivités de notre pays. Déjà un nombre impressionnant d'observations, de questions et de propositions émanent de leurs discussions.

On avait d'abord décidé de concentrer leurs efforts sur l'élaboration de projets et d'établissement de priorités en matière d'emploi, de formation et d'autres activités connexes pour les collectivités concernées. Cependant, comme on aurait pu le prévoir, très rapidement, leurs membres ont soulevé des questions au sujet de l'immigration et de notre mandat global, y compris la qualité des services des centres locaux d'emploi du Canada, et d'autres choses encore.

A mon avis, il s'agit là d'un mécanisme très sain. Il est cependant peut-être un peu tôt pour porter un jugement sur l'évolution à venir de ces comités consultatifs. Cependant, jusqu'à ce jour, ce qu'on a pu observer est extrêmement encourageant.

L'un des aspects capitaux de cette évolution tiendra à notre réaction à l'enthousiasme manifesté par ces groupes ainsi qu'à leurs remarques. Si nous ne réagissons pas, et même si nos réactions ne sont pas suffisamment positives, je crois que cet enthousiasme risque de retomber et que les comités ne réaliseront pas pleinement toutes leurs possibilités.

**Mme Browes:** Au cours des six prochains mois, croyez-vous que vous déposerez un rapport quelconque sur l'évolution de ces groupes consultatifs locaux? Ce serait peut-être utile. C'est tout au moins ce que je me permets de vous suggérer.

**M. John Edwards:** Nous y songeons, monsieur le président. Il est d'ailleurs entendu que chaque conseil consultatif local remettra un rapport annuel à la ministre. Il est également question de publier une circulaire à l'intention des divers conseils locaux pour qu'ils soient au courant de ce que chacun d'entre eux est en train de faire. J'ignore cependant s'il sera possible de faire cela. C'est une idée qui a été proposée récemment par certains de ces conseils. Enfin, ce serait certainement un moyen utile de se renseigner les uns les autres et de faire en sorte que ceux qui ont surmonté de façon éclatante les problèmes qu'on leur soumettait fassent savoir aux autres comment ils s'y sont pris.

**Mme Browes:** Merci beaucoup, monsieur le président.

**The Vice-Chairman:** Thank you very much. May I ask a question myself? We have been speaking for a while now about local advisory committees. Do those committees exist in the Province of Quebec? If that is the case, where are they? I was not present during the other meetings, but I had heard it said that such committees were to be set up; nevertheless, in my area, I have never heard of any of them.

**M. John Edwards:** Monsieur le président, dans la province de Québec, le gouvernement provincial a mis sur pied nombre d'organisations à divers niveaux, dont certaines à l'échelle tout à fait locale, et auxquels participent les hommes d'affaires et les autres animateurs communautaires. Ces derniers mois, cette province s'est même préoccupée devant la possibilité que nous ne fassions double emploi en créant un autre réseau de comités locaux. Il devrait être possible d'annoncer quelque



[Texte]

prefer to leave that announcement to the Minister. As of this moment I can confirm there are no local advisory councils in the Province of Quebec.

**Le vice-président:** Merci beaucoup. Monsieur Champagne, vous aurez cinq minutes. Les représentants du gouvernement doivent ensuite se rendre en Chambre.

**M. Champagne:** J'aimerais revenir sur la question des conseils consultatifs. Vous dites que vous êtes en négociation.

• 1045

Les conseils consultatifs couvrent-ils automatiquement le volet «aide aux collectivités»? Et, dans les régions où il n'y a pas de conseils consultatifs, le Programme aide aux collectivités est-il automatiquement mis de côté?

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, not in regard to the local advisory councils. Let me try to clarify that. The local advisory council network is intended to provide a council in every area served by a CEC. That is the basic notion. There are some variations where a CEC is very large. You may have more than one. The basic proposal is there should be a local base body which provides advice, commentary, assessment and advice on priorities on programming mixes in each community.

There are other committees under the Community Futures Program and those committees are focused on particular communities in various kinds of trouble. Those communities and those committees are funded by us to do studies of one kind or another in terms of their future. We will provide them with up to \$200,000 to bring in consultants and think through what one does in Thetford Mines or somewhere like that in terms of a future.

There are additional funds linked to those communities because the communities are a reflection of the Community Futures Program. There is money for the Community Futures Program. It is focused on those communities in which we set up Community Futures Committees. There is a very much smaller number of Community Future Committees. Those are programatic mechanisms rather than the local advisory committees, which are purely advisory committees. I am not sure if I have clarified or confused.

**M. Champagne:** Avec la définition que vous donnez du conseil consultatif, je ne peux pas comprendre l'existence de zones dans certains endroits alors qu'ailleurs il n'y en ait pas. On a davantage ainsi un développement rationnel dans certaines régions comparativement à d'autres. Je me pose une question sur la pertinence du choix de certains endroits. Vous me corrigerez si je me trompe, mais on devrait, sous peu, nommer certaines villes au Québec. Je pense que certaines régions ont été oubliées.

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, if you took the map of Canada and you superimposed the boundaries of the local advisory councils, you would cover the whole map of Canada.

[Traduction]

chose ces prochains jours, à la suite des discussions que nous avons tenues. Je préfère toutefois m'en remettre de cela à la ministre. Pour le moment toutefois je puis confirmer qu'il n'existe aucun conseil consultatif local au Québec.

**The Vice-Chairman:** Thank you very much. Mr. Champagne, you have five minutes. After that, the representatives of the government must go to the House.

**Mr. Champagne:** I would like to come back to this question about those advisory councils. You say that you are negotiating at the moment.

Do the advisory councils automatically cover the part of the program that relates to "community assistance"? And in regions where there are no advisory councils, is the Community Futures Program automatically inapplicable?

**M. John Edwards:** Monsieur le président, pas pour ce qui est des conseils consultatifs locaux. Permettez-moi d'essayer de préciser les choses. Le réseau des conseils consultatifs locaux vise à avoir un conseil dans chaque région desservie par un CEC. Voilà la conception de base. Il y a des variations dans les régions où le CEC est très important. Il se peut qu'il y ait plus d'un conseil consultatif. L'idée est d'avoir un organisme local qui donne des conseils, des commentaires et des évaluations au sujet des priorités et des programmes dans chaque collectivité.

Le programme de développement des collectivités a d'autres comités qui se penchent sur des collectivités particulières qui ont différentes sortes de problèmes. Nous donnons un secteur d'activité à ces comités, le financement nécessaire pour faire des études qui portent sur l'avenir des collectivités. Nous leur donnons jusqu'à 200,000\$ pour embaucher des experts-conseil pour réfléchir aux possibilités qui s'offrent à une ville comme Thetford Mines.

Les collectivités en question touchent un financement supplémentaire parce qu'elles font partie du programme de développement des collectivités. Il y a du financement pour le programme de développement des collectivités et il va surtout aux collectivités où nous mettons sur pied des comités de développement des collectivités. Il y a beaucoup moins de comités de développement des collectivités, dont le rôle est d'examiner les mécanismes des programmes, qu'il y a de comités consultatifs locaux, dont la fonction est purement consultative. Je ne sais pas si j'ai éclairci ou embrouillé les choses.

**Mr. Champagne:** Given your definition of an advisory council, I do not understand why zones exist in some areas, and not in others. The idea is to promote the rational development of some regions more than others. I am wondering how some areas were chosen. Please correct me if I am wrong, but I believe some towns in Quebec are to be designated soon. I think that some regions have been forgotten.

**M. John Edwards:** Monsieur le président, si on surimpose sur la carte du Canada les frontières des conseils consultatifs locaux, on constatera que toute la carte du Canada est

*[Text]*

Some have not yet been set up, but we have the map of Canada with every single part of the country intended to be covered by a local advisory council. In some parts of the country we have those councils in place. We expect in total to have perhaps 250 councils. At the moment we have about 100 in place. There is still quite a long way to go.

The biggest single blank spot on the map right now in terms of actual functioning councils is the Province of Quebec. We expect every single community to be covered by a local advisory council. More specific assistance comes through those other situations where we may have 80 communities, certainly a much smaller number of communities, where there is a specific application of the Community Futures Program to that community with the Community Futures Committee set up there. It is an action-oriented committee. It is a committee focusing on getting things down in that community through the Community Futures Program and the flexibility their Community Futures Program provides. It is different from the big network, the covering of Canada with local advisory councils.

**M. Champagne:** Merci.

Une dernière question, monsieur le président. On sait que le Programme d'aide aux collectivités fonctionne dans d'autres provinces.

Is it true?

**Mr. John Edwards:** Yes. If I am not mistaken, we have two communities that have been formally identified under the Community Futures Program. One was Sault Ste. Marie, and last week Trail, B.C.. Is it Trail or Terrace?

**Mr. Hicks:** Trail.

**Mr. John Edwards:** Trail. We will see a rapid escalation, a large number now getting identified.

• 1050

**M. Champagne:** Quels ont été les critères pour choisir ces deux municipalités?

**Mr. John Edwards:** I will ask my colleague, Mr. Hicks, to respond to that.

**Mr. Hicks:** Mr. Chairman, the basic criteria for a community to be designated for the Community Futures Program is that it has a high unemployment which is significantly higher than the provincial average. It must either suffer from acute unemployment—that is, a sudden problem, such as the closing of a mine, or something like that—or have had chronic unemployment over a number of years. Thirdly, it is not, by and large, a metropolitan area. The program is directed mainly towards smaller communities outside the metropolitan areas.

In answer to your question, the ones that are going ahead right now are basically going ahead on a pilot basis. A little later in the year, there will be a much broader selection in each of the provinces and regions of the country.

*[Translation]*

couverte. Certains des conseils n'ont pas encore été créés, mais nous avons l'intention d'avoir un conseil consultatif local pour chaque région du Canada. Dans certaines régions, les conseils existent déjà. Nous pensons avoir environ 250 conseils en tout. En ce moment, il en existe une centaine. Il reste toujours beaucoup de travail à faire.

C'est la province de Québec qui a le moins de conseils en ce moment. Nous nous attendons à ce que chaque collectivité ait un conseil consultatif local. Les 80 collectivités qui ont un programme de développement des collectivités comptent également des comités de développement des collectivités, pour donner une aide axée sur l'action. Il y a beaucoup moins de collectivités qui ont ce genre de comité. Ces comités essaient d'obtenir certaines choses pour la collectivité grâce au programme de développement des collectivités et à la souplesse de ce programme. C'est une notion très différente de celle qui prévoit un conseil consultatif local pour chaque région du Canada.

**Mr. Champagne:** Thank you.

I have one final question, Mr. Chairman. We know that the Community Futures Program is functioning in other provinces.

Est-ce exact?

**M. John Edwards:** Oui. Sauf erreur, il y a deux collectivités qui ont été identifiées officiellement en vertu du programme de développement des collectivités. L'une est Sault Ste. Marie, et la semaine passée, on a désigné Trail, en Colombie-Britannique. Est-ce Trail ou Terrace?

**M. Hicks:** Trail.

**M. John Edwards:** Trail. Il y aura de plus en plus de collectivités désignées en vertu du programme.

**Mr. Champagne:** What criteria were used in selecting these two municipalities?

**M. John Edwards:** Je vais demander à mon collègue, M. Hicks, de répondre à la question.

**M. Hicks:** Monsieur le président, le critère de base pour qu'une collectivité soit désignée en vertu du Programme de développement des collectivités est qu'elle ait un taux de chômage considérablement plus élevé que le taux moyen de chômage dans la province. La municipalité doit subir du chômage aigu à cause de la fermeture soudaine d'une mine, par exemple, ou avoir connu du chômage chronique pendant un certain nombre d'années. Troisièmement, le Programme vise surtout les petites collectivités en dehors des centres métropolitains.

Pour répondre à votre question, les municipalités en cause constituent des projets pilotes. Plus tard dans l'année, il y aura un choix beaucoup plus large de collectivités dans chaque province et dans chaque région du pays.



[Texte]

**Le vice-président:** Vous avez encore une minute et demie, monsieur Champagne.

**M. Champagne:** Je serai bref, monsieur le président.

Vous dites que la municipalité doit avoir un taux de chômage plus élevé que celui de la province pour être acceptée. Pourquoi ne pas avoir fixé un taux de chômage plus élevé que la moyenne canadienne?

**Mr. Hicks:** Mr. Chairman, there is no set criteria. You do not have to be 3.5% above anything else. There is an element of judgment. If one only left it at the national level, we would then be faced with the situation, for example, that virtually the entire budget for the Community Futures Program would be in those parts of the country with the highest total unemployment rate. To put it quite clearly, most or virtually all Community Futures communities would then be concentrated in Atlantic Canada and say the Gaspésie, with virtually none in other parts of the country.

By leaving it somewhat more flexible and by not only linking it to the national situation, and without tying our hands in terms of actual numbers, it also allows a number of Community Futures communities to be situated in hard-hit parts of the country where the level of the unemployment in the province is reasonably satisfactory but where there are particular problems. The western provinces are an example. By linking it to both the existence of acute and chronic unemployment, and in addition to that to the provincial unemployment rate, it does allow a somewhat more even spread across the country. Most of the communities will however be in those parts of the country where the unemployment rates are persistently high, in the east.

**M. Champagne:** Si j'ai bien compris, une municipalité de l'Ontario, avec un taux de chômage de 8 p. 100 alors que celui de la province est de 7 p. 100, serait éligible au même titre qu'une municipalité de la Nouvelle-Ecosse avec un taux de chômage de 15, 16, ou 17 p. 100? S'agit-il des mêmes critères?

**Mr. Hicks:** Mr. Chairman, no, the difference between the regional unemployment rate and the rate in the local community would be very much more significant than that. The available funds alone will determine that the designated communities are those where the unemployment rate is very much higher, in any part of the country, than that which the member has indicated.

We are certainly thinking of communities in Ontario where you have unemployment rates in the 15%, 16%, 17% range. There are those communities in Ontario as well. The idea is to get at some of those, as well as to get at some of those comparable communities in the east. The funds certainly would not allow any communities with unemployment rates of 7% or 8% in any part of the country to be designated.

**M. Champagne:** Merci, monsieur le président.

[Traduction]

**The Vice-Chairman:** You have one minute and a half left, Mr. Champagne.

**Mr. Champagne:** I will be brief, Mr. Chairman.

You say that the municipality must have an unemployment rate higher than the provincial average to qualify. Why did you not use the Canadian average as the reference point?

**M. Hicks:** Monsieur le président, il n'existe pas de critère précis. Il n'est pas nécessaire d'avoir un taux de chômage qui dépasse un autre taux de 3,5 p. 100. Il y a un élément de jugement qui intervient dans le choix des municipalités. Si on utilisait le taux de chômage national, presque tout le budget du Programme de développement des collectivités serait affecté aux régions du pays avec le taux de chômage total plus élevé. Autrement dit, presque toutes les collectivités bénéficiant du Programme de développement des collectivités se trouveraient dans les provinces atlantiques et en Gaspésie, et il n'y aurait presque pas de municipalités de désignées dans d'autres régions du pays.

En ayant des critères un peu plus souples, et en ne tenant pas compte uniquement du taux de chômage national, nous pouvons choisir des collectivités qui ont de graves problèmes, même si elles se trouvent dans des provinces où le taux de chômage est plus ou moins satisfaisant. Prenez l'exemple des provinces de l'Ouest. Puisque les critères tiennent compte de chômage aigu et chronique et du taux de chômage provincial, il est possible d'avoir une distribution plus équitable du programme à travers le pays. Néanmoins, la plupart des collectivités désignées seront dans les régions du pays où les taux de chômage sont toujours très élevés, c'est-à-dire dans l'Est.

**Mr. Champagne:** If I understood you correctly, a community in Ontario with an unemployment rate of 8%, compared to the provincial average of 7%, would be just as eligible to the program as a community in Nova Scotia with an unemployment rate of 15%, 16%, or 17%? Are we talking about the same criteria?

**M. Hicks:** Monsieur le président, l'écart entre le taux de chômage régional et le taux de chômage dans la municipalité serait beaucoup plus important. Puisque le financement est quand même limité, il va falloir désigner les collectivités où l'écart entre le taux de chômage local et le taux de chômage moyen dans la province est beaucoup plus élevé que celui cité par le député.

Nous pensons certainement aux collectivités de l'Ontario qui ont des taux de chômage de 15 p. 100, 16 p. 100 et 17 p. 100. Il existe des collectivités de ce genre en Ontario également. Le programme vise à aider certaines de ces municipalités, et en même temps des municipalités semblables dans l'Est. Compte tenu des fonds disponibles, il serait impossible qu'une collectivité, où qu'elle se trouve au Canada, avec un taux de chômage de 7 p. 100 ou de 8 p. 100 soit désignée.

**Mr. Champagne:** Thank you, Mr. Chairman.

[Text]

**Le vice-président:** Très bien, merci. Il est 10h55. Nous devons nous rendre à la Chambre. Je remercie M. Edwards et son équipe.

La séance est levée.

[Translation]

**The Vice-Chairman:** Fine, thank you. It is now 10.55 a.m. We have to leave to go the House. I would like to thank Mr Edwards and his officials for appearing before us this morning.

The meeting stands adjourned.







*If undelivered, return COVER ONLY to  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

#### WITNESSES/TÉMOINS

*From the Department of Employment and Immigration:*

J. Bissett, Executive Director;  
R. Girard, Director, Refugee Affairs;  
M. Burstein, Director, Data Analysis and Forecasts;  
E. Côté, Legal Affairs Division;  
J. Robbins, Director, Cost Recovery;  
John Edwards, Associate Deputy Minister;  
Peter Hicks, Executive Director, Canadian Jobs Strategy.

*Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:*

J. Bissett, directeur exécutif;  
R. Girard, directeur, Affaires des réfugiés;  
M. Burstein, directeur, Prévisions et analyse des données;  
E. Côté, Contentieux;  
J. Robbins, directeur, Recouvrement des coûts;  
John Edwards, sous-ministre associé;  
Peter Hicks, directeur exécutif, Programme de la planification d'emploi.



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 70

Monday, June 9, 1986

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 70

Le lundi 9 juin 1986

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

# Labour, Employment and Immigration

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent du*

# Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Main Estimates 1986-87: Votes 10 and 15 under  
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

CONCERNANT:

Budget de dépenses principal 1986-1987: Crédits 10 et  
15 sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the  
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,  
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

*Chairman:* Jim Hawkes

*Vice-Chairmen:*

Jean-Pierre Blackburn

Fernand Jourdenais

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE L'IMMIGRATION

*Président:* Jim Hawkes

*Vice-présidents:*

Jean-Pierre Blackburn

Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Warren Allmand

Pauline Browes

Dan Heap

Sergio Marchi

John Oostrom

Peter Peterson

John R. Rodriguez

Maurice Tremblay (*Lotbinière*)

(Quorum 6)

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



## MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, JUNE 9, 1986  
(108)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 9:34 o'clock a.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

*Members of the Committee present:* Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn and Jim Hawkes.

*Acting Member present:* Andrew Witer for John Oostrom.

*In attendance: From the Library of Parliament:* Kevin Kerr and Eric Adams, Research Officers. *From the Committee's Research Staff:* Louise Thibault and David McGovern.

*Witnesses: From the Department of Employment and Immigration:* Gaétan Lussier, Deputy Minister. Peter Hicks, Executive Director, Canadian Jobs Strategy.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Main Estimates 1986-1987 (*See Minutes of Proceedings of April 9, 1986, Issue No. 53*).

The Chairman called Votes 10 and 15 under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION.

The witnesses answered questions.

At 11:02 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

## PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 9 JUIN 1986  
(108)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 9 h 34, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

*Membres du Comité présents:* Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn et Jim Hawkes.

*Membre suppléant présent:* Andrew Witer remplace John Oostrom.

*Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement:* Kevin Kerr et Eric Adams, attachés de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Louise Thibault et David McGovern.

*Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:* Gaétan Lussier, sous-ministre. Peter Hicks, directeur exécutif, Programme de la planification d'emploi.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi relatif au budget des dépenses principal de 1986-1987 (*Voir Procès-verbaux du 9 avril 1986, fascicule n° 53*).

Le président met en délibération les crédits 10 et 15 inscrits sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION.

Les témoins répondent aux questions.

À 11 h 02, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Monday, June 9, 1986

• 0936

**The Chairman:** Order. The order of the day is main estimates, 1986-87, votes 10 and 15 under Employment and Immigration.

## EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

—Employment and Insurance Program

Vote 10—Operating expenditures .....\$73,932,000

Vote 15—Grants and contributions .....\$1,513,877,000

**The Chairman:** I thank Mr. Lussier and his officials for coming this morning.

There has been some change in plans from those that were originally asked for. This meeting this morning under main estimates was at one point to concentrate on the implications of the estimates for staffing in particular, but I gather that was changed on Friday at the request of the Official Opposition, so we do not begin with a statement today on that issue but instead we go directly to questioning.

Mr. Allmand, you have the floor.

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, I have no objection to anybody asking questions on that, since it is part of the general range of discussion. If I finish some of my questions that I give greater priority to... I may ask some, and if anybody else does, I certainly will not object.

Mr. Lussier, several weeks ago in the estimates several of us raised the question of officials in the department telling job applicants all over the country for job development there was no money, the money was frozen. They were giving out information such as that and then these people of course were complaining to us, their Members of Parliament. We raised it here. Your answer was that the money was not frozen; there was money. But on further questioning, the real answer seemed to be that it was the policy of the department to phase the money voted over the year, so it could be that in different offices or regions they had used the allocation for the time being but there was going to be more money.

I want to clarify this. Since we asked our questions, I think you said at that time you or your officials would check this out, to see why your officials in the region were saying these kinds of things to the job applicants. I want to know what the results have been in some action that you and your officials have taken as a result of our questions on that point.

But then I want also to ask you, if the real reason is that there is no money for job development in certain areas at the

## TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le lundi 9 juin 1986

**Le président:** À l'ordre, s'il vous plaît. Nous allons examiner aujourd'hui les crédits 10 et 15 du Budget principal de 1986-1987 du ministère de l'Emploi et de l'Immigration.

## EMPLOI ET IMMIGRATION

E—Programme d'emploi et d'assurance

Crédit 10—Dépenses de fonctionnement .....\$73,932,000

Crédit 15—Subventions et contributions .....\$1,513,877,000

**Le président:** Je tiens à remercier M. Lussier et ses collaborateurs d'être parmi nous ce matin.

Je dois vous signaler quelques petits changements de programme. Ce matin, nous devons examiner le Budget principal et, plus particulièrement, ses conséquences sur la dotation en personnel, mais, plutôt que d'entendre une déclaration à ce sujet, nous allons passer directement aux questions, ainsi qu'il en a été convenu vendredi dernier, à la demande de l'Opposition officielle.

Monsieur Allmand, vous avez la parole.

**M. Allmand:** Monsieur le président, je n'empêche personne de poser des questions sur le sujet qui était prévu au départ, étant donné qu'il fait partie de la discussion générale que nous devons avoir aujourd'hui. Lorsque j'aurai fini de poser les questions que je juge prioritaires, mes collègues qui le désirent pourront certainement intervenir à leur tour.

Monsieur Lussier, il y a quelques semaines, plusieurs d'entre nous vous ont parlé des difficultés que certains fonctionnaires de votre ministère avaient suscitées en disant aux requérants du Programme de développement de l'emploi qu'il n'y avait plus d'argent, que les crédits étaient gelés. Ces gens-là sont donc venus se plaindre auprès de nous, qui sommes leur député, et c'est pour cela que nous avons soulevé le problème dans ce Comité. Vous nous avez alors répondu que les crédits n'étaient pas gelés, qu'ils étaient toujours disponibles. Toutefois, au cours de la discussion qui a suivi, nous avons eu nettement l'impression que le ministère avait décidé d'étaler les crédits sur toute l'année, de sorte qu'il était possible que dans certains bureaux ou dans certaines régions, le budget prévu était temporairement épuisé mais que, par la suite, il y aurait d'autres crédits.

J'aimerais donc en avoir la certitude. Lorsque nous vous avons posé ces questions, vous nous aviez dit, si je me souviens bien, que vous ou l'un de vos collaborateurs allait vérifier tout cela afin de savoir pourquoi vos fonctionnaires dans les régions donnaient ce genre de réponse aux requérants du Programme de développement de l'emploi. J'aimerais savoir si, à la suite de nos questions, vous avez pris certaines mesures correctrices, et quels en ont été les résultats.

Par ailleurs, s'il est vrai que le budget du Programme de développement de l'emploi est temporairement épuisé dans



[Texte]

present time, if the real reason is this sort of phasing of the budget over the year, then why are your officials not instructed to tell that to the project applicants? Many applicants, when they get those answers, have the impression that is it; they have had it. If in fact money is going to be put back in, let us say on a phased basis throughout the year, should they not be told that while they are not getting funded right now, their applications are still on the list, and in August or October—I do not know; I would like also to have from you how this phasing takes place; what are the different periods where money becomes available again; how is it done—but should they not be told that, so they at least know that it is not “game over” for them; that they have a chance when more money becomes available? There is a lot of confusion there.

• 0940

Just this past Friday in my constituency office, we had an applicant who said the officials first told her in Montreal that it was a very good application under job development, that it had a high priority; but then at a certain point, sorry, there was no money. But nothing else was told to the person. So the person came to see me and asked what the hell is going on in the Department of Employment and Immigration. So I explained that I am not the government but that we were told money is being phased in. I suggested she go back, that maybe she would get money at the end of the summer or in the fall.

I asked if she would tell me what follow-up she took on our questions—it was not just me; it was members of the Conservative Party, Mr. Rodriguez and others—on this kind of answer, that there is no money, that it is frozen, etc. If the real reason is the phasing, why are the people not told that, and could you explain how the phasing takes place? There is a series of questions there.

**Mr. Lussier:** Mr. Chairman, on previous occasions when that question was asked, I tried to explain that, as it relates specifically to job development programs, we have been in the starting phase of the Canadian Jobs Strategy related to Canadian job development, receiving last fall and winter a much greater degree of influx of requests and proposals. That has been making it very high in terms of the potential commitment and, in fact, the real commitment to the so-called initial round of the job development program, making it necessary in that context to phase in because of the implications, as I was trying to explain the other day.

[Traduction]

certaines régions, et s'il est vrai que votre ministère a décidé d'étaler les crédits sur toute l'année, j'aimerais dans ce cas savoir pourquoi vous n'avez pas demandé à vos fonctionnaires de donner ces vraies raisons aux auteurs de projets? Bon nombre d'entre eux, lorsqu'on leur répond que les budgets sont épuisés, ont l'impression que c'est définitif et qu'ils n'ont plus aucune chance. Or, si vous avez l'intention de redistribuer des crédits par la suite, puisqu'il est question de les étaler sur toute l'année, ne pensez-vous pas qu'il vaudrait mieux dire à ces personnes qu'elles ne peuvent pas obtenir de financement pour l'instant, mais que leur demande reste sur la liste et qu'en août ou octobre, il sera possible... J'aimerais également que vous m'expliquiez de quelle façon le ministère s'y prend pour étaler ces crédits. À quelles périodes sont-ils distribués? De quelle façon? Ne pensez-vous pas que les auteurs de projets ont droit à toutes ces explications, afin qu'ils sachent que tout n'est pas fini pour eux et qu'ils auront une autre chance lorsque les budgets seront réapprovisionnés? Il y a énormément de confusion.

Tenez, vendredi dernier, une requérante est venue dans mon bureau de circonscription pour expliquer son cas. Les fonctionnaires lui avaient d'abord dit, à Montréal, que sa demande répondait parfaitement aux critères du programme de développement de l'emploi et que, par conséquent, elle venait en priorité; toutefois, à un certain moment, on lui a dit que les budgets étaient épuisés, et c'est tout. Cette femme est donc venue me voir pour savoir ce qui se passe au ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Je lui ai expliqué que je n'étais pas membre du parti au pouvoir, mais qu'on nous avait dit que les crédits seraient étalés sur toute l'année, et que par conséquent, elle aurait peut-être des chances d'obtenir du financement à la fin de l'été ou à l'automne.

J'ai demandé à la ministre, et je n'étais pas le seul à le faire puisque des députés du Parti conservateur, M. Rodriguez et d'autres m'ont emboîté le pas, j'ai donc demandé à la ministre si elle avait pris des mesures à la suite de nos questions et si elle pouvait justifier ce genre de réponse donnée par les fonctionnaires. Si la raison véritable est l'étalement des crédits, je me demande bien pourquoi on ne dit pas aux auteurs de projets. J'aimerais également savoir de quelle façon vous vous y prenez pour procéder à ces étalements de crédits. Voilà donc toute une série de questions auxquelles j'aimerais bien que vous répondiez.

**M. Lussier:** Monsieur le président, cette question m'a déjà été posée et, à ce moment là, j'ai essayé d'expliquer qu'en ce qui concerne précisément les programmes de développement de l'emploi, c'est-à-dire la stratégie de l'emploi et le programme de développement de l'emploi, nous avons reçu l'automne et l'hiver derniers un nombre de demandes et de propositions bien supérieures à la normale. Un tel accroissement de la demande a entraîné des pressions énormes sur nos budgets initiaux, ce qui nous a obligés à procéder à un étalement des crédits, comme je vous l'ai expliqué tout à l'heure.

## [Text]

Projects under job development now have a longer time in terms of duration than probably projects that we knew. Naturally, it is not the only difference from the past, but certainly, one aspect is the longer period of time a project exists so that those projects do not recognize and are not influenced by the so-called rigidity of the fiscal year framework. In other words, many of them are not terminated on March 31; in fact, a lot of them continue well after that.

So having implications in this fiscal year that we are presently considering before the standing committee, committing a certain portion of the budget in the months of March, April, May and June . . . On that basis, a decision was taken, in the planning phase of job development, to try to have the numbers of applicants over the fiscal year 1986-87 about the same during this fiscal year, naturally implying that, because of that, there will be some kind of management of the cashflow we will be spending under job development in 1986-87, thus making the projects . . .

I have to say that many of them have been approved. You will remember that I indicated the job development taking place on approval since April 1, 1986, which was at that time over \$15 million. At the time we are talking, since the last three weeks this subject was discussed, we now have in the vicinity of \$28 million worth of job development projects approved since April 1.

To come to the point of your question, there is no doubt that in this moment of difficulty, I suppose, when you have 3,000 or 4,000 people on the front line answering questions and requests from sponsors, it is quite possible that the answer could have been ambiguous at this time in terms of how they would be considering projects presented by various sponsors as they relate to the early part of that year.

• 0945

We have been trying to give the information in much more detail so our people on the front line are in a better position to explain what your questions today are permitting me to say. I think it has been done; and I think at the same time they are now answering and in fact sending letters back to any sponsor who has been presenting projects, explaining along the lines I am giving you what in fact has been taking place, and explaining to them that the project approvals, for those projects that will be coming back later on in the fall, whatever the proposal, because of what I explained, cannot be considered at this time. They are suggesting to sponsors of projects to come back to us some time after Labour Day where under job development there will be reactivations of more intensity related to the proposal, if they meet criteria related to the labour market needs and all that.

I hope the situation you were highlighting in the previous week is now better understood by those who have to explain, certainly by our employees. I regret that the 3,000 or 4,000 people who day to day are doing things were not in a position

## [Translation]

Par ailleurs, la durée des projets réalisés dans le cadre du programme de développement de l'emploi est plus longue qu'avant, et, bien que ce ne soit pas la seule caractéristique qui les distingue des projets antérieurs, il n'en demeure pas moins que ces nouveaux projets ne doivent plus rigoureusement se terminer à la fin de l'exercice financier. En d'autres termes, un grand nombre d'entre eux se poursuivent au-delà du 31 mars.

Cette situation nous a amenés à prendre certaines décisions, surtout en ce qui concerne les budgets des mois de mars, avril, mai et juin . . . Nous avons donc décidé, lors de la planification du programme de développement de l'emploi, d'essayer de maintenir au même niveau le nombre de projets adoptés en 1986-1987, ce qui signifie que nous allons devoir contrôler d'une manière ou d'une autre la répartition des crédits qui seront consacrés au programme de développement de l'emploi en 1986-1987, pour que les projets . . .

Bon nombre de ces projets ont d'ailleurs été approuvés. Comme vous vous en souvenez sans doute, je vous avais indiqué qu'au 1<sup>er</sup> avril 1986, on avait approuvé des projets dont les budgets représentaient plus de 15 millions de dollars. Aujourd'hui, c'est-à-dire dans les trois semaines qui ont suivi, nous avons approuvé des projets de développement de l'emploi d'une valeur approximative de 28 millions de dollars. Cette somme a donc été engagée depuis le 1<sup>er</sup> avril dernier.

Pour en revenir à votre question, il est évident que nous connaissons actuellement des difficultés, d'autant plus que nous avons 3,000 ou 4,000 fonctionnaires qui sont en contacts avec le public et qui sont censés répondre à toutes sortes de questions et de demandes d'information de la part des auteurs de projets . . . Il est donc tout à fait possible que certaines des réponses données aient été ambiguës et qu'on n'ait pas expliqué clairement que, si les budgets étaient épuisés, ce n'était que temporaire.

De plus, nous avons demandé à nos fonctionnaires de donner à ceux qui le leur demandent des réponses plus précises. Je crois que c'est ce qui se fait maintenant, et je crois même qu'ils envoient une lettre à tous ceux qui ont proposé un projet afin de leur exposer la situation que je viens de vous décrire et de leur conseiller de représenter leur projet à l'automne, après la Fête du Travail, période pendant laquelle il aura plus de chance d'être approuvé.

J'espère que la situation que vous avez décrite la semaine dernière est aujourd'hui un peu plus claire et que nos employés, en l'occurrence, donnent les explications nécessaires à ceux qui le demandent. Je déplore que ces 3,000 ou 4,000 fonctionnaires qui ont des contacts quotidiens avec le public



[Texte]

to give detailed information to people as clearly as I hope I have been today and the other day.

**Mr. Allmand:** As I say, it was not just we in the opposition who raised these. You will recall at the previous meeting Mr. Mitges and others said that in their offices officials were saying the same thing.

So if I understand you correctly now, it appears there would be in this fiscal year two *volets*, if I could call it that. There was one for April, May, up until the end of June, more or less. Then you say after Labour Day once again the taps will be turned on. It seems to be more or less that. And you say that you will be telling people who have good projects, even though there is no money now, that they should come back after Labour Day. If that is being told, then that is being out front and is not confusing. But I must say that from the input I had, and it seems from talking to others it was all over the country, there was confusion, especially in view of the original announcements and ads, and so on. Maybe that is why you got so many applications.

**The Chairman:** May I come in on that for just one second and just report the confusion out there. In my part of the country there is no sense of a date like after Labour Day. Just administratively if somehow there were four dates in the year, or every two months or something . . . You could always do it a little sooner with some projects or something, but people are confused with the amorphousness of it. Something a little more definitive, whatever it happened to be, I think could be very helpful out there on the street.

**Mr. Allmand:** I have no argument against phasing the money over the year. I mean it is reasonable if you have voted a total budget for the year and this is not just a summer program, or just a winter program, that you will want to phase out the money.

But as Mr. Hawkes has said, and as we have tried to say before, if it were known what the periods are during the year when the money . . . Let us say one-quarter or one-third of our budget is for this period of time, and the other third, and another third . . . Whatever way you do it, if it is known, and the people who have a very good project . . .

By the way, some of these sponsor groups, while they have been around for a while, such as the Salvation Army, the YMCA, and whatever, in the voluntary sector it is difficult for them to put the manpower and so on into getting these projects together. Then after spending a certain amount of time putting them together in what they consider to be a good project, and sort of being told by officials that it looks good, if they know that is not the end of it, that in October or September they can come back and have a fighting chance, then they are encouraged. So it appears that we have reached some kind of

[Traduction]

n'aient pas donné des réponses aussi détaillées que nous l'aurions voulu.

**M. Allmand:** Je n'étais pas le seul député de l'Opposition à soulever ce genre de problème. Vous vous souvenez sans doute qu'à la dernière réunion, M. Mitges et d'autres ont affirmé que dans leur circonscription, les fonctionnaires du ministère de l'Emploi et de l'Immigration donnaient exactement les mêmes réponses.

Si je comprends bien les explications que vous venez de nous donner, l'exercice financier en cours comporterait deux volets, si l'on peut dire. Le premier s'appliquait aux mois d'avril, de mai et de juin, plus ou moins, et le deuxième va commencer juste après la Fête du Travail, car c'est à ce moment-là que vous allez rouvrir les robinets. Cela revient plus ou moins à cela. Vous allez donc dire à ceux qui présentent des projets valables de revenir vous voir après la Fête du Travail, car pour l'instant, les budgets sont épuisés. Si c'est cela que vous leur dites, c'est très clair. Il n'y a pas de risque de confusion. Toutefois, d'après ce que j'ai entendu dire, et c'est un problème qui s'étend à tout le pays, il y a eu beaucoup de confusion, surtout à cause des annonces et des publicités qui ont été faites au début . . . C'est peut-être la raison pour laquelle vous avez reçu tant de demandes.

**Le président:** Permettez-moi d'intervenir quelques instants pour vous décrire la confusion qui régnait dans ma région, et qui règne encore, car j'aimerais bien savoir à quelle date correspond l'expression «après la Fête du Travail». Sur le plan administratif, il vaudrait mieux fixer quatre dates au cours de l'année, ou même tous les deux mois ou quelque chose du genre . . . Pour certains projets, on pourrait s'y prendre un peu plus tôt, mais avec un tel système, c'est la confusion la plus totale car aucune date n'est fixée. Je crois donc que le public aimerait bien avoir un calendrier un peu plus précis.

**M. Allmand:** Je ne conteste pas votre décision d'étaler les crédits sur toute l'année. Cela me paraît tout à fait raisonnable, car le budget que vous avez adopté s'applique à l'ensemble de l'année, puisqu'il ne s'agit pas simplement d'un programme saisonnier, été ou hiver . . . Il est donc tout à fait normal que vous ayez décidé d'étaler ces crédits.

Mais, comme l'a dit M. Hawkes et comme nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises, il serait préférable de connaître les dates précises à partir desquelles les budgets seront réapprovisionnés . . . Supposons que le quart ou le tiers de votre budget soit prévu pour telle période, le deuxième tiers pour une autre, et le troisième tiers . . . Quelle que soit la méthode que vous choisissiez, du moment qu'elle est connue, ceux qui ont un projet valable à présenter pourront . . .

A ce propos, je voudrais vous dire que certains des groupes qui proposent des projets existent depuis un certain temps, et c'est le cas de l'Armée du Salut, le YMCA et d'autres mais ces organismes bénévoles ont déjà assez de difficultés à réunir la main-d'œuvre nécessaire et à planifier ses projets . . . Ils consacrent donc beaucoup de temps et d'énergie à la préparation d'un projet qu'ils jugent fort valable, et si les fonctionnaires leur disent que les budgets sont épuisés de façon temporaire, mais qu'en octobre ou en septembre ils ont de bonnes chances d'obtenir du financement, cela les encourage. Comme

## [Text]

consensus on that. I will leave it at that for a moment and move to another subject.

• 0950

I want to go back to the announcement in the budget of employment initiatives for social assistance recipients. We asked questions at previous meetings about this and were told that only one agreement had been reached so far and that was with British Columbia. This is supposed to be \$100 million a year program for three years, with the program to be matched by the provinces. I understand that other departments are involved, such as National Health and Welfare under Canada Assistance Plan moneys and so on.

Now, what are the criteria going to be? Does the federal government have any criteria or do they leave the criteria entirely up to the provinces? In some provinces, in putting social assistance people to work—everybody agrees with that, it encourages them. But there is some concern that this sort of thing might take place: If you want to keep your social assistance, you have to take these kinds of jobs. Middle-aged women will be confronted with doing jobs that they never did before and workers over 50 will be asked to do manual labour, when they have been doing clerical work, and some of them are not that strong. There are all kinds of mismatches that can take place when pressure is put on people on social assistance to get to work.

As I say, I have no objection whatsoever in helping the social assistance people get back to work. But it is this kind of thing—we need apple pickers in the Eastern Townships, but we cannot find them. Why are all those lazy bums on social assistance in Montreal? When you go to look, you find that they are single mothers with kids and are not going to be climbing apples trees.

When you are negotiating with the provinces—correct me if I am wrong, but I guess National Health and Welfare is the other department principally involved—trying to reach agreement on this, what are the guidelines or criteria and eligibility for this program? In the budget it was called employment initiatives for social assistance recipients, \$100 million a year. Maybe you could give us the breakdown on that \$100,000: how much comes from your department, how much from other departments.

**Mr. Lussier:** Mr. Chairman, I would like to give you a general answer to your question and then I will request Mr. Hicks to answer the question relating to the criteria.

Mr. Chairman, the federal participation in the social assistance recipients program is \$100 million a year under the Canada Assistance Plan. In practice, what we have in here, made by the matching that we are expecting to be doing with

## [Translation]

j'ai l'impression que nous sommes parvenus à une sorte de consensus, je vais passer à autre chose.

Au cours de la présentation du budget, le gouvernement a annoncé des initiatives en matière d'emploi à l'intention des assistés sociaux. En réponse aux questions que nous avons posées aux réunions précédentes, on nous a dit que pour l'instant, une seule entente avait été signée, en l'occurrence avec la Colombie-Britannique. Ce programme fédéral doit être assorti d'un budget de 100 millions de dollars par an, pendant trois ans, les provinces devant fournir une contribution équivalente. Je sais que d'autres ministères participent à ce programme, notamment le ministère de la Santé et du Bien-être, dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada etc.

J'aimerais savoir de quels critères ce programme va être assorti. Est-ce le gouvernement fédéral qui va les établir ou va-t-il en laisser le soin aux provinces? Il est évident que c'est un principe fort louable que d'encourager les assistés sociaux à trouver un emploi. Il y a toutefois des risques, car il est possible que certaines provinces obligent des assistés sociaux à occuper certains emplois, faute de quoi ils perdraient leurs prestations. On peut donc craindre que des femmes d'âge mûr soient obligées d'occuper des emplois qu'elles n'ont jamais occupé auparavant et que des hommes de plus de 50 ans soient «invités» à faire du travail manuel, alors qu'auparavant ils travaillaient dans un bureau... d'autant plus que certains d'entre eux n'ont pas une grande résistance physique. Toutes sortes de problèmes de ce genre risquent de se poser lorsqu'on veut encourager des assistés sociaux à occuper un emploi.

J'approuve tout à fait le principe selon lequel on va aider ces gens-là à trouver un emploi. Toutefois, prenons le cas des Cantons de l'Est, où l'on arrive pas à trouver des ramasseurs de pommes. Les responsables du programme penseront alors peut-être à tous ces maudits paresseux d'assistés sociaux, à Montréal. Or, quand on regarde la situation de plus près, on se rend compte que ces assistés sociaux de Montréal sont très souvent des mères célibataires, avec des enfants, qui ne vont donc certainement pas pouvoir grimper dans les pommiers.

J'aimerais donc savoir quelles directives et quels critères seront adoptés pour ce programme. Je sais que le ministère de la santé participe aux négociations avec les provinces... Lors de la présentation du budget, le gouvernement a annoncé que ces initiatives en matière d'emploi à l'intention des assistés sociaux allaient coûter 100 millions de dollars par an. Pourriez-vous nous donner une ventilation plus précise de cette somme, c'est-à-dire quel pourcentage vient de votre ministère et des autres?

**M. Lussier:** Monsieur le président, je vais d'abord donner une réponse générale à votre question, après quoi, je demanderai à M. Hicks de vous donner des précisions quant aux critères de ce programme.

Monsieur le président, le gouvernement fédéral va allouer à ce programme 100 millions de dollars par an, dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada. Etant donné que chaque province est sensée fournir une contribution équiva-



[Texte]

the provinces, is \$200 million a year for three years. That will be financed from the Canada Assistance Plan.

**Mr. Allmand:** Entirely, not from Employment and Immigration?

**Mr. Lussier:** That is exactly that, Mr. Chairman.

In fact, we are talking here about the potential of \$600 million over three years. Our intention in the first instance, highlighted by the formal agreement that has been signed between Miss MacDonald and the British Columbia government two weeks ago, is to integrate within certain of our programs of the Canadian Jobs Strategy. I think certainly job development is one that corresponds. A person who receives the social assistance fair recipients program could in fact be considered.

• 0955

In some other instances, I think job entry or job re-entry in some instances are programs of the Canadian Jobs Strategy under which people could be considered in receiving. Naturally the target participation will be varying from province to province, reflecting different approaches to welfare administration and certainly to problems related to variations in local labour market conditions.

We have an agreement formally signed with British Columbia; we have at present an agreement reached in principle with Ontario; and it is being actively discussed with other provinces.

Mr. Hicks will give more detail on the criteria.

**Mr. Peter Hicks (Executive Director, Canadian Jobs Strategy, Department of Employment and Immigration):** I think it is important to recognize that there are a number of different aspects to the social assistance recipient program. One of them involves undertakings on our part that we will on our regular programs—job development, job entry—attempt to reach a certain target level for social assistance recipients.

The provinces, on the other hand, are undertaking to remove certain impediments to their participation. Under the Innovations Program, for example—another part of it—we have agreed to make an effort to see if we can find innovative new ways of helping social assistance recipients make the transition into the labour market.

On the portion you are referring to specifically, the \$100-million one, the basic responsibility for the actual selection will be left with the rest of the province, clearly, who administer the program. The guidelines and the procedures will rest on two principles indeed being actively negotiated with the provinces, and that is in fact perhaps the main point of negotiation with some of the provinces. From the federal point of view the principles are, first, that the people are ready and willing to take a job, and the other one is the one you alluded to, that the actual working system that is put in place is such

[Traduction]

lente, le budget de ce programme devrait s'élever à 200 millions de dollars par an pendant trois ans. Ce sera financé à partir du Régime d'assistance publique du Canada.

**M. Allmand:** Entièrement? Il n'y aura rien du budget du ministère de l'Emploi et de l'Immigration?

**M. Lussier:** Exactement, monsieur le président.

En fait, nous prévoyons un budget total de 600 millions de dollars réparti sur trois ans. Notre objectif primordial, qui est d'ailleurs consacré dans l'entente qui a été signée par M<sup>lle</sup> MacDonald et par le gouvernement de Colombie-Britannique il y a deux semaines, consiste à mieux intégrer nos programmes d'emploi, notamment le Programme de développement de l'emploi, et les assistés sociaux pourront en fait être admissibles.

Dans d'autres cas, les programmes d'insertion ou de réinsertion au marché du travail, qui font partie de la Stratégie de l'emploi, pourront s'adresser à ces gens-là. Bien sûr, la population cible variera d'une province à l'autre, compte tenu de leur système d'administration des programmes de bien-être et, bien sûr, des caractéristiques du marché du travail locales.

Nous avons signé une entente officielle avec le gouvernement de la Colombie-Britannique, nous avons signé un accord de principe avec l'Ontario et nous sommes en pourparlers avec d'autres provinces.

M. Hicks va maintenant vous donner plus de précisions quant aux critères de ce programme.

**M. Peter Hicks (directeur exécutif, Stratégie de l'emploi, ministère de l'Emploi et de l'Immigration):** Il ne faut pas oublier que ce programme qui s'adresse aux assistés sociaux comporte plusieurs aspects différents. Nous nous engageons notamment, de notre côté, à essayer d'atteindre, avec nos programmes ordinaires de développement de l'emploi, d'insertion sur le marché du travail, etc., d'atteindre, donc, un certain pourcentage d'assistés sociaux.

De leur côté, les provinces s'engagent à lever certaines barrières qui entravent la participation des assistés sociaux à ces programmes. Par exemple, dans le cadre du Programme des innovations, qui est une autre composante de cette stratégie, nous essayons de trouver de nouvelles méthodes pour faciliter l'insertion des assistés sociaux dans la population active.

En ce qui concerne le budget de 100 millions de dollars dont vous avez parlé, les critères de sélection seront essentiellement déterminés par la province qui est responsable de l'administration du programme. Les directives et procédures choisies devront s'articuler autour des deux principes qui sont actuellement négociés avec les provinces et qui sont, avec certaines d'entre elles, le principal sujet de discussion. Pour le gouvernement fédéral, ces deux principes sont les suivants: premièrement, il faut sélectionner ceux qui peuvent et qui veulent occuper un emploi, et, deuxièmement, le système qui sera mis

## [Text]

that individuals are not coerced directly or indirectly into participating in employment programs.

There is no single obvious criterion other than the statement that people must be willing. The actual procedures, though, that are being followed are a subject of active discussions with the various provinces. It is a four-cornered approach involving us, Health and Welfare, the provincial welfare people and the people who correspond to us in the provinces. So the discussions are a little protracted, but from our point of view the main negotiating point as we arrive at a common relation is just as you have said, that the employment programs do not translate into a kind of work-fare program. They must be legitimately voluntary: people must want to join the labour market.

**Mr. Allmand:** So it is principally an incentive type of program, or assisting these people to get off, rather than a coercive... In unemployment insurance there is a principle that they have to be ready and available for work and if you offer them work in their own field they are more or less obliged to take it, whereas with welfare it is not so much that way.

I am pleased to hear that, but I am still not clear. If the whole \$100 million comes from the Canada Assistance Plan, which is under a different ministry, how is the Department of Employment and Immigration involved in these...? Are your officials involved with the CAP people in the negotiation of the agreements even though you do not have money in there?

From what Mr. Lussier said there is no doubt that you are also trying to dovetail it into Jobs Strategy in some way, but I would like that clarified a bit more because I am not sure what is your department's role and what is CAP's role.

**Mr. Lussier:** To make it clear, the Health and Welfare role is to be associated with us in the negotiations as expressed with the provinces and their own social service departments and their correspondence to us.

When an agreement, using B.C. as an example, is reached we will on the mechanics, if I understand quite clearly your questions... Definitely, on the principle as it was said, it is to permit those individuals who are voluntary to be prepared to be enrolled in one of our two programs that we mention in here. Then the mechanics for permitting our program, the Canadian Jobs Strategy, more particularly job development and job entry, to be operative, will require what we call Treasury Board submissions for facilitating, in another sense, the vote transfer mechanics from the Canada Assistance Plan to the Canadian Jobs Strategy of Employment and Immigration Canada. This will be done in the form of a Treasury Board submission.

• 1000

**Mr. Allmand:** That is welcome. But there is a broader question involved in this. The annual welfare bill in Canada is

## [Translation]

en place ne devra pas forcer, directement ou indirectement, les assistés sociaux à participer à des programmes d'emploi.

Le critère fondamental doit rester celui du libre choix. Il faut que les gens soient disposés à le faire. Pour ce qui est des procédures qui seront appliquées, elles font l'objet de discussions intenses avec les différentes provinces. Ce programme fait donc intervenir quatre protagonistes, notre ministère, celui de la Santé, les responsables provinciaux du programme de bien-être et nos homologues provinciaux. Les discussions traînent un peu en longueur, mais notre objectif essentiel est, comme vous l'avez dit, de faire reconnaître que les programmes d'emploi ne doivent pas devenir coercitifs. Ils doivent rester essentiellement facultatifs et ne s'adresser qu'à ceux qui sont prêts à occuper un emploi.

**M. Allmand:** Vous essayez donc essentiellement d'aider et d'encourager ces gens-là à occuper un emploi, plutôt que de les obliger... Le programme d'assurance-chômage s'articule autour du principe selon lequel les prestataires doivent être prêts à occuper un emploi, et si vous leur en trouvez un qui correspond plus ou moins à leurs qualifications, ils sont obligés de l'accepter... Si je comprends bien, vous n'allez pas appliquer le même principe au programme de bien-être.

J'en suis ravi, mais il me manque encore quelques précisions. Si la totalité de cette contribution fédérale de 100 millions de dollars provient du Régime d'assistance publique du Canada, lequel relève d'un autre ministère, quel rôle le ministère de l'Emploi et de l'Immigration va-t-il jouer...? Vos fonctionnaires participent-ils, avec les représentants du RAPC, à la négociation des ententes qui seront signées avec les provinces, même si votre ministère n'y participe pas financièrement?

D'après ce que M. Lussier nous a dit, il est évident que vous essayez de mieux intégrer tous ces programmes dans la Stratégie d'emploi, mais j'aimerais que vous m'expliquiez un peu mieux le rôle que va jouer votre ministère et celui des représentants du RAPC.

**M. Lussier:** Le ministère de la Santé et du Bien-être participe avec nous aux négociations, les autres protagonistes étant les ministères sociaux et les ministères de l'Emploi de chaque province.

Prenons l'exemple de la Colombie-Britannique. Lorsqu'une entente est signée, les procédures... Notre objectif est manifestement de permettre à ceux qui le veulent de participer à l'un des deux programmes que nous avons mentionnés. Ensuite, pour que la Stratégie d'emploi puisse fonctionner, et plus particulièrement le programme de développement de l'emploi et le programme d'insertion sur le marché du travail, nous allons devoir demander au Conseil du Trésor un transfert de crédits du Régime d'assistance publique du Canada à la Stratégie d'emploi du ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Ce transfert sera demandé dans le cadre d'une soumission au Conseil du Trésor.

**M. Allmand:** Bien. Cela nous amène à une question beaucoup plus vaste. Au Canada, nous dépensons chaque année



## [Texte]

\$8 billion. This program is \$100 million at the federal level for three years, and it is matched by the provinces. I know governments at different levels have been grappling with this for several years, but the question is how do we get people out of the welfare cycle, properly train them, and get them to work? That includes something the chairman and I were working on, doing something about functional illiterates, because those people are to a great extent continually unemployed or just barely employed from time to time. In other words, if we really want to do something about the \$9 billion welfare . . . we will never get rid of it altogether, but if we can get people self-sufficient and trained to do work that is required in the labour marketplace, we will bring down that budget and we will transfer welfare recipients into taxpayers and into happier people.

This program is good as far as it goes, but it does not address the very basic problem. Maybe some experimental stuff will come out of it that will help. Could you tell me what is being done within the department or by the department with other departments in the government, or even at the federal-provincial level, to try to get at that group of people who are generally badly trained, untrained, not working . . . this group at the lower end of the scales, to get them into a position where they can work on a permanent basis?

**Mr. P. Hicks:** My understanding is certainly the whole program we are talking about, the social assistance recipients, is a partial answer to the question you have raised. Our best estimates are that the \$100 million aspect of the program, which is rather similar to sections 37, 38, and 39 of the Unemployment Insurance Act, and on the same kind of principle . . . no one is coerced to go onto it, but for people who wish to go into that kind of experience we are making the opportunity available.

Our best feeling, dealing with our provincial colleagues and those in Health and Welfare, is that it is safer to start at a level around that \$100 million, to aim at it in the first several years, so we do not wind up in the trap I think you alluded to earlier of trying to coerce people who are really not ready for that kind of experience to make the shift.

The second approach we are following in the direction you indicated is increasingly to work targets for social assistance recipients into our regular programs, quite apart from this extra funding, to make sure that social assistance recipients who wish to participate in our training and work experience programs have fair access. With that target will come automatically, given the structure of the job strategy, a focus on the clients that will come automatically with it over time; mixes of training and work experience that are most suited to the clients. Our people in the field will be judged on that basis.

## [Traduction]

huit milliards de dollars en prestations d'assistance sociale. Pour ce programme, le gouvernement fédéral va verser 100 millions de dollars chaque année pendant trois ans, et les provinces devront fournir une contribution équivalente. Je sais que les différents paliers de gouvernement examinent ce problème depuis plusieurs années, mais la question est de savoir comment on peut aider les assistés sociaux à suivre les cours de formation appropriés et à trouver un emploi. Parmi ces assistés sociaux, il y a ceux qu'on peut qualifier d'analphabètes fonctionnels, et nous étudions justement leur situation avec le président il y a quelque temps . . . car ces gens-là sont pratiquement toujours au chômage ou arrivent à trouver un petit emploi de temps en temps. En d'autres termes, si nous voulons vraiment essayer de réduire cette facture de 9 milliards de dollars . . . nous ne pourrions jamais la supprimer complètement, mais si nous réussissons à faire en sorte que ces gens-là deviennent plus autonomes et ont certaines compétences pour occuper un emploi, nous pourrions réduire ce budget et permettre à ces assistés sociaux de devenir de vrais contribuables et d'être plus heureux.

Ce programme est fort valable, mais à mon avis, il ne s'attaque pas au problème fondamental. Il permettra peut-être de faire certaines expériences qui nous aideront par la suite. Avez-vous des programmes, dans votre ministère ou dans d'autres, ou même au niveau fédéral-provincial, qui vous permettent d'aider ceux qui n'ont pas suffisamment de qualifications, qui n'ont pas d'emploi . . . je veux parler de ceux qui sont vraiment au bas de l'échelle . . . comment faites-vous pour les aider à trouver un emploi permanent?

**M. P. Hicks:** Le programme dont nous parlons depuis le début, c'est-à-dire celui qui s'adresse aux assistés sociaux, répond en partie à la question que vous venez de poser. La contribution de 100 millions de dollars au budget de ce programme, lequel repose sur des principes assez semblables à ceux des articles 37, 38 et 39 de la Loi sur l'assurance-chômage . . . personne ne va être obligé d'y participer, mais ceux qui le désirent auront l'occasion d'en profiter.

Après en avoir discuté avec nos homologues provinciaux et les responsables du ministère de la Santé et du Bien-être, nous estimons qu'il est plus prudent de commencer avec un budget de 100 millions de dollars pendant les premières années, afin de ne pas risquer, comme vous l'avez dit tout à l'heure, de nous retrouver dans des situations telles que nous obligerions certaines personnes à participer à ce programme alors qu'elles ne sont pas tout à fait prêtes.

Parallèlement, nous nous efforçons, comme vous le souhaitez, d'accroître la participation des assistés sociaux à nos programmes ordinaires, c'est-à-dire en plus de ce programme spécial, afin de s'assurer que ceux qui veulent vraiment améliorer leurs qualifications ont la possibilité de le faire. Au fur et à mesure, les programmes de la stratégie de l'emploi seront articulés en fonction des besoins précis des clients.

## [Text]

Certainly it is the expectation that by incorporating social assistance recipients into the mainstream of programs we will be putting incentives on an ongoing basis for our own people across the country at delivery points to give increasing attention to the special needs of social assistance recipients. They may well involve different mixes of training and work experience—in fact, there is no question about that—from the non-social assistance-recipient people we deal with.

• 1005

The third aspect is the smaller-scale innovation proposals. There we are consciously working with social agencies, provincial colleagues, to put together new and experimental ways of getting training that is most suitable to social assistance recipients. We are anticipating quite a large number of projects in this area over the coming year. This process is just getting started now with British Columbia, where we have signed the agreement, and we expect it will spread across the country.

**The Chairman:** Mr. Allmand, if you are not ready, I have some questions to put at some point.

**Mr. Allmand:** Yes, because I am looking for some papers that I need for my next round of questions, so if you would spell me off, I did not expect to be here all by myself.

**The Chairman:** I can feel the tension growing here.

**Mr. Allmand:** I want to thank the officials for those answers. I will be following up on this and I particularly would like to know later what we are doing on the illiteracy issue.

**The Chairman:** That was going to be my first question.

**Mr. Allmand:** Good.

**The Chairman:** Under the agreements with social assistance, is it possible for social assistance recipients to go into a full-time course of study simply designed to teach them to read and write? Is that an acceptable program for people in that category?

**Mr. Lussier:** Mr. Chairman, under the present approach that we have been following in the context of the framework of the Canadian Jobs Strategy, we naturally recognize that literacy is still a problem for certain segments of the population. But the approach that we have been following has been that every time any of the programs can meet the expectations of an individual, whether it is a social assistance recipient or simply a longer-term unemployed person, to give those two examples, if the skills they require or are interested in getting in order to make progress toward their own expectations also require some basic skills in literacy training, these will be given in association with other courses in which they will be getting involved.

In other words, being more involved on the side of transition or impact or improvement of present individuals in the labour market, we will take into account the needs of those individuals, but only if they are in association with the skills that they will be involved in. And if to attain that objective of gaining a

## [Translation]

En insérant les assistés sociaux à nos programmes ordinaires, nous allons devoir, au fur et à mesure, accorder une attention de plus en plus grande à leurs besoins spéciaux. En effet, il se peut que ces besoins correspondent à des qualifications et à des expériences professionnelles différentes—en fait, cela est évident—différentes, donc, de celles des autres participants qui ne sont pas des assistés sociaux.

Le troisième aspect concerne les propositions d'innovation à plus petite échelle. Nous travaillons de près avec les organismes sociaux et nos homologues provinciaux pour trouver de nouvelles façons de donner la formation qui convient le mieux aux assistés sociaux. Nous prévoyons mettre sur pied toutes sortes de projets dans ce domaine au cours de la prochaine année. Nous avons signé une entente avec la Colombie-Britannique, où le processus vient d'être mis en branle et nous prévoyons que le reste du pays suivra sous peu.

**Le président:** Monsieur Allmand, si vous n'êtes pas encore prêt, j'aimerais bien poser quelques questions.

**M. Allmand:** Allez-y, j'essaie de retrouver des documents qu'il me faut pour le prochain tour. Alors, si vous voulez prendre quelques minutes, allez-y, car je ne pensais pas être tout seul aujourd'hui.

**Le président:** Il semble y avoir des tensions.

**M. Allmand:** Je remercie les fonctionnaires de leurs réponses. Nous en discuterons un peu plus tout à l'heure et particulièrement de ce qui se passe au niveau de l'analphabétisme.

**Le président:** Ce devait être ma première question.

**M. Allmand:** Tant mieux.

**Le président:** En vertu des accords relatifs à l'assistance sociale, serait-il possible pour les assistés sociaux d'entreprendre des études à temps plein pour apprendre à lire et à écrire? Est-ce que ce serait un programme acceptable pour les gens de cette catégorie?

**M. Lussier:** Monsieur le président, dans le contexte actuel de la Planification de l'emploi, nous reconnaissons évidemment que l'analphabétisme demeure un problème pour certaines couches de la société. Notre façon de procéder est la suivante: dès qu'un programme répond aux besoins d'un requérant, qu'il s'agisse d'un assisté social ou d'un chômeur de longue date, pour ne donner que des exemples, il peut lui être offert, de concert avec les autres cours qu'il aura choisis, si les compétences requises ou recherchées comprennent un minimum d'alphabetisation.

En d'autres termes, comme nous cherchons à aider les gens à faire la transition ou à améliorer leur situation sur le marché du travail, nous devons tenir compte de leurs besoins, mais seulement si ces besoins correspondent aux compétences qu'ils devront acquérir. Et si, pour obtenir des compétences particu-



[*Texte*]

specific skill, they have not completed the necessary basic degree on, say, language or literacy, we will support them and give them that support along with other training components.

Aside from that, we are continuing the experimentations in various parts of the country on the literacy core program which, in fact, is there as part of Canada Employment and Immigration's programming to permit some voluntary, non-profit organizations to recruit and train young unemployed Canadians to become literacy teachers. We started that program, I think going back to 1984-85, last year and this year, in which our Minister has been wanting to push it. Those persons who are selected are providing training to their less-fortunate counterparts who lack literacy skills, needed sometimes just simply to find employment or to take part in various training programs.

I think this project, for us at least, Mr. Chairman, is giving us a very interesting and productive experience. First, with voluntary agencies, but I think it might well point the way to some larger-scale undertaking in the future. Presently across the country, I think 27 of those organizations have been benefiting and are prepared to form groups to teach literacy in the various parts of the country and have undertaken to recruit and train unemployed under their voluntary initiative program.

So it is only a partial answer to the question you raise, Mr. Chairman. But on one hand, from a labour market point of view, from the programs we have under the Canadian Jobs Strategy, every time there is evidence that literacy is an important component, it is associated with the skill training given. On the other side, as I was just explaining, we also have this pilot project related to a literacy core program and we are watching it very, very carefully.

• 1010

**The Chairman:** I am encouraged about the training of teachers, and I am encouraged about your assertion that maybe it will lead to something bigger.

**Mr. Lussier:** It is a may.

**The Chairman:** But the reality today is this. For instance, under UIC there is a provision in the law that allows people to take an approved training course while they are on UIC. What you are telling me is that, for whatever set of reasons, at this point we are not approving support money for people to spend full-time learning to read and write.

**Mr. Lussier:** Yes, I think it is true. In the past under the National Training Act—and before the National Training Act it was the Adult Occupational Training Act—in certain parts of the country quite a significant element of basic training skill development was encouraged. We have been evaluating it very carefully and we have found more relationship, that when the need to improve the literacy factor is there, the best results are when they are not given in isolation but are given in the

[*Traduction*]

lières, les requérants n'ont pas atteint le niveau nécessaire d'alphabétisation, par exemple, nous leur donnons l'aide nécessaire et toute la formation requise.

A part cela, nous poursuivons des programmes expérimentaux d'alphabétisation de base dans diverses régions du pays. En fait, ces mesures font partie du programme du ministère de l'Emploi et de l'Immigration visant à permettre à des organismes sans but lucratif de recruter et de former de jeunes chômeurs canadiens pour donner des cours d'alphabétisation. Je crois que ce programme existe depuis 1984-1985, car la ministre voulait que l'on mette l'accent sur le règlement de ce problème. Les personnes sélectionnées dans le cadre de ce programme donnent des cours d'alphabétisation à des gens moins fortunés qui en ont besoin, ne serait-ce que pour se trouver un emploi ou pour participer à d'autres programmes de formation.

A mon sens, monsieur le président, ce projet nous donne une perspective à la fois intéressante et productive, d'abord au niveau des organismes bénévoles et ensuite, pour ce qui est de donner une orientation précise à des projets futurs de plus grande envergure. A l'heure actuelle, si je ne m'abuse, 27 de ces organismes à travers le pays en ont profité et s'apprennent à former des groupes pour donner des cours d'alphabétisation, et se sont engagés à recruter et à former des chômeurs dans le cadre de programmes volontaires.

Ce n'est là qu'une réponse partielle à votre question, monsieur le président. Mais d'une part, il faut se rappeler que du point de vue du marché, du point de vue des programmes relevant de la Planification de l'emploi, dès que l'alphabétisation devient un élément important des compétences requises, elle doit être assurée au même titre que le reste de la formation. D'autre part, comme je l'expliquais tantôt, nous avons mis sur pied un projet-pilote qui est un programme d'alphabétisation de base et que nous surveillons de très près.

**Le président:** Vos commentaires au sujet de la formation des enseignants m'encouragent, sans parler de la possibilité que cela mène à quelque chose de plus important.

**M. Lussier:** C'est une possibilité.

**Le président:** Mais la réalité d'aujourd'hui est toute autre. Par exemple, une des dispositions de la Loi sur l'assurance-chômage stipule que les gens peuvent suivre un cours de formation approuvé, tout en touchant leurs prestations d'assurance-chômage. Par contre, vous êtes en train de nous dire que, pour diverses raisons, le gouvernement n'approuve pas l'octroi de fonds pour permettre aux gens d'étudier à temps plein pour apprendre à lire et à écrire.

**M. Lussier:** Oui, c'est vrai. Anciennement, en vertu de la Loi nationale sur la formation—qui était précédée par la Loi sur la formation professionnelle des adultes—on encourageait fortement le perfectionnement des compétences de base dans diverses régions du pays. Nous avons évalué les résultats très soigneusement et nous nous sommes aperçus que lorsque la nécessité d'améliorer le niveau d'alphabétisation est évidente, il est préférable de ne pas donner ces cours tout seuls, mais

*[Text]*

context where skill improvement is perceived by the individuals, where the overall general psychological environment of the individuals is met and in which the literacy courses are given. In those circumstances, when you join the two—basic literacy training and, at the same time, skill upgrading—that has been giving us the best result in terms of the individuals.

**The Chairman:** Have there been studies that come to that conclusion?

**Mr. Lussier:** Yes.

**The Chairman:** Can we follow up and get those and have a look for ourselves?

**Mr. Lussier:** Certainly, with pleasure.

**The Chairman:** Okay. To stay with the social assistance thing for one more second, the social assistance recipients will be eligible for job entry, job re-entry and a number of things. I am trying to pin down my question to practicality. If there is a community with funds under Canadian Jobs Strategy to provide 10 spaces for job re-entry and 3 of those are taken by people who are eligible for social assistance, do we end up with 13 people taking training or do we end up with 3 of them gone and only 7?

**Mr. P. Hicks:** You will end up under what we call fund diversion, the \$100 million part of the package with the 13. The extra 3, as Mr. Lussier explained, will come from a fiscal transfer from the CAP program under National Health and Welfare. The CAP will be reduced by the amount the welfare payments are estimated to fall, and those funds will shift over to the training and work experience portion.

**The Chairman:** I had a brief phone call at my office in Calgary on Friday and I am getting correspondence from the person who called me, and it will go to your department. But the basic rhythm of the phone call was that we had a private sector school involved in the first go-round, funded to—I forget what it was—20 students, I think, under either job entry or job re-entry to teach them a skill. It is going very, very well. They have had no drop-outs; they have placed 50% of the students, and the course is not even over yet.

But then there is an assertion from job development people that they are not likely to get refunded, even though it is viewed as perhaps the best project in the province, because now there is pressure to provide those spaces through public educational institutions instead of private. Would you care to comment? There will be some correspondence coming, asking about this. This is a possible consequence of negotiation with the provinces, so that is where the pressure may come. I have a bias that says that the total Canadian society has to be more involved in training. We have to get outside the public sector model and do some add-on in the private sector. So I was a little disturbed by the tone of the call and I am trying to get some more detail before I come to you.

*[Translation]*

plutôt dans le cadre d'un apprentissage général, où la nécessité d'améliorer les compétences est comprise par les intéressés et où l'environnement psychologique répond à leurs besoins. C'est lorsque les deux éléments sont regroupés—l'alphabetisation de base et le perfectionnement des compétences—que nous avons obtenu les meilleurs résultats.

**Le président:** Vos conclusions sont-elles fondées sur des études particulières?

**M. Lussier:** Oui.

**Le président:** Pourriez-vous nous en envoyer des copies afin que nous puissions en prendre connaissance?

**M. Lussier:** Avec plaisir.

**Le président:** Très bien. J'aimerais poursuivre encore un peu la discussion sur l'assistance sociale. Les assistés sociaux peuvent, entre autres, intégrer ou réintégrer le marché du travail. Je voudrais vous présenter ma question du point de vue pratique. Si une collectivité a reçu des fonds en vertu de la Planification de l'emploi pour créer dix places pour la formation, en vue de la réintégration du marché du travail et que trois de ces places sont prises par des assistés sociaux, est-ce que ce sont 13 personnes qui reçoivent la formation, ou est-ce qu'on en perd trois et que seulement sept personnes en bénéficient?

**M. P. Hicks:** On fait ce qu'on appelle une diversification des fonds, c'est-à-dire que la tranche de 100 millions de dollars du programme est répartie entre les 13. Comme M. Lussier l'a expliqué, les trois personnes de plus seront subventionnées grâce à un transfert de fonds du Régime d'assistance publique du Canada du ministère de la Santé et du Bien-être. Les versements au titre du RAPC seront réduits en fonction des versements d'assistance sociale, et ces fonds sont alors transférés au programme de formation et d'expérience d'emploi.

**Le président:** J'ai eu une brève conversation téléphonique, vendredi, à mon bureau de Calgary, et j'ai reçu des lettres de la personne qui m'avait téléphoné, que j'enverrai à votre ministère. Mais ce qui est ressorti de cet appel est qu'une école privée avait bénéficié de la première étape du financement pour 20 étudiants, je crois, pour un programme d'intégration ou de réintégration du marché du travail. Le programme fonctionne extrêmement bien. Il n'y a eu aucun abandon; la moitié des étudiants se sont déjà trouvé un emploi et le cours n'est même pas encore terminé.

Cependant, les responsables semblent croire qu'ils ont peu de chances d'être remboursés même si le programme est perçu comme étant le meilleur de la province, car certains groupes exercent maintenant des pressions pour que ces places soient fournies par les établissements d'enseignement publics plutôt que par les établissements privés. Avez-vous quelque chose à dire à ce sujet? Vous recevrez sous peu des lettres à ce sujet. Cette situation découle sans doute des négociations entreprises avec les provinces et c'est de là que les pressions sont exercées. A mon avis, toute la société canadienne devrait prendre part à cette formation. Nous devons nous éloigner du modèle du secteur public et inciter la participation du secteur privé. C'est



[Texte]

**Mr. Lussier:** I think it would be helpful, Mr. Chairman, to get details of this preoccupation that has been brought to your attention, and we will certainly be happy to give you more direct reactions to the specific problem as we have the details.

In principle, there is no doubt that you yourself are citing very appropriately the intent of the objective we are pursuing under the Canadian Job Strategy; that is, to find ways of making the interface between the necessity of training and the reality of the labour market as relevant as possible. It is our assumption, as you indicated, that it requires a greater degree of input from the labour market itself to permit that degree of realism which reflects the specific needs of a labour market in evolution.

We have been, and we are, wishing all along to find a better way. I think we have discussed previously the various steps that have been taken and set in place to associate the local leadership, whether it comes from business or labour or any other representative that has an interest in the local labour market circumstances, to become more actively involved in what we are doing and in helping us to give a better focus and better degree of priority.

You also touch a point, which is a real one—the specific environment of our renewal of training agreement with the provinces specifically related under the National Training Act. There have in some instances been legitimate concerns by the provincial governments that this approach may, if it is not well managed, deprive their institutional network of the level of income that was normally coming from the federal government through the National Training Act.

In some provinces where we have agreement we have been, I think, very successful in finding alternatives which may ultimately bring back some of the activities within the network of the community college or the institutional college, but with a greater degree of participation by the private sector. Certainly, to make it shorter, Mr. Chairman, that is still an objective that our Minister and this department is aiming to pursue, to have a much more relevant and well-directed evolution of our programs in closer association with the milieu, with the local labour market situation in the future.

**The Chairman:** I have one last question. There are now more members, so I will make it my last one and then we will go to other members.

I raised at a previous hearing the reality that under SEED, vis-à-vis the summer program in 1984, there was a noticeable lengthening of the average duration of a weeks worked, and I asked for whatever explanation the department had about that.

There is a concomitant phenomenon. When you just compare 1985-86, there is a reduction in contribution from the provinces in 1986 versus 1985, and there is a shortening of the average duration of weeks worked in that sector—the com-

[Traduction]

pourquoi cet appel m'a quelque peu troublé et je voudrais en savoir un peu plus long avant d'en discuter avec vous.

• 1015

**M. Lussier:** Monsieur le président, je pense qu'il serait utile d'avoir un peu plus de détails sur la question, et nous nous ferons un plaisir de vous faire part de notre position lorsque nous les aurons obtenus.

En principe, vous avez certainement bien énoncé l'objectif de la Stratégie de planification de l'emploi, qui est de trouver des façons d'établir un lien direct entre la nécessité de la formation et la réalité du marché du travail. Comme vous l'avez si bien dit, il faut faire intervenir le marché du travail plus directement afin de mieux comprendre ses besoins précis.

Comme toujours, nous cherchons constamment de meilleures solutions. Je pense que nous avons déjà discuté des mesures prises pour encourager les dirigeants locaux, qu'il s'agisse du secteur des affaires, de la main-d'oeuvre ou de tout autre groupe qui s'intéresse à la situation locale du marché du travail, à s'intéresser de plus près à nos activités et à nous aider à mieux établir nos priorités.

Vous avez aussi soulevé un autre point qui est assez important, à savoir le renouvellement de l'accord de formation établi avec les provinces en vertu de la Loi nationale sur la formation. Dans certains cas, les provinces ont dit s'inquiéter que ce système, s'il est mal appliqué, diminue les fonds accordés normalement au secteur de l'éducation par le gouvernement fédéral en vertu de la Loi nationale sur la formation.

Dans certaines des provinces où l'entente a été conclue, je crois que nous avons réussi à trouver des solutions de rechange qui permettraient éventuellement de regrouper certaines de ces activités dans les programmes des collèges communautaires et autres, avec une plus grande participation du secteur privé. Bref, monsieur le président, c'est toujours une priorité tant pour le ministre que pour le Ministère, que d'assurer une évolution beaucoup plus pertinente de nos programmes en fonction du milieu et de la situation future du marché du travail.

**Le président:** Une dernière question. D'autres membres sont maintenant arrivés et je vais donc poser une dernière question, après quoi je céderai la parole aux autres.

Au cours d'une séance précédente, j'avais mentionné le fait qu'en comparaison avec le Programme d'été de 1984, le programme d'Emploi d'été/Expérience de travail prévoyait un nombre supérieur moyen de semaines de travail, et j'avais demandé aux représentants du ministère de m'expliquer le pourquoi de la chose.

Il y a aussi un phénomène concomitant. Lorsqu'on compare les années 1985 et 1986, on s'aperçoit qu'en 1986, les provinces ont contribué moins qu'en 1985, sans compter que le nombre moyen de semaines de travail est inférieur dans ce secteur—

[Text]

bined sector where the provinces are participating with funds. I wonder whether we could have an explanation of that phenomenon as well.

**Mr. P. Hicks:** Mr. Chairman, I am afraid we are still in the process of preparing the answer to the question you had raised. I believe it is virtually ready and I would expect today or tomorrow we will be able to come up with the analysis you had requested.

**The Chairman:** Thank you. I would like to point out that we are meeting with the Minister tomorrow evening under a more general reference than estimates, because of the parliamentary timetable. It would be helpful to committee members, because there is a lot of information we have asked for that we still do not have, if we could have as much of that prior to tomorrow evening's meeting as possible.

• 1020

Mr. Blackburn.

**M. Blackburn (Jonquière):** Merci, monsieur le président.

Monsieur le sous-ministre, lors de votre dernière visite au caucus du Québec, nous avons longuement discuté de la question de la fusion des bureaux de la DDE avaient commencé à recevoir leur avis de congédiement. Je n'ai pas vérifié ce renseignement, mais je dois vous dire que l'ensemble des députés du Québec, monsieur Lussier, ne veut pas le démantèlement de la DDE. Pour nous, c'est une structure qui fonctionne bien présentement. C'est la structure la plus rapprochée du député dans son action quotidienne en ce qui concerne tous les programmes de planification d'emploi et les programmes offerts par Emploi et Immigration Canada.

Présentement, nous entendons dire que ce processus se poursuit. J'apprenais même en fin de semaine que des gens travaillant aux bureaux de la DDE avaient commencé à recevoir leur avis de congédiement. Je n'ai pas vérifié ce renseignement, mais je dois vous dire que l'ensemble des députés du Québec, monsieur Lussier, ne veut pas le démantèlement de la DDE. Pour nous, c'est une structure qui fonctionne bien présentement. C'est la structure la plus rapprochée du député dans son action quotidienne en ce qui concerne tous les programmes de planification d'emploi et les programmes offerts par Emploi et Immigration Canada.

Vous semblez continuer dans cette direction, et je vous assure que le caucus du Québec va vouloir vous rencontrer à nouveau pour discuter de cette question. Monsieur Lussier, si vous entendiez les remarques qui se font en coulisse, vous verriez qu'il y a beaucoup de mécontentement au sein du caucus du Québec pour ce qui est de cette question.

Pourquoi tenez-vous tant à démanteler les bureaux de la DDE, alors que ce n'est pas la volonté des députés?

**M. Lussier:** Votre question mérite une réponse de plus de deux ou trois minutes. Je vais tout de même essayer d'être bref.

Avant de répondre précisément à votre question, on doit se placer dans le contexte. Pourquoi s'est-on dit, à un moment donné, qu'il fallait revoir toute la question de la livraison des programmes d'Emploi et Immigration Canada? Il faut remonter au 14 février 1985, à la rencontre des premiers ministres de Regina, à laquelle les premiers ministres se sont

[Translation]

c'est-à-dire le secteur auquel les provinces accordent des fonds. Pourriez-vous aussi nous expliquer cette situation?

**M. P. Hicks:** Monsieur le président, nous sommes encore en train de préparer la réponse à votre question de l'autre jour. Mais je m'attends à ce que nous puissions dès demain sinon aujourd'hui même vous fournir l'analyse que vous aviez demandée.

**Le président:** Merci. Je vous rappelle que nous rencontrons le ministre demain soir pour discuter de la question plus générale des prévisions budgétaires, étant donné le calendrier parlementaire. Nous avons demandé beaucoup de renseignements que nous n'avons pas encore reçus; alors il serait utile pour les membres du Comité de disposer d'autant de ces renseignements que possible avant la réunion de demain soir.

Monsieur Blackburn.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Thank you, Mr. Minister.

Mr. deputy minister, during your last visit to the Quebec caucus, we discussed the question of merging the job development branch and the Canada Employment Centres at some length. The Quebec caucus clearly expressed its disagreement and its concerns in this matter. It was agreed that before anything whatever was done, the Quebec caucus would be informed.

We now hear that the process is continuing. I even learned on the weekend that people working in the job development offices had begun to receive their dismissal notices. I did not check into this information, but I must tell you, Mr. Lussier, that none of the Quebec MPs want the job development branch to be dismantled. In our opinion it is working very well at the present time. This is the MPs closest daily link when it comes to job planning programs and other programs provided by Employment and Immigration Canada.

You seem to be continuing along these lines and I can assure you that the Quebec caucus will want to meet with you again to discuss this issue. Mr. Lussier, if you heard the remarks being made behind the scenes, you would realize that there is a great deal of discontent among the Quebec caucus with respect to this matter.

Why are you attempting to dismantle the job development offices when the MPs do not want it?

**Mr. Lussier:** Your question deserves more than a two or three minute answer, but I will still try to be brief.

Before giving you a specific answer to your question, I must situate it in a context. Why did we decide at one point that we had to review of the delivery of Employment and Immigration Canada's programs? It dates back to February 14, 1985, during the First Ministers' meeting in Regina, during which the First Ministers agreed on an overall set of principles for



## [Texte]

entendus sur un plan d'ensemble de principe qui devait guider l'élaboration de nos actions conjointes en fonction du marché du travail qui, on le sait, est changeant.

Ces principes établis au mois de février 1985 amenaient M<sup>me</sup> MacDonald, le 28 juin 1985, à annoncer la réponse du gouvernement fédéral, à savoir l'établissement de la stratégie du développement de l'emploi avec les six programmes que vous connaissez. Cette stratégie du développement de l'emploi s'inspire des principes qui ont été énoncés à la Conférence des premiers ministres de Regina. De ces principes découlent des programmes d'action qui font en sorte qu'il y a maintenant, plus que jamais, intégration de la formation et de la création d'emplois. Ainsi, la plupart de nos programmes présentent à la fois des éléments de formation et d'expérience de travail. Par conséquent, il y a une nouvelle sorte de relations non seulement entre nous, l'employeur et l'employé, mais aussi, dans bien des cas, avec le provincial dans le cas de programmes de formation.

• 1025

Il y a un autre objectif, qui est fondamental à la stratégie de développement de l'emploi, c'est de mieux adapter nos programmes à la dynamique géographique du marché du travail.

Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire qu'en vue de déterminer la composition de ces programmes et de les adapter véritablement au marché du travail local, qui peut être très différent du marché du travail à un autre endroit, nous invitons les leaders locaux à jouer un rôle, d'où la naissance des comités consultatifs locaux.

Pour arriver à atteindre à la fois les objectifs de ce comité consultatif et ceux du Ministère, nous devons nous demander comment il est possible d'offrir des services de qualité, tant aux députés qu'à la clientèle, mais à un guichet unique, à un point de contact unique, étant donné la complexité de ces programmes.

Donc, nous continuons à étudier la question. Vous me parlez du Québec. Aucune décision finale n'a été prise, mais il y a quand même certains principes qui nous guident présentement et que nous serions très heureux de partager avec quiconque s'y intéresse. Vous dites que vous avez entendu dire que nous voulions détruire la DDE, la Direction du développement de l'emploi. Il n'en est nullement question. Je pense que c'est une partie extrêmement importante de la structure d'Emploi et Immigration Canada qui, par le passé, a fait preuve d'initiative, de créativité et d'adaptabilité, et nous voulons que cela continue de la même façon. Donc, il n'est pas question de détruire, mais bien de bâtir afin d'atteindre les objectifs d'une stratégie de l'emploi qui est fort différente de ce qu'on avait il y a deux, trois ou quatre ans.

**M. Blackburn (Jonquière):** Quelle sera la fonction des bureaux de la DDE s'ils ne sont pas démantelés? Si le processus se poursuit de la façon dont vous le voulez, qu'arrivera-t-il dans quelques mois au niveau des bureaux de la DDE?

## [Traduction]

our joint activities. They were based on the labour market which, as we know, is changing.

On the basis of these principles outlined in February 1985, Miss MacDonald announced the federal government's response on June 28, 1985, mainly, the establishment of a job development strategy with the six programs that you know. This job development strategy was based on the principles outlined at the Regina First Minister's Conference. These principles flow from action programs and ensure that there will be more integration of training and job creation than ever. Most of our programs contain both training and job experience. As a result, we have a new type of relationship not only among the employer and the employee, but also in many cases with the provinces in the context of training programs.

There is another objective which is fundamental to the job development strategy and that is to better adapt our program to the geographic dimension of the labour market.

What does this mean? It means that we are inviting local leaders to play a role in determining program composition in order to really adapt them to the local labour market, which may vary greatly from one place to another, and that is why we have local advisory committees.

In order to meet the objective of both the advisory committee and the department, we have to ask how it is possible to offer and high quality service, both to MPs and to our clientele, but at one sole wicket, one sole contact point, because of program complexity.

We are continuing to study the question. You referred to Quebec. No final decision has been made, but there are certain guiding principles which we would be happy to share with anyone who is interested. You state that you have heard that we want to destroy the Job Development Branch. There is absolutely no question of it. I feel that it is an extremely important part of Employment and Immigration Canada's structure and it has demonstrated initiative, creativity and adaptability and we want it to continue in the same way. There is therefore no question of destroying it, but rather to build it in such a way as to attain the job strategy objectives which are very different from the ones we had two, three or four years ago.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** If the job development offices are not dismantled, what will be their function? If the process continues the way you want, what will happen to the job development offices in a few months?

[Text]

**M. Lussier:** Je ne voudrais pas vous dire ce matin ce qui arrive parce que la décision finale n'a pas été prise en ce qui concerne la situation au Québec.

**M. Blackburn (Jonquière):** Oui, mais selon l'hypothèse que vous avancez sur papier, qu'arrivera-t-il des bureaux de la DDE dans quelques mois? Vous me dites qu'ils ne seront pas démantelés. Qu'est-ce qu'on va en faire?

**M. Lussier:** Je prends la situation du Québec, puisque vous semblez vouloir qu'on en parle. Actuellement, si ma mémoire est fidèle, il y a, au Québec, 16 bureaux de la Direction du développement de l'emploi. Ce qui pourrait arriver, et je spécule parce que la décision finale n'a pas été prise, c'est qu'il y en ait 25 au lieu de 16. Cela nous rapprocherait davantage de l'objectif que je vous mentionnais, à savoir l'adaptation des programmes au marché de l'emploi local, et permettrait aux gens de continuer le même travail, mais en desservant beaucoup plus adéquatement leur clientèle. Cela, c'est une hypothèse.

**M. Blackburn (Jonquière):** Si on ajoute neuf bureaux au Québec, quel sera le rôle de ces 25 bureaux de la DDE?

**M. Lussier:** Ce sera la même chose. Ils seront responsables, j'imagine, du développement de l'emploi. Ils auront autant de relations avec vous et les mêmes responsabilités, mais ils devront moins s'isoler, avoir plus de rapports avec d'autres éléments d'Emploi et Immigration Canada en termes de formation, d'analyse de la qualité des projets, et du contenu de la formation. Cela va nécessiter des rapports plus intenses avec d'autres éléments d'Emploi et Immigration. Cependant, l'agent de projet demeurera cette personne que vous avez connue, qui transige avec vous, mais il desservira probablement un moins grand territoire, afin de faciliter les rapports avec le secteur privé et les centres d'emploi, et on aura un guichet unique.

• 1030

**M. Blackburn (Jonquière):** Si on passe de 16 bureaux à 25, comment est-il possible de réduire le personnel?

**M. Lussier:** Ce n'est pas seulement possible, c'est une réalité. Les deux choses ne doivent pas être mêlées parce qu'il n'y a aucun lien entre les deux. Vous soulevez une question fort importante tout à l'heure lorsque vous disiez que vous aviez entendu dire que des avis de mise en disponibilité avaient été remis à des employés. Il est un fait que des avis de disponibilité ont été donnés, mais cela n'a absolument rien à voir avec l'étude en cours. Cela est strictement fonction de l'évolution des sommes d'argent globales affectées à la stratégie d'emploi.

Vous êtes sans doute au courant qu'on a annoncé, dans le budget du 28 février, la composition globale des montants d'argent que le gouvernement fédéral affectera à la stratégie de développement de l'emploi pour 1987-1988. Il y aura de légères diminutions qui auront pour conséquence une réduction du personnel du même ordre.

Je voudrais vous préciser que ces mises en disponibilité sont faites assez longtemps à l'avance. Elles impliquent des employés à terme, comme nous les appelons. Nous voulons nous assurer qu'ils auront suffisamment de temps pour se

[Translation]

**Mr. Lussier:** I would not want to tell you what will happen this morning because the final decision has not been made with respect to the situation in Quebec.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Yes, but on the basis of your paper arguments, what is going to happen to the job development offices in the next few months? You tell me that they will not be dismantled. What is going to be done with them?

**Mr. Lussier:** I will take the Quebec situation since you seem to want to talk about it. At the present time, if my memory serves me correctly, there are 16 job development offices in Quebec. What might happen, and I am speculating because the final decision has not been made, is that there will be 25 instead of 16. This would be in keeping with the objective that I mentioned, namely the adaptation of programs to the local job market, and it would enable people to continue with the same work, while giving their clientele better service. This is a possibility.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** If you add nine offices to Quebec, what will the role of these 25 job development offices be?

**Mr. Lussier:** It will be the same thing. I imagine they will be responsible for job development. They will have the same relationship with you and the same responsibilities, but they will be less isolated and have a closer relationship with Employment and Immigration Canada in terms of training, analyzing the quality of projects, and content. It will require closer relationships with other components of Employment and Immigration. However, the project officer will still be the person you know, who deals with you, but he will probably have a smaller territory, in order to facilitate dealings between the private sector and employment centres. There will be just one wicket.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** If you are going from 16 to 25 offices, how can you reduce staff?

**Mr. Lussier:** It is not only possible, it has been done. The two things should not be confused because there is no link between the two. You raised a very important question a moment ago when you said that you had heard that layoff notices had been given to employees. It is true that these notices have been given, but it has absolutely nothing to do with the study under way. It is strictly a function of the amount of money allotted to the job strategy.

You are undoubtedly aware that the February 28 budget gave the amounts of money that the federal government will allocate to the job development strategy for 1987-1988. There will be slight increases, which will entail a commensurate reduction in personnel.

I would like to point out to you that these notices are given a long time in advance. They involve what we call term employees. We wanted to be sure that they would have enough



[Texte]

trouver un autre emploi à Emploi et Immigration, ou ailleurs si c'était nécessaire.

Donc, ces mises en disponibilité sont totalement indépendantes de la question des bureaux de la DDE. Elles sont reliées à des expirations de termes. Conformément à la politique d'ajustement au marché du travail, nous avertissons ces gens à l'avance afin qu'ils aient le temps de se trouver autre chose. Encore une fois, cela n'a rien à voir avec l'étude sur l'avenir de la DDE dont nous parlions.

**M. Blackburn (Jonquière):** Qu'arrivera-t-il aux responsables, aux patrons de la DDE quand on sera passé à votre système? Qui seront les nouveaux patrons? Est-ce que ce seront les gens des centres d'emploi?

**M. Lussier:** Vous me posez des questions sur une étude qui est en cours. Par conséquent, je ne puis vous donner que des indications sur l'orientation des principes.

Si jamais il y avait une augmentation du nombre de bureaux de la DDE de 16 à 25 au Québec, et qu'il y avait, par le fait même, des liens plus étroits entre ces bureaux et les autres composantes, les gens seraient appelés à travailler ensemble, mais pas nécessairement, ou d'une façon permanente, sous la direction d'un centre d'emploi. Mais lorsque celui-ci sera impliqué, il y aura effectivement des liaisons organiques qui feront que tout le monde travaillera ensemble.

• 1035

**The Chairman:** Just a brief intervention. There will be a meeting tomorrow at 7 p.m. with the Minister where this line of questioning can be followed up.

I have asked the clerk to arrange a 3.30 p.m. meeting on Wednesday for the purpose of consideration of amendments to the family immigration matter. There will be a meeting at 4.30 p.m. on Wednesday with the Minister on the issue of regulations related to refugee backlog. Also, I have asked the clerk to attempt to arrange a steering committee meeting Thursday, if not Thursday then Friday, so we could plan the last two weeks of June for the work of this committee. I think by Thursday we will have finished the present work round and we need to know what we would like to do in the month of June. This is likely to be our biggest attendance today and I want those things laid on the table.

Mr. Allmand.

**Mr. Allmand:** My questions follow up on Mr. Blackburn's. I want to ask this of Mr. Lussier immediately. In reading much of the memos, leaked or otherwise, with respect to this subject, there is continual reference to the Everard report. Can we have that report tabled with this committee and what was the origin of that report? It is alleged to be the basis for the so-called revitalization process and the elimination of EDBs, *en français les DDEs*, and many other things. So before I ask some further questions on this I want to know the origin of that Everard commission and report. Can we have it? Can we get that into our hands and read it?

[Traduction]

time to find another job at Employment and Immigration, or elsewhere if necessary.

So, these layoffs are totally separate from the question of job development offices. They are linked to the expiration of term contracts. We informed these people in advance, in keeping with the labour market adjustment policy, so that they will have the time to find something else. I repeat that this has nothing to do with the study on the future of the job development offices that we were talking about.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** What will happen to job development management when they are part of your system? Who will be the new bosses? Will it be the Employment Centre people?

**Mr. Lussier:** You are asking me questions about a study that is under way. Therefore, I can only give you general comments on the principles.

If the job development offices in Quebec were to be increased from 16 to 25, and so had closer relationships with other components, people would be expected to work together, but not necessarily, or permanently, under the direction of an Employment Centre. But if Employment Centres are involved, there will be ties that entail everyone working together.

**Le président:** J'interviens brièvement. Demain, à 19 heures, il y aura une réunion avec le ministre, et nous pourrions continuer à discuter de ces questions.

J'ai demandé au greffier d'organiser une réunion, mercredi, à 15h30, pour étudier les modifications à apporter au chapitre de l'immigration des familles. À 16h30, mercredi, nous rencontrerons le ministre pour discuter du règlement concernant les retards de traitement des cas des réfugiés. J'ai également demandé au greffier d'organiser une réunion du comité directeur sinon jeudi, vendredi, pour que nous puissions planifier les travaux du Comité pour les deux dernières semaines de juin. Je pense que d'ici à jeudi, nous aurons terminé le travail en cours, et nous voudrions savoir ce que nous aurons à faire au mois de juin. Nous ne serons probablement jamais aussi nombreux qu'aujourd'hui, et c'est pourquoi je tiens à discuter de ces choses maintenant.

Monsieur Allmand.

**M. Allmand:** Mes questions font suite à celles de M. Blackburn. Je voudrais poser celle-ci à M. Lussier. Dans de nombreuses notes de service que j'ai lues, grâce à des fuites ou autrement, il est constamment question du rapport Everard. Ce rapport pourrait-il être remis au Comité, et d'où provient-il? Il semblerait qu'il constitue la base du processus dit de revitalisation et d'élimination des DDE, *in English the EDB's*, et de bien d'autres choses également. Avant de poser d'autres questions, j'aimerais savoir qui est la Commission Everard, et d'où vient ce rapport. J'aimerais qu'on nous dise également si nous pouvons l'avoir.

[Text]

**Mr. Lussier:** To answer the first part of your question, the so-called Everard report, to identify the person, is a report I have asked from the present Director General of Operations from Employment and Immigration Canada in Nova Scotia, Mr. Gerry Everard, which has been requested along the objective and principle I referred to earlier of finding ways that would permit us in the delivery of our services to customers to meet the intent and philosophy and principles of the Canadian Jobs Strategy and suggest ways and means to improve the delivery of those new programs in the context of the framework and the policy of the Canadian Jobs Strategy.

**Mr. Allmand:** Everard is an employee of the department?

**Mr. Lussier:** Yes, he is the director general of the Nova Scotia region for CEIC.

**Mr. Allmand:** But the report was to deal with this subject-matter for the whole country, not just for Nova Scotia?

**Mr. Lussier:** That is exactly it and—

**Mr. Allmand:** And the report was given to you in October 1985?

**Mr. Lussier:** That is right, and certainly, if there is interest, we will be quite pleased to share that report with members of the committee.

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, I would like, with your permission, to ask if the members of the committee could have copies of that report, because it deals with most of the questions asked by Mr. Blackburn and that I am going to ask right now.

**The Chairman:** It could form the focus of a subsequent meeting

**Mr. Allmand:** Right.

**The Chairman:** —in June if we . . .

**Mr. Allmand:** I will continue to ask questions.

I have here several memos and letters from the head of the union of employees of Employment and Immigration in which they charge that there was no consultation with them whatsoever in the elimination of the EDBs recommended, as they say, by the Everard report. As a matter of fact, to quote

l'exécutif syndical, local 10398, du Québec:

Les arguments ayant été utilisés pour justifier cette réorganisation ne sont en réalité qu'une immense opération de maquillage.

To justify that, he goes on like you.

[Translation]

**M. Lussier:** Pour répondre à la première partie de votre question, le rapport Everard est un rapport que j'ai demandé à l'actuel directeur général des opérations d'Emploi et Immigration Canada en Nouvelle-Ecosse, M. Gerry Everard. J'ai commandé cette étude conformément à l'objectif et au principe dont je vous ai parlé tout à l'heure, afin de trouver des façons de dispenser nos services à la clientèle, de manière à respecter l'intention, l'esprit et les principes de la planification de l'emploi, et de recommander des moyens d'améliorer la prestation de ces nouveaux programmes dans le cadre de cette politique.

**M. Allmand:** Everard est donc un employé du ministère?

**M. Lussier:** Oui, il est le directeur général de la CEIC pour la région de la Nouvelle-Ecosse.

**M. Allmand:** Mais le rapport devait traiter de ce sujet en ce qui concerne l'ensemble du pays, pas seulement la Nouvelle-Ecosse?

**M. Lussier:** Exactement, et . . .

**M. Allmand:** Et le rapport vous a été remis en octobre 1985?

**M. Lussier:** Justement, et si cela vous intéresse, nous nous ferons un plaisir de le partager avec vous.

**M. Allmand:** Monsieur le président, avec votre permission, j'aimerais demander que les membres du Comité reçoivent une copie du rapport, parce qu'il traite de la plupart des questions qu'a posées M. Blackburn et que je m'appête à aborder moi-même maintenant.

**Le président:** Nous pourrions tenir une réunion spéciale pour discuter de ce rapport.

**M. Allmand:** Oui.

**Le président:** . . . en juin, si nous . . .

**M. Allmand:** Je voudrais continuer avec mes questions.

J'ai ici plusieurs notes de service et lettres provenant du chef du syndicat des employés d'Emploi et Immigration, dans lesquelles il est fait état du fait qu'il n'y a eu aucune consultation en ce qui concerne l'élimination des DDE, recommandée par le rapport Everard. En fait, et je cite l'exécutif syndical, Local 10398, du Québec:

The arguments used to justify this reorganization are in fact nothing but a big coverup.

Et pour justifier cela, elle reprend les mêmes arguments que vous.

• 1040

In answering Mr. Blackburn, you said we would go from 16 EDBs in Quebec to giving the service in 25 CECs, but this whole thing goes together with the new policy under the same approach, which has been called the revitalization process, of not registering a large percentage of those who come looking for employment and that a new definition is being used called the high opportunity occupations. So I understand that only

Vous avez répondu à M. Blackburn que les services de 16 DDE au Québec seraient dispensés dans 25 CEC, mais tout cela cadre dans la nouvelle politique dite de revitalisation suivant laquelle un fort pourcentage de ceux qui cherchent de l'emploi ne sont pas inscrits dans les registres. On a établi une nouvelle catégorie d'emplois qui se définit comme offrant de nombreuses perspectives. Si je comprends bien, donc, 10 à 15



*[Texte]*

from 10% to 15% of those who come into your offices under this new program looking for work would in fact be referred through this single door or single window, which means about 80% to 85% are simply referred to bulletin boards to find a job.

Of course, if you do that you can cut your staff; you can cut out the EDBs and try and channel everybody through a single window in the CECs because you are dealing with many fewer people.

I have here some figures since you have started doing that, and it is very misleading for the public. For example, in one of your principal offices in Nova Scotia on April 30, 1985, you had 5,820 unplaced clients coming into that office, but one year later, because of the use of the new high opportunity occupation selection process, on April 30, 1986, there are only 1,150 unplaced clients. That looks very good; you only have 1,150 unplaced clients, but it is because a great percentage of them do not even get through the single window.

In that same office referrals for a month in 1985 were 401 but in 1986 were 700. They are up because you are only referring from the high-opportunity occupations.

It goes on and on like that. For example, the file of active job-seekers in that office—which is the Amherst-Springhill office, by the way: in 1985 the active file of job-seekers was 5,820; in 1986 only 1,150. It looks like the employment situation has improved considerably and the offices are doing a much better job, but it all comes down to this whole business of revitalization, the use of this definition.

By the way, I understand—you could correct me on that—that definition of high opportunity occupations comes from the Nielsen task force report on this subject, which we have not even had a chance to study yet.

Mr. Lussier, there are two major issues here. One, all of this went forward without discussion with the union and there are a lot of not only dissatisfied employees in the department, because they do not know where they are going to go, but also dissatisfied job applicants who are seen to be shuffled aside. You say this has a lot to do with making the process more efficient; so far it looks like it is less efficient.

Not only that, but if you look at the targets for the Jobs Strategy, for example, the social assistance people and the people who are really having trouble with employment are the ones who are not even getting in the door because they are being set aside under this high opportunity... Only the people with more skills are getting through the door.

By the way, the definition I have here reads:

A high opportunity occupation is one in which the supply of qualified workers falls below the number of employment opportunities in a given labour market such that employers experience or will experience difficulty in filling their vacancies.

*[Traduction]*

p. 100 seulement de ceux qui viennent à vos bureaux pour chercher de l'emploi dans le cadre de ce nouveau programme sont dirigés vers ce service, ce qui veut dire que de 80 à 85 p. 100 des gens n'ont d'autres recours que celui de consulter les tableaux d'affichage pour trouver de l'emploi.

Evidemment, si vous pouvez faire cela, vous pouvez réduire vos effectifs, éliminer les DDE et acheminer tout le monde vers ce service unique des CEC, parce que votre clientèle est beaucoup moins nombreuse.

J'ai ici des chiffres, puisque vous avez commencé à nous en donner, et ils sont très trompeurs. Par exemple, dans l'un de vos principaux bureaux en Nouvelle-Ecosse, au 30 avril 1985, vous aviez dénombré 5,820 personnes qui cherchaient de l'emploi, mais un an plus tard, avec votre nouveau processus de sélection, le 30 avril 1986, vous n'aviez que 1,150 clients. Cela semble très bien, mais c'est qu'un fort pourcentage de vos clients ne passent pas par le service.

Dans ce même bureau, en 1985, il y avait 401 demandes, et en 1986, il y en avait 700. Le nombre a augmenté parce que les renvois se font uniquement dans le cadre de cette nouvelle catégorie d'emplois.

Et ça continue comme ça. Par exemple, le dossier des personnes qui cherchent activement du travail à ce bureau—le bureau d'Amherst-Springhill, soit dit en passant—dénombrait, en 1985, 5,820 clients, alors qu'en 1986, il n'en dénombrait que 1,150. Cela donne l'impression que la situation d'emploi s'est améliorée considérablement et que les bureaux font un bien meilleur travail, mais ce n'est pas vraiment le cas, c'est simplement une question de définition utilisée dans le cadre du processus de revitalisation.

En passant, vous me corrigerez si je me trompe, la définition d'emploi offrant de nombreuses possibilités provient du rapport du groupe de travail Nielsen que nous n'avons pas encore eu l'occasion d'étudier.

Monsieur Lussier, il y a deux grandes questions qui se posent ici. Premièrement, tout cela s'est passé sans que le syndicat ne soit consulté, et cela a provoqué le mécontentement non seulement des employés du ministère qui ne savent pas ce qui les attend, mais aussi des gens qui cherchent de l'emploi et qui n'obtiennent pas satisfaction. Vous dites que cela a été fait pour gagner en efficacité, mais jusqu'à présent, vous y avez perdu.

Et ce n'est pas tout, dans le contexte des objectifs de la planification de l'emploi, par exemple, les assistés sociaux et ceux qui ont vraiment de la difficulté à trouver du travail sont ceux qui n'ont pas accès au service, à cause de ce nouveau processus de sélection. Seules les personnes avec plus de compétences ont droit à ce service.

En passant, j'ai ici une définition qui se lit comme suit:

Un poste en pénurie de main-d'oeuvre est un poste pour lequel l'offre de travailleurs qualifiés est inférieure à la demande dans un secteur du marché du travail, faisant en sorte que les employeurs ont ou auront de la difficulté à remplir les postes vacants.

## [Text]

It seems that a lot of people we seem to be concentrating on under other programs will not qualify under that definition and therefore are simply being referred to the bulletin board.

I would like you to answer these things. What about the consultation with the union on this major change, and how can you say it is going to be more efficient when in fact you are eliminating a lot of people from the old consultation or counselling services by not letting them in the door? You let them in the door, but you know what I mean: they are being channelled away from the single window to the bulletin boards.

• 1045

**Mr. Lussier:** Mr. Chairman, I think your question raises, again, a very important approach. I consider this a very positive and important approach related to so-called revitalization of employment services. I am, to say the least, very surprised to hear the citation related to union proposals. From the outset, from the national level to the regional level to the local level, there has been participation and interface with them in all parts of the country related to that exercise. When I visit offices, I see the enthusiasm for those who have been participating in that exercise, and this is not only through reports but in discussing and meeting with our staff. We have received reports from employers that have given us the opportunity to be more accurate in our matching relative to skills that are required. This permits an individual who really need our help to be able to spend more time with a quality employment counsellor exercise.

There has been a series—I think we could discuss that, Mr. Chairman, in much more detail.

**Mr. Allmand:** But you say that you did in fact consult with the unions?

**Mr. Lussier:** I affirmatively categorize that there has been consultations, and I can give you the numbers, the time over the months. In all parts of the country I have been meeting with the national union—every six weeks—on that question. The same thing has been going on at the regional level and also on a daily basis at the local level. From visits and letters I have received, they are very satisfied and enthusiastic about the exercise we have done... Employers have been giving us positive results. I regret to say that I do not understand what the union is talking about. I think we have seen very positive results.

I certainly would be prepared, Mr. Chairman, to spend much more time on that because I think it is important that you understand what we have been trying to achieve, what we are trying to do, rather than seeing it as just an exercise where we are trying to be mean or whatever to employees. We are trying to improve our services to the public.

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, maybe this will be the basis for the meetings for the last two weeks. I did not read this

## [Translation]

J'ai l'impression que de nombreux clients sur lesquels portent nos efforts dans d'autres programmes ne répondront pas aux exigences de cette définition, et seront, par conséquent, simplement renvoyés aux tableaux d'affichage.

J'aimerais que vous répondiez à ces questions. Qu'en est-il de la consultation du syndicat au sujet de ce changement majeur, et comment pouvez-vous dire que le service sera plus efficace, alors que de nombreuses personnes n'ont plus droit au service courant de consultation ou d'orientation? En fait, vous les accueillez, mais ils n'ont d'autres recours que les tableaux d'affichage.

**M. Lussier:** Monsieur le président, votre question m'amène encore une fois à parler d'une démarche très importante. Je considère ce qu'il est convenu d'appeler le programme de revitalisation des services d'emploi comme une approche très positive et très importante. En fait, je suis à tout le moins très étonné d'entendre ce qu'on vient de dire au sujet du syndicat. Depuis le début, que ce soit au niveau national, régional ou local, nous avons eu, dans toutes les régions du pays, de bons rapports avec les syndicats concernant cet exercice. Quand je visite des bureaux, je vois l'enthousiasme de ceux qui ont participé à l'exercice, et ce n'est pas sur la foi de rapports que je vous dis cela, mais suite aux discussions et réunions que j'ai eues avec les employés. Les employeurs nous ont remis des rapports qui nous permettent de mieux répondre aux besoins. Ainsi, une personne qui a vraiment besoin de notre aide peut passer plus de temps avec un conseiller compétent en matière d'emploi.

Il y a eu une série... Je pense que nous pourrions en discuter plus à fond, monsieur le président.

**M. Allmand:** Mais vous dites que vous avez en fait consulté les syndicats?

**M. Lussier:** Je peux affirmer catégoriquement qu'il y a eu des consultations; et je peux vous donner des chiffres, les fois que j'ai rencontré les syndicats au cours de ces mois. J'ai rencontré le syndicat national dans toutes les régions du pays—toutes les six semaines—pour discuter de cette question. Les mêmes consultations ont eu lieu au niveau régional et, de façon quotidienne, au niveau local. D'après les visites que j'ai faites et les lettres que j'ai reçues, il est permis de croire que cet exercice a donné beaucoup de satisfaction et suscité beaucoup d'enthousiasme. La réaction des employeurs a été positive. Je regrette d'avoir à dire que je ne comprends pas la réaction du syndicat. Je pense que les résultats ont été très positifs.

Je serais bien prêt, monsieur le président, à discuter beaucoup plus longuement de cette question, parce que j'estime qu'il est important que vous compreniez ce que nous tentons de faire, pour que vous ne croyiez pas qu'il s'agisse simplement d'un exercice préjudiciable aux employés. Nous tentons d'améliorer nos services à la population.

**M. Allmand:** Monsieur le président, ce sujet pourrait peut-être faire l'objet de nos réunions des deux dernières semaines. Je ne vous ai pas lu cet extrait d'une lettre qui m'a été



[Texte]

quote from the letter which, by the way, is addressed to me but went to other MPs. It says:

Cette décision unilatérale du sous-ministre, sans consultation auprès des principaux intervenants si ce n'est quelques fonctionnaires, avait de nombreuses conséquences prévisibles.

And then he goes on where he says *opération de maquillage*, etc.

Mr. Chairman, if we are ever going to resolve this, we are going to have to have people in from the union. This whole process, before it gets too far down the road, is . . . What about the other question?

**The Chairman:** I was going to go to Mr. Blackburn and then come back to you. I will give you each five more minutes before the meeting is over. Would you file that correspondence as an exhibit so that all members can have it. The piece I find a little disturbing is that it does not seem to be coming to the committee, it seems to be coming to a party.

**Mr. Allmand:** From what Mr. Blackburn was saying, I thought he knew about the same things. They are on the same points that he is raising. I will check with the person who sent me the letter. My understanding was that it went to both government and opposition MPs, but I will check on that and let you know by tomorrow's meeting.

**The Chairman:** Okay, thank you very much.

**Mr. Allmand:** But I would like Mr. Lussier to answer the question about the use of the people who must now only go to the board and only a small percentage in the door to the . . . I had one of those officials in my office on Friday who said that whereas they used to have seven people—not just recently—receiving the people coming in who were unemployed, they now have two. I am going to bring the figures to tomorrow's meeting. She says they just cannot handle it. They are referring a lot of them to the board and they are not getting into the counselling.

**Mr. Lussier:** I do not think time permits, Mr. Chairman, my going into details. However, I think if there is interest shown by the committee, and I see there is, we would certainly be prepared to come back and give you point by point the various fantastic experiences that we have been having with our people. We have involved them in making pre-implementation testing and the user trial experiment has been going on.

• 1050

One result of that is the fact that, as you mentioned, we are not doing automatic registrations of every individual coming to see us, and we can supply the reasons and statistics related to that. While in some instances it may give some comfort to an individual to feel he is in a file somewhere, we have been trying to improve the quality we give individuals. I think we can support that and give you all the facts in terms of the application of the so-called revitalization measures and the enthusiastic support of employees.

Anyway, I think it is a different approach. It has been done with participation and collaboration. Not only were we having

[Traduction]

adressée, mais qui a été aussi envoyée à d'autres députés. Je vous le lis:

This unilateral decision of the deputy minister's, made without consulting any of the major interested parties other than a few officials, had many foreseeable consequences.

Et ensuite, c'est là qu'on parle d'opération de maquillage, etc.

Monsieur le président, la seule façon de tirer cela au clair, c'est d'entendre des représentants du syndicat. Avant que tout cela ne dégénère . . . Et l'autre question?

**Le président:** J'allais accorder la parole à M. Blackburn et revenir à vous après. Je vous donne chacun cinq minutes avant d'ajourner. Pourriez-vous remettre cette lettre au Comité pour que tous les membres puissent l'avoir? Ce qui me préoccupe un peu, c'est qu'elle n'est pas adressée au Comité, mais bien à un parti.

**M. Allmand:** D'après ce que disait M. Blackburn, il semblait parler des mêmes choses. Il a soulevé les mêmes questions. Je vais vérifier auprès de la personne qui m'a envoyé la lettre. Je pensais qu'elle avait été envoyée et aux députés du Gouvernement et aux députés de l'Opposition, mais je vais vérifier et vous en donner des nouvelles à la réunion de demain.

**Le président:** Très bien, merci beaucoup.

**M. Allmand:** Mais j'aimerais que M. Lussier réponde à la question au sujet des gens qui n'ont que le tableau d'affichage comme seul recours, et du faible pourcentage qui a droit aux services . . . Vendredi, à mon bureau, j'ai rencontré une fonctionnaires qui m'a dit qu'il n'y a plus que deux personnes maintenant qui accueillent les sans-emploi, alors qu'il y en avait sept auparavant. J'aurai les chiffres en main à la réunion de demain. La personne que j'ai rencontrée a dit qu'il y avait trop de travail. On renvoie les clients consulter le tableau d'affichage, et on ne réussit pas à donner les services de *counselling* voulus.

**M. Lussier:** Je ne crois pas que le temps me permette d'entrer dans les détails, monsieur le président. Cependant, comme le Comité montre beaucoup d'intérêt, je serais prêt à revenir et à vous exposer en détail les diverses expériences fantastiques que nous avons eues avec nos employés. Ils ont pu participer aux essais préalables à la mise en oeuvre du programme.

Comme vous l'avez dit, nous n'inscrivons pas de façon automatique le nom de chaque individu, et nous pouvons fournir les raisons et les statistiques à l'appui. Même si un individu se sent rassuré d'être inscrit dans un dossier quelque part, nous avons essayé d'améliorer la qualité de nos services. Je peux vous donner des chiffres à l'appui et vous citer les faits relativement à l'application de ces mesures de renouveau et sur l'enthousiasme de nos employés.

En tout cas, c'est une approche différente. Nous l'avons adoptée avec la collaboration et la participation de nos

*[Text]*

meetings, but there has been communication on a regular basis with every individual specifically with that. There have been lots of activities. The only thing I have seen up until now has been a real degree of enthusiasm and satisfaction on the part of employees for the way they are involved in the employee services.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Lussier. Mr. Allmand, your third round will probably be about two minutes, so I will go to Mr. Blackburn. If you have a third round, you can keep it short.

**Mr. Allmand:** No, I will reserve that for tomorrow night because I have to get to the House for 11 a.m. So I will carry on tomorrow.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Can you give me those two minutes?

**Mr. Allmand:** Oh, yes, I will give Mr. Blackburn my two minutes because I like his questions, and I will listen to them as long as I can.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Monsieur Lussier, vous dites que les directeurs des bureaux de la DDE seront intégrés dans la nouvelle structure, lorsqu'on aura un genre de guichet unique avec les centres d'emploi. Cela signifie-t-il que les patrons des programmes de planification de l'emploi, des centres d'emploi et de l'assurance-chômage seront les actuels directeurs des centres d'emploi du Canada et non les directeurs des bureaux de la DDE?

**Mr. Lussier:** Je ne connais pas la réponse à cette question-là, parce que la décision finale n'a pas été prise. Tout ce que je peux vous répondre, c'est que nous administrons maintenant un programme dont les composantes et les éléments sont fondamentalement différents de ce qu'on connaissait il y a deux, trois ou quatre ans. C'est ce qui nous a amenés à nous demander quelles seraient les meilleures façons de livrer les programmes de la stratégie de l'emploi à un guichet unique, en termes d'objectifs et pas nécessairement en termes de présence physique.

Lorsque des études de ce genre sont entreprises, même avec toute l'ouverture d'esprit possible, il est tout à fait normal que certaines personnes se préoccupent de leur avenir et se sentent dans l'insécurité, et cela tant et aussi longtemps que des réponses claires ne se dégagent pas. Je comprends cela.

Pour ce qui est de l'organisation finale, je peux simplement vous parler aujourd'hui des objectifs qui nous guident. Nous avons pour objectif de voir comment il est possible d'offrir le service dans le cadre de la stratégie d'emploi, qui est bien différente de ce qu'on a connu dans le passé. Nous voulons accorder une attention particulière au marché du travail local, ce qui nécessitera de la part de l'agent de projet une interaction beaucoup plus élaborée avec les leaders du milieu, avec les éléments reliés à la formation ou autres. Par exemple, la mise en place de comités consultatifs locaux est nécessaire pour que les gens du milieu puissent jouer le rôle et nous donner un *input* valable en termes d'orientations, de priorités et de la composition des programmes.

*[Translation]*

employés. Nous avons eu non seulement des réunions, mais des consultations régulières sur cette question avec chaque personne. Il y a eu beaucoup d'activités. Je trouve que les employés sont enthousiastes et satisfaits de la façon dont ils participent aux services pour les employés.

**Le président:** Merci, monsieur Lussier. Monsieur Allmand, vous aurez un troisième tour d'environ deux minutes, alors je donnerai la parole à M. Blackburn. Si vous voulez prendre un troisième tour, il faut être bref.

**Mr. Allmand:** Non, j'inscrirai mon nom pour demain soir car il me faut être à la Chambre à 11h00. Alors, je poursuivrai demain.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Voulez-vous m'accorder ces deux minutes?

**Mr. Allmand:** Oui, je céderai mes deux minutes à M. Blackburn car j'aime beaucoup ses questions et je l'écouterai aussi longtemps que possible.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Mr. Lussier, you state that the directors of the job development offices will be integrated into the new structure when it shares a single wicket with the employment centres. Does this mean that the managers of the job strategy, employment centre, and unemployment insurance programs will be the present directors of the Canada Employment Centres and not the directors of the job development offices?

**Mr. Lussier:** I do not know the answer to your question because the final decision has not been made. The only answer I can give you is that we are now administering a program with fundamentally different components than we had two, three or four years ago. That is why we investigated the best ways of delivering the job strategy programs through a single desk in terms of objectives and not necessarily in terms of physical presence.

When studies of this kind are undertaken, even with the most open mind possible, it is quite natural that some people become concerned about their future and feel insecure, and this lasts until clear answers are obtained. It is understandable.

As far as the final organization is concerned, I can only tell you today of about our guiding objectives. One objective is to see if it is possible to provide a service under the job strategy that is different from what we have done in the past. We want to pay particular attention to the local labour market, which will mean that the project officer will have to have more extensive interaction with local leaders, and with people involved in training or other services. For example, the establishment of local advisory committees is necessary so that local people can play a role and give us valuable input in terms of orientations, priorities and program composition.



[Texte]

[Traduction]

• 1055

Ce sont les objectifs qui nous guident, et il n'y en a pas d'autres. Nous ne désirons pas réorganiser pour le simple plaisir de le faire, et nous ne désirons rendre personne malheureux. Nous désirons simplement jeter un regard neuf sur un schéma de travail bien différent et voir comment on peut mieux servir les intérêts de la population, les intérêts des députés et les intérêts des clients, d'une façon générale, à l'intérieur d'un bassin géographique bien déterminé.

**M. Blackburn (Jonquière):** Monsieur Lussier, vous voulez mettre un concept en application, mais vous n'avez pas encore réussi à faire comprendre aux députés comment il va s'appliquer en pratique et comment il va se vivre. Tant qu'on ne le fera pas, les députés ne pourront pas approuver un projet, parce que ce sera peut-être pire que ce que nous avons actuellement. Peut-être qu'on aura mieux, mais on risque d'avoir pire. C'est pour cela que nous, les députés du Québec en particulier, avons besoin de réponses concrètes avant de donner notre approbation. C'est ce que vous nous avez dit d'ailleurs au caucus du Québec.

Je vais vous poser une question de logistique. À Chicoutimi, section Saguenay—Lac Saint-Jean, il y a un bureau de la DDE. Il y a ensuite un centre d'emploi à La Baie, si je ne me trompe pas; il y en a un à Chicoutimi, un à Jonquière, un à Roberval et un à Alma. Demain matin, on met votre politique en application. Le bureau de la DDE à Chicoutimi demeurera-t-il là? Est-ce qu'il restera autonome ou sera-t-il intégré au Centre d'emploi de Chicoutimi? Qu'est-ce qui arrive à Jonquière? Si vous des employés de la DDE et que vous en envoyez quelques-uns à Jonquière, quelques-uns à Alma, quelques-uns à Roberval et quelques-uns au Centre d'emploi de Chicoutimi, comment l'administration des programmes fonctionnera-t-elle? Quand j'aurai mes PDE au niveau local, qui va me donner mon budget et qui va m'assurer que le comté de Jonquière a sa juste part? C'est tout cela que nous devons savoir.

**M. Lussier:** Il sera utile et intéressant de communiquer et de discuter avec les intéressés en temps opportun, lorsqu'il y aura des hypothèses qui seront finalement arrêtées au niveau des concepts, ce qui n'est pas le cas présentement.

**M. Blackburn (Jonquière):** Si on ne sait pas actuellement comment cela fonctionnera, parce que le concept n'est pas tout à fait au point, est-ce dire qu'aucune décision ne sera prise tant que les députés du Québec n'auront pas été consultés à ce sujet?

**M. Lussier:** Je ne sais pas. J'aimerais discuter de cette question avec la ministre.

**M. Blackburn (Jonquière):** Monsieur le sous-ministre, vous jouez un rôle extrêmement important auprès de la ministre, M<sup>me</sup> MacDonald. Je vous fais part de ce qui se dit en coulisse. Les députés ne veulent pas qu'on prenne une décision sans les consulter. Si ce que vous avez à nous proposer est meilleur, pourquoi les députés du Québec le refuseraient-ils? Il s'agit de leur expliquer les choses afin qu'ils puissent comprendre ce qui se passe et sentir que ce qu'on va faire sera vraiment pour le bien des citoyens, des gens qui travaillent au sein des centres

These are our guiding objectives, and there are no others. We did not set out to reorganize for the fun of it, nor do we want to make anybody unhappy. We just want to approach a very different labour setup from a new angle and see how we can best serve the interests of the general public, Members of Parliament, and clients, within a well-defined catchment area.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Mr. Lussier, you want to apply a concept, but you still have not managed to make MPs understand how it will be applied in practice and how it will be perceived. As long as you are not able to do so, MPs will not be able to approve the proposal, for it may be a change for the worse. Perhaps it will be better, but it may be worse. That is why we, in particular the Quebec MPs, want concrete answers before giving our approval. Moreover that is what we told you at the Quebec caucus.

I am going to ask you a logistical question. At Chicoutimi, in the Saguenay—Lac Saint-Jean section, there is a job development office. Unless I am mistaken there is also an employment centre at La Baie, one in Chicoutimi, Jonquière, Roberval and Alma. Suppose we apply your policy tomorrow morning. Will the employment development office in Chicoutimi remain? Will it be independent or will it be integrated into the Chicoutimi employment centre? What will happen in Jonquière? If you take job development employees and send some to Jonquière, some to Alma, some to Roberval and some to the Chicoutimi employment centre, how will these programs be administered? When the job development program is set up at the local level, who will give me my budget and who will ensure that Jonquière riding has its fair share? These are the things we have to know.

**Mr. Lussier:** It would be a good idea to have discussions with those concerned at the appropriate time, when things have become definite—as they are not now.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** If you do not currently know how it will operate, because the concept has not been finalized, does this mean that no decision will be made until Quebec MPs have been consulted on the matter?

**Mr. Lussier:** I do not know. I would like to discuss the matter with the Minister.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Deputy Minister, you play an extremely important role with the Minister, Miss MacDonald. I am telling you what is being said behind the scenes. MPs do not want a decision to be made without consulting them. If what you are proposing is better, why should Quebec MPs reject it? You have to explain things to them so that they can understand what is going on and feel that it will be in the best interest of our citizens, of people working in the employment centres, the job development offices, and MPs. You know that

[Text]

d'emploi et des bureaux de la DDE..., et des députés. Vous savez que nos relations politiques avec les gens de la DDE sont bien plus importantes que celles que nous entretenons avec les gens des centres d'emploi. Il n'y a pas de comparaison possible entre les deux. Ce n'est pas parce que l'un est moins bon que l'autre. C'est tout simplement une question de fonctionnement. C'est par ce mécanisme qu'on accomplit le gros de notre travail.

**M. Lussier:** Nous sommes tout à fait disposés à discuter de ces questions et à vous informer de ce qui se passera.

• 1100

**M. Blackburn (Jonquière):** Il n'y aura qu'un seul caucus du Québec d'ici la fin de juin, soit mardi prochain. Ensuite, ça ira à l'automne. Est-ce qu'on va encore se retrouver devant un fait accompli ou si vous êtes vraiment sincère lorsque vous dites qu'une consultation aura lieu?

**M. Lussier:** Je suis vraiment sincère. Quant aux dates et modalités, je pense que c'est une question qu'il ne m'appartient pas de régler. Je ne suis pas responsable de cela. Ce sont des questions qui seront examinées là où elles doivent l'être. S'il y a des possibilités au mois de juin, on saisira l'occasion.

**M. Blackburn (Jonquière):** Je me propose de faire part à mes collègues, dès la prochaine rencontre du caucus du Québec, des questions que j'ai posées ici aujourd'hui et des réponses qu'on m'a données. Encore une fois, il ne s'agit pas d'être contre pour le plaisir de l'être. Si les renseignements qu'on nous donne démontrent que ce qui est proposé représente un progrès, il nous fera plaisir d'aller de l'avant. Mais si ce n'est pas le cas, ce sera délicat pour nous, car nous voulons que notre structure demeure efficace.

**M. Lussier:** Je pense que vos objectifs et les nôtres se ressemblent. Nous poursuivons tous des objectifs d'efficacité dans la livraison de nos programmes afin de donner satisfaction à la clientèle. Ce sont nos seuls critères et nous cherchons à améliorer la situation.

**M. Blackburn (Jonquière):** Au mois d'août, il y aura le caucus de la Beauce, qui est un autre endroit intéressant en termes de... Donc, il y a le caucus du Québec mardi prochain et le caucus de la Beauce à la fin d'août.

Je vous remercie, monsieur le président.

**The Chairman:** If we have a steering committee Thursday or Friday—I did the discussion today—it seems it might be wise to have maybe two sessions on this issue before we leave at the end of June, as a standing committee. You have made the commitment to provide us with the background internal study, which I assume makes recommendations and probably presents some options. But I think it would be wise, Mr. Lussier, to assign someone to make a presentation to us of 15 or 20 minutes to kick off one of those sessions, where we could maybe get a little sense of historical patterns and needs and what the options are.

I think what Mr. Blackburn is saying is that there is sufficient interest inside the Parliament of Canada on this issue. It is a very important issue for the long term; how that is

[Translation]

we have much closer relationships with people in the job development offices than we do with people in the employment centres. There is no possible comparison between the two. This does not mean that one is better than the other, it is just a question of operations. It is through them that we carry out the major part of our work.

**Mr. Lussier:** We are quite prepared to discuss these questions and tell you what happens.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** There is only going to be one Quebec caucus before the end of June, namely next Tuesday. After that, we have to wait until fall. Are we going to once again be presented with a *fait accompli* or are you really sincere when you say that there will be consultation?

**Mr. Lussier:** I really mean it. As to the dates and times, I do not think that it is up to me to settle them. I am not responsible for that. These questions will be examined in the appropriate places. If there is a possibility during the month of June, we will take the opportunity.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** I plan to inform my colleagues at the next meeting of the Quebec caucus of the questions that I asked today and the answers I was given. Once again, we are not opposing it for the fun of it. If the information that we are given shows that the proposal constitutes progress, we will be happy to go ahead with it. But if not, it will be difficult for us, because we want our structure to be effective.

**Mr. Lussier:** I think we both share the same objectives. We all want efficient program delivery in order to satisfy our clientele. Those are our sole criteria, and we are trying to improve the situation.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** During the month of August, there will be a caucus in Beauce, which is another interesting place in terms of... So there will be the Quebec caucus next Tuesday and the Beauce caucus at the end of August.

Thank you, Mr. Chairman.

**Le président:** Si nous tenons une réunion du Comité directeur jeudi ou vendredi—et j'ai entamé des discussions aujourd'hui—il semblerait approprié de tenir deux audiences du Comité permanent sur cette question avant la fin juin. Vous vous êtes engagés à nous fournir l'étude interne, et je tiens pour acquis qu'elle contient des recommandations et des options. Je pense qu'il serait bon, monsieur Lussier, de nommer quelqu'un pour nous faire un exposé de 15 ou 20 minutes au début de l'une de ces audiences, pour nous entretenir des antécédents, des besoins et des options.

Selon M. Blackburn, le Parlement du Canada s'intéresse assez à cette question. La question de la réorganisation est extrêmement importante à long terme. Ce serait utile que les



[*Texte*]

reorganized. It might be helpful to have a chance for Members of Parliament to share with you their concerns about that and their feelings about some of the options prior to final decisions being taken. Sometimes, as a Member of Parliament, there is a feeling you get from people in your community that is not as readily available to departmental people, and it might help us from making a mistake if we were to go through one or two—probably two—sessions on this issue alone. But the steering committee will decide, hopefully, Thursday. So there is a bit of time. But I think you can anticipate that kind of a program.

I thank members. The meeting is adjourned to the call of the Chair, which will be 7 p.m. tomorrow, with the Minister.

[*Traduction*]

députés vous fassent part de leurs préoccupations et de leurs pensées avant la prise d'une décision finale. Parfois, les députés entendent des choses en coulisse que les gens du ministère ne savent pas et il nous serait utile d'avoir une ou deux, probablement deux, séances sur cette seule question. Le Comité directeur en décidera, je l'espère, jeudi. Alors, nous avons du temps. Mais je pense que c'est à ce genre de programme que vous pouvez vous attendre.

Je remercie les membres. La séance est levée jusqu'à 19 heures demain, où nous entendrons la ministre.















*If undelivered, return COVER ONLY to  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

#### WITNESSES/TÉMOINS

*From the Department of Employment and Immigration:*

Gaétan Lussier, Deputy Minister;

Peter Hicks, Executive Director, Canadian Jobs Strategy.

*Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:*

Gaétan Lussier, sous-ministre;

Peter Hicks, directeur exécutif, Programme de la planification d'emploi.





HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Issue No. 71

Fascicule n° 71

Tuesday, June 10, 1986

Le mardi 10 juin 1986

Chairman: Jim Hawkes

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent du*

## Labour, Employment and Immigration

## Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

CONCERNANT:

In accordance with its mandate under S.O. 96(2), an examination of employment and insurance programs under the Department of Employment and Immigration

Conformément à son mandat en vertu de l'article 96(2) du Règlement, l'étude des programmes d'emploi et d'assurance du Ministère de l'emploi et de l'immigration

APPEARING:

COMPARAÎT:

The Honorable Flora MacDonald  
Minister of Employment and Immigration

L'honorable Flora MacDonald  
Ministre de l'emploi et de l'immigration

WITNESSES:

TÉMOINS:

(See back cover)

(Voir à l'endos)



First Session of the  
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,  
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

*Chairman:* Jim Hawkes

*Vice-Chairmen:*

Jean-Pierre Blackburn

Fernand Jourdenais

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE L'IMMIGRATION

*Président:* Jim Hawkes

*Vice-présidents:*

Jean-Pierre Blackburn

Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Warren Allmand

Pauline Browes

Dan Heap

Sergio Marchi

John Oostrom

Peter Peterson

John R. Rodriguez

Maurice Tremblay (*Lotbinière*)

(Quorum 6)

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



## MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JUNE 10, 1986  
(109)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 7:08 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

*Members of the Committee present:* Warren Allmand, Pauline Browes, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, John Oostrom, Peter Peterson and Maurice Tremblay (*Lotbinière*).

*Acting Member present:* Lorne Nystrom for John R. Rodriguez.

*In attendance: From the Library of Parliament:* Kevin Kerr and Eric Adams, Research Officers. *From the Committee's Research Staff:* Louise Thibault and David McGovern.

*Appearing:* The Honorable Flora MacDonald, Minister of Employment and Immigration.

*Witnesses: From the Department of Employment and Immigration:* John Edwards, Associate Deputy Minister. Paul Gauvin, Executive Director, Finance and Administration. Peter Hicks, Executive Director, Canadian Jobs Strategy.

In accordance with its mandate under Standing Order 96(2), the Committee commenced an examination into the employment and insurance programs of the Department of Employment and Immigration.

The Minister answered questions with the witnesses.

It was agreed,—That the memorandum issued by Frank Stanek of the Public Affairs office of the C.E.I.C. in Toronto, dated May 15, 1986, and addressed to the co-ordinators of 'Challenge' 86 be filed as an exhibit with the Clerk of the Committee (*Exhibit "TRAV-123"*).

The following responses from officials of the Department of Employment and Immigration concerning questions raised by Members of the Committee were filed by the Chairman as exhibits with the Clerk of the Committee.

a) the average length of time required to process an application for individual Canadian Jobs Strategy programs and the estimated youth participation and expenditures under the Canadian Jobs Strategy in 1985/86 (*Exhibit "TRAV-127"*);

b) Canadian Jobs Strategy, Objectives—Training Weeks (*Exhibit "TRAV-125"*);

c) Canadian Jobs Strategy, Applications in Saskatchewan (*Exhibit "TRAV-126"*);

d) Canadian Jobs Strategy, Person-Years 1986-87 (*Exhibit "TRAV-127"*);

e) Canadian Jobs Strategy, Impact of Equity Targets (*Exhibit "TRAV-128"*);

f) Canadian Jobs Strategy, 1985-86 Forecasted Expenditures (*Exhibit "TRAV-129"*);

g) Canadian Jobs Strategy, Job Entry (*Exhibit "TRAV-130"*);

## PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 10 JUIN 1986  
(109)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 19 h 08, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

*Membres du Comité présents:* Warren Allmand, Pauline Browes, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, John Oostrom, Peter Peterson et Maurice Tremblay, (*Lotbinière*).

*Membre suppléant présent:* Lorne Nystrom remplace John R. Rodriguez.

*Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement:* Kevin Kerr et Eric Adams, attachés de recherche. *Du Personnel de recherche du Comité:* Louise Thibault et David McGovern.

*Comparait:* L'honorable Flora MacDonald, ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

*Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:* John Edwards, sous-ministre associé; Paul Gauvin, directeur exécutif, Finance et administration; Peter Hicks, directeur exécutif, Programme de la planification d'emploi.

Conformément aux pouvoirs que lui confère l'article 96(2) du Règlement, le Comité entreprend l'étude des programmes d'emploi et d'assurance du ministère de l'Emploi et de l'Immigration.

Le Ministre et les témoins répondent aux questions.

Il est convenu,—Que la note de service que Frank Stanek, du Bureau des Affaires publiques de l'emploi et de l'immigration du Canada, à Toronto, datée du 15 mai 1986, a adressé aux coordinateurs de Défi '86, soit déposée chez le greffier du Comité à titre de pièce justificative (*Pièce "TRAV-123"*).

Les réponses ci-après des fonctionnaires du ministère de l'Emploi et de l'Immigration touchant les questions qu'ont soulevées les membres du Comité, ont été déposées chez le greffier du Comité, par le président, à titre de pièces justificatives:

a) Temps nécessaire, en moyenne, pour traiter une demande présentée en vertu de Programmes individuels de la planification à l'emploi. (*Pièce "TRAV-124"*);

b) Planification de l'emploi—Objectifs—Semaines de formation. (*Pièce "TRAV-125"*);

c) Planification de l'emploi—Demandes d'inscription en Saskatchewan. (*Pièce "TRAV-126"*);

d) Planification de l'emploi—Années-personnes—1986-1987. (*Pièce "TRAV-127"*);

e) Planification de l'emploi—Incidences des objectifs relatifs à la participation des groupes cibles. (*Pièce "TRAV-128"*);

f) Planification de l'emploi—Dépenses prévues pour 1985-1986. (*Pièce "TRAV-129"*);

g) Planification de l'emploi—Intégration professionnelle. (*Pièce "TRAV-130"*);

- h) Challenge '86 Budget Level (*Exhibit "TRAV-131"*);
- i) Summer Job Programming Funds and Jobs Created 1981-86 (*Exhibit "TRAV-132"*);
- j) Speaking Notes for the Hon. Andrée Champagne, Minister of State for Youth, at the meeting of May 29, 1986 of the Standing Committee (*Exhibit "TRAV-133"*);
- k) Challenge '86, Formula for the Regional Allocation of Funds (*Exhibit "TRAV-134"*);
- l) Job Development, Purchase of Construction Materials (*Exhibit "TRAV-135"*);
- m) Challenge '86, SEED advertising (*Exhibit "TRAV-136"*);
- n) Innovations, Approved projects (*Exhibit "TRAV-137"*);
- o) Termination of Labour Adjustment Benefit Program (LAB) and Commencement of Program for Older Worker Adjustment (POWA) (*Exhibit "TRAV-138"*);
- p) Youth Unemployment, summer months (*Exhibit "TRAV-139"*);
- q) Unemployment insurance, responses to questions by John Oostrom, Alan Redway and Sheila Copps (*Exhibit "TRAV-140"*);
- r) Challenge '86 SEED, approval data by employer sector (*Exhibit "TRAV-141"*);
- s) Summary of appeals to the Board of Referees (as of May 17, 1986) regulatory changes on pension income (*Exhibit "TRAV-142"*);
- t) Community Futures, implementation and objectives for 1986-87 (*Exhibit "TRAV-143"*);
- u) Spending authorization at the CEC (*Exhibit "TRAV-144"*);
- v) Organization study, Local and Regional Offices, October 1985 (*Exhibit "TRAV-145"*);

It was agreed,—That the letter sent to Warren Allmand by the S.E.I.C. (Local 10398) concerning the employment development program, be filed as an exhibit with the Clerk of the Committee (*Exhibit "TRAV-146"*).

At 9:03 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

- h) Défi '86—Niveau de budget. (*Pièce «TRAV-131»*);
- i) Programmation des emplois d'été—Fonds et emplois créés de 1981-1986. (*Pièce «TRAV-132»*);
- j) Notes pour une allocution de M<sup>me</sup> Andrée Champagne, ministre d'État à la Jeunesse, prononcée devant le Comité permanent le 29 mai 1986. (*Pièce «TRAV-133»*);
- k) Défi '86—Formule de répartition régionale des fonds (*Pièce «TRAV-134»*);
- l) Développement de l'emploi—Achat de matériaux de construction. (*Pièce «TRAV-135»*);
- m) Défi '86—Demande de renseignements (publicité EÉET. (*Pièce «TRAV-136»*);
- n) Innovations/Aide à l'innovation—Projets approuvés. (*Pièce «TRAV-137»*);
- o) Fin du Programme sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs (PPAT)—Mise en oeuvre du Programme d'adaptation de travailleurs âgés (PATA). (*Pièce «TRAV-138»*);
- p) Chômage chez les jeunes—Mois d'été. (*Pièce «TRAV-139»*);
- q) Assurance-chômage—Réponses aux questions de John Oostrom, d'Alan Redway et de Sheila Copps. (*Pièce «TRAV-140»*);
- r) Défi '86—Approbation des données d'EÉET selon le secteur de l'employeur. (*Pièce «TRAV-141»*);
- s) Sommaire des appels au Conseil arbitral (à compter du 17 mai 1986)—Modifications réglementaires au revenu sur la pension. (*Pièce «TRAV-142»*);
- t) Développement des collectivités—Mise en oeuvre et objectifs pour l'année financière 1986-1987. (*Pièce «TRAV-143»*);
- u) Autorisation d'engager des dépenses dans les CEC. (*Pièce «TRAV-144»*);
- v) Étude organisationnelle—Bureaux régionaux et locaux—Octobre 1985. (*Pièce «TRAV-145»*).

Il est convenu,—Que la lettre adressée à Warren Allmand par la S.E.I.C., section locale 10398, au sujet du Programme de développement de l'emploi soit déposée chez le greffier du Comité à titre de pièce justificative. (*Pièce «TRAV-146»*).

À 21 h 03, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

• 1911

**The Chairman:** Order.

I welcome the Minister and her officials.

This is meeting number 109. The order of the day is the examination of employment and insurance programs under the Department of Employment and Immigration. The annual report of the department is our basic reference, rather than the estimates.

The meeting was arranged, I gather, after I left town Thursday morning, between the Minister and the critic for the Official Opposition. Given the new rules in the House of Commons, the Official Opposition extended the estimates, but I think everybody had a surprise when the fine print was examined that it was a much shorter period of time than everybody had thought when the original motion was made. So this is a way around the rules of the House. That is the reason for the order.

This evening there is no opening statement of any kind. I think we will go right to questioning.

Mr. Allmand.

**Mr. Allmand:** Thank you, Mr. Chairman.

I want to start by thanking the Minister for making herself available. We did have a difficult time arranging a time, but having negotiated with her staff, we were able to come up with this meeting this evening. Even though the estimates are back in the House, it serves the same purpose. So I want to thank the Minister.

My first question is on the so-called "leaked" memo from the Deputy Minister, Gaétan Lussier, to the Minister and dated April 10, 1986. The subject was "Possible call from Premier Hatfield".

I am reading from a copy of the memo.

I will not dwell on the fact that the Minister was not able to... for one reason or another it was not brought to her attention for 55 days; and I will not dwell on the fact that it might be interpreted as an attempt to assist Premier Hatfield in his re-election. I am not going to concentrate on those points. But I do want to concentrate on what seems to me more important, that there should be a trade-off between providing some type of job creation in New Brunswick in the Acadian Peninsula and the signing of the training agreement with New Brunswick.

Despite what the Minister has said in the House, it is obvious there is a lot of opposition to the government's training programs. Only three provinces have signed those agreements so far. I read into the record how in my own province of Quebec there have been several statements from Ministers Paradis and Ryan that they do not find the training proposals acceptable. While Ontario signed, they have been critical of

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

**Le président:** La séance est ouverte.

Je souhaite la bienvenue au Ministre et à ses collaborateurs.

Il s'agit de la cent neuvième réunion de notre comité. L'ordre du jour en est l'examen des programmes de l'emploi et de l'assurance chômage du ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Le document dont nous sommes saisis est le rapport annuel du ministère et non son budget.

Cette séance a été organisée, je suppose après mon départ en voyage jeudi, en accord avec le Ministre et le critique de l'Opposition officielle. Etant donné les nouvelles règles de la Chambre des communes, l'Opposition officielle a prolongé l'examen du budget mais je pense que tout le monde a été surpris, en prenant connaissance des modalités précises, que le délai soit beaucoup plus court que tout le monde le pensait lorsque la motion initiale a été déposée. Il y a donc un moyen de contourner les règles de la Chambre. Ceci est la raison du renvoi.

Il n'y a pas de déclaration liminaire d'aucune sorte ce soir et nous passerons donc immédiatement aux questions.

Monsieur Allmand.

**M. Allmand:** Je vous remercie, monsieur le président.

Je commencerais par remercier le Ministre d'avoir accepté de venir. Il nous a été difficile de trouver un moment opportun mais, après avoir longtemps négocié avec ses adjoints, nous avons pu trouver le créneau de ce soir. Même si nous avons déjà renvoyé le budget à la Chambre, nous pouvons accomplir la même chose et je tiens donc à remercier le Ministre.

Ma première question porte sur la note de service du sous-ministre, Gaétan Lussier, au Ministre, datée du 10 avril 1986 et qui a fait l'objet d'une fuite. Le sujet en était «Appel téléphonique éventuel du Premier Ministre Hatfield».

J'ai sous les yeux une copie de cette note.

Je ne m'attarderai pas sur le fait que le Ministre n'a pas... Pour une raison ou pour une autre, cinquante-cinq jours se sont passés sans qu'elle en prenne connaissance; je ne m'attarderai pas sur le fait que cela pourrait être interprété comme une tentative de faciliter la réélection du Premier Ministre Hatfield. Je ne vais pas m'attarder là-dessus. Par contre, je voudrais m'attarder sur quelque chose qui me paraît plus important, à savoir que l'on semble vouloir procéder à un échange, mettre en place un programme de création d'emplois dans la péninsule acadienne du Nouveau-Brunswick contre la signature d'un accord de formation avec la province.

En dépit de ce que le Ministre a dit à la Chambre, il est évident que les programmes de formation du gouvernement rencontrent beaucoup d'opposition. Trois provinces seulement les ont signés jusqu'à présent. J'ai cité plusieurs déclarations des ministres Paradis et Ryan de ma propre province du Québec, disant qu'ils ne les jugent pas acceptables. L'Ontario les a critiqués également, bien qu'elle les ait signés. Cela fait

[Text]

them as well. It has been well over a year since the Minister started on this path to have these agreements signed, when she announced these policies . . . more or less a year.

• 1915

So she and her department have been having quite a bit of difficulty in getting these signed, and it seems to me that there is something basically wrong with the attitude of the Minister and the people in the department that they would suggest—as I and some of my colleagues say—holding the unemployed up to ransom in order to get a signature from New Brunswick for the training agreement.

I would like to ask the Minister, while this memo comes from the deputy minister to her . . . the fact that this was suggested to her . . . He says:

In this event you may wish to seek a trade-off. If the province quickly concludes a training agreement along lines similar to its sister Atlantic province of Newfoundland, you would instruct your officials immediately to go into the peninsula with the Community Futures Program.

I would like to ask her if she at an earlier date gave instructions to her staff to use that kind of tactic, with the result that they are now repeating it back to her as a suggested tactic for getting compliance with her training proposals, which are not popular with the provinces.

**Hon. Flora MacDonald (Minister of Employment and Immigration):** There are a couple of points I want to make, but first I will answer that question directly. No, I did not, and if Mr. Allmand would like to put the question to Mr. Edwards, who wrote that memo, then I think Mr. Edwards will answer as well.

**The Chairman:** Mr. Edwards.

**Mr. Allmand:** Okay, I will put it to Mr. Edwards. But I found it rather confusing in the House. The memo is under the name of Gaétan Lussier, who is the deputy minister. Is it suggested that it was written for Mr. Lussier's signature by Mr. Edwards? Is that correct?

**Miss MacDonald:** Every memorandum that comes through the department, every single one of many hundreds, comes through the office of the deputy minister. That does not mean that he will be seeing every single one of them, but the set-up of the department is such that the memoranda will come up from one department or another, through the associate deputy minister to the deputy minister to the Minister's staff. I think that perhaps Mr. Edwards should elaborate on the structure within the department, because obviously I do not run the structure within the department. That is the responsibility of the deputy minister in any department.

**Mr. Allmand:** I must say that I was a Minister for seven years in three departments and I never had a system whereby one official signed a memo which was really drafted by another official. I must say that sounds rather strange to me. I do not know why Mr. Edwards would not put his name on his

[Translation]

plus d'un an que le Ministre a annoncé ses politiques et tente de faire signer ces accords . . . À peu près un an.

Son ministère et elle-même éprouvent donc beaucoup de difficultés à faire signer ces ententes et il me semble qu'il y a quelque chose de profondément malsain dans l'attitude du ministre et de ses collaborateurs qui veulent prendre les chômeurs en otages—comme nous sommes quelques-uns à le considérer—pour obtenir la signature par le Nouveau-Brunswick de l'accord sur la formation.

Je voudrais demander au ministre, bien qu'il s'agisse là d'une note de service que son sous-ministre lui a adressée . . . le fait qu'il lui propose . . . Il écrit:

Dans cette éventualité, vous pourriez rechercher un échange. Si la province signe rapidement un accord de formation similaire à celui de sa province soeur de Terre-Neuve, vous donneriez l'ordre à vos fonctionnaires de mettre en oeuvre immédiatement dans la péninsule le programme Avenir communautaire.

Je voudrais savoir si le ministre avait donné comme instruction à ses collaborateurs, auparavant, d'employer ce genre de tactique, si bien qu'ils ne feraient là qu'appliquer la tactique qui leur a été suggérée pour obtenir la ratification par les provinces des accords de formation qu'elles sont réitérant à signer.

**L'honorable Flora MacDonald (Ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** J'ai plusieurs choses à dire, mais je veux d'abord répondre à la question directement. Non, je n'ai pas donné de telles instructions et si M. Allmand voulait bien poser la question à M. Edwards, qui a rédigé la note, je crois que celui-ci ferait la même réponse.

**Le président:** Monsieur Edwards.

**M. Allmand:** D'accord, je vais poser la question à M. Edwards. Mais j'ai trouvé les réponses données à la Chambre assez déroutantes. La note de service porte le nom de Gaétan Lussier, qui est le sous-ministre. Est-ce qu'on dit maintenant qu'elle a été rédigée par M. Edwards sous la signature de M. Lussier? Est-ce cela?

**Mme MacDonald:** Chaque note de service qui sort du ministère, chaque note sur les centaines de notes rédigées, vient du cabinet du sous-ministre. Cela ne signifie pas qu'il voit chacune d'entre elles, mais l'organisation du ministère est telle que les notes de service montent d'un service ou d'un autre jusqu'au sous-ministre associé, puis passe au sous-ministre et de là au cabinet du ministre. Peut-être M. Edwards devrait-il expliquer la structure interne du ministère, structure que je ne gère évidemment pas moi-même, cela étant la responsabilité du sous-ministre dans tous les ministères.

**M. Allmand:** J'ai été ministre pendant sept ans, dans trois ministères, et je n'ai jamais vu un système où un fonctionnaire signe une note de service rédigée par un autre. Je dois dire que tout cela me paraît plutôt étrange. Je ne vois pas pourquoi M. Edwards ne signerait pas de son nom les notes de service qu'il



[Texte]

own memos if he is addressing them to you, and if they all must go through the deputy minister's office there should be a place for a second signature.

In any case, if Mr. Edwards drafted the memo—

**Miss MacDonald:** I wonder if I could ask Mr. Edwards—

**Mr. Allmand:** Sure.

**Miss MacDonald:** —just to answer the two questions that were put with regard to him.

**Mr. Allmand:** Mr. Edwards.

**Mr. John Edwards (Associate Deputy Minister and Vice-Chairman, Department of Employment and Immigration):** On the issue of correspondence, since I arrived at Employment and Immigration nearly three years ago the division of responsibilities between Mr. Lussier and myself has shifted from time to time. We decided at the outset, to avoid any confusion, that I would sign over his name in regard to those areas that he delegated to me, bearing in mind that as associate deputy minister I receive delegation from the deputy minister. So all letters, whether drafted for me or by me, going to the Minister I sign over the nameplate of Gaétan Lussier.

**Mr. Allmand:** Is this your signature here?

**Mr. John Edwards:** That is my signature. I am sorry it is not more legible, but that is my signature.

In regard to the purpose of the memorandum, it is correct that we are in a situation where we are negotiating replacement agreements on training with each of the provinces. We are seeking, certainly, some very difficult changes in those agreements, to get some of the training more relevant to our clientele.

• 1920

At the same time, we are introducing the final programs of the Canadian Jobs Strategy, one of which is Community Futures. The intent of that memorandum was certainly poorly expressed, but it was not intended for public review. The intent was to say that there may be an opportunity here for some rapid movements with the Government of New Brunswick, one, to roll quickly into the Community Futures down in the Acadian Peninsula, and at the same time to get an agreement which was at that time looking as though it was moving forward quite well in any case.

I would stress there is nothing in that memorandum that suggests that we were offering or I was recommending to the Minister that we offer additional funds. There is an overall budget for New Brunswick; it was a question of speed of implementation.

**Mr. Allmand:** It gives me the impression that... So far, you do not have an agreement with New Brunswick and you mentioned that Mr. Hatfield might call because he is worried about the situation in the Acadian Peninsula and this may be an opportunity to make a trade-off.

[Traduction]

vous adresse et si elles doivent toutes passer par le bureau du sous-ministre, elles devraient porter une double signature.

Quoiqu'il en soit, si M. Edwards a rédigé la note...

**Mme MacDonald:** Est-ce que je pourrais demander à M. Edwards...

**M. Allmand:** Certainement.

**Mme MacDonald:** ... de répondre aux deux questions qui le concernent.

**M. Allmand:** M. Edwards.

**M. John Edwards (Sous-ministre associé et vice-président, ministère de l'Emploi et de l'Immigration):** En ce qui concerne la correspondance, depuis mon arrivée au ministère de l'Emploi et de l'Immigration il y a près de trois ans, la répartition des tâches entre M. Lussier et moi-même a changé à plusieurs reprises. Nous avons décidé d'emblée, pour éviter toute confusion, que je signerais au-dessus de son nom toutes les notes intéressant mes domaines de compétence sachant que, en tant que sous-ministre associé, je tire mon autorité du sous-ministre. Aussi, je signe au-dessus du nom Gaétan Lussier toutes les lettres transmissent au ministre, qu'elles soient rédigées pour moi ou par moi.

**M. Allmand:** Est-ce votre signature ici?

**M. John Edwards:** Ceci est ma signature. Je regrette qu'elle ne soit pas plus lisible mais c'est ma signature.

En ce qui concerne l'objet de la note, il est exact que nous sommes actuellement en train de négocier de nouveaux accords sur la formation avec chacune des provinces. Nous tentons d'apporter quelques changements très difficiles à ces accords, afin de mieux adapter la formation aux besoins de notre clientèle.

En même temps, nous introduisons les derniers programmes de la stratégie canadienne d'emploi, l'un d'entre eux étant le programme Avenir communautaire. La formulation de la note laisse peut-être à désirer mais elle n'était pas destinée à la diffusion publique. Il s'agissait de faire ressortir qu'il y avait là une possibilité d'une action rapide avec le gouvernement du Nouveau-Brunswick, d'une part, pour mettre en place rapidement le programme Avenir communautaire dans la péninsule acadienne et, d'autre part, pour hâter la signature d'un accord sur lequel les négociations avançaient déjà très bien de toute façon.

Je souligne que rien dans cette note ne suggère que nous offrions, ou que je recommandais au ministre d'offrir, des fonds additionnels. Il y a un budget global pour le Nouveau-Brunswick et il s'agissait simplement d'accélérer la mise en oeuvre.

**M. Allmand:** Cela me donne l'impression que... Vous n'avez pas jusqu'à présent encore obtenu la signature du Nouveau-Brunswick et vous mentionnez dans la note que M. Hatfield risque d'appeler parce qu'il s'inquiète de la situation

[Text]

It appears to me that the memo is suggesting, and I must say not only to me but people outside of Parliament. I have here a series of editorials now which questions this kind of attitude in the department. It appears to be an attempt to ram down the throats of the provinces something that they really do not want.

Mr. Edwards was here last night by the way and we had a lot of questions and I did not ask him this because I felt this sort of issue should be dealt with when the Minister was present. Minister, up until the expiry of the present agreements we had agreements with all 10 provinces under the National Training Act. You have tried to introduce changes that have not been very popular, whether you want to admit it or not.

If there is supposed to be a new wave of federal-provincial relations afoot under this government, why are you not making changes that would be suitable to the provinces rather than trying to get something by them even by using these hard-sell tactics? I would call them hard-sell, hard-pressure tactics. Why is there not some flexibility on your part to change them? I know in Quebec you are going to have one hell of a time, if I read Mr. Paradis and Mr. Ryan correctly. They are not ready to accept this at all.

**The Chairman:** Madam Minister.

**Miss MacDonald:** Mr. Chairman, first of all, I think I should try to straighten out some of the confusion that seems to surround all this. There are and have been two sets of agreements. The agreements with regard to the Canadian Jobs Strategy, which was announced a year ago, have been signed with all of the provinces.

**Mr. Allmand:** It is the training agreements we are talking about.

**Miss MacDonald:** Yes. The training agreements began negotiation at the end of last year. They were in place and have been in place until March 31, 1986 and in fact their power continues through until the autumn of this year.

So what we are talking about is one set of agreements that is in place and one set which we are negotiating. We have negotiated agreements with the Province of Ontario, where the Liberal Minister in the Government of Ontario, Mr. Sorbara, congratulated us on the agreement that we arrived at and the fact that he would see increased training dollars coming to the Province of Ontario as a result of the new arrangements we were making which would allow for both direct and indirect dollars to go to community colleges.

We have signed an agreement with the Province of Newfoundland, with the Province of British Columbia, with the Northwest Territories. We will be signing very shortly with the Province of Prince Edward Island, and I may say with the Province of Quebec. I will be meeting with Mr. Paradis, I believe it is this Thursday. The member from Quebec may be

[Translation]

dans la péninsule acadienne et que ce pourrait être là l'occasion de procéder à un échange.

Il me semble que cette note donne à penser—et je ne suis d'ailleurs pas le seul—j'ai ici une série d'éditoriaux qui contestent ce genre d'attitude de la part des responsables du ministère. Cela apparaît indubitablement comme une tentative de faire avaler aux provinces quelque chose qu'elles ne veulent pas vraiment.

A propos, M. Edwards était là hier soir et j'ai posé toutes sortes de questions, mais je ne lui ai pas posé celle-ci car j'ai pensé que le ministre devrait être présent pour cela. Madame la ministre, jusqu'à l'expiration des ententes actuelles, nous avons conclu des accords avec les 10 provinces en vertu de la Loi nationale sur la formation. Vous avez tenté d'introduire des changements qui ne sont pas très populaires, que vous le reconnaissiez ou non.

Puisque votre gouvernement prétend inaugurer une ère nouvelle dans les relations fédérales-provinciales, pourquoi ne pas apporter des changements qui soient acceptables aux provinces plutôt que de les contraindre par ce genre de tactique? Je les considère vraiment comme des méthodes de maquignon. Pourquoi ne pas faire preuve d'une certaine flexibilité et de faire droit aux objections des provinces? Je sais que vous aurez beaucoup de difficulté à faire accepter vos projets au Québec, si je comprends bien la position de M. Paradis et de M. Ryan. Ils ne sont pas prêts du tout à accepter cela.

**Le président:** Madame la ministre.

**Mme MacDonald:** Monsieur le président, il faut tout d'abord lever un peu de la confusion qui plane sur tout ceci. Il existe, et ce depuis longtemps, deux sortes d'accords. Les ententes concernant la stratégie canadienne d'emploi, annoncées il y a un an, ont été signées avec toutes les provinces.

**M. Allmand:** Ce sont des ententes sur la formation dont nous parlons ici.

**Mme MacDonald:** Oui. Les négociations sur ces ententes ont commencé à la fin de l'année dernière. Les accords précédents expiraient le 31 mars 1986 mais ils restent applicables jusqu'à l'automne prochain.

Un ensemble d'ententes est déjà donc en place et l'autre est en cours de négociation. Nous les avons déjà négociées avec la province de l'Ontario, où le ministre libéral, M. Sorbara, nous a félicités de notre politique et du fait que des fonds supplémentaires afflueraient dans la province de l'Ontario par suite des nouveaux arrangements qui prévoient l'acheminement de fonds tant directs qu'indirects vers les collèges communautaires.

Nous avons signé une entente avec la province de Terre-Neuve, avec celle de Colombie-Britannique et avec les Territoires du Nord-Ouest. Nous allons en signer une sous peu avec l'Île-du-Prince-Édouard et également avec le Québec. Je vais rencontrer M. Paradis jeudi prochain, je crois. Le député



[Texte]

pessimistic, but I am very optimistic as to the outcome of those discussions.

With regard to the question of why there should be some difficulty, I can tell you two areas of difficulty. One is that some provinces are saying that training is really education, therefore you should hand the education dollars over to us and let us use or apply those training dollars in ways we see fit without any federal jurisdiction, or that the final approval be given to the provinces in this field. We think they are federal dollars and that the federal government should indeed have some say in them.

• 1925

I can tell you another area where I am having difficulty with some of the provinces. The whole question of apprenticeship training is included in the training agreements. We have records which show that in some provinces the number of enrollees in the training programs who are male is 96%, and the percentage which is female is 4%, and I do not think that is acceptable in this day and age when everyone should have access to training programs; and therefore I am trying to build some employment equity into the new training agreements.

Now, the hon. member may say that is wrong, that we should not argue about those things, that we should hand the authority over to the provinces, that we should go along, as the previous government had done, with training agreements which allowed for apprentices to be 96% male and 4% female, but I have a different approach, and that is where some of the difficulties are emerging in these negotiations.

**The Chairman:** Thank you, Madam Minister.

It has been 15 minutes, Mr. Allmand, so we have gone quite a ways past your 10 minutes. I will go to Mr. Oostrom next, and I will put you down for a subsequent round.

**Mr. Oostrom:** Thank you, Mr. Chairman. I also would like to thank the Minister for re-appearing before our committee.

During the hearings we had on May, 9, the deputy minister was asked about expenditures in the various regions and that they could vary according to need. Is there any minimum amount allocated to the various regions, or the various provinces, and that we build from there? How much flexibility is there really in the allocations? This on Canadian Jobs Strategy.

**Miss MacDonald:** Yes, I know that. The reason I was conferring is there is a fair amount of detail in response to earlier questions, and that was sent to the clerk today.

**The Chairman:** It still had not arrived at 6.30 p.m. There have been two or three phone calls, but somehow it did not arrive at the clerk's office.

[Traduction]

du Québec est peut-être pessimiste mais, quant à moi, je suis très optimiste quant aux résultats de ces entretiens.

En ce qui concerne les objections de certaines provinces, je peux vous dire en quoi elles consistent. Elles sont au nombre de deux. D'une part, certaines provinces disent que la formation est la même chose que l'éducation et que, par conséquent, nous devrions leur remettre les fonds sans droit de regard pour le gouvernement fédéral, ou du moins le dernier mot appartenant à la province quant à leur utilisation. Nous pensons au contraire qu'il s'agit là de fonds fédéraux et que le gouvernement fédéral doit avoir son mot à dire.

Je peux vous indiquer une autre source de friction avec certaines provinces. Ces ententes sur la formation englobent toute la question de l'apprentissage. Nous possédons des chiffres qui montrent que dans certaines provinces les stagiaires inscrits dans les programmes d'apprentissage sont à 96 p. 100 de sexe masculin, et à 4 p. 100 seulement de sexe féminin et je considère que cela n'est pas acceptable à notre époque où tout le monde devrait avoir également accès aux programmes de formation. J'essaie donc d'introduire quelque équité dans ces nouvelles ententes sur la formation.

L'honorable député dira peut-être que j'ai tort, que nous ne devrions pas prendre ce genre de position, que nous devrions confier les pleins pouvoirs aux provinces, accepter, comme le faisait le gouvernement précédent, des programmes d'apprentissage où 96 p. 100 des apprentis sont de sexe masculin et 4 p. 100 seulement de sexe féminin, mais j'ai une approche différente et c'est pourquoi nous nous heurtons à quelques difficultés dans le courant de ces négociations.

**Le président:** Je vous remercie, madame la Ministre.

Cela fait 15 minutes, monsieur Allmand, et vous avez donc largement dépassé votre temps de parole de 10 minutes. Je vais passer à M. Oostrom et je vous inscris pour un deuxième tour.

**M. Oostrom:** Je vous remercie, monsieur le président. Je veux moi aussi remercier la Ministre d'avoir accepté de revenir devant notre Comité.

Lors de notre séance du 9 mai, le sous-ministre a été interrogé sur les dépenses consacrées aux diverses régions et il nous a répondu qu'elles pouvaient varier selon les besoins. Y a-t-il un montant minimal alloué aux différentes régions, ou aux différentes provinces, un seuil minimal? Quelle est vraiment la flexibilité de ces affectations de crédits? Je veux parler là de la planification de l'emploi.

**Mme MacDonald:** Oui, je sais cela. La raison pour laquelle il m'a fallu consulter mes collaborateurs est que nous avons à préparer des réponses très détaillées aux questions antérieures et elles ont été envoyées au greffier aujourd'hui.

**Le président:** Le greffier ne les avait toujours pas à 18h30. Il y a eu deux ou trois appels téléphoniques mais pour une raison quelconque ces documents ne sont pas parvenus au bureau du greffier.

[Text]

**Miss MacDonald:** I set it out in tables for the benefit of committee members, giving you the breakdown of allocations by region and by province.

**Mr. Oostrom:** I think the original question that was asked about a month ago was on allocation—the amounts approved and the amounts spent. I recall having asked also what the carry-over was from last year. I do not know whether it was all provided, but maybe there could be a date when all these questions will be answered.

**Miss MacDonald:** It is there, and the fact is... sorry, but I cannot quite read it. I am going to ask Mr. Gauvin if perhaps he could read the provincial breakdowns. This, by the way, is a breakdown of program expenditure. It does not include the operating costs and so on that are substantially additional to the figures that would be given.

**Mr. Oostrom:** Okay, that is fine, if he could give the global figures, at least.

• 1930

**Mr. Paul Gauvin (Executive Director, Finance and Administration, Canada Employment and Immigration Commission):** As the Minister mentioned, this is strictly the program funds, and it is after taking out operation costs plus expenditures in other government departments. So the total is \$1.515 billion.

**Mr. Oostrom:** Yes, I got that.

**Mr. Gauvin:** And the distribution by province... do you want all the provinces? I will just round these out. In Newfoundland it is \$68 million. In P.E.I. it is \$15 million. In Nova Scotia it is \$70 million. In New Brunswick it is \$63 million. In Quebec it is \$424 million. In Ontario it is \$417 million. In Manitoba it is \$73 million. In Saskatchewan it is \$59 million. In Alberta and the Northwest Territories—those two are together—it is \$131 million. In B.C. and Yukon it is \$195 million.

**Miss MacDonald:** In addition to that, I may say there have been a number of questions that have been asked by various members. We have tried to compile as much of that information as possible to respond to you. But in addition to that, I hope to have the breakdown... I think one member had asked about individual projects, the numbers of them and how they have been approved by region. I hope to have that for you, in detail, by the end of the week.

Mr. Nystrom had asked at one point about all of the applications... in addition to the projects which have been approved and funded, if I may just transgress here for a moment, I think Mr. Nystrom had asked for all of the applications as well. Am I correct in that?

In that case we had to find out whether or not it was permissible under the Privacy Act to release individual names included in applications which had not been approved. We have found that we cannot release individual names, but we

[Translation]

**Mme MacDonald:** J'ai fait préparer des tableaux à l'intention des membres du Comité, indiquant la ventilation des affectations de crédits par région et par province.

**M. Oostrom:** Je crois que la question initiale posée il y a environ un mois intéressait les affectations, les montants autorisés et les montants dépensés. Je me souviens avoir demandé quels étaient les montants reportés depuis l'année précédente. Je ne sais pas si nous avons eu toutes les réponses mais on pourrait peut-être nous fixer une date à laquelle nous aurons réponse à toutes ces questions.

**Mme MacDonald:** Tout est là, et il se trouve... je suis désolée, mais je ne parviens pas à lire cela. Je vais demander à M. Gauvin de nous lire les chiffres par province. Il s'agit là d'une ventilation des dépenses aux titres du programme. Cela n'englobe pas les frais d'exploitation plutôt substantiels qui s'ajoutent à ces chiffres.

**M. Oostrom:** D'accord, c'est bien, qu'il nous donne au moins les chiffres globaux.

**M. Paul Gauvin (directeur exécutif, finances et administration, Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada):** Ainsi que le ministre l'a dit, il s'agit là strictement des dépenses du programme, c'est-à-dire déductions faites des frais administratifs et ajouts des dépenses d'autres ministères. Le total est donc de 1,515 milliard de dollars.

**M. Oostrom:** Oui, vu.

**M. Gauvin:** Et la ventilation par province... Voulez-vous les chiffres pour toutes les provinces? Je vais les arrondir. Pour Terre-Neuve, c'est 68 millions de dollars. Ile-du-Prince-Edouard, 15 millions de dollars. Nouvelle-Ecosse, 70 millions de dollars; Nouveau-Brunswick, 63 millions de dollars. Québec, 424 millions de dollars; Ontario, 417 millions de dollars; Manitoba, 73 millions de dollars; Saskatchewan, 59 millions de dollars; Alberta et Territoires du Nord-Ouest—les deux sont groupés—131 millions de dollars; Colombie-Britannique et Yukon, 195 millions de dollars.

**Mme MacDonald:** Les membres du Comité ont posé toute une série d'autres questions. Nous avons réuni autant de renseignements que possible dans les réponses. J'espère donc avoir la ventilation... Je crois que l'un des membres s'est enquis des projets individuels, de leur nombre et de leur distribution par région. J'espère pouvoir répondre de façon détaillée d'ici la fin de la semaine.

M. Nystrom a demandé également les chiffres sur toutes les demandes... en sus des projets approuvés et financés. Si je puis faire une digression pendant quelques instants, je crois que M. Nystrom a demandé également les chiffres des demandes. Est-ce bien cela?

Il nous a fallu pour cela déterminer si la Loi sur la protection des renseignements personnels nous autorisait à divulguer les noms figurant dans les demandes qui n'ont pas été acceptées. Nous avons été avisés que nous ne pouvons pas divulguer de noms de particuliers mais que nous pouvons divulguer les



*[Texte]*

can release the projects which have been submitted by organizations, groups, educational bodies, and so on.

The compilation of all of the applications will take a bit longer, but we hope to have it within two or three weeks.

**Mr. Oostrom:** About two months ago the deputy minister indicated that some 110, I believe, LAC committees were set up. Is there any further progress on these LAC committees, and which province is really lagging behind? Is that because no agreement was signed, perhaps? Particularly in Ontario, where are we standing with these LAC committees at the moment?

**Miss MacDonald:** First of all, I want to thank you for the question about the Local Advisory Committees and to tell you that the initial meetings... by and large, the enthusiasm of the participants and the direction in which they are going is, to me, a very significant part of the new thrust we are trying to bring to the department: the participation in large measure of groups and representatives of business, labour, women, handicapped persons; everything right across the board taking part in looking at the local labour needs and how they can be better accomplished by Canada Employment Centres.

A good number are now under way and working. A number still have to be finalized. In the majority of cases we have the willing co-operation of members of Parliament; but where we do not have that, we are going ahead with the establishment of Local Advisory Councils anyhow.

I would ask Mr. Edwards if he can give us an up-to-date number of those which have been formed and which are now operational.

• 1935

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, as of early June, 123 local advisory councils had been formally established. As the Minister says, they are indeed a very active group, and have been asking some very searching questions about a variety of our programs. Hopefully, as a result, they will provide a conduit to the community of information about our programs.

**Miss MacDonald:** I would like to add to that, Mr. Chairman. I do not want this to be related in a sense to constituencies, because I am sure members know the boundaries are not the same. In certain cases, members have found that this is an area where co-ordination goes well beyond constituencies. In Hamilton, for instance, all four members in the Hamilton area, coming from different political backgrounds, have co-ordinated to form one local advisory council because they see this as a joint operation. I think Pauline Browes here will indicate that all of the members in the Scarborough area have co-ordinated to form one labour advisory council for the Scarborough labour market. They are therefore operating in different ways, and I think it is a very, very new concept.

*[Traduction]*

projets soumis par des organisations, des groupes, des établissements d'enseignement, etc.

La compilation de toutes ces demandes prendra un peu plus de temps mais nous espérons avoir les réponses d'ici deux ou trois semaines.

**M. Oostrom:** Le sous-ministre nous a dit, il y a deux mois, qu'environ 110 comités consultatifs locaux avaient été mis sur pied. Y a-t-il eu de nouveaux progrès en ce qui concerne ces comités CCL et quelles sont les provinces dans lesquelles les choses traînent? Cela est-il dû à la non signature des accords sur la formation, peut-être? Où en sont les choses particulièrement dans la province de l'Ontario?

**Mme MacDonald:** Je veux tout d'abord vous remercier de cette question sur les comités consultatifs locaux et vous dire que les premières réunions... Dans l'ensemble, l'enthousiasme des participants et l'attitude dont ils font preuve constituent, à mes yeux, un élément primordial de la stratégie nouvelle suivie par le Ministère: inviter à participer très largement ces groupes et ces représentants du patronat, des mouvements féminins, des associations de handicapés, tous les secteurs de la société, en vue d'examiner les besoins locaux en main-d'oeuvre et la manière dont le centre d'emploi local peut y satisfaire.

Un bon nombre de ces comités sont maintenant constitués et sont déjà au travail. Un certain nombre d'autres restent encore à former. Dans la majorité des cas, nous jouissons de la pleine collaboration des députés mais, lorsque celle-ci fait défaut, nous procédons néanmoins à la création de ces comités consultatifs locaux.

Je vais demander à M. Edwards s'il peut nous indiquer le nombre le plus récent de comités formés et en état de fonctionner.

**M. John Edwards:** Monsieur le président, au début du mois de juin, 123 conseils consultatifs locaux avaient été officiellement créés. Ainsi que l'a dit le Ministre, ils se montrent très actifs et ont posé maintes questions pénétrantes concernant nombre de nos programmes. J'espère qu'ils vont ainsi constituer un instrument d'information du public concernant nos programmes.

**Mme MacDonald:** Je voudrais ajouter quelque chose à cela, monsieur le président. Je ne voudrais pas que l'on assimile ces comités aux circonscriptions, car les députés savent sans aucun doute que la délimitation n'est pas la même. Dans certain cas, les députés ont pu constater que la coordination dépasse largement le cadre de la circonscription. Par exemple, à Hamilton, les quatre députés locaux, appartenant à des partis différents, se sont entendus pour former un seul conseil consultatif local qui fonctionnera comme une seule entité. Je crois que Pauline Browes ici pourra vous dire également que les députés de la région de Scarborough se sont entendus pour former un seul conseil consultatif local pour la ville de Scarborough. Ces conseils fonctionnent donc selon des modalités différentes et il s'agit là d'un concept entièrement nouveau.

[Text]

**Mr. Oostrom:** We have one in North York for a couple of ridings together. However, what percentage of the 123 is of the total? Do we know how many are going to be set up or what the target was of . . . ?

**Mr. John Edwards:** It has always been the Minister's intention that every part of Canada would be covered by some kind of local advisory council. As our present plans look now, we would end up with about 254.

**Mr. Oostrom:** Thank you.

**Miss MacDonald:** As you know, we have been trying to accommodate the concerns of Members of Parliament. For instance, Keith Penner, in northern Ontario, would have a particular problem due to the vastness of northern Ontario. He came to me and said that although he may have one in this part, he wondered how the people could ever get there from 100 miles or 200 miles away. We have therefore set up what we would call a mini-LAC, which allows him to hold meetings or to have a LAC working in another part of his constituency. This is determined by size. The same thing has happened with some of the NDP members in British Columbia.

**Mr. Oostrom:** May I be permitted one more question, Mr. Chairman?

You mentioned a minute ago, Madam Minister, about the handicaps, and there was also a question in the House this afternoon about the 40-45 age group. Could you perhaps tell us a bit more about the target group participation in the various programs in the Canadian Jobs Strategy?

**Miss MacDonald:** Yes, just one moment, because I think in the material which is on its way to you . . . We do not have a target group for older workers as such. I did mention that there were something like 14,000 older workers participating in our Canadian Jobs Strategy programs. However, when we look at the employment equity targets, we are talking about women, visible minorities, handicapped persons and native people.

The strategy started in September, and so what we are doing is trying to analyse, as we go along, how employment equity is working. I do not have statistical breakdowns for you for the first year, because it has not been in operation for a full year, but what we find is that there is generally an improvement over the historical participation of women, natives and the disabled under new programs. We find this is particularly so in certain of the programs—job development, for instance.

• 1940

I have been very pleased to see the sizable increase of women's participation in the Job Development Program, which I would say is the one that most closely resembles the old Canada Works program. Certain aspects of it are similar. Women's participation in that program has increased quite substantially, and so has that of native people and of hand-

[Translation]

**M. Oostrom:** À North York également le conseil regroupe plusieurs circonscriptions. Néanmoins, ces 123 conseils représentent quel pourcentage du total? Savons-nous combien seront constitués ou bien quel est le chiffre visé . . . ?

**M. John Edwards:** L'objectif du Ministre a toujours été que chaque localité du Canada soit couverte par un conseil consultatif local d'une forme ou d'une autre. Nos plans actuels en prévoient 254.

**M. Oostrom:** Je vous remercie.

**Mme MacDonald:** Ainsi que vous le savez, nous avons tenté de répondre aux préoccupations des députés. Par exemple, Keith Penner, dans le nord de l'Ontario, éprouve un problème particulier étant donné la superficie immense de cette région du nord de l'Ontario. Il est venu me voir pour me dire qu'il se demandait comment les gens pourraient bien faire pour se rendre aux réunions de ce comité, à 100 ou 200 milles de distance. Nous avons ainsi constitué en quelque sorte un mini-CCL, ce qui lui permet d'en avoir plusieurs dans sa seule circonscription. Tout dépend de la taille. Nous avons fait la même chose pour certains députés NPD de Colombie-Britannique.

**M. Oostrom:** Me permettez-vous de poser une dernière question, monsieur le président?

Madame le ministre, vous avez parlé il y a quelques instants des handicapés et une question a également été posée à la Chambre cet après-midi concernant le groupe d'âge des 40-45 ans. Pouvez-vous nous parler un peu plus de la participation des groupes cibles aux divers Programmes de la stratégie canadienne d'emploi?

**Mme MacDonald:** Oui, mais je vous demande un instant, je crois que dans les documents qui sont en route . . . Les travailleurs plus âgés ne constituent pas un groupe cible à proprement parler. J'ai dit que quelques 14,000 travailleurs âgés participent aux programmes de la planification de l'emploi. Mais lorsque nous parlons des objectifs d'équité en matière d'emploi, il s'agit surtout des femmes, des minorités visibles, des handicapés et des autochtones.

La planification a démarré en septembre et nous essayons donc d'analyser, au fur et à mesure, les résultats sur le plan de l'équité. Je n'ai pas de données statistiques pour la première année à vous soumettre car le programme ne fonctionne pas encore depuis une année complète mais nous constatons néanmoins déjà une amélioration par rapport au taux de participation traditionnelle des femmes, des autochtones et des handicapés par suite des nouveaux programmes. C'est particulièrement vrai dans le cas de certains d'entre eux, notamment ceux de perfectionnement professionnel, par exemple.

J'ai été heureuse de constater que de plus en plus de femmes profitaient du Programme de développement de l'emploi, qui—j'ajoute—est celui de nos programmes qui ressemble le plus à l'ancien programme Canada au travail. Il y a un certain nombre de similitudes, et nous constatons qu'il y a de plus en plus de femmes, de même que d'autochtones et de handicapés,



[Texte]

icapped persons. I have to admit that the progress I had hoped for with regard to visible minorities is just not as evident as yet, and we know we have to make much greater efforts in that regard.

With regard to other programs, let me also mention skills investment and skill shortages. Those two programs are geared to people who are presently in the labour force, so they are recommended by their employers because the majority of people in certain training programs who are already hired, who are already working, are men. They are the ones who get sent forward ahead of women. So we have seen this showing up. We now see that it is a problem that has to be corrected. We are monitoring this continually as the programs go into operation.

**Mr. Oostrom:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** That was a short question, but it was an important one that took a little longer.

**Mr. Nystrom:**

**Mr. Nystrom:** It is getting late. By way of information, you mentioned that 123 LACs have been formed. It is not that you are lacking in LACs, but there will be another one formed on June 21 in the Yorkton area, and again that is a shared one. We have about 12 to 15 people on from my riding, three from Alvin Hamilton's Qu'Appelle—Moose Mountain, and three from Vic Althouse in Humboldt—Lake Centre. So again, it is the co-operation between three different ridings and a couple of different parties.

There is one other question I want to ask at this stage, though. You have commented on older workers. I want to ask the Minister why she has never made public a study on older workers done for the department by Gladys Dunn. The Minister has had access to that study on older workers now, I think, since February 1985. Why has she not made that study public?

**Miss MacDonald:** I gather Mr. Edwards offered that to the committee last Friday.

**Mr. Nystrom:** Okay. I was in God's land last Friday—I was in Saskatchewan—so I was not aware of that.

**Miss MacDonald:** That was a report—and we would be glad to make it public—done on data and on statistics prior to February 1985. Now, I think there has been some change since that, but I know your interest in the question of older workers. As I mentioned today in the House, a number of members have raised that with me. I think it is an area where considerably more work has to be done. The projections are the things that worry me. In an aging population, what can we do about this?

I want to say to the member that today I met with representatives of the Canadian Steel Conference, with Mr. Docquier of the CLC and with Mr. Allan. That was the major

[Traduction]

qui en profitent. Je dois reconnaître qu'en ce qui concerne les minorités visibles, les progrès ne sont pas encore ceux que nous escomptions, et nous reconnaissons qu'il y a encore là beaucoup à faire.

Parmi les autres programmes je citerai Acquisition de compétences, et Pénuries de main-d'oeuvre. Ces deux programmes s'adressent aux personnes qui ont du travail, et qui peuvent bénéficier d'une recommandation de leur employeur; on constate très souvent, dans ces programmes de formation, que ce sont les hommes qui en profitent les premiers, avant les femmes. Nous avons constaté cette tendance, et nous avons conscience de l'existence d'un problème auquel il faudra remédier. Voilà pourquoi nous suivons de très près la mise en oeuvre de tous ces programmes.

**M. Oostrom:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** La question était courte, mais elle était importante et la réponse a peut-être pris un peu plus longtemps que prévu.

Monsieur Nystrom.

**M. Nystrom:** Le temps presse. Vous nous avez dit, en passant, que 123 CCL avaient été constitués. Il n'y a donc pas pénurie de ce côté-là, et je constate que l'on va en former un autre le 21 juin dans la région de Yorkton, et ce sera un conseil qui représentera plusieurs circonscriptions. Il y aura environ 12 à 15 personnes de la mienne, trois de celle d'*Alvin Hamilton*, à s'avoir Qu'Appelle—Moose Mountain, et trois de la circonscription de *Vic Althouse, Humboldt—Lake Centre*. Ce conseil sera donc le résultat d'une collaboration entre les représentants de trois circonscriptions, et de plusieurs partis.

Je voudrais maintenant passer à la question des travailleurs âgés. J'aimerais demander à la Ministre pour quelles raisons elle n'a jamais rendu publique l'étude qui avait été faite à ce sujet pour le ministère par Gladys Dunn. La ministre a pu prendre connaissance de cette étude à partir du mois de février 1985, et j'aimerais savoir pourquoi elle n'en a pas publié les résultats.

**Mme MacDonald:** Je crois que c'est précisément ce que M. Edwards avait proposé au comité vendredi dernier.

**M. Nystrom:** Très bien. J'étais dans des contrées bien douces ce vendredi-là—puisque j'étais en Saskatchewan—et je n'en ai rien su.

**Mme MacDonald:** Il s'agissait d'un rapport, que nous serions ravis de rendre public, fait à partir de chiffres et de statistiques remontant avant le mois de février 1985. Je pense que depuis lors la situation a évolué quelque peu, mais je sais que vous vous intéressez à cette question des travailleurs âgés. Comme je l'ai aujourd'hui à la Chambre, j'en ai déjà discuté avec certains députés. Je pense effectivement que c'est un domaine où il y a encore énormément à faire, et je dois dire que les prévisions m'inquiètent un peu. Il s'agit donc de savoir ce que nous pouvons faire, compte tenu du vieillissement général de la population.

En réponse à la question de l'honorable député, j'ajouterai que j'ai rencontré aujourd'hui des délégués de la *Canadian Steel Conference*, et notamment M. Docquier du CTC et M.

*[Text]*

area of discussion and concern, and that is one area where we are trying to move with the industry.

**The Chairman:** Thank you. Mr. Nystrom, I think into members' offices today came the departmental paper on older workers that was delivered on Friday, and it is quite a good summary of what they are doing. A lot of members were not able to be here on Friday, and I should point out to all members that it probably arrived in your offices today and is well worth reading.

Please continue.

**Mr. Nystrom:** I had a chance to look at the Gladys Dunn study a few months ago, but I was wondering why it had not been made public. I was not aware that Mr. Edwards had given that commitment.

**The Chairman:** The last session was on older workers, at least the start of it, and that is the reason for the presentation.

**Mr. Nystrom:** What I wanted to ask the Minister about tonight, though, concerns the communications strategy of the department.

• 1945

There has been some concern raised recently in the House and in the press about the fact that we do not appear to have access to information that we should have—"we" meaning us, and journalists as well. I wonder whether or not you might make public, Mr. Chairman, all copies of memos regarding a communication strategy as to what information MPs can have and cannot have; what information the press can have and cannot have, and what members of the public can have. I have here a couple of copies of memos that I raised with the Minister in the House last week. One was written by Mr. Frank Stanek, who works in the public affairs office of the CEIC in Toronto. His memo was written on May 15, 1986, and I do have the text of the memo here with me. I do not want to waste the . . .

**The Chairman:** Would you file that as an exhibit if you are quoting from it.

**Mr. Nystrom:** Yes, and I think all members should really see it because it does limit the information that is being given to us. For example, I will quote only one part of the memo. He says:

I've been informed by the program people at NHQ that an arrangement has been made with Public Affairs NHQ, regarding the release of SEED approvals to the media. My understanding of this arrangement is as follows:

I will just read the one part of it. It says:

*[Translation]*

Allan. Nous avons essentiellement discuté de cette question, qui est d'ailleurs effectivement inquiétante, et nous essayons d'agir en concertation avec le secteur privé.

**Le président:** Merci. Le document ministériel portant sur les travailleurs âgés, qui nous avait été communiqué vendredi, est vraisemblablement parvenu aujourd'hui dans les bureaux des députés; c'est d'ailleurs un excellent résumé de l'action du ministère. Vous étiez nombreux à être absents vendredi dernier, et je tiens à rappeler à tout le monde que ce document, qui est probablement maintenant sur vos bureaux, vaut la peine d'être lu.

Je vous en prie, continuez.

**M. Nystrom:** J'ai eu cette étude de Gladys Dunn entre les mains il y a quelques mois, et je me demandais pourquoi elle n'avait pas été rendue publique. Je ne savais pas que M. Edwards en avait parlé.

**Le président:** La dernière réunion que nous avons eue portait sur les travailleurs âgés, du moins le début de la séance, et c'est ce qui explique l'exposé qui a été fait.

**M. Nystrom:** Je voulais aborder ce soir avec la Ministre la question de la stratégie du ministère en matière de communication.

A la Chambre, aussi bien que dans la presse, on a déploré le fait que nous n'ayons pas accès à l'information comme nous le devrions—lorsque je dis «nous», cela signifie également les journalistes. Je me demande, monsieur le président, si l'on pourrait rendre publiques toutes les notes de service concernant la stratégie du ministère en matière de communication, et notamment en matière d'information des députés, pour que nous puissions savoir officiellement ce à quoi nous avons droit; ce également à quoi les journalistes peuvent avoir accès, et enfin la population. J'ai ici quelques exemplaires de ces notes de service, dont j'ai notamment parlé à la Ministre à la Chambre la semaine dernière. L'une de ces notes émane de M. Frank Stanek, lequel travaille au bureau de Toronto, de la Commission, chargé des relations publiques. Cette note a été écrite le 15 mai 1986, et j'en ai ici un exemplaire. Je ne veux pas faire perdre son temps . . .

**Le président:** Si vous citez cette note, pourriez-vous également la verser au dossier.

**M. Nystrom:** Oui, et je pense que tous les députés devraient en prendre connaissance, car on voit très bien à quel point l'information qui nous est distillée est extrêmement limitée. Ainsi, et je vais simplement citer une partie de cette note, je lis:

Les services du programme de la direction du ministère m'ont affirmé avoir pris, en concertation avec la Division des affaires publiques, des dispositions concernant la communication à la presse des résultats concernant les demandes au titre du Programme EEET. Voici comme je comprends le contenu de ces dispositions:

Je vais simplement vous en lire une partie. Je cite:



## [Texte]

1) All requests for SEED information from the media will be referred to public affairs regionally. You will make a determination as to what information should be released and subsequently release that information. The employment development branch will provide you with the statistical data and operational information which you require.

I think I will just finish the memo. There is not much more. Point two:

2) Requests for information from MP's will continue to be handled by the employment development branch, however depending on the nature of the request public affairs regionally will be contacted to confirm that this information is public knowledge e.g. breakdown by sector of sub-regional approvals.

The last point is:

3) Response to the public at large will be treated essentially the same way as for MP's.

So what I wanted to get from the Minister tonight is a commitment, if we can, that she will make public the texts of memos regarding the communication strategy of the department.

**Miss MacDonald:** I will certainly look into that and see what I can do, Mr. Nystrom. I think there is someone from the Employment Development Branch here. That was a memo, as I gather from what you say, written at the Ontario region level?

**Mr. Nystrom:** Yes, it is. It is May 15, 1986, issued by Mr. Frank Stanek. I do not know him at all. He works in the public affairs office of CEIC in Toronto. The memo, by the way, is addressed to the co-ordinators of Challenge '86, Ontario region, I assume.

**Miss MacDonald:** Mr. Peter Hicks.

**The Chairman:** Peter Hicks.

**Mr. Peter Hicks (Executive Director, Canadian Jobs Strategy, Canada Employment and Immigration Commission):** Yes. The memo in question, as I understand it, was an attempt to sort out in the Province of Ontario—and I have no doubt there are similar kinds of arrangements in other regions—in order to expedite the flow of information in different parts of our organization to the Members of Parliament and to the public. Amongst the reasons for involving public affairs people in that process was the matter the Minister alluded to, and that is the question of privacy with respect to certain data on application forms. It is, I think, increasingly important that the flow of information be handled expeditiously, but also that we give due attention to issues like privacy and access to information, and that is one of the factors that led the Ontario region to set up that particular procedure.

**Miss MacDonald:** As I mentioned earlier, Mr. Nystrom, we do have an indication from the Privacy Commissioner that we

## [Traduction]

1) Toute demande émanant de la presse sera transmise au Bureau régional des affaires publiques. Il vous appartiendra de déterminer quelle information peut être communiquée, et de le faire. La Direction du développement de l'emploi vous fournira toute l'information et toutes les données statistiques nécessaires.

Je vais lire jusqu'au bout cette note de service. Je passe au point numéro deux:

2) Les demandes d'information émanant des députés continueront à être transmises à la Direction du développement de l'emploi; cependant, et selon la nature de l'information demandée, le Bureau régional des affaires publiques sera contacté, afin qu'il puisse confirmer que l'information est effectivement du domaine public, et donner la liste par secteur des dossiers qui ont fait l'objet d'une réponse positive.

Le dernier point est celui-ci:

3) Les demandes émanant de la population seront traitées essentiellement comme celles des députés.

Je voulais donc que la Ministre s'engage ici ce soir, si c'est possible, à publier ces notes de service portant sur la stratégie du ministère en matière de communication.

**Mme MacDonald:** Je vais certainement regarder cela de plus près, et voir ce que je peux faire, monsieur Nystrom. Je crois qu'il y a quelqu'un de la Direction du développement de l'emploi parmi nous. Il s'agissait donc là d'une note de service, qui émanait du niveau régional ontarien?

**M. Nystrom:** Oui. Elle date du 15 mai 1986, et a été rédigée par M. Frank Stanek. Je ne connais pas ce monsieur, mais je sais qu'il travaille au Bureau des relations publiques de la Commission à Toronto. Cette note, je le dis en passant, est adressée aux coordonnateurs du programme Défi 1986, pour la région ontarienne, je suppose.

**Mme MacDonald:** Monsieur Peter Hicks.

**Le président:** Peter Hicks.

**M. Peter Hicks (directeur exécutif, Planification de l'emploi, Commission canadienne de l'emploi et de l'immigration):** Oui. La note de service en question, si je ne me trompe, visait à clarifier la situation, pour l'Ontario du moins—et je pense que ce doit être à peu près la même chose dans les autres régions—afin que l'information qui intéresserait les députés, ou la population, puisse être acheminée aussi rapidement que possible. La raison pour laquelle la Division des affaires publiques a été contactée, a été exposée par la ministre. Il s'agit ici d'une question de protection des renseignements personnels qui figurent sur certains formulaires de demande. Il est de plus en plus important, je crois, que l'information puisse être transmise aussi rapidement que possible, mais également que les dispositions sur la protection des renseignements personnels et sur l'accès à l'information soient respectées, et c'est pour cela que la région ontarienne s'est entourée de ces précautions.

**Mme MacDonald:** Comme je l'ai dit, monsieur Nystrom, la commissaire à la Protection de la vie privée nous a bien

[Text]

cannot release certain information with regard to individuals, and I think you would be the first to raise that if we did it wrongly.

**Mr. Nystrom:** I understand that, but I would like to ask you to comment on the second memo which is a bit more specific then—March 27, 1986. I do not have the precise text because I had it read to me on the telephone. Let us put it this way. It appeared that in this memo the MPs are able to see only certain information. Point one would be the number of proposals in the member's riding, but not in other ridings, which concerns me as a critic, and I am sure Mr. Allmand as a critic as well.

**Miss MacDonald:** I think I told you earlier, Mr. Nystrom, when you had asked for that, that we went to the Privacy Commissioner to find out exactly what could be released. As I understand it, it was to get that clarification. We have now been told what we can, in all forthrightness, release, and I told you that that information would be available within a two- to three-week period.

• 1950

**Mr. Nystrom:** I wonder then if the Minister could make sure that the offices across the country are aware of this because they are operating, as of March 27, on this information.

I will just read out the other two points and you can comment at the conclusion of that. The first one was the number of proposals in the member's riding but not in other ridings. The second was the number of project approvals, jobs, work-week figures and the federal contribution for the member's riding only. The third was the ratio of private:non-private proposals and the value.

I wonder if the Minister could clarify the second point. She now has said we can have this kind of information on other ridings as well—that is, the number of proposals in the riding and so on—but what about point two where it talks about the number of project approvals, jobs, work-week figures and the federal contribution for the member's riding only? Can we now have that kind of information across the country?

**Miss MacDonald:** Are you saying contributions or constituency allocation? Is that what you mean?

**Mr. Nystrom:** The memo says the number of project approvals, which is quite straightforward, the jobs, work-week

[Translation]

indiqué qu'il fallait protéger certains renseignements personnels, et je pense que vous auriez été le premier à poser une question si nous avions été en infraction.

**M. Nystrom:** Je comprends très bien, mais j'aimerais vous demander de commenter la deuxième note de service, qui est peut-être un peu plus précise, et qui date du 27 mars 1986. Je n'ai pas le texte exact ici, on me l'a lu au téléphone. Selon cette note, si vous voulez, il semble que certains renseignements ne puissent pas être communiqués aux députés. C'est ainsi que ceux-ci peuvent savoir combien de dossiers ont fait l'objet d'une proposition d'approbation dans leurs propres circonscriptions, mais dans leurs propres circonscriptions seulement; étant donné que je suis critique officiel, comme l'est M. Allmand, je suis concerné au premier chef par ce genre de décision.

**Mme MacDonald:** Je vous ai déjà dit, monsieur Nystrom, lorsque vous aviez posé la question, que nous avons pris conseil auprès de la commissaire à la protection de la vie privée pour savoir exactement quelle information nous pouvions transmettre. Notre lanterne a ainsi pu être éclairée. Nous savons donc maintenant quelle information nous pouvons communiquer sans hésiter, et je vous ai dit que vous pourriez obtenir les renseignements demandés d'ici deux à trois semaines.

**M. Nystrom:** La ministre pourrait-elle alors en avertir les bureaux de la commission, un peu partout dans le pays, étant donné que la dernière note de service en vigueur est celle du 27 mars.

Je vais vous lire le reste, afin que vous puissiez me dire ce que vous en pensez, lorsque j'aurai terminé. Le premier point portait sur le fait que l'on pouvait communiquer au député le nombre de demandes qui avaient été déposées pour sa circonscription, mais pour sa seule circonscription. Le deuxième point portait sur le nombre de projets qui avaient été approuvés, sur les emplois qui seraient créés, sur le nombre correspondant de semaines de travail, en même temps que sur la contribution fédérale, tout cela encore pour la seule circonscription du député qui en faisait la demande. Le troisième point était une comparaison entre la participation du secteur privé et celle des services publics à ce programme, en même temps que des budgets correspondants de ces projets.

La ministre pourrait-elle répondre au deuxième point. Elle vient de nous dire que nous pourrions obtenir ces chiffres, quel que soit le comté considéré—je parle du nombre de projets dans chaque comté, etc.—mais qu'en est-il du deuxième point, et notamment du nombre de projets qui ont été approuvés, du nombre d'emplois qui seront créés, et du nombre de semaines de travail, en même temps que de la participation fédérale, tous renseignements qui ne seraient communiqués au député que dans la mesure où ils ne concernent que son comté? Pourrions-nous avoir ces chiffres, quelle que soit la circonscription considérée?

**Mme MacDonald:** Vous parlez de participation fédérale, voulez-vous parler d'allocations par circonscription?

**M. Nystrom:** Dans la note de service, on parle du nombre de projets qui étaient approuvés, c'est-à-dire du nombre d'emplois



[Texte]

figures and the federal contribution for the member's riding only. I would assume that is the contribution to that specific program.

**Miss MacDonald:** I mentioned the detailed material on individual projects that we are compiling and will be available to you, I hope by the end of the week. These are all the individual projects in all of the programs and the detail that will be in that will include certain specifics.

Peter.

**Mr. P. Hicks:** The compilations the Minister refers to will contain the number of participants, the location of the project, the number of work-weeks and the cost, the federal contribution. It will contain all those elements.

**Mr. Nystrom:** For every riding in the country?

**Miss MacDonald:** It will be by region because we are no longer on constituency allocation.

**Mr. Nystrom:** I am sorry, that is what I meant: every region in the country.

**Miss MacDonald:** Right.

**Mr. Nystrom:** Did I understand from before that the Minister will try to make public the memos that outline to the CEIC offices what information can be made public?

**Miss MacDonald:** I will try to do that. I am not sure in some cases, if there is a bureau in one regional office that has written an internal memo, that I will know exactly what should be asked for. As you can imagine, with hundreds of offices across the country I am not aware of every single memo that passes from one individual to another.

**The Chairman:** Mr. Nystrom, we are nearing the end. Do you have one last question on this round?

**Mr. Nystrom:** Yes, on a slightly different topic.

I understand that a general administrative review is now going on about the number of staff positions that may or may not be cut for the calendar year 1987-88 and that the department is looking at cutting about 10% of the positions, or 1,800 to 2,000 jobs. I wonder whether or not the Minister can comment on that?

**Miss MacDonald:** I am sure that Mr. Edwards will be able to deal with that question because again that is an administrative question.

**Mr. John Edwards:** Given the present budgetary restraint programs of the government, it was judged to be appropriate that we would examine the most probable or most useful areas for streamlining within the department, with the intent that when we have a list of possible areas where some streamlining could take place and we learned about our future person-year allocations we would at that time, if necessary, put some

[Traduction]

créés, du nombre de semaines de travail subventionnées, et de la subvention fédérale pour la circonscription du député concerné. J'imagine qu'il s'agit de la participation fédérale au titre du programme en question.

**Mme MacDonald:** Je vous ai dit que nous étions en train de collecter toutes ces statistiques, et vous en aurez le détail, dans la mesure du possible.

Peter.

**M. P. Hicks:** Cette collecte de données et de chiffres dont parle la ministre portera sur le nombre des participants, sur l'emplacement des projets, le nombre de semaines de travail, le coût, et la subvention fédérale. Tous ces chiffres y figureront.

**M. Nystrom:** Par circonscription?

**Mme MacDonald:** Ce sera par région, étant donné que nous ne travaillons plus à partir des circonscriptions.

**M. Nystrom:** Voilà ce que je voulais dire, excusez-moi: pour chaque région du pays.

**Mme MacDonald:** C'est cela.

**M. Nystrom:** Ai-je par ailleurs bien compris la ministre, et va-t-elle effectivement essayer de rendre publiques ces notes de service qui sont adressées aux différents bureaux de la commission dans le pays, et qui contiennent les directives du ministère en matière d'information et de communication?

**Mme MacDonald:** J'essaierai de le faire. Il se pourra évidemment que tel ou tel bureau régional ait sorti une note de service interne, sans que je sois nécessairement au courant. Étant donné qu'il y a des centaines de bureaux qui sont disséminés dans tout le pays, je ne peux pas être au courant de chaque note de service.

**Le président:** Monsieur Nystrom, nous approchons de la fin. Avez-vous encore une question à poser à ce tour?

**M. Nystrom:** Oui, et elle porte sur un sujet légèrement différent.

Si je ne me trompe, l'administration est en train de faire faire en ce moment une étude générale portant sur le nombre de postes qui pourraient être supprimés au cours de l'année 1987-1988, et il semblerait que le ministère envisage d'en supprimer 10 p. 100 environ, soit 1,800 à 2,000. La ministre pourrait-elle prendre position là-dessus.

**Mme MacDonald:** Je suis sûre que M. Edwards pourra répondre à la question, étant donné qu'il s'agit ici encore de quelque chose qui intéresse à proprement parler l'administration.

**M. John Edwards:** Étant donné les décisions du gouvernement en matière de restrictions budgétaires, il nous a paru utile d'étudier les possibilités de rationalisation qui s'offraient à nous, afin de pouvoir faire des propositions à la ministre, lorsque le nombre d'années-personnes allouées au Ministère serait connu.

[Text]

proposals before the Minister as to where the streamlining would take place.

At present it is purely a contingency exercise. We have formally notified all employees in the department that we are engaged in such a contingency exercise. We think it is good management for us to do so. No decisions have been taken on the specifics at this point. Indeed, they will not be until there is a need to put some decisions before the Minister.

• 1955

**Mr. Allmand:** "Streamlining" is a Reaganism for kicking people out of their jobs.

**The Chairman:** It is also a euphemism for what should occur naturally and normally in all groups—

**Mr. Nystrom:** Mr. Chairman, perhaps Mr. Edwards forgot, but I asked whether he could confirm whether or not they are looking at cutting back by 1,800 to 2,000 person-years.

**Mr. John Edwards:** We are not looking at any particular total. We will go into, as is normal every year, discussions with the Treasury Board as to what is likely to be the level of resources we will have next year, and at that time we will meet with our Minister and indicate to her what is likely to be the resource level, what requires to be possibly adjusted to meet that resource level. But there is no fixed figure that we have in mind. Indeed, it would be presumptuous on our part to guess what the government's fiscal position will be next year and how that would impact on this department.

**The Chairman:** For the information of members, the department has prepared a lot of information for us in response to previous questions. It disappeared mysteriously late this afternoon. The clerk thinks maybe he has located it on the Wellington Street building on the freight dock, and we have sent somebody over to retrieve it. So there might be an information package for members before we are done tonight.

Mrs. Browes.

**Mrs. Browes:** I first would like to say that it is easy to be a cheerleader on the Canadian Jobs Strategy, because I think the enthusiasm the Minister has demonstrated is rather catching right across the country, because it is a program of great success. I for one, certainly speaking with constituents, business persons, whether it is in the House of Commons, to the newspapers or cable TV... it is the whole area of the Canadian Jobs Strategy that people are keen about. People are anxious to hear about it and certainly are pleased to get a job and training through the Canadian Jobs Strategy.

[Translation]

Pour le moment, c'est un exercice purement formel. Cependant, nous avons tenu à en informer officiellement tous les employés du ministère, en expliquant qu'il s'agissait ici de nous préparer à toute éventualité. Nous pensons que cela est tout à fait conforme au bon principe de gestion, et pour le moment aucune décision n'a été prise dans aucun domaine. Elles en le seront que le jour où il faudra effectivement soumettre un projet à la ministre.

**M. Allmand:** *Streamlining* (Rationalisation), voilà encore un Reaganisme destiné simplement à masquer le fait que l'on licencie.

**Le président:** C'est également un euphémisme qui ne désigne qu'une opération tout à fait normale, tout à fait naturelle...

**M. Nystrom:** Monsieur le président, M. Edwards a peut-être oublié, mais j'ai demandé si l'on supprimerait effectivement 1,800 à 2,000 années-personnes.

**M. John Edwards:** Nous n'avons aucun chiffre particulier en tête, nous ne discuterons—comme c'est l'habitude chaque année—avec le Conseil du Trésor, afin de savoir quels seront nos moyens l'an prochain, et c'est à ce moment-là que nous établirons avec la ministre nos objectifs, en même temps que les ajustements qui s'imposeront. Pour le moment nous n'avons aucun chiffre précis en tête, et je crois qu'il serait un peu présomptueux de notre part de préjuger quelle sera la situation des finances de l'État l'an prochain, et quelles en seront les répercussions dans notre ministère.

**Le président:** Le ministère avait préparé, à l'intention du Comité, toute une série de notes d'information en réponse à des questions qui avaient été posées. Il semble que cette documentation ait disparu mystérieusement en fin d'après-midi. D'après le greffier elle devait se trouver dans l'édifice de la rue Wellington, à la distribution des colis, et nous avons envoyé quelqu'un pour essayer de retrouver ce qui nous appartient. Nous aurons peut-être donc ces notes d'information avant d'en avoir terminé ici ce soir.

Madame Browes.

**Mme Browes:** Je commencerai par applaudir au programme de planification de l'emploi, en disant en même temps que ce n'est pas très difficile, étant donnée les merveilleux succès remportés par le programme, et l'écho qu'a trouvé l'enthousiasme dont a fait preuve la ministre elle-même. En ce qui me concerne, qu'il s'agisse de conversations que j'ai pu avoir avec mes électeurs, avec des hommes d'affaires, ou—comme à la Chambre des Communes—avec des journalistes de la presse écrite ou orale... j'ai constaté que l'on s'intéressait à l'ensemble de cette Planification de l'emploi. Les Canadiens sont impatients de voir les choses aller de l'avant, et sont évidemment ravis de pouvoir obtenir un emploi et une formation grâce à cette stratégie de planification de l'emploi.



## [Texte]

I would like to ask the Minister, after I have a few other preliminary comments on the various aspects of the Canadian Jobs Strategy, for the figures in terms of money, because I think the skills investment is really excellent, the skill shortages.

Recently I was in Vancouver, where the hospitality industry was participating with the federal government on the Job Entry Program, where 100 young people, all under 20 years of age, graduated from the Job Entry Program. This is a program that had gone on last year. It was on this year. It is for training young people in front-desk hotel management, as cooks, as waiters and waitresses. Of those persons who took the course last year, between 80% and 90% are working. The 100 graduates of this time around... a good number of them were not in attendance at the graduation ceremony because they had jobs. So I was really pleased about that, although I would have liked to have said hello to them. In any case, the Job Entry Program is one I am keen about because of the number of women who have benefited from the Job Entry Program.

My first question would be, of the various programs that fall under the job strategy, the investments, the shortages, the job development, and job entry, could you give us some information on the funding awarded to the various aspects of the Canadian Jobs Strategy?

I have a feeling this is in that material that is sitting on the dock, Mr. Chairman.

**The Chairman:** It might very well be.

**Mrs. Browes:** But I just wonder if those numbers, the figures for the funding under the various aspects of the Canadian Jobs Strategy... if you might just—

• 2000

**Miss MacDonald:** We were asked for the figures as of last year, the 1985-86 figures. While these are still preliminary because the final expenditure data for the fiscal year 1985-86 will not be available until August, we have given the preliminary figure. But that breaks it down by individual program.

**Mrs. Browes:** The other item I would like to have you comment on, Madam Minister, is the part of the Canadian Jobs Strategy that talks about moneys that are available for facilitating accessibility for the disabled. I understand from a written question I put in the questions to the House is that the amount of money under the Canadian Jobs Strategy that had been used for changing the buildings for accessibility for the disabled, I just received the information from your office today that \$1.4 million has been awarded for facilitating accessibility of buildings for the disabled. I was very much encouraged that this amount of money, to the date that you had reported, had been awarded because I think that is a very significant amount of money that had been put forth so persons can facilitate the disabled to get into the buildings.

I just wondered if you might comment on that aspect of the Canadian Jobs Strategy.

## [Traduction]

J'aimerais que la ministre nous communique quelques chiffres, concernant notamment les excellents programmes que sont Pénuries de main-d'oeuvre et Acquisition de compétences; mais avant cela j'aurais deux ou trois choses à vous dire sur cette planification de l'emploi.

Je me trouvais récemment à Vancouver, où l'industrie hôtelière s'est associée à l'administration fédérale dans le cadre du programme d'Intégration professionnelle, pour décerner un diplôme à 100 jeunes personnes de moins de 20 ans. Le programme a débuté l'an dernier, et se poursuit cette année. Il a permis à ces jeunes d'obtenir une formation de réceptionniste, de cuisinier, ou de serveur. 80 à 90 p. 100 de ceux qui s'étaient inscrits l'an dernier ont maintenant du travail. Les 100 nouveaux diplômés de cette année... il y en avait d'ailleurs beaucoup qui n'étaient pas là le jour de la remise des diplômes car ils avaient déjà du travail. J'aurais certainement aimé pouvoir les rencontrer, mais j'étais tout de même ravi pour eux. Bref, ce programme d'intégration professionnelle me semble tout à fait réussi, et j'ajouterais qu'il a profité à bon nombre de femmes.

J'aimerais maintenant poser une première question sur le financement de cette stratégie de planification de l'emploi, et notamment de ces diverses composantes: Pénuries de main-d'oeuvre, développement de l'emploi, intégration professionnelle, acquisition de compétences.

J'ai précisément l'impression que ces réponses se trouveraient dans les notes d'information qui ont été perdues, monsieur le président.

**Le président:** Cela pourrait fort bien être.

**Mme Browes:** Pourriez-vous tout de même nous dire comment sont financées ces diverses composantes de la stratégie de planification de l'emploi...

**Mme MacDonald:** On nous avait déjà demandé les chiffres de l'an dernier, c'est-à-dire de l'exercice 1985-1986. Les chiffres définitifs des dépenses de cet exercice ne nous seront communiqués qu'au mois d'août, et ce que nous vous donnons ne sont donc que provisoires. Mais vous avez la répartition par programme.

**Mme Browes:** J'aimerais maintenant aborder, madame la ministre, la question des crédits qui seront consacrés, dans le cadre de cette stratégie de planification de l'emploi, à l'amélioration de l'accès des édifices, pour les handicapés. Suite à une question écrite que j'avais posée à la Chambre, j'ai reçu aujourd'hui de votre bureau une réponse selon laquelle 1.4 million de dollars avait été prévu pour ce genre de dépenses. Ce n'est pas peu, et je trouve cela tout à fait encourageant.

Auriez-vous quelque chose à ajouter sur cet aspect de la stratégie de la planification de l'emploi?

[Text]

**Miss MacDonald:** Two points that I would like to make in that regard, Mr. Chairman. One is, first and foremost, that this department is no longer in the bricks and mortar business. We are not going out and building buildings or digging swimming pools or whatever. That is not the name of the game. We are not into the kind of short term job creation projects that existed in the past. We are into training in a major way, so that people will have skills with which they can carry on full-time permanent jobs.

Now, the exception to that is that for projects for the severely employment disadvantaged. Contributions may be made toward capital items essential to the operation of such projects to a maximum of \$50,000 over the life of the project.

As well as that, program contributions may also be made toward the provision of facilities or equipment necessary to the recruitment of disabled persons to a maximum of \$10,000 per place of employment. So we can help with access to the building, we can help with specific kinds of equipment that might be needed for an individual who is non-sighted and so on and so forth. These things are actually built right into the program itself, the program costs.

**Mrs. Browes:** I suppose, Mr. Chairman, that this is an area of the Canadian Jobs Strategy that has been given a lot of care and a lot of thoughtfulness in terms of how those persons who want to live a normal kind of life and can make a major contribution to the Canadian society, indeed are able to do that because of the Canadian Jobs Strategy. I think that is a very important aspect of the Canadian Jobs Strategy that has not always been given the front page of *The Toronto Star* or *The Globe and Mail*. I think perhaps it would be really quite encouraging to read tomorrow morning across the front page of *The Toronto Star*, what the Minister has just said. But I thank you very much.

How is my time, Mr. Chairman?

**The Chairman:** A few more moments if you would like.

**Mrs. Browes:** I will get onto another subject then, Mr. Chairman. It is that our own Local Advisory Council has been, in fact are meeting tonight, right now, and have been talking about going out into the community and getting some information in terms of what recommendations the Local Advisory Council would make to the local members and eventually to you, Madam Minister.

• 2005

But I would just like to say that our Local Advisory Council are looking into all different aspects, even to looking at transportation for workers to get from job to job. Transportation in the Metropolitan Toronto area is a very important aspect which goes across all levels of government. But the Local Advisory Council are doing this as in-depth as possible in order to facilitate workers and also to be in touch with the business community themselves to get their ideas. In fact, a

[Translation]

**Mme MacDonald:** J'aurais deux choses à dire à ce sujet, monsieur le président. D'une part, et c'est la première, le ministère n'en est plus à faire planter des clous; nous ne sommes plus là pour commanditer des chantiers, ou faire creuser des piscines. Tout cela est bien dépassé, et nous ne parrainons plus des projets de création d'emploi de court terme, comme ce fut le cas dans le passé. Ce qui nous intéresse avant tout c'est de contribuer à un véritable effort de formation, afin que les Canadiens disposent de compétences leur permettant d'occuper des emplois permanents à temps plein.

Il y a donc, cependant, une petite exception à cette règle, et elle concerne les projets destinés à améliorer la situation des groupes les plus défavorisés en matière d'emploi. Il est donc prévu que nous puissions participer à des dépenses d'infrastructure jugées essentielles au bon fonctionnement des projets, et cela jusqu'à concurrence de 50,000\$ répartis sur la durée de vie du projet.

Il est également prévu que nous puissions débloquer des crédits, au titre du programme, jusqu'à concurrence de 10,000\$ par employeur, afin que celui-ci puisse se doter des installations ou matériel nécessaire si l'on veut pouvoir recruter des handicapés. Cela peut donc concerner l'amélioration de l'accès aux édifices, ou l'acquisition de matériel nécessaire au cas où l'on recruterait des aveugles, etc. Tout cela est donc maintenant prévu au budget du programme lui-même.

**Mme Browes:** Voilà donc un aspect tout à fait important de cette stratégie de la planification de l'emploi, monsieur le président, grâce auquel ces personnes vont pouvoir mener une vie normale, tout en contribuant de façon tout à fait honorable à l'effort global de notre société. Il est dommage que l'on n'en ait pas plus parlé dans les manchettes du *Toronto Star* ou du *Globe and Mail*. Il ne serait pas mauvais que ces journaux reprennent dès demain en première page les propos d'aujourd'hui de la ministre. En tout cas, merci beaucoup.

Où en suis-je, question de temps, monsieur le président?

**Le président:** Il vous en reste encore un peu.

**Mme Browes:** Je vais passer à autre chose, monsieur le président. Notre conseil consultatif local se réunit ce soir, et il y a été question de prendre contact avec la population, pour collecter un certain nombre d'informations permettant de faire des recommandations aux élus locaux, et éventuellement à vous-même, madame la ministre.

Mais je signale que notre conseil consultatif local étudie tous les divers aspects, même le transport des travailleurs d'un travail à l'autre. Le transport dans la région métropolitaine de Toronto est un aspect très important qui touche tous les paliers de gouvernement. Mais l'étude du conseil consultatif local est aussi exhaustive que possible afin de faciliter la tâche aux travailleurs et pour maintenir le contact avec le secteur des affaires afin de profiter de ces idées. En fait, un questionnaire



## [Texte]

very extensive questionnaire has been sent out to the business people in Scarborough to ask for their input. We are very anxiously awaiting those kinds of results from the questionnaires that they will be coming forth with in order to bring some recommendations to you.

**Miss MacDonald:** That is exactly what I had hoped would happen when we set up these Local Advisory Councils. One of the things that can be done in an area like Scarborough is that in drawing in information from the local business community, small business in particular, but larger business as well, they can begin to tell us where they see skill shortages emerging. If we have that kind of information coming back from the total community, we will know whether we doing enough training in that field. Should we be trying to encourage workers to move into that locality and look for jobs that may be developing requiring certain skills? This will be immensely helpful.

What I like is that it really is at the grass roots. I know that is an overworked phrase or cliché, but that is exactly what it is.

**Mrs. Browes:** One of my constituents has a textile company within the riding. When he first phoned up I thought he wanted a subsidy, but he did not. He was telling me he had a very successful textile company, but his concern was that he cannot get enough people to work. He needs more people trained in running sewing machines and running weaving machines in order to get the workers for the textile company. He makes all the shirts for the Springsteen concerts.

**The Chairman:** He must have a good business.

**Mrs. Browes:** Yes, he has a very successful business.

**Le président:** Monsieur Tremblay, vous avez la parole.

**M. Tremblay (Lotbinière):** Merci, monsieur le président.

Madame la ministre, je voudrais vous faire part d'une réflexion concernant l'application des programmes de votre ministère.

Malheureusement, ou heureusement, selon les points de vue, on nous dit de plus en plus fréquemment que les sommes d'argent allouées aux programmes sont complètement épuisées ou le seront très bientôt. Bref, il semble que les projets soient suspendus ou reportés pour des raisons monétaires.

**Miss MacDonald:** I think this is a question that has been raised before.

Funds are not frozen. Funds are being spent all the time. At the present time some \$450 million of funds is being dispensed. We have indicated that those funds will be spent over a period of time during the year.

We have a total budget of \$1.9 billion. I know there are a lot of members who would say spend it all in the first two or three months. But then, as with anything else, we would have to have money for later in the year. We are spending this money in a measured way. We have the highest level of activity going

## [Traduction]

très complet a été envoyé aux gens d'affaires de Scarborough pour sonder leurs vues. Nous attendons impatiemment les résultats de ce questionnaire afin de vous apporter des recommandations.

**Mme MacDonald:** C'est exactement ce à quoi je m'attendais lorsque nous avons établi les conseils consultatifs locaux. Un des avantages de mener ce genre d'enquête auprès du secteur des affaires d'une région comme Scarborough, c'est que les petites entreprises en particulier, mais aussi les plus grosses entreprises, peuvent nous indiquer où les pénuries de main-d'œuvre spécialisée risquent de produire. Si nous bénéficions de ce genre de renseignements de la collectivité en général, nous serons en mesure de déterminer si la formation dans un domaine donné est suffisante. Cela nous permettra par exemple de déterminer s'il faudra encourager les travailleurs à se réinstaller dans une localité particulière pour y trouver des emplois spécialisés. Ce sera très utile.

Ce qui me plaît de tout cela, c'est que l'enquête est menée à l'échelle locale. Je sais que c'est un cliché très souvent employé, mais tout à fait cela.

**Mme Browes:** Un de mes commettants est propriétaire d'une compagnie de textile dans la circonscription. La première fois qu'il m'a téléphoné, je croyais qu'il me demandait une subvention, mais ce n'était pas le cas. Il me disait simplement qu'il était propriétaire d'une compagnie de textile très prospère, mais qu'il craignait de ne pas être capable de recruter suffisamment d'employés. Il avait besoin de plus de gens capables de faire fonctionner des machines à coudre et des machines à tisser dans sa compagnie. C'est lui qui fait toutes les chemises pour les spectacles de Springsteen.

**Le président:** Ce doit être une entreprise très rentable.

**Mme Browes:** Oui, effectivement.

**The Chairman:** Mr. Tremblay, you have the floor.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** Thank you, Mr. Chairman.

Madam Minister, I would like to share with you some thoughts about the application of your department's programs.

Unfortunately, or fortunately, depending on the point of view, we hear more and more frequently that the funds allocated for those programs are all depleted or about to be. In other words, it would appear that the projects are suspended or put off for monetary reasons.

**Mme MacDonald:** C'est une question qui a déjà été soulevée.

Les fonds ne sont pas gelés. On en dépense constamment. À l'heure actuelle, quelque 450 millions de dollars sont dépensés. Nous avons déjà indiqué que ces fonds seront dépensés sur une certaine période pendant l'année.

Nous avons un budget total de 1,9 million de dollars. Je sais que bien des députés nous recommanderaient de dépenser le budget total dans les deux ou trois premiers mois. Mais, comme pour tout le reste, il nous faut de l'argent pour le reste de l'année. Nous dépensons cet argent d'une façon mesurée. À

*[Text]*

at the present time that we have ever had. That will carry through for the next several months.

• 2010

In certain programs, therefore, we are telling them to keep their application and bring it back to us as the present level of activity begins to decline. But I do not want to put anyone, particularly the unemployed, in the situation where all the money is spent now and in November, December, January, the budget for expenditures is simply not there.

We have tried to say this is the measured way in which funding will be allocated. That is very important given this new strategy in that each individual project, on average, is longer than the individual projects in the past.

So you can look forward to additional moneys coming to various parts of the country.

Could you tell me, Mr. Edwards, the level of funding in the Province of Quebec at the present time?

**Mr. John Edwards:** I think Mr. Gauvin may be able to do that more easily.

**Miss MacDonald:** I mentioned \$450 million currently being spent across the country in different projects.

Mr. Gauvin.

**The Chairman:** Mr. Gauvin

**Mr. Gauvin:** Mr. Chairman, we do not have available exactly how much we are spending in Quebec just right at the present time, but we do have as we mentioned earlier, the budget for Quebec over the 12-month period, which is \$424 million.

As the Minister explained, we are spending some of that right now for projects and as the year goes by we will be spending approximately \$424 million over the 12 months.

**M. Tremblay (Lotbinière):** Ne parlons pas des sommes allouées à l'ensemble de la province de Québec. Je comprends les énoncés de principe de la ministre, mais je constate que, dans mon comté, plusieurs dossiers sont en attente. Je peux comprendre que vous ne pouvez pas et ne voulez pas dépenser au début de l'année tout l'argent alloué à un programme donné.

Il semble que, dans mon comté, on a déjà dépensé presque tout l'argent alloué à certains programmes. Dois-je comprendre qu'il va y avoir de l'argent au début de l'automne ou plutôt que les personnes responsables devraient demander plus d'argent en ce moment, sans attendre l'automne?

**Miss MacDonald:** I do not think the question with regard to overall funding . . . We have an overall budget for the year.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** Okay.

**Miss MacDonald:** We are trying to spend it in a measured way. When you say—

*[Translation]*

présente le niveau d'activité est plus fort que jamais et cela va se maintenir pendant les prochains mois.

Dans certains programmes, donc, nous leur disons de garder leurs demandes et de les soumettre dès que le niveau actuel d'activité commencera à baisser. Mais je ne veux pas créer une situation, surtout pour les chômeurs, où tous les crédits seront dépensés maintenant et qu'il ne restera plus rien pour les mois de novembre, décembre et janvier.

Nous essayons de faire comprendre que les crédits seront alloués d'une manière mesurée. Cela est très important, étant donné que chaque projet accepté dans le cadre de cette stratégie dure en moyenne plus longtemps que les projets par le passé.

On peut donc s'attendre à recevoir des crédits supplémentaires dans les diverses régions du pays.

Pourriez-vous me dire, monsieur Edwards, quel est le niveau de financement actuel pour la province de Québec?

**M. John Edwards:** Je pense que M. Gauvin pourra répondre plus facilement à cette question.

**Mme MacDonald:** J'ai dit que le financement actuel pour divers projets au Canada se situe à 450 millions de dollars.

Monsieur Gauvin.

**Le président:** Monsieur Gauvin.

**M. Gauvin:** Monsieur le président, pour le moment nous n'avons pas le chiffre exact de nos dépenses au Québec mais comme nous l'avons dit tout à l'heure, le budget pour le Québec pendant la période de 12 mois s'élève à 424 millions de dollars.

Comme le ministre l'a expliqué, une certaine partie de cette somme est consacrée à des projets en cours mais pendant le reste des 12 mois, nos dépenses totales vont se monter à environ 424 millions de dollars.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** Let us not talk about the sums granted to the entire Province of Quebec. I understand the statement of principle given by the Minister, but I note that in my riding a number of applications are on hold. I realize that you cannot and do not wish to spend all the money allocated to a particular program at the beginning of the year.

It would appear that in my riding almost all the money allocated to certain programs has already been spent. Do I take it that there will be money at the beginning of the fall, or rather that the person responsible should apply for more money at the present time without waiting until the fall?

**Mme MacDonald:** Je ne pense pas que la question concernant le financement global . . . Nous avons un budget global pour l'année.

**M. Tremblay (Lotbinière):** Je comprends.

**Mme MacDonald:** Nous essayons de le dépenser de façon mesurée. Quand vous dites . . .



[Texte]

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** By each riding or by a regional ... ?

**Miss MacDonald:** By region.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** Okay.

**Miss MacDonald:** We have a number of projects which are already approved.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** Yes.

**Miss MacDonald:** We have a number of projects that are in the pipeline. They may have been approved at the local level and they have to go to the regional and to the national; those are in the process of being approved.

I am signing letters every night or writing letters every day to say to people such-and-such a project has been approved, but we have a number of these in the pipeline.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** I am sorry to insist, Madam Minister, but there are a lot of answers saying basically, "We will analyze your project let us say next fall, because already we do not have any more money." There is no acceptance or refusal on those projects. They are basically saying, "I am sorry, but we will study that later."

**Miss MacDonald:** I think we have a copy of that letter.

**The Chairman:** Madam Minister, may I just put a little bit of background in here. In terms of verbal conversations at the field level with program officers, there have been a number of assertions from members from different parts of the country, but not all parts of the country, of the kind that Mr. Tremblay was pointing out; where field officers say there is no more money.

We have raised it with Mr. Lussier and asked him to check on the communication pattern right down to the field level, because there seems to be a misinterpretation coming across to people who inquire. So, I just give you that background.

• 2015

**Miss MacDonald:** Yes. It says:

As the current level of program activity ...

—which is very high at present—

... begins to diminish, a further wave of project approvals will be made in the autumn to maintain project, participant and expenditure levels relatively stable throughout the year. We therefore regret to inform you that your proposal cannot be considered at this time. However, we suggest that you contact us again after Labour Day should you wish to reapply under the job development funding.

So we are saying that there are all of these projects that are already approved under job development. We have X number of people involved in them in all areas of the country. We have to continue paying all of those individuals. It is not as if when a project is suddenly approved the payment stops or it goes out all in one lump sum. It gets paid week by week by week throughout the rest of that project. Therefore we have all of

[Traduction]

**M. Tremblay (Lotbinière):** Par circonscription ou par région?

**Mme MacDonald:** Par région.

**M. Tremblay (Lotbinière):** Je comprends.

**Mme MacDonald:** Plusieurs projets ont déjà été approuvés.

**M. Tremblay (Lotbinière):** Oui.

**Mme MacDonald:** Il y a plusieurs projets qui passent par diverses étapes. Ils ont peut-être été approuvés au niveau local et doivent ensuite passer à l'étape régionale ou nationale et ils sont donc en voie d'être approuvés.

Je signe des lettres tous les soirs ou j'écris des lettres tous les jours pour informer les responsables que tel ou tel projet a été approuvé mais il reste un certain nombre de projets en attente.

**M. Tremblay (Lotbinière):** Excusez-moi d'insister, madame la ministre, mais dans beaucoup de lettres la réponse se résume à quelque chose du genre, «nous allons analyser votre projet en automne car nous manquons de crédit pour le moment». Il n'y a pas d'acceptation ni de refus. Cela revient à dire, nous regrettons mais la question sera étudiée plus tard.

**Mme MacDonald:** Je pense que nous avons un exemplaire de cette lettre.

**Le président:** Madame la ministre, permettez-moi une précision utile. Nous avons entendu des affirmations de députés de différentes régions du pays, pas toutes, selon lesquels les responsables locaux prétendent qu'il n'y a plus de crédits.

Nous avons demandé à M. Lussier de vérifier ce qui se passe au niveau local car les personnes qui se renseignent semblent être mal informées. Je vous explique un peu le contexte de cette question.

**Mme MacDonald:** Oui. On dit ceci:

Au fur et à mesure que le niveau actuel de l'activité du programme ...

... qui est très élevé à l'heure actuelle ...

... commence à diminuer, une nouvelle vague d'autorisations de projets sera faite à l'automne de façon à stabiliser les projets, le nombre participants et les dépenses tout au long de l'année. Nous regrettons par conséquent de vous informer que votre proposition ne peut être retenue pour le moment. Néanmoins, nous vous invitons à prendre contact avec nous de nouveau après la fête du travail si vous voulez nous présenter une nouvelle demande.

Nous disons donc que nous avons déjà tous ces projets déjà approuvés dans le cadre du programme de création d'emploi. Nous avons X personnes qui travaillent dans le cadre de ces projets partout dans le pays. Nous devons continuer à les payer. Ce n'est pas comme si, lorsque un projet est approuvé, nous faisons un paiement forfaitaire. Nous effectuons des versements semaine après semaine pendant toute la durée du

## [Text]

these projects now operating, some of which have been approved at the regional level and are coming through for final approval. For the others we are saying, yes, there is a place for them but it has to be a couple of months down the road when we will see the current level of activity diminishing.

**M. Tremblay (Lotbinière):** En ce qui concerne le programme de développement des collectivités, pouvez-vous nous faire part de la situation actuelle, particulièrement au Québec?

**Miss MacDonald:** The situation at present is that the CLE or LEAD programs will continue for the life of that corporation. Let us say that there is a LEAD corporation in Chicoutimi and it has a contract for two or three or four years. That will continue to be funded.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** I see.

**Miss MacDonald:** So there is no worry about those.

Second, we are not funding infrastructure. I think that has been made fairly clear in the briefings.

Third, a limited number of new communities will be designated under the new Community Futures. We are in the process now of looking at which ones should come under the Community Futures Program. I hope to be making initial announcements about communities in Quebec very shortly.

In doing this we are working with information that comes to us from provincial sources, from the operations of DRIE because we want to work closely with projects that are ongoing with DRIE . . . So we are bringing together all of this information, and I think in making the choice then we will have the widest possible benefit of inputs to decide which ones should be given priority, recognizing always that we are looking at communities where the rate of unemployment is higher than the provincial average and where it is really indicated that the community has some determination of its own to want to get going again. It has to input some zip from the community to push it ahead.

**M. Tremblay (Lotbinière):** Madame la ministre, vous dites que vous ferez bientôt une annonce à ce sujet. Peut-on espérer que ce sera au début de l'automne?

**Miss MacDonald:** Oh, long before. In several weeks.

**M. Tremblay (Lotbinière):** Je vous remercie.

**The Chairman:** Mr. Peterson indicated he had a question or two.

**Mr. Peterson:** I first want to comment on the appropriateness, if you want, of the Minister's earlier remarks both here and in the House today with respect to the City of Hamilton.

• 2020

First of all, as the Minister well knows, Hamilton is pretty well a single labour-market town since it is dominated by the steel industry. This is one of the communities where we have combined the LAC with four different ridings, which has been

## [Translation]

projet. Nous avons donc tous ces projets actuellement en cours de réalisation, dont certains ont été approuvés au niveau régional et qui viennent maintenant au stade de l'autorisation finale. Dans d'autres cas nous disons, oui, il est possible qu'ils soient approuvés mais il faudra attendre quelques mois lorsque le niveau actuel de l'activité commencera à diminuer.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** As far as community development programs are concerned, could you tell us what the present situation is, especially in Quebec?

**Mme MacDonald:** La situation à l'heure actuelle est que les programmes CLE ou LEAD seront maintenus aussi longtemps qu'existe la société concernée. Disons qu'il existe une société CLE à Chicoutimi et qu'elle ait un contrat de deux, trois ou quatre ans. Ce contrat continuera d'être honoré.

**M. Tremblay (Lotbinière):** Je vois.

**Mme MacDonald:** Il n'y a donc pas lieu de s'inquiéter à leur sujet.

Deuxièmement, nous ne finançons pas l'infrastructure. Je pense que cela a été clairement indiqué tout au long des séances d'information.

Troisièmement, un nombre limité de nouvelles localités sera désigné dans le cadre du programme développement des collectivités. Nous sommes actuellement en train de les passer en revue jusqu'à pouvoir annoncer prochainement quelques noms de localités au Québec.

Nous nous servons à cet effet de données qui nous sont communiquées par les autorités provinciales et par le ministère de l'Expansion industrielle régionale car nous voulons coordonner ce travail avec les projets de sous-ministères . . . Nous rassemblons donc toutes ces données et nous déciderons les priorités en conséquences, sachant toujours que nous privilégions les localités où le taux de chômage est supérieur à la moyenne provinciale et celles qui font preuve d'un certain dynamisme propre. Nous favorisons les localités qui font preuve de certaines initiatives par elles-mêmes.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** Madam Minister, you said you will make an announcement shortly. Could we hope for one in early fall?

**Mme MacDonald:** Oh, longtemps avant. Dans quelques semaines.

**Mr. Tremblay (Lotbinière):** Thank you.

**Le président:** M. Peterson m'a fait signe qu'il souhaitait poser une questions ou deux.

**M. Peterson:** Je voudrais d'abord dire quelques mots au sujet des remarques que le ministre a fait tant ici qu'à la Chambre aujourd'hui concernant la ville de Hamilton.

Pour commencer, ainsi que le ministre le sait bien, Hamilton est quasiment une ville à une seule industrie, dominée qu'elle est par la sidérurgie. C'est l'une des villes où un seul CCL a été créé, couvrant quatre circonscriptions, grâce aux bons soins du



[Texte]

done through the good grace of the Minister's office. That committee is indeed working well, and I think the results will be of significance, certainly to the city. Also, as the Minister remarked in the House today, a contribution was made to the Citizen Action Group for their innovative project of employing older workers. I think this project will be of great assistance in the city, especially because of some of the rationalization that has been taking place in those industries in the last few years.

I think the projects that are available to us in these communities are of extreme value and I think they will pay off financially.

Mr. Chairman, I wanted to ask the Minister, if I could, concerning the business drive for jobs under the Challenge 86 Program, if she can—and I am not sure if this question has been asked earlier, because I was a bit late in getting here—pair off, if you want, the percentages between the nonprivate sector and private sector in those programs, for this year to date. I would also like to know if the Minister has been able to glean from the private sector allocations if there has been any kind of significant trend with respect to employment requirements and that kind of thing, if not on a regional basis, perhaps on a provincial or Canada-wide basis from the allocations made in those private sector contributions.

**Miss MacDonald:** If you could just wait a moment, I will get the statistics on that.

**Mr. Peterson:** Mr. Chairman, I am not sure if they have the kind of information available on the trends that may be gleaned from the private sector activity under the program. Some of those kind of things may also be of assistance to our LACs in various regions, perhaps even on a larger geographical basis.

**Miss MacDonald:** First of all, let me just mention the first point you brought up, which is the business drive for jobs. The business drive for jobs is a program which is really run with the assistance of the Canadian Manufacturers' Association, the Canadian Chamber of Commerce and the Canadian Federation of Independent Business. It is a national radio-ad campaign. We help with the funding of the ad campaign. I think something in the neighbourhood of \$1.5 million was spent by the Department of Employment and Immigration to help to finance that national radio-ad campaign. It is above and beyond the Challenge 86 Program in the actual number of jobs that are being created.

In other words, they are not jobs that are subsidized in any way by the federal government. The only participation we have in it is the \$1.5 million in the advertising. However, what this does is to stimulate a tremendous amount of activity of both employers and student clients coming into our Canada Employment Centres for students.

Last year, I think there were some 450,000 young people who found jobs through these centres. Many of them had been stimulated to go there to look for jobs by this advertising campaign in the business drive for jobs.

Was the other question you raised—if I may just go back to ask you perhaps to rephrase it—about the Challenge 86

[Traduction]

cabinet du ministre. Ce comité fonctionne bien et je pense qu'il produira des résultats précieux pour la ville. Par ailleurs, ainsi que le ministre l'a signalé à la Chambre aujourd'hui, une contribution a été versée au groupe d'action des citoyens pour son projet innovateur d'emploi des travailleurs âgés. Je pense que ce projet sera très utile pour la ville, aux vues de la rationalisation qui est intervenue dans ses industries durant ces dernières années.

Je pense que les projets qui sont mis en oeuvre dans ces localités seront d'une utilité extrême et s'avéreront rentables.

Monsieur le président, j'aurais voulu demander au ministre ce qu'il en est de la part patronale du programme Défi 86—je ne sais pas si la question lui a déjà été posée car je suis arrivé un peu en retard—et de comparer les pourcentages entre le secteur privé et le secteur public jusqu'à présent. J'aimerais savoir également si le ministre a pu déceler une tendance quelconque dans les allocations versées au secteur privé dans le cadre de ce programme, décelé une tendance à l'échelle régionale, ou provinciale ou nationale.

**Mme MacDonald:** Si vous voulez bien attendre quelques instants, je vais chercher les chiffres.

**M. Peterson:** Monsieur le président, je ne sais pas s'il se dégage des tendances des activités du secteur privé dans le cadre de ce programme. Ce sont là des renseignements qui pourraient être utiles au CCL des diverses régions.

**Mme MacDonald:** Permettez-moi tout d'abord de mentionner, au sujet de la première partie de votre question, que le programme de promotion des initiatives privées est administré en collaboration avec l'Association canadienne des manufacturiers, la Chambre canadienne de commerce et la Fédération canadienne des entreprises indépendantes. Il s'agit d'une campagne nationale d'annonces publicitaires à la radio que nous finançons. Je pense que le ministère de l'Emploi et de l'Immigration a dépensé quelque 1.5 million de dollars pour le financement de cette campagne radio nationale. Les emplois ainsi pourvus s'ajoutent à ceux du programme Défi 86.

En d'autres termes, ces emplois ne sont subventionnés en rien par le gouvernement fédéral. Notre seule participation sont les 1.5 million consacrés à la campagne publicitaire. Cependant, cette campagne stimule une quantité énorme d'activités, tant de la part des employeurs que des étudiants qui se rendent dans nos centres d'emploi pour trouver du travail.

Je pense que l'année dernière quelque 450,000 jeunes ont trouvé du travail par l'intermédiaire des centres. Beaucoup ont été incités à s'y rendre par la campagne publicitaire promotion des initiatives privées que nous finançons.

Quelle était l'autre question que vous posiez—si vous voulez bien la reformuler—concernant le programme Défi 86 lui-

## [Text]

Program itself, with regard to the breakdown of the private, nonprivate sector?

**Mr. Peterson:** Yes, it was. I was just asking for a comparison of the split between the two, to determine if there has been any significant trend or this kind of thing which could be gleaned from the private sector participation.

• 2025

**Miss MacDonald:** The figures on that as of June 9 show that 34.6% of our funding has gone to the private sector, 65.4% to the non-private sector. Interestingly enough, although the amount of moneys going to the private sector is 34%, nevertheless it has produced 42% of the jobs. The non-private sector got 65% of the funding and produced 58% of the jobs. In other words, in young people getting jobs there is a bigger bang for the buck in the private sector.

**The Chairman:** I would like to indicate that in the Calgary area there are six MPs co-operating in one LAC. We will play one-upmanship here. But it is working very well. It is one labour market in a large city and surroundings, and I think it makes more sense to have one.

**Mr. Nystrom:** On a point of order, that is particularly astonishing because all six of them are Conservatives.

**The Chairman:** That is right; and it is sometimes harder to get along than it might be with the opposition party.

**Mr. Nystrom:** To have six Conservatives co-operating is really an astonishing thing.

**The Chairman:** My question might more appropriately be put to Mr. Edwards. It is something I have raised over five or six years from time to time in committee. There has been a public policy principle for a long time in job mobility that a mobility grant is handed out on a priority basis to the closest person who is eligible for the job; closest geographically. My question really asserts that it might be more cost-efficient for society to move people from the highest-unemployment area to the lowest-unemployment area, because there might be more stability to that situation. It might cost more dollars initially but in the long term result in a more permanent taking of the job.

My question was whether or not in the department's large research wing anybody has done a cost-efficiency study on that public policy principle in the last four or five years. Is it a principle which has been examined on a cost-effectiveness basis? I just wondered if Mr. Edwards would know.

**Miss MacDonald:** First of all let me mention about mobility costs that we do not, as a department, pay mobility costs if we can find there is any possibility of a local citizen who can take that job. In other words, we are not into the business of moving a person from, say, Kamloops to Kingston to take a job which a person from Kingston might hold. As far as we are concerned, the local labour market, the local labour pool, should be able to supply the local labour market needs, if at all possible. That is our priority.

## [Translation]

même. Vous vouliez connaître la ventilation entre les secteurs privé et public?

**M. Peterson:** Oui. Je voulais savoir comment les dépenses se répartissent, afin de voir si une tendance significative se dégage de la participation du secteur privé.

**Mme MacDonald:** Les chiffres, à la date du 9 juin, indiquent que 34,6 p. 100 de nos contributions sont allées au secteur privé, et 65,4 p. 100 au secteur public. Curieusement, bien que 34 p. 100 soient allés au secteur privé, celui-ci a créé 42 p. 100 des emplois. Le secteur non privé a obtenu 65 p. 100 des crédits et produit 58 p. 100 des emplois. Autrement dit, les crédits versés au secteur privé sont plus efficaces.

**Le président:** Je voudrais vous signaler que dans la région de Calgary, six députés collaborent dans le cadre d'un seul et même CCL. Chacun rivalise de bonne volonté avec les autres mais tout cela fonctionne bien. Il n'existe qu'un seul marché du travail dans une agglomération et je pense qu'il est plus rationnel de n'avoir qu'un seul comité consultatif.

**M. Nystrom:** Cela est particulièrement étonnant car ce sont six députés conservateurs.

**Le président:** C'est juste et il est parfois plus difficile de s'entendre entre soi qu'avec un parti d'opposition.

**M. Nystrom:** D'avoir six conservateurs qui collaborent est une chose vraiment étonnante.

**Le président:** Ma question s'adresse peut-être davantage à M. Edwards. Je la pose de temps à autre en comité depuis cinq ou six ans. Un des principes les plus anciens de la politique concernant la mobilité d'emploi est qu'une subvention de mobilité est accordée à la personne la plus proche susceptible de prendre un emploi; la plus proche géographiquement, j'entends. Or, il me paraît plus rentable pour la société de faire aller les gens d'une région à taux de chômage maximal à une région à taux de chômage minimal car cela donnerait plus de stabilité. Cela coûterait peut-être plus cher initialement mais, à long terme, le chômeur serait occupé d'une manière plus permanente.

J'aimerais savoir si les services de recherche du ministère ont réalisé une étude de rentabilité de ce principe de politique publique durant les quatre ou cinq dernières années. Est-ce que c'est un principe qui a été remis en question sous l'angle de la rentabilité? Je me demandais simplement si M. Edwards le saurait.

**Mme MacDonald:** En ce qui concerne les frais de déménagement, permettez-moi de préciser d'abord que le Ministère ne les prend pas en charge s'il y a la moindre possibilité qu'un habitant local puisse occuper l'emploi. Autrement dit, nous n'allons pas faire déménager quelqu'un de Kamloops à Kingston pour occuper un emploi qu'un travailleur de Kingston pourrait occuper aussi bien. Notre principe est que la main-d'oeuvre locale doit pouvoir occuper les emplois locaux dans toute la mesure du possible. C'est là notre priorité.



[Texte]

**The Chairman:** I quite understand that. I guess back when I was first elected there was clearly a shortage in certain skilled trades in Alberta and people were coming from across the country, and I think now in southwestern Ontario, southern Ontario, there is some shortage in some skills.

**Ms MacDonald:** I am not talking now about costs. I am talking about information. We are using our Canada Employment Centres and our jobs network to advertise throughout the country the availabilities of jobs in Ontario or wherever it might be.

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, I am not aware of any research that has gone into the comparative advantage of moving the person who is the nearest qualified person versus someone who is from the perhaps highest area of unemployment. I suppose in principle if you keep moving people who are the closest, eventually you move out to the areas of highest unemployment. That is, I guess, a reasonably obvious statement.

Research I am not aware of, but that is something I could take a look at to see if we do have something that perhaps we could table with you.

**The Chairman:** I have a feeling that there might be something in a bit of a modification there that might work a little better for a little more stability. But I would leave it with you and go to Mr. Allmand. The chairman suggests that we try for a five- or six-minute round and we may be able to get back. I am just not sure how many members want on the second round, but if we could try to be disciplined in the questions and the answers . . . The Minister says she has another meeting at 9 p.m.

• 2030

Mr. Allmand, please start.

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, how does the Minister justify what for Challenge 86, in Vancouver Centre, \$700,524 has been allocated for summer employment? That is Pat Carney's riding. In Vancouver—Kingsway, a neighbouring riding represented by Ian Waddell of the NDP, \$101,257. That is \$700,000 compared to \$101,000. In Vancouver Quadra, Mr. Turner's riding, \$175,422. In Vancouver South, represented by John Fraser, who made a few mistakes, he got \$165,537. I guess, with Mrs. Browes, the people in Vancouver Centre are really cheering. They got \$700,000. They must be all backers of Pat Carney. How do you justify in the same city, neighbouring ridings, that tremendous difference between what is granted in one riding and what is granted in the neighbouring ridings?

**Miss MacDonald:** First of all, Mr. Chairman, may I say that the member's figures are wildly out. The constituency that received the largest allocation, and I should not even use the word constituency, because we fund the applications, wherever they are. The area where there is most funding going on is Vancouver Quadra, which has received \$1.7 million from the Challenge 86 agreements, and that is because the university—

[Traduction]

**Le président:** Je comprends très bien. Lorsque j'ai été élu la première fois il y avait une pénurie manifeste dans certains métiers spécialisés en Alberta et les gens venaient de tout le pays pour les occuper et je pense qu'il y a maintenant une certaine pénurie dans le sud-ouest ou le sud de l'Ontario.

**Mme MacDonald:** Je ne parle pas maintenant des frais de déménagement, mais de l'information. Nous utilisons les centres d'emploi et notre réseau d'emplois pour annoncer dans tout le pays les emplois disponibles en Ontario ou ailleurs.

**M. John Edwards:** Monsieur le président, je ne suis informé d'aucune recherche qui aurait été faite sur l'avantage comparatif de faire déménager la personne qualifiée la plus proche d'un emploi par opposition à une personne venant d'une région à chômage élevé. Je suppose que si l'on commence par les travailleurs géographiquement les plus proches, au bout d'un certain temps, on finit par toucher ceux qui sont dans la région à chômage élevé. Cela me paraît mathématique.

Je ne suis pas informé de recherches dans ce sens, mais je pourrais vérifier pour voir si nous n'avons pas quelque chose que je pourrais vous communiquer.

**Le président:** J'ai l'impression que si l'on modifiait un peu cette politique, on pourrait obtenir de meilleurs résultats, et un peu plus de stabilité dans les emplois. Mais je m'en remets à vous et je donne la parole à M. Allmand. Je propose que nous fassions des tours de cinq ou six minutes, et ainsi donner la parole à tout le monde. Je ne sais pas combien de députés veulent poser des questions au deuxième tour mais si nous pouvions restreindre un peu la longueur des questions et des réponses . . . Le Ministre dit qu'elle a un autre engagement à 21 heures.

Monsieur Allmand, vous avez la parole.

**M. Allmand:** Monsieur le président, comment le Ministre justifie-t-elle que 700,524\$ aient été alloués pour les emplois d'été dans la circonscription de Vancouver Centre dans le cadre du programme Défi 86? C'est la circonscription de Pat Carney. À Vancouver Kingsway, une circonscription voisine représentée par Ian Waddell du NDP, 101,257\$ seulement. On a donc 700,000\$ comparé à 101,000\$. À Vancouver Quadra, la circonscription de M. Turner, c'est 175,422\$. À Vancouver Sud, circonscription représentée par John Fraser, qui a commis quelques erreurs, 165,537\$. Je pense, avec Mme Browes, que les habitants de Vancouver Centre ont de quoi se féliciter. Ils ont eu 700,000\$. Ils doivent tous être fermement partisans de Pat Carney. Comment justifiez-vous que dans la même ville des circonscriptions voisines connaissent une différence aussi énorme des subventions, et ce pour des quartiers voisins?

**Mme MacDonald:** Permettez-moi de dire tout d'abord, monsieur le président, que les chiffres du député sont très loin de la réalité. La circonscription qui a reçu la plus grosse allocation, et je ne devrais même pas parler de circonscription, car nous finançons des projets sans tenir compte du lieu où ils se situent. La région qui a touché le plus est Vancouver

[Text]

**Mr. Allmand:** How much do you say it is?

**Miss MacDonald:** I said \$1.7 million.

**Mr. Allmand:** Well, that is strange. This is Mr. Turner's memo to me, and he says he got \$175,000—

**Miss MacDonald:** Because he forgot to count in the University of British Columbia.

**Mr. Allmand:** And that is under Challenge 86?

**Miss MacDonald:** Yes, as it is with Queen's University in Kingston, with Western University in London West, and so on, and so he happened to ignore a major institution in his riding.

**The Chairman:** A point of order, Mrs. Browes.

**Mrs. Browes:** I just wondered if Mr. Allmand would file that memo so we could take a look at it.

**Mr. Allmand:** No, I will not.

**Mrs. Browes:** Well, if you are quoting from a memo, Mr. Allmand, certainly you should file it.

**The Chairman:** Quoting from a memo from his leader to him... as long as you do not quote from a memo that you are not prepared to table—

**Mr. Allmand:** That is right. I will table the one from the department that I quoted last night, by the way.

The reason of course we are having this difficulty is, as Mr. Nystrom pointed out, when we try to find out what is being granted in the different ridings, we cannot find out. That is under this great policy of freedom of information. If I go as the critic for the Liberal Party to ask what is given in the different areas of the country, I am refused the information. Now, we got this information from the MPs. I think probably what they mean here—you divide up Challenge 86 into universities and into municipalities, and then into the private sector and into the community sector. If I understand correctly this is the non-university and the non—

**Miss MacDonald:** Yes, the non-private sector that you have been raising a number of questions about, this comes under the non-private sector. But UBC does happen to be in Vancouver Quadra.

**Mr. Allmand:** How much then for Challenge 86 is going into each of those ridings that I mentioned?

**Miss MacDonald:** I will be glad to tell you that when the program is finalized. I mean, we are still in the process—

**Mr. Allmand:** Not in my riding you are not.

**Miss MacDonald:** —of a summer program.

[Translation]

Quadra, avec 1,7 millions dans le cadre du programme Défi 86 et cela parce que l'université...

**M. Allmand:** Combien dites-vous?

**Mme MacDonald:** J'ai dit 1,7 million.

**M. Allmand:** Eh bien, c'est curieux. Voici la note que M. Turner m'a adressée et il dit qu'il a obtenu 175,000\$...

**Mme MacDonald:** Mais il a oublié de compter l'Université de Colombie-Britannique.

**M. Allmand:** Et cela fait partie de Défi 86?

**Mme MacDonald:** Oui, de même que l'Université Queen's de Kingston, l'Université Western de London Ouest etc et il ignore donc un établissement important de sa circonscription.

**Le président:** Rappel au règlement, madame Browes.

**Mme Browes:** Est-ce que M. Allmand voudrait déposer cette note afin que nous puissions tous en prendre connaissance?

**M. Allmand:** Non, pas du tout.

**Mme Browes:** Monsieur Allmand, si vous citez un document, vous devriez le déposer.

**Le président:** C'est une note que son chef de parti à lui adressée... Aussi longtemps que vous ne citez pas une note que vous refusez de déposer...

**M. Allmand:** C'est juste. Je déposerai d'ailleurs la note du ministère que j'ai citée hier soir.

La raison pour laquelle nous avons ces difficultés, ainsi que M. Nystrom l'a déjà dit, c'est que lorsque nous essayons de connaître le montant des subventions par circonscription, on ne nous le dit pas, en dépit de cette belle politique de liberté de l'information. Si, en tant que critique du parti libéral, je demande quels sont les crédits distribués dans les différentes régions du pays, on me refuse le renseignement. Nous avons donc dû demander les chiffres au député. Je pense que ceux qui sont indiqués ici—vous divisez le programme Défi 86 entre universités et municipalités, et puis entre secteur privé et secteur communautaire. Si je comprends bien, ceci est le chiffre, déduction faite des universités et du...

**Mme MacDonald:** Oui, ceci est le montant pour le secteur public. Mais l'Université de Colombie-Britannique se trouve dans la circonscription de Vancouver Quadra.

**M. Allmand:** Combien va à chacune des circonscriptions que j'ai mentionnées dans le cadre de Défi 86?

**Mme MacDonald:** Je me ferai un plaisir de vous le dire lorsque le programme sera finalisé. Je veux dire que nous sommes encore dans le...

**M. Allmand:** Pas dans la circonscription.

**Mme MacDonald:** ... programme d'été.

• 2035

But I can tell you that so far to date in the areas you mention in Vancouver, where of course, Mr. Turner's riding has done better than any other, the number of applications

Mais je peux vous dire que jusqu'à présent, dans les quartiers de Vancouver que vous mentionnez, où la circonscription de M. Turner a obtenu plus que toutes les autres, 1



[Texte]

that came in from that general area of Vancouver Quadra was 140 applications overall; from Vancouver Centre, there were 574 applications. Some of that says something about the way individual MPs go out and try to get people in their ridings to put in applications to make jobs available for young people, to co-operate in providing their share of the funding during the summer months so that young people can have jobs.

**Mr. Allmand:** Well, I do not accept that. By the way, you said you do not run this according to constituency. If that is the case, why does your project officer request to see me in my riding and say: Mr. Allmand, for NDG there is so much allocated; it is to be broken down in this percentage between the private sector and the community sector and the universities and the municipalities. She had four categories that had to be broken down, and she said this was for my riding. Is she disobeying the regulations of your department?

**Miss MacDonald:** Mr. Allmand, if you would rather she did not come to see you—

**Mr. Allmand:** No, wait a minute!

**Miss MacDonald:** —then just tell me and I would be glad to—

**Mr. Allmand:** You told me a minute ago that this is not—

**The Chairman:** Hold it for a minute! We have to create a record. The Minister was speaking; then we can come back. If we talk simultaneously, the person who has to type up this meeting cannot make sense out of it.

**Mr. Allmand:** That is fine.

**The Chairman:** It is a recording we are making. Madam Minister, then Mr. Allmand.

**Miss MacDonald:** I think one should understand what it is we are trying to do here. We have funds available for Challenge '86 and they are allocated by region. Now, each individual member—I presume the member for NDG does that—tries to encourage people to submit applications.

**Mr. Allmand:** Yes, I do.

**Miss MacDonald:** Right.

**Mr. Allmand:** A lot of them were turned down.

**Miss MacDonald:** I know all this. I can tell you that the member for Saint-Jacques, in the overall Canadian Jobs Strategy, probably has the highest allocation of anyone in the country in the way money is spent, and probably the second is the hon. member for Montreal—Sainte-Marie. Then the member from NDG will turn around and say this is all partisan politics. You might ask your fellow members what they think.

**Mr. Allmand:** I will ask.

**Miss MacDonald:** Nevertheless, what we do in this regard is this. We could say we will do all that approval on our own, but instead we have taken a deliberate decision to invite the input of Members of Parliament. Now, we could do without the

[Traduction]

nombre de demandes reçues est de 140 pour Vancouver Quadra et de 574 pour Vancouver Centre. C'est révélateur du travail que font les députés pour faire connaître les programmes à leurs électeurs et les inciter à mettre des emplois à la disposition des jeunes gens, à collaborer avec eux pour qu'ils obtiennent le maximum de crédits et donner du travail d'été aux étudiants.

**M. Allmand:** Eh bien, je réfute cela. D'ailleurs, vous dites que vous ne gérez pas cela par circonscription. Si tel est le cas, pourquoi votre agent de projet demande-t-il à me voir dans ma circonscription pour me dire: monsieur Allmand, pour Notre-Dame-de-Grâces nous avons tant à répartir à raison de tant pour le secteur privé, de tant pour le secteur communautaire, les universités et les municipalités. Elle avait quatre catégories entre lesquelles les sommes devaient être réparties et elle a dit que c'était pour ma circonscription. Est-ce qu'elle désobéit aux directives de votre ministère?

**Mme MacDonald:** Monsieur Allmand, si vous préférez qu'elle n'aille pas vous voir . . .

**M. Allmand:** Non, un instant!

**Mme MacDonald:** . . . dites-moi le et je me ferai un plaisir . . .

**M. Allmand:** Vous m'avez dit il y a une minute que cela n'est pas . . .

**Le président:** Un instant! Nous avons un procès-verbal à établir. Le ministre avait la parole, M. Allmand l'aura ensuite. Si tout le monde parle en même temps, la personne qui doit faire la transcription n'y parviendra pas.

**M. Allmand:** C'est bien.

**Le président:** Nous établissons un procès-verbal. La parole est à madame la Ministre et passera ensuite à M. Allmand.

**Mme MacDonald:** Il faut bien voir ce que nous essayons de faire. Nous avons des crédits disponibles dans le cadre du programme Défi 86 et ils sont alloués par région. Chaque député individuel—et je suppose que le député de NDG en fait autant—cherche à encourager les gens de sa circonscription à soumettre des demandes.

**M. Allmand:** Oui, je le fais.

**Mme MacDonald:** Bien.

**M. Allmand:** Beaucoup sont refusées.

**Mme MacDonald:** Je sais tout cela. Je peux vous dire que le député de Saint-Jacques, dans le cadre de la stratégie globale d'emploi, touche le plus grand nombre de crédits de toutes les circonscriptions du pays et en deuxième position vient probablement celle de Montréal—Sainte-Marie. Ensuite le député de Notre-Dame-de-Grâces viendra nous accuser de favoritisme! Vous pourriez demander à vos collègues ce qu'ils en pensent.

**M. Allmand:** Je leur demanderai.

**Mme MacDonald:** Néanmoins, la façon dont nous procédons est celle-ci. Nous pourrions très bien prendre les décisions seuls mais au lieu de cela nous avons choisi délibérément de consulter les députés. Nous pourrions nous passer de leur avis

*[Text]*

input; however, I cannot ask and will not ask the member for NDG to decide on what is going to be approved in Saint-Henri—Westmount of the various applications that come in, because I am going to give Mr. Johnston the right to provide that input.

To that extent, one has to tie it to constituencies, because the members who are asked come from a constituency. But the allocation overall is regional. We have tried to include the member in helping to make that division, but if the members feel they do not want to have that input, then I will be pleased to be directed by them.

**Mr. Allmand:** Madam Minister, nobody suggested that. That is why this whole exercise becomes a farce. Of course we want to be consulted, although I must say that I made three recommendations and they were all turned down. That was a bit of a farce too. But when they come to me after I promote the applications in my riding and say I have this amount of money for NDG, damn it, that is an allocation for NDG. You might have had an allocation for a region, but you have broken it down into ridings. If that is not the case, why were all the good projects not funded in NDG, if there was not an allocation?

**The Chairman:** A brief response, and then we will move to Mr. Nystrom.

**Miss MacDonald:** Yes.

• 2040

I can tell you that, whether it is Kingston and the Islands or NDG or wherever in the country, there are probably five times as many applications as we are able to fund—

**Mr. Allmand:** That is why you have an allocation. Do not deny it.

**Miss MacDonald:** People happen to like this program and a lot of them are putting in applications. I can tell the hon. member without any fear of contradiction that there is no way we can fund every application that is presented to us.

**Mr. Allmand:** That is why there is an allocation. Why do you not admit it, damn it?

**Miss MacDonald:** Therefore we ask the members to help us prioritize the projects that should be approved. I have made it a point, far more than any other Minister in the past, to go to Members of Parliament and ask for their input.

**The Chairman:** Mr. Nystrom.

**Mr. Allmand:** Conservatives maybe, but not Liberals.

**The Chairman:** Mr. Nystrom has the floor.

**Miss MacDonald:** Excuse me, Mr. Nystrom.

*[Translation]*

mais je ne peux pas demander et ne demanderai pas au député de Notre-Dame-de-Grâces de décider ce qui sera approuvé à Saint-Henri—Westmount car je vais plutôt consulter M. Johnston à ce sujet.

On est donc bien obligés d'établir le lien entre les projets et les circonscriptions pour ce faire, pour demander l'avis du député du lieu. Mais l'affectation de crédits d'ensemble est décidée par région. Nous avons choisi de consulter les députés sur la répartition à l'intérieur des régions mais s'ils préfèrent qu'on ne leur demande pas leur avis, je m'en passerai bien volontiers.

**M. Allmand:** Madame la Ministre, personne ne dit rien de tel. C'est bien pourquoi tout cela devient une farce. Nous voulons évidemment être consultés mais je dois dire que j'ai fait personnellement trois recommandations et qu'elles ont toutes été rejetées. Cela aussi c'était de la farce. Mais lorsqu'on vient me voir, une fois que j'ai incité toutes sortes de gens à soumettre des demandes, et que l'on me dit que tel montant est disponible pour ma circonscription, je suis bien obligé de conclure qu'on répartit les fonds par circonscription. Peut-être avez-vous également une répartition par région mais vous avez ventilé celle-ci par circonscription. Si ce n'est pas le cas, pourquoi tous ces excellents projets de Notre-Dame-de-Grâces ont-ils été rejetés, s'il n'y a pas un plafond?

**Le président:** Une brève réponse, ensuite de quoi la parole ira à M. Nystrom.

**Mme MacDonald:** Oui.

Je peux vous dire, qu'il s'agisse de Kingston et les Îles ou de Notre-Dame-de-Grâces ou de n'importe quelle autre circonscription, qu'il y a environ cinq fois plus de demandes que nous ne pouvons financer de projets...

**M. Allmand:** C'est pourquoi vous avez une allocation. Ne le niez pas.

**Mme MacDonald:** Il se trouve que les gens apprécient beaucoup ce programme et qu'ils sont nombreux à soumettre des demandes. Je puis affirmer à l'honorable député, sans crainte d'être contredite, qu'il est absolument impossible que nous financions toutes les demandes qui nous sont soumises.

**M. Allmand:** C'est pourquoi vous avez un plafond par circonscription. Pourquoi ne pas le reconnaître, grand dieu!

**Mme MacDonald:** C'est pourquoi nous demandons aux députés de nous aider à établir une priorité entre les projets. Je me suis fait un devoir, bien plus que tous les autres ministres précédents, de consulter les députés.

**Le président:** Monsieur Nystrom.

**M. Allmand:** Peut-être les conservateurs, mais pas les libéraux.

**Le président:** M. Nystrom a la parole.

**Mme MacDonald:** Veuillez m'excuser, monsieur Nystrom.



**[Texte]**

**Mr. Allmand** has just made a charge, and I want to ask him to prove that Liberal members are not being consulted in this regard.

**Mr. Allmand:** Oh, you consult us, but you do not listen to us.

**Miss MacDonald:** I can give you the names of any number of Liberal Members of Parliament who have told me that this is working well in their riding.

**Mr. Allmand:** Well, it is not working well in my riding.

**The Chairman:** Mr. Allmand, please.

**Mr. Nystrom** has the floor.

**Mr. Nystrom:** Miss MacDonald was saying that there is no allocation riding by riding—right? How come you then said to us that the biggest allocation was Mr. Malépart's riding and Mr. Guilbault's riding?

**Miss MacDonald:** I am talking about the amounts of money that have been spent in those ridings. When you get an overall global figure you can go through it all afterwards and look at what has been spent in any given geographical area, whether that is a constituency or whether it is a region or whether it is a province. But you can do that afterwards only.

**Mr. Nystrom:** Okay, so there is no allocation, there is no target, there is no quota, but you are keeping track of how much you spend in each riding afterwards?

**Miss MacDonald:** Yes.

**Mr. Nystrom:** I wonder if you can then give us that information once these figures are compiled?

**Miss MacDonald:** We can do that when it is compiled.

**Mr. Nystrom:** That is one way of solving the argument.

**Miss MacDonald:** Right.

**Mr. Nystrom:** I would like to ask the Minister about the information she has just given us. She and her officials were saying we received lots of new information. The first thing I looked at on top was the Canadian Jobs Strategy 1985-86 forecast of expenditures. I find that these forecast expenditures are nothing new. We have been given no new information that we did not have before. All we have here are forecasts of expenditures which you probably could have given us months and months ago. They are as of March 3. We are asking for what was spent in the fiscal year 1985-86. We do not have those figures yet.

All they have done is take the figures from an old package we were given two months ago. You take one column here, program funds forecasts, which is one of the columns on the new paper we have, and it is just a reprint from the old information we have here. Also delivery costs, exactly the same thing.

**[Traduction]**

**M. Allmand** vient de lancer une accusation et je veux lui demander de prouver que les députés libéraux ne sont pas consultés.

**M. Allmand:** Oh, vous nous consultez, mais vous ne nous écoutez pas.

**Mme MacDonald:** Je peux vous donner le nom de quantité de députés libéraux qui me disent que le programme fonctionne bien dans leur circonscription.

**M. Allmand:** Il ne fonctionne pas bien dans la mienne.

**Le président:** Monsieur Allmand, je vous en prie.

La parole est à M. Nystrom.

**M. Nystrom:** M<sup>lle</sup> MacDonald disait que les crédits ne sont pas répartis par circonscription—est-ce bien cela? Comment se fait-il alors que vous nous ayez dit que la plus grosse affectation était celle de la circonscription de M. Malépart et de M. Guilbault?

**Mme MacDonald:** Je parlais des montants dépensés dans ces circonscriptions. Une fois que les chiffres arrivent, vous pouvez déterminer combien a été dépensé dans toute région géographique donnée, qu'il s'agisse d'une circonscription, d'une région ou d'une province. Mais vous ne pouvez le faire qu'après coup.

**M. Nystrom:** D'accord, donc il n'y a pas d'affectation fixe, il n'y a pas de cible, il n'y a pas de contingent, mais vous vérifiez après coup combien vous dépensez dans chaque circonscription?

**Mme MacDonald:** Oui.

**M. Nystrom:** Est-ce que vous pourriez nous donner ces chiffres, une fois qu'ils seront compilés?

**Mme MacDonald:** Nous pourrions le faire lorsque nous les aurons.

**M. Nystrom:** C'est une façon de trancher le différend.

**Mme MacDonald:** Oui.

**M. Nystrom:** Je voudrais poser une question au ministre concernant les informations qu'elle vient de nous donner. Elle-même et ses collaborateurs ont dit que nous avions reçu beaucoup d'informations nouvelles. La première chose que j'ai regardée en haut de la page était le chiffre des prévisions de dépenses de la Stratégie canadienne d'emploi, 1985-1986. Ces prévisions de dépenses ne sont rien de nouveau. On ne nous a donné aucune indication nouvelle que nous ne possédions pas auparavant. Tout ce que nous avons, ce sont des prévisions de dépenses que vous auriez probablement pu nous donner il y a des mois. Elles sont en date du 3 mars. Nous avons demandé des montants dépensés durant l'année financière 1985-1986. On ne nous a pas encore communiqué ces chiffres.

Tout ce que l'on a fait ici, c'est de reprendre les vieux chiffres qui nous ont déjà été donnés il y a deux mois. Vous prenez une colonne ici, prévisions des fonds du programme, qui est l'une des colonnes de ce nouveau document, et c'est exactement la même chose que les anciens chiffres que nous avons déjà ici. Les coûts d'administration sont exactement les mêmes eux aussi.

[Text]

**Miss MacDonald:** But I think I explained, right at the heading of that, Mr. Nystrom, that final expenditure data for fiscal year 1985-86 will not be available until August 1986, at which time it will be made available to you.

**Mr. Nystrom:** Why does it take so long? We were led to believe that we would have new information today—at least that was my understanding.

**The Chairman:** There is some new information in this package—

**Miss MacDonald:** Oh, absolutely. We have given you a lot of new information.

**The Chairman:** —but this particular piece is not new.

**Mr. Nystrom:** Well, that is what I am complaining about. This is not new; it is just a reprint in a different order of the information we had before.

**Miss MacDonald:** But I cannot give you information for a fiscal year that has not yet been fully tabulated. I will be glad to do that as soon as it is.

**Mr. Nystrom:** My understanding is that the department at least has some tentative numbers and I just wonder why we cannot have more of them.

**Miss MacDonald:** Mr. Gauvin, would you . . . ?

We can only give you what we have.

**Mr. Gauvin:** The way the expenditure process goes is that we are still paying bills to April 25, I think it is, and then after that we still have some clean-up in terms of commitments and all of that.

• 2045

Basically, what we have released today is our best forecast, going to our regions and all our offices, in terms of what we think we are going to spend over the total fiscal year. And we are up to about \$1.7 billion.

By the time we publish the Public Accounts after this clean-up is all done, we will have actual figures. But anything we give you between now and then, there will still be an element of forecasting in that.

**Mr. Nystrom:** Is it normal that it takes four to five months after the end of the fiscal year to provide committees with this kind of information? You are talking about August and the fiscal year ends March 31.

**Mr. Gauvin:** What we have given you in terms of the forecasts we have here is going to be pretty close to what the actual is going to be. I mean, there should not be a lot of variance there. But to give you the actual figures, we do not really do that until we do Public Accounts and they become the official records of the government. And that is usually done in August.

**The Chairman:** You are talking about a 1% or 2% differential based on past experience?

**Mr. Gauvin:** That is right.

[Translation]

**Mme MacDonald:** Mais j'ai expliqué, au début, que les montants définitifs des dépenses pour l'année financière 1985-1986 ne seront pas disponibles avant août 1986, auquel moment nous vous les communiquerons, monsieur Nystrom.

**M. Nystrom:** Pourquoi faut-il si longtemps? On nous a donné à croire que l'on nous communiquerait des chiffres nouveaux aujourd'hui—du moins c'est ce que j'avais compris.

**Le président:** Il y a quelques chiffres nouveaux dans ce document . . .

**Mme MacDonald:** Oh, absolument. Nous vous avons donné beaucoup de chiffres nouveaux.

**Le président:** . . . mais cette page-ci n'est pas nouvelle.

**M. Nystrom:** C'est justement ce que je reproche. Ceci n'est pas nouveau, ce sont simplement des chiffres anciens présentés dans un ordre différent.

**Mme MacDonald:** Mais je ne peux pas vous donner des chiffres qui ne sont pas encore compilés. Je le ferai dès qu'ils seront disponibles.

**M. Nystrom:** Je crois savoir que le ministère connaît des chiffres provisoires et je me demande simplement pourquoi on refuse de nous les communiquer.

**Mme MacDonald:** Monsieur Gauvin, pourriez-vous . . . ?

Nous ne pouvons vous donner que ce que nous possédons.

**M. Gauvin:** La façon dont fonctionne l'administration des dépenses, c'est que nous payons des factures jusqu'au 25 avril et ensuite, il y a encore un certain nombre de choses à finaliser sur le plan des engagements et tout cela.

En gros, ce que nous avons donné aujourd'hui, ce sont nos prévisions de dépenses pour toute l'année financière; prévisions qui seront envoyées à nos régions et à tous nos bureaux. Le montant des dépenses s'élève à environ 1,7 milliard de dollars.

D'ici à la publication des comptes publics, tout sera au point, et nous aurons les chiffres exacts. Mais, entre temps, il y aura toujours un élément de prévision.

**M. Nystrom:** Est-il normal que les comités ne puissent obtenir ce genre d'information quatre ou cinq mois après la fin de l'exercice financier? Vous parlez du mois d'août, et l'année financière se termine le 31 mars.

**M. Gauvin:** Les prévisions que nous vous avons données aujourd'hui ne différeront pas tellement des dépenses effectives. L'écart ne devrait pas être trop marqué. Nous ne pouvons pas vraiment vous donner les chiffres exacts avant la publication des comptes publics, qui constituent les dossiers officiels du gouvernement. Et les comptes publics sont habituellement publiés en août.

**Le président:** Vous dites que, d'après les années passées, il peut y avoir une différence d'environ 1 ou 2 p. 100?

**M. Gauvin:** C'est juste.



[Texte]

**The Chairman:** So it is very minor. These are very close to... Actually, it does take Public Accounts—I have been on that committee—it takes two years to get final figures for government expenditures.

**Mr. Nystrom:** I wonder, Mr. Chairman, are you working part-time for the Department of Employment and Immigration?

**The Chairman:** No, no. The Public Accounts Committee has been close to my heart. And we waited forever for final government figures. It seems to be normal.

**Mr. Nystrom:** I want, in my last comment again, Mr. Chairman, to ask the Minister for her comment on Mr. Peter Hicks' 34-page memo, where he seems to imply that the Job Creation Program is plagued with a shortage of funds and is bogged down in a consultative process. And he make a number of other apparent criticisms of the program. I wonder if you can give us some information there or some comment as to what you think of this memo?

**The Chairman:** Can you identify the memo for us? Is it part of what we have in front of us?

**Mr. Nystrom:** No. All I have in front of me is a little copy of a CP wire story about a story that broke this evening, that a memo written by Mr. Peter Hicks has been made public, through some mysterious process, and it seems to be very critical of the Job Creation Program. He suggests in this memo, apparently, that there is a shortage of funds and there are some problems in terms of consultation and a number of other things. I do not have time to read them all directly, Mr. Chairman. But I wonder if the Minister would have a comment?

**Mr. Allmand:** I have the memo.

**Miss MacDonald:** I am sorry, I have not seen that story, Mr. Chairman. But Mr. Hicks is here and he might like to speak to it.

**Mr. Nystrom:** Apparently, in the memo he is saying that the approval rate for applications is too slow, that more emphasis must be placed on training, and the program must be more than just a wage subsidy for business. I wonder if Mr. Hicks could elaborate on that?

**Mr. P. Hicks:** Yes. I had the advantage of a call from the reporter a few hours ago. The document in question is an internal document which I am, in fact, in the process of revising personally myself. It has yet to go up the line to the Deputy Minister, let alone to the Minister. It consists partly of a document of that sort and partly of a draft of a... not a draft, an internal submission to our Commission dealing with certain numbers of elements of streamlining the Job Creation Program.

The main thrust of it is internal deliberations that we are undergoing to indicate whether we could do some streamlining by shifting some of the overhead costs associated with job development that we now pay on the basis of a contribution to

[Traduction]

**Le président:** La différence est donc très minime. Les chiffres sont très près de... en fait, le Comité des comptes publics—et j'ai été membre de ce Comité—met deux ans avant d'obtenir les chiffres définitifs des dépenses publiques.

**M. Nystrom:** Monsieur le président, travailleriez-vous à temps partiel pour le ministère de l'Emploi et de l'Immigration?

**Le président:** Non, non. J'ai travaillé, avec grand intérêt, au Comité des comptes publics. Les chiffres définitifs des dépenses publiques ont toujours tardé à venir. Cela semble normal.

**M. Nystrom:** Pour terminer, monsieur le président, j'aimerais demander à la ministre de commenter le document de 34 pages de M. Peter Hicks, dans lequel il semble dire que le programme de création d'emplois souffre d'une pénurie de fonds et de la lenteur du processus de consultation. Il fait aussi un certain nombre d'autres critiques au sujet du programme. La ministre pourrait-elle nous renseigner sur ce document, ou nous dire ce qu'elle en pense?

**Le président:** Pouvez-vous nous dire de quel document il s'agit? Fait-il partie des documents que nous avons devant nous?

**M. Nystrom:** Non. Tout ce que j'ai devant moi, c'est un article de la Presse canadienne au sujet d'un document rédigé par M. Peter Hicks, qui a été rendu public, par je ne sais trop quel procédé mystérieux, et qui critique vertement le programme de création d'emplois. Selon ce document, il y aurait notamment des problèmes au niveau du financement et de la consultation. Je n'ai pas le temps de tout vous lire, monsieur le président. Mais j'aimerais que la ministre nous dise ce qu'elle en pense.

**M. Allmand:** J'ai le document ici.

**Mme MacDonald:** Je m'excuse, monsieur le président, mais je n'ai pas vu l'article en question. M. Hicks est là, il pourrait peut-être en parler.

**M. Nystrom:** Dans le document, il semble dire que la procédure de traitement des demandes est trop lente, qu'il faudrait mettre davantage l'accent sur la formation, et que le programme doit être plus qu'un simple programme de subvention salariale pour l'entreprise. M. Hicks pourrait-il nous donner des détails là-dessus?

**M. P. Hicks:** Oui. J'ai reçu un appel du journaliste il y a quelques heures. Le document en question est un document interne que je suis effectivement en train de réviser personnellement. Il n'est pas encore prêt pour le sous-ministre, et encore moins pour le ministre. Il s'agit en partie d'un document tel que vous l'avez décrit, et en partie d'un projet de... pas un projet, mais un document interne destiné à notre commission proposant certains moyens de rationaliser le programme de création d'emplois.

Le document fait suite à des discussions internes visant à déterminer si nous ne pourrions pas rationaliser le programme en déplaçant certains coûts d'exploitation inhérents à la création d'emplois qui prennent actuellement la forme d'une

*[Text]*

a grant. This will be simply—and, again, it is something we are discussing internally; it has yet to go to the Deputy Minister, let alone the Minister—a question of reducing paper burden on the private sector sponsors and reducing the need for monitoring.

The portion of the draft memo which, again, is an internal memo and involves some speculation amongst people on my staff, which I have yet to indeed sign off myself then move up the line, would involve . . . They are dealing with a very small sector of projects last year, where we had a number of one-person and two-person projects that involved quite a lot of expensive overhead in their delivery. The memo that you are referring to is proposing, in fact, to me, that we consider shifting those one-person or two-person projects onto a subsidized placement basis, which would accomplish the same end but at considerably less paper burden and cost to the private sector sponsors. It is in that context—a very small number of things—that we were saying that the proposal to me had been that if we were to do that then it would make sense to encourage private sector training along with that package.

• 2050

**Mr. Nystrom:** I would just like to ask one last question, Mr. Chairman, if I may. Mr. Hicks is also saying more than this in the memo. He is saying there are problems in terms of the the budget. The paper says:

Funds for the program this year are limited because of leftover commitments from last year.

He says further, Madam Minister:

We recommend first, therefore, that there should be no job development media campaign soliciting applications in the fall.

It seems to me you were counting on a fall campaign for the Job Development Program, and it says in the document—

**Miss MacDonald:** It is well known. We do not need to have a campaign.

**Mr. Nystrom:** The document recommends:

advertising of the program [be] limited to a brief announcement in local newspapers of the availability of applications at press release and notification to MPs.

I just wonder what comments you would like to make on this in terms of the lack of funds and the recommendation there be no media campaign. I do not have the time to go into all the details on this, Mr. Chairman. Perhaps somebody else—

**The Chairman:** Directed to Mr. Hicks as the author of the memo; is that your meaning?

**Mr. Nystrom:** Yes.

**Mr. P. Hicks:** Mr. Chairman, the memo was an attempt—it has not yet been sent to the deputy, yet alone to the Minister—to give reality to the Minister's expression earlier this evening that we have a great number of projects, much more demand than we can meet. Given this and the fact that she has indicated present project sponsors are being invited to re-

*[Translation]*

contribution à un régime de subvention. La proposition—et je le répète, nous n'en sommes qu'au stade des discussions internes; le sous-ministre, et encore moins la ministre n'en ont été saisis—visent à réduire la paperasserie pour le secteur privé, de même que les contrôles.

Dans cette partie du document qui, je le répète, est un document interne reposant sur des discussions entre certains membres de mon personnel, et qu'il me reste encore à autoriser avant de le faire avancer dans la hiérarchie, très près de . . . il est question d'un certain nombre de tout petits projets de une ou deux personnes qui ont eu lieu l'an dernier, et dont les coûts d'exécution étaient très élevés. Dans le document dont vous parlez, on me propose en fait de remanier ces projets qui occupent une ou deux personnes de manière à obtenir les mêmes résultats, mais avec beaucoup moins de paperasserie et de coûts pour le secteur privé. C'est dans ce contexte—et il est question d'un très petit nombre de projets—qu'il a été dit qu'il serait logique d'encourager la formation dans le secteur privé dans le cadre de cette proposition.

**M. Nystrom:** J'aimerais poser une dernière question, monsieur le président, si vous le permettez. M. Hicks dit plus que cela dans le document. Il dit qu'il y a des problèmes sur le plan du budget. Et je cite:

Les fonds destinés au programme cette année sont limités à cause d'engagements non remplis de l'an dernier.

Et il ajoute, madame la ministre:

En conséquence, nous recommandons d'abord qu'il n'y ait pas, à l'automne, dans les media, de campagnes sollicitant des demandes pour le programme de création d'emplois.

Cela veut dire que vous prévoyez faire une campagne à l'automne pour le programme de création d'emplois, et le document dit . . .

**Mme MacDonald:** Le programme est bien connu. Nous n'avons pas besoin de campagne de publicité.

**M. Nystrom:** Le document recommande:

Que la publicité du programme se limite à une brève annonce dans les journaux locaux, dans un communiqué de presse et dans les avis destinés aux députés.

Auriez-vous des commentaires à nous faire au sujet du manque de fonds et de la recommandation de ne pas faire de campagne de publicité dans les media. Je n'ai pas le temps d'entrer plus dans les détails, monsieur le président. Quelqu'un d'autre pourrait peut-être . . .

**Le président:** Vous voudriez peut-être que M. Hicks, l'auteur du document, réponde à votre question?

**M. Nystrom:** Oui.

**M. P. Hicks:** Monsieur le président, le document—qui n'a pas encore été remis au sous-ministre, et encore moins au ministre—confirme ce que la ministre a dit au début de la soirée, à savoir qu'il y a un grand nombre de projets, et que la demande dépasse de beaucoup notre capacité. Cela, ajouté au fait que les commanditaires actuels de projets ont été invités à



[Texte]

submit their applications in the autumn, it was a proposal—as I say, I am still working on it—which, if preceded with would be a way of giving means to this, so we do not wind up in September with a great number of disappointed applicants.

We already have on tap a great number of applications. We know the amount of funds, and the particular proposal we were drafting which has been leaked is simply an administrative device we would be proposing to the Minister for handling the situation. That is, knowing there is a large backlog of projects—very good ones—already on the table, in light of this not to raise false expectations by a large media blitz, but instead to use local advertising, consultation with MPs, issuing press statements in order that we might have again a manageable number of projects without unrealistic expectations.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Hicks.

Mrs. Browes.

**Mrs. Browes:** Thank you, Mr. Chairman. I just would like to touch a little bit in the five minutes on immigration as well as employment, as they are tied together to some extent. Mr. Allmand has made mention of the cheerleading. I think we have a great coach on the cheerleading, Mr. Chairman. The Minister is a great coach, and I think the business persons are—

**Mr. Allmand:** A point of order, Mr Chairman; I had asked earlier whether we could raise immigration questions tonight, and I was told we could not. I was told that tonight—it was read at the beginning of the meeting—we were dealing with unemployment insurance and the employment parts of the report. I told Mr. Marchi to stay at home because we were not going to deal with it.

**The Chairman:** Mr. Allmand is correct. The reference for tonight is the employment and insurance programs under the department. There will be two meetings tomorrow of the immigration committee, the second one with the Minister of State, and we could deal with immigration matters.

**Mrs. Browes:** Okay. I will just continue my question and revise it slightly.

To continue along with my thought processes here, business persons and Canadians generally are certainly cheering about the Canadian Jobs Strategy. On the target groups mentioned in the Canadian Jobs Strategy; we have touched on the disabled to some extent, but what I would like to talk about is the women who have been mentioned as a target group within the Canadian Job Strategy, and in particular immigrant women.

Madam Minister, I know you have talked about visible minorities and so on, but I think there is really a concern in women's groups generally about the problems women who have recently come to this country have in terms of employment. They have some particular problems in coming to a country with a new culture and so on, and getting employment is difficult for them. I was wondering if you might elaborate in some way how you see your program under the Canadian Jobs

[Traduction]

présenter de nouveau leurs demandes à l'automne... il s'agit donc d'une proposition sur laquelle je travaille toujours, et si elle est mise à exécution, elle permettra de ne pas décevoir trop de clients en septembre.

Nous avons déjà reçu un grand nombre de demandes. Nous savons quel est notre budget, et la proposition sur laquelle nous travaillons, et qui a fait l'objet d'une fuite, est simplement une proposition administrative que nous recommanderions au ministre pour régler la situation. Etant donné qu'il y a déjà beaucoup de projets, de très bons projets qui nous ont été soumis, pour ne pas trop décevoir la population à l'égard du programme, nous proposons de recourir à la publicité locale, à la consultation des députés et à des communiqués de presse plutôt qu'à une grosse campagne de publicité dans les media, pour que nous puissions avoir un nombre raisonnable de projets sans susciter trop d'attentes.

**Le président:** Merci monsieur Hicks.

Madame Browes.

**Mme Browes:** Merci monsieur le président. Au cours des cinq prochaines minutes, j'aimerais parler un peu et de l'immigration, et de l'emploi, étant donné que ces deux sujets sont liés, d'une certaine façon. M. Allmand a parlé de la publicité. Je pense que nous avons un bon entraîneur de ce côté-là, monsieur le président. La ministre est très bonne là-dedans, et je pense que le milieu des affaires est...

**M. Allmand:** J'invoque le Règlement, monsieur le président. J'avais demandé si nous pouvions parler d'immigration ce soir, et on m'a répondu que non. On m'a dit que ce soir—et c'était au début de la réunion—nous discuterions des parties du rapport portant sur l'assurance-chômage et l'emploi. J'ai donc dit à M. Marchi de rester chez lui, puisque nous ne discuterions pas de cette question.

**Le président:** M. Allmand a raison. La réunion de ce soir porte sur les programmes du ministère concernant l'emploi et l'assurance-chômage. Le comité de l'immigration tiendra deux réunions demain; le ministre d'État assistera à la deuxième, et nous pourrions alors discuter d'immigration.

**Mme Browes:** Très bien. Je continue à poser ma question, en la modifiant légèrement.

Je poursuis donc: les gens d'affaires et les Canadiens en général se réjouissent certainement de la stratégie d'emploi du Canada. Parmi les groupes cibles de ce programme, nous avons parlé un peu des handicapés, mais il y a aussi les femmes, et en particulier les immigrantes, dont j'aimerais discuter.

Madame la ministre, je sais que vous avez parlé des minorités visibles, mais je pense qu'il y a un véritable problème au niveau de l'emploi en ce qui concerne les femmes qui viennent d'arriver au pays. Il est déjà assez difficile d'arriver dans un pays et de s'habituer à une nouvelle culture, et trouver de l'emploi est un problème majeur. Pourriez-vous nous dire comment la stratégie d'emploi du Canada ou d'autres pro-

*[Text]*

Strategy, or any other program you might have which would deal with this particular problem of immigrant women finding employment.

• 2055

**Miss MacDonald:** There are two measures we are taking on this, because there is a very real concern among immigrant women as to whether or not they can fit into the various programs.

The first concern is met by special projects which are being approved under the re-entry program. There are some which deal specifically with this, and have been developed from the point of view of providing training and jobs for immigrant women. They now have to meet the criteria of the Canadian Jobs Strategy; that is, they will have had to be out of the work force for longer than three years. A good many immigrant women are in that category and can come into these programs. The concern I hear expressed is how somebody, who has only been in the country for a year, can meet that particular criterion.

What we are doing in this regard is funding certain innovative approaches, where we can look at the specific needs of refugee and immigrant women and decide whether or not there should be some different application of the Canadian Jobs Strategy for them. This is why I have been working with the immigrant and refugee women, themselves, to encourage them to help design innovative proposals along this line.

Further, it may be that there are women come to this country who are not thinking of entering the job market or the labour market at the present time. Therefore, the present programs with regard to second language learning are directed primarily to those people entering the labour force. This might not apply to the spouses of certain individuals.

We are trying to say to them, at this point, that although they may not think they are going to go into the labour market now, they probably will be going into it in two, three or five years. We are therefore trying to include the spouses in the second language training program. We are encouraging the entry of both spouses into those programs, so that they will at least have some basic instruction in English or French. If they do decide to go into the labour market at a later period, they will then have had a basis for perhaps further training.

**Mrs. Browes:** That is good news. Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mrs. Browes. We have very little time left. I will go to any member, starting with Mr. Allmand, for one question.

**Mr. Allmand:** Would the Minister explain why she has eliminated the 30% tilt for women in the Manpower sponsored college training courses for training in non-traditional areas of work, and as well why she is cancelling the women's employment career counselling centres, which were set up to help women in non-traditional work? She has made several statements that she is very interested in helping women. I have here five or six letters from women's groups in the country,

*[Translation]*

grammes s'attaquent à ce problème particulier des immigrantes à la recherche d'un emploi.

**Mme McDonald:** Nous allons prendre deux mesures à ce égard car les immigrantes tiennent beaucoup à pouvoir participer à ces divers programmes.

Nous allons donc mettre en oeuvre des projets spéciaux, approuvés en vertu du programme de réinsertion. Certains portent plus précisément là-dessus et ont été conçus spécialement afin de former les immigrantes et de leur offrir des emplois. Elles doivent maintenant répondre aux critères de la Planification de l'emploi, c'est-à-dire qu'elles devront avoir été sans travail depuis plus de trois ans. Or, bon nombre d'immigrantes se retrouvent dans cette catégorie et peuvent donc bénéficier de ces programmes. Le problème dont on m'a fait part à ce sujet est de savoir comment une femme arrivée il y a seulement un an peut répondre à ce critère.

Nous avons donc décidé de financer certains moyens différents et innovateurs qui tiennent compte des besoins précis des réfugiées et des immigrantes et d'adapter ainsi la Planification de l'emploi. C'est pourquoi j'ai travaillé directement avec ces femmes afin de les encourager à concevoir des propositions originales compte tenu de leurs besoins.

En outre, il se peut que parmi les femmes immigrantes ou réfugiées, il y en ait qui m'envisagent pas de travailler immédiatement. Cependant, les programmes actuels de formation linguistique s'adressent principalement dirigés à ceux et celles qui feront partie de la population active et par conséquent, certaines épouses n'y auront pas droit.

Cependant, nous leur disons que bien qu'elles n'envisagent pas d'entrer dès maintenant sur le marché du travail elles le feront probablement d'ici deux, trois ou cinq ans. Nous essayons donc de les faire bénéficier du programme de formation en langue seconde. Nous encourageons la participation des deux conjoints à ces programmes de telle sorte que tous les deux apprennent au moins les rudiments de l'anglais ou du français. Si ultérieurement les femmes décident de travailler, elles disposeront au moins d'une formation élémentaire leur permettant de se perfectionner.

**Mme Browes:** Ce sont de très bonnes nouvelles. Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, madame Browes. Il nous reste très peu de temps. Je vais donc accorder la parole à quiconque la demande, à commencer par M. Allmand, pour une question.

**M. Allmand:** La ministre peut-elle nous expliquer pourquoi elle a éliminé les 30 p. 100 destinés aux femmes dans les programmes de formation assurés dans les collèges et grâce aux centres de main-d'oeuvre? Il s'agit de cours de formation portant sur des domaines non traditionnels. Peut-elle aussi nous dire pourquoi elle ferme les centres de consultation professionnelle mis à la disposition des femmes afin de les aider lorsqu'elles obtiennent des emplois non traditionnels?



[Texte]

who have helped administer these programs, complaining that this is a step in the wrong direction. Could she explain why she is doing this?

**Miss MacDonald:** First of all, Mr. Chairman, I may say that what we have done is to open up all programs to women. The overall record of women's participation in the Canadian Jobs Strategy is higher than the record of women participating in programs under CEIC in the past.

With regard to the specific question that Mr. Allmand raises, I will ask Mr. Edwards to respond.

• 2100

**Mr. Allmand:** Did Mr. Edwards make the decision, or did you make the decision?

**Miss MacDonald:** Wait a moment for the answer.

**Mr. Allmand:** Streamlining.

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, there are seven women's employment counselling centres across the country. There is no decision to wipe out those centres.

**Mr. Allmand:** That is wrong—

**The Chairman:** Mr. Nystrom.

**Miss MacDonald:** After the first—

**Mr. Allmand:** What about the 30% tilt?

**The Chairman:** Mr. Edwards.

**Mr. John Edwards:** The 30% tilt for those who are not aware of its meaning is a policy under the programming before the Canadian Jobs Strategy, whereby we would have a reserve number of seats, until the last minute in non-traditional occupations, reserved for women.

In the new Canadian Jobs Strategy, this is not the policy; the policy is to have targets for women in each of the six Canadian Jobs Strategy programs. The results are very promising.

**The Chairman:** Mr. Nystrom.

**Mr. Nystrom:** My question to the Minister is: Mr. Peter Hicks said the paper I referred to was a draft, and that he is currently revising the draft, which has not been sent to the deputy minister let alone to the Minister.

I also have leaked to me here another memo, Mr. Chairman, that I do not want to read. I am not going to read the names in there. But it says in effect that so-and-so has advised that copies of the revised terms and conditions and a copy of a memo to Flora MacDonald is to be sent today to regions by Priority Post. The package is to be reviewed by commissioners and is scheduled to go before Treasury Board next week.

[Traduction]

Elle a dit à plusieurs reprises qu'elle tient beaucoup à aider les femmes. Or, j'ai en main cinq ou six lettres écrites par des groupes de femmes qui ont participé à l'administration des programmes que je viens de mentionner, et qui se plaignent que ces mesures nous font régresser. Peut-elle nous expliquer pourquoi elle fait cela?

**Mme McDonald:** D'abord, monsieur le président, j'aimerais préciser que nous avons ouvert tous les programmes aux femmes. La proportion de femmes participant aux programmes qui relèvent de la Planification de l'emploi est plus élevée que le nombre de femmes qui par le passé ont suivi les programmes des centres de l'emploi et de l'immigration.

Je vais demander à M. Edwards de répondre à M. Allmand.

**M. Allmand:** Est-ce M. Edwards qui a pris la décision à cet égard ou vous-même.

**Mme McDonald:** Attendez plutôt qu'il vous réponde.

**M. Allmand:** La rationalisation.

**M. John Edwards:** Monsieur le président, il existe sept centres de consultation professionnelle à l'intention des femmes et nous n'avons nullement décidé de les fermer.

**M. Allmand:** C'est faux . . .

**Le président:** Monsieur Nystrom.

**Mme McDonald:** Après la première . . .

**M. Allmand:** Qu'est-il arrivé aux 30 p. 100?

**Le président:** Monsieur Edwards.

**M. John Edwards:** Pour ceux qui ne seraient pas au courant, les 30 p. 100 de places réservées relèvent d'un programme antérieur à la Planification de l'emploi et permet de réserver un certain nombre de places aux femmes dans des emplois non traditionnels, et ce jusqu'à la dernière minute.

Dans la nouvelle formule, nous procédons autrement. En effet, notre politique est de fixer des objectifs pour les femmes dans chacun des six programmes relevant de la Planification de l'emploi. Les résultats sont très prometteurs.

**Le président:** Monsieur Nystrom.

**M. Nystrom:** Monsieur le président, madame la ministre, d'après M. Peter Hicks, le document que j'ai mentionné était une ébauche qu'il est en train de peaufiner; il ne l'a donc envoyé ni au sous-ministre ni à la ministre.

J'ai aussi pris connaissance d'une autre note de service, monsieur le président, que je ne vais pas vous lire. Je ne veux pas en effet citer de nom ici. D'après cette note, M. Hicks aurait fait savoir que les nouvelles conditions ainsi qu'une note de service envoyée à Flora MacDonald doivent être communiquées aujourd'hui aux régions par poste prioritaire. L'ensemble doit faire l'objet d'un réexamen par les membres de la Commission et doit être soumis au Conseil du Trésor la semaine prochaine.

*[Text]*

So they are saying in this memo that the 34-page Peter Hicks' document was to be sent by Priority Post yesterday and is to be reviewed by the commissioners and is scheduled to go before Treasury Board next week.

Now I understand, after what happened an hour or so again, maybe Mr. Hicks is in the process of revising and redrafting the draft. But this did not seem to be his intention yesterday.

I would like to ask him to clarify his position, or perhaps the Minister can do it on his behalf.

**The Chairman:** Mr. Hicks.

**Mr. P. Hicks:** Yes. I am afraid we have a situation rather like the associate deputy minister's signing of the deputy minister's correspondence. The draft in question was indeed sent by Priority Post to junior-level officers in the regions for their comment, back to my people. This did happen; I verified it this afternoon.

Following the, process it came to my desk and I am currently in the process of revising it up the line.

I have already reviewed the question of the grants versus contributions and other housekeeping items. I have put my initial on a submission to our commission inside Employment and Immigration, and this meeting will be on a forthcoming agenda for internal review and approval; this is on one portion of the document I believe you have in front of you.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Hicks.

Madam Browes.

**Mrs. Browes:** Very briefly, Mr. Chairman, I would just like to mention the specialized youth units that assist disadvantaged youth in getting jobs. There is one in Metropolitan Toronto, which happens to be situated in my own riding. I was just curious to know how many specialized youth units there are across the country that go out and help the disadvantaged youth to get jobs. I know in Toronto they have program people who actually go to some place. For people who are just hanging around subways doing nothing, they will try to get them into the office to talk about where they are going to go in life and so on. I know they have placed 1,400 in Toronto. I am just wondering how many of these specialized youth units we have across Canada.

**Mr. John Edwards:** Mr. Chairman, we have at this point in time 11 specialized units across the country. I would also want to add, though, that we have a number of Outreach Projects that are also, through third parties, providing intensive service to young people.

**Mrs. Browes:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** I would like to thank the Minister and her officials for their appearance and to remind members there are two meetings tomorrow on the matter of Immigration and a steering committee meeting Thursday at 9.30 a.m. to make some choices on how to best spend the last two weeks in June.

The meeting is adjourned to the call of the Chair.

*[Translation]*

Il est donc dit ici que le document de 34 pages préparé par M. Peter Hicks allait être envoyé hier par poste prioritaire et doit faire l'objet d'un réexamen par les membres de la Commission, puis il doit être envoyé au Conseil du Trésor la semaine prochaine.

Après ce qui s'est passé il y a environ une heure, je crois maintenant comprendre que M. Hicks est peut-être en train de revoir cette ébauche. Cependant, telle ne semblait pas être son intention hier.

J'aimerais qu'il nous précise clairement sa position, ou peut-être la ministre peut-elle le faire en son nom.

**Le président:** Monsieur Hicks.

**M. P. Hicks:** Oui. Cette situation ressemble malheureusement à celle où le sous-ministre adjoint signe la correspondance du sous-ministre à sa place. Cela dit, l'ébauche en question a effectivement été envoyée par poste prioritaire aux cadres intermédiaires des régions afin qu'ils disent à mes employés ce qu'ils en pensent. C'est ce qui s'est passé car j'ai vérifié cet après-midi.

A la suite de cela, le document m'est revenu et je suis en train de le revoir.

J'ai déjà revu la question relative aux subventions et à d'autres sujets de régie interne. J'ai paraphé un texte que nous allons soumettre à notre Commission interne de l'Emploi et de l'Immigration, et lors de cette prochaine réunion, nous reverrons et nous approuverons cela. Il s'agit d'une partie des documents que vous avez en main.

**Le président:** Merci, monsieur Hicks.

Madame Browes.

**Mme Browes:** Très brièvement, monsieur le président, j'aimerais seulement mentionner les unités consacrées spécialement à la jeunesse et qui aident les jeunes défavorisés à se trouver de l'emploi. Il y a une de ces unités dans l'agglomération de Toronto; elle se trouve même dans ma circonscription. J'aimerais seulement savoir combien il existe de telles unités qui cherchent à venir en aide aux jeunes défavorisés. Je sais qu'à Toronto, les chargés de programme vont trouver les jeunes qui traînent dans le métro, par exemple, pour les inciter à venir au bureau discuter avec eux de ce qu'ils feront dans la vie etc. Je sais qu'à Toronto, grâce à ce programme 1,400 jeunes ont trouvé de l'emploi. Je me demande donc combien il existe de telles unités spécialisées dans notre pays.

**M. John Edwards:** Monsieur le président, en ce moment, il en existe 11. J'ajouterai cependant que certains programmes d'extension offrent aussi des services intensifs de consultation auprès des jeunes.

**Mme Browes:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Je tiens à remercier la Ministre et ses collaborateurs d'avoir bien répondu à nos questions. J'aimerais aussi rappeler à nos membres que nous nous réunirons deux fois demain pour discuter de l'Immigration et qu'il y aura une réunion du Comité de direction jeudi à 9h30 pour discuter du bon usage à faire des deux dernières semaines du mois de juin.

La séance est levée.







*If undelivered, return COVER ONLY to  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

#### WITNESSES/TÉMOINS

*From the Department of Employment and Immigration:*

John Edwards, Associate Deputy Minister;  
Paul Gauvin, Executive Director, Finance and Administration;  
Peter Hicks, Executive Director, Canadian Jobs Strategy.

*Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:*

John Edwards, sous-ministre associé;  
Paul Gauvin, directeur exécutif, Finance et administration;  
Peter Hicks, directeur exécutif, Programme de la planification d'emploi.



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 72

Wednesday, June 11, 1986  
Wednesday, June 18, 1986  
Friday, June 20, 1986

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 72

Le mercredi 11 juin 1986  
Le mercredi 18 juin 1986  
Le vendredi 20 juin 1986

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

## Labour, Employment and Immigration

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent du*

## Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

In accordance with its mandate under S.O. 96(2), an examination of draft regulations concerning the refugee backlog situation;

Future business of the Committee; and

In accordance with its mandate under S.O. 96(2), an examination of the organizational structure of local and regional offices of the Canada Employment and Immigration Commission

CONCERNANT:

Conformément à son mandat en vertu de l'article 96(2) du Règlement, l'étude d'un projet de règlement concernant l'arriéré dans le traitement des demandes de reconnaissance du statut de réfugié;

Travaux futurs du Comité; et

Conformément à son mandat en vertu de l'article 96(2) du Règlement, l'étude organisationnelle des bureaux régionaux et locaux de la Commission canadienne de l'emploi et de l'immigration

APPEARING:

The Honorable Walter McLean  
Minister of State (Immigration)

WITNESSES:

(See back cover)

First Session of the  
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

COMPARAÎT:

L'honorable Walter McLean  
Ministre d'État (Immigration)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Première session de la  
trente-troisième législature, 1984-1985-1986



STANDING COMMITTEE ON LABOUR,  
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

*Chairman:* Jim Hawkes

*Vice-Chairmen:*

Jean-Pierre Blackburn  
Fernand Jourdenais

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE L'IMMIGRATION

*Président:* Jim Hawkes

*Vice-présidents:*

Jean-Pierre Blackburn  
Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Warren Allmand  
Pauline Browes  
Dan Heap  
Sergio Marchi

John Oostrom  
Peter Peterson  
John R. Rodriguez  
Maurice Tremblay (*Lotbinière*)

(Quorum 6)

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



## MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, JUNE 11, 1986

(111)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 5:14 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

*Members of the Committee present:* Jim Hawkes, Dan Heap, Fernand Jourdenais, Sergio Marchi, John Oostrom and Peter Peterson.

*Other Member present:* Andrew Witer.

*In attendance: From the Library of Parliament:* Kevin Kerr and Margaret Young, Research Officers. *From the Committee's Research Staff:* Anne-Marie Smart.

*Appearing:* The Honourable Walter McLean, Minister of State for Immigration.

*Witnesses: From the Department of Employment and Immigration:* J. Bissett, Executive Director, Immigration. R. Girard, Director, Refugee Affairs. M. Burstein, Data Analysis Forecasts. E. Bitt Côté, Legal Services. D. Moore, Executive Assistant.

The Committee resumed its examination of draft regulations concerning the refugee claimant backlog situation, in accordance with its mandate under Standing Order 96(2). (*See Minutes of Proceedings of June 5, 1986, Issue No. 69*).

The Minister made a statement and answered questions with the witnesses.

At 6:45 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, JUNE 18, 1986

(112)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 6:37 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

*Members of the Committee present:* Jean-Pierre Blackburn, Jim Hawkes, Dan Heap, John Oostrom, Peter Peterson and Maurice Tremblay (*Lotbinière*).

*In attendance: From the Library of Parliament:* Kevin Kerr and Margaret Young, Research Officers. *From the Committee's Research Staff:* Anne-Marie Smart, Louise Thibault and David McGovern. *From the Office of Warren Allmand:* Janet Simpson.

The Committee considered its future business.

Jean-Pierre Blackburn, Vice-Chairman, presented the Eight Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure which read as follows:

Your Sub-Committee met on Thursday, June 12, 1986 and agreed to recommend that the Standing Committee schedule the following meetings:

a) Wednesday, June 18, 1986 at 6:30 p.m. on the future business of the Committee;

## PROCÈS-VERBAUX

LE MERCREDI 11 JUIN 1986

(111)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 17 h 14, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

*Membres du Comité présents:* Jim Hawkes, Dan Heap, Fernand Jourdenais, Sergio Marchi, John Oostrom et Peter Peterson.

*Autre député présent:* Andrew Witer.

*Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement:* Kevin Kerr et Margaret Young, attachés de recherche. *Du Personnel de recherche du Comité:* Anne-Marie Smart.

*Comparait:* L'honorable Walter McLean, ministre d'État (Immigration).

*Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:* J. Bissett, directeur exécutif, Immigration; R. Girard, directeur, Affaires des réfugiés; M. Burstein, Prévisions et analyse des données; E. Bitt Côté, Contentieux; D. Moore, adjoint exécutif.

Le Comité reprend l'examen d'un projet de règlement relatif à l'arriéré de demandes, non exécutées, de reconnaissance du statut de réfugié, conformément aux pouvoirs que lui confère l'article 92(2) du Règlement. (*Voir Procès-verbaux du 5 juin 1986, fascicule no 69*).

Le Ministre fait une déclaration, puis lui-même et les témoins répondent aux questions.

À 18 h 45, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 18 JUIN 1986

(112)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 18 h 37, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

*Membres du Comité présents:* Jean-Pierre Blackburn, Jim Hawkes, Dan Heap, John Oostrom, Peter Peterson et Maurice Tremblay (*Lotbinière*).

*Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement:* Kevin Kerr et Margaret Young, attachés de recherche. *Du Personnel de recherche du Comité:* Anne-Marie Smart, Louise Thibault et David McGovern. *Du Bureau de Warren Allmand:* Janet Simpson.

Le Comité élabore ses futurs travaux.

Jean-Pierre Blackburn, vice-président, présente le Huitième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure, libellé en ces termes:

Votre Sous-comité s'est réuni le jeudi 12 juin 1986 et a convenu de recommander que le Comité permanent fixe les séances suivantes:

a) Le mercredi 18 juin 1986—18 h 30—Élaboration des futurs travaux du Comité;

b) Friday, June 20, 1986 at 9:00 a.m. on the report on local and regional office structures for the Canadian Jobs Strategy (Everard Report) with officials from the Department of Employment and Immigration; and

c) Thursday, June 26, 1986 at 3:30 p.m. on Labour Force Adjustments with *La Fédération des travailleurs du papier et de la forêt*.

After debate, on motion of Jean-Pierre Blackburn, it was agreed,—That the Eighth Report of the Sub-committee on Agenda and Procedure be concurred in.

At 8:10 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

FRIDAY, JUNE 20, 1986  
(113)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 9:15 o'clock a.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

*Members of the Committee present:* Warren Allmand, Jim Hawkes and John Oostrom.

*Other Members present:* Gérard Comeau, Gabriel Fontaine and Don Boudria.

*In attendance: From the Library of Parliament:* Kevin Kerr. *From the Committee's Research Staff:* Louise Thibault and David McGovern.

*Witnesses: From the Department of Employment and Immigration:* Gaétan Lussier, Deputy Minister; D. Wallace, Executive Co-ordinator, Reorganization of Canadian Jobs Strategy; Peter Hicks, Executive Director, Canadian Jobs Strategy.

In accordance with its mandate under Standing Order 96(2), the Committee commenced an examination of the organizational structure of local and regional offices of the Canada Employment and Immigration Commission, as outlined in the report by the Everard Study Team dated October 1985.

Gaétan Lussier made a statement and answered questions with the other witnesses.

The following documents were filed by the Chairman with the Clerk of the Committee:

a) The document entitled: "Our Philosophy of Management", presented by Gaétan Lussier (*Exhibit "TRAV-147"*).

b) Memoranda to all Employment and Immigration Commission from Gaétan Lussier, on the Philosophy of Management (*Exhibit "TRAV-148"*).

c) Memoranda to all Employment and Immigration Commission employees from Gaétan Lussier, concerning the organization change for Canadian Jobs Strategy and Employment Services (*Exhibit "TRAV-149"*).

d) List of consultations between C.E.I.C. management and the employees' unions concerning organization changes

b) le vendredi 20 juin 1986—9 heures—Étude du rapport sur l'organisation des bureaux locaux et régionaux, à l'intention des responsables du Programme de planification de l'emploi (Rapport Everard), avec les fonctionnaires du ministère de l'Emploi et de l'Immigration; et dans le cadre de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada (*Pièce «TRAV-151»*).

c) le jeudi 26 juin 1986—15 h 30—Adaptation de la main d'oeuvre, avec la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt.

Après un débat, sur la proposition de Jean-Pierre Blackburn, il est convenu,—Que le huitième rapport du sous-comité du Programme et de la procédure est adopté.

À 20 h 10, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE VENDREDI 20 JUIN 1986  
(113)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 9 h 15, sous la présidence de Jim Hawkes (*président*).

*Membres du Comité présents:* Warren Allmand, Jim Hawkes et John Oostrom.

*Autres députés présents:* Gérard Comeau, Gabriel Fontaine et Don Boudria.

*Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement:* Kevin Kerr. *Du Personnel de recherche du Comité:* Louise Thibault et David McGovern.

*Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:* Gaétan Lussier, sous-ministre; D. Wallace, coordonnateur exécutif, réorganisation de la Planification de l'emploi; Peter Hicks, directeur exécutif, Planification de l'emploi.

Conformément à son mandat en vertu de l'article 96(2) du Règlement, le Comité amorce son étude de la structure organisationnelle des bureaux locaux et régionaux de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, telle que décrite dans le rapport du groupe de travail Everard en date d'octobre 1985.

Gaétan Lussier fait une déclaration et répond aux questions avec l'aide des autres témoins.

Les documents suivants sont déposés par le président auprès du greffier du Comité:

a) Le document intitulé: «Notre philosophie de gestion», tel que présenté par Gaétan Lussier (*Pièce «TRAV-147»*).

b) Une note de service de Gaétan Lussier à toute la Commission de l'emploi et de l'immigration sur la philosophie de gestion (*Pièce «TRAV-148»*).

c) Une note de service de Gaétan Lussier, à tous les employés de la Commission de l'emploi et de l'immigration touchant les modifications structurelles rattachées à la Planification de l'emploi et aux services d'emploi (*Pièce «TRAV-149»*).

d) Une liste des consultations entre l'administration de la C.E.I.C. et les syndicats des employés relativement aux



resulting from the introduction of the Canadian Jobs Strategy (*Exhibit "TRAV-150"*).

e) Speaking notes for Gaétan Lussier at the Committee meeting of June 20, 1986 concerning the re-organization within the Employment and Immigration Commission (*Exhibit "TRAV-151"*).

At 11:05 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

modifications structurelles découlant de l'introduction de la Planification de l'emploi (*Pièce «TRAV-150»*).

e) Les notes qui ont servi à la déclaration de Gaétan Lussier à la réunion du Comité du 20 juin 1986 portant sur la réorganisation de la Commission de l'emploi et de l'immigration (*Pièce «TRAV-151»*).

À 11 h 05, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Friday, June 20, 1986

• 0916

**The Chairman:** I call the meeting to order. It is the 113th meeting of the committee. Our order of the day is on Standing Order 96.(2), the examination clause, and we are here today to examine the report entitled *Organizational Study-Local and Regional Offices*.

The members will recall that during the examination of main estimates, it became clear that the very significant program changes made in the department, in particular the adoption of the Canadian Job Strategy as a replacement for previous programs; the push to incorporate training in the job creation side of it; and the decision to try and have these programs running on a year-round basis instead of in stops and starts; a winter program, a summer program and so on; has caused the department to begin to re-think their staffing patterns. As the first or a major step, one of the regional directors was asked to conduct a study. I believe there was a study team, and members have the results of that study team's work in front of them. That is the report we are dealing with.

Also, our understanding in terms of timing is that it is the responsibility of the deputy minister and his people to make the final recommendations to the Minister sometime this summer. This would be in terms of what the final re-organizational pattern should be. From hearing all of that, the committee decided it would be worthwhile to spend one morning understanding this report a little better. It would give members an opportunity to talk to the deputy about their own concerns, about any kind of staff re-organization, and to share with the deputy any thoughts they might have on what might, and should, be done.

So that is the kind of atmosphere we have here today. In a sense, it is a briefing from the department about where they are at. It is also an opportunity for members to share their concerns before final decisions are made.

We have Mr. Lussier, the Deputy Minister, and Mr. Wallace, who has some major responsibilities in terms of this task, at the table. If there is no objection, I think I will turn it over to Mr. Lussier and ask him to give us a brief introduction.

**M. Fontaine:** J'invoque le Règlement, monsieur le président. Je trouve anormal que la Chambre ne mette pas à notre disposition une salle neutre. Dans cette salle-ci, on voit les photographies de tous les anciens premiers ministres libéraux du Canada et il est anormal qu'un comité de la Chambre doive siéger dans une telle pièce. C'est la troisième fois que je fais cette remarque et j'aimerais avoir votre opinion officielle à ce sujet.

**Le président:** Merci, monsieur Fontaine.

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le vendredi 20 juin 1986

**Le président:** Je déclare la séance ouverte. Nous en sommes à la 113<sup>e</sup> réunion de notre comité. Notre ordre du jour comporte l'examen du rapport intitulé Étude organisationnelle—Bureau locaux et régionaux, conformément au Règlement 96(2).

Les membres se souviennent sans doute qu'au cours de l'examen du budget général des dépenses, il est devenu manifeste que le ministère commençait à repenser sa dotation en raison de divers facteurs. Mentionnons les importants changements apportés au programme du Ministère, en particulier l'adoption de la Planification de l'emploi pour remplacer des programmes antérieurs; la tendance à intégrer la formation à l'activité de création d'emplois; et la décision de donner à ces programmes un cycle annuel plutôt qu'un caractère intermittent; un programme d'hiver, un programme d'été et le reste. La première étape ou du moins une étape importante, a consisté à confier une étude à un des directeurs généraux. Je crois qu'on a constitué une équipe de travail, et les membres ont devant les yeux le résultat de l'activité de cette équipe. C'est là le rapport que nous examinons.

De plus, pour ce qui est du calendrier de travail, nous croyons savoir qu'il appartient au sous-ministre et à ses collaborateurs de présenter les recommandations finales au ministre au cours de l'été. Il s'agit là de la réorganisation définitive. Mis au courant de tout cela, le comité a décidé qu'il serait utile de consacrer une demi-journée à ce rapport afin de le mieux comprendre. Les membres auraient ainsi l'occasion de s'entretenir avec le sous-ministre de leurs propres préoccupations, de toute réorganisation du personnel et d'échanger avec le sous-ministre toutes les idées qu'ils pourraient avoir sur ce qui est possible et ce qu'il y a lieu de faire.

Telle est donc l'atmosphère de notre rencontre de ce matin. D'une certaine manière, il s'agit d'entendre le ministère nous dire où il en est. C'est aussi pour les membres l'occasion de faire part de leurs préoccupations avant qu'on en arrive à des décisions définitives.

Nous avons comme témoins M. Lussier, le sous-ministre et M. Wallace, qui exerce des responsabilités importantes à l'égard de cette tâche. Si personne ne s'y oppose, je vais passer la parole à M. Lussier et lui demander d'y aller d'une brève introduction.

**Mr. Fontaine:** A question of privilege, Mr. Chairman. It seems to me a neutral room should be made available to us by the House. In this room can be seen the photographs of all the old Liberal Prime Ministers of Canada, and it is not normal that a House committee should have its meetings in such a room. This is the third time that I have made this remark and I would like to have your official opinion on this matter.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Fontaine.



[Texte]

The tradition of the place has been that there were assigned caucus rooms as there are assigned lobbies. For instance, when I first arrived at the House of Commons, the room directly below here was an assigned Conservative caucus room. The room was decorated as this one is decorated. Subsequently the caucus grew and we moved over to the Railway Committee Room and have done no decoration, but it is a long-standing tradition and I think it would be appropriate, if any member feels that it is an inappropriate tradition, that really he should bring it to the attention of the Management and Members' Services committee. That would be the appropriate standing committee of the House to deal with a concern of that kind.

• 0920

**Mr. Allmand:** I am in my 21st year in Parliament and this room has been used as the Liberal caucus room for the 21 years I have been here, and maybe long before that, and also as a committee room. There were never any complaints also during that 21 years. The room downstairs that you referred to was used as the Conservative caucus room, with pictures of the Conservative leaders, and nobody ever complained.

The hon. member is welcome to complain if he wants, but it never seemed to impede the work of either party in doing what they had to do.

**The Chairman:** It could be that the pictures give us more energy, depending on which political party we come from.

**Mr. Allmand:** Maybe they should be like the ones they had in Europe during the Second World War, with Churchill's picture on one side and Hitler's picture on the other side. Depending on who came into the room, they could change the pictures.

**Mr. Fontaine:** We agree with having pictures on each side of the room, but PC for one side and . . . [Inaudible—Editor].

**Mr. Allmand:** If you want to use this room for your caucus, that is fine.

**Mr. Fontaine:** We have too many members to use this room for our caucus.

**The Chairman:** Mr. Lussier.

**M. Gaétan Lussier (sous-ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Merci.

A la demande du Comité, j'aimerais aborder rapidement aujourd'hui la question de la réorganisation de la Commission, plus particulièrement en ce qui concerne la livraison de nos programmes.

Je voudrais aborder cette question-là sous trois aspects particuliers: les services au public, l'efficacité des opérations et l'impact sur le personnel d'Emploi et Immigration Canada.

Je pense qu'il y a des préoccupations fort légitimes qui ont été exprimées à ce sujet-là, et c'est avec plaisir que je me retrouve ici ce matin avec mes collègues afin d'examiner avec vous les facteurs qui sont à l'origine de la réorganisation ainsi que la ligne de conduite que nous avons adoptée pendant cette période de transition qui, je dois l'avouer, a été fort stimulante.

[Traduction]

Selon la tradition qui existe ici, il existe des salles de caucus affectées tout comme des halls affectés. Par exemple, lorsque je suis arrivé à la Chambre des communes, la salle qui est située directement au-dessous de nous était une salle affectée au caucus conservateur. Elle avait les murs ornés de la même manière que celle-ci. Par la suite, les membres du caucus ayant augmenté, nous avons déménagé dans la salle du Comité des chemins de fer sans avoir affiché de photos, mais c'est une longue tradition, et si un membre estime que la coutume n'est pas acceptable, il devrait la signaler au Comité de la gestion et des services aux députés. C'est le comité où ce genre de question devrait être soulevée.

**M. Allmand:** C'est ma 21<sup>e</sup> année comme député et celle salle a servi pour le caucus libéral pendant toute cette période, sans doute bien avant aussi, et également comme salle de comité. Il n'y a jamais eu de plainte pendant ces 21 ans. La salle en bas que vous avez mentionnée a servi pour les caucus du parti conservateur, il y avait des photos des chefs conservateurs et personne ne s'est jamais plaint.

L'honorable député peut manifester son mécontentement s'il le veut mais cet état de chose n'a jamais semblé empêcher les députés des deux partis d'accomplir leur travail.

**Le président:** Ces portraits nous inspirent peut-être une certaine énergie, selon nos allégeances politiques.

**M. Allmand:** Peut-être faudrait-il imiter les Européens pendant la deuxième guerre mondiale, avec le portrait de Churchill d'un côté et celui de Hitler de l'autre côté. Selon la personne qui entrait dans la salle, on pourrait changer le portrait.

**M. Fontaine:** Nous sommes d'accord avec des portraits de chaque côté de la salle mais le parti conservateur d'un côté et . . . [Inaudible—Éditeur].

**M. Allmand:** Si vous voulez utiliser cette salle pour votre caucus, c'est très bien.

**M. Fontaine:** Nous avons trop de membres pour cette salle-ci.

**Le président:** Monsieur Lussier.

**Mr. Gaétan Lussier (Deputy Minister of Employment and Immigration):** Thank you.

At the request of the committee, I would like today to address the question of reorganization within the Commission, specifically with respect to program delivery.

I will be dealing with this question with reference to three criteria: service to the public, operational efficiency and impact on the staff of Employment and Immigration Canada.

I believe that legitimate concerns have been raised in these areas and I am pleased to be here this morning with my colleagues to examine the factors which necessitated reorganization, and the approach we have adopted during this period of transition which, I must admit, has been most challenging.

## [Text]

Il sera très important de pouvoir compter sur la collaboration ainsi que sur la poursuite de la consultation des membres du Comité et d'autres intervenants dans notre recherche de la forme définitive que revêtiront, dans chacune des régions ou des provinces canadiennes, les structures réorganisées.

À l'origine de cette réorganisation, il y a, comme vous l'avez mentionné vous-même, monsieur le président, la planification de l'emploi qui a imprimé une nouvelle direction aux activités d'Emploi et Immigration Canada. Elle a aussi déterminé de nouvelles priorités, d'après les vues du gouvernement ainsi que des Canadiens qui ont été consultés, au sujet de ce que j'appellerais la tâche pressante qui nous incombe de façonner une main-d'œuvre canadienne capable de relever des défis d'ordre économique, de procurer de nouvelles compétences et de répondre plus adéquatement aux besoins du marché du travail, tout cela à un rythme très accéléré, et aussi de faire face à une concurrence plus vive sur les marchés internationaux.

Vous vous rappellerez sans doute les nombreux aspects de la planification de l'emploi. Vous en avez d'ailleurs mentionné quelques-uns ce matin, monsieur le président. Elle a pour objectif de tâcher de s'adapter mieux aux besoins locaux d'ordre économique les plus pressants afin d'assurer une croissance continue. Elle se veut aussi axée sur les besoins réels d'un endroit géographique déterminé du marché du travail en mutation. En même temps, elle veut reconnaître les responsabilités et le partage des responsabilités entre le gouvernement fédéral, les provinces et le secteur privé. Elle veut aussi donner une chance égale à tous les Canadiens et établir un lien entre la création d'emplois et la formation professionnelle. Enfin, elle comporte aussi des éléments de programmes plus simples, plus faciles à comprendre qui sont intégrés à l'échelon local.

• 0925

Après l'annonce de la planification de l'emploi par le ministre, en juin de l'année dernière, il a fallu adapter les ressources dont on disposait pour être en mesure de mettre en oeuvre la planification dans l'immédiat.

I take it it was clear, Mr. Chairman, that where the long term was concerned, the fundamental change implicit in the Canadian Jobs Strategy program demanded that we pay equally a fundamental attention to review of the way Employment and Immigration Canada would deliver their programs at the local level in order to deliver them successfully to Canadians.

I think it is also important to remember that the existing structure, the one still in place, was built on an administrative distinction between training and job creation; in fact, two parallel networks, because of the nature of the program. When we were referring to training, we were referring to employment centres—CECs, as we called them—and when we were referring to job creation programs, then it was the so-called Employment Development Branch that was doing it. This is where roughly I think the respective structures were defined in their responsibility.

So what we have been trying to do is to look at how we can do that; because as I said, those parallel structures were not

## [Translation]

Input and the continuing need for consultation with this committee and others will be vital, as we strive to consolidate the future shape of our reorganized structures in each of the regions or Canadian provinces.

As you mentioned, Mr. Chairman, the Canadian Job Strategy was the trigger for reorganization and it established a new direction for the Commission. We had to set new priorities that represented both the government's response and the response of the Canadians we consulted to what I would call the urgent task of developing Canada's labour force to meet a world of accelerating economic challenges, fast changing skill and market demands, and heightened competition.

As you may recall, the Canadian Job Strategy set out to do several things. You mentioned some of these objectives this morning, Mr. Chairman. One of its aims is to incorporate the flexibility to address the local economic priorities that are the foundation of steady growth. It also focuses on the real needs of a changing labour market. At the same time, it attempts to recognize the shared responsibilities of the federal government, the provinces and the private sector. It also sets out to extend equal opportunities to all Canadians and link job creation and job training. Lastly, it provides simpler, less confusing programs, integrated and co-ordinated at the local point of access.

After the Minister introduced the Canadian Job Strategy last June, existing operational resources had to be adjusted appropriately to implement the strategy in the short term.

Toutefois, monsieur le président, il était clair qu'à long terme, les changements fondamentaux inhérents au programme de la planification de l'emploi supposeraient un examen tout aussi radical de la façon dont la Commission de l'emploi et de l'immigration fonctionne afin que ses programmes répondent bien aux besoins des Canadiens.

Il est important de se rappeler que la structure actuelle, celle qui est toujours en place, découlait d'une distinction administrative entre la formation et la création d'emploi; en fait, il s'agissait de deux réseaux parallèles. La formation s'effectuait par l'intermédiaire des centres d'emploi, les CEC comme nous les appelons, et la création d'emploi relevait de la direction générale du développement de l'emploi. Il s'agit donc d'une distinction définie en gros par les responsabilités respectives des deux organismes.

J'essaie donc d'envisager une nouvelle organisation car, comme je l'ai dit, ces deux structures parallèles n'étaient pas



## [Texte]

integrated and the activities were serving properly the program needs of the time but not those of the way we are now looking at the framework of the Canadian Jobs Strategy in serving in a different fundamental way the labour market needs in Canada. What that meant was that because of that there was an ongoing structure within the CECs looking at training programs and other programs, and a cyclical pattern with the Employment Development Branch that was based on the cyclical nature of money made available to us and related to the context of strategy related to job creation in the past. Certainly that has been . . . and I will allude to that, with your permission, at a later time today . . . to the practical nature of staff hiring related to the Employment Development Branch . . . why we have been, for example—and I will come back to that—dealing with more so-called, in the technical jargon of bureaucrats, term employees, rather than hiring indeterminate employees. I will get back to that.

Naturally the potential for funding was not necessarily reflecting the local needs the way we feel now the mix of programs within the particular geographic labour market situation should be permitting things to be administered and to be more flexible and more to the local level . . . in fact, trying to put in place a reflection, at least on the principle of it, of a greater degree of decentralization; to bring the reality closer to what action is taking place. In other words, what I am saying is that those structures were geared to more of a centralized response to labour market problems, and in fact were based more on a national or regional control of our CEC planning and did not facilitate at all the implementation of the Canadian Jobs Strategy; which again you will remember . . . emphasis on decentralized planning, on training being integrated, as you said, Mr. Chairman, with job creation in order to enhance longer-term employability and also to be more equipped to make better, quick responses to community needs through mechanisms such as the local advisory council. It is in fact an approach to program delivery, which I think is what we are talking about here today—simplicity, accessibility and integration of services.

• 0930

In other words, we want parallel structures with concerns for people, for service deliveries—how people interface with the members, with people who require to access information. But at the same time we want to create a greater degree of simplicity, accessibility and integrations of services. As I said, we want a single-window service for our clients coming together at the local level.

So the single window—and we will talk about that today, I am sure—is an essential development and component if we want the potentials of the Canadian Jobs Strategy Program to be realized fully.

A study on the reorganization—a copy was given to you—was done by a very experienced manager of the organization, Gerry Everard, Director General of the Nova Scotia region. He looked at how new rules and responsibility at every level of the organization would be undertaken, in an effort to create

## [Traduction]

intégrées, leurs activités correspondaient bien aux exigences du programme à l'époque mais ne s'adaptent plus au cadre de la planification de l'emploi, qui répond d'une façon foncièrement différente aux besoins du marché du travail au Canada. Ainsi, il y avait une structure permanente au sein des CEC qui s'occupait des programmes de formation et autres et une certaine tendance cyclique dans la direction générale du développement dans l'emploi, attribuable à l'affectation cyclique de crédits, tout cela ayant donc une incidence sur la stratégie de création d'emplois. Cela se répercutait sur les pratiques d'embauche suivies par cette direction et sa préférence pour des employés à contrat au lieu d'employés permanents. Je vais revenir à cela tout à l'heure.

Naturellement, les crédits ne reflètent pas forcément les besoins locaux pour ce qui est de programmes adaptés à la situation du marché du travail dans une région donnée, il n'y avait pas toute la souplesse voulue . . . Tout cela nous a amenés à réfléchir à une décentralisation accrue afin que les autorités locales puissent prendre davantage de décisions. Autrement dit, ces structures étaient conçues pour répondre d'une manière centralisée aux problèmes touchant le marché du travail et, de fait, étaient fondées sur un contrôle national ou régional de la planification des CEC; ainsi elle ne facilitait pas la mise en oeuvre de la planification de l'emploi. Comme vous vous le rappelez sans doute, cette dernière met l'accent sur une planification décentralisée, une formation jumelée à la création d'emplois de sorte à rendre les gens plus aptes à être employés à long terme, et une réponse rapide aux besoins de la collectivité par l'intermédiaire de mécanismes comme les conseils consultatifs locaux. En réalité, c'est une approche qui s'applique à la réalisation des programmes, c'est-à-dire, je pense, au sujet que nous examinons aujourd'hui—simplicité, accessibilité et intégration des services.

En d'autres termes, nous voulons des structures parallèles axées sur les gens, sur la réalisation des services—sur la manière dont les gens communiquent avec les députés, avec les personnes qui doivent avoir accès à l'information. Nous voulons par ailleurs réaliser une plus grande intégration des services. Comme je l'ai déjà dit, nous voulons offrir un comptoir unique à nos clients qui se présentent à nous au niveau local.

Le comptoir unique—et je suis sûr que nous en reparlerons aujourd'hui—constitue un progrès et un élément essentiel si nous voulons réaliser pleinement les possibilités de la Planification de l'emploi.

Une étude sur la réorganisation—dont une copie vous a été remise—a été réalisée par un de nos gestionnaires possédant une longue expérience, M. Gerry Everard, directeur général de la région de la Nouvelle-Ecosse. Il a abordé la question de savoir comment devraient être créées des règles et des respon-

## [Text]

delivery structures again that would be consistent with the Canadian Jobs Strategy concept.

So we chose one of our most experienced regional heads in order to carry out that study. We held consultations with officials at all levels of the organizations, including the Employment Development Branch managers, supervisors, manager of other programs, and others.

I think this level of discussion, as I see it, Mr. Chairman, has characterized, to a certain degree, all aspects of—we cannot call it anything else—a transition period. Staff and union representatives have been consulted on an ongoing basis concerning the impact of the change that will be taking place.

And those legitimate concerns expressed by staff, expressed by the union representatives, are expressed also, we have to understand, in a context of restraint pressures on... departments, and CEIC is part of it. Throughout this sometimes difficult exercise, I have been trying to assure Employment and Immigration Canada staff, and the union, that the principle of the philosophy of management would be integrated into our plan.

Mr. Chairman, I would like to leave with your members a copy of the philosophy of management. It is not a document that is only a piece of paper; it is a piece of paper which, along with our Ministers and all collaborators and support managers in CEIC, we are trying to implement. It represents the expressions of corporate values and belief in which we, as an organization, believe in terms of our employees, in terms of our clientele, in terms of the things that have to be done with dedication every day by all staff of CEIC.

I would like, with your permission, to leave that with you, because this is the framework under which difficult situations are dealt with and we wanted to put it publicly to all our staff. We consulted over 850 managers—I did it personally over the last year—to have their involvement, their commitment and their results. This document is the result of more than 1,000 persons who have collaborated with this organization to give a soul and life to the administrations of Employment and Immigration Canada.

So if you are interested, I could leave that as a background document. Some people would say that it is a very risky operation, because you are putting up front what you believed in as an organization rather than hiding behind a bush. What has inspired us all along are the context and framework of this piece of paper called *The Philosophy of Management*.

• 0935

Afin d'intégrer la philosophie de gestion et l'orientation de la planification de l'emploi, de nouveaux principes opérationnels et organisationnels ont été établis. Ces principes reflètent l'engagement du gouvernement à mettre en oeuvre une stratégie du marché du travail axée sur la collectivité plutôt

## [Translation]

sabilités nouvelles à chaque niveau de l'organisation, en vue de la création, encore une fois, de structures de services qui soient conformes au concept de la Planification de l'emploi.

Nous avons donc confié cette étude à un de nos chefs régionaux les plus expérimentés. Nous avons eu des consultations avec des fonctionnaires de tous les niveaux des organisations en cause, y compris les gestionnaires et les surveillants de la Direction générale du développement de l'emploi, les gestionnaires d'autres programmes et d'autres personnes.

D'après moi, M. le président, ce niveau des pourparlers a caractérisé dans une certaine mesure tous les aspects de ce que nous ne saurions appeler autrement qu'une période de transition. Le personnel et les représentants syndicaux ont été consultés constamment au sujet de l'impact des changements à venir.

Et ces inquiétudes légitimes formulées par le personnel et exprimées par les représentants syndicaux s'expriment aussi, il faut le comprendre, dans le contexte des pressions restrictives qui s'exercent sur les ministères et notamment sur la CEIC. Tout au cours de cet exercice parfois difficile, je me suis efforcé de convaincre le personnel d'Emploi et Immigration Canada et le syndicat que les principes de la gestion seraient intégrés à notre plan.

M. le président, j'aimerais remettre aux membres de votre comité le texte traitant des principes de gestion. Ce document n'est pas un simple morceau de papier; c'est un document que nous travaillons à réaliser avec nos ministres, avec tous nos collaborateurs et avec tous les gestionnaires de soutien de la CEIC. Il représente l'expression des valeurs et des convictions du Ministère en ce qui concerne nos employés, notre clientèle et la tâche dont tous les membres de la CEIC doivent s'acquitter tous les jours avec zèle.

Avec votre permission, j'aimerais vous remettre ce texte, car c'est le cadre dans lequel nous réglons les situations difficiles, c'est un document que nous avons voulu remettre publiquement à tous les membres de notre personnel. Nous avons consulté plus de 850 gestionnaires—je le fais moi-même depuis un an—pour obtenir leur participation, leur engagement et leurs résultats. Ce document est le fruit de la collaboration de plus de mille personnes qui oeuvrent au sein de notre organisation pour donner une âme et une vie à l'administration d'Emploi et Immigration Canada.

Si cela vous intéresse, je pourrais donc vous remettre ce texte à titre de document de travail. D'aucuns diraient que c'est une entreprise très dangereuse puisque l'on expose ainsi les principes directeurs de l'organisation plutôt que de les camoufler. Pendant toute la durée de l'entreprise, nous avons été inspirés par le contexte et le cadre de ce document intitulé «La philosophie de la gestion».

Incorporating both the philosophy of management and the orientation of the Canadian Job Strategy, new organizational principles were developed. These principles reflect the commitment of the government towards the implementation of a community based labour market strategy, as opposed to the



## [Texte]

que sur une série de programmes visant les particuliers. Ils soutiennent l'établissement de mécanismes locaux liés à une stratégie du marché du travail. Ils comprennent des principes d'équité et présentent une filière hiérarchique claire afin d'assurer l'imputabilité de chacun en ce qui concerne l'atteinte des résultats. Ils augmentent le plus possible l'efficacité et l'efficacité opérationnelles tout en maintenant la qualité du service aux clients. Ils donnent aux directeurs des centres d'emploi du Canada le pouvoir—et j'insiste sur le mot pouvoir—d'élaborer et de mettre en œuvre la stratégie locale du marché du travail, y compris d'offrir tout le soutien nécessaire aux comités consultatifs locaux.

Le rôle du Centre d'emploi du Canada local ne peut pas être trop important à la suite de cette organisation qui a engendré une structure de planification qu'on pourrait appeler ascendante, c'est-à-dire de bas en haut de la pyramide, comparative-ment à l'ancienne structure descendante.

The integration of a training element in all programs, for example job development and job entry, has made a profound difference in the role of the CEC in planning, consulting and co-ordinating the activities of their operation.

Previously, so we can remind ourselves what we are doing now and what we hope to go through, local managers were given dollars to spend without not necessarily sufficient co-ordination with local planning requirements and without in fact the ability to integrate a proper mix of program activities. Now, with our approach, managers will be able to influence the mix of program allocations designed to assist local and regional development, taking into account the advice of local advisory councils and other community sources.

What I am trying to say here is that in this new dynamic environment, the Local Advisory Council, and as you know we discussed that previously, plays a critical role, serving as a forum to allow business, labour and community groups to meet with government representatives, and to discuss local labour market issues and, why not, also formulate initiatives that could be considered at the local labour market level. And through this co-operation and collaboration with our employment centre, local advisory councils effectively translate national strategy into terms relevant to community needs. There is progress in establishing LACs, as you know, local advisory councils.

So if I try to summarize what we are looking for with this change, it is to look at the centre of employment for Canada to become more the hub of the wheel, if I can use that expression. They will be, in other words, given the resources to call the shots, including the essential support from Employment Development Branch staff to facilitate delivery of single-window training and job creation services. And I want to insist here that for the majority of our Employment Development Branch staff, the nature of the responsibility does not change and will not change. They will still be involved directly, as in the past, in project type work related to job development, Challenge programs, Section 38 Initiatives.

What does change for Employment Development Branch staff is their reporting relationship when they work in a

## [Traduction]

delivery of many individual programs. They support the development of local strategic labour market mechanisms. They integrate employment equity principles and provide clear lines of organizational authority to ensure accountability for the achievement of results. They maximize operational effectiveness and efficiency while maintaining the quality of service to our clients. They grant CEC managers the power, and I emphasize the word power, to develop and implement local labour market strategy, including all necessary support for local advisory councils.

The role of the local Canada Employment Centre cannot be overstated in a reorganized environment that has shifted its access from what might be called top down-planning to bottom-up.

L'incorporation d'un élément de formation dans tous les programmes, par exemple dans les programmes développement de l'emploi et intégration professionnelle, a modifié fondamentalement le rôle des CEC dans le domaine de la planification, dans la consultation et dans la coordination des activités.

Auparavant, les directeurs locaux recevaient des fonds à dépenser, sans considération suffisante des besoins locaux de planification et sans la capacité de regrouper les activités des programmes. Maintenant, les directeurs seront en mesure de dire leur mot concernant l'ensemble des fonds affectés aux différents programmes destinés à promouvoir le développement local et régional en tenant compte de l'avis des conseils consultatifs locaux et des autres ressources de la collectivité.

Je dis donc que dans cette nouvelle structure dynamique, le conseil consultatif local joue un rôle essentiel, en tant qu'organisme de rencontre des milieux d'affaire, du monde syndical, des groupes de la collectivité et des représentants du gouvernement, qui leur permet d'étudier les problèmes touchant le marché du travail local et de trouver des solutions. Grâce à cette collaboration avec les CEC, les conseils consultatifs locaux traduisent efficacement la stratégie nationale en tactique correspondant aux besoins de la collectivité. Comme vous le savez, les conseils consultatifs locaux sont en voie de création.

Pour résumer donc ce changement, les centres d'emploi du Canada constituent le pivot de la nouvelle structure, pour ainsi dire. Autrement dit, ils auront les ressources nécessaires pour faire la pluie et le beau temps, y compris le soutien essentiel du personnel de la DGDE pour appliquer plus facilement la formule du «guichet unique» des services de formation et de création d'emploi. Je tiens à souligner que la nature des responsabilités de la plupart des membres du personnel de la Direction générale du développement de l'emploi ne change pas. Comme auparavant, leurs fonctions auront trait aux projets développement de l'emploi, à ceux de Défi et aux mesures exécutées en vertu de l'article 38.

Cependant, leur situation hiérarchique, elle, change. Modifiée de façon à faciliter l'administration des services selon

## [Text]

particular local labour market. This relationship, realigned to facilitate single-window service delivery, has been the subject of constant consultation with the union and our personnel in the Employment Development Branch. So, despite the pressure we all face related to down-sizing and other factors, I think this continues to be a priority.

• 0940

Des engagements ont été pris quant à un nombre accru d'emplois permanents à la Direction générale du développement de l'emploi. Il y a quelques mois, j'ai pris, avec le président du syndicat national, l'engagement d'augmenter le nombre d'employés à terme occupant un poste indéterminé de 50 p. 100 à 75 p. 100. Environ 182 personnes dans tout le Canada seront touchées par cette mesure.

L'intégration des ressources de la Direction générale du développement de l'emploi aux structures décisionnelles décentralisées se poursuivra dans toutes les régions. Elle prendra différentes formes suivant les besoins de l'économie et les impératifs d'efficacité.

Notre organisation est complexe de par la nature même des services qu'on offre et de nos responsabilités, qu'il s'agisse de l'assurance-chômage, du service d'emploi proprement dit, de la livraison de programmes reliés à la stratégie du marché de l'emploi ou des besoins en matière d'immigration. Nous sommes aussi dans l'obligation de réduire au minimum toute répercussion négative pour le personnel. Les structures et les rapports hiérarchiques dans les bureaux locaux ne seront pas les mêmes dans toutes les régions. Toutefois, le concept de services unifiés reste le critère déterminant pour décider de l'organisation des bureaux locaux dans toutes les régions.

Par exemple, en raison de la complexité de la planification, la Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec établiront des rapports différents dans leurs bureaux. Ils adopteront l'organisation la plus pratique, la plus rentable pour leur région, tout en respectant le double objectif d'une planification propre à chaque bureau et à l'exécution d'un service intégré.

Les centres d'emplois sont situés dans des secteurs délimités en fonction de critères économiques. Cette situation a soulevé et continue de soulever des interrogations: est-ce qu'on va assister à un affaiblissement de la dimension politique reliée à l'action?

Je pense, au contraire, que les échanges entre les employés de la Direction générale de l'emploi et les élus de la population seront renforcés. Au Québec, par exemple, la coordination des ressources de la Direction générale du développement de l'emploi sera probablement faite à l'intérieur de 30 centres et reliée à la création des comités consultatifs locaux, alors que présentement, cela se fait à 11 endroits différents. Cela devrait normalement permettre aux députés d'avoir une idée plus précise de la situation dans la province, et leurs commettants bénéficieront d'un service regroupé.

L'étude Everard, que nous avons distribuée au Comité, a servi de catalyseur et de point de référence tout au long du processus qui a mené à la mise en place d'une organisation plus efficace, plus pratique et plus souple.

## [Translation]

la formule des guichets uniques, elle a fait l'objet de consultations suivies avec le syndicat et le personnel de la Direction générale du développement de l'emploi. Il s'agit là d'une priorité, en dépit des difficultés que présente l'exercice de compressions des effectifs et d'autres facteurs qui entrent en ligne de compte.

Commitments have been made with respect to an increased number of permanent positions within the economic development branch. Some months ago, with the President of the national union, I undertook to increase the number of term employees occupying an indeterminate position, from 50% to 75%. Approximately 182 persons throughout Canada will be effected by this step.

The integration of employment development branch resources into structures which emphasize micro-decision making is proceeding in each region. The varying forms this integration takes are predicated on the need for economy and efficiency.

Our organization is complex because of the nature of the services we provide and our responsibilities, whether it be unemployment insurance, the employment service as such, the delivery of programs related to the labour market strategy, or immigration requirements. We must also limit any staff disruption to the minimum. Local office structures and reporting lines will not be identical in every region. However the one window concept remains the key criterion for determining local office organization in all regions.

For example, because of the complexity of planning, British Columbia, Ontario and Quebec are establishing different organizational relationships. Reflecting what is most practical and cost effective, these structures will still be consistent with the twin objectives of localized planning and integrated service delivery.

Since employment centres are located in economic rather than political configurations, questions have arisen regarding whether the operational arrangements will not be politically sensitive.

I believe, on the contrary, that exchanges between employees of the employment development branch and the elected representatives of the people will be reinforced. In Quebec, for example, the co-ordination of EDB resources will probably take place within 30 principal Canada Employment Centres, and be linked to the setting up of local advisory committees, whereas at the present time, this is done in 11 different places. This should allow members of Parliament to have a more precise idea of the situation in their province, and their constituents will have the advantage of a one stop service.

The Everard study, which we have distributed to the committee, has served as an important catalyst and frame of reference throughout the ongoing work to establish the most



## [Texte]

In closing, I want to stress that much work remains to be done and consultation will continue with Employment Development Branch staff, with our Canada Employment Immigrations union, with MPs and others. I think the Everard recommendations, even if I have great respect for Mr. Everard, are not written in stone. They are not the necessary Bible that we have to follow without amendment. In fact, there will be amendments, as appropriate, in each region. There is still room for input on how far we will go in implementing all details of that game plan proposed by the Everard study on reorganization.

• 0945

There are significant constraints to full implementation that must be taken into account. In addition to the commitment to efficiency and minimal staff disruption, there are practical considerations such as being fed up, relocation expense, basic difficulties of adapting, reorganized space requirements to existing offices, many of which have long-term leases.

So there are factors I want to mention here which have also to be taken into consideration during this transition period: the government policy on down-sizing; the work force adjustment policy; and revitalization of employment services, which is looking at a new, more flexible service delivery standard, which is, to a degree, independent of, but consistent with, the Canada Jobs Strategy and reorganization goals.

There have already been delays in looking at the implementation, and we regret it in a sense because it is a situation that creates disruptions and very long preoccupations to our staff. But they were influenced by the moratorium on discretionary spending and staffing freezes.

Given the scale of the change under way and the impact on expected development, difficulties were anticipated at this time of transition, but we have moved ahead and we will continue, with your input, to do so on all fronts.

I think I want to close by saying that management has been showing great determination and commitment throughout the difficult process of orchestrating the details of reorganization, in terms of program deliveries and also human resources.

It is important that I tell you—there should not be misunderstanding here—that it has been a difficult time for all employees and staff of Employment and Immigration Canada. The pace of change is very rapid and the pressure on them has been tremendous, but the quality of service to the public has been maintained. That so much has already been accomplished

## [Traduction]

efficient, practical and responsive delivery structures in every region.

En terminant, je voudrais rappeler que le travail est loin d'être fini et que des consultations se poursuivront auprès du personnel de la Direction générale du développement de l'emploi, du syndicat au sein du ministère Emploi et Immigration Canada, des députés et d'autres intervenants. Avec tout le respect que je dois à M. Everard, je ne pense pas que ses recommandations soient immuables. Il ne s'agit pas nécessairement de règles que nous devons suivre à la lettre. De fait, il y aura des modifications, le cas échéant, dans chaque région. Il reste encore à obtenir des renseignements sur la mesure dans laquelle on pourra mettre en oeuvre tous les détails du projet figurant dans l'étude Everard sur la réorganisation.

Il faut tenir compte d'obstacles importants à la réalisation intégrale de ce projet. Outre l'engagement dans le sens de l'efficacité et d'un déplacement minimum du personnel, il existe des facteurs pratiques, par exemple la lassitude, les frais de relocalisation, les difficultés fondamentales d'adaptation et les exigences de la réorganisation des locaux existants, dont plusieurs sont loués à long terme.

Il y a donc des facteurs que je veux mentionner ici et dont il faut aussi tenir compte durant cette période de transition: la politique gouvernementale de réduction de l'effectif, la politique d'adaptation de la main-d'oeuvre et le dynamisme à redonner aux services d'emploi conformément à une norme nouvelle et plus souple de prestation des services, cette norme étant jusqu'à un certain point indépendante des objectifs de la Planification d'emploi et de la réorganisation, sans y être contraire.

Des délais marquent déjà la réalisation du projet, et nous le regrettons d'une certaine manière car c'est une situation qui dérange et préoccupe beaucoup trop le personnel. Cependant, les mesures envisagées ont été touchées par le moratoire touchant les dépenses discrétionnaires et par les gels de la dotation en personnel.

À cause de l'ampleur des changements en cours et de leurs répercussions sur le cours attendu des événements, nous avons prévu que des difficultés marqueraient cette époque de transition, mais nous sommes allés de l'avant et nous allons continuer de le faire, avec votre participation, sur tous les fronts.

J'aimerais terminer en disant que la direction a fait preuve d'une grande détermination et d'un ferme engagement pendant tout le processus difficile de l'orchestration des détails de la réorganisation, pour ce qui est de la réalisation des programmes et aussi des ressources humaines.

Il importe de le dire—pour éviter tout malentendu—ce fut une période difficile pour tous les employés et tout le personnel d'Emploi et Immigration Canada. Le rythme des changements est très rapide et la pression qui s'est exercée sur tous a été énorme, mais la qualité du service offert au public a été maintenue. Qu'on en ait déjà fait autant, cela traduit la large unanimité sous-tendant l'initiative de la Planification d'emploi.

[Text]

reflects the broad consensus underlying the Canada Jobs Strategy Initiative.

There has been an enormous staff effort this past month, animated by the scope of our consultations throughout this transition. These consultations will continue to be crucial in order to make our effort to consolidate in the coming months. We are interested in all views, including those of the committee.

Reorganization on this scale has been difficult and not without unforeseen detours, but it is clear that we have already come a long way down that road. The size and speed of the simultaneous policy and operational changes are unprecedented.

Judged by any yardstick, our employees across Canada have, I think, handled this time of uncertainty with quite remarkable alacrity. We are successful in negotiating the spirit of transition and reorganization, and we are emerging with a more efficient, sensitized service for Canadians.

I look forward to the committee's continuing interest and involvement as we focus the initiative introduced this year and face the new challenge the days ahead will certainly bring. Thank you.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Lussier.

On inquiries, we have had a pattern in some committees in the past where we moved from member to member to open an issue, rather than having time guide us, and then if there are supplementaries from anybody in the room on the same issue we sort of deal with the issue and then move to the next issue. In the context of what we are trying to accomplish today, maybe we could start that way and see where it takes us. We do have an hour and 10 minutes before Question Period and there are not many members here so I think we might get at all of the concerns on the members' minds.

If that is agreeable, the order of arrival was Mr. Comeau, Mr. Allmand and Mr. Fontaine. If Mr. Comeau—

**Mr. Comeau:** I will defer to my elder.

**The Chairman:** To the elder?

**Mr. Comeau:** Senior member.

**The Chairman:** Is that in age or in experience in the House?

**Mr. Comeau:** Experience in the House.

**Mr. Allmand:** What time is being given to each of us? I raised this point the other day. I have about 20 questions on this and I would like to know the time frame.

**The Chairman:** I just thought if we could start with your No. 1 issue, and then if there is some—

[Translation]

Au cours du mois qui vient de s'écouler, on a assisté à un immense effort de la part du personnel, animé par la portée des consultations que nous avons menées durant toute cette période de transition. Celles-ci demeureront essentielles à notre unité d'action au cours des prochains mois. Nous sommes désireux d'entendre tous les points de vue, y compris ceux de votre comité.

Une réorganisation de cette ampleur est une chose difficile, qui ne va pas sans des détours imprévus, mais il est manifeste que nous avons déjà parcouru un long chemin. Il n'y a pas de précédent à l'ampleur et à la rapidité de l'évolution simultanée des principes directeurs et des opérations.

Quel que soit le critère utilisé, on peut affirmer, je pense, que nos employés de tout le Canada se sont adaptés avec une célérité remarquable à cette période d'incertitude. Nous nous adaptons avec succès à cet esprit d'évolution et de réorganisation et nous en ressortons en offrant aux Canadiens un service plus efficace et plus conforme à leurs besoins.

Je me réjouis d'avance de l'intérêt du Comité pour l'initiative que nous avons prise cette année et de sa participation à notre tâche, face au défi qui ne manquera pas de se poser à nous durant les jours à venir. Merci.

**Le président:** Merci, M. Lussier.

Au sujet des questions, c'est un peu la coutume dans certains comités de passer d'un membre à un autre pour entreprendre l'examen d'une question plutôt que de nous laisser guider par des limites de temps puis, lorsqu'il y a des questions supplémentaires portant sur la même question, nous avons tendance à nous occuper de la question puis de passer à la suivante. À cause de ce que nous essayons de réaliser aujourd'hui, peut-être pourrions-nous commencer de cette manière pour voir où cela nous mènera. Il nous reste effectivement une heure et dix minutes avant la période des questions et il n'y a pas tellement de membres présents de sorte que nous pouvons probablement poser toutes les questions qui préoccupent les membres.

Si cela vous convient, les membres sont entrés dans l'ordre suivant: M. Comeau, M. Allmand et M. Fontaine. Si M. Comeau...

**M. Comeau:** Je cède mon droit de parole à mon aîné.

**Le président:** Votre aîné?

**M. Comeau:** En tant que député.

**Le président:** Parlez-vous de l'âge ou de l'expérience à la Chambre?

**M. Comeau:** De l'expérience à la Chambre.

**M. Allmand:** De combien de temps dispose chacun d'entre nous? J'ai soulevé cette question l'autre jour. J'ai une vingtaine de questions à poser à ce sujet et j'aimerais savoir de quel temps je dispose.

**Le président:** J'ai pensé que nous pourrions commencer par votre première question, puis si le reste...



[Texte]

**Mr. Allmand:** But they are all interrelated. You could try to do it. I think it is going to be virtually impossible.

• 0950

**The Chairman:** Okay, hack away at it, and we will see.

**Mr. Allmand:** I am going to try to make my questions as brief as possible. I hope the witnesses will do the same. My first question concerns the date of this document.

**Mr. Lussier:** The document dates from last fall, around September, 1985, but it is a result of work and input of managers across the country, going all summer last year.

**Mr. Allmand:** I would simply like to tell the deputy minister that it would be wise to put dates on documents such as this. When Ministers and governments change, it is hard for us, in looking back, to attribute it to what government, what Minister and so on.

On page 2 of your statement, Mr. Lussier, you put forward the goals of the Jobs Strategy Program, and then further in your statement, you talk about linking the administrative changes to the goals of job strategy. But nowhere in this statement do you state that part of the goals for change could be directions from the Treasury Board, as a result of their policy on deficit cutting. You also do not refer at all to the Nielsen report relating to your department.

Are you telling us that these changes in administration and staff are in no way related to directions from the Treasury Board to cut costs and staff; or no way related to some of the philosophy and ideas in the Nielsen report relating to CIC?

**Mr. Lussier:** Mr. Chairman, I would like to assure members that this exercise has been strictly initiated in the context of the implementation of the Canadian Jobs Strategy.

**Mr. Allmand:** Well, if that is the case, how do you explain this? I am referring again to this memo that was leaked to us, signed by Peter Hicks. At the back of the memo, for there are no page numbers on this, but this appears to be a draft letter to the Minister, the opening paragraph reads:

You are aware that Treasury Board has directed us to simplify the delivery of the Canadian Jobs Strategy to make the programs less person-year intensive, and we have been considering, as part of the general administrative review, how we can do more with less.

Now, I ask you to explain that sentence, which seems to be directed from Mr. Hicks to the Minister. It says that you have a direction from Treasury Board to have fewer person-years. I would like to ask you for your comment on that. How many person-years do you expect to cut, or how many people do you

[Traduction]

**M. Allmand:** Mais elles sont reliées les unes aux autres. On pourrait essayer. Mais je crois que cela va être à peu près impossible.

**Le président:** Eh bien, allez-y, nous verrons.

**M. Allmand:** Je vais essayer de formuler mes questions le plus brièvement possible. J'espère que les témoins répondront de la même manière. Ma première question intéresse la date de ce document.

**M. Lussier:** Le document remonte à l'automne dernier, vers septembre 1985, mais il est le fruit du travail et de l'apport des gestionnaires de tout le pays, d'un travail qui s'est déroulé durant tout l'été dernier.

**M. Allmand:** J'aimerais tout simplement signaler au sous-ministre qu'il serait sage d'indiquer la date des documents du genre de celui-ci. Lorsque les ministres et les gouvernements changent, nous avons du mal, en retournant en arrière, à savoir à quel gouvernement, à quel ministre et le reste il faut l'attribuer.

A la page 2 de votre déclaration, monsieur Lussier, vous formulez les buts du programme de la Planification de l'emploi puis, plus loin, vous parlez d'établir un lien entre les changements administratifs et les buts de la planification en question. Pourtant, nulle part dans cette déclaration vous ne dites que certains des buts recherchés par les changements pourraient être des directives du Conseil du Trésor faisant suite à la politique de celui-ci sur la réduction du déficit. Vous ne faites non plus aucune allusion à la partie du rapport Nielsen qui touche à votre ministère.

Prétendez-vous que ces changements de l'administration et du personnel n'ont aucun rapport avec les directives du Conseil du Trésor sur la réduction des coûts et du personnel; qu'ils ne se rattachent aucunement, non plus, ni aux principes ni aux idées qu'on trouve dans le rapport Nielsen au sujet de votre ministère?

**M. Lussier:** Monsieur le président, je désire assurer aux membres que ce travail a été entrepris strictement dans la perspective de l'application de la Planification de l'emploi.

**M. Allmand:** Eh bien, si tel est le cas, comment expliquez-vous ceci? Je fais allusion une fois de plus à cette note qui nous est parvenue du fait d'une fuite et qui est signée par Peter Hicks. Au verso de cette note, dont les pages ne sont pas numérotées, bien qu'il semble s'agir d'un projet de lettre au ministre, on peut lire le paragraphe d'ouverture suivant:

Vous savez que le Conseil du Trésor nous a priés de simplifier la réalisation de la Planification de l'emploi pour que le programme comporte moins d'années-personnes et, depuis un certain temps, nous examinons, dans le cadre de la révision administrative générale, les moyens de faire plus en utilisant moins.

J'aimerais que vous nous expliquiez cette phrase, qui semble être adressée par M. Hicks au Ministre. On y affirme que vous avez reçu du Conseil du Trésor la directive de réduire vos années-personnes. J'aimerais entendre vos remarques à ce sujet. Combien d'années-personnes prévoyez-vous faire

[Text]

expect to lay off as a result of the implementation of the Everard report?

**Mr. Lussier:** Mr. Chairman, I would first of all like to explain again that I think we are here to talk about at least two different exercises. I asked Mr. Everard to study how we could better integrate the delivery of our programs related to the Canadian Jobs Strategy. It was, and is, my intention to look at the best way to serve our clientele and to save our people.

There may be other initiatives looked at on how we can improve the rapidity of deliveries of our programs to our clientele. That is an exercise in itself, and one which has no direct relationship to the reorganization. You ask me how many people will be laid off as a result of the exercise. There was never any intent to lay people off, because we looked at delivering. What will happen in reality—

**Mr. Allmand:** What about this clause I read from, in which they say the Treasury Board has asked you to make your programs less person-year intensive.

• 0955

**Mr. Lussier:** I think I mentioned that in my presentation earlier, Mr. Chairman. There is no doubt—and something that I personally subscribe to is the necessity, in the context of the overall government objective, of down-sizing of the size of the public service—that we in the Department of Employment and Immigration cannot look at ways where we can improve the delivery of service. However, as clearly as I can, I want to express that it is totally an exercise not connected to the intent of better delivery of the Canadian Job Strategy program. It is in the picture. It is something that may have an impact, with time, but the objective, Mr. Chairman, of looking at the organization has no hidden intention of cutting staff, staff who are related to that exercise.

**The Chairman:** Can I get in on a bit of a supplementary here, Warren, and ask the following question. Is the department involved with Treasury Board prior to Treasury Board making a decision to down-size, for example, or is this something which, say, procedurally just comes as a directive or a suggestion, without the department doing minimal or . . . ?

**Mr. Lussier:** In some instances, I think it comes with a number attached to it, and we have to co-operate. I have also been in a situation where there has been consultation and discussion on both sides. However, in the latest exercise, I think we were allocated our share of the overall government objective of down-sizing.

**The Chairman:** Your share does not relate to a program. It relates to your total operation, from immigration right through to your headquarters sort of thing.

**Mr. Lussier:** Yes, absolutely. It is at all levels. This was related to—it was in fact much more independent of the

[Translation]

disparaître ou combien de personnes prévoyez-vous mettre à pied à la suite de la mise en oeuvre du rapport Everard?

**M. Lussier:** Monsieur le président, j'aimerais d'abord expliquer encore une fois que, d'après moi, notre présence ici vise l'examen d'au moins deux tâches différentes. J'ai demandé à M. Everard d'examiner les moyens qui nous permettraient de mieux intégrer la réalisation de nos programmes à la Planification de l'emploi. J'avais et j'ai toujours l'intention d'examiner le meilleur moyen de servir notre clientèle tout en conservant notre personnel.

On pourrait examiner d'autres directives ayant pour objet d'améliorer la rapidité des services fournis à notre clientèle en vertu de nos programmes. C'est une tâche à part, qui n'a aucun lien direct avec la réorganisation. Vous me demandez combien de personnes seront mises à pied à la suite de cette opération. Nous n'avons jamais eu l'intention d'ordonner des mises à pied car nous avons examiné la prestation des services. Ce qui va se produire, en réalité..

**M. Allmand:** Qu'en est-il de cet alinéa contenant la phrase que j'ai lue, et dans lequel il est dit que le Conseil du Trésor vous a demandé que votre programme exige moins d'années-personnes.

**M. Lussier:** Je crois que j'ai mentionné cela plus tôt, dans mon exposé, monsieur le président. Tout en souscrivant moi-même à la nécessité, compte tenu de l'objectif d'ensemble du gouvernement, de réduire la taille de la fonction publique—il ne fait aucun doute que nous, au ministère de l'Emploi et de l'Immigration, ne pouvons pas examiner les moyens d'améliorer la prestation des services. Pourtant, je veux affirmer le plus clairement possible que cette tâche n'est en rien rattachée à l'intention de mieux mettre en oeuvre le programme de la Planification de l'emploi. Cela fait partie du tableau. C'est quelque chose qui peut avoir des répercussions avec le temps, mais l'objectif, monsieur le président, d'examiner l'organisation ne comporte en rien l'intention cachée de réduire le personnel, un personnel qui s'acquitte de cette tâche.

**Le président:** J'aimerais ici poser une question supplémentaire, Warren. Le ministère a-t-il des entretiens avec le Conseil du Trésor avant que ce dernier prenne la décision de réduire les effectifs, par exemple, ou est-ce plutôt quelque chose qui, sur le plan de la procédure, par exemple, se présente comme une directive ou une suggestion, sans que le ministère ne fasse le moindre . . . ?

**M. Lussier:** Dans certains cas, je pense que le message s'accompagne d'un chiffre et il nous faut alors collaborer. Je me suis trouvé dans des situations où il y avait consultation et discussion des deux côtés. Toutefois, dans cette dernière tâche, je crois qu'on nous a attribué notre part de l'objectif gouvernemental général, c'est-à-dire réduire l'effectif.

**Le président:** Votre part ne se rattache pas à un programme. Elle se rattache à l'ensemble de votre activité, à l'immigration, à votre administration centrale et le reste.

**M. Lussier:** Oui, tout à fait. Cela se présente à tous les niveaux. Cela se rattache—c'est même encore plus distinct de



[Texte]

subject today—the context of Mr. Wilson's budget wherein it was clearly indicated that there is the intention of reducing by 15,000 person-years over the next five years, which over five years will mean over 2% a year and 1% during the next three years. This is part of an exercise in which the Department of Employment and Immigration, collectively with other departments and agencies, is involved, as a result of the government's intentions.

It however has nothing to do with the objective of a better structure of delivery of programs. It is different.

**The Chairman:** However, the pattern was, as Treasury Board says, the 2%. Internally, all of your managers of different units, headquarters or whatever, are then asked to participate in looking at how they might contribute to the desired long-term objective.

**Mr. Lussier:** This is correct, Mr. Chairman. It generates a series of consultations and, within our normal planning process related to budget, it generates the looking at alternative ways and means by which we can deliver the requirement, at the same time meeting the clarity of objective that we have expressed in the various programs and services we are delivering.

Yes, there is a mechanism in place that would eventually yield the answer to the Treasury Board request of the case we are talking about—of down-sizing by 2% a year.

Again, to be very clear with you, it is not related to the exercise of reorganization and better delivery of our services.

**Mr. Allmand:** All I can say is that you are going to have a hard convincing many of your employees and the public of that.

There may be no doubt that these administrative changes are linked to the reasons given in the Everard report, but to many people the hidden agenda appears to be on top of—not instead of—the cutting of personnel to meet the demands of the Treasury Board.

Mr. Lussier, I tabled with the committee, a few meetings ago, this letter that I had received from *l'exécutif syndical SEIC, local 10398*.

I whited out the names because I want to protect the people who sent it to me. In that letter, and I repeat again, it said:

Cette décision unilatérale du sous-ministre, sans consultation auprès des principaux intervenants si ce n'est quelques fonctionnaires, avait de nombreuses conséquences prévisibles.

Il s'agit de la décision concernant le rapport Everard.

• 1000

Plus loin dans la même lettre, on dit ceci:

Les arguments ayant été utilisés pour justifier cette réorganisation ne sont en réalité qu'une immense opération de maquillage.

[Traduction]

la question que nous étudions aujourd'hui—au budget de M. Wilson, dans lequel il a été nettement établi que le gouvernement a l'intention d'effectuer une réduction de 15 000 années-personnes au cours des cinq prochaines années, c'est-à-dire de plus de 2 p. 100 au cours des cinq prochaines années et de 1 p. 100 au cours des trois prochaines années. Cela fait partie d'une activité à laquelle le ministère de l'Emploi et de l'Immigration participe collectivement avec les autres ministères et organismes, à la suite de l'intention annoncée par le gouvernement.

Mais cela n'a rien à voir avec l'objectif d'une meilleure structure de prestation des programmes. C'est différent.

**Le président:** Pourtant, la formule, comme le rappelle le Conseil du Trésor, a été de 2 p. 100. Sur le plan interne, tous vos gestionnaires des divers services, de l'administration centrale et du reste, sont alors priés de déterminer comment il peuvent contribuer à la réalisation d l'objectif à long terme.

**M. Lussier:** C'est exact, monsieur le président. Cela crée une série de consultations et, selon le processus de planification habituel rapportant au budget, cela entraîne l'examen des autres moyens de satisfaire aux exigences tout en poursuivant l'objectif clairement exprimé dans les divers programmes et services que nous fournissons.

Oui, il existe un mécanisme qui permettra de satisfaire à la demande du Conseil du Trésor dans le cas dont vous parlez—c'est-à-dire de réduire l'effectif de 2 p. 100 par année.

Encore une fois, pour établir les choses bien clairement, cela ne se rattache pas au travail de la réorganisation et d'une meilleure prestation de nos services.

**M. Allmand:** Tout ce que je puis dire, c'est que vous aurez du mal à convaincre de cela beaucoup de vos employés et de vos citoyens.

Peut-être n'est-il pas douteux que ces changements administratifs tiennent aux raisons invoquées dans le rapport Everard, mais, pour bien des gens, l'ordre du jour caché semble bien s'ajouter à la réduction du personnel selon les exigences du Conseil du Trésor et non remplacer cela.

Monsieur Lussier, il y a quelques réunions, j'ai déposé auprès du Comité, cette lettre que j'ai reçue de l'exécutif syndical SEIC, local 10398.

J'ai rayé les noms, car je veux protéger les gens qui l'ont envoyée. On peut y lire ce qui suit:

This unilateral decision, taken by the deputy minister without any consultation with the main parties except for a few civil servants, had many predictable consequences.

This is the decision concerning the Everard report.

Further on, the same letter reads:

The arguments used to justify this reorganization are really just a huge cosmetic operation.

## [Text]

This is from some of your employees, and I must tell you that I have had in my office in Ottawa and in my office in Montreal employees—taking, I would think, considerable risk because they are coming to see an opposition member—telling me that the morale is terrible.

I am told that in one of your offices, where they had seven receptionists receiving the public in the past, now they have two, with the same number of people today coming in, which is approximately 200 people per day, funnelling through two instead of seven. Now, the seven have not been reduced from seven right to two; it has been on a phased-down basis.

Here you have these people who disagree with you on consultation, who say the morale is bad and that the public is not being well served because of this bottleneck that is developing due to the cut-backs. But it is being done on the altar of revitalization and linking to job strategy.

**Mr. Lussier:** Mr. Chairman, I have the greatest respect for any representative of staff with whom we have discussions. So I would not want to embark on strong words, which I could, because they do not correspond to the reality. I want to give you some examples.

He says there has been no consultation. I can give you dates; I can give you numbers of meetings that I had at the national level in which I was involved personally. I had nine meetings, starting back in March of last year, with representatives of the union. At the regional level, there have been over 125 meetings of consultation in every province with union representatives.

**Mr. Allmand:** Would you do that, then? If you do that, I will go back to these union people and confront them with it. I will ask them for their answers.

**Mr. Lussier:** But in order to help you, in order to go back, I have no problem. I can give you the dates, the time when I met them. I can do that.

**Mr. Allmand:** These are not my words. These are—

**Mr. Lussier:** I accept that. But maybe you will receive other letters like that, and I think it is good that we have a chance to check notes here in order to see, and let you judge, whether in fact . . . I was saying earlier, Mr. Chairman, that any activities we are doing in here will be done with a sense of concern for our employees. We are as concerned with the employees' future and job security as anybody else. But the reality is that, independent of the new objective of down-sizing that the government has decided on and in which we participate, we have to understand the traditional pattern of this organization, especially related to the so-called job-creation program.

For years in the Employment Development Branch, we have been hiring people, in the majority of the hiring, as term employees. Why? They have been hired as term employees because of the cyclical nature of the responsibility with which we are involved. This is the reality. That means, when you are

## [Translation]

Cela a été écrit par quelques-uns de vos employés, et je dois vous dire que j'ai reçu à mon bureau d'Ottawa et à mon bureau de Montréal des employés qui, à mon avis, ont couru un gros risque en s'adressant à un député de l'Opposition, et qui m'ont dit que le moral est affreux.

On m'a dit que dans un de vos bureaux, où sept réceptionnistes accueillaient le public dans le passé, il n'y en a que deux et que le même nombre de gens, soit environ 200 par jour, passent par deux réceptionnistes au lieu de sept. Mais, les sept n'ont pas été réduites instantanément à deux; cela s'est fait progressivement.

Voici des gens qui sont en désaccord avec vous au sujet de la consultation, qui disent que le moral est mauvais et que le public est mal servi à cause de cet engorgement causé par les coupures. Mais cela se fait au nom de la revitalisation et du lien avec la Planification de l'emploi.

**M. Lussier:** M. le président, j'ai le plus grand respect pour tous les représentants du personnel avec lesquels nous avons eu des entretiens. Je vais donc m'abstenir de mots très sentis car ils dépasseraient la réalité. Je vais toutefois vous donner des exemples.

L'auteur dit qu'il n'y a pas eu de consultation. Je puis vous donner des dates; je puis vous dire le nombre de réunions que j'ai eues au niveau national, les réunions auxquelles j'ai participé moi-même. J'ai participé à neuf réunions, à compter du mars de l'an dernier, avec des représentants du syndicat. Au niveau régional, il y a eu plus de 125 réunions de consultation dans chacune des provinces avec les représentants syndicaux.

**M. Allmand:** Voulez-vous le faire? Je pourrai retourner à ces syndiqués et leur montrer cela. Je leur demanderai ce qu'ils ont à répondre.

**M. Lussier:** Mais, pour vous aider, pour que vous puissiez retourner à eux, cela ne cause pas de problèmes. Je puis vous donner les dates et l'heure où je les ai rencontrés. Je peux faire cela.

**M. Allmand:** Ce n'est pas moi qui parle. Ce sont . . .

**M. Lussier:** Oui, je sais. Mais peut-être allez-vous recevoir d'autres lettres du genre et je pense qu'il est utile que nous comparions les renseignements dont nous disposons pour que vous puissiez voir puis juger si, en réalité . . . Je disais plus tôt, monsieur le président, que toute activité que nous entreprendrons dans ce domaine tiendra compte de nos employés. Nous sommes aussi soucieux que quiconque de l'avenir et de la sécurité d'emploi de nos employés. Cela dit, indépendamment du nouvel objectif de réduction du personnel que s'est donné le gouvernement et auquel nous participons, il nous faut comprendre la structure traditionnelle de notre organisation, notamment en ce qui concerne ce qu'on a appelé le programme de création d'emplois.

Depuis des années, à la Direction générale du développement de l'emploi, nous embauchons des gens, dont la plupart à contrat. Pourquoi? Ils ont été embauchés à contrat à cause de la nature cyclique de la fonction que nous exerçons. Telle est la réalité. Cela veut dire que, lorsqu'on est embauché comme



[Texte]

hired as a term employee, you are told right at the beginning that you may not have a chance of a permanent association with this organization.

It is true even today for certain elements of some programs. Let us talk about Challenge '86. The delivery of that program is for three or four months. So there will be people who will be with us, unfortunately, for only three or four months of the year because of the nature of the program delivery.

**Mr. Allmand:** I am not talking about those kinds of people. Some of the ones who came to see me have been working full-time for the department for 10 years, and they are threatened with losing their jobs. They do not know what is going to happen to them. They are under pressure.

**Mr. Lussier:** This I understand. I want to tell you very honestly that I understand how somebody can feel insecurity about his future. That is why we have been as open as we can.

If you are interested, I can give you a kit that I sent to all staff of CEIC seven or eight months ago. If you are interested, I can table that to show that I have been communicating not only through the structure of the organization, not only to my regional directors general, but directly with all staff, because I thought it was important to be up front in telling them what we were looking at. It is not *maquillage*.

• 1005

There are other factors. There are other concerns of the union. I sympathize with them, and I can talk about them. But they are not related to that. They are related to other factors in which they exploit the particular situations in order to make their points. I can understand the strategy used. But they are related.

So to be clear with you, there is a wish and desire—an understandable desire—of the union representative that term employees delivering employment within the Employment Development Branch... that I gave an automatic indeterminate status to all of them. The compromise I negotiated with the president of the union was to say, listen, presently 50% of your employees are indeterminate and 50% are terms; I will move it up to 75%. And we are in the process of doing that. I cannot do better, because we still need flexibility for the nature of certain programs that I have been explaining to you. But this is a real concern that has been expressed by Employment Development Branch officers.

**The Chairman:** I think it would be helpful if you tabled the consultation dates, and I think it would be helpful if you tabled that kit you sent out six to eight months ago.

**Mr. Lussier:** I have a copy with me, so if you are interested for your weekend reading, Mr. Chairman, you have it.

[Traduction]

employé contractuel, on se fait dire dès le début qu'on n'aura peut-être pas la possibilité d'obtenir un poste permanent au sein de l'organisation.

C'est le cas encore aujourd'hui de quelques éléments de certains programmes. Parlons par exemple de Défi'86. Sa durée est de trois à quatre mois. Il y aura donc des gens qui travailleront chez nous, malheureusement, seulement trois ou quatre mois par année, à cause de la nature du programme et de sa durée.

**M. Allmand:** Je ne parle pas de ces gens-là. Certains de ceux qui sont venus me voir travaillent au ministère à temps plein depuis dix ans et ils sont menacés de perdre leur emploi. Ils ne savent pas ce qui va leur arriver. Ils subissent des pressions.

**M. Lussier:** Je comprends cela. Je veux vous dire très honnêtement que je comprends qu'on éprouve un sentiment d'insécurité au sujet de l'avenir. C'est pourquoi nous travaillons dans la plus grande franchise possible.

Si cela vous intéresse, je puis vous donner un cahier que j'ai envoyé à tous les membres du personnel de la CEIC il y a sept ou huit mois. Si cela vous intéresse, je puis déposer ce document pour vous montrer que j'ai communiqué non seulement par l'intermédiaire de la structure de l'organisation, non seulement à mes directeurs généraux régionaux, mais directement avec tous les membres du personnel, car j'ai pensé qu'il était important de leur dire en toute franchise ce que nous entrevoyons. Ce n'est pas du «maquillage».

Il y a d'autres facteurs. Le syndicat a d'autres préoccupations. Celles-ci ont d'ailleurs toute ma sympathie et je puis en parler. Ce n'est toutefois pas de cela que nous parlons aujourd'hui. Il s'agit d'autres facteurs et les syndicats exploitent des situations particulières pour communiquer leur message. Je comprends cette stratégie. Mais il n'y a aucun rapport.

Je vous le dis franchement, le représentant syndical désire, ce qui se comprend, que les employés à contrat qui fournissent les services d'emploi au sein de la Direction générale du développement de l'emploi reçoivent tous, automatiquement, le statut d'employés travaillant pour une durée indéterminée. Avec le président du syndicat, j'ai négocié le compromis suivant: actuellement, 50 p. 100 de vos employés travaillent pour une durée indéterminée, et 50 p. 100 sont des employés contractuels; je ferai monter cette proportion à 75 p. 100. Et c'est ce que nous faisons actuellement. Je ne saurais faire mieux, car nous avons toujours besoin de souplesse à cause de la nature de certains programmes, comme je vous l'ai expliqué. Les gestionnaires de la Direction générale du développement de l'emploi ont toutefois là exprimé une préoccupation réelle.

**Le président:** Je crois qu'il serait utile que vous déposiez les dates des consultations, et également ce cahier que vous avez envoyé il y a six à huit mois.

**M. Lussier:** J'en ai apporté un exemplaire. Je vous le remets donc, monsieur le président, pour le cas où vous voudriez en faire votre lecture du week-end.

## [Text]

**The Chairman:** I think it is a useful thing for members to have, because you do get stories in your office, and if there is a different factual base, I think it helps us to deal with those people.

I would like just one more piece of information on the record, and that is a little better an understanding of who is in the union and who is not. Is more than one union involved? For instance, the kinds of questions which occur to me are at what level of management does somebody leave the union Mr. Allmand is talking about? What level of indeterminate employee? Are you a member of that union, if you are an indeterminate employee, the day you join, or do you have to be there for a certain length of time? Is there more than one union? Are the sociologists who work in your research shop a different union? Maybe you could give us a little better an understanding of that.

**Mr. Lussier:** I will first answer your questions about the number of unions. Yes, we have different union representations. In the case we are discussing of delivery of our service and programs, all of the field staff belong to the Canadian Employment and Immigration Union, which is under the Public Service Alliance of Canada; PSAC. We have also other unions, for example, representing economists in the policy fields of the organization, so they do belong to the economists' association and union, working in Ottawa.

As it relates to the specific degree in which it is very important to understand the sense of belonging, I would like to ask Mr. Wallace, who has been for all this year except the last six months in the regions and who has been a regional manager in various parts of eastern Canada, to have his chance. I am doing that, Mr. Chairman, because he has had 35 years of service and has never had the chance to appear in front of the standing committee, and I said to him this morning, I want to give you your first opportunity.

**The Chairman:** It is a marvellous experience, Mr. Wallace.

**Mr. D. Wallace (Executive Co-ordinator, Reorganization of Canadian Job Strategy, Department of Employment and Immigration):** Mr. Chairman, I think my answer will naturally be brief, because all members of our staff are members of the union, other than those who are in management positions; i.e. the manager of an office or perhaps the manager of a program, where they are in the grievance process. There are excluded personnel in the personnel branch, because of the nature of their work.

**The Chairman:** Just a little more digging. If you had a smaller office in Temiscaming, say, and somebody was in charge of Challenge '85, would that be management or would they still be in the union? There has to be some kind of level of management here where—

**Mr. Wallace:** The manager of the office in Temiscaming is probably about a PM-4; a program administrator, level 4. He and his secretary would be the only non-union members in that

## [Translation]

**Le président:** Je pense que les membres trouveront utile de posséder ce document, car nous entendons effectivement toutes sortes de versions dans nos bureaux et je crois que, si nous possédons une base de données différentes, cela nous aide lorsque nous rencontrons ces personnes.

J'aimerais faire inscrire un autre élément d'information au dossier, c'est-à-dire à savoir un peu mieux qui fait partie du syndicat et qui n'en fait pas partie. Y a-t-il plusieurs syndicats? Les questions que je me pose sont de savoir, par exemple, à quel niveau de gestion l'on quitte le syndicat dont parle M. Allmand. À quel niveau d'employé pour un temps non déterminé? Fait-on partie du syndicat si on est un employé à contrat indéterminé, le jour de l'entrée en fonction ou seulement après un certain temps? Y a-t-il plusieurs syndicats? Les sociologues qui travaillent dans votre groupe de recherche font-ils partie d'un syndicat différent? Peut-être pourriez-vous nous faire comprendre un peu mieux tout cela.

**M. Lussier:** Je vais tout d'abord répondre à votre question sur le nombre de syndicats. Oui, plusieurs syndicats sont représentés. En l'occurrence, soit la prestation de nos services et de nos programmes, tout le personnel qui travaillant sur le terrain fait partie du Syndicat de l'Emploi et de l'Immigration du Canada, lequel relève de l'Alliance de la Fonction publique du Canada. Nous avons aussi d'autres syndicats, qui représentent, par exemple, les économistes dans les domaines des politiques de l'organisation. Ils appartiennent à l'association et au syndicat des économistes et travaillent à Ottawa.

Pour ce qui est de la question très importante du niveau où cesse l'appartenance, je ferai appel à M. Wallace, qui a travaillé dans les régions toute l'année sauf les six derniers mois, et qui a aussi été gestionnaire régional dans diverses parties de l'est du Canada. Si je le fais monsieur le président, c'est parce qu'il compte 35 années de service et qu'il n'a jamais eu l'occasion de se présenter devant le Comité permanent. Je lui ai donc dit ce matin que je voulais lui en fournir la première occasion.

**Le président:** C'est une merveilleuse expérience, monsieur Wallace.

**M. D. Wallace (coordonnateur exécutif, réorganisation de la Planification de l'emploi, ministère de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le président, ma réponse sera nécessairement brève car tous les membres de notre personnel sont membres du syndicat, sauf ceux qui font partie des postes de gestion; par exemple, le gestionnaire d'un bureau est peut-être aussi le gestionnaire d'un programme lorsqu'il joue un rôle dans la procédure de grief. On trouve du personnel non syndiqué à la Direction générale du personnel, à cause de la nature du travail qui s'y fait.

**Le président:** J'aimerais creuser cette question un peu plus. Si vous aviez un petit bureau à Temiscaming, par exemple, où quelqu'un serait chargé de Défi 85, serait-ce un poste de gestion ou bien cette personne serait-elle toujours membre du syndicat? Il doit y avoir un niveau de gestion où...

**M. Wallace:** Le gestionnaire du bureau de Temiscaming est probablement un PM-4; un administrateur de programme de niveau 4. Lui-même et sa secrétaire seraient probablement les



[Texte]

office. The supervisor of the Employment Development Branch or the Canadian Jobs Strategy unit, when it is formed, a PM-3, will be a member of the union.

**The Chairman:** So you have to be responsible for eight or ten people or something like that before you move into management.

• 1010

**Mr. Wallace:** You have to be assigned the specific responsibility of management, and it does not depend upon the level or the classification of the individual. In Newfoundland, when I was there, I had some PM-6s, program administrators at the PM-6 level, who were members of the union. I had PM-4 managers who, because of the fact they were responsible for a local office and involved in the grievance process, were not union members.

**The Chairman:** One last question, Mr. Lussier. In your consultations or consultations done by your regional managers, you would go into an office and call people together regardless of whether they were in or out of the union to discuss some of these ideas and the management paper, and so on?

**Mr. Lussier:** Yes. I think it is exactly what you are saying, but I think it is important for you to have details of what is happening at the field level. Mr. Wallace.

**Mr. Wallace:** The same structure applies in the regions as at national headquarters. There is a formal agreement between the deputy minister and the president of the union to establish labour-management consultation committees. Each regional office has one to discuss items of interest or concern between the union, on a regional basis. Each local office also has one, so there are about 450 of these labour-management meetings. Now, that is the formal relationship between management and union at those levels. In addition, most managers have staff meetings at which any issue can be raised, whether it is leave schedule for people in the office, or the holding of a golf tournament, or how we are going to meet the influx of fishermen coming into St. John's on November 1 to handle their claims, or what. So there is a duplication of informal meetings with staff and formal meetings with unions, and they are required to have those once a month in every office.

**The Chairman:** Thank you. Mr. Comeau.

**Mr. Comeau:** Thank you very much, Mr. Chairman.

What I seem to be getting is we are setting up new processes or a new kind of a system that will respond to the Canadian Jobs Strategy, that if you were a company and you had a product and you decided to change your product entirely from widget (a) to widget (b), what you are doing is retooling or new dies, new tools, and so on. From what I can understand, the new Canadian Jobs Strategy aims to deliver from the local level to the needs of the local level versus what used to be in

[Traduction]

seuls membres du bureau à ne pas être syndiqués. Le surveillant de la Direction générale du développement de l'emploi ou de l'unité de la Planification de l'emploi, lorsque cette unité sera formée, serait un PM-3, membre du syndicat.

**Le président:** Il vous faut donc compter huit à dix personnes sous vos ordres, ou à peu près, avant de passer à la direction.

**M. Wallace:** Il faut qu'on vous confie la tâche particulière de gérer, et cela ne dépend ni du niveau, ni de la classification de l'intéressé. Lorsque je travaillais à Terre-Neuve, je comptais des PM-6, administrateurs de programme de niveau PM-6, qui étaient membres du syndicat. J'avais des gestionnaires PM-4 qui, parce qu'ils étaient chargés d'un bureau local et jouaient un rôle dans la procédure des griefs, n'étaient pas membres du syndicat.

**Le président:** Dernière question, monsieur Lussier. Dans vos consultations, ou celles qu'ont menées vos directeurs régionaux, vous êtes-vous rendus dans les bureaux pour convoquer les gens, qu'ils fassent ou non partie du syndicat, pour vous entretenir avec eux de certaines de ces idées, du document sur la gestion et le reste?

**M. Lussier:** Oui. C'est exactement comme vous le dites, mais je pense qu'il importe d'en savoir un peu plus sur ce qui se passe sur le terrain. Monsieur Wallace.

**M. Wallace:** On retrouve la même structure dans les régions que dans l'administration centrale nationale. Il existe, entre le sous-ministre et le président du syndicat, une entente officielle pour la création de comités de consultation entre les employés et la direction. Chaque bureau régional est doté d'un de ces comités où l'on discute des questions qui intéressent ou qui préoccupent le syndicat au niveau régional. Chaque bureau local possède aussi le sien, de sorte qu'il y a environ 450 réunions de ce genre entre la direction et les employés. Ils servent de mécanisme de relations officielles entre la direction et le syndicat à ces niveaux. En outre, la plupart des gestionnaires tiennent des réunions du personnel au cours desquelles des problèmes peuvent être soulevés, qu'il s'agisse du calendrier des congés, de l'organisation d'un tournoi de golf, de l'arrivée soudaine à Saint-Jean, le 1<sup>er</sup> novembre, des pêcheurs venus présenter leurs réclamations ou d'autres choses encore. On a donc ces deux séries de rencontres: les réunions non officielles avec le personnel et les réunions officielles avec le syndicat, celles-ci devant avoir lieu tous les mois dans chacun des bureaux.

**Le président:** Merci. Monsieur Comeau.

**M. Comeau:** Merci beaucoup, monsieur le président.

Ce que je crois comprendre, c'est que nous mettons actuellement sur pied des processus nouveaux, ou un nouveau système qui réagisse à la Planification de l'emploi. Si vous étiez une société produisant un article et que vous décidiez de modifier entièrement votre produit pour passer du machin A au machin B, il vous faudrait vous donner de nouveaux outils, de nouveaux moules et le reste. D'après ce que je crois comprendre, la nouvelle Planification de l'emploi a pour objet de fournir au

[Text]

the past of "here are some dollars, spend them, set up your projects, and we will see what can be done". Am I right about this? Is this change to deliver this new product or build this new product?

**Mr. Lussier:** You are absolutely right. I am not and we are not inclined just to do re-organizations for the sake of re-organizations, and I think your analogy is certainly a valid one. Canadian Jobs Strategy, as you have indicated yourself, is fundamentally different from the past by tying in training that is delivered by our CEC offices with a job-creation component and making them work together, not wanting to change, as you have certainly detected yourself, the nature of the work or our Employment Development Branch people, but giving them, when they work in the local labour market environment, a new boss, but only for co-ordination purposes.

It is a question that was raised in the past, and I think your remarks permit me to mention here that we are not sure the CEC managers will be as quick and understandable. You have to understand that the poor guy or gal will be... to co-ordinate, but will not be delivering all that. He is already co-ordinating employment services; he is already co-ordinating the unemployment delivery of the program. But there will be an entity, a common umbrella, a common corporate objective, through the CECs related to the whole aspect of the labour market in the future, but the dedicated Employment Development Branch officer will continue to do the same thing he was doing before with you and others and the sponsors, and all that. So your remark is absolutely correct.

• 1015

**Mr. Comeau:** Mr. Allmand referred to hidden agendas. I would be extremely surprised if the civil service were in cahoots with their masters in delivering hidden services. I would be extremely surprised. What we may be smelling and what may be happening is that because of the lack of understanding of some of the concepts of the new Canadian Jobs Strategy, we may be getting feelings of insecurity due to change. Change has always been something that is extremely resisted by most people. Would this seem to be a fair assessment?

**Mr. Lussier:** Yes. Mr. Chairman, I think that is a fair assessment. I think you are absolutely right. In any circumstances the fears of tomorrow, when you do not know what tomorrow will bring, creates in itself this sense of insecurity. We have expressed and will continue to express real concerns about that, but at the same time I think you are right. As I mentioned earlier, we have been moving fast. History will say we were on the delivery side from June, the announcement of Miss MacDonald of the Canadian Jobs Strategy which took place last year at this time between June and Labour Day, where we were turning on the switch like a big hydro power plant. It has been fast.

[Translation]

niveau local des services qui correspondent aux besoins locaux alors que, auparavant, on disait: «Voici des dollars, dépensez-les, mettez sur pied vos projets puis nous verrons ce que nous pouvons faire». Ai-je raison? Le changement en question vise-t-il la prestation de ce nouveau produit ou encore la fabrication de ce nouveau produit?

**M. Lussier:** Vous avez absolument raison. Je n'ai pas tendance, nous n'avons pas tendance à réorganiser rien que pour le plaisir de le faire et je pense que votre analogie est juste. La Planification de l'emploi, comme vous l'avez dit vous-même, diffère fondamentalement de ce qui s'est fait jusqu'à présent en rattachant la formation qui se donne dans nos CEC à un élément de création d'emploi et en faisant travailler ces deux éléments ensemble. Comme vous l'avez certes constaté vous-même, nous ne voulons pas changer la nature du travail, ni le personnel de notre Direction générale du développement de l'emploi, mais nous voulons donner à ce personnel, lorsqu'il exerce son activité dans le milieu du marché local du travail, un nouveau patron, mais seulement à des fins de coordination.

C'est une question qui a été posée dans le passé, et je pense que vos observations me permettent de mentionner ici que nous ne sommes pas sûrs que les gestionnaires des CEC comprennent aussi vite. Il faut comprendre que la tâche de chacun de ces gestionnaires sera de coordonner et non d'effectuer la prestation des services. Ce gestionnaire coordonne déjà les services d'emploi; il coordonne déjà la prestation de l'assurance-chômage. Mais il existera une entité, un cadre commun, un objectif commun du Ministère qui, par l'intermédiaire des CEC, se rapportera à tout le marché du travail de l'avenir. Pourtant, le fonctionnaire dévoué de la Direction générale du développement de l'emploi continuera de faire ce qu'il faisait déjà auprès de ses clients, d'autres personnes, des commanditaires et le reste. Vous avez donc tout à fait raison.

**M. Comeau:** M. Allmand a parlé des intentions cachées. Or je serais extrêmement étonné que les fonctionnaires soient les complices de leurs maîtres pour offrir des services cachés. J'en serais extrêmement étonné. Ce que l'on peut supposer et qui pourrait bien se passer, c'est que, parce qu'on ne comprend pas certains des concepts de la nouvelle Planification de l'emploi, les changements annoncés provoquent des sentiments d'insécurité. La plupart des gens ont toujours opposé une résistance extrême au changement. Croyez-vous qu'une telle évaluation est juste?

**M. Lussier:** Oui, monsieur le président, je crois qu'il s'agit là d'une évaluation juste. Je pense que vous avez absolument raison. Dans n'importe quelle circonstance, la crainte du lendemain, lorsque l'on ne sait pas ce que réserve ce lendemain, crée d'elle-même ce sentiment d'insécurité. Nous avons exprimé de réelles inquiétudes à ce sujet, et nous continuerons de le faire, mais je crois par ailleurs que vous avez raison. Comme je l'ai mentionné plus tôt, nous avons agi rapidement. L'histoire dira que nous avons commencé à réaliser ce programme à compter de juin, soit au moment où M<sup>lle</sup> MacDonald a annoncé, l'an dernier, le programme de la Planification de l'emploi. Entre juin et la Fête du travail, nous avons mis le



[Texte]

Because it was summertime, we had to train people to understand and be able to correspond with it, while at the same time we had to start to make a better mesh on how we would deliver the program. It has been done in a very compressed timeframe which has been accentuating the legitimate concerns of many individuals, whether they belong to a union or whether they are managers. This is a period of change which has been rapid change, and you are right, it has been difficult. I hope that we are now over the worst and that we shall sail, after the storm, through seas in which the waves reach normal levels in the future.

**Mr. Comeau:** Unless you have really read through the Canadian Jobs Strategy and really studied it, it is a bit complicated. I do not imagine it could be done in a one-minute clip in question period or for somebody to explain it to the Canadian population in a few seconds in question period.

I would like to go a little bit more into the plumbing now. Let us take what is going to happen to the Halifax office, for example, the job development project. Will the kind of decision be made at the Halifax office or will more control be given at the local office?

**Mr. Lussier:** Would anyone like to answer that?

**Mr. Wallace:** Basically there will be no change in the Halifax office. There are two Employment Development Branches in Nova Scotia at the present time, one serving Halifax-Dartmouth and the rest of the province, and one, from Sydney, serving Cape Breton. It is Mr. Everard's intention to integrate those EDB offices into the local CEC structure and at the same time, in the other offices such as Yarmouth and Kentville throughout Nova Scotia, to have what is termed a generic Jobs Strategy officer, an officer who would be able to provide advice and assistance to local groups, either in making an application for a skill investment, which could be a single person, or to provide guidance and assistance to community groups or others who are proposing a job development program.

**Mr. Comeau:** First of all, I would like to say welcome to the committee, your first opportunity. I should have said that immediately.

**Mr. Wallace:** It may be my last.

**Mr. Comeau:** It is an experience, believe me. Come to our fisheries committee some time.

You know, CEIC offices, it is one of the things that has bugged me completely since I have been a Member of Parliament in that I have to deal with overlapping CEIC offices. I can call a sub-office, for example, in Middleton, but then I have to call the major office in Kentville. Then we start talking about boundaries and referrals and so on. For some reason there is a feeling out there that members get involved in

[Traduction]

courant, à la manière d'une grande centrale hydroélectrique. Cela s'est fait vite.

Parce que c'était l'été, nous avons dû former des gens pour qu'ils comprennent et acceptent la nouvelle orientation tout en commençant à trouver un meilleur moyen de mettre en oeuvre le programme. Cela s'est fait dans un temps très court, ce qui a accentué les inquiétudes légitimes de nombreuses personnes, qu'il s'agisse des syndiqués ou des gestionnaires. Ce fut une période de changements très rapides et, vous avez raison, une période très difficile. J'espère que le pire est passé et que, après la tempête, nous allons maintenant naviguer sur une mer plus calme.

**M. Comeau:** À moins d'avoir bien lu et bien étudié le programme de la Planification de l'emploi, on trouve ce programme assez complexe. Je ne crois pas que cela puisse se faire au cours d'une intervention d'une minute durant la période des questions. Personne non plus ne pourrait l'expliquer à la population canadienne en quelques secondes durant cette période.

J'aimerais maintenant entrer un peu plus dans les détails. Partons, par exemple, de ce qui se passe au bureau de Halifax, en ce qui concerne le projet de développement de l'emploi. Les décisions de ce genre seront-elles prises au bureau de Halifax ou bien accordera-t-on davantage de contrôle au bureau local?

**M. Lussier:** Qui veut répondre à cela?

**M. Wallace:** Essentiellement, il n'y aura pas de changement au bureau de Halifax. Il y a, à l'heure actuelle, deux Directions générales du développement de l'emploi en Nouvelle-Écosse, une pour Halifax-Dartmouth et le reste de la province, l'autre pour Sidney et le Cap-Breton. M. Everard avait l'intention d'intégrer ces bureaux du Développement de l'emploi à la structure locale des CEC en même temps que, dans les autres bureaux, par exemple ceux de Yarmouth et de Kentville et de toute la Nouvelle-Écosse, on aurait un agent de la Planification de l'emploi. Ce fonctionnaire à tout faire pourrait fournir des conseils et une aide aux groupes locaux, qu'il s'agisse d'une demande d'investissements dans une technique, ce qui pourrait être le cas d'un particulier, ou qu'il s'agisse de fournir une orientation et une aide à des groupes communautaires ou à d'autres personnes proposant un programme de développement de l'emploi.

**M. Comeau:** Tout d'abord, j'aimerais vous souhaiter la bienvenue au Comité puisque c'est la première occasion que vous témoignez devant nous. J'aurais dû dire cela dès le début.

**M. Wallace:** C'est peut-être ma dernière occasion.

**M. Comeau:** C'est toute une expérience, croyez-moi. Venez nous voir, un jour, au comité des pêches.

Les bureaux de la CEIC, c'est une des choses qui m'embarassent beaucoup depuis que je suis député. Je dois traiter avec des bureaux de la CEIC qui chevauchent. Je puis téléphoner à un sous-bureau, par exemple celui de Middleton, mais il me faut ensuite communiquer avec le bureau principal de Kentville. Puis nous commençons à parler de limites, de recommandations et le reste. Pour une raison quelconque, on a

*[Text]*

referrals. I do not know where that comes from. I have absolutely no clue. But anyway, the feeling is out there, so we do have to call our CEIC officers every once in awhile.

• 1020

Has any thought been given to making the CEIC offices correspond more to electoral districts?

**Mr. Lussier:** I think what has been built upon in the network related to the CEIC offices across the country is criteria related to service to the public and, to be very open with you, based on economic factors related to whether or not an office should be established.

I recognize the concerns you are expressing here in terms of offices and certain interfacing. I think what we are discussing here today, with the objective of giving a greater capacity of action and responsibility at that specific local level, should in fact contribute to reduce this—and I am sure it is sometimes unpleasant—feeling of overlapping. Who do I talk to so that I talk to the right person? I think, among other things, this is what we want to reduce to a dimension that in fact will permit us to serve a local labour market in a more efficient way.

I can give you criteria that are used in terms of establishing our offices, and that can give you an idea of what is taking place. Naturally, one is population centre, the growth and size of a population, centres of commercial and business activities where their people normally go so that we are located where they come rather than where they are. Also, for some reason sometimes, with growth or anticipated factors of growth in that particular economic environment, availability of other federal or provincial services come into account, so people may have to come to see us and other places.

The location of training institutions is important because an interface will be taking place more and more. Also, there are communication and transportation facilities so that people can have access more practically. We study employment patterns, the unemployment rate, the situations, activities and sometimes plans with other departments. In some regions it would be the location, for example, of Indian reserves being closer to the office.

What I am trying to say here is that, to be quite direct in answering your question, we have not been building our CEIC offices on constituency boundaries for the main reason that you change them very often in terms of patterns.

**The Chairman:** May I interrupt you for just one second. You mention Middleton, Kentville and Halifax. There is some kind of chain there. I do not know how many people are in Middleton, but it seems to be the smallest; maybe one or two people, I suspect. But if there is a local problem, let us say an abnormal birth rate and you have an abnormal number of young people trying to enter the labour force, how do those two regional

*[Translation]*

l'impression, là-bas, que les députés s'occupent de recommandations. Je me demande d'où peut venir cette impression. Je n'en ai pas la moindre idée. Quoi qu'il en soit, c'est l'impression qu'on a là-bas, de sorte que nous devons téléphoner de temps à autre à nos fonctionnaires de la CEIC.

Quelqu'un a-t-il déjà songé à faire mieux correspondre les bureaux de la CEIC aux districts électoraux?

**M. Lussier:** Je crois que ce qui a présidé à la création du réseau des bureaux de la CEIC dans tout le pays, ce sont des critères relatifs aux services à fournir au public et aussi, pour être bien franc, des facteurs économiques établissant s'il y a lieu, ou non, de créer un bureau.

Je comprends les préoccupations que vous venez d'exprimer en ce qui concerne les bureaux et certaines relations. Je pense que la question que nous étudions aujourd'hui, et notamment l'objectif visant à fournir une plus grande capacité d'action et de plus grandes responsabilités à ce niveau local particulier devaient effectivement contribuer à atténuer ce sentiment de chevauchement, assez désagréable parfois, j'en suis sûr. À qui faut-il s'adresser lorsqu'on veut parler à la personne appropriée? Ce que nous voulons faire, c'est notamment de réduire la difficulté à une dimension qui nous permette de vraiment servir le marché local du travail d'une manière plus efficace.

Je puis vous énumérer les critères qui président à la création de nos bureaux, et cela devrait vous permettre de mieux comprendre ce qui se passe. Bien sûr, un de ces critères correspond à la population, sa croissance et sa taille, les centres de l'activité commerciale et des affaires où les gens se rendent habituellement, de sorte que nous installons nos bureaux là où les gens se rendent plutôt que là où ils se trouvent. De plus, il arrive que la croissance ou les facteurs de croissance prévus pour tel milieu économique particulier et l'existence d'autres services fédéraux ou provinciaux entrent en ligne de compte. Ce sont des endroits où les gens viennent nous voir ou vont chercher d'autres services.

La situation des maisons de formation a aussi son importance à cause des relations de plus en plus étroites que nous aurons avec elles. Mentionnons aussi les services de communication et de transport qui donnent aux gens un accès plus pratique. Nous étudions les structures de l'emploi, le taux de chômage, la situation, l'activité et parfois les projets d'autres ministères. Dans d'autres régions il peut s'agir, par exemple, de placer le bureau près d'une réserve indienne.

En somme, pour répondre directement à votre question, si nous n'avons pas fait coïncider le territoire des bureaux de la CEIC avec les circonscriptions électorales, c'est surtout que vous modifiez souvent ces dernières.

**Le président:** Permettez-moi de vous interrompre un instant. Vous avez parlé de Middleton, Kentville et Halifax. Il y a là une espèce de chaîne. Je ne sais pas combien de gens il y a à Middleton, mais il me semble que ce doit être le plus petit bureau; une ou deux personnes, peut-être, j'imagine. Mais s'il se présente un problème local, mettons un taux de natalité anormal et que vous vous trouvez devant un nombre anormal



[Texte]

offices, the Halifax office versus the Sydney office, get involved with the people in Middleton? How will it be better so the people in Middleton can solve their young people's problem?

**Mr. Wallace:** I am not sure I understand your question, sir.

**The Chairman:** There is a particular problem in Middleton. Something happened 20 years ago and there is a huge explosion of 20-year-olds, and they want to access some part of the Canadian Jobs Strategy so these young people can get experience in something for their résumé. How does it work? Somebody identifies the problem to the Middleton people. What is their relationship then? How do they access that?

• 1025

**Mr. Wallace:** My knowledge of the geography of Nova Scotia is not as adequate as it should be. Generally however, for all parts of Canada, there are these geographic boundaries for the CEC, so the people in Middleton would go to their local Canada Employment Centre. This is the single window which Mr. Lussier was talking about. As I have mentioned before, they would discuss with the job strategy officer in that office the options under the six programs of the job strategy to find out which is more appropriate or most appropriate to their situation; and, if necessary, if it is beyond either the competence or the authority of that officer, they would still have access to functional specialists at the regional headquarters who could come out and meet with the group again.

**The Chairman:** The officer in Middleton can then phone and get advice, or he can request that the person with more knowledge come to meet with the people of Middleton to try and access it.

**Mr. Wallace:** Yes, very definitely.

**Mr. Comeau:** This is essentially what is happening. I have just one last question, with respect to this job strategy officer who will be in these various offices.

For example, my riding has very little in the way of manufacturing compared to other major centres. Mainly, it is a fisheries-oriented riding, so projects have to do mainly with fisheries, forestry, tourism and so on. However, fisheries is the big one.

Will the Canadian Jobs Strategy program and the new system be flexible enough to make the kinds of programs accessible to my kind of riding? It will be different programs; it will not be creating a job in a manufacturing plant. It will be creating a job that has to do with a wharf, inspection of fish or something of this nature.

Will the local Canadian Jobs Strategy officer have the flexibility to be able to say to his regional office that a certain type of project goes, that it would not go in New Brunswick, it would not go in Toronto, but it has to go here.

[Traduction]

de jeunes gens qui veulent aborder le marché du travail, comment ces deux bureaux régionaux, celui de Halifax plutôt que celui de Sidney, s'occupent-ils des gens de Middleton? Quelle amélioration va permettre aux gens de Middleton de régler le problème de leur jeune population?

**M. Wallace:** Je crois que je ne comprends pas très bien votre question, monsieur.

**Le président:** Il se produit un problème particulier à Middleton. Quelque chose s'est passé il y a 20 ans et il y a donc un très fort contingent de des gens âgés de 20 ans, et on veut profiter de la Planification de l'emploi pour que ces jeunes acquièrent une expérience quelconque dont ils pourront faire état dans leur curriculum vitae. Comment cela fonctionne-t-il? Quelqu'un reconnaît le problème qui se pose aux gens de Middleton. Cependant que fait-on ensuite? Comment l'accès se fait-il?

**M. Wallace:** Je ne connais pas parfaitement la géographie de la Nouvelle-Écosse, mais, en général, pour toutes les parties du Canada, les CEC comportent des limites géographiques, de sorte que les gens de Middleton se présenteraient au Centre d'emploi du Canada local. Il s'agit là du comptoir unique dont parlait M. Lussier. Comme je l'ai dit plus tôt, le client s'y entretiendrait avec l'agent à la planification de l'emploi au sujet des six programmes relevant de la Planification, afin de déterminer lequel convient le mieux en l'occurrence. Au cas où le programme échappe à la compétence ou au pouvoir de cet agent, on aurait encore accès aux spécialistes fonctionnels de l'administration centrale de la région, qui pourraient venir s'entretenir de nouveau avec les intéressés.

**Le président:** L'agent de Middleton peut ensuite téléphoner et obtenir des conseils ou encore il peut demander que l'agent plus renseigné vienne renseigner les gens de Middleton pour essayer d'établir l'accès au programme.

**M. Wallace:** Oui, absolument.

**M. Comeau:** C'est donc là, en somme, ce qui se passe. J'ai encore une dernière question, au sujet de l'agent à la Planification de l'emploi qu'on trouvera dans ces divers bureaux.

Par exemple, ma circonscription compte très peu d'entreprises de fabrication comparativement à d'autres grandes villes. C'est surtout une circonscription qui s'occupe de pêche, de sorte que les travaux intéressent surtout la pêche, la forêt, le tourisme et le reste. Mais, c'est la pêche qui compte surtout.

Le programme de Planification de l'emploi et le nouveau système seront-ils suffisamment souples pour que les programmes de ce genre puissent être offerts dans des circonscriptions comme la mienne? Ce seront des programmes différents; il ne s'agira pas de créer un emploi dans une usine de fabrication. Il s'agira de créer un emploi par rapport à un quai, à l'inspection du poisson ou quelque chose du genre.

L'agent local à la Planification de l'emploi possèdera-t-il la souplesse nécessaire pour pouvoir dire à son bureau régional que tel ou tel projet convient, que cela ne conviendrait pas au

[Text]

**Mr. Lussier:** I think on principle the answer is yes. I am saying yes because, as I was trying to indicate to you earlier, the objective here is to have within a specific geographic area an authority at the local level—not in the ivory tower of Ottawa, where my colleagues and I are back here sitting on our clouds sometimes, but in the reality of what is taking place—and to have the input. I am not sure if you are presently experiencing this with the Local Advisory Council in your constituency, but in some other parts of the country it is moving quite interestingly, whereby your local leadership on that council, with the CEC manager and the ADB staff, will be in fact able to say that due to the structure of the constituency, we have to have a different mix of programs which focus on forestry, focus on fisheries.

This capacity of being flexible is there, but it is there within a plan, a plan in which we want the local leadership to get involved. The mix of programs according to the reality and the economic reality of the place, yes, would be permitted. It is in fact presently showing results in various parts of the country.

**Mr. Comeau:** Thank you very much. Thank you very much, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Comeau. We will go back to Mr. Allmand and then Mr. Oostrom.

**Mr. Allmand:** Mr. Lussier, when we were hearing the estimates, you will recall that there were many charges, not only from members on the opposition side but also from the government side, about the fact that funds were frozen for job development. In any case, this is the way it was coming across to them in the regional offices. Sponsor groups had applied for job development and, when they inquired why they were not getting any answer, the answer at the local level was that the funds had been frozen, the funds were all gone or the funds were one thing or another.

We asked questions about this at previous meetings and you explained that it was being phased out over the year. We now have some evidence, and I want to ask you if it is not true that directives were sent to your local offices to stop funding job development so that you could implement your new administration, this so called Everard report.

In other words, many of the projects were funded. But you wanted to implement this new administrative policy of doing away with the EDBs and consolidating and so on; just what you have been telling us this morning. There was in fact a request from headquarters, and by the way when I say "you", I do not always mean you; I consider the Minister, and I think

[Translation]

Nouveau-Brunswick, que cela ne conviendrait pas à Toronto, mais que cela convient ici.

**M. Lussier:** Je pense qu'en principe, la réponse est affirmative. Affirmative car, comme j'ai essayé de vous le dire plus tôt, l'objectif que nous poursuivons, c'est qu'une aire géographique particulière comporte des pouvoirs au niveau local—non pas à la tour d'ivoire d'Ottawa, où mes collègues et moi-même trônons parfois sur nos nuages, mais dans la réalité de ce qui se passe—que ces agents locaux puissent faire l'apport nécessaire. Je ne sais pas si vous connaissez cela dans le conseil consultatif local de votre circonscription, mais, dans certaines autres parties du pays, les choses progressent d'une manière passablement intéressante: les dirigeants locaux de ce conseil, travaillant conjointement avec le gestionnaire du CEC et le personnel du CDA peuvent effectivement affirmer que, étant donné la structure de la circonscription, il leur faut une composition de programme différente mettant par exemple l'accent sur la forêt, ou sur la pêche.

Cette capacité de souplesse existe, mais elle existe conformément à un projet, par le truchement duquel nous voulons obtenir la participation des dirigeants locaux. La composition des programmes conformes à la réalité, à la réalité économique de l'endroit, oui cela serait autorisé. Au fait, cela donne déjà des résultats dans diverses parties du pays.

**M. Comeau:** Merci beaucoup. Merci beaucoup, monsieur le président.

**Le président:** Merci monsieur Comeau. Nous allons revenir à M. Allmand puis à M. Oostrom.

**M. Allmand:** Monsieur Lussier, au cours de l'étude des prévisions budgétaires, vous vous souvenez que plusieurs accusations ont été portées, non seulement par les députés de l'Opposition mais aussi par ceux du parti ministériel, au sujet du gel des fonds à consacrer au développement de l'emploi. Quoi qu'il en soit, c'est ainsi que la situation apparaît dans les bureaux régionaux. Des groupes de commanditaires avaient fait des demandes relatives au développement de l'emploi et, lorsqu'ils voulaient savoir pourquoi ils ne recevaient aucune réponse, on leur répondait au niveau local qu'il y avait eu gel des fonds, que les fonds avaient été tous dépensés ou encore que les fonds étaient ceci ou cela.

Nous avons posé des questions à ce sujet lors de réunions précédentes et vous avez expliqué que cela était aboli progressivement au cours de l'année. Nous avons maintenant certaines indications, compte tenu desquelles j'aimerais vous demander s'il n'est pas vrai que des directives ont été envoyées à vos bureaux locaux afin de mettre fin aux subventions relatives au développement de l'emploi et de mettre en oeuvre votre nouvelle politique administrative ce fameux rapport Everard.

En d'autres termes, beaucoup de projets avaient déjà reçu les fonds. Mais vous vouliez appliquer cette nouvelle politique administrative de faire disparaître les DGDE, de regrouper les programmes et le reste; tout ce que vous nous avez dit ce matin. Il y a eu au fait une demande en provenance de l'administration centrale et, incidemment, lorsque je dis «vous»,



[Texte]

everybody considers the Minister, to be responsible for the department, not the deputy minister.

But again I refer to the Peter Hicks' memo, and it says:

Our initial conclusions are that your decision—meaning the Minister or the deputy minister—to withhold the main emphasis on job development projects until the fall has presented us with a window of opportunity in which changes to the procedures for job development can be made with the above objective in mind.

In other words, it is suggested here very clearly that you are holding back job development, in order to implement your administrative changes. By the way, this makes sense, but I do not know why one would not have said that in the first place. You could have admitted you are holding it up because you are introducing changes, such as you have set out in your statement this morning.

I am asking you again: Is it not true that a brake was put on the flow of moneys to allow you to introduce these changes, which you are trying to introduce on an administrative level?

**Mr. Lussier:** Mr. Chairman, the short answer to the member's question is no, but I would like to ask the star, Mr. Hicks, to comment on his memo.

**Mr. Allmand:** I have a whole lot of other ones, they are not all Hicks' either.

**Mr. Peter Hicks (Executive Director, Canadian Jobs Strategy, Department of Employment and Immigration):** I have already clarified the status of the memo, but again, it is a memo of staff officers to me, which has not in fact left my desk on the way up.

**Mr. Allmand:** I can understand why.

**Mr. Hicks:** However, having said that, the document is in the domain. You have examined it. The reference to the window of opportunity that may have been in the note refers to the fact, as we have explained on earlier occasions, that in order to allow a reasonable spreading of the job development participants in funding across the year, not all, but certainly the bulk of, new approvals for job development programs will have to take place in the fall.

This will be done then in order to ensure a reasonably even flow across the year. It will be done then because of the backlog of approvals that were approved at the end of last year, and the fact that we have large amounts of money and participants flowing into job development now.

They do not relate to the organizational issues which are the subject of today's discussion. In this particular memo, they relate instead primarily to questions of administrative procedures which effect the paper burden and project sponsors, and particularly to the question of whether payment should be made in the form of grants or contributions, or whether small

[Traduction]

je ne parle pas toujours de vous; je considère que c'est le ministre et je pense que tout le monde considère que c'est le ministre qui est responsable du ministère, et non le sous-ministre.

Mais encore une fois, je me réfère à la note de Peter Hicks, dans laquelle on peut lire:

Selon nos premières conclusions, votre décision... c'est-à-dire la décision du ministre ou du sous-ministre...

de retarder à l'automne le gros de l'activité en matière de projets de développement de l'emploi nous a offert l'occasion de modifier, compte tenu de l'objectif décrit plus haut, les méthodes relatives au développement de l'emploi.

En d'autres termes, on donne très clairement à penser, dans ce texte, que vous retardez le développement de l'emploi, cela afin d'appliquer vos changements administratifs. De toute manière, c'est raisonnable, mais je me demande pourquoi cela n'a pas été dit dès le début. Vous auriez pu avouer que vous retardez cette campagne parce que vous adoptez des changements, comme vous l'avez fait dans votre déclaration de ce matin.

Je vous le demande encore une fois: n'est-il pas vrai qu'un frein a été imposé aux déboursés pour vous permettre d'adopter ces changements que vous tentez d'adopter sur le plan administratif?

**M. Lussier:** Monsieur le président, je répondrai au député par un seul mot, c'est non, mais j'aimerais demander à la vedette, M. Hicks, de commenter sa note.

**M. Allmand:** J'en ai une foule d'autres, qui ne sont pas toutes de M. Hicks.

**M. Peter Hicks (directeur général, Planification de l'emploi, ministère de l'Emploi et de l'Immigration):** J'ai déjà précisé la nature de cette note, mais, encore une fois, c'est une note adressée à moi par mes collaborateurs et qui, en réalité, n'a pas quitté mon bureau pour aller plus haut.

**M. Allmand:** Je comprends pourquoi.

**M. Hicks:** Cela étant dit, le document fait maintenant partie du domaine public. Vous l'avez examiné. L'allusion contenue dans la note, a trait au fait que, comme nous l'avons déjà expliqué à maintes reprises, pour permettre une répartition raisonnable, durant toute l'année, du financement offert à ceux qui veulent bénéficier du programme de développement de l'emploi, les nouvelles approbations, dans leur majorité, devront être accordées à l'automne.

Nous visons ainsi à assurer une répartition relativement uniforme sur toute l'année, et ce à cause de l'accumulation des demandes approuvées à la fin de l'année dernière, et parce que nous disposons d'importantes sommes et d'un grand nombre de gens qui participent actuellement au programme de développement de l'emploi.

Cette allusion ne porte pas sur les questions d'organisation qui ont fait l'objet des entretiens d'aujourd'hui. Dans cette note en particulier, elle porte essentiellement sur les questions de méthodes administratives, les documents qui en résultent les auteurs des projets, en particulier la question de savoir si les paiements doivent être versés sous forme de subventions et de

*[Text]*

activities are funded more easily under a placement versus a project stream.

They relate to paper burben and other kinds of administrative simplicity. They have nothing whatsoever to do with the question of the main organizational matters which are subject to today's meeting.

**The Chairman:** Regarding the administration of approval that would be looked at in this window of opportunity, one is tempted to suggest that if the memo does not leave your desk soon, the window will be closed.

**Mr. Allmand:** I think the window has been closed already, and boarded up. There is no use in me pursuing that any more. I have asked my questions and I keep getting the same answers.

Now, Mr. Lussier, from here I get the same answers. I get different ones on the others. I forget which memo it is—I have been getting so many, some from you and some in brown envelopes—but in the memo with respect to these changes, and the fusion of the offices putting EDB and the CECs, and the whole business of Everard, there is mention of training to do this for the CEC managers. But in the letter I have from the unions, they say there is nothing at all there with respect to the training of personnel. In other words, you are asking them to readjust. You are taking some of them from EDBs and putting them in a joint office where they are going to administer—as you said this morning, there is going to be training merged in with job creation. You are going to train the managers but, according to that memo, there is no mention of retraining of staff—readaptation, readjustment. How are they going to operate in these new joint offices of the CEC?

• 1035

If you are going to do what you say you are going to do, it is obvious that retraining is necessary for your own people or they are not going to do a good job. How are you going to do that? Why is it not mentioned in the memo? Why does the memo simply mention retraining for the managers?

**Mr. Lussier:** I think, Mr. Chairman, the importance of training our people and, in some instances, retraining them, as is the case with the Canadian Jobs Strategy, is of paramount importance.

I will ask Mr. Wallace to give you the details. But I would like to mention that this retraining exercise for our Employment Development Branch staff started in fact last summer, and we can give you those details.

More important, the overall training of our staff has been a top priority. It is not only a top priority in words, it is a top priority in terms of money and in terms of commitment, permitting an increased number of staff to be trained all across the country. I think this year we will be in a very reasonable position for a federal department in terms of expressing preoccupation about training our staff. And I can document

*[Translation]*

contributions ou s'il est plus facile de financer de petites activités par une affectation que dans le cadre d'un projet.

L'objet de la note est la masse des documents nécessaires et d'autres méthodes de simplification administrative, et nullement les grandes questions d'organisation que nous examinons à la réunion d'aujourd'hui.

**Le président:** En ce qui concerne l'administration des approbations dont l'examen serait ainsi rendu possible, on serait tenté de dire que si la note reste quelque temps sur votre bureau, l'occasion sera perdue.

**M. Allmand:** Je pense que l'occasion est déjà perdue, qu'elle s'est évaporée. Mais à quoi bon continuer? J'ai beau poser des questions, ce sont toujours les mêmes réponses que je reçois.

Ecoutez, monsieur Lussier, ici j'obtiens les mêmes réponses, et des réponses différentes quant au reste. Je ne sais plus de quelle note il s'agit—j'en ai reçu tellement, quelques-unes de vous et d'autres dans des enveloppes brunes—mais dans la note qui porte sur ces changements et sur la fusion des bureaux du DGDE et des CEC et sur toute la question du rapport Everard, on parle de la formation à assurer aux gestionnaires des CEC pour la réalisation de ce projet. Mais, dans la lettre que j'ai reçue des syndicats, on dit que rien n'a été fait pour la formation du personnel. En d'autres termes, vous leur demandez de s'adapter. Vous arrachez certains d'entre eux à la DGDE et vous les installez dans un bureau conjoint où ils vont administrer—comme vous l'avez dit ce matin, la formation va être fusionnée avec la création d'emploi. Vous allez donner une formation aux gestionnaires, mais, d'après cette note, il n'est pas question de recyclage, de réadaptation du personnel. Comment vont-ils fonctionner dans ces nouveaux bureaux conjoints du CEE?

Si vous devez agir comme vous le dites, il est évident que le recyclage est nécessaire pour vos propres employés, sinon ils ne pourront pas faire du bon travail. Comment allez-vous le faire? Pourquoi n'est-ce pas mentionné dans la note? Pourquoi cette note fait-elle état uniquement du recyclage des gestionnaires?

**M. Lussier:** Je crois, monsieur le président, à l'importance extrême de la formation de nos employés et, dans certains cas, de leur recyclage, comme c'est le cas de la Planification de l'emploi.

Je vais demander à M. Wallace de vous communiquer les détails pertinents, mais j'aimerais mentionner que ce recyclage du personnel de notre Direction générale du développement de l'emploi a effectivement commencé l'été dernier et nous pouvons vous communiquer des détails à ce sujet.

Chose plus importante encore, la formation d'ensemble de notre personnel constitue pour nous une tâche tout à fait prioritaire. Il ne s'agit pas d'une priorité en paroles seulement, mais aussi en fonds et en engagement, qui permet d'augmenter le nombre des membres du personnel à former dans tout le pays. Je pense que nous allons nous trouver cette année en bonne position en tant que ministère fédéral soucieux de la



## [Texte]

that if you are interested by amount of money, by what we are doing. But in details, relative to the Canadian Jobs Strategy reorganization, Mr. Wallace will quickly answer the specific question of the member.

**Mr. Allmand:** There are some employees who did not get this training. Maybe that is why they are so anxious for that. Maybe they are going to be put out.

**Mr. Wallace:** I can go back to my days as Regional Director General, sir, and tell you how it happened in Newfoundland or in other regions in which I have had the opportunity to serve.

As a preface, last year the department invested 162,000 days of training for its staff, all staff. About a year ago, when the Canadian Jobs Strategy was being implemented, regions sent personnel to Ottawa to assist Mr. Hicks' group in developing forms, procedures, program criteria, program design information and things of that nature. They in turn came back and went to every office in Newfoundland. They conducted briefing sessions as to what the future may hold and may be like.

At that time we did not have the specific program criteria, or the specific details, the forms, etc., that were going to be used. Subsequently, when they came in—it is a manager's responsibility to train his staff. In every office across Canada, the tradition has been that, in the first half hour before the doors are open, the staff is given training. Now, that is not included in that 162,000 days.

Specific courses are developed for specific program areas and program officers. You mentioned the inclusion of training for the EDB staff. Our staff does not have pedagogical experts. We pay the provinces 4% of their administrative costs to provide that expertise, to indicate to us whether the methodology, the pedagogical content and the timing of that training is sufficient.

We also have, in some of our offices, counsellors who have been dealing with training, either industrial or institutional, for a great number of years. Of course, being in the same office, they can provide and share that information with their counterparts who may not be as competent in that area.

• 1040

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, I am going to have to leave to go and ask questions to the Minister. Before I leave, I just want to ask the deputy minister—I would like to get it, but he may not have it today—if he has a schedule with dates for the implementation of the Everard report. It seems to me that some of the things have already been implemented. For example, they have already implemented the new way of registering the unemployed, which I think is part of it, which I wanted to ask questions about, but I do not have time, because there are a lot of implications of that new . . .

## [Traduction]

formation de notre personnel. Et, si cela vous intéresse, je puis vous fournir les chiffres précis, mais pour ce qui est des détails de la réorganisation de la Planification de l'emploi, M. Wallace peut répondre en peu de mots à la question du député.

**M. Allmand:** Il y a des employés qui n'ont pas reçu cette formation, et c'est peut-être ce qui les inquiète. Ils craignent d'être mis à pied.

**M. Wallace:** Je peux me reporter au temps où j'étais directeur général régional, Monsieur, et vous dire comment les choses se sont passées à Terre-neuve et dans d'autres régions où j'ai eu l'occasion de travailler.

Tout d'abord, le ministère a consacré 162 000 jours à la formation de son personnel. Il y a environ un an, au moment où la Planification de l'emploi était en voie de réalisation, les régions ont envoyé du personnel à Ottawa pour aider le groupe de M. Hicks à établir les formulaires, les méthodes, les critères des programmes, les renseignements sur la conception des programmes et autres questions afférentes. À leur retour, ces fonctionnaires se sont rendus dans chacun des bureaux de Terre-Neuve, ils ont organisé des séances d'information sur les promesses et les débouchés.

A ce moment-là, nous n'avions ni les critères particuliers des programmes ni les renseignements particuliers, formulaires, etc., qui allaient être utilisés. Par la suite, lorsque tout cela est arrivé . . . Il appartient à chaque gestionnaire de former son personnel. Dans tous les bureaux du Canada, il est de tradition que, une demi-heure avant que nos bureaux n'ouvrent leurs portes, le personnel reçoive des instructions, mais cela n'est pas compté dans les 162,000 jours.

Des cours particuliers sont préparés pour des programmes particuliers et pour les agents de programmes. Vous avez parlé de la formation du personnel de la DGDE. Notre personnel ne compte pas de spécialiste en pédagogie. Nous versons aux provinces 4 p. 100 de leurs frais administratifs pour qu'elles assurent ce service et pour nous dire si la méthodologie, le contenu pédagogique et le moment choisi pour cette formation sont satisfaisants.

Dans nos bureaux, nous comptons, depuis de nombreuses années, des conseillers qui s'occupent de formation, dans l'industrie ou dans des établissements d'enseignements, depuis de nombreuses années. Étant sur place, ils peuvent évidemment fournir et partager cette information avec leurs homologues qui ne possèdent peut-être pas le même degré de compétence dans ce domaine.

**M. Allmand:** Monsieur le président, je vais devoir m'absenter pour poser des questions au Ministre, mais je voudrais, auparavant, demander au sous-ministre—s'il possède éventuellement un calendrier de mise en oeuvre du rapport Everard. Il me semble que certains éléments se sont déjà concrétisés, par exemple, la nouvelle méthode d'inscription des chômeurs qui en fait partie, je crois. Je voulais vous interroger là-dessus, mais je n'en ai pas le temps, car cette innovation entraîne toutes sortes de conséquences.

*[Text]*

So some things seem to be implemented and there are obviously other things that are still to be implemented. It would be helpful to us if we knew because at the beginning of the meeting you said that during the summer it would be implemented. I have the impression it will not be implemented all at once but it is going to be implemented on a phased basis, and if we knew then we would know how to react as a committee if we want to give any advice.

**The Chairman:** It might be helpful if members in early September could have a written briefing on what has been implemented, what the changes are, so we can understand.

**Mr. Allmand:** That would be good, but if things are going to be done during the summer then I would like to know before if possible. If a schedule is already known to Mr. Lussier for implementation... It does not have to be exact, but if it is kind of ballpark areas then I would like to know the targets.

Also, I would like to have a straight answer on what they honestly believe will be the elimination of person-years as a result of this reorganization, whether it is due to a sincere effort to tie it into Jobs Strategy and its goals or whatever. I just want to know how many people they expect will be let go.

On this business of the new way of registration, I understand that 85% to 90% of the unemployed will not be registered any more—they will simply be referred to bulletin boards to check whether there are jobs—and that only about 10% to 15% of the unemployed coming to the CEIC offices under this so-called revitalization, or whatever is planned, will be given counselling. Is this all part of this reorganization and, if it is, how can that be described as better service?

The other thing related to it is that I understand the registration is based on a definition which is called the "high opportunity occupations". If you belong to a high opportunity occupation then you get counselling; if you are not in the high opportunity occupations then you are referred to the bulletin boards. That definition, "high opportunity occupation", first came from the Nielsen report. So again I ask how much of the Nielsen report is also part of this reorganization, and I want your confirmation or denial of to what extent this whole thing is taking place with respect to the registration and non-registration of unemployed coming into the office.

**Mr. Lussier:** There is a whole series of very important questions that the member is raising, to which I am not sure I can, in the time we have here, give a proper answer in the context.

The first relates to revitalization of employment services. This is an exercise complementary to the Canadian Jobs Strategy which was initiated prior to the Canadian Jobs Strategy implementation and is not related to the Nielsen task force. It is a look at how we can improve the quality of service that we can give to our people.

**Mr. Allmand:** What about that definition, Mr. Lussier—high opportunity occupation?

*[Translation]*

Certains éléments semblent donc déjà réalisés, d'autres pas encore. Il nous serait utile de le savoir car, vous avez dit au début de la réunion, que la mise en oeuvre se ferait au cours de l'été. J'ai l'impression qu'elle ne se fera pas en une seule fois, mais par étapes. Si nous le savions, nous pourrions alors réagir, en tant que comité, si nous voulions guider le ministère.

**Le président:** Il serait utile que les membres reçoivent au début de septembre une description écrite de ce qui a été mis en oeuvre, des changements que cela représente, pour nous aider à comprendre.

**M. Allmand:** Ce serait bien, mais s'il y a des choses qui doivent se faire au cours de l'été, j'aimerais le savoir auparavant, si possible. Si M. Lussier possède déjà un calendrier de mise en oeuvre... qui n'aurait pas à être très précis, il suffit qu'il soit approximatif; j'aimerais connaître les dates prévues.

J'aimerais en outre avoir une réponse franche sur le nombre d'années-personnes supprimées à la suite de cette réorganisation, que ce soit attribuable à un effort sincère rattachant cela à la Planification de l'emploi et à ses objectifs ou que ce soit pour une autre raison. J'aimerais simplement savoir combien il y aura de renvois de personnel.

En ce qui concerne la nouvelle méthode d'inscription, je crois savoir que de 85 à 90 p. 100 des chômeurs ne seront plus inscrits—on leur conseillera simplement de consulter les tableaux d'affichage—et 10 à 15 p. 100 seulement des chômeurs se présentant aux bureaux de la CEIC en vertu de ce qu'on appelle la revitalisation recevront des conseils. Cela fait-il partie de la réorganisation et, dans l'affirmative, comment peut-on parler d'un meilleur service?

L'autre question qui s'y rattache, c'est que l'inscription se fonde à ma connaissance, sur une définition de ce qu'on appelle les «occupations à débouchés presque assurés». Si vous avez une profession de cette catégorie, vous obtenez des conseils; sinon, on vous renvoie au tableau d'affichage. La première mention de ces occupations à débouchés quasi-assurés se trouve dans le rapport Nielsen. Je me demande donc dans quelle proportion le rapport Nielsen fait partie de la réorganisation et je vous demande de confirmer ou de démentir l'existence de cette pratique d'inscription et de non-inscription des chômeurs qui se présentent dans vos bureaux.

**M. Lussier:** Le député soulève une foule de questions très importantes auxquelles je ne suis pas sûr de pouvoir répondre comme il faut durant le temps dont nous disposons.

La première porte sur la revitalisation des services d'emploi. C'est là une tâche qui s'ajoute à la Planification de l'emploi et qui a commencé avant la mise en oeuvre de cette planification. Elle ne se rapporte pas non plus au groupe de travail Nielsen. Elle consiste à voir comment nous pouvons améliorer la qualité des services que nous pouvons fournir à notre clientèle.

**M. Allmand:** Que dire de cette définition, monsieur Lussier—les occupations à débouchés quasi-assurés?



[Texte]

**Mr. Lussier:** Very simply, let us go back for a while to the time of the peak of the recession where there is no doubt we had 11% and more unemployment—and in some parts of the country much higher than that, as you know—in which on a daily basis people were coming to see us with expectations because we were putting their names on the file and filling out a long form it would improve their chance of opportunities.

• 1045

What we are saying in here is that we know, because of the liberal market exchange of information, there are occupations that are in demand. There are those which are less in demand, or if they are in demand, there are many people who could fill them. Just the fact of putting somebody's name in a file was not helpful in permitting that individual to get on top of things.

So there has been, yes, a conscientious decision taken in order to be more selective in the registrations. But the whole aspect of employment services is much more than that. I would certainly—if there is interest from the committee—tell you much more about what we are doing, because we are doing things that are fantastic in terms of the quality of service, the improvement of the value of the counsel the employment council is giving to people—having more time to counsel people who really need our help and need, in order to change from their vicious circle, to improve their skills. Again, that was not an exercise in cutting person-years but in improving the effectiveness and quality of services.

If there is an interest, we can go into what is like a big, open book, into the details of what we are doing and have been doing in that area. I think members may find quite fascinating what we are trying to achieve in getting a much better quality of service to the clientele we serve.

**Mr. Allmand:** If in fact that was taking place, one would applaud. But I understand the ones who are not getting counselling often are the ones who need it most. That may not be your intention. Maybe it is your intention to do exactly what you are saying. But I am told in this early stage that there are people—and some of them are complaining to us MPs—who feel they are being short-changed and they are hard-core unemployed... I do not know. Anyway, we will have to spend more time on this.

You say, yes, you are using that definition, "high-opportunity occupations", and that expression was in and recommended in the Nielsen report. But are you saying that although it is in the Nielsen report, that is not the origin of it? You were not really implementing Nielsen in doing that?

**The Chairman:** Nielsen stole it from you rather than you stealing it from him?

**Mr. Lussier:** I do not know. We did not have any copyright on this approach.

**Mr. Allmand:** It appears it came from Nielsen, but are you saying it did not come from Nielsen?

**Mr. Lussier:** No. It did not. Well, I do not want to cut out an initiative that comes from any place. With that one, we have it in a much more global approach than strictly the

[Traduction]

**M. Lussier:** Revenons tout simplement à l'époque où la récession avait atteint un sommet et où nous avions un niveau de chômage de 11 p. 100 et même davantage—c'était beaucoup plus que cela dans certaines parties du pays, comme vous le savez. Il ne se passait pas de jour que les gens ne viennent nous voir, pleins d'espoir parce que nous inscrivions leurs noms dans un dossier et leur faisons remplir des formulaires.

Nous savons, par les renseignements qui s'échangent, que certaines professions sont en demande. D'autres le sont moins ou, si elles le sont, bien des gens pourraient les exercer. Il ne suffit pas d'inscrire le nom de quelqu'un dans un dossier pour résoudre tous les problèmes.

Nous avons donc effectivement pris la décision de nous montrer plus sélectifs en matière d'inscription. Mais les services d'emploi sont bien plus que cela. Je me ferais certes un plaisir—si cela intéresse le comité—de vous en dire plus sur notre action, car en matière de services, offerts par nos conseillers à l'emploi nous faisons oeuvre fort utile; nous avons plus de temps à consacrer sous forme de conseils aux gens qui ont vraiment besoin de notre aide et qui doivent améliorer leurs compétences pour sortir du cercle vicieux dans lequel ils sont enfermés. Encore une fois, il ne s'agissait pas de réduire les années-personnes, mais bien d'améliorer la qualité et l'efficacité des services.

Si cela vous intéresse, nous pouvons vous parler en détails de ce que nous faisons actuellement et depuis un certain temps dans ce domaine, ce qui intéresserait beaucoup le Comité, je pense.

**M. Allmand:** Si c'était vrai, on applaudirait. Mais je crois savoir que les gens qui ne reçoivent pas ces conseils sont souvent ceux qui en auraient le plus besoin. Ce n'est sans doute pas là votre intention, qui est peut-être de faire exactement ce que vous dites. Mais on me dit que, à ces premières étapes, il y a des gens—dont certains se plaignent à nous autres, députés—qui ont l'impression qu'on les dupe et ce sont des gens qui ne réussissent pas à sortir du chômage... Je ne sais pas. Quoi qu'il en soit, nous devons consacrer plus de temps à cela.

Vous me confirmez que vous utilisez cette définition de professions aux débouchés quasi-assurés. Or cette expression était recommandée dans le rapport Nielsen. Vous le reconnaissez, mais niez-vous qu'elle provienne de là? En agissant de la sorte, vous n'appliquez donc pas le rapport Nielsen?

**Le président:** C'est serait donc Nielsen qui vous l'aurait empruntée, et non l'inverse?

**M. Lussier:** Je ne sais pas. Nous n'avons pas obtenu de droits d'auteur là-dessus.

**M. Allmand:** Il semble que cela vienne de Nielsen, n'est-ce pas?

**M. Lussier:** Non. Cela ne vient pas de là. Remarquez que je ne veux pas préciser d'où elle vient. Dans le cas présent, l'approche est beaucoup plus globale que la simple question

## [Text]

limited approach of registration, which is unfair to give in terms of the overall activities and actions we are implementing on the unemployment service side. But we are prepared to come back to it in much more detail if it is the wish of the committee.

**Mr. Allmand:** I am going to leave it, Mr. Chairman; but Mr. Lussier said he would try to provide us with a schedule of implementation. I think he said that.

**Mr. Lussier:** No, I did not have time to answer that question.

**Mr. Allmand:** The other one was the number of person-years that will probably, in his estimation, be eliminated as a result of this reorganization.

**Mr. Lussier:** I think I can immediately answer that question. I do not need to go back to ask people questions related to the reduction of person-years impacted as a result of reorganization; the answer is zero. Lay-offs, or situations related to the program deliveries and the size of programs and some of their activities finishing up—that is another question. But related to the activities of reorganization... I categorically say the answer is zero.

**Mr. Oostrom:** Options 1, 2, and 3—there appear to be some similarities, yet some things are much the same. Could Mr. Lussier perhaps indicate from the point of view of program delivery why option 2 was recommended? He has already alluded to it: quality of service, greater efficiency, and what have you.

One area I am interested in particularly, from our investigations into immigration... immigration in one model was a separate unit. You had operations planning and then immigration and unemployment. But how will it affect immigration? It is slightly different from the normal CEIC operations, from the point of program delivery.

• 1050

**Mr. Lussier:** From the point of program deliveries, the member is certainly aware that our Canadian Immigration Centres in all parts of the country are located in different offices, and the delivery of programs specific to immigration is of a different nature.

As we are presently very much interested in the principles and the practicality of improving our delivery of services to our immigration centre, the particular study of Mr. Everard that you refer to was specifically related to the options that should be considered related to the delivery of Canadian Jobs Strategy and did not deal with other aspects such as employment services that we referred to earlier, or delivery of programs of immigration. It has a particular focus related to how we can best deliver the Canadian Jobs Strategy.

**Mr. Oostrom:** You mentioned earlier that no one will be laid off. Will there be a shift, perhaps? For example, option 2 has fewer managers than the other options. Will there be a shift, or retraining? That is the main gist. You said no one will be laid off, but some may go to different positions.

## [Translation]

d'inscription, qu'il est injuste de mettre en vedette compte tenu de l'ensemble des activités et des mesures que nous exerçons et que nous appliquons dans nos services aux chômeurs. Mais nous sommes disposés à y revenir avec beaucoup plus de détails si tel est le désir du comité.

**M. Allmand:** Je laisse tomber, monsieur le président, mais M. Lussier a dit, je crois qu'il essaierait de nous fournir un calendrier de mise en oeuvre.

**M. Lussier:** Non, je n'ai pas eu le temps de répondre à cette question.

**M. Allmand:** L'autre question portait sur le nombre d'années-personnes qui, selon ses prévisions, seront supprimées à la suite de cette réorganisation.

**M. Lussier:** Je peux tout de suite répondre à cette question. Je n'ai pas besoin d'aller poser aux gens des questions sur la réduction des années-personnes résultant de la réorganisation; la réponse, c'est zéro. Les mises à pied ou les situations intéressant la réalisation des programmes, ou leur portée, et certaines des activités qui se terminent, ça c'est une autre question. Mais quant aux activités de réorganisation... J'affirme catégoriquement que la réponse, c'est zéro.

**M. Oostrom:** Les options 1, 2 et 3—il semble y avoir des similitudes, certains éléments sont presque identiques. Monsieur Lussier pourrait-il nous dire, au point de vue de la réalisation du programme, pourquoi l'option 2 a été recommandée? Il y a déjà fait allusion: qualité du service, plus grande efficacité et le reste.

Il y a une question qui m'intéresse tout particulièrement à la suite de nos enquêtes sur l'immigration... dans un des modèles, l'immigration constituait une unité distincte. Vous avez la planification des opérations pour l'immigration puis le chômage. Mais comment cela va-t-il toucher à l'immigration? C'est un peu différent des opérations habituelles de la CEIC, au point de vue de l'application des programmes.

**M. Lussier:** Au point de vue de l'application du programme, le député sait sûrement que nos centres d'immigration dans toutes les parties du Canada, sont situés dans des bureaux distincts et que l'application des programmes relatifs à l'immigration constitue une question distincte.

Bien que nous tenions avant tout à améliorer les services fournis dans nos centres d'immigration, l'étude de M. Everard, dont vous parliez, portait expressément sur les options d'application du programme de la Planification de l'emploi et non les autres aspects, par exemple les services d'emploi mentionnés plus haut, ou la prestation des programmes d'immigration. L'étude portait expressément sur les meilleurs moyens de réaliser le programme de la Planification de l'emploi.

**M. Oostrom:** Vous avez dit plus tôt que personne ne sera mis à pied. Y aura-t-il des mutations? Par exemple, l'option 2 exige moins de gestionnaires que les autres options. Y aura-t-il des mutations, un recyclage? C'est là l'essentiel. vous avez dit



[Texte]

**Mr. Lussier:** To make it clear so it is clear for everybody, nobody will be laid off as a result of the organizations. But the lay-off situation in these organizations, whether on the Canadian Jobs Strategy side, or Challenge 86, for example, when it is finished in September, there will be lay-offs. On the UI side when there is diminution of the unemployment rate, as we are experiencing presently, there are lay-offs. I want to make it clear so as not to give false perceptions that there will be no lay-offs, there will be no lay-offs related to the study we are examining this morning.

On the various options, Mr. Wallace, maybe you would like to comment further.

**Mr. Wallace:** The Everard report basically proposed two options. One was in essence the status quo with the current EDB structures being retained, although probably retitled, but still operating in an independent fashion from the Canada Employment Centres, and specific programs, such as job entry, being delivered on a regional basis.

The second alternative, alternative B, went to the other extreme and suggested that all CJS activities be delivered by and through the Canada Employment Centre. It was at a meeting of the executive committee, which comprises, among others, the 10 regional heads, that these two options were discussed. Neither was totally acceptable, so a third was developed, sort of taking the best aspects and looking at the realities of the delivery of the programs as to where was the best place to put the focal point for the delivery.

We also considered, because we do have across Canada a large number of EDB offices, that to relocate them would be extremely disruptive; and one of the principles we are operating on is minimal disruption to staff. It would require the physical and geographic relocation of up to 1,000 people, and we did not consider that to be acceptable.

Also, when we are delivering some types of programs, if you are in a CEC—we had an example before from Nova Scotia—a project may be submitted that overrides CEC boundaries, and therefore you have a conflict between two managers. You also have the requirement for what we call a critical mass for project assessment, project review, and the development of recommendations to the Minister. It was believed, therefore, that there should be some degree of centralization for certain types of programs. And others, of course, are national in scope, such as the Innovations program where, although the employment centres may discuss it, the decision is still in national headquarters.

Out of that we adopted a model, both for regional office structures and delivery structures, which is, as I said before, a

[Traduction]

que personne ne sera mis à pied, mais certains seront peut-être mutés à des postes différents.

**M. Lussier:** Précisons bien que personne ne sera mis à pied à la suite des travaux d'organisation. Mais quant aux mises à pied dans ces organisations, qu'il s'agisse de la Planification de l'emploi ou de Défi '86 par exemple, il y aura des mises à pied en septembre, lorsque ce dernier programme prendra fin. Du côté de l'assurance-chômage, lorsqu'il y a diminution du taux de chômage, ce que nous connaissons actuellement, il y a des mises à pied. Je veux que cela soit bien clair, pour ne pas donner à tort l'impression qu'il n'y en aura pas, mais il n'y en aura pas pour l'étude que nous examinons ce matin.

Pour ce qui est des diverses options, peut-être, monsieur Wallace, pourriez-vous présenter des observations supplémentaires.

**M. Wallace:** Le rapport Everard a proposé deux options fondamentales. La première, c'est essentiellement le statu quo, les structures actuelles de la DGDE étant conservées, mais probablement sous une nouvelle appellation, fonctionnant toujours indépendamment des Centres d'emploi du Canada et des programmes particuliers, par exemple l'accès aux emplois, qui relève de l'administration régionale.

La deuxième possibilité, la possibilité B, se situe à l'autre extrême et veut que toutes les activités de la Planification de l'emploi soient exercées par les Centres d'emploi du Canada et par l'intermédiaire de ces centres. C'est à une réunion du comité exécutif, lequel comprend notamment les dix chefs régionaux, que ces deux options ont été étudiées. Ni l'une ni l'autre n'était entièrement acceptable et c'est pourquoi on en a formulé une troisième, qui retient, en quelque sorte, les meilleurs aspects et tient compte des réalités dans lesquelles s'exerce la prestation des programmes pour déterminer quel doit être le lieu idéal où puisse se faire la prestation.

Parce que nous comptons, au Canada, un grand nombre de bureaux de la DGDE, nous avons tenu compte du dérangement considérable que causerait la relocalisation de ces bureaux; or un des principes qui nous guident, c'est qu'il faut déranger le moins possible le personnel. Il faudrait déplacer matériellement et géographiquement jusqu'à 1,000 personnes et nous avons jugé que cette solution n'était pas acceptable.

En outre, lorsque nous appliquons certains types de programmes, si c'est dans un CEC—nous en avons eu un exemple en Nouvelle-Écosse—tel ou tel projet soumis peut dépasser les limites du CEC et l'on se trouve alors dans une situation de conflit entre deux gestionnaires. Il faut aussi ce que nous appelons une masse critique pour l'évaluation et l'examen des projets et pour la préparation de recommandations à soumettre au Ministre. Nous avons donc jugé qu'il devrait y avoir un certain degré de centralisation dans le cas de certains types de programmes. D'autres sont évidemment de caractère national, par exemple le programme des innovations. Dans ce cas, bien que les centres de l'emploi puissent en discuter, c'est l'administration générale nationale qui doit prendre la décision nécessaire.

À partir de cela nous avons adopté un modèle à la fois pour les structures des bureaux régionaux et les structures de

## [Text]

balance between the two. Most CJS activities will be delivered through the CEC. Some will be delivered through semi-dispersed or semi-regionalized, whichever way you wish to look at it, primarily in the project activity, but the important thing is that the local CEC manager makes his effective input into the recommendations for them.

• 1055

**Mr. Oostrom:** Am I correct in understanding that there is also a follow-up or a second phase of this study? This is only the first phase. Will there be another phase? Have recommendations been made, has it been let, or is it...? Of course, there is then perhaps the question of the restructuring of head office. Is this also in the wind or...?

**Mr. Lussier:** It has been discussed in the overall context of the study to which we just referred. There will not be a second wave of study. As a result of the explanation just given by Mr. Wallace relating to this third option which evolved as a result of the further consultation that I had with our regional heads, I think we are now in the phase of looking at implementation. We have not, for example, clearly made final decisions for the three most difficult regions, which are Quebec, Ontario and B.C., because of the sheer size and so that we can make sure we will be doing the right thing. In the other regions, I think as soon as now the second phase is in fact a human resources plan. It in fact is a detailed plan on how we will be proceeding with staff, job classifications, reorganization, and impact on the physical location of offices. All this needs to be escalated to the miniscule details. This, if you call it the second phase, is the phase that we are moving in presently.

I think we are reasonably satisfied that we are on the right track with respect to the principle which has been guiding us in looking at this delivery implementation at the local level, that the principles we have are of minimal disruption to staff and are at the same time responsive to local needs and the maintenance of the one-window concept. I think we will be moving with time into the implementation.

**Mr. Oostrom:** You also mentioned Ontario and Quebec, and I notice on page 10 of your speech that there are 30 principal CECs and the establishment of the LACs. There must be more than 30 Local Advisory Councils in Quebec. They do not coincide with the regional...

**Mr. Lussier:** I think it is a very important question that you are raising. At this time—and we have not finalized—what we are saying, using Quebec as an example, is that instead of having 11 Employment Development Branch offices to service the province of Quebec, there will be 30. This then means that there will be some movement of staff who will be getting closer to the reality.

At the same time, we want to maintain—and it is very important—a principle, as Mr. Wallace mentioned to you earlier, of critical mass. Critical mass means that we will try to maintain an entity of our Employment Development Branch

## [Translation]

prestation qui, je le répète, constitue un compromis entre les deux autres options. La plupart des activités de la Planification de l'emploi s'exerceront par l'intermédiaire du CEC. Certaines seront semi-dispersées ou semi-régionalisées, selon le point de vue où l'on se place, surtout en ce qui concerne l'activité de projet. L'important, c'est que le gestionnaire local du CEC puisse participer efficacement à la formulation des recommandations portant sur ces activités.

**M. Oostrom:** Ai-je raison de penser qu'il existe aussi un suivi ou une deuxième étape à cette étude, celle-ci n'étant que la première. Y en aura-t-il une autre? Des recommandations ont-elles été faites, ont-elles été communiquées? Il est également question probablement de restructurer l'administration centrale, n'est-ce pas?

**M. Lussier:** Cela a été discuté dans le contexte général de l'étude que vous venez de mentionner. Il n'y aura pas de deuxième étape d'étude. À la suite de l'explication que M. Wallace vient de vous donner sur cette troisième option issue des nouvelles consultations que j'ai eues avec nos chefs régionaux, je crois que nous en sommes maintenant à l'étape préliminaire à la réalisation. Ainsi, nous n'en sommes pas venus clairement à des décisions finales pour les trois régions les plus difficiles, le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique, en raison de l'étendue même de ces régions, et afin également que nous puissions nous assurer d'être dans la bonne voie. Dès maintenant commence, dans les autres régions, une deuxième étape, celle des ressources humaines. Il s'agit d'un plan détaillé des méthodes que nous allons adopter en matière de personnel, de classification des emplois, de réorganisation et d'impact sur l'emplacement des bureaux. Tout doit être précisé jusque dans les moindres détails. C'est l'étape que nous abordons, la deuxième étape en quelque sorte.

Nous sentons que nous sommes dans la bonne voie quant au principe qui nous a guidé dans l'examen de la prestation des services au niveau local, qui est de causer le moins de perturbations possible au personnel tout en réagissant aux besoins locaux et en maintenant le concept du bureau unique. Nous passerons ensuite à l'étape de la réalisation.

**M. Oostrom:** Vous avez aussi mentionné l'Ontario et le Québec; je constate, à la page 10 de votre discours, qu'il existe 30 CEC principaux, à quoi s'ajoute la création des conseils consultatifs locaux: il doit y avoir plus de 30 de ces conseils au Québec. Ils ne coïncident pas avec les limites régionales...

**M. Lussier:** Vous soulevez là une question très importante. À l'heure actuelle—et rien n'est encore définitif—ce que nous prévoyons, en prenant le Québec comme exemple, c'est qu'au lieu de 11 bureaux de la Direction générale du développement de l'emploi, il y en aura 30 pour le Québec. Cela comporte un certain déplacement du personnel, qui se trouvera en contact plus étroit avec la réalité.

Par ailleurs, nous voulons maintenir—ce qui est très important—le principe de la masse critique, que M. Wallace a évoqué tout à l'heure. Cela veut dire que nous allons essayer de maintenir une entité constituée de nos agents de la Direction



[Texte]

officers which permits them to have this main degree of energy and dynamism that has committed them. In a sense you are right; we will not have, as we call the Employment Development Branch, a structure in every Local Advisory Council situation.

As I also mentioned earlier, though, when a Local Advisory Council exists around a CEC environment, when it becomes time to discuss and plan priorities and mixes of programs, the person who is located in one of the 30 Employment Development Branch offices will come and sit at the CEC with the Local Advisory Council; he will be involved with them and participate.

Physically, I think there might be some differential, but it is not a permanent physical presence with a name on a desk, etc. that we are looking for. It is a single window, so that anyone in a particular local environment can be assured that by talking to his CEC, the service he is expecting from the Employment Development Branch will be delivered through there. This does not mean that the person will always physically be sitting there, waiting for calls, in this particular CEC.

**Mr. Ostrom:** Thank you very much, Mr. Chairman.

**The Chairman:** I would like to get two or three quick questions on the record. I asked earlier whether or not term employees were immediately part of the union, and I do not think it was answered.

**Mr. Lussier:** The answer is yes. After six months of being term, they are considered members of the union.

• 1100

**The Chairman:** So somebody hired for a four-months Challenge '86 would not be, but after six months they are.

**Mr. Lussier:** Yes.

**The Chairman:** Six continuous months?

**Mr. Lussier:** Yes.

**The Chairman:** Just a little bit on the record about the hiring system and the evaluation system and the differences between permanent and term. There are selection committees and so on for permanent. What is the hiring system?

**Mr. Lussier:** I think it is the same. The hiring system is under the Public Service Employment Act, which for terms and indeterminates creates and selects people on the merit principle. In the case which is probably seen by some of our employees presently, it is a bit more complicated when you are term employees. I understand that. You expect to become indeterminate.

In the context of the overall government work force policy adjustment in light of down-sizing, priorities are given in the

[Traduction]

générale du développement de l'emploi, qui leur permette de garder le dynamisme qui les a caractérisés. Vous avez raison en un sens: chaque conseil consultatif local ne comportera plus la structure qui s'appelle actuellement la Direction générale du développement de l'emploi.

Comme je l'ai mentionné plus tôt, cependant, lorsqu'un conseil consultatif local existera dans l'environnement d'un CEC, lorsque viendra le temps de discuter et de planifier des priorités et de la composition des programmes, la personne se trouvant dans l'un des 30 bureaux de la Direction générale de développement de l'emploi viendra siéger au CEC au sein du conseil consultatif local; il y aura participation de la part de cette personne.

Sur le plan matériel, je crois qu'il pourra y avoir certaines différences, mais ce que nous recherchons, ce n'est pas une présence matérielle permanente comportant un nom à la porte d'un bureau ou quelque chose de ce genre. C'est un bureau unique, afin que toute personne habitant une localité aie l'assurance qu'en s'adressant à son ECE, elle obtiendra le service qu'elle peut attendre de la Direction générale du développement de l'emploi. Cela ne signifie pas pourtant qu'il y aura toujours, physiquement présente, dans ce CEC, la même personne pour assurer ce service.

**M. Ostrom:** Merci beaucoup, monsieur le président.

**Le président:** J'aimerais faire figurer au compte rendu deux ou trois petites questions. J'ai demandé tout à l'heure si les employés à terme faisaient immédiatement partie du syndicat et je ne crois pas avoir reçu de réponse.

**M. Lussier:** La réponse, c'est oui. Après six mois d'emploi à terme, ils sont considérés comme faisant partie du syndicat.

**Le président:** Quelqu'un qui serait embauché pour travailler quatre mois à Défi '86 ne le serait pas, mais il le serait après six mois.

**M. Lussier:** C'est exact.

**Le président:** Six mois consécutifs?

**M. Lussier:** Oui.

**Le président:** Un autre petit renseignement pour le dossier, à propos du système d'embauche et d'évaluation et des différences entre les employés permanents et les employés à terme. Il existe des comités de sélection et autres pour les employés permanents. Quel est le système d'embauche?

**M. Lussier:** Je crois que c'est le même. Le système d'embauche relève de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique qui, pour les employés à terme et les employés nommés pour une période indéterminée, crée et choisit les gens d'après le principe du mérite. Dans la situation que connaissent probablement certains de nos employés à l'heure actuelle, c'est un peu plus complexe lorsqu'on est employé à terme. Cela se comprend. On s'attend à devenir employé pour une période indéterminée.

Dans le contexte de l'adaptation générale de la politique gouvernementale relative aux effectifs, compte tenu de la

## [Text]

particular competitions to indeterminate staff before term staff. What it means is that there is a list of priorities, and these have to be considered first before we can consider the competition of term employees. In some instances, in some parts of the country, it may become very deceiving for a term employee not having a chance to find himself or herself in a competition because there are already a lot of indeterminate employees who need to be considered in priorities. I think it is in the reality of the work force policy adjustment, but at the same time understandably frustrating for many of our staff.

**The Chairman:** At one point historically I had the impression that for something like a summer youth program unemployed summer youth would be hired as program officers and they would have some kind of priority for those kinds of indeterminate positions. But what you are really telling me is that in 1986 that cannot be and is not the case.

**Mr. Wallace:** No, the work force adjustment policy that Mr. Lussier explained... people are being laid off, not only in other departments but even within our own department, because of down-sizing. Before we have a competition, the Public Service Commission may refer to us people they believe have the abilities or the experience or the knowledge required for the job. Before we have a board, before they will give us a clearance number to have a competition, we are required to interview those individuals and assess their abilities. If they are acceptable and can be retrained within a reasonable period of time, up to two years, we are expected to hire them.

**The Chairman:** One last question. You mentioned B.C., Ontario, and Quebec. I wonder if you could give me the nub of the difference as it is unfolding, say, Quebec versus Ontario. I understand there are different federal-provincial agreements and therefore a necessity from that fact alone to have somewhat different patterns. What is the nub of the—

**Mr. Lussier:** The major difference, I think, using your example of Quebec and Ontario, in delivery of our program is simply the sheer size of the individuals. For example, in Ontario we have close to 7,000 people. That means in order to have a structure that is manageable for Ontario levels, we have what we call district offices. To decentralize the load of managing that otherwise would be, because of the sheer size of the number of offices, impossible to manage, there have been at various... we have four district offices in Ontario, for example, that we have to take into account in the "regroupment" of the study. It is in that sense similar in the Quebec context.

What I said earlier, Mr. Chairman, is that there will be, as we implement Quebec and Ontario, adaptations to particular environments, but the principle will remain the same. The principle that will be guiding us in Quebec and Ontario, as I mentioned earlier, will be the ones that are implemented across the country. The modalities of it, because of what we men-

## [Translation]

réduction de ceux-ci, on accorde la priorité, dans les concours, aux employés nommés pour une période indéterminée plutôt qu'aux employés à terme. En conséquence, il existe une liste prioritaire et il faut examiner ces cas-là avant de s'occuper des employés à terme qui se présentent aux concours. Il arrive dans certaines parties du pays, qu'il soit très décevant pour un employé à terme de ne pouvoir se présenter à un concours avant qu'on ait examiné en priorité les candidatures d'un grand nombre d'employés nommés pour une période indéterminée. Cela provient de l'application de la politique relative à l'effectif, mais il n'empêche que cela crée un sentiment de frustration chez beaucoup de membres de notre personnel.

**Le président:** J'ai l'impression qu'il fut un temps où, dans le cas d'un programme d'été pour la jeunesse, par exemple, on pouvait employer de jeunes chômeurs pendant l'été comme agents de programme et que ces jeunes gens avaient priorité pour les postes à terme indéterminé. Mais vous me dites donc que ce n'est plus possible en 1986.

**M. Wallace:** Non, la politique d'adaptation de l'effectif que M. Lussier a expliquée se concrétise par le licenciement, d'employés, non seulement dans les autres ministères, mais aussi dans le nôtre, à cause de la compression des effectifs. Avant la tenue d'un concours, la Commission de la fonction publique peut nous référer des gens qui, selon elle, possèdent les aptitudes, l'expérience ou les connaissances nécessaires à ce poste. Avant de convoquer un jury, avant que la Commission n'autorise un concours en lui allouant un numéro, nous devons interviewer ces personnes et évaluer leurs aptitudes. Si ces personnes peuvent être acceptées et s'il est possible de les recycler dans un délai raisonnable pouvant aller jusqu'à deux ans, nous devons normalement les embaucher.

**Le président:** Dernière question. Vous avez parlé de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et du Québec. Pourriez-vous me résumer la différence, par exemple, entre le Québec et l'Ontario. Je crois savoir qu'il existe des ententes fédérales-provinciales différentes et que, ne serait-ce qu'à cause de cela, les structures doivent être quelque peu différentes. Quel est l'essentiel...

**M. Lussier:** La grande différence, d'après moi, pour prendre votre exemple du Québec et de l'Ontario, c'est tout simplement le nombre des gens auxquels nous appliquons notre programme. Par exemple, en Ontario nous avons près de 7,000 personnes. Par conséquent, pour posséder une structure maniable compte tenu des niveaux de l'Ontario, il nous faut ce que nous appelons des bureaux de district. Pour décentraliser la charge de gestion qui autrement, à cause tout simplement du grand nombre des bureaux, ne serait pas maniable, il y a eu à divers... nous comptons en Ontario, par exemple, quatre bureaux de district dont il nous faut tenir compte dans le regroupement résultant de l'étude. À cet égard, la situation est semblable au Québec.

Ce que j'ai dit plus tôt, monsieur le président, c'est qu'il y aura, pour l'application du programme dans le Québec et l'Ontario, des adaptations à des environnements particuliers, mais le principe demeurera le même. Les principes qui vont nous guider au Québec et en Ontario, comme je l'ai dit plus tôt, seront les mêmes dans le reste du pays. Les modalités, à



[Texte]

tioned in Quebec and Ontario, and the way the structure has been established—because we do not want unduly to disturb the structure at this time—will take that into account.

**The Chairman:** In a sense, then, within your four districts you might have four different models in Ontario?

**Mr. Lussier:** No, no, it will be one model.

**The Chairman:** For the whole province?

**Mr. Lussier:** No, it will be as simple as possible within that province.

• 1105

**The Chairman:** Okay. In Quebec the move from 11 to 30 is on the ... Is there is a similar thing in Ontario, where you are going from a certain number maybe to a much larger number?

**Mr. Wallace:** That number, sir, is only the employment development offices. In Quebec there are approximately 120 other points of service for employment in addition to the immigration offices, of which we have I do not know how many. So they are going from 11 to 30 in employment development, and in Ontario they are going from 15, which they now have, to approximately 20. In other regions, if you are concerned about their—

**The Chairman:** The population density phenomena in Ontario—

**Mr. Wallace:** In other regions the employment centres report directly to regional office. As Mr. Lussier indicated, we have 7,000 in Ontario with 120 offices and over 6,000 in Quebec with approximately the same number of offices. The requirement for day-to-day management has led to the establishment of the districts, but we are still debating with the two executive directors the final structure they will have for delivery.

**The Chairman:** Thank you. I am sorry we went just a little over time. Mr. Wallace, I hope you enjoyed the experience and we can look forward to your return. I am sure we will see more of Mr. Hicks.

The meeting is adjourned to the call of the Chair.

[Traduction]

cause de ce que nous avons mentionné pour le Québec et l'Ontario, à cause de la manière dont la structure a été mise en place—et que nous ne voulons pas modifier sans nécessité pour l'instant—il sera tenu compte de tout cela.

**Le président:** Vous pourriez donc avoir quatre modèles différents en Ontario?

**M. Lussier:** Non, ce sera un seul modèle.

**Le président:** Pour toute la province?

**M. Lussier:** Non, un modèle aussi simple que possible.

**Le président:** D'accord. Au Québec, le passage de 11 à 30 ... Avez-vous quelque chose de semblable en Ontario, passez-vous dans cette province d'un certain nombre à un nombre beaucoup plus grand?

**M. Wallace:** Ce nombre, monsieur, c'est seulement celui des bureaux du développement de l'emploi. Au Québec, il y a environ 120 autres centres des services d'emploi, outre les bureaux d'immigration, dont j'ignore le nombre. On passe donc là de 11 à 30 pour ce qui est du développement de l'emploi et en Ontario, d'une quinzaine, comme c'est le cas actuellement, à une vingtaine. En ce qui concerne les autres régions, si vous voulez savoir ...

**Le président:** Le phénomène de la densité de population de l'Ontario ...

**M. Wallace:** Dans les autres régions, les centres d'emploi relèvent directement du bureau régional. Comme l'a dit M. Lussier, nous en comptons 7,000 en Ontario, avec 120 bureaux et plus de 6,000 au Québec avec un nombre de bureaux à peu près égal. Les nécessités journalières de la gestion ont entraîné la création des districts, mais nous sommes toujours en train de discuter avec les deux directeurs exécutifs pour déterminer quelle sera la structure définitive régissant la prestation des services.

**Le président:** Merci. Je regrette d'avoir un peu dépassé le temps prévu. J'espère que vous avez apprécié cet exercice, monsieur Wallace; nous serons heureux de vous revoir, vous et monsieur Hicks.

Le président lève la séance.









*If undelivered, return COVER ONLY to  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

#### WITNESSES/TÉMOINS

*From the Department of Employment and Immigration:*

J. Bissett, Executive Director, Immigration;  
R. Girard, Director, Refugee Affairs;  
M. Burstein, Data Analysis Forecasts;  
E. Bitt Côté, Legal Services;  
D. Moore, Executive Assistant;  
Gaétan Lussier, Deputy Minister;  
D. Wallace, Executive Co-ordinator, Reorganization of  
Canadian Jobs Strategy;  
Peter Hicks, Executive Director, Canadian Jobs Strategy.

*Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:*

J. Bissett, directeur exécutif, Immigration;  
R. Girard, directeur, Affaires des réfugiés;  
M. Burstein, Prévisions et analyse des données;  
E. Bitt Côté, contentieux;  
D. Moore, adjoint exécutif;  
Gaétan Lussier, sous-ministre;  
D. Wallace, coordinateur du bureau, Réorganisation de  
Planification de l'emploi;  
Peter Hicks, directeur exécutif, Planification de l'emploi.



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 73

Thursday, June 26, 1986

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 73

Le jeudi 26 juin 1986

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

## Labour, Employment and Immigration

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent du*

## Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

in accordance with its mandate under S.O. 96(2), an  
examination of labour force adjustment

CONCERNANT:

Conformément à son mandat en vertu de l'article 96(2)  
du Règlement, l'étude de l'adaptation du marché du  
travail

WITNESSES:

See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the  
thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,  
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

*Chairman:* Jim Hawkes

*Vice-Chairmen:*

Jean-Pierre Blackburn  
Fernand Jourdenais

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE L'IMMIGRATION

*Président:* Jim Hawkes

*Vice-présidents:*

Jean-Pierre Blackburn  
Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Warren Allmand  
Pauline Browes  
Dan Heap  
Sergio Marchi

John Oostrom  
Peter Peterson  
John R. Rodriguez  
Maurice Tremblay (*Lotbinière*)

(Quorum 6)

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



# MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, JUNE 26, 1986  
(114)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 3:32 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

*Members of the Committee present:* Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais and Maurice Tremblay (*Lotbinière*).

*Other Member present:* Gabriel Desjardins.

*In attendance: From the Library of Parliament:* Kevin Kerr, Research Officer. *From the Committee's Research Staff:* David McGovern and Louise Thibault.

*Witnesses: From La Fédération des travailleurs du papier et de la forêt:* Georges Cantin, President; Clément Dufour, Counsellor; Thérèse Montpass, Coordinator.

In accordance with its mandate under Standing Order 96(2), the Committee commenced an examination of labour force adjustment.

Georges Cantin and Thérèse Montpass made a statement.

At 3:40 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 4:32 o'clock p.m., the sitting resumed.

The witnesses continued their statement and answered questions.

It was agreed,—That the document presented by *La Fédération des travailleurs du papier et de la forêt* entitled "Plan de maintien et de création d'emploi" be printed as an appendix to this day's *Minutes of Proceedings and Evidence*. (See Appendix "TRAV-12").

The following documents were filed as exhibits with the Clerk of the Committee:

- a) Letter dated June 12, 1986, and supporting documentation from Renaud Paquet, National President, Canada Employment and Immigration Union, concerning programs and policies of the Department of Employment and Immigration which directly affect members of the union (*Exhibit "TRAV-152"*);
- b) Letter dated June 11, 1986, from Patrick Johnston, Executive Director, National Anti-Poverty Organization and a document entitled "Response to the Federal Government's Consultation Paper on Housing, presented to the Honourable William McKnight, Minister responsible for CMHC, March 1985" (*Exhibit "TRAV-153"*);
- c) Letter dated June 10, 1986, from George McIntosh, President, Maris Transport Limited, and a document entitled "Wheeled Vehicle Carrier Brief" concerning the future of economic regulation of transport in Canada and the trade discussions with the United States of America (*Exhibit "TRAV-154"*);
- d) Letters addressed to the Hon. Flora MacDonald, Minister of Employment and Immigration (dated June 18, 1986) and the Hon. Walter McLean, Minister of State for Immigration (dated June 17, 1986) from Andrew Yav,

# PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 26 JUIN 1986  
(114)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 15 h 32, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

*Membres du Comité présents:* Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais et Maurice Tremblay (*Lotbinière*).

*Autre député présent:* Gabriel Desjardins.

*Aussi présents:* De la Bibliothèque du Parlement: Kevin Kerr, attaché de recherche. Du Personnel de recherche du Comité: David McGovern et Louise Thibault.

*Témoins: De La Fédération des travailleurs du papier et de la forêt:* Georges Cantin, président; Clément Dufour, conseiller; Thérèse Montpass, coordinatrice.

Conformément aux pouvoirs que lui confère l'article 96(2) du Règlement, le Comité entreprend l'étude de l'adaptation du marché du travail.

Georges Cantin et Thérèse Montpass font une déclaration.

À 15 h 40, le Comité interrompt les travaux.

À 16 h 32, le Comité reprend les travaux.

Les témoins reprennent leur témoignage et répondent aux questions.

Il est convenu,—Que le document présenté par La Fédération des travailleurs du papier et de la forêt, intitulé «Plan de maintien et de création d'emploi», figure en appendice aux *Procès-verbaux et témoignages* d'aujourd'hui. (Voir Appendice "TRAV-12").

Les documents ci-après énumérés sont déposés chez le greffier du Comité à titre de pièces justificatives:

- a) Lettre du 12 juin 1986 et documents d'accompagnement, de Renaud Paquet, président national, du Syndicat de l'emploi et de l'Immigration du Canada, au sujet des programmes et des politiques du ministère de l'Emploi et de l'Immigration qui ont une incidence directe sur les membres du syndicat (*Pièce "TRAV-152"*);
- b) lettre du 11 juin 1986, de Patrick Johnston, directeur exécutif, *National Anti-Poverty Organization*, et document intitulé *Response to the Federal Government's Consultation Paper on Housing, presented by the Honourable William McKnight, Minister responsible for CMHC, March 1985* (*Pièce "TRAV-153"*);
- c) lettre du 10 juin 1986, de George McIntosh, président, *Maris Transport Limited*, et document intitulé *Wheeled Vehicle Carrier Brief*, portant sur l'avenir des règlements économiques en matière de transports au Canada, et sur les discussions relatives au commerce avec les États-Unis d'Amérique (*Pièce "TRAV-154"*);
- d) lettres adressées à l'honorable Flora MacDonald, ministre de l'Emploi et de l'Immigration, datée du 18 juin 1986, et à l'honorable Walter McLean, ministre d'État (Immigration), datée du 17 juin 1986, par Andrew Yav,

Chairperson, Canadians Against the Nielsen Report on Immigration and a document entitled "Critique of Citizenship, Labour and Immigration, May 1986" (Exhibit "TRAV-155").

At 6:36 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

président, *Canadians Against the Nielsen Report on Immigration*; et document intitulé *Critique of Citizenship, Labour and Immigration, May 1986* (Pièce «TRAV-155»).

À 18 h 36, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Thursday, June 26, 1986

• 1533

**Le président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

Conformément à son mandat en vertu de l'article 96(2) du Règlement, nous entreprenons notre étude sur l'adaptation du marché du travail. Je dois cependant vous dire qu'il y aura plusieurs votes à la Chambre des communes vers 16h00. Les témoins peuvent commencer à nous présenter leur mémoire, mais nous devons interrompre la réunion pendant une demi-heure ou plus. Nous reviendrons ensuite pour la fin du mémoire et les questions.

Les témoins d'aujourd'hui sont des membres de la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt, M. Clément Dufour, M. Georges Cantin et M<sup>me</sup> Thérèse Montpass. Je leur souhaite la bienvenue au Comité.

Les témoins ont un mémoire de 30 ou 31 pages. Il vaudrait mieux l'annexer au compte rendu de la séance d'aujourd'hui ou peut-être pouvez-vous le résumer.

• 1535

**M. Georges Cantin (président de la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt):** Si vous le permettez, monsieur le président, nous allons le résumer. La camarade Thérèse Montpass—c'est ainsi qu'on s'appelle entre nous—va faire le résumé du document. Mais auparavant, j'aimerais faire un peu l'historique de la Fédération.

La Fédération est, sur le plan du Québec, une organisation syndicale qui existe depuis 1907. D'ailleurs, nous avons écrit le premier tome de l'histoire de la Fédération—1907-1958—et je vous invite, en tant que députés, à le lire attentivement. Vous allez découvrir que des lois qui ont été adoptées antérieurement ont satisfait la population du Canada tout entier de l'époque, dans des contextes et des circonstances désagréables car on était en temps de guerre. Aujourd'hui, taux de chômage très élevés, ce qui est très néfaste pour la population.

Dans notre document, vous allez découvrir qu'en 1940, pendant la dernière guerre, le gouvernement Mackenzie King avait adopté une loi contre le temps supplémentaire pour augmenter la productivité au Canada, parce que les gens étaient trop fatigués après huit heures de travail. Si on est capable de créer de l'emploi en temps de guerre, on se demande pourquoi on ne pourrait pas faire des choses semblables en temps de paix. C'est aussi simple que ça pour nous. C'est peut-être simpliste, mais ce sont des choses qui se sont réalisées dans le passé et qui ont été vraiment vécues.

La Fédération a vu le jour au Saguenay—Lac St-Jean, et on en est très fiers. Pour les députés du Saguenay, c'est tout un honneur. Les gens du coin ont toujours été des lutteurs. Elle a progressé dans l'ensemble du Québec, et elle a fait de grandes choses. Par exemple, en 1921, les travailleurs du papier de la

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le jeudi 26 juin 1986

**The Chairman:** Order, please!

In accordance with its mandate under Standing Order 96(2), we are beginning our study of labour market adjustment. However, I should mention that there will be several votes in the House of Commons around 4 p.m. The witnesses may start to present their brief now, but we will have to interrupt the meeting for a half an hour or more. After the vote, we will come back to hear the end of the brief and ask questions.

Today's witnesses are members of the Fédération des travailleurs du papier et de la forêt, messieurs Clément Dufour and Georges Cantin and Madame Thérèse Montpass. I would like to welcome them to the committee.

I believe the witnesses have a brief of about 30 or 31 pages in length. Perhaps it would be better to append the brief to the proceedings of today's meeting, or, if you prefer, you might wish to summarize it.

**Mr. Georges Cantin (President of the Fédération des travailleurs du papier et de la forêt):** With your permission, Mr. Chairman, we would like to summarize it. Comrade Thérèse Montpass—that is how we address one another—will summarize the document you have before you. But before she does, I would just like to give you some background on the federation.

The federation is an union organization which has existed within Quebec since 1907. Indeed, we have written the first volume of the history of the federation—from 1907 to 1958—and I would urge you, as Members of Parliament, to read it attentively. If you do, you will discover that laws passed at one time satisfied the entire population of Canada at the time they were passed, despite the unpleasant circumstances, because it was war time. Nowadays, we have a very high unemployment rate, which is always disastrous for the population.

In the document I mentioned, you will discover that in 1940, during the last world war, the Mackenzie King government had passed a law against overtime in order to increase productivity in Canada, because people were just too tired after eight hours of work. If we are able to create jobs during war time, one wonders why such a thing is not possible during peacetime. As far as we are concerned, it is as simple as that. Perhaps it is simplistic, but the fact remains that these are things that were accomplished in the past and that people actually experienced for themselves.

The federation began its existence in the Saguenay—Lac St. Jean area, something we are very proud of. For Members of Parliament from the Saguenay region, it is a real honour. In fact, people from that area have always been fighters. The federation grew progressively throughout Quebec, and has

*[Text]*

région du Saguenay—Lac St-Jean demandaient au gouvernement du Québec une loi contre la pollution de l'air et de l'eau. Aujourd'hui, on fait tout juste commencer à mettre ça en application. Vous voyez que ce n'est pas vite, vite, vite. On ne voudrait pas que ça prenne autant de temps pour créer de l'emploi. Je voudrais que ça se fasse avant que j'aie l'âge de la retraite.

La camarade Thérèse Montpass va vous résumer ce qu'il y a dans le plan. Ce sont des choses que les travailleurs ont assimilées, ont débattues dans leurs assemblées générales et qui doivent être mises en application dans les mois et les années à venir pour créer de l'emploi. Les travailleurs se sont rendu compte, en cours de route, qu'ils avaient une responsabilité collective en tant que travailleurs, mais ils ne sont pas les seuls à avoir une responsabilité collective; les gouvernements et les grosses compagnies en ont une aussi. C'est pour ça que nous avons un plan précis de ce côté-là et on veut le mettre en application le plus tôt possible.

Je passe la parole à M<sup>me</sup> Montpass. Pour ce qui est des conventions, ce sera M. Dufour qui interviendra. Je vous remercie, monsieur le président. Il me fera plaisir de répondre aux questions.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Cantin. The bells are ringing a little quicker than anticipated, which means the vote will start to happen a little sooner.

Il y a peut-être 14 motions. Parfois, cela se fait très rapidement, mais cela peut aussi être très lent.

I think it would be best, instead of starting, if we simply adjourned. Then when we come back we would have the total presentation all in one piece, rather than just give two or three minutes and then break it up. I would suggest that members take the brief and read during the vote, because we just have to stand up and sit down. That might give members a little better sense of background when we come back and could be helpful. There may indeed be other members. There was an awareness in the Chamber that the vote was going to be relatively soon and some members I think stayed there. We could anticipate they might come back with us immediately after the vote.

• 1540

**M. Cantin:** Il n'y a pas de problème.

**Le président:** Vous pourrez discuter avec notre chercheur durant la pause-café.

The meeting is suspended to the call of the Chair, which will be 10 minutes after the last vote. We will be back here.

*[Translation]*

done some impressive things. For instance, in 1921, paper workers in the Saguenay—Lac St. Jean region asked the Government of Quebec to introduce legislation against air and water pollution. Today, we are just starting to enforce that sort of thing. As you can see, the process is not terribly fast. We certainly would not like things to move that slowly when it comes to job creation. I would like to see some progress made before I reach retirement age.

Comrade Thérèse Montpass will summarize our plan for you. It relates to ideas and things our workers have developed themselves, or have debated in their general assemblies, and which must be implemented in the months and years to come if we are to create jobs. The workers realized at one point that they had a collective responsibility as workers, but they are not the only ones to have this collective responsibility; governments and large companies also have such a responsibility. That is why we have developed a specific plan in this regard and why we would like to see it implemented as quickly as possible.

I will now hand over the floor to Mrs. Montpass. Mr. Dufour will have some comments to make regarding collective agreements. Thank you very much, Mr. Chairman. I would be very pleased to answer your questions.

**Le président:** Merci, monsieur Cantin. Je vois que les cloches sonnent un peu plus tôt qu'on ne l'avait prévu, ce qui veut dire que le vote va avoir lieu un peu plus tôt également.

There are approximately 14 motions. Sometimes things go very quickly, but sometimes they can be very slow as well.

Plutôt que de continuer, je crois qu'il conviendrait mieux que nous levions la séance tout de suite. À notre retour, nous pourrions entendre l'exposé intégral, plutôt que d'accorder deux ou trois minutes aux témoins maintenant, et de les interrompre pour reprendre plus tard. Je propose aux députés d'emporter le mémoire afin qu'ils puissent le lire pendant le vote, puisque nous n'avons qu'à nous lever et nous rasseoir pour voter. Ainsi les députés connaîtront un peu mieux les activités de la fédération, ce qui pourrait leur être utile par la suite. De toute façon, d'autres députés vont peut-être se présenter aussi. Etant donné qu'on savait qu'il y aurait des votes à la Chambre, certains députés ont décidé d'y rester. Mais il est possible qu'ils reviennent immédiatement après le vote.

**Mr. Cantin:** No problem.

**The Chairman:** You can talk to our researcher during the break.

La séance est levée jusqu'à nouvelle convocation du président, c'est-à-dire 10 minutes après le dernier vote. Nous reviendrons ici tout de suite après.



[Texte]

[Traduction]

• 1542

• 1633

**The Chairman:** Just for the benefit of members, I have talked to the House Leader and he anticipates that the bill that is now being debated will terminate somewhere around 6 p.m. There is no assurance as to whether there will or will not be votes at that point. However, I think we can count on being uninterrupted until at least 5.30 p.m., and it may go sometime beyond 5.30 p.m. before the bells ring again—or the bells may never ring. So there is our timeframe.

**M. Allmand:** Malheureusement, je n'ai pas anticipé de vote cet après-midi. Je m'attendais à assister à cette réunion entre 15h30 et 17h00. J'ai pris un autre rendez-vous pour 17h15.

**The Chairman:** We have agreed that the brief will be summarized and Madam Montpass . . .

**Mme Thérèse Montpass (coordonnatrice, Fédération des travailleurs du papier et de la forêt):** Je voudrais d'abord présenter les documents qui accompagnent le mémoire.

Un premier document s'intitule: «Cahier de revendication provinciale», le cahier qui a servi de base durant la négociation de 1980. On l'a ajouté pour indiquer que déjà on se préoccupait des mises à pied. Je m'expliquerai un peu tout à l'heure.

Un deuxième document résume les objectifs et les opinions des travailleurs sur la question de l'emploi et des objectifs de négociation pour 1984.

• 1635

Dans le secteur des forêts, scierie et papier, à la fin, vous trouvez un programme de congés sabbatiques à traitement différé. Il a été déposé par les travailleurs du secteur public à la table de négociation du gouvernement provincial. On le donne en exemple; on croit qu'il peut s'adapter au secteur privé.

Enfin, en annexe de ce document, on retrouve un extrait d'un document préparé par M<sup>mes</sup> Diane Bellemare et Lise Poulin-Simon sur les coûts du chômage. Ce sont les dernières pages qui accompagnent le document. Si le temps le permet, on pourra examiner les coûts économiques du chômage au Canada. C'est un document que vous connaissez sans doute.

Le plan qu'on vous présente concerne uniquement le secteur des usines des pâtes et papiers. Il ne concerne pas la forêt ou les scieries. On espère pouvoir revenir pour ces deux secteurs. Il faut dire que notre inquiétude a été plus grande au moment de l'annonce, en 1978, du programme de subvention à la modernisation des entreprises de pâtes et papiers. À l'époque, le gouvernement avait annoncé qu'on pourrait perdre 600 emplois, au Québec, avec la modernisation des usines. Notre évaluation était de 2,000 à 2,500 emplois. Le temps nous a

**Le président:** Pour la gouverne des membres, j'ai parlé au leader du gouvernement à la Chambre, et il prévoit que le débat actuellement en cours sur un projet de loi va se terminer vers 18h00. On ne sait toujours pas s'il va y avoir de vote à ce moment-là ou non. Cependant, je pense qu'il est à peu près sûr que les cloches ne vont pas recommencer à sonner avant au moins 17h30—et il est même possible qu'elles ne recommencent pas à sonner. Voilà donc le temps qu'il nous reste.

**Mr. Allmand:** Unfortunately, I did not anticipate that there would be any votes this afternoon. I expected to attend this meeting between 3.30 p.m. and 5 p.m. Consequently, I made another appointment for 5.15 p.m.

**Le président:** Il est convenu que madame Montpass va résumer le mémoire.

**Mrs. Thérèse Montpass (Co-ordinator, Fédération des travailleurs du papier et de la forêt):** Before I begin my summary, I would first like to tell you something about the documents which are included with the brief.

The first one is entitled: *A List of Provincial Demands*, this being the document which served as the basis for the 1980 negotiations. We included it here just so that you would know that we were already concerned about layoffs at that time. I will give further details in this regard a little later.

A second document summarizes the objectives and opinions of workers with respect to employment and negotiating objectives for 1984.

At the end, you will find a program for sabbatical leaves at different salary levels in the forestry, sawmill and paper sector. This document was tabled by public sector workers during negotiations with the provincial government. We are offering it as an example, as we believe it could be adapted to the private sector.

Finally, in the appendix, you will see an excerpt from a document prepared by Mrs. Diane Bellemare and Mrs. Lise Poulin-Simon on the costs of unemployment. Those are the last few pages of the accompanying documents. If we have time, we might have a look at the economic costs of unemployment in Canada. In any case, you are probably familiar with this document.

The plan we wish to present to you today concerns the pulp and paper mill sector only. It does not represent the forestry and sawmill sectors. We hope that we will have the opportunity to come back to discuss those two sectors. I should mention that our greatest concern was at the time of the announcement, in 1978, of the subsidy program for the purposes of modernizing pulp and paper mills. At the time, the government had announced that 600 jobs would be lost in Quebec through modernization. However, our assessment was

*[Text]*

donné raison. Les subventions accordées, soit pour augmenter la vitesse des machines ou pour modifier le procédé de production, ont libéré d'autres sommes d'argent que les compagnies auraient attribuées à la vitesse des machines ou aux changements dans le procédé de production. Ces sommes d'argent ont été affectées à des améliorations technologiques dans d'autres départements des usines. Ce qui a entraîné plus de mises à pied que le plan de modernisation ne le prévoyait. Aucun exemple n'est cité. Mais, dans certains cas, des usines perdront, dans les mois ou les années à venir, ou ont déjà perdu, près de 20 p. 100 des emplois. On pourrait citer en exemple Donnacona ou Bromptonville. La compagnie Donohue à Clermont, également. Kruger Inc. à Brompton et Domtar à Donnacona. On était d'accord avec le plan de subventions proposé par les deux niveaux de gouvernement. Mais on signalait qu'une partie des subventions devrait servir à maintenir les emplois. Puisqu'on n'avait pas réussi à convaincre les deux niveaux de gouvernement, à cette époque, on a cherché d'autres moyens pour tenter de maintenir les emplois. Déjà, en 1980, vous le verrez dans ce cahier, on commençait à parler de réduction de temps de travail, d'augmentation des semaines de vacances pour arriver à créer des emplois. Il s'agit d'usines à production continue. Donc, quand les travailleurs sont en vacances, ils doivent être remplacés; sauf pour les travailleurs de jour qui représentent, en général, les travailleurs de métiers.

Il existe dans les conventions collectives des régimes de pension qu'on peut qualifier d'intéressants pour les travailleurs. Et on a tenté de travailler à leur amélioration pour permettre des retraites et des préretraites avec des revenus plus décents.

Finalement, à la page 5 du document, après quelques gains à la suite de la négociation de 1980 et de la crise qui a suivi dans les années 1981, 1982 et 1983, on est revenu à la charge. On a tenté, en 1984, de proposer d'autres moyens pour maintenir les emplois ou pour en créer d'autres dans le secteur des pâtes et papiers, à partir des conventions collectives existantes. On ne pense pas que les travailleurs aient été responsables de la crise et de ses effets; mais il est de la responsabilité des travailleurs d'agir où ils peuvent. Les travailleurs jouissent d'une certaine influence ou d'un certain pouvoir par l'entremise de leurs conventions collectives.

En 1984, tel qu'indiqué à la page 5, on a présenté aux entreprises des pâtes et papiers un plan de négociation. D'abord un programme de préretraite à compter de 58 ans. Dans certains cas, ça peut être 57 ou même 55, sans réduction actuarielle. On améliorerait aussi, en même temps, les plans de retraite existants.

• 1640

Dans les secteurs où il n'y avait pas de régimes de retraite, évidemment, on tentait d'en négocier. Dans les usines de pâtes et papiers, les plans de retraite se ressemblent passablement, à quelques exceptions près, et ils sont déjà acceptables. M. Dufour pourra vous donner plus d'explications un peu plus tard.

*[Translation]*

that between 2,000 and 2,500 jobs would be lost. Time in fact proved us right. The subsidies given to the mills, either to increase the speed of machines or to change a particular production process, freed up other sums of money that these companies would have used for improving machine speeds or changing the production process. This money was used to make technological improvements in other areas of the mills. This, in turn, led to a greater number of layoffs than the modernization plan had allowed for. No example is given. But, in some cases, mills will be losing in the months or years to come or, may already have lost, as much as 20% of overall jobs. A number of examples come to mind—for instance, Donnacona or Bromptonville. There is also the Donohue Company in Clermont, as well as Kruger Inc. in Brompton and Domtar in Donnacona. We agreed with the subsidy plan put forward by the two levels of government. But we pointed out at the time that part of the subsidy should be used to maintain jobs. As we did not succeed in convincing the two levels of government at the time, we sought other means of maintaining jobs. As early as 1980, as you will see in our list of demands, we were talking about reducing hours of work or increasing the number of weeks of vacation in order to create jobs. These are, of course, continuous production mills. Consequently, when workers go on vacation, they must be replaced—except for day workers who in general work in the trades.

In our collective agreements, we have pension plans that could be considered quite advantageous for workers. We also tried to improve these plans so that retirement and early retirement benefits would guarantee a more appropriate income.

Finally, on page 5 of our brief, we mentioned that, after making some gains in the 1980 negotiations and after experiencing the crisis which occurred in 1981, 1982 and 1983, we went back on the attack. In 1984, we suggested other means of maintaining jobs or creating new jobs in the pulp and paper sector, on the basis of existing collective agreements. We certainly do not think that workers were responsible for the crisis and its effects, but on the other hand, it is the workers' responsibility to act whenever they can. Workers have a certain amount of influence or power through their collective agreements.

So, in 1984, as we have indicated on page 5, we put forward a negotiation plan to the pulp and paper companies. One of the elements of this plan was an early retirement program starting at the age of 58. In some cases, it might be 57, or even 55, with no actuarial reduction. We also attempted, at the same time, to improve existing retirement plans.

In the areas where there were no retirement plans, obviously, we tried to negotiate one. In pulp and paper mills, retirement plans are very similar, with one or two exceptions, and they are already quite acceptable. Mr. Dufour can give you additional details on this subject a little later.



## [Texte]

On souhaitait avoir des programmes de formation en cours d'emploi pour faciliter l'accès aux emplois de nouvelles technologies, en respectant l'ancienneté des travailleurs. On voulait que cessent les sous-contracts pour éviter aux travailleurs de perdre leur emploi.

Un des éléments très importants qu'on a soumis aux employeurs est celui du temps supplémentaire. Le débat avec nos membres a été assez difficile, mais ils ont finalement accepté de présenter cette proposition-là. On était d'accord pour renoncer au temps supplémentaire. Je vais vous donner un exemple. Dans une usine, Consol à Ville de la Baie, on avait fait la grève pendant deux mois et demi pour obtenir ces revendications-là. En 1983, il s'était effectué 68,000 heures de temps supplémentaire. Le temps supplémentaire, dans les usines à production, continue. Il y a un certain pourcentage qui est inévitable. Cependant, il y a du travail qu'on pourrait planifier autrement. On pourrait embaucher des équipes de travail de soir et de nuit pour que ce travail-là soit fait par d'autres travailleurs réguliers et non pas par les travailleurs à temps supplémentaire.

On avait prouvé à la compagnie que c'était plus économique d'embaucher des travailleurs que de faire faire du temps supplémentaire. Le représentant de la compagnie, à la table, a reconnu publiquement qu'on avait raison sur cette question, mais il ne voulait pas que ce soit obligatoire dans la convention; il voulait que les travailleurs agissent individuellement et renoncent volontairement au temps supplémentaire. Quand on connaît le fonctionnement des usines, on sait que cela n'est pas possible.

On était prêts aussi à discuter de la réduction du temps de travail. Évidemment, il ne s'agissait pas de dire qu'on passait de 40 à 35 heures ou de 35 à 32 heures et demie ou, encore, de 37 heures et un tiers à 35 heures. Ce qu'on souhaitait et que les compagnies ont refusé, c'était réduire les heures de travail d'un nombre d'heures qui aurait permis à des travailleurs qui, autrement, seraient mis à pied, de rester à l'emploi. Si, par exemple, après avoir appliqué le plan de préretraite, après avoir appliqué les programmes de formation, etc., 10, 15 ou 20 travailleurs avaient quand perdu leur emploi, on aurait pu réduire le nombre d'heures de travail globalement pour garder ces travailleurs-là à l'usine. Dans certains cas, cela aurait pu être une heure ou deux par semaine par travailleur de moins. Hélas, cela nous a été refusé.

Ce plan-là s'accompagnait d'un plancher d'emplois, globalement et de façon départementale. Il ne nous sert à rien d'avoir des plans de préretraite ou tout autre plan si on n'a pas une forme d'embauche compensatoire ou encore un plancher d'emplois.

Pour nous, ces revendications-là s'appliquent au cours d'une période de transition. On sait que les bouleversements de l'économie mondiale créent les problèmes qu'on connaît tous ici. Donc, jusqu'à ce que l'on puisse relever globalement le niveau des emplois, on doit faire des efforts importants, de façon transitoire, pour garder le plus de gens possible au travail.

## [Traduction]

We also were hoping to obtain on-the-job training programs to facilitate access to jobs involving new technologies, based on seniority. We wanted there to be no more contracting out in order to avoid any further loss of jobs.

One very important aspect of the plan we presented to the employers related to overtime. The debate on this issue with our members was a difficult one, but they finally agreed on the proposal, namely to give up overtime. Just let me give you an example. In one mill, Console in Ville de la Baie, workers were on strike for two-and-a-half months attempting to have their demands met. In 1983, workers put in 68,000 hours of overtime. In a continuous production mill, some amount of overtime is inevitable. However, some types of work could be planned differently. One could organize evening and night teams so that this work could be carried out by regular workers, rather than by overtime workers.

In fact, we proved to the company that it was more economical to hire workers than to have them do overtime. The company's representative recognized publicly, at the negotiating table, that we were right on this issue, but that he did not want this to be mandatory under the collective agreement; he wanted workers to act individually and give up overtime voluntarily. If you know anything about the way mills operate, you will know that that just is not possible.

We were also prepared to discuss reducing work hours. Obviously, we were not saying that we wanted the work to go from 40 to 35 hours, or from 35 to 32-1/2 hours, or even from 37-1/3 to 35 hours. What we were hoping for—and what the companies refused—was to reduce working hours by a number of hours that would have made it possible to maintain the jobs of workers who would otherwise have been laid off. For instance, if after implementing the early retirement plan, the training program and what-have-you, 10, 15 or 20 workers were still slated to lose their jobs, we could have reduced the number of working hours over-all in order to maintain those workers' jobs in the mill. In some cases, it would have meant an hour or two per week less per worker. Unfortunately, the employer refused.

This plan included a minimum number of jobs to be maintained over all and on a departmental basis. There is absolutely no point in having early retirement plans, or any other kind of plan, for that matter, if there is no provision for compensatory hiring or for maintaining a minimum number of jobs.

As far as we are concerned, these demands were to be implemented during the transition period. We know that the fluctuations in the world economic situation are creating problems of which we are only too aware here in Canada. Consequently, until we can increase the number of jobs over all, we must make significant efforts, on a transitory basis, to try and keep as many people as possible at work.

## [Text]

Il faut ajouter que nous croyons qu'il faut changer un peu le discours que l'on tient actuellement, à savoir que l'avenir réside dans la PME, que c'est la petite entreprise qui va exercer le leadership. Nous pensons qu'en matière d'emplois, de réduction de temps de travail, le leadership ne pourra être assumé que par la grande entreprise, par exemple, l'industrie papetière et, pour la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean dont on parlera en particulier, l'industrie de l'aluminium.

Il faut reconnaître que ce sont deux industries très importantes au Québec. C'est une industrie qui est là depuis le début du siècle, qui a fait ses profits. Dans le cas du papier, c'est une industrie assez cyclique, mais qui n'est tout de même pas en mauvaise situation par rapport à d'autres secteurs de l'activité économique comme le textile, le vêtement, la chaussure, le meuble et ainsi de suite.

• 1645

C'est un effort qui doit être fait par ces compagnies-là parce qu'elles ont été assez gâtées par les différents gouvernements. Au Québec, ce sont des entreprises qui profitent quand même de la ressource électrique. Certaines d'entre elles, comme l'Alcan et l'Abitibi-Price Inc., ont leurs propres pouvoirs électriques. Le gouvernement du Québec a fait bénéficier certaines d'entre elles de prix réduits au niveau de l'électricité pendant certaines années ainsi qu'antérieurement. Dans le cas du papier, la ressource naturelle de la forêt leur est donnée en concessions forestières depuis près de 100 ans. Donc, la matière première n'a pas trop coûté cher aux compagnies. Elles ont ravagé les forêts à cause du type de coupe qu'elles ont fait, et c'est nous qui allons payer pour remettre les forêts en bon état.

Donc, ces entreprises-là, qui sont en bonne situation financière, parce qu'elles seraient parties du Québec depuis longtemps si ce n'était pas le cas, doivent assumer le leadership au niveau de la réduction du temps de travail. Les petites entreprises sont beaucoup trop dépendantes de ces entreprises-là pour assumer le leadership à ce niveau-là. Pour nous, la réduction du temps de travail ne devrait pas nécessairement se faire en réduisant la semaine de travail de cinq heures pour tout le monde dans tous les secteurs. Cela peut se faire graduellement, mais cela se fera d'abord dans la grande entreprise.

Les chefs des grandes entreprises ont déclaré l'année dernière et ils déclarent encore qu'il ne faut pas compter sur eux pour créer de l'emploi. Ils créeront de l'emploi par le biais des entreprises de sous-traitance, mais ils ne feront que transférer de l'emploi. Quand les travailleurs mis à pied se retrouvent chez les sous-traitants, on n'a pas créé d'emplois; on a seulement transféré des emplois et les travailleurs subissent souvent des pertes de salaire importantes.

Donc, il faut vraiment que les gouvernements aient la volonté d'inciter les grandes entreprises à réduire le temps de travail, à créer et à conserver des emplois.

Vous trouverez un exemple à la fin du document. Les compagnies de papier, au Saguenay—Lac-Saint-Jean en particulier, avec l'Alcan, viennent de créer un fonds qui s'appelle SOCREN. C'est un fonds d'aide à l'investissement

## [Translation]

I should add that we also believe there should be changes made to the official policy line, namely that the future rests with small and medium-sized businesses, and that the small business sector is the one which is going to show leadership. With respect to jobs and reducing working hours, we feel that leadership can only be shown by big business, for instance, the pulp and paper industry and, in the Saguenay—Lac-Saint-Jean area in particular, the aluminum industry.

It must be recognized that these are two extremely important industries in Quebec. It is an industry which has been there since the beginning of the century, and which has made significant profits. In the case of the paper industry, although it is somewhat cyclical, it is certainly not poorly off, compared to other sectors of economic activity like the textile, clothing and footwear industry, or the furniture sector and others.

These companies have to make an effort because they have been spoiled by the various governments. In Quebec, these companies have benefited from electrical resources. Some of them, such as Alcan and Abitibi-Price, have their own electrical power. The Government of Quebec allowed some of them to benefit from reduced prices for electricity for a certain number of years, as well as before. In the case of the paper industry, the natural resources of the forest were given to them in the form of forestry concessions almost 100 years ago. So, as you can see, the raw materials have not cost these companies much. They ravaged the forests because of the type of cutting they carried out, and we are the ones who will have to pay to restore the forests to their former condition.

Consequently, we feel that these companies, whose financial position is quite good—as they would have left Quebec a long time ago if that had not been the case—must assume a leadership role in terms of reducing work hours. Small enterprise is far too dependent on these large companies in order to be able to assume a leadership role at that level. As we see it, reducing work hours does not necessarily mean that we have to reduce the work week by five hours for everybody in every sector. This kind of reduction can be carried out gradually, but it has to start in the large enterprises.

The leaders of these large enterprises said last year, and are still saying, that we should not be counting on them to create jobs. They will create jobs through subcontracting activity, but they will only be transferring jobs. When laid off workers come back to work as subcontractors, no jobs have actually been created; jobs have only been transferred in such cases and workers often have a significant loss of salary.

So, we think that governments have to really show the will to encourage big businesses to reduce working hours, and to both create and maintain jobs.

You will find an example of what we mean at the end of our brief. Paper companies in the Saguenay—Lac-Saint-Jean region in particular, along with Alcan, have just established a fund called SOCREN. This is an investment assistant fund for



## [Texte]

pour la petite et moyenne entreprise. Elles sont prêtes à investir 10 millions de dollars au total, alors qu'en 1984, nous n'avons pas été capables de les convaincre de consacrer de l'argent au maintien et à la création d'emplois. Actuellement, elles prennent de l'argent que les travailleurs leur ont permis de faire par leur travail et le transfèrent dans un fonds pour créer de l'emploi, supposément, alors qu'elles-mêmes font des mises à pied et créent du chômage.

Je reviens à 1984. Non seulement étions-nous prêts à renoncer au temps supplémentaire pour faire en sorte que des jeunes puissent trouver de l'emploi au Québec dans l'industrie papetière, mais nous sommes allés jusqu'à faire le débat suivant avec les travailleurs.

Les négociations dans l'Ouest en 1983, qu'on a observées attentivement, avaient donné 0 p. 100 d'augmentation aux travailleurs la première année dans le secteur, et les compagnies tentaient de diminuer le temps non travaillé, c'est-à-dire de récupérer les congés, ce qui allait tout à fait à l'encontre de la création ou du maintien d'emplois. On s'est donc dit: Qu'est-ce qu'on va faire? On a pensé à la préretraite, à l'abolition du temps supplémentaire, et on a même demandé à nos travailleurs de renoncer individuellement à leur augmentation de salaire pour la collectiviser et s'en servir pour payer le salaire des travailleurs qu'on voulait maintenir à l'emploi.

On demandait aussi aux compagnies de faire le même effort. Elles avaient réalisé des gains de productivité en coupant des postes purement et simplement ou encore au moyen de changements technologiques. Nous disions qu'il fallait qu'une part de ces gains de productivité soit affectée au maintien ou à la création d'emplois et serve à payer les salaires des travailleurs.

• 1650

Même si les débats avec nos membres ont été difficiles, ils ont adhéré à ces principes. Il y a un groupe de travailleurs qui a fait une grève de deux mois et demi pour cela. On fait une grève parce qu'on est prêt à renoncer à une partie de son salaire pour maintenir de l'emploi, parce qu'on est prêt à renoncer à du temps supplémentaire pour maintenir de l'emploi. Les employeurs ont refusé.

Au Québec, contrairement à ce qui se fait l'Ouest, on négocie usine par usine. Dans la plupart des cas, on a été absolument incapables d'aborder les sujets. On ne voulait pas discuter de cela, alors que nous, on faisait un effort tout à fait sincère. On a toujours dit, et on l'a prouvé par des calculs, qu'on ne voulait pas toucher aux gains de productivité réalisés en coupant des postes ou encore à ceux réalisés au moyen de changements technologiques, et on était prêts à faire attention aux gains à venir aussi. Malheureusement, on nous a opposé une fin de non-recevoir à presque toutes les tables.

Dans le document, à partir de la page 7, on décrit la situation du chômage au Saguenay—Lac-Saint-Jean à partir d'un bilan qui a été fait. Vous trouverez la référence dans le document. Pour vous donner un exemple, dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean, qui bénéficie de la présence de la grande entreprise, de l'Alcan, des compagnies de papier—Consolidated-Bathurst, Domtar, Abitibi-Price Inc., Cas-

## [Traduction]

small and medium-sized businesses. These companies are prepared to invest up to \$10 million in such a fund, whereas in 1984, we were unable to convince them to spend money on maintaining and creating jobs. Now they are using money that workers allowed them to make through their own work and are transferring it to a fund supposedly intended to create jobs, while these companies themselves are laying people off and creating unemployment.

But let me just come back to 1984. Not only were we prepared to give up overtime to help young people to find jobs in Quebec in the paper industry, but we even went so far as to have the following discussion with our workers.

Negotiations in the west in 1983, which we observed closely, had led to 0% increase for workers in the first year in this sector and companies were trying to decrease nonworking time—in other words, take back holidays, which runs completely counter to job creation or maintenance. We thought to ourselves: what should we do? We thought about early retirement, about possibly abolishing overtime, and we even asked our workers individually to give up their salary increase so that we could use this money collectively to pay the salary of workers whose jobs we wanted to maintain.

We asked companies to make the same sort of effort. They had made productivity gains simply by cutting positions or making technological changes. We said that we felt part of these productivity gains should be used to maintain or create jobs or to pay workers' salaries.

Although debate with our members was difficult, they agreed to these principles. A group of workers went on strike for two-and-a-half months in support of this. They choose to strike because they are willing to give up a part of their wages to maintain jobs and to give up overtime to maintain jobs. The employers refused.

In Quebec, contrary to the practice in the west, bargaining takes place in each plant. In most cases, we have absolutely no chance to deal with such topics. In spite of our sincere efforts, there was no willingness to discuss the subject. We have always said, and we have given proof of this in our calculations, that we did not want to touch productivity gains achieved through job cuts or those resulting from technological changes and that we were willing to take into account future gains as well. Unfortunately we met with a refusal almost every time at the bargaining table.

In our brief, starting on page 7, we describe the unemployment situation in the Saguenay—Lac-Saint-Jean area based on an analysis which was done. You will find the reference in the text. To give you an example, in the Saguenay—Lac-Saint-Jean region which has one big company, Alcan, as well as paper companies, Consolidated Bathurst, Domtar, Abitibi-Price, Cascade, 8,400 jobs were created over the past year.

## [Text]

cade—, 8,400 emplois ont été créés au cours de la dernière année. Cependant, cela a amené plus de monde sur le marché du travail et on s'est retrouvé avec une population active plus élevée, de sorte que cette création de 8,400 emplois n'a absolument rien changé au taux de chômage du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Il n'y a pas vraiment eu de nouveaux emplois. Les niveaux de production des compagnies ont augmenté et elles ont rappelé du monde au travail, mais les investissements pour de nouveaux emplois de la part des nouvelles compagnies ont été assez faibles.

Le reste des emplois a été créé dans le secteur tertiaire et, en général, ce sont des emplois très mal payés, des emplois au salaire minimum. Ce n'est pas cela qui fait tourner la roue économique. Ce ne sont pas, non plus, les plans d'emploi créés par les gouvernements qui font que les gens vont retourner au chômage ou au bien-être social qui font tourner la roue économique.

Les salaires des travailleurs dans le secteur du papier sont respectables. Le taux de base est de plus de 14\$ et cela peut aller jusqu'à 22\$ ou 23\$ selon l'emploi qu'on occupe. C'est parce que les salaires étaient à ces niveaux-là qu'on a réussi à faire ces débats-là avec les travailleurs. Si vous êtes dans un secteur de travail où les gens sont payés au salaire minimum ou un peu plus, même 6\$ ou 7\$, vous ne pouvez pas faire ce genre de débat-là, même sur la question du temps supplémentaire. Vous ne pouvez pas demander à quelqu'un qui gagne 5\$ l'heure de renoncer à 5 ou 6 heures de temps supplémentaire, parce que c'est en faisant du temps supplémentaire qu'il réussit à boucler son budget à la fin de la semaine.

Quand on a fait ces débats-là, on a parlé d'impôt payé par les travailleurs, on a parlé d'injections d'argent dans la région, et cette réflexion-là les a amenés à adhérer au plan.

On peut vous parler d'une autre région qui est à peu près dans la même situation, soit l'Estrie. L'Estrie a aussi plusieurs compagnies de papier, en particulier Domtar, Kruger et Cascade. Chez Kruger, à Bromptonville, 80 emplois ont été perdus. Depuis quelques années, la compagnie fait simplement des coupures de poste. Il n'y a pas de changements technologiques, mais simplement des coupures de postes. C'est une compagnie dont les travailleurs n'ont connu aucune fermeture d'usine en 1981, 1982 et 1983, alors qu'ailleurs, on a connu des fermetures de 5, 10 et 12 semaines. On pourrait maintenir les travailleurs à l'emploi si on pouvait convaincre ces entreprises—avec votre aide, on l'espère—d'adhérer à un plan de création d'emplois comme celui-là.

Je disais donc qu'au Saguenay—Lac-Saint-Jean, ce n'est pas parce qu'il y a eu 8,400 emplois de créés qu'on s'est retrouvé avec un taux de chômage moins élevé. Il y a eu plus de gens sur le marché du travail et cela n'a pas modifié le taux de chômage.

Il faut donc reconnaître qu'en 1984, nous avons tenté de négocier, de façon tout à fait sincère et honnête, des emplois pour les travailleurs. Nous n'allions pas chercher de meilleures conditions de travail, ni des augmentations de salaire. Il s'agissait d'emplois pour les travailleurs avec qui on travaillait déjà ou encore pour les enfants des travailleurs qui attendaient.

## [Translation]

However, this brought about a greater participation rate in the job market and we found ourselves with a much higher job force, consequently the creation of 8,400 jobs in no way changed the unemployment rate in Saguenay—Lac-Saint-Jean. There were actually not any new jobs. The company's production levels increased and they called back employees to work but investments for new jobs on the part of new companies were quite low.

The remaining jobs were created in the tertiary sector and generally speaking, they are poorly paid at the minimum wage level. They are not the ones to make the wheels of the economy turn nor will it be done through government job strategies which end up having people return to unemployment or welfare.

Wages paid to workers in the paper industry are decent. The basic rate is over \$14.00 and it can go up to \$22.00 or \$23.00 depending on the job. It is because of such wage levels that we were able to hold such debates with the workers. If you are in a sector where people are paid at the minimum wage or a bit more, even \$6.00 or \$7.00 an hour, it is not possible to engage in a discussion such as this, even on the matter of overtime. You cannot ask someone earning \$5.00 an hour to give up five or six hours of overtime since this is the way he manages to make ends meet at the end of the week.

When we held these discussions, we talked about the income tax paid by workers, the pumping of money into the region, and as a result of this type of reflection they agreed to the plan.

We can talk to you about another area which is in a similar situation, that is the eastern townships. The eastern townships also have several paper companies, particularly Domtar, Kruger and Cascade. In Bromptonville, 80 jobs were lost with Kruger. For some years now, the company has just been cutting back on jobs. There has not been any technological change but simply job cuts. This company did not have any plant shutdowns in 1981, 1982 and 1983 when elsewhere there were shutdowns lastly five, ten and twelve weeks. We could maintain jobs for the workers if we could convince such companies, with your help, we hope, to go along with a job creation plan like this one.

As I was saying, it is not because 8,400 jobs were created in the Saguenay—Lac-Saint-Jean area that our unemployment rate decreased. There were more people on the labour market and there was no change in the unemployment rate.

It must therefore be recognized that in 1984 we sincerely and honestly attempted to negotiate jobs for workers. Our efforts did not focus on better working conditions or wage increases. We are talking about jobs for people we were already working with or for the children of our fellow workers. In the paper industry it is a family tradition to work in the



## [Texte]

Dans l'industrie du papier, on travaille à l'usine de père en fils. Actuellement, les fils n'entrent plus, et les pères sortent parce qu'ils sont mis à pied ou seront forcés de sortir.

• 1655

On s'est dit que si on n'était pas capables de le faire au moyen de la négociation collective, on allait le faire au moyen d'une table de concertation. Au Saguenay—Lac-Saint-Jean, on a décidé de convoquer à l'automne une table de concertation pour le secteur du papier, à partir des propositions que je viens de vous expliquer. On veut que le débat soit public. On veut la participation des deux niveaux de gouvernement. On veut la participation des compagnies papetières et peut-être d'autres comme l'Alcan, si on peut les amener là, et des groupes sociaux intéressés.

On pense que dans ces grandes entreprises-là, il y a moyen de faire autre chose que des mises à pied.

On pourrait aussi parler du problème des usines de sciage et de la forêt, mais nous n'avons pas assez de temps cet après-midi. On aimerait revenir pour ces secteurs-là, parce qu'on a des choses à dire sur eux. A cette table régionale de l'emploi, on discuterait de ce que je viens de vous expliquer.

Si vous me le permettez, je vais céder la parole à Clément Dufour qui pourra vous expliquer le contenu des conventions collectives dans le secteur du papier. Les conventions CSN dans ce secteur comportent toutes sortes d'éléments qui peuvent nous aider à négocier. On peut se servir de ces clauses-là pour négocier des plans de maintien et de création d'emplois. On pourra parler des fonds de pension et des plans de revenu garanti qu'on a déjà dans nos conventions. M. Dufour vous les expliquera un peu. On pourra peut-être parler du régime de conversion industrielle Domtar, qui est assez original et exceptionnel. On pourra aussi revenir à la question de la préretraite. M. Dufour pourra vous expliquer que les plans de préretraite ne coûtent à peu près rien aux compagnies et peuvent même leur faire réaliser des économies.

**Le président:** Merci, madame Montpass.

Monsieur Dufour.

**M. Clément Dufour (conseiller syndical, Fédération des travailleurs du papier et de la forêt):** Actuellement, dans l'industrie des pâtes et papier, au niveau des conventions collectives, particulièrement dans celles de la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt, nous sommes en avance sur beaucoup de secteurs industriels.

Par exemple, nous avons la préretraite à 61 ans, alors que les travailleurs reçoivent des montants appréciables. Ils ne sont pas au seuil de la pauvreté. Cela nous permet et nous a permis dans le passé, l'économie étant ce qu'elle est, de maintenir un revenu intéressant pour les préretraités et de maintenir l'emploi. On se servait de la préretraite pour amoindrir les effets des changements technologiques. Mais comme nous prévoyons qu'il y aura d'ici 1989, au Saguenay—Lac-Saint-Jean, une perte nette de 500 emplois, la préretraite à 61 ans ne suffira plus pour maintenir le même nombre de travailleurs dans les usines. On sait qu'il y aura des mises à pied.

## [Traduction]

plant. At the present time the sons are not being taken on any more and the fathers are made to leave through layoffs or other steps.

We decided that if we were not able to bring this about through collective bargaining we would do it through sectoral consultation. We therefore decided to call such a meeting this fall for the paper sector to discuss the proposals I have explained to you. We want a public debate and the participation of both levels of government. We also want the paper companies to take part, as well as others like Alcan perhaps, if we can interest them and concerned social groups.

We think that it is possible for these big companies to do something besides resorting to layoffs.

We could also talk about the problem of sawmills and the forest but we do not have enough time this afternoon. We would like to return for these two sectors since we have something to say about them as well. At this regional employment meeting, we will be discussing the matters I have just mentioned to you.

If I may, I will turn the floor over to Clément Dufour who will be explaining to you the content of the collective agreements in the paper sector. The CSN collective agreements in this sector contain all sorts of elements which can help us bargain. We can use these clauses to negotiate plans for the maintenance and creation of jobs. We can talk about the pension funds and the guaranteed income plans which we already have in our agreements. Mr. Dufour will give you some explanations. We might also talk about the Domtar industrial conversion plan which is quite original and exceptional. We could also return to the matter of early retirement. Mr. Dufour can explain to you that early retirement plans cost the companies almost nothing and may even occasion savings for them.

**The Chairman:** Thank you, Mrs. Montpass.

Mr. Dufour.

**Mr. Clément Dufour (Union Adviser, Fédération des travailleurs du papier et de la forêt):** At the present time many of the provisions of the collective agreements in the pulp and paper industry, particularly those of the *Fédération des travailleurs du papier et de la forêt*, are ahead of many other industrial sectors.

For instance, we have early retirement at 61, the workers receive a substantial amount of money. They are not on the poverty threshold. In this way we are able, and have been able in the past, in view of the economic situation, to maintain an attractive level of revenue for employees taking an early retirement and to maintain jobs. We used early retirement to lessen the effect of technological change. However, since we expect that by 1989 there will be a net loss of 500 jobs in the Saguenay-Lac-Saint Jean area, early retirement at the age of 61 will no longer suffice to maintain the same number of workers in our plants. We know that there will be layoffs.

## [Text]

Nous voulons abaisser l'âge de la retraite à 58 ans. Avec nos fonds de retraite actuels négociés, nous pouvons nous le permettre sans mettre en danger les fonds, à condition, bien entendu, que les employeurs le veuillent. À certains endroits, ce sont eux qui contrôlent le fonds de retraite privé que nous payons et on doit dire que dans le passé, les patrons de l'industrie n'ont pas mis beaucoup d'argent dans les fonds de retraite.

• 1700

Voici un exemple: Dans les 10 dernières années, la compagnie *Abitibi Price Inc.* a injecté 300 mille dollars pour garantir les revenus des travailleurs qui prenaient leur retraite. La part des travailleurs est de 3.8 p. 100 du salaire annuel.

Voici ce que nous proposons de façon plus concrète. Pour amoindrir les effets des changements technologiques et introduire des jeunes à l'emploi, on pourrait, avec votre aide, abaisser l'âge des préretraites à 58 ans. On pourrait utiliser le programme d'adaptation des travailleurs à l'âge de 54, 55 ans dans cette industrie spécifique. Il permettrait de pallier pour la période de 55 à 58. Ensuite, ils seraient pris en charge par nos fonds de retraite. C'est réaliste et réalisable. Vous savez que nos conventions collectives comprennent des plans de vacances progressifs, à l'âge de 61 ans. Par exemple, un travailleur de 30 ans de service, âgé de 60 ans dispose de sept semaines de vacances. Mais à 61 ans, il ajoute une semaine à ses vacances; à 62, une autre semaine. À 64 ans, il se retrouve avec 14 semaines de vacances.

Les employeurs n'ont rien à payer pour des vacances lors d'une retraite prématurée. On a fait le calcul à la page 25 du document. L'employeur économise, en vacances, quand le travailleur prend sa préretraite. Par exemple, à 58 ans, il économise 27,777.12\$. Ces sommes d'argent économisées peuvent servir à créer de l'emploi pour des jeunes. Mais cette opération n'est valide qu'à la condition qu'un travailleur préretraité soit remplacé. Sinon, on n'atteint pas l'objectif proposé.

Il faut donc convaincre le patronat de notre secteur. Si nos conventions collectives favorisent la retraite de travailleur à un âge intéressant, avec des revenus intéressants, l'employeur doit s'engager à employer un jeune. C'est une voie intéressante tant pour l'employeur que pour l'employé. La nature étant ce qu'elle est, quand on prépare sa préretraite, la productivité diminue, elle est peut-être inférieure à celle d'un jeune qui sort de l'université instruit des nouvelles technologies d'aujourd'hui. On pense qu'il s'agit d'un aspect intéressant pour les employeurs.

Nos conventions collectives veulent accorder des congés sans solde. Ils peuvent être demandés pour des études ou pour toute sorte de choses à réaliser dans la vie. Le patronat refuse d'ouvrir la porte à cette négociation. Il conserve son pouvoir discrétionnaire sur tous les types de congés sans solde qui pourraient créer de l'emploi. On pourrait aussi se demander s'il était possible, réaliste et réalisable qu'un travailleur de 53, 54 ou 55 ans, financièrement capable, puisse travailler trois jours par semaine sans perdre son droit d'ancienneté et qu'un jeune vienne le remplacer pour le temps qu'il ne travaillerait pas.

## [Translation]

We want to bring the retirement age down to 58. With our present negotiated retirement funds we can do this without endangering the funds provided of course the employers are willing to along with such a measure. Some of them control the private retirement fund which we pay and it must be said that in the past industrial employers did not put much money into retirement funds.

Let me give you an example. In the past 10 years Abitibi-Price Inc. has paid out \$300,000 to guarantee the income of workers leaving on retirement. The workers' share amounts to 3.8% of the annual wages.

Here are the concrete proposals we are making. To lessen the effects of technological change and provide jobs for young people, we would like, with your help, to bring down the age for early retirement to 58. In this specific industry we could use the labour adjustment program for workers aged 54 and 55. It could help them through the period between 55 and 58. Their benefits would then be taken over by our pension fund. This is a realistic and workable proposal. You know that our collective agreements provide for a progressive increase in holidays from the age of 61. For example, a 60-year-old worker with 30 years of service gets seven weeks of vacation. At 61 he adds a week to his vacation, at 62 another week. At the age of 64 his vacations amount to 14 weeks.

The employer does not pay out any money for vacations when an employee is on early retirement. You can find the calculations on page 25 of the brief. There is thus a savings in holiday pay when a worker goes on early retirement. For example, at the age of 58, the savings amount to \$27,777.12. The money saved in this way can be used for the creation of jobs for young people. But this operation is valid only if the employee on early retirement is replaced. Otherwise, we do not achieve the objective which has been set.

We must therefore convince the employer in our sector. If our collective agreements encourage retirement at an attractive age with a good income, the employer must undertake to hire a young person. This is a solution which benefits both the employer and the employee. Nature being what it is, a person who is at the stage of early retirement has decreased productivity which may be lower than that of a young person coming out of university with training in modern day technology. We think that this might be an attractive point to employers.

Unpaid leave is something we have been seeking to introduce in our collective agreements. Such leave could be requested for educational or other purposes. Management has refused to begin bargaining on this point. It retains its discretionary power over all types of unpaid leave which might create jobs. We might also consider whether it would be possible, realistic and workable for a 53, 54, or 55 year old employee who is financially sound to be able to work three days a week without losing his seniority and being replaced by a younger person for the remainder of the time. This would be



## [Texte]

C'est une forme de travail partagé. Si le patronat consentait à cela, il ne lui en coûterait pas un sou. Mais il semble que le patronat de notre secteur, cherche à de créer du chômage. Et je m'explique.

• 1705

Quand il existe un bassin de chômeurs dans une région comme la nôtre, où 40 p. 100 de la population active n'a pas d'emploi, la grande entreprise dit à ceux qui travaillent: «Ne soyez pas trop revendicatifs, plusieurs sont disponibles pour prendre vos places». Nous croyons à une concertation de la grande entreprise, autant dans notre région que dans l'ensemble du Canada. Cette volonté de créer du chômage vient des entreprises ou des entrepreneurs.

Nous constatons un autre problème. On a subi des fermetures cycliques dans l'industrie des pâtes et papiers. Le document donne des exemples. Des travailleurs n'ont pas eu d'emploi, durant cinq à sept semaines, à cause d'un manque de contrats, dit-on. Nous cherchons, dans les conventions collectives actuelles, à négocier des formes de revenu garanti. En période de chômage, les entreprises et, dans certains cas les syndicats, consacraient des sommes d'argent à un certain supplément. L'assurance chômage ne suffit pas à rejoindre les revenus hebdomadaires auxquels on est habitué. Nous avons déjà des montants prévus, des plans enregistrés, qui permettent de retirer des montants, en plus de l'assurance-chômage.

Mais l'assurance-chômage devrait tenir compte des conventions collectives de la même façon qu'elle tient compte des suppléments de revenu négociés. Cela permettrait aux travailleurs de toucher des revenus intéressants. Si on dispose de voies intéressantes, pourquoi l'assurance-chômage ne viendrait-elle pas soutenir les efforts des travailleurs dans la création d'emplois? Est-il irréaliste de dire qu'il est difficile de travailler l'hiver? Le travailleur pourrait toucher l'assurance-chômage et un jeune prendrait sa place. Ce serait valorisant pour le jeune. Mais, actuellement, l'assurance-chômage ne le permet pas. Même si c'était consigné dans nos conventions collectives, l'assurance-chômage ne le permet pas.

**Mme Montpass:** Un chômage volontaire!

**M. Dufour:** Un chômage volontaire... Dans notre région, l'hiver est dur et long. Je pense qu'il s'agit d'une ouverture intéressante. Elle créerait de l'emploi pour les jeunes et favoriserait la retraite des plus âgés.

**M. Cantin:** Monsieur le président, pour faire suite aux propos de Clément, j'aimerais signaler que ce qui est intéressant dans cette démarche à créer de l'emploi pour les jeunes, ce n'est pas le retrait des gens plus âgés pour le plaisir de les retirer. Il s'agit de favoriser, pour les gens âgés, la possibilité de se reposer, avec un plan établi que l'assurance-chômage pourrait combler. Il faudrait réaliser que l'économie ne tourne pas avec les vieux. L'économie tourne avec de l'argent qui roule, qui est dépensé.

Un gars de mon âge, vous le comprendrez, a fait son temps. J'ai dépensé ce que j'avais à dépenser et j'ai fait ce que j'avais à faire. A mon âge, plus de 50 ans, on ralentit, vous le compre-

## [Traduction]

a type of work sharing arrangement. It would not cost the employer a cent, if he went along with this. But it would seem that the employer in our sector is trying to create unemployment. Let me explain what I mean.

In an area like ours with a large group of unemployed, the jobless rate is 40%, big companies warn their workers not to be too demanding since there are a lot of people who would only be too happy to take their jobs. We believe in a concerted approach on the part of big business in our region and elsewhere in Canada. This desire to create unemployment comes from business or businessmen.

We have noted another problem. The pulp and paper industry has cyclical shutdowns. You will find examples in our brief. Workers may be laid off for five to seven weeks because of a lack of contracts, it is alleged. In our collective agreements we are attempting to negotiate forms of guaranteed income. When there is no work, the companies and in some cases the unions would set aside a certain amount of money as a supplement. Unemployment insurance does not make up for the weekly income to which one is accustomed. We already have certain amounts, registered plans, under which money can be withdrawn in addition to unemployment insurance.

But unemployment insurance should take into account collective agreements in the same way as it does negotiated income supplements. This would enable workers to receive a good income. If there are worthwhile solutions, why should not unemployment insurance support the efforts of workers to create jobs? Is it unrealistic to say that it is hard to work in the winter? The employee could get unemployment insurance and a young person would take his place. It would be a useful experience for the young person. But under the present system of unemployment insurance, this is not possible. Even if there were such a provision in our collective agreements, unemployment insurance would not allow it.

**Mrs. Montpass:** Voluntary unemployment!

**Mr. Dufour:** Voluntary unemployment... in our region winter is hard and long. I think that this would be a good opportunity. It would create work for young people and encourage the retirement of the older workers.

**Mr. Cantin:** Mr. Chairman, to add to Clément's remarks, I would like to point out that the interesting part of this proposal to create work for young people is not the retirement of older workers just for the pleasure of it. Older people would be encouraged to take a rest knowing that they have an established pension plan and that unemployment insurance could make up for the rest. We have to realize that older people do not make the economy turn. The economy turns with money in circulation, money which is spent.

A fellow my age, you understand, has had his chance. I have spent what I had to spend and I have done what I had to do. At my age, 50 and over, you slow down. You will understand

[Text]

nez. Vous le comprendrez quand vous aurez mon âge. Vous verrez qu'on fonctionne au ralenti au-delà de cinquante ans.

**Le président:** Comme moi!

**M. Cantin:** Monsieur le président, vous avez connu cela; on a *swingné* le temps qu'il fallait. Maintenant, on *swingue* un peu moins. Donc, au lieu de *swingner*, on met de l'argent de côté.

[Translation]

when you get to my age. You will see that after 50 you function at a slower pace.

**The Chairman:** Like me!

**Mr. Cantin:** Mr. Chairman, you know what it is all about; we kept up with the pace for as long as we had to. Now, we are starting to slow down. So instead of living it up, we think about saving.

• 1710

Cela, ce n'est pas rentable pour l'économie. Lorsqu'on était jeunes, on était rentables pour l'économie parce qu'on faisait virer l'argent. Au lieu de laisser les jeunes au chômage—on connaît aussi le taux de suicide actuel qu'on a partout—, il vaudrait mieux les mettre au travail pour que nous, on puisse aller se reposer si possible. Cela ne coûterait pas plus cher au gouvernement, bien au contraire. Avec toute l'information que vous avez et l'étude que vous pourriez faire, vous verriez que ce serait bien plus rentable. Les jeunes paieraient de l'impôt et dépenseraient de l'argent. Pensez aux taxes que l'achat de voitures vous rapporterait. Les jeunes changent de voiture plus souvent que nous. Pensez aux dépenses énormes qu'ils vont faire en achetant une maison, en établissant leur foyer. Ce sera beaucoup plus rentable que les économies que nous pouvons faire, qui rapportent un peu d'intérêt et qui ne bougent plus. Ce sera beaucoup plus rentable pour le gouvernement que de payer de l'assurance-chômage ou de l'assistance sociale au moyen du programme de péréquation.

On devrait pouvoir faire une étude globale là-dessus, pour voir ce que c'est que cela pourrait rapporter au gouvernement. Nous, on n'est pas organisés pour faire toutes ces études-là, mais on est persuadés qu'au bout de la ligne, créer de l'emploi ne coûterait pas cher au gouvernement, et on pourrait se sortir du marasme actuel.

On est dans un secteur économiquement fort. Pourquoi ne pas en profiter pour aider tout le monde?

Si vous avez des questions, on est prêts à y répondre. On vous demande votre aide parce que les compagnies ne sont pas faciles à mettre au pas. On sait que vous aussi, vous aurez de la difficulté à les mettre au pas. On est assez vieux pour comprendre des choses. On sait qu'elles ont du pouvoir, mais vous avez du pouvoir, vous aussi, et vous êtes capables de faire des choses. Un ancien gouvernement fédéral avait même institué des lois pour abolir le temps supplémentaire en temps de guerre pour créer de l'emploi. Pourquoi ne pourrait-on pas le faire en temps de paix? N'attendons pas d'avoir une guerre pour essayer de créer de l'emploi. On est dans un marasme, aidons-nous les uns les autres et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes.

C'est notre programme, c'est notre projet, et on espère que vous serez à l'écoute.

**Mme Montpass:** Permettez-moi de faire une dernière remarque.

Je voudrais citer quelques chiffres de l'étude de M<sup>mes</sup> Poulin-Simon et Diane Bellemare. Il a été établi qu'en 1967, le chômage coûtait à chaque Québécois 162.28\$, alors qu'il

This is not what makes the economy run. When we were young, we did our share for the economy, we kept money in circulation. Instead of letting young people remain unemployed—we know what the present suicide rate is, it would be better for us to find work for them so that we can go take a rest, if possible. This would not cost the government any more, quite the opposite. With all the information you have and the study you can give the matter, you will find out that it would be much more economical. Young people would be paying income tax and spending their money. Just think of the money you would be getting in taxes from car purchases. Young people like to change their cars more often than we do. Think of all the money they will be spending in buying a house and setting up a family. It will be much more profitable than the type of savings which we make, which bring in a little interest and stay put. It will be much more profitable for the government than paying unemployment insurance or welfare through an equalization program.

There should be a thorough study of this matter to find out what benefits it could bring to the government. We are not organized to do this type of work but we are sure that when all is said and done, creating jobs would not cost the government more money and we could find a way out of the present slump.

We are in a strong economic sector. Why not take advantage of this to help everyone?

If you have any questions, we are ready to answer them. We are asking for your assistance because it is not easy to bring the companies into line. We know that it is a hard job for you to bring them into line. We have got enough experience to understand that. We realize that they have power but you also have power and you are able to do things. A previous federal government even decided to do away with overtime during the war in order to create jobs. Why not do the same in peacetime? Let us not wait for a war before we start trying to create jobs. We are in a slump, let us help each other and everything will turn out for the best in the best possible world.

This is our program, our project, and we hope that you will be receptive.

**Mrs. Montpass:** Allow me to make one last comment.

I would like to quote some figures from the study of Mrs. Poulin-Simon et Diane Bellemare. It was established that in 1967 unemployment cost each Quebecer \$162.28 whereas in



**[Texte]**

coûtait, en 1981, 2,415\$ par tête de pipe. Il faut ajouter que le Québec, en 1981, endossait 37.9 p. 100 des coûts économiques du chômage alors que la population québécoise ne représentait que 26.2 p. 100 de la population.

De plus, il a été établi que chaque chômeur, en 1981, coûtait 66,237\$, alors que certaines estimations établissaient que, si on avait un programme de plein emploi, il en coûterait 44,633\$ pour créer un emploi dans le cadre de projets d'investissement public, tels l'assainissement des eaux, la construction de routes et la restauration de monuments historiques. On sait qu'actuellement, les gouvernements coupent ces budgets-là au lieu de les augmenter.

Enfin, il faut signaler que les coûts du chômage retombent lourdement aussi sur les gouvernements. Ces coûts sont de 6.1 milliards de dollars. Ils sont composés de 3.2 milliards de dollars d'impôts directs perdus, de 1.6 milliard de dollars de perdus au niveau des impôts indirects moins les subventions, et de déboursés supplémentaires de 1.3 milliard de dollars au niveau de l'assurance-chômage et de l'aide sociale. Ce sont des pertes de revenus de 2.7 milliards de dollars et de 2.8 milliards de dollars pour les gouvernements fédéral et provincial, respectivement.

• 1715

Quant aux municipalités, elles endossent des coûts de 0.6 milliard de dollars.

Les entreprises sont aussi de grandes perdantes. En 1981, le chômage entraînait au Québec des pertes de revenu brutes de propriété de près de 5 milliards de dollars. Cet argent qui aurait pu être investi est perdu à tout jamais: 1.7 milliard de dollars de bénéfices perdus pour les sociétés; 1.5 milliard de dollars de bénéfices non répartis au chapitre de l'amortissement; 1.5 milliard de dollars d'autres revenus de propriété, tels les revenus de placement pour les entreprises et les individus; et 0.3 milliard de dollars de cotisations supplémentaires à payer à l'assurance-chômage.

C'est une étude très intéressante. Je suppose que vous la connaissez. C'est une étude qui n'a pas encore été contredite. C'est pour ça qu'on a voulu la citer devant votre Comité. Je vous remercie.

**Le président:** Merci à tous nos témoins. Ce fut une bonne présentation. Aujourd'hui, c'est la première réunion du Comité à ce sujet, et nous avons décidé que ce sera le sujet numéro un. Il y aura peut-être 20 ou 50 réunions à ce sujet, mais il y a aussi le rapport de la Commission Forget qui viendra peut-être à ce Comité en septembre. Les deux sujets seront étudiés. Cela, c'est un sujet très intéressant pour les membres de ce Comité. Vous nous avez présenté de bonnes idées à cette première réunion.

Monsieur Blackburn.

**M. Blackburn (Jonquière):** D'abord, je remercie nos témoins d'être venus nous rencontrer pour nous exposer leurs points de vue et nous remettre ce document. On n'a pas eu le temps d'en prendre connaissance, mais il me semble étoffé et il sera intéressant de l'analyser en détail.

**[Traduction]**

1981 it cost each of them \$2,415. It should be added that in 1981 Quebec supported 37.9% of the economic costs of unemployment whereas the population of Quebec was only 26.2% of the total population.

It was further established that each unemployed person in 1981 cost \$66,237 whereas according to certain estimates, under a program of full employment, it would cost \$44,633 to create a job in a public works project for water purification, for example, road construction or the restoration of historical monuments. The government is now reducing the money for such projects rather than increasing them.

Lastly, it should be remembered that unemployment costs weight heavily on governments as well. These costs amount to \$6.1 million. They are made up of \$3.2 billion in forgone direct taxes, \$1.6 billion in forgone indirect taxes less subsidies, and additional payments of \$1.3 billion for unemployment insurance and welfare. We are talking about income losses of \$2.7 billion and \$2.8 billion for the federal and provincial governments respectively.

As for the municipalities, they shoulder \$0.6 million in costs.

Private enterprise is also a big loser. In 1981 unemployment resulted in total property losses of about \$5 billion in Quebec. This money which could have been invested is lost forever: \$1.7 billion in lost profits for companies; \$1.5 billion in retained earnings under amortization; \$1.5 billion in other revenue from assets, such as investment revenue for businesses and individuals; and \$0.3 billion in supplementary contributions to pay for unemployment insurance.

This is a very interesting study. I suppose you are aware of it. The study has not yet been refuted. This is why we wanted to quote it before your committee. Thank you.

**The Chairman:** I wish to thank all our witnesses for their good presentation. Today is the first meeting of the committee dealing with this subject and we have decided that it will be our number one topic. We may have between 20 or 50 meetings devoted to this question but there will also be the report of the Forget Commission which may be submitted to the committee in September. Both subjects will be studied. It is a very interesting matter for the members of the committee. You have given us a number of good ideas at our first meeting.

Mr. Blackburn.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** First of all, I wish to thank our witnesses for coming to present their point of view along with this document. We have not yet had the time to look through it but it seems thorough and it will be interesting to study it in detail.

## [Text]

On est en fin de session, et je savais que ce serait plus difficile cet après-midi, mais ce que vous dites est quand même enregistré et on va avoir un rapport concernant l'ensemble de vos interventions.

Monsieur le président, j'aimerais que nos chercheurs puissent poser des questions cet après-midi s'ils le désirent, étant donné qu'ils ont un document à produire pour le début de l'automne.

Vous avez dit tout à l'heure que près de 8,000 emplois avaient été créés dans la région. Ce chiffre m'étonne.

**Mme Montpass:** C'est un chiffre qu'on a trouvé dans un bilan régional. Vous avez la référence quelque part. Il y a 8,400 personnes occupées de plus qu'antérieurement.

**M. Blackburn (Jonquière):** Mais ces emplois-là n'ont pas été créés dans le secteur de la forêt.

**Mme Montpass:** Non, non. C'est le niveau de production de certaines usines qui a augmenté. Donc, ce sont des emplois qui ont été récupérés. D'autre part, il y a aussi des emplois du côté du secteur tertiaire.

On dit à la page 12:

On a relevé au Saguenay—Lac-Saint-Jean une hausse de 8,400 personnes occupées, soit un rythme d'augmentation de 8.1 p. 100 comparativement à 3 p. 100 au niveau provincial.

Cette progression est attribuable à une augmentation du taux d'utilisation de la capacité de production des entreprises existantes ou à leur expansion. Les projets d'investissements impliquant de nouvelles entreprises n'expliquent qu'une faible proportion de la hausse des emplois.

La conjoncture économique favorable a plutôt attiré un plus grand nombre de personnes sur le marché du travail ce qui a eu comme double conséquence de faire hausser le taux d'activité de 54 p. 100 à 56.6 p. 100 et d'empêcher une diminution significative du nombre total de chômeurs.

• 1720

Au fond, on souligne que cela n'a rien changé au chômage au Saguenay—Lac-Saint-Jean. Les autres emplois ont été créés dans le secteur tertiaire. Ce sont en général des emplois sous-payés. À 4.50\$ l'heure, on est sous-payé, bien sûr.

**M. Cantin:** La référence est donnée à la page 11.

**M. Dufour:** C'est tiré du *Bulletin régional sur le marché du travail* de février 1986.

**M. Blackburn (Jonquière):** On parle du temps supplémentaire qui est effectué dans les usines des pâtes et papiers dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Quel est approximativement le nombre total d'heures supplémentaires faites dans une année? Combien d'emplois pourrait-on créer dans la région en éliminant complètement le temps supplémentaire?

**M. Dufour:** Je vais vous donner quelques exemples. À l'usine de Kénogami, au moment où on se parle, dans un département de 100 travailleurs, la compagnie Abitibi-Price tolère 3,000 heures de temps supplémentaire par mois. À l'usine d'Alma, il s'est fait 120,000 heures de temps supplémentaire l'année

## [Translation]

We are at the end of the session and I knew that it would be difficult this afternoon but your comments are recorded and we will have a report on your presentation.

Mr. Chairman, I would like our researchers to be able to ask questions this afternoon if they desire, since they will have to prepare a document for the beginning of the fall.

You said that about 8,000 jobs were created in the area. I am surprised at the figure.

**Mrs. Montpass:** This is a figure which is quoted in the regional assessment. The reference is given somewhere. There are 8,400 more persons with an occupation than previously.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** But these jobs were not created in the forestry sector.

**Mrs. Montpass:** No. The production level of a number of plants increased. Thus, these jobs were recovered. Then there are also jobs in the tertiary sector.

We say on page 12:

An increase of 8,400 occupied persons was noted in the Saguenay—Lac-Saint-Jean area, that is an increase of 8.1% compared to 3% at the provincial level.

This rise is attributable to an increase in the utilization rate of the production capacity of existing businesses or to their expansion. Investment projects involving new businesses account for only a small proportion of this increase in jobs.

The favourable economic situation has attracted a larger number of persons to the job market and this has had the effect of raising the activity rate from 54% to 56.6% and preventing a significant reduction in the total number of unemployed.

We emphasize that this really did not bring about any significant change in the unemployment situation in the Saguenay—Lac-Saint-Jean region. The other jobs were created in the service sector. Generally, these employees are underpaid. At \$4.50 an hour, they are definitely underpaid.

**Mr. Cantin:** The reference is found on page 11.

**Mr. Dufour:** It is taken from the February 1986 *Regional Bulletin on the Labour Market*.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** You talk about the amount of overtime which is worked in the pulp and paper plants in the Saguenay—Lac-Saint-Jean area. Approximately how many hours are worked overtime in a given year? How many jobs could be created in the region by doing away completely with overtime?

**Mr. Dufour:** I will give you some examples. At the present time in the Kénogami plant, in a department of 100 employees the Abitibi-Price company accepts up to 3,000 hours in overtime per month. In the Alma plant, 120,000 hours of overtime were worked last year. But we must be careful. There



**[Texte]**

dernière. Mais il faut faire attention. Il y a du temps supplémentaire qu'on ne peut pas éliminer, mais on pourrait le diminuer de beaucoup. Sur les 120,000, disons qu'il y en a 30 p. 100 qui sont obligatoires pour réparer la machinerie. C'est une production continue et il est assez difficile d'éliminer ce temps supplémentaire, mais le reste pourrait servir à créer des emplois.

Il y a aussi l'Alcan à Ville de la Baie. Il y a 400 emplois. C'est une entreprise très moderne, mais les travailleurs sont dans l'obligation, si la compagnie le demande, de faire huit heures de temps supplémentaire par semaine. Cela n'est pas correct. Comme je vous le disais tout à l'heure, c'est une concertation de l'entreprise pour créer du chômage dans notre région. Pourquoi la compagnie Consol tolère-t-elle tant de temps supplémentaire? Cela a des conséquences très graves. Depuis le mois de janvier, elle a essoufflé ses 200 travailleurs de métier. Au bout de 70 heures, le vendredi soir à minuit, le travailleur peut se faire demander de travailler encore en fin de semaine. Le gars dit: Je ne suis pas capable, j'ai fait 70 heures cette semaine, et ce n'est pas payant non plus, car je paie trop d'impôt. À ce moment-là, qu'est-ce que la compagnie fait? Elle dit: Les travailleurs ne veulent plus travailler, j'embauche des sous-contractants pour la fin de semaine. C'est ça le jeu des compagnies actuellement. C'est ça qui n'est pas correct.

Si on pouvait diminuer le temps supplémentaire de façon rationnelle, on pourrait sauver les 500 emplois qu'on va perdre d'ici quelques années. Si on mettait en oeuvre notre programme, c'est 500 autres emplois qu'on créerait au Saguenay pour les jeunes, tout en conservant les 500 qu'on va perdre.

**M. Blackburn (Jonquière):** On parle d'intervention des divers paliers de gouvernement. Que diriez-vous si on faisait en sorte que le temps supplémentaire soit compensé par des journées de congé?

**M. Dufour:** On le demande dans les conventions collectives, mais le patronat, dans notre secteur, n'a rien voulu savoir de cela en 1984.

**M. Blackburn (Jonquière):** Pourquoi refuse-t-il? Il doit y avoir un coût quelconque.

**M. Dufour:** On va dire qu'il n'y a pas de coût. Il y a des compagnies qui nous avouent, en dehors des tables de négociation, qu'elles sont extrêmement conservatrices, particulièrement dans l'industrie des pâtes et papiers, dans notre secteur, dans notre région, au Québec. Elles ne veulent pas innover, même s'il n'y a pas de coûts pour elles. Elles paient 21\$ ou 22\$ l'heure un gars qui gagne normalement 15\$, alors que les avantages sociaux d'un nouvel employé leur coûteraient 2\$ de moins l'heure. Pourquoi est-ce qu'elles paient? On leur demande des explications et elles ne nous répondent pas. Alors, on les fait, les chiffres. C'est facile à faire. On a 30 p. 100 d'avantages sociaux; à 15\$ l'heure, cela fait 18\$, et le gars, à temps et demi, est payé 21.40\$. Pourquoi les compagnies agissent-elles ainsi? Ce sont les arguments qu'on présente aux tables de négociation, mais ils ne nous répondent pas. C'est ce qui nous fait dire qu'ils maintiennent volontairement un état de chômage.

**[Traduction]**

is some overtime which cannot be done away with. But it could be greatly decreased. Out of the 120,000 hours, let us say that about 30% is necessary for machinery repair. It is a steady production cycle and it is rather difficult to eliminate this overtime but the remainder could be used to create jobs.

There is also Alcan in Ville de la Baie. There are 400 jobs. It is a very modern facility but workers are required, at the company's request, to do eight hours overtime a week. This is not acceptable. As I was saying, this reflects a concerted approach taken by businesses to create unemployment in our region. Why does Consol put up with so much overtime? It has very serious consequences. Since the month of January this company has been exhausting its 200 tradesmen. After 70 hours, on Fridays at midnight a worker may be asked to work over the weekend. The guy says he cannot do it, he has already put in 70 hours that week and it is not a paying proposition either because of income tax. Then what does the company do? It says that the workers do not want to work any more and hires subcontractors for the weekend. This is the kind of game they are playing now. It is not fair.

If we could reduce overtime in a rational manner, we could save the 500 jobs which we will be losing in the next few years. If our program were implemented, we would be creating another 500 jobs for young people in the Saguenay region and keeping the 500 jobs which we will be losing.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** You talk about action by the different levels of government. What would you say if arrangements were made to have overtime compensated for by days off?

**Mr. Dufour:** We have been asking for it in our collective agreements but in our sector the employer did not want to give any consideration to this in 1984.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** What is the reason for the refusal? There must be some cost.

**Mr. Dufour:** We say that there is no cost. There are companies that admit to us, away from the bargaining table, that they are extremely conservative, particularly in the pulp and paper industry in our part of Quebec. They are unwilling to innovate even if there are no costs for them. They pay \$21 or \$22 an hour to an employee who normally earns \$15 while fringe benefits for a new employee would cost them \$2 or less an hour. Why are they willing to pay? We ask for explanations and they will not give us any. So we make the calculations. They are easily done. Our fringe benefits amount to 30% and at \$15 an hour this works out to \$11 and the employee at time-and-a-half is paid \$21.40. Why do the companies act like this? We bring out these arguments at the bargaining table but they will not answer. This is why we claim that they deliberately maintain a state of unemployment.

[Text]

[Translation]

• 1725

**M. Blackburn (Jonquière):** Si un jour, on arrivait à obtenir que le temps supplémentaire soit compensé obligatoirement par du temps de congé, est-ce que ce serait très bien accueilli du côté des employés?

**M. Dufour:** C'est le débat que nous avons fait lors de nos demandes en 1984. On fonctionne de façon démocratique, et il faut faire approuver nos propositions en assemblée générale par des votes secrets. Cela a été fait au niveau du congrès de la Fédération et cette revendication a été acceptée par l'ensemble des travailleurs. Mais on n'est pas tout seuls; il faut que l'employeur accepte.

**M. Cantin:** Il y a la compagnie *Scott Paper Limited*, qui fabrique le fameux papier Cottonelle. Cottonelle, c'est doux comme du coton! On voit cela à la télévision. Eh bien, la compagnie n'est pas méchante non plus dans les relations de travail parce que les employés ont cela depuis plusieurs années. Le temps supplémentaire est payé en congés. Et ils ont des congés sabbatiques. C'est la seule compagnie où les employés accumulent un congé sabbatique à raison d'une semaine par année; au bout de cinq ans, il ont un congé sabbatique de cinq semaines.

**M. Blackburn (Jonquière):** Mais, à votre avis, si l'entreprise privée compense en congés, il n'y a pas de coûts supplémentaires pour elle? Si la compagnie a besoin d'engager 100 personnes de plus au cours de l'année car les employés prennent plus de congés, cela ne représente-t-il pas pour elle des coûts supplémentaires? Est-ce qu'on a fait le calcul? Est-ce qu'on a constaté que cela ne coûtait vraiment pas plus cher à la compagnie?

**M. Dufour:** Cela ne lui coûte pas plus cher parce que le gars qui travaille de très nombreuses heures est malade plus souvent. Si on respectait les horaires de travail négociés dans les conventions collectives—dans notre secteur, c'est 37 heures et un tiers par semaine—, les travailleurs seraient moins souvent malades.

Dans une usine de 800 employés, en moyenne 50 à 60 travailleurs sont en congé de maladie chaque semaine. Il y a là un problème. C'est un coût pour l'entreprise. Les 18 ou 20 p. 100 d'avantages sociaux que la compagnie devrait payer pour ces travailleurs-là, elle les économiserait au niveau des congés de maladie et aussi au niveau de la productivité. Quand un gars a travaillé toute la nuit et qu'il reprend son *shift* normal à 8h00 le matin, il est très fatigué à 15h00 ou 14h00 et sa productivité est très basse. On dit aux entreprises qu'elles économiseraient aussi au niveau de la productivité. Cela se calcule.

**M. Blackburn (Jonquière):** Quand il y a eu une grève dernièrement à la *Consolidated-Bathurst* de Ville de la Baie, si je me souviens bien, on voulait réduire le temps de travail. Comment cela s'est-il terminé?

**M. Dufour:** Eh bien, on n'a pas eu gain de cause. C'est aussi simple que cela.

En ce qui concerne le temps supplémentaire, ils voulaient laisser cela aux individus. On sait par expérience que seule-

**Mr. Blackburn (Jonquière):** If some day we passed a provision whereby overtime would have to be compensated by holiday leave, would this be well received by the employees?

**Mr. Dufour:** This was the subject of our debate in 1984. We operate democratically and we have to have our proposals approved in a general assembly by secret vote. This was done during a convention of the federation and this particular demand was accepted by all the workers. But we are not the only ones involved, it would have to be accepted by the employer.

**Mr. Cantin:** There is the Scott Paper Limited company which manufactures the famous Cottonelle paper. Cottonelle is as soft as cotton, as they say on television. Well, the company is not hard in its labour relations either since its employees have enjoyed this provision for a number of years. They get time off to pay for overtime. And they have sabbatical leave. It is the only company whose employees accumulate sabbatical leave at the rate of one week a year; after five years, they have a five weeks sabbatical leave.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** But in your opinion, there are no additional costs for a company in paying for overtime through holiday leave? If a company has to hire 100 more persons in the course of a year because its employees are taking more holidays, does this not entail additional costs? Have you calculated this? And have you come to the conclusion that it really does not involve extra costs for the company?

**Mr. Dufour:** It does not cost any more because the employee who puts in a lot of overtime falls sick more often. If the hours of work negotiated in the collective agreements were respected, in our sector it is 37 1/3 hours per week, the workers would not be sick as often.

In a plant with 800 employees, an average of 50 to 60 workers will be on sick leave any given week. This is a problem. It is a cost for the company. The 18% or 20% in fringe benefits which the company would have to pay for such workers would be offset in terms of sick leave and productivity. When a guy works all night and starts his normal shift at 8 a.m., he is tired by 2 p.m. or 3 p.m. and his productivity is very low. We tell the companies that they would make savings in terms of productivity. It can be calculated.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** During the recent strike at Consolidated Bathurst in Ville de la Baie, if I remember correctly there was an attempt to reduce the hours of work. What was the end result?

**Mr. Dufour:** We did not get our way. It is as simple as that.

As far as overtime goes, they wanted to leave this up to the individuals. We know from experience that only 20% of the



*[Texte]*

ment 20 p. 100 des travailleurs font du temps supplémentaire dans les usines à papier. Si on laisse le choix aux gens, cela va continuer ainsi.

On n'a pas eu gain de cause en ce qui concerne les contrats et sous-contrats. On a amélioré certaines choses, mais on voulait conserver les emplois des travailleurs de Consol. On vous dit dans le document qu'en 1985, on a mis à pied 95 personnes à l'usine Consol sur environ 960. On n'a pas réussi, car notre objectif était de conserver ces 95 postes perdus. On n'a pas réussi, dis-je. Dès que le contrat de la machine n° 4 à l'usine de Ville de la Baie sera terminé et que l'usine sera vraiment en opération, des hommes de métier seront mis à pied. C'est la même chose dans chacune des usines.

Par exemple, nous prévoyons la fermeture de deux machines à papier à Kénogami. Cela fait du monde! Vous ne retrouverez pas cela dans notre document. On vous a parlé de 150 travailleurs. Mais, en mars 1987, on risque que les deux machines à papier désuètes, à Kénogami, amènent les compagnies à fermer leurs portes. Ce qui représente encore des pertes d'emplois.

• 1730

On en a demandé confirmation à l'employeur. Il ne veut pas le confirmer pour quelque raison. Mais cela se produira. Et plus encore. Les deux paliers de gouvernement subventionnent actuellement l'usine de Matane pour la construction de cette dernière. Laissez-moi vous dire qu'il y aura une incidence sur l'usine de Kénogami, au Saguenay—Lac-Saint-Jean. Il y aura des fermetures temporaires, encore des pertes d'emplois pour notre région.

**M. Blackburn (Jonquière):** Je reviens à la question de la réduction du temps de travail. Vous l'avez abordé, tout à l'heure, en disant que vous tentez de voir la possibilité de le réduire graduellement, de passer de 37 heures à 35 heures, puis à 32 heures, etc.

**Mme Montpass:** Selon les secteurs: Bureau, production, métier.

**M. Blackburn (Jonquière):** Avez-vous fait une analyse des coûts? Combien pourrait-il en coûter à l'employeur? Et, au niveau des employés, lorsqu'on parle de réduction du temps de travail, qu'advient-il des heures retranchées? Sont-elles payées ou les perdez-vous? Jusqu'où les employés sont-ils prêts à aller pour compenser en emplois supplémentaires?

**M. Dufour:** Aux tables de négociations, on a toujours dit qu'on ne veut pas partager la pauvreté. D'accord? C'est l'objectif de toute entreprise que d'augmenter sa productivité. Or, on veut qu'une part de cette productivité serve de compensation pour les pertes que subiraient les travailleurs. On est prêts à collectiviser des augmentations de salaire futures. M<sup>me</sup> Montpass l'a expliqué au Comité. On était prêts à faire cela, et ce pour constituer un fonds qui irait aux travailleurs devant subir un manque à gagner, à cause d'une réduction d'heures.

On est prêts à regarder un certain nombre de propositions, mais on n'est pas prêts à partager la pauvreté par des réductions d'heures de travail. Si la productivité de l'usine augmente on en veut une part pour compenser.

*[Traduction]*

workers do overtime in paper plants. If we leave it up to the individuals, then the present practice will continue.

We did not get our way with respect to contracts and subcontracts. There were some improvements but we wanted to keep the jobs of the Consol workers. We pointed out in our brief that in 1985 95 of the approximately 960 employees of the Consol plant were laid off. We did not succeed since our aim was to keep these 95 jobs which were eliminated. We were not successful. As soon as the contract for machine number 4 at the Ville de la Baie plant is over and the plant is actually in operation, tradesmen will be laid off. It is the same thing for each one of the plants.

For example, we expect the two paper machines in Kénogami to be shut down. A lot of people will be affected by this! This is not mentioned in our brief. We talk about 150 workers. But in March 1987 there is a chance that the obsolete paper machines in Kénogami will cause the company to shut down. This means an even greater loss of jobs.

We asked for confirmation from the employer. He was unwilling to give such confirmation for some reason or other. But the event will occur. And the effect will be felt. The two levels of government are now subsidizing the construction of the Matane plant. I can tell you that there will be an impact on the Kénogami plant in the Saguenay—Lac-Saint-Jean area. There will be temporary closures and more job losses in our region.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Let me return to the reduction of hours of work. You refer to this saying that you were attempting to bring about a gradual reduction from 37 hours to 35 hours then down to 32 hours and so forth.

**Mrs. Montpass:** Depending on the sectors: office, production, trades.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Have you done a cost analysis? How much might it cost the employer? And at the employee level, when you talk about reducing work time, what happens to the hours which are removed? Are they paid for or do you lose them? How far are the employees willing to go so that additional jobs can be created?

**Mr. Dufour:** At the bargaining table we have always said that we do not want to share poverty. Do you understand? All businesses aim at increasing their productivity. We are asking that a part of this productivity be used to compensate workers for their losses. We are willing to collectivize future wage increases. Mrs. Montpass explained it to the committee. We are willing to do this to constitute a fund which would go to workers to make up for lost revenue resulting from a reduction in hours.

We are willing to look at a certain number of proposals but we are not willing to share poverty as a result of reduced working hours. If the productivity of the plant increases, we want to benefit from our share as a compensation.

## [Text]

**M. Cantin:** On ne parle pas de pleine compensation. On était même prêts, à la dernière négociation, à Port Alfred, à renoncer à l'augmentation de salaire et à la collectiviser pour protéger des emplois.

Les gens de Port Alfred avaient droit à 3 p. 100 d'augmentation. Ils ont fait deux mois et demi de grève pour ne pas avoir d'augmentation de salaire. La compagnie leur a imposé une augmentation de salaire. Est-ce assez fort! Voilà ce que fut la bataille de Port Alfred!

Autre chose: en 1967, lorsque Cougar a réduit ses heures de travail de 40 heures à 37 heures et un tiers et a adopté la formule de quatre jours travaillés et de deux jours chômés, elle a augmenté sa production de 5 p. 100, sans aucun investissement.

**Mme Montpass:** Combien d'emplois ont été créés?

**M. Cantin:** Vingt p. 100 d'emplois. Si vous vous rappelez, en 1974, dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean, il y a eu un très gros conflit dans les usines à papier. Les travailleurs voulaient la formule de travail 4-2 et réduire leurs heures à 37 heures et un tiers. M. Cougar a déclaré aux dirigeants des entreprises que la formule avait augmenté la productivité de 5 p. 100 par année, sans aucun investissement. Vous voyez tout de suite les effets.

C'est ce dont parlait le décret CP-2685, en 1940. Ce n'est pas d'hier! Le décret CP 2685 a été déposé aux Communes. C'est une déclaration de principe en matière de réglementation de relations industrielles en temps de guerre. Les principes mis de l'avant sont les suivants:

... Nécessité d'accélérer la production dans l'industrie de guerre ... Compenser le remaniement temporaire de salaire sous forme de gratification.

• 1735

Vous comprendrez qu'il y a des choses sur lesquelles nous ne sommes pas d'accord, mais c'était dans le décret.

Augmenter le rendement en embauchant des équipes supplémentaires plutôt qu'en prolongeant indûment les heures de travail et protéger la santé et la sécurité des ouvriers.

Il a été voté en 1940, en temps de guerre. Ce qui a fait augmenter la productivité et diminuer la maladie. Pour répondre à votre question, monsieur Blackburn, quand les gens sont malades, les compagnies ne prennent pas beaucoup leurs responsabilités là-dessus, n'est-ce pas? Les gouvernements paient les hôpitaux par la formule de péréquation. Et, lorsque vous êtes malade, au Québec, et que vous entrez à l'hôpital, c'est le gouvernement qui paie. Je me rappelle d'une déclaration de M. Parizeau, ministre des Finances, au Sommet économique de Montébello ... Il avait dit aux compagnies qui se plaignaient de payer trop d'impôts de changer de comptable. Il n'y a pas beaucoup de compagnies qui paient de gros impôts. Vous savez cela. C'est une des raisons de leur refus.

**Le président:** Monsieur Blackburn a la parole.

**M. Blackburn (Jonquière):** Merci.

## [Translation]

**Mr. Cantin:** We are not talking about full compensation. At our last negotiations in Port Alfred, we were even willing to give up a wage increase and to put all the money in one pot to protect jobs.

The workers in Port Alfred were entitled to a 3% increase. They went on strike for 2 1/2 months so they would not have a wage increase. The company imposed the wage increase on them. Can you imagine! This is what the battle in Port Alfred was about!

Another point to note: In 1967 when Cougar reduced the hours of work from 40 hours to 37 1/3 and adopted the system of four days work and two days off, it increased its production by 5% without any investment.

**Mrs. Montpass:** How many jobs were created?

**Mr. Cantin:** Twenty per cent. You may remember that in 1974 there was a very big conflict in the paper plants in the Saguenay—Lac-Saint-Jean area. The workers wanted the 4-2 system and wanted to reduce the working week to 37 1/3 hours. Mr. Cougar told business executives that this system had brought about an annual rise in productivity of 5% without any investment. You can see the effects immediately.

This is the approach taken by Order in Council CP-2685 in 1940. It goes back a while! Order in Council CP 2685 was tabled in the House of Commons. It is a statement of principle relating to the regulation of industrial relations during wartime. The following principles are mentioned:

... the need to accelerate production in war industry ... making up for the temporary wage adjustment by a bonus.

You realize that we are not in agreement with these measures but they are provided for in the Order in Council.

Increase output through the hiring of additional workers rather than unduly prolonging hours of work and protect the health and security of workers.

It was voted in 1940 during the war. It increased output and reduced the incidence of sickness. To answer your question, Mr. Blackburn, private companies do not take much responsibility for sick employees, do they? The governments pay for hospital care through the equalization formula. And when you are sick and require hospital care in Quebec, the government pays. I remember the statement made by Mr. Parizeau, Minister of Finance, at the Montébello Economic Summit ... He told the companies that were complaining about paying too much taxes to change their accountant. There are not many companies that fork out a lot in taxes. You know it as well as I do. It is one of the reasons for the refusal.

**The Chairman:** Mr. Blackburn has the floor.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Thank you.



## [Texte]

En somme, vous dites être prêts à réduire votre temps de travail en maintenant le même salaire.

**M. Cantin:** Le salaire net. Si je gagne 500\$ net par semaine...

**M. Blackburn (Jonquière):** Si on retranche, disons, sept heures et un tiers...

**M. Cantin:** Si je baisse à 35 heures de travail, je voudrais encore gagner 500\$ de salaire net. Le salaire brut peut changer, mais je veux encore gagner 500\$. Si les compagnies sont subventionnées pour se moderniser, pourquoi une part de ces subventions ne serait pas sujette à des exemptions fiscales pour les employés, pour qu'ils obtiennent un salaire net? Est-ce possible? Si on peut le faire pour les compagnies, pourquoi ne pourrions-nous pas le faire pour les individus? Il n'en coûterait pas plus cher aux compagnies.

**Mme Montpass:** Je voudrais ajouter, si vous le permettez, monsieur Blackburn, qu'on assiste à des aberrations, actuellement. Dans les usines de papier, et dans d'autres secteurs, on impose les quarts de 12 heures. Ce qui est à l'encontre de toutes les études sur la productivité des ouvriers, au-delà de huit heures. Voyez l'étude sur le travail, de l'Institut de recherche appliquée, de 1979 ou 1980. On pourra vous la faire parvenir. Il y a eu des études européennes de faites là-dessus, aussi. Après huit heures, les travailleurs ne sont plus productifs. Douze heures de travail dans une usine à papier, n'a pas de bon sens. Et quand vous parlez du coût pour les compagnies, j'aurais tendance à dire que même s'il leur en coûtait 1 p. 100 de plus... Il faut bien reconnaître les difficultés économiques de la période que nous vivons, mais au fond, c'est difficile pour les ouvriers et non pas pour les compagnies de papier. Elles nous parlent toujours de leurs faux profits dus au taux de change américain, mais elles les accumulent quand même dans les banques canadiennes. Les 169\$ de faux profits dont ils parlent toujours, qu'elles déposent à la banque ou ailleurs, existent quand même. Qu'elles nous les donnent, on les prendrait avec plaisir. On saura les utiliser.

Même s'il leur en coûtait 1 p. 100 de la masse salariale, par exemple, est-ce que cela ne vaudrait pas la peine, pour éviter les coûts sociaux en maladie, suicide, divorce, manque de revenu pour les gouvernements qui sont forcés de couper dans les programmes sociaux? Nous parlons du ticket modérateur d'assurance-maladie pour lequel on se bat depuis 20 ans...

On se demande si les travailleurs ne sont pas prêts à renoncer à la pleine compensation? On peut vous dire qu'on est prêt à discuter de tout. Mais il ne faudrait pas nous demander de faire tous les efforts. On est prêts à tout examiner, mais on ne veut pas, comme le soulignait M. Dufour, discuter de l'appauvrissement des travailleurs. On voudrait en profiter pour améliorer nos conditions de vie sociale et de travail.

• 1740

**M. Blackburn (Jonquière):** En fait, si vous avez une augmentation annuelle, vous êtes prêts à utiliser cette somme d'argent-là...

**M. Cantin:** À la collectiviser.

## [Traduction]

In other words, you are willing to reduce your hours of work if your wages are kept at the same level.

**Mr. Cantin:** Our net wages. If I earn \$500 net a week...

**Mr. Blackburn (Jonquière):** If there is a reduction of, say, 7 1/3 hours...

**Mr. Cantin:** If I only put in 35 hours of work, I still want to earn \$500 in net wages. The gross salary may change but I still want to have my \$500. If companies receive grants for modernization, why should not a part of this money be subject to tax exemptions for employees so that they can earn a certain net salary? Is it possible? If it can be done for the companies, why can it not be done for individual workers? It would not cost the companies any more.

**Mrs. Montpass:** I would like to add, if I may, Mr. Blackburn, that there are aberrations taking place at the present time. In paper plants, and in other sectors, a 12-hour shift is being imposed. This goes against all the productivity studies, anything above eight hours. Look at the study on production done by the Institut de recherche appliquée in 1979 or 1980. We can send you a copy. There have been studies done on this in Europe as well. After eight hours, workers are no longer productive. A 12-hour shift in a paper plant makes no sense. And when you talk about the cost for companies, I would tend to say that even if it costs them 1% more... We must take into account the present economic difficulties but actually it is difficult for the workers and not for the paper companies. They always talk to us about their misleading profits due to the American exchange rate but they are still piling them up in Canadian banks. The \$169 in false profits that they are always talking about exists, whether they deposit them in the bank or somewhere else. They can give them to us, we will be happy to take them. We will be able to put the money to use.

Even if it adds 1% to their payroll costs, for example, is it not worth it to avoid the social costs in illness, suicide, divorce, lost income for governments which are forced to cut back on social programs? There is talk about user fees for Medicare, a system we have been fighting for for 20 years...

We wonder whether workers might not be ready to give up full compensation. We are willing to discuss all aspects of the subject. But do not ask us to make all the efforts. We are willing to look into everything but as Mr. Dufour emphasized, we do not want to consider making the workers poorer. We want to take the opportunity to improve our living and working conditions.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** In other words, if you have an annual raise, you are willing to use this money...

**Mr. Cantin:** To put it in a pot for everyone.

[Text]

**M. Blackburn (Jonquière):** ... pour faire un fonds servant à ...

**Mme Montpass:** En 1984, on était prêts à faire cela. C'est ce qu'on proposait aux compagnies. On nous offrait 2.5 p. 100 d'augmentation. Evidemment, cela dépend des niveaux d'augmentation. On est prêts à faire cela à condition qu'il y ait quelque chose à côté: l'embauche compensatoire. On ne donnera pas sans recevoir quoi que ce soit. En 1984, on a négocié de bonne foi et on s'est fait fermer la porte au nez. Peut-être qu'on va regarder plus sérieusement nos propositions. On est encore prêts à regarder cela avec les travailleurs, mais on ne le fera pas trois fois. En 1980, 6,500 travailleurs sont allés en grève dans le secteur des pâtes et papiers et de la forêt au Québec justement pour cette question de la garantie d'emploi. C'est ce qui nous préoccupait à ce moment-là. Dans le secteur forestier, c'est le travail à forfait; on voulait des garanties de temps de travail, soit sept ou huit mois d'assurés aux travailleurs chaque année. Cela voulait dire de la planification pour les entreprises et on nous a opposé une fin de non-recevoir. Dans les usines de papier, c'était pour sauver de l'emploi parce qu'on savait que le programme de subventions à la modernisation allait créer des mises à pied, plus que les 600 postes que le gouvernement prévoyait. On disait que de 2,000 à 2,500 emplois seraient perdus, et c'est nous qui avons eu raison. On pourra établir les chiffres.

Donc, on a fait une grève. En 1980, les gens de la Consol ont fait 10 semaines de grève; Kénogami, 13 semaines de grève; Alma, 10 semaines de grève; les forestiers de la CIP, 13 mois de grève; les forestiers, les travailleurs saisonniers de *Quebec North Shore*, 10 mois de grève; Scierie des Outardes, 7 mois de grève; les travailleurs de Consol, pour les mêmes raisons, pour conserver les emplois, tout en étant prêts à prendre des risques, à modifier leurs conventions, ont fait 2 mois et demi de grève. On se fait claquer la porte tout le temps. C'est pour ça qu'on est ici. Est-ce que quelqu'un pourrait leur parler? Peut-être qu'il y a des gens qui peuvent leur expliquer mieux que nous.

Cela n'a aucun sens qu'une industrie aussi rentable depuis le début du siècle soit aussi fermée à des propositions semblables. On le répète, c'est la grande entreprise qui peut assumer le leadership de la réduction du temps de travail. Les petites entreprises vont suivre. Ce ne sont pas elles qui vont commencer les semaines de 36, 37 ou 35 heures. Ce n'est pas possible. Ce sont les grandes entreprises qui peuvent le faire. Il faut aussi que les gouvernements changent leurs discours là-dessus. C'est dans les entreprises qui ont les moyens de le faire que cela va se faire.

**M. Dufour:** Par exemple, à l'usine d'Alma, la production était de 6.68 hommes-heures par tonne de papier. L'objectif de la compagnie est de réduire cela à 5 hommes-heures par tonne. La conséquence de cela est que sur 810 employés qui sont actuellement à l'emploi, 200 vont partir. Il y a un mois, la compagnie voulait imposer 42 mises à pied sans changement technologique; elle appelle cela de la rationalisation de l'emploi. Vous voyez cela, une entreprise aussi rentable qui coupe 42 postes! La compagnie à Alma nous dit: Oui, on est rentables, mais on veut l'être davantage. On parle de 42 postes

[Translation]

**Mr. Blackburn (Jonquière):** ... to set up a fund for ...

**Mrs. Montpass:** We were willing to do that in 1984. This is the proposal we made to the companies. We were offered a 2.5% raise. Of course, it would depend on the level of increase. This is something we are willing to do provided there is a trade-off, namely compensatory hiring. We are not willing to give without any trade-off. In 1984 we negotiated in good faith and the door was slammed in our face. Maybe our proposals will be given more serious consideration. We are still willing to consider this with our workers but we do not intend to go through the exercise three times. In 1980 6,500 workers in the pulp and paper and forestry sector in Quebec went on strike over this matter of job guarantees. That was our concern at the time. In the forestry sector they work for a flat rate; we wanted guarantees relating to the time of work, either seven or eight months a year for the workers. This meant that the companies would have to make plans and we received a flat refusal. In the paper plants we wanted to save jobs since we knew that the grant program for modernization was going to result in layoffs in excess of the 600 positions forecast by the government. We said that between 2,000 and 2,500 jobs would be lost and we were right. The figures can be checked.

This is the reason we went on strike. In 1980 the Consol employees were on strike for 10 weeks, in Kénogami, it was 13 weeks, in Alma, 10 weeks; the CIP forestry workers were on strike for 13 weeks, the forestry and seasonal workers of Quebec North Shore, 10 months, the Outardes sawmill, seven months; the Consol workers for the same reasons, that is to keep jobs, and willing to take risks and modify their collective agreements, were on strike for 2 1/2 months. The doors were consistently slammed shut at us. This is why we are here. Could someone talk to them? There might be some people who can explain things better to them than us.

It makes no sense for an industry which has been so profitable over a century to be so closed to such proposals. We repeat that big business can show leadership in the reduction of hours of work. Small businesses will step in line. They are not the ones that will start 36, 37 or 35 hour weeks. It is not possible. It can be done by big companies. Governments will also have to change their public stand on this. The businesses that can afford to implement this measure will be the ones to do so.

**Mr. Dufour:** For example, in the Alma plant production was 6.68 man-hours per tonne of paper. The company's objective was to reduce it to five man-hours per tonne. As a consequence, 200 of the 810 employees now working for the company will have to leave. A month ago, the company wanted to impose 42 lay-offs without any technological change, it refers to this as job rationalization. Imagine, a company as profitable as this one cutting back 42 jobs! The company in Alma admits that it is profitable but says that it wants to be more profitable. We are talking about 42 well-paid jobs at



## [Texte]

bien rémunérés à 33,000\$ ou 34,000\$ par année. Dans notre région, cela représente plusieurs emplois dans des PME.

C'est là que nous disons: Arrêtons de dire que l'économie va être relancée par les PME. C'est impossible. Les PME paient 50 p. 100 du salaire qu'on gagne dans l'industrie des pâtes et papiers, en moyenne, au Saguenay—Lac-Saint-Jean. Ce n'est pas avec ça qu'on va relancer l'économie. Il va falloir changer de politique. Les entreprises qui ont traversé haut la main la crise qu'on vient de vivre ont été l'industrie des pâtes et papiers; l'industrie de l'aluminium, et les mines ont mangé quelques claques. A part cela, il n'y a pas grand-chose qui s'est maintenu, même si on a mangé quelques coups.

• 1745

L'industrie papetière a continué d'être rentable, même en période de crise. C'est pour cela qu'on se dit que ça n'a plus aucun sens. On a besoin d'aide. Tout seuls, on ne peut pas réussir. S'il n'y a pas une concertation des agents économiques, on ne réussira pas. La situation va se détériorer de plus en plus et c'est le gouvernement qui devra payer. Pour le gouvernement, moins il y a de gens qui travaillent, moins il y a d'argent qui entre. Les travailleurs paient en impôt 85 p. 100 des revenus du Canada, et les autres sources en paient 15 p. 100.

Je pense donc qu'on a notre mot à dire et que vous avez un rôle primordial à jouer.

**Mme Montpass:** Si vous regardez les pages économiques et financières d'anciens journaux et revues, vous allez constater qu'on recommandait d'investir dans l'industrie du papier. On prévoyait des taux de rentabilité record, dans certains cas, durant la crise.

**M. Blackburn (Jonquière):** Au départ, quand je faisais ma réflexion sur la réduction du temps de travail, je voyais toujours cela en fonction d'une réduction d'une journée; par exemple, on descendait à 32 heures. Je calculais mes huit heures sur une base mathématique, mais vous, vous le faites en disant que vous êtes prêts à utiliser l'augmentation de salaire que vous auriez eue pour la collectivité, et c'est à nous de faire les calculs selon le nombre d'heures en moins.

**Une voix:** C'est ça.

**M. Blackburn (Jonquière):** Cela se traduit par une création d'emplois à l'autre bout. Il y aurait peut-être lieu d'utiliser le fonds d'assurance-chômage ou, du moins, de regarder cela afin que la compagnie y trouve aussi son compte.

**Une voix:** Mais oui.

**M. Blackburn (Jonquière):** Si vous ne perdez pas au change mais que la compagnie, en créant les emplois, doit payer tous les avantages sociaux, eh bien, elle ne le voudra pas.

**Mme Montpass:** C'est pour cela qu'on dit dans le texte qu'il faut que les lois sociales s'adaptent aux efforts faits par les groupes de travailleurs, pour combler peut-être les manques à gagner dans certains cas, mais à condition que les gains de productivité soient affectés de façon substantielle à la création d'emplois. S'il en coûtait 100,000\$ au cours de l'année à Consol de Ville de la Baie, la compagnie serait probablement capable d'assumer ce coût. Ce que vous dites c'est vrai. Il doit

## [Traduction]

\$33,000 or \$34,000 a year. In a region like ours, that represents several jobs in small and medium-size businesses.

This is where we say, let us stop talking about boosting the economy with small and medium-size businesses. It is impossible. These companies pay 50% of the average wages we earn in the pulp and paper industry in the Saguenay—Lac-Saint-Jean area. We are not going to boost the economy this way. A change in policy will be necessary. The pulp and paper companies have gone through the crisis unscathed; the aluminum industry and mining have had some rough blows. But things have not remained unchanged, even if we have had some hard times.

The paper industry has remained profitable even during the crisis. This is why we say the present situation cannot go on. We need help. We cannot succeed alone. If the economic agents do not come to some agreement among themselves, we cannot be successful. The situation will get progressively worse and the government will have to pay. There will be fewer people working and less money coming into the government. Individual income tax accounts for 85% of Canada's revenue, the other sources pay 15%.

I think that we have our word to say and that you have a crucial role to play.

**Mrs. Montpass:** If you look at the economic and financial pages of old newspapers and magazines, you will see recommendations to invest in the paper industry. In some cases record profitability levels were forecast during the crisis.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** When I made my comment on reducing the hours of work, I saw that in relation to the hours worked in a given day; for example, the total could be brought down to 32 hours. I was calculating on the basis of eight hours but you say that you are willing to use the wage increase which you would receive for the community and it is up to us to calculate how many hours less you would work.

**A Witness:** Yes.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** This means that jobs will be created at the other end. It might be worth considering using the unemployment insurance fund or at least considering this possibility so that the company could benefit as well.

**A Witness:** Of course.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** If you do not lose anything on the deal but the company has to pay more fringe benefits as a result of creating jobs, then it will not be interested.

**Mrs. Montpass:** This is why we say in our brief that social legislation must be adapted to the efforts made by groups of workers to make up for the lost income in some cases but provided that productivity gains are used to a large extent to create jobs. If it cost the Consol company in *Ville de la Baie* \$100,000 a year, the company would probably be able to bear this cost. What you say is right. There must be a way to work something out with social programs or the unemployment

## [Text]

y avoir moyen de faire quelque chose, avec les programmes sociaux ou la caisse d'assurance-chômage. On l'a bien fait dans le cas des congés de maternité et dans le cas des programmes d'adaptation des travailleurs. On a intégré nos plans de revenu garanti à l'assurance-chômage. Cela existe déjà, finalement. Cela peut se faire de cette façon-là. C'est là qu'est le rôle du gouvernement.

**M. Dufour:** Au niveau de la fiscalité, on a déjà donné des avantages à ceux qui ont plus de 65 ans. Pourquoi ne ferait-on pas la même chose en termes de création d'emplois? Il pourrait y avoir une mesure incitative fiscale pour ceux qui laissent leur place à un plus jeune. Cela coûte moins cher au point de vue social et on augmente la productivité. Ce sont des choses qu'on suggère, mais les travailleurs ne peuvent pas les mettre en oeuvre seuls. C'est pour ça qu'on fait appel à vous. C'est pour ça qu'on veut continuer, si vous êtes d'accord, à faire les démarches avec vous, en tant que partenaires, dans une région-pilote qui pourra s'adapter à d'autres régions du Québec et du Canada.

Notre région est dans un entonnoir; on est fermés, on est isolés. Ce serait peut-être réaliste et réalisable. Il faut bien l'essayer quelque part parce qu'on ne peut pas continuer de cette façon.

**M. Blackburn (Jonquière):** Je trouve votre suggestion intéressante et je partage votre point de vue là-dessus, monsieur Dufour, lorsque vous parlez d'une région-pilote. Etant donné que vous avez des usines des pâtes et papiers et d'aluminium qui fonctionnent sur un horaire continu, ce serait un excellent bassin de population pour tenter de mettre en application un programme quelconque. On pourrait voir comment tout cela peut se traduire en réalité et comment cela peut se vivre. Je partage votre avis là-dessus.

**Mme Montpass:** Il faut convenir qu'on n'atteindra pas les objectifs au moyen d'une seule solution. Il faut s'occuper à la fois de tous les éléments qui vont amener de la création d'emplois: préretraite avec embauche compensatoire, temps supplémentaire, réduction des heures de travail. Si on ne fait que réduire le temps de travail, ce ne sera peut-être qu'un coût. Il faut accepter de réduire avec les autres moyens: préretraite, temps supplémentaire, formation en cours d'emploi. La formation professionnelle est subventionnée. Dans les usines de papier, les travailleurs apprennent au travail. C'est un ensemble. Il ne faudrait pas mettre en oeuvre un seul plan. Il faut aborder l'ensemble de la question, sinon on n'atteindra pas l'objectif souhaité.

• 1750

**M. Dufour:** Actuellement, on a de bonnes conventions collectives et ces éléments de base existent déjà. Il s'agit de les adapter pour créer des emplois pour les jeunes. On a tout cela dans notre convention collective, mais il faut l'adapter avec les lois sociales et nous, on n'est pas capables de le faire.

C'est pour cela qu'il faut s'asseoir autour d'une table de concertation et dire: On fait cela ensemble, cela nous coûtera tant au bout du compte, et on va le savoir. Mais pour le faire, on a besoin de votre aide.

## [Translation]

insurance fund. We manage to do this in the case of maternity leave and for the labour adjustment programs. Our guaranteed income plan was fitted into unemployment insurance. There are precedents. Such a thing can be done, this is where the government has a role to play.

**Mr. Dufour:** As far as tax measures go, we have already given advantages to those who are 65 and over. Why can we not proceed in the same manner for job creation? There could be a tax incentive for those who give up their job to a younger person. The social costs are less and we increase productivity. These are two suggestions we make but labour alone is unable to implement them. This is why we are making an appeal to you. This is why we want to continue working with you, if you are agreeable, as partners in a pilot region which could be adapted to other regions of Quebec and Canada.

Our region is in a sort of funnel, we are isolated and cut off. It might be realistic and workable. The idea has to be tried out somewhere since things cannot continue as they now are.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** I think your suggestion is interesting and I share your point of view when you talk about a pilot region, Mr. Dufour. Since there are pulp and paper plants and aluminum mills which operate without interruption, it would be an excellent area to try out some program or other. We could see what the practical application of the idea would be and its effect on people's lives. I agree with you on this.

**Mrs Montpass:** We must realize that our aims cannot be achieved through a single solution. We must concern ourselves with all the factors likely to create jobs: early retirement with compensatory hiring, overtime, the reduction of hours of work. If we only reduce working hours, that will only be perhaps one cost of many. We have to be willing to cut back using a lot of other means as well: early retirement, overtime, and on-the-job training. Vocational training is subsidized. And, in paper mills, workers learn on the job. We have to see this as a whole. It is not enough just to implement one plan. We have to look at the situation overall, otherwise, we will not attain the desired objective.

**Mr. Dufour:** At the present time, we do in fact have good collective agreements, so these basic elements already exist. What we have to do, however, is adapt them in order to create jobs for young people. We have all these things in our collective agreements, but we have to adapt them to our social legislation and we, ourselves, are unable to do that.

That is why we must all sit down together and decide what we are going to do collectively, determine how much it is going to cost us for our efforts, and then, we will know exactly what the situation is. But we cannot do it without your help.



[Texte]

**M. Cantin:** Les gouvernements de certaines provinces ont institué un régime d'épargne-actions. Je ne sais pas s'il y en a un au fédéral. Pourquoi ont-ils créé ce régime-là, qui offre un abri fiscal allant jusqu'à 100 et 150 p. 100? C'était pour créer de l'emploi et les résultats souhaités n'ont pas été atteints. Cela n'a pas créé énormément d'emplois.

Cependant, si moi, je décide de donner ma place pendant un certain temps ou de prendre ma préretraite, pourquoi ne m'accorderait-on pas un abri fiscal? Je viens de créer un emploi. Pourquoi ne pourrais-je pas avoir une déduction d'impôt spéciale? Ce serait direct, ce serait rentable. Dans le moment, celui qui bénéficie du régime d'épargne-actions, c'est celui qui a de l'argent. Cela favorise celui qui fait beaucoup d'argent, mais pas un type comme moi, et cela ne crée pas d'emplois. Cela met de l'argent dans les poches de ceux qui en ont déjà. Y a-t-il moyen de changer cela un peu?

**Le président:** Merci pour votre explication au sujet de la productivité et de la relation entre les heures de travail et la productivité. Si les députés ne sont pas très productifs, c'est qu'ils travaillent de 8 heures du matin à 11 heures du soir.

**M. Dufour:** On peut vous organiser.

**Mme Montpass:** Il faudrait en élire plus.

**M. Cantin:** Oui, on va les syndiquer.

**The Chairman:** I have some different kinds of questions. I would like to get your sense of the potential for increased markets around the world for the products which you produce. The government is very actively trying to promote more Canadian sales to China and India, and certainly the products that come from your industry are the kinds of products that are not often seen in Third World nations in particular.

I just wondered if as a union you had a sense of whether or not Canada can be a good competitive nation over the next 20 or 30 years. If we develop markets, will we be able to compete successfully on costs so that we continue to sell to some of those markets? Is the future optimistic in terms of increased sales around the world, or do you think it is pessimistic?

• 1755

**Mme Montpass:** Si j'ai bien compris votre question sur le développement de marchés au Tiers monde, je dirais qu'il faudrait d'abord que l'attitude des pays occidentaux envers le Tiers monde change. Il faudrait que ces pays-là puissent se développer pour pouvoir acheter. Il faut qu'ils arrivent à développer leur économie pour créer des revenus qui vont leur permettre d'acheter. Si cela se réalisait dans ces pays-là, le Canada pourrait trouver des marchés là-bas.

[Traduction]

**Mr. Cantin:** The governments of some provinces have introduced share savings plans. I do not know whether there is one at the federal level or not. Why do you suppose they set up plans like that, which provide a tax shelter of as much as 100% or 150%? The purpose was to create jobs, and yet, the desired results have not been achieved. They certainly did not succeed in creating many jobs.

But, if I decide to give my place to someone else for a certain amount of time, or to take early retirement, why should I not be given some sort of tax shelter? I have just created a job. Why should I not be able to benefit from some sort of special tax deduction? It would be both direct and profitable. At the present time, the people who benefit from share savings plans are those who already have money. It benefits people who make a lot of money, but not somebody like me, and it certainly does not create jobs. It simply puts money in the pockets of those who already have it. Is there no way we can change that?

**The Chairman:** Thank you for your explanation regarding productivity and the relationship between hours of work and productivity. I can tell you that if Members of Parliament are not particularly productive, the reason is that they work from 8 a.m. until 11 p.m.

**Mr. Dufour:** We can help you to organize

**Mrs. Montpass:** We would have to elect more of you.

**Mr. Cantin:** Yes, we will get you your own union.

**Le président:** J'ai un certain nombre de questions à vous poser sur un sujet quelque peu différent. J'aimerais savoir si, d'après vous, il serait possible de trouver de nouveaux débouchés à l'étranger pour les produits que vous fabriquez. Le gouvernement déploie énormément d'efforts en ce moment pour vendre davantage de produits canadiens en Chine et en Inde, et il ne fait aucun doute que les produits de votre industrie sont justement des produits qu'on ne voit pas souvent dans les pays du Tiers Monde.

Je me demandais tout simplement si vous, en tant que syndicat, avez une opinion quelconque sur la possibilité que le Canada puisse concurrencer les autres nations du monde au cours des 20 ou 30 prochaines années. Si nous trouvons de nouveaux débouchés, pensez-vous que nous serons en mesure d'offrir des prix concurrentiels de sorte que nous continuons à vendre nos produits sur certains de ces marchés? Êtes-vous optimistes, ou plutôt pessimistes quant à l'avenir et la possibilité d'accroître la vente de produits canadiens un peu partout dans le monde?

**Mrs. Montpass:** If I understood your question correctly, with respect to developing Third World markets, I would say, in response, that there must first be a change in attitude towards the Third World on the part of western countries. Third World nations must develop in order to be able to buy other nations' products. They must first develop their economy enough to generate the kind of income that will make it possible for them to purchase goods. If that were achieved in those countries, Canada could certainly find markets there.

*[Text]*

L'un des problèmes actuels de l'industrie du papier est qu'elle a fait ses investissements un peu tardivement. Heureusement qu'est arrivé le programme de modernisation des deux paliers de gouvernement; cela a provoqué des investissements. C'est une industrie qui, dans le passé, n'a fait qu'amasser les profits. On pourra vous envoyer de la documentation si vous le voulez. Les niveaux d'investissement étaient de moins de 2 p. 100 dans certains cas, et le programme a évidemment provoqué d'autres investissements.

Nous, on est optimistes, mais à condition qu'on continue sur la lancée actuelle. On reconnaît qu'il faut continuer à améliorer la productivité. Une étude récente du Comité consultatif de l'industrie forestière démontre qu'on n'est pas en si mauvaise position que cela. On a certains avantages au niveau de l'énergie que d'autres pays n'ont pas. Par exemple, la Finlande et la Suède ont des problèmes avec leurs forêts, et nous on a les nôtres, mais je pense que l'industrie du papier ne sera pas en plus mauvaise posture dans les années à venir qu'elle l'a été dans le passé, à condition qu'elle soit plus dynamique qu'elle ne l'a été. On est très dépendants du marché américain. L'industrie a peut-être eu le tort de ne pas travailler ses marchés davantage et d'être restée très dépendante des États-Unis. C'est probablement un secteur que le libre-échange n'affectera pas, si le dollar ne monte pas évidemment. Donc, on ne pense pas qu'elle devra faire face à plus de difficultés.

On se méfie des plaintes de ce secteur industriel. Depuis les années 30, le discours des compagnies est exactement le même. Ce sont des usines qui se sont développées et qui ont fait des profits, mais les mêmes jérémiades reviennent toujours. On pense donc que l'industrie est capable de demeurer sur les marchés mondiaux, comme elle l'a fait dans le passé. On ne pense pas qu'on est vraiment en danger. Ce ne sera pas nécessairement facile, mais on n'est pas pessimistes du tout.

Evidemment, si on peut favoriser le développement du Tiers monde, on aura des marchés supplémentaires. On espère que l'industrie sera plus dynamique qu'autrefois dans ce domaine.

**The Chairman:** Just to come to the current talks with the Americans about guaranteed access to the American market, is that viewed as an opportunity system for pulp and paper? Do you think if the talks go right that there can be an increased American market for Canadian pulp and paper? Could we be in a good competitive position really to sell a lot more pulp and paper products in the United States, or are the Americans more productive than we are, or . . . ?

**M. Cantin:** On ne pense pas que cela va augmenter les exportations aux États-Unis. Il y a deux ans, on est allés faire notre propre enquête dans les grandes compagnies papetières, et on peut vous dire que, contrairement à ce qu'on entend dire au Canada ou au Québec, il est faux que les États-Unis pourraient devenir autosuffisants. Les grandes compagnies papetières nous l'ont dit: les États-Unis ne pourront jamais s'autosuffire en papier. On dit toujours que dans le sud des États-Unis, le bois pousse plus vite qu'ici au Canada. Cepen-

*[Translation]*

One of the problems with the paper industry is that it was a little slow to invest. It was fortunate that the modernization program sponsored by both levels of government came along, as it triggered investment. This is an industry which, in the past, has done nothing but amass profits. Indeed, we could send you some material in that regard, if you think you would find it useful. The level of investment was less than 2% in some cases, and there is no doubt that the modernization program resulted in further investments.

We are in fact quite optimistic, provided that we maintain our current momentum. We recognize that we must continue to improve productivity. A recent study of the Forest Industry Advisory Committee shows that we are not in that bad a position. We have certain advantages when it comes to energy resources that other countries are lacking. For instance, Finland and Sweden have problems with their forests, just as we have problems with ours, but I do not think the paper industry will be in any worse position in the future than it has been in the past, provided that it becomes more dynamic than it has been thus far. We are very dependent on the American market. Perhaps the industry was wrong not to try and develop its own markets more and to have remained as dependent on the United States. That is probably one sector that free trade will not affect, if the dollar does not rise in value, of course. So, we do not think that it will be facing increased difficulties in the future.

We are somewhat weary of the complaints made by this sector of industry. Indeed, companies in this sector have been saying the same thing since the 1930s. The mills have not only developed but been profitable, and yet, we hear the same old complaints over and over again. We think the industry can continue to sell its products on world markets, just as it has done in the past. We do not think there is really any danger in that regard. Although it may not be easy, we are not the slightest bit pessimistic.

Of course, if we were to encourage the development of Third World countries, we would certainly have additional markets. We do hope that the industry will be more dynamic than it has been in the past in that respect.

**Le président:** Pour ce qui est des pourparlers actuels avec les Américains sur la possibilité d'un accès garanti au marché américain, pensez-vous que cela pourrait ouvrir de nouvelles perspectives pour l'industrie des pâtes et papier? Pensez-vous que si les discussions actuelles aboutissent à quelque chose, le marché américain pourrait être encore plus important pour l'industrie canadienne des pâtes et papier? Serions-nous en mesure de vendre beaucoup plus de nos produits aux États-Unis, ou les Américains sont-ils plus productifs que nous . . . ?

**Mr. Cantin:** Our feeling is that we will probably increase our exports to the United States. Two years ago, we carried out our own study of the major paper companies, and, contrary to what people say in Canada or in Quebec, it is absolutely untrue that the United States could become self-sufficient in this sector. The large paper companies told us as much; they told us the United States could never become self-sufficient in the paper sector. People are always saying that trees grow faster in the southern United States than they do here in



[Texte]

dant, les terrains sont saturés; ils ne peuvent pas planter plus d'arbres qu'ils n'en plantent dans le moment. Et ils ne peuvent pas faire plus de récoltes qu'ils n'en font dans le moment. La seule chose qu'ils peuvent faire, c'est la récolte dans le nord des Etats-Unis et, dans le nord des Etats-Unis, les arbres poussent aussi lentement qu'au Canada.

Ils nous trouvent aussi très concurrentiels au point de vue de l'électricité. Aux Etats-Unis, il en coûte 111\$ d'électricité pour produire une tonne de papier. Au Canada, il en coûte 34\$ pour une tonne de papier. On est donc très compétitifs.

• 1800

Les bénéfices marginaux coûtent 30 p. 100 pour les employés, au Canada. Aux Etats-Unis, ils prennent 52 p. 100. Pourquoi? Il n'y a pas d'assurance-hospitalisation, pas d'assurance-santé; partout, c'est l'entreprise privée. Alors, l'entreprise doit supporter tous les coûts de ses employés. Au Canada, grâce aux assurances-santé gouvernementales les compagnies n'ont pas à payer ce type d'assurance. Mais les compagnies papetières des États-Unis sont obligées de les payer.

Il nous serait possible de vous faire parvenir le rapport d'une rencontre très intéressante. Le bois américain n'étant pas d'aussi bonne qualité que le bois du Canada, ils doivent employer énormément de produits chimiques. Aux Etats-Unis, une grande quantité d'eau de javel entre dans la fabrication du papier; la fibre de bois est très faible, comparativement à la nôtre. Ce qui coûte très cher.

Le gouvernement du Québec en parlait beaucoup dans sa propagande antérieure sur la concurrence avec les Etats-Unis. Alors, on est allé chercher une subvention gouvernementale pour voir si c'était vrai. Au retour, on a déposé un document. On n'en a jamais entendu parler. Nous n'avions pas rencontré des syndiqués mais des présidents de compagnies: *Bowater*, *Regis Paper*, et *Price* qui est établi à Augusta; les plus grosses compagnies au monde. On les a toutes visitées pour obtenir de la documentation. Depuis, le gouvernement du Québec ne nous parlent plus de concurrence avec le sud des États-Unis. Au contraire, ils disent que le ciel est bleu au Québec.

**Le président:** Nous voudrions ce rapport, s'il vous plaît.

**M. Cantin:** Nous vous l'enverrons.

**Le président:** Merci.

In Canada, are we putting enough money into research and development of new products or new ways of doing things? Are we advancing the potential market because we can do it better or we can invent new products the world will want? Are we putting enough money into that part of this industry?

**M. Cantin:** Non, non.

[Traduction]

Canada. However, the land is saturated now; they cannot plant any more trees than they are currently planting. Nor can they harvest any more than they are currently harvesting. The only thing they can do is concentrate on harvesting in the northern United States and, in that area of the country, the trees grow just as slowly as they do in Canada.

They also consider us to be very competitive in terms of electricity. In the United States, it costs \$111.00 in electricity to produce one ton of paper. In Canada, it costs \$34.00 to produce one ton of paper. So, as you can see, we are very competitive in that respect.

Marginal benefits cost 30% for employees in Canada, as opposed to 52% in the United States. Why? Well, because there is no hospital insurance and no health insurance; everything is controlled by private enterprise. The consequence is that private companies must bear the costs of all their employees. In Canada, because of government health insurance plans, companies do not have to pay that kind of insurance. But paper companies in the United States do have these costs.

Perhaps we could send you a copy of our report on a very interesting meeting we had. Because American wood is of inferior quality to Canadian wood, they have to use a lot of chemicals. In the United States, a lot of bleach is used to manufacture paper; the fact is that their wood fibre is weaker than ours—which adds considerable cost to the process.

The Government of Quebec made much of this in its propaganda regarding competition with the United States. So, we got a government grant to see whether all of this was true or not. When we came back, we tabled a document on our findings. But we never got any feedback whatsoever. We had met not with union representatives, but with the presidents of the largest companies in the world, companies such as Bowater, Regis Paper and Price, which is located in Augusta. We visited every single one of them to get as much information as possible. Since then, the Government of Quebec has ceased talking about competition from the southern United States. On the contrary, they are telling us that everything is rosy in Quebec.

**The Chairman:** We would like to get a copy of this report, if you do not mind.

**Mr. Cantin:** Yes, we will send you one.

**The Chairman:** Thank you.

Au Canada, consacrons-nous suffisamment d'argent à la recherche et au développement de nouveaux produits ou de nouveaux procédés? Est-ce que nous élargissons le marché potentiel simplement parce que nos méthodes sont meilleures ou que nous sommes en mesure d'inventer de nouveaux produits recherchés par d'autres pays? Est-ce que nous consacrons suffisamment d'argent à cet aspect de l'industrie?

**Mr. Cantin:** No, absolutely not.

[Text]

**Mme Montpass:** Je peux parler du Québec; mais, partout au Canada, on accuse un retard dans la recherche. Un débat sur la politique forestière du gouvernement québécois approche. À l'occasion, un livre intitulé *Recherche et développement dans le secteur forestier* a été publié. Il établit très clairement la sous-utilisation de la forêt et que le manque de recherche et de développement est incroyable tant dans la technologie du secteur que dans les nouveaux produits.

Je vous donnerai une opinion tout à fait personnelle, sur ce point. On s'est acharné à développer et à rationaliser le secteur du sciage en développant des grands complexes de sciage. Mais cette industrie vit au jour le jour. Le marché de la construction n'est pas comparable au marché du papier. Alors, au lieu de consacrer des efforts pour continuer de développer cette industrie, tout en la maintenant évidemment, il faudrait plutôt songer à de nouvelles transformations, de nouvelles utilisations du produit du bois. Mais il faudra un effort extraordinaire. On est en retard à tous points de vue. Au Québec et au Canada les centres de recherche sont très peu développés. Nous soulignons d'ailleurs au gouvernement du Québec qu'il était incroyable de posséder un institut national de recherche pour l'amiante alors qu'on en a aucun pour la recherche forestière. Notre pays est couvert de forêts. La superficie de la forêt du Québec est comparable à celles de la Suède et de la Finlande mises ensemble. Et on n'a pas d'institut de recherche forestière.

• 1805

**M. Dufour:** On n'a même pas un ministère canadien de la forêt, je pense.

**Mme Montpass:** Non, on a le Service canadien des forêts. C'est tout.

**M. Cantin:** On ne soulèvera pas un débat politique sur ce point, mais je ne serais pas enchanté que le Canada ait son ministère des Terres et Forêts.

**Le président:** Depuis la dernière élection, il y a un ministre. Même si je siège au Comité consultatif à Ottawa et que je me sois objecté, ils l'ont nommé quand même.

**M. Dufour:** Je ne le savais pas; nous n'en avons pas parlé avant.

**Le président:** C'est la première fois depuis l'histoire du Canada.

**Mme Montpass:** Peut-on loger une plainte que vous transmettiez à qui de droit? Nous siégeons sur le Comité consultatif de l'industrie forestière. Quand le Comité siège ailleurs qu'à d'Ottawa, on n'a pas de traduction simultanée. Nous avons manqué deux réunions à Toronto parce qu'on ne nous assurait pas la traduction.

**M. Blackburn (Jonquière):** Exigez-le.

**Mme Montpass:** On l'exige...

[Translation]

**Mrs. Montpass:** I can certainly discuss the situation in Quebec, but, in fact, everywhere in Canada we are behind in terms of research. A debate on the Quebec government's forestry policy is coming up soon. For this occasion, a book entitled *Research and Development in the Forestry Sector* was published. It states quite clearly that not only are the forests underused but that there is an incredible lack of research and development, not only as far as new technology in this sector is concerned, but also as far as products are concerned.

I would like, if I could, to give you my own personal views in this respect. We have worked long and hard to develop and rationalize the sawmill sector by developing large sawmill complexes. And yet this industry lives from hand to mouth. The construction market is not comparable to the paper market. Consequently, rather than trying to continue to develop this industry, although it must be maintained at its current level, we should be thinking of new ways of processing wood products or new uses for them. But a considerable effort will have to be made, as we are behind on many levels. In Quebec and indeed, in Canada, research centres are not particularly developed. In fact, we pointed out to the Government of Quebec that we found it unbelievable that there should be a national research institute for asbestos when we do not even have one for forestry research. Our country is covered in forests. The forest in Quebec covers an area comparable to the forests of both Sweden and Finland put together. And yet, we have no institute for forestry research.

**Mr. Dufour:** I do not think we even have a federal Minister of Forestry.

**Mrs. Montpass:** No, we have the Canadian Forestry Service but that is it.

**Mr. Cantin:** Well, we had better not get into a political debate on that particular point, but I myself would not be all that thrilled if Canada were to have its own Department of Lands and Forests.

**The Chairman:** Since the last election, there has in fact been a minister charged with this responsibility. Although I am a member of the advisory committee in Ottawa and I objected to it, he was appointed all the same.

**Mr. Dufour:** Well, I did not even know that; we had never discussed this before.

**The Chairman:** It is the first time there has been one in the history of Canada.

**Mrs. Montpass:** Would it be possible for us to address a complaint to you and ask you to convey it to the appropriate authority? We sit on the Forestry Industry Advisory Committee. When the committee meets somewhere other than Ottawa, no simultaneous translation service is provided. We have had to miss two meetings in Toronto because of there not being any translation services.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Demand that they be provided.

**Mrs. Montpass:** We have demanded it...



[Texte]

**M. Cantin:** C'est fatigant, à la longue!

**M. Blackburn (Jonquière):** Faites comme nous, fâchez-vous.

**Mme Montpass:** Le rapport du Comité consultatif a été produit et il a fallu six mois avant que nous obtenions le rapport, en français, pour nos délégués. On avait demandé 200 copies et il a fallu le demander à plusieurs reprises. Si vous pouviez le souligner; ce n'est pas très agréable pour nous.

**Le président:** Nous aurons une conversation avec le ministre.

**M. Blackburn (Jonquière):** Monsieur le président, je voudrais revenir sur un sujet dont vous avez parlé tout à l'heure. J'ai laissé passer l'occasion tantôt, je voulais plutôt traiter des trois principaux sujets. Vous avez ouvert la porte de la papeterie de Matane. Vous savez que je suis intervenu en Chambre sur ce point la semaine dernière. Je soulignais justement les craintes qu'il y avait chez-nous à ce sujet. On se demandait si on n'était pas en train de subventionner une perte d'emplois pour le Saguenay au profit de la région de Gaspé, à Matane, plus précisément.

J'aimerais entendre vos commentaires là-dessus, et vos craintes, éventuellement, en ce qui regarde ce programme.

**M. Dufour:** Je vous donnerai un exemple frappant de ce qu'on a vécu dans la région. Le mouvement syndical a mis en alerte les paliers du gouvernement au sujet de subventions favorisant une ville par rapport à une autre. Au moment de l'instauration de l'usine à Saint-Félicien par la compagnie Donohue, conjointement avec les gouvernements, on craignait que cette dernière amène la fermeture de l'usine de Desbiens. L'usine de Desbiens est fermée depuis 1981 et nous faisons des efforts pour qu'elle ouvre à nouveau. Mais nous le disions il y a dix ans: installer une usine de pâtes sans moderniser celle de Desbiens causerait sa fermeture. Nous avions raison il y a dix ans.

Nous parlons aujourd'hui comme le vice-président de la compagnie Price Paul Prémont. J'ai eu l'occasion de le lire dans un journal la semaine passée. Il faisait la même mise en garde que nous faisons. Il y a actuellement un marché pour le papier fin. Que l'on produise 500 tonnes ou 500,000 tonnes de plus par année, quelqu'un, quelque part, aura 500,000 tonnes de moins. Il n'y a pas de demande, au moment où l'on se parle ou pour les années à venir, pour 500,000 tonnes de plus. Il n'y a pas de marché pour ce papier. Donc, l'usine de Matane compétitionnera avec celle de Kénogami. Puisqu'elle sera probablement plus moderne, qu'est-ce qui risque de se produire? Avec un peu de *dumping*, Kénogami perdra des commandes. Elle deviendra moins rentable, moins productive. Quelle sera la décision de l'Abitibi-Price à Kénogami? Je ne le sais pas. Mais on se doute très fortement qu'ils ne maintiendront pas des emplois là s'ils ne font pas d'argent. Donc, quant à la préoccupation de la compagnie Abitibi-Price, à Kénogami, pour nous c'est la même préoccupation, à savoir que cela aura une incidence forte sur les emplois.

[Traduction]

**Mr. Cantin:** It does get a little tiresome after a while, you know!

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Well, do what we do—get angry about it.

**Mrs. Montpass:** The advisory committee produced a report but we had to wait six months before we could get a copy of the report in French for our delegates. We had asked for 200 copies, but had to request them several times. Perhaps you could just point this out to them; I am sure you understand that it is not very pleasant for us to have to do that.

**The Chairman:** We will discuss it with the Minister.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Mr. Chairman, I would like to come back to a topic you raised earlier. I let the opportunity go by at the time, as I wanted to deal with the three main subjects first. The paper mill in Matane has opened its doors. As you know, I rose in the House to speak on this point last week. At the time, I discussed the concerns of people back home in this regard. People were wondering whether we were not simply subsidizing the loss of jobs in the Saguenay for the benefit of the Gaspé region—Matane, to be more specific.

I would like to hear your comments on this and what your concerns are with respect to this program.

**Mr. Dufour:** I can give you a very striking example of what we have experienced in the region. The union movement alerted the various levels of government regarding the issue of subsidies which benefit one city over another. When the mill in Saint-Félicien was built by the Donohue company, jointly with the various governments, we were concerned that the Desbiens Mill might be forced to close. The Desbiens Mill has in fact been closed since 1981, and now we are trying our best to see it open again. But 10 years ago we told them that if they built a new pulp and paper mill without modernizing the Desbiens Mill, the latter would eventually have to close. And we were right when we made that prediction 10 years ago.

What we are saying today is exactly what the Vice-President of the Price Company, Paul Prémont, is also saying. I read an article in the newspaper last week in which he gave exactly the same warning. There is currently a market for fine grades of paper. Whether we produce 500 or 500,000 tonnes more per year, someone, somewhere, will have 500,000 tonnes less. There is no demand, at this moment or for the foreseeable future, for 500,000 tonnes more. There is no market for this paper. Consequently, the Matane Mill will be competing with the Kénogami Mill. Because the former will probably be more modern, what do you think is likely to happen? If there is any dumping, Kénogami will lose its orders. It will then become less profitable and less productive. What will Abitibi-Price's decision be with respect to Kénogami? Well, I really do not know. But we seriously doubt that they will maintain jobs there if they are not making any money. So, from that standpoint, our concern is the same as that of Abitibi-Price in Kénogami, namely that there will be a major impact on jobs.

[Text]

• 1810

**M. Cantin:** On a même appuyé la résolution. Il y a eu une résolution, au comité consultatif, proposée par le président de la compagnie Price et appuyée par la Fédération des travailleurs du papier pour la non-construction de l'usine de Matane. Nous étions d'accord. Cela n'arrive pas souvent mais on était d'accord.

**M. Blackburn (Jonquière):** C'est une question très délicate. En fait, c'est une autre région qui attend après une usine depuis 20 ans, avec un débat qui dure, et c'est une région défavorisée également sur le plan de l'emploi. Vous avez le gouvernement du Québec d'un côté qui a déjà fait son nid et la subvention est là, et dans laquelle le gouvernement est impliqué par le truchement de Rexfor, je veux dire le gouvernement du Québec. Du côté fédéral, bien sûr qu'aussi il y a des gens qui souhaiteraient bien la voir implantée. Vous avez aussi l'argumentation qui dit que ce qui va être produit à Matane c'est un papier super-calendré, un papier fin de type A, tandis que ce qui va être en opération à l'usine de Kénogami est un papier fin super-calendré de type B. La différence semble-t-il, c'est que celui de type A va utiliser davantage de glaise, comme telle. Est-ce qu'également on peut anticiper qu'il y aura une demande additionnelle de papier fin au moment où l'usine de Matane sera en mesure d'opérer? Est-ce qu'il y aura une substitution aussi du marché pour utiliser davantage le papier fin? C'est un ensemble de questions dont on n'a pas les réponses sûres et précises.

C'est pour cela que je voulais quand même avoir vos commentaires là-dessus. Je n'ai pas eu de documentation de votre part, du côté du syndicat, à savoir quelle était votre position dans cette affaire-là. Mais vous avez appuyé la résolution...

**M. Cantin:** Vous regarderez dans le procès-verbal du comité consultatif d'il y a deux ans.

**Mme Montpass:** Il faut dire qu'à la Fédération la politique a toujours été de favoriser le maintien des usines en place, d'abord. Parce qu'il y a eu East Angus où on s'est battus durant des années. Les travailleurs ont attendu 20 ans. Maintenant, disons qu'ils sont un peu plus «sécurisés» depuis l'achat, par la compagnie Cascade. On n'est pas contre l'ouverture de nouvelles usines mais il faudrait peut-être revenir, à ce moment-là, à la question de M. le président, tout à l'heure, qui disait: est-ce qu'on ne devrait pas, finalement, développer de nouveaux produits pour les nouveaux marchés plutôt que de s'entêter à se concurrencer soi-même. Et c'est peut-être dans ce sens-là qu'effectivement la question de Matane est tout à fait délicate. Vous avez raison: c'est une région défavorisée. Il faut vraiment la développer. Ils attendent après cette industrie-là depuis 20 ans et il me semble qu'on aurait dû un peu se forcer les ménages pour tenter de produire d'autres produits à partir du bois plutôt qu'un produit qui va venir possiblement concurrencer—en tout cas c'est l'avis de plusieurs—des usines déjà existantes. C'est une position délicate parce qu'on ne peut pas être contre la création d'emplois; mais quand cela fait fermer une usine, cela ne fait que déplacer le problème. Il va peut-être y avoir un peu plus

[Translation]

**Mr. Cantin:** We even supported the resolution. At the advisory committee, a resolution was moved by the President of the Price Company, seconded by the federation, against the construction of the Matane Mill. We were in absolute agreement on that point. It does not happen very often, but in that case, we agreed.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** It is a very delicate matter. In fact, this is a region which has been waiting for 20 years to have its own mill, after a long debate on the issue, and it is also a disadvantaged region in terms of employment. On one side, you have the Government of Quebec which has already built its nest, so to speak, because the grant is there ready to go and the government—I mean the Government of Quebec—is involved through Rexfor as well. On the federal side, there are of course some who would like to see the mill built. There are also those who argue that what is going to be produced in Matane is a super-calendared paper, a type A fine paper, whereas what the Kenogami plant produces is a super-calendared B type fine paper. The difference appears to be that the Type A paper has a glossier finish. But can we also anticipate that there will be an increased demand for fine grades of paper when the Matance mill comes into operation? Will there be some substitution in the marketplace such that there will be increased use of finer grades of paper? Those are a lot of questions to which we do not have definite and precise answers.

That is precisely why I wanted to hear your comments in this regard. I have not received any documentation from your union stating what its specific position is in this affair. But you say you supported the resolution...

**Mr. Cantin:** Have a look at the minutes of the Advisory Committee's meeting two years ago.

**Mrs. Montpass:** Well, the federation's policy has always been to encourage the continued operation of existing mills, before anything else. There was East Angus, where we fought for years. Workers had to wait 20 years there. Now they feel somewhat more secure since the Cascade Company took over. We are not opposed to new mills being opened in principle, but perhaps we should come back to the question raised by the chairman earlier, when he inquired whether we should not be trying to develop new products for new markets, rather than persisting in competing against ourselves. It is perhaps in that sense that the Matane issue is indeed rather a delicate one. You are right when you say that it is a disadvantaged region. It really must be developed. They have been waiting for that industry now for 20 years, and it seems to me we should have made a little bit more of an effort to try and produce other products from wood, rather than one which may—at least that is what some people think—compete with existing mills. It is a delicate issue because we cannot be opposed to job creation; and yet, when it results in the closing of a mill, we are in fact only shifting the problem, although there may be a few more jobs in Matane, in other regions, jobs will be lost.



[Texte]

d'emplois à Matane sauf que dans d'autres régions il va s'en perdre aussi.

Et ce qui est dangereux aussi, c'est que l'on promet des emplois aux travailleurs de la région, là-bas, mais il faut bien comprendre que, dans ce secteur de l'industrie du papier, les emplois de la production et des métiers en général, eh bien quand une nouvelle usine ouvre, les compagnies vont chercher les travailleurs qui ont de l'expérience dans les autres usines. Alors, vous comprenez qu'avec toutes les mises à pied qu'il y a, eh bien probablement qu'à Matane, finalement, ce sont les travailleurs d'autres régions, d'autres usines de la région, possiblement, qui vont occuper ces emplois-là. Cela s'est passé comme ça à Amos, par exemple, quand Donohue a ouvert; ils sont allés chercher des travailleurs de Bromptonville, de Donnacona, des travailleurs qui avaient de l'expérience dans le domaine du papier parce que c'est un travail très spécialisé. Donc, ce ne sont pas les gens sur place qui y ont bénéficié. Il y a des gens de Quévillon qui ont déménagé à Amos pour occuper ces emplois. C'est vrai que les gens vont peut-être occuper les postes de journaliers. Il y aura peut-être quelques hommes de métier qui vont rentrer, mais on est pas mal sûrs que ceux qui vont occuper les emplois c'est, généralement, ceux qui ont de l'expérience déjà dans le secteur.

**M. Cantin:** Soixante-quinze pour cent.

**Mme Montpass:** Donc, il n'y aura probablement pas vraiment d'emplois pour les gens de là-bas.

• 1815

**M. Cantin:** Soixante-quinze p. 100 des gens à l'intérieur de l'usine vont venir de l'extérieur... Veut, veut pas., les électriciens, tout ça, des hommes de main vont être des gens de l'extérieur exactement comme le pénitencier qui s'est bâti à Donnacona où 450 emplois devaient être créés, et voilà que l'on se ramasse avec 60 emplois, et la balance vient toute entière de l'extérieur.

**Mme Montpass:** Surtout qu'on ferme les prisons provinciales.

**M. Cantin:** Il faut au moins de 15 à 20 ans avant de faire un papetier à l'intérieur d'une usine à papier; c'est de père en fils, le métier de papetier dans les régions. Moi je suis d'une région papetière qui est Donnacona. Mon père était dans l'usine; j'ai appris mon métier de mon père, et mon garçon est entré dans l'usine..., puis ça continue. Je veux dire c'est des mentalités régionales, c'est des mentalités où tout se développe en collectivité, et c'est comme cela que ça se passe. Quand les compagnies bâtissent une usine comme à Matane, ils ne prendront pas les gens de Matane, ils n'ont pas le métier. Ils ne connaissent pas le métier. Alors ils vont venir à Donnacona, ils vont venir à Brompton, à Windsor; ils vont prendre des hommes clés. Alors, si mon garçon est sixième main sur une machine à papier, ils vont lui offrir une troisième main. Il va donc graduer énormément. Il court des chances de déménager puis de s'en aller à Matane.

[Traduction]

It is also dangerous to promise jobs to workers in that region, because it is a well known fact that in the paper industry, when it comes to jobs in projection and in the trades in general, companies look for workers who have gained experience in other mills when a new mill opens. So, in fact, since there will be a number of layoffs, it is quite probable that in the end, workers from other regions, or other mills in the same region, will end up getting the jobs in Matane. That is precisely what happened in Amos when Donohue opened, for instance; they went and got workers from Donnacona in Bromptonville—workers who had experience in the field, because it is a very specialized kind of work. So, as it turned out, the people in the immediate area did not actually benefit. People living in Quévillon moved to Amos to take those jobs. It is true that some people might get day jobs. There may also be some tradesmen who get jobs in the plant, but we are pretty certain that generally speaking, those who get jobs will be people who already have experience in the field.

**Mr. Cantin:** Seventy-five per cent of them will.

**Mrs. Montpass:** As a result, there probably will not be many jobs for people in that region.

**Mr. Cantin:** Seventy-five per cent of the people working inside the mill will come from outside the region... whether we like it or not, electricians, tradesmen and the like will be people from outside the region—exactly the way it was in the case of the penitentiary which was built in Donnacona, where 450 jobs were supposed to be created. In the end, only 60 jobs were created in the region; all the rest of the people came from outside.

**Mrs. Montpass:** Especially since provincial prisons are being closed.

**Mr. Cantin:** It takes at least 15 to 20 years to train a worker properly in a paper mill; this particular trade is handed down from father to son in the regions. I, myself, am from a paper mill region, namely, Donnacona. My father worked in the mill; I learned the trade from my father, and now my son has started to work in the mill... and so it goes. What I mean is that there is a certain mentality in the regions; things tend to be done as a community. That is simply the way it is. But when companies decide to build a mill—take the one in Matane; they certainly will not hire people from Matane, because they do not know the trade. So, they will come to Donnacona or Brompton, in Windsor; there, they will take key men from the mills. So, if my son is the sixth hand on a paper machine, they will probably offer him a position as third hand. This would be a big jump forward for him. So there is a good chance that he will leave and go to Matane instead.

*[Text]*

C'est comme ça que ça fonctionne. Les compagnies vont chercher des maîtres d'hommes dans les usines et puis les autres continuent sur place.

**M. Blackburn (Jonquière):** C'est très intéressant. C'est un concours de circonstances qui nous permet d'avoir ces commentaires-là.

Je reviens à une autre question ou un commentaire que vous avez formulé tout à l'heure, c'est à propos de votre table de concertation à l'automne. Vous avez dit tantôt que vous souhaiteriez que le gouvernement fédéral y soit présent.

**M. Cantin:** Et le gouvernement provincial bien sûr, aussi. Si vous connaissez quelqu'un au provincial, parlez-leur dans le «tuyau» de l'oreille.

**M. Blackburn (Jonquière):** Est-ce que vous allez jusqu'à faire une demande pour que par exemple, au sein du Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration, il y ait peut-être quelqu'un qui soit délégué...

**M. Cantin:** Absolument!

**M. Blackburn (Jonquière):** ... pour assister à cette table de concertation-là? Cela peut durer plusieurs jours?

**Mme Montpass:** Cela doit durer quelques jours, mais on souhaiterait une participation qui ne soit pas seulement une participation d'observateurs.

Quand on a mentionné tout à l'heure qu'on a besoin d'aide, il y a aussi à faire certaines recherches. Évidemment le service de recherches de la CSN est dans ce dossier, aussi. Mais il y a certaines données auxquelles il faudrait avoir accès. Il faudrait donc avoir quand même quelques contacts avec les deux niveaux de gouvernement, avec des personnes à la recherche ou ailleurs... C'est le gouvernement qui sait QUI déléguer, sans doute! Ce n'est pas à nous de choisir, mais il est certain qu'on souhaiterait une participation plus active que celle d'observateurs parce qu'on souhaite que les gouvernements s'impliquent dans ce plan de maintien de la création d'emplois. Alors, avec tout ce qu'on a mentionné, et que vous avez mentionné vous-même tout à l'heure, oui, dans ce sens-là, on souhaite cette participation active...

**M. Blackburn (Jonquière):** Et votre rencontre de concertation va réunir à la fois des gens du secteur de l'aluminium, des pâtes et papiers...

**Mme Montpass:** C'est-à-dire qu'on va convoquer d'abord les usines de papiers. Maintenant si on pense que...

**M. Cantin:** C'est le papier au départ.

**Mme Montpass:** Les autres, s'ils veulent se joindre—parce qu'on compte inviter les groupes sociaux et aussi faire ce débat-là avec l'ensemble des intervenants de la région.

On espère que les compagnies vont venir.

**M. Dufour:** On n'est même pas sûrs que les compagnies acceptent.

**M. Cantin:** On n'est sûrs de personne, mais c'est certain que si vous, cela vous intéresse, vous avez un peu plus de poids que nous! Nous, notre seule force, c'est de mettre du monde dans la rue. Or, vous n'aimez pas ça quand on en met dans la rue.

*[Translation]*

That is the way it works. Companies seek out men performing specific jobs in the mills, and the others stay where they are.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** That is very interesting. It is through a combination of circumstances that we were able to get those comments.

I would like to come back to another issue—or rather a comment you made earlier regarding the dialogue or consultations which are slated for the fall. You mentioned that you would like the federal government to participate.

**Mr. Cantin:** And the provincial government as well, of course. If you know anybody in the provincial government, perhaps you might pass the word along.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Are you going to go as far as to request, for instance, that there be a delegate from the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration perhaps...

**Mr. Cantin:** Yes, absolutely!

**Mr. Blackburn (Jonquière):** ... to participate in the dialogue? Is it intended to last several days?

**Mrs. Montpass:** It is expected to last several days, but we would hope that your participation would not only be as observers.

When we mentioned earlier that we require assistance, we also meant with respect to research. Of course the CNTU's research service is involved in this whole issue. But there are certain data to which we require access. For this to be possible, we really do need to have some contact with both levels of government, either with researchers or others... the government undoubtedly knows who to delegate! It certainly is not up to us to decide, but there is no doubt we hope any participation will be more active than simply as observers, because it is our wish that governments become more involved in our plan to maintain job creation, so with respect to everything we have mentioned, and what you yourself said earlier, the answer is yes; in that sense, we certainly hope there will be active participation...

**Mr. Blackburn (Jonquière):** And this dialogue is intended to bring together both people from the aluminum sector and the pulp and paper sector...

**Mrs. Montpass:** We will begin by meeting with the paper mills. Then, if we feel that...

**Mr. Cantin:** We will start with the paper mills.

**Mrs. Montpass:** If the others wish to join the debate—because we do in fact intend to invite specific groups and to debate the issue with key players from the region.

We hope that the companies will participate as well.

**Mr. Dufour:** We are not even sure they will agree to.

**Mr. Cantin:** We are not sure about anyone, in fact, but if you are interested, you definitely will have a little more say than we! Our only strength is putting people in the street. But you do not like it when we do that. You get upset every time.



## [Texte]

Vous nous chicanez à chaque fois. Vous nous dites que vous ne devriez pas faire ça les petits gars, ce n'est pas beau. Eh bien, on est décidé à ne plus le faire, mais on voudrait essayer de se parler.

Vous appelez depuis des années à la concertation, on vous l'offre. On dit, nous autres, on est prêts à se concerter. On n'a pas peur de ça. Mais j'ai hâte de voir s'il va y avoir bien du monde à accepter.

**M. Blackburn (Jonquière):** Dépendamment de ce que le Comité prendra comme décision à l'automne en fonction des sujets que nous allons débattre ici, à savoir par exemple est-ce qu'on continue notre action sur le travail à temps partagé, sur le temps supplémentaire, la réduction des heures de travail, la préretraite et autres... Bref! Actuellement c'est ce qui est prévu. D'accord. Tout ça, plus l'étude du rapport de la Commission Forget. Et à l'automne, en principe, nos chercheurs doivent nous remettre un rapport de base qui servira aux autres groupes qui doivent se présenter; il doit s'agir d'un genre de document de travail, un document de consultation pour peut-être essayer de connaître davantage ce que, au sein du Comité, on cherche à savoir plus spécifiquement en termes de besoins du côté de la création d'emplois.

• 1820

Alors, à partir de cela, si la même position est maintenue à l'automne, j'imagine que ce serait très pertinent qu'on ait un ou des représentants de notre Comité qui assistent à cela pour voir ce qui va se dire là-bas.

**Mme Montpass:** Ce serait bien souhaitable.

**M. Dufour:** Et nous le souhaiterions grandement. Maintenant, pour avoir une participation active—et là, je m'avance peut-être mais vous me corrigerez—, pour avoir une participation active de votre Comité, dis-je, une implication de votre gouvernement, active aussi, dans le processus de la modification de certaines lois, on est même prêts à retarder un petit peu... On n'est pas pris dans le ciment, nous.

Mais le cri d'alarme qu'on vous lance aujourd'hui, c'est que seuls, et on l'a essayé en 1984, on ne réussira pas.

**M. Blackburn (Jonquière):** On ne peut pas penser à une loi gouvernementale, du moins si j'en juge d'après ce que j'ai vécu depuis un an et demi; c'est très long avant de réussir à faire avancer certaines choses. Personnellement, je pense qu'au contraire, vous devez aller de l'avant à l'automne. Le vice-président du Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration est dans votre comté, à Jonquière!.. Bon!

**M. Dufour:** Ah, si vous me dites que vous allez vous y impliquer activement... Alors!

**M. Blackburn (Jonquière):** Votre mot «activement»..., je ne sais pas ce qu'il représente!

**M. Dufour:** Il est assez large.

**M. Blackburn (Jonquière):** Je pense qu'on doit connaître, justement, en profondeur le problème qui est vécu; il faut essayer de trouver de nouvelles solutions pour créer des emplois. Même si nous avons avec la planification de l'emploi, les six nouveaux programmes de création d'emplois de 4

## [Traduction]

You say: You should not do that boys, it is not very nice. So, we have decided not to do it anymore, but we would like to try and get a dialogue started.

You have been calling for a dialogue for years, and now we are offering it to you. We say that we are ready to get together and have this dialogue. We are not afraid of that. But I am anxious to see whether a lot of other people will also agree.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Depending on what the committee decides to do in the fall based on what it is going to be considering at that time—for instance, whether we continue to work on part time work, overtime, reducing working hours, early retirement and other subjects... anyway, that is what is planned. All of those things, plus the Forget Commission's report. In the fall, in principle, our researchers are supposed to give us a basic report which will be used by the other groups which are to appear; it will be a working document, some kind of consultation document to find out what the committee wants to know specifically about the needs in the field of job creation.

So, on that basis, if nothing new occurs before the fall, I feel it will be appropriate to send one or more members of our committee to attend and find out what is going to be said.

**Mrs. Montpass:** It would be a good idea.

**Mr. Dufour:** A very good idea. Now, in order to participate fully—correct me if I am wrong—we want out your committee to participate fully in the amending process of some acts, we are even ready to somehow delay... After all, we are not cast in stone.

But what we are telling you today, because it has been tried in 1984, is that alone, we will not succeed.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** Based on my own experience of the past year-and-a-half, there is no way to get a government bill; it takes a long time to move in some fields. Personally, I think just the opposite, you should go ahead in the fall. The vice-chairman of the permanent committee on Labour, Employment and Immigration is from your riding, from Jonquière! So...

**Mr. Dufour:** Well, if you tell me that you are going to be actively involved, then...

**Mr. Blackburn (Jonquière):** I do not know exactly what you mean by "actively".

**Mr. Dufour:** Take it in the broad sense.

**Mr. Blackburn (Jonquière):** I think that we have to get to know the problem in depth; we have to find new solutions to create jobs. Even with job planning, with the six new job planning programs totalling \$4 billion over the next two years, it is not enough; we have to find new angles, we have to think

## [Text]

milliards de dollars échelonnés sur deux ans, il faut aller au-delà de cela, il faut regarder de nouvelles facettes et je pense qu'il y a quelque chose à faire avec la réduction du temps du travail, avec, si on veut, le temps supplémentaire pour que tranquillement, on en vienne à l'éliminer ou à faire en sorte qu'il soit compensé par des journées de congé, plus la retraite anticipée ou favoriser par différents mécanismes, ces solutions-là. Ce sont des façons, pour moi, de créer des emplois et qui sont intéressantes à regarder en profondeur.

Je suis content, vous êtes le premier groupe qui se présente devant notre Comité et qui sensibilise à la fois nos recherchistes et notre président sur cette question, ainsi que notre greffier qui participe toujours à ces rencontres.

**M. Cantin:** Et nous serons heureux si tout le peu de choses qu'on vous a apportées peut orienter tous les autres groupes qui vont passer après nous.

Je vous enverrai aussi un document que je voulais déposer aujourd'hui, mais que j'ai oublié dans mon automobile à l'aéroport, à l'Ancienne-Lorette. Il s'agit d'une entente qui avait eu lieu entre la compagnie Alcan de Shawinigan et le syndicat local pour des travailleurs qui voulaient prendre des périodes de chômage. Il y avait eu ce qu'on appelle, à l'intérieur de l'Alcan, une restructuration de l'usine qui provoquait énormément de mises à pied, mais il y avait eu une entente entre la compagnie et le syndicat pour qu'il y ait des gens qui puissent prendre «du chômage», comme on vous le disait tout à l'heure, cinq ou six mois par année, et puis revenir après; la compagnie payait une part des bénéfices marginaux et faisait rentrer des jeunes et elle maintenait du monde au travail!

Mais M. Chrétien, dans ce temps-là, n'avait pas voulu amender la Loi sur l'assurance-chômage. Pourtant, c'était dans son comté; c'était dans son propre comté. Il aurait pu amender la loi et puis là, il y aurait moins de pertes d'emplois. L'Alcan était prête à embarquer dans un programme semblable. Je vous ferai parvenir le document, qui est très intéressant, et qui a été négocié dans les années 1976; c'est très intéressant. Mais je l'ai oublié, excusez-moi..., je l'ai oublié dans mon automobile.

**The Chairman:** Thank you. That will be it then. We are going to have to quit fairly soon. I am supposed to be in the House of Commons at 6 p.m.

I had two more questions that I really wanted to ask you. It seems to me that as people get older they might want to reduce their hours of work voluntarily, and their pay. Is that an acceptable principle? If somebody at 50 wanted to work for 30 hours and maybe at 55 to work for 20 hours a week with 20 hours' pay, is that an acceptable principle?

• 1825

## [Translation]

about reducing the number of working hours, maybe with some overtime for a start, that will be progressively eliminated or compensated by days off, not to mention pre-retirement and used various devices to promote these solutions. These are things that we should look into because they are ways to create jobs.

I am pleased to see that you are the first group appearing before us who has reached at the same time our researchers, our chairman and our clerk who always attend such meetings.

**Mr. Cantin:** We would be delighted if the little information we gave you can help the groups who will appear after us.

I shall mail you a document I intended to table today, but I forgot it in my car at the airport of l'Ancienne-Lorette. It is an agreement that took place between the Alcan of Shawinigan and the local unions for workers who wanted to be unemployed on a temporary basis. There have been some changes within Alcan which brought about a great number of lay-offs but an agreement was signed between the company and the union to allow some workers to go on unemployment, as I mentioned a while ago, for five or six months a year, to be rehired afterwards; the company was supposed to pay part of the fringe benefits, to hire some young people and to provide some employment!

However, at the time, Mr. Chrétien refused to amend the Unemployment Insurance Act, although this was taking place in his riding, his very own riding, he could have amended the act and we would have lost less jobs. Alcan was ready to accept such a program. I will send you that document, which is very interesting, that was negotiated in the year 1976; quite interesting, indeed. I apologize, I forgot it in my car.

**Le président:** Je vous remercie. Alors, c'est tout.

Nous allons devoir lever la séance bientôt, car nous sommes censés être à la Chambre des communes à 6 heures. Il me reste deux questions que je voulais vous poser. Je pense que lorsque les gens vieillissent, ils sont peut-être prêts à travailler moins, quitte à gagner moins. Le principe vous va? Vous accepteriez qu'une personne décide à 50 ans de travailler 30 heures par semaine et à 55 ans, 20 heures par semaine, et qu'elle soit payée 20 heures par semaine?

**Mr. Cantin:** Yes.

**Le président:** Bon. J'ai une idée, dans ce cas.

**Mr. Cantin:** But on a voluntary basis.

**M. Cantin:** Oui.

**The Chairman:** Okay. Then I have one new idea.

**M. Cantin:** Sur une base volontaire, par exemple.



[Texte]

**The Chairman:** Okay. We have a lot of ways of reducing hours that people work. There is vacation pay and there is leave to go to school as concepts.

**M. Cantin:** Formation . . .

**The Chairman:** One idea we do not talk much about is this. When we have new technology and we are reducing a work force—we are going to have fewer people employed in that plant—it seems to me there are lots of people working in a plant who have ideas for new businesses. They would like to start and own businesses. They have ideas in their minds about something new to do. It seems to me that if people voluntarily want to leave and start new businesses, the problem they have is that they do not have enough money to buy the machinery or whatever to start their new businesses, and that we could make it possible for employees or groups of employees in those situations to get some help to start new businesses to employ some more people in the same community.

I want to ask you whether or not my thoughts on that are correct. My father always had that idea. He was in a union and I think he would have some day had his own business if he had not been killed. But that was always his dream, and there were other people who came to the house who had a dream to start a business. That is something possible. I just do not know if that is talked about in a union or whether there is an idea there where we could actually create more jobs in a community because somebody has a good idea to do something new or to do something different.

**M. Cantin:** Ce genre de débat-là n'a pas été fait parmi nos membres. Je dirais que l'idée elle-même n'est peut-être pas mauvaise mais on a certaines réserves de ce côté-là dans le sens que . . . depuis quelques années la publicité et la propagande gouvernementales, tant du côté gouvernement fédéral que gouvernement provincial laisse entendre que si on n'est pas un homme d'affaires, on n'est pas grand-chose. Moi, en tout cas, j'en suis rendu à un point qu'il y en a tellement à la télévision et puis il y en a tellement sur les journaux, il y en a tellement partout que là je me demande, comme ouvrier, ce que je fais dans le monde. Et si on devient tous des hommes d'affaires, on va manquer de bras tout à l'heure pour les faire fonctionner ces usines-là. Donc, je pense qu'il commence à y avoir là une certaine saturation. Je pense qu'on devrait commencer à regarder autre chose aussi parce que si on devient tous des boss, qui va les faire tourner les usines?

Je n'ai rien contre le fait que les gens deviennent des hommes d'affaires. Mais pour le travailleur lui-même, n'y aurait-il pas moyen de revaloriser ce qu'il fait en tant que travailleur pour la société? Personnellement, je suis fier d'être travailleur d'usine. Je suis fier d'être travailleur chez Domtar à Donnacona, et d'être travailleur d'usine . . . et que mon garçon soit un travailleur d'usine aussi. Il rend des services à la collectivité. Si vous dirigez toute votre publicité en fonction de vouloir ne faire seulement que des hommes d'affaires; celui qui va être dans l'usine va peut-être vouloir faire un homme d'affaires mais peut-être qu'il sera un mauvais homme d'affaires aussi. Regardez depuis un certain nombre d'années, toutes ces faillites dans la moyenne et la petite entreprise. Elles ont augmenté énormément.

[Traduction]

**Le président:** Bien. Il y a des tas de façons de réduire le nombre d'heures de travail. On peut les mettre en congé ou leur accorder la possibilité de suivre des cours.

**Mr. Cantin:** Some training . . .

**Le président:** Il y a une idée dont on ne parle pas souvent. Lorsque les progrès de la technologie nous obligent à réduire le nombre d'employés—et nous aurons besoin de moins d'employés dans cette usine—parmi les employés de l'usine, il y en a qui aimeraient se lancer eux-mêmes en affaires. Ils ont des idées et ils aimeraient en faire quelque chose. Il me semble donc que si ces employés décident d'eux-mêmes de s'en aller et de se mettre en affaires, le problème qui se pose pour eux, c'est qu'ils n'ont pas suffisamment d'argent pour s'équiper ou s'outiller et, dans ce cas, on devrait peut-être leur fournir l'aide nécessaire pour lancer de nouvelles entreprises qui permettraient d'engager plus de gens dans la même collectivité.

Qu'est-ce que vous pensez de mes idées? C'était une vieille idée de mon père. Il était syndicaliste, et je pense que, s'il n'était pas mort, il aurait eu un jour sa propre entreprise. Cela a toujours été son rêve, et parmi les amis qui lui rendaient visite, il y en avait plusieurs qui rêvaient eux aussi de se mettre en affaires. Ce n'est pas utopique. Je ne sais pas si c'est le genre de chose dont on parle dans un syndicat, mais si quelqu'un a une bonne idée et veut faire quelque chose de nouveau, quelque chose de différent, cela permettrait peut-être de créer de nouveaux emplois dans la collectivité.

**Mr. Cantin:** We have not had this type of discussion among our members. I said that the idea in itself may not be bad, but we have some reservations in this that . . . for the past few years if you look at the propaganda and the publicity made by the federal and the provincial governments, you would be led to believe that if you are not a businessman you are really nothing. I have heard so much about that on TV and I have read so much about it in the papers that for me, I sometimes wonder whether as a worker I have a role to play in this world. And if we all turn into businessmen, where will you get the manpower to run the plant? I think that we are starting to reach the saturation point. We should think about something different because, if we were all to become bosses, who would work in the plants?

I have nothing against people turning into businessmen. But for the worker himself, could there be no way to give him a sense of his own worth within society? Personally, I am proud to work in a plant. I am proud to work for Domtar in Donnacona, to be just a plant worker . . . and that my son is also working in a plant. He provides a service for the community. If your advertising is meant to turn workers into businessmen, maybe you will attract some of them but there is no guarantee that he will turn into a good businessman. Just look at the number of bankruptcies in the small business sector. We have seen a tremendous increase of bankruptcies.

[Text]

**Mme Montpass:** Il y a un taux de survie de quatre ans.

**M. Cantin:** Il y a un taux de survie de quatre ans. Les statistiques sont là. La petite et la moyenne entreprise a un taux de survie de quatre ans puis elle éclate. Alors, il serait peut-être possible de regarder à revaloriser le travailleur pour qu'il soit fier de son travail. Moi, je suis un travailleur de 51 ans, je vais avoir 52 ans... Je travaille dans l'industrie du papier depuis l'âge de 30 ans. Ce que je n'ai pas accepté et puis que je n'accepterai pas, aujourd'hui, et que j'ai de la misère à accepter, c'est d'avoir été dévalorisé en tant qu'être humain.

• 1830

Quand je travaillais sur les machines à papier, antérieurement, je connaissais la machine parce que j'étais un homme qui connaissait la machine à papier. Quand je flottais, je passais ma main sur le rouleau de papier, c'est moi qui le construisait ce rouleau à papier. Et j'avais une bonne idée pour essayer d'améliorer la production. Mais les compagnies me disaient: «Toi, tu es payé pour travailler, tu n'es pas payé pour penser, tais-toi!» Ah! Dans ce temps-là, le camarade Cantin disait: Oui, ah c'est comme cela! Eh bien quand la feuille cassait et qu'elle tombait dans le *beater*... je trouvais ça drôle. Alors ils m'ont dépersonnalisé, ils m'ont enlevé ma responsabilité comme telle en n'écoutant pas le travailleur—cela c'est un des problèmes dans l'industrie dans le moment—en n'écoutant pas les travailleurs, je vous dis... parce que les travailleurs ont des idées pour augmenter la production. Mais les compagnies ne respectent pas cela.

A partir de ce moment-là—et je me rappelle les premiers temps que l'on travaillait à l'usine—puis-je vous dire qu'on faisait plus de papier à la taverne en sortant à huit heures le matin qu'on en faisait dans l'usine, tellement on aimait notre métier! Si on avait eu une casse durant la nuit, une casse sur la machine, on se posait des problèmes à la taverne—parce qu'on se ramassait à la taverne—des gars de papier, c'est des gars qui prennent un coup un peu—, alors on se ramassait à la taverne alentour d'une bouteille de bière puis là, on se demandait comment cela se fait que la feuille de papier avait cassé. Puis on était malheureux.

Aujourd'hui, la feuille de papier casse? Qu'elle tombe dans le *beater*..., «la c... de feuille!» Alors, cela c'est grave. On n'est pas venus au monde parce que le travail est aberrant; le travail doit faire évoluer le monde, et le travailleur comme tel. Mais ils nous ont tellement maltraités psychologiquement qu'aujourd'hui le travailleur dit: «Ah c'est comme cela, eh bien... Que le diable vous emporte... la production dans le trou!»

C'est pour cela que je vous dis qu'on devrait revaloriser le travailleur dans le cadre de son emploi, mais je n'ai rien contre cela: faire des hommes d'affaires. Je n'ai rien contre cela mais si on fait tous des hommes d'affaires, le travailleur lui-même va se sentir encore plus dévalorisé que maintenant. Il ne se sentira pas comme une valeur quelconque à l'intérieur de la communauté parce que, que vous soyez un homme d'affaires... Que vous ayez un million, vous, de côté, que vous le mettiez dans le tiroir, si vous n'avez pas de bras pour le faire produire, l'année prochaine le million..., vous allez enlever la

[Translation]

**Mrs. Montpass:** The survival rate is four years.

**Mr. Cantin:** The survival rate is four years and the statistics show it. Small and middle enterprise has a survival rate of four years and that is it. So maybe we should give the worker a sense of his own worth in order for him to be proud of his job. I am a 51-year-old worker, I am about to turn 52... I have been working in the pulp industry since I turned 30. I have never accepted and I shall not accept it today and I have trouble accepting that we are sort of considered as sub-humans.

When I used to work on the paper machines, I knew the machines because I was specialized in paper machines. When I worked as a floater, I put my hand over the paper roll, I was the one building it. And I had some good ideas to try and improve production. But management told me: "You are paid to work, we do not pay you to think, be quiet!" Ha! In those days, others used to say: Yeh, that is the way it is! Well, when the sheet broke and fell into the beater... I used to find it funny. But they refused to listen to me and as a worker, they took away my personality, my responsibility as a worker and that is a frequent problem in industry, management does not listen to the workers, I am telling you, and workers have ideas that would allow an increase in production, but the companies could not care less.

I remember at the beginning when we worked in the plant and I can tell you that we used to produce more paper at the pub getting out at 8 a.m. that we manufactured in the plant; we loved our work so much! If there had been a breakdown during the night, something wrong with the machine, we were talking about it at the pub; that is where we used to meet; people who work in the paper industry like to wet their whistle; so, we used to gather around a bottle of beer and then we start talking about how come the sheet of paper had broken. And we were unhappy about it.

What happens today when a sheet breaks? It falls into the beater, the bloody sheet! And then, it is serious. There is nothing wrong with work in itself; work is an evolution tool for the world and for the worker himself. But today, workers are so ill-treated on a psychological basis, that they say to themselves: "Well, that is it... The hell with you and the hell with production!"

This is the reason why I am telling you that you should give again to the worker a sense of his own worth, but I am not against turning them into businessmen. I have nothing against it, but if we all become businessmen, the worker himself will lose the little respect he has for himself. He will feel totally worthless within the community because, if you are a businessman... You own \$1 million, and you put your money in a drawer you do not have any manpower to make more money out of it, the year after, you will remove the dust from that



[Texte]

poussière qu'il y aura dessus! C'est tout! Il n'aura rien rapporté.

Mais si on part tous les deux, monsieur le président, si on s'en va en forêt pendant un an, sans aucun sou dans nos poches, on va être capables de se nourrir, puis de se loger, puis on va avoir pris de la valeur tous les deux. L'homme a plus de valeur que l'argent. Mais on a changé les valeurs, on ne respecte plus ce que les travailleurs font. C'est peut-être une réponse un peu longue pour vous, mais moi, j'y crois énormément au respect du travailleur à l'intérieur de l'usine, puis à sa personnalité et ce en fonction de sa fierté aussi. Et moi j'ai perdu cette fierté-là depuis quelques années, dans l'usine, parce qu'on ne m'a pas respecté.

**M. Dufour:** Puis on n'écoute pas les travailleurs.

**M. Cantin:** On n'écoute pas les travailleurs! Evidemment, il y a des exceptions, il y a toujours du monde... Il y a des bons députés et il y a de mauvais députés, c'est comme ça dans n'importe quelle société. Dans les usines c'est pareil. Il y a de bons travailleurs et il y a de mauvais travailleurs, c'est la même chose mais c'est très minoritaire. Et je vous le dis, il faut arrêter cette publicité-là, parce que moi, j'en suis rendu, comme travailleur d'usine, à regarder les annonces et je me dis: «Si je veux être un homme, moi, dans la société, il faudrait que je sois un homme d'affaires. Pourquoi? Pourquoi ne pas essayer de me revaloriser, moi comme individu, à l'intérieur de mon usine, chez nous, puis dire: Cantin, à l'intérieur de Domtar, c'est un homme qui est fier de son travail, qui doit continuer à être fier... Plutôt que de me chercher dans mon travail puis me dire: tu devrais faire un homme d'affaires, cela serait mieux pour toi et ce serait meilleur pour la collectivité». Moi, je ne vois pas cela comme ça.

**The Chairman:** Thank you for that. This committee, or a special committee of the House of Commons, did a report in 1981 and concluded that one of the reasons we were in more and more trouble over jobs was that the managers in the Canadian economy—the owners of the business, the managers—were not as productive as they could be. They did not know how to listen to employees and how to work better with employees. I think a lot of your earlier testimony today is further confirmation of that fact, that there are some novel ideas in the union, but if management will not listen then the productivity does not happen. And if management would work more closely with their workers, together it is an enterprise in which everybody can benefit and productivity can go up and sales can go up as a consequence of it. That is something that I think we need policies on as well. The education of management in this country would do a lot for productivity, I think.

• 1835

I thank you on behalf of the committee for those who are not here. There is a transcript of everything that has been said; it will be ready in a few days. We will send you copies. The members who are not here and their researchers can read the entire transcript, so you were speaking to a lot more people than you saw in the hearing.

It is too bad that it was so late in June, but there may indeed be an occasion later on in our examination where we might ask

[Traduction]

money but you will not have made a penny more. All you will have is the same million.

But let us say, Mr. Chairman, that the two of us go into the bush for a year, without a penny in our pockets; we will manage to feed ourselves to survive and we will both be better men. Man is worth more than money. But values have changed and we no longer respect what workers do. You may find me a bit long-winded, but, myself, I believe that the plant worker should be respected and we should respect his personal value and his sense of pride. Personally, I have lost the sense of pride for the past few years in this plant because nobody showed me any respect.

**Mr. Dufour:** Nobody listens to workers.

**Mr. Cantin:** Nobody listens to workers! Of course, there are exceptions, there are always people... You have got some good MPs and some bad ones and it is the same, whatever the group, it is not different in the plants. You have got good workers and you have got bad ones; it is the same thing, but the bad ones are in the minority. I am telling you, you should stop this campaign because, as a worker, I have started myself looking at the ads and I wonder: "To be a real man in the community, I have to become a businessman. Why should I? Why should they not try to give me back my own sense of worth, within my plant, as an individual and tell me: Cantin, at Domtar, that is a guy who is proud of his work, and he should be proud of it... That would be better than looking me up at the plants and telling me: You should become a businessman, it would be better for you and better for the community." I do not see things that way.

**Le président:** Je vous remercie. Le Comité, ou un comité spécial de la Chambre des communes a fait un rapport en 1981, qui a conclu que la raison pour laquelle nous avions de plus en plus de problèmes d'emploi tenait au fait que les gérants de l'économie canadienne—les propriétaires, les administrateurs—n'étaient pas aussi productifs qu'ils le devraient. Ils ne savent pas comment prêter l'oreille à leurs employés et à améliorer leurs relations avec eux. Les témoignages que vous avez déjà entendus ne font que confirmer cette conclusion; les syndiqués ont de bonnes idées, mais la productivité ne s'améliorera pas si la gestion refuse de leur prêter l'oreille. Si les cadres avaient des rapports plus étroits avec les employés, tout le monde en profiterait; la productivité augmenterait et les ventes parallèlement. On a besoin de politiques là-dessus. Je pense qu'on améliorerait beaucoup la productivité si nos cadres étaient mieux formés.

Je vous remercie au nom des membres du Comité qui sont absents. Nous aurons un compte rendu de la réunion prêt d'ici quelques jours et nous vous enverrons des copies. Les députés qui sont absents et leurs chercheurs y auront accès de sorte que vous aurez communiqué avec beaucoup plus de gens que vous n'en avez aujourd'hui devant vous.

Il est regrettable que nous soyons déjà à la fin juin, mais espérons que nous aurons la chance de faire appel à vous à

*[Text]*

you to come back. I think you can count on the fact that with the papers you are sending to us, our researchers will probably follow up and ask some more questions. I hope we can continue to count on your co-operation. It is a big topic and it is an important topic, and when we do one report or a series of reports in the next year we would like them to be as sensible as possible. Common sense is what we have tried to do in our reports up to this point, and we will keep trying, so that the ideas as we put them out there are manageable.

In this area, there are jurisdictional differences between the provinces and the federal government, and it is sometimes hard. You can have the best idea, but you do not have the power to deal with it. But there are things that as a federal government I think we could do. We would like to be right in what we say, so we will take our time and learn as much as we can and then reach our conclusions and then start to push. So I thank you.

The meeting is adjourned to the Call of the Chair, which will probably be September now. Thank you very much.

*[Translation]*

nouveau. Vous pouvez être assurés que nos chercheurs donneront probablement suite aux documents que vous nous avez adressés et vous adresseront d'autres questions. Espérons que notre collaboration pourra continuer. C'est un sujet très important, et lorsque nous publierons notre rapport ou notre série de rapports l'année prochaine, nous voulons qu'ils tiennent debout. Ce qu'on a essayé jusqu'à présent, c'est d'avoir des rapports pleins de bon sens et c'est ce qu'on va continuer à faire pour que les solutions proposées soient réalisables.

Sur ce plan, il y a parfois conflit entre la compétence fédérale et la compétence provinciale, ce qui complique les choses. Vous pouvez avoir la meilleure idée au monde, mais vous êtes incapable de la réaliser. Il y a certaines choses, pourtant, que le gouvernement fédéral peut faire. Nous voulons avoir un rapport bien pensé, et c'est la raison pour laquelle nous prenons notre temps pour en apprendre le plus possible; ensuite, une fois nos conclusions tirées, nous insistons pour qu'on suive nos recommandations. Je vous remercie.

La séance est levée jusqu'en septembre prochain, probablement. Je vous remercie.

























If undelivered, return COVER ONLY to  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

#### WITNESSES/TÉMOINS

*From La Fédération des travailleurs du papier et de la forêt:*

Georges Cantin, President;  
Clément Dufour, Counsellor;  
Thérèse Montpass, Coordinator.

*De La Fédération des travailleurs du papier et de la forêt:*

Georges Cantin, président;  
Clément Dufour, conseiller;  
Thérèse Montpass, coordinatrice.



HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Issue No. 73A

Fascicule n° 73A

Thursday, June 26, 1986

Le jeudi 26 juin 1986

Chairman: Jim Hawkes

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent du*

# Labour, Employment and Immigration

# Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

CONCERNANT:

In accordance with its mandate under S.O. 96(2), an  
examination of labour force adjustment

Conformément à son mandat en vertu de l'article 96(2)  
du Règlement, l'étude de l'adaptation du marché du  
travail

WITNESSES:

TÉMOINS:

(See back cover)

(Voir à l'endos)



First Session of the  
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la  
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,  
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

*Chairman:* Jim Hawkes

*Vice-Chairmen:*

Jean-Pierre Blackburn

Fernand Jourdenais

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE L'IMMIGRATION

*Président:* Jim Hawkes

*Vice-présidents:*

Jean-Pierre Blackburn

Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Warren Allmand

Pauline Browes

Dan Heap

Sergio Marchi

John Oostrom

Peter Peterson

John R. Rodriguez

Maurice Tremblay (*Lotbinière*)

(Quorum 6)

*Le greffier du Comité*

Michael Lukyniuk

*Clerk of the Committee*



APPENDIX "TRAV-12"

JOB MAINTENANCE AND CREATION PLAN

submitted by

La Fédération des travailleurs du  
papier et de la forêt CNTU

FOR A MEETING ON EMPLOYMENT IN THE  
SAGUENAY LAC ST-JEAN REGION

June 26, 1986

## Introduction

It was in 1978, when the Quebec government announced the five-year (1979-1984) program of grants to the pulp and paper industry, that the Fédération des travailleurs du papier et de la forêt (CNTU) began to examine the consequences of technological change on jobs in this sector.

While the provincial government foresaw 600 job losses, our estimate of the number of jobs that would be lost as a result of modernization programs was 2,000. We anticipated that in some mills more than 20% of jobs would be lost because, as we stated at the time, technological changes that did not qualify for programs of modernization grants would also be made in departments that were not involved in production in the strict sense. In effect, the federal-provincial grant program enabled companies to spend sums that they would otherwise have devoted to improving manufacturing processes and increasing the speed of machinery on other technological changes .

If we include the action taken by companies to achieve further productivity gains, for example, job cuts in various areas or the non-replacement of persons leaving voluntarily or taking retirement, you will understand that the actual job losses in this sector are closer to our forecasts than to those of the governments.



We should also mention that the figure of 2,000 jobs lost does not include job losses for forestry workers, which have reached an alarming level, at least in Quebec.

In our view, responsibility for investing should have been fully assumed by the companies, which over the years have made considerable profits without even devoting a reasonable proportion of their income to modernizing Quebec mills.

These investments came a little late. Moreover, they were made at a time when interest rates reached unprecedented heights. The grant program will at least have had the merit of forcing companies to invest in this privileged sector of the economy favoured by governments.

This is why we spoke out in favour of the five-year grant program. Our Federation has long demanded extensive investment in Quebec mills generally and old mills in particular.(1)

However, we also demanded that grants be made to maintain jobs. We find it inconceivable that workers' taxes should subsidize not only the protection and increase of company profits but also a reduction in the number of their jobs at the same time.

---

(1) On est pas pour s'laisser passer un sapin, CNTU, 1973.

Since we did not succeed in convincing the provincial government of our viewpoint in 1980, we went into negotiations for the renewal of our collective agreements with job maintenance as the primary objective.

We proposed an improvement in our vacation plans (increase in the number of weeks), and we obtained this; a reduction in the hours of work for those on 35 hours (office), those on 37 1/3 hours (production) and also those on 40 hours (trades) (we obtained nothing); an improvement in retirement plans (we made some gains); a guaranteed income plan for workers whose collective agreements contained no such provisions and improvements in the plan for others (some improvements); guaranteed hours of work and other things.

More than 6,500 paper and forestry workers went on strike for between 2 1/2 and 13 months, depending on the circumstances, but the gains made were not sufficiently substantial to protect all workers from the effect of technological change and to guarantee jobs.

Another attempt to maintain  
and create jobs:  
the 1984 negotiations

When the 1982 recession was at its worst, some mill workers were laid off for 5, 8, 12 or more weeks in 1983, and this does not include the



permanent lay-offs in certain places and the failures to replace workers who left when companies wished to use easy means of improving productivity.

Needless to say, those workers whose collective agreements contained guaranteed income provisions were better placed than others.

Having helplessly noted the effects of the recession on jobs generally and our sectors of activity in particular, and having monitored negotiations in the pulp and paper sector in Western Canada, where the employers attempted to reduce the time not worked and offered no wage increase for 1983, our Federation again began to search for means to stem the loss of jobs in our industry.

"Jobs for everyone, a collective responsibility" was chosen as the theme of our 1983 congress.

We were not responsible for the recession and its effects. However, we felt that we had to take action in our sectors, where we could have some influence, albeit limited, on the situation through our collective agreements.

We also felt that the solutions that would satisfy us could come only from our own initiatives.

We were prepared to amend our collective agreements and to participate honestly and sincerely in planning our immediate and distant future as workers and that of some of the unemployed. WE WERE PREPARED TO TAKE CERTAIN RISKS PROVIDED THAT WE COULD IMPROVE OUR SOCIAL CONDITIONS AND CONDITIONS OF EMPLOYMENT.

Our 1984 congress accordingly decided to make primarily the following proposals to employers in the pulp and paper industry in its bargaining plan.

1. early retirement programs from age 58, without actuarial reductions; improvements in retirement plans; negotiation of retirement plans where none existed before;
2. on-the-job training programs for jobs in the new technology, obviously on the basis of seniority;
3. an end to contracting out;
4. an end to or reduction in overtime, depending on the circumstances (we hardly need mention the difficulty of convincing our members of this point);
5. a reduction in hours of work, where necessary;
6. a floor for overall and departmental employment.



Finally, with respect to wages, we were prepared in 1984 to "collectivize" possible wage increases, or part of them, depending on the amount of the increases.

This means that we were prepared to renounce individual wage increases on condition that the amounts involved were then allocated to the payment of wages to workers who would otherwise have been laid off. We wanted companies for their part to make the same effort and the two levels of government to make up the shortfall, where necessary, with a serious job maintenance program.

Nobody will dare question the difficulty involved in convincing our workers of this point. However, pulp and paper mills are linked to the regional economy, where jobs are often handed down from father to son. In recent years, not only have the sons not joined the mills but the fathers have often left them or been threatened with lay-offs.

#### Employers' reaction

We may summarize the 1984 negotiations very briefly:

"A blunt refusal by the employers".

- o Workers agreed to do without the income derived from overtime;

- o workers agreed to renounce individual wage increases in whole or in part;
- o we were able to prove that we obtained little or no benefit from productivity gains already made or anticipated by the companies.

Members of the Syndicat des travailleurs des pâtes et papiers de Port-Alfred working in the Consolidated Bathurst mill at Ville de la Baie went on strike for 2 1/2 months on this basis.

The employer acknowledged publicly that the union was right on the question of overtime, among others, since our proposal proved to be more economical for the employer. In this mill 68,000 hours of overtime were worked by regular staff in 1984. At least 25 jobs could have been created. This was nevertheless a blunt refusal by this employer and its cronies.

1986: a strategy, a job  
maintenance and creation plan:  
regional consultations

On-going crisis in the Saguenay Lac St-Jean region . . .

On February 28, 1986 the Price company in Alma informed the Syndicat national des travailleurs des pâtes et papiers d'Alma of the creation of a manpower reorganization program. The overall objective of the Alma mill



is to reduce staff from the current figure of 6.68 men/ton with little or no technological change. In the immediate future, the consequence of this manpower reorganization will be 45 fewer workers in this mill by the end of 1986; from some 810 at the present time there will be fewer than 765 by the end of this year. Finally, in the short term and again in Alma, Abitibi Price intends to authorize early retirement at age 58 and to eliminate 200 jobs over the next three or four years, according to the estimate of the local union.

Elsewhere during this period 150 job losses are expected in early 1987 at the Price mill in Kenogami for the CNTU group alone. The picture is just as dark for Consol in Ville de la Baie. Unionized workers lost 95 jobs in 1985 and a further bloodletting of 50 is expected in 1986. At Cascade in Jonquière the figures were 23 job losses last year and there is talk of 9 more this year.

Whether by increasing the workload or by introducing technological changes, employers are cutting jobs and at the same time reducing the spin-off effects on the economy of the region.

By 1989 the paper makers of the Saguenay Lac St-Jean region will have 500 fewer workers employed in their mills and hundreds fewer in the sawmills and forests.

In the aluminum industry, for example, Alcan anticipates the loss, according to its Vice-President, Pierre Laurin, of between 2,000 and 3,000 jobs in the next 20 to 25 years (Journal de Montreal, June 3, 1986). If all this is combined with the spin-off effects in other sectors, including services, then we are looking at 15,000 job losses!

### Eastern Townships

Workers who are members of the Syndicat des pâtes et papiers de Bromptonville (CNTU) will lose at least 80 jobs this year. They were already the victims of job cuts before technological changes took effect.

The members of the Syndicat des travailleurs des pâtes et papiers employed by Domtar in Windsor, who have been more fortunate, feel they can maintain the current job level of 700 with the new mill under construction. At least, that is the assurance given by the company. In the 1984 negotiations these workers agreed to renounce a 2 1/2% increase in order to reduce their work week to 37 1/3 hours.

Members of the Syndicat des pâtes et papiers d'East Angus are finally experiencing relative stability, for which they have waited for 20 years, as a result of the sale of their mill by Domtar to the Cascades company. However, it appears that they will not be spared lay-offs; on the contrary.



The Saguenay Lac St-Jean and Eastern Townships regions have been badly hit by unemployment. However, reference could be made to other forestry regions, where the situation is just as disastrous: Abitibi-Temiscaming, the lower St Lawrence, the Gaspé, for example.

Given this alarming situation, the FTPF announced a job maintenance and creation plan at its 1985 congress that could be implemented first in the Saguenay Lac St-jean region, then in the Eastern Townships and later in other regions.

The FTPF is interested in inviting employers in the paper industry to regional consultations and to discuss solutions to the employment problem in public. For example, we could then show that reductions in overtime and the work week as well as other demands could easily maintain and/or create more than 500 jobs in the Saguenay Lac St-Jean region without a real increase in the costs of companies to which these solutions might apply.

We could also invite social observers to these regional consultations, who would certainly fuel the debate between the parties at appropriate times.

Finally, the two levels of government should also participate. The general procedures would be as follows:

- o The FTPF wishes to develop a sectoral strategy for job creation and maintenance in its regional sectors of activity;

- o second, the FTPF invites consultations first with employers in the paper industry, although this may later involve extending and opening up these meetings to economic and social representatives from other areas of economic activity;
- o third, the FTPF, as a matter of urgency in this situation, prefers solutions or courses that could maintain or create jobs quickly, and in order to do this, would promote those that cost companies and governments little;
- o fourth, the FTPF prefers an overall approach that is specifically designed to give young people hope and eventually to redistribute wealth.

#### Saguenay - Lac St-Jean Region

Since the first consultation meetings would be developed in the Saguenay Lac St-Jean region, here are some data on employment and economic activity in this region.(2)

---

(2) These data are taken from the Bulletin régional sur le marché du travail, Vol 5, No 4, February 1986, Saguenay Lac St-Jean Region (02), Fourth Quarter 1985, Quebec Ministry of Manpower and Income Security - Gilles Gauthier, Regional Economist.



In the Saguenay Lac St-Jean region there was an increase of 8,400 persons in employment, a rate of increase of 3%, compared with 8.1% for the province as a whole.

This development may be attributed to an increase in the rate of use of the production capacity of existing companies or to the expansion thereof. Investment projects involving new companies account for only a small proportion of the increase in jobs.

Although this increase seems positive, the situation did not noticeably improve in 1985, since the unemployment rate fell by only 1.2 percentage points to 14.9%. Instead, the favourable economic situation has attracted more people to the workforce, and this has had the double effect of increasing the rate of activity from 54.0% to 56.6% and of preventing a significant drop in the total number of unemployed persons (-1.5%). This behaviour of the region's active population is not unique to 1985 and merely confirms the clear under-utilization of manpower in the Saguenay Lac St-Jean region and its very great sensitivity to fluctuation in the job market, which is reflected at the end of the day in relative stability in the unemployment indicators.

#### Increasing post-industrialized state of the economy

As is the case in Quebec generally, we have witnessed an increased trend toward a post-industrial economy in the region in 1985, while most of the

increase in jobs over the previous year has come in companies in the tertiary sector, which have been favoured primarily by the strong growth in consumer expenditures. Among the sectors registering the greatest job increases we should note retail and wholesale sales, hotels and restaurants, personal services and financial institutions.

Several job losses were noted in forestry activities as a result of the increased modernization of operations and the closing of some sawmills.

The trend of employment in manufacturing industry was toward a slight drop in 1985. Major lay-offs were carried out during the year but these were balanced to a large extent by increased activity in small and medium sized businesses involved in manufacturing, where most of the jobs lost during the recession were finally recovered. On the other hand, in the three main areas of regional manufacturing industry, primary metals, sawmills and pulp and paper, the situation is becoming increasingly disturbing and we are witnessing a gradual decrease in jobs as companies modernize.



PRINCIPAL LAY-OFFS REPORTED IN 1985  
IN THE SAGUENAY LAC ST-JEAN REGION(1)

Sector of economic activity	Name of company and location	Number of workers involved	Comments
Forestry	Price, Peribonka sector	150	Permanent
o o o	Domtar Girardville	60	Permanent closure of sawmill
Mines	Northgate Patino Chibougamau	190	Indefinite periods
o o o	Camchib Resources Chibougamau	92	Indefinite periods
Lumber industries	Campeau Corporation Roberval	90	Modernization
o o o	Price, St-David-de-Falardeau	100	Closure
o o o	Scierie Boulianne St-Fulgence	70	Fire
Pulp and paper	Price, Alma	900	Temporary five-week closure
o o o	Consolidated Bathurst La Baie	1,000	Temporary five-week closure
o o o	Donohue St-Félicien St-Félicien	330	Temporary one-week closure

(1) Lay-offs involving 50 or more workers.

Source: Summary by the regional economist of the Ministry of Manpower and Income Security.

PRINCIPAL LAY-OFFS REPORTED IN 1985  
IN THE SAGUENAY LAC ST-JEAN REGION(1)

Sector of economic activity	Name of company and location	Number of workers involved	Comments
Pulp and paper	Domtar Dolbeau	600	Temporary one-week closure
Primary	SECAL, several locations	450	Restructuring
Transport	Harvey Transports several locations	61	Merger
Education	Chicoutimi School Commission	53	Positions abolished

(1) Lay-offs involving 50 or more workers.

Source: Summary by the regional economist of the Ministry of Manpower and Income Security.



It is possible to conclude from these data that the workers of the Saguenay Lac St-Jean region who lose their jobs in the coming months and years do not have much hope of finding further employment.

Moreover, those who lose their jobs in the pulp and paper industry have little chance of finding other jobs with the same conditions and wages. The result is a possible disqualification from work and certain impoverishment.

#### Our job strategy

Our proposed solutions to the problem of job maintenance and creation are, so to speak, the same as those mentioned on page 5 and the following pages.

In our view, not all courses of action can be viewed in the same way. Before we consider them individually, it must be remembered that each constitutes a part of the whole, namely, reduction of working time or, more specifically, a rearrangement of working time.

In the current context of high unemployment and given the consequences of new technologies on jobs (restructuring of the workforce) and on the conditions of employment, it is imperative that we examine the current arrangement of working time. In this respect we share the conclusions and recommendations made public in August 1984 by a Committee of the Senate:

The Committee recognizes that as in the past, a further reduction in the average working week represents a first step toward a resolution of the problem. We recommend that the National Centre for Technological Plant and Productivity study whether there are means of reducing the length of the work week gradually.

IN OUR VIEW, PRIORITY MUST BE GIVEN TO JOBS AND, TO THIS END, A GOVERNMENT POLICY FAVOURABLE TO THE INTRODUCTION OF VARIOUS MEANS OF REDUCING WORK TIME WOULD BE A KEY ELEMENT.

Of course, it is necessary to achieve a reduction in the work week to 35 hours for everybody, without loss of wages, rights and benefits. However, it is also necessary to contemplate these other means and courses such as a reduction in overtime, lengthening of annual vacations, introduction of a leave policy (parental, training and sabbatical) without forgetting gradual and optional retirement from age 55. We need a package of measures at various levels if they are to have an impact on both employment and on living conditions.



Reduction in overtime

What is the situation regarding overtime and the corresponding remuneration for workers in Quebec paper mills?

PULP AND PAPER MILLS IN QUEBEC IN FEBRUARY 1986 FOR HOURLY PAID EMPLOYEES			
	excluding overtime	including overtime	overtime
Average weekly hours	37.3	40.4	3.1
Hourly rate	\$15.20	\$15.72	\$21.71
Weekly wages	\$566.88	\$634.74	-
Wages on an annual basis	\$29,477	\$33,006	-
SOURCE: Statistics Canada, catalogue 72-002, February 1986, <u>Employment, Earnings and Working Time</u> , pp 112-3.			

In February 1986 in Quebec the number of salaried workers in pulp and paper mills was estimated at 23,330 (as compared with 24,900 in December 1985).

On the basis of 3.1 hours of overtime per week per worker this totals 72,230 hours of overtime per week for a wage mass (average hours x \$21.71) of \$1,568,113 per week. On the assumption that all this wage mass is paid in regular time at \$566.88 per week, 2,766 full-time jobs could theoretically be created in Quebec.

### Analysis

Caution is required, however! The above example is pure and even purely theoretical but it has the advantage, above all, of showing the theoretical manner in which full-time jobs could be created by converting all overtime into regular time.

Unfortunately, several very real constraints considerably reduce the concrete and realistic possibilities of converting all this overtime into regular time. The strongest constraints are, for example, the following:

- o overtime worked is not equally divided over the period (rush periods, emergencies);
- o overtime is not equally divided among the various departments or among the various categories of workers (day workers and tradesmen);
- o so-called "specialist" overtime may sometimes be done by only one



"trade" and sometimes can be given to only a single person; this is then overtime that simply cannot be converted;

- o overtime is sometimes even a choice between "having the job done by a union member" and "having it done by contracting it out . . ." This is like a conflict of principles as long as there is no agreement banning or strongly restricting contracting out;
- o amounts of overtime may differ greatly from one mill to another.

The result is that it is necessary for the union to take up clear and courageous positions on overtime that are also realistic. . . A very precise and concrete analysis must be made on the local level. This is probably the most concrete recommendation that can be made at this point in the study. There can, however, be no doubt that a large amount of overtime will be discovered that could and should be converted into regular time so as to create new jobs.

Moreover, in this more detailed study the idea and also probably the practice of Cascades in Jonquiere should be considered, where "integrated relief teams" have been created to resolve the overtime problem by trades and production staff (for example, mechanics). It appears that this approach has succeeded in reducing overtime and also in doing away almost totally with contracting out.

Another overall approach to the overtime problem is, of course, to give equivalent time in holidays, and this, moreover, ties the whole approach together by increasing all kinds of leave or by extending annual holidays. Although good progress with this approach may be made in negotiations for the collective agreement, the most important problem is often to persuade the union and members of its benefits. In this context, the tax factor should not be ignored. Let us examine this briefly:

According to the preceding table, average annual wages were \$29,477.66, excluding any overtime and \$33,006.00, including overtime.

What is at a rough estimate the REAL DIFFERENCE FOR TAX PURPOSES?

On the basis of the federal and provincial tax tables in effect for 1986 and given an average set of the usual exemptions amounting to some \$11,000 or more (basic personal exemption, spouse, one child, QPP contributions, UIC contributions, pension fund and union dues) we arrive at the comparison table shown on the following page:



TABLE	excluding overtime	including overtime	difference
Gross annual income	29,477	33,006	3,529
Taxable income	federal: 18,864 provincial: 14,820	federal: 21,866 provincial: 17,990	-
Tax payable	federal: 2,657 provincial: 2,700 TOTAL: 5,357	federal: 3,200 provincial: 3,540 TOTAL: 6,740	1,383
% OF TAX paid/TOTAL wages	18.1%	20.4%	-
Marginal tax rate  Total:	federal: 18.5 provincial: 22.3 40.8%	federal: 19.2 provincial: 24.2 43.4%	+ 2.6%
Net income after direct tax	24,120	26,266	2,146

In short, this worker has increased his annual working time by 8.3% and has earned an increase in net income of 8.9%! Is the difference really worth it? Does overtime at time and one-half (150%) pay as well as all that? No, it is fairly clear, especially when it is remembered that the more overtime one does, the greater the risk to health and safety, sometimes that of others.

I should like to emphasize that:

On June 19, 1940 Prime Minister Mackenzie King tabled order in council PC 2685, which consists of a statement of principle concerning the regulation of industrial relations during wartime. The principles given emphasis are the following: . . . increasing performance and hiring additional teams rather than extending unduly the hours of work . . . (3)

Why can governments not do likewise in peacetime, each in its own area of jurisdiction?

#### Early retirement

This approach is clearly directed toward job maintenance and creation. The FTPF is already fully committed and has even made great progress in this respect and is possibly the leader with respect to pulp and paper mills.

---

(3) Vanasse, Gilbert, Histoire de la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt CSN, Tome I, 1907-1958, p. 100.



The most recent negotiations have no longer concentrated on early retirement (without loss of income). This is already something that is quite widespread from the age of 61. Consultations and discussions are already being devoted to bridging pensions from age 58 to age 61. In the manufacturing sector in general it is rare, if it is not in fact a first in Quebec, for the principle to be applied to a whole sector of activity (pulp and paper mills).

The federal and provincial governments should intervene to encourage companies to take this course of action even more by means of the tax legislation. Already the principle of a personal exemption for age (from age 65) is recognized in the tax system and even a supplementary program of the Canada Employment and Immigration Commission (CEIC) has functioned as an encouragement to early retirement (reference to the Workers Rehabilitation Act better known as PAT). Compared to the economic and social cost of an unemployed person, it seems that the tax cost is very low if not non-existent.

Here it should be added that the cost of early retirement programs hitherto has been very little or even nothing to employers who offered workers over 55 or 57, depending on the circumstances, who wished to leave their jobs voluntarily, a payment of, for example, \$15,000 in addition to the retirement pension.

A 58-year-old worker is often entitled to 9 weeks' annual vacation if he has a certain number of years' seniority, more than 30 years, for

example. If we take:

the average salary of \$566.88 per week

X

7 weeks vacation (9 weeks less (-) 2 years that the employer  
would pay to a new salaried employee)

X

7 years (if he had worked to age 65),

the employer saves approximately \$27,777.12 in holidays he does not have  
to pay for.

It should be noted that if the employer hires a younger worker to replace  
the one who retires, he could enjoy equally good productivity once the  
training period is over and at a lower cost.

Clearly, it must be understood here that compensatory hiring is absolutely  
essential if positive effects are to be obtained with early retirement  
programs forming part of an effort to maintain and create jobs.

#### Early retirement without pay

It may also happen that middle aged workers who are variously burdened  
with financial obligations will wish to work a three-day week or even six  
months per year.



It is also possible when there are temporary lay-offs that workers with greater seniority will prefer lay-off to continued work.

It seems to us that in these two examples the workers should either have access to a supplementary income program provided by the Unemployment Insurance Commission or be able to receive unemployment insurance benefits without any penalty.

Why should the unemployment insurance scheme not support the efforts of workers to participate in job creation or sharing, by including plans for leave without pay, sabbatical or educational leave and part-time work in anticipation of retirement.

There could be job creation and maintenance programs integrated with unemployment insurance.

In this respect, WE RECOMMEND:

THAT THE CANADIAN UNEMPLOYMENT INSURANCE SYSTEM INCLUDE JOB CREATION PLANS NEGOTIATED IN COLLECTIVE AGREEMENTS, AS WAS DONE, FOR EXAMPLE, FOR OUR WAGE INSURANCE SCHEMES OR FOR OUR GUARANTEED INCOME PLANS.

We feel that social legislation should be amended to complement the efforts of workers in their various sectors.

#### Reduction in working time

A reduction in working time is essential to maintain the greatest possible number of workers in employment.

We feel that it is up to large companies, which have experienced reasonable stability and profitability despite certain cyclical difficulties, to set an example that will draw others along the same path. In the Saguenay Lac St-Jean region, as elsewhere in Quebec, the aluminum and paper industries can set a perfect example and must set the tone.

It is absolutely false to claim that leadership will be provided in this area by small and medium-sized business. Many people think they are too dependent on large industry for such a utopia to be credible.

Recently in the Saguenay Lac St-Jean region Alcan and the paper companies announced the creation of the Socran corporation and creation of a \$10 million fund to help regional investment. This confirms to us that these major companies have large sums available that they should at once assign to job maintenance and creation in their own mills rather than elsewhere.



It is scandalous that these companies should lay off large numbers of workers and at the same time increase unemployment merely to increase productivity and therefore their profits. The income produced by the work of employees is diverted merely to give the impression that the companies are interested in the problems of unemployment, whereas they are in fact responsible for them (see above, the job situation and the economy of the Saguenay Lac St-Jean region).

The wages paid by the paper industry constitute levels of income that may greatly help the regional economy. When good wages are earned, goods and services can be purchased that help create jobs, unlike jobs that pay starvation wages, as is the case in many small and medium-sized companies in various sectors. Moreover, such wages contribute greatly to government income and may thus help maintain all that has been achieved by way of social legislation rather than watering it down.

Companies that live on the sweat of the workers in a region owe it to themselves to reinvest at least part of their income in the region, but not simply in any old way, and certainly not in contempt of the workers who provide their earnings.

This is why we feel that the millions available to the Socran company actually belong to the workers in their mills. They could very well allocate these funds to reducing working time, and this would allow for the creation of well paying jobs in which the workers enjoy acceptable fringe benefits.

We can well imagine that a reduction in working time would be made gradually and differently from one sector to another. However, someone must begin and the paper industry could easily do so, as we have just seen.

Government legislation should encourage and require such a reduction in working time.

Moreover, the federal and provincial governments should create a wage support program for workers whose jobs are maintained by reductions in working time and other solutions we put forward earlier, if the productivity gains of companies are substantially affected.



Economic cost of unemployment in Canada and Quebec

Before concluding, we wish to remind members of the committee of certain figures that reflect the social costs of unemployment in Canada. The following comments and figures are taken from the excellent work by Mesdames Diane Bellemare and Lise Poulin-Simon entitled "Le Plein Emploi: pourquoi?" [Full Employment: Why?], with which you are probably familiar. We should like to draw your attention to some of the figures appearing in the Appendix.

Conclusion

Ladies and Gentlemen, in its efforts to participate in job maintenance and creation our Federation needs the help of the federal government.

Our collective agreements already contain various provisions that would enable us to visualize means of improving existing plans in order to contribute to the increase of jobs in Canada, to avoid an increase in the number of unemployed (pension funds, guaranteed income plan, welfare plan etc).

Tax benefits and grants must be directed henceforth to workers and not to companies, although we would not utter an unequivocal no to any grants to them. They must at least be conditioned to maintain the jobs of workers.

Please accept our proposals, which must prevail in a transition period when it is necessary to make an exceptional effort to ensure better social and individual living conditions to Canadians and Quebecers, until this crucial period of upheavals in the world economy is over.

Allow us in concluding to request another meeting to discuss solutions to employment problems in the sawmill and forestry sectors, two sectors that have experienced and will experience further major convulsions, in which workers find themselves totally without resources.

GEORGES CANTIN, President

Federation des travailleurs du papier

et de la foret - CNTU

Quebec City, June 26, 1986



## APPENDIX

TABLE II

Economic costs of unemployment in Canada  
1967-1981

Year	Apparent costs				Total costs or total income losses for all groups		
	UI expenditures \$000,000	%GNP	Social assistance \$000,000	%GNP	\$000,000	%GNP	Per capita
1967	51.5	0.08	94.6	0.14	1,195.4	1.8	\$ 58.66
1968	118.7	0.16	166.1	0.24	2,830.9	3.9	136.75
1969	127.2	0.16	184.3	0.24	2,873.3	3.6	136.82
1970	282.9	0.3	200.1	0.2	6,169.3	7.2	289.68
1971	403.6	0.4	223.6	0.2	8,217.1	8.7	380.97
1972	829.8	0.8	216.3	0.2	8,840.0	8.4	405.49
1973	753.0	0.6	232.7	0.2	7,784.3	6.3	353.14
1974	746.6	0.5	294.1	0.2	8,409.1	5.7	376.01
1975	1,599.6	1.0	382.8	0.2	17,857.0	10.8	786.76
1976	1,712.6	0.9	481.6	0.3	21,204.4	11.1	922.21
1977	2,217.5	1.1	570.3	0.3	28,823.8	13.8	1,239.31
1978	2,627.5	1.1	654.2	0.3	33,861.9	14.7	1,441.98
1979	2,148.0	0.8	770.2	0.3	31,435.3	12.0	1,328.01
1980	2,358.5	0.8	870.2	0.3	34,783.1	12.0	1,454.51
1981	2,710.1	0.8	1,100.9	0.3	40,405.6	12.3	1,670.38

Sources: Statistics Canada, National Income and Expenditure Accounts, 1966-1980, catalogue 13-201, Ottawa, 1981; Statistics Canada, The Active Population, catalogue 71-001; Statistics Canada, Canada Statistical Review, May 1982, catalogue 11-003; Department of Finance, Economic Review, April 1981, Ottawa; Quebec, Ministry of Social Affairs, Statistiques des Affaires Sociales, various issues.

Second, the deterioration in the job situation since 1970 has led to costs of a size that is now catastrophic. Thus, as is shown in Table III, unemployment cost every Quebecer \$162.28 in 1967, while it now costs \$5,415.77. In 1967, the economic cost of unemployment totalled 5.4% of gross provincial product as compared with 20.7% in 1981. When it is considered that the price increase factor reduced the value of this production by 10%(23) in 1981, it is impossible to suppress the thought that the cost of unemployment seems to be excessively greater than

(23) The implicit index of GNP prices went from 222.7 in 1980 to 1,245 in 1981, an increase of 10%. Department of Finance, Economic Review, April 1982, Ottawa.

TABLE III  
Economic costs of unemployment in Quebec  
1967-1981

	Apparent costs				Total costs or total income		
	UI expenditures		Social assistance		losses for all groups		
	\$000,000	%GDP	\$000,000	%GDP	\$000,000	%GDP	Per capita
1967	38.1	0.2%	41.8	0.2	951.6	5.4%	162.28
1968	67.0	0.4	87.0	0.5	1,692.1	9.0	285.44
1969	80.9	0.4	96.0	0.5	2,094.5	10.2	349.96
1970	118.1	0.5	101.0	0.4	2,894.9	12.3	481.44
1971	159.3	0.7	121.0	0.5	3,330.4	14.1	552.49
1972	327.2	1.3	112.1	0.4	3,781.2	14.4	624.58
1973	333.1	1.1	116.5	0.4	3,510.7	11.7	577.51
1974	383.5	1.1	146.2	0.4	4,041.4	11.4	660.04
1975	648.4	1.6	151.7	0.4	6,322.1	15.9	1,023.16
1976	742.7	1.6	209.0	0.5	7,213.8	15.6	1,156.99
1977	976.8	2.0	264.7	0.5	10,183.4	20.4	1,622.59
1978	1,148.2	2.1	315.4	0.6	12,269.9	22.2	1,955.99
1979	970.9	1.6	381.5	0.6	11,302.2	18.3	1,797.14
1980	1,046.5	1.5	476.1	0.7	13,016.1	19.2	2,062.12
1981	1,269.4	1.7	647.1	0.9	15,316.0	20.7	2,415.77

Sources: Quebec, Ministry of Social Affairs, Statistiques des Affaires Sociales, Securite du revenu, 1971-1980; Quebec, Castonguay-Nepveu Commission, Volume V, Book I; Quebec, La conference au sommet, Quebec City, 1982; Statistics Canada, Provincial Economic Accounts 1965-1980, catalogue 13-213, Ottawa, 1982; Statistics Canada, National Income and Expenditure Accounts 1966-1980, catalogue 13-201, Ottawa, 1981; Statistics Canada, The Active Population, catalogue 71-001; Statistics Canada, Canada Statistical Review, May 1982, catalogue 11-003.

inflation: 20.7% of the value of production compared with 10%.

Nevertheless, the federal government continues to combat inflation with policies that increase the unemployment rate.

Third, the following tables show that Quebec is bearing more than its share of the costs of unemployment. In 1981, in effect, Quebec bore 37.9% of the economic costs of unemployment whereas the population of Quebec accounts for only 26.2 of the population of Canada. To compensate for the higher rate of unemployment, Quebec receives certain transfer payments by way of compensation but these are far from making up the shortfall. In this light, it should not come as a surprise that the per capita income in Quebec is lower than the national average and than that of Ontario, Alberta and British Columbia. It is certain that part of this discrepancy is much less the result of differences in productivity than of differences in the level of unemployment.



Too often there is a failure to point out that Quebec suffers more than the other provinces from the lack of a national employment policy. This difference has enormous financial consequences. The most obvious one is the additional expense that unemployment generates in the fields of health and policing. As we shall see in the following chapter, unemployment causes various social ills the costs of which must be borne by Quebecers. The tax burden of Quebecers is therefore the result of, among other things, the simple fact that chronic unemployment has been allowed to persist.

Finally, the fourth observation that may be made concerning these figures relates to the economic viability of a dynamic job creation policy. In effect, if the economic costs of unemployment are calculated per unemployed person, it will be found that it is quite irrational not to have a policy of full employment. For example, if the economic costs of unemployment in Quebec in 1981 are divided by the total number of unemployed officially recognized and if workers no longer seeking work are included, (26) the result is that each unemployed person costs \$66,237. (27) According to some estimates, (28) it would cost \$44,633 to create a job through public investment projects such as water purification, road construction and restoration of historical monuments. It is therefore in the economic interest of Quebec society to implement an employment policy. Moreover, the gains that could be made are probably greater than the preceding figures suggest since many jobs cost much less than the estimate of \$44,633. (29) Moreover, a policy of full employment is based not only on the direct creation of jobs. On the contrary, it consists of a series of macro- and micro-economic measures designed to ensure that full use is made of human resources.

---

(25) Some economists claim that inflation causes economic costs in the form of production and income losses that are extremely high. To this effect, see among others Edmund S Phelps, Inflation Policy and Unemployment Theory: The Cost-Benefit Approach to Monetary Planning, W W Norton, New York, 1972. However, all who have inventorized the question in a systematic way conclude that for the time being no precise quantitative measure can be advanced to estimate the deleterious effects of inflation. See, among others, Gardner Ackley, "The Costs of Inflation", American Economic Review, May 1978, and Stanley Fisher and Franco Modigliani, "Towards Understanding of the Real Effects and Costs of Inflation", Review of World Economics, 1978.

(26) In Quebec in 1981 the official number of unemployed was 311,000. However, there is reason to believe that the number of people unemployed is higher than the official statistics lead one to believe since some people looked for work during the six months prior to the survey but not during the reference week because they did not think any work was available. In Quebec in 1981 these people, who are classified as workers no longer seeking work, numbered 26,000. Statistics Canada, The Active Population, December 1981, catalogue 71-001.

- (27) The economic costs are divided by the number of unemployed who, in full employment conditions, would have found jobs:

$$1981 \text{ manpower} + 1981 \text{ discouraged workers} = \text{potential manpower}$$

$$2,996,000 + 26,000 = 3,022,000$$

number of unemployed in full employment

$$\text{potential manpower} \times .035 = 105,770$$

1981 unemployed + discouraged workers - unemployed in full employment = unemployed who will have a job in full employment

$$311,000 + 26,000 - 105,770 = 231,230.$$

- (28) According to a study by R Lacroix and Y Rabeau, Politiques nationales, conjonctures regionales: La stabilisation economique, Les Presses Universitaires de Montreal, Montreal, 1981, the cost in 1977 was \$31,243 to create a job with the help of gross fixed capital formation. If this cost is adjusted against the increase in the implicit price index from 1977 to 1981, the cost of creating a job is:

$$31,243 \times \frac{\text{IPI } 1981}{\text{IPI } 1977} = \$31,243 \times \frac{2.45}{1.714} = \$44,633.$$

- (29) For example, in the study by Rabeau and Lacroix the creation of one job in the public service costs much less than the funding of public works.



### Division of costs of unemployment among various groups

We have seen that the economic costs of unemployment are much higher than the apparent costs, namely, unemployment insurance expenditures and social assistance. Similarly, we shall see that the distribution of the economic costs among the various groups is not as clear as it may seem.

Table IV gives the break-down for all groups in Quebec of the income losses associated with an unemployment rate of 10.4% as opposed to 3.5%. It should be noted first, as we noted at the beginning of the chapter, that individual unemployed persons had to bear high costs: they endure on the average an income loss of almost \$10,000 each. It will also be noted that the gross income loss borne by all unemployed persons represents only

TABLE IV  
Distribution of economic costs of unemployment by groups(30)  
Quebec 1981 - \$000,000

Unemployed	\$2,311.50
This includes gross wages lost \$4,228 minus total UI benefits received \$1,269.40 and social assistance of \$647.10. The costs per unemployed person are \$9,999.54.	
Salaried employees	\$5,139.80
This includes lost income from work of \$4,830.30 plus supplementary UI contributions of \$309.50. These costs represent \$1,914.26 per salaried employee.	
Companies and other proprietors	\$4,974.30
This total represents lost income from corporate profits of \$1,660.60, amortization of \$1,531.60, other income from property of \$1,472.60 and the supplementary UI contributions of \$309.50.	
Governments	\$6,145.50
These costs are made up of direct taxes of \$3,255.10, indirect taxes less grants of \$1,592.90, supplementary UI expenditures of \$650.40 and social assistance of \$647.10.	
All governments bear the costs of unemployment: federal government: \$2,728.20, provincial government \$2,792.40 and municipalities \$624.90.	
If all the income lost by each of these groups is added and direct taxes, which are accounted for both in the income of workers, companies and government, are subtracted, the total obtained for income loss is : \$2,311.50 + \$5,139.80 + \$4,974.30 + \$6,145.50 - \$3,255.10 = \$15,316.	

15.1% of total losses. Thus it is the groups that are not directly affected by unemployment that bear the brunt of the costs.

Thus, income losses suffered by workers with jobs are twice as high as those borne by the unemployed. This may surprise many people. Although the reason for this is not trivial, it is quite simple. In periods of full employment, the average weekly number of hours worked is higher, either because of an increase in overtime or because of the conversion of part-time jobs into full-time jobs. Moreover, it may be observed in periods of economic boom that the proportion of well paying jobs increases and this leads to income gains for workers. These phenomena caused an income loss of \$4.8 billion for all salaried employees in 1981. If we add to these figures supplementary UI contributions of \$0.3 billion, there is a total loss of \$5.1 billion. Once again it is possible to see the extent to which the apparent costs underestimate reality.

The costs of unemployment per salaried employee rose to almost \$2,000 in 1981. This represents 10.9% of average salaries in Quebec. Thus, in 1981 unemployment caused workers to lose on average 10.9% of their income. When a person has a job, he does not usually realize the size of the cost incurred by unemployment. Erosion of purchasing power caused by inflation, which rose to 12.5% in 1981, is more noticeable.(31) Although salaried employees were able to obtain average wage increases that compensated for most of inflation costs, they continue to believe that inflation is costing them more than unemployment.

Companies are also major losers when human resources are left idle. In 1981 unemployment in Quebec caused losses in gross property income of close to \$5 billion. This money, which could have been invested was lost for ever, \$1.5 billion in undistributed profits as amortization and \$1.5 billion other property income such as investment income for companies and individuals and \$0.3 billion in UI contributions payable.

Governments also feel the heavy burden of the cost of unemployment: \$6.1 billion. These costs are made up of \$3.2 billion in direct taxes lost, \$1.6 billion in indirect taxes lost less grants and supplementary expenditures of \$1.3 billion for unemployment insurance and social assistance. These are income losses of \$2.7 and \$2.8 billion for the federal and provincial governments respectively. The municipalities, moreover, incurred costs of \$0.6 billion.

The distribution of the economic costs of unemployment among the groups requires us to conclude that full employment does not benefit those unemployed at the present time alone but also the whole of society. Full employment is thus a collective good and its achievement should be a collective undertaking.

---

(31) This figure refers to the increase in the consumer price index and not the implicit index. Department of Finance, Economic Review, April 1982, Ottawa.



In effect, an analysis of the economic costs of unemployment indicates clearly that all groups would benefit economically and financially from full employment. However, pursuit of this objective involves expenditures and financial costs. In the short term neither the federal nor the provincial government sees sufficient financial advantage in this to undertake it alone. Moreover, neither workers nor companies have the means to pump up the economy. Moreover, only a policy of full employment in which everyone participated would be sufficiently viable.

But participation by all groups in the achievement of full employment is necessary not only for financial reasons but also for reasons of effectiveness. In effect, as we shall see below, no group in society can achieve full employment alone. On the contrary, this is a social objective, the achievement of which depends on the collective action of everyone.

## APPENDICE "TRAV-12"

## PLAN

DE MAINTIEN ET DE CREATION D'EMPLOI

---

soumis par :

La Fédération des travailleurs du  
papier et de la forêt CSN.

POUR UNE TABLE REGIONALE DE L'EMPLOI  
AU SAGUENAY LAC ST-JEAN

---

le 26 juin 1986.



## Introduction

En 1978, lorsque le gouvernement du Québec annonça le programme quinquennal (1979-1984) de subventions à l'industrie des pâtes et papiers, la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt (CSN) se préoccupa dès lors des conséquences des changements technologiques sur l'emploi dans ce secteur.

Alors que le gouvernement provincial prévoyait 600 pertes d'emplois, nous évaluions à plus de 2 000 le nombre d'emplois perdus suite aux programmes de modernisation. Nous prévoyions que dans certaines usines, plus de 20% des emplois seraient perdus. Parce que, affirmions-nous à l'époque, des changements technologiques non admissibles aux programmes de subventions à la modernisation seraient aussi réalisés dans d'autres départements que la production directement. En effet, le programme fédéral provincial de subventions permettait aux compagnies d'affecter à d'autres changements technologiques, des sommes qu'elles auraient autrement réservées à l'amélioration du procédé de fabrication et à l'augmentation de la vitesse des machines.

Ajoutons à cela les mesures prises par les compagnies pour réaliser d'autres gains de productivité, par exemple, les coupures de postes ici et là ou encore le non remplacement des départs volontaires et des retraités, et vous comprendrez que la réalité des pertes d'emplois dans ce secteur se situe plus près de nos prévisions que de celles des gouvernements.

Mentionnons aussi que le nombre de 2 000 emplois perdus ne comprend pas le nombre d'emplois perdus chez les travailleurs forestiers, qui se situe à un niveau effarant, du moins au Québec.

Les investissements auraient dû à notre avis, être pleinement assumés par les compagnies, qui au cours des ans avaient accumulé des profits importants sans même consacrer une part raisonnable de leurs revenus à la modernisation des usines québécoises.

Ces investissements sont arrivés un peu tard. De plus, ils ont été réalisés à un moment où les taux d'intérêts atteignaient des sommets jamais vus. Le programme de subventions aura au moins eu le mérite de forcer les investissements des entreprises de ce secteur privilégié de l'économie et privilégié des gouvernements.

C'est pourquoi nous nous sommes prononcés en faveur du programme quinquennal de subventions. Notre Fédération réclamait depuis longtemps des investissements importants dans l'ensemble des usines québécoises, de vieilles usines. (1)

Mais nous réclamions aussi que des subventions soient aussi affectées au maintien des emplois. Nous trouvions inconcevable que l'impôt des travailleurs subventionne à la fois la protection et l'augmentation des profits des entreprises et la diminution du nombre de leurs emplois.

---

(1) «On est pas pour s'laisser passer un sapin», CSN, 1973.



N'ayant pas réussi à convaincre le gouvernement provincial de notre point de vue, en 1980, nous nous engageons dans une négociation pour le renouvellement de nos conventions collectives avec pour objectif principal, le maintien de l'emploi.

Nous proposons l'amélioration des plans de vacances (augmentation du nombre de semaines), ce que nous avons obtenu; la diminution des heures de travail pour ceux à 35 heures (bureau) comme pour ceux à 37 1/3 heures (production) ou encore ceux à 40 heures (métiers): nous n'avons rien obtenu; l'amélioration des plans de retraite (nous avons réalisé des gains); un plan de revenu garanti pour les travailleurs dont les conventions collectives ne contenaient pas une telle disposition et l'amélioration du plan pour les autres (quelques gains); une garantie de temps de travail, etc...

Plus de 6 500 travailleurs du papier et de la forêt ont fait la grève de 2 1/2 mois à 13 mois selon les cas. Mais les gains ne furent pas suffisamment substantiels pour protéger tous les travailleurs des effets des changements technologiques et pour garantir le maintien des emplois.

Une autre tentative pour maintenir  
et créer de l'emploi:  
la négociation de 1984

Au plus fort de la crise de 1982, en 1983 certains travailleurs d'usines connurent 5 semaines, 8 semaines, 12 semaines de fermeture et plus, sans compter les mises à pied définitives ici et là

ou les non-remplacements de départs quand les compagnies voulaient réaliser facilement certains gains de productivité.

Les travailleurs dont les conventions collectives contenaient une disposition garantissant le revenu ont pu mieux s'en tirer que les autres, cela va de soi.

Constatant, impuissante, les effets de la crise sur l'emploi en général et dans nos secteurs d'activités en particulier, observant les négociations dans l'Ouest Canadien, dans le secteur des pâtes et papiers où les employeurs tentaient de réduire le temps non travaillé et n'offraient pour 1983 aucune augmentation, notre Fédération s'est à nouveau mise à la recherche de moyens pour enrayer l'hémorragie d'emplois dans nos secteurs.

«De l'emploi pour tous, une responsabilité collective» fut retenu comme thème de notre congrès de 1983.

Nous n'étions pas responsables de la crise et de ses effets. Cependant nous croyions que nous devions agir dans nos secteurs, là où nous pouvions influencer quelque peu la situation i.e. par le biais de nos conventions collectives.

Nous croyions aussi que les solutions qui nous satisferaient ne pourraient venir que de notre initiative.



Nous étions prêts à modifier nos conventions collectives, à participer honnêtement et sincèrement à la planification de notre avenir immédiat et lointain de travailleurs et à celui d'un certain nombre de sans-emploi. NOUS ETIONS PRÊTS À PRENDRE CERTAINS RISQUES À LA CONDITION D'AMÉLIORER EN MÊME TEMPS NOS CONDITIONS DE VIE SOCIALE ET DE TRAVAIL.

Notre congrès de 1984 a donc décidé de présenter principalement ce qui suit aux employeurs des pâtes et papiers, comme projet de négociation.

1. programme de pré-retraite à compter de 58 ans, sans réduction actuarielle; amélioration des plans de retraite; négociation de régimes de retraite là où il n'y en avait pas;
2. programme de formation en cours d'emploi pour les emplois de technologie nouvelle, dans le respect de l'ancienneté évidemment;
3. fin des sous-contrats;
4. arrêt ou diminution du temps supplémentaire selon le cas (est-il besoin de souligner que ce fut un débat difficile à mener auprès de nos membres);
5. réduction du temps de travail, si nécessaire;
6. un plancher d'emploi global et départemental.

Enfin, sur le plan salarial, nous étions prêts en 1984, à «collectiviser» les augmentations de salaires éventuelles, ou une partie, dépendant du niveau des augmentations.

Cela veut dire que nous étions prêts à renoncer à l'augmentation individuelle des salaires à la condition que les sommes qu'elle représentait soient affectées au paiement des salaires des travailleurs qui autrement auraient été mis à pied. Nous souhaitions que l'entreprise de son côté, fasse le même effort et que les deux niveaux de gouvernement viennent combler le manque à gagner, si nécessaire, par un programme sérieux de maintien de l'emploi.

Personne n'osera douter que ce débat fut difficile à mener auprès des travailleurs. Mais les usines de pâtes et papiers sont des usines liées à l'économie régionale où on travaille de père en fils. Au cours des récentes années, non seulement les fils ne sont pas entrés à l'usine, mais les pères en sont sortis ou sont menacés d'en sortir.

#### La réaction des employeurs.

Nous pouvons résumer la négociation de 1984 en peu de mots:

«Une fin de non-recevoir des employeurs».

- o Les travailleurs acceptaient de se priver du revenu apporté par le temps supplémentaire;



- o les travailleurs acceptaient de renoncer en tout ou en partie à l'augmentation individuelle des salaires;
- o nous étions en mesure de prouver qu'on ne touchait pas ou peu aux gains de productivité déjà réalisés par les entreprises ou ceux à venir.

Les membres du Syndicat des travailleurs des pâtes et papiers de Port-Alfred, travaillant à l'usine de la compagnie Consolidated-Bathurst à Ville de la Baie, ont fait la grève 2 1/2 mois sur cette base.

L'employeur a reconnu publiquement que le syndicat avait raison, entre autres, sur la question du temps supplémentaire, notre proposition s'avérant plus économique pour ce dernier. A cette usine en 1984, 68 000 heures de temps supplémentaire ont été effectuées par le personnel régulier. On aurait pu créer au moins 25 postes. Ce fut tout de même, une fin de non-recevoir de cet employeur et de ses semblables.

1986 : une stratégie, un plan de maintien  
et de création d'emplois :  
des tables régionales de concertation.

La crise continue au Saguenay Lac St-Jean ...

Le 28 février 1986, la compagnie Price à Alma informait le Syndicat national des travailleurs des pâtes et papiers d'Alma de la mise en place d'un programme de réorganisation de la main-d'oeuvre. L'objectif global de l'usine d'Alma est de réduire

le personnel qui est actuellement de 6,68 hommes/tonne et ce, sans changement technologique ou presque. Dans l'immédiat, cette réorganisation de la main-d'oeuvre a comme conséquence 45 travailleurs de moins, d'ici la fin de 1986, à cette usine: des quelque 810 actuels, on passerait à moins de 765 en fin d'année '86. Ensuite, dans un court terme et toujours à Alma, l'objectif d'Abitibi Price serait d'autoriser la pré-retraite à 58 ans et d'éliminer 200 postes au cours des trois ou quatre prochaines années selon l'évaluation du syndicat local.

Ailleurs, pendant ce temps, à l'usine Price de Kénogami, on s'attend à 150 pertes d'emplois au début de 1987, pour le groupe CSN seulement. Du côté de la Consol de Ville de la Baie, le tableau est aussi sombre. Les syndiqués ont perdu 95 postes en 1985 et on anticipe une nouvelle saignée de 50, en 1986. Et chez Cascade à Jonquière, les chiffres affichaient 23 coupures de postes l'an dernier et parlent de 9 pour cette année.

Que ce soit en augmentant la charge de travail ou en introduisant des changements technologiques, les employeurs coupent dans les emplois et réduisent du même coup, les retombées dans l'économie régionale.

D'ici 1989, les papetières du Saguenay Lac St-Jean auront 500 travailleurs de moins à l'emploi dans les usines et des centaines d'autres dans les scieries et la forêt.



Du côté de l'aluminium par exemple, l'Alcan, selon son vice-président, M. Pierre Laurin, prévoit abolir 2 000 à 3 000 postes d'ici les 20 à 25 prochaines années (Journal de Montréal 3 juin 1986). Si le tout est combiné avec les effets d'entraînement dans les autres secteurs dont celui des services, on pourrait parler de 15 000 emplois perdus ..!

### En Estrie

Les travailleurs membres du Syndicat des pâtes et papiers de Bromptonville (CSN) perdent cette année au moins 80 postes. Ils ont déjà été victimes de coupures de postes avant les changements technologiques.

Plus heureux, les membres du Syndicat des travailleurs des pâtes et papiers de Windsor à l'emploi de Domtar, croient pouvoir maintenir le niveau actuel d'emplois (700) avec la nouvelle usine en construction. C'est du moins ce qu'assure la compagnie. Aux négociations de 1984, ces travailleurs ont accepté de renoncer à une augmentation de 2 1/2 % pour réduire le temps de travail à 37 1/3 heures.

Les membres du Syndicat des pâtes et papiers d'East-Angus connaissent enfin une relative stabilité, qu'ils attendaient depuis 20 ans, occasionnée par la vente de leur usine par Domtar à la compagnie Cascades. Cependant, il semble bien qu'ils ne seront pas exempts de mises à pied, au contraire.

Le Saguenay Lac St-Jean et l'Estrée sont deux régions très affectées par le chômage. Mais on pourrait citer d'autres régions forestières dont la situation est toute aussi désastreuse, l'Abitibi-Témiscamingue, le Bas St-Laurent - Gaspésie, par exemple.

Devant cette situation alarmante, la FTPF, à son congrès de 1985, a annoncé un plan de maintien et de création d'emploi qui pourrait être mis en oeuvre au Saguenay Lac St-Jean d'abord, puis en Estrie, puis dans d'autres régions.

Il s'agit pour la FTPF de convoquer à une table régionale, les employeurs de l'industrie papetière et de discuter publiquement de solutions à l'emploi. Par exemple, nous pourrions y démontrer que la réduction du temps supplémentaire, des heures de travail et d'autres revendications pourraient facilement maintenir et/ou créer plus de 500 emplois dans la région du Saguenay Lac St-Jean sans réelle augmentation de coûts pour les entreprises où pourraient être applicables ces solutions.

Nous pourrions convoquer aussi à cette table régionale des observateurs sociaux qui pourraient certainement alimenter le débat des parties à quelque moment privilégié.

Enfin, les deux paliers de gouvernement devraient y participer. Les modalités générales seraient les suivantes :

- o la FTPF veut développer une stratégie sectorielle de maintien et de création d'emploi dans ses secteurs d'activités régionales;



- o deuxièmement, la FTPF fait appel à une concertation avec les employeurs de l'industrie papetière d'abord, quitte à étendre et ouvrir cette table aux représentants économiques et sociaux des autres secteurs d'activité économique;
- o troisièmement, la FTPF, pour une question d'urgence de la situation, privilégie les solutions ou pistes qui pourraient maintenir et créer rapidement des emplois, et pour ce faire, avancer celles qui entraînent peu de coûts pour les entreprises et les gouvernements;
- o quatrièmement, la FTPF favorise une démarche globale qui vise spécifiquement à redonner de l'espoir à la jeunesse et à redistribuer éventuellement la richesse.

#### Le Saguenay - Lac St-Jean

Puisque c'est au Saguenay Lac St-Jean que la première table régionale de concertation serait développée, voici quelques données concernant l'emploi et l'activité économique dans cette région. (2)

---

(2) Ces données proviennent du «Bulletin régional sur le marché du travail, vol.5, no.4, février 1986, Région du Saguenay Lac St-Jean (02), quatrième trimestre 1985, Ministère de la Main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu du Québec - Gilles Gauthier, économiste régional.»

On a relevé au Saguenay Lac St-Jean une hausse de 8 400 personnes occupées, soit un rythme d'augmentation de 3 % comparativement à 8,1% au niveau provincial.

Cette progression est attribuable à une augmentation du taux d'utilisation de la capacité de production des entreprises existantes ou à leur expansion. Les projets d'investissements impliquant de nouvelles entreprises n'expliquent qu'une faible proportion de la hausse des emplois.

Même si cette hausse semble positive, la situation n'a pas connu d'amélioration sensible en 1985, le taux de chômage ne chutant que de 1,2 point pour s'établir à 14,9%. La conjoncture économique favorable a plutôt attiré un plus grand nombre de personnes sur le marché du travail ce qui a eu comme double conséquence de faire hausser le taux d'activité de 54,0% à 56,6% et d'empêcher une diminution significative du nombre total de chômeurs (-1,5%). Ce comportement de la population active régionale n'est pas particulier à l'année 1985 et il ne fait que confirmer la nette sous-utilisation de la main-d'oeuvre au Saguenay Lac St-Jean et sa très grande sensibilité aux fluctuations des conditions de l'emploi, ce qui se traduit en bout de ligne par une relative stabilité des indicateurs de chômage.

#### Tertiarisation de l'économie

Tout comme dans l'ensemble du Québec, on a assisté à une tertiarisation accrue de l'économie régionale en 1985 alors que la majorité



de la progression de l'emploi par rapport à l'an passé a été enregistrée chez des entreprises oeuvrant dans le tertiaire. Ces dernières ont été favorisées principalement par la forte hausse des dépenses de consommation. Parmi les secteurs ayant affiché les gains d'emploi les plus appréciables, signalons ceux du commerce de gros et détail, l'hébergement et restauration, les services personnels et les institutions financières.

Plusieurs pertes d'emplois ont été signalées au niveau de l'exploitation forestière en raison de la modernisation accrue des opérations et de la fermeture de quelques scieries.

Au niveau de l'industrie manufacturière, la tendance de l'emploi est légèrement à la baisse en 1985. Des mises à pied importantes ont été effectuées durant l'année mais celles-ci ont été compensées en bonne partie par un regain de vitalité chez les PME manufacturières où l'on a enfin récupéré la majorité des emplois perdus pendant la récession. Par contre, au niveau des trois principaux secteurs de l'industrie manufacturière régionale, soit ceux des métaux primaires, des scieries et des pâtes et papiers, la situation devient de plus en plus inquiétante et on assiste à une diminution graduelle de l'emploi au fur et à mesure que les entreprises se modernisent.

PRINCIPAUX CAS DE MISES À PIED SIGNALÉS AU  
SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN EN 1985<sup>1</sup>

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise et localité	Nombre de travailleurs touchés	Remarques
Forêt	Price, secteur Péribonka	150	Permanent
° ° °	Domtar Girardville	60	Fermeture définitive de la scierie
Mines	Northgate Patino Chibougamau	190	Périodes indéterminées
° ° °	Ressources Camchib Chibougamau	92	Périodes indéterminées
Industries du bois	Corporation Campeau Roberval	90	Modernisation
° ° °	Price, St-David-de-Falardeau	100	Fermeture
° ° °	Scierie Boulianne St-Fulgence	70	Incendie
Pâtes et papier	Price, Alma	900	Fermeture temporaire de 5 semaines
° ° °	Consolidated Bathurst La Baie	1 000	Fermeture temporaire de 5 semaines
° ° °	Donohue St-Félicien St-Félicien	330	Fermeture temporaire d'une semaine

1. Cas de mises à pied touchant 50 travailleurs et plus.

Source: Relevé de l'économiste régional du M.M.S.R.



PRINCIPAUX CAS DE MISES À PIED SIGNALÉS AU  
SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN EN 1985<sup>1</sup>

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise et localité	Nombre de travailleurs touchés	Remarques
Pâtes et papier	Domtar Dolbeau	600	Fermeture temporaire d'une semaine
Métaux primaires	S.E.C.A.L. Plusieurs localités	450	Restructuration
Transports	Harvey Transports Plusieurs localités	61	Fusion
Enseignement	Commission scolaire de Chicoutimi	53	Postes abolis

1. Cas de mises à pied touchant 50 travailleurs et plus.

Source: Relevé de l'économiste régional du M.M.S.F.

On peut conclure de ces quelques éléments que les travailleurs du Saguenay Lac St-Jean qui perdront leur emploi dans les mois ou années à venir n'auront pas grand espoir d'en trouver un autre.

De plus, ceux qui perdront leur emploi dans les pâtes et papiers n'ont que très peu de chance d'en trouver un autre, de mêmes conditions de travail et de salaires. Donc, possible déqualification et appauvrissement assuré.

#### Notre stratégie d'emploi

Nos propositions pour trouver quelques solutions au maintien et à la création d'emplois sont pour ainsi dire les mêmes que celles mentionnées aux pages 5 et suivantes.

Selon nous, toutes les pistes ne peuvent être abordées de la même façon. Avant de les aborder une à une, il faut se rappeler que chacune constitue une facette de l'ensemble à savoir, la réduction du temps de travail ou plus exactement le réaménagement du temps de travail.

Dans le contexte actuel de chômage élevé et face aux conséquences des nouvelles technologies sur l'emploi (restructuration du marché du travail) et sur les conditions de travail, il est impératif de procéder à un examen de l'aménagement actuel du temps de travail. A ce titre, nous partageons les conclusions et recommandations rendues publiques en août 1984 par un Comité du Sénat canadien :



«Le comité reconnaît que comme dans le passé, une nouvelle réduction de la semaine de travail moyenne constitue un premier pas vers une solution du problème. Nous recommandons que le Centre national de l'équipement technologique et de l'accroissement de la production étudie s'il existe des moyens de réduire graduellement la durée de la semaine de travail...»

POUR NOUS, LA PRIORITE DOIT ALLER A L'EMPLOI ET, EN CE SENS, UNE POLITIQUE ARTICULEE PAR LES GOUVERNEMENTS QUI SERAIT FAVORABLE A L'INTRODUCTION DE DIVERSES MESURES DE REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL S'AVERE UN ELEMENT-CLÉ.

Il y a à atteindre, bien sûr, la réduction de la semaine de travail à 35 heures pour toutes et tous et ce sans perte de salaire, de droits et avantages. Mais il faut également envisager ces autres mesures ou pistes telles la réduction du temps supplémentaire, l'allongement des vacances annuelles, l'introduction d'une politique de congés (parentaux, formation et sabbatique) sans oublier la retraite progressive et facultative à compter de 55 ans. Nous avons besoin d'un ensemble de mesures à des niveaux différents si nous voulons qu'elles aient un effet à la fois sur l'emploi et les conditions de vie.

### La réduction du temps supplémentaire

Quel est l'état de la situation du temps supplémentaire et de la rémunération correspondante chez les travailleurs des usines de papier au Québec ?

AU QUÉBEC, USINES DE PÂTES ET PAPIER  
EN FÉVRIER 1986  
CHEZ LES SALARIÉS RÉMUNÉRÉS À L'HEURE

	excluant le temps supplémentaire	incluant le temps supplémentaire	hres suppl.
Hres moyennes hebdomadaires	37.3	40.4	3.1
Taux horaire	\$15.20	\$15.72	\$21.71
Salaire hebdoma- daire	\$566.88	\$634.74	-
Salaire annualisé	\$ 29,477	\$ 33,006	-

SOURCE: Statistique Canada, cat. 72-002, février 1986, "Emploi, gains et durée du travail". pp. 112-3.

Or, au Québec, en février 1986, dans les usines de pâtes et papiers, on estimait le nombre de salariés à 23 330 (par rapport à 24 900 en décembre 1985)



Ce qui, à raison de 3,1 heures supplémentaires par semaine par travailleur totalise 72 230 heures supplémentaires par semaine pour une masse salariale (x 21,71\$) heures en moyenne) de 1 568,113,00\$ par semaine. Si, par pure hypothèse toute cette masse salariale était versée en temps régulier à raison de 566,88\$ par semaine, on créerait théoriquement, ainsi 2 766 postes à temps complet au Québec.

### Analyse

Mais, attention ! L'exemple ci-dessus est pur, et même purement théorique et il a surtout l'avantage de montrer de quelle façon théorique on pourrait créer des emplois à temps complet en transformant tout le travail supplémentaire en travail régulier.

Malheureusement, plusieurs contraintes très réelles font diminuer considérablement les possibilités concrètes et réalistes de transformer tout ce temps supplémentaire en temps régulier. Les contraintes les plus fortes sont, par exemple, les suivantes :

- o le temps supplémentaire effectué n'est pas également réparti dans le temps (période de «rush», d'urgence);
- o le temps supplémentaire n'est pas également réparti entre les divers départements ou entre les diverses catégories de salariés (journaliers et corps de métier);
- o le temps supplémentaire dit «spécialisé» peut parfois n'être effectué que par un seul «corps de métier» allant même parfois

jusqu'à être confié qu'à une seule personne... Ça devient du temps supplémentaire nettement incompressible;

- o le temps supplémentaire est même parfois un choix entre «faire faire la job par un syndiqué» et «la laisser faire par un sous-traitant...» C'est comme un problème de conflit de «principes» tant qu'on n'a pas obtenu de convention interdisant ou limitant fortement la sous-traitance.
- o le temps supplémentaire d'une usine à l'autre peut être de quantité très variable..

Si bien qu'il faut syndicalement adopter des positions syndicales claires et courageuses à l'égard du temps supplémentaire mais aussi réalistes.. Il faut en faire une analyse locale bien précise et bien concrète: c'est sans doute là la recommandation la plus concrète que l'on puisse faire à ce stage-ci de l'étude. Mais nul doute qu'on découvrira une bonne proportion du temps supplémentaire qui pourrait et devrait être convertie en temps régulier aux fins de créer de nouveaux postes.

Par ailleurs, dans cette étude plus approfondie, on devrait retenir l'idée et sans doute aussi la pratique vécue à Cascades à Jonquière, à l'effet de constituer des «relèves intégrées» pour solutionner le temps supplémentaire effectué par les corps de métier et la production (par exemple, les mécaniciens). Il semblerait que cette approche ait réussi à réduire le temps supplémentaire et également à éliminer presque totalement la sous-traitance.



Autre approche globale au «temps supplémentaire», c'est bien entendu la reprise en temps libre qui rejoint d'ailleurs toute l'approche par l'augmentation des congés de toutes sortes ou par l'allongement des vacances annuelles. Si, par la négociation de la convention collective, on peut faire un bon bout avec cette approche, le plus important demeure souvent de s'en convaincre et de convaincre tous et chacun des membres. Là-dessus le point de vue fiscal n'est pas du tout négligeable. Voyons-le brièvement :

- . selon le tableau précédent, le salaire moyen annuel était de 29 477,66\$ en excluant tout temps supplémentaire et de 33 006,00\$ en incluant le temps supplémentaire.

Quelle est grosso modo la «DIFFERENCE FISCALE ET REELLE»?

En se basant sur les tables d'impôt, fédéral et provincial, en vigueur en 1986 et en tenant compte d'un ensemble moyen d'exemptions usuelles de l'ordre de 11 000,00\$ ou plus (exemptions personnelles de base, conjoint, un enfant, contributions au RRQ, à la CEIC, au fonds de pension et au Syndicat..) on aboutit au tableau comparatif présenté à la page suivante :

TABLEAU	excluant temps suppl.	incluant temps suppl.	différence
Salaire annuel brut	29,477	33,006	3,529
Revenu imposable	fédéral: 18,864 provincial: 14,820	fédéral: 21,866 provincial: 17,990	-
Impôt à payer	fédéral: 2,657 provincial: 2,700 TOTAL: 5,357	fédéral: 3,200 provincial: 3,540 TOTAL: 6,740	1,383
% D'IMPÔT payé/salaire TOTAL	18.1%	20.4%	-
Taux marginal d'impôt:  Total	fédéral: 18.5 provincial: 22.3 40.8%	fédéral: 19.2 provincial: 24.2 43.4%	+ 2.6%
Salaire net après impôts directs	24,120	26,266	2,146



Bref, ce travailleur a augmenté son temps de travail annuel de 8,3% et y a gagné en augmentation de revenu net 8,9% ! La différence en vaut-elle la peine ? Le temps supplémentaire à temps et demi (à 150%) est-il si payant que ça ? Non, c'est assez évident, surtout si on estime que plus on fait de temps supplémentaire, plus on risque sa santé et sa sécurité, et parfois, celle des autres.

Permettez-nous de souligner que

«le 19 juin 1940, le premier Ministre Mackenzie King déposait le décret C.P. 2685, qui consiste en une déclaration de principes en matière de réglementation des relations industrielles en temps de guerre. Les principes mis de l'avant sont les suivants : ... augmenter le rendement en embauchant des équipes supplémentaires plutôt qu'en prolongeant indûment les heures de travail, ...» <sup>(3)</sup>

Pourquoi les gouvernements ne pourraient-ils pas faire de même en temps de paix, chacun dans leur champ de juridiction ?

### La retraite anticipée

Cette approche, de toute évidence, va dans le sens du maintien et de la création d'emplois. La FTPF est déjà bien engagée et est même rendue loin sur cette piste possiblement à l'avant-garde même dans le secteur des usines de pâtes et papiers. Les négociations

---

(3) Vanasse, Gilbert, Histoire de la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt CSN, Tome I, 1907-1958, p. 100.

les plus actuelles ne portent déjà plus sur la retraite anticipée (sans perte de revenus); c'est déjà un acquis assez général dès l'âge de 61 ans. Les pourparlers et discussions portent déjà sur les rentes de pré-retraite (bridging) à partir de l'âge de 58 ans jusqu'à 61 ans. Dans le secteur manufacturier, en général, c'est rare pour ne pas dire que c'est peut-être une première au Québec que le principe s'applique à tout un secteur d'activité (usine de pâtes et papiers).

Les gouvernements fédéral et provincial devraient intervenir pour inciter encore davantage à emprunter cette piste, par l'approche fiscale. Déjà le principe d'une exemption personnelle en raison d'âge est acquis au niveau fiscal (à l'âge de 65 ans) et même un programme complémentaire de la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada (CEIC) a constitué une incitation à la pré-retraite (allusion à la Loi d'adaptation des travailleurs mieux connue sous le sigle PAT). Comparer aux coûts économiques et sociaux d'un chômeur, il semble que le coût fiscal en serait très modeste pour ne pas dire nul.

Ici, il faut ajouter que les programmes de pré-retraite à date ont coûté assez peu ou même rien aux employeurs, qui ont offert aux travailleurs de plus de 55 ans ou de 57 ans, selon les cas, qui désiraient quitter volontairement leur emploi, un montant global de 15 000,00\$ par exemple, en plus de la rente de retraite.

Or un travailleur de 58 ans a souvent droit à 9 semaines de vacances annuelles s'il possède un certain nombre d'années d'ancienneté.



plus de 30 ans par exemple. Si on prend :

le salaire moyen de 566,88\$ /semaine

X

7 semaines de vacances (9 semaines moins (-) 2 ans que l'employeur verserait à un nouveau salarié)

X

7 ans ( s'il avait travaillé jusqu'à 65 ans)

l'employeur économise en vacances non versées environ 27 777.12\$

Si on veut reconnaître que si l'employeur embauche un plus jeune travailleur pour remplacer celui qui part à sa retraite, il pourrait bénéficier d'une aussi bonne productivité une fois la période d'entraînement terminée, à un coût moindre.

Evidemment, il faut comprendre ici que l'embauche compensatoire est une condition essentielle aux effets positifs d'un programme de pré-retraite dans le cadre d'un effort pour le maintien et la création d'emplois.

#### Des «pré-retraites» sans solde

Il pourrait aussi arriver que des travailleurs d'un certain âge ayant plus ou moins d'obligations financières, veuillent travailler 3 jours/semaine, ou encore 6 mois/année.

Ou encore, dans le cadre de mises à pied temporaires, il se pourrait que des travailleurs ayant plus d'ancienneté préféreraient la mise à pied plutôt que de rester au travail.

Il nous semble que dans ces deux exemples, les travailleurs devraient ou avoir accès à un programme complémentaire de revenu provenant de la Caisse d'assurance-chômage, ou pouvoir bénéficier de l'Assurance-chômage sans pénalité aucune.

Pourquoi le régime d'assurance-chômage ne viendrait-il pas soutenir les efforts des travailleurs pour participer à la création ou au partage d'emplois, en intégrant des plans de congés sans solde, de congés sabbatiques ou d'études, de travail à temps partiel à l'approche de la retraite.

Il pourrait s'agir de programmes de création et de maintien d'emplois intégrés à l'assurance-chômage.

En ce sens, NOUS RECOMMANDONS :

QUE LE RÉGIME D'ASSURANCE-CHOMAGE CANADIEN INTÈGRE DES PLANS DE CRÉATION D'EMPLOIS NÉGOCIÉS DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES COMME CELA S'EST FAIT PAR EXEMPLE POUR NOS RÉGIMES D'ASSURANCE-SALAIRE OU POUR NOS PLANS DE REVENU GARANTI.



Nous croyons que les lois sociales doivent être modifiées pour compléter les efforts des travailleurs dans leur secteur respectif.

### La réduction du temps de travail

Réduire le temps de travail est essentiel pour arriver à maintenir au travail le plus de travailleurs possibles.

Nous croyons que c'est la grande industrie qui doit donner l'exemple qui entraînera les autres dans le même sillon, celle qui connaît une stabilité et une rentabilité raisonnable, malgré certaines difficultés cycliques. Or, au Saguenay Lac St-Jean comme ailleurs au Québec, l'industrie de l'aluminium et l'industrie papetière peuvent parfaitement donner l'exemple, doivent donner le ton.

Il est absolument faux de prétendre que le leadership sera exercé en cette matière par la petite et moyenne entreprise. Elles sont pour plusieurs d'entre elles trop dépendantes de la grande entreprise pour qu'on croit à cette utopie.

Récemment au Saguenay Lac St-Jean, l'Alcan et les papetières annonçaient la fondation de la Société Socran un fonds de 10 millions\$ créé pour aider à l'investissement régional. Cela nous confirme que ces grandes entreprises disposent de sommes importantes qu'elles devraient affecter au maintien et à la création d'emplois dans leurs propres usines plutôt qu'ailleurs.

Il est scandaleux que ces compagnies, pour augmenter leur productivité donc leurs profits, procèdent à de nombreuses mises à pied qui augmentent du même coup le chômage. Les revenus produits par le travail des travailleurs sont détournés pour faire croire que les compagnies s'intéressent aux problèmes du chômage, alors qu'elles en sont responsables (voir aux pages précédentes, la situation de l'emploi et de l'économie au Saguenay Lac St-Jean).

Les salaires payés par l'industrie du papier constituent des niveaux de revenus qui peuvent grandement aider à l'économie régionale. Quand on gagne de bons salaires on peut se procurer des biens et services qui contribuent à créer de l'emploi, contrairement aux emplois offrant des salaires de famine, comme c'est le cas pour de nombreuses petites et moyennes entreprises des divers secteurs. De plus, de tels salaires contribuent de façon importante aux revenus des gouvernements et peuvent ainsi aider au maintien des acquis sociaux au lieu de les affecter.

Les entreprises qui vivent de la sueur des travailleurs d'une région se doivent de réinvestir au moins une partie de leurs revenus dans la région, mais pas n'importe comment, et surtout pas au mépris des travailleurs qui les font vivre.

C'est pourquoi nous estimons que les millions dont disposent ces compagnies pour Socran appartiennent aux travailleurs de leurs usines. Elles pourraient fort bien affecter ces sommes à la réduction du temps de travail ce qui permettrait la création d'emplois bien rémunérés et où les travailleurs bénéficient de bénéfices marginaux acceptables.

Nous pouvons fort bien concevoir qu'une réduction du temps de travail se fasse graduellement ou de façon différente d'un secteur à l'autre. Mais il faut que quelqu'un commence et l'industrie papetière peut fort bien le faire comme nous venons de le voir.

Une législation gouvernementale devrait provoquer cette réduction du temps de travail, l'obliger.

De plus, les gouvernements fédéral et provincial devraient créer un programme de soutien aux salaires des travailleurs dont les emplois se trouvent maintenus par la réduction du temps de travail et autres solutions que nous suggérons plus avant, si les gains de productivité des compagnies s'en trouvent substantiellement affectés.



Les coûts économiques du chômage au Canada et au Québec

Avant de conclure, nous voudrions rappeler aux membres du comité quelques chiffres rappelant les coûts sociaux du chômage au Canada. Les commentaires et chiffres qui suivent sont tirés de l'excellent ouvrage de Mesdames Diane Bellemare et Lise Poulin-Simon intitulé "Le Plein Emploi : pourquoi?" que vous connaissez sans doute. Permettez-nous de souligner quelques chiffres apparaissant en annexe.

Conclusion

Mesdames et Messieurs du comité, notre Fédération a besoin de l'aide du gouvernement fédéral dans ses efforts pour participer au maintien et à la création d'emplois.

Nos conventions collectives contiennent déjà divers éléments qui nous permettraient d'imaginer des moyens ou d'améliorer des plans déjà existants pour contribuer à l'augmentation du niveau d'emplois au Canada, pour éviter que le nombre de sans-emplois augmente (fonds de pension, plan de revenu garanti, plan de bien-être, etc...).

Les efforts fiscaux, les subventions doivent être dirigés désormais vers les travailleurs et non plus vers les entreprises, bien que nous ne disions pas non définitivement à toute subvention à ces dernières. Il faudrait au moins qu'elles soient conditionnées au maintien de l'emploi des travailleurs.

Il faut recevoir nos propositions devant prévaloir dans une période de transition où des efforts exceptionnels doivent être effectués pour assurer aux québécois(es) et aux canadiens(nes) un mieux-vivre social et individuel, jusqu'à ce que cette période cruciale de bouleversements de l'économie mondiale soit terminée.

Permettez-nous en terminant de vous demander une autre rencontre pour discuter cette fois de solutions à l'emploi dans les secteurs scieries et forêts, deux secteurs qui ont connu et connaîtront encore des soubresauts importants et où les travailleurs se retrouvent totalement démunis.

GEORGES CANTIN, président

Fédération des travailleurs du papier  
et de la forêt - C.S.N.

Québec, 26 juin 1986

## ANNEXE

TABLEAU II  
Les coûts économiques du chômage au Canada<sup>22</sup>  
1967-1981

	Coûts apparents				Coûts totaux ou pertes		
	Déboursés d'assurance- chômage		Aide sociale		de revenus totales pour tous les groupes		
	'000.000 \$	% P.N.B.	'000.000 \$	% P.N.B.	000.000 \$	% P.N.B.	Per capita
1967	51,5	0,08%	94,6	0,14%	1 195,4	1,8%	58,66 \$
1968	118,7	0,16	166,1	0,24	2 830,9	3,9	136,75
1969	127,2	0,16	184,3	0,24	2 873,3	3,6	136,82
1970	282,9	0,3	200,1	0,2	6 169,3	7,2	289,68
1971	403,6	0,4	223,6	0,2	8 217,1	8,7	380,97
1972	829,8	0,8	216,3	0,2	8 840,0	8,4	405,49
1973	753,0	0,6	232,7	0,2	7 784,3	6,3	353,14
1974	746,6	0,5	294,1	0,2	8 409,1	5,7	376,01
1975	1 599,6	1,0	382,8	0,2	17 857,0	10,8	786,76
1976	1 712,6	0,9	481,6	0,3	21 204,4	11,1	922,21
1977	2 217,5	1,1	570,3	0,3	28 823,8	13,8	1 239,31
1978	2 627,5	1,1	654,2	0,3	33 861,9	14,7	1 441,98
1979	2 148,0	0,8	770,2	0,3	31 435,3	12,0	1 328,01
1980	2 358,5	0,8	870,2	0,3	34 783,1	12,0	1 454,51
1981	2 710,1	0,8	1 100,9	0,3	40 405,6	12,3	1 670,38

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, 1966-1980, catalogue 13-201, Ottawa 1981; Statistique Canada, *La population active*, catalogue 71-001; Statistique Canada, *Revue Statistique Canada*, mai 1982, catalogue 11-003; Ministère des Finances, *Revue Économique*, avril 1981, Ottawa; Québec, Ministère des Affaires sociales, *Statistiques des Affaires sociales*, différents numéros.

Deuxièmement, la dégradation de la situation de l'emploi depuis 1967 engendre des coûts dont l'ampleur est maintenant catastrophique. Ainsi comme l'indique le tableau III, le chômage coûtait à chaque Québécois 162,28 \$ en 1967 alors qu'il en coûte maintenant 5415,77 \$. En 1967, les coûts économiques du chômage totalisaient 5,4% du produit provincial comparativement à 20,7% en 1981. Quand on considère que la hausse des prix de cette production en a rongé 10%<sup>23</sup> de la valeur en 1981, on ne peut s'empêcher de penser que le chômage

22. Notes techniques en annexe A à la page 93.

23. L'indice implicite des prix du PNB a passé de 222,7 en 1980 à 245 en 1981 soit une augmentation de 10%, Ministère des Finances, *Revue économique* avril 1982, Ottawa.



TABLEAU III  
Les coûts économiques du chômage au Québec<sup>24</sup>  
1967-1981

	Coûts apparents				Coûts totaux ou pertes		
	Déboursés d'assurance- chômage		Aide sociale		de revenus totales pour tous les groupes		
	'000,000 \$	% P.I.B.	'000,000 \$	% P.I.B.	'000,000 \$	% P.I.B.	Per capita
1967	38,1	0,2%	41,8	0,2	951,6	5,4%	162,28
1968	67,0	0,4	87,0	0,5	1 692,1	9,0	285,44
1969	80,9	0,4	96,0	0,5	2 094,5	10,2	349,96
1970	118,1	0,5	101,0	0,4	2 894,9	12,3	481,44
1971	159,3	0,7	121,0	0,5	3 330,4	14,1	552,49
1972	327,2	1,3	112,1	0,4	3 781,2	14,4	624,58
1973	333,1	1,1	116,5	0,4	3 510,7	11,7	577,51
1974	383,5	1,1	146,2	0,4	4 041,4	11,4	660,04
1975	648,4	1,6	151,7	0,4	6 322,1	15,9	1 023,16
1976	742,7	1,6	209,0	0,5	7 213,8	15,6	1 156,99
1977	976,8	2,0	264,7	0,5	10 183,4	20,4	1 622,59
1978	1 148,2	2,1	315,4	0,6	12 269,9	22,2	1 955,99
1979	970,9	1,6	381,5	0,6	11 302,2	18,3	1 797,14
1980	1 046,5	1,5	476,1	0,7	13 016,1	19,2	2 062,12
1981	1 269,4	1,7	647,1	0,9	15 316,0	20,7	2 415,77

Sources : Québec, Ministère des Affaires sociales, *Statistiques des Affaires sociales, Sécurité du revenu*, 1971-1980; Québec, Commission Castonguay-Nepveu, volume V, tome I; Québec, *La conférence au sommet*, Québec 1982; Statistique Canada, *Comptes Économiques provinciaux 1965-1980*, catalogue 13-213, Ottawa 1982; Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses, 1966-1980*, catalogue 13-201, Ottawa 1981; Statistique Canada, *La population active*, catalogue 71-001; Statistique Canada, *Revue Statistique du Canada*, mai 1982, catalogue 11-003.

semble coûter excessivement plus cher que l'inflation<sup>25</sup> : 20,7% de la valeur de la production comparativement à 10%. Or le gouvernement fédéral continue néanmoins à combattre l'inflation avec des politiques qui accroissent le taux de chômage.

Troisièmement, les tableaux suivants montrent que le Québec supporte plus que sa part des coûts du chômage. En effet en 1981, le Québec endossait 37,9% des coûts économiques du chômage alors que la population québécoise ne représentait que 26,2% de la population canadienne. Pour compenser la plus forte incidence du chômage, le Québec reçoit certains transferts à titre de compensation mais ces derniers sont loin de combler l'écart. Dans cette perspective, on ne doit pas s'étonner que les revenus du Québec per capita soient inférieurs à la moyenne nationale et à ceux de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Il est certain qu'une partie de cet écart provient beaucoup moins des différences de productivité que des différences au niveau du chômage.

Trop souvent on omet de souligner le fait que le Québec supporte plus que les autres l'absence d'une politique nationale de l'emploi. Or cette différence comporte d'énormes conséquences financières. La plus évidente est celle des dépenses additionnelles que le chômage génère au niveau de la santé et de la criminalité. Comme nous le verrons au chapitre suivant, le chômage engendre différentes pathologies sociales dont les Québécois doivent faire les frais. Le fardeau fiscal des Québécois résulte donc, entre autres, du simple fait qu'on laisse durer un chômage chronique.

Enfin, la quatrième observation qu'on peut tirer de ces chiffres concerne la rentabilité économique d'une politique agressive de création d'emploi. En effet, si l'on calcule les coûts économiques du chômage par chômeur, on constate qu'il est tout à fait irrationnel de ne pas avoir de politique de plein emploi. Par exemple, si l'on divise les coûts économiques du chômage québécois de 1981 par le nombre total de chômeurs officiellement reconnus et qu'on y ajoute les travailleurs découragés<sup>26</sup>, il en résulte que chaque chômeur coûte 66 237 \$.<sup>27</sup> Or, selon certains estimés,<sup>28</sup> il en coûterait 44 633 \$ pour créer un emploi dans le cadre de projets d'investissements publics tels l'assainissement des eaux, la construction de routes, la restauration de monuments historiques. La société québécoise a donc un intérêt économique certain à mettre en œuvre une politique d'emploi. Par ailleurs, les gains qu'elle pourrait en réaliser sont sans doute plus importants que ne le laissent croire les chiffres précédents puisque de nombreux emplois coûtent beaucoup moins chers que l'estimé de 44 633 \$.<sup>29</sup> De plus, une politique de plein emploi ne repose pas sur la seule création directe d'emplois. Au contraire, elle consiste en une série de mesures macro et micro-économiques visant à assurer la pleine utilisation des ressources humaines.

24. Notes techniques en annexe A à la page 94.
25. Certains économistes affirment que l'inflation engendre des coûts économiques sous forme de pertes de production et de revenus qui seraient extrêmement élevés. À cet effet voir entre autres Edmund S. Phelps, *Inflation Policy and Unemployment theory. The Cost-Benefit Approach to Monetary Planning*, W.W. Norton, New York 1972. Mais tous ceux qui ont inventorié systématiquement la question concluent que pour l'instant, aucune mesure quantitative précise ne peut être avancée concernant les effets pervers de l'inflation. Voir entre autres Gardner Ackley, « The Costs of Inflation », *American Economic Review*, May 1978 et Stanley Fisher et Franco Modigliani, « Towards Understanding of the Real Effects and Costs of Inflation », *Review of World Economics*, 1978.
26. En 1981, au Québec, il y avait officiellement 311 000 chômeurs. Toutefois, il y a lieu de croire que le nombre de chômeurs est plus élevé que la statistique officielle ne le laisse croire puisque plusieurs personnes ont cherché du travail dans les six mois précédents l'enquête mais ne l'ont pas fait pendant la semaine de référence parce qu'elles ne croyaient pas qu'il y avait de l'emploi disponible. En 1981, au Québec, ces personnes classées comme chômeurs découragés totalisaient 26 000 individus. Statistique Canada, *La population active*, décembre 1981, catalogue 71-001.
27. On divise les coûts économiques par le nombre de chômeurs qui, au plein emploi, auraient trouvé un emploi :
- $$\begin{array}{l} \text{main-d'œuvre 1981} + \text{chômeurs découragés 1981} = \text{main-d'œuvre potentielle} \\ 2\,996\,000 \quad + 26\,000 \quad \quad \quad = 3\,022\,000 \\ \text{nombre de chômeurs au plein emploi :} \\ \text{main-d'œuvre potentielle} \times ,035 = 105\,770 \\ \text{chômeurs 1981} + \text{chômeurs découragés} - \text{chômeurs au plein emploi} = \text{chômeurs qui au plein} \\ \text{emploi auront un emploi :} \\ 311\,000 + 26\,000 - 105\,770 = 231\,230. \end{array}$$
28. Selon une étude de R. Lacroix et Y. Rabeau, *Politiques nationales, conjonctures régionales, la stabilisation économique*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal 1981, il en coûte en 1977, 31 243 \$ pour créer un emploi à l'aide de formation brute de capital fixe. En ajustant ce coût pour l'augmentation dans l'indice implicite des prix de 1977 à 1981 on obtient un coût de création d'un emploi de :
- $$31\,243 \$ = \frac{\text{IIP 1981}}{\text{IIP 1977}} = 31\,243 \$ \times \frac{2,45}{1,714} = 44\,633 \$$$
29. Par exemple, dans l'étude de Rabeau et Lacroix, la création d'un poste dans la fonction publique coûte beaucoup moins cher que la mise en œuvre de travaux publics.



### La répartition des coûts du chômage entre les groupes

Nous avons vu que les coûts économiques du chômage sont beaucoup plus élevés que les coûts apparents, soit les déboursés de l'assurance-chômage et d'aide sociale. De la même façon, nous allons voir que la répartition des coûts économiques entre les différents groupes n'est pas aussi évidente qu'elle peut le paraître.

Le tableau IV répartit, pour tous les groupes au Québec, les pertes de revenus associées à un taux de chômage de 10,4% au lieu de 3,5%. On constate d'abord, tout comme nous l'avons vu en début de chapitre, que les chômeurs individuellement ont à supporter des coûts élevés: ils endossent en moyenne une perte de revenu de près de 10 000 \$ chacun. Mais on constate par ailleurs que la perte de revenu brut supportée par l'ensemble des chômeurs ne représente

TABLEAU IV

La répartition des coûts économiques du chômage pour les groupes<sup>30</sup>  
Québec 1981 — '000,000 de \$

#### Les chômeurs

2 311,5 \$

Il s'agit des salaires bruts perdus 4 228 \$ moins le total des prestations reçues au titre de l'assurance-chômage 1 269,4 \$ et de l'aide sociale 647,1 \$. Les coûts par chômeur sont de 9 999,54 \$

#### Les salariés employés

5 139,8 \$

Ce sont les revenus de travail perdus 4 830,3 \$ plus les cotisations d'assurance-chômage supplémentaires 309,5 \$. Ces coûts représentent 1 914,26 \$ par salarié employé.

#### Les entreprises et autres propriétaires

4 974,3 \$

Ce total représente les revenus perdus au chapitre des bénéfices des corporations 1 660,6 \$ de l'amortissement 1 531,6 \$, des autres revenus de propriété 1 472,6 \$ ainsi que les cotisations supplémentaires à l'assurance-chômage 309,5 \$.

#### Les gouvernements

6 145,5 \$

Ces coûts sont composés d'impôts directs 3 255,1 \$, d'impôts indirects moins les subventions 1 592,9 \$, des dépenses supplémentaires au niveau de l'assurance-chômage 650,4 \$ et de l'aide sociale 647,1 \$.

Tous les gouvernements supportent les coûts du chômage: le gouvernement fédéral 2 728,2 \$, le gouvernement provincial 2 792,4 \$ et les municipalités 624,9 \$

Si l'on additionne tous les revenus perdus pour chacun des groupes et que l'on soustrait les taxes directes qui sont comptabilisées à la fois dans les revenus des travailleurs et des entreprises ainsi que dans les revenus du gouvernement, on obtient le total des pertes de revenus: 2 311,5 \$ + 5 139,8 \$ + 4 974,3 \$ + 6 145,5 \$ - 3 255,1 \$ = 15 316 \$.

30 Notes techniques en annexe A à la page 95

que 15,1% du total des pertes. Ce sont donc les groupes non touchés directement par le chômage qui défrayent la majeure partie des coûts.

Ainsi, les pertes de revenu que subissent les travailleurs employés sont deux fois plus élevées que celles des chômeurs. Cela peut en étonner plusieurs. L'explication, bien que non triviale, est toutefois simple. En période de plein emploi, la moyenne hebdomadaire des heures de travail est plus élevée, soit à cause d'un accroissement du temps supplémentaire ou de la transformation des emplois à temps partiel en emplois à temps plein. Par ailleurs, on observe qu'en période de forte conjoncture, la proportion des emplois bien rémunérés s'accroît, ce qui entraîne des gains de revenus pour les travailleurs. Ces phénomènes causent, pour l'ensemble des salariés employés, une perte de revenu de 4,8 \$ milliards pour 1981. Si on ajoute à ce chiffre les cotisations supplémentaires de ,3 \$ milliards versées à l'assurance-chômage, on obtient une perte totale de 5,1 \$ milliards. Une fois de plus, on peut observer à quel point les coûts apparents sous-estiment la réalité.

Les coûts du chômage par salarié employé s'élevaient à près de 2 000 \$ en 1981. Ceci représente 10,9% des rémunérations moyennes québécoises. Ainsi en 1981, le chômage a fait perdre en moyenne aux travailleurs 10,9% de leur revenu. Quand on a un emploi, on ne réalise généralement pas l'ampleur des coûts créés par le chômage. L'érosion du pouvoir d'achat causée par l'inflation qui atteignait 12,5% en 1981 est plus visible<sup>31</sup>. Même si les salariés ont pu obtenir des augmentations moyennes de salaires qui compensent la majeure partie des coûts de l'inflation, ils persistent à croire que l'inflation leur coûte plus que le chômage.

Les entreprises sont aussi de grandes perdantes de l'inutilisation des ressources humaines. En 1981, le chômage entraînait au Québec des pertes de revenus bruts de propriété de près de 5 \$ milliards. Ces argents qui auraient pu être investis sont perdus à tout jamais: 1,7 \$ milliards de bénéfices perdus pour les corporations, 1,5 \$ milliards de bénéfices non répartis au chapitre de l'amortissement et 1,5 \$ milliards d'autres revenus de propriété tels les revenus de placements pour les entreprises et les individus et 0,3 \$ milliard de cotisations supplémentaires à verser à l'assurance-chômage.

Les coûts du chômage retombent lourdement aussi sur les gouvernements: 6,1 \$ milliards. Ces coûts sont composés de 3,2 \$ milliards d'impôts directs perdus, de 1,6 \$ milliards perdus au niveau des impôts indirects moins les subventions et de déboursés supplémentaires de 1,3 \$ milliards au niveau de l'assurance-chômage et de l'aide sociale. Ce sont des pertes de revenus de 2,7 \$ et de 2,8 \$ milliards pour les gouvernements fédéral et provincial respectivement. Quant aux municipalités, elles endossent des coûts de 0,6 \$ milliard.

La répartition des coûts économiques du chômage entre les groupes nous oblige à constater que le plein emploi ne bénéficie pas seulement aux chômeurs actuels mais bien à l'ensemble de la société. Le plein emploi est donc un bien collectif et sa réalisation se doit d'être une entreprise collective.

31. Il s'agit ici du taux d'augmentation dans l'indice des prix à la consommation et non de l'indice implicite, Ministère des Finances, *Revue Économique*, avril 1982, Ottawa.

En fait, l'analyse de la répartition des coûts du chômage indique clairement que tous les groupes bénéficieraient économiquement et financièrement du plein emploi. La poursuite de cet objectif implique toutefois des déboursés ou des charges financières. Or à court terme, ni le gouvernement fédéral ni le gouvernement provincial n'y voient un avantage financier assez fort pour en entreprendre seuls l'implantation. Par ailleurs, ni les travailleurs ni les entreprises n'ont les moyens de relancer l'économie. Et ce n'est qu'une politique de plein emploi à laquelle tous les groupes participeraient qui permettrait d'en assurer la rentabilité.

Mais la participation de tous les groupes à la réalisation du plein emploi s'impose non seulement pour des raisons financières mais aussi pour des raisons d'efficacité. En effet, comme nous le verrons plus loin, aucun groupe de la société ne peut réaliser seul le plein emploi. Au contraire, ce dernier est un objectif social dont la réalisation dépend de l'action collective de chacun.























*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,*  
*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9



CANADA

## INDEX

STANDING COMMITTEE ON

# Labour, Employment and Immigration

HOUSE OF COMMONS

---

Issues 1-73A

•

1984-1986

•

1st Session

•

33rd Parliament

---

Chairman: Mr. Jim Hawkes





The Index is available in both official languages.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

L'index est disponible dans les deux langues officielles.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

## GUIDE TO THE USERS

---

This Index is a subject-based and cross-referenced index which provides subject analysis as well as corresponding entries under the names of individual Members of Parliament.

Each participating Member and witness has a global entry, based on the order of reference that covers all pages where he/she spoke.

**Knowles, Hon. Stanley** (NDP—Winnipeg North Centre)  
Regional Economic Expansion Department estimates,  
1984-1985, main, **15:9**, 11-2, 19



Testimony and debate are analysed for subject content and the entries are arranged alphabetically.

Member	<b>Knowles</b>
subject entry	Steel industry, <b>15:9</b>

Main subject	<b>Steel industry</b>
sub-heading	Exports, <b>15:9</b>

Included in the index are several headings that may be particularly useful; a list under Witnesses shows all appearances by organizations before the Committee; the heading Orders of Reference lists all matters studied by the committee; the section Procedure records all items of a procedural nature including those listed in the Minutes.

The index is extensively cross-referenced to account for organization of subject detail and varying terminology. Cross-references to a first sub-heading are denoted by a long dash “—”.

**Women** *see* Canadian Forces—Training

A list of dates of meetings of the committee with the corresponding issue numbers may be found under the heading “Dates and Issues” on the following page.





# INDEX

## HOUSE OF COMMONS STANDING COMMITTEE

### OFFICIAL REPORT

FIRST SESSION—THIRTY-THIRD PARLIAMENT

---

*Abbreviations:* A.=Appendices. Amdt.=amendment. M.=motion. S.O.=standing order.

---

---

#### DATES AND ISSUES

##### —1984—

November: 22nd, 27th, 1; 29th, 2.

December: 4th, 3; 5th, 4; 6th, 5.

##### —1985—

February: 5th, 6; 7th, 7; 12th, 8; 13th, 9; 26th, 10; 27th, 11; 28th, 12.

March: 5th, 13; 7th, 12th, 14; 13th, 15; 14th, 18th, 19th, 16; 21st, 17; 25th, 26th, 18; 27th, 19; 28th, 20.

April: 1st, 2nd, 20; 16th, 21; 18th, 22; 18th, 23rd, 23; 24th, 24; 25th, 30th, 25.

May: 2nd, 26; 7th, 27; 8th, 9th, 28; 14th, 29; 16th, 30; 21st, 31; 28th, 32; 30th, 33, 34.

June: 4th, 35; 25th, 36, 37.

September: 24th, 38; 26th, 39; 26th, 40.

October: 1st, 41; 3rd, 42; 8th, 43; 9th, 44; 10th, 45; 16th, 21st, 23rd, 29th, 30th, 46.

November: 5th, 46; 18th, 47; 20th, 48; 22nd, 49.

December: 12th, 18th, 50.

##### —1986—

January: 28th, 51.

February: 11th, 13th, 24th, 51.

March: 3rd, 10th, 51; 18th, 52.

April: 9th, 53; 11th, 54; 23rd, 55; 25th, 56; 29th, 57, 58.

May: 1st, 6th, 7th, 58; 8th, 9th, 59; 13th, 60; 15th, 61; 20th, 62; 21st, 63; 22nd, 23rd, 64; 27th, 65, 66; 29th, 67.

June: 3rd, 5th, 11th, 68; 5th, 6th, 69; 9th, 70; 10th, 71; 11th, 18th, 20th, 72; 26th, 73, 73A.



- Abella Commission** *see* Royal Commission on Equality in Employment
- Abuses** *see* Unemployment insurance—Recipients
- Access to information** *see* Canada Employment and Immigration Commission—Information; Canadian Centre for Occupational Health and Safety; Challenge '85—Members of Parliament; Challenge '86; Employment and Immigration Department; Housing; Job creation programs—Information
- Adjustment Assistance Program** *see* Immigration
- Adult basic education program** *see* Training programs
- Advertising** *see* Challenge '85; Challenge '86; Job creation programs; Student Employment Experience Development Program
- Advisory Councils** *see* Local Advisory Councils; Occupational health and safety
- Affirmative action** *see* Canadian Job Strategy; Employment equality programs; Refugees
- Afghanistan** *see* Refugees
- Agenda and procedure subcommittee** *see* Procedure
- Air Canada** *see* Part-time employees
- Airports** *see* Refugees—Airport arrivals
- Alberta** *see* Challenge '85
- Alcan Aluminium Ltd.** *see* Job creation—Temporary layoffs
- Allmand, Hon. Warren** (L—Notre-Dame-de-Grâce—Lachine East)  
Canada Employment and Immigration Commission  
Employment Development Branch, 70:19-24, 28-9  
Program delivery, staffing pattern, reorganization, Committee study under S.O. 96(2), 72:7, 14-9, 26-32  
Canada Employment Centres  
Counselling services, 72:30-2  
Local Advisory Councils, 16:43  
Privatization, 63:33-4  
Students, 24:18-9  
Canada Works Program, project officers, 4:5-6  
Canadian Job Strategy  
Innovations Program, 54:6, 9; 59:29-30  
Job Development Program, 54:6, 9; 59:5-7, 9-10; 63:11; 65:23-4; 69:14-5; 70:4-5, 7-8, 10-1; 72:26-7  
Job Entry Program, 53:30-1  
Local Advisory Councils, 65:23-4  
Objectives, 72:15  
Census 1986, 62:6, 9  
Challenge '85  
Advertising budget, 23:16; 25:9-10  
Applications, 16:43-4; 24:17-8; 25:8-9; 32:12; 48:10  
Career-oriented jobs, 16:44-6; 24:16-8; 48:15-7; 53:31-2; 62:9  
Federal-provincial joint/complementary programs, 16:44  
Job length, 32:26  
Members of Parliament, 29:9-12  
Oversubscription, 32:11  
Political partisanship, 31:5-6; 32:10  
Private sector participation, 24:18; 48:11, 13  
Projects, 23:16-7  
Student Employment Experience Development Program, 23:16; 32:10  
Student Entrepreneurial Program, 23:16-7; 48:17-8  
Student loans program, 32:27  
Success/failure, 29:12; 48:6-7  
Unemployment rate, relationship, 48:12-3
- Allmand, Hon. Warren—Cont.**  
Challenge '86  
Career oriented jobs, 63:9; 65:23  
Funding, 62:39-40; 65:20-1; 71:27-30  
Non-profit sector, 62:6-9, 38-9; 63:4-8; 65:21, 23  
Private sector, 63:8-9  
Projects, approval, 71:31  
Student Employment Experience Development Program, 62:6; 63:8; 65:22  
Committee  
Budget, 58:16  
Future business, 52:28  
Hospitality expenses, 57:24, 27  
Minutes and evidence, printed copies, 57:13-5  
Staff, researchers, 57:17, 28  
CP Rail, maintenance workers, 58:20-1  
Employment  
Equality in Employment, Abella Commission report, 1:18, 20  
Moonlighting, 4:7-8  
Older workers, 53:10; 56:7-8  
Employment and Immigration Department  
Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 3:6-8, 10-2, 17-8, 21, 29, 38; 4:4-9, 13, 15-8, 25; 7:21, 31; 9:12-3, 17, 20-1, 26-30; 10:6-7, 18-23; 11:10-2, 20; 14:6-7, 9-15, 24-5; 22:4; 26:11-5, 19, 26; 27:16; 28:27-8  
Annual Report, 1984-1985 and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985 (Student Summer Employment Program), 48:5-18  
Employment and immigration programs, 71:5-8, 18, 27-30, 33, 35-7  
Estimates  
1984-1985, supplementary (C), 16:12-6, 27-8, 31, 37, 43-7; 17:9, 15-8, 32-4  
1985-1986, main, 16:12-6, 27-8, 31, 37, 43-7; 17:9, 15-8, 32-4; 23:6-18; 24:7-8, 10-1, 13-20; 25:8-13; 29:9-12; 31:4-6, 20-1; 32:6-8, 10-3, 26-9, 37-40  
1985-1986, supplementary (B), 48:5-18  
1986-1987, main, 53:5-11, 15, 19-20, 22-3, 29-34, 36; 54:4-12, 15, 18, 23; 56:4, 7-11, 18, 32-3, 38; 57:6; 59:5-9, 15, 22, 27-30; 62:6-10, 17, 22-3, 26, 32, 38-40; 63:4-9, 11-2, 18, 31-5; 65:12, 16, 20-4; 69:6-9, 14-5, 19; 70:4-5, 7-12, 19-24  
Funds, cutbacks, 1:17-8  
Memorandum, 71:6-7  
Minister of State (Youth), role, 53:29  
General Industrial Training Program  
Funding, 4:16  
Special training, 4:16-7  
Immigration, future levels, November 1984 report, 14:6-7, 9-15, 24-5; 22:4; 26:11-5, 19, 26; 27:16; 28:27-8  
Immigration Act, regulations, amendments, 14:6-7, 9-15, 24-5; 27:16; 28:27-8  
Job creation, Budget, May 23/85, taxation impact, 32:39-40  
Job creation programs  
Employment placement, 4:8  
Funding, 1985-1986, 54:6, 9, 11-2  
Funding, 1986-1987, 54:5-6  
Minister's federal-provincial-private sector consultations, 16:13  
Regina Conference initiatives, 16:13, 15-6; 25:10  
Summer programs, 63:31  
Youth, 53:29-31  
Katimavik program, 53:32  
Labour Department estimates, 1986-1987, main, 58:16-21  
Labour force adjustment, Committee study under S.O. 96(2), 73:7  
National Training Act, agreements, 16:14-5; 71:5-8



**Allmand, Hon. Warren—Cont.**

## Part-time employees

Canada Labour Code, Part III, 58:20

Definition, 58:18-9

Federally-regulated industries, 58:16-8

Pensions, 58:18-9

Wallace report recommendations, 58:17-9

## Procedure

Acting Chairman, 3:6-7

Advertising for submissions, M., 9:17

Agenda, 3:7; 56:4

M. (Duguay), 14:9-11

Agenda and procedure subcommittee, 3:8; 52:7-14, 28-31

M. (Hudon), 1:11

M. (Heap), 24:7-8, 10-1

Amdt., 24:11, 13-5

Briefs, 14:12-5

Budget, 39:10-5, 23-4, 27-33

M. (J.-P. Blackburn), 57:28

Amdt., 57:21-2

Amdt. (Rodriguez), 57:27

Business meeting, 39:10-8, 23-4, 27-33, 36-7

Committee name, M. (Hudon), 10:18

Documents, 45:23; 59:28

Estimates, consideration, 10:19; 14:8-11; 16:12-3, 47; 57:29-30; 65:12-3, 16; 69:6-8

Exhibits, 48:9; 70:23

In camera meetings, 22:4; 43:14, 17

Meetings, 1:17-8, 20-1; 10:6-7; 23:12; 39:13; 43:13; 57:6, 29-31; 62:38; 69:6

Members, 29:20-1; 53:6, 19-20, 22-3; 54:5, 23; 56:38; 62:22-3

Membership, 54:4

Ministers, 3:12; 10:19; 23:7-12; 53:5-6, 29; 56:10-1; 69:6-7

M., 3:17-8, 21

Motions, 16:47-8

Orders of Reference, 1:20

Organization meeting, 1:8, 11-2, 14-8, 20-1; 52:7-15, 18-20, 22-3, 25-8, 30-1; 57:13-5, 17-8, 20-2, 24, 27-30

Questioning of witnesses, 3:29; 9:29; 17:9, 34; 53:11, 33; 54:4; 69:9, 14, 19; 70:4; 71:35; 72:14-5

Quorum, 23:13; 27:16; 54:19, 23

M. (Hudon), 1:12, 14-6

M. (Jourdenais), 52:14-5

Room, 72:7

Rules, abuse, 69:9

## Staff

M. (Oostrom), 52:22

Ms. (Jourdenais), 52:23, 25-6

M. (J.-P. Blackburn), 52:27-8

## Travel abroad

M. (Jourdenais), 52:19-20

M. (Oostrom), 52:20

Votes in House, 73:7

Witnesses, 3:8; 14:6-7; 45:7; 69:8

M. (Jourdenais), 23:6

M. (Heap), 23:7-8

M., 43:17

## References, 16:27-8, 31

Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 43:13-5, 17; 45:7, 23

Students, summer employment programs, 3:11-2, 17-8

Summer Canada Works Program, eliminating, 3:10

Summer Canada Works Program, expenditures, 4:17-8

## Unemployment insurance

Benefits, 17:15-6

Government contributions, 4:15-6

Part-time workers, 53:7

**Allmand, Hon. Warren—Cont.**

## Unemployment insurance—Cont.

Pension income, 4:25; 17:15, 17-8, 32; 23:14-5; 53:6-10, 32-3; 56:7-9

Unemployment Insurance Act, changes, discussion paper, 24:19-20

Unemployment, older workers, 69:14

Visitors, visas, 63:31

**Amnesty see Immigration—Illegal; Refugees****Amnesty International (Canadian Section-Anglophone)**

Refugee assistance role, government liaison, 40:30-3

See also Appendices; Witnesses

**Anderson, Mr. G.D. (Canada Mortgage and Housing Corporation)**

Canada Mortgage and Housing Corporation estimates, 1986-1987, main, 60:3-15, 17-26, 28; 64:3, 8, 13, 17, 27-8, 34

**Angus, Mr. Iain (NDP—Thunder Bay—Atikokan)**

Canada Mortgage and Housing Corporation estimates, 1985-1986, main, 33:28

**Appeals see Immigration; Immigration Appeal Board;**

Refugees—Determination process; Unemployment

insurance—Benefits—Board of Referees—Pension income

**Appendices**

Amnesty International (Canadian Section-Anglophone), 40A:1-15

Challenge '85, applications, document *Chapter II, Assessment Phase*, 24A:1-3

Committee, minutes, Lewis Group Incorporated testimony, 35A:1-20

Employment and Immigration Department correspondence, 4A:1-4

Fédération des travailleurs du papier et de la forêt submission, pulp and paper industry, job maintenance and creation plan, 73A:1-39

Ligue des droits et libertés, 45A:27-81

Reports to House, fifth

Liberal Party reservations, 46A:1-3

New Democratic Party dissenting statement, 46A:4-7

Special Employment Initiative Program, grant to Canadian Council of Occupational Health Nurses Incorporated, background note, 2A:1

Subcommittee, minutes, Detention of Immigrants in the Toronto Area Subcommittee, 36A:1-15

Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés, La, 45A:1-26

See also Procedure—Documents

**Apprenticeship programs see Training programs****Arrests and detention see Immigration—Illegal****Arts and culture**

Student summer employment projects, 67:34-5

See also Canadian Job Strategy—Job Entry Program

**Assisted relatives see Immigration; Refugees—Family reunification****Associate entrepreneur program see Immigration—Entrepreneurial class program****Association des avocats en immigration see Witnesses****Asylum see Refugees****Atherley, Dr. Gordon (Canadian Centre for Occupational Health and Safety)**

Canadian Centre for Occupational Health and Safety estimates, 1986-1987, main, 55:3, 20-1, 27-8, 37-8, 50-1

Labour Department estimates, 1984-1985, supplementary (B), 2:24

Labour Department estimates, 1986-1987, main, 58:5, 27-8

- Attewell, Mr. Bill** (PC—Don Valley East)  
Employment and Immigration Department estimates, 1986-1987, main, 66:21-5
- Auditor General** *see* Employment and Immigration Department
- Audits** *see* Challenge '86
- Augenfeld, Ms Rivka** (La table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés)  
Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 45:3-5, 7, 13-4, 17-22
- Australia** *see* Immigration—Entrepreneurial class program
- Axworthy, Hon. Lloyd** (L—Winnipeg—Fort Garry)  
Employment and Immigration Department estimates, 1985-1986, main, 29:21-4
- Bader, Ms Irene** (Employment and Immigration Department)  
Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 44:3, 36
- Baker, Mr. George** (L—Gander—Twillingate)  
Employment and Immigration Department  
Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 4:29-32, 40, 42-4, 47-8  
Estimates  
1984-1985, supplementary (C), 16:8, 27-31, 38-9  
1985-1986, main, 16:8, 27-31, 38-9; 25:20-6, 28-30, 32-3; 31:21; 32:40-1  
1986-1987, main, 53:45-8  
Procedure  
Estimates, 16:8  
Motions, 4:47-8
- Bangladesh**  
Political/economic conditions, 30:6-7, 12  
*See also* Refugees
- Bangladesh Centre** *see* Witnesses
- Banks and banking**  
Union activities, Canada Labour Relations Board rulings, 58:22, 31-2  
*See also* Canadian Imperial Bank of Commerce; Federal Business Development Bank
- Barnard, Ms Kathryn** (Individual presentation)  
Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 28:3, 55-61  
Immigration, future levels, November 1984 report, 28:3, 55-61
- Basic skills development**  
Immigration Act, regulations, amendments, 28:3, 55-61  
*See also* Training programs
- Bélanger, Miss Diane** (Ligue des droits et libertés; La table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés)  
Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 45:3, 8-12, 16-7, 21-2, 37-8, 40-1, 44-5
- Bell, Mr. W. Kirk** (Employment and Immigration Department)  
Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 5:3, 11, 21-3; 6:3, 11-2, 19, 23-4, 26-7, 29-30, 33-4, 36-41; 7:3, 9-11, 13, 27-30, 32; 8:3, 32, 35; 13:4, 12-5, 24-7, 29, 39-40; 21:3, 14-5, 18, 20-1, 23-5, 50-2; 25:3  
Immigration, future levels, November 1984 report, 21:3, 14-5, 18, 20-1, 23-5, 50-2; 25:3  
Immigration Act, regulations, amendments, 13:4, 12-5, 24-7, 29, 39-40; 25:3
- Bell, Mr. W. Kirk—Cont.**  
Employment and Immigration Department Annual Report—*Cont.*  
27-30, 32; 8:3, 32, 35; 13:4, 12-5, 24-7, 29, 39-40; 21:3, 14-5, 18, 20-1, 23-5, 50-2; 25:3  
Immigration, future levels, November 1984 report, 21:3, 14-5, 18, 20-1, 23-5, 50-2; 25:3  
Immigration Act, regulations, amendments, 13:4, 12-5, 24-7, 29, 39-40; 25:3
- Belleville, Ont.** *see* Unemployment insurance—Offices
- Benefit control officers** *see* Unemployment insurance
- Best, Mr. J. Cal** (Employment and Immigration Department)  
Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 5:3, 10-5, 19-21, 23-8; 6:3, 7-40, 42-3; 7:3, 5-30, 32; 8:3-4, 6-39; 13:4, 7-23, 26-9, 31-3, 35-7, 39-40, 42-50; 21:3-28, 36-53, 55-61; 25:3  
Employment and Immigration Department estimates, 1985-1986, main, 19:3, 29-30, 35-8  
Immigration, future levels, November 1984 report, 21:3-28, 36-53, 55-61; 25:3  
Immigration Act, regulations, amendments, 13:4, 7-23, 26-9, 31-3, 35-7, 39-40, 42-50; 25:3
- Bilingualism** *see* Official languages/bilingualism
- Bisset, Mr. Joe B.** (Employment and Immigration Department)  
Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, 51:4  
Employment and Immigration Department estimates, 1986-1987, main, 66:3, 22, 25, 36, 38-9  
Immigration, family reunification, policies and programs, 58:4  
Refugees, determination process, cases, backlog, regulations, 69:4; 72:3
- Black, Dr. L.** (National Health and Welfare Department)  
Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, 51:6
- Black, Mr. W.** (Justice Department)  
Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 37:3, 6-8, 13, 23, 36, 54-7  
Immigration, future levels, November 1984 report, 37:3, 6-8, 13, 23, 36, 54-7  
Immigration Act, regulations, amendments, 37:3, 6-8, 13, 23, 36, 54-7
- Blackburn, Mr. Jean-Pierre** (PC—Jonquière; Vice-Chairman)  
Canada Mortgage and Housing Corporation estimates, 1986-1987, main, 60:15-6  
Election as Vice-Chairman, 52:10-2  
Employment and Immigration Department  
Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 4:40-2; 5:8-9; 7:27-9; 8:28, 30; 13:42-3; 14:12-3, 33-4  
Annual Report, 1984-1985 and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985 (Student Summer Employment Program), 48:14-5, 19-20  
Estimates  
1984-1985, supplementary (B), 1:36-7  
1985-1986, main, 19:10-1, 41-2  
1985-1986, supplementary (B), 48:14-5, 19-20



**Blackburn, Mr. Jean-Pierre—Cont.**

Employment and Immigration Department—Cont.

Estimates—Cont.

1986-1987, main, **53**:5-6, 11, 15, 19-23, 33-4, 43-5; **54**:12-4;**56**:11-2, 32, 34; **61**:5, 14-6, 20, 27-9; **62**:14-7, 35-6;**65**:26-30; **66**:11; **67**:8-9, 15-7, 33-4; **70**:16-9, 24-6Immigration, future levels, November 1984 report, **14**:12-3, 33-4Immigration Act, regulations, amendments, **13**:42-3; **14**:12-3, 33-4Labour Department estimates, 1984-1985, supplementary (B),  
2:20-1Labour Department estimates, 1986-1987, main, **55**:10-1, 16-9,  
28-30, 42-6; **58**:12-4, 28-30Labour force adjustment, Committee study under S.O. 96(2),  
73:17-26, 30-2, 34-6

Procedure

Acting Chairman, 3:6-7

Agenda, 3:7-8

Agenda and procedure subcommittee, 3:8

M. (Hudon), 3:8

M., **72**:4Briefs, **14**:12-3; **67**:8Budget, M., **57**:21, 27Amdt. (Allmand), **57**:22Amdt. (Redway), **57**:25-6

Correspondence, 4:4-5

Documents, 4:4-5

Exhibits, M., **50**:17Meetings, **56**:32; **65**:29Members, **53**:6, 19-20, 23-4; **67**:17Ministers, 3:12; 4:47; **53**:5-6; **67**:9

M. (Allmand), 3:17-9, 21

Motions, 3:12, 18-9, 21

Organization meeting, **52**:6, 13, 16-7, 19, 25-6, 30; **57**:15, 21-3,  
25-9Questioning of witnesses, 3:9, 29; 4:4; **53**:5, 11, 33-4Quorum, M. (Jourdenais), **52**:16-7Reports to House, M., **66**:11

Staff

M. (Jourdenais), **52**:25M., **52**:26Subcommittee, M. (Oostrom), **19**:10-1

Votes, 3:21

Witnesses, 3:8-9

M., **52**:19**Blacks** *see* Employment equality programs—Minorities**Blenkarn, Mr. Don** (PC—Mississauga South)

Procedure, room, 37:62-3

**Boivin, Mr. R.J.** (Canada Mortgage and Housing Corporation)Canada Mortgage and Housing Corporation estimates, 1985-1986,  
main, **33**:3, 9-12, 14Canada Mortgage and Housing Corporation estimates, 1986-1987,  
main, **60**:3, 13-7, 19, 21-2, 25, 27-8; **64**:3, 26, 33-4**Boraks, Mr. Richard** (Confederation Trust of Canada Inc.)

Employment and Immigration Department Annual Report,

1983-1984, and Canada Employment and Immigration

Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment

Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **15**:3,

12-20, 22-3, 26-43, 45-7

Immigration, future levels, November 1984 report, **15**:3, 12-20,  
22-3, 26-43, 45-7Immigration Act, regulations, amendments, **15**:3, 12-20, 22-3,  
26-43, 45-7**Bossin, Mr. Michael** (Amnesty International (Canadian Section—  
Anglophone))Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, **40**:3,  
21-5, 31, 33-5, 38-9**Boudria, Mr. Don** (L—Glengarry—Prescott—Russell)Employment and Immigration Department estimates, 1986-1987,  
main, **69**:6, 15-7**Bricklayers** *see* Employment—Skill shortages**Briefs** *see* Appendices; Procedure**British Columbia** *see* Canadian Job Strategy—Job DevelopmentProgram, Funding; Challenge '86—Funding—Non-profit sector;  
Housing—Social, Federal-provincial agreements; Refugees**Browes, Mrs. Pauline** (PC—Scarborough Centre)

Employment and Immigration Department

Employment and immigration programs, **71**:18-21, 28, 35-6, 38Estimates, 1986-1987, main, **56**:29-32; **67**:8, 17-9, 31, 34; **69**:8,  
24-5

Procedure

Agenda and procedure subcommittee, **52**:10Election of Chairman, M., **52**:6Election of Vice-Chairman, M., **52**:10Estimates, **67**:31; **69**:8Ministers, **67**:8Organization meeting, **52**:6, 10, 14, 21-2Press conference, M., **68**:54Questioning of witnesses, **69**:8; **71**:35Staff, Ms., **58**:5; **67**:31Travel abroad, M. (Jourdenais), **52**:21Votes in Committee, **56**:32Witnesses, **69**:8Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, **45**:8**Brush, Mr. Maurice H.** (Employment and Immigration Department)

Employment and Immigration Department Annual Report,

1983-1984, and Canada Employment and Immigration

Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment

Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **8**:3, 5-6,  
38; **13**:4, 15Immigration Act, regulations, amendments, **13**:4, 15**Bryden vs Canada Employment and Immigration Commission** *see*

Unemployment insurance—Pension income

**Budget, May 23/85** *see* Job creation**Buffalo Shuffle** *see* Refugees—India**Burma** *see* Immigration**Business Development Centres** *see* Canadian Job

Strategy—Community Futures Program

**Business Drive for Jobs Program** *see* Job creation programs—Youth**Business immigrant investors category** *see* Immigration**Bustein, Mr. M.** (Employment and Immigration Department)Canada Employment and Immigration Commission Annual Report,  
1984-1985, **51**:4Refugees, determination process, cases, backlog, regulations, **69**:4;  
72:3**Cadillac-Fairview apartments** *see* Housing**Calgary, Alta.** *see* Canadian Job Strategy—Local Advisory Councils



**Campbell, Mr. D.R.** (Employment and Immigration Department)  
 Employment and Immigration Department  
 Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 4:3, 41-2  
 Estimates, 1985-1986, main, 23:3, 17-21, 25; 24:3, 17, 25-7, 35-9; 25:15-6, 19, 30, 32; 31:16, 19-20

**Campbell, Mr. Gerry** (External Affairs Department)  
 Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, 51:5, 7

**Canada Employment and Immigration Advisory Council**  
 Membership, role/function, 29:14-5  
*See also* Employment—Older workers; Unemployment insurance—Pension income

**Canada Employment and Immigration Commission**  
 Annual Report, 1983-1984 *see* Orders of Reference—Employment and Immigration Department  
 Annual Report, 1984-1985, 51:4-9  
*See also* Orders of Reference—Employment and Immigration Department

Communications, computer system, 3:16  
 Employees, managers, women, percentage, 3:34-6

Employment Development Branch  
 Employees, workload, 4:29  
 Indeterminate positions, increase, 72:12, 18-9  
 Integration with Canada Employment Centres, Everard Report, staff reductions, consultations, etc., 56:20-1; 70:16-26; 72:12-3, 22, 33-5  
 Job creation role, 72:9  
 Quebec, 72:12, 34, 37  
 Role, 47:24  
 Training program for managers and staff, 72:28-9

Employment services and job creation services, amalgamation, 63:24-6  
 Information disclosure, project announcements, 4:34-5  
 Labour-management consultative committees, 72:21  
 Offices, Sudbury, staff, overtime, 49:26-7  
 Philosophy of Management, document, 72:10  
 Priorities, 72:8  
 Program delivery, staffing pattern, reorganization, 72:6-7, 13, 22-3

Advantages/disadvantages, 72:13  
 Committee role, 72:8  
 Committee study under S.O. 96(2), 72:4-37  
 Everard Report, consultations, 72:9-19, 33  
 Implementation, 72:29-30, 32  
 Flexibility, 72:8, 13  
 Hicks memo, 72:15-6  
 Hidden agenda, 72:22  
 Immigration services, 72:32  
 Local office, role, 72:21-2  
 Nova Scotia, 72:23  
 Ontario, Que. and B.C., 72:34, 36  
 Single window service, 72:9, 11-2  
 Staff, person-years, reductions, work force adjustment policy, priority to indeterminate employees, etc., 72:18-9, 30, 32-3, 35-6  
 Staff, term employees, unionization, 72:35  
 Task Force on Program Review (Nielsen) report, recommendations, 72:15  
 Treasury Board position, 72:15

Services/staff, criticisms, 56:20  
 Staff, unions, collective agreements, etc., 72:20-1

**Canada Employment and Immigration Commission—Cont.**  
 Women's division, role, 4:38

*See also* Employment and Immigration Department—Annual Report; Native Economic Development Program; Program for Older Workers Adjustment; Refugees—Determination process; Unemployment insurance—Pension income, Bryden; Witnesses

**Canada Employment Centres**  
 Campus operations, reductions, 59:26  
 Canadian Job Strategy, delivering, 72:34  
 Constituency boundaries, corresponding to, 72:24  
 Counselling services, 24:46-7  
 Restricting to high opportunity occupations, 72:30-2  
 Employer visits, decline, 24:46  
 Employment services, technology, use, 23:24  
 Establishing, criteria, 72:24  
 Job matching, small business criticizing, 56:22-4  
 Limited assistance, 16:18-9  
 Local Advisory Councils, role, evaluation, etc., 16:26, 40-3; 56:30; 69:25-8; 72:11, 16, 34-5  
 Quebec, 69:27-8; 72:34  
 Privatization, 63:33-4  
 Registration activity, decline, 24:45-6  
 Role, 63:23; 72:11, 24-5  
 Students, 24:18-9; 67:10, 18  
 Training programs, 72:9  
 University campuses, cutbacks, 47:22-3  
 Washroom facilities, 4:38-9  
*See also* Canada Employment and Immigration Commission—Employment Development Branch; Canada Post Corporation—Students; Employment; Small business; Unemployment insurance—Program, Recipients

**Canada Labour Code**  
 Administration expenditures, increase, 58:32-4  
 First contract section, 58:30-2  
 Legislation, review, 58:30  
 Part III  
 Amendments, effective March 1985, 2:19-21; 18:6  
 Sexual harassment, reported cases, procedures, 18:16  
*See also* Part-time employees  
 Part IV amendments  
 Effective March 1986, 2:19-22; 18:6-7, 18-20  
*See also* Occupational health and safety  
 Safety regulations  
 Elevating devices, 55:22  
 Hand tools, 55:22  
*See also* Canadian Broadcasting Corporation; House of Commons

**Canada Labour Relations Board**  
 Board vacancies, 55:35  
 Caseload, backlog, 55:34-5  
 Provincial comparisons, 58:22-3  
 Cases, initiation to settlement, average time span, 55:36  
 Complaints, types, 55:35  
 Estimates, 1986-1987, main, 55:3-52  
 Program evaluation, 55:50  
 Regional boards, Task Force on Program Review (Nielsen), recommendation, 55:36  
*See also* Banks and banking—Union activities; Canadian Imperial Bank of Commerce; Canadian National Railways—Corporate restructuring; House of Commons; Witnesses

**Canada Mortgage and Housing Corporation**  
 Budget, cutbacks, 33:27  
 Corporate-owned real estate, 60:23  
 Corporate plan, 1986, revision, 60:4-6; 64:5, 15, 19-20  
 Estimates, 1985-1986, main, 33:3-28  
 Estimates, 1986-1987, main, 60:3-28; 64:3-35

**Canada Mortgage and Housing Corporation—Cont.**

- External Research Program, 33:27
- Inspection service, privatization, 64:32-3
- Land holdings
  - Other than social housing projects, 60:9-12, 19
  - Sale, net profits, returning to Consolidated Revenue Fund, 60:12, 18; 64:26-7
- See also Housing—Habitat '67—Shell homes—Social; Indians; Witnesses

**Canada Post Corporation**

- Students, summer employment, registering with Canada Employment Centres, 59:16; 67:28
- Union contracts, agreements, Federal Mediation and Conciliation Service role, 18:7
- See also Unemployment insurance—Pension income, Sweetened early retirement

**Canada Works Program**

- Administration, eligibility criteria, 31:16; 49:14
- Cost per job, 4:35-6
- Fishermen, 1:42
- Funding, 1:27, 56-7; 4:20, 31-2, 36; 32:36
  - Cutbacks, 4:36
  - Public/private sector, 4:34
- Funds, allocation
  - Designation formula, 4:23; 62:15
  - Discrimination, 4:43-4; 16:29
  - Section 38 applications, 4:39-40, 42-3; 16:28, 30, 37; 17:19-20; 62:14-5
- Native people, 1:41-2; 4:20-1
- New money, 1:40-1
- Placements, women, percentage, 4:37
- Project officers, layoffs, 4:5-6, 36
- Projects, changes, regulations, etc., 24:44-5
- Projects, costs, travel and meal allowances, 25:15-6
- Rural areas, 4:22-3
- See also Canadian Job Strategy—Job Development Program

**Canadian Armed Forces**

- Pensions, cutbacks, F. MacDonald position, 56:27-8
- See also Unemployment insurance—Pension income

**Canadian Bar Association see Witnesses****Canadian Broadcasting Corporation**, layoffs, collective agreements, Canada Labour Code, arbitration hearing, etc., 18:12-3**Canadian Brotherhood of Railway, Transport and General Workers** see CN Route**Canadian Centre for Occupational Health and Safety**

- Administration overhead, percentage of expenditures, 55:37-8
- Administrative structure, 55:37; 58:8
- Estimates, 1986-1987, main, 55:3-52
- Expenditures, cutbacks, 55:14; 58:8
- Information, access, 55:26-7
  - Computer link-ups, 55:27
  - Data base, 58:8
- Hazardous products, chemical information, 55:27
- Inquiries, increase, backlog, etc., 55:20-1; 58:9
- Staff, 1986-1987 person-years, reduction, 55:21, 38
- Task Force on Program Review (Nielsen), recommendations, 58:8
- See also Occupational health and safety—Video display terminals; Witnesses

**Canadian Charter of Rights and Freedoms see Immigration**

- Act—Regulations; Refugees; Unemployment insurance—Pension income; Unemployment Insurance Act

**Canadian Council of Occupational Health Nurses Incorporated see** Appendices—Special Employment Initiative Program; Occupational health and safety—Occupational health nurses**Canadian Human Rights Commission see Labour force—Women****Canadian Imperial Bank of Commerce**, VISA Centre, labour dispute, Canada Labour Relations Board rulings, 55:35-6; 58:21, 30-1**Canadian International Paper**, Hawkesbury, Ont. mill see Unemployment—Older workers**Canadian Job Strategy**, 47:14-5; 49:12; 53:18-9; 54:7, 9; 56:10

- Affirmative action programs, 62:28-9; 71:12-3
- Applications, approvals
  - Local/regional authority, 61:23-4
  - Time, delays, etc., 54:6, 10; 61:23-4; 65:17-8
- Changing mix at local level, on advice of Local Advisory Council, 59:23-6; 62:20-1
- Community Futures Program, single industry towns, \$40 million allocation, Regina Conference announcement, 16:10, 18, 25; 53:44-5; 56:4-5; 61:11-2
- Business Development Centres, 62:37
- Community Initiatives Fund, 62:37
- Criteria, unemployment rate higher than provincial average, 56:12-3, 18-9; 62:16-7; 69:28-9
- Eligible communities, list, expanding, 62:16-7
- Funding, allocation, 61:25
- Local Advisory Councils, 69:27-8
- Local Employment Assistance Development Program, incorporating, 56:5; 62:10, 16-7, 37; 65:30-1
- Local Employment Assistance Program, comparison, 53:22, 43-4
- Lynn Lake, Man., 56:19
- Quebec, 71:24
- Sault Ste. Marie, Ont., 69:28
- Self-employment incentives, 62:37
- Sport fishing, 61:11-2; 62:36-7
- Trail, B.C., 69:28
- 1986-1987 funding, 53:42
- Consultation process, delays due to travel fund restrictions, 59:14
- Delivery costs, person-years, etc., 61:24
- Eligibility criteria, 49:12
- Federal-provincial agreements, 54:10
- Flexibility, 59:8-10; 71:9; 72:25-6
- Funding, 53:17-8
  - Allocations, approvals, expenditures, statistics
    - 1985-1986, 59:15-6; 61:10-1; 62:10-1, 28; 71:31-3
    - 1986-1987, 53:42; 54:7; 59:7; 62:28-9; 71:9
  - Carry-overs from one fiscal year to the next, 59:11, 21-2; 61:6-7; 62:18
  - Component allocation, 65:8-9; 69:22; 71:9, 19
  - Hicks memo, 71:33-5, 37-8
  - Lapsing, projects going unfunded, 59:8, 10-3, 15
  - Process, review, 59:11
  - Provincial allocations, breakdown, 69:22; 71:10
  - Regional allocations, 59:15, 20; 71:10
  - Year-round basis, 71:12-3; 72:6, 9
- Goals and targets, 1986-1987, 62:17-8
- Innovations Program, stimulating innovation through pilot programs, etc., \$100 million allocation, Regina Conference announcement, 16:10; 56:11; 67:18-9
- Advisory Committee, role, 59:30; 61:14, 25; 65:27
- Applications, delays, 54:6, 9-10
- Criteria, 59:29-30
- Older workers project, Citizens Action Group of Hamilton, 69:12; 71:25
- Projects, approvals, 59:29-30
- Quebec, 61:14; 65:27-9
- Team Canada Incubators Project, 65:28-9



**Canadian Job Strategy—Cont.**

Innovations Program, stimulating innovation through...—*Cont.*

Youth employment projects, \$16 million allocation, 67:6, 12, 19  
1986-1987 funding, 53:41

Job Development Program, long-term unemployed needing new skills, \$350 million allocation, Regina Conference announcement, 16:10; 49:24; 53:19

Applicants, average age, 69:23

Applications, delays, 54:6, 8; 69:18

Canada Works Program, comparison, 69:22

Criteria, 65:32-3

Fisheries and Oceans Department, Manitoba region, participation, 62:11-4

**Funding**

Canada Employment and Immigration Commission reorganization, connection, 72:26-7

Carry-overs from one fiscal year to next, 61:6-10, 18-9, 23

Freeze, delays, etc., 59:5-7, 9-11, 14-5, 21-3; 61:7-10, 17, 20-2; 63:11; 69:14-5, 22; 70:4; 71:21; 72:26

Regional allocation, process, etc., 59:6, 9; 61:7

Year-round basis, 61:6-7, 21-3; 62:35-6; 69:15, 22-3; 70:4-7; 71:23-4; 72:26-8

1985-1986, lapsing, B.C. and Yukon projects unfunded, 59:12-3

1986-1987, \$393 million, 61:8-10, 18-9

Guelph constituency, 59:20-1

Hicks memo, 72:15-6

New Brunswick, 69:14

Older workers, 69:11-2

Overcommitment, more applicants than money, 61:7, 9, 22

Project approvals, 59:7-8; 61:18-20

Communications with applicants, 70:5-7

Government Members' ridings, 59:7, 10

Industries with high unemployment, 62:14

Quebec, 59:7; 69:14

Social Welfare Recipients Program, \$100 million allocation, cost-sharing program with Canada Assistance Plan, etc., 65:23-4; 70:8-11, 14

Access to municipal welfare records, 61:16-7; 65:30

Subsidized Employment Program, funding, 61:28-9

Sudbury Basin region, 65:17

Women, 69:25; 71:12

Job Entry Program, youth and women not in work force, \$125 million allocation, Regina Conference announcement, 16:10, 19, 29; 29:24; 53:19, 30-1, 42

Applications, delays, 54:13

Arts and culture projects, 67:34-5

Career Access Program, comparison, 54:13

Hospitality industry, B.C., 71:19

Job Re-entry Program, older women re-entering job market, 61:13-4; 63:28-9; 69:11, 25; 71:19

Northeastern Ontario, projects, 65:20

Private sector educational institutions, participation, 70:14-5

Youth, definition, 53:31

Local Advisory Councils, 54:9-12; 59:9, 23-5; 61:24-6; 62:20-1; 63:27; 71:11-3

Calgary, Alta., 71:26

Hamilton, Ont., 71:11, 24-5

Ontario, 54:11

Quebec, 54:11-2; 65:23-4

Toronto, Metro, transportation study, 71:20-1

*See also* Canadian Job Strategy—Community Futures Program

Objectives, 71:18-20; 72:6, 8, 15

Older workers, 56:10; 61:13-4; 62:38; 69:10; 71:12

Project approvals

Approving when organization head office located in area and project located in another, 61:25-6

Communications with applicants, 61:11-2

**Canadian Job Strategy—Cont.**

Project approvals—*Cont.*

Year-round basis, 62:10-1, 18

Provincial programs, complementing/conflicting, 61:12-3

Quebec, agreements, 69:19-21; 71:22

Saskatchewan, applications, 62:29; 71:10-1

Skills Investment Program, 49:24

Older workers, 62:31

Quebec, 61:16

Skills Shortages Program, \$100 million allocation, Regina

Conference announcement, 16:10

Glengarry—Prescott—Russell constituency, 69:15-8

Implementation, 53:44

Kingston, 69:15-6, 18

Quebec, negotiations, 56:34; 61:15-6; 62:17; 65:27-8

Regional/local designations, 69:17

Staff, training programs, 72:29

Target groups, 56:5

**Training**

Incorporating into job creation, 72:6, 8-9, 22

Main concept, 56:5

Transition period, 54:8-9

Women, 69:24; 71:12, 37

Immigrant women, 71:35-6

*See also* Canadian Job Strategy—Job Development Program—Job Entry Program

Youth, 53:17-8; 67:10-1

*See also* Canada Employment Centres; Disabled and handicapped

**Canadian Labour Market and Productivity Centre**

Board of directors, 31:8; 55:44-5

Funding, 18:8; 31:7-8; 55:45-6

Staff, person-years, etc., 55:45-6

Status, 2:7

**Canadian Manufacturers' Association** *see* Job creation programs—Youth, Business Drive for Jobs Program

**Canadian National Railways**

Corporate restructuring, staff layoffs, Canada Labour Relations

Board participation, 55:44

*See also* CN Route

**Canadian Occupational Projections System**, labour market data base,

16:20-1, 23; 32:33-4

Charge-back fees, 16:22

Costs, 16:21

Sectorial analysis, 16:21

Mining industry, 16:21, 48

Utilization by government programs/services, private industry, etc., 16:21-2

*See also* National Training Act—Occupations; Unemployment insurance—Program

**Canadian Security Intelligence Service** *see* Refugees—Security clearance; Witnesses

**Cantin, Mr. Georges** (Fédération des travailleurs du papier et de la forêt)

Labour force adjustment, Committee study under S.O. 96(2), 73:3, 5-6, 15-6, 18, 20, 22-3, 27-39

**Cape Breton** *see* Industry and Labour Adjustment Program—Regions; Unemployment

**Capital investment** *see* Immigration—Entrepreneurial class program

**Career Access Program**

Budget cuts, 31:8

*See also* Canadian Job Strategy—Job Entry Program



**Career-oriented jobs** *see* Challenge '85; Challenge '86

**Career training project** *see* Manitoba University

**Carrick, Mr. Jim** (Ontario Government)

Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **14:4**, 15-45  
Immigration, future levels, November 1984 report, **14:4**, 15-45  
Immigration Act, regulations, amendments, **14:4**, 15-45

**Carter, Mr. Keith** (External Affairs Department)

Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, **51:7**

**CBRT&GW** *see* Canadian Brotherhood of Railway, Transport and General Workers

**CCOHN Inc.** *see* Canadian Council of Occupational Health Nurses Incorporated

**Census 1986**

Cancellation, **1:48**, 50  
Funding, diverting from Challenge '86 program, **62:6**, 9  
*See also* Employment—*Equality in Employment*

**Central Analytical Services Branch** *see* Labour Department

**Challenge '85**, student job creation program, **16:8**; **19:14**, 20; **49:7-8**

Advertising budget, **23:16**; **24:31**; **25:9-10**; **48:19**

Alberta, allotment, **25:28-30**

Applications

Approval, private sector/public sector/community groups, percentages, **16:37-40**, 44; **24:17-8**, 32, 34, 36-7; **25:8-9**; **48:12-5**

Approval rate, **23:19**; **24:34-6**; **25:7**; **32:19-20**

Assessments, criteria, selection methods, **24:35**; **25:8-9**; **32:11**, 22-5, 30; **47:28**; **48:6-7**, 10-1, 14

Consultations with Members of Parliament, excluding Saskatchewan, **23:21-2**, 30; **24:32-3**

Deadlines, **16:25**, 34, 43-4; **49:9**

Career-oriented jobs, criteria, monitoring system, **16:44-6**; **23:19-20**, 22-3; **24:16-8**, 21; **32:11**, 13, 24-5, 27; **47:21-2**, 26-7; **48:8**, 15-7; **49:10**, 22; **53:31-2**; **67:9**, 18-9, 22

Community service/non-profit groups, **62:9**; **67:29**

Employment equity, target groups, **23:20-1**

Evaluations, internal audit reports, etc., **67:20-1**

Farmers, including, **16:17-8**

Federal-provincial joint/complementary programs, **16:44-5**; **24:18-9**; **25:7**, 18-9, 30

Funds

Allocations, **32:24-5**

Hold-back provisions, **32:32-3**

Limits, **29:28**

Hamilton East constituency, **47:26**

Job length, **32:26**; **47:17**; **49:6**

Jobs created, **47:14**; **48:11-2**; **49:6-7**; **63:15**; **67:9**

Potential, Summer Canada Works program, comparison, **23:18-9**, 30; **24:37-40**

Members of Parliament

Information, access, **29:9-11**; **31:4-5**

Role, **16:26-7**; **29:11-2**

Newfoundland, \$2 million additional allocation, **16:31**

Notre-Dame-de-Grâce—Lachine East constituency, **32:11-2**

Nova Scotia, allocation, **47:11-2**

Objectives, **16:10-1**; **47:12-3**, 19-20, 26-7

Officials, efforts, appreciation, **56:17**

Oversubscription, **32:11**, 20

Part-time students, eligibility, **16:29-30**

**Challenge '85**, student job creation program—*Cont.*

Participation, profile, **47:20**

Political partisanship, **31:5-6**; **32:10**

Prince Edward Island, **47:13**, 16

Private sector

Dissatisfaction, **67:21**

Participation, responsibilities, **23:29**; **24:18**, 32, 34; **25:7**; **47:13-4**, 16, 25; **48:7**, 11-3, 19; **49:11**

Program slippage, **47:25**; **48:5**

Projects

Duration, **47:18-9**

Starting dates, **23:16-7**; **24:9-10**

Regular workers, displacing, **25:30**

Residency requirements, **25:32-3**

Salaries

Income, average, **47:17-8**; **49:20-1**

Permissible, reduction, **32:37-8**

Student Employment Experience Development Program, **23:16**;

**24:35**; **25:18**; **29:12**; **31:19-20**; **32:10-1**, 20, 26, 32-3; **48:7**;

**49:16-7**, 19

Student Entrepreneurial Program, **23:16-8**; **25:18**; **29:14**; **32:20**;

**48:8**, 17-8; **63:14**; **67:33**

Federal Business Development Bank, role, **23:18**; **25:19**

Student loans program, relationship, **32:27**

Success/failure, **67:9**

Percentages, **29:12**; **31:19-20**; **48:6-7**

Quebec, **49:8-11**

Sudbury Basin region, **29:27**; **32:30-1**

Unemployment rate, relationship, regionalism, etc., **48:12-3**; **49:12**

Wage rates, hourly, **47:25**; **48:5**, 7; **49:20**

Wage subsidies, **29:29**

Women, participation, **47:10-1**; **49:18-9**

*See also* Appendices; Challenge '86; Job creation programs

**Challenge '86**, **56:11**; **59:16**

Access to information, denial, **71:28**

*See also* Challenge '86—Student Employment Experience Development Program

Advertising budget, **59:19**

Applications

Approvals, Members of Parliament role, **67:15-6**, 33-4, 38

Deadlines, **67:15**

Numbers, **67:10**

Audits, internal, **63:10**

Career-oriented/work experience jobs, **62:26-7**, 40; **63:9**; **65:21**, 23; **67:9-10**, 18-9

Challenge '85, comparison, **67:9-10**, 15-6

Constituency allocation, **71:31**

Funding, \$210 million, **63:17**, 20; **65:26-7**

Allocation/approval process, criteria, **59:18-9**

Favouritism, **67:26-7**

Private sector/non-profit sector, percentage, **62:7-8**, 34, 39; **63:7**; **67:15-6**, 18, 22, 25; **71:25-6**

British Columbia, **62:39-40**

Hamilton East constituency, **67:23-4**

Montreal area, **67:24-5**

Nickel Belt constituency, **65:18-20**

Notre-Dame-de-Grâce—Lachine East constituency, **67:24-5**; **71:29-30**

Sudbury Basin region, **65:18**

Regional/constituency basis, **67:26-7**, 37-8

Socially useful projects, **65:21**

Vancouver area constituencies, comparison, **71:27-9**

Jobs created

Estimates, **63:15**

Private/non-profit sector, **67:18-9**, 28-9; **71:26**

Minister responsible, **53:29**

Municipalities, 100% funding, **67:10**, 15

**Challenge '86—Cont.**

- Non-profit sector, 56:28; 67:9, 16, 18
- British Columbia, 63:5
- Funding reductions, 62:6-8, 39
- Montreal region, 63:5; 65:21, 23; 67:36-7
- Notre-Dame-de-Grâce—Lachine East constituency, 62:8-9; 63:5-7; 65:20-2; 67:16
- Quotas, 63:4-5, 7-8, 10-1
- Rejected applications, 62:38
- Sudbury Basin region, 65:18
- Toronto, Ont., 62:6-9, 25, 39; 65:7
- See also* Challenge '86—Funding
- Objectives, 67:33
- Officials, efforts, appreciation, 56:17
- Oversubscription, 63:6-7
- Private sector, participation, 56:29; 62:7-8; 63:7; 67:10, 15, 18
- Dairy Queen and 7-Eleven Food Stores, 56:28-9; 62:26-7; 67:22
- Jobs created, with/without funding, 62:32-4; 63:8-9; 67:16-7, 21-2
- Montreal area, La Ronde, etc., 62:32-4; 67:35-7
- Oshawa Group Limited, 62:25
- Queenston Chev-Olds, 67:23
- Quotas, 61:26-7; 62:27-8, 32, 34; 67:22-5
- Robinson-Ogilvy Stores, 62:26-7
- Sudbury Basin region, 65:18
- \$50 million, 62:34
- See also* Challenge '86—Funding—Student Employment Experience Development Program
- Project officers, activities, monitoring, 63:9-10
- Projects, approval, evaluation, monitoring, Members of Parliament role, 65:24-6; 67:11; 71:29-31
- Provincial participation, reduction, 70:15-6
- Student Employment Experience Development Program, 62:9; 63:8
- Applications, approvals, access to information, refusal, 62:25
- Budget, reduction, 65:18-9, 22, 26
- Calgary, Alta., projects, overfunding, 62:41
- Laurentian University, \$100,000 grant, 65:18-20
- Private sector, 67:15
- Student Entrepreneurial Program, 67:15, 18-9, 32-3
- See also* Census 1986; Job creation programs—Youth, 1986-1987

**Champagne, Hon. Andrée (PC—Saint-Hyacinthe—Bagot; Minister of State (Youth))**

- Arts and culture, student summer employment projects, 67:35
- Canada Employment Centres, students, 67:10
- Canada Post Corporation, 67:28
- Canadian Job Strategy
- Innovations Program, 67:6, 12, 19
- Job Entry Program, 67:35
- Youth, 67:10-1

**Challenge '85**

- Career-oriented jobs, 67:9, 18-9
- Evaluations, 67:20-1
- Jobs created, 67:9
- Student Entrepreneurial Program, 67:33
- Success/failure, 67:9

**Challenge '86**

- Applications, 67:10, 15-6, 33
- Career-oriented jobs, 67:9-10, 19
- Challenge '85, comparison, 67:9-10, 15
- Funding, 67:15-6, 22-7, 37-8
- Jobs created, 67:19, 28-9
- Municipalities, 67:10, 15
- Non-profit sector, 67:9, 16
- Objectives, 67:33
- Private sector, 67:10, 15-6, 22-3, 36-7
- Projects, 67:11
- Student Employment Experience Development Program, 67:15
- Student Entrepreneurial Program, 67:15, 19, 33

**Champagne, Hon. Andrée—Cont.**

- Education
- Ministry of State (Youth) role, 67:13-5
- Wright-Gauthier Advisory Committee, 67:14, 35
- Employment and Immigration Department
- Estimates, 1986-1987, main, 67:5-7, 9-16, 19-29, 33-8
- Minister of State (Youth), role, 67:6, 12, 14
- Job creation programs, youth, 67:10
- Ministry of State (Youth), 67:5-6
- Procedure, Ministers, statements, 67:7
- Students, summer employment programs, 67:5
- Unemployment, youth, 67:5-6
- Voluntary sector, core funding, 67:26-7, 29, 33
- Youth
- Policy, 67:12-4
- Problems, 67:12-3
- Program funding, 67:6
- Training for steady jobs, 67:5

**Champagne, Mr. Michel (PC—Champlain)**

- Employment and Immigration Department
- Annual Report, 1984-1985 and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985 (Student Summer Employment Program), 49:15-6
- Estimates, 1985-1986, supplementary (B), 49:15-6
- Estimates, 1986-1987, main, 69:9, 21-4, 27-9
- Procedure, questioning of witnesses, 69:21

**Charlebois, Mr. Yvon (Employment and Immigration Department)**

- Employment and Immigration Department
- Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 3:4, 39; 4:3, 12-3, 20, 24-5, 27-9, 38-9
- Estimates, 1984-1985, supplementary (C), 17:3, 12, 14-5, 23, 25-6
- Estimates, 1985-1986, main, 17:3, 12, 14-5, 23, 25-6

**Charter of Rights and Freedoms *see* Canadian Charter of Rights and Freedoms**

**Chartrand, Mr. Gilbert (PC—Verdun—Saint-Paul)**

- Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 3:9; 5:15-7, 29; 8:12-5
- Procedure
- Organization meeting, 1:9, 15
- Quorum, M. (Hudon), 1:15

**Chartreuse paper *see* Training programs**

**Chile *see* Refugees—Countries of non-removal**

**Chrysler Canada Corporation *see* Occupational health and safety—Union contracts**

**Citizens Action Group of Hamilton *see* Canadian Job Strategy—Innovations Program, Older workers**

**Citizenship**

- Eligibility, 7:19
- Immigrants, applications, 7:19-20

**Clifford, Mr. Terry (PC—London—Middlesex)**

- Employment and Immigration Department
- Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report,



**Clifford, Mr. Terry—Cont.**

Employment and Immigration Department—*Cont.*

Annual Report—*Cont.*

1983, 6:22-5, 31, 35-7; 7:18-9; 8:35-8; 13:37-41; 14:35-7; 15:18-9; 27:15

Estimates, 1985-1986, main, 32:17-9

Immigration, future levels, November 1984 report, 14:35-7; 15:18-9; 27:15

Immigration Act, regulations, amendments, 13:37-41; 14:35-7; 15:18-9; 27:15

Labour Department estimates, 1984-1985, supplementary (B), 2:24-6

Procedure

Business meeting, 39:36, 38

Exhibits, M., 7:4

Reports to House, M., 46:31

Subcommittee, Ms., 39:36, 38, 40

**CMA** *see* Canadian Manufacturers' Association

**CMHC** *see* Canada Mortgage and Housing Corporation

**CN Route**, union certification process, choosing Teamsters Union or CBRT & GW as bargaining agents, denial of right to vote to workers on leave, 55:40-2

**Collective bargaining** *see* Canadian Broadcasting Corporation; House of Commons; Labour relations

**Comeau, Mr. Gerald** (PC—South West Nova)

Canada Employment and Immigration Commission, program delivery, staffing pattern, reorganization, Committee study under S.O. 96(2), 72:14, 21-6

**Committee**

Budget, 57:5, 12-3, 21; 58:16

Revised budget, 59:19-20

Future business, 51:10-1; 52:6, 28; 55:52

Hospitality expenses, 57:24, 27

Membership *see* Orders of Reference

Minutes and evidence, printed copies, reducing number, 57:13-6

Minutes and evidence, translation, 57:14-5

Name, changing, 1:24; 12:3, 5; 16:9

*See also* Reports to House—First

Printing, costs, 57:13, 27

Reports, value, 66:9-10

Research facilities, 48:21; 49:26

Staff, researchers, contracts, etc., 57:17-21, 24-5, 28-9; 67:30-2

Subcommittees, 51:10-1

Travel, 57:16

*See also* Labour force—Technological changes; Parliamentary Employment and Staff Relations Act (Bill C-45); Program for Older Workers Adjustment; Refugees—Determination process; Reports to House—First; Studies and inquiries initiated by Committee; Task Force on Program Review (Nielsen)

**Communications** *see* Canada Employment and Immigration Commission

**Community Advisory Boards** *see* Local Advisory Councils

**Community Futures Program** *see* Canadian Job Strategy

**Community Initiatives Fund** *see* Canadian Job Strategy—Community Futures Program

**Compensation payments** *see* Labour Department—Expenditures

**Comprehensive audits** *see* Employment and Immigration Department

**Comprehensive Tracking System** *see* Unemployment insurance—Errors

**Computers** *see* Canadian Centre for Occupational Health and Safety—Information

**Conciliation** *see* House of Commons; Labour Department—Federal Mediation and Conciliation Service

**Confederation Trust of Canada Inc.** *see* Witnesses

**Consolidated-Bathurst Inc.**, layoffs, ILAP application, 2:5

**Consolidated Revenue Fund** *see* Canada Mortgage and Housing Corporation—Land holdings, Sale; Unemployment insurance—Benefits, Maternity

**Construction industry** *see* Immigration—Work permits

**Consultants** *see* Immigration

**Consultation Paper on Training, The** *see* Training programs—Consultation

**Continuous entry concept** *see* Job creation programs

**Contracting-out** *see* Pulp and paper industry—Job maintenance and creation

**Conventional refugee class** *see* Immigration; Refugees—Definition

**Co-operative Education Program**, budget, 31:8-9

**Co-operative housing** *see* Housing; Mortgage Insurance Fund—Defaults

**Copps, Ms Sheila** (L—Hamilton East)

Canada Employment Centres, 16:40-3

Canada Labour Code, 2:21

Canada Mortgage and Housing Corporation

Estimates, 1985-1986, main, 33:5-9, 26

Estimates, 1986-1987, main, 60:12-4, 19, 24-8; 64:10-5, 21-6, 32-4

Inspection services, 64:32-3

Canadian Armed Forces, 56:27

Canadian Broadcasting Corporation, 18:12-3

Canadian Centre for Occupational Health and Safety, 55:14, 26-7; 58:8-9

Canadian Job Strategy

Job Development Program, 61:6, 8-9, 17-22

Project approvals, 61:25-6

Canadian Labour Market and Productivity Centre, 2:7

Challenge '85

Applications, 16:39-40

Evaluations, 67:20-1

Private sector, 67:21

Challenge '86

Funding, 67:22

Non-profit sector, 62:25

Private sector, 56:28-9; 61:26-7; 62:25-8; 67:17, 22-4

Student Employment Experience Development Program, 62:25

CN Route, 55:40-2

Committee, staff, 67:32

Consolidated-Bathurst Inc., 2:5

Deficit, 18:11-2

Economy, National Economic Summit, 18:11

Employment, *Equality in Employment*, Abella Commission report, 2:6

Employment and Immigration Department

Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and

Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and

Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report,

1983, 3:19-21, 26, 28-9, 31, 33-5, 39; 5:12-5, 25-9



**Copps, Ms Sheila—Cont.**

## Employment and Immigration Department—Cont.

Annual Report, 1984-1985 and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985 (Student Summer Employment Program), **47:5-13, 24-6, 28**

Budget, 1986-1987, cutbacks, **53:26-7**

## Estimates

1984-1985, supplementary (B), **1:22-3, 37-41**

1984-1985, supplementary (C), **16:24, 27, 36-7, 39-43, 46; 17:20-4**

1985-1986, main, **16:24, 27, 36-7, 39-43, 46; 17:20-4**

1985-1986, supplementary (B), **47:5-13, 24-6, 28**

1986-1987, main, **53:19, 22-8, 33; 54:11, 14-5, 17-24; 56:18, 25-9; 61:5-10, 17-23, 25-8; 62:21-8, 40; 67:7-8, 11, 20-5, 31-2, 34**

Minister of State (Youth), role, **53:27-8**

Employment equality programs, **2:6; 18:32**

House of Commons, staff, collective bargaining rights, **55:12-3, 38-40**

## Housing

Co-operatives and non-profit housing programs, **64:10-2**

Funds, **33:7-8**

Habitat '67, **60:13-4; 64:25-6**

Social housing programs, **33:26-7; 60:13-5; 64:22-5**

Starts, **33:6-7**

Industry and Labour Adjustment Program, **2:6**

Job creation, priority, **18:11**

Job creation programs, youth, **53:26**

Labour Adjustment Benefits Program, **55:24; 58:10-2**

## Labour Department

Estimates, 1984-1985, supplementary (B), **2:5-10, 14, 21-4, 26, 29**

Estimates, 1985-1986, main, **18:10-4, 27, 30-4**

Estimates, 1986-1987, main, **55:5-8, 10-6, 24-7, 29, 38-42, 46-9, 52; 58:7-12**

Expenditures, **2:22; 55:13-4**

Federal Mediation and Conciliation Service, **58:7**

Minister, role, **18:10-2**

Programs, **55:29; 58:7**

Women, **18:31-3**

## Labour force

Quality of Working Life Program, **55:26; 58:10**

Women, **2:6, 23-4**

Mortgage Insurance Fund, **33:8-9; 64:32, 34**

Occupational health and safety, **2:6-8**

Part-time employees, **18:13-4; 55:46-9**

## Procedure

Agenda and procedure subcommittee, M. (Hudon), **1:11**

Chairman, commenting, **55:26**

Documents, **5:29; 18:27; 60:12**

M. (Duguay), **2:26**

Meetings, **1:22-3; 47:5-8; 55:6-8**

Members, **16:27, 36-7; 53:22-3; 54:22; 55:5-6; 56:18; 62:21-3; 67:11, 17**

Ministers, **1:39-40; 2:29; 53:26, 28; 55:10-1; 67:7-8**

M. (Allmand), **3:19-21**

M., **54:14**

Motions, **54:17**

Organization meeting, **1:8, 11, 13-4**

Questioning of witnesses, **2:14; 3:28-9; 16:24, 36; 33:5-6; 53:33; 60:28; 61:27; 62:24-5; 64:15; 67:17**

Quorum, **54:17, 22-4**

M. (Hudon), **1:13-4**

Staff, M. (Browes), **67:30, 32**

Votes, **3:21**

Program for Older Workers Adjustment, **55:24-6; 58:10-2**

Registered Home Ownership Program, **33:6**

Residential Rehabilitation Assistance Program, **64:12-3, 21-2**

**Copps, Ms Sheila—Cont.**

## Unemployment insurance

Benefits, **17:20-1**

Board of Referees, **53:23-4**

Jury duty, **56:29**

Pension income, **17:21-4; 53:23-6; 54:18-22; 56:25-8; 61:5-6, 27-8**

Wages and salaries, **55:15-6; 58:9**

Work-sharing programs, **55:47**

**COPS** *see* Canadian Occupational Projections System

**Cost-sharing** *see* Federal-provincial agreements; Housing—Social; Program for Older Workers Adjustment

**Côté, Mr. Clément M. (PC—Lac-Saint-Jean)**

Employment and Immigration Department estimates, 1986-1987, main, **56:35**

**Côté, Mr. E. (Employment and Immigration Department)**

Refugees, determination process, cases, backlog, regulations, **69:4; 72:3**

**Counsel** *see* Legal counsel

**Court of Record** *see* Refugees—Determination process, Panels

**CP Rail**, maintenance workers, Montreal, layoffs, hiring contract workers, **58:20-1**

**Craig, Mr. David (Canada Labour Relations Board)**

Canada Labour Relations Board estimates, 1986-1987, main, **55:3, 36-7**

**Cram, Mr. George (Inter-Church Committee for Refugees)**

Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, **43:3, 25-30, 34-7**

**Crime** *see* Refugees; Visitors—Admissibility

**Cullen-Couture agreement** *see* Immigration

**Cullen, Ms Nicole (Employment and Immigration Department)**

Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **25:3**

Immigration, future levels, November 1984 report, **25:3**

Immigration Act, regulations, amendments, **25:3**

**Culture** *see* Arts and culture

**Dairy Queen** *see* Challenge '86—Private sector

**Daniels, Mr. Mark R. (Labour Department)**

Labour Department estimates, 1984-1985, supplementary (B), **2:3, 11-2, 25-6, 28**

Labour Department estimates, 1985-1986, main, **18:3, 22-4**

**Dantzer, Mr. Vince (PC—Okanagan North; Vice-Chairman)**

Election as Vice-Chairman, **1:9**

## Employment and Immigration Department

Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and

Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **7:10-1, 13, 19; 8:6-7; 9:14; 11:18-9; 13:20-3; 14:13, 21-2**

Estimates, 1984-1985, supplementary (C), **17:24-6**

Estimates, 1985-1986, main, **17:24-6; 19:6, 10, 14, 16-7, 20, 32, 35-7**

Immigration, future levels, November 1984 report, **14:13, 21-2**

Immigration Act, regulations, amendments, **13:20-3; 14:13, 21-2**

## Procedure

Agenda and procedure subcommittee, M. (Hudon), **1:10**

Briefs, distribution, **14:13**

**Dantzer, Mr. Vince—Cont.**

## Procedure—Cont.

Documents, 5:29

M. (Duguay), 2:27

Exhibits, M., 9:14

Meetings, 1:21-3, 40-1; 19:16-7

M., 13:6

Ministers, 1:39; 2:29

Organization meeting, 1:8-10, 17, 21

Questioning of witnesses, 2:13-4

Staff, 2:9-10

Subcommittee, establishing, M. (Oostrom), 19:6, 10

Witnesses, M., 1:17

Resignation as Vice-Chairman, 43:12

**Day care** *see* Part-time employees**Death** *see* Occupational health and safety**Deficit**

Reducing, job loss, relationship, 18:12

Reducing, priority, 18:11

*See also* Mortgage Insurance Fund; Unemployment insurance**Demography**

Background data, 9:30

*See also* Immigration**Denault, Mr. Jacques** (External Affairs Department)

Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, 51:8

**Denis, Ms Joan** (Immigration Appeal Board)

Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, 51:7

**Deportation** *see* Immigration; Refugees**Designated class** *see* Immigration; Refugees—Definition**Desjardins, Mr. Gabriel** (PC—Témiscamingue)

Canada Mortgage and Housing Corporation estimates, 1986-1987, main, 64:18-9, 31-3

Employment and Immigration Department estimates, 1986-1987, main, 69:19-21

Procedure, questioning of witnesses, 69:7

**Desrosiers, Mr. Edouard** (PC—Hochelaga—Maisonnette)

Employment and Immigration Department estimates, 1986-1987, main, 63:23, 29-31

**Detainees** *see* Refugees—Determination process**Detention centres** *see* Immigration; Refugees—Determination process**Detention of Immigrants in the Toronto Area Subcommittee**

Establishing, 36:3

Report, first, 36:3-13

*See also* Refugees—Determination process, Detention centres**Dingwall, Mr. Dave** (L—Cape Breton—East Richmond)

Canada Works Program, 1:56-7

Employment, *Equality in Employment*, Abella Commission report, 1:31, 57

Employment and Immigration Department estimates

1984-1985, supplementary (B), 1:24, 28-32, 41, 51, 56-8

1984-1985, supplementary (C), 17:9-13, 20, 28

1985-1986, main, 17:9-13, 20, 28; 29:30

Job creation programs, 1:31

Labour Department estimates, 1984-1985, supplementary (B), 2:9, 13-7

**Dingwall, Mr. Dave—Cont.**

## Procedure

Documents, 1:24

Election of Vice-Chairman, 1:9

Meetings, 1:41

Ministers, 17:11

Organization meeting, 1:9, 12

Questioning of witnesses, 1:28; 2:13-4; 17:28

Quorum, M. (Hudon), 1:12

Students, summer employment programs, 1:31, 56

Training programs, 1:30-1

Unemployment insurance, 1:29-30, 56; 17:28

**Disability pension** *see* Unemployment insurance—Pension income**Disabled and handicapped**, buildings, access, funding through Canadian Job Strategy, 71:19-20**Dissenting statement** *see* Appendices—Reports to House, New Democratic Party**Domestics** *see* Immigration**DRIE** *see* Regional Industrial Expansion Department**Drummond constituency** *see* Summer Canada Works Program**Dufour, Mr. Clément** (Fédération des travailleurs du papier et de la forêt)

Labour force adjustment, Committee study under S.O. 96(2), 73:3, 13-5, 18-21, 26-7, 30-1, 34-5, 39

**Duguay, Mr. Leo** (PC—St. Boniface)

Canada Mortgage and Housing Corporation estimates, 1985-1986, main, 33:18-21

Employment and Immigration Department

Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and

Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 3:12-6, 18, 21, 29; 4:33-5, 40, 44-5, 47; 7:20-3, 29-31; 8:4, 19-21; 14:9-11, 14-5; 15:44-6; 37:6-7, 25-8

Estimates, 1984-1985, supplementary (B), 1:37, 39

Estimates, 1985-1986, main, 29:24-7

Immigration, future levels, November 1984 report, 14:9-11, 14-5; 15:44-6; 37:6-7, 25-8

Immigration Act, regulations, amendments, 14:9-11, 14-5; 15:44-6; 37:6-7, 25-8

Labour Department estimates, 1984-1985, supplementary (B), 2:9-10, 12-3, 26-7

## Procedure

Agenda, M., 14:9-11

Briefs, 14:14

Documents, 8:4

M., 2:27

Ministers, 1:39

Motions, 3:12; 4:47

Questioning of witnesses, 3:29

Staff, 2:9-10

**Dunn Report** *see* Unemployment—Older workers, Attitudes**Duquette, Mr. Pierre** (Association des avocats en immigration)

Employment and Immigration Department Annual Report,

1983-1984, and Canada Employment and Immigration

Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 37:3, 53-8, 61, 63-4, 66

Immigration, future levels, November 1984 report, 37:3, 53-8, 61, 63-4, 66

Immigration Act, regulations, amendments, 37:3, 53-8, 61, 63-4, 66



**Durieux, Mr. Jean-François** (United Nations High Commissioner for Refugees Office)  
Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, **38:5**, 15-8, 20-1

**Early retirement** *see* Job creation—Tax incentives; Pulp and paper industry—Job maintenance and creation; Retirement;  
Unemployment insurance—Pension income

**Eastern Townships, Que.** *see* Pulp and paper industry

**Econometric models** *see* Unemployment—Rate

**Economic conditions**, **30:13-4**  
Improving, **1:24**

**Economic growth** *see* Immigration

**Economy**, National Economic Summit, Mar. 22-23/85, Ottawa, labour/business/government positions, **18:11-2**, 17

## Education

Ministry of State (Youth) role, **67:13-5**  
Post-secondary, funding, **1:54**  
Wright-Gauthier Advisory Committee, **67:14**, 34-5  
*See also* Immigration; Refugees—Determination process;  
Unemployment—Older workers

**Educational leave** *see* Pulp and paper industry—Job maintenance and creation

**Edwards, Mr. Jim** (PC—Edmonton South; Parliamentary Secretary to Minister of Communications)  
Employment and Immigration Department  
Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **3:29**; **7:11-3**; **8:25-8**; **10:16**; **14:22-3**; **21:17-20**; **27:22**, 24-7; **28:22-4**, 36, 41-2  
Annual Report, 1984-1985 and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985 (Student Summer Employment Program), **47:8**, 13-5  
Estimates  
1984-1985, supplementary (C), **17:35**  
1985-1986, main, **17:35**; **19:10**, 18; **24:29-30**  
1985-1986, supplementary (B), **47:8**, 13-5  
Immigration, future levels, November 1984 report, **14:22-3**; **21:17-20**; **27:22**, 24-7; **28:22-4**, 36, 41-2  
Immigration Act, regulations, amendments, **14:22-3**; **27:22**, 24-7; **28:22-4**, 36, 41-2  
Labour Department estimates, 1985-1986, main, **18:15-7**  
Procedure  
Acting Chairman, **3:7**  
Agenda and procedure subcommittee, M. (Jourdenais), amdt., **10:16**  
Meetings, **19:18**  
Ministers, statements, M., **18:15**  
Questioning of witnesses, **17:35**  
Subcommittee, establishing, M. (Oostrom), **19:10**  
Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, **40:23-4**, 32-3

**Edwards, Mr. John** (Employment and Immigration Department)  
Employment and Immigration Department  
Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **3:4**, 7, 13-4, 22-6, 31, 34, 40; **4:3**, 5-41, 44-6  
Annual Report, 1984-1985 and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985 (Student Summer Employment Program), **48:11-3**, 18

**Edwards, Mr. John—Cont.**

Employment and Immigration Department—*Cont.*  
Employment and immigration programs, **71:3**, 7, 11-2, 17-8, 22, 27, 37-8

## Estimates

1985-1986, main, **23:3**, 17-8, 24, 29-30; **24:3**, 27-8, 46-8; **25:4**, 6-14, 16-33; **31:3**, 6-21; **32:12**, 18-20, 23-8, 31-2  
1985-1986, supplementary (B), **48:11-3**, 18  
1986-1987, main, **53:4**, 18-9, 26-7, 30-3, 41-2, 44-5; **56:3**, 23-4; **57:3**, 6-10, 12; **65:3**, 5-6, 8-11, 17-33; **67:3**, 21-2, 25; **69:4**, 7-14, 17-28

**El Salvador** *see* Refugees

**Elevating devices** *see* Canada Labour Code—Safety regulations

**Emigration**, **9:21-2**

**Employees** *see* Part-time employees

## Employment

Counselling *see* Canada Employment Centres—Counselling services  
Development, funding, **1:27**  
*Equality in Employment*, Abella Commission report  
Committee referral, **1:18-20**  
Employment centres, role, **29:18-9**  
Government response, **16:11**  
Recommendations, implementing, **1:31**, 38, 42, 57; **2:6**; **3:34**; **29:18-9**; **56:5-6**, 9  
Census 1986 cancellation, effects, **1:52**  
Government departments, targets, etc., **18:22-4**  
Small business, role, **1:53**  
*See also* Immigration—Policy; Labour force—Women; Part-time employees  
Equity *see* Challenge '85; Employment equality programs  
Job vacancy statistics, **4:28-9**  
Jobs created due to demand or jobs created by stimulative funding, **63:36**  
Labour market strategy, changing, **63:22-3**  
Machinists, tool and die makers, shortages, **66:25-6**  
Moonlighting, statistics, effects, etc., **4:7-8**  
Older workers, Canada Employment and Immigration Advisory Council report, recommendations, **53:10**; **56:7-9**; **69:10**  
*See also* Canadian Job Strategy; Program for Older Workers  
Adjustment; Unemployment  
Policy/strategy, revising, **16:9**  
Programs *see* National Training Act  
Quebec, employment centres, closing, impact on Canada Employment Centres, **54:14**  
Skill shortages, bricklayers, **63:26**, 28-9  
Student summer employment centres, Sussex, N.B., privatization, **63:34**  
Women, non-traditional occupations, **63:27-8**  
*See also* Immigration; Refugees; Small business; Students

## Employment and Immigration Department

Access to information, Stanek memo, May 15/86, **71:14-7**  
Administrative practices, reviewing mechanism, **8:35-6**  
Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **3:6-40**; **4:4-48**; **5:4-30**; **6:5-43**; **7:4-32**; **9:5-30**; **10:6-33**; **11:4-28**; **12:4-47**; **13:4-51**; **14:4-46**; **15:3-48**; **16:4-5**; **18:3**; **20:7**, 9-10; **21:3-61**; **22:3-31**; **23:3**; **25:3**; **26:3-28**; **27:3-36**; **28:3-65**; **30:3-28**; **34:12-3**; **35:3-36**; **37:5-73**  
*See also* Orders of Reference



**Employment and Immigration Department—Cont.**

- Annual Report, 1984-1985 and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985 (Student Summer Employment Program), 47:4-34; 48:4-24; 49:4-29  
*See also* Orders of Reference
- Auditor General, comprehensive audit, 8:35-6; 9:5
- Budget  
 Expenditures, projected, 47:9  
 Increase, \$900 million, 32:9, 21  
 1986-1987, cutbacks, 53:26-7, 43
- Employment and immigration programs, 71:3, 5-38  
 Common services, 63:24  
*See also* Studies and inquiries initiated by Committee under S.O. 96(2)
- Estimates  
 1984-1985, supplementary (B), 1:22-58  
 1984-1985, supplementary (C), 16:3, 5-48; 17:3-37  
 1985-1986, main, 16:3, 5-48; 17:3-37; 19:3, 5-45; 23:3-4, 14-32; 24:3, 5-49; 25:4-34; 29:3-30; 31:3-21; 32:3-45  
 1985-1986, supplementary (B), 47:4-34; 48:4-24; 49:4-29  
 1986-1987, main, 53:3-48; 54:3-24; 56:3-38; 57:3, 5-12; 59:3, 5-35; 61:3-29; 62:3, 5-41; 63:3-39; 65:3-33; 66:3, 5-43; 67:4-38; 69:4-30; 70:3-27  
 Extended consideration, 65:5, 12-6, 33; 66:10; 67:3; 71:5  
*See also* Orders of Reference
- Funds, cutbacks, 1:17-8; 47:22-3
- Immigration program, expenditures, 1985-1986, increase, 19:26-7  
 Canadian-based personnel, 48:20-1
- Inquiries from Members of Parliament, handling guidelines, etc., 62:29-30
- Liaison, youth, women portfolios, 1:53
- Memorandum, procedures, signing authority, etc., 71:6-7
- Minister of State (Youth), role, staff, offices, etc., 53:27-9; 56:5, 11; 67:6, 12, 14
- Office automation, field operation support system, 8:37-8
- Productivity, 48:23-4
- Publications, listing, etc., 6:35; 9:15
- Research facilities, staff, etc., 48:21-2
- Staff, person-years, reduction, 47:22-4; 72:16-7  
 1987-1988 projections, 71:17-8
- Task Force on Program Review (Nielsen), recommendations, 63:22  
*See also* Appendices; Immigration—Demographic policy—Immigration officers; Students—Summer employment programs; Visitors—Visas; Witnesses
- Employment and Immigration Minister** *see* Immigration—Cases; Refugees—Refusals
- Employment Development Branch** *see* Canada Employment and Immigration Commission
- Employment Development Program** *see* Job creation programs
- Employment equality programs**, 1:26  
 Application, 2:6  
 Minorities, blacks in Nova Scotia, 18:32  
*See also* Royal Commission on Equality in Employment
- Employment Incentives Program**  
 Funding, 4:9-10  
 Publicity, 4:10
- Employment programs** *see* Indians; Job creation programs; Students
- Entrepreneurial assistance** *see* Job creation
- Entrepreneurial class program** *see* Immigration
- Entrepreneurs internationaux, Les** *see* Witnesses
- Equal pay for work of equal value** *see* Labour force—Women

**Estimates** *see* Canada Labour Relations Board; Canada Mortgage and Housing Corporation; Canadian Centre for Occupational Health and Safety; Employment and Immigration Department; Housing; Labour Department; Orders of Reference

**Europe** *see* Immigration

**Everard Report** *see* Canada Employment and Immigration Commission—Employment Development Branch—Program delivery

**Exit visa** *see* Immigration—Family category

**Exploratory assistance program** *see* Unemployment insurance

**Exports** *see* Pulp and paper industry

**Extended regional benefits program** *see* Unemployment insurance

**External Affairs Department**

Office automation, 8:37-8

*See also* Immigration—Immigration officers; Witnesses

**External Research Program** *see* Canada Mortgage and Housing Corporation

**Fair Wages and Hours of Labour Act**, review, 18:28

**Falardeau-Ramsay, Mrs. Michelle** (Immigration Appeal Board)

Employment and Immigration Department

Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 10:3, 7-33; 37:7-43, 47-9, 51, 55, 62-5, 71-3

Estimates, 1985-1986, main, 19:3, 34-5

Immigration, future levels, November 1984 report, 37:3, 7-43, 47-9, 51, 55, 62-5, 71-3

Immigration Act, regulations, amendments, 37:3, 7-43, 47-9, 51, 55, 62-5, 71-3

**Families** *see* Immigration; Refugees

**Family reunification** *see* Immigration; Refugees

**Farm workers** *see* Immigration

**Farmers** *see* Challenge '85; Immigration

**FBDB** *see* Federal Business Development Bank

**Federal Business Development Bank** *see* Challenge '85—Student Entrepreneurial Program

**Federal Court of Canada** *see* Immigration Appeal Board—Decisions; Refugees—Determination process, Appeal process

**Federal Mediation and Conciliation Service** *see* Canada Post Corporation; Labour Department; Labour disputes; Labour relations

**Federal-provincial agreements, consultations, etc.** *see* Canadian Job Strategy; Challenge '85; Housing—Social; Immigration; Job creation programs—Regina Conference; Labour policy; National Training Act—Agreements; Program for Older Workers Adjustment; Residential Rehabilitation Assistance Program; Training programs—Adult basic education program

**Federally-regulated industries** *see* Part-time employees

**Fédération des travailleurs du papier et de la forêt**

Background, 73:5-6

*See also* Appendices; Job creation; Pulp and paper industry—Job maintenance and creation; Witnesses

- Federation of Canadian Municipalities** *see* Residential Rehabilitation Assistance Program—Eligibility
- Federation of Sikh Societies of Canada** *see* Witnesses
- Fees** *see* Immigration
- Fertility** *see* Immigration
- Finance Department** *see* Unemployment insurance—Jurisdiction
- Finestone, Mrs. Sheila** (L—Mount Royal)  
Employment and Immigration Department  
Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 3:29-33  
Estimates, 1984-1985, supplementary (B), 1:51-5
- Fiorino, Giovanni** (La table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés)  
Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 45:3, 5-7, 12, 15, 20-1
- First Chance Program** *see* Job creation programs
- Fisheries and Oceans Department** *see* Canadian Job Strategy—Job Development Program
- Fishermen** *see* Canada Works Program; Unemployment insurance
- Flichel, Mr. E.A.** (Canada Mortgage and Housing Corporation)  
Canada Mortgage and Housing Corporation estimates, 1985-1986, main, 33:3, 22  
Canada Mortgage and Housing Corporation estimates, 1986-1987, main, 60:3, 10-2; 64:11-2, 29
- Fontaine, Mr. Denis** (Standing Conference of Canadian Organizations for Refugees)  
Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 27:3, 8, 17-9, 24, 28-9  
Immigration, future levels, November 1984 report, 27:3, 8, 17-9, 24, 28-9  
Immigration Act, regulations, amendments, 27:3, 8, 17-9, 24, 28-9
- Fontaine, Mr. Gabriel** (PC—Lévis)  
Procedure, room, 72:6-7
- Foreign service officers** *see* External Affairs Department
- Forest industry**  
Job creation, 1985-1986, \$50 million under Canadian Job Strategy, 54:10  
Research and development, funding, lack, 73:30  
*See also* Pulp and paper industry
- Forest Industry Advisory Committee**, meetings, simultaneous translation, lack, 73:30-1
- Forestry Department**, establishing, 73:30
- Forget Commission** *see* Unemployment insurance—Pension income
- Foster, Mr. Stephen** (Social Justice Committee of Montreal)  
Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 26:3-28  
Immigration, future levels, November 1984 report, 26:3-28
- Franklin, Mr. J.N.** (Bangladesh Centre)  
Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 30:3, 12-4, 17, 28  
Immigration, future levels, November 1984 report, 30:3, 12-4, 17, 28
- Fraud** *see* Unemployment insurance—Fraudulent claims
- Free trade**, United States, effects, 1:35-6
- Gagnon Iron Ore Company**, mobility funds, 1:54-5
- Gagnon, Mrs. Sylvie** (Ligue des droits et libertés)  
Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 37:3, 51-2, 63, 71-3  
Immigration, future levels, November 1984 report, 37:3, 51-2, 63, 71-3  
Immigration Act, regulations, amendments, 37:3, 51-2, 63, 71-3  
Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 45:3, 23-39, 42-5
- Gallup poll** *see* Immigrants—Public attitudes
- Gauvin, Mr. Paul** (Employment and Immigration Department)  
Employment and Immigration Department estimates  
1985-1986, main, 19:3, 27  
1986-1987, main, 53:4, 27; 62:15; 63:3, 20-1; 65:3, 15-6
- Geller-Schwartz, Ms Linda** (Labour Department)  
Labour Department estimates, 1986-1987, main, 58:5, 20  
References *see* Labour Department—Women's Bureau, Director
- General Industrial Training Program**  
Cutbacks, 2:22-3; 4:16  
Funding, breakdown by province, 4:16  
Special training, concentration, funding, 4:16-7  
Women, participation, 2:23
- General Labour Services** *see* Labour Department
- Geneva Convention** *see* Refugees—Determination process
- Girard, Mr. R.** (Employment and Immigration Department)  
Employment and Immigration Department  
Annual Report, 1983-1984 and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 21:3, 14, 26-7, 38, 53-4, 58; 37:3, 32  
Employment and immigration programs, 71:3, 10, 22, 32  
Estimates, 1986-1987, main, 66:3, 32, 37-9  
Immigration, future levels, November 1984 report, 21:3, 14, 26-7, 38, 53-4, 58; 37:32  
Immigration Act, regulations, amendments, 37:3, 32  
Refugees, determination process, cases, backlog, regulations, 69:4; 72:3  
Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 41:3, 11, 16; 44:3, 26-38, 51-3, 60-2
- GITP** *see* General Industrial Training Program
- Glengarry—Prescott—Russell constituency** *see* Canadian Job Strategy—Skills Shortages Program
- Goodes, Mr. Craig** (Employment and Immigration Department)  
Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, 51:3, 5



**Goodman, Ms Nancy** (Standing Conference of Canadian Organizations for Refugees)

Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 42:6, 9-19, 22-6, 29-34

**Gosal, Mr. Mohinder Singh** (Federation of Sikh Societies of Canada)  
Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 38:5, 25

**Government boards, agencies and commissions** *see*  
Refugees—Determination process, Boards

**Government expenditures**

Governor General's warrants, 65:15-6

Interim supply, 65:15-6

Parliamentary control, 30:13

**Government programs**

Consultations, 56:18

Expenditures, 1986-1987, cutbacks, 55:28

*See also* Immigration—Entrepreneurial class program, Program review; Task Force on Program Review (Nielsen)

**Governor General's warrants** *see* Government expenditures

**Grants program** *see* Labour Department

**Gravel, Mr. Michel** (PC—Gamelin)

Procedure, organization meeting, 1:9

**Greavesande, Mr. Derek** (Individual presentation)

Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984 and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 28:3, 6-8, 10-7, 19-23, 25-6, 28, 61

Immigration, future levels, November 1984 report, 28:3, 6-8, 10-7, 19-23, 25-6, 28, 61

Immigration Act, regulations, amendments, 28:3, 6-8, 10-7, 19-23, 25-6, 28, 61

**Green, Mr. Mendel** (Canadian Bar Association; Federation of Sikh Societies of Canada)

Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984 and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 12:4, 7-9, 20-38, 40-3, 46

Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 38:5, 25-46

**Groos, Mr. Charles** (Inland Refugee Society of British Columbia)

Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 44:3, 7-25

**Guatemala** *see* Refugees

**Guelph constituency** *see* Canadian Job Strategy—Job Development Program

**Guides** *see* Tourist camps

**Guigère, Mr. Pierre** (External Affairs Department)

Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, 51:7-8

**Guilbault, Mr. Jean-Guy** (PC—Drummond)

Canada Mortgage and Housing Corporation estimates, 1985-1986, main, 3:12-4, 27

Employment and Immigration Department

Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 6:20-1, 31-2, 39-40; 10:24-5; 15:31-2, 34-5; 31:13-6

**Guilbault, Mr. Jean-Guy—Cont.**

Employment and Immigration Department—Cont.

Estimates, 1984-1985, supplementary (C), 16:17-20, 27, 36, 46-7; 17:13-5, 28, 36

Estimates, 1985-1986, main, 16:17-20, 27, 36, 46-7; 17:13-5, 28, 36; 29:13-6; 31:6-8

Immigration, future levels, November 1984 report, 15:31-2, 34-5; 21:13-6

Immigration Act, regulations, amendments, 15:31-2, 34-5

Labour Department estimates, 1985-1986, main, 18:24-7

Procedure

Members, 16:27

Organization meeting, 1:9

Questioning of witnesses, 16:36; 17:28, 36

**Guyana** *see* Refugees

**Habitat '67** *see* Housing

**Hadjireza, Mr. Ibrahim** (Individual presentation)

Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 28:3, 29-30, 34, 62-3

Immigration, future levels, November 1984 report, 28:3, 29-30, 34, 62-3

Immigration Act, regulations, amendments, 28:3, 29-30, 34, 62-3

**Haiti** *see* Immigration

**Hamelin, Mr. Charles** (PC—Charlevoix)

Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 38:15, 20

**Hamilton East constituency** *see* Challenge '85—Funds; Challenge '86—Funding, Private sector

**Hamilton, Ont.** *see* Canadian Job Strategy—Local Advisory Councils

**Hand tools** *see* Canada Labour Code—Safety regulations

**Hansen, Mr. Herman** (Labour Department)

Labour Department estimates, 1986-1987, main, 55:3, 19-20, 48; 58:5, 24-5, 33-4

**Hawkes, Mr. Jim** (PC—Calgary West; Chairman)

Canada Employment and Immigration Commission, program delivery, staffing pattern, reorganization, Committee study under S.O. 96(2), 72:6-7, 14, 16-7, 19-21, 24-5, 28, 30-1, 35-7

Canada Mortgage and Housing Corporation estimates, 1985-1986, main, 33:4-6, 21-2, 25, 27-8; 64:5, 16-8, 32-5

Election as Chairman, 1:7; 51:10; 52:6

Employment and Immigration Department

Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 6:10, 16-20, 26, 28, 30-2, 34-5, 37-40, 42-3; 7:7-8, 11, 13-4, 17, 19-24, 27-8, 30-2; 8:10-2, 16-8, 28, 32-4; 9:6-8, 11, 16-9, 21, 28; 10:6-7, 12, 16-9, 25-7, 31-3; 11:9-10, 18, 20, 22-3, 25-8; 12:5-7, 9, 12, 18-9, 39, 41-3; 13:6, 11-5, 17-20, 25-9, 31, 36, 40, 42, 46-50; 14:6-15, 21, 23, 26-7, 29, 38-42, 45-6; 15:4-5, 9-10, 15-6, 20-4, 26-7, 35, 41, 46, 48; 21:9-10, 16, 21-3, 28-33, 36, 46, 50, 53-60; 22:4-5, 7, 9-12, 16, 21-3, 26, 28, 30-1; 26:4, 6, 10-1, 16, 18-9, 23; 27:5-7, 15-7, 19, 22, 24, 34-6; 28:5, 10, 12, 18-9, 25-6, 28, 35-41, 45-6, 48-50, 52-3, 56-9, 61-5; 30:5, 9, 12, 14, 22-4, 27-8; 35:5-6, 11-2, 14-5, 23-6, 29-31, 34-6; 37:5-8, 13-5, 19-25, 28-36, 39, 41-73

Annual Report, 1984-1985 and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985 (Student



**Hawkes, Mr. Jim—Cont.****Employment and Immigration Department—Cont.****Annual Report—Cont.**

Summer Employment Program), 47:5-9, 13, 16-8, 20, 23-6, 28; 48:4, 9-10, 12-3, 19-24; 49:4-5, 14, 17, 21, 23, 25-6, 29

Employment and immigration programs, 71:5, 9, 14-5, 17-9, 23, 26-35, 38

**Estimates**

1984-1985, supplementary (C), 16:7-9, 12, 16, 24, 33, 35-7, 39, 42-3, 47-8; 17:4, 8, 31-4, 36

1985-1986, main, 16:7-9, 12, 16, 24, 33, 35-7, 39, 42-3, 47-8; 17:4, 8, 31-4, 36; 19:5-19, 21-3, 25-7, 29, 32, 35, 38-41, 43-5; 23:5-14, 18, 21-3, 30-1; 24:6-16, 19, 23-7, 31-4, 37-40, 48-9; 25:6, 8, 13, 16-20, 24-5, 27-34; 29:5-6, 13, 18, 20-1, 23, 25, 28, 30; 31:8-11, 17-8, 20-1; 32:5-8, 14, 17, 25-7, 29-30, 32-3, 37-9, 43-4

1985-1986, supplementary (B), 47:5-9, 13, 16-8, 20, 23-6, 28; 48:4, 9-10, 12-3, 19-24; 49:4-5, 14, 17, 21, 23, 25-6

1986-1987, main, 54:4-5, 11-2, 15-9, 22-4; 56:4, 7, 9-11, 14, 17, 24-6, 31-2, 35-8; 57:5-6, 81-2; 59:9, 11, 15-6, 19, 21-3, 26-30, 33-5; 62:5-6, 11-2, 21-4, 27, 38, 41; 63:4, 9-12, 17-8, 20, 22, 25, 35-8; 65:5-6, 9-16, 29-30, 32-3; 66:5, 10-1, 16-9, 22, 26, 28, 31, 33, 35, 39-40, 43; 67:5, 7-8, 11-2, 20, 24-5, 28, 30-2, 38; 70:4, 7, 12-6, 19-20, 23-4, 26-7

Immigration, future levels, November 1984 report, 14:6-15, 21, 23, 26-7, 29, 38-42, 45-6; 15:4-5, 9-10, 15-6, 20-4, 26-7, 35, 41, 46, 48; 21:9-10, 16, 21-3, 28-33, 36, 46, 50, 53-60; 22:4-5, 7, 9-12, 16, 21-3, 26, 28, 30-1; 26:4, 6, 10-1, 16, 18-9, 23; 27:5-7, 15-7, 19, 22, 24, 34-6; 28:5, 10, 12, 18-9, 25-6, 28, 35-41, 45-6, 48-50, 52-3, 56-9, 61-5; 30:5, 9, 12, 14, 22-4, 27-8; 35:5-6, 11-2, 14-5, 23-6, 29-31, 34-6; 37:5-8, 13-5, 19-25, 28-36, 39, 41-73

Immigration Act, regulations, amendments, 13:6, 11-5, 17-20, 25-9, 31, 36, 40, 42, 46-50; 14:6-15, 21, 23, 26-7, 29, 38-42, 45-6; 15:4-5, 9-10, 15-6, 20-4, 26-7, 35, 41, 46, 48; 27:5-7, 15-7, 19, 22, 24, 34-6; 28:5, 10, 12, 18-9, 25-6, 28, 35-41, 45-6, 48-50, 52-3, 56-9, 61-5; 35:5-6, 11-2, 14-5, 23-6, 29-31, 34-6; 37:5-8, 13-5, 19-25, 28-36, 39, 41-73

**Labour Department estimates**

1985-1986, main, 18:10, 14-5, 18-9, 28, 30-1, 33-4

1986-1987, main, 55:5-12, 18, 20, 22-9, 31, 36-8, 40, 44-6, 49-52; 58:7, 14-6, 27, 30, 32-4

Labour force adjustment, Committee study under S.O. 96(2),

73:5-7, 17, 27-31, 36-7, 39-40

**Procedure**

Advertising for submissions, M. (Allmand), 9:17

**Agenda**

Changing with consent of Committee, M. (Duguay), 14:8-11

Dealing with at later time, 56:4

**Agenda and procedure subcommittee**

Meetings, 52:13-4, 28-31; 70:19, 26-7

Membership, 7:5; 52:6-13

Reports, 65:5-6

M. (Witer), 6:7

Amdt. (Hudon), 6:5-7

M. (Jourdenais), 10:17

Amdt. (Edwards), 10:16

M. (Heap), 24:6-8, 11, 13

Amdt. (Allmand), 24:13-4

M. (Redway), 65:12-4

Bills, 37:5, 68, 70-1; 39:7-8

Briefs, distribution in both official languages, 14:12-5, 21; 67:8

Broadcasting of proceedings, 19:5

Budget, 39:9, 13, 15-9, 22-33; 59:19

M. (J.-P. Blackburn), 57:23, 27

Amdt. (Allmand), 57:21-3

Amdt. (Redway), 57:25, 27

Amdt. (Rodriguez), 57:27

**Hawkes, Mr. Jim—Cont.****Procedure—Cont.**

Business meeting, 39:7-13, 15-9, 22-40

Chairman, commenting, 55:26

Committee, name, changing, M. (Hudon), 10:17-8

Correspondence, appending to minutes and evidence/filing with Clerk as exhibit, 21:28-31

**Documents**

Appending to minutes and evidence, 73:5

Ms., 24:31

Authority to purchase, M. (Oostrom), 7:4

Availability to press/public, 12:21, 46; 15:16

Distribution, 21:28-9; 55:12

Requesting, 8:4; 63:35

Tabling, 55:11; 59:28; 72:19

Election of Vice-Chairman, Ms. (Witer), 43:12; 51:10

Estimates, consideration, 10:17; 16:7-8, 12, 47; 19:15-6, 21; 56:32; 57:29-30; 65:5, 13-6, 33; 66:10; 67:28; 71:5

Exhibits, filing with Clerk, 25:6; 35:14-5; 57:31; 59:34-5; 62:12;

66:10; 70:23

Ms. (Witer), 6:7

M. (Clifford), 7:4

M. (Dantzer), 9:14

Ms., 23:11; 24:16

In camera meetings, 14:7-8; 15:4, 8; 21:31-3; 22:4; 27:15; 43:14-7

Ms. (Jourdenais), 14:7

M. (Witer), 15:9

**Meetings**

Cancelling, rescheduling, M. (Hudon), 29:13

Extending, 23:14

Notice, 47:5-8; 55:6-7

Re-scheduling, M. (Heap), 43:13-4

Schedule, 65:29, 33; 67:30, 38; 70:19

M. (Dantzer), 13:6

Scheduling, 1:17-21; 7:5; 10:6; 11:20; 19:12-8, 21-2; 23:11-2;

24:15-6; 31:21; 32:6-7; 55:6-8; 56:32; 57:5-6, 29-31; 59:5;

66:17-8; 73:17

Suspending, 19:22

**Members**

Alternates, participation in debate, 16:35-6

Alternates, voting, 1:9

Late, apologizing, 55:5

Participation in debate, unanimous consent, 29:20-1

Speaking out of turn, 16:27

Substitutes, list, 52:7; 66:10

Substitutes, not replacing Members travelling on Committee business, 54:5, 16-7

Substitutions, 24 hours notice, 55:5; 57:31; 62:21-4; 67:11-2

Membership, Parliamentary Secretaries, 54:5

**Ministers**

Appearance before Committee, 10:19; 16:35-6, 47; 17:31, 34; 18:10; 19:5, 21-2; 55:10-1; 56:37; 62:5; 65:5; 66:17-8; 70:16, 19

Availability to discuss estimates, 16:7; 23:7-12

Not answering questions, 56:10-1

Statements, 55:11-2; 67:7-9

M. (Edwards), 18:14-5

**Motions**

Acceptability/non-acceptability, 16:48

Notice of motion, accepted, 54:17

Seconding not required in Committee, 30:28

Orders of Reference, authority to initiate, 1:18-9

Organization meeting, 1:7-21; 52:6-15, 18-31; 57:12-25, 27-31

Proceedings, photographing for householder, 22:28

**Questioning of witnesses**

Asking questions through Chair, 17:8

Clarifying answers of previous meeting, 24:24-5

**Hawkes, Mr. Jim—Cont.**

## Procedure—Cont.

## Questioning of witnesses—Cont.

Members arriving late, putting on list for second round, 17:28, 31, 33

New Democratic Party critic, time allotment, 16:47; 17:9, 35-6 Non-members, 62:5; 63:29

Official Opposition critic, time allotment, 17:33, 35; 18:30-1

Permanent member exchanging place with alternate member, 16:24

Questioners' list, 16:35-7; 33:5-6; 66:11, 21; 67:12; 72:14

Questions, scope, 70:4; 71:35

Replies, 6:11; 65:5

Rotation by party, 26:11

Statements, 9:10; 22:5, 17

Time limit, 16:7; 17:9; 18:10, 33; 32:25-6; 56:31-2; 62:6; 64:15, 26; 66:16; 67:11, 17, 28, 30; 70:23; 71:9, 27; 72:14-5

Quorum, 25:34; 29:5, 30; 65:29

Lack, 27:5; 54:15, 19

Lost, 31:21; 54:15-6, 24

Meeting and printing evidence without, 23:6, 12-3; 27:15-6; 54:17

Ms. (Hudon), 1:11-6; 29:30

M. (Jourdenais), 52:14-5, 18

Opposition absent, Chairman adjourning meeting, 18:34; 32:45; 54:24

## Reports to House

Adopting, M. (J.-P. Blackburn), 66:10-1

Drafting, 15:4, 8; 23:5-6, 11-2

Leak, 21:31-3, 36

Room, 37:62-3; 72:6-7

## Staff

Hiring, M. (Oostrom), 52:21-2

## Researchers

Ms. (Jourdenais), 52:22-6

M. (J.-P. Blackburn), 52:26-8

M. (Browes), 67:30-2

## Subcommittee

Establishing, 19:45; 39:8-9, 36-40

M. (Oostrom), 19:5-12

Research contracts, 39:33-6

## Travel abroad

Budget, M. (Jourdenais), 52:19-20

Gifts, M. (Jourdenais), 52:20-1

Members/substitutes, M. (Oostrom), 52:20

Votes in Committee, scheduling, 56:32

Votes in House, 30:28; 47:28; 49:29; 73:5-7

## Witnesses

Appearance before Committee, 14:6-7; 22:23, 30-1; 43:17; 63:25

M. (Jourdenais), 23:5-7

M. (Heap), 23:7-9

Expenses, Committee paying, 1:16-7

M. (J.-P. Blackburn), 52:19

Statements, reading, 21:4

Statements, summarizing, 73:7

Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 38:8-9,

13-5, 18-9, 21-4, 33-5, 38-9, 42, 46, 49-50; 40:4-5, 7, 9, 12-3,

16-20, 26, 28-32, 35-41; 41:4, 8, 11-2, 18-22, 30, 32-3; 42:4, 6, 8,

13-8, 24-5, 30-4; 43:5, 12-8, 22-5, 36-7; 44:5-6, 13-7, 24-9,

33-46, 50-62

**Hay Associates (Canada) Ltd.** *see* Part-time employees—Pensions

**Hazardous products** *see* Canadian Centre for Occupational Health and Safety—Information

**Health care** *see* Refugees

**Heap, Mr. Dan (NDP—Spadina)**

Canada Mortgage and Housing Corporation

Corporate plan, 1986, 60:5-6; 64:19

Estimates, 1985-1986, main, 33:14-7

Estimates, 1986-1987, main, 60:5-8, 20-2; 64:7-10, 15, 19-22, 28-30

Committee, future business, 51:10-1

## Employment and Immigration Department

Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 5:9-12, 21-3; 6:5-6; 7:9-10, 25-6; 10:19; 11:15-8, 22-4; 12:45-6; 15:9; 21:24, 26-7, 35; 22:4, 7, 11, 18-9, 28, 31; 26:15-8, 27; 27:5, 16, 19, 22-4; 28:19-22, 34, 39-40, 49; 30:21-4; 35:15, 18-23, 26, 28-9, 35; 37:14-25, 29-43, 64-5, 70-1

Estimates, 1984-1985, supplementary (B), 1:44-6

Estimates, 1985-1986, main, 19:8-9, 11, 13-5, 17-8, 21-6, 28-32, 43-5; 23:5-6, 9-11, 13; 24:6-7, 14; 29:6, 16-8; 66:11, 16-21, 35-40, 43

## Housing

Cadillac-Fairview apartments, 64:30

Co-operatives and non-profit housing programs, 64:9

Estimates, 23:9

Shell homes, 64:28-9

Social housing programs, 60:7; 64:7-9

## Immigration

Entrepreneurial class program, 12:45-6

Family category, 1:45

Future levels, November 1984 report, 15:9; 21:24, 26-7, 35; 22:4, 7, 11, 18-9, 28, 31; 26:15-8, 27; 27:5, 16, 19, 22-4; 28:19-22, 34, 39-40, 49; 30:21-4; 35:15, 18-23, 26, 28-9, 35; 37:14-25, 29-43, 64-5, 70-1

Illegal, 1:45; 27:22-4

Non-governmental organizations, 66:43

Restrictions, 12:45-6

Settlement and Adaptation Program, 19:42-4

Spouses, 1:45

Immigration Act, regulations, amendments, 15:9; 27:5, 16, 19, 22-4;

28:19-22, 34, 39-40, 49; 35:15, 18-23, 26, 28-9, 35; 37:14-25, 29-43, 64-5, 70-1

## Immigration Appeal Board

Administrative record, 37:40-1

Appeals, 37:29

Decisions, 37:16, 22, 29-30, 32, 38-9

Hearings, 37:16, 33

Members, 66:35

Supreme Court of Canada, 37:38

Indians, housing, 60:7

Mortgage Insurance Fund, 60:20-1

## Procedure

Agenda and procedure subcommittee, 52:8

M. (Witer), amdt. (Hudon), 6:5-6

Ms., 24:6-7; 30:4, 28

Bills, 37:70-1

Documents, 64:7, 21-2

Election of Vice-Chairman, M. (Witer), 43:12

Exhibits, 23:11; 35:14

*In camera* meetings, 14:8; 21:35; 43:16

M. (Witer), 15:9

Meetings, 19:13-5, 17-8, 21-2; 43:13-4; 66:17-8

Ministers, 23:9-10; 66:17-8

M., 30:4, 28

Organization meeting, 52:8, 15, 19, 24, 26, 30

Printing, M., 50:17

Questioning of witnesses, 22:18-9; 60:7; 64:7, 15; 66:16

Quorum, 27:16



**Heap, Mr. Dan—Cont.**

Procedure—*Cont.*

Quorum—*Cont.*

M. (Jourdenais), 52:15

Reports to House

M., 36:14

M. (J.-P. Blackburn), 66:11

Staff

Ms. (Jourdenais), 52:24

M. (J.-P. Blackburn), 52:26

Subcommittee, establishing, M. (Oostrom), 19:8-9

Travel abroad, M. (Jourdenais), 52:19

Witnesses

M. (Jourdenais), 23:5-6

M., 23:7, 9

Refugee Status Advisory Committee

Expenditures, 19:23-5

Staff, 11:22

Workload, 11:22-4

Refugees

Bangladesh claimants, 5:9-10; 30:4, 22-4, 28

Claims, 44:30-3, 37-8

Countries of non-removal, 66:20-1, 37-8

Deportation, 22:28

Determination process, 5:10-1; 11:15-8, 24-5; 19:24-5; 26:15-7, 27; 28:20-1, 34; 35:18-21; 38:17; 41:22-9; 42:28-9; 44:21, 37-8, 49-50; 66:17-20, 35-7

El Salvador, 21:26-7

Family reunification, 43:21, 35

Guatemala, 1:44; 38:22; 66:38

Humanitarian and compassionate grounds, 19:31; 66:19

Inadmissible claims, criteria, 38:16

Indo-Chinese, 21:24

Iranian program, 28:39

Legal counsel, 41:25-6

Levels, establishing, 26:16-7

Personal information, 5:21

Peruvian claimants, 5:21-3; 44:46-8

Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 11:23; 19:13-5, 17-8, 28; 37:38; 38:15-7, 22, 35-6; 40:24-5, 38-9; 41:22-30; 42:28-31; 43:10-6, 21-2, 35; 44:13, 18-22, 29-33, 37-8, 46-52; 45:13, 19-20, 38-42

Private sponsorship, 26:16-7

Programs, 44:18-21

Refusals, 11:22; 19:28-30; 30:4, 28; 37:31

Settlement and Adaptation Program, 21:24; 27:24; 29:16-8

Social insurance numbers, 5:12

Undocumented arrivals, 44:29

United Nations High Commissioner for Refugees Office, 38:35

Work permits, 5:12; 7:9-10, 25-6; 11:23

Residential Rehabilitation Assistance Program, 60:6-7; 64:20-1

Visitors, work permits, 1:45-6

**Hearings** *see* Immigration Appeal Board; Refugees—Determination process

**Helmes, Mr. Charles** (Labour Department)

Labour Department estimates, 1986-1987, main, 55:3, 14, 23-4, 32-4, 51; 58:5, 12-3, 32-3

**Hickey, Mr. Terry R.** (Immigration Appeal Board)

Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 10:3, 26, 28-32

**Hicks, Mr. Peter** (Employment and Immigration Department)

Canada Employment and Immigration Commission, program delivery, staffing pattern, reorganization, Committee study under S.O. 96(2), 72:4, 27-8

Employment and Immigration Department

Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 9:3, 6-19, 21-2, 26-8

Employment and immigration programs, 71:3, 15, 17, 33-5, 38

Estimates, 1986-1987, main, 63:3, 12, 15-6, 19, 28-9; 65:3, 7; 69:4, 23, 28-9; 70:3, 9-12, 14, 16

References *see* Canada Employment and Immigration Commission—Program delivery; Canadian Job Strategy—Funding—Job Development Program

**Hiring halls** *see* Labour unions

**Hong Kong** *see* Immigration—Entrepreneurial class program

**Hospitality industry** *see* Canadian Job Strategy—Job Entry Program

**House, Jeffrey** (Individual Presentation)

Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 37:3, 44-51  
Immigration, future levels, November 1984 report, 37:3, 44-51  
Immigration Act, regulations, amendments, 37:3, 44-51

**House of Commons**, staff, collective bargaining rights

Canada Labour Code, including, 55:12

Canada Labour Relations Board, certification of bargaining unit, court challenge, etc., 55:13, 38-9

Conciliator, appointment, 55:39-40

Legislation, Labour Department role, 55:12

Legislation, redundant, 55:13, 38

**Housing**

Cadillac-Fairview apartments, Toronto, Ont., condominium conversion, federal government position, 64:30-1

Co-operatives and non-profit housing programs, 64:6

Developmental funding, 64:10

Index-listed mortgages program, 64:6, 9-10, 12

Low-income, rent supplements, etc., 60:20, 27; 64:6, 9-10

Per-unit construction subsidies, 64:11-2

Policy, 60:16-7

Singles and single parent families, 60:18

5,000 new units, 1986-1987, 60:15, 28; 64:9

Estimates, consideration, 23:7-11; 24:8, 15

Expenditures, authorization, realignment, 64:6

Expenditures, 1986-1987, \$1.6 billion, 64:16

Breakdown by province, 64:16-7

Funds, mortgages, availability, 33:7-8

Habitat '67, Montreal, Que., sale, Canada Mortgage and Housing Corporation role, 60:13-4; 64:25-6

Information, access, 64:17-8

Policy, 60:4; 64:15

Consultations with industry, labour and consumer groups, 60:7

Shell homes, Sackville, N.B., roofing problems, repairs, Canada Mortgage and Housing Corporation responsibility, 64:28-30

Social housing programs

Assistance, selection criteria, 33:16-7

Disposal to co-operatives, provincial or municipal governments, 60:21-4

Federal-provincial cost-sharing agreements, 60:6, 14-5; 64:6, 31-3

British Columbia, 60:25-6; 64:23-5

Canada Mortgage and Housing Corporation expenditures, 60:8-11



**Housing—Cont.**Social housing programs—*Cont.*Federal-provincial cost-sharing agreements—*Cont.*Copies for Members of Parliament, **64:7, 16**Quebec, **60:15-6**"Ghettoization", **60:25-6**Increasing, **33:4-5, 12-5, 26-7**New units, 1986-1987, **60:15**Policy, **60:4**Private sector involvement, **33:26-7**Rent control/review, **60:24; 64:8**Rent increase, 1986, 4%, **64:8**Rent supplement program, **64:6**Singles and elderly, **60:12-3, 19-20**Task Force on Program Review (Nielsen) recommendations, **64:22-3**Threshold income, 30% formula, updating, etc., **64:5, 7-9, 14, 22-3**1986-1987, \$1.3 billion, **60:10, 15**Special needs housing, cost-sharing agreements, **64:22-3**Starts, **33:6-7**Taxation, impact, **33:7-8**

See also Canada Mortgage and Housing Corporation; Indians; Refugees; Residential Rehabilitation Assistance Program

**Howell, Mr. Graham** (Refugee Status Advisory Committee)Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **11:3, 20-1**  
Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, **44:3, 42, 59****Hudon, Mr. Jean-Guy** (PC—Beauharnois—Salaberry; Parliamentary Secretary to Minister for External Relations)Canada Employment Centres, **23:24**Canada Mortgage and Housing Corporation estimates, 1985-1986, main, **33:9-10, 27**Canada Works Program, **31:16**Canadian Job Strategy, **16:25**Challenge '85, **16:25-7; 25:18; 49:8-10, 22**Employment, **29:19-20**

Employment and Immigration Department

Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **3:18-9, 26-9; 4:9-11, 18-9, 40; 5:17-8; 6:7; 9:20-1; 26:23-5; 27:16-9, 35; 30:24-7; 37:56**Annual Report, 1984-1985 and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985 (Student Summer Employment Program), **49:8-10, 21-2**

Estimates

1984-1985, supplementary (C), **16:25-7**1985-1986, main, **16:25-7; 19:8, 14, 20; 23:7-9, 23-4; 24:8, 12-3; 25:18-9, 34; 29:18-21; 31:14, 16-7; 32:44**1985-1986, supplementary (B), **49:8-10, 21-2**

Immigration

Future levels, November 1984 report, **26:23-5; 27:16-9, 35; 30:24-7; 37:56**Public attitudes, **9:20**Visas, **26:33**Immigration Act, regulations, amendments, **27:16-9, 35; 37:56**Job creation programs, **16:25; 23:23-4; 25:19; 31:14-7**New Employment Expansion and Development Program, **49:21**

Procedure

Agenda and procedure subcommittee

M., **1:10**M. (Witer), amdt., **6:5-7****Hudon, Mr. Jean-Guy—Cont.**Procedure—*Cont.*Agenda and procedure subcommittee—*Cont.*Ms. (Heap), **24:8, 12-3; 30:24**Budget, **39:33**Business meeting, **39:33, 37**Election of Chairman, M., **1:7**Election of Vice-Chairman, M., **1:9**

Meetings

Cancelling, M., **29:13**Scheduling, **19:20**Members, **29:21**Ministers, **23:7-9**M. (Allmand), **3:19**Amdt., **3:19**Motions, **3:18-9**Orders of Reference, **1:18**Organization meeting, **1:7-12, 18**Questioning of witnesses, **3:29**Quorum, **25:34; 27:16-7; 32:45**Ms., **1:11-2; 29:30**Subcommittee, **39:37**Establishing, M. (Oostrom), **19:8**Witnesses, M. (Heap), **23:7-9**

## Refugees

Bangladesh claimants, **30:24**Determination process, **27:17-8**Family reunification, **27:19**Levels, **27:18**Plaut report, **19:14; 30:25**Policy, **27:18-9**Recognition, **11:25-6**Refusals, **11:25-6**Sri Lanka, **26:23-4**Undocumented arrivals, **26:25**Unemployment Insurance Act, **29:19****Human rights** see Refugees—Determination process**Human Rights Commission** see Canadian Human Rights Commission**Hunter, Mr. J.** (Canada Employment and Immigration Commission)Employment and Immigration Department estimates, 1985-1986, main, **25:4, 20-2, 28, 31****Husain, Mr. Sayid Muazzam** (Bangladesh Centre)

Employment and Immigration Department Annual Report,

1983-1984, and Canada Employment and Immigration

Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment

Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **30:3, 6-12, 15-6, 18-22, 24, 26, 29**Immigration, future levels, November 1984 report, **30:3, 6-12, 15-6, 18-20, 24, 26, 28****Hydro-electric power**, Limestone Project, northern Manitoba, training program for local residents, **16:32, 34****Hynna, Mrs. Martha** (Employment and Immigration Department)

Employment and Immigration Department Annual Report,

1983-1984, and Canada Employment and Immigration

Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment

Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **3:4, 36, 38-9****ILAP** see Industry and Labour Adjustment Program**Illegal immigration** see Immigration**Illegal Migrant Review Program** see Immigration—Illegal**ILO** see International Labour Organization

**Immigrants** *see* Citizenship

## **Immigration**

- Adaptability, **66:42**
- Adjustment Assistance Program, **7:20, 24; 19:35-6**
- Admissibility/non-admissibility, Ministerial permits, **8:30-1**
- Appeals, rights, procedures, etc., **6:10; 10:27**
  - Members of Parliament, role, **13:42-3**
- Applications
  - Fees, **13:47, 49**
  - Procedures, **28:32**
  - Processing delays, **13:50**
- Assisted relatives, **6:9-10, 19-20**
- Burma, **8:25-6**
- Business immigrant investors category, **66:8-9**
- Cases, MPs investigating, **8:19-21**
  - Minister workload, **29:24-5**
- Categories, review, **66:21-2**
- Consultants, brokers, false promises, **12:27; 14:22-3; 66:32-4**
  - See also* Immigration—Entrepreneurial class program
- Conventional refugee class, **21:6**
- Counsel, Immigration Appeal Board, **10:24**
- Cullen-Couture agreement, **6:18; 7:27, 31; 15:45**
- Demographic policy, relationship, **9:9-10; 19:33; 66:23, 27-8**
  - Immigrant flow, effects, **7:30-1**
  - Studies, academics, seminars, **9:14; 19:38**
  - Studies, Employment and Immigration Department undertaking, **9:6**
  - See also* Immigration—Policy
- Deportation orders, procedure, etc., **6:13-4; 7:24-5; 13:46**
- Designated classes, **6:17-8**
  - Sunset clause, **7:6**
- Detention centres, conditions, investigation, **19:5-6, 10-1**
- Domestics, **8:26-8; 9:17-8**
- Economic benefits, **66:8, 22-3, 42**
- Economic growth, effects, **9:8, 12-4**
- Education, degrees and diplomas, Canadian recognition, **7:14-5; 8:11-2**
- Employment, authorization, selection criteria, **6:9-10, 14; 7:8-9, 12**
  - Eligibility, **27:24**
  - Entrepreneurial class, comparison, **6:35**
  - Shortage occupations, **6:10; 66:25-6**
  - Temporary employment, **6:14; 66:30-1**
  - Training commitment, **6:16-7**
  - Validation of employment, **6:12, 15, 20**
- Entrepreneurial class program, **29:25**
  - Active/passive investors, **12:18-9; 13:25-6; 14:42-3**
  - Administration, **15:12-8, 20**
  - Applications
    - Fees, **15:45-6**
    - Forms, standardization, **15:20-2, 28**
    - From abroad, **6:24; 12:12-3; 15:9-11**
    - Processing delays, **15:11-2, 22-3**
  - Associate entrepreneur program, **12:29**
  - Australia, comparison, **13:8, 10-2, 15, 17-9, 27**
  - Bureaucratic mismanagement **15:12-8, 31**
  - Business proposals, evaluation, retired businessmen, assistance, **66:29**
  - Capital investment, minimum requirements, etc., **6:27-8; 9:23; 12:15; 14:28-9; 15:10**
  - Conditional landing status, **13:12-4; 15:7**
  - Consultants, brokers, etc., role, services, fees, **15:23-7, 30, 32; 21:60-1**
  - Determining, **5:9; 6:21**
  - Encouraging, **1:27-8, 48, 50-1; 5:5-8, 23-5; 12:11-2, 24-5; 19:33-4; 22:13**
  - Expanding scope, federal-provincial consultations, **16:11-2**
  - Family members, children over 21, including, **12:12, 30-1; 13:28-9**

## **Immigration—Cont.**

### **Entrepreneurial class program—Cont.**

- Farmers, **12:33-4**
- Federal-provincial relationship, **6:22-5, 36-8; 12:31; 14:12, 24**
- Follow-up, safeguards, **6:28-9, 32-3, 35-7, 40-1; 14:29-30, 33; 15:7, 14-5, 19**
- Goal, establishing, **15:19-20**
- Hong Kong, **13:6-8, 23; 14:24, 38-9; 15:36-7, 44**
- Immigration officers, language/special training, etc., **6:27-8, 34; 12:10, 12, 16-8, 34-5; 13:24-5, 32-3, 37-8; 14:32, 35; 15:14, 16-7, 28-9**
- Independent/self-employed, inclusion, **8:31-5; 12:19-20, 25-6, 31-2; 13:8-9**
- Industrial/manufacturing sectors, involvement, **6:31**
- Information packages, **6:43; 12:30, 40-1; 13:23-4, 40-1; 14:31-2; 15:10, 16**
- Investor visa, venture capital, **12:26-7, 30-1; 13:15-6, 34; 14:41-3**
- Job creation, relationship, **9:23; 12:9, 11, 13, 20-1, 36-7, 39, 45-6; 13:10, 25; 14:24-7, 34, 43-5**
- Joint ventures, **6:32-4**
- Korea, **13:23, 29-33; 14:36, 41-2**
- Lawyers, role, **13:7**
- Municipal governments, consultations, **6:41-2; 13:21-3; 14:20-2**
- New technologies, introducing, **6:33**
- "No track record", refusals, use of provisional entry system, **12:22-5, 31, 42-3**
- Objectives, **6:21, 35; 12:6; 13:7**
- Ontario, **12:24-5, 28; 13:36; 14:16-46**
- Policy, **15:6, 34-5, 38-9, 44; 16:46-7**
- Priority, **6:26; 15:28**
- Program review, **6:29-30; 12:17; 13:43-5; 14:32**
- Promoting, **6:27-8, 30-2, 35, 42; 12:13; 13:20-1**
- Provinces, approval/non-approval, consulting with other provinces, **6:36-9; 12:14-6, 33; 13:35; 14:27-9, 36-7; 66:29-30**
- Provinces, role, **12:10, 33; 15:29-30**
- Provisional landing status, **13:12-5, 35-7, 45; 14:40-1; 15:6-7, 24-5, 32, 34, 42-3**
- Quebec, **12:28, 36; 13:35-6; 14:5-6, 24, 30-1**
- Quotas, **12:41-2**
- Recruitment, **6:32-3; 12:10, 42-3; 13:16; 15:7-8, 38**
- Regional Industrial Expansion Department role, involvement, **6:36, 38**
- Regulations, simplification, **7:8; 8:6-7; 12:11-3, 30, 42-3**
- Small businessmen, **12:24-5, 32; 14:25-6, 43-5**
- Small towns/rural areas, **12:32**
- Studies, **9:14-5**
- Success/failure rate, monitoring system, **13:26-7**
- Successful entries, numbers, **6:22-5, 31-2; 12:35**
- Track record, **13:8-10**
- Unconditional/provisional/conditional landing status, **12:6-9**
- United States, comparison, **12:21-2, 32; 13:8, 10-1, 15, 27**
- Women, **6:30**
- See also* Immigration—Employment

### **Europe, restrictions, 5:17**

### **Family category, 1:27, 45, 50-1; 5:5**

### **Age provision, 7:6-7; 13:28-9, 32-3**

### **Exit visa from country of origin, 7:12-3**

### *See also* Immigration—Entrepreneurial class program

### **Family reunification, 66:9**

### **Group sponsorship, 66:40-1**

### **Policies and programs, 58:3-5; 59:3; 61:3; 62:3; 64:3; 66:3; 67:3; 68:53; 69:4**

### *See also* Orders of Reference; Reports to

### **House—Seventh—Eighth—Ninth**

### **Farm workers, 9:14-5**

### **Federal-provincial agreements, 6:18; 13:39; 14:16**

### **Fees, establishing, 29:25**



**Immigration—Cont.**

- Fertility, relationship, 9:8-9
- Foreign spouses, applying from within Canada, 16:12
- Future levels, 19:32-3, 38
  - November 1984 report, 14:3-46; 15:3-48; 16:4-5; 18:3; 20:7, 9-10; 21:3-61; 22:3-31; 23:3; 25:3; 26:2-28; 27:3-36; 28:3-65; 30:3-28; 34:12-3; 35:3-36; 37:5-73
  - See also* Orders of Reference
- Haitians, Quebec settlement, 5:16
- Humanitarian issues, 1:51; 10:28
- Illegal, 6:39-40; 9:20-1; 22:18-21
  - Amnesty, 1:45; 5:26-8; 6:10; 10:22-3
  - Arrests and detention, 6:14; 11:23
  - Criteria, 5:13-4
  - Hearings, public *vs in camera*, 27:23-4
  - Illegal Migrant Review Program, extension to July 1/85, 16:12
  - Legal counsel, rights, 27:22-3
  - See also* Unemployment insurance
- Immigration officers
  - External Affairs Department/Employment and Immigration Department, relationship, 8:7, 13, 21-2
  - Qualifications, 8:9, 11
  - Workload, 8:21-2
  - See also* Immigration—Entrepreneurial class program
- Independent category, 6:23
  - Open occupations, 66:21-2
  - See also* Immigration—Entrepreneurial class program
- Indo-Chinese and self-exiled, 7:8
  - See also* Immigration—Settlement and Adaptation Program
- Interpretation services
  - Immigration Appeal Board, 10:24
  - Ports of entry, 7:23-4
  - Posts abroad, 8:13-4
- Language training, 1:48-50; 5:20-1; 7:15-9, 21-3, 29
  - See also* Immigration—Settlement and Adaptation Program
- Lawyers, role, 12:27
  - See also* Immigration—Entrepreneurial class program
- Levels, 66:29
  - Consultations, 9:27-9; 16:11; 19:40-1; 66:22, 26-9
  - Exceeding, special situation, 21:52-3
  - Factors determining, 9:26-7
  - Forecasts, 8:31-2; 9:8-9; 13:50-1; 19:42
    - Refugees, including, 21:10, 52
  - Increasing, 66:23-4, 26-7, 29
  - Legislative changes, effects, etc., 1:27, 47; 7:30-1; 8:4; 21:6-7
  - 1985, 95,000, 21:52
  - See also* Immigration—Future levels
- Marriages of convenience, 7:8
- Medical doctors, 13:18-9
- Medical information, 28:9
- Medical requirements, 7:6; 13:46, 48-50; 15:39-41
  - See also* Immigration—Policy
- Ministerial offices, Toronto, 19:34
- Nominated relatives, assisted relative category replacing, 6:9
  - Non-governmental organizations, role, 27:34; 66:42-3
  - See also* Immigration—Settlement and Adaptation Program
- Official languages, knowledge, requirements, 7:23, 27, 31
- Ontario, 14:16
  - See also* Immigration—Entrepreneurial class program
- Point system, selection criteria, 6:8-9
  - Language requirements, 7:27-30
  - Mandatory criteria, 6:10-2
  - Quebec, 7:27-9
  - 10-point penalty, 6:12, 18-20
- Policy, 5:17, 26
  - Abella report, 7:15
  - Demography, effects, 5:18-9

**Immigration—Cont.**

- Policy—Cont.
  - Determining, economic factors, 5:8-9
  - Medical requirements, 5:14-5
  - Quebec, agreement, 5:15-6; 13:39; 30:25-6
  - Review, 1:47; 5:17-8
  - See also* Labour market
- Political prisoners and oppressed persons, 7:7-8
- Procedures, paper work, etc., 12:29
- Promotion, 13:20, 38-42
- Public attitudes, 9:20-1, 23-4; 66:41-3
  - Gallup poll surveys, 9:24-6
- Quebec, 6:20, 39
  - Absorption, 30:7-9
  - French-speaking, 6:21
  - Refugee acceptance, 30:8-9
- Quotas *see* Refugees
- Racial prejudice, effects, 9:18-9
- Recruitment and selection, 13:19-20; 19:38, 41
- Restrictions, 5:4; 15:35-6
  - Job market, considering, 5:4-5; 12:37-9, 45-6
  - Provincial consultations, 5:7
- Return migrants/re-migrants, 9:22
- Rights and obligations, 6:14
- Security clearances, 12:28
- Settlement, 5:26, 29
  - Interprovincial mobility, 7:29, 31
- Settlement and Adaptation Program, 7:20, 24; 9:6-7; 19:36
  - Costs, 27:24
  - Expenditures, 1985-1986, 19:42-4
  - Government funded refugees, 21:7, 9, 42-3
  - Host families, 19:37
  - Indo-Chinese refugees, 9:7, 11-2; 12:37; 19:36-7, 42-3
  - Language training, relationship, 7:21; 19:36
  - Non-governmental organizations, role, 7:20-1, 23
  - Studies, 9:15-7
  - Success/failure, 28:6-8
- Sponsorship class, 10:14-5, 19
- Spouses, 1:45, 47
- Student entry, 6:9, 14-5
- Students, educational institutions, access, fees, etc., 28:8-10
- Suitability, 11:21
- Taiwan, 8:25-6
- Transportation companies, 6:15-6
- Transportation loan system, 6:17; 7:6
- Unemployment, relationship, 9:7-8; 66:8, 22-6, 28, 42
- Universal system, 6:8-9
- Visas
  - Offices, establishing, costs, 27:33
  - Offices, services, efficiency, etc., 12:28-9, 39-40
  - Refugee producing countries, 22:20-1, 25; 26:10-1, 13, 23-4
  - Visitors, 13:36-7; 15:32-4, 37-8, 41-3; 27:33-4
    - Business/non-business, comparison, 15:35-6, 46-7
  - See also* Immigration—Family category
- Women, 9:17-8
  - See also* Immigration—Entrepreneurial class program
- Work permits, 28:8-9
  - Construction industry, 66:30-1
- "2123 Rule", 7:9
  - See also* Canada Employment and Immigration Commission—Program delivery; Citizenship; Employment and Immigration Department; Population; Refugees; Temporary Immigration Security Act (1976); Visitors

**Immigration Act**

- Amending, consultations, lack, 37:52-3
- Applications, fairness, consistency, etc., 12:44-5
- Background, 6:8-19



**Immigration Act—Cont.****Background—Cont.**

Chronological listing, 7:9

Legislation, examination before second reading, discovery stage, 37:5, 67-8, 70

Regulations, 6:17; 7:32

Amendments, 13:3-51; 14:4-46, 15:3-48; 16:4-5; 18:3; 19:7, 9-10; 23:3; 25:3; 27:3-36; 28:3-65; 34:12-3; 35:3-36; 37:5-73

*See also* Orders of Reference

Canadian Charter of Rights and Freedoms, effects, 7:7; 10:19

Changing, procedures, 8:5-7, 38; 12:16-7

Immigration officers, role, 8:6-7

Simplification, 7:8, 10-1

Review, Committee, role, 8:28-9

Studies, 6:13; 9:15

*See also* Refugees—Determination process, Abuse

**Immigration Appeal Board**

Administrative record, success/failure, 37:38-43

Appeal process, Supreme Court of Canada invalidating, 37:63

Appeals, class, disposition, 37:23-4, 26-7, 29-30, 51, 66, 72-3; 38:34

Humanitarian and compassionate grounds, 37:45, 48-9

Number, backlog, etc., 37:20, 29-30, 34, 36, 53-4, 58-61, 65; 38:45

Sponsorship, 37:44

Background, historical, 10:7

Budget, expenditures, costs, 37:34

Case, definition, 37:31

Decisions, Federal Court of Canada referral, 10:10, 33; 11:10;

22:6-8, 16; 37:16, 25, 28, 31-2, 36-7, 39-40

Decisions, number, anticipating, 37:22, 30-1

Establishing, 6:9

Expenditures, 1985-1986, 19:27-8

Hearings

In-chamber/full hearings, 10:20, 22

Length, 37:21

Notice period to appellants and claimants, 10:30

Oral, 37:16-7, 20

Panels, quorum, single/triple member, proportion, effectiveness, 37:23-5, 28-9, 32-6, 44-7, 50, 66; 38:42, 44

Pre-hearings, 37:49

Public, 11:10

Replies, written, 10:21

Special program persons, 37:37

Waiting period, 10:27-8, 31-2

Mandate, 10:8-10, 24-5; 22:6-7

Members

Appointments, etc., 10:7-8, 10-3, 24, 26, 28-30; 19:35; 66:35

Background, qualifications, 37:7, 11, 15, 17-9, 25-6

Number, increasing, 37:6, 8-9, 11-3, 33-4, 37, 47-8, 56, 62-4, 71; 38:32; 66:9

Recruitment, 37:11, 14-5

Term, duration, full-time/part-time, 37:9-10, 13, 64

Training, research, 37:19, 26, 42, 64

Plaut report, recommendations, 37:57-9, 63, 69-70, 72

Refugee cases, 10:13-5; 37:43, 65

Immigration relationship, 37:71

Regional offices, 10:8, 23-4

Sponsorship appeals, 10:9, 13-5

Staff, 10:8, 25-6, 28-31

Supreme Court of Canada

Singh ruling, impact, 37:28, 31-2, 38, 54-5, 58-9, 66, 68-9, 72

*See also* Immigration Appeal Board—Appeal process

Utility, 37:57

Workload, 6:9; 10:10-1, 16, 26-7, 29; 19:34-5, 39; 37:47, 60-1

*See also* Immigration—Counsel—Interpretation services;

Refugees—Determination process—Status, Redetermination

Immigration officers *see* Immigration; Immigration

Act—Regulations; Refugees—Determination process; Visitors

Immigration quotas *see* Refugees

Immigration Settlement and Adaptation Program *see* Immigration

In camera meetings *see* Procedure

Inco Ltd. *see* Unemployment insurance—Pension income, Postponing

Income Tax Act *see* Training programs

Independent/self-employed *see* Immigration

Index-listed mortgages program *see* Housing—Co-operatives and non-profit housing programs

India *see* Refugees

Indians

Employment programs, 3:25-6

Breakdown, regional, status/non-status Indians, 14:33

Housing, Canada Mortgage and Housing Corporation loans, etc., 60:7-8; 64:6

Indo-Chinese refugees *see* Immigration; Refugees

Industrial Adjustment Services, older workers assistance, 69:10, 13

Industrial and Regional Development Program, cutbacks, 3:24

Industry and Labour Adjustment Program

Eligibility, criteria, 2:7-8

Legislation, introducing, 2:15-7

Montreal East, 49:25

Regions designated, 2:15

Cape Breton communities, 2:15-6

Review committee, composition, 2:6, 8

Role, 2:15

*See also* Consolidated-Bathurst Inc.

Information *see* Access to information; Canadian Centre for Occupational Health and Safety; Job creation programs; Labour Department

Information packages *see* Immigration—Entrepreneurial class program

Injuries *see* Occupational health and safety

Inland Refugee Society of British Columbia *see* Witnesses

Innovation Program *see* Job creation programs

Inter-Church Committee for Refugees *see* Witnesses

Interim supply *see* Government expenditures

Internal audits *see* Audits

International Labour Organization, Canada role, public viewpoint, 55:31

Interpretation services *see* Immigration; Refugees—Determination process

Investor visa *see* Immigration—Entrepreneurial class program

Investors *see* Immigration—Entrepreneurial class program

Iranians *see* Refugees

IRDP *see* Industrial and Regional Development Program

ISAP *see* Immigration Settlement and Adaptation Program

**Jackman, Ms Barbara** (Chaisson, Jackman)

- Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **22:3**, 5-17, 19-31; **28:3**, 5-6, 8-14, 16-9, 21-55, 63-4
- Immigration, future levels, November 1984 report, **22:3**, 5-17, 19-31; **28:3**, 5-6, 8-14, 16-9, 21-55, 59, 63-4
- Immigration Act, regulations, amendments, **28:3**, 5-6, 8-14, 16-9, 21-55, 59, 63-4

**Jacques, Ms Carole** (PC—Montreal—Mercier)

- Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, **38:42-4**

**Jamaica** *see* Visitors**Job creation**

- Budget, May 23/85, taxation impact, **32:39-40**
- Cost per job, **32:38-9**
- Entrepreneurial assistance, laid-off workers starting own business, **73:37-8**
- Fédération des travailleurs du papier et de la forêt submission, **73:6**
- Funding, **29:14**
  - Cutbacks, **32:39**
- Priority, **18:11**
- Private sector, large companies, leadership role, **73:10**
- Rate, **32:28-9**, 38
  - Quebec, **49:23**
- Saguenay—Lac-Saint-Jean region, **73:11-2**, 18
- Share savings plans, **73:27**
- Tax incentives for early retirees, **73:26-7**
- Temporary layoffs, older workers, Alcan Aluminium Ltd.-union agreement, **73:36**
- Terminology, **4:33-4**
- 1984-1986, 20-month period, 600,000 jobs, **69:24**
- See also* Canada Employment and Immigration Commission—Employment Development Branch; Challenge '85; Forest industry; Immigration—Entrepreneurial class program; Pulp and paper industry; Student Employment Experience Development Program; Summer Canada Works Program—Expenditures

**Job creation programs**, **3:27**

- Advertising
  - Budget, **59:34**
  - See also* Job creation programs—Youth, Business Drive for Jobs Program
- Canadian Job Strategy, **67:7**
- Capital items, equipment, acquisitions, etc., **25:13-5**
- Consolidation, **4:22**
- Continuous entry concept, **49:15**
- Employment Development Program, funding, advances, reducing to one month from three months, **59:27-9**
- Employment placement, preferences, **4:8-9**
- Expenditures, **59:31**
  - 1985-1986 reductions, **16:23-4**
- First Chance Program, **1:31-2**
  - Criteria, **3:30**
- Funding
  - Approvals, communicating, **59:34**
  - Cancellation, reallocation, **59:17-8**, 33
  - Formula, **63:12-3**, 16
  - Public/private sector, **3:34**
  - 1985-1986, amount lapsing, **54:6**, 8-9, 11-2
  - 1986-1987, **54:5-6**
- Information, access, **59:32-3**

**Job creation programs—Cont.**

- Job, definition, **63:37**
- Job projection system, adjusting programs to demands of occupations, **3:28**
- Local Initiatives Program, **63:9**
- Minister's federal-provincial-private sector consultations, **3:23-4**; **16:9**, 13
  - Federal role, **4:30-1**
- Multi-year funding, **16:34-5**
- Non-profit sector, **31:16-7**; **49:13-4**
- Paperwork, regulations, etc., reducing, **63:31**
- Permanent dependency, **63:30**
- Portable Wage Subsidy Program, older workers, **69:12**
- Private sector, **3:33**
- Projects, Newfoundland, **4:42**
- Regina Conference initiatives, \$695 million announcement, **16:10**, 25-6
  - Federal-provincial agreements, **16:25**; **23:23**; **25:10**
  - Implementation timetable, **16:13-4**; **23:24**; **25:10-1**
  - Replacing existing programs, **16:15-6**
- Summer programs, 1981 to present
  - Criteria, goals, changing, **63:31**
  - Expenditures, **63:13-4**, 17-9
  - Jobs created, **63:13-5**, 35
- Task Force on Program Review (Nielsen), recommendations, implementation, **63:21-2**
- Technological change provisions, **3:28**
- Training programs, co-ordination, **16:13**
- Trucking industry, participation, **29:25-7**
- Unemployment Insurance Act, Section 38, application, **31:14-5**, 19; **32:20-1**, 35-7
  - Budget, **31:18**
- Value, **4:34**
- Visible minorities, participation, **3:30**
- Women, participation, **3:26-7**
- Woodlots, silviculture, **31:16-8**
- Workshops, **25:19**
- Youth, **67:7**
  - Business Drive for Jobs Program, **67:10**; **71:25**
    - Advertising budget, **59:25-7**; **71:25**
    - Canadian Manufacturers' Association support, **25:9-10**, 19
  - Funding, summer 1986, \$210 million, **62:7**
  - Funding, 1986-1987, cutbacks, Challenge '85/Challenge '86 expenditures, etc., **53:29-31**, 40-1
  - Task Force on Program Review (Nielsen), recommendations, **59:25-6**
  - Youth Opportunity Fund, **3:31**
- See also* Students; Summer Canada Works Program; Work-sharing programs

**Job Development Program** *see* Canadian Job Strategy**Job Entry Program** *see* Canadian Job Strategy**Job matching** *see* Canada Employment Centres**Job projection system** *see* Job creation programs**Job Re-entry Program** *see* Canadian Job Strategy—Job Entry Program**Job security** *see* Labour force**Job sharing** *see* Work-sharing programs**Job vacancies** *see* Employment; Small business



**Johnston, Mr. Hallam** (Employment and Immigration Department)  
Employment and Immigration Department  
Annual Report, 1984-1985 and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report 1984-1985 (Student Summer Employment Programs), **47:4**, 14, 20-2, 25  
Estimates, 1985-1986, supplementary (B), **47:4**, 14, 20-2, 25

**Joint ventures** *see* Immigration—Entrepreneurial class program

**Jourdenais, Mr. Fernand** (PC—La Prairie; Vice-Chairman)  
Election as Vice-Chairman, **43:12**; **51:10**; **52:12**  
Employment and Immigration Department  
Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **8:7-10**, 12, 16-8; **10:14-5**, 27-8, 32-3; **12:9-10**, 14-6, 34-6; **14:7**; **21:4**, 10-3, 29-31, 33-5, 43-52; **22:4**, 7-12, 14-7, 21-2, 26; **26:4**, 19-22, 27-8; **27:17**, 27-32; **28:11-20**, 24-8, 30-6, 38, 42-6, 50-2, 58-61, 64; **30:8-9**, 15-8, 26-7; **35:6-11**, 26-8, 34-6; **37:14**, 55, 66

#### Estimates

1984-1985, supplementary (B), **1:42-4**  
1985-1986, main, **23:5-6**, 8, 24-9, 32; **24:8**, 12-6, 20-4, 33-4, 40-5; **32:6**, 8-10, 22-5, 35-7, 44-5  
1986-1987, main, **56:17-21**, 38; **59:16-9**, 25, 33-5; **67:26-8**, 37-8; **69:6-9**, 18, 21, 23-4, 26-7, 30

Immigration, future levels, November 1984 report, **14:7**; **21:4**, 10-3, 29-31, 33-5, 43-52; **22:4**, 7-12, 14-7, 21-2, 26; **26:4**, 19-22, 27-8; **27:17**, 27-32; **28:11-20**, 24-8, 30-6, 38, 42-6, 50-2, 58-61, 64; **30:8-9**, 15-8, 26-7; **35:6-11**, 26-8, 34-6; **37:14**, 55, 66

Immigration Act, regulations, amendments, **14:7**; **27:17**, 27-32; **28:11-20**, 24-8, 30-6, 38, 42-6, 50-2, 58-61, 64; **35:6-11**, 26-8, 34-6; **37:14**, 55, 66

Labour Department estimates, 1985-1986, main, **18:28-30**, 33

#### Procedure

Agenda and procedure subcommittee, **52:11**, 31

M. (Hudon), **1:11**

M., **10:17**

M. (Heap), **24:8**, 12-3

Amdt. (Allmand), **24:14-5**

Budget, **39:23-4**, 27

Business meeting, **39:23-4**, 27

Correspondence, **21:29-31**

Documents, **21:29**

Election of Chairman, M., **51:10**

Exhibits, **59:35**

M., **35:15**

*In camera* meetings, **21:33-5**

Ms., **14:7**; **46:31**

Meetings, **1:19-20**; **24:16**; **69:7**

M., **27:15**

Members, **56:18**, 38

Ministers, **23:8**

Organization meeting, **1:8**, 10-1, 14, 16, 19-20; **52:11-22**, 31

Press conference, M., **50:17**

Printing, M., **1:10**

Questioning of witnesses, **24:34**; **60:7**, 27-8; **69:7**, 9, 14, 21

Quorum, **23:6**; **25:34**

M. (Hudon), **1:11**, 14, 16

M., **52:14-8**

Reports to House, **21:33-5**; **46:31**

Staff, Ms., **52:22**

Travel abroad

Ms., **52:19**, 21

M. (Ostrom), **52:20**

Witnesses, **21:4**

M., **23:5-6**

M. (Heap), **23:8**

**Jourdenais, Mr. Fernand—Cont.**

Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, **38:18-21**, 36-8, 45-6; **40:10**, 13-5, 19; **41:13-8**, 20, 22, 26; **43:13**, 17-20, 33-6; **44:22-5**; **45:4**, 7, 14-5, 17-9, 22-3, 41-5

**Jury duty** *see* Unemployment insurance

**Justice Department** *see* Witnesses

**Katimavik program**, termination, replacement, **53:32**

**Keller, Mr. Brian** (Canada Labour Relations Board)

Labour Department estimates, 1986-1987, main, **58:5**, 21-3, 32

**Kelly, Mr. W.P.** (Labour Department)

Labour Department estimates

1984-1985, supplementary (B), **2:3**

1986-1987, main, **55:3**, 12-3, 30, 32-3, 39-40, 42, 48-9; **58:5**, 21

**Kerr, Mr. Kevin** (Researcher)

Procedure, organization meeting, **1:8**

**Kingston, Ont.** *see* Canadian Job Strategy—Skills Shortages Program

**Knott, Ms Yvette** (Standing Conference of Canadian Organizations for Refugees)

Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **27:3**, 6-10, 15, 18, 20-2, 25-6, 31-5

Immigration, future levels, November 1984 report, **27:3**, 6-10, 15, 18, 20-2, 25-6, 31-5

Immigration Act, regulations, amendments, **27:3**, 6-10, 15, 18, 20-2, 25-6, 31-5

**Korea** *see* Immigration—Entrepreneurial class program

**Kutz-Harder, Ms Helga** (Inter-Church Committee for Refugees)

Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, **43:3**, 30-6

**La Ronde** *see* Challenge '86—Private sector, Montreal

**LAB** *see* Labour Adjustment Benefits Program

**Labour Adjustment Benefits Program, 18:6**

Criteria, **18:25-6**; **55:17**

Expenditures, 1985-1986, \$20 million increase, **18:6**, 24-7

Phasing out, **55:24**; **58:10-2**; **69:13**

Replacement program, **61:13**

Pre-retirement benefits, cheques, delays, **59:16-7**

Textile and clothing industry, **4:24**; **18:24-6**; **29:16**; **59:17**

*See also* Program for Older Workers Adjustment

**Labour Affairs Officers** *see* Labour Department—Employees

**Labour Code** *see* Canada Labour Code

**Labour Department**

Central Analytical Services Branch, role, etc., **55:33-4**

Employees, Labour Affairs Officers, numbers, **2:28**

Estimates

1984-1985, supplementary (B), **2:4-30**

1985-1986, main, **18:4-34**

1986-1987, main, **55:3-52**; **58:5**, 7-34

*See also* Canada Labour Relations Board; Canada Mortgage and Housing Corporation; Canadian Centre for Occupational Health and Safety; Orders of Reference

Expenditures

Compensation payments to Public Service and merchant seamen, **2:22**

1985-1986, dollar breakdown, **18:9**



**Labour Department—Cont.****Expenditures—Cont.**

1986-1987, cutbacks, **55:13-4**

**Federal Mediation and Conciliation Service**

Budget, cutbacks, impact, **55:31-2**

Case-load, increase, **55:32**

Jurisdiction, **55:32**

Task Force on Program Review (Nielsen), recommendations, impact, **55:30-3; 58:7-8, 23-4**

*See also* Canada Post Corporation; Labour relations

**General Labour Services, 18:6-7****Grants program**

Unsolicited grants, Steel Conference Canada Inc., etc., **58:28-9**

*See also* Labour Department—Women's Bureau

**Information services, amalgamation, Task Force on Program**

Review (Nielsen), recommendations, **55:30-1**

**Minister, role, McKnight viewpoint, 18:10-2****Program evaluation, 55:51****Programs, Task Force on Program Review (Nielsen),**

recommendations, impact, **55:29-31; 58:7-8**

**Regional and district offices, 18:6**

Prince Rupert, B.C., cancellation, **55:14**

Staff, reductions, 1986-1987, **55:14**

Women, number, **18:23-4, 31-3**

**Women's Bureau**

Director, Linda Geller-Schwartz, appointment, **18:9-10**

Grants program, **58:28-9**

*See also* Part-time employees

*See also* House of Commons; Occupational health and safety—Video display terminals; Program for Older Workers Adjustment; Wages and salaries; Work-sharing programs

**Labour disputes**

Railways, Federal Mediation and Conciliation Service, role, **55:30; 58:24**

Strikes, costs, **55:32**

*See also* Canadian Imperial Bank of Commerce

**Labour Education Program *see* Labour relations****Labour, Employment and Immigration Standing Committee *see* Committee****Labour force**

Job security, **18:29**

Overtime, restrictions, "40 plus 8", criteria, effects, **2:20-1**

**Quality of Working Life Program**

Review, delays, etc., **18:29, 33-4**

Termination, impact, **55:14, 26, 29; 58:10**

**Technological change, 2:25-6**

Industrial adjustment, Committee study, contact persons, **55:49**

Programs, Task Force on Program Review (Nielsen), recommendations, **58:12**

Technology Impact Research Fund, **18:8, 27-9; 55:16-7; 58:12-3**

Women, equal pay for work of equal value, **2:6, 12-3; 18:9**

Abella Commission report recommendations, funding, etc., **2:13, 23-4**

Canadian Human Rights Commission referrals, **2:13**

Work week, shortening, **18:20-1**

Youth, entering, **2:24-5**

**Labour force adjustment *see* Studies and inquiries initiated by Committee****Labour/Government Employee Secondment Program, 18:8****Labour market**

Immigration policy, role, **6:11-2**

Older workers, percentage, **69:11**

Projection system *see* Canadian Occupational Projections System

**Labour market strategy *see* Employment; Training programs**

**Labour Minister *see* Labour Department**

**Labour policy, federal/provincial governments, labour unions, consultations, 18:5-7**

**Labour relations, collective bargaining, 2:10-2**

Dispute settlement, funding, **2:13**

Federal jurisdiction, **18:15**

Federal Mediation and Conciliation Service, **18:7**

Labour Education Program, financial assistance to labour unions, increase, **18:7, 16-7, 30**

Mediation arbitration, agreements, **1:10-2**

**Labour unions**

Government, relationship, consultations, etc., **18:28**

Grants, **2:27**

Hiring hall practices, Unemployment Insurance Act, effect, **29:28-9**

*See also* Canadian Brotherhood of Railway, Transport and General Workers; Occupational health and safety; Teamsters Union

**Lacombe, Mr. J.B. (Canada Mortgage and Housing Corporation)**

Canada Mortgage and Housing Corporation estimates, 1985-1986, main, **33:3, 7-8, 18, 27**

**Lajeunesse, Mr. Gérard (Les Entrepreneurs internationaux)**

Employment and Immigration Department Annual Report,

1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **15:3, 5-8, 23-6, 30-1, 34-5, 38-9, 44-7**

Immigration, future levels, November 1984 report, **15:3, 5-8, 23-6, 30-1, 34-5, 38-9, 44-7**

Immigration Act, regulations, amendments, **15:3, 5-8, 23-6, 30-1, 34-5, 38-9, 44-7**

**Landed immigrant status *see* Refugees; Visitors**

**Languages**

Requirements *see* Immigration—Point system

Training *see* Immigration

*See also* Official languages/bilingualism

**Laurentian University, Sudbury, Ont. *see* Challenge '86—Student Employment Experience Development Program**

**Lawyers *see* Immigration**

**Layoffs**

Severance pay *see* Unemployment insurance—Entitlements

*See also* Canada Works Program—Project officers; Canadian Broadcasting Corporation; Consolidated-Bathurst Inc.; Pulp and paper industry—Modernization—Saguenay—Lac-Saint-Jean; Textile industry; Work-sharing programs

**LEAD *see* Local Employment Assistance Development Program**

**LEAP *see* Local Employment Assistance Program**

**Leblanc, Mr. Hubert (Refugee Status Advisory Committee)**

Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **11:3, 13-4**

**Lees, Mr. R.H. (Canadian Security Intelligence Service)**

Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, **51:6**

**Legal counsel *see* Immigration—Counsel; Refugees**

- Legault, Mr. G.** (Canada Labour Relations Board)  
Canada Labour Relations Board estimates, 1986-1987, main, **55:3**, 34-6, 38, 41-2, 50
- Legislation** *see* Canada Labour Code; House of Commons; Immigration Employment and Staff Relations Act (Bill C-45); Refugees—Determination process; Unemployment insurance—Pension income; Unemployment Insurance Act
- Leishman, Mr. R.K.** (Canadian Security Intelligence Service)  
Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, **51:6**
- LEP** *see* Labour Education Program
- Leslie, Dr. B. Scott** (National Health and Welfare Department)  
Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, **51:6**
- Lewis Group Incorporated** *see* Appendices—Committee
- Liberal Party** *see* Appendices—Reports to House
- Ligue des droits et libertés** *see* Appendices; Witnesses
- Limestone Project** *see* Hydro-electric power
- LIP** *see* Local Initiatives Program
- Literacy training** *see* Training programs
- Local Advisory Councils** *see* Canada Employment Centres; Canadian Job Strategy
- Local Employment Assistance Development Program**  
Funding, regional, criteria, **4:40-2**  
Future, **25:33**  
*See also* Canadian Job Strategy—Community Futures Program
- Local Employment Assistance Program** *see* Canadian Job Strategy—Community Futures Program
- Local Initiatives Program** *see* Job creation programs
- Lussier, Mr. Gaétan** (Employment and Immigration Department)  
Canada Employment and Immigration Commission, program delivery, staffing pattern, reorganization, Committee study under S.O. 96(2), **72:4**, 7-24, 26-37  
Employment and Immigration Department  
Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **3:4**, 9-11, 14-6, 24-5, 27-8, 30-9; **5:3-9**, 11, 13, 15-20, 22, 27, 30  
Annual Report, 1984-1985 and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985 (Student Summer Employment Program), **47:9-27**; **48:4-5**, 10-1, 13-24  
Estimates  
1984-1985, supplementary (C), **16:5**, 20-3; **17:3**, 22-3, 27-8  
1985-1986, main, **16:5**, 20-3; **17:3**, 22-3, 27-8; **19:3**, 24-7, 41-2; **23:3**, 15-6, 18, 21-4, 26-31; **24:3**, 16-20, 22-6, 28-9, 31-5, 37, 39-41, 43-5; **32:3**, 9-17, 19-25, 28-9, 32-44  
1985-1986, supplementary (B), **47:9-27**; **48:4-5**, 10-1, 13-24  
1986-1987, main, **53:4**, 6-29, 35-40, 42, 44-8; **54:3-4**, 7-14, 19-23; **56:3**, 25, 38; **59:5-34**; **61:3**, 5-29; **62:15**, 24; **63:3-8**, 10, 12-8, 20-39; **70:3**, 5-10, 12-26
- Lynn Lake, Man.** *see* Job creation programs—Community Futures Program; Mining industry
- MacDonald, Hon. Flora** (PC—Kingston and the Islands; Minister of Employment and Immigration)  
Allmand, references, **16:31**
- MacDonald, Hon. Flora—Cont.**  
Canada Employment and Immigration Commission  
Employment Development Branch, **56:20-1**  
Offices, **49:27**  
Services/staff, criticisms, **56:20**  
Canada Employment Centres  
Job matching, small business criticizing, **56:22-3**  
Limited assistance, **16:19**  
Local Advisory Councils, **16:26**, 40-3  
Canada Works Program, **1:27**, 40-2, 56; **16:29**; **17:19-20**; **62:15**  
Canadian Armed Forces, pensions, **56:28**  
Canadian Job Strategy, **49:12**; **56:10**  
Affirmative action programs, **62:29**  
Changing mix at local level, **62:20**  
Community Futures Program, **16:10**, 18, 25; **56:4-5**, 19; **62:10**, 16-7, 27, 36-7; **71:24**  
Funding, **62:10-1**, 18, 29; **71:9-10**, 19, 21-3, 32-4  
Goals and targets, 1986-1987, **62:18**  
Innovations Program, **16:10**  
Job Development Program, **16:10**; **49:24**; **62:12-4**, 35-6; **71:12**, 23-4  
Job Entry Program, **16:10**, 19, 29  
Local Advisory Councils, **62:20**; **71:11**, 20-1  
Objectives, **71:20**  
Older workers, **62:38**; **71:12**  
Project approvals, **62:10-1**  
Quebec, **71:22**  
Saskatchewan, **62:17**; **71:10-1**  
Skills Investment Program, **16:10**, 19-20, 35  
Skills Shortages Program, **16:10**  
Women, **71:12**, 36-7  
Canadian Occupational Projections System, **16:20**, 23  
Census 1986, **1:50**  
Challenge '85  
Applications, **16:26-7**, 37-40, 43-4  
Career-oriented jobs, **16:44-6**; **49:10**, 22  
Farmers, **16:17**  
Federal-provincial joint/complementary programs, **16:44-5**  
Jobs created, **49:6-7**  
Members of Parliament, **16:26-7**; **29:10-2**  
Newfoundland, **16:31**  
Objectives, **16:10-1**  
Part-time students, **16:29-30**  
Salaries, **49:21**  
Success/failure, **29:12**; **49:8**  
Unemployment rate, relationship, **49:12**  
Wage rates, **49:20**  
Wage subsidies, **29:29**  
Women, **49:8-9**  
Challenge '86  
Career-oriented/work experience jobs, **62:26-7**, 40  
Funding, **62:7-8**, 34, 39-40; **71:25-9**, 31  
Jobs created, **71:26**  
Non-profit sector, **62:7**, 9, 25, 38-9  
Private sector, **56:29**; **62:7-8**, 27-8, 33-5  
Projects, approval, **71:29-31**  
Student Employment Experience Development Program, **62:25**, 41  
Committee, name, **1:24**; **16:9**  
Disabled and handicapped, **71:20**  
Economic conditions, **1:24**  
Education, post-secondary, funding, **1:54**  
Employment  
Development, funding, **1:27**  
*Equality in Employment*, Abella Commission report, **1:42**, 52-3; **16:11**; **29:19**; **56:5-6**, 9  
Older workers, **56:9**



**MacDonald, Hon. Flora—Cont.**

- Employment—*Cont.*
  - Policy/strategy, revising, 16:9
- Employment and Immigration Department
  - Access to information, 71:15-7
  - Annual Report, 1984-1985 and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985 (Student Summer Employment Program), 49:4-29
  - Employment and immigration programs, 71:6-13, 15-7, 19-34, 36-7
- Estimates
  - 1984-1985, supplementary (B), 1:23-37, 39-57
  - 1984-1985, supplementary (C), 16:9-20, 23-35, 37-47; 17:3-27, 29-31
  - 1985-1986, main, 16:9-20, 23-35, 37-47; 17:3-27, 29-31; 19:23-5, 27-35, 37-45; 29:6-8, 10-2, 14-9, 21-30
  - 1985-1986, supplementary (B), 49:4-29
  - 1986-1987, main, 56:4-7, 9-17, 19-31, 33-8; 62:5, 7-21, 24-41
- Immigration program, expenditures, 19:27
- Inquiries from Members of Parliament, 62:30
- Liaison, 1:53
- Minister of State (Youth), role, 56:5
- Staff, person-years, 71:17
- Employment equality programs, 1:26
- Free trade, 1:35-6
- Gagnon Iron Ore Company, 1:54-5
- Hydro-electric power, Limestone Project, 16:32, 34
- Immigration
  - Cases, 29:24-5
  - Demographic policy, 19:33
  - Entrepreneurial class program, 1:27-8, 50-1; 16:11-2, 46-7; 19:33-4; 29:25
  - Family category, 1:47, 50-1
  - Foreign spouses, 16:12
  - Future levels, 19:32-3, 38
  - Illegal, 1:46; 16:12
  - Language training, 1:48-50
  - Levels, 1:47; 19:40, 42
  - Ministerial offices, 19:34
  - Recruitment and selection, 19:38
  - Settlement and Adaptation Program, 16:12; 19:37, 43-4
- Immigration Appeal Board
  - Expenditures, 19:27-8
  - Members, 19:35
  - Workload, 19:34, 39
- Industry and Labour Adjustment Program, 49:25
- Job creation, 29:14; 49:5-6
- Job creation programs
  - Continuous entry concept, 49:15
  - Expenditures, 16:23-4
  - First Chance Program, 1:32
  - Ministers' federal-provincial-private sector consultations, 16:9
  - Multi-year funding, 16:34-5
  - Regina Conference initiatives, \$695 million announcement, 16:10, 13, 15-6, 25-6
  - Training programs, co-ordination, 16:13
  - Trucking industry, 29:26-7
  - Youth, 62:7; 71:25
- Labour Adjustment Benefits Program, 29:16
- Manpower training programs, 49:23
- Mining industry, Lynn Lake, Man., 16:32-3
- National Training Act, agreements, extending, 16:14-5; 71:6, 8-9
- National Training Act, programs, flexibility, 16:15
- New Employment Expansion and Development Program, 16:30
- Outreach Program, 29:24
- Pensions, 1:42

**MacDonald, Hon. Flora—Cont.**

- Procedure
  - Meetings, 62:38
  - Ministers, 1:39; 56:10
  - Questioning of witnesses, 56:37-8; 62:24-5, 40
- Program for Older Workers Adjustment, 62:37-8
- References *see* Canadian Armed Forces—Pensions; Unemployment insurance—Pension income
- Refugee Status Advisory Committee
  - Expenditures, 19:24-5
  - Workload, 19:39
- Refugees
  - Determination process, 19:24-5
  - Humanitarian and compassionate grounds, 19:31
  - Numbers admitted, 19:27
  - Plaut report, 16:12
  - Refusals, 19:28-30
  - Settlement and Adaptation Program, 29:17-8
- Retirement, early retirement, 56:35
- Small business, employment services, 1:27
- Social insurance numbers, 17:4-5
- Students, summer employment programs, 1:26, 33
- Students, work-study programs, 1:37
- Training programs
  - Adult basic education program, 16:33-4
  - Apprenticeship programs, 71:9
  - Basic skills development, 1:32
  - Chartreuse paper, 29:21-2
  - Expenditures, 1985-1986, reduction, 16:23
  - Funding, 1:33-4
  - Institutional program, 62:19
  - Manitoba University career training project, 29:23
  - Occupations with high unemployment rate, 62:19-20
  - Policy review, consultations, 1:25-6, 31-2, 34, 36-7
  - Winnipeg training institute, 29:22-3
  - Women, 71:37
- Unemployment
  - Older workers, 62:31-2; 71:13
  - Quebec, 49:14-5
  - Youth, 49:16
- Unemployment insurance
  - Benefit control officers, 1:55-7; 56:19-20, 22, 25, 37
  - Benefits, 17:14, 16-7, 20-1, 26-7; 56:12, 31
  - Extended regional benefits program, 17:13
  - Fraudulent claims, 56:22
  - Government contributions, 1:34-5
  - Mobility allowances program, 71:26-7
  - Objectives, 16:11; 49:28-9; 56:6
  - Pension income, 1:29-30; 17:5-10, 15, 17-8, 22-5, 29-31; 29:6-8; 56:6, 9, 13-7, 21, 25-30, 33-5
  - Policy review, 1:27; 16:11; 17:13, 19
  - Premiums, 17:11-2
  - Qualified wage loss program, 17:11
  - Review, 29:29-30
  - Training allowances, 1:43-4
- Unemployment Insurance Account, 17:24-5
- Unemployment Insurance Act, Canadian Charter of Rights and Freedoms, conflicts, 56:36

**MacInnis, Mr. F.G. (Canadian Security Intelligence Service)**

Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, 51:6

**MacKay, Mr. K.D. (External Affairs Department)**

Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, 51:7

Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration



**MacKay, Mr. K.D.—Cont.**

- Employment and Immigration Department Annual Report—Cont.
- Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **13:4**, 19, 22-4, 30-42, 46-51; **25:3**
- Immigration, future levels, November 1984 report, **25:3**
- Immigration Act, regulations, amendments, **13:4**, 19, 22-4, 30-42, 46-51; **25:3**

**Malépart, Mr. Jean-Claude (L—Montreal—Sainte-Marie)**

- Employment and Immigration Department
- Annual Report, 1984-1985 and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985 (Student Summer Employment Program), **49:5**, 10-5, 23-5
- Estimates, 1985-1986, supplementary (B), **49:5**, 10-5, 23-5
- Estimates, 1986-1987, main, **54:15-7**, 24; **56:33-4**; **62:23**, 28, 32-4; **67:16-7**, 20, 24-5, 31, 35-7
- Procedure
- Chairman, **54:16-7**
- Members, **62:23**; **67:17**
- Proceedings, **54:24**
- Questioning of witnesses, **62:32**; **67:17**, 20
- Quorum, **54:15-6**
- Staff, M. (Browes), **67:31**

**Mandatory retirement** *see* Unemployment—Older workers**Manitoba University**, career training project *see* Training programs**Manpower training programs**

- Mobility programs, **3:22**
- Necessity, **49:22-3**

**Marchand, Ms Mathilde (La table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés)**

- Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, **45:3**, 12-9

**Marchi, Mr. Sergio (L—York West)**

- Employment and Immigration Department estimates, 1986-1987, main, **66:11-5**, 31-4, 41-2
- Procedure
- Agenda and procedure subcommittee, **52:10**, 12
- Organization meeting, **52:10**, 12
- Printing, M., **68:54**

**Marriages of convenience** *see* Immigration**Martin, Mrs. Shirley (PC—Lincoln)**

- Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **10:23-4**, 28-30; **12:12-3**, 37-8; **14:29-32**
- Employment and Immigration Department estimates, 1985-1986, main, **19:5**
- Immigration, future levels, November 1984 report, **14:29-32**
- Immigration Act, regulations, amendments, **14:29-32**

**Matane, Que.** *see* Pulp and paper industry—Job maintenance and creation**Maternity leave benefits** *see* Unemployment insurance—Benefits**Mathieu, Hugues (External Affairs Department)**

- Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, **51:7**

**McCurdy, Mr. Howard (NDP—Windsor—Walkerville)**

- Canadian Job Strategy, **59:10-4**, 22-3
- Challenge '85, **67:29**

**McCurdy, Mr. Howard—Cont.**

- Challenge '86, **67:28-9**, 38
- Education, **67:13-4**
- Employment and Immigration Department
- Annual Report, 1984-1985 and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985 (Student Summer Employment Program), **47:16-9**, 26-8
- Estimates
- 1985-1986, main, **23:18-22**; **24:32-9**
- 1985-1986, supplementary (B), **47:16-9**, 26-8
- 1986-1987, main, **59:10-5**, 22-3, 31-3; **67:7-8**, 12-4, 28-32, 38
- Minister of State (Youth), role, **67:12**
- Job creation programs, **59:31-3**
- Procedure
- Ministers, **67:7-8**
- Questioning of witnesses, **67:30**
- Staff, M. (Browes), **67:31-2**
- Votes in House, **47:28**
- Voluntary sector, **67:29**
- Youth, **67:12-4**

**McKnight, Hon. Bill (PC—Kindersley—Lloydminster; Minister of Labour)**

- Banks and banking, union activities, **58:31-2**
- Canada Labour Code
- First contract section, **58:30-2**
- Legislation, review, **58:30**
- Part III, **2:19-21**; **18:6**
- Part IV amendments, **2:19-22**; **18:6-7**, 15-6, 19-20
- Canada Labour Relations Board, caseload, **58:22-3**
- Canada Mortgage and Housing Corporation
- Corporate plan, 1986, revision, **64:5**, 15, 20
- Estimates, 1986-1987, main, **64:5-33**
- Inspection service, privatization, **64:32-3**
- Land holdings, sale, **64:26-7**
- Canada Post Corporation, **18:7**
- Canadian Broadcasting Corporation, layoffs, **18:12-3**
- Canadian Centre for Occupational Health and Safety, **58:8**
- Canadian Imperial Bank of Commerce, **58:21**, 30-1
- Canadian Labour Market and Productivity Centre, **18:8**
- Deficit, **18:11-2**
- Economy, National Economic Summit, **18:12**, 17
- Employment, *Equality in Employment*, Abella Commission report, recommendations, **18:22-4**
- Employment equality programs, minorities, **18:32**
- Fair Wages and Hours of Labour Act, **18:28**
- Housing
- Cadillac-Fairview apartments, **64:30-1**
- Co-operatives and non-profit housing programs, **64:6**, 9-12
- Expenditures, **64:5**
- Habitat '67, **64:25-6**
- Information, access, **64:17-8**
- Policy, **64:15**
- Shell homes, Sackville, N.B., **64:28-9**
- Social housing programs, **64:5-9**, 14-6, 22-5
- Special needs housing, **64:22-3**
- Indians, housing, **64:6**
- Industry and Labour Adjustment Program
- Eligibility, criteria, **2:7-8**
- Legislation, **2:15-7**
- Regions designated, **2:15-6**
- Review committee, **2:8**
- Labour Adjustment Benefits Program
- Criteria, **18:25-6**
- Expenditures, 1985-1986, **18:6**, 25-7
- Phasing-out, **58:11-2**
- Textile and clothing industry, **18:26-7**

**McKnight, Hon. Bill—Cont.**

- Labour Department
  - Estimates
    - 1984-1985, supplementary (B), 2:3-5, 7-8, 10-3, 15-29
    - 1985-1986, main, 18:5-34
    - 1986-1987, main, 58:7-32
  - Expenditures, 1985-1986, 18:9
  - Federal Mediation and Conciliation Service, 58:8, 23-4
  - General Labour Services, 18:6-7
  - Grants program, 58:29
  - Minister, role, 18:11-2
  - Programs, 58:8
  - Regional and district offices, 18:6
  - Women, number, 18:24, 32-3
  - Women's Bureau, 18:9-10; 58:28-9
- Labour disputes, railways, 58:24
- Labour force
  - Job security, 18:29
  - Overtime, 2:20-1
  - Quality of Working Life Program, 18:29, 33-4; 58:10
  - Technological changes, 2:25; 18:8, 27-9; 58:12
  - Women, 2:12-3, 23-4; 18:9
  - Work week, shortening, 18:20-1
  - Youth, 2:25
- Labour/Government Employee Secondment Program, 18:8
- Labour policy, 18:5-7
- Labour relations, collective bargaining, 2:10-1
  - Federal jurisdiction, 18:15
  - Federal Mediation and Conciliation Services, 18:7
  - Labour Education Program, 18:16-7, 30
- Labour unions
  - Government, relationship, 18:28
  - Grants, 2:27
- Mortgage Insurance Fund
  - Deficit, 64:27-8
  - Losses, 2:29
  - Premiums, 64:27, 33
  - Review, 64:6
- Occupational health and safety
  - Advisory Council, 58:24-6
  - Canada Labour Code, Part IV amendments, 18:8
  - Injuries, compensation, 18:8
  - Occupational health nurses, 2:26
  - Video display terminals, effects, 2:8; 58:27
- Part-time employees
  - Air Canada, 18:14
  - Definition, 58:19
  - Federally-regulated industries, 18:15, 21; 58:17
  - Pensions, benefits, etc., 2:19; 18:21; 58:18-20
  - Wallace report, 2:18; 18:21; 58:18
  - Women, 2:18
- Procedure
  - Documents, 64:7, 22
  - Witnesses, 2:4
- Program for Older Workers Adjustment, 58:11-6, 18
- References *see* Labour Department—Minister
- Residential Rehabilitation Assistance Program
  - Eligibility criteria, 64:19-22
  - Federal-provincial cost-sharing agreements, 64:18-9
  - Low-income owners, assistance, 64:6, 13-4
  - Universality, 64:18
- Unemployment, Cape Breton region, 2:17
- Wages and salaries, Wage and Working Conditions Survey, 58:9-10
- Work sites, government inspectors, 2:27-8

**McLean, Hon. Walter** (PC—Waterloo; Minister of State (Immigration) and Minister Responsible for the Status of Women) Committee, reports, 66:9-10

**McLean, Hon. Walter—Cont.**

- Employment and Immigration Department estimates, 1986-1987, main, 66:5-12, 14-37, 40-3
  - Employment, machinists, tool and die makers, shortages, 66:25-6
  - Immigration
    - Business immigrant investors category, 66:8-9
    - Categories, review, 66:22
    - Consultants, brokers, 66:33-4
    - Demographic policy, 66:23, 27
    - Economic benefits, 66:8, 22-3, 42
    - Entrepreneurial class program, 66:29-30
    - Family reunification, 66:9, 41
    - Independent category, 66:21-2
    - Levels, 66:22-4, 27-9
    - Non-governmental organizations, role, 66:42-3
    - Public attitudes, 66:41-3
    - Unemployment, relationship, 66:8, 22-6, 28
    - Work permits, 66:30-1
  - Immigration Appeal Board, members, 66:9, 35
  - Population, immigration, impact, 66:8
  - Procedure, meetings, 66:17-8
  - References *see* Refugees—Determination process, Policy
  - Refugees
    - Amnesty, 66:11
    - Claims, 66:7
    - Countries of non-removal, 66:21, 37, 40
    - Cultural, economic and social balance, 66:8
    - Determination process, 66:5-9, 11, 14-7, 20, 31-3, 36-7
    - Employment, 66:8
    - Health requirements, 66:12
    - Humanitarian and compassionate grounds, 66:12
    - Security clearance, 66:12
    - Security threat, 66:7
    - Status, 66:7
  - Visitors, visas, 66:33-5
- McQueen, Ms Jennifer** (Labour Department)  
Labour Department estimates, 1986-1987, main, 55:3, 10, 12-9, 21-3, 26, 28-31, 42-7, 49, 51
- MEDARB** *see* Mediation arbitration
- Mediation arbitration** *see* Labour relations
- Medical doctors** *see* Immigration
- Medical examinations** *see* Refugees; Visitors—Admissibility
- Medical information** *see* Immigration
- Medical requirements** *see* Immigration
- Members of Parliament** *see* Challenge '85; Challenge '86—Applications, Approval—Projects; Employment and Immigration Department—Inquiries; Immigration—Appeals—Cases
- Merchant seamen** *see* Labour Department—Expenditures, Compensation
- Metro Toronto** *see* Toronto, Ont.
- Miller, Ms Nancy E.** (Inland Refugee Society of British Columbia)  
Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 44:3, 5-7, 13-4, 19, 24-5
- Minimum wage** *see* Wages and salaries
- Mining industry**  
Lynn Lake, Man., mine closure, retraining program, etc., 16:32-3  
*See also* Canadian Occupational Projections System—Sectorial analysis



- Minister of State (Youth)** *see* Employment and Immigration Department
- Ministerial permits** *see* Immigration—Admissibility; Refugees
- Ministers** *see* Challenge '86; Employment and Immigration Minister; Labour Minister; Minister of State (Youth); Procedure
- Ministry of Industry and Trade**, Government of Ontario *see* Ontario Government
- Ministry of State (Youth)**  
Establishment, 67:5-6  
*See also* Education
- Minorities** *see* Visible minorities
- Minority report** *see* Dissenting statement
- Mitges, Mr. Gus** (PC—Grey—Simcoe)  
Employment and Immigration Department estimates, 1986-1987, main, 59:20-2
- M.J. Stall and Associates** *see* Witnesses
- Mobility** *see* Manpower training programs
- Mobility allowance program** *see* Unemployment insurance
- Mobility funds** *see* Gagnon Iron Ore Company
- Modernization** *see* Pulp and paper industry
- Moffat, Mr. W.H.** (Employment and Immigration Department)  
Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 35:3, 8-9, 12, 14-5, 17-20, 24-9, 34-6  
Immigration, future levels, November 1984 report, 35:3, 8-9, 12, 14-5, 17-20, 24-9, 34-6  
Immigration Act, regulations, amendments, 35:3, 8-9, 12, 14-5, 17-20, 24-9, 34-6
- Montpass, Mrs. Thérèse** (Fédération des travailleurs du papier et de la forêt)  
Labour force adjustment, Committee study under S.O. 96(2), 73:3, 7-13, 16-8, 22-8, 32-5, 38
- Montreal, Que.** *see* Challenge '86; Industry and Labour Adjustment Program; Refugees—Determination process, Detention centres; Unemployment insurance—Offices
- Montreuil, Mr. Robert** (Canada Mortgage and Housing Corporation)  
Canada Mortgage and Housing Corporation estimates, 1985-1986, main, 33:3-9, 12-28
- Moonlighting** *see* Employment
- Moore, Mr. D.** (Employment and Immigration Department)  
Refugees, determination process, cases, backlog, regulations, 72:3
- Mortgage Insurance Fund**  
Administration, 33:22  
Claims, 33:23, 25; 60:18  
Consultations, 60:21  
Defaults, co-operatives/rentals, 60:20  
Deficit, 33:22; 64:27-8  
Losses, 2:29  
Premiums, fees, etc., 33:8-9, 12, 14, 16, 19-21, 24; 60:20-1; 64:27, 32-5  
Properties, sale/disposal, 60:22-3  
Review, 64:6
- Mortgage Rate Protection Program**, 33:13; 60:17-8
- Mortgages** *see* Housing—Funds
- Municipal governments** *see* Canadian Job Strategy—Job Development Program, Social Welfare Recipients Program; Challenge '86; Housing—Social; Immigration—Entrepreneurial class program
- Murphy, Mr. Rod** (NDP—Churchill)  
Allmand, references, 16:31  
Banks and banking, 58:22, 32  
Canada Labour Code, 2:19-20; 55:22; 58:30-1  
Canada Labour Relations Board, 55:34-6; 58:22-3  
Canadian Centre for Occupational Health and Safety, 55:19-21  
Canadian Imperial Bank of Commerce, 55:35-6; 58:21, 31  
Committee, budget, 58:16  
Employment and Immigration Department  
Estimates, 1984-1985, supplementary (C), 16:31-4  
Estimates, 1985-1986, main, 16:31-4  
Hydro-electric power, 16:32, 34  
Labour Department  
Central Analytical Services Branch, 55:33-4  
Employees, 2:28  
Estimates, 1984-1985, supplementary (B), 2:14, 17-20, 27-8  
Estimates, 1986-1987, main, 55:7, 10-1, 19-22, 29-36; 58:16, 21-7, 30-2  
Federal Mediation and Conciliation Service, 55:31-3; 58:23  
Labour disputes, 55:32  
Mining industry, 16:32  
Occupational health and safety, 55:19-21; 58:24-7  
Part-time employees, 2:18-9  
Procedure  
Documents, 55:11  
Meetings, 55:7  
Ministers, 55:10-1  
Training programs, 16:32, 34  
Wages and salaries, 55:33-4  
Work sites, government inspectors, 2:27-8
- National Defence Department** *see* Students—Summer employment programs
- National Economic Summit** *see* Economy
- National Health and Welfare Department** *see* Occupational health and safety; Witnesses
- National Training Act**  
Agreements, expiry Mar. 31/85, extending one year for review, 16:14-5  
Renegotiation, 70:15; 71:9  
New Brunswick, "leaked" memo, 71:5-8  
Quebec, 71:5, 8  
Signed agreements, 71:8  
Occupations, national importance, designation, using COPS, 16:21  
Programs, flexibility, 16:15  
Teacher retraining, 32:17-8  
Vocational training programs, purchase of positions at institutions, costs, 24:25-7, 40-1; 25:6-7  
*See also* Training programs—Institutional programs
- Native Economic Development Program**, projects, joint funding with Canada Employment and Immigration Commission, 65:31
- Native people** *see* Canada Works Program; Indians; Training programs—Adult basic education
- Nauman, Mr. A.** (External Affairs Department)  
Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, 51:7-8



- Nazarene Church** *see* Refugees—Determination process, Non-governmental organizations
- NDG** *see* Notre-Dame-de-Grâce—Lachine East constituency
- NDP** *see* New Democratic Party
- NEED** *see* New Employment Expansion and Development Program
- New Brunswick** *see* Canadian Job Strategy—Job Development Program; National Training Act—Agreements, Renegotiation
- New Democratic Party** *see* Appendices—Reports to House; Youth—Problems
- New Employment Expansion and Development Program**, 49:21  
Hiring practices, discriminatory, 16:28-31
- Newfoundland** *see* Challenge '85; Job creation programs—Projects; Unemployment insurance—Fishermen—Pension income, Regulations
- NGO's** *see* Non-governmental organizations
- Nickel Belt constituency** *see* Challenge '86—Funding, Private
- Nielsen, Hon. Erik**, references *see* Unemployment insurance—Pension income, Consultation
- Nielsen Task Force on Program Review** *see* Task Force on Program Review (Nielsen)
- Nominated relatives** *see* Immigration
- Non-European refugee resettlement projects** *see* Refugees
- Non-governmental organizations** *see* Immigration; Refugees—Determination process
- Non-profit housing** *see* Housing—Co-operatives
- Non-profit sector** *see* Challenge '86; Job creation programs; Students—Summer employment programs, Per job duration
- Non-refoulement principle** *see* Refugees—Deportation—Determination process
- Non-traditional occupations** *see* Training programs—Women
- Northeastern Ontario** *see* Tourist camps
- Northern Ontario** *see* Canadian Job Strategy—Job Entry Program
- Notre-Dame-de-Grâce—Lachine East constituency** *see* Challenge '85; Challenge '86—Funding, Private sector—Non-profit sector
- Nova Scotia** *see* Challenge '85; Employment equality programs—Minorities
- Nowlan, Mr. Pat**, references *see* Unemployment insurance—Pension income, Progressive Conservative caucus
- Nurses** *see* Occupational health nurses
- Nystrom, Mr. Lorne** (NDP—Yorkton—Melville)  
Canada Labour Code, 18:18, 20  
Canada Works Program, 4:20, 22-3, 35-7  
Canadian Job Strategy  
Affirmative action programs, 62:28-9  
Funding, 62:10, 28; 71:31-5, 37-8  
Job Development Program, 62:11-4  
Local Advisory Councils, 71:31  
Saskatchewan, 62:29  
Challenge '85, 47:15, 20-3  
Challenge '86, 71:31
- Nystrom, Mr. Lorne—Cont.**  
Employment, *Equality in Employment*, Abella Commission report, 1:18; 18:22-3  
Employment and Immigration Department  
Access to information, 71:14-7  
Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 3:4, 20, 22-6; 4:19-23, 35-7, 46-7  
Annual Report, 1984-1985 and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985 (Student Summer Employment Program), 47:15, 20-3  
Employment and immigration programs, 71:13-8, 26, 31-4, 37-8  
Estimates  
1984-1985, supplementary (B), 1:32-6, 51, 55-7  
1985-1986, supplementary (B), 47:15, 20-3  
1986-1987, main, 62:10-4, 28-31  
Funds, cutbacks, 1:18  
Inquiries from Members of Parliament, 62:29-30  
Staff, person-years, 71:17-8  
Free trade, 1:35-6  
General Industrial Training Program, 2:22-3  
Indians, 3:25  
Industrial and Regional Development Program, cutbacks, 3:24  
Job creation programs, 3:23-4, 27; 4:22  
Labour Department  
Estimates, 1985-1986, main, 18:18, 20-3  
Women, 18:23  
Labour force, 18:20  
Manpower training programs, 3:22  
Part-time employees, 18:21  
Procedure  
Acting Chairman, 3:6  
Agenda and procedure subcommittee, M. (Hudon), 1:10  
Budget, 39:12, 19-21, 23-4, 27-30  
Business meeting, 39:7, 12, 19-21, 23-4, 27-30, 34-8  
Exhibits, filing with Clerk, 62:12  
Members, 62:24  
Ministers  
M. (Allmand), 3:20  
M., 4:47  
Organization meeting, 1:10, 12, 18  
Quorum, M. (Hudon), 1:12  
Subcommittee, 39:34-8  
M., 39:40  
Small business, 4:20-2  
Students, summer employment programs, 1:33  
Training programs, 1:32-4  
Unemployment, older workers, 62:31; 71:13-4  
Unemployment insurance  
Benefit control officers, 1:55-7; 3:24-5; 4:36  
Board of Referees, 4:19-20  
Government contributions, 1:34-5
- Occupational health and safety**  
Advisory Council, appointment, delay, 55:19; 58:24-6  
Canada Labour Code, Part IV amendments, 18:8  
Deaths, statistics, 55:19-20  
Government position, 55:21  
Injuries, compensation, 18:8  
Occupational health nurses, promoting, certifying, 2:26  
On-site employer/employee safety committees, 55:26  
Technology, impact, studies, research fund, 2:7, 9  
Union contracts, Chrysler Canada Corporation, 55:27  
Video display terminals, effects, studies, etc., 2:6-9; 58:28  
Canadian Centre for Occupational Health and Safety role, 58:27-8  
Labour Department, role, 58:26-7

**Occupational health and safety—Cont.**

Video display terminals, effects, studies, etc.—*Cont.*

National Health and Welfare Department, study, 2:8-9; 55:21  
Work-related injuries, 55:19-20

**Occupational health nurses** *see* Occupational health and safety

**Official languages/bilingualism** *see* Immigration

**Older workers**

Definition, 69:19

*See also* Canadian Job Strategy; Employment; Industrial Adjustment Services; Job creation—Temporary layoffs; Job creation programs—Portable Wage Subsidy Program; Labour market; Program for Older Workers Adjustment; Unemployment

**Ontario** *see* Canadian Job Strategy—Local Advisory Councils; Immigration; Northeastern Ontario; Northern Ontario

**Ontario Government** *see* Witnesses

**Oostrom, Mr. John** (PC—Willowdale)

Canada Employment and Immigration Commission, program delivery, staffing pattern, reorganization, Committee study under S.O. 96(2), 72:32, 34-5

Canada Mortgage and Housing Corporation estimates, 1985-1986, main, 33:5-6, 22, 24-5

Canada Mortgage and Housing Corporation estimates, 1986-1987, main, 60:17-9, 27-8; 64:15-7, 26-8

Employment and Immigration Department

Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 5:23-5; 6:25, 27, 37-8; 7:4-5, 9, 18, 24-5; 8:21-5; 9:9, 15-6; 10:30-2; 11:13, 20-1, 26; 12:13-5, 18, 30, 33, 45; 13:32-7; 14:43-5; 21:31, 36-9; 22:17-8, 20-1, 26-8; 35:15-8; 37:47

Employment and immigration programs, 71:9-12

Estimates

1984-1985, supplementary (C), 16:34-5; 17:18-9  
1985-1986, main, 16:34-5; 17:18-9; 19:8, 17, 32-5; 23:6; 31:18-20

1986-1987, main, 56:21-2; 59:15, 20, 23-6; 61:10-3, 23-5; 62:17-21, 23-4, 36-7; 63:19-22; 66:26-31, 40-1

Immigration, future levels, November 1984 report, 14:43-5; 21:31, 36-9; 22:17-8, 20-1, 26-8; 35:15-8; 37:47

Immigration Act, regulations, amendments, 13:32-7; 14:43-5; 35:15-8; 37:47

Labour Department estimates, 1984-1985, supplementary (B), 2:29

Procedure

Budget, 39:24-5, 31

M. (J.-P. Blackburn)

Amdt. (Allmand), 57:22

Amdt. (Redway), 57:22

M., 59:20

Amdt. (Allmand), 57:22

Amdt. (Redway), 57:27

Correspondence, 21:31

Documents, M., 7:4

Election of Vice-Chairman, M., 52:12

Meetings, 7:5; 19:17

Members, 62:23-4

Organization meeting, 1:9; 52:12, 22; 57:19, 22, 27

Press conference, M., 46:31

Questioning of witnesses, 33:5-6

Reports to House, Ms., 68:53-4

Staff, M., 52:22

Subcommittee, Ms., 19:8; 36:14; 39:35

Witnesses, M. (Jourdenais), 23:6

**Oostrom, Mr. John—Cont.**

Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 38:9, 23, 40-2; 40:9, 11, 15-6, 19, 25-8; 41:30-1; 42:18-22; 43:16

**Oral hearings** *see* Hearings

**Orders of Reference**

Committee, membership, 1:3; 52:3

Employment and Immigration Department

Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 3:3

Annual Report, 1984-1985, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1984, 46:3

Estimates

Extending consideration pursuant to S.O. 82(15)(a), 69:3

1984-1985, supplementary (B), 1:4

1984-1985, supplementary (C), 16:3

1985-1986, main, 16:3

1985-1986, supplementary (B), 47:3

1986-1987, main, 53:3

Immigration

Family reunification, policies and programs, report deadline, extension, 68:3

Future levels, November 1984 report, 14:3

Immigration Act, regulations, amendments, 13:3

Labour Department estimates

1984-1985, supplementary (B), 1:4

1984-1985, supplementary (C), 16:3

1985-1986, main, 16:3

1985-1986, supplementary (B), 47:3

1986-1987, main, 53:3

Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 38:4

**Organization meeting** *see* Procedure

**Organizations appearing** *see* Witnesses

**Orlikow, Mr. David** (NDP—Winnipeg North)

Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 9:10-1, 18-9, 23-4

Procedure, questioning of witnesses, 9:10

**Orphans** *see* Refugees

**Oshawa Group Limited** *see* Challenge '86—Private sector

**Ottawa, Ont.** *see* Economy

**Outreach Program**, funding, success, 29:23-4

**Outreach projects** *see* Unemployment—Older workers

**Overpayments** *see* Unemployment insurance

**Overtime** *see* Labour force; Pulp and paper industry

**Pacheco, Ms Margarida** (Legal Counsel to Rabbi Plaut)

Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 41:3, 7-8, 12, 14-5, 19-20, 23-5, 27, 31

**Pagoda people** *see* Refugees—Tibetans

**Parliament** *see* Government expenditures



**Parliamentary Employment and Staff Relations Act (Bill C-45),**  
Committee study, 55:13

**Parliamentary Secretaries** *see* Procedure—Membership—Questioning  
of witnesses

**Parry, Mr. John** (NDP—Kenora—Rainy River)

Employment and Immigration Department estimates, 1986-1987,  
main, 65:30-3

#### **Part-time employees**

Abella Commission report, recommendations, 18:13

Air Canada, cutbacks, etc., 18:13-4; 55:48

Canada Labour Code, Part III, application, 55:48-9; 58:20-1

Day care, access, 55:46-9

Definition, 58:18-9

Federally-regulated industries, 18:15, 21; 55:43; 58:18

*The Survey of Part-Time Employment in Federally-Regulated  
Industries*, 58:16-7

Increase/decrease, 55:44, 46

Pensions, benefit packages, etc., 2:18-9; 18:21; 58:18-20

Hay Associates (Canada) Ltd. study, report, 55:42-4; 58:18-9

Wallace report recommendations, 2:18; 18:13, 21; 55:46-7; 58:17-9

Women, 2:18

Women's Bureau, Labour Department, study, 55:46-7

*See also* Unemployment insurance—Benefits—Pension income

**Passports** *see* Refugees

**Pensions**, 1:42

*See also* Part-time employees; Unemployment insurance

**Pépin, Mrs. Lucie** (L—Outremont)

Census 1986, 1:48

Employment and Immigration Department

Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and  
Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and  
Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report,  
1983, 5:4-7, 19-20; 6:6, 10, 18, 21, 28-30, 40; 7:14-7, 23-4;  
8:29-34; 9:11-2, 17-8, 24-6; 10:6, 10-4, 17-8; 12:7-8, 16, 39-40;  
13:6, 15-7, 23-5, 27, 43, 45, 50; 14:9, 11, 13, 15-7, 25-9; 15:11,  
24-6, 28-30; 21:31, 33-5, 39-40; 26:11; 27:15, 19-22; 30:19-21,  
25-7; 35:6, 12-4, 28; 37:7-15, 34-7, 57, 67-8

Estimates, 1984-1985, supplementary (B), 1:48-51

Estimates, 1985-1986, main, 19:5-7, 16, 19-20, 26-8

Immigration program, expenditures, 19:26-7

Immigration

Applications, 13:50

Cullen-Couture agreement, 6:18

Detention centres, 19:5

Domestics, 9:17-8

Education, 7:14-5

Entrepreneurial class program, 1:48; 5:5-6; 6:21, 28-30, 40;  
8:31-5; 12:7, 16; 13:15-7, 23-5, 27, 44-5; 14:25-9; 15:11, 24-6,  
28-9

Family category, 5:5

Future levels, November 1984 report, 14:9, 11, 13, 15-7, 25-8;

15:11, 24-6, 28-30; 21:31, 33-5, 39-40; 26:11; 27:15, 19-22;  
30:19-21, 25-7; 35:6, 12-4, 28; 37:7-15, 34-7, 57, 67-8

Interpretation services, 7:23-4

Language training, 1:48-50; 5:20

Levels, 8:31-2

Point system, 6:10

Restrictions, 5:4

Settlement and Adaptation Program, 9:11-2

Visas, 12:39

Women, 9:17-8

Immigration Act, regulations, 12:16; 14:9, 11, 13, 15-7, 25-8; 15:11,  
24-6, 38-40; 27:15, 19-22; 35:6, 12-4, 28; 37:7-15, 34-7, 57, 67-8

**Pépin, Mrs. Lucie**—*Cont.*

Immigration Appeal Board

Budget, 37:34

Expenditures, 19:27-8

Hearings, 37:34-5

Members, 10:10-3; 37:7-15

Workload, 10:10-1

Procedure

Agenda and procedure subcommittee, M. (Witer), amdt.  
(Hudon), 6:6

Agenda, M. (Duguay), 14:9, 11

Bills, 37:67-8

Briefs, 14:13, 15

Budget, 39:11, 23, 26

Business meeting, 39:11, 23, 26

Committee, name, M. (Hudon), 10:18

Correspondence, 21:31

Estimates, 10:17

Exhibits, M., 10:17

*In camera* meetings, 21:33-5; 43:15-6

M., 35:6

Meetings, 10:6; 19:16, 19-20

M. (Dantzer), 13:6

M., 46:31

Press conference, M., 36:14

Reports to House, M., 50:17

Subcommittee, establishing, M. (Oostrom), 19:5, 7

Refugees

Afghanistan, 8:31

Amnesty, 41:19

Bangladesh claimants, 30:19

Determination process, 30:20-1; 35:12-4, 28-9; 41:13-4

El Salvador, 21:39-40

Language services, 27:19-21

Medical examination, 8:30-1

Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 5:19; 41:13-4,  
19-20; 43:15-6; 45:15-6

Refusals, 37:11-3

Settlement services, 27:21

**Permanent resident status** *see* Visitors

**Persaud, Mr. Mark** (Toronto Refugee Affairs Council)

Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 43:3, 10

**Peruvian refugees** *see* Refugees

**Peterson, Mr. Peter** (PC—Hamilton West)

Employment and Immigration Department

Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and  
Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and  
Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report,  
1983, 6:32-3, 37, 41-2; 21:29

Employment and immigration programs, 71:24-6

Estimates, 1986-1987, main, 63:26-9

Immigration, future levels, November 1984 report, 21:29

Procedure

Budget, M. (J.-P. Blackburn), 57:23, 27

Amdt. (Allmand), 57:22

Business meeting, 39:38

Correspondence, 21:28-9

Organization meeting, 52:12-3, 26; 57:15-6, 22-4, 27-8

Printing, M., 52:12

Subcommittee, 39:38

**Pflantz, Mr. Benno T.** (External Affairs Department)

Canada Employment and Immigration Commission Annual Report,  
1984-1985, 51:7-8



- Pietz, Mr. Allan** (PC—Welland)  
Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 4:23-6, 45-7; 15:41  
Immigration, future levels, November 1984 report, 15:41  
Immigration Act, regulations, amendments, 15:41  
Procedure  
Organization meeting, 1:9, 15-6  
Quorum, M. (Hudon), 1:15-6
- Plamondon, Mr. Louis** (PC—Richelieu)  
Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 5:7  
Procedure, organization meeting, 1:9
- Plaut, Rabbi W. Gunther** (Author of *Refugee Determination in Canada*)  
Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 41:3-13, 15-33
- Plaut report** see *Refugee Determination in Canada*
- Pocock, Ms Nancy** (Toronto Refugee Affairs Council)  
Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 43:3, 5, 9-10, 12, 22-5
- Point system** see Immigration
- Poland** see Refugees; Visitors
- Polish Roman Catholic Church** see Refugees—Determination process, Non-governmental organizations
- Political activists** see Refugees
- Political prisoners** see Immigration
- Polls** see Gallup poll
- Population**  
Aging, 9:19  
Immigration, impact, 66:8  
Prospects, special report, 7:4
- Portable Wage Subsidy Program** see Job creation programs
- Porteous, Mrs. Wendy** (Labour Department)  
Labour Department estimates, 1984-1985, supplementary (B), 2:3, 8-9, 18, 22, 26  
Labour Department estimates, 1985-1986, main, 18:3, 34
- Portugal** see Visitors—Visas
- Post-secondary education** see Education
- POWA** see Program for Older Workers Adjustment
- Pre-retirement benefits** see Labour Adjustment Benefits Program
- Premiums** see Mortgage Insurance Fund; Unemployment insurance; Unemployment Insurance Account
- Price, Mr. Joe** (PC—Burin—St. George's; Parliamentary Secretary to Minister of Labour)  
Procedure, organization meeting, 1:8
- Prime Minister's Office** see Procedure—Proceedings
- Prince Edward Island** see Challenge '85
- Prince Rupert, B.C.** see Labour Department—Regional and district offices
- Private sector** see Challenge '86; Housing—Social; Job creation programs; Students—Summer employment programs, Per job duration
- Private sponsorship** see Refugees
- Privatization** see Canada Mortgage and Housing Corporation—Inspection services; Employment—Student summer employment centres
- Procedure**  
Acting Chairman, Chairman designating with consent of Committee, 3:6-7; 51:8  
Acting Chairman, taking Chair, 69:4  
Advertising for submissions, M. (Allmand), 9:17, agreed to  
Agenda  
Changing with consent of Committee, 1:22-3; 3:7-8  
M. (Duguay), 14:8-11, agreed to, 5  
Dealing with at later time, 56:4  
Agenda and procedure subcommittee  
Meetings, notice, 52:13-4  
Meetings, scheduling, 31:20; 52:28-31; 30:19, 26-7  
Membership, 7:4; 52:6-13  
M. (Hudon), 1:10-1, agreed to, 4  
M. (Jourdenais), 52:13, agreed to, 4  
Referrals  
M. (Heap), 30:4, 27-8; withdrawn, 34:12-3  
M., agreed to, 34:13  
Reports  
M., 32:8, agreed to, 3-4  
First, M. (J.-G. Guilbault), 1:23, agreed to, 6  
Second, 3:4, 8  
M. (Hudon), 3:8, agreed to, 5  
Third, M. (Witer), 6:7, as amended, agreed to  
Amdt. (Hudon), 6:5-7, agreed to, 7  
Fourth, M. (Jourdenais), 10:17, as amended, agreed to, 3  
Amdt. (Edwards), 10:16, agreed to, 3-4  
Fifth, M. (Heap), 24:6-15, as amended, agreed to, 4  
Amdt. (Rodriguez), 24:8-9, negated by show of hands, 4  
Amdt., 24:11, agreed to, 4  
Amdt. (Allmand), 24:11-4, agreed to, 4  
Sixth, M. (Witer), 38:8, agreed to, 6  
Seventh, 65:5-6  
M. (Redway), 65:12-7, as amended, agreed to, 4  
Amdt., 65:3, agreed to  
Amdt. (Rodriguez), 65:14, agreed to, 4  
Eighth, M. (J.-P. Blackburn), 72:3-4, agreed to, 4  
Bills  
Amendments, admissibility, Royal Recommendation, infringing, 37:70-1  
Preliminary examination, before second reading, discovery stage, 37:5, 67-8, 70; 39:7-8  
Briefs, distribution in both official languages, 14:12-6, 21; 67:8  
Broadcasting of proceedings, 1:40-1; 19:5  
Budget, 39:10-33  
M. (Rodriguez), 39:29, agreed to, 3  
M. (J.-P. Blackburn), 57:21, 23, 27-8, as amended, agreed to by show of hands, 4  
Amdt. (Allmand), 57:21-3, negated by show of hands, 3  
Amdt. (Redway), 57:24-7, agreed to by show of hands, 3  
Amdt. (Rodriguez), 57:27, agreed to by show of hands, 3  
M. (Oostrom), 59:19-20, agreed to, 3  
Business meeting, 39:7-40  
Chairman, commenting/editorializing on questions, 55:26  
Chairman, defending government members actions, 54:16-7

**Procedure—Cont.****Committee**

Name, changing, 1:24

M. (Hudon), 10:17-8, agreed to, 4

Report to House, 10:18

Correspondence, appending to minutes and evidence, 4:4-5, agreed to, 3

Correspondence, appending to minutes and evidence/filing with Clerk as exhibit, 21:28-31

Departmental officials, unable to answer policy questions, 55:10-2

**Documents**

Appending as if read, 45:23

Appending to minutes and evidence, 45:23, agreed to, 3; 73:5, agreed to, 3

M. (Duguay), 2:26-7, agreed to, 3

Ms., 20:8, negated on recorded division; 24:31, agreed to, 5

M. (Oostrom), 36:14, agreed to

Authority to purchase, M. (Oostrom), 7:4, agreed to

Availability to press/public, 12:21, 46; 15:16

Distribution, 1:24; 5:29; 18:27; 55:12

Both official languages, 21:28-9; 69:9

Requesting, 8:4; 63:35; 64:7

Tabling, 55:11; 59:28; 60:12; 64:21-2; 72:19

With Clerk, 4:4-5, agreed to, 3

**Election of Chairman**

M. (Hudon), 1:7, agreed to, 5

M. (Jourdenais), 51:10, agreed to, 3

M. (Browes), 52:6, agreed to, 4

**Election of Vice-Chairman**

M. (Hudon), 1:9, agreed to, 5

Ms. (Witer), 43:12-3, agreed to, 3; 51:10, agreed to, 3

M. (Browes), 52:10-2, agreed to, 4

M. (Oostrom), 52:12, agreed to, 4

Estimates, consideration, 10:17-9; 14:8-11; 19:14-6, 21; 56:32; 57:29-30

Extended consideration, 65:5, 12-6, 33; 66:10; 67:28, 31; 69:6-8; 71:5

Questions arranged by topics, 16:7-8, 12-3, 47

Exhibits, filing with Clerk, 25:4, 6; 29:3-4; 30:3-4; 32:3, 5-6; 41:3; 44:3-4; 46:29-31; 48:9; 49:3; 50:16; 55:3; 57:4, 31; 58:5-6; 59:4, 34-5; 61:3; 62:3-4, 12; 66:10; 67:3-4; 70:23; 71:3-4; 72:4-5; 73:3-4

Ms. (Witer), 6:7, agreed to; 38:9, agreed to, 6; 43:13-4, agreed to, 3

M. (Clifford), 7:4, agreed to, 3

M. (Dantzer), 9:14, agreed to

M. (Pépin), 10:17, agreed to

Ms., 20:9; 21:3; 23:11; 24:16; 36:14-5

M. (Jourdenais), 35:15, agreed to, 3

M. (J.-P. Blackburn), 50:17, agreed to

*In camera* meetings, 14:7-8; 15:4, 8; 16:4-5; 18:3; 20:7, 9; 22:4; 25:3; 28:3; 27:15; 32:3-5; 34:12-3; 46:29-33; 50:15, 17; 51:3-8; 58:3-4; 59:3; 61:3; 62:3; 64:3; 66:3; 67:3; 68:53-4; 72:3

Members' researchers attending, 21:33-5

Proceedings, leaks to media, breach of confidentiality, 21:31-6

Ms. (Jourdenais), 14:7, agreed to, 4; 46:31, agreed to

M. (Witer), 15:8-9, agreed to, 3

Ms., 19:4; 20:9, agreed to

M. (Pépin), 35:6, agreed to, 3

**Meetings**

Cancelling, rescheduling, M. (Hudon), 29:13, agreed to, 3

Extending, 23:14; 28:50

Late start, 62:38

Notice, lack, 47:5-8; 55:6-8

Postponing, M., 20:9, agreed to on division

Re-scheduling, M. (Heap), 43:13, agreed to, 3

Schedule, 65:29, 33; 67:30, 38; 70:19

**Procedure—Cont.****Meetings—Cont.****Schedule—Cont.**

M. (Dantzer), 13:6, agreed to, 4-5

M., 20:8-9, agreed to on division

Amdt., 20:8, negated on division

Scheduling, 1:17-21; 7:5; 10:6-7; 11:20; 19:12-22; 23:11-2; 31:20-1; 32:3; 50:16; 56:32; 57:5-6, 29-31; 59:5; 63:35; 66:17-8; 69:6; 73:17

Block system, 1:19-20; 39:13; 55:6-8

Cancelling, M. (Jourdenais), 27:15, agreed to, 3

Requests, channelling through agenda and procedure subcommittee, 24:15-6

M., 36:15-6, negated on division

M. (Pépin), 46:31, agreed to

Seating arrangements, 16:7

Suspending, 19:22; 51:8; 66:3; 73:3, 6

**Members**

Alternates, participation in debate, 16:35-7

Alternates, voting, 1:9

Attendance, 53:6; 54:5

Imputing improper motives to Chairman, 67:17

Interrupting Member speaking, 56:18

Late, apologizing, 55:5

Making detrimental remarks about other Members, 56:38

Participation in debate, unanimous consent, 29:20

Prevented from entering room, 54:22-3

Speaking out of turn, 16:27

Substitutes, list, 52:7; 66:10

Substitutes, not replacing Members travelling on committee business, 54:5, 16-7, 23-4

Substitutions, 24 hours notice, 53:19-20, 22-3, 34; 55:5-6; 57:31; 62:21-4; 67:11-2

Membership, Parliamentary Secretaries, 54:4-5

**Ministers**

Appearance before Committee, 4:47; 10:19; 19:21-3; 53:5-6, 26; 55:10-1; 62:5; 65:5; 66:17-8; 69:6-7; 70:16, 19

Arriving late, 17:34; 19:21

Requesting, 53:28-9

Additional meetings, 16:35-6, 47; 17:31; 18:10; 56:37

M. (Nystrom), 4:47, out of order

Availability to discuss estimates, 16:7; 23:7-12

Clarifying statements, M. (Heap), 30:4, 27-8

Not answering questions, 17:11; 56:10-1

Proposals, tabling with Committee, requesting, 3:12

M. (Allmand), 3:17-21, negated on recorded division, 5 Amdt. (Hudon), 3:19, 21, out of order, 5

Questioning, insufficient time for reply, 1:39-40

Questioning, reply forthcoming in another Committee, tabling reply, 2:29

Salary, reducing to \$1, M. (Copps), 54:14-5

**Statements**

Appending to minutes and evidence, M. (Edwards), 18:14-5, agreed to, 4

Copies, providing to Members, 67:7-9

Summary, Deputy Minister reading, 55:10-2

**Motions**

Acceptability, introducing during questioning of witnesses, 3:12

Acceptability, memo from clerk, 16:47-8

Debating, time limits, 3:18-9

Disposition, 3:18-9

Not accepted, quorum not present, 4:47-8; 54:15, 17

Notice of motion, accepted, 54:17

Seconding not required in Committee, 30:28

Vote, calling, 3:18-9, 21

Orders of Reference, authority to initiate, 1:18-20

Organization meeting, 1:3, 5, 7-21; 52:4-31; 57:12-31



**Procedure—Cont.**

Press conference, Chairman organizing, **34:14**

M., **20:8**, agreed to

M. (Pépin), **36:14**, agreed to

M. (Oostrom), **46:31**, agreed to

M. (Jourdenais), **50:17**, agreed to

M. (Browes), **68:54**, agreed to

Printing, minutes and evidence

M. (Jourdenais), **1:10**, agreed to, **4**

M. (Peterson), **52:12**, agreed to, **4**

Additional copies

M. (J.-P. Blackburn), **46:31**, agreed to

M. (Heap), **50:17**, agreed to

M. (Pépin), **50:17**, agreed to

M. (Marchi), **68:54**, agreed to

Proceedings

Photographing for householder, **22:28**

Prime Minister's Office manipulating, allegations, **54:24**

Questioning of witnesses

Answers, Member interrupting, **62:40**

Asking questions through Chair, **17:8**

Chairman gagging Members, allegations, **62:32**

Clarifying answers of previous meeting, **24:24-5**

Giving time to other Members, **67:20**

Government Members, time allotment, **17:36-7**

Members arriving late, putting on list for second round, **17:28, 31, 33**

New Democratic Party critic, time allotment, **16:47; 17:9, 35-6**

Non-members, **24:31, 34; 53:34; 62:5; 63:29**

Official Opposition critic, time allotment, **17:33, 35-6; 18:30-1**

Parliamentary Secretary, participation, **54:4**

Permanent member exchanging place with alternate member, **16:24**

Public servant unable to answer policy questions, **24:33; 56:37-8**

Questioners' list, **2:13-4; 16:35-7; 66:11, 21; 67:12; 72:14**

Questions, scope, **22:18-9; 69:7-9; 70:4; 71:35**

Questions and replies, written, **61:27; 62:24-5; 64:7**

Replies, appending to minutes and evidence, **69:21**

Replies, written, **6:11; 65:5**

Researchers asking questions, **73:18**

Rotation by party, **26:11**

Second round, completing, **53:33-4**

Statements, Members intervening during, **9:10; 22:5, 17; 37:57**

Statements, reducing Opposition Members' time, **69:19**

Tabling questions and filing answers as exhibit, **60:7**

Time limit, **1:28; 3:28-9; 4:4; 16:7; 17:9; 18:10; 26:11; 32:25-6;**

**53:5, 11; 56:31-2; 60:27-8; 64:15, 26; 65:29; 66:16; 67:11, 17,**

**28, 30; 69:14; 70:23; 71:9, 27; 72:14-5**

Points of order, not included, **18:33**

Rotation by party, **3:9**

Quorum, **25:34; 29:5, 30; 32:7; 38:8**

Lack, **27:5; 45:41; 54:15, 17-9**

Lost, **31:21**

Government Members walking out, **54:15-9, 22-4**

Meeting and receiving/printing evidence without, **23:6, 12-3;**

**27:15-7; 54:17, 23**

M. (Hudon), **1:11-6**, agreed to on division, **5**

Rescinding, M. (Hudon), **29:30**, stood; **34:12**, agreed to

M. (Jourdenais), **52:14-8**, agreed to on division, **4**

Opposition absent, Chairman adjourning meeting, **18:34; 32:44-5; 54:24**

Present, **32:8**

Reports to House

Adopting, M. (J.-P. Blackburn), **66:10-1**, agreed to, **4**

Deadline, extending, M., **68:54**, agreed to

Draft, adopting

M. (Clifford), **46:31**, agreed to

**Procedure—Cont.**

Reports to House—Cont.

Draft, adopting—Cont.

M. (Pépin), **50:17**, agreed to

Ms. (Oostrom), **68:53-4**, agreed to

Drafting, **15:4, 8; 23:5-6, 11-2**

Leak, release by media prior to tabling in House, **21:31-6**

Minority report, **46:33**

Presenting

M. (Heap), **36:14**, agreed to

M. (J.-P. Blackburn), **66:11**, agreed to, **4**

M., **68:54**, agreed to

Response, requesting, **50:17**

M. (Jourdenais), **46:31**, agreed to

M. (Witer), **68:53**, agreed to

Second, M., **20:8**, agreed to on recorded division

Third, M., **34:14**, agreed to

Room

Liberal Party leaders' portraits, **72:6-7**

Reserved, incoming committee finding alternate accommodation, **37:62-3**

Rules, abuse, **69:9**

Staff, **1:7-8**

Hiring, M. (Oostrom), **52:22**, agreed to on division, **5**

Researchers

Briefing notes, preparing, **2:9-10**

Contracts, extending, M. (Browes), **67:30-2**, agreed to, **4**

Hiring, **46:33; 50:15**

Ms. (Jourdenais), **52:22-6**, agreed to, **5**

M. (J.-P. Blackburn), **52:26-8**, agreed to, **5**

Power to travel, M. (Browes), **58:5**, agreed to, **6**

Subcommittee

Establishing, **19:45; 39:8-9, 33-40; 50:15-6**

Chairman, naming, **19:45**, agreed to, **3**

M. (Oostrom), **19:5-12**, agreed to, **3**

Ms. (Clifford), **39:36, 38, 40**, agreed to, **4-5**

M. (Nystrom), **39:40**, agreed to, **5**

Minutes and evidence, appending to minutes and evidence, M. (Oostrom), **36:14**, agreed to

Report to Committee, adopting as Fourth Report to House, **36:14**, agreed to

Research contracts, approving, **39:33-6**

M. (Oostrom), **39:35**, agreed to, **3**

Travel abroad

Budget, approval, M. (Jourdenais), **52:19-20**, agreed to, **4**

Gifts, M. (Jourdenais), **52:20-1**, agreed to, **5**

Members/substitutes, M. (Oostrom), **52:20**, agreed to, **5**

Votes in Committee, scheduling, **56:32**

Votes in House, meeting, adjourning, **30:28; 38:38; 47:28; 49:29; 73:5-7**

Votes, recording, requesting after vote taken, **3:21**

Witnesses

Appearance before Committee

Cancelling, **14:6-7**

Requesting, **22:23, 30-1; 63:25-6**

Scheduling

M. (Jourdenais), **23:5-7**, agreed to, **4**

M. (Heap), **23:7-9**, negated by show of hands, **4**

M., **36:15-6**, negated on division

Expenses, Committee paying, **1:16-7**

M. (Dantzer), **1:17**, agreed to, **5**

M. (Allmand), **43:17**, agreed to, **3-4**

M. (J.-P. Blackburn), **52:19**, agreed to, **4**

Introducing, **2:4; 3:8-9**

Selection, Minister/government officials, **3:8**

Statements

Completing, **45:17**



**Procedure—Cont.**Witnesses—*Cont.*Statements—*Cont.*

Off-record, 44:62

Reading, 21:4

Summarizing, 73:7

Suspending, 69:8

**Program for Older Workers Adjustment**, \$125 million allocation, 55:17, 23-5; 58:10-2, 15; 69:6-8

Broadening scope of assistance, 55:18-23; 58:13; 69:24

Canada Employment and Immigration Commission role, 62:37-8; 69:13

Committee study, 58:13-6

Cost-sharing, negotiations with provinces, 58:13, 15-6; 69:13, 24

Designated zones, 69:23

Federal-provincial consultations, 55:18-9, 23-4

Labour Adjustment Benefits Program, comparison, merging, etc., 55:18, 23, 25-6

Labour Department, role, 69:24

**Program review** *see* Government programs**Progressive Conservative caucus** *see* Unemployment insurance—Pension income**Protti, Mr. Ray** (Labour Department)

Labour Department estimates, 1985-1986, main, 18:3, 26-7

**Provinces** *see* Immigration—Entrepreneurial class program**Provisional landing status** *see* Immigration—Entrepreneurial class program**Ptolemy, Ms Kathleen** (Standing Conference of Canadian Organizations for Refugees)

Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 27:3, 10-5, 22-5, 27, 29-34

Immigration, future levels, November 1984 report, 27:3, 10-5, 22-5, 27, 29-34

Immigration Act, regulations, amendments, 27:3, 10-5, 22-5, 27, 29-34

Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 42:3-6, 17-8, 26-9**Public attitudes** *see* Immigration**Public Service**

Vacancies, priority list, 63:37-9

*See also* Labour Department—Expenditures, Compensation**Pulp and paper industry**

Cyclical shutdowns, 73:15

Eastern Townships, Que., mill closures, unemployment, 73:12

Exports, U.S. market, increase, 73:28-9

Job maintenance and creation, Fédération des travailleurs du papier et de la forêt submission, 73:8, 11, 13, 26; 73A:1-39

Contracting-out, eliminating, 73:9

Dialogue, fall 1986, federal/provincial government, industry/labour participation, 73:34-6

Early retirement program, 73:8, 13-4

Employees, self-worth, recognition, 73:38-9

Matane, Que. mill, opening, impact on other mills, 73:31-4

Minimum number of jobs to be maintained, 73:9, 21, 23-4

On-the-job training, 73:9

Overtime, eliminating, 73:9, 11, 18-20

Overtime, payment, time in lieu of, 73:19-20

Productivity increase, compensation fund, 73:21-2

**Pulp and paper industry—Cont.**Job maintenance and creation, Fédération des...—*Cont.*

Sabbatical leave, 73:7, 20

Unpaid leave, education, etc., 73:14

Wage increase, 0%, 73:11

Work hours, reducing, maintaining wage levels, 73:9, 21-3, 25, 36

Work sharing arrangement, 73:14-5

Modernization, subsidies, layoffs, etc., 73:7-8, 21, 24, 28

Productivity

Hours of work, relationship, 73:23, 27

*See also* Pulp and paper industry—Job maintenance and creation

Profitability, 73:25

Research and development, funding, etc., 73:29-30

Saguenay—Lac-Saint-Jean region, layoffs, 73:11-3

Wages and salaries, 73:12

*See also* Pulp and paper industry—Job maintenance and creation

World markets, expanding, competition, etc., 73:27-8

**Punjab Sikhs** *see* Refugees—India**Qualified wage loss program** *see* Unemployment insurance**Quality Control-Quality Assurance System** *see* Unemployment insurance—Benefits, Errors**Quality of Working Life Program** *see* Labour force**Quebec** *see* Canada Employment Centres—Local Advisory Councils; Canadian Job Strategy; Challenge '85—Success; Employment; Housing—Social, Federal-provincial; Immigration; Job creation—Rate; Refugees—Bangladesh claimants—Social assistance; Residential Rehabilitation Assistance Program; Training programs; Unemployment**Queenston Chev-Olds** *see* Challenge '86—Private sector**Quotas** *see* Challenge '86—Non-profit sector—Private sector; Immigration—Entrepreneurial class program; Refugees—Immigration quotas**Racial prejudice/racism** *see* Immigration; Refugees**Racicot, Mr. Denis** (Association des avocats en immigration)

Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 37:3, 58-61, 65, 68-9

Immigration, future levels, November 1984 report, 37:3, 58-61, 65, 68-9

Immigration Act, regulations, amendments, 37:3, 58-61, 65, 68-9

**Railways** *see* Canadian National Railways; Labour disputes**Rankin, Mr. Ian** (Immigration Appeal Board)

Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, 51:7

Employment and Immigration Department Annual Report,

1983-1984, and Canada Employment and Immigration

Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment

Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 37:3, 17,

21-2, 30-4, 43

Immigration, future levels, November 1984 report, 37:3, 17, 21-2,

30-4, 43

Immigration Act, regulations, amendments, 37:3, 17, 21-2, 30-4, 43

**Ratushny Committee** *see* Refugees—Determination process**Records of Employment** *see* Unemployment insurance—Benefits, Errors

**Redway, Mr. Alan** (PC—York East)

Canada Mortgage and Housing Corporation estimates, 1986-1987, main, **60:8-11, 19, 22-4**

Employment and Immigration Department estimates, 1986-1987, main, **53:6, 15-9, 34, 40-3; 57:6-12; 63:4, 11-8, 35-8; 65:6-9, 12, 14-6**

**Procedure**

Agenda and procedure subcommittee, M., **65:12, 14**

Budget, M. (J.-P. Blackburn), amdt., **57:24-6**

Estimates, **65:14-6**

Organization meeting, **57:13, 16, 20, 24-6**

Questioning of witnesses, **53:34**

**Refugee Determination in Canada** *see* Immigration Appeal Board; Refugees

**Refugee Status Advisory Committee**, **7:13; 11:6**

Expenditures, **11:20; 19:23-5**

Hearings, *in camera*, **11:10-1**

Jurisdiction and responsibilities, **11:21; 21:8, 13**

Membership, **11:7, 20-1, 26; 21:37**

Panels, United Nations High Commissioner for Refugees Office, representatives attending, etc., **11:7, 26-7**

Recommendations, **11:11**

Staff, **11:20, 22**

Workload, **11:11, 22-4; 19:39**

*See also* Refugees—Determination process

**Refugees**

Aberrant behaviour under stress, **44:16**

Acceptance, international responsibility, **22:13**

Adjustment period, length, **43:36**

Affirmative action programs, **44:22**

Afghanistan, **43:35-6**

Russian soldiers, **8:31**

**Airport arrivals**

Facilities, expansion, **35:28**

Treatment, **28:11-4, 31-2**

**Amnesty**, **66:11-3**

Definition, **41:19-20; 42:27**

Total/blanket, **27:32; 40:13-5; 42:27-9, 31; 45:45**

Asylum, first/second country, **22:19; 28:40-1**

Identification, **38:19-20**

Bangladesh claimants, conditions, etc., **5:9-10**

Deportation, *en bloc*, **30:10**

Number, **30:10-1, 16-8**

Sikh program, establishment, **30:4, 22-4; 34:12-3**

Social integration, Quebec, **30:13, 15-6, 18, 26**

Violence, incidents, **30:16-8**

British Columbia, assistance, **44:6**

Canadian Charter of Rights and Freedoms, impact, **45:8, 43-5**

Categories, **21:12**

Claimants, **5:9-10; 7:8, 11-2**

Administrative review, **66:38-9**

Number, percentage of immigration, **21:10**

Welfare recipients, number, **22:10-1**

*See also* Refugees—Bangladesh claimants—Determination process

Claims, **11:8-9; 21:8; 35:25-6, 36**

Durable refugee status elsewhere, **66:7**

Fraudulent, **42:25-6; 45:36-8**

Married persons, **44:51-2**

Number, sources, disposition, etc., **44:29-34, 37-8, 40-3**

Repeat, **44:8**

Rights, **38:26-7**

Time limit, **44:8; 66:7**

Verification, **21:38-9; 35:9, 13; 38:22; 44:45-6; 45:25**

Countries of non-removal, **66:20-1**

**Refugees—Cont.**

Countries of non-removal—*Cont.*

Chile, etc., **66:37-8, 40**

Crimes, serious non-political, definition, **38:10**

Cultural, economic and social balance, impact, **21:15-6; 66:8**

Definition, **11:13-4, 19; 21:59; 26:8-9, 12-3; 27:7; 38:43; 42:14; 43:28; 45:4-6, 37**

Abuse, **26:26**

Application, **44:55**

Conventional refugees/designated class, **21:21, 24; 43:23-4**

Deportation, **21:38; 22:26-8; 28:38-9, 59; 41:15; 45:38-9, 42**

Cost, **30:9**

Non-refoulement principle, **21:17, 48; 40:24-5; 43:32; 45:32**

Recipient country, selection, lists, etc., **21:17; 28:38; 30:22-3**

*See also* Refugees—Bangladesh claimants

Determination process, **5:10-2; 7:11-2, 25-6; 19:24-5; 21:6; 22:5-6, 11-2, 14; 27:13, 31; 29:25; 35:21, 28-9; 38:40, 44-5; 40:10-1, 16-7, 21; 41:25, 29; 42:12-3, 16, 31-2; 43:11; 44:60-1; 45:22, 24-5, 35-6; 66:5-6**

Abuse, Immigration Act, relationship, **38:31**

Accessibility, **40:6, 16; 43:7, 29-30; 45:6-7, 29; 66:7, 13, 31-2**

Appeal process, centralizing, Federal Court of Canada, costs, etc., **40:9-10, 26-8; 41:30-1; 42:12, 18-9; 43:9, 23, 32; 44:9, 16-7, 58-9; 45:11, 27; 66:13-6, 18-9, 33**

Approvals, percentage, **27:11**

Background checks, **40:30-1**

Boards, agencies, appointments, visible minorities, representation, **38:30-1**

Canada Employment and Immigration Commission role, **40:33-4; 42:7-8, 20, 23-4; 43:6**

Cases, backlog, **21:46-7; 22:6-8, 11-2, 17, 22-3, 29; 29:24; 40:6-8, 13-4; 42:17-8, 27; 45:17, 19, 21; 66:39**

Case-by-case solution, **66:11, 13**

Eliminating, **40:15; 43:30, 32; 44:34-7, 49-50; 66:7-8**

Landed status to those in Canada 3 years or more, **66:11-2, 19-20**

Number, **28:46, 50-1; 41:4, 16; 43:33; 44:27-8, 38; 45:22, 43-4**

Profile, **44:29**

Qualifications, **66:35-7**

Regulations, draft, consideration, **69:4; 72:3**

*See also* Studies and inquiries initiated by Committee under S.O. 96(2)

Status, regularizing, landing, etc., **41:16-21; 42:28-9, 34; 43:33-5; 44:10-3, 22-3, 53; 45:18, 20, 43; 66:8**

*See also* Reports to House—Sixth

Committee study, value, **66:6**

Costs, **22:5, 30; 27:30-1**

Criteria, **11:28-9; 42:15-6; 66:12-3**

Application, consistency, **27:14-5**

Delays, **27:30-2; 28:52-3, 63-4; 41:30**

Expediting, **38:27; 40:9; 45:27-8**

Detainees, number, **35:19-21**

Detention, **26:7-8, 16, 23; 28:34-5, 40, 60; 35:13-4; 41:26-7**

Length, **35:12; 45:42**

Release, conditions, performance bond, NGO's role, etc., **35:12, 16-7, 29-30; 38:37-9; 41:14-5; 45:40-1**

Tests, **41:24**

Treatment, information, access, etc., **28:42, 49, 56, 60, 62-3; 35:8, 10-1, 15-6, 21-2, 26-8, 34-5; 38:28-9; 44:24; 45:38-9, 41-3**

**Detention centres**

Costs, etc., **21:45, 49-50; 22:20**

Facilities, conditions, **38:30, 34**

Function, **41:14; 45:34, 41**

Terminology, **41:13**

Toronto, Montreal, Subcommittee investigating, **26:17-8**



**Refugees—Cont.****Determination process—Cont.****Detention centres—Cont.**

Vancouver, B.C., conditions, locations, jail, guards, etc., 35:7, 11, 17-8, 24, 31-2; 44:24

Education permits, 45:16

Educational/information/documentation units, 42:24-5; 44:60; 45:12

Examination, 11:6-7; 35:22-3, 28-9

Oral/non-oral, 27:30; 42:17

Statements, self-incriminating, 41:28

Facilities, over-crowding, 42:21

Fair and efficient, 22:27-8; 27:32-3; 43:30

Families, contact persons, chaplain services, 35:22, 33

Family, definition, 27:17-8

Geneva Convention, 10:20; 11:5-6, 20-1; 21:5; 27:11-2; 41:5, 8, 17; 42:7; 43:23; 45:5-6, 12, 24-5, 31-2, 35

Guidelines, 11:19; 21:8

**Hearings**

Defence, preparation, 45:26-7

"No shows", 35:16, 18-9, 35

Officials, conduct, 28:11-7, 20-2, 32-3; 35:7-8, 16, 26-8, 30-1

Public/private, 38:29, 36; 45:11

Recording, 42:10

Third parties, presence not permitted, 35:23

Human rights, relationship, 40:39; 41:8; 43:26-7

Immigration Appeal Board role, 22:6; 28:36-7, 46-7, 52-3; 43:6-8; 45:42

Restructuring, Plaut recommendations, appointments, etc.,

41:5-6, 9-10, 31-2; 42:10-2, 18-9; 43:18-9

**Immigration officers**

Background, 35:31

Competence, Robinson report, 1982, findings, 45:7, 30, 37

Counselling role, 40:38-9

Enforcement officers, 35:32-3

Number, workload, 28:42-4

Powers, etc., 26:5-6, 16, 20-1, 23, 27

Training, refugee specialization, 27:13; 28:52; 35:33; 38:42-3, 45; 42:24, 29

Independent from immigration decision-making authority, 38:12, 27, 33, 38; 40:4-5, 11-2, 23, 28-9; 41:5, 11, 13, 22; 42:6-7, 11, 15, 20-1, 23; 43:8-9, 28; 45:20-1, 26, 33; 66:6-7

Information, inaccuracies, impact, 41:30; 42:9-10

Information, questionnaires, 42:28

Intepreters, competence, background checks, 38:38-9, 41-2; 41:31-2; 42:21-2; 43:19-21; 44:24-5

Legal counsel, 66:13-4

Legal fees, 40:7-8

Legislation, amendments, 22:23, 31

Disposition, 41:21-2; 45:21

Draft, Committee review, 66:18

Ratushny Committee, Plaut report, Robinson report, recommendations, 22:27; 45:7, 30, 37

Manifestly unfounded claims, 11:24-5; 19:25; 27:31; 38:11, 16-7; 40:16, 18; 42:31-2; 43:7-8; 45:29-30

Fast-tracking, 43:36-7

Ministerial referral, 11:7

Non-adversarial collegial approach, 38:12, 34-6; 40:5-6, 33; 41:12-3, 29, 32; 42:10-1, 33; 43:6, 28, 30; 44:8-9, 18, 21; 45:32-3; 66:14-5

Non-governmental organizations, role, 40:29-32; 44:14; 66:6-7

Churches, Polish Roman Catholic, Salvation Army, Nazarene, etc., 44:6, 14

*See also* Refugees—Determination process, Detention

Non-refoulement principle, 21:17

One decision maker, 22:14-7, 22

**Refugees—Cont.****Determination process—Cont.**

Oral hearings, 10:22; 11:8, 15-8; 19:30; 21:36-7; 22:6-7; 26:5; 27:12-3; 28:45; 40:10, 15; 42:28; 66:6

Backlog, number, 30:22

Mandatory, Supreme Court of Canada ruling, Apr. 4/85, 21:8, 36-7, 40; 22:12; 26:5; 27:14; 28:50-1, 54-5; 29:25; 30:20-1, 23; 40:4; 41:23; 42:7; 43:26-7

Plaut recommendations, 41:5; 43:22-3, 28-9; 44:57

Outside Canada, 11:6, 8; 21:12; 22:19; 26:25-6

**Panels**

Court of Record, 44:10, 17

Membership, appointments, etc., 40:22; 42:18, 32-3; 43:30-1; 44:6, 9; 45:9-10, 33; 66:6-7

Models, Plaut report recommendations, 44:8, 19, 57-8

Split decisions in favour of claimant, 66:6, 15

Policy, regulations, etc., McLean announcement, May 21/86, 66:11

Positive/negative recommendations, 11:7-8, 16-7; 12:37

Procedures, 27:12

Provinces, role, 21:9

Questioning of claimants, right to counsel, etc., 26:6-7, 12, 15, 17, 20-3, 27-8; 27:28

Refugee officers, role, Plaut report proposal, 41:10-3, 22-5, 28; 42:7, 23-4; 43:9-10; 44:7-8, 53-5; 45:11-2

Refugee Status Advisory Committee role, 22:6; 28:54

Regulations, Committee study, 66:9, 17

Review Committee, Special, access, role, 44:13, 51, 56-7

Time, length, limiting, 43:29

Waiting period, 11:8-10; 22:12-3, 16-7, 19-24, 29

El Salvador, 21:26-8, 39-40; 22:25; 26:9; 40:24-5

Emergency aid, 44:14-6

**Employment**

Opportunities, impact, 41:18-9; 66:8

Under-employed, 28:20, 23-5

**Families, 21:10**

*See also* Refugees—Determination process

Family reunification, 22:5; 27:8, 19, 26; 38:19-21; 43:12, 21-2, 24, 35; 45:16-7

Assisted relative class, 42:29-30

Eligibility, 27:27

Policy, impact, 30:26

Guatemala, 1:44-6; 22:25; 26:8-9; 38:22-3; 40:36; 44:53; 66:38

Guyana, 11:27; 22:25; 66:38

Health care services, access, 45:14

Health requirements, 21:45, 55-6, 59-60; 66:12

Housing, shortage, 28:22

Humanitarian and compassionate grounds, 10:28; 11:7-8, 10; 19:31; 21:6; 22:5, 24-5; 40:23, 38, 40; 41:31; 42:13-5, 25, 33-4; 43:23, 29-30; 44:14, 55; 45:5-6, 34, 45; 66:12, 19

Cases, percentage, 40:24

Program, need, 45:22, 33

Immigration quotas, relationship, 41:18

Inadmissible claims, criteria, 38:11, 16; 40:17; 41:23; 43:29-30; 44:8

India, Punjab Sikhs, 30:14-5, 19

Buffalo Shuffie, 19:31-2

Indo-Chinese, 21:12, 24-5, 50

Interview, requirements, 28:48

Iranian, number, 28:40-1

Iranian program, 11:12-3; 22:25-6; 28:38-9, 56-7

Landed immigrant status, 7:11

*See also* Refugees—Recognition

Language services, 27:9-10, 19-21; 35:24; 38:30; 45:14-6

Legal counsel/legal aid, right, 41:25-6; 42:9, 22-3; 43:9; 45:10, 17, 27

*See also* Refugees—Determination process, Questioning



**Refugees—Cont.**

- Levels
  - Establishing, 21:43-4; 26:9-10, 14, 16-7, 22, 24
  - Increasing, 27:8, 18
- Maintenance, assuring, 27:14
- Medical examination, 8:30-1; 45:6-7, 18-9
- Medically inadmissible, 27:33
- Ministerial jurisdiction, 40:12-3
- Ministerial permits, role, 28:16, 25; 40:12
- Non-European refugee resettlement projects, 21:6
- Number admitted, 19:27; 21:37-8; 26:18; 44:26-7, 39
  - Percentage of total immigration, 43:28
- Orphans, 21:19-21, 38, 41
- Passports
  - Confiscation, 28:58-9; 35:29-30
  - See also* Refugees—Undocumented arrivals
- Personal information, confidentiality, 5:21
- Peruvian claimants, 5:21-3; 44:46-8
- Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 38:8-50; 40:4-41; 41:4-33; 42:4-34; 43:5-37; 44:5-62; 45:4-45; 46:29-33; 50:15, 17
  - Committee recommendations, government responses, 66:6
- References, 1:28, 44; 5:19-20; 11:11, 18, 23, 28; 16:12; 19:13-5, 17-8, 24, 28; 21:9, 41, 47; 27:12, 17, 35; 29:25; 30:25-7; 37:38; 38:10-3; 45:28-9
  - See also* Orders of Reference; Reports to House—Fifth
- Points of entry, Vancouver, size, 35:11
- Poland, 26:19
  - Ship-jumpers, 44:14, 20
- Policy, 11:4; 21:9; 27:10, 25
  - Application, 40:37
  - Comparison, other nations, 27:10
  - Development, 27:18-9
  - Historical background, 21:5
- Political activists, 28:10-1, 22-3, 33-6, 61; 45:9-10
- Private sponsorship, 26:16-8, 22-3
- Producing countries, 28:47; 35:24-5
  - Escape methods, 38:21
- Programs, special, eligibility, disqualification, 44:16-21; 45:6
- Protecting, 45:5
- Public attitudes, 9:24; 11:18-9
- Quotas, 21:10; 26:22
- Racism, provincial policies, 30:9
- Recognition, landed immigrant status, delays, effects, etc., 11:25-6
- Refusals, appeals, etc., 10:19-21, 27-8; 11:10, 22-3, 25; 27:14; 40:9-11, 18
  - Singh case, Supreme Court of Canada hearing, 10:13, 22; 19:28-30; 34:13; 37:31-2; 38:8, 11-3; 40:36; 45:8
  - Implications, Employment and Immigration Minister clarifying, 30:4, 27-8
  - Legislation, implementing, 32:5-6
- Regional solidarity concept, 21:17-8
- Regulations, enforcement, staff training, 38:18
- Religious discrimination, 28:47-8
- Resettlement countries, Canadian role, 21:16-7; 26:13-4
- Rights, application, national standards, 45:12-3, 25
- Security clearance, 21:59-60; 28:25-8, 34-6; 38:46; 42:8-9; 66:12
  - Canadian Security Intelligence Service, role, 41:27
  - Costs, 28:28
  - Information sources, 40:35-6
  - Review system, 7:8
- Security threat, terrorists, etc., 11:7; 35:8-10; 40:35; 66:7
- Selection process, 27:11, 28; 38:18-21; 44:61; 45:39
- Settlement and Adaptation Program, 21:11, 13-5, 41
  - Budget, funding, 29:16-8
  - Community immigration aid groups, 21:43
  - Monitoring, 21:24-5

**Refugees—Cont.**

- Settlement and Adaptation Program—Cont.
  - Training/information courses prior to leaving camps, 21:56-8; 27:25-6
- Settlement services, inadequacy, 27:9-10, 21-2
- Sikhs, 21:18; 38:26, 30-1, 47-9
  - Canadian contribution, 30:28
  - See also* Refugees—Bangladesh—India
- Social assistance, rights, 27:22; 41:26; 44:7
  - Quebec, 41:26; 45:19
- Social insurance numbers, 5:12
- Socio-economic rights, 45:31
- Socio-economic status, 27:33
- Special review committee, 7:13-4
- Sponsorship
  - By Canadian citizens, 22:24-5
  - Regulations, enforcement, 7:6
- Sri Lanka, 26:23-4
- Status
  - Assessment, consultations, etc., 11:11-4; 28:17-8, 26
  - Cessation, initiation procedures, 38:10; 66:7
  - Claims, information pamphlets, distributing, 28:17-9, 23, 56
  - Redetermination, Immigration Appeal Board role, 10:20; 11:8, 10; 21:5-6, 37; 27:28-9
  - Refugee Status Advisory Committee, role, staff, etc., 7:12; 28:53; 37:31, 40, 54; 38:12, 17, 31-3, 41-3, 45; 40:10-1, 17, 31, 37-8; 44:44
  - Suitability, 11:21
  - Thailand, 21:53-8
  - Tibetans, Pagoda people, 21:50-1
  - Treatment, 22:5, 28-30; 26:5, 20-1
    - Refugees as law-breakers/criminals, 41:7, 14
  - Undocumented arrivals, 44:29
    - False passports, papers, in-flight destruction, 26:25; 35:12, 15, 28
  - United Nations High Commissioner for Refugees Office
    - Funding, 38:14-5
    - Role, 38:13-4, 19, 22-3, 27-8, 43; 42:24; 43:31; 66:6, 15
    - Staff, salaries, etc., 38:14, 35
  - Visitor visas, requiring, 27:33-6
  - Volume, resources, lack, 35:17
  - Work permits, 5:12; 7:8-12, 25-6; 10:31-2; 19:25; 21:42; 22:8-11, 13, 29; 28:46; 35:26; 44:34-5
  - Generic, 44:36; 45:14, 19
  - See also* Amnesty International; Immigration Appeal Board
- Regina Conference** *see* Canadian Job Strategy; Job creation programs
- Regional Industrial Expansion Department** *see* Immigration—Entrepreneurial class program
- Registered Home Ownership Program**, 33:6, 18-9
- Registered Retirement Savings Plan** *see* Unemployment insurance—Pension income, Employee-employer
- Relatives** *see* Assisted relatives; Nominated relatives
- Renaud, Mr. Claude** (Canada Mortgage and Housing Corporation)
  - Canada Mortgage and Housing Corporation estimates, 1985-1986, main, 33:3, 9, 13, 17, 20-1, 23-5
- Rent control/review** *see* Housing—Social
- Reports to House**
  - First, Committee name change, 12:3
  - Second, departmental reports, 20:3-6
  - Third, entrepreneurial immigrants, 34:3-11
  - Fourth, Detention of Immigrants in the Toronto Area
    - Subcommittee report, 36:3-16
  - Fifth, Plaut report, 46:4-28

**Reports to House—Cont.**

- Sixth, refugee claimants backlog, **50:3-14**
- Seventh, family reunification, policies and programs, report deadline extension, **68:4**
- Eighth, family reunification, policies and programs, report deadline extension, **68:4**
- Ninth, family reunification, policies and programs, **68:5-52**

**Research and development** *see* Forest industry; Pulp and paper industry**Residential Rehabilitation Assistance Program**

- Budget, 1986-1987, federal-provincial agreements, **60:6-7**
- Eligibility criteria, threshold income, **33:9-14; 64:12-4, 19-22**
- Federation of Canadian Municipalities position, **64:20-1**
- Federal-provincial cost-sharing agreements, Quebec, **60:16; 64:18-9**
- Grants/forgiveable loans, 1986-1987, \$122 million, **60:15**
- Low-income owners, assistance, **64:6**
- Thunder Bay, Ont., **33:28**
- Universality, **64:18**

**Retirement**

- Early retirement, 1984/1985, comparisons, **56:35**
- See also* Mandatory retirement; Unemployment—Older workers; Unemployment insurance—Benefits, Maternity—Pension income, Early retirement

**Return migrants** *see* Immigration**Revitalization Program** *see* Unemployment—Older workers**Robbins, Mr. J.** (Employment and Immigration Department)

- Refugees, determination process, cases, backlog, regulations, **69:4**

**Roberge, Mr. Jean** (External Affairs Department)

- Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, **51:5, 8**

**Robinson-Ogilvy Stores** *see* Challenge '86—Private sector**Robinson report** *see* Refugees—Determination process**Robinson, Mr. Svend J.** (NDP—Burnaby)

- Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **21:54-8**
- Immigration, future levels, November 1984 report, **21:54-8**

**Rodriguez, Mr. John R.** (NDP—Nickel Belt)

- Canadian Job Strategy, **61:16-7; 65:17, 20, 30**
- Challenge '86, **65:18-20**

**Committee**

- Hospitality expenses, **57:27**
- Staff, researchers, **57:18-21, 25**

**Employment and Immigration Department**

- Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **3:18-9, 21, 36-9; 4:5, 11-5, 23, 26-9, 38-40, 44, 47-8**

- Annual Report, 1984-1985 and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report 1984-1985 (Student Summer Employment Program), **49:5-8, 14, 16-21, 26-9**

**Estimates**

- 1984-1985, supplementary (C), **16:8, 20-5, 31, 35, 37, 48; 17:4-7, 9, 11, 29-35**
- 1985-1986, main, **16:8, 20-5, 31, 35, 37, 48; 17:4-7, 9, 11, 29-35; 19:7, 10-1, 14-7, 19-23; 24:6-13, 16, 24-9, 32, 45-9; 29:6-9, 13, 21, 27-8; 31:9-14, 20-1; 32:13-7, 22, 25, 29-34, 40, 42-3**
- 1985-1986, supplementary (B), **49:5-8, 14, 16-21, 26-9**

**Rodriguez, Mr. John R.—Cont.****Employment and Immigration Department—Cont.****Estimates—Cont.**

- 1986-1987, main, **53:11-5, 20, 23, 33-40; 54:15, 17-8, 22-4; 56:13-8, 24-5, 33, 36-8; 61:16-7, 19; 65:9, 13-4, 17-20, 22, 30**

**Procedure****Agenda and procedure subcommittee, 31:20; 52:10-3****M. (Heap), 24:6-7, 9-10, 13****Amdt., 24:8-9****M. (Redway), amdt., 65:14****Budget, 39:9, 12-3, 18-21, 23, 26-7, 30-3****M., 39:29****Amdt. (Allmand), 57:22****M. (J.-P. Blackburn), amdt., 57:27****Business meeting, 39:7, 9, 12-3, 18-21, 23, 26-7, 30-5, 37-40****Documents, 4:5****Estimates, 16:8; 19:14, 16, 21****Meetings, 19:14-7, 19-22; 24:16; 57:30-1****M. (Hudon), 29:13****Members, 29:21; 53:20; 54:22-4****Ministers, 16:35; 17:31; 19:21, 23; 56:37****M. (Allmand), 3:19****Motions, 3:19; 4:47-8; 16:48****Organization meeting, 52:10-3, 16-8; 57:18-27, 30-1****Questioning of witnesses, 3:29; 16:35, 37; 17:9, 31, 33, 35-6;****24:24-5; 32:25; 53:33-4; 56:31, 37-8****Quorum, 54:15, 17-8****M. (Jourdenais), 52:16-8****Subcommittee, 39:34-5, 37-40****M. (Oostrom), 19:7, 10-1****Votes, 3:21****Unemployment insurance****Benefit control officers, 56:37****Claimants, 53:12****Offices, 53:37****Pension income, 53:11-5, 34-8; 56:13-7, 24-5, 36; 65:13-4, 30****Unemployment Insurance Account, 53:12-3, 38-40****Unemployment Insurance Act, 56:36****Roman Catholic Church** *see* Refugees—Determination process, Non-governmental organizations**Royal Canadian Mounted Police** *see* Students—Summer employment programs, National Defence Department**Royal Commission on Equality in Employment (Abella)** *see* Employment—Equality in Employment**RRAP** *See* Residential Rehabilitation Assistance Program**RRSP** *see* Registered Retirement Savings Plan**Sabbatical leave** *see* Pulp and paper industry—Job maintenance and creation**Sackville, N.B.** *see* Housing—Shell homes**Sadoway, Ms Geraldine** (Standing Conference of Canadian Organizations for Refugees)

- Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, **42:3, 6-12, 16-33**

**Safety committees** *see* Occupational health and safety—On-site**Saguenay—Lac-Saint-Jean region** *see* Job creation; Pulp and paper industry**Salvation Army** *see* Refugees—Determination process, Non-governmental organizations



- Samuel, Dr. John** (Employment and Immigration Department)  
Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 9:3, 8, 11-2, 16, 19-23
- Sault Ste. Marie, Ont.** *see* Canadian Job Strategy—Community Futures Program
- Schelew, Mr. Michael S.** (Amnesty International (Canadian Section—Anglophone))  
Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 40:3, 19-21, 23-33, 35-40
- Security clearance** *see* Immigration; Refugees
- SEED** *see* Student Employment Experience Development Program
- SEIP** *see* Special Employment Initiative Program
- Senate** *see* Youth—Problems
- Settlement and Adaptation Program** *see* Immigration; Refugees
- Severance pay**  
Taxable, 4:18-9  
*See also* Unemployment insurance—Pension income
- Share savings plans** *see* Job creation
- Shaw, Mr. C.** (External Affairs Department)  
Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, 51:4  
Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 13:4, 13, 15, 18-21, 23-5, 32, 41-2, 47-8, 51; 25:3  
Immigration, future levels, November 1984 report, 25:3  
Immigration Act, regulations, amendments, 13:4, 13, 15, 18-21, 23-5, 32, 41-2, 47-8, 51; 25:3
- Sheehan, Mr. T.B.** (External Affairs Department)  
Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, 51:4
- Shell homes** *see* Housing
- Ship-jumping** *see* Refugees—Poland
- Sick leave** *see* Unemployment insurance—Benefits, Maternity
- Sikhs** *see* Refugees
- Simultaneous translation** *see* Forest Industry Advisory Committee
- Singh case** *see* Immigration Appeal Board—Supreme Court of Canada
- Singh, Mr. Gurcharan** (Federation of Sikh Societies of Canada)  
Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 38:5, 46-9
- Singh, Mr. Sutantar** (Federation of Sikh Societies of Canada)  
Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 30:3, 14-5, 17-9, 21-2, 28  
Immigration, future levels, November 1984 report, 30:3, 14-5, 17-9, 21-2, 28
- Skills Growth Fund**, 3:28
- Skills Investment Program** *see* Canadian Job Strategy
- Skills Shortages Program** *see* Canadian Job Strategy
- Small business**  
Employment services, 1:27  
Job vacancies, studies, Canada Employment Centres, investigation, 4:20-2  
*See also* Canada Employment Centres—Job matching; Employment—*Equality in Employment*; Immigration—Entrepreneurial class program; Unemployment insurance—Premiums
- Social assistance** *see* Refugees
- Social housing** *see* Housing
- Social insurance numbers**  
Issuance, administration costs, cost-recovery fee, 17:4-5  
*See also* Refugees
- Social Justice Committee of Montreal**  
Background, funding, objectives, etc., 26:4-5, 19  
*See also* Witnesses
- Social programs** *see* Unemployment insurance
- Social Welfare Recipients Program** *see* Canadian Job Strategy—Job Development Program
- Soviet Union** *see* Refugees—Afghanistan
- Special Employment Initiative Program** *see* Appendices
- Special program persons** *see* Immigration Appeal Board—Hearings
- Special Youth Unit** *see* Unemployment—Youth
- Sponsorship class** *see* Immigration
- Sport fishing** *see* Canadian Job Strategy—Community Futures Program
- Spouses** *see* Immigration
- Sri Lanka** *see* Refugees
- Stabrun, Mr. Oystein** (United Nations High Commissioner for Refugees Office)  
Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 38:5, 9-16, 19, 21-2
- Stall, Mr. Morley** (M.J. Stall and Associates)  
Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 15:3, 9-12, 21-2, 28, 39-41, 46  
Immigration, future levels, November 1984 report, 15:3, 9-12, 21-2, 28, 39-41, 46  
Immigration Act, regulations, amendments, 15:3, 9-12, 21-2, 28, 39-41, 46
- Standing Conference of Canadian Organizations for Refugees** *see* Witnesses
- Stanek memo** *see* Employment and Immigration Department—Access to information
- Steel Conference Canada Inc.** *see* Labour Department—Grant programs



- Stern, Mr. Joe** (Refugee Status Advisory Committee)  
Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 11:3-13, 15-28  
Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 44:38-60
- Stobbe, Mr. J.C.** (Employment and Immigration Department)  
Employment and Immigration Department estimates, 1985-1986, main, 31:12-3
- Strikes** *see* Labour disputes
- Student Employment Experience Development Program**  
Advertising budget, 23:16  
Budgetary allocations, 48:11  
Job creation, regional breakdown, 49:5-6  
*See also* Challenge '85; Challenge '86
- Student Entrepreneurial Program** *see* Challenge '85; Challenge '86
- Student Loan Program** *see* Challenge '85
- Students**  
Costs, 3:31  
Summer employment programs, 1:26, 31, 33, 37-8, 53, 56; 3:30-2; 48:7; 67:5  
Employment and Immigration Department funding, 63:11-2  
Establishing, 4:7  
Minister's federal-provincial-private consultations, 3:10-2, 17-20  
Policy, 3:34-5  
Time frame, 3:30-2; 4:6  
Funding formula, 63:12-20; 65:6-7  
National Defence Department and Royal Canadian Mounted Police funding, 63:12, 17  
Per job duration, private/non-profit sectors, comparison, 65:9-12  
*See also* Arts and culture; Challenge '85  
Unemployment, 63:14-6, 35  
Work-study programs, 1:37  
*See also* Canada Employment Centres; Canada Post Corporation; Challenge '85; Immigration; Visitors—Visas
- Studies and inquiries initiated by Committee under S.O. 96(2)**  
Canada Employment and Immigration Commission, program delivery, staffing pattern, reorganization, 72:4  
Employment and Immigration Department, employment and immigration programs, 71:3-38  
Labour force adjustment, 73:3  
Refugees, determination process, cases, backlog, regulations, 69:4
- Subcommittees** *see* Committee; Detention of Refugees in the Toronto Area Subcommittee; Procedure
- Subsidies** *see* Pulp and paper industry—Modernization
- Subsidized Employment Program** *see* Canadian Job Strategy—Job Development Program
- Sudbury, Ont.** *see* Canada Employment and Immigration Commission—Offices; Job creation programs; Laurentian University; Unemployment insurance—Offices
- Sudbury Basin region** *see* Canadian Job Strategy—Job Development Program; Challenge '85; Challenge '86
- Summer Canada Works Program**  
Age definition, criteria, 3:30-2  
Drummond constituency, 16:27  
Eliminating, replacement programs, 3:10-1, 22; 4:30
- Summer Canada Works Program—Cont.**  
Expenditures  
Breakdown by organization, 4:17-8  
Breakdown by province, 3:14; 4:17  
Government/private sector, 3:13-4; 4:44-5  
Summer Career Access, wage subsidy, 3:13  
Expenditures, jobs created, 4:45  
Analysis, 4:11-2  
1984-1985, 3:13  
Success, 4:11-2  
*See also* Challenge '85—Jobs
- Summer Career Access** *see* Summer Canada Works Program—Expenditures
- Summer employment programs** *see* Challenge '85; Challenge '86; Job creation programs; Student Employment Experience Development Program; Students
- Sunset clause** *see* Immigration—Designated classes
- Supreme Court of Canada** *see* Immigration Appeal Board; Refugees—Determination process, Oral hearings—Refusals, Singh case; Unemployment insurance—Pension income, Bryden
- Survey of Part-time Employment in Federally-Regulated Industries, The** *see* Part-time employees—Federally-regulated industries
- Sussex, N.B.** *see* Employment—Student summer employment centres
- Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés, La** *see* Appendices; Witnesses
- Taiwan** *see* Immigration
- Task Force on Program Review** (Nielsen)  
Committee research staff, contacting officials for further information, 55:31, 36-7, 51  
Reports, Committee study, 55:31; 63:22  
*See also* Canada Employment and Immigration Commission—Program delivery; Canada Labour Relations Board—Regional branches; Canadian Centre for Occupational Health and Safety; Employment and Immigration Department; Housing—Social housing programs; Job creation programs—Youth; Labour Department; Labour force—Technological changes, Programs
- Tax incentives** *see* Job creation
- Taxation** *see* Housing; Job creation—Budget; Training programs; Unemployment insurance
- Taylor, Mr. Christopher E.** (Employment and Immigration Department)  
Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 9:3, 20-1, 23-30  
Immigration, family reunification, policies and programs, 58:4
- Team Canada Incubators Project** *see* Canadian Job Strategy—Innovation Program
- Teamsters Union** *see* CN Route
- Technological change** *see* Job creation programs; Labour force
- Technology** *see* Canada Employment Centres—Employment services; Occupational health and safety
- Technology Impact Research Fund** *see* Labour force—Technological change

- Temporary Immigration Security Act (1976)**, references, 6:12
- Terrorists** *see* Refugees—Security threat
- Textile and clothing industry**  
Conditions, 29:15  
*See also* Labour Adjustment Benefits Program
- Thailand** *see* Refugees
- Thomas, Ms Stephanie** (Toronto Refugee Affairs Council)  
Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 43:3, 6-11, 18-24
- Thunder Bay, Ont.** *see* Residential Rehabilitation Assistance Program
- Tibetans** *see* Refugees
- Toronto, Ont.** *see* Canadian Job Strategy—Local Advisory Council;  
Challenge '86—Non-profit sector; Immigration—Ministerial offices; Refugees—Determination process, Detention centres
- Toronto Refugee Affairs Council** *see* Witnesses
- Tourist camps**, northern Ontario, employing foreign guides, 65:31
- Trade** *see* Free trade
- Trail, B.C.** *see* Canadian Job Strategy—Community Futures Program
- Training programs**  
Adult basic education program, native people, federal-provincial co-operation, 16:32-4  
Allowances, regulations, 23:24-6  
*See also* Unemployment insurance  
Apprenticeship programs, 32:17; 63:26-8  
Men/women, percentages, 71:9  
Basic skills development, 1:30-2  
Chartreuse paper, training strategy, 29:21-2  
Consultation paper, *The Consultation Paper on Training*, 25:11  
Employment programs, design, statistical information, accuracy, etc., 25:12-3  
Expenditures, 1985-1986, reduction, 16:23-4  
Experiential learning, 32:18-9  
Funding, 1:32-4; 32:19  
Income Tax Act, rule changes, impact, 29:22  
Institutional program, National Training Act agreements, 62:19  
Labour market strategy, 32:9-10  
Literacy training, 70:12-4  
Manitoba University career training project, 29:23  
Occupations with high unemployment, 62:19-20  
Policy review, consultations, 1:25-6, 31, 34, 36-7  
Quebec, negotiations, 63:32-3  
Social welfare assistance recipients *see* Canadian Job Strategy—Job Development Program  
Winnipeg Training Institute, assistance, 29:22-3  
Women, non-traditional occupations, quotas, eliminating, 71:36-7  
Youth Training Option, pilot project, 1:26  
*See also* General Industrial Training Program; Hydro-electric power; Job creation programs; National Training Act; Unemployment insurance—Benefits, Collecting
- Translation** *see* Simultaneous translation
- Transportation** *see* Canadian Job Strategy—Local Advisory Councils, Toronto
- Transportation companies** *see* Immigration
- Traversy, Mr. Greg** (Labour Department)  
Labour Department estimates, 1986-1987, main, 55:3, 15-9, 23-5, 33-4, 43-4, 46
- Treasury Board** *see* Canada Employment and Immigration Commission—Program delivery
- Tremblay, Mr. Maurice** (PC—Lotbinière)  
Employment and Immigration Department, employment and immigration programs, 71:21-4  
Employment and Immigration Department estimates, 1986-1987, main, 63:22-6; 65:24-6  
Labour Department estimates, 1986-1987, main, 58:15-6  
Procedure, witnesses, 63:25-6
- Trottier, Mr. James** (External Affairs Department)  
Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, 51:7
- Trucking industry** *see* Job creation programs
- Turner, Mr. Barry** (PC—Ottawa—Carleton)  
Employment and Immigration Department estimates, 1986-1987, main, 56:34  
Procedure  
Organization meeting, 1:8, 13  
Quorum, M. (Hudon), 1:13
- Unemployment**  
Cape Breton region, 2:15-7  
Economic costs, 73:7, 16-7  
Older workers, age 45-65, 16:18-9; 62:31-2; 69:10, 14; 71:13-4  
Attitudes and views, Dunn Report, February 1985, 69:10  
Canadian International Paper, Hawkesbury, Ont. mill, 69:16  
Education levels, 69:10  
Industries with low growth potential, 69:10  
Length of time unemployed, 69:11  
Mandatory retirement, abolition, impact, 69:10-1  
Marketable skills, lack, 69:12-3  
Outreach projects, 69:13  
Percentage, comparison to youth, etc., 69:21  
Quebec, 69:19  
Retirement income system, improvements, impact, 69:11  
Revitalization Program, 69:12  
Women, 69:11  
*See also* Canadian Job Strategy; Employment; Industrial Adjustment Services; Labour market; Older workers; Program for Older Workers Adjustment  
Quebec, 30:7; 49:14-5, 21  
*See also* Unemployment—Older workers  
Rate, forecasts, econometric models, 63:18  
Statistics, 32:28-9  
Youth, 49:16; 67:5-6, 34  
Formula, 63:36  
Special Youth Unit, 56:30; 71:38  
*See also* Challenge '85; Immigration; Pulp and paper industry—Eastern Townships; Students; Training programs—Occupations
- Unemployment insurance**  
Applicants, treatment, 4:45-6  
Benefit control officers, hiring extra 500 to 700, 1:55-7; 3:24-5, 33-4, 36; 24:45; 56:19-20, 22, 24-5, 37  
Benefits  
Appeals, time, 56:31  
Available for work criteria, legal test cases, 23:31-2  
Collecting while attending training courses, Unemployment Insurance Act Section 39, etc., 24:9; 31:6-7  
Delay in processing/receiving, 17:13-4, 26-8; 32:14-5; 56:30-1  
Errors, applications, etc., processing delays, 56:11-2, 31; 57:6-7, 10-2  
Comprehensive Tracking System, 57:7-8  
Quality Control-Quality Assurance System, 24:28-9; 57:8, 11



**Unemployment insurance—Cont.****Benefits—Cont.**

- Errors, applications, etc., processing delays—*Cont.*
  - Records of Employment, 57:10
- Losing for not accepting/not seeking suitable employment, 24:41-2
- Losing if enrolled in non-approved training program, disincentive to improve employment chances on own initiative, 23:27-30, 32; 25:16-8
- Maternity, sick and retirement benefits, removing, paying out of Consolidated Revenue Fund, 17:15-7, 20-1
- Numbers receiving maximum benefit, 3:38
- Part-time/full-time employees, 4:29
- Post-audit disentanglement, reimbursement, hardship cases, etc., 25:23-4, 26, 33
- Qualifying period, determining, formula, 4:24-5
- Re-applying after short-term employment, delays, etc., 17:14-5
- Reduction, 1975 legislation, Bill C-69, 56:18
- Restored by Board of Referees, retroactivity, 24:21-3
- Six-week penalty for leaving job voluntarily, 24:42-4
- Board of Referees
  - Appeals, 31:10
  - Legal advisors, 24:22-4
  - Numbers and length of appointment, 3:38; 24:20-3
  - Role, 24:20; 25:7
  - Salary, 4:20; 25:7; 53:23-4
  - Selection, 4:13, 23
  - Training, 24:20-4
  - Women, 4:12-3, 19-20
- See also* Unemployment insurance—Benefits, Restored
- Claimants as of Dec. 31/85, 53:12
- Claimants as of Jan. 6/86, 53:12
- Contributions, employer-employee-government, percentages, 63:23
- Deficit, 4:27-8
- Disentitlements, appeals, 4:39; 23:27-32
- Emergency payments, criteria, subsequent delays, 23:26-7; 24:29-30
- Entrance requirements, variable, 29:6
- Exploratory assistance program, 25:32
- Extended regional benefits program, retaining, 17:12-3
- Fishermen, benefits, 31:10-1
  - Newfoundland, 25:25-6
- Fraudulent claims, 56:22
- Funds, allocation, 1:39; 4:39-40, 42
  - Provincial, 31:7
- Government contributions, \$200 million cutback, 1:34-5; 3:36-7; 4:13, 15-6, 27
  - Breakdown by province, 4:15
- Illegal immigrants, unearned benefits, 6:39
- Inspectors, number, 24:31-2, 34
- Jurisdiction, transferring to Finance Department, 4:38
- Jury duty, cancellation of benefits, 56:29
- Mobility allowances program, costs, criteria, etc., 24:47-9; 25:7-8, 20-3, 26-8, 31; 71:26-7
- Objectives, 16:11; 49:28; 56:6
- Offices
  - Belleville, Ont. to Montreal, 32:13-4
  - Condition, 4:46-7
  - Staff, person-years, 32:15-7
  - Sudbury, Ont., facilities, etc., 53:37
- Overpayments, 3:38-9; 4:38; 24:27; 57:6-10
- Part-time workers, 53:7
- See also* Unemployment insurance—Benefits
- Pension income, severance pay, etc., applied against benefits, 1:29-30, 38; 3:37; 4:13-5, 25, 27; 17:5-11, 17-8, 23-5, 29-32; 19:16, 20; 23:14; 24:9; 31:9-10; 32:40-1, 44; 56:6, 33-4; 61:5-6
- Appeals, rights, costs, etc., 53:13-4, 23-4; 65:30
- Special notice, 53:36-7; 54:18-22

**Unemployment insurance—Cont.****Pension income, severance pay, etc., applied against...—Cont.**

- Bryden vs Canada Employment and Immigration Commission, Supreme Court of Canada ruling, impact, 17:21-2
- Canada Employment and Immigration Advisory Council, studying, 17:5
- Canadian Armed Forces retirees, 53:7, 11; 56:27, 34-5
- Canadian Charter of Rights and Freedoms, relationship, 4:26-7
- Consultation with Nielsen, 17:10, 15
- Consultation with provinces, 53:32-3
- Consultations, impact studies, etc., 23:14-6; 53:8-9, 11-2; 56:8-9, 13
- Disability pensions, exempting, 53:7-8
- Early retirement pensions, 53:6-8
- Employee-employer pension arrangements/self-directed non-pension income, RRSP's, etc., 53:9, 11, 26; 61:27-8
- Exemptions, severance/separation, definition, 53:37-8
- Forget Commission, reviewing, 53:10, 20; 56:6-9, 14-5, 17, 29-30; 65:13-4
  - Interim report, 56:34-5
  - Report deadline, 53:24
- Legal opinion, 53:34-6
- Legislation, regulatory amendment, 4:25-6
- Lump sum severance payment, repayment of benefits received, 53:21, 43
- MacDonald, Flora, position, 56:9, 21
- Numbers affected, 53:12, 21, 24-5; 56:8, 21, 24
- Postponing receipt of pension, Inco Ltd., etc., 53:14-5
- Premiums, paying with knowledge of not being able to collect, 53:15-7
- Progressive Conservative caucus position, Nowlan remarks, 56:8, 13-4
- Regulations, implementation, phasing-in, Nov. 4/84
  - announcement, effective Jan. 5/86, 17:6, 8; 53:34-6, 45; 54:21-2; 56:13-7, 26-8
- Regulations, interpretation, 53:46; 54:21
  - Errors, Newfoundland, 53:47-8
- Retroactive re-instatement, costs, etc., 53:20-1, 24-6; 56:16, 25-6, 28
- Savings, 53:9-10, 12
- Severance pay section, postponement until Jan. 1/85, 56:15
- Sweetened early retirement packages, Canada Post Corporation, 53:8-9
- Policy review, 1:27
  - Economic statement, Nov. 8/84 announcement, 16:11; 17:13, 18-9
- Premiums, 4:28
  - Collection cost, practices, 31:12-4
  - Reduction, 1984, \$303 million refunded to employers, 17:12
  - Small business, reducing, 17:11
- Program
  - Canadian Occupational Projections System, relationship, 16:21-3; 32:33-4
  - Changes, developing, 3:37-8
  - Recipients, Canada Employment Centres job referrals, status, 4:29-30
- Qualified wage loss program, 17:11
- Recipients
  - Abuses, monitoring system, inspectors, etc. 23:28-9
  - Numbers, 3:36; 24:31-2, 34
- Regulations, enforcement *see* Unemployment insurance—Benefit control officers
- Review
  - Study-group composition, mandate, etc., 29:29-30; 32:42-3
  - 1981 task force recommendation, implementing, 4:39
- Social programs, sustaining, 4:18-9
- Taxation, earned income, 49:28-9
- Training allowances, 1:42-4; 23:24-6; 32:34



**Unemployment Insurance Account**

- Auditor General's Report, 1983 *see* Orders of Reference—Employment and Immigration Department
- Computerization, 3:16
- Deficit, reducing, 17:24; 31:11-2; 53:39-40
- Employees/claimants ratio, 4:28-9
- Expenses, 31:12-3
- Government contributions, 31:10-1
- Premiums
  - Revenues, 13% increase, 1985, 17:24-6
  - Surplus, 53:12-3, 38-40

**Unemployment Insurance Act**

- Canadian Charter of Rights and Freedoms, conflicts, 56:36
- Changes, discussion paper, 24:19-20
- Sections 37-39, application, 29:19-20; 31:15-6
- See also* Unemployment insurance—Benefits, Collecting
- See also* Job creation programs; Labour unions—Hiring hall practices

**Union of Soviet Socialist Republics *see* Soviet Union****Unions *see* Canada Post Corporation; Canadian Brotherhood of Railway, Transport and General Workers; Job creation—Temporary layoffs; Labour policy; Labour unions; Teamsters Union****United Nations High Commissioner for Refugees Office *see* Refugee Status Advisory Committee—Panels; Refugees; Witnesses****United States *see* Free trade; Immigration—Entrepreneurial class program; Pulp and paper industry—Exports****University of Manitoba *see* Manitoba University****Van Eek, Arie G. (Inter-Church Committee for Refugees)**

- Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, 43:3, 27-8, 32-3

**Van Kessel, Mr. G. (Employment and Immigration Department)**

- Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, 51:4-5
- Immigration, family reunification, policies and programs, 58:4

**Van Tongerloo, Mr. Robert (Employment and Immigration Department)**

- Employment and Immigration Department estimates, 1986-1987, main, 65:3, 9-11

**Vancouver, B.C. *see* Refugees—Determination process, Detention centres—Points of entry****Varnai, Mr. George (Employment and Immigration Department)**

- Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, 35:3, 7-18, 20-36
- Immigration, future levels, November 1984 report, 35:3, 7-18, 20-36
- Immigration Act, regulations, amendments, 35:3, 7-18, 20-36

**VDT's *see* Video display terminals****Venture capital *see* Immigration—Entrepreneurial class program, Investor visa****Verbruggen, Mr. J. (Employment and Immigration Department)**

- Employment and Immigration Department estimates
  - 1985-1986, main, 23:3, 27, 31-2; 24:3, 20-1, 28-30, 42; 29:3, 8; 31:3, 10; 32:3, 40-1
  - 1986-1987, main, 53:4, 38, 43

**Video display terminals *see* Occupational health and safety****Violence *see* Refugees—Bangladesh****VISA Centre *see* Canadian Imperial Bank of Commerce****Visas *see* Exit visa; Immigration; Investor visa; Refugees—Visitor visas; Visitors****Visible minorities *see* Employment equality programs—Minorities; Job creation programs; Refugees—Determination process, Boards****Visitors**

- Admissibility/non-admissibility, bona fide visitors, etc.
  - Criminal charges and convictions abroad, 8:8-9, 11
  - Immigration officers, powers, 8:8-9, 12-3
  - Medical examination, 8:8, 14-8, 30-1
- Jamaican home trips, cancelling, 1:45-7
- Landed immigrant status, 6:9; 7:12
- Permanent resident status
  - Ports of entry, 30 days admission, 8:16-7, 24
  - Refusal, 8:12-4; 10:32-3
  - Regulation 34, revoked, 1972, 6:9
  - Restrictions, 7:20
- Polish, 7:12-3
- Visas
  - Businessmen, 8:21-5
  - Employment and Immigration Department, 8:22
  - Exemptions, 8:10
  - Multi-entry visa, 8:13, 23-5
  - Portugal, 63:31; 66:32-5
  - Purpose, 8:10-1
  - Students, 8:21-3
  - Third country, applying from, 8:23-4
  - Work permits, 10:31-2

**Voluntary sector, core funding, dependence on government grant programs, 67:18, 26-7, 29, 33****Wages and salaries**

- Minimum wage, federal, 55:15-6
- Wages and Working Conditions Survey, Labour Department
  - cancellation, impact, 55:14-5, 33-4; 58:9-10
- See also* Challenge '85; Pulp and paper industry

**Wall, Ms Philippa (Immigration Appeal Board)**

- Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, 51:7

**Wallace, Mr. D. (Employment and Immigration Department)**

- Canada Employment and Immigration Commission, program delivery, staffing pattern, reorganization, Committee study under S.O. 96(2), 72:4, 20-1, 23, 25, 29, 32, 36-7

**Wallace report *see* Part-time employees****Warne, Mr. R. B. (Canada Mortgage and Housing Corporation)**

- Canada Mortgage and Housing Corporation estimates, 1985-1986, main, 33:3, 16, 26-7

**Weiner, Mr. Gerry (PC—Dollard; Parliamentary Secretary to Minister of Employment and Immigration)**

- Committee, future business, 51:10
- Procedure, membership, 54:5

**Welfare *see* Canadian Job Strategy—Job Development Program, Social Welfare Recipients Program; Refugees—Claimants; Social assistance****Whitehead, Mr. Gordon (External Affairs Department)**

- Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1984-1985, 51:7-8

**Winnipeg Training Institute *see* Training programs**

**Witer, Mr. Andrew** (PC—Parkdale—High Park)

Employment and Immigration Department

Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **6:7**, 20, 34-5; **9:15**, 21-3; **13:27**, 29-32, 49; **15:8**, 35, 37-9, 41, 46; **21:34**, 40-1, 43, 46, 49-50, 59-61; **22:23**; **27:32-6**; **28:31-2**, 37-8, 46-8, 52-5; **35:23-5**, 31-3

Estimates, 1984-1985, supplementary (C), **16:36-8**; **17:26-8**, 33, 35, 37

Estimates, 1985-1986, main, **16:36-8**; **17:26-8**, 33, 35, 37; **19:11**, 19, 38-40; **23:7**, 29-30; **24:32**, 39-40; **29:29**; **32:19-22**

Immigration, future levels, November 1984 report, **15:8**, 35, 37-9, 41, 46; **21:34**, 40-1, 43, 46, 49-50, 58-61; **22:23**; **27:32-6**; **28:31-2**, 37-8, 46-8, 52-5; **35:23-5**, 31-3

Immigration Act, regulations, amendments, **13:27**, 29-32, 49; **15:8**, 35, 37-9, 41, 46; **27:32-6**; **28:31-2**, 37-8, 46-8, 52-5; **35:23-5**, 31-3

Procedure

Agenda and procedure subcommittee, M., amdt. (Hudon), **6:7**

Election of Vice-Chairman, Ms., **43:12**; **51:10**

Exhibits, M., **6:7**

*In camera* meetings, M., **15:9**

Meetings, **19:19**

Ministers, **23:10**

Organization meeting, **1:9**, 15

Questioning of witnesses, **17:33**, 35, 37

Quorum, M. (Hudon), **1:15**

Reports to House, M., **68:53**

Subcommittee, establishing, M. (Oostrom), **19:11**

Witnesses, **22:23**

M. (Jourdenais), **23:7**

Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, **42:23-7**; **43:14**; **45:17-8**, 20, 22, 36-9, 45

**Witnesses** (organizations)

Amnesty International (Canadian Section-Anglophone), **40:3**, 19-40

Association des avocats en immigration, **37:3**, 53-69

Bangladesh Centre, **30:3-28**

Canada Employment and Immigration Commission, **37:3**, 32

Canada Labour Relations Board, **55:3-52**; **58:5**, 21-3, 32

Canada Mortgage and Housing Corporation, **33:3-28**; **60:3-28**; **64:3-35**

Canadian Bar Association, **12:4-47**; **40:3-18**

Canadian Centre for Occupational Health and Safety, **55:3-52**

Canadian Security Intelligence Service, **51:6**

Confederation Trust of Canada Inc., **15:3-48**

Employment and Immigration Department, **3:4-40**; **4:3**, 5-46;

**5:3-28**, 30; **6:3**, 7-43; **7:3**, 5-32; **8:3-39**; **9:3**, 6-30; **13:4-51**;

**16:4-48**; **17:3-37**; **19:3**, 23-45; **21:3-61**; **23:3-4**, 14-32; **24:3**, 5-49;

**25:3**; **29:3-30**; **31:3-21**; **35:3-36**; **41:3**, 11, 16; **44:3**, 26-38, 51-3,

**60-2**; **47:3**, 5-28; **48:4-24**; **51:4-5**; **53:4-48**; **54:4-24**; **56:3-38**;

**57:3-12**; **58:4**; **59:3**, 5-35; **61:3-29**; **62:3-41**; **63:3-39**; **65:3-33**;

**66:3-43**; **67:4-38**; **69:4-30**; **70:3-27**; **71:3-38**; **72:3-37**

Entrepreneurs internationaux, Les, **15:3-48**

External Affairs Department, **13:4-51**; **25:3**; **51:4-5**, 7-8

Fédération des travailleurs du papier et de la forêt, **73:3-40**

Federation of Sikh Societies of Canada, **30:3-28**; **38:3**, 5, 25-49

Immigration Appeal Board, **10:7-33**; **37:3**, 5-73; **51:7**

Inland Refugee Society of British Columbia, **44:3**, 5-25

Inter-Church Committee for Refugees, **43:3**, 25-37

Justice Department, **37:3**, 6-73

Labour Department, **2:3**, 8-9, 11-2, 18, 22, 24-6, 28; **18:3**, 5-34; **55:3-52**; **58:5-34**

Ligue des droits et libertés, **37:3**, 51-2, 63, 71-3; **45:3**, 23-45

M.J. Stall and Associates, **15:3-48**

National Health and Welfare Department, **51:6**

Ontario Government, **14:4**, 15-45

Refugee Status Advisory Committee, **11:4-28**; **44:3**, 38-60

**Witnesses** (organizations)—*Cont.*

Social Justice Committee of Montreal, **26:3-28**

Standing Conference of Canadian Organizations for Refugees, **27:3-36**; **42:3-34**

Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés, La, **45:3-45**

Toronto Refugee Affairs Council, **43:3**, 5-25

United Nations High Commissioner for Refugees Office, **38:5**, 9-23

*See also individual witnesses by surname*

**Women** *see* Canada Employment and Immigration Commission;

Canada Works Program—Placements; Canadian Job Strategy; Challenge '85; Employment; Employment and Immigration Department—Liaison; General Industrial Training Program; Immigration; Job creation programs; Labour Department; Labour force; Part-time employees; Training programs; Unemployment—Older workers; Unemployment insurance—Board of Referees

**Women's Bureau** *see* Labour Department**Woodlots** *see* Job creation programs**Work permits** *see* Immigration; Refugees; Visitors**Work-sharing programs**, **1:56**

Evaluation, study, **3:15-6**

Ideal arrangement, 25%-75%, **3:15**

Labour Department position, **55:47**

Layoffs, averting, **4:10**

Numbers, **3:14-5**

Professional/non-professional, **3:15**

Research, **48:22-3**

Temporary, **4:11**

*See also Pulp and paper industry—Job maintenance and creation*

**Work sites**, government inspectors, **2:27-8****Work week** *see* Labour force**Workers** *see* Older workers**Workshops** *see* Job creation programs**Wright-Gauthier Advisory Committee** *see* Education**Wyman, Mr. Ken** (Employment and Immigration Department)

Employment and Immigration Department estimates, 1986-1987, main, **56:3**, 12; **57:3**, 7-8, 10-2

**YOF** *see* Youth Opportunity Fund**Youth**

Policy, **67:12-4**

Problems, Senate Committee report and New Democratic Party

Task Force report, government reaction, **67:12-3**

Program funding, 1986-1987, \$11 billion, **67:6**

Training for steady job, lack, **67:5**

*See also* Canadian Job Strategy; Employment and Immigration Department—Liaison; Job creation programs; Labour force; Students; Summer Canada Works Program; Unemployment

**Youth Opportunity Fund** *see* Job creation programs—Youth**Youth Training Option** *see* Training programs**Yukon** *see* Canadian Job Strategy—Job Development Program, Funding**Zaifman, Mr. Ken** (Canadian Bar Association)

Employment and Immigration Department Annual Report, 1983-1984, and Canada Employment and Immigration Commission Annual Report, 1983-1984, and Unemployment

**Zaifman, Mr. Ken—Cont.**

Employment and Immigration Department Annual Report—*Cont.*

Insurance Account, Auditor General's Report, 1983, **12**:4-20,  
29, 32-5, 38-40, 42, 44-6

**Zaifman, Mr. Ken—Cont.**

Refugees, Plaut report, *Refugee Determination in Canada*, **40**:3-18

**7-Eleven Food Stores** *see* Challenge '86—Private sector

**"2123 Rule"** *see* Immigration





*If undelivered, return COVER ONLY to:  
Canadian Government Publishing Centre,  
Supply and Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:  
Centre d'édition du gouvernement du Canada,  
Approvisionnement et Services Canada,  
Ottawa, Canada, K1A 0S9*











511

8 1987



